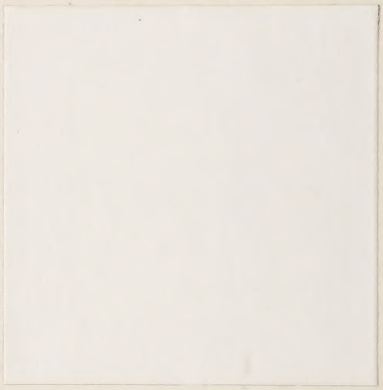
HL
1



Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1927unse_3

REVUE

DES

DEUX MONDES

XCVII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME XLI. — 1er SEPTEMBRE 1927.

REVUE

DES

DEUX MONDES

ÉCOLASTICAT — SOC. DE MARIE

XCVII^e ANNÉE. — SEPTIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE ET UNIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—

1927

THE GETTY CENTER

LE PACHA DE TOMBOUCTOU

DEUXIÈME PARTIE (1)

LES CHEMINS DE L'ATLAS

Marrakech, qui ne fut longtemps à travers les oliviers, les arganiers et les branches de figuiers, qu'une tache rouge entourée de palmiers sombres, a disparu. La montagne des Chleuhs a fini d'absorber les cavaliers et les fantassins, les chefs et les auxiliaires : ils ne sont plus que des pierres mouvantes au milieu des éboulis, un bruit dans le silence, pareil à celui des neiges qui croulent au fond des vallées.

En avant, dix caïds précèdent leurs compagnies de trois cents hommes. Et quels caïds! Très bruns pour la plupart, tous renégats. Ali ben Mostapha, figure anguleuse comme son caractère, né à Séville d'un savetier nommé Barbanégra, avait accepté la filiation de son parrain musulman. Ahmed ben Youssef, à l'énorme mâchoire, né à Murcie du muletier Podiriga. Ensuite venait Mostapha Ed Torki, ainsi appelé parce qu'un pirate turc l'avait vendu dès l'enfance et qu'il avait oublié son nom ; il ne portait pas la barbe, mais de lourdes moustaches, et parlait souvent d'Al Djezaïr, la ville blanche qui ouvre son port sur la mer infidèle. De même, Mostapha ben Askar, dont la vente avait profité à un chef de bande armée;

Copyright by André Demaison, 1927.
(1) Voyez la *Revue* du 15 août.

brutal et désordonné, l'œil dur, il ne jouait toutefois sa vie qu'avec force ruses. Ahmed ben Attar, libéré par un marchand et qui avait adopté la coupe soignée de sa barbe, ombre semi-circulaire autour d'un visage trop blanc. Suivaient, droits sur leurs chevaux, Ammar el Fita, qui avait renié vers la même époque que Djouder et dont l'ambition tourmentait parfois les lignes nettes du visage, et les trois hommes que les guerres des Flandres avaient faits blonds parce que leurs pères y avaient pris épouse : Ahmed ben El Haddad, fils d'armurier, au regard soumis, — il aimait mieux suivre que précéder ; Bou Chiba et Bou Ghéita, tous deux surnommés *El Amri*. Enfin, Ahmed el Haroussi, l'Andalou, presque noir, lippu, larges épaules et ventre arrondi, qui avait fui Grenade pour tomber dans le guêpier marocain : il commandait la section des pierriers, — destinés, prétendait-il, à couvrir les cris des blessés...

Les cinq cents arquebusiers à cheval, renégats acquis à la fortune de Djouder, suivaient sous son commandement direct, ainsi qu'un nombre égal de lanciers marocains. Ferriro, lieutenant général, se tenait près de lui avec les étendards.

Et la colonne allait, seule avec la montagne. Comme Djouder prenait des otages dans les tribus chleuhs, les montagnards se criaient des questions d'un flanc à l'autre des vallées et disparaissaient. Effarouchés, les éperviers et les aigles s'élevaient en tournoyant et revenaient, curieux, pour repartir en ligne droite. Il n'y avait que les roches pour se pencher, impassibles, sur la fatigue des renégats.

Fatigue immense! Chaque croupe de cette montée infinie ajoutait au poids des cent cinquante tentes que l'armée emportait pour abriter les sections ; chaque raidillon rendait plus lourds les trois cents quintaux de poudre, les trois cents quintaux de balles en plomb, les trente quintaux de pulvérin, avec leur assortiment de mèches et de pierres à fusil. Plus l'air se raréfiait et plus la peine était massive de porter les mousquets, le fer pour réparer les armes, l'étoupe, la poix et l'alqitran destinés aux embarcations que le Pacha devait construire sur le fleuve de Gao et de Tombouctou. Les apothicaires eux-mêmes, compagnons inséparables des guerriers, en arrivaient à calculer la charge de leurs remèdes, peaux de serpents et de lézards, onguents à la licorne et à la thériaque, têtes de porcs-épics, graines de cumin et d'anis, racines et écorces de safran, pétales

de roses et piments de toutes sortes, indispensables à la santé des hommes et propres à chasser les maléfices.

Mais cette lassitude n'était pas celle qui accompagne d'ordinaire les changements de position ou les levées de camp. La troupe ne traînait pas seulement des armes, des remèdes, des munitions, des cordes de lin et la foule d'outils destinés à détruire ou construire suivant l'occasion et la nécessité. Importuns et pesants, les génies de la montagne s'agrippaient aux djellabas des hommes, aux queues des animaux, les tiraient en arrière. Alors, les jarrets se tendaient, les dos se courbaient, les cuisses des bêtes s'allongeaient et les échines formaient des cintres sous le bât. Les chevaux, abreuvés d'eau glacée, broyaient leurs dents en pensant à l'herbe et à la paille de la plaine. Ainsi d'heure en heure le fardeau s'alourdissait et, ne trouvant pas d'allégeance le lendemain, s'augmentait de charges confuses.

Toutefois, nul ne s'attardait. Tous étaient encore accrochés à la volonté de leur chef, qui les précédait. Seuls les bourricots, habitués à la misère, atteignirent le col, abordèrent la descente, l'esprit distrait et l'oreille basse.

Le destin des hommes bascula comme la route. Sensation sourde : les renégats pensèrent moins à Marrakech, qu'ils venaient de quitter, qu'à l'or vers lequel ils descendaient. Le rideau fermé derrière eux, ils ne virent plus que l'or et connurent prématurément les jouissances de la conquête. L'or les poussait à dévaler sur les pentes.

Moins soucieux des richesses lointaines, les otages ramassés dans les tribus chleuhs chantaient leurs étranges chansons de la montagne. « La beauté est une main qui s'élève vers le ciel... Elle est le visage qui se découvre, un arbre dans le vent, un voile qui s'agite avec douceur... » A ces mots, quelques eunuques qui portaient les armes rugirent que la beauté se trouvait dans le sang qui coule, vermeil, des viandes entassées.

Mais les renégats, eux, ne parlaient plus que du Soudan, qu'ils croyaient déjà tenir dans leurs mains. « *El Oro!* » Ces mots se changeaient en soupirs, pénétraient dans les rêves ; si bien que l'armée ne voyait plus les précipices et qu'un groupe de soldats disparut un soir en hurlant comme des damnés, entraînant les pierres qui dégringolaient avec eux.

Combien d'hommes perdus? Dix? Vingt? Cent? On ne sut. Les autres se plaquèrent contre la paroi opposée.

— Cela en fera moins pour partager l'or! pensa quelqu'un tout haut.

...Ce soir-là, les chants et les conversations se turent. Quelques aigles, dérangés, ululèrent, pendant que les nuages continuaient à jouer avec la glace des cimes.

LES MAITRES DU MONDE

Ben Cheddad, demanda le Pacha au chef des guides qu'il venait de prendre à la porte du désert, quelle est cette contrée aride devant nous?

— El Hammada el Arich, sidi.

— Et après, que trouverons-nous?

— El Erg Siguidi.

— Et après?

— El Eglab.

— Et après?

— Ech Chach.

A ce moment, le marabout de Lektaoua, sur l'Oued Drââ, où l'armée venait de compléter ses effectifs en animaux et ses approvisionnements, s'approcha de Djouder. Il avait acquis de la renommée dans la science des hommes, des astres, et des influences cachées qui les relient.

— La route est facile à suivre, dit-il. Les caravanes et les courriers vont et viennent avec la permission de l'Unique, — Lui seul nous conduit sur tous les chemins.

— Omar En Naciri a parlé pour dire vrai, s'écria Ould Kirinfil qui avait rejoint l'armée. Et Dieu nous montrera la voie.

— Seulement, continua le marabout, je vais vous dire une parole avant de vous quitter et de rentrer dans ma maison.

— Parle, dit le Pacha.

— Méfiez-vous des J'noun du désert! La pierre que tu aperçois, le ravin que tu ne vois pas, cache un djinn. Le Sahara est peuplé de « ces gens-là » en désaccord avec le reste des hommes... Nos « voisins » sont susceptibles et rancuniers. Il faut se concilier ceux du Levant le long de la route, et ceux du Sud pendant la bataille... J'ai dit... Essalâma!

Sur une longueur de deux lieues, l'armée du Pacha s'étirait dans la plaine. En quatre files parallèles, huit mille chameaux portaient les hommes, leur attirail de guerre et les munitions, des couffins de dattes sèches et d'orge dont le nombre avait épuisé les oasis, des fardeaux de dattes molles bourrées dans des peaux de chèvre, — comme aux pays d'Europe les chrétiens bourrent la viande hachée dans des boyaux d'animaux, — et les outres pleines d'eau, faites de peaux de bœuf entières, enduites de goudron à l'intérieur, chargées à raison de deux par bête. Et du haut des chameaux, en quatre files parallèles, sectionnées par les caïds et les officiers, quatre mille guerriers, balancés à l'amble de seize mille paires de pattes, se présentaient au Sahara, sur la route de l'or : les fantassins en djellaba blanche rayée d'ocre rouge et turban blanc; les cavaliers en burnous blanc et turban rouge; les lanciers arabes en djellaba brune, coiffés de mograbis couleur de sang desséché, au ras du crâne. Quant aux chameliers, ils n'avaient pas plus d'uniforme que les bêtes de somme.

En les voyant défiler, Djouder s'emplissait le cœur de gloire : de tout temps, commander à des masses d'hommes et d'animaux a été une des plus grandes joies humaines.

Premières heures dans le désert... Jusque-là les renégats, poursuivis par les récits des caravaniers, mélangeaient sans ordre les impressions entendues et se formaient eux-mêmes, du Sahara, un tableau où la fantaisie et les chimères étaient assaisonnées d'angoisse ou d'épouvante, de supercherie et de silence. Et voilà que devant eux s'étendait une plaine jaunâtre, semée d'innombrables cailloux, tels qu'on en voit dans la campagne de Marrakech, comme si un fleuve s'était retiré et avait découvert son lit. A certaines heures, des constructions s'élevaient, toutes grises : châteaux avec murailles, tourelles et donjon. De près, les plus surpris s'apercevaient que les forteresses n'étaient que jeux de la nature, travail du vent qui avait découpé les collines avec patience et ténacité. Ailleurs, des lanciers et des chameliers arabes, qui avaient combattu sur les confins du royaume de Tlemcen, croyaient reconnaître les vastes plaines jaune clair de la Moulouyia.

Le premier étonnement passé, la nouveauté de l'expédition et la joie de l'or délièrent les langues. Une ivresse, — la liberté goûtée en commun, — s'empara des hommes, et chacun ne

pensa plus qu'à faire montre de son savoir et à se hausser sur son voisin.

— Je vous dis, criait un ancien marchand de Séville, qu'un oiseau extraordinaire, qui aboyait comme un chien, approcha pendant cinq nuits le cadavre impérial de Charles-Quint. Les moines qui veillaient en étaient pleins de terreur...

— Le monde fut dans un grand tourment! opinait un homme timide qui n'osait contredire.

— L'évêque de Pampelune en a été témoin et l'a raconté à mon père, continuait le marchand.

— Qui n'a pas vu la guerre des Flandres n'a rien vu! criait un soldat qui avait combattu avec le duc d'Albe. On coupait les hérétiques en morceaux, on pillait les villes...

— Si Charles-Quint n'était pas mort, il ne nous aurait pas laissés longtemps dans leur Maroc de malédiction. Tandis que Philippe le deuxième...

— Et la bataille d'El Ksar el Kébir! grognait un vieux reître. On m'a forcé à la gagner sur les Portugais...

Ainsi les paroles s'ajoutaient aux paroles, et les heures aux heures, comme les touffes d'areg succédaient interminablement aux minuscules plantes grasses.

Quand arrivait le soir, l'immense convoi s'arrêtait. On baraquait les chameaux, on les déchargeait pour leur laisser paître les broussailles qui croissaient entre les pierres. Alors, la solitude se peuplait. Une ville naissait pour s'évanouir le lendemain, à l'étonnement des étoiles et du soleil. Le vent qui venait encore de l'ouest soufflait entre les tentes, sur les pâles petits feux, et dispersait au passage le chant des hommes, le jeu des rebabs, le murmure des gumbris, les grognements des chameaux que ramenaient leurs gardiens, les cris perçants de ceux-ci qui ponctuaient les rires et les disputes, les mille bruits d'une troupe au repos.

Jusqu'au moment où la nuit recouvrait également les hommes, les bêtes et les pierres, et les rêves du Pacha.

L'UNIFORMITÉ s'étendit sur l'armée qui ne fut, elle-même, qu'une ligne plus colorée portée sur seize mille pattes qui s'enchevêtraient : régularité des consignes prescrites par le Pacha, retour à heure fixe des distributions d'eau et de vivres, grisaille de la terre immense et dépouillée; grisaille du ciel dont

s'emparaient tour à tour et sans incidents le soleil et la nuit.

A mesure que les renégats s'éloignaient de Marrakech, de ses mosquées, de ses places publiques et de ses bazars, pour se plonger dans la solitude, leurs pensées devenaient aussi rares que les roches qui trouaient par intervalles la platitude du sol, mais opiniâtres comme celles d'un avare. Quand les dernières collines, où les derniers douars s'abritaient, eurent disparu, quelqu'un, au milieu de la Hammada El Arich qui s'étendait à perte de vue, s'écria :

— Nous sommes maintenant les maîtres du monde !

Le mot courut le long de l'enchaînement des hommes et des bêtes. On se mit à rire des prescriptions urbaines et les renégats oublièrent alors qu'ils avaient été des esclaves.

Leur chef n'osa pas contredire le mot qui les libérait.

Ce n'était là que le début. La troupe voyait bien encore la maîtrise du monde à la suite du Pacha ; toutefois, loin des vizirs, des troupes marocaines et des représailles, pas encore aveulie par les privations, elle se mit inconsciemment à jouer la partie à égalité avec Djouder.

Celui-ci réunit deux fois par jour ses caïds, afin de garder en mains les soldats.

Au départ de Marrakech et jusqu'à l'entrée du désert, l'armée s'arrêtait à chaque heure où le Prophète prescrit la prière. Chacun tournait la tête vers La Mecque, s'inclinait jusqu'à terre en proclamant à l'Orient la grandeur du Dieu unique, — du Dieu portatif qui, pour les nomades, avait remplacé les lourdes idoles, — et la sainteté de son envoyé. Mais l'ombre des minarets, le recueillement des mosquées, ne couvraient plus ces hommes. Peu à peu, les têtes s'inclinèrent moins bas : la terre était brûlante et les yeux échauffés. Pour s'abstenir, les mousquetaires prétendirent que ces fréquents arrêts dérangeaient l'ordonnance de l'armée et la disposition des bâts.

A dire vrai, une nouvelle religion s'était implantée dans les cœurs : celle de l'or. Elle avait refoulé la religion d'emprunt acceptée dans la détresse ou l'impiété. Cette première défaite, insensible comme la coulée du sable dans le sablier, avait introduit le doute. Des circonstances que n'auraient prévues ni les soldats, ni le Pacha, ni les imams, ni le Sultan lui-même, amenèrent le remords.

Ce furent d'abord les discussions d'un nommé Abdellâtif, érudit sorti de la médersa Bou Anania de Fez, et que les oulémas de Marrakech avaient joint à l'armée pour envoyer des rapports sur l'orthodoxie des Soudanais. Ce que le chant des muezzins et l'ambiance d'une cité populaire avaient pu provoquer, ce que la crainte du retour à l'esclavage avait imposé à ces hommes, les discours d'un petit savant de trente ans, rose et gras, ne pouvaient le maintenir; ils ne firent qu'exaspérer les esprits, rappeler aux renégats la trahison envers leur Dieu et soulever la boue qui tapissait le fond des âmes. Les têtes alourdies par la marche ne s'inclinèrent plus que sous le poids du sommeil. Les croyances se trouvèrent en équilibre instable, sur un fil tendu, prêt à se rompre. Il suffisait de peu pour les faire chavirer.

L'armée, quittant la Hammada, limitée par un oued desséché, aborda un pays ondulé fait de sable constamment déplacé par le vent, fixé çà et là par des touffes de broussailles, accumulé parfois en lourdes masses contre une colline de roches émergeantes.

Le soir, un groupe de chameaux en quête de pâturages s'égara sur une de ces pentes. Les chameliers les y poursuivirent pour les ramener avant la nuit noire. Ce fut alors que le premier événement se produisit.

Comme le repas était achevé, et que chacun se proposait de s'allonger, écrasé de sommeil, un bruit se fit entendre dans la solitude, pareil à celui qui sort des clochers lointains et court dans la campagne à l'heure des offices. Les premiers qui le perçurent n'en crurent pas leurs oreilles et se mirent à épier dans les yeux des voisins l'étonnement ou l'indifférence, afin de contrôler leurs propres sensations, ne sachant encore s'ils préféraient la réalité à l'hallucination...

— Les cloches ! dit une voix.

— Les cloches ! répondirent d'autres voix.

La résonnance s'enflait dans le vide à peine éclairé par la dernière traînée du crépuscule.

— Les cloches ! répétaient les rénégats.

Il y en eut, — parmi les moins solides d'esprit, — qui s'allongèrent sur le sol en se bouchant les oreilles, d'autres qui coururent du côté des hauteurs jusqu'aux limites du camp. Les moins agités, n'ayant point obtenu d'explications, s'endormirent après avoir haussé les épaules et craché par terre.

— Que signifie ce bruit ? demandèrent aux guides le Pacha et Ferriro.

— Le chant de la montagne... Quand tu marches sur les sables, dit l'un d'eux, ils descendent en coulant comme l'eau d'un oued au moment des pluies, et alors la montagne chante...

— Tout ceci est bien extraordinaire, ami Ferriro !

— Nous en verrons bien d'autres, conclut le vieux soldat.

Le camp émit encore quelques rumeurs, qui finirent par s'apaiser lorsque tous les chameliers furent rentrés.

Blafarde, la Voie lactée embuait à peine le ciel. Le froid nocturne se répandait et faisait claquer les dents.

Des feux s'allumèrent, s'éteignirent. Et la nuit, large comme le monde, enveloppa les renégats.

LA PRISON SANS MURAILLES

On n'entendit plus un chant d'oiseau. La Hammada dépassée, la terre ne fut plus qu'une solitude plate où s'accrochaient, avec peine, les touffes d'areg désirées des chameaux. Mais la Hammada avec ses paysages d'une splendeur désespérée, avec ses roches bleues, rouges, noires, dorées, la Hammada el Arich, carcasse décharnée, nettoyée par le vent, avait ébranlé le moral de l'armée. La première commotion, si légère qu'elle eût été, avait choqué ces hommes rudes auxquels les débauches des sens, le dévoiement de l'esprit, avaient cependant laissé une âme naïve.

Fournir dans l'isolement une amorce aux pensées, c'est jeter une braise sur un tas de bois sec. Les chefs purent à loisir expliquer le phénomène des cloches : peu nombreux ceux qui furent satisfaits.

On surprit la nuit suivante des soldats qui, pour contrôler ces dires, hurlaient des phrases aux abords du camp, à la recherche de l'écho.

Maintenant chaque pas qui faisait avancer l'armée dans le vide, modifiait l'état des âmes. Éloignés de la cité et de ses mille bruits, les renégats connurent peu à peu la joie passée des discours copieux et vains, des menus besoins et des désirs, l'agréable chatouillement des soucis quotidiens. Avec ces souvenirs, les regrets légers commencèrent de réapparaître. On pouvait entendre des hommes attacher une importance

méconnue jusqu'alors aux beignets de Bab Roob, à la soupe de fèves des gargotiers d'El Ksour, aux saucisses embrochées vendues au souk des potiers. D'autres, de goûts plus relevés, pensèrent avec fixité aux treilles qui ombrageaient les perrons dans le souk des teinturiers et dans le haut de la kasbah, ou écoutèrent en rêve le petit oiseau qu'ils avaient enfermé dans une cage bariolée.

Les idées, raréfiées, sonnèrent dans les cerveaux, pareilles aux heures d'un carillon par une nuit d'été ; elles se détachèrent dans l'esprit comme les étoiles au fond de la lunette des savants qui interrogent le ciel. Ces hommes, entraînés jusque-là dans un tourbillon qui avait bousculé leur volonté au gré des événements, regardèrent au creux de leur être. Ce qu'ils y virent changea leur caractère. Beaucoup se croyant maîtres de leur destin, reprirent peu à peu leur indépendance. La tolérance des chefs excita l'audace des plus turbulents.

Dans le désert, la liberté s'insinua en eux comme le sable fin dans les habits et les cheveux. Ils reprirent complètement leur langage d'Espagne, rappel de la patrie, pour resserrer les liens qui les unissaient à travers des dangers inconnus, mais aussi pour marquer l'attachement à l'ancienne foi qui sommeillait en eux et qu'ils avaient cachée par contrainte. Leurs noms véritables sortirent de leur mémoire, — trésors que l'on déterre après le passage de l'envahisseur. Plusieurs débutèrent même par dire timidement leur histoire. Puis la jactance les gagna. On connut ainsi les détails de leur capture, de leur vie passée.

Confessions étranges! Il y avait là des hommes frappés d'infamie : un fils illégitime, un chanteur ambulant qui s'était engagé contre les Maures et avait fui son poste, un soldat chassé de l'armée d'Italie, deux usuriers, un plébéien qui avait à tort pris les armes de *caballero*, un bouffon, un laïque qui avait usurpé les fonctions sacerdotales et dit la messe, un orfèvre qui avait mêlé du cuivre à l'or d'un homme puissant. On entendit un médecin qui, par manque d'habileté, avait envoyé un homme libre au tombeau : il avait fui la déportation de cinq années sur une île. A voix basse, un homme confia à l'oreille d'un camarade qu'il avait tué son neveu pour hériter, que la mer était son partage, mais qu'il voulait mourir sans être fouetté ni lié dans un sac de cuir avec un coq, un chien, une

vipère et un singe, selon l'usage. Il y avait aussi un adultère qui avait échappé à la peine de mort, et un homme destiné à la réclusion pour avoir épousé une seconde femme du vivant de la première...

Ainsi, beaucoup d'entre eux, qui avaient cherché à retrouver au loin leur réputation, se vantaient de méfaits incroyables ou méprisaient la raison de leur naissance.

Des clans se formèrent, des groupes d'attirance se réunirent le soir et essayèrent de continuer le matin pour reprendre la marche. Le Pacha, conseillé par les caïds, dut regrouper l'armée, en tenant compte des dissidences ou des parentés éloignées que chacun venait de révéler.

Comme le vent de la mer arrivait encore sur le désert et que les puits n'étaient pas rares, la soif ne tourmentait personne. Les bavards en profitèrent. Abdellâtif se démenait, élevant la voix pendant la marche, allant de l'un à l'autre à l'étape, cherchant auditeur ou contradicteur. Il prétendait, à grand renfort de versets du Coran, qu'il ne fallait oublier aucune prescription qui pût compromettre l'entreprise. Il finit par s'accrocher à l'un des sapeurs, ancien frère-lai dans un couvent de moines franciscains de Malaga, employé autrefois à l'entretien des charpentes. Ce dernier s'appuyait sur le dogme avec une âpreté égale à la fougue d'Abdellâtif. Si le musulman était expert en ces controverses qui faisaient le fond des conversations à la médersah, le frère-lai avait admis, en une fois, les principes de la théologie, écartant toute accointance avec le doute.

Abdellâtif, quand il l'abandonnait, silencieux et buté, cherchait un autre adepte. A bout de ressources, le silence et le laisser-faire excitant son audace, il en venait à critiquer la tiédeur des croyances et l'irrégularité des prières. Sincère peut-être, il exaspéra par trop de zèle; si bien qu'un soir Ferriro aborda le Pacha et désignant du menton le lettré :

— As-tu confiance en ce bavard?

— Je ne m'en soucie pas.

— Tu as tort. Surveille ses doigts et sa langue, sa plume et ses conversations...

— Que penses-tu? Que crois-tu?

— Un œil et une oreille du Victorieux...

— Bah !
— Ou d'un vizir...
— Heuh !
— Ou de Mahmoud Zergoun, ton ennemi...

Chaque nuit calmait l'inquiétude, apaisait les discussions, les querelles irraisonnées. Mais dans l'aurore, ceux qui guettaient les bruits qui naissent à l'éveil de la terre n'entendaient que les injures des hommes et les rauquements des chameaux. Chaque matin présentait aux regards le même bleu pâle du ciel, le même visage gris de la plaine où, en interminable défilé, l'armée se balançait au rythme du pas des montures.

Ce pas régulier, et ce rythme souple, finirent par influer sur la cadence des idées. Les folies que nul n'osait encore proclamer s'agitèrent d'un mouvement uniforme et pervers. Les hommes rongés de maroltes s'enlisèrent dans l'idée fixe et ne gardèrent de libres que le nez pour respirer et la bouche pour manger. En même temps commença la déroute des sens. La sueur corrompit l'odorat; l'eau tiède, l'eau lourde et les dattes acides démolirent le goût, exaspéré par le regret des pâtées à l'ail d'Espagne; l'ouïe ne supporta plus les histoires et les chansons rabachées. Le toucher, lui-même, qui ne veut que doux contacts, était meurtri de la continuelle rudesse des vêtements chargés de poussière.

Soucieux d'échapper à cette hantise, ils regardèrent autour d'eux. Mais le déplacement des corps, pour ondoyants qu'ils fussent, ne renouvelait pas la vue. Une dune était l'image reflétée d'une autre dune, une touffe d'areg était une autre touffe d'areg. A droite, à gauche, l'espace. Au-dessus, l'immensité vide. Sous les pas, l'étendue tour à tour solide et mouvante, mais toujours pareille à elle-même. Partout, route ouverte... Cependant, au centre de cette liberté, lanciers, arquebusiers et mousquetaires, bachouds et caïds, Ferriro et le Pacha lui-même, tous se trouvaient enfermés dans une prison étroite d'où leurs idées ne pouvaient s'évader, une prison qui les suivait, s'attachait à leur marche, une prison dont les limites reculaient sans cesse devant eux, une prison sans murailles...

Un fusilier de la compagnie de Mohammed ed Torki dit à ses voisins :

— Par Dieu ! si la terre est toujours aussi plate, quand nous

arriverons au bord, si nous n'y faisons pas attention, nous nous casserons la figure !

Autour de lui un rire désordonné fit osciller la compagnie de Bou Chiba et celle du caïd El Haddad. Les chameaux agitèrent la tête et montrèrent le blanc de leurs yeux saillants.

Quand le mot arriva, déformé, au bout de la colonne, il y était question que l'on avait perdu la route...

Un des guides faillit être massacré.

LA CROIX DU SUD

Douze jours après le départ de Lektaoua, la compagnie du caïd Bou Gheïta prétendit que l'on errait depuis deux mois dans le désert... Cela fit comme un début d'émeute. Djouder renforça l'autorité des bachouds.

— Attends un peu, Pacha, avait dit Ben Cheddad. Quand nous traverserons Ech Chach, ils garderont leur salive comme un mendiant ménage une poignée de couscouss...

Le vent, qui avait d'abord apporté quelque fraîcheur de l'Océan, fut remplacé par le vent d'est. Une longue course à travers l'aridité l'avait rendu aride. Il apportait avec lui la poussière du désert, auprès de quoi la farine des moulins de Marrakech est du gravier. Cette poudre subtile s'accrocha au poil des chameaux, entra dans leurs narines, grossit démesurément leurs longs cils. Les hommes passaient leur temps à la secouer de leurs habits, à la disperser, à l'extraire de leurs paupières, à la cracher.

Cependant, pour éviter l'engourdissement, le Pacha venait de prescrire la marche à pied dans les endroits où le sol est ferme et rocailleux. « Ça allègera les bêtes », avait ajouté Ferriro.

La poussière d'enfer pénétra dans les chausses, fit des magmas corrosifs. Un homme eut les pieds meurtris. Un second parla de pieds ensanglantés. Cela ne s'arrêta pas à deux hommes. Des murmures s'élevèrent, que la chanson du vent d'est accompagnait, — vent inutile et meurtrier, insinuant comme le remords, vent chargé d'orages qui n'ont jamais éclaté.

La journée, écoulée dans la gêne, s'acheva dans le désarroi. Parmi les plus turbulents, était un homme au teint jaune que l'ambition et l'envie avaient guidé dans la marche vers le Soudan. Le départ ne lui avait point calmé la bile, qui était

sans cesse en mouvement. Par dérision de son caractère, il avait été surnommé *Khalifa*, le chef. Ce fut de lui que vint le premier trouble.

Au campement du soir, deux lanciers arabes, fatigués, laissèrent choir à terre leurs lances. Le destin voulut que les hampes se missent en croix. Un cri! Rage ou stupeur? Personne ne le sut jamais. On vit le *Khalifa* se précipiter, on l'entendit hurler que l'on voulait sa mort, que tout le camp le poursuivait, et qu'au surplus le malheur arrivait sur le camp. Le pis de tout fut que personne n'osa ramasser les lances et qu'il fallut appeler un Arabe, gardien de bêtes, qui ne comprenait rien à la chose.

... Dans l'obscurité, des renégats se retinrent de clamer leur repentir, leur aveuglement, leur lâcheté, tandis que le froid des nuits désertiques engourdissait l'armée et pénétrait dans le cœur du Pacha.

Un autre jour, vers l'heure de la prière du soleil déclinant, un homme dit : « La route de l'or est sèche! » Et cela provoqua des disputes dont la rumeur frissonna le long de l'armée en caravane.

A une autre heure, comme le sable se dérobait sous les pas, un homme à pied s'écria : « La route est mouvante. » Et il fallut arrêter une panique.

A dater de l'épisode des deux lances, tout devint prétexte à murmurer. La colère s'amassait. L'abcès ne demandait qu'à crever. A Marrakech, les plaisirs de la ville avaient épaissi la peau de ces hommes. Ici le moindre bruit insolite les effraya, les agaça. Leurs injures familières, jusque-là mots d'amitié, se firent pointues et coupantes. Ils en vinrent à se quereller pour des futilités. Chacun prétextait sa supériorité sur l'arme voisine. Les mousquetaires réclamèrent une ration d'eau supérieure à celle des lanciers. Les conducteurs de pierriers et de petits canons se montrèrent plus exigeants encore. Accusés de ne faire que du tapage et de la fumée, ils rétorquèrent que cela glaçait le cœur de l'ennemi mieux que la crainte des morceaux de plomb lancés par les mousquets et qui se perdent dans le sable. L'accord ne se faisait qu'au sujet de la nourriture, mais pour la maudire : « ils en avaient assez des galettes de semoule durcie, des dattes séchées ou pressées. » Et, comme

des enfants, ils se montraient leurs gencives saignantes et ne parlaient que de leur gorge irritée.

Parfois, le silence s'amoncelait sur la troupe et la mettait à l'unisson de la nature immobile. Et ces hommes qui possédaient toute la terre que leurs yeux pouvaient découvrir et celle qui dépassait leurs regards, étaient gênés de ce privilège. L'univers était à eux, et ils en étaient encombrés.

Dans la solitude, ils éprouvèrent le désir, le besoin de se serrer. En se serrant, ils se connurent, — chose dangereuse entre toutes : on joue alors le tout pour le tout. Le trop plein de chacun reflua vers le trop plein de l'autre en un clapotis d'idées malsaines qui pouvait, un jour ou une nuit, tourner en tempête.

Les renégats, qui souffraient qu'à Marrakech on leur parlât du Croissant, du Prophète et de sa loi, trouvèrent ici ces discussions insupportables. A maintes reprises, on dut faire taire Abdellâtif ; il entendit raison quand il comprit que sa vie était en danger. En revanche, le soleil devint pour eux, chaque jour davantage sur la route du Sud, une tragique divinité : ils soupçonnèrent alors pourquoi des peuples, moins distraits qu'ils ne l'avaient été eux-mêmes, l'avaient adoré autant pour s'en défendre que pour réclamer ses faveurs.

Ferriro, qui observait l'armée, voulut avertir Djouder de cet état d'âme : il retrouva dans les yeux de son ami l'angoisse des hommes de troupe, mêlée à autre chose qui fouille le corps, l'esprit et le cœur. Plusieurs fois déjà, il venait de le surprendre entouré des apothicaires, en quête de remèdes, tourmentant les guides arabes, consultant dans sa fièvre ceux que leur ancien état semblait disposer à calmer les sentiments qui renaissaient sourdement, pareils à la douleur d'une blessure cachée mal guérie. L'idée de l'or, fil conducteur de l'aventure, avait fait place, pour le moment, aux regrets venus du fond de la mémoire et de l'instinct. Des simulacres, des apparences naïves, avaient pris la forme de vérités obsédantes ou hideuses. Était-ce l'image d'une femme, démesurément grandie dans le désert, ou celle de la croix? Étaient-ce les deux à la fois, qui remplissaient les yeux de Djouder?

Le lieutenant général, soldat de métier, sentit que la volonté du chef se diluait parmi les volontés qu'il avait jusque-là entraînées et que la situation se tendait à l'extrême.

Or, un après-midi que l'ancien moine avait été privé d'eau pour paroles graves proférées contre le Pacha, il dénoua son turban, exposant ainsi sa tête aux rayons du soleil. Cette tête en fut gravement troublée.

La nuit, à l'étape, il demeura immobile, les yeux fixés sur le ciel. Le sommeil qui écrasait l'armée s'éloignait de lui. Le regard élevé, il restait accroupi à la façon des croyants qui récitent la prière du moghreb. Ses lèvres s'agitaient, mais aucun son n'en sortait. Sur sa droite, la Voie lactée se penchait sur l'obscurité, confuse et indéfinie. Impassible, l'homme suivait les étoiles qui se détachaient de l'est pour gagner le zénith et redescendre à l'ouest: Antarès la rouge, l'Épi de la Vierge, le Lion, la Chèvre, et tant d'autres.

Il avait assisté, dans les débuts de sa claustration, un père abbé qui maniait l'astrolabe; mais sa connaissance ne dépassait pas les étoiles visibles du sol espagnol. Et voici que devant lui une étoile inconnue surgit au sud... Elle s'égare aussitôt parmi les autres dès son lever. Une étoile! Poussière de feu, étincelle lancée par un invisible foyer... Une deuxième se présente, qui n'apporte pas plus de certitude. Une troisième suit bientôt et cela fait un triangle couché, où l'œil de Dieu va sans doute apparaître. Non, mais une quatrième étoile qui complète le groupe...

Les yeux de l'homme, d'abord indifférents, s'agrandissent soudain, ses genoux tremblent, sa mâchoire aussi : une main formidable a disposé en croix ces quatre étoiles...

— La Cruz! murmure-t-il, la Cruz!

Comme une vérité infinie, le mot pénètre la cervelle de l'homme. Sa voix grandit avec la terreur et la surprise. Un arquebusier, encore ensommeillé, demande :

— Quelle croix?

— La Cruz! répète l'ancien frère-lai, au comble du saisissement.

— Quelle croix? jette une autre voix dans la nuit.

D'un geste, le moine indique la constellation qui se redresse lentement, — comme se dressa la croix sur le Golgotha quand le Christ y fut fixé, — tandis que sous leur manteau des escopettiers battent le briquet et allument les mèches.

Sautant de l'un à l'autre, la vision réveille la compagnie, la

brigade voisine. Les veilleurs eux-mêmes sont émus et s'agitent. Les bras se tendent vers l'horizon. Un chant s'élève, du côté du frère-lai que l'extase transforme : « *O crux ave, spes unica!* »

Et les mots, les phrases du cantique, revenaient dans la bouche de ces hommes dévoyés. Le chant, grêle d'abord, se gonflait de murmures. Beaucoup, parmi ces aventuriers, inclinaient le front jusqu'à terre pour se dérober à la vue du signe céleste. D'une voix rauque, la plupart suivaient, ainsi qu'au temps de leur jeunesse ils alternaient les strophes des psaumes devant les images de Dieu et de la Madone.

Cela devint une houle lente qui s'exaltait et gagnait de proche en proche. Un coup de feu, parti d'une extrémité de la colonne, mit en émoi l'armée entière. Le chant se fit désordonné, soutenu par la folie du moine. On vit passer des cavaliers sur lesquels on tira dans la nuit. Le camp fut alerté, jusqu'à ce que les caïds, se faisant connaître, eussent rétabli la paix. (On sut le lendemain que des hommes s'étaient égorgés cette nuit-là, croyant avoir affaire à des pillards de caravanes.)

Les chameliers, réveillés par tout ce tapage, inquiets pour leurs bêtes, pour les réserves de vivres et d'eau, ne purent reprendre le sommeil interrompu. Ils saisirent leur chapelet et se mirent à répéter indéfiniment la brève formule que Dieu lui-même dicta à Mahommed pour effacer les péchés. La chute des grains l'un sur l'autre faisait le bruit des gouttes d'eau dans une grotte solitaire.

... Claquant des dents, l'armée s'aplatit à nouveau sur la terre froide, comme une tente de nomades dont on a brisé les piquets et qui s'abat sur la plaine.

LES DÉMONS DE LIBYE

S'il est des mots qui, dans certaines religions, enchaînent la divinité, il en est d'autres qui enchaînent plus sûrement les humains. La Croix ! L'ancien moine qui l'avait vue surgir à l'horizon l'appelait maintenant à son secours contre les démons ailés qui parcourent l'espace. Toute une nuit à l'approche des salines de Téghaza, annoncées par les guides, il invoqua sa puissance protectrice.

— Méfiez-vous des « chitanes » qui viennent de l'Orient, en fuite devant le soleil et la lune, plus rapides que ces oiseaux

de rêve qui se transportent d'un bout à l'autre de la terre en quelques battements d'ailes!

Aux paroles du marabout de Lektaoua l'ancien moine, vaticinant dans sa fièvre, ajoutait encore :

— Méfiez-vous, disait-il dans la nuit, méfiez-vous des démons de Libye qui tentèrent les Pères de l'Église. Ils prendront forme de femmes pour vous leurrer, d'animaux fantastiques pour vous effrayer, de victuailles puissantes et douces pour vous décourager. Ils se montreront sous l'image de lacs et de sources pour narguer votre soif, vous faire maudire le jour de votre naissance et jusqu'à la mère qui vous enfanta.

Et comme inspiré par des voix intérieures, il clamait :

— Méfiez-vous, hommes de mon sang, méfiez-vous des démons de Libye qui combleront les puits entourés de palmiers et se découvriront à vous sous des apparences trompeuses pour vous guider à la recherche de l'eau indispensable. Ils emploieront les pires subterfuges et vous conduiront à la mort...

Paroles lourdes de danger!

— Et l'or?

— Oui, la route de l'or?

— Ils vous en éloigneront... J'ai entendu dire que, dans le monde, l'or est gardé par des divinités étranges, visibles comme le dragon de la Toison dorée, invisibles comme les démons du désert. Les arbres meurent sur la terre de l'or. Le maïs et le blé n'y poussent point. Les bœufs n'y trouvent pas de pâturages. Seul y pousse l'aphabalek, ce poison qui remplit de fous furieux les maisons de la mort. Ah! l'or est bien gardé...

— Nous en serons les maîtres! affirma une voix.

— Nous en serons les maîtres! répondirent les groupes alentour.

— Les génies ignorent sans doute la force de nos mousquets, le bruit de la poudre, la ruse de la balle, grogna le vieux soldat qui s'était battu en Andalousie et à El Ksar El Kebir.

— Méfiez-vous des démons de Libye! répétait le moine opiniâtre.

Paroles très lourdes de péril... Lancées dans la nuit, elles atteignirent ce qui restait des dix compagnies, plus sûrement qu'une nuée de flèches empoisonnées. Elles tombèrent sur des hommes au sang échauffé par la viande des bêtes que l'on abattait dès que leur charge d'eau ou de vivres secs était

consommée : viandes forcées, viandes fourbues qui changeaient les entrailles en foyers ardents.

A l'approche de Téghaza et du dernier puits d'eau douce qui précédait les salines, la crainte des démons et la peur de la soif partageaient les esprits et les corps.

Les guides arabes connaissaient bien le puits de Bir-Tarmanane qui alimentait les gardiens de ce trésor. Quand la tête de l'armée y arriva, il était entouré par des chameaux accroupis et des masses sombres d'où jaillissaient des lances en forme d'aiguilles pointées vers le ciel. A la vue de la troupe considérable qui arrivait, les masses sombres se dressèrent. C'étaient les premiers hommes rencontrés depuis la porte du désert; ils posèrent à terre leurs lances et vinrent à la rencontre de l'avant-garde, à pied, une main levée en signe de paix.

Les guides n'ignoraient pas leurs instincts pillards, mais ils étaient certains que nul d'entre eux n'oserait affronter une caravane de huit mille chameaux hérissée d'armes à feu.

— Les Touaregs! dirent-ils.

— Les hommes bleus!

Le caïd de tête allait prendre des dispositions pour abreuver l'armée et faire le plein des outres, quand un cri partit de l'avant :

— Les démons de Libye! Les démons de Libye!

Quand un tel cri retentit dans les oreilles d'hommes exténués et découragés, que peut-il arriver à la tombée de la nuit? Le cri se développait :

— Voyez la croix sur leur bouclier! la croix à leurs bras! la croix à leur baudrier! la croix à leur selle! L'image de notre crime!

Les hommes voilés et vêtus de bleu s'avançaient, jetant leurs lances et leurs épées.

— Méfiez-vous des démons de Libye! S'ils abandonnent leurs armes, c'est qu'ils en ont d'autres que nous ne pouvons pas voir!

Et, sans qu'on eût le temps de l'en empêcher, le moine saisit un mousquet, garnit le bassinet, alluma la mèche... Un coup partit... La balle en vrombissant passa sur les têtes des hommes bleus et alla frapper un des chameaux accroupis près du puits. La bête sursauta et s'enfuit... D'autres coups partaient... Terrorisés, les hommes bleus ne bougeaient d'abord pas... En vain,

les guides criaient-ils qu'il ne fallait pas tuer des croyants inoffensifs. En vain, les caïds arrivés en tête tentaient-ils de retenir les hommes. Les uns crurent à une attaque et en exagérèrent leur fureur. Les autres, voyant le signe de la croix se répéter partout, tuaient sans répit, déchiquetant les corps, brisant les armes à coups de sabre, pour supprimer la marque ou la preuve de leur folie... Les chameaux, frappés par les balles et terrifiés, s'égaillaient en tous sens, projetant la tête comme des coups de poing dans le vide. Sur leur dos se balançaient des selles inutiles dont le pommeau formait *le signe*.

Quand Djouder et Ferriro parvinrent sur les lieux, le soleil couchant éclairait le spectacle d'hommes aux yeux exorbités qui regardaient des cadavres, ou qui, ayant réuni des touffes d'areg, battaient en hâte leur briquet pour brûler les signes hallucinants que portaient les démons de Libye.

— Ils n'ont laissé frapper que leur enveloppe charnelle! criait l'ancien moine.

Des jurons lui répondirent sur le front de la troupe.

— Ramenez les chameaux vivants! ordonna le Pacha.

Et comme les auxiliaires se préparaient à exécuter l'ordre, on aperçut au sommet de la dune voisine une des montures des Touaregs qui, blessée, étalait sa tête et son col à ras de terre. Les détails de la selle se découpaient sur le soleil couchant, la croix du pommeau se profilait dans le ciel.

— La Cruz! La Cruz! murmuraient les hommes.

Et personne n'osait approcher la bête qui s'apprêtait à mourir...

Une grande discussion s'éleva ce soir-là entre Abdellâtif et le moine. Si-Mana, qui les avait entendus et qui avait fini par douter de leur raison, le rapporta à son maître et au lieutenant général.

— Djouder, ce moine est inquiétant, dit Ferriro avant de quitter la tente du Pacha.

— Il perdra l'armée, continua Ould Kirinfil, qui ne comprenait rien à ces histoires de croix.

— Il faut qu'il disparaisse, reprit Ferriro. Sinon c'est le trouble et la fin de tout.

Djouder acquiesça de la tête. Si-Mana approuva.

Ferriro sortit avec le Soudanais. Ils allaient à travers le camp. Arrivés à la compagnie du moine, ils interrogèrent l'homme de veille.

— Il est parti avec Abdellâtif, vers le Sud.

Ferriro et son compagnon marchèrent dans la nuit, suivirent un vallonnement. Tout à coup, à leur droite, une silhouette d'homme se détacha. Ils escaladèrent la dune. Un chameau agonisait, couché sur le flanc, les pattes encore agitées de spasmes. Tout près, un homme courbé sur un autre homme couché, comme s'il l'interrogeait, semblait affairé et n'entendait pas les deux arrivants.

— Le moine! murmura Ferriro.

Il faillit pousser un cri, et montra de la main à Ould Kirinfil l'homme en train de décoller la tête de son advervaire. Le Noir tirant le sabre suspendu à son épaule, interrogea son chef du regard. Le lieutenant du Pacha fit un geste. Sifflement dans la nuit, choc glissant : celui de la hache dans un bois mou. Le corps du moine s'écroula à côté de sa victime.

— Ils ne se disputeront plus! dit Ferriro.

— Jusqu'à leur rencontre avec Dieu! conclut le Soudanais.

Derrière eux, les deux corps remuaient faiblement, et comme l'eau d'une amphore renversée, leur sang se vidait sur le sable.

LES EMBUCHES DE L'AIR ET DU CIEL

Le bruit des mousquets avait vidé les routes du désert. Pas un être vivant autour des salines de Teghaza et de Taodenit. Pas même de vautours pour nettoyer les cadavres que l'armée des renégats semait dans sa marche vers le Sud. Le soleil habitait seul le ciel, en maître solide et patient.

A Marrakech, les hommes le contrariaient avec des murs, des arcades, des toits, des claies sur les rues; à Marrakech, les montagnes propices envoyaient leur haleine glacée. Ici la puissance du soleil croissait à chaque étape.

Un après-midi, un nuage égaré voulut traverser le ciel. Toute l'armée le suivit des yeux. Mais le soleil brûla les yeux de l'armée. Il brûla aussi le nuage, qui se perdit dans l'infini.

Le vertige s'empara des hommes. Vainement Djouder essaya de leur faire entendre qu'ils venaient de dépasser les limites de la puissance marocaine et de s'emparer par leur seule présence

des fameuses mines de sel dont la possession hantait le Sultan : ils ne purent comprendre que ces étendues givrées fussent l'occasion de discordes entre les empires. Et parce que la terre ne portait même plus de plantes grasses et d'arbres nains, ils ne rêvèrent que de sentiers dans les prairies, de pistes en forêt devinées parmi les broussailles.

Le Pacha, écartant sa propre angoisse, tenta de renforcer la discipline. L'armée lui répondit par des sarcasmes : « il fallait d'abord vivre, boire autre chose que de l'eau corrompue, manger d'autre nourriture que de la viande épuisée et des dattes sèches. » Les sanctions n'eurent aucun effet : la mort elle-même n'était plus une sanction. Ould Kirinfil parla de l'or, — inutilement : l'agonie des espoirs avait commencé.

A tout cela s'ajouta le trouble que le souvenir de la Croix avait apporté, et qui fut par le soleil changé en délire, mêlé au boire et au manger, à l'air brûlant, au point de rendre plus âcre le goût du désert qui est le goût de rien au monde. La fièvre gagna les soldats qui omettaient de bien rouler leur turban et ne pouvaient plus se relever à côté de leur monture : elle acheva les plus faibles. Un bachoud de la compagnie d'Ali ben Atar, à qui Djouder avait confié des graines, étant devenu fou, croyait, certains jours, qu'elles avaient produit des germes démesurés et qu'il transportait des jardins et des arbres; à d'autres heures, pour dégager sa responsabilité, il se plaignait à tous de ne jamais pouvoir les semer à Tombouctou.

Pour soustraire les renégats à cette influence, le Pacha, sur l'avis de Ferriro, ordonna de marcher la nuit et de dresser les tentes le matin, avant la chaleur. Au surplus, la marche nocturne épargnait aux hommes d'examiner entre eux leurs têtes hirsutes, couleur de terre et leurs masques déformés, leurs yeux caves et leurs langues tuméfiées.

Les divagations auraient dû se calmer pendant le sommeil du jour. Mais après avoir dépassé le dernier puits avant Araouâne, les hommes furent en proie à une haute excitation nerveuse, au point que les plus chétives circonstances les mettaient en grand émoi. La piété nouvelle de certains devint farouche : la nuit, pendant la marche, on aurait pu distinguer les coups dont ils se frappaient la poitrine; et beaucoup se croyant aux portes du jugement s'accusaient devant leurs semblables qui étaient eux-mêmes chargés de crimes plus lourds encore. D'autres se

muèrent en convertisseurs et cherchèrent des prosélytes pour leur ancienne foi. Dans leur folie, désespérés par le ciel et croyant qu'il refusait de les entendre, ils ouvrirent le sol et confièrent aux profondeurs leur honte et leur repentir.

Ceux mêmes qui, jusqu'à ce jour, avaient connu la simple béatitude d'un corps solide, conçurent des présages néfastes. Ces faibles d'esprit eurent raison lorsque, un soir, l'armée se crut aux confins de l'enfer. Les rêves du jour avaient été pénibles, les cauchemars tumultueux : la réalité les dépassa.

Ce fut, au milieu de la nuit, une poussée brûlante de l'air, venant du sud, face à l'armée. Un cri des guides, un ordre du pacha, et la tête de la colonne s'arrêta. Les chameaux s'écroulèrent, tournés par instinct vers le nord, le dos à l'ouragan qui accourait. Au ciel, plus d'étoiles, plus de constellations, une voûte noire qui s'abaissait, brûlante, sur les hommes, sur les bêtes. L'haleine des démons du sud, qui remplaçaient les démons de Libye, enveloppa toutes choses. Le sol lui-même devint inconsistant, pulvérisé, arraché par le vent de feu qui se répandait sur l'armée accroupie. Impalpable, la poussière pénétra dans les gorges et les poitrines, à travers les étoffes dont chacun se recouvrait la tête. Les mâchoires qui juraient, grincèrent plus fort. Les yeux qui pleuraient, pleurèrent de la boue. Les oreilles furent bouchées d'une masse visqueuse pour ne plus entendre cette désolation. Quelques gouttes de pluie, larges comme des douros, s'aplatirent sur le sol, mais n'arrivèrent pas à abattre la poudre qui se mélangeait à l'air et le rendait irrespirable.

Tout à coup, sans raison, le tumulte s'apaisa. Un chameau releva la tête, un homme se dressa. Les autres, impatients d'être délivrés de leur prostration, suivirent l'exemple.

— Allons! dirent les guides et Ould Kirinfil à Djouder, nous sommes bientôt à Araouâne. Le djaoui est fini.

— Y en a-t-il beaucoup de semblables à attendre, ou n'est-ce qu'un accident?

— Tout est dans la main d'Allah! dirent les guides. Hâtons-nous seulement de sortir du pays de la soif!

Et l'armée secouant son linceul de sable, s'enfonça dans la nuit, vers la Croix du Sud qui réapparaissait, victorieuse des éléments, la croix devenue pour eux symbole de mort, somme des souffrances qui s'abattent sur le corps et l'âme des humains.

Les guides avaient promis Araouâne la prochaine ville du désert. Les caïds, les bachouds, les chaouchs et les soldats parlèrent de ses maisons, de ses pâturages, comme d'une étape céleste. Les yeux éteints reprirent de l'éclat.

— Ferriro ! s'écria Djouder à la vue d'Araouâne apparue sur les dunes, ami Ferriro, je suis le premier homme à la peau blanche qui entre dans cette cité !

Le Pacha y pénétra en conquérant, mais n'y trouva d'autres sujets que des mouches en nombre incalculable. La peur l'avait précédé et avait chassé toutes les caravanes du point d'eau qui réunit les itinéraires du Sahara, du Tafilalet, du Drâà, de Ghadamès et de Libye, vers Tombouctou.

Les mouches n'avaient eu cure de suivre les chameaux à travers le désert. Des générations de mouches savaient qu'un chameau qui part est remplacé par un chameau qui arrive, et qu'il y a plus de profit à sucer l'œil et le sang d'une bête abreuvée que ceux d'une bête épuisée par la soif. Les mouches innombrables s'abattirent sur les hommes et sur ce qui restait des huit mille animaux du pacha Djouder, lieutenant du Sultan Moulay Ahmed le Victorieux.

Alors, ce fut la fuite loin de cette ville aux maisons basses, sordides et faites de pierres sèches, où il ne restait que des scorpions qui se promenaient parmi les crottes de chèvres et de chameaux. A cause de ces mouches, on se hâta et on omit de réparer les outres, de faire restaurer les bêtes en prévision du dernier effort. Et, au moment d'entrer au pays de la peur, on prépara ainsi le plus grand des tourments.

... Par la volonté d'Allah !

LE PUITS DE LA SOIF

Sur la terre, ruinée par le soleil, les pierres succédèrent au sable, le sable remplaça les pierres, et cela parut sans fin à des hommes que la fatalité, après des regains d'espoir, replongeait dans la misère. Indifférents au temps et à l'espace, ils ne remarquèrent même plus les changements et marchèrent, la tête vide, comme s'ils n'avaient jamais marché ailleurs ni autrement. D'heure en heure, la colonne s'allégeait : hommes et animaux disparaissaient en silence au cours des nuits obstinées.

A l'heure des repas, ces soldats qui, à Marrakech, se dispu-

taient comme des enfants autour des plats, voyaient avec dégoût arriver les distributions de vivres. Ils auraient donné des charges entières de dattes pour une double ration d'eau fraîche.

Ferriro, malgré des sursauts d'énergie, s'abandonnait et jurait qu'il ne savait plus si c'était Dieu ou Satan qui avait créé le malheur.

Le pacha Djouder, repris par son imagination, qui lui montrait le terme tout proche, excité par les dires d'Ould Kirinfil qui ne le quittait plus, cramponné au pouvoir, talonné par l'amour-propre, — la pensée de la femme le suivait, — fasciné par une image que grandissait chaque jour l'éloignement, luttait contre l'impossible.

Mais il ne put remonter l'état d'abattement de la troupe, propice aux négligences. Les sapeurs auraient dû goudronner leurs outres avant d'arriver dans la zone des vents brûlants : ils avaient négligé de le faire. Pis encore : les animaux ayant été bâtés à la hâte, il y eut des frottements nuisibles. Des outres craquèrent ou, usées, se déchirèrent. En deux jours, un tiers de la réserve d'eau se perdit. Les chameaux, avertis par leur instinct de la vie qui s'écoulait, essayèrent dans la nuit de lécher le liquide que la terre absorbait. Ils ne savaient pas lécher. Leurs babines fendues les trompèrent et ne firent que s'agacer au contact du poil des outres. Les chameliers arabes, mieux instruits du danger que la troupe des soldats espagnols, burent à longs traits cette eau plus précieuse que les montagnes de sel, les trésors dorés et les esclaves du Soudan. Ils en emplirent des gourdes qui se dissimulaient sous la djellaba.

Au matin, quand le désastre fut apparent, un cri s'éleva le long de la colonne. Ce ne fut bientôt plus une colonne, mais un tourbillon d'hommes qui, négligeant d'installer le campement, allaient d'une bête à l'autre, tâtaient les outres, en silence d'abord, — silence d'effroi, comme il arrive quand la vérité dangereuse s'implante dans la cervelle, — puis avec des soupirs partis du creux de la poitrine, suivis de jurons porteurs de rage et de détresse.

— Retournons sur nos pas! proposèrent les chefs de groupe.

— Allons aux puits d'Araouâne ! appuyèrent les soldats.

Pour la première fois, il fut question de reculer, de tourner le dos à l'or du Soudan, aux esclaves du Soudan, aux femmes

noires et faciles qui, avec le remords de la Croix, enfiévraient les nuits depuis l'entrée dans le désert.

En vain les guides avisèrent-ils que l'on trouverait des puits à Bir-Ounâne : c'était l'inconnu ; tandis que tous savaient, pour l'avoir bue, qu'ils auraient de l'eau à Araouâne. Des menaces parvinrent aux chefs, s'ils ne se décidaient pas. Et les chefs, pour ne pas voir diminuer leur autorité, Djouder pour ne pas laisser El Haroussi, qui se ralliait au désir de l'armée, conquérir le pouvoir par la force et l'assentiment des troupes, consentit, donna l'ordre de recul. Comme il voulait réserver l'avenir, il appela à son aide les Puissances, prétendit qu'à son idée l'avance était préférable, et qu'il écartait dès maintenant de sa tête l'annonce du danger.

L'armée fuyait devant la soif, l'ennemi sournois qui la suivait sur le sentier millénaire des chameaux. Implacable, le soleil écrasait la déroute. A tout moment, une bête épuisée tombait en dispersant sa charge. Abandonnée, elle tentait de se redresser, retombait, allongeait son long cou à ras de terre, balançait un instant sa bosse amaigrie, et enfin s'étendait sur le flanc, tout équilibre perdu, pour commencer les galopades de la mort.

Dans ce repli, pourtant, était l'espoir, l'eau retrouvée, les outres pleines et, de nouveau, la marche vers le Soudan... Inutile! le deuxième jour de la retraite, l'avant-garde arrêta des hommes voilés qui, pressés de questions, avouèrent, la gorge sèche, que les Touaregs affolés par le massacre de Bir Tarmanane, avaient comblé les puits après y avoir précipité des cadavres.

Des jurons capables d'ébranler le ciel répondirent à ces révélations que les guides hésitaient à traduire, et que l'on ne put empêcher de circuler parmi les renégats. Il fut question de tuer une partie de ces guides, de les décimer. Les soldats se croyaient trahis par eux, surtout en voyant les chameliers, pourvus d'eau ou abrutis par la fatalité, rester silencieux, sans une plainte, les doigts crispés sur leur chapelet, les lèvres immobiles dans la prière pour ne pas dessécher leurs lèvres.

Au moment de repartir dans le Sud, Djouder fit compter les hommes afin de rationner l'eau qui restait. Le chiffre des manquants, qui eût soulevé la terreur en d'autres circonstances,

donna du courage. Un homme perdu, une compagnie égarée, cela faisait de l'eau, une journée, deux journées de plus à boire. On apprit, et chacun en grogna d'aise, que la moitié de l'effectif avait péri, était peut-être retournée dans la nuit vers le Nord. Qui le savait? Qu'importait d'ailleurs? L'armée, par son nombre, n'était plus un outil de victoire, mais un danger pour elle-même. Tout homme devenait un consommateur d'eau, plus féroce qu'un partageur d'or et de butin.

Le souci des absents étant écarté, il fallait sauver les survivants. Ceux-ci trouvèrent les expédients les plus singuliers. Tout d'abord, ils parlèrent peu afin d'économiser la salive. On avait rationné l'eau; il fut prescrit de manger le moins possible de ces dattes qui attisaient la soif. Le Pacha réussit à faire comprendre qu'il était préférable de marcher lentement pour ne pas échauffer le sang des hommes et des bêtes.

Cela n'arrivait pas à raccourcir les distances. Dans la Hammada El Tounân, on aurait dû trouver le puits d'Ounân : un malin génie l'avait déplacé. On chercha sans trouver. Alors ce fut une ruée désordonnée, loin du domaine des démons de Libye. La folie s'empara des cerveaux. Au mépris des ordres, des chants s'élevèrent pendant la marche de nuit, où passait la hantise des jours écoulés dont chacun avait oublié de profiter. Les amantes furent tour à tour exaltées ou maudites, et l'on entendit un lancier d'Ali ben Mostapha, qui avait suivi les cours des *fqihs* à Marrakech et à Fez, rappeler les jeux de l'eau dans les fontaines des médersahs :

— Comme la pointe d'un sein de jeune femme, l'eau jaillit des profondeurs de la terre...

Une voix inconnue répondait dans la nuit :

— Elle est claire comme le regard de l'aimée, limpide comme l'air après la pluie...

Et la louange alternait :

— La vasque de marbre blanc, venue d'Italie par les mers perfides et voluptueuses, la vasque de marbre blanc reçoit l'eau, la garde un instant pour l'offrir au ciel qui la donna sans compter...

— Et l'eau joue dans la vasque comme un enfant dans le lit de sa mère...

— Avant de tomber dans le bassin carré où nagent les poissons aimés des grands de la terre et des poètes...

A l'avant-garde, des hommes ramassèrent des cailloux polis et les sucèrent pendant des heures, comme lorsqu'ils suivaient leur père dans les sentiers montagneux d'Andalousie au cours de l'été pénible.

— A Marrakech, la vasque est gracile, élevée, pour jouer plus longtemps avec l'eau rare et précieuse...

— A Fez, la vasque est courte et puissante... L'eau ne se mesure pas... l'oued ne tarit jamais... L'eau franchit les murailles, gronde dans les maisons, abreuve les choses et les êtres... Quand elle a fini ses travaux, elle s'enfuit dans les oliveraies, à travers les champs d'orge et les jardins enchantés... Froide l'été, chaude l'hiver, elle est la faveur de Dieu!...

— A Marrakech-la-Rouge, l'eau est bénie comme la pensée d'un sage... Elle rend de la fantaisie à la méditation...

Tout cela tant que la discipline tint bon. Mais le malheur, quand il est en route, ne s'arrête pas devant un tel obstacle. A ces folies subtiles et douces, s'opposèrent des rages insensées quand on retrouva Bir Ounân. Bir Ounân était presque à sec. Des forcenés essayèrent alors de boire des liquides innommables. Ayant égorgé des bêtes de somme, ils en aspiraient le sang; ensuite, la bouche rouge, ils se regardaient honteux et satisfaits.

Désespérant de Dieu, les renégats appelèrent alors à grands cris Satan, Belzébuth et les démons des quatre coins de la terre. Ce fut, surgi des profondeurs de l'Est égyptien, Sith, le dieu de la haine campagnarde, qui accourut... Il arriva naturellement à l'heure de la distribution d'eau que Djouder avait accordée pour calmer les cerveaux enflammés. Sith, roi des serpents et des scorpions, arriva, tenace et léger. Il s'abattit sur les crânes, s'agrippa aux gorges, et fit trembler les lèvres desséchées. D'aucuns, les plus anciens, qui résistaient à la soif, furent soupçonnés par les plus jeunes d'avoir bu en cachette aux instants de l'aube qui appesantit les paupières. On le dit. Ces dires s'exaltèrent et firent un tumulte. Cela commença par des bousculades dans l'ombre du soir qui succédait à un rouge crépuscule, et les mains se crispèrent sur le manche des koummyas aiguisées au départ. Autour des outres dont l'eau s'était appesantie par la décomposition du cuir, les amitiés étranges qui s'étaient formées dans l'isolement, ces amitiés acides comme un fruit vert se changèrent en haine hallucinante.

L'absence d'un chef de groupe qui s'était éloigné précipita le malheur. Sith connut la joie d'entendre les lames glisser entre les lèvres des fourreaux, de les voir sortir soudain des djellabas et disparaître au flanc de ces hommes courbés sous sa loi. Il y eut des cris sourds, des corps qui s'affaissèrent pour se relever et s'affaisser de nouveau, heureux du dénouement ou cramponnés à la vie, hurlant des plaintes. Cela devint une contagion, gagna comme un frémissement le long de la peau, comme la houle qui cherche le rivage.

Il fallut tout le sang-froid de Ferriro pour écarter le suprême danger. Il appela Djouder :

— Pacha, cria-t-il, tes cavaliers en armes! La menace d'un feu de salve!

Quelques fidèles se groupèrent autour des deux chefs. A la sommation qui fut criée, à la flamme des mèches que l'on allumait, les yeux virent la vérité.

Alors les fous s'assirent et pleurèrent.

Par ordre de Ferriro, les plaintes des mourants furent arrêtées avec des baillons de sable et d'étoffe, et l'armée se remit en marche avec moins de bouches altérées, sur la promesse de trouver des puits au début de la deuxième journée.

Dans la nuit, elle abandonna des hommes sur son chemin, dont nul ne s'inquiéta. Personne n'osait même plus s'attarder près des vaincus, mais détournait la tête comme devant un bienfaiteur. Le sang que certains avaient bu leur brûlait les entrailles, comme il arrive aux naufragés qui se laissent tenter par l'eau de mer.

Les hommes de l'arrière-garde perçurent des rires. Ils le rapportèrent plus tard, mais on ne les crut pas. Ils se battirent à cause de cela et ne furent pas crus davantage. Cependant ces rires faisaient, dans le désert, le bruit de la crécelle au jour du Vendredi saint.

André Demaison.

(La troisième partie au prochain numéro.)

MADAME DE POMPADOUR

ET LA POLITIQUE

I

L'INITIATION

La Cour est en séjour à Fontainebleau dans l'automne de 1752. Un soir, chez le ministre de la Guerre, quatre personnages sont réunies : le comte d'Argenson, la comtesse d'Estrades, le docteur Quesnay, médecin de Mme de Pompadour, et le secrétaire qui racontera la scène. Le ministre et sa maîtresse attendent, avec une impatience qu'ils ne cachent point, l'issue d'une entrevue secrète qui a lieu à cette heure chez le Roi. C'est le dénouement d'une intrigue préparée de longue main pour le renvoi de la trop puissante marquise.

Depuis plus d'un an, les deux complices, qui la haïssent également, savent que Louis XV se détache d'elle. Une jeune comtesse de Choiseul-Beaupré, décidée à la supplanter dans le cœur du Roi, manœuvre sur les conseils de ces gens avisés, qui comptent bien triompher avec elle aujourd'hui même. L'incertitude va prendre fin. La porte s'ouvre, la comtesse paraît, le visage animé, les cheveux en désordre, et se jette dans les bras de Mme d'Estrades : « C'en est fait, dit-elle, je suis aimée, *elle* va être renvoyée ; *il* m'en a donné sa parole... »

Une joie bruyante remplit le salon ; Quesnay, assis dans un coin, demeure silencieux. « Monsieur, lui dit le ministre, rien ne change pour vous, et nous espérons bien que vous nous resterez. — Mais, monsieur! répond le médecin en se levant, j'ai été

Copyright by Pierre de Nolhac, 1927.

attaché à Mme de Pompadour dans sa prospérité, je le serai dans sa disgrâce. » On laisse partir le philosophe : « Je le connais, assure Mme d'Estrades, il n'est pas homme à nous trahir. » Et les conspirateurs s'attardent sur les magnifiques événements que ce jour mémorable va déchaîner. De l'aventure, en effet, vont sortir des conséquences politiques, mais nullement celles qu'ils ont prévues.

Cette anecdote brutale est nécessaire pour donner le ton du monde de cour qu'on veut peindre dans ces pages. On regrette d'y voir mêlé un ministre, par ailleurs honnête homme et qui a su servir la France. Mais les femmes surtout y sont cyniques; elles montrent, en un temps où morale et foi fléchissent ensemble, avec quelle âpreté se déchaînent les appétits du plaisir et du pouvoir. La jeune, qui n'a pas vingt ans, installe déjà sa vie d'épouse dans un adultère avantageux; la corruptrice, dédaignée autrefois du caprice royal, travaille à le réveiller au profit d'une autre, et trahit à la fois en Mme de Pompadour une parente, une bienfaitrice et une amie.

Ces dames ne sont rien à la Cour que par celle qu'elles veulent perdre. La comtesse d'Estrades, née Sémonville, est veuve d'un cousin de la favorite, qui l'a amenée à Versailles, introduite dans le cercle du Roi, aux soupers, aux chasses, aux voyages. Point belle de visage, le nez relevé entre deux joues rebondies, elle tire sa séduction d'un esprit endiablé mis au service d'une féroce ambition. Au reste, elle a de la lecture, de l'amabilité, et, dans les cabinets où la naissance ne confère point de prérogatives, elle amuse le roi plus que ne le font les duchesses. Si elle a accepté les hommages de M. d'Argenson, ce n'est pas seulement pour y gagner quelque influence dans la disbribution des « grâces » et le moyen d'avoir des partisans; c'est qu'elle voit en lui l'homme qui peut la faire passer du second rang au premier, et lui procurer ainsi les perverses joies de l'ingratitude. Mme de Pompadour commence bien à s'apercevoir « qu'elle nourrit un serpent dans son sein »; mais les preuves manquent contre cette compagne inséparable qui ne la quitte pas plus que ses deux jolis « petits chats » d'Amblimont et d'Esparbès; toutes sont nécessaires à ses habitudes, à celles du Roi, à la gaîté et au bon ton des petits soupers.

La marquise et la comtesse ont patronné Mme de Choiseul-Beaupré, mais c'est la première qui a fait son mariage. Inté-

ressée à cette petite Romanet, qui lui tient aussi par les Le Normand, elle a découvert, grâce à l'obligeance du duc de Gontaut, une alliance permettant de la présenter à la Cour. Elle a célébré la noce à Bellevue et obtenu du Roi, pour le mari, la place de menin honoraire du Dauphin, pour la femme, un douaire servi par avance comme pension et, chez Mesdames, le surnumérariat de dame pour accompagner. Elle l'a prise enfin dans son intimité, qui est celle du Roi; mais la protégée abuse de tant de faveurs. Ses manières libres, son aisance effrontée ne tardent pas à inquiéter la marquise, et davantage encore les façons du Roi. Quoiqu'ils semblent en rester au badinage, l'ancienne châtelaine d'Étioles reconnaît sous ses yeux tous les manèges de la coquetterie galante et cet art de conquête qui fut le sien.

I

Il est, parmi les Choiseul, un homme que le mariage arrangé par la favorite n'a point flatté et à qui cette nouvelle cousine a déplu dès le premier jour. C'est le comte de Stainville, qui passe pour avoir infiniment d'esprit, mais chez qui rien ne fait prévoir la grande carrière du futur ministre de Louis XV. Il vient très rarement à la Cour, ses plaisirs étant à Paris et ses ambitions dans le militaire. Le Roi l'ignore, et Mme de Pompadour lui fait l'honneur de le détester. Il a épousé une fille de finance, Louise Crozat du Chatel, fine, spirituelle et maladive, qui l'entoure de tendresse, d'admiration et de conjugale indulgence. M. de Stainville n'a point caché à son beau-frère Gontaut qu'il blâme l'union conclue par ses soins, et s'étonne qu'on ait introduit dans la société du Roi le cousin Beaupré, lourd, grossier de tournure, et voué, suivant les usages, aux disgrâces des maris dupés ou complaisants. M. de Stainville n'a pas imaginé cependant que le monarque serait l'agresseur de cette vertu mal défendue, et rien ne lui répugnerait plus que de voir une femme de son nom dans un tel scandale, avec les profits déshonorants qu'il comporterait pour les siens.

Il apprend seulement à Fontainebleau, où la Cour fait son voyage d'automne, que les assiduités de Louis XV compromettent Mme de Choiseul-Beaupré, et c'est le mari lui-même qui s'en déclare fort courroucé. Stainville l'engage à éloigner sa femme pour faire taire les médisants et supprimer, si elle existe, la

tentation. Ce bon conseil ne fait point l'affaire de Mme d'Estrades, qui loge le ménage chez elle et tient d'autant plus à le retenir qu'on semble toucher au but désiré. Mécontent d'une situation équivoque, Stainville va voir sa cousine, reçoit ses aveux et la trouve fort disposée à la chute : « Elle me fit, raconte-t-il, confidente de l'amour du Roi pour elle, de l'envie qu'elle avait d'y correspondre, mais de la condition qu'elle y mettait, qui était le renvoi de Mme de Pompadour pour occuper sa place avec le même crédit. Elle continua, avec une volubilité et une étourderie inconcevable, à me dire qu'elle avait déclaré au Roi cette condition, que je l'approuverais d'autant plus volontiers que j'étais le seul du nom qu'elle portait qui fût susceptible de profiter de tous les avantages de sa faveur, qu'elle espérait en même temps que je me lierais à elle par l'amitié la plus intime et que je trouverais le moyen, de concert avec M. d'Argenson, de la débarrasser de son mari. » Pour appuyer ses dires, la jeune folle montre à Stainville des lettres du Roi, à la vérité fort pressantes et qui promettent d'éloigner la marquise.

Devant cette effronterie, Stainville se fâche : « Le tableau de l'honneur d'une femme de mon nom dans cette place se présenta à moi ; je ne balançai pas à dire à Mme de Choiseul que, puisqu'elle m'avait confié ses secrets, j'étais obligé de lui déclarer qu'il fallait qu'elle engageât son mari à la conduire à Paris du moment où je lui parlais à quatre jours, sans quoi je dirais à ce même mari tout ce qu'elle m'avait dit et tout ce que j'avais lu. » Laissant en colère l'ambitieuse, le comte court chez Mme d'Estrades, qui nie sa participation à l'intrigue ; il obtient qu'elle consente au départ et, s'étant ainsi tranquillisé, croit n'avoir plus à s'occuper de cette pénible affaire. C'est à ce moment sans doute que les meneurs ont brusqué les choses et que Mme de Choiseul a cédé au Roi, croyant assurer son triomphe. Stainville l'ignore ou veut l'ignorer, mais son récit insiste sur le point où il sent nécessaire de se justifier d'une accusation fâcheuse :

« Je fus par hasard chez mon beau-frère, le duc de Gontaut. Je le trouvai avec le président Ogier, s'entretenant des bruits qui couraient sur Mme de Choiseul et se reprochant d'avoir contribué à un mariage qui semait la mort dans le cœur de Mme de Pompadour. Je m'étais assis près du feu, pendant qu'il se promenait en faisant toutes ses exclamations, qui me faisaient rire. Il me reprocha que je me divertissais du malheur d'autrui,

Je lui fis la réflexion que, comme Mme de Pompadour se piquait de ne me point aimer, il était assez simple que je ne l'aimasse point et que je m'intéressasse on ne peut pas moins à sa situation. M. de Gontaut recommença tous les sujets de plainte qu'il avait personnellement contre M. et Mme de Choiseul, les inquiétudes fondées de Mme de Pompadour, l'embarras où elle se trouvait et le chagrin qu'il avait de la voir dans cette situation. Je ne me mêlai point du tout de la conversation et, comme il était temps d'aller dîner, je me levai en disant que je ne pouvais pas m'empêcher de rire de sentir que, dans une intrigue qui m'était aussi étrangère, si je disais un mot, je tranquilliserais tout le monde. « Et pourquoi ne pas le dire? s'écria M. de Gontaut. — Mon cher frère, lui répondis-je, parce que je n'ai aucune envie de tranquilliser Mme de Pompadour. »

M. de Gontaut, empressé de rassurer sa grande amie, va lui rapporter aussitôt que son beau-frère connaît certaines choses qui pourraient suffire à l'ôter de peine. Elle exige de le voir; Stainville sent qu'il a trop parlé pour ne pas être obligé de parler encore. Il trouve la marquise en pleurs, et dans un état dont un homme sensible ne saurait supporter le spectacle. Il l'assure donc que Mme de Choiseul, qui est enceinte, va quitter Fontainebleau et ne reviendra pas à la Cour avant six mois, ses couches faites. Mais le plus important pour la favorite est de savoir jusqu'où le Roi a osé s'engager. Elle supplie le comte de dire tout ce qu'il sait, et celui-ci peu à peu s'abandonne : « Je lui confiai successivement, avouera-t-il, toutes les circonstances dont j'étais instruit; en cela je faisais une grande faute que je me suis depuis reprochée; mais, lorsqu'on est attendri à un certain point, la réserve réfléchie est bien difficile. Je dis donc à Mme de Pompadour que j'avais vu une lettre du Roi à Mme de Choiseul, qui prouvait la coquetterie de part et d'autre, mais qui ne me paraissait pas devoir l'inquiéter, surtout que Mme de Choiseul prenait le parti de s'éloigner... Je lui dis même à cette occasion quelques galanteries; mais, en même temps, je l'assurai que je regarderais comme déshonorant pour moi de tirer parti de cet événement pour profiter de son crédit, et lui ajoutai que, quoiqu'il y eût danger pour moi qu'elle instruisît le Roi de ce que je venais de lui dire, cependant je lui en laissais la liberté, si cela lui était utile. Mme de Pompadour me promit le plus grand secret. Nous attendîmes le Roi qui revenait du salut.

Je la quittai et abrégeai les remerciements, qu'elle me faisait de bien bon cœur. »

Tandis que Stainville, livré à ses réflexions, s'aperçoit qu'il a agi un peu vite et trahi des secrets qui ne sont pas tout à fait les siens, une scène agitée suit son départ. Il n'y aura pas de témoin pour les larmes qui recommencent de couler devant le Roi, les dénégations de l'amant pris en faute, les reproches que justifient les lettres échangées et l'exacte citation d'un passage de cette correspondance. Louis XV ne redoute rien plus que les indiscrétions sur ses affaires amoureuses. Il interroge le jour même Mme de Choiseul, qui reconnaît l'aveu fait à son cousin. Dès lors, le charme est rompu ; à l'instant où elle se croit victorieuse, la maîtresse d'un jour apprend que le Roi ne veut plus d'elle. Elle part pour Paris, pleurant de rage, laissant Mme d'Estrades dissimuler sa fureur et M. d'Argenson son désappointement. Elle meurt l'année suivante, en suites de couches, sans avoir reparu à la Cour ; et cette histoire peu édifiante, où pourtant les méchants ont été déçus, semble ensevelie bientôt dans l'oubli qui en a recouvert tant d'autres.

La France y gagnera un ministre illustre, par les voies détournées qui se préparent. Mais, quand s'établira la fortune du duc de Choiseul, les indiscrets ne manqueront pas de révéler ce qu'elle eut d'équivoque à son origine. Ses ennemis diront qu'il a volé, puis livré des lettres de femme, escomptant les profits de sa délation ; on prétendra même qu'il a fait empoisonner sa cousine, afin d'assurer mieux la sécurité de sa protectrice. Cette dernière accusation faisait sourire le ministre ; la première finit par l'atteindre au vif. Elle explique son insistance à fixer les détails qui réduisent sa faute et servent à l'excuser. Ce sont les confidences d'un homme qui a de l'honneur, et dont au surplus la justification est vraisemblable ; on peut donc admettre que M. de Stainville, ayant voulu combattre honnêtement une intrigue menaçante pour sa maison, acheva son œuvre dans le cabinet d'une femme encore séduisante et qu'il fut agréable de consoler.

Mme de Pompadour, qui ne pardonnait pas les offenses, n'oubliait pas non plus les services. Elle se promettait de prouver un jour sa reconnaissance à l'ancien adversaire qui s'était fait son chevalier pour aider à vaincre un des plus grands périls de sa carrière. Le Roi, de son côté, se renseignait, et ce nom de

Choiseul-Stainville, autrefois indifférent, se fixait en sa mémoire à côté d'un souvenir assez humiliant pour son orgueil.

Stainville vit quelquefois la marquise, l'hiver suivant, et celle-ci l'assurait qu'il n'avait pas été compromis. Mais, étant venu à Compiègne prendre congé de Sa Majesté, avant d'aller servir en Flandre comme maréchal de camp, il s'aperçut fort bien que le maître le voyait avec déplaisir. Mme de Pompadour protesta que le Roi ne savait rien, le plaisanta sur son imagination frappée et le pria à souper pour le lendemain. « Après souper, dit-il, j'étais à causer avec elle auprès d'une table qui était tournée contre une porte, par où le Roi arriva. Dès qu'il m'aperçut, je le vis changer de visage à un point que l'on crut, dans la chambre, qu'il se trouvait mal. Mme de Pompadour fut à lui ; elle lui demanda ce qu'il avait; il dit que son estomac n'allait pas bien et se mit au jeu. Je jouai avec lui; le hasard fit que je lui gagnai l'impossible, ce qui ne rendit pas son visage plus favorable à mon égard, mais ce qui me consola infiniment de sa mauvaise mine. Il alla se coucher après la partie. Je pris congé de lui à son coucher. Il ne me dit pas un mot, et je remontai chez Mme de Pompadour pour lui demander si elle avait encore quelques doutes sur la connaissance qu'avait le Roi de ma conversation avec elle à Fontainebleau. Elle me dit qu'elle ne comprenait pas ce qui était arrivé, en même temps qu'elle me jurait que le Roi ne lui avait jamais rien dit qui pût lui faire soupçonner qu'il fût éclairci. »

M. de Stainville est ambitieux et ne le cache point ; mais son avenir se borne aux emplois militaires et la paix ne lui laisse guère d'espoir d'y faire valoir ses talents. Que peuvent faire pour lui ceux qui s'intéressent à sa carrière? Voudra-t-il s'occuper de la « politique », c'est-à-dire, selon le sens du mot à cette époque, des affaires du Roi à l'étranger? « Le maréchal de Noailles, raconte-t-il, me dit qu'en temps de paix il n'y avait point d'occupation plus noble que celle de la politique; qu'enfin j'étais en âge de prendre de la consistance et d'acquérir quelque considération, ce qui n'arriverait pas si je restais oisif. » Mme de Pompadour y veille de son côté et destine à son protégé l'ambassade de Rome, que le retour du duc de Nivernais va rendre vacante. Stainville s'attache à cette idée, à laquelle se prête M. de Saint-Contest, ministre des Affaires étrangères. Le ministre présente à plusieurs reprises son nom au choix du Roi, qui chaque fois le

rejette. La difficulté échauffe le zèle de la marquise. Au moment où Stainville renonce à ses espérances et va s'accommoder de sa vie agréable de Paris, un billet de sa nouvelle amie l'appelle à Versailles. Il trouve chez elle le ministre, qui lui apprend sa nomination d'ambassadeur. Le succès n'a pas été facile et la marquise a dû recourir aux grands moyens :

« Elle me raconta, dit Choiseul, qu'elle avait eu une explication avec le Roi, qu'elle lui avait demandé le motif de la résistance à ma nomination et qu'après beaucoup de subterfuges, qui ne signifiaient rien, il lui avait avoué qu'il me haïssait personnellement, parce que je l'avais instruite des lettres qu'il avait écrites à Mme de Choiseul,... que, si j'avais vécu intimement avec lui, il m'aurait puni de lui avoir joué un tour aussi perfide, mais que, comme il ne vivait pas avec moi, il se bornait à ne point m'aimer et à me refuser toutes les choses qui marqueraient quelque préférence. Mme de Pompadour... lui fit sentir que c'était contre elle-même plutôt que contre moi que portaient sa colère et son aversion ; qu'elle ne pouvait pas souffrir que je fusse la victime d'une indiscrétion qu'elle avait faite et que, s'il ne me nommait pas le matin même, elle lui déclarait qu'elle prendrait son refus pour un congé pour elle et qu'elle irait à Paris pour ne plus revenir à la Cour. Elle lui rappela... combien il était indigne de lui, après avoir exigé d'elle que tout ce qui avait rapport à cette brouillerie fût oublié, de conserver un venin dans son cœur qui devait autant la chagriner. Comme elle parla avec assez de force, elle intimida le Roi, ce qui est la façon la plus certaine de le persuader. Il fit venir M. de Saint-Contest, me nomma, redescendit chez Mme de Pompadour pour le lui dire ; mais en même temps il ajouta la condition qu'on ne le presserait pas pour me faire chevalier de l'Ordre. »

Ces détails méritent d'être retenus, parce qu'ils donnent la nuance vraie des rapports de nos personnages et font assister à une de ces scènes intimes, plus intéressantes que d'autres et sur lesquelles les témoignages sont si rares. Quant à la confiance établie entre la marquise et son protégé, nous avons pour l'attester toute la correspondance que celui-ci a gardée. Dès la première lettre, Mme de Pompadour demande son avis sur une fille de la maison de Choiseul qu'on lui propose pour le marquis de Marigny : « On vous a dit vrai sur le dessein que j'ai eu de marier mon frère... *Je suis payée pour prendre garde*

à vos cousines ; malgré cela, de toutes les filles de qualité qui me sont offertes, [c'est] celle qui me tente le plus par les bonnes qualités qu'elle a... Mandez-moi ce que vous savez de cette jeune fille, dont tous s'accordent pour dire du bien.. Bien entendu que je n'entendrai jamais parler du reste de la famille (1). »

II

Entre Louis XV et Mme de Pompadour, il n'y avait plus alors que les tièdes orages de l'amitié. Depuis un an déjà, la triomphatrice de l'année de Fontenoy avait renoncé aux prérogatives de l'amour. Épuisée de santé, exténuée jusqu'à l'anémie par la terrible vie d'agitation que lui imposait le Roi, par les veilles, la représentation et les continuels voyages, l'estomac détruit par les soupers, le cœur usé par des inquiétudes toujours renaissantes, Mme de Pompadour abandonnait son rôle premier et adoptait celui d'amie, plus difficile à soutenir, plus sûr peut-être, à la condition de s'y rendre indispensable. Le tabouret et les honneurs de duchesse, accordés précisément pendant ce séjour de Fontainebleau où fut éconduite Mme de Choiseul, avaient annoncé au public ces arrangements nouveaux. Bien entendu, personne n'y voulait croire; seul, « l'intérieur » savait qu'ils étaient bien établis, et apparemment pour toujours.

Romanesque à ses heures, la marquise lisait la théorie de l'amitié dans un conte de Duclos, où le romancier à la mode traçait ainsi le tableau d'un couple assagi par l'âge : « Après avoir usé les plaisirs et les peines de l'amour, ces amants se sont heureusement trouvés dignes d'être unis; et c'est de ce moment qu'ils vivent heureux, avec une confiance plus entière qu'ils ne l'auraient peut-être s'ils n'avaient pas été amants, et avec plus de douceur et de tranquillité que s'ils l'étaient encore. »

(1) La nouveauté que peuvent présenter ces études leur vient de l'usage continu qu'on y fait des correspondances privées, contrôle nécessaire des mémoires. On dispose aujourd'hui de plusieurs centaines de lettres authentiques de Mme de Pompadour, éparses dans diverses publications ou collections privées. Elles se substituent utilement à la documentation apocryphe où l'on s'attardait jadis sur les traces de la folle histoire de Michelet. Il y aurait à les réunir le sujet d'un bon travail critique pour un de nos jeunes historiens.

La correspondance de la marquise avec le duc de Choiseul (alors M. de Stainville) y tiendra sans doute la première place. N'ayant pu la connaître quand j'écrivais *Louis XV et Mme de Pompadour*, qui n'est guère qu'un récit de liaison amoureuse, je m'étais interdit d'aborder alors l'étude du rôle politique de la favo-

Les mœurs du moment, qui autorisent tant de choses, ont trouvé édifiante cette raisonnable métamorphose des passions, et le thème plaît aux moralistes chargés d'enseigner à leurs contemporains l'art du bonheur. Mais notre bourgeoise sentimentale s'est trompée, si elle a pensé rencontrer le repos dans cette sagesse et conduire en un port pacifique sa barque ramenée de Cythère. Elle a affaire à ce monde exceptionnel et périlleux de la Cour, à cet homme décevant qu'est le Roi. La marquise accepte, puisqu'il le faut, les caprices du Parc-aux-Cerfs, et son adoration fidèle pour l'ancien amant n'en est pas amoindrie. Elle ne s'offusque point d'un genre de vie, à la vérité assez bas, mais habituel aux riches libertins de l'époque, et dont la morale des « philosophes » s'est toujours accommodée. Elle se borne à faire surveiller de loin toute liaison qui se prolonge et qui pourrait annoncer l'avènement d'une favorite véritable. Son rôle est d'une défense qu'elle croit légitime et qu'approuvent ses amis. Les infamies qu'on débite à ce sujet dans le public ne la préoccupent guère, et les jeunes femmes dont on lui conte l'aventure successive attendrissent quelquefois son égoïsme.

Aucune d'elles ne saurait lui enlever l'affection du Roi. « C'est à son cœur que j'en veux », dit-elle à Mme de Mirepoix. Mais celle-ci lui fait observer que le cœur compte chez Louis XV beaucoup moins que l'habitude : « C'est votre escalier qu'il aime; il est habitué à le monter et à le descendre. S'il trouvait une autre femme à qui il parlerait de sa chasse et de ses affaires, cela lui serait égal au bout de trois jours. » L'autre femme! Telle est la menace constante pour la marquise. L'éventail de maîtresse en titre, qu'elle a laissé tomber de ses doigts, est guetté par de grandes dames qui aspirent à le

rite. J'ai puisé depuis à cette précieuse source, grâce à d'excellentes copies que M. le marquis de Marmier a bien voulu prendre pour moi, avant la guerre, aux archives du château de Ray-sur-Saône appartenant à M. le duc de Marmier. Mais je ne peux adresser mon remerciement qu'à une noble mémoire, puisque le colonel de Marmier est mort héroïquement pour la France. Quelques fragments seront cités d'après l'étude de feu le général de Piépape, dans la *Revue de l'histoire de Versailles* de 1917. Les textes y sont souvent fautifs et arbitrairement tronqués; on les utilise cependant, en précisant les dates restées incertaines.

Les révélations anecdotiques qu'apportent de tels documents sont d'un intérêt psychologique indiscutable ; il semble que l'histoire puisse en tirer profit pour rendre à chaque personnage son véritable rôle. Celui qu'a tenu Mme de Pompadour dans la grande politique du royaume y apparaîtra considérablement diminué.

ramasser. D'où viendra le péril, parmi tant de beaux yeux qui visent le maître? La prétière exigence de celle qui l'emportera sera de faire renvoyer Mme de Pompadour. L'amitié la plus tendre, le dévouement le plus éprouvé, ne la défendront pas une heure d'une rivale qui l'égalerait par le rang et la dominerait par la naissance. Le complot mortel s'ébauche à tout instant et chaque menace la torture. Dans son propre cercle, elle a vu Mme d'Estrades en ligne, Mme de Choiseul presque victorieuse; demain, ce sera Mme de Coislin, et puis d'autres, toutes préludant par une lutte sans scrupule au triomphe qui serait sans pitié.

Prête à tout risquer d'elle-même pour ce qu'elle regarde comme son bien, Mme de Pompadour songe à prendre par ailleurs ses sûretés. Elle découvre pour cela un exemple dans l'histoire, celui d'une autre marquise, à qui elle prétend, bien à tort, se comparer. Mme de Maintenon a tenu, auprès d'un grand prince, le rôle de l'amie nécessaire et de bon conseil; elle a vécu avec Louis XIV, il est vrai, en femme légitime et le mariage secret, qu'exigea sa vertu, ne ressemble guère aux galants préliminaires de la forêt de Sénart. On veut oublier ces différences et ne voir dans cette haute aventure de l'autre règne qu'un encouragement magnifique. C'est en s'occupant du gouvernement du royaume, en participant au travail avec les ministres que Mme de Maintenon a gagné sa partie jusqu'au bout. La fille du commis Poisson, élevée par les frères Paris, enseignée par Crébillon et par Voltaire, formée aux nobles manières par l'abbé de Bernis et M. de Gontaut, puis par une vie de cour déjà longue, n'aurait plus à compléter que sur un seul point son éducation de grande favorite.

Le voisinage de la maison de Saint-Cyr, que fréquentaient les dames de la Cour, lui suggère des idées et des exemples. Elle s'intéressera passionnément aux *Mémoires sur la vie de Mme de Maintenon* que va publier La Beaumelle et s'inscrira parmi les premiers souscripteurs. Elle trouvera dans cette biographie mainte leçon précieuse à recueillir. Son projet d'École militaire pour la jeune noblesse sans fortune lui a été inspirée par Saint-Cyr; sa prochaine « conversion » va l'être par le pieux exemple de la pénitente de l'abbé Gobelin : « Elle l'imitait depuis longtemps, écrit un bon observateur; j'en avais été plusieurs fois témoin. » C'est d'abord par l'étude des affaires

publiques qu'elle voudrait rejoindre les traces de ce modèle inattendu.

Elle y a pensé dès l'heure où, restant pour le Roi un agrément et une habitude de sa vie, elle a renoncé aux prestiges et aux tendres droits qu'assure l'amour. A y suppléer, il lui faut plus que jamais des amis sûrs et choisis, aussi fermement attachés à sa fortune qu'elle sera dévouée à la leur. Un Stainville sera du nombre et bientôt au premier rang. Ils lui feront connaître les rouages de l'État et les vues des cabinets de l'Europe; ils parleront devant elle le langage qu'elle emploiera à son tour auprès du Roi, étonné, charmé une fois de plus, par ce renouvellement de son amie. La musicienne, la comédienne, la ballerine experte des Petits Appartements, la surintendante des plaisirs de Versailles, la protectrice des artistes et des gens de lettres, la brillante châtelaine de Bellevue et de Crécy, saura faire apprécier en elle des mérites imprévus. Sa politique aura seulement en vue les plus directs intérêts du Roi, reflétera toujours sa pensée, servira ses désirs secrets, ménagera les ombrages de son orgueil et ne travaillera que pour sa gloire. La marquise se montrera conseillère déférente, fidèle sujette et véritable Française, l'interprète des bons serviteurs, la dénonciatrice des ennemis de la couronne, obtenant ainsi d'être mêlée aux décisions et jugée indispensable à toutes les heures. Elle ne redoutera aucune rivale : pour cette fonction difficile et souvent ingrate, peu de femmes auraient assez d'intelligence, aucune assez de dévouement.

Tel est le rêve ; la réalité sera souvent différente. Ces nobles espoirs n'iront pas sans défaillances, sans déceptions de plus d'une sorte. Que de difficultés déjà pour en faire accepter l'idée au Roi, et comme l'ancien rôle était plus facile !

III

Le « petit degré » du Roi, qui desservait les cabinets intérieurs, permettait à Louis XV d'accorder à l'insu de tous ses audiences les plus intimes. Par l'Œil-de-Bœuf passaient les « entrées », les grandes charges, les ministres, la Reine et Mesdames avec leur service, toute la vie majestueuse de Versailles; par « les derrières » se glissaient la mante bien close d'une bonne fortune ou le portefeuille bourré de papiers des

gens du « secret ». Ce « secret » politique du Roi fut si bien gardé que ceux mêmes qui en soupçonnèrent l'existence n'en connurent jamais l'objet. Chaque jour, pendant des heures, ce souverain, qu'on croyait à ses plaisirs, s'asseyait à sa table de travail pour dépouiller, mettre en ordre, annoter les mémoires qu'il se faisait remettre sur les diverses parties du gouvernement ou les rapports que, de tous les coins de l'Europe, des agents inconnus adressaient sous des couverts sûrs. Il surveillait ainsi, par des hommes d'un zèle éprouvé, les points délicats de sa politique étrangère. Il se défiait de ses propres ambassadeurs, trop souvent choisis pour leur nom, leur fortune ou leur cuisinier; il appréciait peu l'aide de ses ministres, ni le fumeux génie d'un marquis d'Argenson, ni la banale éloquence d'un Puisieux, ni la mémoire gonflée de gazettes d'un Saint-Contest. Ses courriers privés de Saxe, de Pologne, de Prusse ou d'Angleterre, lui apportaient plus de vérités utilisables que les rapports à grandes marges des Affaires étrangères, souvent remplis de pompeux commérages. Il dirigeait ainsi deux politiques, qui soutenaient l'une et l'autre les intérêts du royaume, mais dont la secrète passionnait seule son esprit défiant et mystérieux.

La Cour ignora tout du secret de Louis XV, et les ministres eux-mêmes s'en doutèrent à peine, jusqu'au jour où le comte de Broglie remit à Louis XVI, pour se justifier devant lui, toute la correspondance du maître qu'il avait servi. Mais, pendant bien des années au milieu du règne, certaines allées et venues du « petit degré » excitèrent la curiosité de Versailles. Le prince de Conti le montait sans être annoncé, quelquefois accompagné d'un secrétaire, et les deux cousins s'enfermaient ensemble tout au fond de l'appartement. Des courtisans, d'Argenson ou Luynes, jettent parfois sur leur journal des notes de ce genre : « On est toujours étonné de l'immixtion de M. le prince de Conti dans les affaires de l'État... Ce prince porte souvent de gros portefeuilles chez le Roi, et travaille longtemps avec Sa Majesté. » « Tout le monde demande quel est le sujet de ce travail ; il paraît que personne ne le sait... Il y a des gens qui prétendent que M. le prince de Conti s'instruit sur différentes matières dont il vient rendre compte au Roi... Il a plusieurs secrétaires qui paraissent fort occupés. » Mais rien ne transpire de ces entretiens répétés.

Louis-François de Bourbon, prince de Conti, arrière-neveu

du grand Condé et grand-prieur de France, était avant tout un homme de guerre. Il avait conquis au Roi plus de places fortes que le maréchal de Saxe ne lui avait gagné de batailles, et l'armée s'attendait à être commandée par lui, le jour où l'on recommencerait à se battre. Depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, il était le confident de la politique secrète de Louis XV, dont tous les ordres passaient par ses mains. Il répondait des agents et de leur silence; il employait dans chaque cour de l'Europe des hommes de rang très divers, dont aucun jamais ne manqua à la discrétion, et parfois c'était l'ambassadeur lui-même, jugé capable de la garder envers son ministre. Le jeune Broglie, nommé à l'ambassade de Varsovie, le 11 mars 1752, ne fut pas peu surpris de recevoir en privé, dès le lendemain, ce billet d'une main auguste : « Le comte de Broglie ajoutera foi à ce que lui dira M. le prince de Conti et n'en parlera à âme qui vive. Louis. »

Le nœud du secret royal était en Pologne. Depuis la guerre soutenue pour les droits de son beau-père Leczinski, Louis XV s'intéressait à ce pays. Il continuait à y entretenir de ses subsides l'ardeur du parti français, et comptait parmi ses plus fidèles agents plusieurs serviteurs anciens de Stanislas. Monarchie élective, la Pologne s'offrait sans cesse comme une proie à l'avidité de ses durs voisins. Un roi né Français l'eût défendue mieux qu'un autre contre la Russie, la Prusse ou l'Autriche; il eût ménagé en même temps à notre couronne cet appui oriental dont elle ne pouvait se passer. Le roi d'alors ne comptait point comme un ennemi, puisque c'était le père de la dauphine Marie-Josèphe, l'électeur de Saxe Auguste III; mais on pouvait lui préparer pour successeur un prince de la maison de France. Ce trône, que les Polonais proposèrent sous Louis XIV à un prince de Conti, leurs descendants y voulaient mettre son petit-fils. Louis XV ayant autorisé son cousin à poursuivre une ambition digne de son rang, leurs démarches communes commencèrent sur ce point l'action de la diplomatie occulte. Depuis, le cadre s'en était élargi : elle appuyait toute la politique générale du Roi, qui tendait à rattacher à la France et à unir entre elles la Suède, la Pologne et la Turquie, pour les opposer à l'Autriche et à la Russie et maintenir l'équilibre créé en 1749 par le traité d'Aix-la-Chapelle. Cette paix conçue « non en marchand, mais en Roi », suivant le mot de Louis XV, était son œuvre person-

nelle. « Quel Roi, s'écriait Voltaire, a fait jamais une paix plus utile ! » Si ses alliés avaient bénéficié plus que lui de sa victoire, ce désintéressement devait servir, croyait-il, à détruire « dans le cœur de ses ennemis des semences de discorde et de jalousie », et à l'instituer « arbitre des nations si longtemps conjurées contre nous ».

Capable de comprendre ces vues et digne de s'y associer, Conti rachète ainsi les désordres de sa conduite privée, la forfanterie d'impiété qui s'étale aux soupers du Temple. Il n'est pas insensible à l'idée qu'il sert les intérêts français en même temps que son propre avenir. Il aime à travailler avec le Roi. Son esprit manœuvre aisément les fils de ce vaste écheveau diplomatique où se perd l'intelligence confuse du marquis de Puisieux, secrétaire d'État pour les Affaires étrangères. Par instants, le « secret » fait de lui le véritable ministre. Sûr de la bonne organisation du service et de la confiance de son cousin, muni d'intentions droites et dévouées, le prince n'a oublié qu'une chose, l'existence d'une maîtresse en titre, avec qui il faudrait compter.

Conti serait des ennemis de Mme de Pompadour, s'il daignait s'occuper d'elle. Mais il préfère l'ignorer, car l'arrivée de cette intruse à la Cour lui a causé l'unique et cuisante humiliation de sa vie. C'est sa mère, la princesse de Conti, qui a mené la « caillette » au jour de sa présentation ; et chacun sait que le paiement des dettes de la douairière besogneuse a récompensé cette complaisance. La discorde règne depuis lors entre la mère et le fils, et celui-ci affecte de se tenir à l'écart de la puissance encensée par tant d'autres. Sa maîtresse, la fière Boufflers, « l'idole du Temple », décoche ses épigrammes à l'idole bourgeoise des Petits Appartements. La marquise espère du temps un changement dans les sentiments du prince ; elle a désarmé bien d'autres préventions et même dans la famille royale. Pourtant, si l'on peut négliger la maîtresse, il est périlleux de l'inquiéter. Comment ne prendrait-elle pas ombrage de ce travail caché, qui lui enlève si souvent le Roi et dont il évite avec soin de lui parler ! Que contiennent ces dépêches remises à Conti en pleine chasse, et les lignes griffonnées par lui sur la selle et qu'un courrier porte au Roi ? Quelle raison si pressante le fait arriver parfois de l'Isle-Adam, à cheval et bride abattue, pour s'en retourner sur-le-champ ? Pourquoi tient-on la mar-

quise hors de toute information, alors qu'elle donne au Roi tant de preuves de discrétion et d'attachement? Conti, interrogé par elle, s'est dérobé. Les secrétaires d'État ne savent rien, et le comte d'Argenson, un peu mieux renseigné peut-être, puisqu'il a travaillé quelquefois avec le prince, se garderait bien de satisfaire la curiosité de sa belle ennemie. Désappointée dans ses recherches, Mme de Pompadour est en proie à une jalousie singulière. Elle sent que le Roi n'accorde pas assez de confiance au sérieux de son esprit pour la mêler aux secrets de politique. C'est alors qu'elle commence à s'instruire des choses qui jusqu'à présent ne l'intéressaient guère, et dont la connaissance peut seule lui procurer l'orgueil des suprêmes confidences.

Les rapports adressés au roi de Prusse par son envoyé à Versailles révèlent l'heure et les circonstances de ces dispositions nouvelles. Le baron Le Chambrier, qui connaissait bien la favorite pour l'avoir vue avant ses grandeurs, la jugeait encore sans conséquence en janvier 1751 : « La marquise de Pompadour est toute puissante pour ce qui s'appelle grâce et bienfaits en argent, en charges, tant militaires que de la Cour et de la Robe, et en général pour tout ce qui regarde l'intérieur du Royaume. Elle n'a aucune influence dans les affaires politiques, que celle de placer un ministre dans les Cours étrangères pour lesquelles elle s'intéresse, de concert avec le marquis de Puisieux; mais, pour ce qui regarde les négociations que les puissances étrangères peuvent faire avec la France, la marquise de Pompadour ne s'en mêle pas. Elle n'aime point ces sortes d'affaires ; elle ne les entend pas. Il faudrait qu'elle fût dirigée par quelqu'un, si elle voulait y influer... Si j'avais pu croire avec fondement qu'on pût tirer quelque utilité de cette femme pour les grandes affaires, je l'aurais marqué à Votre Majesté il y a longtemps. »

Deux mois plus tard, ce portrait devra subir quelques retouches. De nombreux événements se sont succédé. Le carême, le temps du Jubilé ont été pleins de tempêtes : les prédicateurs Jésuites ont tonné devant le Roi contre les mœurs coupables de la Cour, et le pécheur le plus notoire a montré l'intention de revenir aux sacrements. La marquise a pressenti le renvoi qu'exigeront les confesseurs. Ce danger va se dissipant, il est vrai, car le Roi, trop bon chrétien pour vouloir l'absolution

sans offrir en échange le ferme propos de réformer sa vie, ne l'est point assez pour se résoudre à une telle extrémité. Mais comme sa maîtresse a su l'entourer, le distraire, l'étourdir! Gagner du temps était pour elle tout gagner. A ses armes habituelles elle vient d'en joindre une autre, que M. de Puisieux a su lui indiquer et qui doit les défendre tous les deux : comme Mme de Maintenon, elle est appelée en tiers au travail du Roi, et voici les dessous de l'événement que Frédéric II sera le premier à connaître.

« Le marquis de Puisieux, lui écrit Le Chambrier, a commencé de travailler avec le roi de France en présence de la marquise de Pompadour, en suite de la représentation qu'il a faite à ce prince, après s'être concerté apparemment avec cette maîtresse, qu'il était du bien de son service qu'elle fût présente au travail qu'il aurait l'honneur de faire avec lui. Le marquis de Puisieux a cru sans doute qu'il fallait qu'il se liât avec la marquise de Pompadour, en la mettant pour ainsi dire de moitié dans les affaires politiques, pour faire reprendre au Roi, son maître, des sentiments plus favorables pour lui, et la marquise, de son côté, en aura été charmée vraisemblablement pour se faire plus valoir dans l'esprit du roi de France, *en lui développant des talents dont il ne l'a pas crue capable jusqu'à présent.* La voilà donc à portée de prendre connaissance des plus grandes affaires... Comme je suis sa plus ancienne connaissance parmi les ministres étrangers, elle me fit des agaceries, dans le dernier voyage à Fontainebleau [novembre 1750], sur ce qu'elle ne me voyait pas souvent. Peut-être, se proposait-elle déjà alors de tâcher de se mêler dans la politique et que, comme Votre Majesté est l'allié le plus considérable du roi de France, elle voulait se préparer une route, en me voyant, qui pût favoriser son dessein. Je ne sais pas si c'est elle qui l'a conçu, ou si quelqu'un le lui a inspiré, *mais elle l'avait cru au-dessus de ses forces ;* et, si elle paraît penser différemment aujourd'hui, c'est qu'elle aura peut-être réfléchi par elle-même, ou par d'autres, qu'il fallait qu'elle se rendît nécessaire au roi de France par ses intérêts les plus importants, *pour suppléer au besoin qu'il n'avait plus si fortement de sa personne* pour son aisance, et qu'en s'attachant à elle de cette manière, il lui serait plus difficile de la renvoyer, quand il voudra sincèrement écouter son confesseur. »

Ces origines sont démêlées, on le voit, d'une plume assez experte. Mais le chemin que prend Mme de Pompadour ne mène pas, comme le Prussien veut le croire, au rapprochement avec son maître. Frédéric, qui fera plus tard le dégoûté, s'y prêterait avec empressement, car il use volontiers des femmes pour ses manèges politiques. Ayant fatigué de flagorneries Mme de Châteauroux, il est décidé à recommencer sous le cotillon régnant : « Comme je m'aperçois, écrit-il au successeur de Le Chambrier, que c'est la maîtresse qui fait la pluie et le beau temps, je serais bien aise que vous m'informiez s'il n'y a pas moyen de la gagner pour moi et quels seraient les moyens d'y parvenir. »

Celui auquel il a pensé d'abord est le plus grossier, l'argent. Son nouveau ministre, à Versailles, le jacobite exilé qu'on appelle Mylord Maréchal, est obligé de le rappeler à des façons plus délicates : « Toutes les petites attentions, dit-il, ou même les petits présents flatteraient la vanité de la marquise, surtout de la part de Votre Majesté, quoiqu'elle y soit si accoutumée qu'elle ne le sent non plus qu'un parfumeur sent les bonnes odeurs de sa boutique ; mais on ne la gagnerait pas par là. Elle est très intéressée ; cependant, elle n'oserait pas recevoir une somme de Votre Majesté, et elle courrait trop de risques de se montrer partiale en votre faveur. De plus, Sire, à supposer que vous lui donniez une grosse somme, ce serait en pure perte : elle aurait toujours bien des échappatoires honnêtes de ne rien faire que ce qu'elle voudrait bien d'elle-même... Je suis persuadé que Votre Majesté leur fera toujours faire dans le besoin tout ce qu'Elle voudra et qu'ils se conformeront à ses lumières, sans autre secours ni aide que celui de l'esprit de Votre Majesté. »

Malgré l'avis, l'idée de corruption ne quitte pas l'esprit de Frédéric. Il demande à plusieurs reprises s'il est exact que le cabinet de Saint-James se soit assuré le concours de la marquise en lui offrant sur les banques anglaises des placements avantageux. Plus tard, il précisera : « Des gens bien informés lui ont parlé de dix, trente ou quarante millions. » Cet injurieux soupçon viendra un jour aux oreilles de la favorite, qui s'en montre dans une lettre profondément blessée. Elle se trouvera d'autant plus sensible à l'offense qu'on la sait inattaquable sur ce point, et en gardera un juste ressentiment.

L'allié de Louis XV, en dépit de ses prétentions à la culture française, laisse voir trop souvent sa grossièreté native pour plaire toujours à tout le monde. Un de ses envoyés l'informe, en le flattant, que l'enthousiasme baisse à la Cour de France : « Il se pourrait qu'il y entrât de la jalousie contre Votre Majesté. Quand un bel esprit veut donner l'exemple d'un grand homme et d'un grand Roi, on va d'abord à trois cents lieues de Versailles. » L'engouement persiste chez les militaires et les gens de plume. Mais Louis XV, tout en ménageant un allié, qui jusqu'à présent a été fidèle, n'aime point qu'on oppose à la sienne une cour étrangère où des vices plus répugnants se dissimulent sous moins de grâces. Il n'ignore pas non plus certains vers satiriques de Sa Majesté prussienne et le persiflage de Potsdam à son égard. Une petite revanche lui est donnée, quand l'Europe, renonçant un moment aux commérages sur Versailles, trouve à s'amuser avec les démêlés de Voltaire et de Frédéric, et rit d'apprendre les scènes tragi-comiques de la rupture, l'arrestation du poète à Francfort, la brutalité du roi grenadier envers son chambellan chéri de la veille.

L'entourage de Louis XV en a voulu à Voltaire d'abandonner, pour un service étranger, ses places d'historiographe de France et de gentilhomme de la Chambre du Roi. S'il est à présent dans l'embarras, c'est sa vanité ridicule qui l'y a mis, et nul n'est en souci d'arranger ses affaires. Les lettres suppliantes de Mme Denis à Mme de Pompadour, au comte d'Argenson, restent sans réponse. Seule, au fond d'elle-même, la marquise compatit au cas de « son pauvre Voltaire ». C'est elle qui lui a fait conserver au départ, malgré les répugnances royales, sa pension et son titre de la Chambre. Au repentir du glorieux revenant toutes ses indulgences sont acquises et, prête déjà à lui rendre son appui, elle ne cache pas son indignation contre le persécuteur. Celui-ci, informé, commence à prendre son parti de n'être pas aimé ; il écrira : « Ce n'est point à nous de nous mêler des intrigues, de travailler à faire déplacer Mme de Pompadour par Mlle Murphy, ou autrement. Aussi je n'y songerai jamais ; mais, si la chose arrivait, nous pourrions bien nous consoler. »

IV

Un Autrichien subtil et charmant s'est trouvé à Paris tout à point pour rassembler les rancunes éparses et les utiliser à ses fins politiques. Le comte de Kaunitz semble alors un personnage inoffensif. N'ayant à suivre comme ambassadeur de Marie-Thérèse aucune affaire importante, ses loisirs lui permettent de cultiver, parmi les plaisirs parisiens, des amitiés profitables à son pays. Une paix équitable laisse les deux cours sans haine et presque sans défiance ; le représentant d'une puissance vaincue sans être humiliée peut se faire accueillir avec bienveillance, suggérer une réconciliation plus efficace, rêver même de détacher un jour la France de l'alliance prussienne, menace permanente contre l'Autriche. Bel homme, de manières exquises, fier de ses agréments physiques, Kaunitz y joint toutes les recherches de la toilette ; il lui faut quatre miroirs pour s'habiller ; sa perruque n'est point frisée, mais disposée « en lacets d'amour ». « Aussi frivole dans ses goûts que profond dans ses affaires », comme le dira Frédéric II, il est servi à Paris par sa frivolité même.

Parmi tant de salons qui le recherchent, celui de la favorite a fixé son dessein : « Dès la première audience, écrira-t-il, je n'ai pas oublié d'avoir des attentions pour Mme de Pompadour. Je sais que le Roi m'en a su gré et qu'elle y a été sensible. » Il distingue vite les perplexités de la dame. Il sait que les caprices de Louis XV la jettent en de cruelles alarmes, bien que jusqu'ici elle en ait été quitte pour la peur : « Mais, dit-il à l'Impératrice, il est souhaitable qu'elle dure. Sans appuis naturels à la Cour, puisque sa famille n'y est pas reçue, elle n'a même point de parents dans l'armée... Il serait très fâcheux que le Roi eût pour maîtresse une femme de condition, parce qu'elle serait obligée de s'en tenir au ministère de la Guerre pour faire la fortune de ses parents, n'en ayant point d'autres pour les gens de condition dans ce pays-ci que dans le militaire ; sa connexion avec ce ministre augmenterait nécessairement son crédit et, comme un ministre de la Guerre ne joue jamais un plus beau rôle qu'en temps de guerre, son crédit serait dangereux. Tant que Mme de Pompadour sera en place, je ne crains ni M. d'Argenson, ni aucun des gens de ce

parti. » Habitué au succès auprès des femmes, Kaunitz prend celle-ci par les compliments et les hommages, se fait à Compiègne des amis parmi les familiers du Roi ; charmés de l'état de maison qu'il y tient, Louis XV et la marquise ont pour lui mille bontés : « On m'a fait entendre, dit-il, que, s'il était possible de mettre un ambassadeur de la coterie du Roi, j'en serais... Tout cela assurément ne fait rien au fond des affaires, mais ces sortes d'affections personnelles ne gâtent rien cependant et peuvent être de grande conséquence dans les occasions. »

L'Impératrice n'hésite pas à ajouter quelques gages pour gagner l'amitié royale, dont les liens peuvent un jour se serrer davantage. C'est d'abord l'offre faite à Louis XV d'être le parrain d'un de ses enfants. Il s'en montre touché, et les courtisans le rapportent à l'ambassadeur : « J'ai eu occasion, écrit-il, de causer aussi fort longtemps avec Mme la marquise de Pompadour et je lui ai dit beaucoup de choses que je suis bien aise qu'elle redise au Roi. Elle m'a assuré que le Roi non seulement aimait actuellement l'Impératrice, mais que, même au milieu de la guerre, il avait toujours eu pour elle beaucoup d'amitié et la plus haute estime. Elle est convenue aussi avec moi que, si le Roi et Sa Majesté l'Impératrice pouvaient se connaître, se voir et se parler, il régnerait entre eux à jamais la confiance la plus intime et la plus parfaite. »

Choiseul confirme dans ses mémoires l'intérêt des conversations de la marquise et de Kaunitz : « Il lui montrait des lettres de la main de l'Impératrice remplies des expressions les plus flatteuses pour elle et des sentiments les plus parfaits pour le Roi. Ces lettres flattaient l'amour-propre de Mme de Pompadour très aisée à flatter. Après leur lecture, M. de Kaunitz s'écriait qu'il était bien fâcheux que les préjugés éloignassent les liaisons qui devaient naturellement et pour le bonheur commun rapprocher des princes qui s'aimaient et s'estimaient autant. Mme de Pompadour répondait que cela serait désirable. M. de Kaunitz répliquait qu'il arriverait peut-être des circonstances où ce bien pourrait s'opérer, mais que, dans le moment, tout ce que désirait sa maîtresse était que le Roi fût bien persuadé de ses sentiments. Mme de Pompadour assurait qu'elle ne les lui laissait pas ignorer. » On comprend maintenant pourquoi celle-ci prenait si vivement la défense de M. de Kaunitz

et disait que c'était « une tête carrée, une tête ministérielle ». Un jour qu'on se moquait devant elle du ridicule de sa coiffure et des quatre valets de chambre armés de soufflets qui faisaient voler la poudre afin de n'en fixer que la partie la plus fine, elle répliqua : « C'est Alcibiade qui fait couper la queue de son chien, pour donner à parler aux Athéniens et détourner leur attention des choses qu'il veut leur cacher. » Et l'air entendu montrait bien qu'on possédait le secret d'un grand ambassadeur.

Cette intimité n'a encore rien changé à la politique. Le ministère reste entièrement « prussien » ; et tout ce que Kaunitz juge en avoir obtenu, c'est qu'il ne songe plus, comme autrefois, à créer par système des embarras à l'Autriche : « Je suis trop heureux, ajoute-t-il, d'avoir fait en sorte qu'on ne nous hait pas. » Mais il laisse au meilleur poste de la Cour une amitié qui sera fidèle. Quand il quitte la France à la fin de 1752, pour être fait chancelier de Marie-Thérèse et prince du Saint-Empire, il obtient aisément de Mme de Pompadour la permission de lui écrire et, pour son successeur, celle de la voir en particulier. Il emporte de Versailles la certitude qu'il a posé des pierres d'attente pour un édifice à construire.

La séduction du cavalier a bien servi l'extrême finesse du diplomate. Mais il jouait un jeu facile : il s'attribuait, auprès d'une bourgeoise devenue femme de cour, le rôle d'initiateur que nul dans l'entourage de celle-ci ne s'était avisé de prendre. Flattée de son choix, elle lui devait de la gratitude ; elle avait entrevu par lui les larges horizons de la politique européenne ; et déjà, éprise de grandeur, elle se grisait de les découvrir.

Pierre de Nolhac.

(A suivre.)

VUES SUR LES ÉTATS-UNIS

I

LA CIVILISATION DE MASSE

L'Européen d'éducation classique répugne à « découvrir » l'Amérique. S'il aborde aux États-Unis, presque inquiet, sous le coup de heurts ou d'étonnements dont il ne pourra se garder, il voudra discerner malgré tout, dans ce pays, des traditions, des formules, des types correspondant à ses propres habitudes de pensée et à son propre idéal, lesquels lui paraissent seuls absolument efficaces pour faire de l'Amérique elle-même un continent « civilisé ».

Aujourd'hui, le moindre trait d'exotisme confère à l'étranger, fût-il sauvage, un droit à la sympathie ou à la curiosité de l'Européen. Si ce dernier accorde avec empressement au Chinois, au Musulman, à l'Hindou, le mérite d'avoir créé une civilisation originale, la différence des langages et des costumes y est pour quelque chose. En revanche, le fait que l'Américain parle un anglais vulgaire, porte un habit commun et ne se distingue par aucune singularité d'aspect, pourrait être une des causes de l'absence d'attention d'où naissent tant d'erreurs européennes à l'égard de l'Amérique.

L'Européen refusera d'admettre que son « cousin », vêtu comme lui, usant des mêmes mots que lui, portant un nom de même origine, crée des formes de vie supérieure et jette les

Copyright by Lucien Romier, 1927.

bases d'une civilisation inédite. Même quand il fera semblant d'admirer les choses d'Amérique, il n'enregistrera jamais volontiers l'originalité américaine. De fait, l'originalité américaine échappe le plus souvent à l'homme imbu des préjugés politiques et sociaux du vieux monde, parce qu'elle est extérieure à de tels préjugés. L'Européen, faute de comprendre « l'âme », mesurera la matière, les ressources naturelles, l'outillage, le commerce, tout ce que, depuis cent ans, le « bluff » américain s'amuse à mettre en vedette pour son propre contentement et par un goût fameux de la réclame. Mais le plus souvent, il ne verra pas l'essentiel, l'œuvre, à la fois magnifique et périlleuse, de régénération humaine, qui est en cours de développement outre-Atlantique.

Au surplus, l'Américain lui-même est encore inapte à analyser ses propres tendances, à se décrire et surtout à « doctriner » son œuvre. Peut-être, semblable à tous les novateurs qui réussissent, ne sait-il pas très bien « comment cela s'est fait ». Il donne des explications prétentieuses, souvent inexactes, parfois cocasses. Étonnamment précis et direct dans son action, quand il se borne à vivre, il proclame des formules primaires, s'attache à des puérilités bizarres ou monte au Sinaï, dès qu'il veut dégager de son expérience une leçon théorique. Les causes de cette maladresse doctrinale résident justement dans la vigueur pratique de l'Américain. Plus qu'aucune autre, la civilisation américaine, dès son enfance, a écarté l'esprit de système, les cadres préconçus, les principes directeurs, pour suivre l'attrait des faits déterminés les uns par les autres. Elle n'a jamais séparé la politique de l'intérêt immédiat, quoi que racontent les historiens, ni le travail de la chance, quoi que prétendent les moralistes. Elle a grandi en poussée, non en pensée. Aujourd'hui encore très jeune, elle traduit mal ce ce qu'elle porte à l'état de conscience active plutôt que de réflexion. Chez un adolescent de vingt ans, l'amour est bien plus fort que chez un homme de quarante ans, mais s'exprime bien plus mal.

A vrai dire, n'est-ce pas une première preuve d'originalité ou d'indépendance, que l'Américain nous paraisse maladroit à s'exprimer? S'il nous ressemblait plus, nous le comprendrions mieux.

UNIFORMITÉ ET DÉSHARMONIE

L'alliance, sur un territoire relativement étroit, d'une extrême diversité et d'une harmonie générale fait le charme de la civilisation européenne. Les œuvres diverses traduisent la variété du milieu et la vigueur des génies nationaux ou locaux. L'harmonie évoque constamment l'unité d'une empreinte commune, l'empreinte de l'esprit romain, pour qui la religion, l'art, le gouvernement de l'État ou de la cité, les mœurs et les lois n'existent que dans un ordre préconçu et logique.

Uniformité et désharmonie sur un territoire immense, sont, au contraire, les traits qui frappent tout de suite le nouveau venu aux États-Unis. Il n'y a ni génies locaux ni cadre général préétabli.

Ce contraste choquant n'est pas le produit du hasard, il n'est pas non plus le résultat d'un manque de liens matériels ou intellectuels entre les deux continents. Les Américains ont encore, chez eux, sous leurs yeux, des restes brillants de la civilisation, harmonieuse et diverse, que l'Européen d'autrefois avait implantée en Amérique. Il ne tenait qu'à eux de la continuer ou de s'en inspirer docilement. Ces restes, on les retrouve presque intacts en cent lieux, illustres ou obscurs. Quoi de plus raffiné, de plus harmonieux que les délices « coloniales » de la charmante Salem? Quoi de plus noblement évocateur des finesses d'autrefois que le Vieux-Carré de la Nouvelle-Orléans? Et depuis le golfe du Mexique jusqu'au nord de la Californie, voici épars le faste, les couleurs, les subtilités du génie andalou... A Mount-Vernon même, dans le sanctuaire de George Washington, nous sentons beaucoup moins l'affirmation d'un « commencement » qu'un goût de simplicité achevée, qui est de la meilleure Europe.

Ces restes de la colonisation spécifiquement européenne, les Américains ne les renient pas; bien plus, aujourd'hui, ils les respectent et tiennent à les conserver. Mais, pour eux, ce sont des « curiosités », non des « utilités » : ils les révèrent comme un étranger révère le temple d'autrui. Leur religion est autre.

Pas plus qu'ils ne peuvent ignorer les œuvres de l'Europe, dont tant de modèles sont encore debout chez eux, les Américains n'ignorent l'esprit et les traditions du vieux continent. Sans

doute ils connaissent mal les détails de son histoire ou de sa vie présente, qui les touche peu. Mais ils n'ont pas besoin de s'intéresser à ce qu'a fait ou à ce que fait l'Europe pour la « découvrir ». L'Europe, ils en sont presque tous issus; elle est présente dans leurs pensées et dans leurs affections par des souvenirs plus ou moins effacés, des liens de race, des parentés étroites ou éloignées. Elle demeure leur principal client et leur principal fournisseur. Leur snobisme même, de tout temps, s'est orienté vers l'Europe.

S'ils ont construit leur civilisation sur un modèle qui ne ressemble guère et qui souvent s'oppose au modèle de l'Europe, ce n'est donc pas par ignorance, incompréhension ou hostilité. C'est le résultat de conditions, de besoins et de soucis différents.

L'ATTRAIT SOCIAL DES ÉTATS-UNIS

Deux grands faits suffisent, dès l'abord, à marquer l'originalité, la force novatrice et l'indépendance du foyer américain de civilisation.

Le premier, dont on ne trouve, croyons-nous, aucun autre exemple, est que cette énorme société, où se développent, sous une police de fer, les formes les plus nouvelles comme les plus consacrées de l'activité humaine, dans un rythme d'une ampleur et d'une vitesse inouïes, a créé son organisme vital presque d'un coup sans intervention profonde ni d'une pensée politique ni d'une doctrine administrative. On peut discuter, dans les académies ou les écoles, sur la portée précise de tel événement de l'histoire politique des États-Unis. A dire vrai, le peuple américain ne doit presque rien d'essentiel à la politique : elle fut toujours chez lui aussi médiocre, sinon plus médiocre qu'ailleurs, et en tout cas plus passive. Non seulement les États-Unis n'ont connu aucun des moules classiques, ni le moule monarchique, ni le moule municipal, ni le moule militaire, ni la religion d'État, ni la religion de la cité, ni le service du roi, ni le service de la foi, mais, dès leur naissance, ils ont subi la domination à peu près sans contrôle des forces économiques. Nous verrons seulement qu'ils n'ont pas échappé à la formule des aristocraties actives, formule mère, à travers l'histoire, de toutes les constructions sociales.

La suprématie du facteur économique et social sur le fac-

teur politique, dans le destin des États-Unis, les éloigne plus que rien autre de la tradition européenne. Cette innovation a tout déterminé. Par rapport à elle, l'avenir décidera des chances finales de l'Amérique...

En attendant, observons bien. La « liberté » américaine, ce n'est rien autre que l'indépendance des activités économiques et sociales à l'égard du « jeu » politique. De là les tâtonnements, les incohérences, « puérilités » ou faiblesses de la politique américaine. De là, plus encore, l'invincible attrait que la société des États-Unis exerce sur tout homme qui a souffert des « excès politiques » de l'Europe.

Cet attrait, avec les élans nouveaux qu'il provoque dans l'être humain, constitue le deuxième aspect, dominant, de l'originalité américaine.

Nous ne croyons pas que les États-Unis soient le fameux creuset où se fondent les caractères des races. Au contraire, il n'y a guère d'expérience plus démonstrative de la permanence du type racial. On dirait même qu'à la chaleur libre de ce foyer, les traits de chaque race deviennent plus nets et comme dépouillés. Un Italien, un Irlandais, un Slave, un Languedocien, un Germain transplantés sont plus aisément reconnaissables à Seattle ou à Houston, à Milwaukee ou à Los Angeles qu'à Paris ou à Bruxelles. Mais le miracle est que la diversité des races, cause profonde de discorde dans les vieux États de l'Europe qui ont perdu leur faculté d'absorption ou de régénération, favorise en Amérique l'émergence d'un surtype autonome. L'oubli volontaire de l'histoire fait ici que les races s'associent pour une œuvre nouvelle. Ainsi apparaît la séduction propre au monde américain : celle d'une humanité « qui recommence... », qui recommence, délivrée du fardeau des partis pris et armée de toutes les inventions du progrès technique. Peu agréable pour l'homme qui a une place consacrée ou des habitudes de jouissance en Europe, la civilisation américaine, affranchie et neuve, exerce, en revanche, un attrait prestigieux sur l'individu qui cherche sa place dans le monde. Interrogez le juif allemand devenu en dix ou vingt années le chef de quelque grande banque, interrogez le Mexicain d'origine qui loue ses bras dans le sud, ou le Russe qui spécule sur les pétroles en Californie, interrogez le violoniste autrichien ou le barbier galicien : aucun ne reniera sa race, mais tous pro-

clameront leur fierté américaine. Un Russe, venu d'Odessa, nous ayant dit qu'il envoyait, chaque mois, quatre-vingts dollars en Europe à ses parents ruinés, ajoutait brusquement : « Je suis Américain, monsieur, et bien Américain ! » Longtemps l'attraction américaine n'agit que sur les « travailleurs » et les « spéculateurs. » Elle commence à rayonner jusque sur les « intellectuels ».

Rayonnement américain? Prenons garde à des confusions trop fréquentes. Le rayonnement politique des États-Unis reste faible par rapport à leur puissance réelle dans le monde; leur politique étrangère manque d'audace, de continuité, de plan d'ensemble. Leur rayonnement commercial et maritime est aussi inférieur à ce que l'on croit ou à ce qu'il pourrait être. En revanche, leur rayonnement social est universel et influe aujourd'hui, à des degrés divers, sur les modes de l'humanité tout entière.

C'est l'origine de certains contrastes que l'observateur enregistre, d'abord, avec étonnement. Par exemple, toute l'Amérique latine, derrière l'ardent Mexique, est en rébellion très vive contre l'ingérence politique des États-Unis. Mais la même Amérique latine subit le prestige social des États-Unis et y cherche, consciemment ou inconsciemment, le type supérieur à quoi se conformer. Washington ne sera sans doute jamais une capitale politique pour les Latins d'Amérique. Mais les Latins d'Amérique ressentent de plus en plus l'influence sociale de New-York, de San Francisco ou de Los Angeles. Le temps semble même assez proche où les États-Unis enlèveront à l'Europe son prestige « mondain » vis-à-vis des peuples nouveaux. Et, sur l'Europe, l'influence américaine ne prend-elle pas des formes significatives? Du point de vue politique, quoi qu'en disent maintes personnes, cette influence est à peu près nulle. Du point de vue financier, elle est assez forte, pour des causes qui tiennent à la liquidation de la guerre. Mais cette influence caractérise de plus en plus l'évolution des mœurs et des goûts européens. On ferait un tableau instructif des progrès de l'américanisme, depuis quelques années, dans les plus vieilles capitales, Londres, Paris ou Rome.

Oserons-nous dire, enfin, que le prestige social des États-Unis surpasse même leur prestige économique? Les Américains échouent souvent et subissent presque toujours de lourds

déboires dans les entreprises économiques, hors de leur propre continent. Leur production « standardisée » ne convient guère aux marchés trop étroits d'une Europe morcelée, et, quant à leurs usines moyennes, elles ne devancent pas l'aménagement des usines similaires du vieux monde. Mais une curiosité universelle s'attache à l'organisation du travail aux États-Unis, au caractère précisément social de l'industrie américaine.

LA SOCIÉTÉ AMÉRICAINE ET LE PHÉNOMÈNE DES MASSES

Société plutôt que corps politique, les États-Unis possèdent une originalité et exercent une influence essentiellement sociales.

En quoi consistent, par rapport aux besoins du monde contemporain, les mérites de cette originalité et la force de cette influence ?

En ceci, croyons-nous, que la société américaine réalise le premier système à peu près complet et provisoirement heureux de civilisation de masse. Tandis que les autres sociétés se sont adaptées après coup, maladroitement, au phénomène moderne des masses, ou bien, l'ayant ignoré, ont essayé tardivement de le combattre, ou bien encore, pour en avoir méconnu les véritables exigences, ont sombré dans une anarchie qui a détruit la société elle-même, les États-Unis se sont développés et ont pris conscience de leur fortune en fonction constante et exacte de la croissance des masses.

Le règne des machines a produit, dans le monde, depuis cent ans, des faits de peuplement qui apparaissent, résumés, comme suit : la population de l'univers a prodigieusement augmenté en nombre ; elle s'est groupée en foules compactes et spécialisées autour des sources de travail et des foyers industriels qui avaient déterminé son accroissement.

Les cadres des vieux États étaient conçus à la mesure et pour les besoins d'une population beaucoup moins nombreuse, moins soumise au travail spécialisé, répartie plus à l'aise et d'une manière moins artificielle ou moins exclusive sur des territoires proportionnellement plus vastes, et disposant de ressources, non, certes, plus abondantes, mais plus variées ou plus souples ; ils avaient été construits lentement dans l'illusion du définitif et avec le souci permanent de ménager une hiérar-

chie de valeurs. Ces cadres ont reçu brusquement l'afflux des masses nouvelles. Les masses, tout de suite, les supportèrent avec impatience, et ils résistèrent aux masses en les comprimant. D'où un malaise universel et profond. Les masses se trouvèrent en posture innée de revendication ou de révolution contre des cadres qui sauvegardaient l'ordre et la culture traditionnels. Ainsi se propagea le socialisme, qui tendait à faire sauter les cadres ou à les modifier. Aujourd'hui le communisme ne s'en tient plus à l'idée de revendication, il proclame la masse, sous un aspect exclusif, souveraine détentrice de tout droit, de tout pouvoir et de toute vertu.

Or, aux États-Unis, le conflit ne pouvait exister sérieusement, entre une masse nouvelle et des cadres préétablis. Les cadres s'y formaient, d'ailleurs très souples, au fur et à mesure que croissait la masse, et la masse croissait si vite qu'elle élargissait les cadres sans effort avant qu'ils fussent consolidés.

Les États-Unis sont pratiquement nés avec le phénomène des masses. C'était un pays en voie de découverte et de découverte presque illimitée, étonnamment vaste et riche, propre à absorber tous les immigrants que rejetaient les cadres étroits du vieux monde, sans que ces immigrants courussent le risque d'y être jamais comprimés ni privés de travail ; un pays où les seules règles sociales étaient la police sommaire des colonies et une morale anglo-saxonne de portée toute pratique ; les contraintes s'y montraient peu nombreuses, mais impitoyables, parce que d'une utilité évidente pour tous.

La civilisation américaine s'est donc formée en civilisation de masse, par la masse et pour la masse, sans plan préconçu, sans résistance à vaincre, sans pression tyrannique, d'un mouvement tout naturel.

Cette masse, qui allait remplir les États-Unis, se recrutait parmi les persécutés et les miséreux du monde entier. Construisant une civilisation, elle devait, avant tout, en exclure la contrainte politique et y inclure la recherche du bien-être.

Le souvenir, même à demi effacé, des persécutions, des tyrannies, des injustices subies a laissé dans l'âme de toute famille américaine ou de tout individu immigré, l'amour absolu de l'indépendance morale, une répulsion d'instinct pour l'esprit de système, une défiance jalousement défensive contre l'étatisme et même contre les formules d'État autoritaire à la mode

romaine. D'où ces traits, profondément gravés dans l'esprit américain : l'antipathie pour les théories et les théoriciens, toute théorie étant portée au dogmatisme, autrement dit à l'intolérance ; le culte exclusif de l'activité pratique, attendu que la pratique est ce qui divise le moins les hommes. Le *make money* devint ainsi, chez les Américains, une garantie de la tolérance. Et c'est une des raisons pourquoi l'argent n'est pas odieux aux foules immigrées.

Mais les immigrés aspiraient autant au bien-être qu'à la liberté. Meurtris par l'infortune, abattus par la misère, humiliés par les tares du dénuement, ils savaient que rien ne vaut la dignité humaine, qui exige, d'abord, une certaine dignité matérielle. Jouir d'une maison, coucher dans un lit, porter des vêtements décents, pouvoir se laver, manger à sa faim, prendre quelques récréations : aspirations élémentaires de l'homme qui travaille. Or l'Amérique, par ses conditions mêmes de nature, d'existence et de développement, se montrait moins généreuse que l'Europe pour les parasites. Ainsi l'Américain, du fait qu'il était forcément travailleur et que la nature récompensait son travail, put exiger et obtenir, comme base de sa vie sociale, l'acquisition par tout individu de ce minimum de confort matériel qui implique un minimum de dignité.

Cette aspiration au bien-être ne se manifestait pas en demandes isolées, fragmentaires, individuelles. Elle traduisait les besoins collectifs, simultanés et uniformes d'une masse sans cesse augmentée, autrement dit d'une clientèle homogène qui croissait à la fois en nombre et en capacité d'achat, — conditions idéales pour les fournisseurs. Répondant à l'appel de sa clientèle, l'industrie américaine créa le *standard*, l'objet usuel que tout le monde réclame et que tout le monde, en travaillant, peut payer.

Goût absolu de la liberté morale, culte de l'activité pratique, travail économiquement et socialement obligatoire, *standard* dans la production et la consommation : tels sont les traits positifs de l'originalité américaine. Au total, un relèvement incontestable de la dignité moyenne de l'homme. Sans y penser, hors de tout système ou parti pris, l'Amérique a déjà réalisé, sous un régime de libre capitalisme, les fins les plus immédiates que se proposait confusément le socialisme. Et même, quel communisme plus réel existe dans le monde que celui du *standard* ?

LA « JEUNESSE » DU PEUPLE AMÉRICAIN

Nous ne saurions présumer quelles seront, en définitive, la valeur et la durée de cette forme de civilisation. Essayons simplement d'indiquer les qualités ou les moyens qu'elle confère à l'homme et ceux que, dans son état présent, elle est impuissante à lui donner.

Les premières qualités de la civilisation américaine sont assurément la jeunesse, l'élan et la largeur d'esprit.

Qui ne vante la jeunesse du peuple américain? Certains voyageurs dénoncent même sa puérilité. Ce qu'il faut voir, c'est par quoi une telle jeunesse apparaît comme spécifiquement américaine.

On en donne d'ordinaire les raisons suivantes : la population des États-Unis se serait recrutée, à l'origine, parmi les types les plus vigoureux; elle aurait absorbé une multitude d'immigrants presque tous jeunes; elle aurait été soumise par la dureté relative du climat, à un entraînement physique que compléta, ensuite, la pratique des sports. Ces raisons n'ont qu'une valeur superficielle. On voit ailleurs des « pionniers » faire fortune, vieillir et laisser derrière eux une progéniture amollie. Les dernières couches d'immigrants, venues de l'Europe orientale et de la Méditerranée, représentaient si peu une « sélection » que les Américains eux-mêmes ont fini par considérer cet afflux comme dangereux pour leur équilibre physique. Quant au sport, il n'exerce vraiment d'influence sociale que là où il est, non un plaisir, mais une nécessité.

A vrai dire, si les conditions préalables de milieu favorisent plus ou moins telle forme de civilisation, la forme de civilisation, à son tour, détermine le type humain. La civilisation des États-Unis crée la jeunesse parce qu'elle l'exige inexorablement de quiconque veut vivre d'elle et en elle. Observez la société américaine dans les bureaux, les usines, les maisons, la rue de Chicago ou de la Nouvelle-Orléans, dans les camps du Texas ou dans les forêts de l'Orégon, dans les temples ou dans les dancings, vous verrez que son rythme écarte ce que nous appelons la « vieillesse » : le repliement sur soi-même, le goût du moindre risque, la résignation passive au déclin, le penchant à devenir spectateur plutôt qu'acteur. Pour une telle société, l'individu,

d'où qu'il arrive et quoi qu'il représente, ne compte, n'est aimé et n'est considéré qu'autant qu'il reste « efficient ». S'il ne peut garder ou conquérir cette sorte de jeunesse qui est la condition de l'« efficience », il disparaît. L'instinct de la conservation, ne trouvant plus d'issue dans le bonheur passif de la « retraite », s'attache exclusivement à défendre les forces actives de l'être. Société tout économique, impliquant une perpétuelle concurrence et un perpétuel renouvellement, la société américaine ne dispense personne, quel que soit son âge, de concourir et de se renouveler. Ford lui-même, au terme de sa carrière, doit recommencer...

Rien, du reste, de plus opposé que la notion de jeunesse en Amérique et la notion de jeunesse dans les vieux États d'Europe, spécialement dans les pays latins. En Europe, la jeunesse est un luxe éphémère et sans conséquence, — qui se présente aux imaginations sous l'aspect souvent grotesque du « jeune premier » : on ne devient « quelqu'un » que du jour, précisément, où l'on n'est plus jeune. En Amérique, la jeunesse, c'est la capacité d'agir, de travailler ou d'entreprendre, — c'est le pain quotidien. D'où l'importance secondaire que les Américains donnent aux préoccupations de sexualité qui sont, dans l'Europe latine, l'attribut dominant de la jeunesse. Nous verrons, d'ailleurs, qu'à cet égard les mœurs américaines comportent des risques...

On divise volontiers les groupes humains en peuples vieux et en peuples jeunes. Réellement il n'y a ni peuples vieux, ni peuples jeunes. Il y a des peuples que leur constitution sociale pousse à cultiver la jeunesse et d'autres à favoriser la vieillesse. Le même Chinois que vous aurez pris, à Pékin, pour un fantôme des siècles morts, vous le retrouverez, à San Francisco ou à Boston, plein de verdeur. Le pauvre juif, parti, avec les stigmates précoces de la vieillesse, d'une sordide bourgade de l'Orient, vous étonnera par sa propreté et par son entrain sur les bords de l'Hudson ou du Mississipi... Grande leçon de l'exemple américain, cette aisance avec laquelle les races prétendues vieilles se rajeunissent au contact d'une vie nouvelle, et puissant motif d'optimisme pour l'humanité tout entière !

L'INFLUENCE DE L' « ESPACE »

La même loi de libre et incessante concurrence qui est le secret de la jeunesse américaine, soutient l'élan américain, et a développé, dans le tempérament social, les facultés d'entreprise. Mais ici intervient une autre influence, également décisive : l'influence de l'espace.

Toute l'expérience historique montre que l'accès à de nouveaux territoires, par conquête, découverte ou défrichement, exalte les initiatives d'un peuple et provoque en lui une poussée d'efforts. Au contraire, la cristallisation trop prolongée de son cadre territorial détermine, dans une société, des phénomènes de vieillissement dont le plus notoire est la prédominance des disputes politiques. A cet égard, on ne peut douter que le colonialisme ait exercé une influence salubre sur la civilisation européenne, depuis la Renaissance. L'esprit des États-Unis est un épanouissement de l'esprit colonial. Le goût de la « terre nouvelle » et de la « chance vierge » apparaît au cœur de la psychologie américaine. L'attrait de l'espace, les gestes et les réactions qu'il provoque sont l'origine de l'élan américain.

Du reste, il y a lieu de se demander si une civilisation de type moderne, fondée sur le progrès économique et destinée principalement à satisfaire les masses, n'exige pas, pour atteindre sa pleine efficacité, beaucoup plus d'espace que les civilisations anciennes. Les États dont la vie se développe ou se maintient par rapport à des cadres de politique préconçus et à des traditions de stabilité consacrées, peuvent se contenter de frontières étroites ou relativement étroites. Mais dès que la diffusion d'un bien-être croissant et d'un confort artificiel devient l'objet même d'une civilisation, les données du problème changent. Ce problème, dès lors, ne peut être résolu que par la production *standardisée*, laquelle suppose une clientèle de plus en plus large dans un espace de libre circulation.

A cet égard, par l'étendue du territoire, autant que par l'effacement du système politique, les États-Unis représentent le type le plus avancé de société économique.

On a dit souvent que les citoyens des États-Unis avaient la chance de pouvoir exploiter un véritable continent. Leur civilisation dépend étroitement de cette chance, à tel point que si

leur constitution territoriale venait à se rompre ou à se fragmenter, la société américaine, sous sa forme présente, n'y résisterait pas : aussitôt les nécessités politiques domineraient les forces économiques.

Cette remarque ne manque pas de portée touchant l'Europe elle-même. L'Europe est condamnée aux préoccupations politiques par l'étroitesse relative de ses États, par le grand nombre de frontières qu'elle contient et par la difficulté d'accorder des intérêts divers sur des champs d'action trop limités. Les heurts incessants déterminent le recours également incessant à l'arbitrage politique. Or, aujourd'hui, le conflit est visible entre le statut historique de l'Europe et les nécessités de son développement ou même de son équilibre économique. Si l'Europe se maintient dans l'état de fragmentation économique qui correspond à sa fragmentation historique, elle restera sans doute un foyer créateur, mais elle aura de plus en plus de peine à suivre l'Amérique sur la voie de l' « efficience » et du confort généralisés. Déjà s'opposent nettement les deux types de civilisation : le type européen, civilisation de l'invention personnelle et du bien-être individuel ; le type américain, civilisation de l'entreprise (très différente de l'invention) et du bien-être social. On peut préférer l'un ou l'autre type. Mais si l'on tient compte, d'une part, des exigences des masses par rapport à l'objet de la civilisation et, d'autre part, des tendances même du capitalisme vers des formules de plus en plus collectives ou impersonnelles, on doit reconnaître que, dans le cycle actuel, le type américain a les meilleures chances de triompher.

L' « HUMANITÉ » AMÉRICAINE

A ces qualités de jeunesse et d'entreprise, l'Américain en ajoute une troisième : la largeur d'esprit. C'est encore le fruit naturel d'une société à bases économiques. Érasme, il y a quatre siècles, observait déjà que « les marchands désirent toujours plus de liberté ».

Combien de fois, pourtant, n'a-t-on pas dit ou écrit que les civilisations tournées vers le progrès matériel étaient de toutes les plus brutales, les plus cyniques, les moins soucieuses des droits de la personne humaine ! En fait, après d'autres exemples de l'histoire, l'exemple américain nous fournit la preuve écla-

tante du contraire. Sans doute, aux États-Unis, la police est rude; sans doute, les rapports d'homme à homme n'y sont ornés d'aucun superflu de courtoisie ou de raffinement; sans doute, dans une pareille masse et sur un si vaste territoire, le vice ou la violence a ses repaires. Mais, à tout prendre, combien de peuples sont plus humains que l'Américain, si l'on entend par « humanité » la tolérance morale et le secours effectif à prêter au semblable? L'Américain n'admet pas qu'il y ait d'autre loi au monde que la loi du travail et de l' « efficience » ni que personne y échappe. Mais, à cause de cela, précisément, le malheureux qui ne peut travailler, lui paraît mériter un secours effectif. Le plus beau spectacle que l'Américain a donné pendant la guerre, ne l'oublions pas, est celui de sa charité.

Ici, avant de décrire les lacunes et les risques de la civilisation américaine, nous touchons au point de sa vraie grandeur. Jeunesse, élan, génie de l'entreprise : ce sont des attributs de la chance et, peut-être, des produits de l'effort; ce ne sont pas des bases d'idéal. Si l'Amérique ne possédait que de telles qualités, son rayonnement social, malgré tout, resterait faible. Mais elle apparaît originale et guide du monde par l'idée qu'elle se fait de la dignité humaine.

Comment expliquer cette préoccupation éminente de la dignité humaine?

Certes, on ne saurait omettre une cause d'origine : le peuple américain est composé, en grande partie, d'hommes ou de familles qui ont fui l'Europe pour mettre à l'abri leur personnalité et acquérir l'indépendance. Mais, à notre avis, il y a une autre cause, d'une efficacité plus constante. C'est que la civilisation américaine s'est formée et a grandi d'un coup, sans superpositions successives de cadres politiques et sociaux, par conséquent hors de tout esprit de privilège, de caste ou même de supériorité héréditaire. Seuls comptaient le travail et la chance immédiate de l'homme. Autant dire que seul comptait l'homme. Voilà une autre raison, et décisive, pourquoi, en Amérique, la richesse ne suscite pas de haine : fait de l'individu, accessible à tout individu. Les traditions politiques et les hiérarchies sociales présentent, pour les peuples, des avantages certains. Elles présentent aussi des inconvénients. L'Américain doit, peut-être, son humanité et sa largeur d'esprit au fait qu'il manque de tradition politique et de hiérarchie sociale.

Manque de tradition politique et de hiérarchie sociale, mais non manque d'éducation morale. Personne ne saurait contester aux « puritains » le mérite original d'avoir prouvé, par leur réussite en Amérique, qu'une société peut se passer de toutes règles préconçues, sauf d'éducation morale. Les États-Unis sont la terre du « moralisme ». Toutes les religions, toutes les associations, toutes les formes de la vie collective, que n'absorbent pas les « affaires, » y servent, d'abord, la morale et le culte de l' « efficience » personnelle. L'individualisme ne s'y manifeste pas, comme chez les Latins, par une sécession de l'individu à l'égard de la communauté, — individualisme négatif, — mais, au contraire, par la culture de ce qui, dans les qualités individuelles, représentera un accroissement de force et de chance pour tous.

Le problème si délicat des races de couleur n'échappe pas à cette conception à la fois pratique et morale de la société. Nous ne savons dans quelle mesure les « hommes de couleur » troubleront l'avenir des États-Unis. Mais, pour le moment, ce qui nous frappe le plus, c'est le sens pratique avec lequel la société américaine réussit à les « canaliser, » à les utiliser et à ne pas les avilir.

LA PASSIVITÉ ARTISTIQUE ET INTELLECTUELLE

Originale et profondément novatrice dans le domaine social, la civilisation américaine reste passive dans l'ordre des arts et de l'intellectualité pure. Certes, elle a ses artistes, ses écrivains, ses savants, ses érudits, ses cénacles. Ce n'est une mince richesse ni en qualité, ni en quantité. Les États-Unis possèdent, notamment, une des meilleures équipes de romanciers du monde. Mais, par rapport à la masse américaine, le mouvement intellectuel reste à peu près sans portée ou sans pénétration. Cette masse, même dans les écoles ou les universités, semble imperméable à ce que nous appelons la « création personnelle » et la « culture supérieure ».

Un tel phénomène n'est pas aussi simple qu'on serait tenté de le croire. On se tromperait, croyons-nous, en dénonçant un défaut natif d'imagination, un manque d'ingéniosité ou une inexpérience propre aux peuples jeunes. A supposer qu'il manquât d'imagination esthétique ou intellectuelle, le peuple américain aurait pu en acquérir par l'afflux des immigrants

innombrables qui sont venus chez lui, des pays de la Méditerranée, de l'Europe continentale et même de l'Orient. Quant à l'ingéniosité américaine, elle est évidente, précisément, pour tout ce qui correspond aux besoins de la masse. Enfin, comment accuser l'inexpérience intellectuelle d'un peuple qui possède, depuis longtemps, les universités les plus achalandées, les bibliothèques les plus nombreuses et les plus riches, les laboratoires les mieux outillés, les revues ou les journaux les plus divers et les plus puissants?

Notez, d'ailleurs, que l'indifférence ou même la répugnance pour les « créations originales » et pour le « risque intellectuel » se manifeste là où, précisément, l'Américain disposait, semble-t-il, du maximum de moyens.

C'est le cas de l'industrie américaine, incomparable pour l'ampleur de ses aménagements, la puissance de sa production et son adaptation aux besoins collectifs, mais inexperte à varier et à renouveler ses types.

C'est le cas de l'architecture. C'est le cas du cinéma... Jamais au monde, l'architecture n'a trouvé et, peut-être, ne retrouvera les chances que lui offrit, depuis quarante ans, l'essor fantastique des agglomérations américaines. Jamais on n'a construit tant de villes en si peu de temps, avec une telle abondance de crédit, de matériaux et de profits. Jamais, au sein des villes, on n'a renouvelé si largement ou si vite les bâtiments de tous ordres. Jamais les maisons n'ont si peu duré. Moins encore que la vieillesse des hommes, les mœurs américaines ne tolèrent la vieillesse des maisons. On rêve des choses titanesques qu'eût imaginées un Michel Ange, des harmonies de pierre qu'eût réalisées un Mansart, des formes grandioses qu'eussent inventées les constructeurs de cathédrales.

Or, de l'océan de matériaux qu'agite encore la tempête américaine, rien n'est sorti de vraiment original. Le « gratte-ciel » a failli être la création attendue. Mais sa soumission aux besoins immédiats de la foule et au dogme du « rendement » commercial l'a privé de ce surplus d'art moyennant quoi il nous eût, peut-être, offert une sensation inédite de beauté. Aujourd'hui, pour le décorer, on superpose des copies de styles européens ou exotiques. Si la ligne des « gratte-ciel » de New-York ou de Chicago exprime parfois une poésie magnifique, c'est grâce à l'auréole du soleil couchant plutôt qu'aux calculs

des architectes. Même observation pour le cinéma. Là encore on dépense des dizaines, des centaines de millions de dollars, sans que surgisse un élément original, sauf, peut-être, certains emplois de la lumière artificielle.

LE CONFLIT DU *STANDARD* ET DE L'ORIGINALITÉ CRÉATRICE

La cause? Ah, voici un débat angoissant... Travaillant pour la masse, sous le seul aiguillon du gain à réaliser très vite, — car toute l'Amérique entreprend et construit à crédit, — l'Américain suit les besoins de la masse, les surexcite ou les exagère, mais ne les devance ni ne les modifie. Il écarte de ses entreprises toute expérience qui ne « paierait » pas. Or la création ou la recherche originale comporte, pour moitié au moins, un risque d'échec : elle peut être stérile en soi, elle peut ne pas convenir à la foule, elle peut même la heurter. On décorera une salle de cinéma avec des copies d'œuvres connues, classées, vulgarisées, déjà populaires : on ne dépensera pas un dollar pour y mettre une œuvre nouvelle. La civilisation du *standard* rencontre là son écueil. Alors que, pour l'objet d'utilité courante, les besoins et les goûts de la masse assurent au progrès un bénéfice certain, l'utilité disparaît et les goûts varient en matière d'art ; ainsi la création se trouve désarmée devant une masse dont le genre de vie exclut l'éducation et la préoccupation artistiques.

Ce fait pose, devant l'humanité moderne, un problème qu'elle ne pourra ignorer longtemps sans déchoir. L'objet et le progrès d'une civilisation de masse ne sont-ils pas limités par le degré de culture et les besoins fatalement terre à terre de cette masse? Autrement dit, la masse peut-elle acquérir assez de désintéressement ou de curiosité intellectuelle pour appeler et favoriser la création d'œuvres sans utilité immédiate?

Le problème n'est pas résolu par l'école, comme le démontre l'école américaine. Il n'est pas résolu, non plus, par la littérature éducative, qui elle aussi, subissant la loi du *standard*, se soumettra aux goûts préalables de la masse. Déjà la littérature et la critique américaines sont en voie de *standardisation* : le *standard* s'établit, bien entendu, non au niveau de l'art original, mais au niveau des préférences communes.

Il faut donc ou bien se résigner à une déchéance fatale de

la création artistique et de l'intellectualité pure, ou bien sortir de l'impasse par un effort des artistes et des intellectuels eux-mêmes. Car les masses suivent leur loi de croissance propre, toute économique, et ne reculeront pas...

L'art et le travail intellectuel, tels que nous les avons conçus jusqu'à présent, exigeaient la réflexion de l'esprit, la profondeur de l'effort et la portée durable de l'œuvre. Ces trois vertus ou qualités, que nous entourons encore d'un culte jaloux, ne correspondent plus du tout aux rythmes essentiels de l'évolution contemporaine.

La vie contemporaine est faite d'action plutôt que de réflexion, de rapidité ou d' « efficience » immédiate plutôt que de profondeur, de changements incessants plutôt que de durée. L'Américain aurait tort de bâtir pour l'éternité, sachant que son logis, dans cinq ou dix ans, s'écroulera sous le choc d'exigences nouvelles et sera remplacé par une autre maison. Il a raison de préférer les convenances et les satisfactions immédiates plutôt que la solidité. Ces convenances et ces satisfactions immédiates, si l'art original les lui refuse, il les obtiendra du *standard* industriel. Il ne sacrifiera pas la nécessité à l'originalité. Fatalement l'art s'adaptera ou disparaîtra. Toute la tradition européenne s'insurge là-contre. Mieux vaudrait sauver l'art en l'incorporant à l'industrie... L'Amérique ne s'en est pas souciée jusqu'à présent. L'Europe trouvera-t-elle à temps la solution (1) ?

Le problème n'est guère différent pour le salut de l'intellectualité. On proclama longtemps que le savant ou le philosophe devait vivre séparé de la masse, en ermite et en émigré moral. On confondait ainsi la solitude et le désintéressement. Pour la spéculation de l'esprit, le désintéressement suffit. Les masses modernes ne sont pas fermées aux idées, mais elles les veulent et ne les comprennent que dans le cadre de leur expérience, c'est-à-dire de leurs préoccupations constantes et vitales. Il s'agit, non de soumettre la pensée aux tendances des masses, mais de répondre aux questions que posent les masses. Si le savant ou le philosophe, capable d'originalité, s'abstient de répondre, c'est un serviteur de la foule qui répondra, bas journaliste ou bas politicien, en quête de popularité et de profit.

(1) J'aurais scrupule à ne pas enregistrer ici le très vif succès qu'a obtenu, auprès des Américains, la décoration du nouveau paquebot de notre Compagnie Générale Transatlantique, l'*Ile de France*.

Au demeurant, l'artiste, le savant, le philosophe doivent se rendre compte que les mesures, les plans, les harmonies ne sont plus tout à fait les mêmes dans un monde dominé par la vitesse et par la masse que dans le monde recueilli d'autrefois.

A LA RECHERCHE D'UN PRINCIPE D'UNITÉ

Si l'artiste et le savant peuvent s'adapter aux exigences d'une civilisation de masse, ils ne sauraient se passer, pour soutenir leur effort ou compenser leurs sacrifices, d'une satisfaction désintéressée, de l'attrait d'un idéal. Or il n'y a pas de désintéressement et d'idéal féconds qui soient séparés du milieu social. L'excès d'individualisme, là comme ailleurs, aboutit à l'excès d'égoïsme, à la stérilité. Ainsi nous abordons un autre problème américain, étroitement lié à celui des arts et de la pensée : le problème de la conscience collective ou de l'unité.

De fait, s'il est rare de trouver aux États-Unis une beauté précise, on y éprouve souvent la sensation d'une beauté éparse : beauté de la nature généreuse, beauté de la jeunesse humaine en plein triomphe, beauté même de toutes ces constructions qui, prises isolément, déçoivent le goût, mais dont l'ensemble traduit une sorte de lyrisme matériel. Pour que cette beauté éparse se rassemblât, que faudrait-il donc ? Il y faudrait, non plus seulement des besoins collectifs, mais un idéal commun, la conscience d'une unité positive.

L'unité... Le monde est en mal d'unité. L'Europe, l'Asie, l'Amérique, chacune pour son compte, aspirent à l'unité. Dans ce travail profond qui agite la planète, l'Amérique fait une figure paradoxale. Apparemment, les États-Unis n'auraient lieu ni d'être nationalistes, puisqu'ils ne sont à aucun degré une nation, ni d'aspirer à l'unité, puisque, précisément, ils sont unis. Or ils rêvent d'unité et ils parlent un langage nationaliste.

Ce double paradoxe traduit une même recherche : le peuple américain cherche, pour sa conscience, un principe d'unité. Son unité territoriale a été réalisée trop vite et maintenue avec trop peu de lutte pour que, des efforts accomplis ou des épreuves subies, pût sortir une unité morale. Le langage et les attitudes nationalistes, formes élémentaires de l'orgueil collectif, tendent à corriger ce défaut d'origine. A vrai dire, le

nationalisme est une voie déraisonnable et dangereuse pour le peuple américain. Déraisonnable, parce qu'aux États-Unis, le nationalisme ne correspond ni à une réalité ni à une nécessité. L'Amérique n'a pas à défendre ou à promouvoir un prestige de race, qu'elle ne possède pas. Elle n'a pas à protéger sa puissance que personne ne menace ni ne discute.

Dangereuse, parce que le nationalisme, loin de hâter l'unification, la gênerait ou la compromettrait. Il substituerait peu à peu et fatalement au cadre économique de la société américaine un cadre politique qui changerait la nature même de cette société. Le changement de cadre remettrait en cause les bases de la solidarité sociale. C'est que les États-Unis sont trop divers, pour l'étroitesse et les rigueurs de la discipline nationaliste. Déjà leur intervention dans la guerre européenne a provoqué en eux, après coup, un long scrupule. Au fait, comment soumettre à une même doctrine et à une même pratique du nationalisme les intérêts du Texas et ceux de l'Illinois, ceux de New-York et ceux de San-Diego, ceux de Boston et ceux de la Nouvelle-Orléans ?

Les grandes collectivités du monde moderne, dans la mesure où elles reposeront sur des bases économiques et, par conséquent, sur des principes de non-intervention de l'État, auront de plus en plus de peine à supporter les exigences du nationalisme, doctrine essentiellement politique et unitaire. Déjà l'Empire britannique en est un exemple. Encore l'inquiétude constante de sa dispersion et des risques mortels qu'elle comporte soutient-elle son effort pour la suprématie navale. Mais les États-Unis n'ont aucune inquiétude... Un nationalisme américain, créé par artifice, mettrait en péril les éléments mêmes de la puissance américaine.

Les États-Unis doivent donc chercher leur unité de conscience dans le perfectionnement du type de société qu'ils ont créé. Reste à savoir si ce type de société, par l'influence qu'il exerce sur les mœurs, ne compromet pas sa propre durée.

Lucien Romier.

(*A suivre.*)

L'ÉGÉRIE DE M. THIERS [1]

LES CAHIERS DE MADAME DOSNÉ

I. — MADAME DOSNE

Antoine Matheron, marchand, avait épousé en 1791 Eulalie Lotelier. Tous deux tenaient une boutique, 1, rue des Victoires, 4e arrondissement de Paris, où ils vendaient des parapluies, — d'aucuns disent du drap, — lorsque, le 12 ventôse an II (2 mars 1794) une fille leur naquit, à laquelle ils infligèrent le prénom mythologique d'Eurydice. L'enfant grandit au comptoir. Estimant que son prénom pouvait paraître dénué de modestie, elle y ajouta celui de Sophie, auquel elle se tint. En belles lettres dorées, le relieur imprima pour son compte « Sophie Matheron » sur le plat d'albums de musique et de romances, car la jeune fille cultivait les beaux-arts, chantait d'une voix charmante, et jouait du piano en musicienne.

A peine âgée de dix-sept ans, ses parents la marient, le 26 janvier 1811, à Alexis-André Dosne, né le 19 mai 1781, et fils de Jean-Pierre Dosne, marguillier de la Madeleine en la Cité, et de Adélaïde-Geneviève Saillant, veuve en premières noces de André-Jean Leroux. Sophie Matheron fait un beau, tout au moins un bon mariage. Elle monte d'un cran dans l'échelle de la bourgeoisie. Sans être jolie, elle n'est pas désagréable à regarder. Elle ne manque pas d'esprit. Elle possède surtout un solide bon sens, et, poussées à un très haut degré, les qualités bourgeoises d'ordre et d'économie. Son mari s'engage

(1) Le 3 septembre ramènera la cinquantenaire de Thiers, mort à Saint-Germain le 3 septembre 1877.

de bonne heure sur le grand chemin de la fortune. Il opère dans la finance. Agent de change, il spécule sur les valeurs de Bourse, il spécule sur les terrains. Après la Révolution de 1830, il obtient le poste de receveur général à Brest.

De là, le 12 octobre 1833, il écrit à M. Thiers, député de l'arrondissement d'Aix-en-Provence, ministre secrétaire d'État au département du Commerce et des Travaux publics, la lettre suivante : « J'ai reçu, mon cher M. Thiers, votre lettre du 8 courant et vois que tout n'est pas rose dans le poste élevé où votre talent vous a placé, et qu'il faut toute votre facilité pour suffire à tant de travaux. Quant à moi qui n'ai pas de quoi m'occuper à Brest et dont la présence y est tout à fait inutile, je partirai aussitôt que vous en aurez parlé au ministre des Finances... Il me tarde de jouir du contentement de ma chère Élise dont on m'a déjà parlé. Depuis longtemps je me doutais de vos projets de mariage; dès lors j'ai dû chercher à étudier votre caractère, et je vous avoue avec plaisir que j'ai reconnu en vous toutes les qualités qui peuvent rendre une femme heureuse, et quoique l'on dise que quand on établit ses enfants on éprouve toujours des inquiétudes sur leur avenir, je n'en ressens aucune, et je suis bien persuadé qu'en faisant le bonheur de notre fille, vous assurerez le nôtre. »

Le ménage Matheron avait deux filles : Eulalie-Élise, née à Paris le 2 novembre 1818, et Félicie, née également à Paris, 30 rue de Provence, le 12 août 1823. C'est à l'aînée que s'adressent les hommages du jeune ministre. Elle n'a pas seize ans, il en a trente-cinq. Quels sentiments éprouve-t-il? « Mon grand moment approche, confesse-t-il; je suis agité, comme il convient, et j'aime ma jeune femme, plus qu'il ne convient, à mon âge; j'ai donc bien fait d'en finir à trente-cinq ans plutôt qu'à quarante, car j'en aurais été plus ridicule. Au surplus, peu importe; je sais mettre de côté les fausses hontes. Mais une chose m'est insupportable, c'est de livrer les êtres qui me sont chers aux indignités et à la malice du monde. Pour moi, je suis aguerri, mais je ne m'aguerrirai jamais, et j'aurais cependant bien besoin de m'aguerrir, pour les gens que j'aime. Il faut bien que le monde aille son train; il serait bien sot de vouloir qu'une si grosse machine changeât, pour soi, son éternelle marche. » Et la duchesse de Dino, qui reproduit ces lignes, ajoute : « Je désire sincèrement que sa philosophie ne

soit pas mise à de trop rudes épreuves, mais, comme dit le proverbe... on est puni par où on a péché. »

Ces épreuves, en effet, ne vont manquer ni au jeune ministre, ni aux siens, et son mariage donne fortement à gloser. Sa belle-mère n'a que trois ans de plus que lui. « Elle était, dit-on, très liée avec M. Thiers avant d'être sa belle-mère », note le maréchal de Castellane dans son *Journal*. Et Arsène Houssaye, qui récolte soigneusement tous les méchants propos courant de par le monde : « M. Thiers vient de faire une fin. Le ministre du Commerce va se risquer au commerce de l'amour par devant M. le maire du deuxième arrondissement. Il épouse, qui s'en douterait? Mlle Dosne, fille mineure. On croyait jusqu'ici que c'était Mme Dosne seule qui fût mineure. Est-ce la fin de la comédie *la Mère et la Fille*? Quoi qu'il en soit, on n'appelle plus M. Thiers, le lilliputien du tiers-état et du tiers-parti, que Thiers-Dosne. Il n'en touche pas moins une dot de deux millions, il n'en est pas moins ministre, il n'en est pas moins grand historien. C'est par l'esprit qu'on mesure les hommes. » Bien d'autres se feront l'écho de ces bruits, Mme Émile de Girardin dans son *École des Journalistes*, et Balzac dans celui de ses romans où il conte le mariage de Rastignac.

Le chiffre exact de la dot d'Élise Dosne nous fixera, si nous ne savions déjà à quoi nous en tenir sur la précision d'Arsène Houssaye et sur la valeur des racontars de journaux : au lieu des deux millions qu'il indique, elle reçoit de ses parents un trousseau de 20 000 francs, et 300 000 francs d'argent comptant. Quant au marié, il apporte en ménage des meubles et effets mobiliers évalués à 10 000 francs, 60 000 francs en deniers comptants, une maison à Aix, et une maison place Saint-Georges sur laquelle il doit 100 000 francs; il doit encore 20 000 francs au préfet du Var, Floret. Mais il est ministre, et cela se verrait rien qu'à la longue liste de témoins qui signent à son contrat : la fine fleur des politiciens du temps. Les jeunes gens se mettent donc en ménage dans de bonnes conditions. La famille Dosne s'installe dans la maison de la place Saint-Georges, et le beau-père passe de la recette générale de Brest à celle de Lille. Il ne faut pas oublier que douze ans plutôt, Thiers débarquait à Paris avec cent francs dans sa poche.

Le mariage a lieu le 6 novembre 1833. Le 11 du mois suivant, la duchesse de Dino et le prince de Talleyrand, qui couve le

futur homme d'État, dînent chez lui, dans l'intimité ; les convives sont, outre Thiers et sa femme, ses beaux-parents, Mignet et Bertin de Vaux. Voici comment Mme de Dino voit la jeune mariée : « Mme Thiers, qui n'a que seize ans, paraît en avoir dix-neuf : elle a de belles couleurs, de beaux cheveux, de jolis membres bien attachés, de grands yeux qui ne disent rien encore, la bouche désagréable, le sourire sans grâce et le front trop saillant ; elle ne parle pas, répond à peine, et semblait nous porter tous sur ses épaules. Elle n'a aucun maintien, aucun usage du monde, mais tout cela peut venir ; elle ne fera peut-être que trop de frais pour d'autres que pour son petit mari, qui est très amoureux, très jaloux, mais jaloux honteux, à ce qu'il m'a avoué. Les regards de la jeune femme pour lui sont bien froids ; elle n'est pas timide, mais elle a l'air boudeur, et n'a aucune prévenance. » Et passant à la belle-mère : « Je croyais à Mme Dosne des restes de beauté, mais il m'a paru qu'elle n'avait jamais pu être jolie ; elle a un rire déplaisant, qui a de l'ironie, sans gaieté ; sa conversation est spirituelle et animée. Sa toilette était d'un rose, d'un jeune, d'une simplicité affectée qui m'a étonnée. »

Sans cette alliance avec Thiers, il y a toutes chances pour que la fille du petit boutiquier de la rue des Victoires n'eût jamais reçu à dîner le prince de Talleyrand et la duchesse de Dino.

Qui a mis en relations Mme Dosne avec son futur gendre ? La lettre par laquelle le colonel de Brack, le fameux cavalier, la félicite du mariage de sa fille avec M. le ministre du Commerce le rappelle : c'est lui, le colonel de Brack, brave officier de l'armée impériale et commandant le 4e régiment de hussards, qui leur servit de truchement, dès avant 1830 ; il était très lié avec l'une, comme avec l'autre, et aussi, cela va sans dire, avec Mignet. A cette époque, Mme Dosne reçoit dans un modeste salon tendu de draperies vertes et jaunes un peu passées, où cinq ou six amis tiennent à l'aise. La Révolution de 1830 survient, et bientôt le salon s'agrandit, se décore de riches broderies, en même temps que les amis qui le fréquentent se multiplient. Pressentant la carrière politique de Thiers, Mme Dosne s'est attachée corps et âme à sa fortune dès le début de leurs relations. Elle prévoit sans nul doute les possibilités d'avenir ouvertes par lui à son ambition. Elle se constitue d'emblée son

Égérie ; pendant quarante ans, elle lui donnera le concours de son admirable bon sens.

Dès 1832, leur intimité est telle que Thiers lui confie le moindre détail des combinaisons ministérielles qui s'échafaudent après la mort de Casimir Périer. Lorsqu'il est question de lui pour un département ministériel, où son fidèle Mignet, resté à Paris pour veiller au grain, relance-t-il le futur ministre qu'il rappelle en hâte dans la capitale? A Thun, où Thiers villégiature avec la famille Dosne. Et une fois ministre, Thiers confie à son Égérie les secrets d'État, ceux des délibérations du Conseil. Elle les note au jour le jour, au fur et à mesure qu'elle les reçoit, sur des cahiers que Thiers revoit, corrige, et augmente de sa propre main.

Harcelé par sa famille, qui a les dents longues et emploie de véritables moyens de chantage pour lui tirer pied ou aile, Thiers s'est réfugié dans celle de sa femme. Son beau-père, qui mourra en 1849, vit beaucoup à Lille, au siège de sa recette générale. De sorte qu'il reste presque constamment seul avec ses trois dames, comme on disait alors, sa belle-mère, sa femme, et sa jeune belle-sœur. Toutes ses affections se concentrent sur elles. Félicie Dosne, grande et belle fille, qui ne se mariera pas, bien que des prétendants se soient présentés, tels M. de Martel et Lamoricière, se comporte parfois comme un simple secrétaire; elle se voue à la gloire de son beau-frère.

Mme Thiers, jolie, agréable, petite et boulotte, est l'enfant gâtée de la famille. Elle porte des toilettes élégantes; elle apprend la valse à deux temps et la polka avec l'illustre Cellarius, en même temps que Mmes de La Trémoille et de Noailles. Sa santé ne semble pas robuste, et elle se laisse volontiers dorloter. Elle ne vivra que soixante-deux ans.

La maîtresse femme, la poule qui régente et soigne la couvée, c'est Mme Dosne. Elle apparaît comme l'un des types les plus caractérisés de la bourgeoise de son temps. D'abord, femme d'intérieur accomplie elle s'attache à ne faire que la dépense strictement nécessaire, et même à rester quelque peu en deçà; lorsqu'il s'agit d'installer le gîte estival où la famille va villégiaturer, elle est debout dès quatre heures du matin pour reconnaître la place et veiller aux aménagements nécessaires; elle voyage, lors des saisons qu'elle passe dans les villes d'eaux, avec ses tapis, ses fauteuils, ses lampes, son argenterie;

au retour, elle commande à l'armée des tapissiers qui remettent en état l'hôtel de la place Saint-Georges, le cabinet de M. Thiers excepté : « Comment aurais-je pu faire poser les tapis dans le cabinet de M. Thiers? écrit-elle à sa fille Élise; je n'en ai pas la clef, et si je l'avais eue, je n'aurais eu garde de pénétrer dans ce sanctuaire. » Elle est constamment inquiète de la santé des siens; les recommandations pleuvent : « Surtout n'oubliez pas qu'au moindre accident vous m'avez promis de me prévenir. Portez-vous bien et ne faites pas d'imprudences. » Elle se préoccupe anxieusement des aphtes qui tapissent la gorge de l'orateur. Lorsqu'elle est éloignée du jeune ménage et se trouve seule avec sa fille cadette, c'est Félicie qu'elle accable de ses soins : « Je regarde l'air de Félicie, sa langue, son pouls. Il faut bien qu'elle paie pour trois; autrement, je perdrais l'habitude de faire de la médecine. » Elle songe à l'avenir : « Pensez donc qu'au train dont je vais, je ne serai plus là pour vous soigner quand vous aurez vieilli, et qu'il faudrait me laisser emporter la consolation que tous mes enfants auront une santé consolidée. » Elle ira d'ailleurs de ce train-là pendant vingt-deux ans encore, après avoir écrit ces lignes...

Au moindre retard dans l'arrivée du courrier, la voilà bouleversée. Elle se méfie des chemins de fer, qui éveillent sa superstition : « Il ne faut pas partir un vendredi. Ces jours ne nous sont pas heureux. » Et une autre fois : « Je n'aime pas cette manie que vous avez de voyager sur les chemins de fer, le dimanche. » Mais cette pusillanimité disparaît dès qu'il s'agit de prendre des décisions et de faire preuve de fermeté dans les grandes circonstances. C'est elle qui donne l'avis prépondérant pour la conduite à suivre lorsque les intérêts de la famille sont en jeu. Elle décide du moment où il convient de vendre les terrains achetés jadis par son mari, et comme Thiers se montre fort inquiet de savoir si l'on doit ou non vendre certaines valeurs mobilières, elle écrit à sa fille : « Je crois comme toi qu'il ne sera pas mal que je sois là pour calmer ses agitations, et délibérer. »

Ces délibérations ont lieu le matin, soit dans la chambre de Mme Dosne, tendue d'un papier blanc qui s'encrasse peu à peu, soit dans la chambre de Thiers qui procède à sa toilette tandis que sa femme déguste son chocolat. Dans ces existences très remplies, c'est l'heure de douce et calme intimité où les nerfs

se détendent, où l'esprit se repose. Mignet souvent y assiste, et discourt volontiers sur les misères du temps présent. Thiers, « momentanément éloigné du territoire », écrit de Londres le 15 mars 1852 : « Ma chère bonne mère, ma chère Élise, et ma chère Félicie, je vous écris à toutes trois, comme si nous étions dans notre conseil du matin, et je vous entretiens de mes projets. » Ainsi traversent-ils, étroitement unis, les orages de la vie politique, soutenus aussi par Mignet, le plus fidèle, le plus dévoué, le plus intime des amis, et par celui qu'entre soi on appelle « le philosophe », Victor Cousin qui ne manque pas une occasion d'enrichir d'un beau livre ou d'un livre rare la bibliothèque personnelle de Félicie Dosne, bibliophile avérée.

L'un des traits essentiels de la physionomie bourgeoise de Mme Dosne est son amour des gens titrés et sa morgue à l'égard de ceux qui ne le sont pas. Thiers lui donne l'exemple dès son arrivée au ministère de l'Intérieur, à moins, ce qui est plus probable, que ce ne soit elle qui lui ait insufflé cet orgueil roturier; il affecte, conte le docteur Véron, de ne jamais inviter un directeur de théâtre aux réunions et aux bals officiels, et si lui et les siens dédaignent l'Intérieur, c'est que les préfets qu'il faut recevoir ne sont en général ni d'assez bonne compagnie, ni d'assez bonne maison.

Les Affaires étrangères, à la bonne heure! Dans ces postes élevés, on fait grandement les choses. Au ministère de l'Intérieur, Thiers donne des bals que le maréchal de Castellane qualifie de magnifiques, et la *Presse* signale qu'on sert à sa table un melon de cinquante livres, le second, de mémoire de Chevet, qui ait été servi sur une table ministérielle : le premier avait paru chez l'archichancelier Cambacérès. Lors de son arrivée aux Affaires étrangères, ses dames font renouveler le mobilier en vingt-quatre heures; rien n'est assez beau pour elles; le directeur de la comptabilité, M. Brénier, en est au désespoir. Elles recommencent à l'Élysée en 1871. N'y a-t-il pas, à mettre le pied dans ces palais, de quoi se griser d'ambition satisfaite? La jeune fille au comptoir de ses parents dans la boutique de la rue des Victoires, pouvait-elle prévoir qu'un jour elle terminerait ainsi une lettre datée de Vichy, le 22 juillet 1855 : « Mille compliments à M. Mignet, à cette pauvre comtesse, si vous la voyez. Allez donc chez la princesse, si elle n'est pas partie. Elle vous donnera des nouvelles de la reine des Pays-Bas. »

En décachetant son courrier, elle lit au bas des lettres qu'elle reçoit les signatures de la reine Marie-Amélie, des princes et princesses de la famille royale, et des personnalités les plus aristocratiques de l'Europe de son temps. Aussi, quel dédain pour les Dupont et les Durand qui encombrent les hôtels de Vichy, pour les « baladins » qui viennent de Paris jouer sur le théâtre de Lille, et même pour M. et Mme de Lamartine dont elle écrit : « Je n'ai nulle envie de rencontrer ces Girondins. » Il est vrai que, par un naturel retour des choses d'ici-bas, Mme de Flahaut ne cache pas à quel point elle est « furieuse » que Mme Adélaïde lui ait donné Mme Thiers comme « pendant » pour quêter à Saint-Roch en faveur des salles d'asile qu'elle dirige. Quant à la duchesse de Dino, elle affecte le plus profond mépris pour l'entourage de Thiers; lorsqu'il est reçu à l'Académie, elle lui sait gré de l'avoir placée loin de sa famille, et c'est bien à son corps défendant qu'elle la reçoit au château de Valençay. Après le départ de ses hôtes, elle pousse un gros soupir de satisfaction. Ainsi va le monde. Lorsque Mme Dosne le quitte, à soixante-seize ans sonnés, on la conduit en grande pompe à sa dernière demeure : quelques-uns des noms les plus sonores de l'aristocratie, de la politique, de la finance, et de l'Institut, suivent son convoi, au bout duquel défilent dix voitures de deuil, six de maître, et douze voitures de place.

On entrevoit déjà quel a pu être le rôle d'une pareille femme dans la vie politique de Thiers.

Elle est plus que la maîtresse de maison qui reçoit les personnalités illustres auxquelles son gendre a affaire. Elle est véritablement l'Égérie qu'il consulte, qui l'inspire, qui le conseille. Ce n'est pas sans raison que son entourage l'appelle : Mme Mère. On disait d'elle : c'est une gaillarde, une maîtresse femme. Elle est impérieuse, elle *jordonne*. Cela se voit, et s'entend : le maréchal de Castellane signale la grande influence qu'elle exerce sur Thiers. Balzac, bien renseigné, écrit en 1840 : « Elle joue un rôle immense dans sa vie, et dans le moment où je vous écris, elle est à peu près reine de France. » Elle s'est faite la *bonne* de son gendre. « Cette bonne est certainement le cœur de la politique de M. Thiers, une espèce de Père Joseph en jupon qui remonte le courage du premier ministre quand il s'amollit. On ne saurait croire à quel point a été poussée la ruse méridionale de Thiers unie à la finesse de cette bourgeoise. »

Entre eux, il y a collaboration, et cette vue est juste. Le général Jacqueminot s'en aperçoit le jour où Thiers, chargé par Louis-Philippe de constituer un ministère, lui demande son avis; Jacqueminot ne donne pas celui que Thiers escomptait; ils en discutent jusqu'à deux heures du matin; Thiers lui donne rendez-vous place Saint-Georges à sept heures pour conclure et travailler ensemble à la formation du Cabinet. Lorsque le général Jacqueminot se présente à l'heure dite, il est reçu dans le cabinet de travail de Thiers par Mme Dosne et son gendre, qui lui déclare que *son* ministère est constitué.

— Ce n'était pas la peine de me faire déranger aussi matin, dit le général, qui part furieux.

Dans les lettres que reçoit Mme Dosne, les nouvelles de politique intérieure et extérieure foisonnent. Pendant trois ans, de 1833 à 1836, l'amiral Roussin lui expédie d'Orient de véritables petits rapports. Combien, à l'exemple d'Adolphe de Bacourt, la prient d'intervenir pour eux auprès de son gendre? Le roi Jérôme lui-même le lui demande à plusieurs reprises, et l'entretient personnellement des divers projets de mariage qu'il forme pour la princesse Mathilde. Elle a par correspondance de longs échanges de vues politiques avec Victor Cousin, avec le comte Duchâtel, avec le comte de Montrond, et le marquis d'Aragon, et Bresson, notre ambassadeur à Berlin, par qui elle sait que la princesse de Lieven tient un journal de tout ce que Thiers et Guizot disent et font, pour le soumettre à l'Empereur; et encore Sampayo, Charles de Rémusat, et Mignet qui lui écrit d'Aix, le 11 octobre 1848 : « Le Président deviendra un dictateur s'il a de l'ambition et de l'habileté, autrement on tombera dans l'anarchie de l'Assemblée. Cette inévitable anarchie fit que dans la précédente révolution, le Comité de salut public maîtrisa la Convention, le Directoire maîtrisa les Conseils des Anciens et des Cinq-Cents, le Premier Consul maîtrisa le Sénat, le Corps législatif et le Tribunat. C'est la triste destinée de ce pays-ci de ne pouvoir ni limiter son obéissance, ni modérer sa liberté. » Un peu plus tard, le 18 juin 1851, Thiers lui-même lui écrivait : « Le plus triste, c'est que ces fous de montagnards font un empereur en voulant l'empêcher. »

Après avoir été malade, elle écrit à sa fille Élise : « J'ai fait une grande tartine politique à ton mari. Cela vous fera penser que je reviens à la vie. » Et à Thiers : « Nous avons fait autant

de bruit que si nous avions été vingt-cinq personnes, une politique terrible comme madame votre belle-mère, monsieur mon gendre, la fait lorsqu'elle monte sur son cheval de bataille. » Et cette *furia* se gagnait, si l'on en croit ce mot de Thiers : « Vos lettres et celles de Félicie nous charment. J'embrasse cette colombe frénétique, et je dis tout de suite, en cas que cette lettre aille à la postérité, que je l'appelle ainsi parce qu'elle joint à sa charmante nature une vivacité d'opinions politiques qui contraste avec sa douce et jolie figure. »

La correspondance de Mme Dosne avec ses filles est souvent ménagère et plate. « Ceux qui liront nos lettres plus tard ne s'amuseront guère, » disait Félicie Dosne, ce en quoi elle n'était pas tout à fait dans le vrai. Mais dès que Mme Dosne entame un sujet politique, son style se fait nerveux, et tout naturellement lui viennent sous la plume des images expressives et fortes. D'une lettre à Thiers, le 14 juillet 1847 : « Ce malheureux Teste me paraît confondu. Il avait les doigts crochus et les mains palmées. C'est une grande pitié que cette affaire, et un vrai malheur pour la Révolution de Juillet. » A sa fille Élise, le 29 juin 1851 : « J'espère que tu es fière et charmée du discours de M. Thiers, et je crois que les Paméla seront désolés qu'il n'ait pas été enfanté à Stains. Tu vas avoir le cortège des louangeurs, heureusement pour tes plaisirs, pas longtemps. Je suis bien joyeuse de ce succès, quoique je regrette de n'y avoir pas assisté. Je cours après les journaux ; je n'ai encore pu attraper que ce dindon de *Constitutionnel* qui sous le nom de Cucheval-Clarinette donne une leçon à M. Thiers... Je passe pour si mauvaise que M. de Cases craignait sans doute une boutade antifusionniste : les pauvres gens sont trop à bas, pour que je veuille leur mettre le pied sur le ventre. »

Voici d'autres passages caractéristiques. Le 12 octobre 1860 : « Ces imbéciles de Français espèrent qu'il va se former un grand royaume en Italie qui, uni à l'Angleterre, pourra peut-être un jour nous faire la loi. » Le 27 juillet 1864 : « M. Thiers me mande que les Allemands sont fous, que toutes les villes et villages d'Allemagne sont pavoisés à l'occasion de ce pauvre petit Danemark. Ces Allemands sont très sots. Je les crois capables d'avoir des convoitises de notre côté. » L'année même de sa mort, elle prend passionnément parti pour le Pape dans la question romaine.

II. — LES *CAHIERS*

Elle prévoyait qu'un jour Thiers écrirait ses mémoires. Il ne l'a pas fait; il n'a pas eu le temps : jusqu'au dernier moment de sa longue existence, il est demeuré dans le courant de la vie active, et la veille même de sa mort, il rédigeait encore une proclamation électorale. Mais en vue précisément de ces mémoires, Mme Dosne a pris des notes pour fixer ses souvenirs, et ces notes nous donnent la preuve la plus directe de sa participation à la vie publique de son gendre. Elle nous a conservé ainsi le détail des incidents qui marquèrent les périodes de crise au cours de la vie ministérielle de Thiers. A peine lui a-t-il conté les événements que, d'une plume rapide, elle les consigne sur le papier. Lorsqu'elle n'est pas très sûre de son fait, elle note : « Consulter M. Thiers sur cette conversation. » Lorsque la confidence ne lui a pas été faite posément : « Ne sachant aucun détail sur la conversation des princes, je n'écris que ce qui m'a été conté en courant. » Et lorsqu'elle ne tient pas ses renseignements de M. Thiers lui-même : « Ce que j'ai appris par M. Mignet de la conversation du Roi et du duc d'Orléans dans la nuit du lundi au mardi 19 juillet 1836. » Elle cite ses sources.

Mais si la plupart de ces souvenirs furent consignés de mémoire, aussitôt après qu'elle en eut connaissance, d'autres lui furent dictés directement par Thiers; certaines phrases ne laissent aucun doute à ce sujet : « Mme de Dino *nous* a demandé à chacun individuellement, c'est-à-dire à MM. de Broglie, Guizot, Rigny et Thiers, une lettre confidentielle. » D'autres fois, Thiers a donné à Mme Dosne, pour lui servir de guide, un sommaire qu'il a rapidement tracé au crayon ; ou bien il relit son texte, — qui sera plus tard relu à nouveau par Barthélemy Saint-Hilaire, — et il y a apporté des corrections. Enfin certains passages, et non des moindres, sont écrits entièrement de la main de Thiers.

On comprend dès lors la valeur historique de ces notes. Si le style en est parfois lâche, conséquence forcée des conditions dans lesquelles les phrases furent jetées sur le papier, la pensée qu'il exprime est toujours parfaitement claire, et l'on en reçoit une impression de vérité que ne produisent pas tou-

jours les mémoires mijotés à loisir et soigneusement composés. Dans l'ensemble, on trouve ici des renseignements nouveaux quant au détail des faits. Ce ne sont pas les moins curieux. Ils y ajoutent des touches de couleur qui les font mieux comprendre et les rendent plus vivants.

De plus, des éclaircissements d'un haut intérêt dévoilent les ressorts qui ont déterminé le gouvernement français, dans sa politique intérieure, et dans ses négociations avec l'étranger, notamment lors des affaires de Belgique, d'Espagne, d'Orient, et lors des mariages des princes et princesses de la maison d'Orléans. Certains faits déjà connus s'en trouvent complétés, d'autres que l'on croyait connaître reçoivent une explication insoupçonnée. A titre d'exemple, lorsqu'en 1832, Talleyrand remporte à Londres le grand triomphe de sa carrière diplomatique, Thureau-Dangin relève qu'il montre aux ministres anglais des lettres confidentielles émanant des plus influents parmi les ministres français ; elles exposent leurs intentions au sujet de la marche sur Anvers, et ne peuvent effaroucher la politique anglaise. Or, nous apprenons ici que ces lettres ont été sollicitées des ministres français par Mme de Dino pour M. de Talleyrand ; il n'est pas surprenant qu'elles aient si bien servi les desseins de l'ambassadeur : le vieux renard a combiné et provoqué lui-même la manœuvre. On ne peut s'attarder ici à tous les traits de ce genre : ils ne manquent pas.

Le dessin du caractère de Louis-Philippe est tracé avec force, et bien que le Roi et son ministre ne soient pas toujours d'accord, ce dernier semble éviter la partialité. Le Roi a sa volonté ferme ; on devine qu'il regrette à part soi les beaux temps de la monarchie absolue ; il ruse avec ses ministres, manœuvre pour leur imposer ses idées, et sa franchise n'offre pas toujours la netteté du cristal. Certaines de ses répliques sont amusantes, et le peignent au naturel ; suivant une expression courante, on l'entend parler.

L'ARRESTATION DE LA DUCHESSE DE BERRY

Lors de la constitution du ministère du 11 octobre 1832, Thiers reçut un portefeuille ; il ne demandait que cela. Mais on lui attribua l'Intérieur, et d'emblée il se trouva aux prises avec une grosse difficulté : il s'agissait pour lui de décou-

vrir et d'arrêter la duchesse de Berry qui se cachait en Vendée, où elle essayait de soulever la population contre le gouvernement du roi-citoyen. Il réussit. Les carlistes l'attaquèrent avec passion. Dans cette affaire, le témoignage de Mme Dosne, qui est à vrai dire le sien, offre un intérêt de premier ordre. Le voici :

« M. Thiers fut nommé ministre de l'Intérieur le 11 octobre 1832. Le 10, Deutz avait été présenté à M. de Montalivet, alors ministre de l'Intérieur, comme devant lui être utile dans ses recherches sur la duchesse de Berry. Les préoccupations de changement de ministère lui laissèrent peu de temps pour s'occuper de cet homme.

« A peine M. Thiers fut-il ministre de l'Intérieur, qu'il s'occupa aussitôt des moyens à prendre pour s'emparer de la duchesse de Berry. M. de Foudras, directeur de la police du ministère de l'Intérieur, lui parla de ce Deutz. Le ministre voulut le voir. Il eut effectivement une entrevue avec lui qui donna à M. Thiers l'idée que ce misérable pouvait le servir utilement dans ses projets.

« Ce Deutz était fils d'un rabbin juif. Il y a quatre ans, il avait abjuré sa religion, et s'était fait catholique à Rome sous le patronage des jésuites. Mme la duchesse de Berry lui avait servi de marraine, et l'on avait fait grand bruit de cette conversion. Depuis, les jésuites avaient employé cet homme dans diverses missions d'espionnage. Les goûts aventureux de ce Deutz l'avaient conduit chez les Iroquois pour les convertir, toujours envoyé par les jésuites. A son retour à Rome, il apprit les événements de Juillet, et fit alors la police pour la duchesse de Berry. Il fut envoyé auprès de plusieurs princes étrangers avec lesquels il était en correspondance. Récemment, il proposa à plusieurs de nos ambassadeurs de leur livrer la duchesse de Berry. Ceux-ci négligèrent les avertissements de cet officieux coquin.

« Averti qu'on cherchait la duchesse, qu'on la voulait prendre, il imagina de quitter Rome, de venir offrir ses services actifs à la duchesse, et ce fut peu de temps après qu'il se présenta à M. de Foudras, muni de lettres de princes étrangers, de la duchesse de Berry, de Bourmont, et de personnages qui l'entouraient.

« M. Thiers donna l'ordre qu'on confrontât les écritures. Elles se trouvèrent vraiment être celles des personnages indiqués, et

dès ce moment on prit des mesures pour se servir de ce traître. Sa figure annonçait la fausseté ; il semblait Judas par tempérament ; l'esprit de finesse, d'observation, mais pas davantage ; la rapacité juive ; lâche, poltron, enfin ayant goût à la trahison ; n'étant point exempt de remords, en éprouvant d'invincibles lorsqu'il était en présence de la duchesse, et la quittant sous cette impression pour aller la trahir. Tel est l'homme qui, sous le nom supposé d'Herbault, Louis, a indiqué la retraite de la duchesse de Berry.

« A cette même époque, deux autres intrigues de police se menaient.

« Un jeune officier ayant le goût de la dépense, ne sachant où trouver le moyen de le satisfaire, avait promis de livrer la duchesse. Une femme de vie dissolue dont il était assez amoureux était mêlée à cette intrigue, et chargée de le presser. Mais lui, pressé de remords, partagé entre le besoin d'argent et sa conscience, ne put mener cette affaire jusqu'au bout, et devint fou de la suite de ses perplexités.

« La Police aussi avait imaginé de persuader à un Chouan de lui découvrir la retraite de la duchesse de Berry, afin d'assurer sa fuite, d'en débarrasser son parti pour lequel elle n'était qu'un embarras. Une fois sa retraite connue, le projet était de s'emparer d'elle.

« M. Thiers n'eut jamais bonne idée de ces deux intrigues, et il s'attacha plus particulièrement à celle menée par Deutz sous le nom de Louis Herbault.

« A peine M. Duval fut-il nommé préfet de Nantes, que M. Thiers l'obligea à partir, mais avant il lui donna lui-même ses instructions, et voulut qu'il partît avec ce Deutz pour ne donner l'éveil à personne. M. Thiers le mena à M. Duval à dix heures du soir ; il lui apprit à le connaître, et il fut décidé que M. Duval le prendrait dans sa voiture à six lieues de Paris, qu'ils se rendraient ensemble à Nantes, que le Deutz se logerait dans la ville, et donnerait tous les renseignements qu'il avait promis.

« Le préfet, M. Duval, correspondait directement avec M. Thiers. Il lui faisait passer les lettres de Deutz, qui s'avisa aussi de parler de remords à la veille de la prise de la duchesse. Il ne la voyait pas sans émotion, et cependant il donna les moyens de l'arrêter, et désigna le lieu de sa retraite

en sortant d'un entretien particulier qu'il avait eu avec elle.

« Cette arrestation importante ne fut due qu'à la précision que mit M. Thiers dans la conduite de cette affaire, et aussi à la ferme volonté qu'il avait de la mener à bien. Il n'avait aucun intermédiaire entre lui et les agents ; chacun reçut ses instructions de sa bouche. M. Joly, commissaire de police, fut le principal ; lui seul était dans la confidence de l'objet de la mission, et les autres savaient qu'ils étaient à la recherche d'un personnage important, mais ils ne se doutaient pas que ce fût la duchesse de Berry. Lorsqu'on pénétra dans la maison où elle était cachée, on trouva sur la table où elle allait dîner une lettre ouverte, qui la prévenait de la trahison de Deutz. Si l'on eût perdu du temps en hésitations, elle aurait pu échapper encore. »

APRÈS L'ATTENTAT D'ALIBAUD

Le 25 juin de l'année suivante, à six heures du soir, comme le roi sortait des Tuileries en voiture avec la Reine et madame Adélaïde, un ancien sous-officier, Alibaud, tira sur lui avec une canne-fusil, de si près que la fumée du coup emplit la voiture ; les balles effleurèrent la tête du Roi sans l'atteindre. Les attentats se multipliaient contre sa vie. Des menaces certaines partaient de tous côtés, de la Société des Familles qui avait remplacé la Société des Droits de l'Homme, de celles, secrètes, où régnaient Barbès et Blanqui. Or, une grande revue de la garde nationale devait avoir lieu le 28 juillet, pour illustrer les fêtes d'inauguration de l'Arc de triomphe.

En présence d'un danger aussi précis, la revue aurait-elle lieu ? Louis-Philippe se devait de l'affronter, et Thiers également, qui n'était pas moins visé que le Roi. Mais quelle utilité à cela ? Au conseil, les avis se partageaient. Le Roi était décidé. Dans la nuit du lundi au mardi 19 juillet, il eut une conversation avec son fils, qui la raconta le lendemain à Thiers. Mme Dosne fut mise au courant à la fois par son gendre et par Mignet.

« Le Roi a fait appeler M. le duc d'Orléans très secrètement dans cette nuit, et lui a dit :

— Mon fils, je viens d'achever mon testament. Tu y trouveras mes dernières volontés. Je ne sais ce qu'il adviendra de la revue de juillet, mais je crois que j'y succomberai. Tu vas

donc être bientôt appelé à me succéder, et je veux employer les derniers huit jours qui me restent à attendre les fêtes de juillet, pour te donner mes conseils, et te dire comment tu dois te conduire après moi.

« Le duc d'Orléans voulut interrompre cette conversation, et la repoussa comme l'annonce d'un malheur sur lequel il ne voulait pas même fixer sa pensée. Mais le Roi reprit, et continuant à lui tracer sa conduite, il l'engagea à ne jamais se séparer de M. Thiers, à le garder pour son ministre comme un homme indispensable à la monarchie de Juillet, et cela très vivement. M. le duc d'Orléans ne fit aucune objection, car depuis quelques mois il a pris la plus grande confiance dans M. Thiers. Ce fut ce prince qui lui répéta le lendemain cette triste nuit. Le Roi étant très fatigué de la rédaction de ses dernières volontés, remit au lendemain à causer plus longuement avec son fils, et, ainsi que je l'ai dit plus haut, réservant les huit jours qui lui restaient jusqu'à la revue pour lui continuer ses dernières instructions ; ce fut cette conversation que le duc d'Orléans vint répéter à M. Thiers le lendemain, et qui commença à l'ébranler sur la revue. »

Le Roi continue à être agité de tristes pressentiments. Quelquefois aussi il dit à M. Thiers :

— Nous nous en tirerons peut-être encore cette fois.

Mme Dosne continue son récit le jeudi 21 juillet 1836.

« Les nouvelles qu'on reçoit chaque jour des machinations qui se préparent deviennent de plus en plus alarmantes. Ces coquins de la Société des Familles tiennent leur club dans une maison assez rapprochée de l'Arc de triomphe. De là, ils forment leur plan d'attaque. Elle doit être à force ouverte, et par des gardes nationaux qui tireront sur le Roi et sur tout le groupe. Le projet est de se défaire à la fois du Roi, de M. le duc d'Orléans, de M. Thiers et de M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur. Peut-être n'attendront-ils pas aux journées de juillet pour l'exécuter, car il y a un plan qui consiste à enlever le Roi à Neuilly et ses ministres où ils se trouveront. Outre le Corse et les assassins venus de Suisse et de Naples, il en est parti d'Allemagne, d'Angleterre, et Marrast et Cavaignac, chefs de la République, condamnés d'avril, échappés de Sainte-Pélagie, ont aussi quitté l'Angleterre pour prêter main-forte à leurs amis. Jamais, disent les personnes de la Police, on n'a vu

l'horizon plus sombre, ni plus de trames ourdies à la fois. Tout cela taché de mystère et d'inconséquence.

« Le ministère est fort inquiet de ces préparatifs, et particulièrement M. Thiers, qui a toute la responsabilité de l'événement. Le duc d'Orléans lui disait encore avant-hier :

— Je viens causer avec vous parce que vous êtes à vous seul tout le ministère.

« On a tenu conseil sur ces choses graves. Puis M. Thiers a mandé le général Jacqueminot, chef d'état-major de la garde nationale. Après l'attentat d'Alibaud, il était pour qu'on ne fît pas de revue ; depuis, il a changé d'avis ; il a donc fallu le combattre vivement. C'est une espèce de coquette qui minaude toujours avant de céder, mais qui cède. Après, il a fallu aller travailler ce pédant militaire de maréchal Lobau. Dans l'intérêt de son importance pour la garde nationale, il avait voulu la revue jusqu'à ce jour. Mais flatté de la démarche du président du Conseil et du ministre de l'Intérieur, et peut-être effrayé de sa responsabilité, il s'est à peu près décidé à trouver bon qu'il n'y eût pas de revue.

« Le soir, il y a encore eu conseil chez M. Thiers à Saint-James. Le préfet de Police, le sous-secrétaire d'État à l'Intérieur ont raconté ce qu'ils savaient des machinations, insistant beaucoup pour qu'on vînt garder Saint-James pendant la nuit et les suivantes. M. Thiers n'a cédé que plus tard à cet avis, et, sur les instances du Roi et du duc d'Orléans, on a décidé que le Roi retournerait demain à Paris pour y rester jusqu'après les fêtes de juillet. M. Thiers sera aussi obligé de revenir aux Affaires étrangères pendant ce temps. »

« *Saint-James, vendredi 22 juillet 1836.* — Hier, à minuit, on a envoyé un poste de six hommes à Saint-James, ce qui n'est pas suffisant pour défendre une maison aussi grande. Le préfet de Police m'avait prévenue qu'on avait de fort mauvais projets sur M. Thiers, et qu'on pouvait chaque nuit essayer un coup de main. Nous sommes assez habitués à ces sortes de menaces. Jusqu'à présent, on en a été quitte pour des précautions. On a donc placé une sentinelle dans le jardin, une dans la cour, quatre hommes restant au poste, qui était dans le vestibule. Puis, deux gardes municipaux se promenaient chacun leur tour dans le parc. J'avais engagé M. Thiers à fer-

mer ses portes et ses volets pour qu'on ne le surprît pas au milieu de son sommeil. Malgré ces précautions, je ne me suis couchée qu'à la pointe du jour, et j'ai passé ma nuit à rôder dans la maison, car je voulais garder à la fois mes deux filles et M. Thiers, et j'étais décidée à faire bonne défense si j'entendais venir quelqu'un, ou même une bande armée. Nos soldats avaient des cartouches, et devaient tirer à la moindre apparition un coup d'alarme. Heureusement, tout cela s'est résumé dans ce récit. Nous verrons ce qu'ils feront ces jours-ci. »

En fin de compte, la revue n'eut pas lieu. Seuls, certains officiers de la garde nationale manifestèrent leur mécontentement de perdre une aussi belle occasion de parader en uniforme.

PÈRE ET FILS

Mme Dosne nous fait pénétrer dans la familiarité du Roi; elle conte vivement des scènes curieuses, et qui ne manquent pas de piquant, celle-ci, par exemple :

« *29 juillet 1836.* — Conversation entre le Duc d'Orléans et le Roi sur la tenue de la Maison du Roi. M. Thiers assistait à cette conversation.

— Mon père, dit M. le duc d'Orléans, vous avez une Maison singulièrement tenue.

— Ha! s'écria le Roi, voilà les enfants qui en veulent remontrer à leur père.

Et se mettant devant une table, un crayon à la main, faisant des têtes comme les enfants, (c'est assez l'habitude du Roi pendant les discussions du Conseil) (1) :

— Parle, parle, Chartres, je te répondrai.

Cela avec une impatience et une vivacité incroyables, mais sans mauvaise humeur :

— Je dis, mon père, que vous avez des aides de camp qui

(1) Pendant le conseil des ministres, le Roi, qui avait été professeur de dessin à Reichenau en 1793, dessinait à la plume, sur des feuilles de papier, des figures de fantaisie, qui souvent étaient fort bien faites. Le jour de la tentative d'assassinat d'Alibaud, le Roi avait dessiné un groupe d'oiseaux aquatiques que l'on se disputa après la séance, car ses croquis étaient très recherchés par les ministres, sans que leur auteur se soit jamais douté de la valeur qu'on y attachait. — Marquis de Flers, *le Roi Louis-Philippe, vie anecdotique*, p. 118-119.

entrent continuellement chez vous, dans votre cabinet, sans y être appelés.

— Tu as peut-être raison pour cela. Mais continue; je te répondrai.

— Chez moi, je fais appeler mes aides de camp lorsque j'ai besoin d'eux, mais jamais ils ne quittent le salon de service. Je leur impose mon langage.

— Ah! Je te connais, Chartres; je sais bien; moi, je suis un bon homme.

Ce qui voulait dire : je sais que tu es plus raide que moi.

— Il vient chez la Reine beaucoup de personnes qui ne devraient pas y être, et quantité d'autres qui y seraient bien placées n'osent s'y présenter.

— As-tu fini?

— Oui, père.

— Tu crois, dit le Roi avec son extrême vivacité, que parce que tu as fait danser quelques femmes, tu sais ce que c'est que de tenir un salon. Eh bien, moi, je te dis qu'il n'est pas possible que le salon de la Reine soit tenu comme on le voudrait. La Reine peut-elle faire dire à sa porte : j'y suis pour telle personne et pas pour telle autre? Et puis les langues de femmes, je n'en réponds pas. Ha! Les langues de femmes! devant moi on ne dit rien: si Vatout, Laborde ont fait quelque incartade, je ne puis jamais les atteindre : ils filent de salon en salon à mesure que je m'approche d'eux! »

LE DEUIL POUR LE DUC D'ORLÉANS

En 1842, lors de la fin tragique du duc d'Orléans, Thiers était le chef de l'opposition. Il ne balança pas un instant à donner au Roi un témoignage de sympathie personnelle, et à la dynastie un témoignage de loyalisme. On appréciera d'ailleurs l'intérêt historique de l'entrevue qu'ils eurent à cette occasion.

« M. Thiers revenait à Vichy, d'Aix où il était allé se faire réélire député, lorsque le lendemain de son arrivée à Vichy, le 16 juillet, il apprit la triste nouvelle de la chute et de la mort de Monseigneur le duc d'Orléans. Il n'hésita pas à se mettre en route pour aller porter ses condoléances au Roi. Mais prévoyant toutes les conséquences du fatal événement, il se décida aussitôt à appuyer la régence de Mgr le duc de Nemours, plutôt que celle de Mme la duchesse d'Orléans; non par des raisons d'affec-

tion, mais dans une intention politique, et parce qu'il voyait qu'à la faiblesse naturelle d'une régence il ne fallait pas ajouter celle du gouvernement d'une femme. Il arriva donc à Paris le 17 juillet, résolu à user de toute son influence sur la presse et l'opposition de la Chambre, pour faire prévaloir la régence de Mgr le duc de Nemours.

« Ce même jour, 17 juillet, il se rendit au palais de Neuilly. Le roi et la reine des Belges venaient d'y arriver. Tous les gens étaient plongés dans la douleur. M. Thiers demanda à écrire son nom, disant qu'il ne cherchait point à voir le Roi dans un si triste moment, mais qu'il souhaitait qu'on lui fît savoir plus tard qu'il [M. Thiers] avait fait cent lieues pour venir témoigner la part qu'il prenait à cette grande douleur de famille.

« Pendant ce temps, le général Athalin était venu recevoir M. Thiers qui lui répétait les mêmes choses, et le priait de mettre ses respects aux pieds du Roi. Il allait partir, lorsque Mgr le duc d'Aumale entra, lui disant :

— M. Thiers, le Roi vient d'apprendre que vous étiez ici ; il va venir, il veut vous voir.

« Ce jeune prince était pâle d'une profonde tristesse, et tout vêtu de noir, et tandis que M. Thiers attendait Sa Majesté, il entendait dans le salon voisin les pleurs, les sanglots de la famille royale qui recevait le roi et la reine des Belges. Mais la porte s'ouvrit. C'était le Roi. Il prit les mains de M. Thiers, et lui dit sa douleur, versa des larmes. M. Thiers balbutia quelques paroles comme on le peut faire en une si cruelle circonstance.

« Alors, le Roi, s'arrachant à la douleur et regardant autour de lui s'il était seul, releva la tête et dit à M. Thiers :

— Hé bien, mon cher, qu'allez-vous faire en cette circonstance ? Vous ne pouvez pas, vous qui êtes attaché à ma dynastie, vouloir autre chose que ce que je veux. Vous êtes dans l'opposition, moi je me défends. Vous faites votre métier, et moi le mien. Ce n'est pas que je ne regrette souvent que vous ayez voulu donner votre démission. Mais lorsqu'il s'agit d'un grand intérêt monarchique, toutes les différences s'effacent. Nemours est un brave jeune homme. Il n'a pas su plaire comme son frère. Son rôle secondaire l'obligeait à s'effacer, mais il est brave, ferme, et c'est un bon cœur, un bon jeune homme. Vous connaissez Joinville : il verserait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la France. D'Aumale, Montpensier,

voilà de quel côté les hommes dynastiques et attachés à nos institutions doivent se tourner. Mais confier le gouvernement, les héritiers de la Couronne de France, les petits-enfants d'Orléans à une étrangère, à une Allemande! Jamais, pour ma part, je n'y consentirai! Ce n'est pas qu'Hélène ne soit une très bonne personne; elle est excellente; mais lui confier à elle, à une étrangère, les intérêts de la France, cela est impossible. Mes fils sont jeunes, dévoués au pays, c'est eux qui doivent appuyer mes petits-fils. Je ne vous demande pas ce que vous ferez.

— Sire, dans cette circonstance je suis heureux de me rencontrer avec Votre Majesté. Je prévois trop bien les inconvénients d'une régence féminine pour avoir eu l'idée un instant de l'appuyer. Aussi, en suivant Votre Majesté, je ne ferai que suivre la route que je m'étais tracée. J'y travaillerai avec ardeur parce que mes convictions m'entraînent du côté de Mgr le duc de Nemours. Il n'est pas populaire, je le déplore avec vous. Mais ce parti est le seul raisonnable, celui qui peut remettre la dynastie après la secousse qu'elle vient d'éprouver.

— Ha! mon cher, dit le Roi avec effusion, je vous retrouve toujours dans les grandes occasions. C'est encore un service que vous rendrez à la monarchie de Juillet. Travaillez à ce résultat comme vous l'entendrez. Je ne vous demande pas de quels moyens vous vous servirez, comment vous exercerez votre influence : vous savez mieux que moi ce qu'il faut faire, je m'en rapporte à vous.

— Mais, Sire, que direz-vous à vos ministres de notre conversation?

— Ce que vous voudrez, mon cher ami.

— Je crois qu'il ne faut pas leur parler de mes convictions en faveur du duc de Nemours; car si on apprenait notre conversation, on pourrait imaginer que je me suis laissé influencer par le Roi, et j'aurais moins d'action sur mes amis. Que ceci reste entre nous.

— Hé bien, mon cher, j'en parlerai seulement à ma famille. Il faut qu'elle sache le nouveau service que vous allez lui rendre. Il faut que mes fils n'ignorent pas l'obligation qu'ils vous auront. Mais soyez tranquille; cette conversation demeurera entre nous, et je dirai seulement à mes ministres que je vous ai vu, et que votre présence et votre empresse-

ment m'ont été une consolation dans un si affreux malheur.

« Là-dessus, retour sur le duc d'Orléans. Puis tout d'un coup, passant à la politique générale, déplorant d'être séparé de M. Thiers :

— Car, après tout, on voudrait me faire faire des folies avec l'Angleterre, m'entraîner à la guerre. Il n'y a que vous qui ayez encore le courage de dire la vérité à la France sur cette question.

— Il est vrai, Sire, que je n'approuve pas l'exagération de l'antipathie qu'on prend pour ce pays. Mais l'esprit public est bien monté sur cette question, et je crois qu'on rétablira à grand peine des relations amicales entre la France et l'Angleterre sous l'empire de cette aversion.

— Mais, mon cher, dit alors le Roi en s'asseyant, est-ce que deux nations ont besoin de s'aimer pour être alliées? Ceci me rappelle une anecdote d'un prince de Conti : on le maria à une princesse qui ne le voulait point épouser ; cependant le mariage se fit, et le jour même le prince dit à la princesse : « Ah çà, madame, n'allez pas vous imaginer, maintenant que vous êtes ma femme, d'essayer de me persuader que vous m'aimez. Les convenances nous ont réunis, tenons-nous tranquilles chacun de notre côté, et vivons ainsi sans autre démonstration. » Eh bien, mon cher, c'est comme cela que la France et l'Angleterre peuvent agir.

« La parole du Roi était si dégagée pendant ces discours, qu'on eût pu croire que son fils était déjà oublié, et M. Thiers, en l'écoutant, faisait cette réflexion. Cependant la douleur du Roi était vive et sincère ; mais l'entraînement de la conversation l'arrachait pour un moment à ses douloureuses préoccupations. Après être revenu encore sur la régence, sur les inconvénients d'une femme dans cette haute position, il retourna à sa douleur. M. Thiers ne voulait pas prolonger davantage la conversation. Le Roi lui prit les mains, le remercia avec affection, et ils se séparèrent. »

Cette affection était réelle. « Mon petit ministre » par ci, « mon petit président » par là, disait le Roi. Mme Dosne elle-même fut associée aux préoccupations royales, un jour que Louis-Philippe envisageait certaines éventualités peu rassurantes :

— Nous serions tous perdus, disait-il à Thiers, vous, moi, ma famille, ma femme, votre femme, votre belle-mère !

LA RÉVOLUTION DE 1848

Sur la révolution de 1848, Mme Dosne a laissé deux cahiers de notes qui servirent de base à la brochure intitulée : *Notes et souvenirs de M. Thiers, 1848, révolution du 24 février* (Paris, 1902, in-8°), publiée par Mlle Félicie Dosne, et dont le texte avait été établi par Thiers lui-même.

Des journées de février 1848 jusqu'au mois d'octobre, il y a une lacune dans les notes de Mme Dosne ; mais d'octobre 1848 à octobre 1850, elles sont journalières, et apportent une contribution précieuse à l'histoire de la République de 1848 et des préparatifs du coup d'État. Mme Dosne prend une part plus active que jamais à la vie politique. Elle présente des observations dont on tient compte lorsque Thiers rédige le manifeste pour le prince Louis-Napoléon. Elle sert de porte-parole entre Thiers et des diplomates étrangers. Il lui arrive même de faire un ministre, qui n'est pas plus mal choisi qu'un autre. Elle trace des portraits à l'emporte-pièce, où l'on peut dire que l'acide mord violemment la plaque. Voici le marquis de Mornay, qui se voit déjà le bras droit de la princesse Hélène réinstallée sur le trône; voici MM. de Chabrier et Vieillard qui s'entremettent du prince Louis à Thiers, et Hetzel du général Cavaignac au même Thiers; puis les premiers rôles, Changarnier, La Moricière, Bugeaud. Fould « décidé à devenir ministre des Finances dans n'importe quelle combinaison », et des seconds rôles comme Merruau, Duvergier de Hauranne, de Rémusat. Elle juge avec toute sa passion ; elle hésite d'abord à se prononcer : elle n'aime pas Cavaignac, le chef du pouvoir exécutif dont elle dit : « N'être pas nommé président le blesse comme une abdication blesserait un monarque. » Elle a des mots durs pour l'ex-roi Jérôme et le prince Napoléon, et elle manque de bienveillance à l'égard de la princesse Mathilde dont elle souligne l'inclination pour son cousin et le trône impérial en perspective, ce qui ne l'empêche pas de se compromettre avec Nieuwerkerke qu'elle veut obstinément voir nommer à la direction des Beaux-Arts. Si Mme Dosne ne peut s'empêcher d'estimer le comte Molé, elle critique ses moindres actes avec d'autant plus d'assiduité qu'il est avec Thiers l'autre chef des modérés. Elle exprime un mépris parfait pour le docteur Véron, alors directeur du

Constitutionnel où Thiers et son groupe avaient des fonds importants, et conte comment le prince Louis tenta sournoisement de les évincer. Enfin elle voue, de longue date d'ailleurs, une haine solide, et qui ne désarme pas, à Émile de Girardin.

Quant à Thiers, il reste calme au milieu des ambitions déchaînées. Il sait que son heure n'est pas venue. Il refuse à ses amis de se laisser porter à la présidence de la République. Et à ce propos Mme Dosne écrit en 1848 des phrases qui prouvent à quel point elle connaissait le plus intime de la pensée de son gendre, et auxquelles les événements de 1871, la conduite de Thiers à cette époque, donnent une valeur prophétique. « C'eût été, dit-elle, une grande et terrible épreuve pour lui, mais il n'aurait certainement pas reculé devant une tâche qui aurait mis le salut de la France en ses mains. Il aurait employé son courage, son esprit vivifiant, son habitude des affaires, son aptitude d'organisation et d'invention féconde qui en font un homme et un esprit à part, à ranimer un pays comme arrêté dans sa course par un obstacle imprévu ; enfin je crois qu'il eût fondé et sauvé la République, bien qu'il l'eût vue arriver à regret, et que son gouvernement de prédilection fût la forme constitutionnelle. Mais, une fois appelé par les suffrages de ses concitoyens à faire fleurir la République, il eût succombé à la peine avant de livrer cette institution, même à la forme constitutionnelle. Il aurait pris au sérieux un si grand devoir; il aurait apporté à la forme de ce gouvernement toutes les améliorations possibles, et il n'eût pas dépendu de lui d'en rendre l'établissement durable, en y apportant tous les perfectionnements que l'application de ses connaissances aurait pu lui fournir. » Il n'y a pas un mot à changer pour expliquer et juger la conduite de Thiers vingt-trois ans plus tard.

C'est que pour juger les hommes et les événements, Mme Dosne bénéficie alors d'une longue expérience servie par une observation aiguë, qui s'accompagne parfois de philosophie, bien qu'elle se passionne toujours, au point d'écrire à l'occasion : « Beaucoup de *nos* amendements furent repoussés. » Elle est toujours en pleine bataille. Mais on pourrait piquer dans son texte plus d'une citation comme celle-ci : « En temps de révolution, il faut chaque jour se conformer aux courants du moment, et ils ne sont pas tous aussi fixes que ceux des mers... » Ou encore, lorsque Louis Bonaparte émerge définiti-

vement et que sa famille se montre à ses côtés : « Toutes les restaurations sont les mêmes : elles traînent à leur suite un cortège qui les conduit quelquefois à leur perte. » Et cette remarque : « Le courage n'est pas la vertu principale des modérés. » Elle discerne les courants dont elle parle; elle fait la somme des ambitions personnelles; elle pénètre la psychologie de ses contemporains. Elle est parfaitement armée pour discuter avec son gendre de la conduite qu'il doit tenir, même dans les circonstances épineuses, et le ton de la discussion monte parfois à un diapason qui surprend.

Lorsqu'ils ne se parlent plus, ils s'écrivent. Quelle clairvoyance, quelle netteté, quelle énergie dans cette lettre de la belle-mère au gendre, au moment où le Prince-Président rompait l'unité du parti modéré : « Il est évident lorsqu'on a lu les journaux que tous les partis veulent vous rendre responsable du déchirement, de la rupture du parti modéré. Il y a des lâches partout! Je n'excepte aucun parti. Mais de grâce, je vous le demande à genoux, ne vous laissez pas prendre au piège. L'orage gronde contre le parti *légitimiste qui a tout perdu depuis deux mois* (c'est elle qui souligne), *vous le savez bien*. Ne vous laissez pas englober avec. Vous avez votre *personnalité*, gardez-la. Soyez, *vous*, sage, *modéré pour tous*. Ne vous laissez pas emporter ni dans la discussion, ni dans la conversation. Tout le monde, tous les partis vous abandonnent si l'affaire tourne mal. Comme le plus fort, on vous prêtera mille desseins que vous n'avez pas. Toutes les mauvaises solutions vous seront attribuées, et enfin vous porterez la responsabilité des fautes des bonapartistes, des orléanistes, des légitimistes. Isolez-vous, rentrez dans votre tente, je vous en supplie. »

CONVIVES PRINCIERS

Toujours sur la brèche, Mme Dosne assiste aux revues, aux fêtes républicaines; elle préside des dîners; elle se montre assidue aux séances de la Chambre; le Prince-Président lui fait faire à son bras le tour des salons aux soirées de l'Élysée. Et ce lui est l'occasion de brosser des tableaux saisissants de vérité, relevés de ces traits qui synthétisent l'essentiel du caractère d'un personnage ou d'un événement, et souvent assaisonnés d'une ironie savoureuse.

« Il a été convenu que le prince Louis, MM. Molé, Chabrier

et Thiers se réuniraient encore chez M. Thiers, le dimanche 10 décembre, pour continuer à traiter les mêmes affaires ; qu'ensuite le prince et ces messieurs dîneraient aussi à la place Saint-Georges ce même jour. Nous avons donc engagé la princesse Mathilde, cousine du prince, son frère le prince Napoléon. M. Duvergier de Hauranne, qui ordinairement dîne avec nous le dimanche, averti qu'il rencontrerait cette compagnie, a désiré ne pas renoncer à sa coutume. Nous avions aussi M. Mignet, notre ami des grandes et des petites circonstances, le général Changarnier et Mme Roger qui connaissent la princesse Mathilde, mes deux filles et moi. Nous étions quatorze. Cette réunion n'a point été guindée, toutes ces personnes se rencontrant habituellement. Notre cuisinier avait bien réussi, nos gens servaient avec zèle, leur orgueil était flatté, leur curiosité éveillée. J'aurais voulu céder ma place au milieu de la table à ma fille Mme Thiers, car ces illustrations venaient chez son mari, et non chez moi. Mes enfants ont trouvé qu'il y aurait une sorte d'affectation à ce changement, et il a été décidé, quoique cela me déplût, que nous resterions dans nos habitudes. M. Dosne était à sa recette générale de Lille en ce moment. J'étais donc entre le prince Louis et le prince Napoléon, neveux de l'Empereur, assez contrariée de cet arrangement parce que je sentais que ma position de femme de financier ne m'appelait pas à me trouver au milieu de ces illustrations. Mais les révolutions qui se sont succédé ont amené de tels déclassements, que personne peut-être ne ferait la remarque que j'inscris ici, en étant personnellement préoccupée.

« Je poursuis le récit de ce dîner et de la soirée. Les destinées qui peut-être attendent le prince en pourront faire l'intérêt ou la nullité. La conversation a été particulière et générale. Aucune gêne, rien de changé dans nos habitudes. On a parlé des élections; l'histoire a eu son tour, le roman aussi. Le prince a donné son avis sur Walter Scott. M. Mignet a fait l'éloge des romans de Voltaire. Puis on s'est entretenu de Commines, de Louis XI, de Charles le Téméraire, de l'*Histoire de Charles XII* de Voltaire. Le prince Napoléon disait son avis rudement. C'est l'enfant de la nature, mais d'une nature très violente, peu délicate, et de premier mouvement. Les mauvais aussi bien que les bons se montrent chez lui. Il n'hésite pas à dire ce qu'il pense de chacun suivant son impression; elle n'est pas bienveil-

lante, en général. Il ignore l'art d'enrayer sa langue. La pensée n'en demeure pas moins libre, et si l'on obligeait les gens les plus modérés à dire de chacun ce qu'ils pensent, quel étonnement! Le plus tempéré serait fort intempérant. Hé bien, le prince Napoléon ne retient aucune de ses observations; il va son train sans crier gare. En cela il ressemble à sa sœur, la princesse Mathilde, qui y met plus de grâce parce qu'elle est femme, et un peu plus de mesure depuis qu'elle s'est passionnée pour M. de Newkerk (*sic*).

« Le prince Louis parlait avec modération, sans éclat, comme un homme qui a lu. Il cause enfin comme tout le monde, et de tout, simplement. Je crois qu'en peu de jours, on trouverait le fond de sa science et de son esprit. Sa principale qualité me paraît être le calme. S'il s'émeut intérieurement, on ne le saurait deviner.

« Après que nous fûmes sortis de table, quelques cris de : vive Napoléon! se firent entendre à notre porte. J'en fus troublée, parce que j'eus la pensée qu'on savait que ce prince était chez M. Thiers, et que des gens amis ou ennemis voulaient lui faire une ovation ou une émeute. Je sortis du salon immédiatement. J'allai au jardin. Ces cris venaient d'hommes et de femmes qui descendaient de la barrière sans se douter assurément que le prince était si près d'eux. Il avait entendu. Je le vis tranquille dans le premier salon causant avec M. Thiers. La princesse Mathilde, un peu émue, n'en convenait pas; je la rassurai en peu de mots. Dans la soirée on vint plusieurs fois appeler le général Changarnier. Ces allées et venues ne troublèrent pas davantage le prince en apparence. J'avais une intérieure agitation. Je me disais : si quelques bandits apprenaient qu'au gîte ils pourraient saisir à la fois, sans aucun moyen de défense, le prince Louis, le prince Napoléon, Changarnier, M. Molé, Thiers, ne seraient-ils pas tentés de ce coup de main? Aussi j'avais tenu cachée à tout le monde l'attente où nous étions de ce prince à dîner.

« La veille, je l'avais rencontré pour la première fois chez sa cousine la princesse Mathilde. Elle était agitée, lui très calme, fort poli. Mais j'étais sortie de chez cette princesse, persuadée qu'elle avait quelque goût pour son cousin, peut-être sans qu'elle s'en rendît bien compte à elle-même. Ces nouvelles grandeurs qui semblaient se préparer pour lui agissaient sur

son imagination et faisaient tort à M. Newkerk. Lui, me dit-on, l'a beaucoup aimée. On prétend même qu'il a tenté l'aventure de Strasbourg pour lui donner un trône. Il devait l'épouser alors. Depuis, on la lui a refusée en mariage, mais on prétend qu'il a conservé un attachement sincère pour elle. »

UNE SÉANCE HISTORIQUE A LA CHAMBRE

Grâce à l'avis donné en temps opportun par un ami obligeant, Mme Dosne assiste à la séance de la Chambre où Louis Bonaparte est proclamé président de la République, séance historique dont elle note les phases avec la compétence d'un observateur averti, et perspicace.

« Tout était calme aux abords de la Chambre, vers trois heures où nous arrivâmes ; seulement devant la grille des Tuileries stationnait un bataillon de cuirassiers. Sur le quai d'Orsay, devant la caserne dont les portes étaient fermées, pareil déploiement de cuirassiers. On voyait çà et là des régiments marcher sans tambours ni trompettes au pas de charge. J'entrai dans la Chambre à trois heures. Les abords en étaient libres ; une demi-heure après, elle fut enveloppée comme dans un réseau de troupes à un quart de lieue à la ronde. Depuis les Tuileries jusqu'à l'Élysée, c'étaient des barricades de soldats l'arme au pied, les rangs serrés, et en moins d'une demi-heure la concentration fut faite sur tous les points avec un art presque magique dû aux soins du général Changarnier, commandant la garde nationale et l'armée de Paris, montant à 30 ou 40 000 hommes. Pour éviter toute indiscrétion, on n'avait averti que quelques officiers d'état-major de la Garde nationale, et les postes de service de l'Élysée, sans doute un peu augmentés. Cela se fit au coup de sifflet, ou tout comme, et ces apprêts firent le plus grand honneur au général Changarnier qui les avait proposés dans un profond secret, ainsi que je l'ai dit plus haut.

« Mais rentrons dans la salle. Le président ouvre la séance comme de coutume. Le bruit s'est répandu dans la salle, dans les tribunes, qu'un grand et solennel acte va avoir lieu. Tout le monde est distrait. Les députés bourdonnent. Il leur faut une demi-heure pour se placer. On lit le procès-verbal. Plusieurs orateurs sont appelés à la tribune ; ils demandent tour à tour,

sous un prétexte ou sous un autre, l'ajournement. Enfin on arrive à une loi sur le *Moniteur*, et la Chambre décide que la discussion aura lieu. L'orateur commence, il ne sait ce qu'il dit; personne ne l'écoute; tout le monde attend l'événement du jour.

« M. le président Marrast donne enfin la parole au rapporteur de la commission chargée de vérifier les votes pour la Présidence. Le silence se rétablit. Il commence. Le prince Louis entre, suivi de ses deux cousins Bonaparte, vêtu de noir, gilet blanc, sa décoration de représentant et la grande étoile de la Légion d'honneur à son habit. Cette entrée émeut légèrement l'Assemblée. Le prince prend place à côté de M. Barrot son ministre, qui est à son banc accoutumé. Le rapporteur continue, conclut à la nomination du citoyen Louis-Napoléon Bonaparte, après avoir énuméré les suffrages des concurrents. Lorsqu'il arrive au chiffre humiliant de M. de Lamartine, un bourdonnement ironique se fait entendre dans la salle. On dit : chut ! chut ! Ce chut! sent la pitié. Quelle leçon pour les ambitieux qui foulent toute droiture, tous sentiments honnêtes aux pieds ! Elle s'appliquait trop justement à M. de Lamartine, qui avait fui ce châtiment en n'assistant pas à cette séance. M. Ledru-Rollin n'y était pas non plus. Le général Cavaignac n'avait pas quitté son encoignure, place qu'il occupait ordinairement au banc des ministres, lorsque le rapporteur descendit de la tribune. Il y monta et y apporta la démission que son Cabinet venait de remettre en ses mains. Il remit aussi dans celles de l'Assemblée les pouvoirs qu'elle lui avait confiés, et d'une voix ferme, qui cependant décelait l'émotion, remercia en peu de mots fermes et convenables. L'Assemblée, et particulièrement ses amis et le parti modéré, applaudirent avec l'intention marquée de le soutenir dans l'épreuve difficile de cette sorte d'abdication. M. Thiers, dans sa bonté sympathique, avait été des premiers à l'applaudir, et cependant il n'avait pas à se louer de lui!

« A peine le général est-il revenu à son banc de représentant, que le prince Louis est appelé à la tribune pour le serment. Le président lui lit la formule, et le prince Louis, se tournant à moitié du côté du président, répond d'une voix sourde : Je le jure! La Chambre est sans émotion. Le président Marrast, d'un ton de parvenu, lui dit : « Vous avez la parole »

sans ajouter : « monsieur le président. » Le prince Louis déploie un papier, lit d'un ton monotone le discours que je joins à ce dossier. On applaudit très peu à deux places. Il descend, retourne à sa place, et traverse immédiatement la salle pour prendre la main du général Cavaignac, lui adressant ces mots flatteurs qu'il est heureux et fier de lui succéder. Le sauvage général perd la tête, je le veux croire, demeure cloué sur son banc, tend à peine un doigt en s'inclinant, mais sans se lever.

« Après cette scène, le nouveau président est sorti accompagné de la députation de deux membres du bureau, des questeurs ; un vice-président, un questeur sont montés dans sa voiture ; on a battu aux champs. Le général Changarnier était à la portière de la voiture. Il a dit : Au pas. Quelques cris de : vive Napoléon ! se sont fait entendre. Il a traversé au milieu des troupes, prenant la rue Royale, le faubourg Saint-Honoré, et est arrivé au milieu de cris peu nombreux à la résidence présidentielle, l'Élysée. »

AVANT LE COUP D'ÉTAT

Dès le mois d'octobre 1849, les bruits de coup d'État ont pris une telle consistance que l'on en parle ouvertement, et que, chez M. Thiers, M. de Morny et le comte de Flahaut en discutent sans la moindre dissimulation et sans la moindre gêne. Une âpre discussion à ce sujet a lieu à l'hôtel de la place Saint-Georges le 29 octobre.

« L'air était tellement au coup d'État qu'on jouait cartes sur table. M. Thiers répéta ce qu'il avait dit au président de la République, non en contant ce qu'il lui avait dit, mais pour opposer au projet de coup d'État dans la conversation un autre projet plus raisonnable. On s'anima beaucoup, et M. de Morny semblait trouver qu'un coup d'État avec l'Empire, plus de Chambre, plus d'hommes importants, était le projet le plus simple à exécuter. M. de Flahaut, avec plus de modération, semblait abonder en ce sens, disant à M. Thiers qu'il comprenait qu'il fût opposé à ce projet, parce qu'il y perdrait son importance personnelle. A quoi M. Thiers, piqué de cette impertinence, répondit par une autre en disant :

— Vous qui êtes étranger...

« On sait qu'il a épousé une anglaise, et se retire en Écosse

dans tous les moments difficiles pour la France. Il vit en Angleterre depuis le 24 février. M. de Flahaut se récria qu'il n'acceptait pas le titre d'étranger. Cela fit une petite affaire entre M. Thiers et lui, et n'empêcha pas M. Thiers de déclarer ce qui était vrai, qu'il n'était mû par aucun intérêt personnel puisqu'il ne voulait rien de ce régime, que quel qu'il fût, il n'en conserverait pas moins son importance dans le pays, qu'il devait à son mérite et non aux événements. Il cita historiquement les époques passées où les hommes considérables avaient toujours trouvé leur place et leur niveau. Après avoir enfin montré d'une manière victorieuse qu'il parlait en ce moment dans les véritables intérêts du pays et du Président, sans arrière-pensée personnelle, il continua la théorie contre le coup d'État; il dit que ce pays, habitué depuis longtemps à la liberté, ne s'arrangerait pas d'une compression totale; que la tribune ne pouvait être supprimée; qu'il y avait mieux à faire pour les intérêts de la France et du Président; qu'on pouvait légalement faire la loi électorale, donner un peu d'argent au Président, puisqu'il en avait besoin, et plus tard, lorsqu'il aurait donné confiance au pays, au parti modéré, lui faire donner une prolongation de pouvoir, etc...

« Mais ces messieurs disaient à leur tour que le coup d'État serait plus facile à faire.

— J'en doute, dit M. Thiers. Et en tout cas, il faudrait penser au lendemain. Pour ma part, il n'est aucun homme ni prince qui m'inspirerait assez de confiance pour que je lui confiasse sans contrôle le gouvernement de l'État. Et cette Chambre ne se laisserait pas traiter aussi cavalièrement qu'on se l'imagine. Et puis, comment s'attaquer à une majorité modérée sans raison? L'armée ne suivrait pas. Cela se ferait au profit du désordre, et ne réussirait pas. Vous représentez-vous le Président tentant un coup d'État sans l'armée, contre la Chambre, contre son ministère? L'Empereur avec toute sa puissance, les combats, de grandes batailles gagnées, ayant l'armée et tous les honnêtes gens pour lui contre les scélérats qu'il voulait chasser, eut peine à réussir à faire le Dix-huit brumaire.

— Mais, répondait M. de Morny, le Président n'est-il pas l'élu du suffrage universel, avec six millions de suffrages? Il peut consulter encore la France : il les retrouvera.

« Puis une théorie contre les assemblées, un retour au

24 février, une insolence contre l'opposition de ce temps, disant qu'elle avait tout perdu. La colère me gagna ; je donnai d'abord une bonne leçon à ce satisfait, à M. Guizot, à ses amis politiques qui avaient perdu le repos de la France par leur outrecuidance. Puis je parlai avec non moins d'amertume sur les folies à venir du Président, disant à son frère naturel que s'il consultait aujourd'hui la France, il serait loin de réunir six millions de suffrages. Il me semblait, en regardant la face blême de M. de Morny, que je parlais au Président, et continuant avec véhémence, j'ajoutai :

— Vous ne savez ce qu'il a perdu dans la confiance et l'estime des honnêtes gens aujourd'hui. Je ne parle pas des politiques, mais de ceux de toutes professions, médecins, bourgeois, banquiers, négociants. L'inquiétude se répand, la confiance se perd ; une rumeur sourde agite les esprits ; ne se trouvera-t-il personne pour dire la vérité à ce Président ?

— Mais je la lui dis, madame.

— Il faut la lui dire encore, monsieur, la lui redire si vous ne voulez pas qu'il se perde, et nous avec lui. Toutes ses fautes tourneront au profit de l'anarchie et des rouges.

« C'est sur ce ton que nous discutâmes jusqu'à deux heures du matin, M. Thiers avec une sagesse politique remarquable, M. de Morny avec une grande fausseté et moi avec une grande violence, vraie et calculée à la fois. Car je savais me mettre dans la gueule du loup, mais je voulais que ma violence fût jusqu'au Président, que le plaisir de dire du mal de moi amenât M. de Morny à raconter cette conversation au Président. M. de Flahaut était tempéré, mais mauvais dans ses pensées. Il est singulier d'arriver d'Angleterre, où l'on jouit d'une parfaite liberté constitutionnelle, pour prêcher le gouvernement absolu. Ceci se passa le lundi 28 octobre 1849...

« Nous nous quittâmes en nous détestant et en nous serrant la main. »

SOUS LE SECOND EMPIRE

Après une interruption, les notes continuent jusqu'en octobre 1850 ; elles relatent, entre autres, la rentrée du Président à Paris à la suite d'un voyage de propagande en province adroitement machiné, et cette représentation au Théâtre-Français où l'on vit le prince et Rachel, se faisant face,

répondre en même temps par des saluts aux applaudissements du public. Puis, une lacune de plus d'un an : « Je crains, écrit Mme Dosne, qu'on n'ait brûlé lors du coup d'État la continuation de ces notes qui devaient être écrites jusqu'au mois de novembre 1851. » La police avait perquisitionné place Saint-Georges. Mme Dosne ne retrouva pas les papiers qui manquaient, lors de la revision et du classement de ses papiers qu'elle fit en 1859.

A partir de 1852, elle recommence à écrire, mais irrégulièrement. Elle vit désormais éloignée des affaires, tandis que Thiers se plonge une fois de plus dans ses travaux historiques. Elle éprouve un dégoût profond des choses de la politique. Elle voit la honte, l'abaissement des esprits, la presse vendue ou muselée, les coups de bourse provoqués par des bruits de guerre, car la menace de la guerre plane sur les fêtes, les bals, les folies. Il semble que tous les rois et princes de la terre n'aient plus qu'une idée : « Voir Paris et mourir. » Thiers voit clair. En mai 1866, il dit au prince Napoléon :

— Je suis vieux, mais, au train dont vont les choses, j'irai peut-être encore vous serrer la main dans l'exil.

Il reparaît à la tribune. Les discours qu'il prononce obtiennent un retentissement énorme. Depuis l'Empire, il fait figure de grand homme d'État. Mme Dosne n'assiste pas aux triomphes qu'il remporte devant la Chambre ; elle est très âgée maintenant; mais dès qu'il a regagné son banc de député, sur un bout de papier, d'une main fébrile, Thiers griffonne quelques lignes et les lui fait parvenir ; elle a pris soin d'épingler ces billets à ses cahiers. Ils sont adressés à : « Mme Thiers ou Mme Dosne », et expédiés d'urgence. Voici le texte de celui du 16 juillet 1866 : « Succès immense. Deux heures d'attention religieuse sans une interruption. On dit que j'ai surpassé tout ce que j'ai jamais fait comme difficulté. Soyez donc contentes, et très contentes. »

De plus en plus, elle hait les hommes du Second Empire, et jusqu'au bout sa haine ne désarme pas. Il y a quelque chose de profondément émouvant dans l'ardeur, la passion avec lesquelles cette vieille femme de soixante-seize ans suit les phases des élections de 1869, et s'indigne ou s'exalte. Thiers a été mis en ballotage. C'est un comble d'ingratitude de la part de la nation. Le lundi, 7 juin 1869, voici Mme Dosne dans sa

chambre; elle inscrit ses pensées, ses réflexions, jetées d'une plume hâtive sur le papier; elle attend fiévreusement que l'heure sonne où elle connaîtra le résultat définitif du scrutin; elle a gardé toute la fougue de son esprit.

« Il est trois heures. A quatre, le scrutin sera fermé, et l'on saura à cinq heures si M. Thiers est ou n'est pas nommé député à Paris. Depuis qu'il a été surpris par un ballotage il y a quinze jours, j'avoue que mon jugement est parfaitement douteux. Je conclus au pire pour n'être pas trop désagréablement étonnée. Ma fille Mme Thiers croit à la nomination de son mari (Félicie est dans le doute), qui lui, de toute la maison, a les meilleures [mot sauté]. Il ne croit pas autant que nous aux supercheries du gouvernement, à mon gré capable de toutes les manœuvres pour écarter M. Thiers. La question paraît placée entre M. Devinck et lui. Quelques centaines de voix de M. d'Alton peuvent revenir à M. Thiers. La plupart s'abstiendront ou voteront pour ce candidat socialiste, et ce qu'il y a de plus honteux, c'est que dans ce nombre il y aura plusieurs jeunes mauvais sujets du faubourg Saint-Germain, M. Larochefoucauld, fils de Polydore, diplomate sous le roi Louis-Philippe, Vaufreland le militaire, etc... etc., Delessert, ami de l'impératrice Eugénie, fils de l'ancien préfet de Police comblé par le roi Louis-Philippe. On dit que peu des gens de M. Devinck se détacheront, quelques-uns quitteront M. Thiers par absence, et par peur, tant ce sentiment est aveugle.

« Nous attendons tranquillement, mais vers quatre heures, nous commençons à nous agiter intérieurement ! Assurément, la perspective n'est belle ni d'un côté, ni de l'autre. Si M. Thiers est nommé, ce sera une vie agitée et de grands dangers. S'il ne l'est pas, il aura à subir une des grandes ingratitudes des peuples, mais certainement une existence plus calme et moins dangereuse, ce qui ne l'empêchera pas d'avoir de grandes tristesses pour son pays.

« Les personnes qui soutiennent l'élection de M. Thiers sont admirables de zèle. M. Sauvage, habitant Passy, va chercher les malades dans sa voiture pour les faire voter, et c'est l'amour du bien public, car il ne connaissait pas M. Thiers, et lui a prêté sa maison pour une réunion privée, la proposant de lui-même. La jeunesse la plus distinguée du barreau s'est groupée autour de lui; les hommes graves font partie de ce comité,

MM. Dufaure, Duval, Marie, sans acception d'opinions, tous libéraux, hommes d'ordre. Ils attachent autant de prix à l'élection de M. Thiers que s'ils étaient eux-mêmes candidats. Il y a aussi nos amis les d'Outreville, les Rage..., M...gnier, magistrat jeune et libéral ayant donné sa démission pour une question d'indépendance à l'occasion de l'affaire Baudin, le général Changarnier, etc... etc... Tout le monde afflue ici, comité, négociants, bourgeois, rentiers. Un jeune homme, M. Gallicho, s'y fait remarquer par son zèle, et tandis que j'écris, la foule s'achemine vers ce comité établi dans l'appartement que M. Berryer, l'illustre orateur, a habité pendant quarante-cinq ans, et que M. Thiers a loué pour cette session électorale. Étrange coïncidence qui fait naître de tristes souvenirs ! et de très bons en pensant à l'amitié sincère que M. Thiers a contractée dans les Chambres, quoique d'opinions différentes.

« Quatre heures vont sonner. Je pose ma plume afin d'attendre les résultats qu'on doit envoyer à la place Saint-Georges, à mesure qu'ils arriveront au comité. »

Thiers est élu. Ce sont les dernières lignes qu'elle ait écrites.

Deux mois plus tard, Mme Dosne s'éteint. Elle a assisté, palpitante, à ce dernier succès de son grand homme, de celui qu'elle plaçait au-dessus de tous les hommes d'État contemporains. Et cette fin est belle, parce que de grands sentiments sont en jeu, une affection et une admiration sans bornes, un véritable culte pour un homme qui en était digne, et une dévotion fervente à ce qu'elle croyait alors, et elle ne se trompait pas, le bien du pays.

Que n'a-t-elle vécu quatre ans de plus ! Certes, son cœur de Française, de patriote ardente, eût largement saigné des désastres, trop prévus, qui s'abattirent sur nous. Mais elle aurait vu son gendre, elle aurait vu M. Thiers couronner sa carrière politique par un des plus beaux triomphes que puisse rêver un homme d'État, lorsque toute une nation, soulevée par le sentiment de l'honneur, frémissante de reconnaissance et d'enthousiasme, proclama et salua en lui le Libérateur du Territoire.

Henri Malo.

SOUS LES NIAOULIS[1]

SOUVENIRS D'UN PLANTEUR CALÉDONIEN

(1898-1904)

LE PERSONNEL D'UNE PLANTATION

Notre personnel comprend présentement : — Six ouvriers d'origine pénale : deux condamnés en cours de peine, dont un à perpète, assignés à Nassirah (2) par convention avec l'administration pénitentiaire, et quatre libérés. Un des libérés est bouvier, un autre blanchisseur ; les deux autres sont ouvriers agricoles. Le condamné à perpète est jardinier. Son « collègue » est maçon : c'est lui qui a construit toutes les bâtisses de Nassirah, et il y a encore de la bâtisse en perspective. Nassirah avait un air de colonie pénitentiaire lorsque nous nous y sommes installés. Le personnel ne comptait pas moins de quinze individus ayant passé par le bagne.

— Une douzaine de Néo-Hébridais hommes et femmes, employés aux travaux de culture de la caféerie ;

— Dix Chinois ou plus exactement Annamites, anciens Pavillons Noirs ou Jaunes, déportés en Nouvelle-Calédonie, travailleurs agricoles, ou employés à la manutention du café ;

— Enfin une réduction de tribu canaque, insurgés ou issus d'insurgés de 1878, engagés en vertu d'un contrat de cinq ans ;

(1) Niaouli ou *Melaleuca*, arbre de la Nouvelle-Calédonie.

(2) Le domaine de Nassirah, acquis en 1898 par l'auteur de ces notes, en commun avec deux de ses frères, l'un médecin et l'autre ex-professeur de rhétorique comme lui-même, et avec un beau-frère du premier possesseur, M. R., receveur de l'Enregistrement, est encore aujourd'hui possédé en commun par deux des familles de l'association primitive.

Une quarantaine d'individus : libérés, assignés, Annamites, Hébridais, Canaques, tous anciens forçats (1), anciens pirates, anciens anthropophages ! O Virgile ! J'ai bien choisi mon coin pour mes Géorgiques !

CONDAMNÉS ET LIBÉRÉS

Antienne matinale. Tandis que Tarigagasse (*vulgo* Cacasse) nous sert notre premier déjeuner du matin, une voix éraillée appelle, dans la cour :

— Le patron est-il là ?

Cacasse nous signale un libéré qui, au bas de l'escalier, demande à parler aux patrons. Nous savons sur-le-champ ce qu'a à nous dire ce travailleur qui n'a pas dessoûlé depuis deux jours. Les cheveux ébouriffés, les yeux rougis, la voix pâteuse, il vient se faire régler son compte : il s'en va.

Celui de ce matin est la plus sinistre brute que nous ayons encore vue. Il s'est présenté comme bouvier, il y a environ trois mois, et comme nous avions à ce moment besoin d'un bouvier, nous l'avons embauché. Il n'a déployé dans son emploi aucune qualité qui pût nous le rendre précieux, et puisque nous le remplacerons sans peine par quelque Canaque qui ne sera pas plus incompétent, nous félicitons nos pauvres bœufs d'être délivrés de lui.

Combien en avons-nous vu défiler devant nous de ces lamentables impulsifs que la machine à broyer du bagne a réduits à l'état de loques sordides ! Ils errent dans la colonie, leur barda sur le dos. Ils ne choisissent pas les endroits où ils s'arrêtent : ils y sont poussés par un remous. Un autre remous les emporte. Bon voyage ! Il est très rare qu'ils soient accompagnés de quelque regret. Il faut même être philosophe pour leur accorder un peu de pitié.

J'ai entendu raconter par un de mes frères, premiers occupants du domaine, les chocs reçus par eux dans leur prise de

(1) La Nouvelle-Calédonie a cessé d'être une colonie pénitentiaire depuis que ces notes y ont été prises. On lit dans *l'Histoire de la Nouvelle-Calédonie*, par Clovis Savoie, Nouméa, Impr. Nation. : « Lecteurs Français, dites à vos amis de France que la Nouvelle-Calédonie n'est plus la terre du bagne... que depuis 1896, il n'est plus venu de forçats en Nouvelle-Calédonie... que la N. C., ce pays béni du beau soleil et du bon climat, est devenue terre libre comme n'importe quel département français. Faites disparaître une légende qui... Merci ! »

contact avec cette racaille grouillante des quinze bagnards de Nassirah. Le moins déplaisant de ces chocs était le règlement de comptes demandé avec un air de bravade à des patrons qu'on eût bien voulu intimider : cette opération fut toujours accomplie par ceux-ci avec une absolue égalité d'humeur.

Mais d'être réveillés la nuit par les rixes de ces forbans, et d'être obligés ou de se croire obligés d'y intervenir !

Minuit ! Un de ces gaillards, à demi ivre, et du sang à la bouche, vient pousser, sous les fenêtres de la maison, des clameurs forcenées qui font se dresser jusqu'aux enfants dans les lits : on se bat à la Ferme. Chapard a reçu un coup de couteau, dont sans doute il est mort maintenant. Le messager lui-même est blessé. Si les patrons ne se chargent pas de la vindicte publique en procédant à l'arrestation du meurtrier Pascal, le sang va couler à flots !

Mes deux frères se lèvent donc et se rendent à la Ferme. Un kilomètre. On y braille encore, lorsqu'ils y arrivent. Mais l'enquête rapide à laquelle ils se livrent dans les ténèbres leur permet de constater une situation moins tragique qu'ils ne craignaient. Chapard n'est pas mort ; le docteur reconnaît la blessure : la lame du couteau, déviée par une côte, n'a pas touché le cœur. Quant au meurtrier, vaincu par l'ivresse plutôt que par la vaillance des défenseurs de la victime, il s'est laissé désarmer, et, paisible, il affecte de mépriser ceux qui prétendent le tenir sous leur garde.

L'assurance donnée par le médecin que les jours de Chapard ne sont pas en danger ne désarme pas encore la colère de tous ces ivrognes : il faut que le meurtrier Pascal soit mis sous clef dans un local à la porte duquel veilleront des sentinelles. Pascal, toujours dédaigneux, consent à être incarcéré : et puis?... à l'aube, que fera-t-on de lui ?

Nul acteur ou témoin de la bagarre n'a exprimé nettement le désir que la gendarmerie soit mêlée à l'affaire. Mes frères laissent à Chapard le soin de décider quelle suite il lui plaira de donner à cet attentat. Il est de toute vraisemblance que les « gaffes » ne seront pas appelés.

L'assassin est sous les verrous. Le blessé est pansé. Tout va bien. Un orateur adresse aux patrons quelques remerciements d'une éloquence apprêtée et grandiloquente et les autorise à aller se recoucher.

— Nous vous répondons, messieurs, de l'existence de cet homme (le blessé)... Dors, Chapard, dors en paix. Tu es sous la garde de tes collègues.

Le lendemain tous ces braillards avaient cessé d'être ivres, et Chapard n'avait pas cessé d'être blessé ; mais l'aventure n'a pas eu d'autre épilogue que la guérison de Chapard.

... Tous, d'abord l'alcool les empoisonne, même le vertueux Servolex, que le départ de cette brute de Hochet a, ce matin, incité à nous éblouir d'intempérantes promesses de zèle professionnel, et qui nous quittera, lui aussi, à quelque assez proche chant du coq.

Servolex est un pacifique, quoique terrassier. Il est coiffé d'une calotte discrètement brodée, qui lui donne une apparence de vieux sacristain. Tandis que, près de ma maison, il frappait le sol de coups de pioche, assez espacés, il est vrai, et assez mous, il m'a dit avec tristesse :

— Nous prenons tous ici la mauvaise habitude de boire. A quarante ans passés, quand je suis arrivé dans la colonie, je ne connaissais même pas le mot « cuite. »

Peut-être n'a-t-il appris en Calédonie que le mot et non la chose. Sinon, quelle faillite que la régénération par l'expiation!

Ivrogne aussi le petit Breton actif, nerveux et agité, qui concevait de gigantesques travaux hydrauliques, comme il disait pour la moindre rigole qu'on l'invitait à creuser, et qui reconnaissait le triasique dans le terrain des chaussées dont on lui confiait l'entretien.

Le plus souvent nous n'avons pas remplacé ces ouvriers de la première heure par des individus de la même origine. Cette catégorie de gens n'est pas dangereuse, contrairement à ce qu'on pourrait penser : ils ne font de mauvais coups qu'entre eux.

Mais n'espérez pas qu'un libéré reste chez vous, s'il vient à supposer que vous ayez besoin de lui. Le plaisir le plus divin que connaisse un libéré, c'est de laisser en plan une besogne qui n'aura été entreprise que pour employer, sur sa demande, ses talents de spécialiste. Toutes les maisons de la brousse sont encombrées de pièces de menuiserie, fenêtres, persiennes, etc., dont le travail est inachevé.

— Le patron est-il là ?

C'est l'appel du libéré qui cherche de l'embauche, comme

de celui qui vient faire régler son compte. On retient, quand il y a lieu, une de ces épaves au passage, sans y regarder de plus près. L'épave repart à la dérive : qu'elle s'en aille ! Nous respectons le mieux que nous pouvons l'humanité en ces déchets ! Ils partent quand même. Mais nous avons parfois reçu de quelques-uns d'entre eux des remerciements qui nous ont touchés...

Le père Moulin, notre jardinier, a pleuré d'attendrissement, ce dimanche de Pâques, où nous lui avons remis dans une fiole environ un demi-décilitre d'eau-de-vie de cidre, pour aromatiser son café.

Le père Moulin est venu en Nouvelle-Calédonie moins spontanément que ses patrons. Veuf quinquagénaire, il a été condamné, il y a quinze ans, aux travaux forcés à perpétuité, pour affaires de mœurs. Mais cet ancien paysan de la vallée d'Auge est Normand comme nous. Nous avons fait une partie de nos études au collège de Lisieux, et il a été charretier dans cette ville. Ce sont des liens, cela, comme il dit avec émotion. Et moi donc, qui ris en écrivant ceci, pourquoi donc ai-je donné au vieux charretier lexovien quelques gouttes de calvados ?

Même au bagne, où il n'a effectivement séjourné que cinq ou six ans, il n'a jamais été, m'a-t-il affirmé, véritablement malheureux. Cela signifie apparemment que, ayant été très docile, il n'y a pas été personnellement trop malmené. Cette sagesse lui a valu de bonne heure la faveur d'être mis à la disposition du public. Voilà maintenant huit ans qu'il est jardinier à Nassirah. Il a cependant toujours en horreur tout ce qui lui rappelle la chiourme. Dans son jardin, du plus loin qu'il aperçoit l'uniforme de ces gendarmes que leurs fonctions amènent souvent ici, il gronde et mâchonne entre ses dents des injures à l'adresse des « gaffes ».

Il m'a prié d'écrire au maire de sa commune. Ma lettre est restée sans réponse. Il se dit « mieux que consolé » par l'idée qu'il est en somme plus heureux que les gens sans cœur qui honnissent là-bas la mémoire du forçat.

Et en effet que lui manque-t-il ? Et quel souci pourrait-il bien avoir ? Logé, nourri, habillé, laissé par ses patrons presque maître de son travail de jardinier, il s'offre une dizaine de litres de vin par mois, et autant de scaferlati qu'il en peut

fumer. Pour faire sa barbe, il use du savon Mikado, que ne connaissent pas, bien sûr, les patauds de son village. Quand il sera trop vieux pour travailler, il ira s'éteindre doucement aux invalides de l'île Nou.

Il parle ainsi. Et pourtant il recevrait un litre entier de tafia avec moins de trouble qu'il n'a reçu tantôt une lampée de calvados. *Dulces... reminiscitur Argos.*

Non, je ne veux pas lui permettre de nous donner le change sur ce sentiment sacré. Lorsque, dans l'après-midi, ma femme s'est rendue au potager pour y choisir les légumes de notre repas du soir, le père Moulin lui a vanté en gourmet les vertus de l'élixir qui a parfumé son café de ce jour. Il a envié sa patronne qui peut déguster à chacun de ses repas une si exquise liqueur. Il a accueilli d'abord avec incrédulité, puis avec stupeur, l'assurance qu'elle n'en use jamais !

Père Moulin, doux ivrogne, qui, en ce jour de Pâques, chantez les vêpres à tue-tête dans votre jardin, connaissez mieux la nature de ce que vous éprouvez. Vous auriez avalé d'un trait un verre de cognac de la marque la plus réputée. Vous n'avez bu en un jour, — et le jour de Pâques, — que la moitié de votre décilitre de calvados.

Bancelin a élevé pierre par pierre tous les bâtiments de Nassirah. Il est attaché à cette besogne depuis huit ans sans interruption !

Il me rappelait cela tout à l'heure avec fierté, à la bouche de son four à chaux, qu'il a construit, et où il surveille la cuisson des pierres qu'il a extraites de la carrière.

Condamné en cours de peine, c'est un assigné. Un condamné d'ailleurs sans envergure...

Nassirah a été bâti par lui à chaux et à sable. La chaux est d'excellente qualité, et il la prodigue. Il n'a pas tort, car il est bon de surveiller de près son travail, pour que ses murs soient bien d'aplomb.

C'est un ivrogne, comme tous ses collègues. A jeun, il est d'une vanité très déplaisante. Mais il est très laborieux et en somme maniable.

— Tout seul, j'ai construit tout votre Nassirah.

C'est vrai. Et ce n'est pas si médiocre, en vérité !

Les condamnés à perpète et, d'une façon générale, les condamnés aux travaux forcés ont conscience de leur valeur et tiennent à n'être pas confondus avec les relégués, récidivistes à qui des exploits médiocres mais répétés ont fini par ouvrir la porte du bagne. Les vrais forçats, qui sont entrés par la grande porte, souffrent de cette assimilation. Ils ne donnent pas aux relégués le nom de « collègues ». Ils les appellent des « pièces du Chili »...

Mangebien, le relégué qui tient actuellement chez nous l'office de blanchisseur, a encouru une douzaine de condamnations variant de quelques mois à trois ans de prison. Il a parcouru à plusieurs reprises la France en tout sens, du nord au sud, et de l'est à l'ouest.

Il succède à un autre relégué dont le livret n'était guère moins, ou si vous préférez, guère plus édifiant. Celui-là était l'ancien voyou parisien. Tolstoï seul pourrait entreprendre la réhabilitation de cette racaille. Les colons Calédoniens ont des relégués la même opinion qu'en ont les forçats. Ceux des pensionnaires du bagne à qui ils font le plus hardiment confiance, ce sont les condamnés à perpétuité. Ils se les disputent comme assignés.

En ce moment, nous avons, à la boulangerie, un artiste véritable en la personne du libéré Malézieux. C'est un délice de respirer l'arome des miches rebondies et dorées qu'il confectionne avec orgueil. Nul d'ailleurs n'admire son œuvre plus qu'il ne fait lui-même. Il paraît ne pas considérer ses patrons comme tout à fait indignes d'y porter la dent; mais il gémit publiquement de préparer pour des sauvages (Canaques, Tonkinois) d'aussi onctueuses brioches.

Un artiste, vous dis-je, non seulement pour l'habileté, mais par le tempérament. Il a été le boulanger de la Société Le Nickel, à Thio, et son pain faisait honneur à la table princière des magnats de la Mine. S'il lui eût plu d'avoir un commerce libre de boulangerie en ce centre opulent, il eût tué toute concurrence. Mais voilà! à la ville, Malézieux fréquente volontiers les bars, où il boit, pérore, mène grand bruit, et finit par se battre; et alors, Malézieux... au violon! La place d'un homme de sa valeur serait à Nouméa; mais sa femme réside au chef-lieu, et lui rend cette ville plus dangereuse que Thio même;

pour deux jours qu'il passerait avec sa femme, il passerait deux semaines ou peut-être deux mois à l'ombre. Non; ce qui lui convient, c'est l'apaisante et sereine vie des champs, et, comme il dit, une cure de petit lait. Au reste, il y prend pleinement conscience de son génie :

Vous m'avez fait, Seigneur, puissant et solitaire.

Ce génie vient pourtant de faire un faux pas. Comme il n'était rien que nous ne fussions en droit d'en attendre, il lui a été commandé, pour un repas où Nassirah avait à recevoir quelques hôtes de marque, trois douzaines de petits pains. Était-il besoin d'être plus explicite avec l'ancien fournisseur de ces messieurs du Nickel? Les pains qu'il nous a triomphalement apportés eussent été petits pour Gargantua! Il a rougi, il a pâli à leur vue, aussitôt qu'il les a vus lui-même des mêmes yeux que la maîtresse de maison interloquée.

— Où avais-je la tête? a-t-il dit avec confusion.

N'ayant pas d'épée dont il pût se percer, il a pris au magasin deux litres de vin pour y noyer le sentiment de sa honte.

... Malézieux aime sincèrement les champs : il est resté deux ans à Nassirah. Mais c'était pourtant un dieu en exil, Apollon chez Admète : il nous a quittés pour Nouméa. Il s'est soumis à sa destinée, et la *France Australe* nous informe de temps à autre que le libéré Malézieux est arrêté à la suite de rixes soit avec sa femme, soit dans les cabarets. Mais il nous aimait nous-mêmes : chaque fois qu'il me rencontre au chef-lieu, il m'y « tape » d'une pièce de quarante sous.

Notre relégué Mangebien s'est aventuré cette nuit, — avait-il bu du whisky, qu'aurait importé hier de Bouloupari notre char à bœufs? — dans le village canaque et y a été houspillé.

Ce soir, une reprise de cette querelle incomplètement vidée a amené les contestants jusque devant nous. De quel ton de *civis romanus* devant le prêteur le « blanc » a rabroué la racaille noire qui lui disputait tumultueusement la parole!

— Le « blanc » parle le premier.

Nos Noirs n'ont pas un moindre souci de l'éminente dignité de la couleur de leur peau. Il y a quelques semaines, Tarigagasse est allé se faire servir à déjeuner, dans l'après-midi, à

Bouloupari, chez le libéré Poulain. Son déjeûner lui a coûté 20 francs. Mais il lui a été servi « comme z'en France » avec serviette et nappe : et surtout il lui a été servi par Poulain en personne. — Poulain, qui n'est qu'un libéré, mais qui pourtant est un « blanc ».

Mangebien croit apercevoir que nous préférons *nos* Canaques, comme il dit aux relégués. C'est là une vue non tout à fait fausse, mais pourtant superficielle.

Mais il menace nos Canaques de se faire justice lui-même, et de les atteindre « dans leurs repaires ». Se souvient-il là de Gambetta malmené par la vile multitude de Belleville?

Tous ces bagnards ont vu dans les Cours d'assises des maîtres de la parole et du geste, et ils restent hantés de ces images glorieuses.

CHINOIS ET JAVANAIS

La main-d'œuvre dite Chinoise est fort décriée dans la colonie. Les Chinois seraient fourbes, voleurs, paresseux, vindicatifs. Il n'est presque pas de maison calédonienne où un Chinois n'aurait essayé d'empoisonner ses patrons!

Il est vrai que nos employés Annamites ne sont pas la fleur du panier. Les plus honorables sont d'anciens soudards Pavillons Noirs. D'autres sont des condamnés de droit commun. Mais il se pourrait qu'on en voulût surtout aux Chinois d'être la main-d'œuvre la moins aisée à berner. Le Chinois est né malin.

En tout cas notre cuisinier Cang fait notre admiration. Tous les jours il a quinze patrons à nourrir, tous les jours il doit préparer la nourriture et distribuer les rations de plus de vingt employés. C'est l'ordre et le sang-froid mêmes que ce Céleste. Et d'une intelligence rapide! Et débrouillard! Commandez-lui à dix heures du matin de mettre deux poulets à la broche pour le déjeuner, il les aura en temps voulu attrapés (à la course), plumés, rôtis et servis...

Hélas! cela ne peut pas durer. Le service de ces Asiatiques, malgré tous leurs vices (!), est de plus en plus recherché, et, en dépit de tous les règlements, la concurrence élève et élèvera chaque jour leurs salaires. Nous perdrons quelque jour ce Cang, à qui nous ne préférerions pas Confucius lui-même!

Ces Chinois sont étonnants. J'ai chanté les louanges de notre cuisinier Cang, j'aurais pu chanter celles de notre boulanger Nam-Do.

Nous redoutions de ne pouvoir remplacer ce personnage considérable le jour où son engagement expirerait. Il nous a quittés. Nam-Kaïn, qui lui a succédé, nous a fait oublier son prédécesseur. A la vérité, il nous a brûlé une première fournée de pain, et donné une seconde fois à manger de la farine mal cuite; mais à la troisième fournée il était passé maître en son art. L'apprentissage de Nam-Kaïn ? Nous voulions le donner pour aide à Nam-Do pendant quelques jours avant son départ :

— Nam-Kaïn *look* (regarder) une fois, Nam-Kaïn connaître.

Nam-Kaïn a regardé une fois et il a connu.

Pendant quatre jours de congé, Nam-Kaïn est remplacé par Von-Koï. Du premier coup Von-Koï nous a pétri et cuit une fournée de pain exquis...

Von-Koï est femme de ménage de 9 heures à 11 heures. C'est à quelques égards le service idéal : régulier, sûr de ses mouvements, glissant, plutôt que marchant, on ne le voit ni ne l'entend ; si on le rencontre sur son chemin, on ne se heurte à lui non plus qu'une ombre.

— Moi *look* une fois, moi connaître... tout !

C'est plus qu'au quart vrai, et c'est ce qui fait « le péril jaune ». Pour nous, c'est le service jaune, difficile à remplacer.

Jargon sino-français. C'est une lettre que nous recevons d'un de nos employés annamites : « J'ai l'honneur de vous adresser à votre haute bienveillance la faveur de me donner la permission pour quelques mots. Voilà que j'ai été employé chez vous votre service comme domistique a la chez vous pendant ce temps je suis toujours de Monsieur et de Madame tout le mon êtes très bon le patron pour moi, je veux bien rester avec Monsieur et Madame à la fin mon engagement à la maison longtemp ... etc. »

C'est un peu dur à comprendre, n'est-il pas vrai ? Mais des rhétoriciens de France m'ont remis parfois des bouts de version grecque de ce style.

Presque tous ces pirates Tonkinois ont une culture supérieure à celle de la moyenne des paysans de France en ma jeunesse...

Nos Tonkinois sont sujets à une espèce de colique dont nous n'avons jamais étudié de près la nature, et pour le traitement de laquelle ils ne font aucun emprunt à notre « pharmacopée » européenne.

Quand quelqu'un d'entre eux, atteint de ce mal étrange, ne sort pas de sa moustiquaire à l'appel de la corne du matin, ses camarades nous représentent par une mimique diabolique les souffrances qui tordent ses entrailles. Après quoi ils ajoutent flegmatiquement :

— Lui malade un jour (ou deux jours) : demain (ou après-demain) fini.

Et en effet la durée de la maladie n'excède jamais les délais ainsi fixés.

Il y a tout lieu de présumer que le grabataire cuve une ivresse d'opium. Nos Tonkinois protestent avec indignation qu'ils n'usent pas de cette drogue. Mais nous savons que notre cuisinier Cang en fait clandestinement commerce...

J'ai contribué à rouvrir à N'Guyen-Cui-Cat les portes de sa patrie. Je suis, en vérité, tout ému de la vivacité et de la profondeur de la joie dont j'ai été l'artisan dans la mesure de mes moyens.

Qu'est-ce que cet ancien Pavillon-Noir, déporté en Nouvelle-Calédonie pour avoir défendu son pays les armes à la main? A quelle classe sociale appartenait-il? Je ne saurais le dire. Il savait lire et écrire; mais un seul de nos onze Annamites était illettré. Nicat était-il lettré au sens tonkinois du mot? Il paraissait instruit, et il avait l'esprit des affaires et le goût de la droguerie. Il recevait parfois des envois assez importants de cornes de cerf, et il nous demandait alors deux ou trois jours de congé, pour tirer de cette matière, par de savantes préparations, une pâte médicinale qu'il vendrait aux gens de sa race. Si je savais manier le crayon, je voudrais dessiner ce jaune alchimiste.

Nicat a peut-être un peu abusé de notre bienveillance, mais il avait de si impayables façons de nous faire comprendre qu'il en savait le prix! Chaque fois que, à notre repas du soir, il entrait comme une ombre dans notre salle à manger pour présenter une requête, nous savions d'avance qu'il serait impossible de la repousser :

— Bonsoir, les messieurs, les dames; patrons, beaucoup bons. Tonkinois aimer beaucoup les patrons. Nicat beaucoup content. Nicat beaucoup travail. Nicat longtemps travailler Nassirah. Lui y a pas moyen retourner Tonkin voir bébés pour lui! Nicat finir crever à Nassirah, etc.

Tout cela avec des vibrations de corde à violon ou de bourdonnements de guêpe. Il obtenait ce qu'il voulait. Ulysse, dans les supplications auxquelles l'obligea parfois la fortune, ne conciliait pas plus sûrement le respect de lui-même et les concessions qu'il convenait de faire à la sûreté de l'heure présente. Il pliait; mais vous ne l'auriez ni abaissé ni rompu. Et il nous savait gré, je crois, de nous en être rendu compte.

Nicat n'a pas « fini crever » à Nassirah; à la fin de son engagement, il est parti chercher auprès des mineurs une plus haute paye.

Bien qu'il dût nous quitter, je n'ai pas refusé une marque de bon vouloir au doyen de la bande de nos Chinois, et qui nous avait en somme fidèlement servis. Il me pria d'implorer sa grâce de la clémence du président de la République. Je transmis, il y a quelques mois, sa prière à M. Loubet. Elle a été favorablement accueillie. J'en ai fait aussitôt aviser l'intéressé par un de ses compatriotes, qui continuent volontiers à fréquenter notre maison à leurs moments perdus.

Donc ce matin Nicat a reparu à Nassirah. De toute la vitesse de ses jambes il venait de parcourir sans arrêt les quarante kilomètres qui nous séparent de Thio, où maintenant il travaillait. Il était essoufflé, balbutiant, pleurant, souriant. J'ai cru qu'il allait défaillir.

Sur son dos il nous apportait, ce vieux pirate à lunettes noires, un magnifique couple de paons... vivants, bien entendu!

Par le prochain bateau il va s'en aller au Tonkin revoir ses bébés, sa fille « vingt-cinq-z-ans ».

Nassirah n'était pas encore une mosaïque de races assez composite! Nous avons récemment engagé deux Javanais du convoi qui vient d'arriver.

Nous avions engagé Marzoio et Myan pour les travaux de culture, la conduite des bœufs et la charrue. Mais nous leur avons bientôt confié des postes dont les titulaires s'étaient jusqu'ici montrés insuffisants. Marzoio a remplacé comme blanchis-

seur les déchets du bagne que nous avions été réduits à utiliser. Myan est devenu notre cuisinier et notre boy d'intérieur. Il est merveilleusement intelligent, ce garçon. En un rien de temps il a acquis un vocabulaire qui lui permet de se débrouiller. Pour cela il a fréquenté l'école du soir instituée à l'usage des petits Canaques. Surtout il a pris comme instituteurs bénévoles les enfants des patrons, que ses progrès amusent et étonnent.

Annamites et Javanais m'inspirent quelques doutes sur la supériorité de la race blanche, savez-vous! Le péril jaune existe, soyons-en certains. Ces races sont à beaucoup d'égards admirablement armées pour entrer quelque jour en concurrence avec nous.

En attendant ce jour qui n'est pas encore venu, nous louons le Seigneur d'avoir fait Java, qui nous a fourni Myan.

Le Seigneur et la Hollande, avais-je d'abord envie d'écrire. Mais nous sommes moins assurés de voir se maintenir chez ces Javanais implantés en sol français les caractères que leur race tient de sa culture hollandaise. Déjà au bout d'un mois les deux nôtres, malgré toutes les qualités que je leur reconnais, ont laissé se détendre singulièrement la rigueur néerlandaise de leurs démonstrations de respect.

Non pas que j'attendisse d'eux, pour notre usage privé, la première forme de la salutation qu'ils ont pratiquée devant moi à l'Ilot Freycinet : ce jour-là c'était le Prince, le chef de la colonie, qu'ils saluaient.

Le Gouverneur, allant voir « les Javanais », m'avait invité à l'accompagner, avec le Maire de Nouméa et quelques hauts fonctionnaires.

L'auguste visite était annoncée, et nous avons trouvé tout Java rassemblé, ou, plus exactement, aligné de symétrique et même théâtrale façon. Quatre cents Sokols n'auraient pas plus impeccablement exécuté le saisissant mouvement d'ensemble par lequel cette foule javanaise de coolies s'est accroupie, buste incliné, mains appuyées au sol.

Quatre cents Javanais, « le front dans la poussière » comme les Hébreux au pied du Sinaï, ont attendu dans cette posture qu'un de leurs chefs d'équipe eût achevé de choisir deux d'entre eux pour... me suivre à Nassirah, et que, cette opération terminée, le départ du Gouverneur leur permît de se redresser. Cela a bien duré cinq minutes... qui m'ont paru très longues.

Et tous les Christian-Business-Men d'Angleterre, d'Amérique et de Hollande constituent des « Reform associations » internationales pour la protection des indigènes... des colonies françaises ! La paille et la poutre.

Que ces Javanais me soient l'occasion d'accorder un souvenir au seul Japonais qui ait servi à Nassirah.

Il appartenait au considérable convoi de travailleurs de cette nationalité qu'a naguère introduits ici la Société Le Nickel. Ces Asiatiques ne se laissent plus traiter comme des membres de races mineures ou inférieures. Mécontents à tort ou à raison de la manière dont Le Nickel interprétait ses obligations envers eux, ils se sont d'abord mis en grève, puis ils ont déserté. Ils déambulèrent à travers la colonie, louant à tout venant leurs services. Ils n'ont guère trouvé preneur que dans les mines ou au chef-lieu.

Shimoda, malgré la modicité du salaire offert, s'est arrêté à Nassirah. Nous souffrions d'une très longue crise de la cuisine. Il a pris la queue de la poêle. Merveilleusement éducable, il s'est assimilé assez vite les principes essentiels d'un métier manifestement nouveau pour lui. Il profitait de son séjour à Nassirah pour apprendre le français, et il faisait de rapides progrès. Excellente tenue, qui nous a même intrigués : si c'était un homme du commun, quel peuple que ces Japonais !

Nous admirions son amour-propre. Il en avait trop. On lui avait commandé par extraordinaire une omelette soufflée, tant était grande la confiance dans son aptitude à exécuter une recette nouvelle. Il a bien, selon les prescriptions, battu le blanc et le jaune des œufs séparément. Hélas ! il a négligé de les réunir. Il nous a apporté dans un plat une galette blanche, et dans un autre plat une galette jaune. Nous avons accueilli les deux galettes avec beaucoup de mansuétude. Pourtant nous avons souri. Après le dîner, sans récrimination indigne de lui, mais inébranlable dans sa résolution, il a rendu son tablier.

LE QUARTIER DES HÉBRIDAIS

Tarigagasse, Néo-Hébridais natif de l'île Pentecôte, qu'il prononce Manicosse, introduit dans la colonie il y a quinze ou vingt ans, inspirait à notre prédécesseur toute confiance. Je ne

vais pas, parce qu'il nous a enfin abandonnés, renier la longue amitié que j'ai eue pour lui.

Quelles fonctions n'a-t-il pas remplies à Nassirah? Pourvu qu'on y intéressât son amour-propre, il était toujours homme à vous tirer d'embarras. Il faisait mal, mais avec conviction, tout ce qu'il faisait. Sa cuisine surtout était terrible.

A notre prédécesseur lui-même il avait été infidèle. Il s'en était mordu les pouces, ayant trouvé un beaucoup moindre confort chez son nouveau patron. Mais quelles merveilles n'avait-il pas opérées au profit de ce méchant homme! Il avait planté pour lui toute une caféerie.

— Combien de pieds de caféier, Cacasse?

— Un million.

— Hum!

— Si!... Encore plus qu'un million! Quatre-vingts pieds peut-être, tu sais, mon vieux!

Il prononce « mon pantalon » pour « mon patron ».

Nous avons apporté de Normandie quelques flacons d'eau-de-vie de cidre; ce breuvage sacro-saint, qu'il ne transporte qu'en tremblant, est appelé par lui « quomodo » pour calvados.

Un soir qu'il était ravagé par la colique, il m'aborda dans les ténèbres pour me demander une pioche. Cette demande m'étonnant à cette heure, je fis répéter. Il s'expliqua :

— Une pioche... pour la brousse.

Que diable voulait-il débrousser, au lieu d'aller se coucher? Plus ce langage était clair en apparence, plus je sentais que je ne l'entendais pas.

— Une pioche, tu sais, patron... pour la selle.

La clarté se fit. Cacasse me demandait une purgation (l'anglais *purge* devenu pioche) constituée de sel d'Epsom, et dont l'effet est de faire courir les Canaques derrière les buissons de la brousse.

Cet être baroque et fantasque était capable d'un véritable dévouement, et d'une grande délicatesse dans le dévouement, Dieu me garde de jamais l'oublier!

Nous l'avons perdu, je crois bien, pour l'avoir traité, par reconnaissance, en enfant gâté. De Cacasse on tolérait tout, parce que c'était lui. Il est devenu absolument insupportable. Quand il a voulu partir, nous lui avons amicalement rappelé

qu'il avait déjà méconnu à la légère l'affection d'un autre maître. Mais son orgueil était trop irrité contre notre prétendue ingratitude. Le bonhomme odieusement vaniteux et quinteux des derniers temps ne me masquera pourtant pas l'excellent Cacasse de certains jours. Notre porte lui sera ouverte, si jamais il revient nous y montrer sa bonne figure d'autrefois.

Nous venons, qu'on m'excuse d'employer le langage de nos gens, d'acheter six Néo-Hébridais, autrement dit de les engager.

En comptant Éokène et Canoubé, qui sont natifs des îles Salomon, mais qui cousinent à Nassirah avec les Hébridais, nous en avions déjà neuf. Ils sont maintenant quinze, une colonie véritable.

Notre quartier hébridais est perpétuellement en joie depuis l'arrivée de ces recrues. Nous ne sommes, nous, qu'à demi satisfaits de notre acquisition.

Le choix n'était déjà plus très considérable chez le recruteur, quand mon frère a fait cette emplette. Ce sont trois couples, ou, si l'on préfère, trois ménages. Le ménage Hagué-Kouéto sera utilisable. La popinée Kouéto est une gamine drôlette, dont le parler est le plus joli gazouillis que l'on puisse imaginer : surveillée, elle pourra devenir une ouvrière à peu près passable. Son petit mari n'est pas maladroit, et ils sont remplis de bonne volonté.

Poara et Bolébou sont un couple d'adolescents; l'un et l'autre, des rosses, il n'y a pas d'autre mot.

Encore sont-ils jeunes, et peut-être s'amenderont-ils. Mais qu'espérer des père et mère de Poara, ce Garaï et cette Nani? Mon frère avait déjà jeté son dévolu sur deux célibataires d'assez bonne mine; le vieux Garaï a exprimé le désir de suivre son fils à Nassirah. Garaï est peut-être un père excellent; mais quelle mazette!

...Au bout d'un mois d'apprentissage, ni Garaï ni Nani n'ont appris à se servir d'une binette. Ils massacrent avec cet outil, tantôt les racines, tantôt même les branches des caféiers, dont le nettoyage leur est confié. Et paresseux!

Au contraire, l'élégance européenne n'a plus de secrets pour cette vieille chèvre de Nani. Les premières avances de fonds que nous lui avons consenties sur ses gages ont été

consacrées à la toilette. Aujourd'hui dimanche, après le déjeuner, la route qui traverse notre paddock nous a rappelé les grands boulevards. Toutes les Hébridaises à la promenade : onze taïos et quatre popinées, celles-ci en grand falbalas! Nani était revêtue d'une robe rose. Mais, comme le remarque judicieusement Tarigagasse, la robe n'est rien : le tout est de savoir la porter. Nani, pendant son séjour à Nouméa, aura longuement observé les plus chics popinées du chef-lieu pendant les concerts dominicaux que donne l'orphéon pénitentiaire sur la place des Cocotiers. Du jeu de l'ombrelle aussi bien que de celui de la robe, elle tire tous les effets qu'en peut tirer la plus provocante des demi-mondaines. C'est une révélation.

Il est vrai que Garaï, s'il ne sait pas manier la binette, excelle, comme chirurgien, à faire une incision avec un éclat de verre à bouteille. Il a déjà tailladé ici ou là la plupart de nos Hébridais. La confiance de Tarigagasse lui-même dans le sel d'Epsom diminue, et il nous parle souvent du besoin qu'il éprouve de se « faire tirer le mauvais sang » par ce guérisseur.

Mais Garaï est surtout une autorité chorégraphique. Au dire de Tarigagasse, il possède sur le bout du doigt la théorie du pilou-pilou des Hébrides. Nos Hébridais sont maintenant au nombre de seize, et, en face de nos Canaques calédoniens, forment, eux aussi, une nation : ils nous ont demandé la permission de dresser le pilou hébridais en face du pilou canaque, et nous avons toléré chez ceux-là le divertissement que nous tolérions chez ceux-ci.

Presque tous les soirs, on répète quelque figure du grand pilou solennel, qui doit être dansé le jour de Pâques devant les patrons.

Il serait plus juste de dire que les nouveaux venus initient nos anciens Hébridais à des rites qui leur sont à peu près inconnus. Tarigagasse, qui a été à l'âge d'environ cinq ans enlevé par un recruteur anglais en une rafle opérée dans l'île Pentecôte, n'a pas la moindre notion des danses de l'île d'Aoba, d'où sont originaires nos trois ménages. Éokène et Canoubé sont natifs des Salomon, et non des Hébrides. Ouramaï et Ouri-Ouri, Carus et Tari, Garoo et sa femme Lobi n'appartiennent pas à l'île d'Aoba. Mais, pour tout ce monde, ce sont les dieux de la patrie

commune que le vieux Garaï a apportés à Nassirah dans les plis de son manou...

Nous sommes allés, hier soir, ma femme et moi, assister, au clair de lune, à une de ces répétitions, qui aussi bien, étant proche de notre maison, nous eût empêchés de dormir.

Le spectacle était joli. Au flanc d'un mamelon inondé de lumière lunaire, et dont la pente se perdait, en bas, dans l'ombre d'un bouquet de vieux niaoulis, en cette grande paix nocturne de notre thébaïde, ces danses hébridaises, malgré les cris perçants dont elles étaient souvent coupées, avaient je ne sais quelle douceur mélancolique.

La danse, dans le pilou hébridais, a plus de rythme que le fanatique pilou calédonien. La mimique y est plus asservie à l'expression d'un sentiment collectif. La voix y chante, parfois, au lieu de siffler et de hurler.

Garaï et Poara, accroupis, marquaient savamment la cadence des mouvements, en frappant avec des baguettes sur des touques à pétrole. Les danseurs, sur deux rangs, enveloppés de la tête aux pieds de grands manous blancs qui les faisaient ressembler à des nonnes, paraissaient en proie à un délire religieux. Leurs chants et leurs pas avaient, par instants, comme une fièvre de volupté, et souvent aussi une langueur indicible.

Belle nuit océanienne, où les hommes étaient à l'unisson des choses, et où un passé, combien de fois millénaire, était en train d'agoniser doucement devant nous. Et Garaï lui-même, tapant sur sa touque à pétrole, était auguste dans son rôle de chef de chœur et de prêtre de cette douzaine et demie d'exilés.

Mais, en plein jour, le pilou hébridais est médiocre.

La musique et la mimique de certaines figures conservent un certain charme de mélancolie prenante. Mais tous les efforts vers la grandeur et le lyrisme n'aboutissent qu'à la mascarade et au tohu-bohu.

Pour ce pilou-pilou, qui devait faire de cette journée de Pâques une date à jamais mémorable dans les annales de Nassirah, Tarigagasse mettait de côté depuis plusieurs semaines les plus belles plumes que perdaient nos coqs et nos deux paons; peut-être même en chipait-il à ces volatiles. Des plus belles de ces plumes, Garaï a orné son chef. Il s'est tatoué, il s'est maquillé. Ce lamentable paillasse a été manifestement agité par

son dieu ; mais ce dieu nous a paru beaucoup moins sympathique au soleil qu'au clair de lune. Ce pilou a été froid comme une cavalcade historique dans un chef-lieu de canton.

Ah! n'ayez jamais chez vous quatre ménages hébridais ! C'est infernal ! Scènes, hurlements, batailles. Parlez-nous de l'innocence et de la paix de l'humanité, restée la plus proche de la nature. O Jean-Jacques !

Ce qui est terrible, c'est que toutes ces querelles ne manquent jamais d'être portées devant nous. Nous n'avons pas qualité pour prononcer divorce ou séparation de corps. Nous ne pouvons que prêcher avec assez peu d'efficacité le calme et la concorde.

Qui a tort, de Garoo, ou de Lobi? Je ne saurais vous le dire. Garoo, cela n'est pas douteux, est jaloux comme Othello. Mais Lobi est-elle Desdemona?

Lobi a disparu aujourd'hui pendant toute la journée, et Garoo a passé sa journée entière à la chercher à travers tout Nassirah. A midi, Garoo a, parmi beaucoup d'autres menaces, proclamé que, si la fugitive n'était pas rentrée avant la nuit, il brûlerait ses deux corsets et son ombrelle. Est-ce un effet de cette menace? Lobi, à la fin de l'après-midi, est rentrée au domicile conjugal. Il nous a fallu intervenir pour empêcher Garoo de l'assommer.

Éokène est en train de devenir le Brummel calédonien.

Venu à Nassirah à l'âge de douze ans, il en a dix-huit aujourd'hui. Il a contracté avec nous, la semaine dernière, un nouvel engagement de deux ans. Nous l'avons autorisé à aller passer quelques jours de congé à Nouméa.

Rentré hier, il a repris ce matin sa besogne auprès de notre maçon, à qui il gâche le mortier. En effet notre maçon, par je ne sais quel miracle, s'accommode très bien de la stupidité de ce collaborateur.

J'ai trouvé Éokène à son poste, fort congrument occupé à mélanger le sable à la chaux. Ses pieds nus, très noirs, émergeaient d'un pantalon blanc retroussé — un de ces riches pantalons de molesquine dont rêve tout Canaque. Gilet de piqué blanc, très ouvert. Cravate de soie rouge. Faux-col à pointes. Chapeau haut de forme. Court veston noir de garçon de café.

— Ce n'est pourtant pas aujourd'hui mardi gras? m'a dit notre maçon.

Éokène, lui, se sent sûr de son prestige. Il connaît mieux le cœur hébridais que notre maçon et que moi-même.

J'écrivais il y a un mois les lignes ci-dessus, parce qu'il y avait depuis quelque temps apparence que Kouéto s'en laissait conter par ce séducteur. Hagué nous paraissait n'en pas prendre ombrage.

Patatras! Vacarme! Kouéto vient de rompre insolemment le lien conjugal, et de contracter ouvertement une union adultère avec le Salomon Éokène. C'est lui qui partagera désormais avec elle le thé qu'elle transporte dans un ancien vase de nuit en fer émaillé, repêché parmi les pots cassés de Nassirah.

Hagué pleure comme un veau. Il est, j'en conviens sans nulle difficulté, plus digne d'intérêt à tout point de vue que sa petite gueuse de femme et que ce franc idiot d'Éokène. Mais je lui ai déjà une fois retrouvé sa Kouéto enfuie, et je ne ne peux pourtant pas m'astreindre à perpétuité à la fonction qu'il voudrait m'assigner. Et, pour juger en droit, je me déclare incompétent. Qu'il cherche une autre juridiction... s'il y en a pour ce cas.

La maison dite des Chinois, parce qu'elle fut primitivement construite par trois ou quatre Tonkinois, devenue depuis quelque temps le logis de deux de nos ménages hébridais, a flambé cet après-midi. Un feu de paille, c'est le cas de le dire : toit de chaume, parois en écorce de bois archi-sec, ce fut en un instant un tourbillon de flammes.

C'était une de ces bicoques que nos gens aiment à édifier, quand ils désirent fuir la foule. Nous les laissons en effet volontiers s'arranger à leur guise.

C'est pour Nassirah un dommage absolument insignifiant que l'incendie de la maison des Chinois. Mais l'Hébridais Garaï subit un véritable désastre. Bien que sa sottise seule en soit la cause, il n'est pas pour cela indigne de pitié. Pendant les trois années de son engagement, Garaï a été le plus gros capitaliste de tous nos employés. Économe, il a possédé à un certain moment plusieurs centaines de francs. Cette fortune était à l'abri dans notre caisse, et son titre de propriété sous la protection de la gendarmerie. Bien qu'il eût écorné plutôt qu'augmenté ces pre-

mières économies, il paraissait devoir remporter aux Hébrides un petit pécule à la fin de son engagement, qui est proche. Mais, ce pécule, à la dernière paie, il a tenu à l'avoir en main, à le palper, à le garder dans sa case, pour s'en sentir possesseur. Il aurait pu, et je croyais qu'il le faisait, porter tout son bien sur lui sous forme de billets de banque savamment enveloppés dans un mouchoir. Mais il a voulu posséder, nous venons de l'apprendre, une richesse plus sûre et en quelque sorte plus consistante que ces chiffons de papier. Depuis trois mois il constituait dans sa case, en vue du prochain départ, un trésor de boîtes de conserves diverses, de paquets de tabac, de pièces d'étoffe, même de litres de vin : tout un *store*! En un quart d'heure l'incendie a fait de la fumée et de la cendre de son saumon, de son vin, des robes de sa femme Nani, et du dernier de ces billets de banque que le ménage avait, à dire vrai, assez peu gagnés, mais qu'il possédait pourtant.

La stupidité de ces pauvres gens nous a souvent été à charge. Mais s'ils avaient perdu seulement leur cave dans ce désastre, ils eussent été plus que suffisamment punis.

LA TRIBU CANAQUE

Le village de la tribu est établi au bord de la rivière, à une portée de fusil de la maison.

Ce n'est aucunement un village canaque. Bâtiments en torchis, dont les murailles sont percées de fenêtres. Notre prédécesseur aurait pu y installer ses Tonkinois aussi bien que ses Calédoniens.

... Ces gens n'aiment pas ce campement. Ils rêvent déjà du village canaque qu'ils reconstruiront, à Nasairah ou ailleurs, une fois leur engagement de cinq ans terminé ; il aura, j'aime à le croire, meilleur air.

Dans la journée on ne trouve guère que les enfants du côté de la tribu. Les adultes, hommes et femmes, travaillent chez nous. Deux ou trois vieillards et autant de vieux-femmes sont partis soigner les plantations de taros, d'ignames et de canne à sucre... La marmaille baguenaude entre les cases ou dans le lit du *creek*.

Il a fallu l'apprivoiser. L'ancien propriétaire était bon pour ses Canaques. Mais c'était un célibataire...

Toujours est-il que notre invasion (de trois familles) les a beaucoup intrigués... Ils observaient de loin nos personnes. Ils rôdaient autour de nos maisons. Mais à la moindre alerte, ils détalaient et disparaissaient derrière un fourré avec plus de prestesse que les drôles de petits crabes de ce pays ne rentrent dans leurs trous de vase.

J'avais en vain chargé Samuel de les convaincre que nous ne sommes pas des ogres. Or Samuel, s'il l'avait essayé, n'y était pas parvenu.

J'ai enfin réussi à mettre par surprise la main sur le plus grand d'entre eux, et la capture du chef m'a livré la bande. Ils ne se se sauvent plus, et ils s'arrêtent en souriant sur notre passage.

La petite Philomène, fille des Calédoniens Désiré et Maria, est morte ce matin, victime d'une bronchite à laquelle il a été impossible de faire appliquer ponctuellement les soins convenables. Elle a « cassé sa pipe », comme dit le chef Samuel de cette pauvre petite de dix-huit mois. Ce n'est qu'une popinée d'ailleurs, et pour des Canaques c'est là une perte médiocre.

Nous l'avons enterrée ce soir, à quatre heures, dans un petit cimetière canaque. Cacasse regrettait amèrement, à l'occasion de cette cérémonie, d'avoir perdu un tuyau de poêle aux soies hérissées, devenu accordéon, dont naguère il ornait sa tête aux jours de fête ; du moins, comme quelques taïos, il a fait un semblant de toilette.

Maria sait qu'une mère affligée marque de la douleur. Désiré est correct. Le reste de l'assistance s'explique mal la bienséance que nous essayons de faire régner en ces funérailles. Raymond, oncle de l'enfant, charge sous son bras gauche la pauvre boîte enveloppée dans une nappe blanche, et le convoi se met en marche à travers les labours. A l'exemple des patrons, le plus grand nombre des taïos marchent dignement. Toutefois plusieurs fument leurs pipes. Les enfants courent sur les flancs du cortège, et ils se donnent des tapes dans le dos.

Quand chacun des assistants a jeté une poignée de terre dans la fosse, celle-ci est sur-le-champ comblée par le père et ses camarades. Puis, tandis que nous rentrons chez nous, les Canaques se rendent à la tribu, où les parents de la petite morte

font à tous les membres du cortège une abondante distribution de cannes à sucre, maïs, ignames et taros. Et toute cette agitation d'origine funéraire donnait ce soir à Nassirah un air de fête. N'est-ce pas Tolstoï qui admire comme sagesse suprême l'acquiescement à la mort ? Nos Canaques acquiescent, je vous le jure, au moins pour le compte d'autrui.

C'est, à l'ordinaire, dans un tohu-bohu dénué, non de tout pittoresque, mais de toute grandeur, que s'éveille et s'anime, au petit jour, notre tribu canaque, quand je vais m'assurer que chacun obéit à l'appel jeté dans l'air frais du matin par la corne du vigilant Tarigagasse. Je rencontre en chemin Raymond et Désiré, ponctuels observateurs de la consigne. Mais des popinées sortent tumultueusement des cases, pour avaler à la hâte leur écuelle de thé, où trempe du pain. Et je suis obligé de pousser du pied plus d'un dormeur sur sa natte.

Nos Canaques ont depuis hier pour hôtes des parents venus de Canala. En une démarche de haute courtoisie, le chef Samuel nous les a présentés.

O *Génie du christianisme !* Ce matin, à la tribu, j'ai trouvé tout le monde levé, ou, pour parler plus exactement, agenouillé et dans l'attitude de la prière, et en effet une popinée des étrangers, du nom d'Olympe, récitait en français la prière catholique du matin Hommes et femmes lui faisaient les répons. Même Édouard et Calixte, mes plus incorrigibles dormeurs, étaient là, un peu à l'écart, il est vrai, parce qu'ils prenaient leur thé en même temps qu'ils remerciaient Dieu de leur offrir au réveil cette nourriture ; mais ils mangeaient avec une religieuse modestie, l'œil fixé sur la récitante, et, même s'ils avaient la bouche pleine, il ne manquaient pas les répons. Des gamins, ne se rendant pas compte de ce qui se passait, montraient leur étonnement ingénu de la majesté inaccoutumée de cette reprise de la vie après le néant de la nuit... Si j'étais Chateaubriand... !

On vante avec trop d'exagération les commodités de la vie moderne, et l'ingéniosité de tant de machines et d'outils qui nous rendent aisées des besognes difficiles ou presque impossibles.

Nous avons actuellement, pour la cueillette du café, laquelle nous presse, un renfort de petits Loyalty, originaires de l'île de Lifou.

Leurs cheveux excèdent-ils la longueur que la mode impose ? Ou est-ce la saison où les Lifou doivent raser leur cheveux ? Ou, suivant un usage pratiqué parfois, détruisent-ils la forêt pour détruire les fauves, devenus trop nombreux, qui l'habitent ? Hier et aujourd'hui, après leur déjeuner, ils ont consacré le reste de leur repos de midi à s'entre-raser le crâne.

L'opérateur s'assied sur le sol, les jambes écartées. L'opéré s'assied, le dos tourné, entre les jambes de l'opérateur. Celui-ci a près de lui, à portée de sa main, des fragments de verre à bouteille. Il choisit un fragment dont l'arête lui paraît bien tranchante. Un bon rasoir va plus vite, mais non pas plus sûrement ni plus moelleusement en besogne. Quand le tranchant est émoussé, un autre éclat de verre. Coiffeurs et coiffés, remplis d'un égal bien-être par une facile digestion et par la splendeur du calme midi, chantent à deux voix.

Aujourd'hui, le Calédonien Calixte, me voyant à la main une boîte de fer-blanc vide, me l'a demandée pour en faire un gobelet. L'ouvre-boîte en avait terriblement mâchuré le bord, et l'avait comme garni d'une ronce artificielle. En un instant Calixte a égalisé les bords de son gobelet avec ses dents.

Il reste au bénéfice de la civilisation d'avoir fabriqué les bouteilles dont les éclats servent de rasoir, et la boîte de fer-blanc pour lait concentré, et aussi le vin et le lait concentré.

Le vieux Josimond est un beau type de Canaque, que cinquante ans d'occupation française auraient dû multiplier. Superficiellement il s'est assez peu européanisé. Il possède mal la langue française. Il porte le veston blanc ou kaki ; mais il préfère au pantalon le manou ou pièce d'étoffe nouée autour des reins. Il a pour maison la traditionnelle case canaque. Sans ombre d'ostentation, il se distingue nettement de ses congénères par une impeccable respectabilité. Il a le sens de la prévoyance et de l'épargne. Le travail n'est pas pour lui une corvée suivie d'une ripaille ; il en consacre le produit à l'acquisition d'objets utiles au bien-être des siens ou de lui-même. Il respecte sa femme : il ne la laisse pas porter le plus lourd fardeau. Son fils Hilaire, robuste garçonnet d'environ quatorze ans, est, dans toute l'acception de l'expression, un enfant bien élevé.

Josimond, parent du chef Samuel, est une recrue de la

tribu de Nassirah. Il n'y a été domicile qu'après avoir reconnu par lui-même que la constitution de cette cité lui assurait le respect de tous ses droits d'homme et de citoyen. Ce voisin est devenu pour nous le meilleur des voisins, quand il a constaté qu'il n'était que notre voisin : si nous avions prétendu à des droits sur lui, il ne l'eût pas toléré. Encore longtemps après qu'il a eu personnellement commencé à nous louer son propre travail (quand et pour le temps qu'il lui a plu), il a tenu à éprouver d'une façon décisive une aussi invraisemblable liberté : il a continué à réserver pour sa famille seule le travail de sa femme et de son garçonnet... Et puis, un beau jour, cet Hilaire que nous ne lui avons jamais demandé, il l'a spontanément envoyé se joindre à tous les jeunes taïos de son âge qui travaillent à Nassirah.

La Fête des ignames a été, cette année, celle de l'inauguration en quelque sorte officielle du village canaque que la tribu a enfin construit, au pied et dans une anfractuosité du Ouitchambo, au lieu dit Nagouné.

Pauvre petit village ! Ce n'est qu'une épave de tribu, et six ou sept cases carrées ou rondes suffisent à loger tout ce monde. Mais au moins est-ce bien l'agglomération canaque. Peut-être eût-ce été un progrès qu'ils l'eussent davantage européanisée. C'était leur rêve de se retrouver chez eux, dans un village semblable à ceux d'où leurs familles furent chassées à la suite des horreurs de l'Insurrection de 1878. Leur joie et leur fierté sont plaisantes à voir.

Nagouné est beaucoup plus singulier que joli. Mais quel isolement ! quelle paix !...

Nous nous sommes donc tous rendus pour la fête des ignames chez nos voisins de Nagouné, qui nous ont fait avec une touchante bonne grâce les honneurs de chez eux. Il nous a fallu tout voir, entrer partout.

Nous avons reçu, comme à l'ordinaire, notre cadeau de fête, ainsi que leurs invités des tribus voisines et alliées. C'est l'igname qui est le roi de la journée.

Chacun des lots attribués aux invités en contient un spécimen de toutes les variétés cultivées par la tribu. Les ignames sont déposés sur un lit de cannes à sucre. Au-dessus des ignames, les taros. Au-dessus des taros, un régime de bananes.

Au-dessus des bananes, des poissons fumés. Au-dessus des poissons, un beau crabe vivant, étroitement garrotté au moyen de fibres... La confection de ces lots, qui sont étendus sur la place du village, est une grosse affaire : toutes les autorités de la tribu y participent. Le vieux Josimond me paraît être le grand maître des rites.

Les ergots poussent à Baptiste, fils du chef Samuel, et dans sa colère aussi bien que dans son audace, ce gosse, il faut l'avouer, a quelque chose de royal. Il s'est attaqué aujourd'hui au lourd, mais musculeux Canoubé, le plus noir de nos Hébridais. La lutte nous paraissait inégale entre ce Goliath et ce David. Mais celui-ci n'a pas redouté le pugilat, et la grêle de ses coups a hébété et paralysé son massif adversaire.

Baptiste était superbe de rage et d'adresse à la fois. Et quel orgueil ! Au pachyderme noir, l'agile prince à la peau de bistre assénait ses plus dures bourrades au cri :

— Sale *black-fellow !* (Sale nègre !)

J'aime beaucoup la fierté irréductible des meilleurs de nos Canaques Calédoniens, et « à leur voir verser des pleurs pour un affront ». D'autres gens, qui voudraient les traiter en esclaves, voudraient aussi qu'ils eussent l'âme servile.

Samuel est mort.

Il n'a régné que deux ans sur la tribu que, après vingt années d'exil et d'épreuves diverses, il est parvenu à reconstituer à Nagouné, dans une vallée occupée jadis par ses pères.

Il n'a que très imparfaitement réalisé son rêve qui était de rallier autour de son bâton de chef planté sur sa case tous les membres épars de l'ancienne tribu de sa famille. Même, pour assurer la durée de cette œuvre incomplète, il a dû, en réglant, d'accord avec sa tribu, la succession au trône, sacrifier les droits de son sang. En effet, s'il avait reconstitué une tribu, il n'en était pas le chef héréditaire.

J'ajouterai qu'il a beaucoup souffert. Il était depuis longtemps vieilli avant l'âge et infirme, et, dans ces dernières temps il a été abominablement rongé par la lèpre qui vient de l'emporter : il s'était, avec sa femme, soumis spontanément à l'isolement.

Pourtant, il me le disait encore il y a un mois, il sera mort

content, parce qu'il savait que son œuvre vivra et grandira. S'il s'attristait un peu que la direction des destinées de sa tribu échappât à sa propre postérité, toutefois ce n'était pas un caprice populaire, c'était l'esprit même de la tribu qui avait replacé l'autorité là où elle devait être pour développer toute sa fécondité.

Samuel, au temps où, serviteur à gages, il menait paître les moutons de Nassirah, s'était montré fort médiocre berger. Il s'est montré grand pasteur de peuple, et, avec cela, plus stoïcien que Marc-Aurèle lui-même.

Citez-moi donc un prince qui n'ait cessé d'agrandir ses États sans employer la violence! Ce n'est pas que Samuel, s'il l'avait pu, n'y eût pas recouru, le cas échéant; mais nous ne lui laissions en main d'autre arme que la persuasion.

Combien de Canaques, pendant son règne de deux ans, sont venus librement prendre place autour du foyer qu'il a rallumé!... Ses frères Avit et Isidore, accompagnés de leurs femmes, le sage Josimond et sa famille, Aïma, Béani, Maïane, éternels vagabonds qu'aucun lieu ne pouvait retenir. Maïane et Aïma ont pris femme à Nagouné. Et d'autres signes de toutes sortes font connaître l'intensité du rayonnement de la tribu restaurée par Samuel, dite tribu de Nassirah.

Je n'oserais pas affirmer que le Canaque Maïane n'est pas mort empoisonné.

On est venu tantôt de la tribu chercher sa femme, Marie, qui travaillait dans la caféerie. L'un de nous s'est rendu à Nagouné. Nous n'avons plus à Nassirah notre médecin. Le médecin le plus proche réside à dix lieues de là. Maïane déclare d'ailleurs qu'il est f... Peut-être connaît-il l'origine de son mal. Peut-être la connaît-on autour de lui.

Tout le monde estime qu'il n'y a rien a faire. Il a le ventre prodigieusement enflé. Maïane n'a pas voulu essayer de se défendre au moyen des drogues que nous eût fournies la pharmacie de Nassirah. Il est mort à la fin de l'après-midi.

Il se passe à côté de nous, dans cette petite collectivité canaque, des drames que nous ne pouvons pas pénétrer, mais seulement soupçonner. Maïane était un Canaque récemment incorporé dans la tribu, à laquelle il n'appartenait pas par le sang. Il s'y était marié, preuve qu'il y était mieux que toléré.

Est-il victime de quelque jalousie farouche ? Si la tribu croit à une vengeance, elle ne le laisse pas voir, ou du moins elle ne le dit pas. Elle a ses chefs naturels, qui sans doute règlent ces sortes d'affaires conformément aux vieilles lois de la race.

Les Canaques, chacun le sait, sont des maîtres dans l'art de l'empoisonnement.

Athanase est rentré à Nassirah au bout de deux ans d'absence.

Athanase, jeune Calédonien de dix-sept ou dix-huit ans, avait résolu de traiter magnifiquement un jeune camarade de passage, et pour ce il avait attrapé dans notre basse-cour quatre poulets de deux mois. Avec son hôte, il les avait plumés, et il était en train d'achever leur toilette au bord d'une jolie mare ombragée de notre creek lorsque, survenant inopinément, je troublai les préparatifs de la fête.

Le visage sévère, j'ordonnai au délinquant de me suivre à la maison, avec ses quatre poulets. Il se mit en marche derrière moi, accompagné de son complice. Tout en marchant, il mesura comme moi, mais beaucoup plus vite que moi, le châtiment dont pareil crime devait être puni. Le résultat de son calcul le foudroya, mais ne le paralysa pas. D'un bond, lui et son camarade, ils eurent disparu dans la brousse, fort épaisse en cet endroit. Jamais je n'ai assisté à plus prestigieux escamotage. Par une touchante délicatesse, Athanase n'avait pas emporté ses quatre poulets, mais il les avait jetés sur le sol. Je les ramassai. Nous ne revîmes pas Athanase.

Il n'eût tenu qu'à nous, je ne dis pas de le faire rattraper par la gendarmerie, car la gendarmerie ne rattrape que les Canaques qui y consentent, mais de le faire inquiéter dans le refuge qu'il avait choisi. Nous lui souhaitâmes bon voyage, nous bornant à informer ses camarades que nous lui rouvririons sans rancune notre porte, quand il lui plairait de revenir.

Vital, fils du vieux Jérémie, avait suivi son père de l'Ile des Pins à Nassirah. Mais son père lui-même et Samuel, incapables de gouverner ce gamin vicieux et redoutable, avaient demandé à notre prédécesseur d'agir pour qu'il fût éloigné de Nassirah, et il avait été renvoyé à l'Ile des Pins.

Il s'était enfui jusqu'à Thio. Là, sous un nom d'emprunt, il avait contracté un engagement de deux ans chez un particulier. Son engagement terminé, il a repris la route de Nassirah. Ce matin, il a reparu : en souriant avec une malicieuse confusion, il m'a redemandé sa binette, pour aller travailler dans la caféerie.

Samuel, à l'occasion du nouveau pacte d'alliance conclu entre son peuple et Nassirah, nous a priés d'obtenir de l'autorité la grâce et le retour de l'exilé. Tant y a que Vital est revenu. Ce n'a été pour personne une très heureuse récupération.

Non pas qu'il ait été le pire de nos travailleurs. Il en a été le plus maussade et le plus revêche ; mais il est très vigoureux et passablement adroit, et, tel quel, il a fait encore un meilleur service que plusieurs des sept propres à rien Néo-Hébridais que nous possédons présentement. Nous n'avons à lui reprocher aucun fait d'indocilité déclarée.

Au physique et au moral, une formidable jeune panthère noire, que la crainte seule contient. Il n'aurait pas osé attenter de nouveau à la discipline de la collectivité canaque proprement dite. Il est grincheux avec ses jeunes camarades de sa race presque autant qu'avec ses patrons ; mais à la première de ses incartades ils feraient bloc contre lui. Même à l'égard de ses compagnons de travail Néo-Hébridais, il a été longtemps empêché de déployer en toute liberté ses mauvais instincts et l'inquiétant dynamisme dont la nature l'a pourvu. Autant qu'ils pouvaient, ils évitaient au moins toute familiarité avec lui. Mais ce stupide bétail n'a opposé à la panthère noire aucune résistance ni collective ni individuelle, et n'a pas même émis un bêlement, quand elle s'est approprié d'un coup de patte la plus appétissante femelle du troupeau.

Sur ladite femelle, qui n'est autre que l'épouse de ce gentil benêt de Hagué, je ne jurererais pas qu'il ait eu pour unique ascendant celui de la terreur. Mais si quelque sentiment coupable pouvait être imputé avec justice à Kouélo dans la circonstance, elle trouverait quelque excuse dans la couardise de tous les siens. En effet j'ai assisté, sans être vu, à la scène suivante... il y a quelque dix jours.

Le trio de nos ménages hébridais, renforcé du Salomon Éokène, rentrant du travail à midi, défile sous les flamboyants de la terrasse de l'écurie. Il défile à dix pas devant Vital, qui

est assis sur le mur bas de cette esplanade et fait indolemment baller ses longues et nerveuses jambes noires. Vital lance un coup de sifflet sec et impérieux, et a un mouvement de tête qui appelle. Mes sept Hébridais sont cloués sur place. Second signe de tête du Canaque aux pieds ballants, au masque impassible. Kouéto se détache avec raideur du groupe pétrifié, fait deux ou trois pas. Elle s'arrête et se retourne vers le troupeau, qui demeure hébété. Lentement, l'échine molle, elle va à Vital. Celui-ci n'échange que quelques mots avec elle et la renvoie.

Nous sommes presque toujours intervenus en pure perte, quand on nous en a priés, dans les démêlés conjugaux ou sentimentaux de notre personnel. Nulle violence caractérisée dans le cas présent. Aucun appel au secours. Je ne me suis pas montré.

Hier, à la reprise du travail, Hagué, assisté du vieil Hébridais Garaï et du jeune Calédonien Édouard, est venu me supplier de lui retrouver et ramener sa Kouéto disparue depuis environ dix heures du matin. Il pleurait à chaudes larmes... Les lèvres tremblantes, il m'a exposé qu'il a connu Kouéto toute petite, qu'il l'a très régulièrement achetée et payée à ses parents et qu'elle est sa propriété. J'ai répondu que je ne pouvais pas entreprendre de courir après le ravisseur à travers tout Nassirah, mais que, si on découvrait sa retraite, j'irais lui reprendre sa victime,... ou sa complice.

Les fugitifs n'ont été retrouvés qu'à la nuit. Je venais d'achever de dîner — aux lumières — quand les poursuivants sont venus me faire part de leur certitude que le couple s'était réfugié et enfermé dans l'ancienne case de Garoo... isolée dans la brousse à cinq ou six cents mètres.

J'ai mis une lanterne entre les mains du mari outragé; mais je n'ai pas voulu d'autre aide que celle d'Édouard, beaucoup mieux préparé que moi à enfoncer une porte d'un coup d'épaule. Malgré la lanterne, nous avons abordé la case sans donner l'éveil aux occupants... s'ils y étaient encore... La porte était fermée au moyen d'une chaîne. Édouard l'a culbutée d'une poussée magnifique. Vital et Kouéto dormaient côte à côte sur l'ancien cadre de Garoo. Vital dormait d'un sommeil si calme ou du moins si lourd qu'il n'a pas eu la brusque réaction de bête surprise à laquelle je m'attendais : la panthère s'est étirée en bâillant. Kouéto, en me reconnaissant près de son époux, s'est aussitôt employée à voiler sans hâte les trésors qu'elle avait

intégralement offerts à son ravisseur. J'ai invité Vital à reprendre son sommeil, si le cœur lui en disait.

Je ne l'ai pas revu. Au réveil, il a annoncé à ses camarades de la tribu qu'il quittait Nassirah. Bon voyage! Nous avons sans peine tantôt dissuadé Samuel de rien tenter pour remettre la main sur cet indésirable sujet.

Quel épilogue moral je pourrais aujourd'hui donner à cette histoire du méchant Vital! Livré à la seule justice divine par le dessaisissement de la justice de sa tribu, il s'était réfugié à Thio. Il vient d'y mourir, âgé à peine de vingt ans, en quelque sorte de mort violente. Le ciel l'a puni? Si vous voulez. Mais tout de même c'était aussi un rudement beau fauve! Il est mort en se battant par jeu contre une bête de sa trempe atteinte de la rage, en entreprenant de franchir à la nage les courants furieux de la Thio coulant, non à plein lit, mais à pleine vallée.

Nous avons ouvert une école du soir pour la jeunesse canaque.

Certains prétendent qu'il est plus aisé de commander à des brutes qu'à des hommes. C'est peut-être vrai. Mais nous sommes venus ici trop vieux pour apprendre à nous servir du nerf de bœuf, et puisque nous sommes ainsi obligés de traiter les Canaques comme des hommes, il convient de tâcher qu'ils soient le plus hommes possible. Ces braves gens nous ont donné leur confiance ; en l'éclairant, nous ne la perdons pas.

...Le résultat dépasse nos espérances. L'ouverture de l'école, ou, comme ils disent, de *la lécole*, a été accueillie par nos petits taïos avec une allégresse que nous n'avions pas prévue. Ils sont exacts et empressés à s'y rendre, et ils sont, en classe, d'une application exemplaire. Ce n'est pas assez dire : dans Soumé, fils du défunt chef Samuel, dans Soumé, qui suit d'un pas inégal l'allure accélérée de ses camarades, se marque le plus naïvement le sentiment que tous éprouvent : c'est une marche à l'étoile.

Si vous les voyiez, Hilaire, Gabriel, Francis, Césaire, Soumé, Isidore, se ranger ardemment le long des tables, se raidir chacun à son tour pour épeler les lettres, les syllabes et les mots que la maîtresse a tracés sur le tableau noir! Prodige plus grand : après des exercices préparatoires faits à la craie sur des

ardoises, plumes et cahiers d'écriture ont été mis entre les mains des écoliers. Ces gamins, qui s'asseyent devant une page de papier blanc, rentrent du travail des champs. Ils ne sont pas tous également doués pour la calligraphie ; mais leur page, à tous, est nette et propre à souhait. Soumé lui-même, trahi dans son effort par l'inhabileté de ses doigts, a un cahier fort décemment tenu. Gabriel est né pour les mathématiques. L'addition et la soustraction n'ont été pour lui qu'un jeu, et voilà qu'il entre d'une démarche aisée dans les difficultés de la multiplication. Le grave Hilaire, fils du vénérable Josimond, est, en tout, le modèle des écoliers, mais la perle de la classe, c'est le petit Francis, fils de notre bon Désiré, Francis, si menu, si discret, si sage, si adroit, et si vif.

La classe a lieu dans le magasin à café, le soir, après la fin du travail. Les écoliers battent d'eux-mêmes entre eux le rappel pour *la école*. Ils viennent chercher près de la patronne et maîtresse les cahiers, les ardoises, les lampes, tous les objets nécessaires au culte. C'est une fête. Ah ! les braves enfants !

La classe du dimanche matin est consacrée à un enseignement par l'image. La maîtresse commente des reproductions des plus merveilleux phénomènes de la nature, des miracles de l'industrie, des scènes variées de la civilisation. Et, tout yeux et tout oreilles, les six petits bonshommes, se poussant du coude, ont de longs sifflements d'admiration.

Là-bas, dans le Nord, cela prend désagréable tournure, cette agitation canaque d'origine obscure, qui pour la première fois depuis vingt-sept ans, oblige l'autorité à prendre des précautions militaires. Ces Poyes, qui sont dès maintenant ouvertement sur le pied de guerre, se défendent encore très vivement d'être des rebelles ; mais au moins ils refusent de s'en remettre à la juridiction française pour résoudre telle revendication très embrouillée qu'ils élèvent... il est malaisé de discerner au juste contre qui.

L'année 1878 ou de l'insurrection canaque est pour les Calédoniens ce qu'est pour les gens de France l'année 1870 ou de la Guerre. Les Vieux-Calédoniens qui ont aujourd'hui vingt ans passés disent de tout événement historique qu'ils relatent : « C'était tant de temps avant... ou après l'Insurrection. »

Cette insurrection éclata par de soudains et hideux massacres,

agrémentés d'horreurs sadiques. Bouloupari, notre *centre*, fut, le 25 juin, le théâtre d'un carnage, particulièrement terrible : 31 personnes (dont beaucoup d'enfants), 28 condamnés, 8 libérés, 11 Néo-Hébridais, et 2 Canaques indigènes furent tués.

Nous ne pouvons pas ignorer cette histoire. Deux couples de cocotiers marquent à Nassirah l'emplacement de deux des villages qui formaient, en 1878, du petit bassin encaissé de notre Oua Tomboué, une sorte de rûcher de Canaques, et qui ont été rasés au cours de la campagne de répression. C'est même de la tribu de Nassirah que seraient partis, à la fin d'un pilou-pilou, les massacreurs de Bouloupari ! Enfin nos amis de Nagouné sont les survivants des tribus qui ont fourni les assassins des familles Mostini et Fricoté.

Malgré ces leçons, nous voulons faire fond sur le loyalisme de nos Canaques. Ce n'est pas, quoi qu'on puisse nous en dire, tout à fait déraisonnable, puisqu'il s'est trouvé, en 1878, des Canaques qui ont partagé le sort des Blancs. Il est vrai que le colon Houdaille, de qui la mémoire reste entourée d'une si vive sympathie, fut tué avec dix autres Européens par des Canaques qui lui étaient d'abord demeurés fidèles pendant trois mois.

Quoi qu'il en soit, cette affaire des Poyes n'alarme pas encore proprement la population de la Brousse, et à Nassirah nous dormons, comme d'ordinaire, sur les deux oreilles. Toutefois, depuis quelques jours, je commence à trouver un peu bien nombreux et réguliers, pour être œuvres machinales de passants qui musardent, les nœuds faits à des branches ou à des lianes, les herbes tressées, les « graffiti » sur les roches, que je rencontre ici ou là tout autour de nous, à des croisements de routes. Je connais seulement l'existence et non les signes de ce langage cabalistique canaque. Ceux-là, si c'en est, nous désignent-ils à l'extermination, ou nous couvrent-ils d'un tabou ?

MARC LE GOUPILS.

GEORGES SOREL

THÉORICIEN DE L'IMPÉRIALISME

Présenter en un rapide tableau la pensée de Georges Sorel et son influence sur notre époque, c'est une tâche bien difficile, tant cette pensée offre d'apparent désordre, tant les résultats de cette influence semblent incohérents et contradictoires (1). C'est pourtant une tâche des plus opportunes, s'il est vrai, comme on l'entend dire, que Georges Sorel ait été prophète, s'il est vrai que cet esprit ait eu le don de sentir ou de pressentir avec une exceptionnelle vivacité, les forces sociales, les impulsions collectives les plus agissantes de l'Europe contemporaine, bien avant l'heure où elles se sont manifestées dans des événements qui les ont rendues visibles à tous. Les disciples qui lui en attribuent le mérite exagèrent-ils? C'est bien possible. Il y a toutefois deux faits qui nous donnent à réfléchir. On nous rapporte que l'illustre promoteur du *risorgimento* intérieur de la nation italienne salue volontiers en Sorel un maître de sa jeunesse, en la doctrine de Sorel une inspiratrice plus ou moins lointaine de son action. Et, d'autre part, on nous assure que Sorel aurait eu comme second fils spirituel, qui? Lénine. Celui-ci n'a, que je sache, jamais déclaré cette filiation. C'est Sorel lui-même qui s'est flatté de cette paternité. Comme un journal lui reprochait, à lui, le théoricien de la « violence »,

(1) Georges Sorel, né à Cherbourg en 1847, mourut à Boulogne-sur-Seine en 1922.

d'avoir proclamé les principes que le gouvernement de Lénine mettait sanguinairement en œuvre, il répondit par l'apologie du bolchévisme. Ce fut l'objet de ses suprêmes écrits. Il mourut un peu avant que la réaction de l'Italie contre la décomposition bolchéviste qui la gagnait n'eût éclaté ou du moins abouti Lui aurait-il, s'il eût plus vécu, accordé, à elle aussi, sa bénédiction paternelle? Je suis très porté à le croire. Car cette inconséquence apparente n'eût été de la part de Sorel que conséquence à lui-même. Le cas est curieux. Et peut-être n'est-il point dans le fond aussi absurde qu'on pourrait penser.

LES RÉFLEXIONS SUR LA VIOLENCE

Sorel est pénible à lire. Non pas précisément qu'il écrive mal. Sa diction a de la netteté, de la force, de la saveur. Mais il écrit sans ordre ni continuité. Et cela, sur des matières qui demanderaient plus que d'autres un enchaînement rationnel et une suite sensible entre les idées. C'est pourquoi son œuvre n'a pas atteint le public et ne sera jamais appréciée que d'un petit nombre.

Pourtant sa carrière ne s'est pas entièrement écoulée dans l'obscurité. Il a eu sa saison d'éclat, tardive et brève. Après plus de vingt années de production surabondante sous le boisseau, il y a eu un moment où il est presque devenu à la mode. Le livre qui lui valut ce succès n'était ni de lecture plus agréable, ni moins hérissé d'idéologies ardues que ses précédents écrits. Du moins le contenu s'en laissait-il ramener, moyennant une simplification un peu grosse, qui n'était pas une trahison, à une thèse intelligible pour tous sur le rôle nécessaire de la violence comme moyen d'action des partis. Tous les partis pouvaient en tirer leçon. Les considérations de Sorel revenaient à leur dire que, s'ils ne se contentaient pas de goûter dans l'excellence présumée de leurs idées respectives un sujet de satisfaction platonique, mais que leur volonté fût réelle de mener ces idées au succès et d'y plier les événements, ils n'eussent pas à trop s'en remettre aux moyens de persuasion et aux procédés parlementaires. Ils en devaient avoir à leur disposition de plus énergiques, attendu que les arguments frappants sont, après tout, les plus persuasifs, et que les beaux yeux des idées ne leur servent pas à grand chose pour réussir

en ce monde si elles ne sont également armées de pieds et de poings. Encore le réalisme de Sorel laissait-il entendre qu'à choisir, c'est des beaux yeux qu'elles pouvaient le mieux se passer. Cette constatation ne l'attristait pas, comme il eût paru naturel. Il semblait s'en féliciter au contraire avec une sorte de joie spartiate, comme si cette franche conversion des luttes politiques en parties de boxe eût été la seule manière d'échapper au règne des rhéteurs byzantins et de leurs stériles parlottes, comme s'il n'y avait pas eu entre cela et ceci un milieu, un large milieu pour l'honnête exercice de la pensée, les controverses de bonne foi, les recherches mutuelles de la vérité et du bien. Il est vrai que la conception de Sorel ressemblait beaucoup à la philosophie politique que le partisan le plus impulsif et le plus brutal eût tirée sans peine de son cerveau. Mais chez lui, elle avait des dessous savants. Elle se rattachait à toute une philosophie de l'histoire, à toute une métaphysique des rapports entre l'idée et l'action. Le public ne sonda pas ces mystères. Il en ressentit le prestige.

Que la vogue du « théoricien de la violence » n'ait guère duré, les terribles aspérités de sa manière d'écrire pourraient en rendre suffisamment compte. Mais il y avait surtout une raison intrinsèque pour que la faveur publique, ainsi acquise à Sorel, ne tardât point à se dissiper, quand même il aurait écrit ou composé plus normalement. Sa conception impliquait une équivoque profonde. Et cette équivoque était pour beaucoup dans l'heureux sort de son livre, dans la rencontre des esprits, divers de tendance et d'origine, qui s'accordèrent un moment à le suivre et le célébrer, mais ne tardèrent pas à comprendre leur malentendu.

Sorel prêchait la violence. Il en attendait la régénération de son époque. Il la confondait volontiers avec l'héroïsme, du moment qu'elle s'exercerait au profit d'une cause générale à laquelle les individus convaincus de sa justice devraient au besoin s'immoler. Autant dire qu'il prêchait la révolution. Car il n'est, en fait de changements politiques ou sociaux, que les changements révolutionnaires qui exigent nécessairement une action violente. Mais la révolution, en quel sens? Et pour quel objet? Le régime constitutionnel, libéral, parlementaire, démocratique à divers degrés, qui est devenu, depuis bientôt un siècle et demi, celui de toutes les nations occidentales, est sujet à deux

sortes de révolutions, directement opposées entre elles : la révolution « par en bas », comme on dit vulgairement, et la révolution « par en haut »; la révolution d' « extrême gauche » et la révolution d' « extrême droite »; la révolution sociale pour l'établissement du communisme, et la révolution politique pour l'établissement du pouvoir personnel absolu. Laquelle des deux Sorel recommande-t-il? Entre les partis révolutionnaires, les partis de violence et de coups de force, quel est le sien?

Qu'on ouvre un peu au hasard ses nombreux écrits jusqu'à la date des *Réflexions sur la violence*, celles-ci comprises, il semble qu'il ne puisse y avoir de doute. Son parti est le socialisme révolutionnaire selon Marx et selon Proudhon, qu'il s'applique à réconcilier. Le régime que le langage commun appelle, comme nous venons de le faire, constitutionnel, libéral, parlementaire et démocratique, il le dénomme, lui, « capitaliste » ou « bourgeois », conformément à la doctrine de ce parti, qui veut que les formes politiques d'une société et d'un temps ne soient jamais que des conséquences et des dérivées de leur état économique, état qui serait essentiellement caractérisé aujourd'hui par la division de la société en deux classes, l'une oppressive, l'autre opprimée, et dont tous les intérêts s'opposeraient : « capitalistes », d'une part, salariés ou « prolétaires » de l'autre. C'est ce régime qu'il juge en désaccord avec les conditions nouvelles du monde, et qu'il déclare l'heure venue d'assaillir victorieusement. L'ordre nouveau qui veut être, et auquel il faut, selon lui, frayer révolutionnairement la route, est celui qui, ayant supprimé le capital, et sa conséquence, le salariat, fera passer aux mains des travailleurs les sources de richesses et moyens de production présentement possédés et exploités par le capital.

Jusqu'ici rien de plus connu. Au talent près, rien de plus commun. Si telle a bien été la position de Sorel, il n'y a qu'à lui consacrer son chapitre dans l'histoire des doctrines et des doctrinaires du socialisme, spécialement parmi les théoriciens qui se sont occupés du syndicalisme ouvrier, entendu au sens socialiste.

Comment donc est-il advenu cette chose étrange et paradoxale? Sorel, tant que son nom n'avait pas atteint le public, ne possédait d'admirateurs et d'élèves que dans l'étroite et sombre chapelle des « intellectuels » du syndicalisme révolution-

naire. Quand les *Réflexions sur la violence* l'eurent mis en vue, qui lui fit fête, qui l'applaudit? Principalement des conservateurs, je dirai même des « réactionnaires », si l'on me permet de désigner conventionnellement par ce mot un conservatisme un peu moins réfléchi, un peu plus impulsif, un peu plus aigri peut-être qu'on ne le voudrait quand on est soi-même conservateur. Le succès des *Réflexions sur la violence*, où l'on ne pouvait prétendre que l'auteur eût mis de l'eau dans son vin, puisqu'il y célébrait avec ferveur les beautés de la grève générale, fut un succès de « droite » et d'extrême droite. A partir de là, les groupes socialistes se détachèrent de lui comme il se détachait d'eux. Et ce furent plus spécialement de jeunes néo-royalistes qui le glorifièrent, comme si, sous le courant apparent de ses idées socialistes, ils en eussent discerné ou senti un autre qui portait de l'eau à leur moulin.

Voilà l'équivoque. Existait-elle dans l'esprit de Sorel lui-même, qui aurait, en ce cas, prêché l'héroïque assaut de la barricade parlementaire, constitutionnelle et libérale, mais hésité sur le point de savoir s'il valait mieux le livrer au profit de la dictature aristocratique ou au profit du socialisme? S'il en était de la sorte, les motifs d'une telle hésitation pourraient se révéler fort instructifs et intéressants, pour ceux-là surtout qui estiment que ce qui existe depuis longtemps a par là même du bon et qu'il est plus sage de travailler à l'améliorer que de le faire sauter en l'air.

G. SOREL DÉCOUVRE KARL MARX

On raconte que Malebranche, tout jeune encore, et mécontent de la scolastique qu'on lui avait apprise à l'École, ne savait à quel système se vouer, quand, bouquinant chez un libraire de la rue Saint-Jacques, il tomba sur le *Traité de l'homme*, de Descartes. Ce lui fut le coup de foudre révélateur. Le cartésianisme l'avait conquis. Les futurs biographes de Sorel auront à nous indiquer le jour et le lieu, où, en proie à la même humeur, il découvrit quelque ouvrage de Karl Marx, dont il fut pareillement subjugué.

Cette séduction fut d'autant plus prompte que la doctrine de Marx, indépendamment de ses autres mérites, flattait la plus chère passion de Sorel. Ancien élève de l'École polytechnique,

ingénieur des Ponts et Chaussées, Sorel a dû savoir les mathématiques pour ses concours, et l'art de construire des routes, qui était son métier. Par goût, il s'est intéressé avant tout aux sciences morales ou sciences de l'humain. Les questions de critique historique, d'histoire des idées et des mœurs, de psychologie religieuse, d'exégèse, d'économie politique ont très fortement excité sa curiosité ; elles forment les sujets de ses principaux écrits. A coup sûr, Polytechnique l'y préparait mal. Il est trop sensible, quand on lit ses livres, que ces questions, il les abordait sans études. Mais, comment être plus royaliste que le roi ? Ce défaut d'études, il a été le premier à le reconnaître. Loin qu'il ait cherché à y remédier, il l'a trouvé bon ; il y a puisé une raison de confiance en lui-même. Au moins, ce qu'il pouvait avoir d'invention personnelle ne serait-il point troublé par la servitude des préjugés et des notions toutes faites. Il a prétendu répudier, par principe, toute idée reçue, se délivrer particulièrement de celles qu'il tenait ou se figurait tenir de son éducation classique et scolaire, se replacer dans la position de l'homme qui a tout à apprendre, faire de lui-même, selon sa propre expression, un « autodidacte ». Cet audacieux parti répondait sans doute chez lui à un certain goût natif d'indépendance et de fronde, à un certain préjugé romantique puisé dans l'air du siècle contre les disciplines intellectuelles en général, à une certaine manie polytechnicienne de tout systématiser. Il n'eût pas osé toutefois le prendre ni l'afficher aussi délibérément sans les motifs justificatifs que la philosophie de Marx lui en fournissait.

Que lui disait-elle ? Que le fond d'idées qui a crédit et qui passe pour faire autorité sur ces profondes matières est « bourgeois », que c'est la bourgeoisie qui, comme classe dominante de la société moderne, l'a façonné au service de ses intérêts et de son prestige de classe, l'a fait prévaloir en tant que justifiant et glorifiant, de manière directe ou indirecte, sa domination, en tant que soutien et auréole à la fois pour elle.

Or cette puissance séculaire de la bourgeoisie a terminé, si nous en croyons le marxisme, son cours ; elle touche à sa fin. Elle fléchit, avec l'ensemble historique dont elle faisait partie, sous la poussée des transformations sociales consécutives au développement de la grande industrie moderne et à la montée du prolétariat, héritier déjà désigné. Les conceptions où elle

s'épanouissait se périment. C'est un arbre d'où se retire la sève et qui ne peut plus donner de fruits. Place à une philosophie nouvelle, à une morale, à un droit nouveaux en accord avec les exigences de l'âge social qui vient, et qui verra succéder à l'empire conjugué du capitalisme et de la culture classique luxueuse et vaine celui de l'association ouvrière et d'une pédagogie exclusivement tournée vers l'utilité et vers la vertu. Sorel dut se réjouir de voir combien la théorie de Marx donnait raison à son insurrection spontanée de collégien réfractaire contre son maître de rhétorique. L'addition de ses indocilités à l'égard de ses professeurs universitaires eut pour somme sa complète docilité à la théorie de Karl Marx.

Les idées que cette philosophie de l'histoire l'induisait à discréditer comme n'offrant plus dans l'époque nouvelle que des choses mortes, forment un ensemble qui n'est de peu de poids ni de peu d'éclat. Il faut dire que, d'après Sorel, l'hégémonie sociale de la bourgeoisie, politiquement consacrée depuis la Révolution, a commencé en réalité à la Renaissance, succédant à l'âge de la féodalité et de la chevalerie, et se liant d'un lien de plus en plus étroit à la monarchie absolue. Ce serait donc dans les doctrines et les disciplines, dans les créations philosophiques et poétiques qui ont fleuri au cours de ces quatre siècles et qui en ont fait le plus haut renom, que le génie bourgeois aurait trouvé son expression spécifique, à la fois intéressée et fastueuse, mais devenue pour nous encombrante. Telle est bien la thèse de Sorel. L'humanisme gréco-latin, le cartésianisme, l'encyclopédisme, les synthèses scientifiques du XVIIIe et du XIXe siècle, la critique historique et les sciences philologiques du XIXe, toutes choses étrangement vouées par lui à un sort commun, passent sous sa plume un quart d'heure qu'il voudrait mauvais. Comment réussirait-il néanmoins à nous les faire voir sous le jour dépréciateur et bizarre qui les enveloppe à ses yeux? Comment parviendrait-il à nous persuader que ces doctrines et ces disciplines ne sont pas ce qu'elles semblent absolument être, ce qu'elles croient être elles-mêmes, des inventions libres et désintéressées, diversement heureuses d'ailleurs, de l'esprit humain cherchant à saisir et à rendre du mieux qu'il peut, le vrai et le beau, mais des instruments de domination au service d'une certaine classe dirigeante qui a su faire conspirer tout ce que peut inventer la pensée humaine à

l'apologie de ses conditions d'existence économique et sociale, de ses mœurs, de son influence, de ses exigences d'amour-propre et de renommée? Nous écoutons la démonstration de Sorel. La devons-nous écouter sérieusement?

Voici l'idée de « loi naturelle » telle qu'elle s'est établie dans la science moderne à la suite des résultats de la physique mathématique, et comme conclusion générale de ces résultats. Sorel observe une analogie entre la détermination rigoureuse des phénomènes physiques selon cette conception si fortement établie et l'irrésistible précision avec laquelle s'exécutent les ordres royaux dans la monarchie absolue. C'est à l'exemple de cette précision pratique qu'a été conçue la moderne idée de loi naturelle, qu'une république sans doute n'aurait pu couver! Le phénomène de *l'accélération*, tel que la mécanique le définit, ressemble fort, trouve-t-il, à l'intensification croissante d'effet des règles administratives suivies de génération en génération par des commis dressés aux mêmes méthodes. C'est sur la pratique administrative que se modelèrent les notions fondamentales de la mécanique! Une hypothèse qui a joué un grand rôle dans le progrès scientifique des derniers siècles, c'est celle de l'unité des forces cosmiques, entraînant comme conséquence l'universelle corrélation des divers ordres de phénomènes et de sciences, hypothèse qu'aucun esprit averti ne prend pour un dogme, mais qui s'appuie sur une part d'indices réels de cette unité et sur les magnifiques découvertes expérimentales que des savants ont faites en s'en inspirant. Où Sorel en voit-il l'origine? Dans la vanité des causeurs de salon du XVIIIe siècle, qui auraient trouvé là un beau prétexte pour passer sans cesse d'un sujet à un autre et éblouir leur monde par des rapprochements! L'humanisme ne se distingue guère pour lui de l'esprit de salon; et déjà il avait expliqué la théorie platonicienne des idées par l'importance que l'art des émailleurs avait prise à Athènes au temps de Platon! Tout cela est fort pittoresque. Mais je songe à ce que les amis de Sorel m'ont dit du péché mignon de ce très honnête et très galant homme, qui était un certain amour des potins. Ne pourrait-on l'appeler le potinier ingénieux de la philosophie de l'histoire?

... ET NIETZSCHE

Cependant le biographe qui aura suivi Sorel dans la boutique où, par un beau jour de sa jeunesse curieuse, il découvrit et acheta les œuvres de Marx, n'aura pas encore fini sa tournée. Il devra le suivre dans celle où il découvrit de même et acheta Nietzsche, qui ne fit pas sur lui une impression moindre, et qui allait exercer sur l'esprit de ce contempteur des humanités, qui les avait d'ailleurs fort mal faites, une emprise aussi impérieuse.

Comment cela fut-il possible? Marx, Nietzsche, ne sont-ce pas les antipodes? Ne fallait-il pas que l'un chassât l'autre de la tête où il le trouvait installé, ou qu'il en fût repoussé par l'autre? Communisme révolutionnaire et conservatisme ou plutôt despotisme aristocratique pouvaient-ils faire bon ménage dans un même esprit? Ils l'ont fait dans l'esprit de Sorel. Et l'on en sera moins étonné, si l'on songe sur quoi porte exactement l'opposition, je ne dirai pas tant des deux doctrines que des deux doctrinaires. Cette opposition réside beaucoup moins dans les vues et les théories, qui ont entre elles des coïncidences frappantes, que dans les passions et les volontés. Celles-ci sont ennemies. Celles-là sont très rapprochées. Ainsi de deux hommes qui conviendraient que certain différend existant entre eux n'a d'issue possible qu'un duel à mort, mais qui ne seraient pas du même avis sur celui des deux dont la mort est juste.

Le système de Marx repose entièrement sur une notion simpliste et profondément tendancieuse, mais qu'il a rendue populaire : la notion de « guerre des classes ». Tantôt « masquée » tantôt « ouverte », cette guerre, nous dit-on, a été jusqu'ici le fait le plus important et le plus constant, le facteur premier et générateur de l'histoire du genre humain. Chaque fois qu'au cours de l'histoire, elle s'est résolue en la victoire plus ou moins durable d'une certaine caste ou classe sociale établissant son empire sur une portion de l'humanité, il en est résulté l'avènement significatif de ce que Marx appelle un « droit de classe », une « morale de classe », ou même une « métaphysique de classe ». Quel aurait pu être, en effet, cette domination une fois acquise, le premier souci des vainqueurs, sinon de la consolider, de la consacrer, de la légitimer? C'est

ce dont ils ont trouvé le moyen le plus immédiat dans des institutions juridiques, dans des règles de droit qui ont tendu avant tout à perpétuer pacifiquement en leurs mains la possession héréditaire du pouvoir politique et celle des sources de la richesse. Mais le droit n'a pu être seul de la partie. Il y a aussi la morale et la religion qui répondent aux besoins qu'a l'esprit des hommes de définitions générales et souveraines du juste et de l'injuste, du bien et du mal, définitions avec lesquelles les principes du droit doivent évidemment s'accorder. La morale et la religion ont, d'autre part, un lien non moins certain avec la métaphysique. Tout le système des idées se tient. Et le marxisme nous enseigne en thèse très générale que l'instinct de conservation, d'orgueil, de grandeur de la caste ou classe sociale dont l'hégémonie a caractérisé chaque âge du genre humain, a toujours mis ce système dans son jeu, l'a fait conspirer à son bien propre, l'a construit comme une sorte de miroir universel où se réfléchirait sa puissance. Cette thèse constitue le « matérialisme historique ». Il s'en déduit, pour écrire l'histoire de l'esprit humain, une méthode que Sorel a mise en pratique pour expliquer à sa façon, dans sa *Ruine du monde antique*, dans son *Système historique de Renan*, les origines du christianisme. Nous en avons vu des échantillons concernant l'histoire de la pensée dans les temps modernes.

Cette philosophie de l'histoire offre, dis-je, de grandes analogies avec celle que Sorel a trouvée chez Nietzsche. La fameuse distinction des deux morales, morale des « maîtres » et morale des « esclaves », qui se seraient toujours disputé jusqu'ici la conduite du genre humain, ressemble étrangement à la théorie marxiste de l'éternelle guerre des classes. Ce que Nietzsche appelle morale des maîtres, ce que Marx appelle « morale de classe ou droit de classe », n'est-ce pas, sous deux terminologies, la même entité, vue sous un aspect brillant et glorieux par l'aristocrate ou rêveur d'aristocratie, Frédéric Nietzsche, sous un aspect sombre et sinistre, par le socialiste communiste et maudisseur de Babylone, Karl Marx ?

Quant à la soi-disant « morale des esclaves », cette idée, ou du moins une idée assez analogue, doit se présenter naturellement à l'intelligence, dès que celle-ci admet le dogme socialiste de l'existence de deux classes ennemies, l'une dominatrice, l'autre opprimée, dans la lutte desquelles toute la vie sociale

se serait résumée jusqu'à présent. Un tel dogme l'implique ou il en implique l'équivalent. Voici comme Nieztsche la définit. La classe servile a pu se laisser réduire en tutelle, elle ne va pas s'y laisser éternellement tenir sans murmures. Un temps doit venir où elle va rêver de libération, de vengeance. Pour se défendre contre l'empire des maîtres, pour le miner, elle a une autre arme que ceux-ci pour la garder soumise. Ceux-ci ont la force, moralement soutenue par certaines croyances mythologiques ou religieuses que la force même a inventées et répandues pour se créer du crédit, et qui la légitiment en l'idéalisant, non seulement au regard de la foule naïve, mais au regard de la propre conscience des maîtres, qui s'y est prise et pipée. L'esclave, dit Nietzsche, a la faculté raisonnante, avec laquelle il peut redoutablement critiquer le fondement du pouvoir des maîtres. Si les cultes nationaux et les croyances traditionnelles sont les soutiens naturels du pouvoir aristocratique et lui demeurent passionnément chers, autant qu'il n'est pas aveugle à ses intérêts les plus évidents, la philosophie, le rationalisme, le libre examen, sont l'instrument de revendication de l'esclave, et c'est lui qui les a créés. Il est aisé à la raison de concevoir un idéal abstrait d'absolue justice, d'après lequel il ne saurait y avoir dans la société que des égaux, et, au nom de cet idéal, de demander aux institutions et organisations existantes des comptes qu'elles ne sauraient jamais rendre, étant ce qu'elles sont, non en raison de quelque principe absolu, auquel elles auraient pris soin de se conformer en naissant, mais en raison de l'acte de conquête et de mainmise d'où elles sont sorties et de la situation historique à laquelle elles ont, dès l'origine, dû s'adapter. L'esclave construit dans son esprit et fait, autant qu'il le peut, passer dans l'esprit de tous un type de droit rationnel et universel qui, si l'on en tire toutes les conséquences logiques, exige l'abolition de tout privilège ou titre de possession héréditaire, de toute autorité fondée sur la tradition, de toute inégalité native de situation économique et sociale entre les individus.

Voilà donc deux notions antinomiques du droit, dont les deux philosophes allemands s'accordent à prétendre qu'elles ont dominé l'histoire, qu'elles représentent les deux causes aux prises dans la bataille sociale des hommes, et que c'est entre elles qu'il faut choisir. Le problème ainsi posé, — et j'en

récuse d'ailleurs les termes, — contraires sont leurs options. Pour Nietzsche, le vrai droit, le seul possible, c'est le droit aristocratique, le droit conçu comme le décret impérieux d'une puissance qui organise, au profit de sa souveraineté à la fois égoïste et tutélaire, les rapports des hommes. Pour Marx, le vrai droit, c'est celui qui s'attache à la qualité de membre de la société en général, nullement à la couche sociale d'où un homme est sorti, c'est le droit absolument égalitaire, selon lequel la simple égalité politique et civile n'est que dérision, tant qu'il y a des riches de naissance et des pauvres de naissance. Conception affreuse! s'écrie Nietzsche; réclamation insensée ou perfide avec laquelle on peut indéfiniment tout détruire ou tout empêcher de s'élever dans la société; ferment de décomposition pour tout peuple, toute civilisation qui prétendra la mettre en pratique; abîme où doivent s'engloutir toute supériorité individuelle, tout sentiment de responsabilité, tout héroïsme, toute vraie morale, toute vertu. Justice! répond Karl Marx.

Ce que j'en dis est trop simple, en ce qui concerne Marx. Au fond, c'est dans l'idéal de la pure justice égalitaire qu'il a puisé l'inspiration première de son système. Il s'en défend toutefois. Il se donne, non pour idéaliste, mais pour réaliste. Du moins, si le régime social pour lequel il combat est celui qui réalisera la pure justice égalitaire par le communisme, entend-il ne pas apporter en sa faveur le seul argument moral ou métaphysique, ni le seul argument du cœur. A l'en croire, la marche même des choses conduirait nécessairement à un tel régime le monde moderne. Je n'aborderai pas la démonstration, classique dans l'histoire du socialisme, par où il prétend établir une telle nécessité. Je n'exposerai pas le fameux processus de transformations économiques par lequel l'avènement de la grande industrie doit selon lui irrésistiblement engendrer la disparition du capital privé et l'universelle appropriation des sources de la richesse par la collectivité. Cette prétendue déduction a perdu, auprès des socialistes eux-mêmes, l'autorité scientifique que son auteur réclamait pour elle. S'ils ont néanmoins gardé leur idée, c'est qu'au fond ils comptaient plus, pour la réaliser, sur la volonté et la passion de la classe ouvrière disciplinée que sur le déroulement fatal d'un certain mécanisme historique où la société moderne serait emportée,

et qui devrait avoir de lui-même pour terme la révolution. En quoi je ne crois pas que leur sentiment s'éloignât du vrai sentiment de Marx. N'a-t-il point écrit que les siècles humains écoulés jusqu'ici n'avaient formé qu'une longue période de « préhistoire » à laquelle succédera, par le communisme, une ère définitive, digne enfin du nom d'historique ? Cette sentence n'aurait aucun sens s'il tenait le communisme pour une simple résultante de l'état industriel moderne, non pour l'expression de la raison et de la justice absolues.

L'IMPÉRIALISME OUVRIER

Nous devions absolument fixer ces deux positions doctrinales pour établir celle de Sorel, qui en a entièrement dépendu. Docile et trop docile élève de ses maîtres, pourvu qu'ils fussent en dehors de toute lignée classique, il a suivi simultanément Marx et Nietzsche, et il a trouvé entre eux, par instinct plutôt que par réflexion, une sorte de conciliation au moins négative.

Entre ces deux extrêmes opposés, souveraineté d'une aristocratie et souveraineté collective des travailleurs, il y a un moyen terme auquel tous deux s'opposent ensemble : c'est la souveraineté de la bourgeoisie. Sorel observe avec Nietzsche que, si la bourgeoisie a régné, elle n'a pas été cependant une aristocratie. Elle a régné par le capital. Les véritables aristocraties ont régné par la vertu militaire. Elle a tiré son prestige, non de l'héroïsme guerrier et chevaleresque, mais des prouesses de la pensée, du prix sans bornes que la culture intellectuelle a eue à ses yeux, des peines qu'elle a prises pour l'entretenir et l'intensifier toujours. Elle a été philosophe, elle a exalté la raison, excité en toutes directions l'esprit critique. Ce sont là, au point de vue nietzschéen, des traits serviles. Les bourgeois modernes ont été des esclaves parvenus. Sorel, dans ses *Illusions du progrès*, dont l'inspiration ressemble à celle du célèbre discours de Rousseau contre les sciences et les arts, insinue sans cesse l'existence d'une parenté fatale entre le manque de sérieux moral et le grand affinement de l'esprit. Déjà, son premier livre, *le Procès de Socrate*, faisait dans la personne du philosophe athénien le procès des « intellectuels » modernes. Il lui reprochait d'avoir ébranlé la cité en détruisant la foi en

ses dieux, en profanant le mystère sacré dont s'enveloppent ses origines. Il donnait raison contre lui aux plus bornés de ses ennemis, pieuses gens du port ou de la campagne, vieux sous-officiers de Marathon. Les plus illustres savants modernes, tels que Laplace, prennent sous sa plume figure de comédiens de l'intelligence, dont les théories répondent surtout au besoin de faire effet sur les gens du monde. A toutes ces familles de beaux esprits qui font depuis la Renaissance le ravissement de la société bourgeoise et dans lesquels celle-ci n'est jamais lasse de s'admirer elle-même, il ne peut plus opposer sans doute le type du baron féodal, rude et dur, mais franc et fier, sachant commander aux autres comme se commander à lui-même, et qui n'a plus évidemment de rôle à reprendre dans notre état social. Mais il y oppose, comme équivalent ou susceptible de le devenir, le type du contre-maître d'usine encore exempt des tares d'une culture complaisante et recherchée. Ainsi, tout s'arrange. Sorel livre sans réserve à Marx la tête de la bourgeoisie. Il consent joyeusement à l'assaut du prolétariat contre la citadelle du capitalisme et des belles-lettres. Ce va être la justice de l'histoire qui va passer.

Mais ce ne sera pas la justice égalitaire. Sorel n'admet avec Nietzsche que le droit aristocratique Seulement, c'est la classe ouvrière qui est aujourd'hui l'aristocratie, ou de laquelle il dépend de l'être. C'est aux ouvriers, hommes de l'acte et non des considérations de l'esprit, qu'il appartient aujourd'hui d'être les nobles et les princes. Comme les donjons du moyen âge ont dicté à la société féodale son ordre, ainsi la loi des temps prochains va-t-elle partir de l'usine et de l'atelier. Sorel, prêchant aux ouvriers la levée en masse, leur parle uniquement comme à une force. Que cette force s'organise ainsi qu'une armée, n'oubliant point qu'une armée n'a de valeur que par l'abnégation personnelle des combattants, par l'enthousiasme que leur inspire la cause commune et que cette disposition morale est la condition première de l'efficacité de ses coups. Victorieusement installée dans les bastions des anciennes puissances sociales, l'armée ouvrière imposera sa volonté impérialement. Tout ce qu'elle fondera ensuite de juridique et de légal sortira de là. On a dit que notre époque était l'époque des impérialismes. Sorel a inventé l'impérialisme ouvrier.

Cette conception, bien littéraire, semblerait-il, pour un

penseur à qui la littérature était si suspecte, offrait beaucoup moins de danger que le pur marxisme. Elle en ôtait le venin. Elle le purgeait de ce dogmatisme fataliste si bien fait pour terroriser la cervelle d'une bourgeoisie trop crédule, en lui persuadant qu'elle était condamnée à mort. Si la cause de la révolution sociale ne pouvait invoquer en sa faveur ni la justice absolue, ni les arrêts impérieux de la science, si son succès dépendait surtout de la « volonté de puissance » avec laquelle elle serait servie par les ouvriers, l'invite adressée à ceux-ci pouvait être entendue de l'autre côté de la « barricade » et rendre du cœur à ceux qui ne placent pas dans le communisme leur idéal.

Encore ce simple appel à l'énergie des deux parts, n'eût-il pu par lui-même que les induire en une lutte sans terme. Mais il y a plus. Sorel met pour condition à la levée des travailleurs manuels qu'ils deviennent tout d'abord une aristocratie par la vertu, par l'intensité du dévouement de chacun à la communauté dont il fait partie. Cette exigence nous donne un répit. Il n'y a aucune raison pour que la classe bourgeoise ne décide point de s'en imposer soi-même une toute semblable et de poursuivre, dans cette même voie, son propre relèvement moral, s'il est vrai qu'elle soit en décadence. Dès lors, le problème changerait d'aspect. Nous aurions deux aristocraties en face l'une de l'autre. La « guerre des classes » perdrait son caractère d'aigreur et de haine. Elle se réduirait à la concurrence entre des classes dont les rudes frictions d'intérêts seraient dominées par une volonté de paix commune à des hommes fiers, capables de se comprendre comme organes d'une même vie. Perspective faite pour réjouir un conservateur qui ne confond pas conservation avec momification, et qui compte que le vrai conservatisme ne consiste pas à arrêter le mouvement des sociétés, mais à en maintenir l'équilibre.

La pensée de Sorel manquait trop de lest et de nourriture pour inventer quelque chose de positif sur les conditions d'un équilibre social propre aux temps nouveaux. Elle manquait trop de culture pour opposer aux termes du problème conçu par Marx et Nietzsche la question préalable et critiquer ce que ces termes ont de factice et d'outré. En fait, le droit, tel qu'il a existé, tel qu'il a été en vigueur chez les peuples les plus civilisés de l'histoire, est une chose beaucoup plus complexe que Sorel

ne l'a appris chez eux, une chose à la formation de laquelle des motifs de pure morale et des motifs d'utilité pratique ou de situation, des considérations de justice individuelle et des considérations d'intérêt collectif, des vues réfléchies et philosophiques et l'empire obscur et puissant de coutumes ataviques ont collaboré. Il faut une rare culture d'esprit pour saisir dans sa richesse et ses nuances ce profond ensemble, toujours progressif ou toujours mobile, et pour y proposer de sages retouches. Le propre du génie révolutionnaire est de méconnaître les corrélations et dépendances infiniment délicates de ses parties composantes, d'exiger qu'il soit ramené à une absolue homogénéité sous une raison unique. Cette raison ou règle unique pourra être, par exemple, l'égalité radicale ou bien son contraire, le privilège héréditaire exclusif. Entre les deux, c'est la passion qui dicte à Marx et à Nietzsche leur choix. Sorel ne partage la passion de l'un ni de l'autre. C'est le type le plus honnête du bourgeois français, désintéressé, humain, ami du bien de tous. Sa tête seule, non son cœur, est révolutionnaire, sa tête querelleuse et frondeuse, éprise des idées, mais un peu obscure. C'est pourquoi il est, d'un même cœur, révolutionnaire dans les deux sens. Et il s'ensuit ce résultat singulier que, chez lui, l'esprit révolutionnaire de « gauche » et l'esprit révolutionnaire de « droite » se neutralisent réciproquement.

LA THÉORIE DES MYTHES

Sorel est d'une génération de socialistes qui ne croyaient plus à la révolution sociale catastrophique dont Marx avait prétendu prouver la nécessité. Mais il juge bon pour les masses ouvrières qu'elles en gardent l'idée. Cette idée aura pour elles la vertu d'un « mythe ». Nous voici en présence de cette fameuse théorie des mythes qui contribua beaucoup au succès des *Réflexions sur la violence*.

Qu'entend Sorel par un mythe? Une idée d'action, une grande et brillante idée, assez belle, assez sublime pour trouver des enthousiastes et pour susciter l'héroïsme au cœur des hommes qu'elle aura séduits. A propos d'une idée qui a cette vertu, la question de savoir si elle est ou non réalisable, et si elle n'enfermerait pas peut-être quelque chimère, est oiseuse. Toute sa valeur est pratique, ou, comme s'exprime Sorel,

« pragmatique ». Elle ne vaut que par la grandeur des actes qu'elle fait accomplir à ses poursuivants, par la mesure des sacrifices qu'elle obtient d'eux; elle agit sur les âmes comme un puissant appel d'air qui les arrache à la stagnation morale. C'est la colonne de flamme qui marche dans le désert devant les Hébreux. Quelles jambes elle leur donne! Parce qu'elle ne se laissera jamais atteindre, jusqu'où n'iront-ils pas pour l'atteindre! Demanderez-vous à Sorel si l'attingible, à condition de n'être pas lui-même d'accès commode, ne pourrait pas avoir d'aussi beaux effets, si une entreprise dont la raison et l'expérience approuveraient l'objet et montreraient le profit, et qui pourrait n'être pour cela moins difficile ni moins dangereuse, n'offrirait pas à l'héroïsme un meilleur emploi que cette course au mirage et à la merveilleuse aventure? Il prendra votre psychologie en pitié. Non! la raison n'a pas cette puissance motrice. Ce dont elle saisit clairement le prix, ce dont elle discerne sûrement les voies, fussent celles-ci les plus escarpées, ne saurait avoir le même prestige ni verser aux esprits le même cordial que le rêve de fabuleuses splendeurs à conquérir on ne sait comment. L'intelligence n'est pas inventive; elle ne recommande que ce qui a existé, ce qui a été expérimenté et dont elle tire, après coup, des leçons, mais qu'elle ne fit point. C'est le sentiment d'aller au nouveau et à l'inconnu qui charme et qui soulève. Les grandes choses ne sont qu'une fois. La référence aux exemples est bien froide pour faire agir grandement; il y faut le vertige d'une inspiration sans précédents comme sans calcul.

Cette doctrine, Sorel prétendait la justifier par la métaphysique de M. Bergson. Référence plutôt téméraire et que nous nous garderons de porter, quant à nous, au compte de l'illustre philosophe. Il me semble qu'elle s'apparenterait plutôt à la philosophie des deux charmants héros d'Edmond Rostand, Cyrano et Geoffroy Rudel. Mais la philosophie qui sied à un mousquetaire lyrique et à un troubadour n'a-t-elle pas, de la part d'un sociologue, trop d'imprévu?

Sorel évoque, comme termes de comparaison, les mythes qui, par l'enthousiasme qu'ils ont inspiré aux hommes, ont répandu et fait lever dans l'histoire une riche semence morale. Les chevaliers moines du moyen-âge rêvaient de conquérir le Saint-Graal, et, pour se rendre dignes de cette conquête, ils

s'imposaient des années de chasteté et de discipline ascétique. Les soldats de la Convention et de Napoléon parcouraient l'Europe en combattant, pour y fonder partout cette « Liberté » déifiée, qu'ils eussent éprouvé, comme nous-mêmes, un grand embarras à définir, mais qui a été le soleil attractif, le ferment d'idéal de notre épopée. Quel sera le mythe moteur de la classe ouvrière, l'étoile d'orientation de ses mouvements héroïques? Tenez-vous, lecteur. Ce sera la « grève générale ». La transition est brusque, la chute rude. Ne faut-il pas une grande capacité de se monter la tête pour auréoler des rayons du Saint-Graal ou des flammes de la « Liberté » sacrée cette éventualité qu'on aurait bien de la peine à ne pas se représenter sanglante et sinistre : les travailleurs des usines et des services publics s'emparant de la tyrannie par le chantage et le terrorisme d'une grève générale, qui, en menaçant de faire mourir de faim tout le monde, les aura rendus maîtres de la situation? Sorel y voit la forme la plus grandiose et la plus épique sous laquelle les ouvriers puissent rêver leur toute-puissance et la sublime responsabilité universelle qui en résultera pour eux. Qu'ils se nourrissent de l'image de la grève générale! Elle les incitera à mériter le destin royal qu'elle leur promet. Elle les élèvera moralement au-dessus d'eux-mêmes.

Le plus honnête des hommes, mais l'esprit le plus en proie au système, Sorel en arrive ici à une sorte de machiavélisme dont l'excès même proclame son innocence. Tromper tout le monde, surtout quand on n'en a pas l'intention, c'est ne tromper personne. Du côté « bourgeois » rien ne troubla le plaisir que les lettrés prirent à la théorie des mythes, parce qu'on la sentit trop subtile pour produire une excitation dangereuse et fomenter de sa propre influence une grève de plus. De l'autre côté, les rudes compagnons qui collaboraient avec Sorel à la revue le *Mouvement socialiste* auraient pu lui reprocher qu'il tentât d'égarer à la poursuite d'un but que lui-même déclarait fabuleux une énergie que les ouvriers pouvaient employer à la conquête d'améliorations substantielles de leur condition. Mais ces propagandistes pratiques ne lui adressèrent pas cette plainte, pour la bonne raison qu'ils ne prirent à la théorie des mythes aucun intérêt.

Prêtèrent-ils plus d'importance à ses idées sur le syndicalisme, idées plus techniques, si j'ose dire, et plus près de la question? Pendant quelques années, Sorel fut connu sous le nom de « métaphysicien du syndicalisme ». Ce nom n'allait pas sans une certaine ironie à laquelle l'événement allait donner tort et raison à la fois.

Il semble y avoir entre communisme et syndicalisme une antipathie naturelle. Le communisme ne fait aucune différence entre les ouvriers salariés, selon les métiers qu'ils exercent, les régions où ils les exercent. Au nom de l'intérêt identique qu'ils auraient tous à défendre contre le capital oppresseur, il leur demande de s'associer en une masse unique et entièrement uniforme, n'ayant qu'une volonté, ne suivant qu'une consigne, se mouvant en bloc. C'est là ce qu'on pourrait appeler la pure démocratie socialiste. C'est l'application à outrance, dans l'intérieur de la classe ouvrière, du principe de nivellement égalitaire et démocratique. Pour que cette universelle et rigoureuse discipline puisse s'établir dans toute la masse des ouvriers et la faire marcher militairement, il faut que celle-ci ne contienne aucun corps ou groupe particulier jouissant de la moindre autonomie, et que les individus n'y figurent qu'à titre d'atomes semblables. Comment concilier cette conception avec l'existence des syndicats professionels? Cela ne se peut que si les syndicats n'existent dans la masse qu'à titre de subdivisions toutes matérielles et qu'ils n'y tranchent moralement à aucun degré, qu'ils n'aient pas plus d'autonomie en effet qu'un bureau administratif au sein d'une administration centralisée, ou qu'une compagnie, un bataillon dans le régiment.

La nature des choses le permet-elle? Une telle sujétion, un tel conformisme seront-ils possibles, de la part de groupements entre lesquels la différence des travaux et activités irait malaisément sans quelque opposition des intérêts et des mœurs? Comment n'auraient-ils point leurs tendances particularistes plus ou moins impatientes des mots d'ordre communs? On y obviera par des institutions appropriées, par l'élection de quelque parlement inter-syndical, par des conciles œcuméniques du prolétariat. Soit! Mais il y aura toujours rivalité

latente, menace perpétuelle de conflits. Et je ne conjecture pas ici d'abstraites possibilités. Cette rivalité est un fait qui a pris une assez grande importance dans l'histoire du socialisme en France, depuis l'acte officiel de son « unification » jusqu'à la guerre. Une bonne partie de l'activité littéraire de Sorel s'est dépensée dans cette lutte où il a fait avec une âpre et savoureuse virulence le procès de la démocratie socialiste, et, dans ce procès, à vrai dire, celui de toute démocratie en général. Les pittoresques affronts dont il accable les élus socialistes du moment veulent remontrer aux ouvriers la qualité parasitaire des seuls représentants que le jeu du suffrage universel leur puisse donner, et qui ne sont que bourgeois bavards, stériles exploiteurs d'un idéalisme à vil prix. Il y oppose la dignité des vrais chefs, qui, loin de la place publique, dans le demi-secret du milieu professionnel, seraient désignés par la seule autorité de leur caractère. Il se sert de l'idée syndicaliste comme de massue contre l'idée démocratique. Il conçoit le syndicalisme comme un instrument de sélection aristocratique chez les ouvriers.

Ses disciples ou amis ouvriers ne le suivirent pas dans cet ordre d'idées qui leur parut sans application. Le socialisme unifié constituait une telle puissance que nul syndicat socialiste n'eût cru pouvoir rompre avec lui sans suicide. Le métaphysicien du syndicalisme n'inspira pas confiance à ses praticiens. Sorel était en péril de rester tout à fait isolé dans sa doctrine, situation plus ridicule pour un doctrinaire du socialisme que pour un autre, si la même attitude qui éloignait les socialistes de lui ne lui eût attiré d'un tout autre côté de nouvelles troupes. Un anti-démocrate de gauche, quelle fortune et quel argument pour les anti-démocrates d'extrême droite! Des jeunes gens de la nouvelle école royaliste qui voulait qu'on fût royaliste, non plus par mysticisme et par tradition, mais par positivisme et par raison, tendirent les mains à Sorel. La conjonction ne se fit pas, ainsi qu'il arrive si souvent en politique, au seul nom d'une passion, d'une inimitié commune, et sans souci des principes. Elle chercha sa base dans une commune doctrine et prit pour patron Proudhon, maître vénéré de Sorel, à côté de Marx et de Nietzsche, et dont les idées parurent à des jeunes gens pleins d'optimisme et d'audace, se prêter à quelque arrangement avec les leurs. Les vents qui dispersèrent

promptement le *Cercle Proudhon*, fondé sous la présidence morale de Georges Sorel, et qui précédèrent de peu la tempête de la guerre, empêchèrent ce groupe d'élaborer la doctrine désirée. Cependant l'historien qui racontera les vicissitudes de l'esprit public en France à la veille de la guerre n'en devra pas négliger l'étude.

Sorel, dans une brochure publiée en langue italienne, adressa au syndicalisme révolutionnaire un adieu tranchant. L'absence de toute gêne dans cette rupture avec un parti auquel il s'était consacré pendant dix années n'étonnera que ceux-là qui ne remontent pas à son point de vue central. Son adhésion au syndicalisme révolutionnaire n'avait été ni pu être que conditionnelle. Il avait avant tout constitué une philosophie de la force. Cette philosophie ne résolvait point par elle-même la question de savoir où était la force, c'est-à-dire quelles entreprises de conquête politique ou spirituelle pouvaient, à un certain moment de l'histoire et dans un certain canton de l'humanité, attirer à leur service la plus grande somme de foi efficace et d'énergies héroïques. Parmi les classes sociales, les traditions politiques, les doctrines philosophiques, les confessions religieuses adversaires ou rivales les unes des autres sur un terrain historique donné, quelle était la plus intensément vivante, celle chez qui l'aspiration à vivre, à envahir et à dominer se faisait sentir le plus puissamment? C'est celle-là dont la cause s'identifiait à la vérité et à la justice. Si Sorel, nonobstant ses affectueux contacts passagers avec le traditionalisme et le nationalisme royaliste, finit par l'apologie du bolchévisme, c'est qu'il crut que le bolchévisme avait réussi et s'était montré seul capable, dans la confusion de l'Europe, de créer à la Russie et peut-être au monde un destin nouveau.

Qui de nous, qui de nous va devenir un Dieu?

avait demandé le poète. Quel que pût être ce Dieu, Sorel lui avait préparé une théologie.

Les contradictions de Sorel, également séduit par les idées les plus révolutionnaires et par les plus réactionnaires, ont donc un sens. Elles sont loin de prouver qu'il n'y eût que désordre et incertitude dans son esprit. Celui-ci les subordonne à une espèce de métaphysique ultra-réaliste qui ne se fie

qu'aux procédés « violents » pour résoudre les difficultés sociales et politiques de notre époque, mais qui d'elle-même laisse au philosophe entre les violences de sens opposés une entière liberté de choix. Cette métaphysique tient en deux articles qui ont d'ailleurs entre eux un intime lien : l'un que j'appellerai le mysticisme de l'action, l'autre dont les beaux travaux de M. Ernest Seillière ont imprimé la notion dans tous les esprits sous le nom d'« impérialisme ». Tous deux reviennent à une glorification de l'esprit de conquête en lui-même et pour lui-même. Le premier le glorifie au point de vue moral en raison de l'effervescence d'enthousiasme et de vertu qu'il produit dans les âmes qu'il inspire; le second, au point de vue des faits et du résultat, et par cette considération que le monde n'appartiendra jamais qu'à ceux qui le prennent, et qu'il ne sait où aller aussi longtemps que quelqu'un ne s'est pas montré assez fort pour lui dire : « Va là! » Quel sera cet audacieux et cet heureux? Sorel n'attend que de le savoir pour lui conférer, de quelque pôle qu'il vienne, l'onction et le contre-seing.

Et, sans doute, si c'est en cela que se résout sa pensée, il faut reconnaître, quelque réseau de vues subtiles qu'elle nous fasse parcourir pour y arriver, qu'elle est assez pauvre et n'aboutit guère qu'à des négations. Mais aussi, n'est-ce point pour sa richesse, pour sa substance, pour elle-même, que nous nous y intéressons. C'est comme à un fait violemment significatif. C'est comme à un document des plus expressifs sur la période qui l'a produite. Cette période a vu s'accomplir dans l'intérieur des sociétés et entre nations de grandes et brutales poussées de forces. Sous une telle impression, combien d'esprits ont été tentés de rejeter, ou, tout au moins, de juger bien faible et bien vaine toute idée commune et supérieure de légitimité et de droit! C'est ce qui est arrivé à Sorel. Ce scepticisme pouvait le conduire à l'immoralisme. Il a cru y échapper par la distinction qu'il établit, au point de vue de la morale, entre les individus et les groupes, astreignant l'individu à la plus vertueuse discipline, à mille obligations sévères envers le groupe dont il fait partie et ne reconnaissant à ce groupe, comme tel, d'autre devoir que son avancement et son succès même.

Mais ne vous semble-t-il pas que le groupe, promu à ce

rôle et nanti de ce privilège, ressemble fort à ce qu'on appelle une « bande »? Comme il est significatif que Péguy, passagèrement soumis à l'influence de Sorel, se soit demandé un jour si la vraie morale ne serait pas peut-être la « morale de bande »! En pratique, cette morale est aussi vieille que l'humanité. Mais les temps où elle sévit à l'excès, où elle règne sans contre-poids dans les affaires, la politique, jusque dans les lettres, les temps surtout où un brave philosophe, ne voyant plus rien à lui opposer d'efficace, et en venant à se la représenter comme l'inévitable maîtresse de l'histoire, finit par lui donner sa bénédiction, sont des temps où la civilisation générale accuse une grave défaillance.

L'absence de principes unanimement reconnus, de sentiments unanimement partagés, ou plutôt l'absence d'une bonne garde autour des principes et des sentiments qui mériteraient de l'être, et qui, au fond des cœurs, ne cessent jamais de l'être, porte trop de gens à se figurer que tous ont licence de s'emparer de tout, et que c'est ce qu'il y a pour tous de mieux à tenter. Des luttes conduites dans cet esprit ne réservent à personne que des succès éphémères et promptement balayés. Il ne peut y avoir de victoires durables que pour la cause de la raison, du bon sens, de l'honnêteté et de la modération, pour la cause de l'ordre et du bien public, sources de toute justice. Mais, s'il arrive des temps malheureux, où cette cause se voie abandonnée par les forces régulièrement organisées de l'État lui-même, qu'a-t-elle à faire que de s'en constituer une par l'organe des hommes qui lui ont conservé leur fidélité? Dans ce cas, qu'il faut prévoir, tout en en ayant horreur, et en se défendant de croire trop facilement que l'on s'y trouve, la force ne fonde pas de son cru, comme le voudrait la sophistique de Marx, de Nietzsche et du bon Sorel, une légitimité nouvelle. Elle rétablit ce qui est, en soi, légitime.

PIERRE LASSERRE.

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE

DERNIÈRE PARTIE (1)

Malgré mon horreur maladive du chemin de fer, je montai presque avec plaisir dans le train qui nous ramenait vers la France. En route, mon père m'expliqua :

— J'aurais voulu m'arrêter à Paris pour te présenter à tes oncles et à ta tante... Mais j'ai trop peur d'une indiscrétion involontaire. Si l'on savait chez toi que tu es venue à Paris, ton bon Grand père aurait de terribles ennuis. Je n'ai la permission de t'emmener que chez la tante Henriette... Et puis aussi, les hôtels sont chers, et il faut encore qu'avant de revenir à Kéranré nous allions à Nantes où j'ai à faire... Nous y coucherons... Tu verras la ville qui est très belle...

Cette promesse ne m'emballa pas du tout. La ville, je n'avais pas envie de la voir, et j'avais pris, au cours d'un petit séjour à Gérardmer l'année précédente, les hôtels en haine.

J'arrivai à Nantes moulue par le long voyage. La ville me parut beaucoup moins bien que Nancy, et je la trouvai sale et agitée. Or, l'agitation était ce que je redoutais par-dessus tout.

Mon père alla chez un avoué, parce que la tante Henriette avait un procès pour un terrain à Saint-Nazaire. Tandis que je tournaillais dans l'étude, en cherchant quelle farce je pourrais bien faire aux clercs qui dormaillaient sur des copies, un grand monsieur qui attendait, assis sur un canapé, se leva vivement et courut à mon père.

Copyright by Gyp, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars, 15 avril, 1er juin et 1er août.

— Comment, c'est vous, Mirabeau! Qu'il y a longtemps que nous ne nous sommes vus!

Il me regarda et reprit :

— On m'avait dit que vous n'aviez qu'une fille!

— Hélas! c'en est une.

— Tant pis!... tant pis!... Ça ne l'empêche d'ailleurs pas d'avoir une bonne frimousse...

Puis sautant à une autre idée, il s'écria brusquement :

— Ah! ça!... tous les Mirabeau se sont donc donné rendez-vous à Nantes aujourd'hui!

Et comme mon père paraissait étonné, il ajouta :

— Votre frère est ici!

— Lequel?

— Édouard...

Le monsieur se pencha vers mon père, lui dit très bas quelques mots que je n'entendis pas, et acheva tout haut :

— Elle joue ce soir... Ma femme qui l'a su veut absolument la voir... Alors, je suis allé prendre une loge et nous ne rentrerons à la campagne que demain...

Il réfléchit un instant et proposa :

— Vous ne savez pas ce que vous allez faire? Vous allez dîner avec nous et nous vous emmènerons... Ne refusez pas... ça vous amusera...

— Je ne peux pas laisser Sibylle seule à l'hôtel...

— Mais elle viendra, Sibylle! Pour une fois, elle se couchera à minuit... ça lui sera bien égal... N'est-ce pas, petite?

Je comprenais vaguement qu'il s'agissait d'un spectacle et, en fait de spectacle, je ne connaissais que le cirque et les baraques de la foire de Nancy. Mais cette idée que j'allais voir « quelque chose comme ça », me fit oublier la fatigue et je dis, enthousiasmée :

— Oh! oui!... même ça me fera plaisir!

— Vous voyez bien? dit le grand monsieur, elle est enchantée d'avance...

— Oui, dit mon père, mais la pièce... ça doit être une pièce très leste...

— Bah!... à cet âge-là, ça n'a aucune importance... Ah!... si elle avait quinze ans, je ne vous proposerais pas de lui faire voir le répertoire de...

Il dit un nom qui me parut extrêmement compliqué et que je n'essayai même pas de retenir. J'ai su depuis que c'était « Scrivaneck ».

— A tout à l'heure ! dit le monsieur, nous comptons sur vous...

Et trottinant à côté de mon père, je lui dis :

— Il est rudement gentil, ce monsieur-là! Comment s'appelle-t-il?

— Le marquis de La Ferronnays...

— Alors l'oncle Édouard est ici?

Mon père ne répondant rien, je questionnai :

— Nous allons le voir?

— Non... pas aujourd'hui... Il est avec des amis que... que je ne connais pas...

Mon père semblait embarrassé et je n'osai pas insister. Nous arrivions à l'hôtel. Un petit bonhomme extraordinairement agile et vif en sortait. Il s'arrêta court, leva au ciel des bras qui me parurent démesurément longs, et cria :

— Arundel!... Oh!... par exemple!

— Comment! c'est toi ! dit mon père, tandis que le petit bonhomme, me désignant du doigt, demandait :

— Qu'est-ce que c'est que ça?

— Ça!... c'est ta nièce...

— Ah!... elle est bien bonne ! Embrasse-moi, sale crapaud! C'est moi Édouard!

Je bafouillai, effarée :

— L'oncle Édouard...

— Pas la peine... Appelle-moi Édouard tout court, va! C'est moins majestueux...

Puis se tournant vers mon père, il expliqua, véhément et rageur :

— Je suis ici parce que elle joue ce soir et qu'il y a, paraît-il, une cabale montée contre elle...

— C'est bon! C'est bon! dit mon père agacé, il est inutile d'entrer dans des détails...

— Tu as raison... je ne pensais plus à la môme... Je suis affolé, mon ami... Quels sales types, ces Nantais, hein, tout de même!

— Attends qu'ils aient fait quelque chose pour les attraper...

— Oui... Ce que je regrette de ne pas pouvoir rester avec

vous!... La petite et moi nous nous serions entendus tout de suite... Monte-t-elle à cheval, au moins?

— Oui... sois tranquille, elle monte très bien... et elle fait des armes, et elle danse des ballets!

— Des ballets! à la bonne heure! Tu l'as faite exprès pour moi. A propos de ballets... ce que je suis désolé que tu ne puisse pas voir Scrivaneck ce soir!

— Je la verrai... Oui, les La Ferronnays nous emmènent au théâtre... Je ne veux pas te retenir... Au revoir...

— Je te reverrai?

— Oui, si tu viens à Kérantré... Nous partons demain matin par le premier train...

L'oncle Édouard m'enleva comme une plume et m'embrassa.

— Au revoir, la môme! Tu me bottes, tu sais! Tu me regardes... Tu me trouves vilain, hein? Oui... C'est entendu! Je suis affreux, mais quand nous nous connaîtrons bien, j'ai idée que tu m'aimeras autant que si j'étais joli comme un cœur... Au revoir!

— Au revoir, oncle Édouard!

— Appelle-moi Édouard tout court, je t'ai dit!

Il disparut en courant, tandis que mon père me disait :

— C'est le meilleur et le plus brave garçon qui soit, mais il est complètement toqué...

Je ne répondais pas, j'étais terrifiée par la laideur de mon oncle. Ce n'était pas une laideur morne et distinguée, comme celle de la comtesse de Chambord, mais une laideur cocasse, farce et cauchemardante quand même.

Il était très petit, maigre, mais solidement bâti, les épaules étaient larges, la taille mince. Les yeux à fleur de tête, un surtout qui semblait vraiment prêt à tomber, avaient une expression de gaîté intense. Le nez était long et baroque, la bouche immense s'étendait jusqu'aux favoris taillés à la russe, et la moustache ébouriffée ne parvenait pas à la cacher.

Mon père me demanda :

— Comment le trouves-tu, ton oncle?

— Je le trouve laid... et petit...

— Oui... il est laid... Mais il plaît quand même... Il est petit, mais sa force est colossale, invraisemblable... On me trouve fort, eh bien, je ne suis rien à côté de lui.

On dîna dans un restaurant et le restaurant me déplut

autant que l'hôtel. Mme de La Ferronnays était une belle dame bien habillée et qui sentait bon. Mon père raconta qu'Édouard avait annoncé une cabale et il ajouta :

— Pourvu, mon Dieu, qu'il ne fasse pas quelque excentricité!... Gabriel se fâcherait tout à fait...

Gabriel c'était mon autre oncle, le marquis de Mirabeau.

Le théâtre me parut magnifique. Il y avait du monde, sauf dans les loges qui étaient presque toutes vides. Un grand jeune homme très élégant, qui vint, avant le lever du rideau, saluer M. et Mme de La Ferronnays, expliqua que, dans la société nantaise, il était mal vu d'aller au théâtre.

Nous étions dans une avant-scène de rez-de-chaussée, en face de l'avant-scène de la Préfecture et au-dessous de celle de la Mairie.

Sur la scène, entre la rampe et le rideau, on apercevait trois petites loges au rez-de-chaussée, au premier et au deuxième étage.

Mme de La Ferronnays était assise à droite de la loge à la place la plus éloignée du théâtre; mon père à l'autre coin; on m'avait placée entre les deux. Derrière était M. de La Ferronnays.

Tout de suite, je m'amusai énormément. C'était une pièce à couplets. Une petite femme noiraude, qui avait l'air intelligent, vint chanter joliment devant le trou du souffleur et assez près de nous, pour que, malgré ma myopie, je pusse voir qu'elle n'était pas jolie. Mon père déclara :

— Elle est bigrement laide!

— Elle a du charme! dit Mme de La Ferronnays.

La petite femme termina ses couplets au milieu d'un silence glacial. Il n'y eut pas un applaudissement. M. de La Ferronnays dit :

— Évidemment, il y a quelque chose, la claque, elle-même, n'a pas osé partir... Elle a craint de provoquer une contre-manifestation.

Le fait est qu'on affectait de couvrir d'applaudissements les autres acteurs. A chacune de leurs répliques on faisait un sort.

Tout à coup, la petite femme noire reparut. Elle était, cette fois, en travesti, et je la trouvai beaucoup mieux. Elle vint se poser à l'avant-scène, mais avant même qu'elle eût com-

mencé à chanter, les sifflets partirent de tous les coins de la salle. Le chef d'orchestre abaissa néanmoins son bâton, et elle chanta. Aussitôt le tapage redoubla. Il y eut des cris d'animaux, et, finalement, une grêle de pommes s'abattit sur la chanteuse.

Alors, sur le devant de la petite loge qui était en face de nous au premier sur la scène, Édouard de Mirabeau surgit comme un diable sorti d'une boîte. Il monta debout sur le rebord de la loge, et, décrivant une sorte de courbe, vint tomber presque sur la rampe, au milieu de la scène. Il tomba sur la pointe des pieds avec une étonnante souplesse, fléchit sur ses genoux, et se redressa comme un ressort. J'étais baba d'admiration. Il ne s'était pas habillé. Il avait l'affreux pantalon à carreaux que je lui avais vu dans la journée. Son chapeau à haute forme, tout hérissé et mis sur l'oreille, n'était pas tombé.

Au bout de ses longs bras, il tendait au public menaçant ses poings fermés. Dans l'un était un parapluie mal roulé, bouffant et ridicule. Et Édouard hurlait des mots que le vacarme couvrait. A la fin, ne sachant plus que faire, il lança sur la salle le parapluie roulé en jupon, qui la traversa comme une flèche. Devant la loge, un des musiciens de l'orchestre remarqua :

— Ben, l'en a une poigne!

— Je crois, dit paisiblement M. de La Ferronnays, que nous pouvons maintenant aller nous coucher...

Mon père se désolait :

— On va raconter ça dans les journaux locaux... Si un journal de Paris le répète, qu'est-ce que va dire Gabriel?

— Gabriel? Eh bien! on lui rappellera qu'il a donné un coup de cravache à Yousouf, que ça valait bien le parapluie d'Édouard... et que tous les Mirabeau ont un grain...

En rentrant à l'hôtel, je demandai à mon père :

— C'est pas au général Yousouf, que l'oncle Gabriel a donné un coup de cravache?...

— Si... c'est à lui... Mais comment diable connais-tu le général Yousouf?

— J'le connais pas, c'est-à-dire, j'l'ai jamais vu... mais j'sais qui c'est... Très souvent quand Grand père et le général Anselme parlent des campagnes d'Afrique, il est question de lui... Pourquoi l'oncle lui a-t-il donné un coup de cravache ?

— Parce que ton oncle était sous ses ordres et qu'il lui avait parlé grossièrement...

— Il a été officier, l'oncle Gabriel?

— Non... soldat... Il avait fait des bêtises...

— Lui aussi?

— Si ton grand père était là, il te dirait que tu as la spécialité des réflexions déplacées...

— Vous disiez que l'oncle avait fait bes bêtises... et qu'il était soldat...

— Oui... il avait filé en Algérie et s'était engagé aux spahis...

— Alors?... le coup de cravache?

— Alors Yousouf lui a donné son cheval à tenir, et comme il trouvait qu'il le tenait mal, il l'a appelé bougre d'âne...

— Et après?

— Eh bien, ton oncle lui a donné un coup de cravache sur la figure...

— Oh!... et il a pas été condamné à mort?

— Naturellement si!... Seulement le général Changarnier, du moins je crois que c'est lui, a écrit à la reine Marie-Amélie qui était la marraine de ta tante...

— Quelle tante?

— Eh bien! ta tante Ernestine d'Exclignac... la femme de ton oncle Gabriel...

— Comment... il était marié quand y faisait les bêtises, et l'coup d'cravache, et tout ça?

— Oui!

— Alors il a raison monsieur de La Ferronnays quand y dit qu'les Mirabeau ont tous un grain... Et alors?

— Alors quoi?

— Qu'est-ce qu'elle a fait, la reine Marie-Amélie?

— Elle a demandé la grâce de ton oncle à Yousouf qui la lui a accordée, à la condition qu'on le ferait rentrer en France et qu'on n'entendrait plus parler de lui...

— Et après?

— Après... il est revenu... Plus tard la tante est morte... et il habite à Paris...

— Qu'est-ce qu'il fait?

— Rien!

— C'est pas beaucoup!... y doit s'embêter?

— Je ne le pense pas... Il passe sa vie au cercle de l'Union... Il a des amis...

— Est-ce qu'il est laid comme l'oncle Édouard?

— Non... mais il est trop petit et il a un trop grand nez...

— Comme moi?

— Encore plus que toi... Et maintenant veux-tu te taire et dormir...

* * *

Nous avions été partis presque trois semaines. En arrivant à Nancy, nous fûmes accablés de questions par Grand mère, qui s'inquiétait que la tante Henriette n'eût été fatiguée par un si long séjour.

Je sentais que Grand père et Papa me regardaient anxieusement. Mais tout marcha très bien. Je ne me coupai pas une seule fois.

Au mois de janvier, on décida d'aller passer quelque temps à Paris pour consulter pour la jambe de Grand père. Il consentait si Nélaton l'ordonnait, à essayer un traitement, mais il ne voulait pas être à Paris sans moi. A Nancy, il avait ses habitudes et ses amis, mais à Paris il serait comme une âme en peine. Grand mère restait pour surveiller des travaux que l'oncle Adolphe faisait faire à la maison. Lui était à Paris. Il habitait un petit entresol en face du square de la Chapelle expiatoire, dans la rue Neuve des Mathurins, qui est devenue la rue des Mathurins tout court. Nous étions logés dans la même rue, Grand père, ma mère et moi, dans un petit hôtel qui s'appelait l'hôtel Richmond. Ici, mes souvenirs ne sont pas très nets. Il me semble que la rue Tronchet était moins longue... qu'elle finissait à la rue Neuve des Mathurins?... Ou bien la rue Neuve des Mathurins était coupée par elle?... Enfin, je ne sais plus! Je sais seulement que l'hôtal Richmond était tout près de la rue Tronchet et aussi tout près de l'oncle Adolphe.

Le traitement commença. Il était très douloureux et exigeait ensuite du repos. J'étais habituée à sortir beaucoup, et ma mère accompagnait grand père chez le docteur. L'oncle Adolphe dit :

— Donnez-la moi... je la promènerai...

Il marchait tous les jours pendant deux heures. Il tenait à conserver sa jolie silhouette élégante, et aussi à se délasser un

peu du travail qu'il avait accepté de classer et mettre en ordre les quarante années de mémoires du prince de Talleyrand.

Grand père avait dit à mon oncle qui, deux fois par semaine, invitait des amis à déjeuner :

— Je serai obligée d'envoyer Sibylle chez toi vers une heure... Les jours où tu as du monde, ça te gênera?

Et l'oncle Adolphe avait répondu :

— C'est vrai! Qu'est-ce que j'en ferai? Elle est tellement remuante! Je suis sûr qu'elle marchera sur les pieds de monsieur de Lamartine!

— Non, affirma Grand père, je te promets que, si je lui en donne l'ordre, elle restera avec un livre dans un coin.

J'avais entendu la conversation. J'adorais les vers et j'en savais une incroyable quantité. Du moment où c'était des vers, on me laissait lire tout, ou presque. Racine et Musset m'enthousiasmaient et surtout Victor Hugo. M. de Lamartine me semblait élégant et nuageux sans plus. A partir de ce jour, la poésie passa au second plan et il devint plus simplement pour moi : « le monsieur sur les pieds duquel il ne faut pas marcher ». La promesse de m'amener chez mon grand oncle avait été faite au restaurant où nous dînions avec lui. Quand il nous reconduisit à l'hôtel, il n'y pensait déjà plus. Je lui demandai :

— Oncle Adolphe, demain vous me montrerez tout de suite monsieur de Lamartine...

Il me répondit :

— Pour quoi faire?

— Pour que je sache sur quels pieds faut pas que j'marche.

Il me répondit, indigné :

— Il ne faut marcher sur aucuns pieds! Tu es stupide!

Les invités de l'oncle étaient généralement six ou sept, jamais on n'était plus de huit en le comptant. Mais il y en avait cinq qui étaient toujours là. C'était Sainte-Beuve, M. de Lamartine, Prévost-Paradol, M. Buloz et Mme Desbordes-Valmore.

Mme Desbordes-Valmore était bonne. Elle venait me trouver dans le coin où j'étais avec mon livre, et s'occupait de moi gentiment. Je dois dire que, de Mme Desbordes-Valmore, seul M. de Lamartine s'occupait. Pour les autres, elle semblait ne pas exister. Elle ne payait pas de mine. Elle avait, sur des épaules trop hautes, un petit châle qu'elle faisait remonter tout le temps d'un mouvement frileux. Son aspect, au repos, était

pénible et même douloureux, mais quand elle s'animait elle était très charmante.

Sainte-Beuve me plaisait. Il avait une drôle de bobine et un air narquois. Je ne l'ai pas connu coiffé de la petite calotte avec laquelle on le représente toujours. Mon Sainte-Beuve de 1859 avait des cheveux, je crois... C'est le seul souvenir que j'aie de lui. Je ne l'ai jamais revu.

Tout le monde ménageait beaucoup M. Buloz. C'était *la Revue des Deux Mondes*! Ce qu'il disait était précis toujours et pittoresque parfois.

Vers trois heures j'allais me promener avec l'oncle Adolphe. Il m'emmenait le plus souvent du côté de Saint-Augustin, c'est-à-dire du côté où est aujourd'hui Saint-Augustin...

Dans ce temps lointain c'étaient des terrains pelés où poussait une herbe rase et rare. On y faisait paître des chèvres et des ânes galeux. Et je me souviens que je disais, désappointée :

— A Paris, la campagne n'est pas très jolie !

Grand père avait décidé qu'il me conduirait au théâtre trois fois par semaine. Il me mena au Gymnase, voir, je crois, *le Père prodigue*; une autre fois à un théâtre où l'on jouait une féerie qui s'appelait *Rothomago*, et, le reste du temps, au Français. La vue de Mme Arnould-Plessis, dans Célimène, me terrifia. Cette grosse dame, qui parlait du nez et qui avait l'air d'un vieux soldat, me fit l'effet d'une mystification. Je crus que Grand père s'était moqué de moi en m'annonçant que j'allais voir la première artiste, la grande coquette de la Comédie-Française. Je le tirai par sa manche en demandant :

— C'est une farce, pas, Grand père?

— Quoi? Qu'est-ce qui est une farce?

— Que la vieille dame qui a des moustaches est la grande coquette de la Comédie-Française?

Autour de nous on riait.

— Tais-toi, me dit Grand père menaçant, tu n'y connais rien...

Alors, un vieux monsieur qui était à côté de moi, dit, d'un air ravi, à la dame qui était avec lui :

— Qu'est-ce qu'elle dirait, la petite, si elle y connaissait quelque chose?

A l'entr'acte, Grand père me gronda d'avoir fait tout haut des réflexions déplacées. Il me demanda :

— Tu ne trouves pas qu'elle joue bien? qu'elle dit bien les vers?

— Non... je ne trouve pas... elle est trop vilaine!

En revanche, Bressant, Augustine et Madeleine Brohan et Got, m'enthousiasmèrent; Grand père me dit :

— Got, c'est un camarade d'Afrique de ton oncle Gabriel... Ils ont été aux spahis ensemble...

Je demandai :

— Est-ce que je vais le voir, mon oncle Gabriel?

— Non, dit Grand père, je suis brouillé avec lui et ta petite mère aussi... Tu le verras plus tard... avec ton papa...

On me conduisit chez ma tante, Mme de Préville, qui demeurait au faubourg Saint-Honoré. Comme j'avais toujours entendu dire qu'elle avait été très jolie, j'eus, là aussi, une violente déception. Je la trouvai courte, démodée et désagréable. On m'affirma : « elle est très distinguée! » Mais son mari me parut délicieux. Mon oncle était un grand homme d'une maigreur excessive, et d'une drôlerie infinie, pétri d'esprit et amusant comme on ne l'est plus guère. Il y avait en lui un mélange tout plein de saveur d'homme chic et de rapin. Il paraissait sensiblement plus jeune que sa femme devant laquelle il avait l'air d'être en admiration. Cette admiration me stupéfia. On me montra ma toute petite cousine Jeanne qui avait quelques semaines. Je demandai où étaient mes autres cousines et mon cousin. (Ma tante avait encore trois filles et un fils de son premier mariage.) Grand père me répondit que leur mère ne les aimait pas et les envoyait toujours au loin. Que, pour l'instant, il y en avait une en Allemagne et deux au Sacré-Cœur de Nancy. Le fils était en Bretagne ou au régiment. On ne parlait jamais d'eux. Grand père ajouta que ce n'était pas la faute de M. de Préville, qui, lui, aimait beaucoup ses beaux enfants et ne demandait qu'à les avoir chez lui. Mais ma tante ne voulait rien savoir. Je déclarai :

— Il me plaît joliment, l'oncle Jean!... C'est pas comme sa femme!

— Sa femme, dit Grand père ahuri, en voilà une façon de parler!... C'est elle qui est ta tante!

— Ça m'est bien égal!

* * *

Plusieurs fois, j'aperçus l'Impératrice qui se promenait en voiture découverte quel que fût le froid, et aussi l'Empereur qui était à pied, le matin, aux Champs Élysées. Il était toujours tel que je l'avais vu à Nancy quand j'avais trois ans, et qu'il parlait aux blessés de l'accident. J'aimais énormément sa figure un peu triste. L'Impératrice me parut très belle, mais pas mon type. Sa figure régulière et immobile n'avait, à mes yeux, rien de séduisant. Elle était belle, et puis voilà!

Un jour où je traversais les Tuileries avec grand père, nous vîmes des gens se précipiter en foule vers la grille du jardin réservé.

— Qu'est-ce qu'il y a donc? demanda Grand père à un gardien.

— C'est probablement l'Empereur qui amène le Prince impérial à la grille, répondit l'homme; depuis qu'il marche, ça l'amuse de le montrer...

Je suppliai :

— Oh! Grand père... je voudrais tant voir le petit Prince! Ça me ferait tant de plaisir!

— C'est que je ne suis guère adroit avec ma jambe pour circuler dans cette bousculade...

— C'est vrai! dis-je terrifiée à la pensée du coup que Grand père pouvait recevoir, je le verrai plus tard... Une autre fois...

— Attends! dit Grand père, il y a peut-être un moyen d'arranger ça...

Il m'entraîne assez vite pour rattraper un monsieur, visiblement un officier en bourgeois, qui se dirigeait vers le château avec un petit garçon qu'il tenait par la main.

— Monsieur... Pardonnez-moi de vous demander un service... Ma petite fille voudrait voir le Prince impérial, et je suis un vieux blessé de l'Empire, maladroit parce qu'infirme... Est-ce que vous consentiriez à la faire passer avec vous?... je vois que vous êtes aussi soldat...

Le monsieur, qui regardait attentivement Grand père, répondit en souriant :

— Et même soldat dans votre régiment, mon colonel, quand vous commandiez le 6e cuirassiers.... Lieutenant Delagrave dans ce temps-là... Aujourd'hui lieutenant-colonel... A tout à l'heure!

Il me prit aussi par la main et me fit traverser assez facilement la foule...

C'était, en effet, l'Empereur et le petit Prince qui causaient ce rassemblement. Penché presque jusqu'à terre, Napoléon III tenait la toute petite main du bébé en robe blanche qui se dressait bien campé sur de solides petites jambes.

Le Prince impérial n'était pas précisément joli. Ses yeux étaient petits et sa figure irrégulière. Mais il avait déjà, à trois ans, ce qui manquait à l'Impératrice et ce qu'avait l'Empereur : du charme.

— N'est-ce pas qu'il est gentil notre petit Prince? me demanda le colonel Delagrave, en me ramenant à Grand père, après que j'avais, en compagnie de son petit garçon, hurlé copieusement : « Vive le Prince impérial! »

Je me précipitai sur Grand père pour lui faire part de mon admiration.

— Il est charmant, le petit Prince! Et l'Empereur donc! Ce que je regrette que vous ne les ayez pas vus tous les deux! Si vous les aviez vus, vous les aimeriez, vous aussi!

— Comme le colonel Delagrave semblait l'interroger du regard, Grand père lui dit en souriant :

— Mon Dieu, oui, colonel, je suis toujours le vieux royaliste impénitent d'autrefois... Mais, ma petite fille est impérialiste sans qu'on puisse savoir comment ça s'est fait... Elle a poussé comme un champignon étranger et baroque dans une famille dévouée uniquement aux Bourbons...

— Alors, mon colonel, vous espérez leur retour?...

— Oh!... pas du tout! affirma Grand père, leur retour, jamais à aucun moment je ne l'ai cru possible... C'est pourquoi je n'ai rien fait pour changer la direction des idées de cette petite... si tant est qu'un enfant ait des idées..

Grand père et M. Delagrave s'étaient installés sur des chaises et, contents de s'être retrouvés, parlaient du 6e cuirassiers, de Caen, d'Alençon, et de je ne sais quoi encore. Et le petit garçon et moi nous étions devenus très amis. Il me promettait de venir me voir à Nancy, et m'invitait à aller, pendant les vacances, chez ses parents en Bourgogne. Il avait un an de plus que moi et il était externe au lycée Bonaparte. Il me dit qu'il s'appelait Jacques et je lui dis que je m'appelais Sibylle. Il me répondit :

— C'est un bien vilain nom, mais tu es gentille tout de

même, parce que tu es comme un garçon... On peut te faire du mal sans que tu cries...

Je demandai :

— Comment le sais-tu?

— Parce que j'ai essayé... Si tu veux, on jouera souvent tous les deux?

Nous ne nous sommes jamais revus.

***

J'avais rapporté, des quatre semaines passées à Paris, l'amour passionné du théâtre. En revenant à Nancy, je tracassai Grand père pour qu'il me permît de lire tout Molière, que je ne connaissais jusqu'alors qu'en partie, tout Racine et Marivaux aussi. De lui-même il me donna le théâtre d'Octave Feuillet.

Mon cousin Aymar de Gonneville, qui avait vécu pendant seize ans avec mes grands parents et ma mère en Normandie, venait voir Grand père régulièrement tous les jours à cinq heures. Il me trouvait le nez dans mes bouquins et s'étonnait de me voir lire de telles choses. Il avait six enfants, trois filles et trois fils, et les élevait d'une façon très différente. Sauf les livres de Mme de Ségur, il ne leur laissait lire quoi que ce fût. Alors, Grand père recommençait l'explication que j'avais déjà entendue jadis :

— Elle aime ça, et c'est sans aucun inconvénient pour l'instant... Dans deux ou trois ans d'ici, je ne lui donnerais pas ces mêmes livres... Aujourd'hui elle meuble joliment sa mémoire et ne se souviendra que de ce qu'elle aura compris... Les enfants sains ne cherchent pas midi à quatorze heures...

En effet, je ne cherchais pas midi à quatorze heures, et tout ce que je lisais me semblait très innocent.

Je ne voyais pas souvent, à cette époque, mes petits cousins. Leur mère, fatiguée, n'avait guère le temps de les sortir. L'aînée des enfants, Marguerite, avait quatorze ou quinze ans. Elle était extrêmement pieuse, et je ne l'avais jamais vue jouer. Geneviève, la seconde, avait un an de moins que moi. Elle était très jolie, rose et blonde, avec de magnifiques yeux bleus, et horriblement timide mais très gaie. La petite Hélène, qui venait ensuite, était un bijou. Pierre, un grand garçon dégingandé et distingué, avait quatre ou cinq ans de moins que moi,

et une tête de plus. Félix était doux et joli. Le tout petit était encore un bébé.

Mon cousin Aymar habitait rue Saint-Pierre, devenue la rue de Guise, un grand hôtel, entre cour et jardin. Mais le jardin était petit, et il avait loué, pas loin de chez lui, près de la porte Désilles, un grand jardin potager où sa nombreuse famille pouvait s'ébattre en liberté. Les jours où on me conduisait au « jardin d'Aymar » étaient des jours de joie. Nous restions là pendant quatre ou cinq heures à jouer comme des furieux, Geneviève, Hélène, Pierre, Félix et moi, sous la garde de la nourrice de Geneviève, Adèle, une Lorraine affreuse, à laquelle nous faisions un tas de farces et de méchants tours.

— Ne parle surtout pas à Geneviève de tout ce que tu lis... — me répétait mon cousin presque à chacune de ses visites.

Au printemps, j'eus la coqueluche, une coqueluche violente, abominable, qui me rendit tout à fait malade.

— Il faut absolument la changer d'air! déclara le docteur de Schaken, allez à un kilomètre d'ici si vous voulez, ça suffira, mais quittez la ville.

On se mit en quête d'une maison à louer, mais c'était très difficile, on ne trouvait rien et je devenais une sorte de petit squelette.

Enfin Grand père apprit que M. et Mme le Bègue, les propriétaires d'une des quatre belles maisons Louis XV de la place Stanislas, avaient, au bord de la Meurthe, une habitation dont ils loueraient le rez-de-chaussée pour six mois. En deux jours l'affaire fut conclue, et à la fin de la semaine, on s'installait à Jéricho.

Les le Bègue avaient deux fils; un grand qui faisait son droit, Aimé, et un petit, Octave, qui venait d'avoir sept ans.

C'était un doux et délicieux petit enfant, intelligent et frêle, que je me mis tout de suite à aimer de tout mon cœur. Jeanne Ambert, qui venait presque tous les jours, le prit aussi en affection. On passa un été charmant. Je compris alors que la campagne et la liberté convenaient seules à ma santé et à mon caractère et que je passais à Jéricho le meilleur temps de ma vie. Pourtant deux des plaisirs de la campagne me faisaient horreur : la chasse et la pêche.

Un vieux soldat, qui avait fait les guerres de l'Empire avec Grand père et avait été son ordonnance, habitait Malzéville, le

village le plus proche de Jéricho. Il s'appelait Toussaint, et venait souvent pêcher des goujons et des grenouilles dans la Meurthe presque à côté de la maison. Un jour, il avait voulu m'apprendre à pêcher et Grand père m'avait dit :

— Essaie, au moins!

Au premier goujon pris, j'avais failli m'évanouir. J'aurais souhaité déchirer la bouche du pêcheur comme il déchirait celle du poisson. La chasse ou la pêche me rendaient féroce pour les hommes.

Le maréchal vint plusieurs fois nous voir. Mes cousins de Roquefeuil venaient souvent aussi. On allait les chercher sur l'autre rive avec un bateau, parce que la course était ainsi deux fois moins longue.

Je me souviens qu'un jour où nous débarquions le Maréchal, Grand père dit bonjour au vieux soldat qui pêchait à deux pas des grenouilles dans les trous herbeux du bord.

— Il faut que je regarde ça, dit Canrobert, je n'ai jamais vu pêcher des grenouilles...

Je tournai la tête pour ne pas voir. Dans un grand panier fermé, placé à côté de lui, Toussaint jetait la grenouille prise et laissait retomber le couvercle. Grand père, qui le regardait faire, retint un instant le couvercle du panier et, se penchant, dit, stupéfait et dégoûté :

— Mais, Dieu me pardonne! tu as mis aussi des crapauds dans ton panier!

L'homme regarda nonchalamment les quelques crapauds qui grouillaient parmi les grenouilles, et répondit avec indifférence :

— Ben, mon colonel, c'est tant pis pour euss!

***

Un matin, Grand père entra dans ma chambre. Il avait à la main une dépêche. Il me dit :

— Mon petit minon, ton pauvre papa a été tué à Castelfidardo il y a huit jours...

Je savais que mon père s'était engagé aux zouaves pontificaux, et je l'avais envié de pouvoir faire la guerre. Je répétais tout le temps :

— C'que j'voudrais être à sa place!

Un jour Grand mère que ça agaçait, m'avait observé qu'il courait les plus grands dangers, et je lui avais répondu :

— C'est justement pour ça!

En apprenant que mon père avait été tué, j'eus beaucoup de chagrin. Mais je l'avais très peu connu. Seul, le voyage à Frohsdorf nous avait un peu rapprochés l'un de l'autre. D'autre part, être tué à la guerre me semblait normal et prévu, et c'était, à mes yeux, la plus belle de toutes les morts.

Je me souviens tellement bien de cette minute! Grand père, qui me semblait immense, debout à côté de mon lit, avec la dépêche dans sa main qui tremblait.

Je demandai :

— Est-ce qu'il a souffert?

— Non... Il a été tué à bout portant, le soir même de la bataille, par un de ses camarades qui déchargeait son revolver... C'est Lamoricière qui m'envoie la dépêche...

Grand père s'arrêta effrayé. Une espèce de crise nerveuse venait de me prendre subitement, sans qu'il comprît pourquoi. Je pleurais, je me roulais sur mon lit, j'étais, paraît-il, dans un état inquiétant. On envoya chercher le docteur de Schaken qui s'étonna.

— C'est bizarre!... Elle n'est pas nerveuse... Vous me dites vous-même qu'elle avait appris la nouvelle avec chagrin sans plus... et puis, tout à coup... Il me tapait les mains, me faisait respirer de l'éther.

Je commençais à reprendre conscience, et la désolation de Grand père, qui se reprochait de m'avoir appris la nouvelle trop brusquement, me faisait beaucoup de peine. Mais j'étais molle et sans force, je ne pouvais pas parler. A la fin pourtant je parvins à expliquer, lorsque le docteur répétait pour la dixième fois : « Je n'y comprends rien!... »

— Voilà... c'est parce que, quand je croyais que papa avait été tué dans la bataille, ça me chagrinait, mais je ne le plaignais pas du tout... Tandis que cette mort affreuse et bête... Oh! mon Dieu! mon Dieu! c'est horrible!

— Il faut la laisser seule, dit le docteur. Elle doit être moulue, elle va s'endormir.

Je dormis pendant quinze heures. Quand je me levai, une petite robe de laine noire était déjà pliée sur la chaise à côté de mon lit.

On me fit manger des œufs et du chocolat. On me dit de faire ma toilette et de me recoucher... Et je fis sans discussion

tout ce qu'on me disait. Je n'avais plus de volonté. Et je n'avais plus la coqueluche. Aucune quinte ne m'avait réveillée pendant ce long sommeil.

Le lendemain matin je me levai et je descendis au jardin comme à l'ordinaire. Octave m'attendait, l'air inquiet. Il m'embrassa, ce qu'il ne faisait jamais, et ça m'agaça.

La vue de mes parents en deuil comme moi me fut pénible. Et puis, moi qui, quand il vivait, ne pensais jamais à mon père, je me mis à penser à lui continuellement. Je cherchais à compter le peu de fois où je l'avais vu. Pendant quinze jours chaque année et, depuis 1855 seulement. Avant ça, il ne venait pas à Nancy, parce que, disait-on, j'étais trop petite pour comprendre qu'il venait me voir. Et, pendant ces quinze jours, il s'en allait chasser continuellement à Serrières, au Ménil-Mitry ou à Bourlémont. En Bretagne, pendant mon séjour chez la tante Henriette, c'était tout pareil. Il chassait ou pêchait toujours.

Mais durant notre dernier voyage, combien il avait été bon, et attentionné, et gentil, et désireux de me faire plaisir! Ce souvenir-là effaçait les autres, et me laissait une vision de douceur et d'affection.

Grand père, — c'était toujours lui, que l'on chargeait des missions périlleuses, — me dit deux jours plus tard :

— Nous allons quitter Jéricho à la fin du mois, et le 4 octobre, tu vas entrer au Sacré-Cœur... L'omnibus qui conduit les demi-pensionnaires viendra te prendre à six heures et demie du matin et te ramenera à six heures et demie du soir...

Je dis, horrifiée :

— A quel moment est-ce que je verrai Jeanne?

— Jeanne est partie, me répondit Grand-père, on n'a pas osé te réveiller quand elle est venue pour te dire adieu, tu étais trop faible ce jour-là... Le général Ambert est nommé à Versailles... Tu verras Jeanne quand on ira à Paris au printemps...

GYP.

LA MAITRISE DE L'AIR

IV[1]

ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'AÉRONAUTIQUE

Il convient d'être très prudent en émettant des opinions en matière d'aéronautique, car du jour au lendemain, des progrès techniques peuvent modifier profondément la situation, créer des possibilités et, par suite, exiger des solutions nouvelles. Les considérations suivantes sur l'organisation générale de l'aéronautique ne s'appliquent donc qu'au moment présent et ne prétendent nullement fixer l'avenir.

Cette organisation ne peut et ne doit pas être identique dans tous les pays. Les besoins et les conditions dans lesquelles on peut les satisfaire ne sont pas les mêmes et conduisent à des solutions différentes. Au reste, celles-ci n'ont pas une valeur propre : leur rendement dépend pour une bonne part de la manière dont l'organisation générale est mise en œuvre par ceux à qui incombe cette mission.

Dans tous les pays que rien ne limite dans le développement de leur aéronautique, l'aviation militaire et navale, facteur de première importance dans la défense nationale, occupe une place et obtient des crédits très supérieurs à ceux accordés à l'aviation commerciale, si intéressante que soit celle-ci. Au contraire, dans un pays privé comme l'Allemagne du droit de posséder une aviation militaire, tout sera, du moins en apparence, consacré à l'aviation civile, quitte, grâce

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 1er mai et 1er juillet.

à un camouflage habile, à préparer sous le couvert de celle-ci une aviation militaire.

Si même nous n'envisageons que l'aviation militaire et navale, chaque nation se trouve dans un cas particulier. Par exemple, l'Angleterre, la France et l'Italie n'ont pas du tout à satisfaire aux mêmes nécessités.

La France est exposée, — l'histoire le montre, — à l'invasion de son territoire par sa frontière continentale. Son aviation militaire doit donc combiner étroitement ses opérations avec celles de l'armée chargée de défendre cette frontière. Son premier rôle est de renseigner cette armée pour lui permettre d'agir en connaissance de cause. Aussi notre aviation d'observation, calculée selon les besoins de l'armée, comprend à peu près la moitié de nos escadrilles. L'autre moitié se répartit entre l'aviation de chasse chargée de protéger notre aviation et d'entraver celle de l'ennemi, et l'aviation de bombardement; cette dernière est destinée, soit à coopérer directement ou indirectement à la bataille en agissant sur les points sensibles de l'ennemi (troupes, terrains d'aviation, nœuds de communications, usines de guerre), soit à user envers l'ennemi de représailles si, comme dans la dernière guerre, il s'en prend à la population de nos villes ou à notre commerce maritime.

Au contraire, la position insulaire de l'Angleterre la met à l'abri d'une invasion immédiate de son territoire. Si elle porte la guerre au dehors, son armée de terre étant peu nombreuse au début a besoin de peu d'aviation d'observation. Le gros de son *Air Force* serait employé à des missions indépendantes au même titre que la marine, ou en liaison avec celle-ci. Il est donc logique qu'elle se compose presque exclusivement d'escadrilles de bombardement, qui opéreront contre le territoire ou la flotte ennemie, et d'escadrilles de chasse pour empêcher les escadrilles de bombardement ennemies d'arriver sur l'Angleterre, ou pour leur infliger du moins des pertes graves.

L'Italie, protégée par sa ceinture de montagnes, craint peu une invasion terrestre, mais se juge très vulnérable au bombardement aérien à cause de la forme étroite et allongée de son territoire. Aussi, le projet d'organisation actuellement en cours y prévoit que la moitié de l'aviation sera de chasse, un quart de bombardement et un quart de reconnaissance.

La discussion reste ouverte en France sur le bien ou le mal

fondé d'avoir un ministère de l'Air. Nous ne nous proposons nullement d'y prendre part.

Mais en exposant l'organisation générale de l'aéronautique chez les puissances qui possèdent les aviations les plus importantes, nous allons montrer qu'*il y aura toujours des difficultés de coordination entre les divers services dans la préparation de la défense nationale, qu'il existe ou non un ministère de l'Air*. Nous verrons ensuite l'organisation française et ce qu'elle peut dès maintenant donner, moyennant une utilisation ou le développement rationnel des organes existants.

ORGANISATION GÉNÉRALE DES AÉRONAUTIQUES ÉTRANGÈRES

Angleterre. — L'*Air Ministry* a été créé au cours de la grande guerre, en janvier 1918. A sa tête se trouve un secrétaire d'État de l'air, assisté d'un sous-secrétaire d'État, tous deux membres du gouvernement et du parlement.

Les principaux chefs de service du ministère de l'Air sont :

Le *Secretary of the Air ministry* (administration générale et relations avec le Parlement);

le *Chief of the Air Staff* (chef d'état-major de l'Air);

l'*Air Member for Personal* (questions de personnel);

l'*Air Member for Supply and Research* (ravitaillement et services techniques).

Ces six personnages forment l'*Air Council*, analogue au Conseil de l'Amirauté : les deux premiers sont des hommes politiques, le troisième un haut fonctionnaire civil, les trois derniers des militaires. Parmi ces derniers, le chef d'état-major de l'Air est le chef incontesté de l'aviation militaire. Son influence s'exerce directement sur le personnel, le choix du matériel et les méthodes d'instruction. C'est à cette unité de commandement que sont dus les incontestables progrès constatés dans l'*Air Force* qui, jeune d'âge, a déjà des traditions et un remarquable esprit de corps.

L'aviation civile forme une direction relevant directement du secrétaire d'État de l'air. Notons que son chef est un officier général, le *vice air-marshall* sir Sefton Branker, et que la majeure partie de son personnel supérieur se compose d'officiers. Les premiers essais de liaison postale entre l'Égypte et

Bagdad ont été exécutés par des officiers et avec du matériel militaire, avant qu'on passât à l'administration civile. Sir Branker n'oublie en aucune circonstance le rôle militaire possible de l'aviation et des grands dirigeables. Dans une récente conférence (1), il a déclaré que les routes commerciales aériennes doivent assurer à l'aviation militaire les avantages que les possessions anglaises réparties sur les routes maritimes assurent à la marine britannique. Et, parlant du développement que prendra l'aviation commerciale dès qu'elle sera assez rémunératrice pour ne plus avoir besoin de subventions d'État, il concluait : « Nous devons être à la tête de ce développement, et nous verrons des milliers d'avions, dans un avenir relativement proche, voler sous pavillon britannique dans toutes les parties du monde. Alors nous créerons automatiquement une grande réserve d'usines anglaises, d'industriels, de pilotes, de mécaniciens, de radiographes, d'avions et de moteurs disponibles dans ce pays pour la future grande crise, juste comme notre admirable industrie navale l'était en 1914. »

Dès maintenant, un gros effort s'annonce. Le récent voyage aérien d'Angleterre aux Indes du ministre de l'Air, sir Samuel Hoare, confirme l'intention d'ouvrir à bref délai, au moins en commençant par certains tronçons, cette grande ligne de communications. Dans un intérêt de simplification, le gouvernement anglais a traité jusqu'à présent avec une seule compagnie de navigation aérienne qu'il subventionne, et dont le nom est tout un programme : l'*Imperial Airways*.

Mais il s'en faut de beaucoup que cette organisation soit indiscutée. Le général Davidson, membre du Parlement, qui en est pourtant ardemment partisan, dit à ce sujet (2) : « Il existe incontestablement un très fort sentiment contre l'existence du ministère de l'Air. Beaucoup d'officiers de l'armée et de la marine, et aussi des civils estiment que le ministère de l'Air devrait être supprimé *en tant que ministère*, qu'à sa place devrait être institué quelque Département central pour les études et le ravitaillement, et que la force aérienne du pays devrait être répartie entre l'armée et la marine. » Tout en concluant au maintien du ministère de l'Air pour ne pas remettre en question l'organisation actuelle de la défense

(1) Publiée en mai 1926 par le *Journal of the Royal United Service Institution*.
(2) Voir le N° de février 1926 de la même publication.

nationale, il reconnaît la nécessité (1) « pour la marine et l'armée d'avoir leur propre flotte aérienne, et pour l'armée des escadrilles de coopération avec l'artillerie et de reconnaissance, de quelque nom qu'on les appelle ». Il avoue d'ailleurs que la séparation complète de l'*Air Force* d'avec l'armée et la marine a conduit à des gaspillages pour des services qui devraient être communs (santé, aumônerie, intendance, marchés, terrains, etc...) et qu'il y a là des économies à réaliser.

En fait, si l'armée ne dispose que de ce que veut bien lui prêter l'*Air Force* (sur le territoire métropolitain, 4 escadrilles d'observation pour 28 escadrilles terrestres de bombardement et de chasse (2)), l'amirauté a su remettre peu à peu la main sur une bonne partie de l'aviation navale. Toute l'aviation embarquée, dite *Fleet Air Arm*, appartient à la marine, tout son personnel est marin. Dans les unités d'aviation de défense des côtes relevant de la marine et qui sont les plus nombreuses, tous les observateurs sont marins. Il y a deux écoles distinctes d'observateurs pour la coopération à la défense des côtes : une pour les officiers de l'*Air Force*, une pour ceux de la marine. Les crédits pour le personnel et le matériel de l'aviation navale sont alloués à la Marine qui en délègue la partie nécessaire au ministère de l'Air à peu près comme en France la Guerre et la Marine délèguent au ministère du Commerce les crédits nécessaires à l'achat de leur matériel.

Toujours d'après le général Davidson, l'hostilité de nombreux officiers de terre et de mer à l'égard du ministère de l'Air gêne la coopération. La coordination du travail des trois ministères chargés de la défense nationale reste loin d'être parfaite, bien qu'elle soit confiée au *Committee of Imperial Defence*. Il est indéniable et impraticable, dit-il, de créer un ministère de la Défense nationale réunissant les attributions des trois ministères : la tâche serait écrasante, et le pouvoir de ce ministre serait tel qu'il gênerait le premier ministre responsable. Il propose donc de réorganiser le Comité de défense impériale en y faisant entrer le secrétaire d'État de l'Air, et les trois chefs d'état-major de l'armée, de la marine et de l'air. Ceux-ci constitueraient collectivement un *Super Chief of War*

(1) Chose curieuse, les partisans français du Ministère de l'Air font le raisonnement absolument inverse.

(2) Tous les Dominions possèdent en outre une aviation militaire.

Staff (chef supérieur de l'état-major de guerre). Ils auraient une responsabilité à la fois individuelle et commune, non seulement pour leur propre service, mais pour toutes les questions de Défense impériale les intéressant conjointement. Ils devraient disposer chacun pour préparer leur travail d'un bureau spécial composé de représentants de trois services, se réunir pour toutes les questions engageant leur responsabilité collective et viser en particulier les projets de budget des trois ministères. En attendant, il a été créé un *College of Imperial Defence* destiné à former un corps d'officiers versés dans les problèmes de la stratégie impériale : ce collège reçoit chaque année trente officiers de terre, de mer et de l'air, et il est convenu que son chef sera à tour de rôle pris dans un de ces trois corps d'officiers.

On voit que, ni au point de vue de l'économie ni à celui du travail à réaliser en commun, le ministère de l'Air ne donne en Angleterre complète satisfaction.

Italie. — La préface du rapport présenté à la Chambre italienne à l'occasion de la discussion du budget de l'aéronautique pour 1926-1927, pose comme principe fondamental que les exigences de la défense nationale priment pour elle tout autre point de vue. L'aviation a comme premier but la suprématie de l'air et l'anéantissement de l'aviation ennemie ; toutefois l'Italie ne peut rester étrangère au mouvement international qui donne à la navigation aérienne commerciale une place chaque jour plus considérable.

Il a été créé en 1925 un ministère de l'Aéronautique, dont le titulaire est le *Duce* Mussolini en personne. Celui-ci, étant en même temps ministre de la Guerre et de la Marine, réunit entre ses mains les attributions d'un ministre de la Défense nationale. Son autorité s'exerce sur l'aéronautique par l'intermédiaire de deux organes principaux :

Le sous-secrétaire d'État de l'Aéronautique (dont le titulaire était jusqu'à ces derniers mois un général, remplacé maintenant par un homme politique) s'occupe des questions administratives et techniques, et de l'aviation civile ;

Le chef d'état-major de l'Aéronautique est chargé des questions militaires, en particulier de maintenir le contact avec les chefs d'état-major de l'armée et de la marine, de rédiger les

règlements concernant l'instruction des forces aériennes, d'étudier l'emploi stratégique de l'armée aérienne, et de prévoir la mobilisation de l'aéronautique.

Cette organisation n'est pas sans avoir soulevé des discussions. Le rapporteur du budget reconnaît que ce n'est pas une formule définitive, et qu'il n'est pas interdit d'en envisager une autre dans l'avenir, quand les divers organes auront atteint leur plein développement.

Dès maintenant, le recrutement, le service de santé, celui des renseignements et le service chimique restent communs avec ceux de l'armée et de la marine. Le service aérologique est partagé avec le ministère de l'Économie nationale.

Depuis 1925, tout le personnel de l'aéronautique militaire forme une seule arme, mais les forces combattantes aériennes sont réparties entre :

l'armée aérienne, destinée aux missions indépendantes;

l'aéronautique de l'armée de terre;

l'aéronautique de la marine;

l'aréonautique des troupes coloniales.

Comme en Angleterre, leur unité n'est pas absolue. Les pilotes et les observateurs des appareils embarqués sur les navires et les observateurs des escadrilles employées à la défense des côtes appartiennent à la marine.

Comme en Angleterre également, l'aéronautique militaire a un chef effectif dans la personne du chef d'état-major de l'aéronautique. Mais celui-ci n'a complètement sous ses ordres directs au point de vue de l'instruction et de l'emploi, que l'*armée aérienne*.

Il existe en effet un commandement de l'aviation auxiliaire de l'armée et un de celle de la marine. Ces deux autorités dépendent à la fois de l'état-major de l'armée ou de la marine et de celui de l'aéronautique, et ont un bureau dans ces états-majors. Leurs chefs traitent toutes les questions de travail en commun avec l'armée et la marine, mais les questions organiques, techniques et professionnelles, et l'avancement du personnel sous leurs ordres, relèvent du chef d'état-major de l'aéronautique. Une situation analogue existe pour l'aviation coloniale.

Une entente est donc nécessaire entre les divers ministères chargés de la défense nationale. Le rapporteur du budget reconnaît qu'elle est actuellement insuffisante, et qu'il faudra

beaucoup de travail en commun pour réaliser la coordination des trois états-majors de l'armée, de la marine, et de l'aéronautique. Le gouvernement italien vient de décider, en vue de remédier à ces difficultés et d'assurer une coordination plus parfaite, la création d'un chef d'état-major général qui aura sous ses ordres les chefs d'état-major de l'armée, de la marine et de l'air, solution facilitée par le fait que le *Duce* Mussolini est le titulaire de ces trois ministères.

L'État vient en aide à l'aviation commerciale sous des formes multiples (subventions, exemptions fiscales des droits sur les carburants et le matériel, concession gratuite ou à peu près des aéroports de l'État et de leur équipement, appui diplomatique énergique auprès des gouvernements étrangers). Mais on estime que pour satisfaire aux aspirations italiennes dans ce domaine, il faudrait près de 100 millions de lires de subventions par an, alors qu'en raison des besoins jugés plus urgents de l'aviation militaire, il ne lui en est accordé que 25.

Une autre difficulté vient de l'insuffisance numérique du personnel civil navigant, mais on prévoit l'utilisation de pilotes militaires pour la mise en train de certaines lignes, et même, aux colonies et dans les régions où le trafic serait trop onéreux, la remise du service tout entier à l'aviation militaire.

L'État italien tient avant tout à ce que les lignes aériennes aient un caractère strictement national (sociétés italiennes; matériel italien). Il ne concédera l'exploitation des lignes aériennes qu'à des sociétés fortement constituées et financièrement puissantes. Au début, pour stimuler la concurrence, il en admettra plusieurs, mais son intention déclarée est d'arriver comme en Angleterre et en Allemagne à l'unification.

Nous venons de voir comment se passaient les choses dans les deux grandes Puissances qui ont organisé un ministère de l'Air. Voyons maintenant ce qui se passe chez les autres.

États-Unis. — Jusqu'au milieu de 1926, les questions aéronautiques étaient traitées par :

L'*Air service*, dépendant du ministère de la Guerre, pour l'aviation de l'armée;

Le *Bureau of aeronautics*, du ministère de la Marine, pour l'aviation navale;

L'*Air Mail*, dépendant du *Post-Master général*, pour l'aviation civile qui assurait déjà d'importants services postaux.

Trois lois, l'*Army Air Bill*, le *Navy Air Bill*, l'*Air Commerce Act* ont réglé à nouveau, en 1926, l'organisation générale de l'aéronautique. Elles ont maintenu son partage entre trois ministères principaux, en faisant toutefois passer la plupart des services de l'aviation civile au ministère du Commerce, et elles ont créé auprès de chacun des trois ministères un *Assistant Secretary of State for Aeronautic*, chargé spécialement des questions techniques et administratives. Celui du Commerce, outre la direction, — au point de vue aéronautique, — des services postaux, a spécialement la charge d'étudier les possibilités de l'industrie aéronautique, d'encourager la création de lignes aériennes et d'en assurer l'aménagement (1), tout en laissant celui des aéroports à la charge des villes qui en profitent.

En dehors de ces ministères principaux, le ministère des Postes continue à assurer les subventions nécessaires aux lignes postales (4 350 000 dollars au budget de 1927). Le Service météorologique (*Weather Bureau*) relève du ministère de l'Agriculture, et un organe indépendant, très largement organisé et doté, le *National Advisory Committee for Aeronautics*, est chargé des études et recherches scientifiques.

Mais l'existence des sous-secrétaires d'État n'a pas fait supprimer le chef de l'aviation militaire ni celui de l'aviation navale. Ces officiers généraux, responsables de leur arme, fournissent en fin d'année un rapport que le sous-secrétaire d'État et le ministre transmettent au Congrès.

L'aviation de l'armée et celle de la marine ayant chacune son chef, il n'y a à coordonner dans le domaine aéronautique militaire que deux organes. C'est ce que fait l'*Aeronautical Board*, rattaché au *Joint Board of the Army and Navy*, qui assure la liaison des opérations de l'armée et de la marine : cette commission a le devoir de recommander toutes les mesures susceptibles d'augmenter le rendement commun des deux aviations. Les règlements américains ont posé des règles précises pour l'emploi de l'aviation terrestre en liaison avec la flotte ; ils sont nettement en avance à ce sujet, de même que

(1) Le ministre de la Guerre conserve cependant le droit d'organiser des lignes aériennes militaires et d'en assurer le fonctionnement.

dans l'étude de l'emploi des avions et hydravions dans les opérations d'escadre.

L'*Army Air Bill* décide que l'*Air Corps* forme une arme distincte. Pour la marine, il semble que les officiers continuent à être personnel naval, et ne sont pas spécialisés définitivement dans l'aéronautique.

Le principal rôle des sous-secrétaires d'État est d'assurer un soutien judicieux de l'industrie par la répartition des commandes, de manière que les maisons de constructions sérieuses soient assurées de vivre. A cet effet, les trois *Bills* posent les règles générales communes suivantes. Le ministère qui a des avions à commander, ouvre un concours après avoir fixé les types et les nombres d'avions. Une commission du ministère intéressé examine les projets présentés, et fournit un rapport au sous-secrétaire d'État. Celui-ci reste libre de l'approuver ou non, de commander ou non des avions, et de répartir les commandes entre les concurrents si plusieurs en sont jugés dignes. S'il ne croit pas que la maison ayant fourni le projet primé soit capable d'en assurer la construction en série, il peut confier cette construction à des sous-traitants (1). L'État peut également acheter des prototypes à l'étranger, et les faire construire en série par des maisons américaines. Il a droit de contrôle dans les usines pendant toute la construction.

La réunion des trois sous-secrétaires d'État constitue une commission à laquelle tous les inventeurs peuvent soumettre leurs projets, et cette commission peut acheter pour l'État des droits de licence de construction.

Un autre point, fort important, doit être signalé dans l'*Army Air Bill* et le *Navy Air Bill*. Ces deux documents législatifs règlent en principe les programmes de construction pour une période de cinq ans, le nombre total d'avions à entretenir en permanence, les commandes annuelles à faire (taux de remplacement de 33 pour 100) et les crédits à allouer à cet effet. Il est ainsi prévu une dotation de 1 000 avions pour la marine et de 1 800 pour l'armée, non compris les avions à

(1) Les concurrents doivent être américains ; s'il s'agit d'une société, les trois quarts du capital doivent être américains.

Les réclamations éventuelles des concurrents sont soumises à une commission d'arbitrage de trois membres (un choisi par le réclamant, un par l'État, le troisième par les deux premiers), pris parmi les ingénieurs d'aéronautique notoires.

réformer ou ceux de types périmés. Les augmentations correspondantes en personnel et en matériel sont prévues pour cette période de cinq ans.

On conçoit quelle sécurité pour l'industrie représente un tel programme à longue échéance, et quelle signification son adoption peut apporter au travail annuel du parlement.

L'aviation civile a reçu en 1926 un grand développement qui semble devoir s'accentuer. Outre deux lignes directement gérées par l'État, il en a été ouvert onze autres confiées moyennant subventions à des sociétés privées. Ces lignes ont une longueur totale de 14 000 kilomètres, dont plusieurs milliers sont dès maintenant desservis de nuit. On annonce l'ouverture de 7 000 nouveaux kilomètres en 1927.

Ainsi l'établissement d'une législation récente a écarté la réunion des diverses aéronautiques en un seul ministère. Mais la coordination technique est assurée par la Commission des trois sous-secrétaires et par le *National Advisory Committee for Aeronautics*, et la coordination militaire et navale l'est par le *Joint Board of Army and Navy* renseigné par l'*Aeronautical Board ;* l'aviation militaire et l'aviation navale ont chacune un chef responsable.

L'Allemagne. — L'Allemagne constitue un cas particulier qui mérite une étude spéciale détaillée.

Le traité de Versailles lui avait interdit d'entretenir une aviation militaire, mais laissé la possibilité d'organiser une aviation commerciale. Après une période de recueillement, celle-ci a pris, depuis 1922, un développement de plus en plus grand, et l'Allemagne n'a pas cessé ses efforts de tout genre pour obtenir plus de liberté en matière aéronautique. Jusqu'en 1926, un Comité de garantie surveillait sur place l'application des règles restrictives qui lui étaient imposées, et il y constatait de nombreuses infractions. Depuis le 7 mai 1926, une nouvelle convention aéronautique a supprimé cet organe, et l'a remplacé par un vague droit d'investigation confié à la Société des nations ; tout en maintenant le principe de l'interdiction à l'Allemagne d'avoir une aviation militaire, elle lui a rendu beaucoup plus de liberté d'action, en particulier en matière de construction. Les milieux militaires et nationalistes déclarent d'ailleurs hautement que la lutte pour la

libération de l'aéronautique allemande n'est pas terminée.

Le gouvernement allemand s'est attaché à sembler ne pas s'occuper directement des questions d'aviation et à passer la main à des organismes privés ou soi-disant tels.

C'est le *Reichsverkehrsministerium* (ministère des Transports) qui est l'organe officiel. Une de ses directions s'occupait simultanément d'automobilisme et d'aviation. Depuis 1926, l'aéronautique a une direction particulière de laquelle dépend un Conseil technique, le *Beirat für das Luftfahrtwesen*. Son budget a été en 1925-26 de 24 153 000 marks-or portés par diverses augmentations (1) à 40 955 000 marks-or. Pour 1926-27, il est prévu 44 000 000 de marks-or. A ces chiffres il faut ajouter les subventions accordées par les États et les villes : leur total s'est élevé en 1926 à 36 millions de marks-or en chiffre rond (2); il ne sera pas moindre en 1926-27.

A côté de cet organe gouvernemental, richement doté comme on le voit, il faut signaler le *Deutscher Luftrat* dont l'autorité est acceptée par tout le monde. C'est un organe soi-disant de nature privée, mais dont la création est due à l'initiative combinée du ministère de la *Reichswehr* et du *Reichsverkehrsministerium*. Des représentants de ces deux ministères y ont la haute main ; parmi ses 43 membres, 19 sont des officiers ou d'anciens officiers. Son but officiel est de développer l'aviation de sport et de la doter d'une administration organisatrice.

Mentionnons encore les principales organisations privées qui se consacrent à l'aéronautique :

La *Wissenschaftliche Gesellschaft für Luftfahrt* (association scientifique pour la navigation aérienne) dont le bureau comprend des officiers et des fonctionnaires, en particulier un officier des bureaux de l'organisation du ministère de la Reichswehr.

L'*Aero-Klub* s'occupe surtout d'organisation de concours et de manifestations de propagande.

(1) Cette augmentation semble avoir été motivée en grande partie par la nécessité de combler le passif du consortium Junkers qui se montait à 15 000 000 de marks-or d'après la presse allemande.

(2) Rapprocher ces 80 millions de marks-or des chiffres du budget de la Direction générale de l'aéronautique en France :

152 581 700 francs-papier en 1925,
149 679 190 — — en 1926.

Or, elle a à faire face, en plus des besoins de l'aviation civile, à ceux de tous les services techniques communs à toute l'aéronautique civile et militaire.

Le *Deutscher Luftfahrtverband* (union de la navigation aérienne allemande) réunit 120 associations régionales de tout genre ; son président est un amiral et à son dernier congrès assistaient des représentants des ministères intéressés.

Le *Verband der Lufthafen* (union des aéroports) groupe 108 sociétés dont il a unifié le matériel et les règlements.

Le *Sportflug* (vol sportif) groupe toutes les associations qui s'occupent de la préparation du personnel navigant.

Le *Ring der Flieger* se propose de maintenir l'esprit de corps chez les anciens aviateurs militaires, et groupe en associations les membres des unités d'aviation de la guerre. Il entretient des rapports suivis avec le ministère de la Reichswehr, et ses postes importants se trouvent aux mains d'officiers de l'ancienne Inspection de l'aviation dont il semble être une reconstitution discrète.

Les établissements techniques et les écoles et cours supérieurs n'ont jamais été négligés. Outre le *Kyfhauser Technikum*, spécialisé dans l'enseignement aéronautique, 14 universités et 11 écoles techniques ou supérieures ont organisé des cours et délivrent des diplômes d'ingénieur de l'aéronautique.

Les grands laboratoires d'aérodynamique d'Aix-la-Chapelle, d'Adlershof et de Gœttingen sont largement subventionnés (au moins 2 millions de marks-or au budget de 1926-27).

L'industrie aéronautique s'était, au lendemain de la guerre, transportée en partie à l'étranger pour pouvoir continuer à construire des appareils de guerre ou pouvant facilement se transformer d'avions commerciaux en avions militaires (1). Citons Fokker en Hollande, Rohrbach à Copenhague, Junker en Russie, Dornier en Italie, sans parler des sociétés à base allemande plus ou moins camouflées sous le masque de la nationalité du pays intéressé. D'après des sources sérieuses, l'industrie aéronautique allemande aurait construit en 1926, soit dans les usines d'Allemagne, soit dans celles établies à l'étranger, un millier d'avions en chiffre rond. Les États-Unis eux-mêmes lui ont acheté des avions commerciaux, et presque toutes les lignes de l'Amérique du sud ont des appareils de provenance allemande. Plusieurs de ces modèles d'avions, entièrement métalliques, pouvant séjourner en plein air, d'un démontage

(1) Se rappeler ce que nous avons dit en parlant du matériel.

et d'un réglage faciles, sont très aptes au service de guerre.

L'Allemagne n'a nullement renoncé aux grands dirigeables (1); la souscription ouverte pour permettre de construire un super-zeppelin n'ayant pas été suffisante, l'usine de Friedrichshafen demande à l'État une subvention de deux millions de marks-or.

Ainsi que l'a fait remarquer M. Verdurand, directeur de la compagnie Air Union, qui a étudié sur place l'aéronautique allemande, l'expérience acquise par les constructeurs allemands dans la fabrication et l'adaptation des avions commerciaux destinés aux grandes lignes de navigation leur permettra de passer facilement à la construction d'une grande flotte de guerre.

L'infrastructure se développe sans cesse suivant un plan bien conçu s'adaptant à la fois aux besoins commerciaux présents et aux besoins militaires éventuels. Les années 1924 et 1926 ont vu se créer de nombreuses associations en vue de l'organisation d'aéroports, dont le Reich, les États qui le composent, et les villes sont de beaucoup les principaux actionnaires.

La préparation du personnel navigant est restée d'abord assez peu coordonnée. Depuis 1924, l'association *Sportflug* s'est chargée d'y mettre de l'ordre.

Actuellement on connaît en Allemagne 43 écoles d'aviation dont 10 appartiennent à des compagnies de navigation ou maisons de construction, les autres dépendant d'entreprises particulières ou de groupements aéronautiques. Ce nombre d'écoles est absolument démesuré. Vu les dépenses qu'elles entraînent, il leur serait impossible de vivre sans l'aide de l'État. Bien que l'accord de Paris de mai 1926 spécifie que le gouvernement allemand n'accordera de subvention d'aucune sorte aux organisations se consacrant à l'aviation sportive, le budget prévoit un crédit de 4 700 000 marks-or pour favoriser le développement du pilotage.

La plus importante et la plus caractéristique des écoles d'aviation allemandes est la *Deutsche Verkehrsfliegerschule* (École des pilotes de transport) de Berlin. Elle comporte trois cours distincts :

a) Candidats au brevet de capitaine aviateur exigé pour

(1) Des sondages exécutés en Allemagne auraient procuré des quantités relativement considérables d'hélium, gaz rare ininflammable dont les États-Unis avaient à peu près le monopole.

la conduite des gros avions commerciaux; durée, 4 ans.

b) Élèves-mécaniciens destinés à la conduite des avions des lignes secondaires; durée, 3 ans.

c) Ingénieurs désirant acquérir des notions pratiques de vol; durée, 1 an.

Le pilotage et la navigation sont enseignés aux élèves de ces cours dans différentes écoles, en particulier celle de Staaken près de Berlin.

Le prix des cours est de 5000 marks-or pour le cours *a*) et de 3000 pour le cours *c*), plus 1500 marks annuels pour l'entretien. Le prix du cours *b*) est de 4000 marks-or, mais les élèves sont entretenus gratuitement. Une notable partie des élèves bénéficie de bourses ou de secours d'importance variable.

Dès 1924, le *Sportfluq* se flattait de pouvoir au cas de besoin former 2000 pilotes par an. Il y en avait officiellement 950 immatriculés au début de 1926, et 600 environ sont passés cette année-là par les écoles; mais les listes sont très incomplètes. Lors de la discussion du budget de l'aéronautique italienne en 1926, le député Locatelli a fait remarquer que le nombre des pilotes instruits devait être de 2000 à 2700, et que les lignes de navigation allemandes étaient volontairement coupées en courts tronçons pour justifier l'entraînement de nombreux pilotes. Ces lignes ayant besoin d'environ 200 pilotes, ce qui exigerait un taux de remplacement de 30 à 40 par an, on voit que les existants dépassent singulièrement les besoins (1).

Le développement de la navigation aérienne est remarquable et son mécanisme mérite d'être exposé.

Les compagnies de navigation, assez nombreuses au début, se sont groupées d'abord en deux grands consortiums, *Junkers*, qui s'occupait en même temps de construction d'avions, et *Aero-Lloyd*. A la suite de la déconfiture de Junkers à la fin de 1925, l'État allemand a pris en mains la situation financière de

(1) La Convention du 7 mai 1926 interdit aux militaires allemands de voler autrement qu'à titre privé et limite théoriquement à une demi-douzaine par an le nombre de brevets de pilote à leur accorder. Les membres de Luftpolizei (police aérienne) sont autorisés jusqu'à concurrence de 50 au maximum à obtenir ce brevet, mais non pour pratiquer le vol et seulement pour acquérir les connaissances techniques nécessaires à leur service. Or il a été délivré dans le dernier trimestre de 1925 et le premier de 1926 des brevets à plus de 50 militaires et policiers. Dans une étude publiée à la *Revue de Paris* le 1er décembre 1926, M. Bouillon-Lafont estime le nombre des pilotes militaires allemands à 500.

celui-ci et l'a forcé, le 6 janvier 1926, à se fondre avec l'*Aero-Lloyd* en un seul groupement dit *Lufthansa*, au capital, en grande partie fourni par l'État, de 25 millions de marks-or, dont le conseil d'administration comprend, entre autres personnalités, le directeur des services de l'aviation du *Verkehrsministerium*.

Dès 1926, la *Lufthansa* a exploité 54 lignes dont 15 aboutissant à l'étranger. Son effort se porte surtout sur celles-ci; les lignes intérieures de l'Allemagne doivent devenir des tronçons de lignes internationales. La Lufthansa a su s'associer avec certains États étrangers qui fournissent une partie des capitaux et des subventions. Plusieurs lignes internationales nouvelles, desservies par elle soit en entier, soit par accord avec d'autres compagnies, sont en cours de réalisation. Le prolongement vers l'Extrême-Orient de la ligne Berlin-Moscou a déjà fait l'objet d'études pratiques et ne semble ajourné que par les événements de Chine.

Sa flotte se composait, à la fin de 1926, de 126 avions qui atterrissaient journellement sur 79 aéroports, y compris ceux situés hors d'Allemagne. *Aucun pays ne peut montrer une aviation commerciale aussi développée et aussi centralisée à la fois.*

Ainsi, bien que l'Allemagne n'ait pas de ministère de l'Air, tous les organes de direction et techniques nécessaires, l'infrastructure, l'industrie, le personnel fonctionnent dès maintenant au profit de l'aviation commerciale et *peuvent du jour au lendemain le faire au profit d'une aviation militaire.*

Tous ces résultats n'ont pu être obtenus que grâce à la volonté obstinée, à l'esprit de suite, à la faculté d'association qui comptent parmi les meilleures qualités du caractère allemand. Mais toutes ces qualités n'auraient pu produire de tels fruits sans l'impulsion directrice et les secours pécuniaires abondants du gouvernement.

Quant à l'état d'esprit allemand en matière d'aviation, il est illustré par le passage suivant d'un article de la *Krieger Zeitung* d'avril 1926, dû au général von Hœppner, ancien Inspecteur de l'aéronautique pendant la guerre, et membre du *Luftrat*, à qui nous allons laisser la parole : « Rendez à l'Allemagne la liberté de l'air, et en peu de temps elle aura conquis la navigation aérienne mondiale, montré au commerce des routes nouvelles, donné au monde de nouvelles richesses. C'est pourquoi, peuple

allemand, *tu ne dois avoir ni répit ni repos tant que tu n'auras pas fait voler en éclats les chaînes du traité de Versailles.* Montre, jeunesse allemande, que tu es digne de tes ancêtres et des héros de l'air, et mets ta vie en jeu pour la liberté de l'Allemagne dans le domaine aérien. »

En résumé, l'étude des aéronautiques étrangères, qu'il existe ou non un ministère de l'Air, met en évidence les nécessités suivantes :

Collaboration étroite entre tous les ministères intéressés. — Service spécial de la navigation aérienne, souvent en rapports étroits avec l'aviation militaire. — Organes techniques communs pour toutes les catégories d'aviation. — Chefs militaires de l'aviation travaillant à la préparation à la guerre en étroite liaison avec les chefs d'état-major de l'armée et de la marine. — Organe militaire de coordination des différentes catégories d'aviation entre elles et avec l'armée ou la marine, et tendance à le créer s'il n'existe pas.

La défense nationale reste et restera longtemps encore le but principal de l'aviation, celui pour lequel les budgets consentent les plus larges crédits. Quelque développement que puisse prendre l'aviation commerciale, si intéressante et même indispensable qu'elle soit, elle ne doit jamais faire perdre de vue les besoins de la défense nationale.

Munis de ces renseignements, passons à l'étude de la question en France.

ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'AÉRONAUTIQUE EN FRANCE

L'Aéronautique relève en France de quatre ministères :

Ministère du Commerce, qui s'occupe de toutes les questions concernant l'aviation civile, en particulier l'aviation commerciale et postale, et de toutes les questions techniques communes à tous les ministères;

Ministère de la Guerre pour l'aviation militaire;

Ministère de la Marine pour l'aviation navale;

Ministère des Colonies pour l'aviation coloniale.

Pendant plusieurs années, les services non assurés par la Guerre, la Marine et les Colonies ont été dirigés par un sous-secrétaire d'État de l'Aéronautique dépendant du ministère des

Travaux publics, dont les principaux organes étaient : les Services techniques; le Service des fabrications; le Service de la navigation aérienne; l'Office national météorologique.

La dernière réorganisation ministérielle a, pour des raisons d'économie, supprimé le sous-secrétariat d'État; mais tous les services qui le composaient ont été passés en bloc au ministère du Commerce, où ils constituent une *Direction générale de l'Aéronautique et des Transports aériens*, à la tête de laquelle a été placé le haut fonctionnaire, naguère chef des Services techniques du sous-secrétariat d'État : il est donc particulièrement compétent. En même temps, les organes composant la Direction générale ont subi un regroupement : les Services techniques et celui des fabrications ont été réunis en un seul organe, le *Service technique et industriel de l'Aéronautique*, chargé pour tous les ministères intéressés des études techniques et de la surveillance des fabrications. L'*aviation commerciale*, qui comprend pour toutes les lignes exploitées un service postal, relève d'une *Direction des voies de communications aériennes*.

Dans chacun des ministères de la Guerre et de la Marine, une *Direction de l'Aéronautique* traite toutes les questions d'administration, et partage avec l'état-major général l'étude des questions d'organisation, dans des conditions analogues à celles dans lesquelles travaillent les autres directions de ces ministères. Mais quand il s'agit de commandes de matériel, les ministres de la Guerre et de la Marine définissent leurs besoins et les notifient au *Service technique et industriel de l'Aéronautique*, par qui ces besoins sont communiqués aux constructeurs : c'est également lui qui surveillera plus tard l'exécution des commandes, après que les crédits nécessaires auront été délégués par la Guerre et la Marine au ministère du Commerce.

L'*aviation coloniale* est, jusqu'à présent, très peu nombreuse (1 escadrille en Afrique occidentale, 3 en Indo-Chine). Elle est administrée par un bureau du ministère des Colonies. Son personnel lui est prêté par l'aviation militaire. Elle assure, outre les services militaires, des liaisons d'ordre gouvernemental ou politique. On lui a confié, de même que nous l'avons vu pour d'autres pays, des essais de liaisons postales. Il est possible qu'on lui confie provisoirement ce service, s'il est organisé, ainsi que l'aviation sanitaire.

La suppression du sous-secrétariat de l'Aéronautique n'inté-

resse pas directement la défense nationale ; mais elle l'intéresse beaucoup indirectement. La navigation aérienne peut fournir en temps de paix un précieux facteur d'influence politique ou économique : elle montre nos couleurs au loin, constitue pour notre industrie aéronautique une très bonne réclame, et crée à l'avance pour le temps de guerre un moyen de communication de grande valeur avec les alliés et les neutres. Faute d'être épaulée par une industrie solide, l'aviation militaire ne pourrait en temps de guerre compléter et renouveler son matériel. Or le développement de la navigation aérienne et celui de l'industrie dépendent complètement d'une politique *à très longues prévisions :* il y a en effet à résoudre des conflits, et à assurer des ententes indispensables avec les gouvernements et les intérêts économiques et industriels étrangers. La position un peu spéciale du sous-secrétaire d'État de l'Aéronautique lui avait permis d'échapper pendant plusieurs années aux fluctuations de la politique, et par suite de traiter avec un grand esprit de suite les questions de navigation aérienne, de même que les questions techniques et industrielles. Il est à craindre que l'incorporation des services de l'aéronautique directement dans un ministère ne fasse participer l'impulsion d'en haut à l'instabilité ministérielle.

Quant au directeur général, malgré sa compétence et son autorité reconnues, il n'a pas voix directe dans les conseils du gouvernement, ni auprès du Parlement tous les aboutissants utiles dont y disposait un sous-secrétaire d'État, membre du gouvernement.

Or, il ne faut pas dissimuler que *le moment est venu d'obtenir du Parlement de très gros crédits pour notre navigation aérienne.* Dès maintenant l'Allemagne et les États-Unis nous devancent nettement. L'Angleterre le fera peut-être demain avec la ligne des Indes, la Russie soviétique avec celles de l'Extrême-Orient. Seules des vues nettes et fermes, servies par une personnalité écoutée des Chambres, pourront leur arracher les sommes nécessaires. Il en est de même pour la répartition judicieuse de l'aide à accorder à l'industrie aéronautique.

Le ministère civil chargé de l'aéronautique n'a pu constituer son corps d'ingénieurs qu'en puisant largement dans le corps d'officiers de l'armée et de la marine. Il sera encore

longtemps forcé de leur emprunter une partie de son personnel, de direction et de contrôle.

La préparation de la mobilisation industrielle en vue d'une guerre possible, exige également la collaboration de tous les ministères intéressés. Elle comporte le choix de maisons offrant toute garantie de solidité et de compétence, aptes à développer rapidement leur fabrication, prévenues de cette éventualité dès le temps de paix, entretenant le personnel de bureau d'études, les cadres d'ateliers, et l'outillage nécessaires. Ces maisons sont forcément en nombre limité, et c'est pour garantir leur existence que la politique de soutien à l'industrie aéronautique a sa raison d'être.

L'attribution à un seul organe, le *Service technique et industriel de l'aéronautique* (ministère du Commerce), de toutes les études techniques d'ordre général et de la surveillance de toutes les fabrications, est pleinement motivée par plusieurs raisons : diminution des frais, en évitant des doubles emplois de personnel et de laboratoires; meilleure coordination des efforts; quantité restreinte de personnel compétent qui ne permet pas son éparpillement; analogie et connexité des études d'aérodynamique et de construction des moteurs pour les besoins de l'aviation civile comme de l'aviation militaire et navale.

Son domaine est du reste parfaitement délimité. Celui des inspections techniques et des commissions d'expériences et d'essais de la guerre et de la marine est tout différent : études d'ordre spécialement militaire; surveillance du matériel en service dans les formations militaires ou navales.

Un perfectionnement récent, dû à la création d'un nouvel organe, la *Commission interministérielle permanente des essais d'avions et hydravions nouveaux*, va permettre de hâter la marche des essais qui se partageaient autrefois entre le *Service technique* (ministère du Commerce) et les *Commissions d'essais* de la Guerre et de la Marine. Cette nouvelle commission comprend des représentants des quatre départements intéressés (Guerre, Marine, Colonies, Commerce), continuant à y assurer leur service normal, et s'adjoignant selon les essais à faire toutes les compétences jugées nécessaires. Les rapports établis sur les prototypes mis en essai sont envoyés aux quatre ministres pour leur permettre de prendre les décisions qui les concernent. Enfin, pour hâter la conclusion des marchés, il vient d'être

créé une *Commission centrale des marchés de l'aéronautique* composée de représentants de tous les ministères intéressés, y compris celui des Finances. En somme, l'organisation actuelle permet de réaliser d'une manière très satisfaisante dans le domaine technique la coordination du travail des différents ministères.

Comment l'assurer dans le domaine militaire en vue de la défense nationale? Convient-il de réunir en un corps unique sous les ordres d'un même ministre toute l'aviation militaire et navale? Et si on le fait, doit-elle alors comporter, outre les unités destinées à travailler en liaison avec l'armée et la flotte, une armée de l'air indépendante?

Nous avons déjà indiqué plus haut que la situation géographique, stratégique et politique de la France ne motivait pas cette création. Tenons-nous-en à notre solution actuelle : une aviation de l'armée, une de la flotte, relevant des ministères correspondants. La coordination a déjà bien de la peine à s'établir entre les deux ministères de la Guerre et de la Marine, et même entre les deux aviations de terre et de mer. Ne compliquons pas la question en créant une troisième aviation militaire, chevauchant sur les précédentes, et qu'il y a toutes chances qu'on soit forcé de dissocier dès le début d'une guerre, pour la faire travailler en liaison avec l'armée et avec la flotte.

Ce serait, d'autre part, une erreur de fondre complètement ensemble dans un espoir d'unification et de simplification l'aviation de l'armée et l'aviation navale : elles se spécialiseraient fatalement de nouveau. L'exemple de l'Angleterre et de l'Italie où, malgré l'existence d'un ministère de l'Air, le personnel de l'aviation navale redevient de plus en plus marin, celui des États-Unis, où l'aviation navale reste distincte, le montrent bien. Mais il faudrait que les deux aviations, militaire et navale, se tinssent en contact beaucoup plus étroit qu'actuellement pour se préparer à s'adapter l'une et l'autre aux circonstances dans lesquelles elles auront à collaborer : opérations navales dans les mers étroites, expéditions aériennes à travers ces mers, défense et attaque des côtes, guerre sur terre dans les pays riches en rivières et en lacs...

Voyons comment, sans bouleverser l'organisation existante et sans grandes dépenses, on pourrait obtenir le résultat cherché.

Commençons par avouer que les conditions réelles d'emploi de l'aviation sont encore insuffisamment connues dans l'armée et la marine. Il n'y a là rien d'étonnant. L'aviation est en évolution constante. Son emploi stratégique et tactique est fonction en grande partie de ses possibilités techniques et varie sans cesse comme ces possibilités elles-mêmes par rapport à la valeur de l'aviation adverse. Tandis que le haut commandement de l'armée et de la marine renseigne normalement à tout moment les ministres et leur chef d'état-major général sur l'état de préparation à la guerre des troupes de terre de toutes armes et des unités composant la flotte, il ne peut pas jouer le même rôle pour l'aviation qui ne lui est pas, et ne lui sera pas de longtemps, aussi familière. Les ministres et leur chef d'état-major général, les commandants en chef éventuels, les conseils supérieurs de la guerre et de la marine, ont pourtant besoin d'une documentation toujours à jour sur les possibilités militaires de l'aviation et ses besoins correspondants en matériel, pour arriver à une saine conception de la part à lui assigner dans les opérations à préparer en prévision des guerres possibles. Les chefs des grandes unités des armées de terre et de mer en ont besoin aussi pour pouvoir surveiller le travail de l'aviation avec les troupes de terre et la flotte, au profit et pour le plus grand bien de celles-ci.

Cette documentation n'est pas moins nécessaire à l'*organe militaire permanent de coordination des opérations combinées de l'armée et de la marine chargé en même temps de donner à l'aviation dans ces opérations la place qu'elle mérite*. Dans beaucoup d'entre elles en effet, l'aviation militaire et l'aviation navale constitueront une partie importante des réserves générales, et la seule de ces réserves rapidement employable presque en tout temps à grande distance sur terre comme sur mer. Nous sommes obligés de regretter l'inexistence chez nous de cet organe de coordination réalisé dès maintenant d'une manière plus ou moins complète et heureuse aux États-Unis, en Italie, en Angleterre.

Cette documentation ne serait pas moins utile au *Conseil supérieur de la défense nationale*, organe interministériel charge de statuer sur la mobilisation industrielle, qui jouera dès le temps de paix un rôle capital dans la préparation de l'entretien et du développement de l'aéronautique en cas de conflit.

Elle ne peut être fournie avec compétence que par une autorité ayant dirigé l'instruction technique et tactique de l'aviation et sa préparation au combat aérien, et sachant par suite ce qu'elle peut donner.

Ce serait une erreur de croire que ce rôle peut être rempli par les directeurs de l'aéronautique des ministères de la Guerre et de la Marine, et il serait anormal de le leur confier. Pour aucune des armes composant l'armée de terre, la direction correspondante ne remplit un pareil rôle qui est un rôle de commandement. Il en est de même à la marine. L'impulsion personnelle à donner à l'instruction et à la préparation à la guerre de l'aéronautique, l'élaboration d'une doctrine d'emploi en incessante évolution, réclament un contact étroit avec les troupes et les établissements, une surveillance constante qui exigent de fréquents déplacements, incompatibles avec la besogne administrative qui prend entièrement les directeurs.

Toutes ces tâches ne peuvent être accomplies que par *des chefs comme nous en avons vu dans toutes les aviations étrangères*, chefs responsables, munis des pouvoirs nécessaires, intéressés à la réalisation des programmes d'instruction et d'emploi comme au choix du matériel, à la rapide passation et exécution des commandes.

Qui peuvent être logiquement ces chefs de l'aviation militaire et de l'aviation navale ?

L'armée de terre possède un *inspecteur général de l'aéronautique*, chargé : En temps de paix, d'inspecter les troupes de l'aéronautique (aviation, aérostation, défense anti-aérienne), leurs écoles et les établissements qui les ravitaillent, et de présider un comité consultatif chargé de la détermination théorique des types d'avions à commander; — en temps de guerre, d'assurer la surveillance technique des troupes d'aéronautique et de la défense anti-aérienne, d'exercer le commandement et la mise en œuvre de leurs réserves générales, et de servir de conseiller technique au généralissime.

Responsable en temps de guerre de l'emploi de l'aéronautique, il serait logique qu'il eût le droit et le devoir d'influer sur l'instruction à lui donner en temps de paix par une action personnelle directe sur tous les exercices de l'arme (tir, bombardement, observation, exercices de combat, travaux sur la carte, etc.), et par une liaison étroite avec les généraux com-

mandant les grandes unités pour les exercices en liaison avec les autres armes, sous le contrôle de l'inspecteur général de l'armée et du chef d'état-major général.

Parmi ses attributions devrait figurer l'obligation de donner son avis au ministre sur toutes les commandes importantes de matériel, au chef d'état-major général sur toutes les questions d'organisation, d'instruction et de préparation à la guerre. Il n'a actuellement qu'un rôle de renseignement. Il est tout indiqué pour remplir ce rôle de chef de l'aviation militaire. L'organe existe : il suffit de préciser ses attributions en ce sens et de lui donner des pouvoirs d'exécution.

Il n'existe pas de poste d'inspecteur général de l'aéronautique dans la marine : il y est tout aussi nécessaire que dans l'armée de terre et il faudrait l'y créer dans des conditions analogues.

Ces *chefs* de l'aéronautique militaire et navale seraient en posture de les préparer techniquement et tactiquement à leur rôle de guerre, capables vraiment de fournir en connaissance de cause au chef d'état-major général la documentation provenant de source compétente qui permettra à celui-ci d'assurer la coordination de l'aviation avec les troupes de toutes armes pour l'armée de terre, avec le matériel flottant et la défense des côtes pour la marine.

Seule l'aviation française est privée de chefs de son aviation militaire et de son aviation navale. C'est une grave lacune à combler sans retard.

Quant à l'organe militaire permanent chargé de coordonner les opérations combinées de l'armée et de la marine entre elles et avec l'aéronautique, il doit logiquement se composer du chef d'état-major de l'armée et de celui de la marine, assistés des deux chefs de l'aviation militaire et de l'aviation navale. Les uns et les autres disposent de leurs états-majors normaux. Pour faciliter la liaison, il conviendrait que quelques officiers de marine fussent détachés en permanence à l'état-major de l'armée, et réciproquement, au bureau chargé des opérations et de l'instruction, que le chef de l'aviation militaire eût un aviateur naval dans son état-major, et que celui de l'aviation navale disposât d'un aviateur terrestre.

Mais cet organe n'aura de valeur réelle que si des travaux d'état-major, des études sur la carte portant sur des cas concrets, gymnastiquent les esprits à la pratique des opérations

combinées en tenant toujours compte de l'aide à demander à l'aéronautique, études alternativement dirigées par les officiers de terre et les marins selon que l'armée ou la flotte y joue le rôle principal. Elles devront aboutir bien entendu d'abord à des exercices de combat de l'aviation terrestre avec la flotte et de l'aviation navale avec les troupes de terre, puis à des manœuvres combinées.

Il lui appartiendrait également de donner son avis dans les questions d'instruction communes aux deux aviations et dans les questions de matériel présentant un intérêt commun.

Si l'aéronautique militaire et navale était soumise au contrôle d'un ministère de l'air, il serait encore plus nécessaire, — que l'on crée ou non une force aérienne indépendante, — que chacune des deux ou trois parties de l'aéronautique combattante eût son *chef*, et qu'il y eût en plus un *chef d'état-major de l'air* chargé de la coordination des aviations entre elles et de leur préparation à la guerre.

L'organe militaire permanent de coordination de la préparation des opérations combinées devrait en ce cas se composer des trois chefs d'état-major de l'armée, de la marine et de l'air, et des chefs des deux ou trois aviations.

Il y aurait plus facilement des lacunes ou des doubles emplois dans le travail des états-majors pour la préparation à la guerre. La combinaison de l'instruction de l'aviation avec celle de l'armée et de la marine deviendrait plus difficile, comme le montre l'expérience de l'organisation anglaise et de l'organisation italienne.

Dès maintenant, le *Conseil supérieur de la défense nationale* dispose d'une *commission d'études* comprenant toutes les compétences civiles et militaires nécessaires à la préparation de l'organisation de la nation pour le temps de guerre, en particulier pour la mobilisation industrielle. Un *secrétariat général*, organe interministériel dirigé par un officier général, donne aux études le caractère de permanence nécessaire. Commission d'études et secrétariat général sont fractionnés en sections correspondant aux matières étudiées. Cette organisation a déjà prouvé sa valeur. Elle fonctionnera d'autant plus utilement, en ce qui concerne les questions d'aéronautique militaire et navale, que les ministères intéressés lui soumettront des affaires mieux étudiées et des propositions étayées d'avis plus compétents.

* * *

L'étude qui précède nous amène aux conclusions suivantes.

Il est utile qu'un organe gouvernemental spécial, — que ce soit un ministère ou un sous-secrétariat d'état, — assume, en même temps que la direction de l'aviation civile, et à ce titre celle de la navigation aérienne, toutes les questions techniques et la surveillance des fabrications de l'aéronautique. Sans présence à sa tête de la même personnalité pendant plusieurs années, la permanence des vues et des programmes à longue échéance est impossible.

Il serait regrettable au contraire que les aviations militaires fussent comprises dans ses attributions : il en résulterait une augmentation des difficultés de coordination des efforts de l'armée et de la marine combinés entre eux et avec ceux de l'aéronautique.

Il faut laisser séparées l'aviation militaire et l'aviation navale, dotées chacune d'un chef responsable. Ces deux chefs doivent se tenir en contact intime et constant entre eux et avec le chef d'état-major de l'armée et celui de la marine.

Il serait mauvais au contraire de superposer à l'aviation militaire et à l'aviation navale, toujours indispensables, une armée de l'air indépendante, dont il serait très délicat de coordonner le travail avec les besoins de l'armée et de la flotte.

Les chefs de l'aviation militaire et de l'aviation navale devraient obligatoirement donner leur avis sur toutes les questions aériennes intéressant l'armée ou la flotte, et l'organe militaire permanent de coordination de l'armée et de la marine donner le sien sur toutes les questions aériennes communes à l'armée et à la flotte.

Qu'on ne dise pas que ce serait empiéter sur les attributions et les droits du ministre. Ces avis compétents ne peuvent que l'éclairer utilement et il conserve toujours son droit de décision sous sa propre responsabilité : nous avons vu le cas très nettement prévu par les lois américaines.

Général Niessel.

(A suivre.)

POÉSIES

MIRAGES

LE MIRAGE DE L'AURORE

De son rire dardant les flèches opalines
Sur la terre qui dort encor,
L'aurore s'est levée au-dessus des collines
Qu'impréeise une brume d'or.

Elle attire l'envol des vapeurs transparentes
Qui s'exhalent des champs mouillés,
Comme une reine groupe avec choix ses suivantes
Et les fait asseoir à ses pieds.

D'un geste de ses bras ouverts sur la chaumière,
La forge, l'église, ou la tour,
Elle fait ruisseler l'espoir et la lumière,
Utiles au travail du jour.

Avec le frisson d'aile et l'élan d'un poète
Montant sur son chant le plus pur,
En suivant le fil d'or d'un rayon, l'alouette
Va la saluer dans l'azur.

Le coq avantageux dont le gosier sonore,
Plein de rosée et de soleil,
Est de l'or qui frémit, chante à sa sœur l'aurore :
« Je suis l'hymne de ton réveil ! »

Aussitôt les oiseaux, ébouriffant leurs plumes
Et voletant sur le gazon,
Font, par leurs cris, un bruit de fragiles enclumes
Sur qui frappe un diapason.

Leur tapage exalté s'accorde au chant des sources
Qui s'agitent sous les roseaux,
Et, — des fouets lumineux accélérant leurs courses, —
Roulent l'arc-en-ciel dans leurs eaux.

La brise, en agaçant de ses doigts les ramures
Et leur ravissant leur secret,
Émeut l'espace entier par les larges murmures
Qui s'élèvent de la forêt.

Et, comme une beauté, dont le cœur vient d'éclore,
Croit aux promesses de l'amour,
La nature éveillée aux baisers de l'aurore
Attend la gloire d'un beau jour...

Mais, peu à peu, la brume attriste tout l'espace,
Et, miroir qu'un souffle ternit,
Le ciel où la lumière avait miré sa grâce
N'a plus d'éclat ni d'infini.

Une cendre impalpable et grise sur les choses
Tombe pour les ensevelir;
Le rose s'est fané sur la robe des roses :
Quelqu'un viendrait-il de mourir ?

Les oiseaux étonnés se taisent sous les branches
Qu'immobilise un vague effroi ;
Et dans l'eau sans couleur les naïades trop blanches
Ont dû s'évanouir de froid.

La vallée et ses champs, ses prés et ses villages,
D'où surgissent de vieilles tours,
Ont l'aspect imprécis et terne des images
Dont le temps usa les contours.

L'espoir du jour riant aux lèvres de l'aurore
Sous les nuages s'est éteint,
Comme un nom glorieux soudain se décolore,
Pour une ombre sur son destin.

Vers le ciel morne il monte emportant les fumées
Des chaumes brûlés dans les champs,
Symbole offert à nos menteuses renommées
Comme à nos faux soleils couchants.

L'odeur de terre humide et de feuilles pourries,
Le souffle des brumes du Nord,
S'exhalent de la vie illustre et des prairies
Que touche l'automne ou la mort.

Car la gloire et l'été sont un rêve illusoire
Qui brille un instant sous le ciel,
Et qui s'évanouit en ne nous laissant croire
Qu'au rêve d'un monde éternel.

LE MIRAGE DU COUCHANT

Ainsi que s'abandonne un enfant qui s'endort
Et qui du blond éclat d'une lampe s'irise,
Le jour contre le soir penche ses cheveux d'or.

Le ciel pur s'arrondit en coupole d'église
Et s'orne à l'horizon de coteaux vaporeux,
Sur qui les peupliers courent comme une frise.

Sous la chaude lumière et le silence heureux,
La plaine étend la grâce et l'ampleur de ses lignes,
D'où surgit par endroits un homme avec ses bœufs.

L'automne, en les griffant, tache de sang les vignes;
Et, dressés sur l'azur effilant leur profil,
Deux clochers vers le ciel nous font les mêmes signes.

Un bouleau ruisselant d'argent semble en exil,
Tout seul entre deux champs qui hérissent leurs chaumes;
Et de sa solitude il tremble au vent subtil.

Sur sa courbe charrue appuyant des deux paumes,
On voit un laboureur suivre ses percherons
Et livrer son front moite à l'air chargé d'aromes.

L'odeur du chèvrefeuille et du miel en rayons
Glisse dans le sourire ambré de la lumière
Et prend le chatoyant essor des papillons.

Le soleil, qui l'éclaire à présent par derrière
Et creuse un infini d'or rose à l'occident,
Fait de la plaine immense une immense clairière.

Le mystère y devient plus grave et plus ardent;
La ligne des coteaux y pointe en promontoire,
Sur lequel le soir rouge élève son trident.

Et, comme une galère à la voile de moire,
Un nuage allongé, dans le ciel radieux,
Porte avec majesté sa splendeur et sa gloire.

De quel brillant royaume, envoyé par quels dieux,
A travers quelles mers d'ambre et de chrysoprase,
Arrives-tu vers nous, vaisseau miraculeux?

Notre monde ébloui t'accueille avec extase;
Et, dans l'embrasement sublime du couchant,
Ce n'est plus le soleil, c'est l'amour qui l'embrase.

Amour! c'est pour toi seul que s'exalte ce chant
D'hirondelle dans l'or du ciel qu'elle cisaille;
Que cet humble grillon vibre au bord de ce champ;

Que ce dernier rosier fleurit sur la muraille
Et que, sur la margelle herbeuse de ce puits,
Vainement cette femme attend, pleure et défaille;

C'est pour toi que se sont apaisés tous les bruits
Qui ne sont pas un hymne entonné par une âme
Vers le vaisseau pourpré sur lequel tu t'enfuis...

Car le nuage passe à l'occident en flamme;
Il semble s'amincir, pour être plus léger
Dans sa course au brillant pays qui le réclame.

Son éclat trop divin nous le rend étranger;
Et c'est pour enchanter nos regards d'un mirage
Qu'il a, dans l'or du soir, lentement voyagé.

Mais ce lac de lumière est pour lui sans mouillage,
Et, sa voile gonflée au vent de l'infini,
Il ne laisse de lui qu'un lumineux sillage.

Sa carène de pourpre à l'horizon brunit;
Et, quand il disparaît derrière la colline,
Un frisson de frayeur agite chaque nid;

Le bétail plus pesant dans les friches s'incline;
Et, sous l'ombre tassés, les vieux toits des hameaux
Ont l'air de veuves sous leur noire capeline.

Prince charmant lauré de perles et d'émaux,
L'amour qui n'est qu'un rêve a fui parmi les rêves
Sur le plus fugitif et plus beau des vaisseaux.

Mais, pour nous figurer qu'en nos heures moins brèves
Nous nous sentons moins seuls devant l'ombre et la mort,
C'est d'un rêve nouveau, Soleil! quand tu te lèves,

Et c'est du même amour que ta lumière sort!

LE MIRAGE DU CLAIR DE LUNE

Le vallon sous la lune est un fleuve bleuâtre
D'où monte, comme un mât de navire penché,
La flèche sombre d'un clocher.
Un bois de pins se dresse en portants de théâtre;
Et, devant son décor, on croit voir approcher
Des nymphes en cortège au tendre appel d'un pâtre
Quelque chose d'ardent anime cette nuit.
Sous son lac de fraîcheur dont les eaux sont étales,
Des fleurs de volupté nourrissent leurs pétales,
Des faunes inquiets cherchent l'amour qui fuit.
Dans les vaporeuses coulées
De la lune entre les troncs noirs,
Le regard troublé semble voir
Onduler des formes voilées.
Sous la tunique blanche ou l'écharpe en sautoir,
Sous les gazes autour des hanches enroulées
Et qu'on voit dans le vent de la danse envolées,
Pour offrir la chair nue aux caresses du soir,
Les nymphes et les oréades,
Sortant des arbres, des cascades,
Des roseaux de la rive et des fleurs du chemin,
Sous le bois de pins qui domine,
Comme un portique, la colline,
Viennent toutes danser en se donnant la main.
Leur lumineux cortège ondoie et se soulève
Avec la grâce et la fragilité du rêve;
Il attire et déçoit comme un désir humain.
La flûte qui module aux lèvres de la brise
La chanson par la muse à la fontaine apprise,
Et la guitare du grillon
Qui rythme cette danse et fait aussi légères
Qu'elle les nymphes bocagères,
Jouant un air plus vague et fuyant qu'un rayon,
Sont la mélodie imprécise
Qu'en vain notre oreille s'épuise
A capter comme un papillon.

Le sortilège du paysage nocturne
Sur qui, de ses bras blancs, Phœbé penche son urne,
Et l'animation de la plaine et des bois
Où, dans leur forme humaine, ombre et rayons s'allongent,
Ne sont que le songe d'un songe,
L'image séduisante et navrante à la fois
Du pouvoir de notre âme à créer son mensonge
Et de son impuissance à rien en retenir!
Pareille à cette nuit qui bientôt va finir,
A ce rayonnement lunaire qu'un nuage
Brusquement suffit à ternir,
Notre existence est un mirage
Qu'à l'horizon désert dresse notre courage
Et qui croule dans les sables de l'avenir.
Le monde n'est pour nous que notre propre rêve,
Et son espace ne s'inscrit,
Sa beauté ne chatoie et son sens ne s'achève
Qu'aux limites de notre esprit.
Mais ce rêve, qui nous isole dans sa trame,
Nous couvre d'un brillant linceul;
Et, même en ces heures de flamme
Qui lui font accueillir une âme dans son âme,
L'homme demeure toujours seul.
L'amour sur son silence et sur sa solitude
Jette, comme la lune, un frêle réseau bleu;
D'un chant sublime il joue à peine le prélude;
D'un ciel inaccessible il montre le haut lieu...

Mais le rêve s'envole au vent de l'altitude
Et ne laisse à l'esprit que le tourment de Dieu!

André Delacour.

REVUE LITTÉRAIRE

L'ÉVOLUTION SPIRITUELLE DE MICHELET

Michelet est un des écrivains dont l'étude a été le plus profondément renouvelée ces dernières années. D'abord, son œuvre posthume s'est enrichie de la publication de diverses correspondances fort intéressantes. M. J.-M. Carré, en une série d'études, dont plusieurs ont paru ici même, et dont l'ensemble forme un tout récent volume, nous a révélé les lettres de Michelet à Victor Hugo, Montalembert, Lamartine, Sainte-Beuve et nous a fait connaître les rapports qu'il a entretenus avec ces divers écrivains. Un peu auparavant, M. Paul Sirven, professeur à l'Université de Lausanne, nous avait donné, avec d'ingénieux commentaires, d'abondants extraits de ses lettres inédites à diverses personnes, notamment à son gendre Alfred Dumesnil et à son ami Eugène Noël. Vers le même temps, d'autres érudits s'appliquaient plus particulièrement à son œuvre. M. Gustave Rudler, professeur à l'Université d'Oxford, publiait, à la *Société des textes français modernes*, une édition critique de la *Jeanne d'Arc* et, peu après, deux savants et curieux volumes sur *Michelet, historien de Jeanne d'Arc* : il y discutait à fond la méthode, la pensée et l'art du grand écrivain dans ce petit livre qui passe avec raison pour l'un de ses chefs-d'œuvre. Enfin et surtout, on nous a donné les parties essentielles du cours que Gabriel Monod avait professé au Collège de France sur *la Vie et la Pensée de Jules Michelet*. Ce cours ne va que jusqu'à l'année 1852 : il n'embrasse donc pas les vingt-deux dernières années de la vie de Michelet ; mais les dessous en sont si solidement établis que l'on s'explique la recommandation, faite par Monod aux siens, avant de mourir, de le publier. Un de ses élèves, M. Henri Hauser, s'est chargé de la revision attentive du manuscrit, des

arrangements et retranchements qui furent jugés indispensables. Les deux gros volumes qu'il a fait paraître resteront longtemps la source essentielle à consulter par tous ceux qui voudront parler sérieusement de l'auteur de l'*Histoire de France* (1).

Il est assurément fort regrettable que Monod n'ait pu achever et mettre au point lui-même la grande étude d'ensemble qu'il avait manifestement conçue, et où il se proposait d'exprimer toute sa pensée finale, non seulement sur la personne de Michelet et sur son œuvre, mais encore sur tous les problèmes abordés par Michelet au cours de sa vie. Nous aurions eu là une monographie très complète, très fouillée, très suggestive et, à tout prendre, très suffisamment impartiale. Monod savait beaucoup de choses et, sur une foule de questions, il s'était fait des opinions personnelles, parfois un peu discutables, mais en général assez nettement dégagées de tout préjugé philosophique, confessionnel ou politique. Il aimait beaucoup Michelet, qu'il avait connu et auquel il était redevable de sa vocation d'historien ; il n'en a pas moins signalé avec discrétion les faiblesses de sa pensée et de sa vie. Dans un petit livre qu'il lui avait consacré au lendemain de sa mort, il avait écrit : « Le bas du visage, le menton carré et un peu lourd, révélaient la forte origine plébéienne, peut-être même un côté de nature moins idéal, plus matériel, qui ne se trahissait jamais dans sa vie, mais qui parfois a percé dans ses derniers livres. » Il y avait là un peu de candeur, et beaucoup d'illusions, que Monod, mieux informé, n'a pas hésité à dissiper lui-même. De même, la respectueuse amitié qu'il professait pour Mme Michelet, laquelle lui avait confié tous les papiers de son mari, ne l'a pas empêché de souligner, en termes parfois sévères, les singuliers « tripatouillages » auxquels elle s'était livrée dans les publications posthumes qu'elle avait préparées. Quand on a lu Monod, on songe involontairement à ces quelques lignes malicieuses de Jules

(1) Jean-Marie Carré, *Michelet et son temps*, 1 vol. in-16, Perrin, 1926; — Jules Michelet, *Lettres inédites* (1841-1871), avec un fac-similé et neuf illustrations, extraits, notes et préface, par Paul Sirven, professeur à l'Université de Lausanne, 1 vol. in-16, les Presses universitaires de France, 1928; — J. Michelet, *Jeanne d'Arc*, édition critique publiée par G. Rudler, 2 vol. in-16, Hachette, 1925; — Gustave Rudler, *Michelet, historien de Jeanne d'Arc*, 2 vol. in-8; les Presses universitaires, 1926; — Gabriel Monod, *La Vie et la Pensée de Jules Michelet*, 1798-1852, cours professé au collège de France, 2 vol. in-8, Champion, 1923. — Cf. du même : ***Les Maîtres de l'Histoire : Renan, Taine, Michelet***, 1 vol. in-16, Calmann-Lévy, 1894; *Jules Michelet, Études sur sa vie et ses œuvres*, avec des fragments inédits, 1 vol. in-16, Hachette, 1905; et ses éditions de *Ma Jeunesse* (Gedalge) et des *Lettres à Mlle Mialaret* (Flammarion, 1900).

Lemaitre sur *les Veuves* : « Il y a celles qui passent leur restant de vie, généralement très long, à exploiter, avec un soin âpre et pieux, les livres de leur mort, à vider ses fonds de tiroirs, à publier ses œuvres posthumes, niaiseries de jeunesse, notules, broutilles. Et cela peut durer indéfiniment, et ces œuvres posthumes, elles pourraient les écrire elles-mêmes. *Elles les écrivent peut-être.* Ces veuves « continuent le commerce du défunt », selon l'épitaphe connue. » Le portrait est un peu cruel : Mme Michelet n'avait sans doute pas prévu qu'il se trouverait un jour confirmé par l'implacable sincérité de Gabriel Monod. Grâce aux travaux de ce dernier et aux récentes publications que nous avons mentionnées, nous pouvons aujourd'hui nous représenter avec une certaine précision la biographie morale de Michelet, et ce que j'appellerais volontiers son évolution spirituelle. La question est, en ce qui le concerne, d'une importance capitale : « Son œuvre et son génie, a dit très justement Monod, ne peuvent être compris qu'en les mettant en rapport avec sa vie. »

***

Une enfance pauvre, triste, solitaire, précocement laborieuse, « une herbe sans soleil, entre deux pavés de Paris », des railleries et des brimades de collégiens mal élevés ; voilà les premières impressions qui accueillirent Michelet à son entrée dans l'existence. D'autres auraient pu sortir de là aigris, en révolte perpétuelle contre une société sans entrailles. Lui, non : il était né bon et généreux, et il le resta toujours. Deux choses d'ailleurs le préservèrent des vulgaires rancunes et des basses convoitises : la chaude tendresse des siens qui l'idolâtraient et un vif sentiment d'orgueil, entretenu par l'étude de l'antiquité. « Dans ce malheur accompli, nous dit-il, privations du présent, craintes de l'avenir, l'ennemi étant à deux pas (1814) et mes ennemis à moi se moquant de moi tous les jours, un jour, un jeudi matin, je me ramassai sur moi-même, sans feu (la neige couvrait tout), ne sachant pas si le pain viendrait le soir, tout semblant finir pour moi, j'eus en moi un pur sentiment stoïcien ; je frappai de ma main, crevée par le froid, sur ma table de chêne (que j'ai toujours conservée), et je sentis une joie virile de jeunesse et d'avenir. »

« Aucune idée religieuse » : le père est voltairien, la mère peu dévote, et il n'a pas été baptisé. Mais, un jour, il découvre l'*Imitation*, qui lui fit une impression extraordinaire : il « ne comprenait pas le Christ, mais il sentit Dieu ». De cette découverte date sans doute le haut spiritualisme, la libre religion individuelle qu'il a toujours pro-

fessés. Il avait alors dix ans. Un peu plus tard, à quinze ans, Virgile, le tendre et mélancolique Virgile, puis, à dix-huit ans, Rousseau, avec lequel il se sent toute sorte d'affinités électives, vinrent compléter cette première éducation religieuse; et, l'air du siècle peut-être aidant, il se fait baptiser.

Cette demi-conversion, qui ne paraît pas avoir eu dans son âme un retentissement très profond, semble avoir été due surtout à l'heureuse action d'une femme qu'il appelait « sa marraine », et qui lui fut très maternelle. Il l'avait rencontrée dans la maison bizarre, — moitié pension, moitié asile d'aliénés, — où, après la mort de sa mère, il vint échouer avec son père. « Madame Hortense » était veuve : la vie lui avait été très dure, mais n'avait pas tari en elle les sources vives de la bonté et du dévouement; elle s'intéressa à ce jeune homme ardent et grave, que ses succès scolaires semblaient promettre à un brillant avenir; elle le dirigea, le préserva de bien des tentations et de bien des chutes, lui inspira le respect attendri de la femme. Une affection très pure, mais où peut-être il entrait quelque chose de plus qu'un simple sentiment d'amitié reconnaissante et quasi filiale, germa très vite dans le cœur un peu romanesque du futur auteur de *l'Amour*: sans cette noble femme, quelques-unes de ses plus hautes qualités ne se seraient peut-être pas aussi largement épanouies.

Dans la maison du docteur Duchemin arriva un jour une jeune femme, du nom de Pauline Rousseau, qui remplissait les fonctions de demoiselle de compagnie auprès d'une vieille marquise « à peu près idiote ». Détestée de sa mère, qui réservait pour un fils d'un premier lit une tendresse probablement incestueuse, elle avait eu une éducation fort négligée; elle n'avait ni beauté, ni fraîcheur; mais elle était vive et gaie, un peu impulsive même, « bonne et douce »; « elle plaisait »; elle plut à Michelet, bien qu'elle eût sept ans de plus que lui, et elle ne tarda pas à devenir sa maîtresse. Six ans après, en 1824, trois mois avant la naissance de leur premier enfant, il se décidait enfin à l'épouser. Mme Fourcy, la bonne « marraine », était morte; mort aussi Ponsot, l'ami délicat et pur, dont la touchante affection lui fut si salutaire. Il vivait avec son père, qui, en 1818, s'était transporté rue de la Roquette avec quelques-uns des pensionnaires du docteur Duchemin. Pauline tint la maison : il n'y eut rien de changé dans leur vie.

Cette vie est surtout prodigieusement laborieuse. A peine bachelier, Michelet, tout en conquérant de haute lutte ses grades universitaires, et en poursuivant ses études personnelles, s'improvise

répétiteur dans une institution privée, donne des leçons, court le cachet. En 1822, l'abbé Henri Nicolle, le frère du recteur de l'Académie de Paris, le fait entrer comme professeur d'histoire au nouveau collège Sainte-Barbe, qu'il dirigeait; le jeune maître inaugure son œuvre par des publications pédagogiques; et, en 1827, il se fait nommer par Frayssinous, professeur d'histoire et de philosophie à l'École normale réorganisée. Bien que ses aspirations religieuses soient alors peut-être plus nettes qu'il n'a bien voulu le dire plus tard, elles ne dépassent pourtant guère l'étroit horizon d'un spiritualisme cousinien : sa thèse latine est même nettement sensualiste. Et un rigoriste pourrait lui reprocher de donner un peu le change sur ses vraies opinions, quand on le voit écrire à Frayssinous : « J'ai publié deux opuscules historiques. Je fais imprimer en ce moment la traduction d'un ouvrage de Vico, où l'étude de l'histoire est éclairée par une philosophie conforme à la religion. Les principes énoncés dans ces divers ouvrages répondent assez de ceux du soussigné. » Le futur auteur des *Jésuites* savait pratiquer la restriction mentale.

Le succès et la prudence doctrinale de son enseignement le firent choisir en 1829 comme professeur d'histoire de la fille de la duchesse de Berry. Après 1830, il est appelé à donner des leçons à la princesse Clémentine, et il entre aux Archives. Ses sympathies royalistes d'alors se concilient fort bien avec une ferveur démocratique qu'a réchauffée le soleil des journées de Juillet. La France conçue comme une personne morale ; son histoire envisagée comme le triomphe progressif de la liberté sur la fatalité : il est, dès lors, en possession des idées directrices de son œuvre, et les premiers volumes de l'*Histoire de France* commencent à paraître. Il s'y montre, comme l'on sait, très favorable au catholicisme : c'est qu'il n'est pas encore complètement détaché du christianisme ; à vrai dire, — et ce point de vue perce parfois dans ses leçons et dans ses livres, — s'il croit le christianisme éternel, c'est à la condition de se transformer ; mais il est trop historien et trop poète, trop religieux aussi en un certain sens, pour ne pas sentir la beauté de l'art gothique, la grandeur bienfaisante du rôle de l'Église au moyen âge et pour ne pas rendre à cette dernière un juste hommage. Ce fils du XVIIIe siècle est aussi un fils de Chateaubriand, auquel il envoie ses livres, et qui l'encourage; il ne changera qu'avec le temps.

Nommé en 1838 professeur au Collège de France, très absorbé par son perpétuel labeur, Michelet n'avait pas su élever sa femme jusqu'à lui. Des jalousies, des aigreurs, des disputes s'ensuivirent. Négligée,

oisive, Pauline se laissa aller. De fâcheuses habitudes de jeunesse reparurent, un goût immodéré pour les liqueurs. Une phtisie se déclara, et, le 24 juillet 1839, la pauvre femme mourait, laissant un mari désespéré, très isolé moralement, entre son père et ses deux enfants.

*
* *

Cet état de trouble et de sombre tristesse se reflète dans le volume de l'*Histoire de France* consacré au règne de Charles VI. Les deux volumes qui suivent, sur Charles VII, Jeanne d'Arc et Louis XI, se distingnent par un ton de sérénité, d'optimisme moral, qui contraste avec le volume précédent. C'est qu'il a rencontré sur sa route une amitié féminine qui lui rend confiance dans la vie. Mme Dumesnil était la mère d'un des meilleurs élèves de Michelet. Femme d'un banquier de Rouen, nature fine, élevée, délicate, d'une large et souple intelligence, mais d'une santé très fragile, elle venait souvent à Paris; elle voulut entrer en relations avec le maître préféré de son fils. Des rapports très étroits s'établirent entre les deux familles : Mme Dumesnil vint même, avec son fils, habiter dans la maison de Michelet, dont la fille s'attacha profondément à elle, et ce fut chez lui qu'elle mourut en 1842. Que Michelet l'ait aimée d'amour, d'un amour respectueux, confiant et tendre, en dépit, peut-être, de quelques dissentiments religieux, — elle était restée catholique de croyance et de pratique, — c'est ce qui est indéniable, et il est vraisemblable qu'elle l'a payé de retour. La mort de cette noble amie lui fut un coup très douloureux. L'année suivante, le départ de sa fille Adèle, qui épousait Alfred Dumesnil, le replongea plus que jamais dans sa solitude morale.

Cependant, parmi toutes ces vicissitudes intimes, sa pensée se libère peu à peu des timidités, des indécisions ou des habiletés qui en atténuaient l'expression. Favorisée par les événements politiques et les polémiques de presse, son incroyance se précise; le fond de voltairianisme qui était en lui se dégage et s'affirme avec une fermeté croissante. Jusqu'en 1844, et peut-être 1845, — sa correspondance en témoigne, — il allait régulièrement à la messe. Jusqu'en 1845, de son propre aveu, il admet et il espère « la transformation » du catholicisme : « depuis 1845, il croit à la nécessité d'une *mort temporaire* pour cette religion ». Il n'est pas sûr que cette « nécessité » lui eût aussi nettement apparu, si l'affaire des Jésuites n'avait pas éclaté.

En janvier 1843, le chanoine Desgarets, de Lyon, publiait un livre où il attaquait vigoureusement le monopole universitaire, « destructeur de la religion et des lois » et l'enseignement de Michelet, et de

son ami Quinet au Collège de France. Les deux professeurs crurent devoir se défendre et défendre l'Université, attaquée en leur personne ; et ce fut là, au moins pour Michelet, la principale origine du cours fameux qu'ils professèrent tous deux sur *les Jésuites*. C'en est fait désormais de l'histoire impartiale et sereine. Information hâtive et superficielle, examen précipité et tendancieux des faits, discussions sans portée, méprises et sophismes, déclamations et partis pris, tous les défauts du bas journalisme se donnent rendez-vous dans ces petites salles du Collège de France où l'on respire désormais une atmosphère de réunion électorale. Michelet se croit appelé à un rôle d'apôtre ; il a fait de sa chaire une tribune. Entraîné par l'exemple de Quinet, de Mickiewicz et de tous ces hommes de lettres d'alors sur lesquels a soufflé un vent de messianisme et qui, chaque matin, inventent et prêchent une religion inédite, il proclame, en termes d'apocalypse, sa foi nouvelle : le XVIIIe siècle, le « grand siècle », la Révolution française lui fournissent un nouveau credo. Credo un peu simpliste qui s'étale dans ses livres de cette époque, *les Jésuites*, *le Prêtre*, *le Peuple*, et qui ressemble comme un frère à celui d'Eugène Sue. Visite-t-il le Palais des papes à Avignon? Il note ceci sur son journal : « Une galerie, aujourd'hui détruite, menait, de cette petite tour à la tour plus grande où se trouvait le bûcher, immense cheminée pyramidale, comme l'autre tour, *construite exprès pour la torture*... La superbe salle pyramidale du bûcher, malgré sa hauteur énorme, est frappée par places, de suie, *dans laquelle la chair brûlée doit être pour quelque chose*. » Ne nous hâtons pas trop de frémir : l'historien visionnaire a pris pour une chambre de torture... les cuisines pontificales. Dans son désir de rompre définitivement avec un passé maintenant abhorré, il arrête son *Histoire de France* au XVe siècle, et il se lance à corps perdu dans l'*Histoire de la Révolution* : il a hâte de raconter et de prêcher l'Évangile des temps nouveaux.

Pour soutenir ce rôle difficile d'éducateur et d'apôtre, avait-il personnellement toute l'autorité morale désirable? Son *Journal* nous prouve qu'il en a douté quelquefois. « Comment, écrivait-il en 1847, ne suis-je pas *le prêtre véritable*, moi qui ai tenu cette année le Saint des Saints, sur l'autel des Fédérations? Comment ces choses sublimes qui m'ont tiré des larmes sont-elles si peu intimes en moi? Comment la nature revient-elle obstinément me faire redescendre à l'individualité? » Hélas ! ce prêtre d'un nouveau culte avait de douloureuses défaillances. La « nature » en lui avait des exigences qu'il ne savait pas discipli-

ner. « Sensibilité, sensualité, a-t-il écrit, avec un évident retour sur lui-même, ces deux choses vont souvent ensemble. » Déjà en 1840, peu après son veuvage, il songeait, nous dit pudiquement Gabriel Monod, à l'un de « ces demi-mariages avec des personnes inférieures d'éducation et d'esprit », et il fallut « les conseils fraternels » de Mme Quinet pour l'en dissuader. Plus tard, en 1842, peu après la mort de Mme Dumesnil, puis en 1844, par deux fois, sans égard pour sa fille, qui en souffrit cruellement, et pour son père, qui lui passait tout, il se laissa entraîner à des amours ancillaires : une Marie, qu'il appelait *rustica barbara*, et qui lui représentait, prétendait-il, les populations rurales foulées par les invasions barbares ; une Victoire, qu'il appelait *rustica* tout court, qu'il instruisit un peu, et qu'il eut même, un moment, l'intention d'épouser : celle-ci lui fut un vivant symbole de ce peuple de France dont la Révolution consacrait le tardif avènement : singulière façon, on en conviendra, de comprendre la démocratie et de vivifier l'histoire ! Entre temps, un adultère bourgeois qui, le mari mort, faillit, lui aussi, aboutir à un mariage. « Ma vie simplifiée pour l'histoire de la Révolution », écrit-il en juillet 1846. Elle ne fut guère « simplifiée » et affranchie de ces liaisons humiliantes qu'en 1848.

Je n'insisterais pas sur ces trop humaines faiblesses si d'abord Michelet, qui disait et écrivait tout, n'avait pas voulu nous les faire connaître, dans un sentiment où il entrait peut-être plus d'orgueil, — un orgueil à la Rousseau, — que de candeur et de sincère humilité, et si surtout elles ne s'étaient trop souvent reflétées dans ses œuvres. Et cela, non pas seulement dans ses œuvres de la fin, ou dans ses œuvres polémiques ; mais même dans ses œuvres les plus sérieuses ou les plus pures, l'inspiration sensuelle ou même libertine se laisse entrevoir. On ne serait pas embarrassé pour relever des traits de ce genre même dans la *Jeanne d'Arc*. Le génie, la bonté même ne sauraient suffire à tout. Il y a certains raffinements de délicatesse morale que Michelet n'a jamais su saisir.

C'est dans ces dispositions un peu troubles d'esprit et d'âme que la Révolution de 1848 vint surprendre Michelet. Il l'accueillit avec enthousiasme ; la monarchie de juillet, dont il s'était, lors de l'affaire des Jésuites, discrètement détaché, avait fini par suspendre son cours du Collège de France ; la Révolution lui rendit sa chaire. Il rêva de république universelle, de libération des peuples. Mais les journées de juin lui causèrent une violente désillusion et un profond découragement. Il n'en persista pas moins à croire que de la Révolu-

tion récente allait sortir une nouvelle révélation religieuse. Un événement d'ordre tout intime n'allait d'ailleurs pas tarder à le confirmer dans son robuste optimisme.

A la fin d'octobre 1847, Michelet recevait de Vienne une lettre d'une jeune institutrice française en quête, après la lecture du *Prêtre*, d'une direction de conscience. Intelligente et cultivée, d'éducation catholique, mais d'esprit fort indépendant, Mlle Athénaïs Mialaret avait vingt-huit ans de moins que Michelet : une correspondance s'établit entre eux. Quand elle revint à Paris, en novembre 1848, malade, sans grand appui dans la vie, l'historien se sentit ému pour elle d'une pitié profonde : il la vit souvent, la soigna, l'obligea de toutes manières, et, très vite, il se laissa prendre au charme délicat et fragile de cette attachante personnalité. Depuis la mort de son père, survenue deux ans auparavant, il vivait très isolé, et il sentait tristement le vide de son existence; il était resté très jeune, trop jeune peut-être, de cœur et de tempérament, et « sa violente imagination, sa sensibilité maladive » aidant, il était mûr pour une nouvelle aventure sentimentale. Il aima passionnément, de tout son être, cette « vierge des dernières amours », et je ne jurerais pas que tout fût parfaitement pur dans cette tendresse d'un homme de cinquante et un ans pour une jeune fille de vingt-trois; mais puisque celle qui en était l'objet ne paraît pas l'avoir senti, puisqu'elle a eu la naïveté de publier certaines lettres qui choqueront ceux qu'elle ne fera pas sourire, on s'en voudrait de trop souligner un trait de caractère qui pourrait être aisément déplaisant. Dans son amour à elle il entrait, avec une reconnaissance un peu filiale, beaucoup d'admiration intellectuelle et littéraire. Si d'ailleurs la complète harmonie entre les âmes ne s'établit pas sans quelques heurts, elle s'établit pourtant à la fin. Michelet avait rencontré sur le tard son idéal féminin, et son second mariage fut pleinement heureux.

Tout ce roman d'amour nous est aujourd'hui très bien connu, de par la volonté expresse de ceux qui l'ont vécu. Conformément au vœu de son mari, Mme Michelet avait préparé la publication des lettres qu'ils avaient échangées dans les deux années qui ont précédé leur mariage. « Dans son inquiétude, — et c'est elle qui ne craint pas d'écrire ceci ! — il eût voulu crier au monde : « *Voilà ce qu'est celle* à qui je dois, depuis quinze ans, mon renouvellement quotidien, qui m'a fait vivre dans toute ma force de production, bien au delà de ce que j'aurais cru. » Ces lyriques sont bien étranges : ils bravent avec intrépidité le ridicule; ils tiennent à convier l'univers entier au spec-

tacle de leurs transports, même légitimes ; ils autorisent, ils provoquent même toutes les indiscrétions, toutes les curiosités de la critique. Profitons donc, puisqu'ils le veulent, de leurs intarissables confidences, et tâchons de les connaître *intus et in cute*. Profondément épris et passant vite d'une amitié protectrice et un peu paternelle à la plus ardente tendresse, Michelet abreuve la jeune fille de poésie et de rhétorique amoureuse : la littérature ne perd pas ses droits, puisque ces effusions seront « utilisées » un jour dans le livre de *l'Amour*. Elle, qui n'a jamais été à pareille fête, un peu étonnée peut-être au début, se laisse naïvement aimer; elle aime aussi, à sa manière, plus calme, à ce qu'il semble : ce n'est que plus tard, après le mariage, qu'elle sera au même diapason. Et la lutte pour les idées soi-disant modernes va son train : on est apôtre, ou on ne l'est pas! Non sans éprouver quelques résistances, Michelet convertit sa fiancée à sa foi nouvelle; il la délivre de ses derniers scrupules religieux et la fait consentir à un mariage purement civil, car il veut « rester conséquent avec son passé ». Lamennais ne lui a-t-il pas écrit : « Défenseur de la cause du peuple, de l'avenir de justice et de fraternité que nous voyons poindre à l'horizon, le bonheur sera, pour vous, un moyen de plus pour accomplir le devoir saint qui est le vrai, le seul but des destinées humaines? » Mais au moment de consommer la rupture, les deux fiancés s'attendrissent : « Alors, partial pour mes adversaires, j'ai trouvé naturel qu'elle pleurât son passé avant de le quitter pour toujours. J'ai fait plus, j'ai mêlé mes larmes aux siennes. » Et le 12 mars 1849, au bras de Béranger, « représentant son père », Mlle Mialaret devenait Mme Michelet.

Comme il n'était que trop naturel, les enfants de Michelet virent d'un assez mauvais œil ce remariage. Chose curieuse, il semble que son gendre, — peut-être en souvenir de Mme Dumesnil, — ait été plus hostile à cette nouvelle union que sa propre fille. Ni l'un ni l'autre ne paraissent avoir eu pourtant à se plaindre de leur jeune belle-mère ; et ils pouvaient se dire que ce second mariage assurait à leur père, parvenu à « l'âge difficile », avec le bonheur et l'intimité intellectuelle et morale dont il avait si souvent rêvé, la dignité de ses vieux jours.

Les épreuves qui resserrent, épurent et consacrent les vraies tendresses, ne tardèrent pas à fondre sur ce foyer reconstitué. D'abord, ce fut la mort d'un enfant qui n'avait pas été baptisé, mais que la mère voulut faire ondoyer, quand elle le vit en péril ; « double blessure » dont Michelet eut quelque peine à guérir. Puis, ce fut le 2 décembre, et la double destitution du Collège de France et des

Archives. Réduit à trois mille francs de revenus, avec un ménage et des enfants à soutenir, obligé de compter uniquement sur sa plume, Michelet ne perdit pas courage : sa femme lui fut un constant et robuste appui. Il quitte Paris pour Nantes, où il achève son *Histoire de la Révolution*; et sous l'influence et avec la collaboration de Mme Michelet, il entreprend une série de volumes, *l'Oiseau*, *l'Insecte*, *la Mer*, *la Montagne*, où, mêlant la science et la poésie, il demande à la nature immortelle les consolations et les raisons d'espérer que lui refusent les hommes : livres souvent admirables où son génie d'écrivain se déploie avec une liberté, une souplesse, un éclat qu'il n'avait pas encore atteints. D'autre part, plus que jamais, il a pris au sérieux son rôle d'éducateur national et de prophète des temps nouveaux, et il écrit *l'Amour*, *la Femme*, *Nos fils*, *la Bible de l'humanité*, ces livres où les belles pages, les vues fines et généreuses abondent, mais qui sont trop souvent gâtés par la déclamation et par des préoccupations d'indiscrète physiologie. Et enfin, revenant à son *Histoire de France*, il la complète et il l'achève; mais, cette fois, l'historien pénétrant et impartial a passé la plume à l'homme de parti, « victime du deux décembre » ; il ne « ressuscite » les hommes d'autrefois que pour les exalter ou les flétrir au gré de ses idées, ou plutôt de ses passions personnelles ; son imagination frénétique lui fait voir partout des malades ou des aliénés, et son style enfiévré redouble encore les impressions hallucinantes qu'il emporte de sa vision des âges révolus. « Nous sommes ici enveloppés et chassés de l'Église, écrivait-il, de Nantes, en 1853. Toute hauteur a son couvent. Nul séjour n'est plus propre à fonder solidement la révolution dans les cœurs et *la haine du passé*. » « La haine du passé » : on souffre de trouver cette atroce et puérile formule, et qui exprime si bien son dernier état d'âme, sous la plume de l'homme qui, jadis, avait su rendre un si juste et si intelligent hommage aux hommes et aux choses de l'ancienne France.

Il fait plus encore. Il retouche dans un sens tout « laïque » les premiers volumes de son *Histoire*. Il n'ose pas sacrifier les très belles pages qu'il a écrites sur l'art gothique ; mais il les relègue, pour les faire oublier, dans les *Éclaircissements*. Il avait écrit, dans sa *Jeanne d'Arc*, ces lignes émouvantes :

Faisons les fiers, tant que nous voudrons, philosophes et raisonneurs que nous sommes aujourd'hui. Mais qui de nous, parmi les agitations du mouvement moderne, ou dans les captivités volontaires de l'étude, dans ses âpres et solitaires poursuites, qui de nous entend sans émotion le bruit de ces belles fêtes chrétiennes, la voix touchante des cloches et comme

leur doux reproche maternel?... Qui ne voit, sans les envier, ces fidèles qui sortent à flots de l'église, qui reviennent de la table divine rajeunis et renouvelés?... L'esprit reste ferme, mais l'âme est bien triste... Le croyant de l'avenir, qui n'en tient pas moins de cœur au passé, pose alors la plume et ferme le livre; il ne peut s'empêcher de dire : « Ah! que ne suis-je avec eux, l'un des leurs, et le plus simple, le moindre de ces enfants! »

Il a la faiblesse de supprimer ce passage, qui offusque le rationalisme sans tache dont il fait maintenant profession. Sa « philosophie » actuelle lui interdit désormais ces effusions nostalgiques qui sentent décidément trop leur romantisme et l'influence de Chateaubriand.

Ce changement d'idées n'a du reste point entamé les convictions spiritualistes qui depuis longtemps sont les siennes, et il ne paraît pas se douter du fond de christianisme involontaire que ces convictions impliquent. Dieu, l'âme immortelle, la Providence sont toujours les articles essentiels de son credo. Un moment assombrie par les événements politiques, sa foi dans l'infaillibilité de l'âme populaire et dans les destinées de la France s'affirme, dans les dernières années de l'Empire, plus vibrante que jamais, et, naturellement, elle s'accompagne de rêves pacifistes. « Les hospitalités amicales des grands peuples entre eux, écrit-il en 1869, seront les divines fêtes de la paix, le concert, par exemple, que mille exécutants français et allemands nous donneront sur le pont du Rhin. » Le canon de Sedan lui répondit.

Ce lui fut un coup terrible. « Sa chère Allemagne » se révélait à lui sous un aspect qu'il n'avait pas prévu. Vaincue, mutilée, divisée contre elle-même, en proie aux mille difficultés politiques et sociales qui suivent une défaite, la France, qu'il avait si passionnément aimée, semblait faire faillite aux espérances qu'il avait mises en elle. Son ardent patriotisme était blessé au cœur. En apprenant la capitulation de Paris, il avait eu une attaque d'apoplexie. Il mit quatre ans à mourir du désastre national. Admirablement soigné et réconforté par sa femme, il se reprit, sinon à l'espoir, du moins à la vie et au travail. Il plaida avec son éloquence coutumière la cause de *la France devant l'Europe*; il s'attela à une *Histoire du XIXe siècle*. Mais le cœur n'y était plus guère. Ce qui lui restait de sa foi ancienne, il l'enferma dans les dernières lignes de son testament : « Dieu me donne de revoir les miens et ceux que j'ai aimés. Qu'il reçoive mon âme, reconnaissante de tant de biens, de tant d'années laborieuses, de tant d'œuvres, de tant d'amitiés! »

Victor Giraud.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le traité de commerce entre la France et l'Allemagne, après de longues et difficiles négociations, a été signé le 17 août à 9 heures du matin. C'est un acte considérable, non seulement par ses résultats économiques, mais encore par ses conséquences politiques. Essayons d'en montrer l'importance.

Les obligations d'ordre commercial imposées à l'Allemagne par le traité de Versailles ont pris fin en janvier 1925; depuis cette époque, on n'avait pas réussi à trouver les éléments d'un accord. Les Allemands arrivaient avec une doctrine économique très étudiée et un plan très précis; les Français ne savaient ni ce qu'ils voulaient, ni où ils allaient. L'Allemagne avait déjà opéré sa stabilisation financière, tandis que la France ne faisait qu'entrer dans la période de crise ; elle n'avait pas revisé son tarif douanier ; elle se trouvait donc dans les conditions les moins favorables pour entamer une négociation commerciale dont les conséquences ne pouvaient manquer d'être considérables. On s'en tira par des accords provisoires ; on se livra, en France, à des enquêtes approfondies ; on trouva des lumières dans la remarquable *Enquête sur la production* dirigée et publiée par le Bureau international du travail de Genève ; on tira d'utiles enseignements de la récente conférence économique. La restauration de nos finances par M. Poincaré et la stabilisation de fait de notre monnaie permirent, cette année, d'aborder les négociations dans des conditions moins hasardeuses. La rupture des pourparlers en juin 1925 correspond à la crise financière de cette époque ; les accords du printemps de 1926 n'ont pas eu de suite à cause de la chute du franc, et c'est aussitôt après les premiers efforts de M. Poincaré que put intervenir, le 5 août 1926, un accord provisoire. Le Parlement s'est enfin occupé d'élaborer un tarif douanier qu'il n'eut pas le temps de voter ; mais, par la loi du 13 juillet dernier, il autorisa le

gouvernement à augmenter par décret les tarifs existants, en attendant que le nouveau tarif fût mis en vigueur. En réalité, c'est par les négociations avec l'Allemagne que s'est élaboré pratiquement notre futur régime douanier. Par l'accord du 17 août, en effet, les deux pays s'accordent réciproquement, en fait, la clause de la nation la plus favorisée, d'où il résulte que tout abaissement consenti par la France à un autre pays est automatiquement accordé à l'Allemagne. Les droits discutés et acceptés au cours des négociations vont être promulgués par décret et deviendront la base de notre nouveau tarif; ils sont, en général, plus élevés que ceux de l'ancien tarif, mais moins élevés que ceux du nouveau qui n'a pas encore été mis en vigueur.

M. Seydoux, particulièrement compétent en la matière, conclut en ces termes un article très solide dans *le Petit Parisien* : « L'Allemagne a appliqué à l'accord sa doctrine économique, et, quant à nous, c'est tout le contraire : notre nouvelle doctrine économique sort de l'accord franco-allemand. C'est là pour nous un avantage qui n'est pas à dédaigner. Les négociations franco-allemandes peuvent nous avoir beaucoup appris. De tous les pays d'Europe, l'Allemagne est celui qui a le mieux compris les nouvelles nécessités économiques et qui a su le mieux s'y adapter. Nous sommes fort en retard à ce point de vue ; espérons que la leçon ne sera pas perdue pour nous. » Telle est la portée générale des négociations qui viennent de prendre fin. Elles ont été conduites avec un esprit de suite et une autorité lumineuse par M. Serruys, directeur des Accords commerciaux au ministère du Commerce, sous les auspices du ministre lui-même, M. Bokanowski.

La signature de l'accord avec l'Allemagne oriente toute notre politique commerciale; elle met d'abord le Parlement au pied du mur et l'oblige à voter le tarif douanier tout entier avant le 15 décembre 1928, date à laquelle les accords provisoires d'aujourd'hui deviendront définitifs ou caducs. Une année d'élections, on peut craindre que ce ne soit beaucoup demander à nos députés. Le nouvel accord entraîne une réadaptation de notre politique économique dans un sens modéré et libéral; il sanctionne l'unité de vues de la France et de l'Allemagne conforme aux principes adoptés par la conférence économique de Genève et par les conventions issues de la conférence de Barcelone au sujet des transports. La tendance générale est d'abaisser les barrières douanières, de faciliter les échanges. De là l'application, pour la presque totalité des produits de l'exportation de chacun des deux pays, de la clause de la nation la plus favorisée; jus-

qu'au 15 décembre 1928 un système de restrictions et de contingentements restreint l'application du nouveau système douanier; mais ensuite nous voguons vers un régime qui se rapproche du libre échange. Les inconvénients qui pourraient en résulter seront atténués par l'esprit pratique et réalisateur, nullement doctrinaire, qui a inspiré les négociations. Les accords du 17 août vont devenir un stimulant pour notre travail national; ils favoriseront un mouvement d'échanges qui ne cesse pas de se développer depuis la fin de la guerre. L'activité des deux pays est, sur certains points, concurrente, mais elle est plus souvent complémentaire, et la concurrence pourrait être largement atténuée par une spécialisation industrielle bien étudiée. La mise en vigueur du nouveau tarif allemand, qui a commencé le 1er juillet, aurait eu, sur nos exportations, des effets pernicieux, notamment pour la vente si difficile de nos vins; l'Allemagne se serait fermée aux marchandises de la Sarre; les cartels industriels déjà établis n'auraient pu fonctionner. Le marché allemand nous achète plus qu'il ne nous vend. Qu'il reste ouvert à nos produits agricoles et industriels, c'est donc un avantage évident. Il est permis d'espérer aussi que l'aménagement et l'accroissement des échanges économiques entre les deux pays deviendra un facteur de pacification et aura, sur le terrain politique, d'heureuses répercussions.

Les Allemands obtiennent, par des conventions annexées à l'accord, la réouverture à leur commerce de nos marchés coloniaux et des pays de protectorat, le Maroc, par exemple; leurs lignes de navigation pourront y faire escale; ils pourront avoir un consul à Tunis ; mais le droit de s'établir au Maroc est refusé aux ressortissants allemands, malgré les efforts tenaces et réitérés de M. Posse et de sa délégation ; il eût été à craindre qu'ils n'en profitassent pour répandre parmi les indigènes une propagande antifrançaise et pour se livrer surtout à la vente des armes. L'échec, sur ce point, a été très sensible à l'opinion allemande et a valu de sévères critiques aux négociateurs. A cette réserve près, le ton de la presse allemande est assez satisfait. Les journaux estiment en général que les grandes industries allemandes d'exportation (produits chimiques, construction mécanique, électricité) obtiennent les concessions qu'elles souhaitaient et que le nouvel instrument développera les échanges entre les deux nations. En Angleterre, l'accord économique franco-allemand est accueilli avec faveur; on se plaît à y voir le commencement du « désarmement économique » que l'Angleterre souhaite

et que la conférence économique de Genève a recommandé. Même dans le cas où le nouveau traité de commerce porterait aux exportations britanniques quelque préjudice, l'Angleterre, selon le *Times*, devrait s'en réjouir, car il est de nature à accroître la prospérité et, par conséquent, le pouvoir d'achat de deux de ses meilleurs clients.

L'Allemagne a confiance en son avenir économique ; c'est la raison principale pour laquelle elle a signé l'accord du 17 août ; mais il est permis de croire qu'une pensée politique a contribué à décider le gouvernement du Reich. Au moment où s'approchent l'assemblée annuelle de la Société des nations et la réunion du Conseil, M. Stresemann, en présence de certaines manifestations intempérantes du nationalisme allemand, reste fidèle à son personnage en faisant montre de dispositions libérales et conciliantes. Jamais, depuis l'occupation de la Ruhr, l'esprit public en Allemagne n'a été aussi agité et aussi divisé. Les habiletés de M. Stresemann se retournent contre lui ; il a entretenu, sur la politique de Locarno, une équivoque, en laissant croire que l'évacuation des régions occupées et la revision du traité de Versailles en seraient les conséquences, et maintenant les nationalistes qui lui ont donné ou vendu leur appui à défaut de leur confiance, se retournent vers lui et demandent quand ses promesses deviendront des réalités. Certes, le ministre des Affaires étrangères n'est pas embarrassé pour énumérer les résultats favorables de la politique qu'il a suivie ; même les objurgations et les menaces des vieux partis de droite ne lui sont pas inutiles pour corser son scénario et lui permettre, à son tour, de se tourner vers les Alliés pour exiger la réalisation de ce qu'il appelle leurs promesses. Sa tactique n'est pas sans effet, puisque déjà, à deux reprises, le gouvernement britannique a adressé à Paris une note diplomatique sur l'opportunité de diminuer les effectifs de l'armée d'occupation. M. Briand aurait-il pris à ce sujet des engagements que sir Austen Chamberlain se croirait en droit de lui rappeler? Nous ne le pensons pas. En tout cas, un pays démocratique n'est lié que par les engagements souscrits par le gouvernement tout entier et ratifiés par le Parlement.

Il semble qu'un accord se soit établi dans le gouvernement, avec l'assentiment des autorités militaires, pour réorganiser l'armée française d'occupation à cinq divisions d'infanterie et une division de cavalerie avec les cadres et les services de deux corps d'armée ; ce remaniement aurait pour effet de ramener en France environ 5 000 hommes, plus les services du 33e corps d'armée qui serait supprimé et qui d'ailleurs, n'existe plus guère que sur le papier.

Les effectifs anglais seraient réduits dans la même proportion. C'est là évidemment le strict minimum compatible avec la sécurité du corps d'occupation qui ne doit pas risquer d'être enlevé par quelque prise d'armes des populations, ou coupé de ses lignes de communication. Les Allemands, à défaut de l'évacuation complète qu'ils savent n'avoir aucune chance d'obtenir dans les circonstances actuelles, allèguent que le traité parle d'un effectif « normal » et interprètent ce mot, — à la vérité mal choisi, — comme signifiant l'effectif des troupes allemandes avant la guerre. C'est oublier que les provinces rhénanes étaient alors couvertes par les formidables garnisons d'Alsace et de Lorraine et des places fortes telles que Metz; c'est oublier aussi que la Belgique était neutre et que l'Allemagne savait bien que cette neutralité serait toujours respectée par la France. Les troupes alliées en Rhénanie sont singulièrement plus exposées, plus « en l'air », et ce serait offrir des tentations aux militaires allemands que de les réduire davantage.

Ne nous attendons pas d'ailleurs à apaiser, même pour une heure, les revendications allemandes ; elles se montrent actuellement d'une intransigeance si maladroite qu'elle vont directement à l'encontre de leur but. De diverses sources sont venues, depuis deux mois, des révélations sur l'action et l'organisation de la Reichswehr, qui ont provoqué en Allemagne plus de colères et de démentis que de réfutations. Ce furent d'abord les rapports de M. de Broqueville, ministre de la défense nationale en Belgique (5 juillet), précisant les manœuvres que le ministère de la Reichswehr, qui constitue un État dans l'État ou plutôt au-dessus de l'État, emploie ou se propose d'employer pour tourner le texte du traité et accroître les forces militaires actives de l'Allemagne. Puis ce furent les révélations d'un journal antinationaliste, *die Menschheit*, montrant le ministère de la Reichswehr préoccupé de modifier le système allemand de recrutement et de service militaire, afin d'accroître les effectifs instruits qui pourraient être mobilisés et serviraient à encadrer la levée en masse des citoyens. Le Reich arriverait à disposer d'une armée de métier d'un demi-million d'hommes qui serait beaucoup mieux instruite et apte à la guerre que l'armée française du service d'un an. Ce sont là, a dit un communiqué officiel allemand, des études purement théoriques Elles prouvent tout au moins que l'état-major de la Reichswehr, sous l'œil de l'inamovible M. Gessler, garde les traditions et les préoccupations de l'ancien état-major impérial dont les responsabilités, dans la genèse de la guerre, sont si lourdes. Par une lettre,

en date du 22 juillet, adressée à sir Eric Drummond, secrétaire général de la Société des nations, M. Briand, agissant comme président de la Conférence des ambassadeurs, a transmis à l'organisme de Genève le contrôle du désarmement de l'Allemagne conformément au traité ; c'est donc à la Société des nations qu'il convient de signaler ces deux points essentiels : d'une part, l'existence, contraire au traité, d'un organisme qui continue l'ancien *Generalstab* ; d'autre part la possibilité, au cours des douze années de service que doit faire le soldat allemand de la Reichswehr, de le remplacer une ou plusieurs fois par d'autres individus afin d'augmenter le nombre des hommes instruits. Le système a trop bien réussi à la Prusse après 1807 pour que le Reich de 1927 ne soit pas tenté d'y recourir.

Les révélations de la *Menschheit*, qui se publie à Wiesbaden, se trouvent corroborées d'une façon frappante par un rapport secret du général Guillaumat, commandant en chef l'armée du Rhin, daté de février dernier, que *Aux écoutes* a réussi à publier et dont M. Painlevé a reconu l'authenticité. « Tous les renseignements recueillis depuis quelque temps par notre État-major, dit le général, concordent pour établir que le gouvernement allemand poursuit, depuis un an environ, l'exécution d'un plan qui vise à constituer en territoires occupés et dans les différents domaines de l'activité militaire une force capable, le cas échéant, d'intervenir rapidement contre nous. » Le rapport donne des précisions : formation de plus de cent sociétés sportives directement encouragées par les autorités, institution de nombreux groupes de la Croix-rouge ; amélioration et extension des réseaux routiers et ferrés avec l'évidente intention de faciliter la mobilisation, la concentration et les transports militaires ; création de trois immenses postes aériens sur le Rhin et de cinq autres près des frontières française et belge. Ces révélations précises sont infiniment troublantes ; elle révèlent un plan précis, des préoccupations continues que le gouvernement du Reich feint d'ignorer, mais qu'il couvre et approuve. Vraiment l'Allemagne est mal venue à se plaindre, quelles que puissent être d'ailleurs les préférences pacifiques d'un certain nombre de ses citoyens, que les Alliés ne lui accordent pas la faveur d'une évacuation anticipée des territoires occupés.

C'est le dépit d'une manœuvre manquée qui éclate dans un discours tel que celui de M. de Kardorff. Ce député est l'un des chefs du parti populiste dont M. Stresemann est le leader. Son discours du 11 août aurait pu passer inaperçu s'il ne l'avait prononcé dans une séance solennelle du Reichstag, en présence du

président Hindenburg, à l'occasion de l'anniversaire de la constitution républicaine de Weimar, et s'il n'avait été applaudi sur presque tous les bancs. Il reproche amèrement à la France de maintenir l'occupation; il oppose même l'humanité et le respect pour les populations vaincues que pratiquèrent les troupes allemandes en France après 1870 à la brutalité de l'occupation française. Les Allemands s'entendent à merveille à ne retenir de l'histoire que ce qui sert leur thèse. Il faut pourtant rappeler à M. de Kardorff que si le général de Manteuffel apporta dans l'exercice de sa délicate mission un certain esprit de justice, Bismarck ne cessa de l'en blâmer, de lui envoyer des instructions féroces et de l'exciter à traiter par la manière forte un peuple sans foi ni loi; il suffit de lire la correspondance de Manteuffel; elle est édifiante. Quant aux brutalités de l'occupation française, nous attendons que M. de Kardorff en écrive l'histoire. Il est bon de lui rappeler aussi que l'occupation militaire allemande s'est prolongée jusqu'au terme fixé par le traité et que les Français ont payé jusqu'au dernier centime une indemnité de guerre qui n'était pas destinée à des réparations. Les maladroites provocations venues de certains Allemands nous obligent à rappeler des faits ou des paroles historiques qu'ils auraient tout intérêt à laisser dans l'oubli : c'est ainsi que, dans *le Figaro aux États-Unis* du 22 août, M. Morton Fullerton, à propos du discours du 11 août, rappelle à M. Stresemann quelques paroles mémorables prononcées par lui pendant la guerre. Le 8 juin 1915, à Francfort-sur-le-Mein, il demande que, conformément aux vœux exprimés la veille par le roi de Bavière, l'Allemagne, quand elle aura vaincu ses ennemis, garde les bouches du Rhin et le littoral belge et français de la mer du Nord. L'année suivante, en avril, il proclame que, en Belgique, il faudra « garantir l'influence dominante militaire, politique et économique de l'Allemagne ». De lui encore ces mots historiques : « Il faut que nous affaiblissions nos adversaires avec une telle absence de scrupules qu'aucun ennemi n'ose plus nous attaquer; pour cela un déplacement de la frontière vers l'Ouest et vers l'Est est absolument indispensable. » Les Allemands sont mal avisés d'invoquer l'histoire; quand elle n'est pas falsifiée à leur usage, elle se se retourne immanquablement contre eux.

Il s'en faut que la politique de Locarno ait échoué. Ceux-là seuls peuvent le prétendre qui lui demandaient ce qu'elle ne pouvait ni ne devait donner. Mais si elle n'a pas répondu à toutes les espérances des Allemands, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes et à l'évolution de leur politique intérieure. Nous ne prétendons pas

nous immiscer dans leurs affaires domestiques, mais il faut bien constater que l'élection du maréchal de Hindenburg pour remplacer l'ouvrier sellier Ebert, et l'entrée dans un ministère de coalition des représentants des deux grands groupes monarchistes et nationalistes, celui des Allemands-nationaux et celui des populistes auquel appartiennent M. de Kardorff et M. Stresemann, ne dénotent pas une évolution démocratique et pacifique. Le temps est loin où Kautsky, honnêtement, publiait les dépêches diplomatiques de juillet 1914 avec les annotations de Guillaume II! La tactique bien connue et avouée des partis nationalistes, en participant au pouvoir et en acceptant provisoirement la constitution, consiste à sérier les difficultés et à saisir les résultats qui peuvent être acquis afin d'arriver lentement mais sûrement à la destruction des traités et à la constitution d'une Allemagne plus grande que celle de 1914 puisqu'elle engloberait l'Autriche. Le jour où les Allemands, dans la plénitude de leur indépendance, ont fait une large part dans le gouvernement aux vieux partis qui ont mené l'Allemagne à la guerre et à la catastrophe, ils ont faussé le fonctionnement de la politique de Locarno. Si, en effet, les Alliés accordent au gouvernement actuel quelque concession, ils font le jeu des partis avec lesquels aucune conciliation n'est à espérer et qui ne peuvent être tenus en respect que par la force. Telle est l'impasse où la politique trop subtile de M. Stresemann a conduit le Reich. Elle est, pour le moment, sans issue. Au lieu d'attaquer M. Poincaré, les Allemands feraient mieux de s'en prendre à eux-mêmes.

La presse allemande s'étonne que le discours de M. de Kardorff et l'approbation éclatante qu'il a reçue du Reichstag aient soulevé en France l'émotion de tous les partis. L'organe officieux de M. Stresemann, la *Tägliche Rundschau* (14 août), s'écrie : « Nous revendiquons le droit de célébrer nos fêtes comme nous l'entendons et de parler de nos malheurs et de nos espérances comme il nous plaît. C'est une présomption injurieuse de la part de la presse française et par laquelle elle se place hors de la morale humaine, que d'avoir l'audace de vouloir, neuf ans après le traité de paix, nous imposer silence en qualité de vaincus ; c'est faire preuve de mauvaise conscience que de considérer comme des injures des faits objectifs et irréfutables qui sont déjà entrés dans l'histoire. » Voilà de biens grands mots ! Le journal de M. Stresemann n'a pas compris les articles de la presse française. Ils ne se plaignent pas du discours de M. de Kardorff comme injurieux, ils le regrettent comme révélant un état d'esprit incompatible avec la

politique de Locarno et indiquant la prédominance des tendances nationalistes. La *Gazette de Cologne* souligne que les paroles du député populiste ont eu « l'approbation unanime de tous les Allemands, des social-démocrates aux nationaux-allemands ». Nous ne pouvons que le déplorer dans l'intérêt de l'apaisement des esprits et de la conciliation des intérêts. La contradiction apparaît irréductible ; elle ressort même des paroles d'un homme tel que l'ancien chancelier Wirth : les Alliés et l'Allemagne n'interprètent pas de la même manière la politique de Locarno.

Les gouvernements alliés n'ont garde d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Allemagne ; (Bismarck était moins scrupuleux comme en témoigne le procès d'Arnim), mais ils sont bien obligés de constater avec regret que les tendances nationalistes prédominent ; M. Wirth, qui nous reproche de n'avoir pas accordé à l'Allemagne les allègements qu'elle attendait, ne pourrait en disconvenir, lui qui, dans son propre parti, est si âprement combattu et critiqué. Nous avons eu souvent l'occasion de louer les actes et les paroles de M. Wirth et de déplorer que ses avis soient rarement suivis ; mais, lorsqu'il déclare que l'Allemagne désire collaborer utilement à la pacification de l'Europe, il devrait se souvenir que la Pologne est aussi l'Europe et qu'une politique qui remettrait en question sur un point les frontières établies par les traités, les affaiblirait sur tous les autres et compromettrait la stabilité de l'Europe. A Locarno, les Allemands ont espéré qu'en nous donnant tous apaisements au sujet de l'Alsace et de la Lorraine, nous fermerions les yeux sur les modifications que la Pologne isolée, menacée par la Russie et l'Allemagne, ne pourrait guère refuser ; c'était douter à la fois de la loyauté et du bon sens des Français. Ils connaissent le programme dont les nationalistes allemands ne font pas mystère et qui, commençant par la Poméranie polonaise, continue par la Haute-Silésie, réalise par l'annexion de l'Autriche le grandiose projet du Mitteleuropa germanique, et se tourne enfin, avec ses forces accrues et ses armées multipliées, vers Strasbourg. Ces revendications, on les transmet aux nouvelles générations dans les écoles, on les entretient dans les sociétés sportives, on les cultive par l'histoire, par la littérature, par la presse, et l'on voudrait que les Alliés ne tinssent aucun compte de ces dispositions de l'esprit public !

La querelle des deux drapeaux, que l'arrêté de M. Gessler vient de raviver, nous montre un pays divisé entre deux tendances opposées et à peu près d'égale force ; le drapeau noir-blanc-rouge, celui de l'ancien

Empire, rappelle la gloire et la prospérité de l'Allemagne de Bismarck et de Guillaume II; l'autre, noir-rouge-or, est le drapeau officiel du Reich, celui de la Grande-Allemagne libérale et démocratique de 1848 repris par la révolution de 1918. M. Gessler, ministre de la Reichswehr, a décidé, après de longues hésitations, que les membres de l'armée ne pourront pavoiser leurs maisons ou cravater des couronnes aux couleurs de l'Empire, s'ils n'y ajoutent en même temps celles du Reich; il en sera de même pour les bâtiments de la Reichswehr. Cette décision, qui apparaît comme une timide concession aux républicains, soulève les fureurs des nationalistes; elle nous révèle une Allemagne profondément divisée centre elle-même et incertaine de ses destinées, qui ne se retrouve unie que pour accuser la politique française d'intransigeance et d'impérialisme.

Le gouvernement et la presse sont particulièrement mal inspirés quand ils prennent ombrage des manifestations d'amitié entre alliés de la guerre et de la commémoration des atrocités d'août 1914; ils sont plus mal inspirés encore quand ils prétendent rectifier l'histoire. A propos d'Orchies et du discours de M. Poincaré, ils ont essayé d'instituer un débat historique qui a naturellement tourné à leur confusion. La commémoration, le 21 août, de la destruction de Dinant et de l'assassinat de 674 Belges, a soulevé des colères en Allemagne. Nous entendons pourtant avoir le droit de louer nos morts et de pleurer sur nos ruines sans encourir le reproche de manquer à l'esprit de Locarno. Ce n'est tout de même pas en Allemagne qu'il y a des régions dévastées. A propos de ces anniversaires, les Allemands ont voulu rouvrir le débat au sujet de francs-tireurs dont la présence, contraire au droit des gens, justifierait, selon eux, les exécutions ordonnées par l'état-major. Sur ce sujet, tout a été dit, expliqué, prouvé par les enquêtes du gouvernement belge qui n'ont laissé dans l'ombre aucun témoignage. Après des publications comme celle de M. Alfred de Ridder, sur *la Violation de la neutralité belge*, et plusieurs autres, il semblait que l'intérêt allemand était de laisser peu à peu le temps faire son œuvre d'apaisement, sinon d'oubli. Mais la tunique de Nessus est si brûlante aux épaules coupables qu'elles cherchent sans cesse à en secouer le fardeau. Le ministre socialiste des Affaires étrangères, M. Vandervelde, vient d'accepter qu'une enquête internationale soit instituée au sujet des francs-tireurs. On ne saurait certes en redouter l'issue, mais comment ne pas craindre que, par là, M. Vandervelde n'ait ouvert la porte à ce que les Allemands souhaitent par-dessus tout, une revision de leur procès, un

désaveu de cette culpabilité sur laquelle se fondent le traité de paix et les réparations? Si, sur cinq cents cas étudiés, quelques doutes apparaissent pour un seul, c'est celui-là seulement que connaîtront la presse et la propagande allemande. Enquêtes et débats vont remuer beaucoup de sang et d'horreurs, raviver des haines et des douleurs, sans qu'on puisse espérer que la bonne foi des Allemands se déclare jamais convaincue. Nous craignons, pour l'esprit de Locarno, que M. Vandervelde n'entre dans une voie dangereuse.

Flux et reflux. En Chine, quand les éléments étrangers n'interviennent pas pour fausser le jeu, les forces des grands chefs militaires se font à peu près équilibre et aucun d'eux ne réussit à rétablir l'unité à son profit. Chang-kai-sek qui, il y a quelques semaines, paraissait le maître de l'heure a, tout d'un coup, disparu de la scène. En s'approchant du Chan-toung, il a subi des échecs ; ses armées se sont dispersées. Il avait oublié qu'au Chan-toung domine l'influence japonaise et que des troupes nippones y ont débarqué ; elles n'ont pas eu à entrer en action, mais leur présence pèse lourdement dans la balance. Nouveau Cincinnatus, Chang-kai-sek, trahi par ses lieutenants, s'est retiré à la campagne, à moins qu'il ne se soit réfugié au Japon ; en tout cas, pour le moment, il ne compte plus. L'astre du jour est de nouveau Feng-ou-siang, le fameux « général chrétien » ; il paraît d'accord avec les chefs militaires de Hankeou qui se sont débarrassés des éléments bolchévistes russes. Dans le Nord, Chang-tso-lin, qui s'est fait décerner par les généraux ses confédérés le titre de généralissime, reste le maître de Moukden, de Pékin et du fantôme de gouvernement qui y siège. Un équilibre s'établit entre les « panaches » des différentes provinces, et il n'y a pas de raisons pour que les choses ne durent pas ainsi très longtemps. Les affaires de Chine ne comportent plus aucun danger immédiat pour l'Europe.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

L'APPEL DES COLONIES

Au cours des études qui précèdent, nous avons poursuivi notre examen des différentes colonies françaises au double point de vue historique et économique (1). Nous sommes, en effet, de ceux qui ne veulent pas « faire table rase du passé ». Le passé se venge toujours de ceux qui le méprisent. Si une voiture qui nous précédait est tombée dans le précipice au tournant d'une route, il ne nous déplaira pas de voir le mauvais passage annoncé par un poteau indicateur portant le mot « danger ». L'histoire ne serait-elle qu'un « musée des erreurs », il est utile de ne pas l'ignorer.

Mais, en dehors de ces enseignements d'ordre négatif, notre histoire coloniale nous donne des leçons affirmatives capables d'accroître notre énergie dans le présent et notre confiance dans l'avenir. Elle atteste en effet *qu'il y a toujours eu des Français colonisateurs*. Sans remonter aux Croisades, qui firent cependant de l'Orient méditerranéen un « empire franc » et un des empires qui ont laissé sur le sol (par les ruines impérissables de ses châteaux), dans les mœurs, dans le droit même, les plus durables traces de sa solidité et de sa grandeur, — toute l'histoire de France depuis le XVIe siècle prouve l'esprit d'entreprise de notre race.

Malgré l'effroyable consommation d'hommes que causèrent les guerres de religion, l'Atlantique fut sillonné en tous sens au XVIe siècle par les hardis navires des marins normands

Copyright by Octave Homberg, 1927.

(1) Voyez la *Revue*, 15 décembre 1926-15 août 1927.

et bretons, depuis les brumeux rivages de Terre-Neuve, jus qu'à la côte torride de l'Afrique occidentale, jusqu'au Brésil dont Catherine de Médicis voulut faire un empire français, e où un Français de Provins, Villegagnon, se proclama « ro d'Amérique ». — Le XVIIe siècle fut une magnifique period d'expansion coloniale : l'Atlantique (avec les Antilles, l Canada et la côte d'Afrique) ne limite pas les grandes pensée d'un Louis XIV et d'un Colbert ; Madagascar et les Indes devien dront des pièces maîtresses de leur politique. — Au XVIIIe siècle les navigateurs et les missionnaires français, aussitôt les Inde perdues pour nous, jettent les fondements d'une nouvell France du Pacifique. — Au XIXe siècle enfin, un effort contin nous rend maîtres d'une des plus grandes, d'une des plu précieuses parties de l'Afrique.

Entre ces périodes de lumière, il y a de longues et doulou reuses nuits. Le Canada et les Indes nous ont échappé, non pa faut à la suite de fautes commises dans nos méthodes coloniales qu'après les revers de notre politique ou de nos armes e Europe. Et c'est là qu'apparaît le conflit tragique entre nos aspira tions coloniales séculaires et les nécessités inéluctables de notr situation géographique européenne. La véritable infériorité d la France par rapport à l'Angleterre, en matière coloniale, été la nécessité de défendre périodiquement sa frontière d l'Est, contre un voisin dont la guerre est l'industrie nationale Quand cette frontière était solide, la France portait ses regard vers la mer : elle y naviguait, elle y combattait aussi glorieuse ment que personne. Quand cette frontière était menacée, quan le Germain, toujours le même depuis Tacite, venait piller e raser nos foyers, force nous était bien de nous replier sur nou mêmes, et d'abandonner les dépendances, quand le feu s'allu mait au principal logis.

Aujourd'hui, heureusement, la situation est renversée : grâc aux progrès des communications, les colonies sont pour l France, toujours enviée et détestée de l'Allemagne, un éléme de force et non une cause d'affaiblissement. La dernière guer l'a prouvé : c'est en Afrique du Nord que nous trouverons l hommes capables de tenir la frontière du Rhin en face d progrès menaçants de la natalité germanique, et c'est l'ensemb de nos colonies qui fournirait en cas de besoin les matière premières nécessaires à l'usine France pour mener à bien

guerre industrielle, plus générale, plus tragique peut-être que la guerre des soldats.

Mais, si les hommes d'initiative n'ont jamais fait défaut à la France, ils n'ont pas toujours été soutenus à la fois par l'opinion publique et le gouvernement. Pour que l'action coloniale réussisse, elle doit réunir *à la fois* ces trois éléments de succès. Nous avons toujours eu des coloniaux, mais nous n'avons pas toujours eu une politique et une opinion coloniales. Au cours de notre étude, nous avons maintes fois constaté à quels insuccès navrants nous conduisit ce manque de cohésion entre ces trois forces essentielles qui ne sauraient obtenir de résultats décisifs si elles ne sont pas concordantes. Faut-il rappeler Madagascar au temps de Louis XIV, les Indes un peu plus tard, la question du Niger, celle du Congo, au XIXe siècle ? A quels échecs diplomatiques, à quels tristes renoncements ne nous ont pas conduits maintes fois l'ignorance, l'indifférence de l'opinion en matière coloniale.

Je ne veux faire ici le procès d'aucun régime politique, car aucun n'eut le monopole de ces erreurs. Je crois même sincèrement que le régime parlementaire peut mieux que tout autre réaliser cette alliance du gouvernement et de l'opinion sans quoi il est impossible de suivre une politique coloniale bien définie, et de seconder les hommes d'initiative qui veulent mettre en valeur les terres nouvelles. Dans un pays où l'opinion publique est aussi instruite, est aussi facile à informer que la France, il est nécessaire et possible de démontrer à cette opinion la nécessité de l'action coloniale. Lorsqu'elle en sera convaincue, elle imposera au parlement, au gouvernement qui émanent d'elle et la suivent plus qu'ils ne la dirigent, l'énergie de vouloir et d'agir. Dès que députés et ministres verront se dessiner un courant en faveur de l'action coloniale, certains même, les plus fins, n'attendront pas que ce courant les emporte : ils prendront en temps opportun l'air de le diriger, pour se targuer plus tard de leur clairvoyance.

Nous n'en sommes pas encore là ; quand le sénateur Messimy demande au ministre de l'Instruction publique d'augmenter dans les écoles la part de l'histoire et de la géographie coloniales, M. Herriot répond avec bonhomie que cette part est déjà largement suffisante. Or, comme l'a fait remarquer, d'une façon spi-

rituelle et mordante, mon collaborateur Pierre Deloncle, il résulte de la réponse même du ministre *qu'en quatre ans, de la quatrième à la première, l'Université consacre en tout et pour tout de treize à quatorze heures d'enseignement aux colonies françaises.* Pour l'enseignement primaire rien. Dans l'enseignement supérieur, quelques chaires soutenues par des fondations privées, aucune chaire d'État.

Dans ces conditions, comment pourrait-il exister une opinion coloniale en France? Il faut éveiller cette opinion chez les enfants, les forcer, par des questions obligatoires *aux examens des trois degrés d'enseignement*, à apprendre ce qu'est véritablement la France. Alors seulement, par la presse, par le cinéma, par les conférences, les expositions, il sera possible de faire germer les notions qui auront été semées dans tous les cerveaux. Depuis une trentaine d'années, notre enseignement public a subi de nombreuses réformes qui avaient la prétention de le rendre plus « moderne », plus « pratique ». Aucune de ces réformes n'a étendu la part réservée à l'histoire et à la géographie des colonies dans l'enseignement public. Est-il cependant rien de plus moderne et de plus pratique, disons le mot, de plus nécessaire que de connaître les ressources des colonies françaises et d'inspirer le désir de les mettre en valeur? Mais, les candidats pâlissent avec terreur sur les pages de leur manuel consacrées aux rêveries de Sieyès sur la constitution de l'An III et sautent, sans crainte de questions indiscrètes, celles qui sont réservées à Galliéni.

Hâtons-nous de créer une opinion coloniale, puisque nous avons aujourd'hui des coloniaux et une politique coloniale.

Nous ne reviendrons pas sur les principes de cette politique que nous avons exposés au début de notre travail comme nous paraissant les meilleurs, c'est-à-dire les mieux confirmés par l'expérience, les mieux adaptés aux résultats que nous attendons de l'avenir. Ajoutons seulement qu'il serait dangereux de vouloir établir une législation d'ensemble pour toutes nos colonies, ou donner des institutions semblables à des peuples si éloignés les uns des autres, parvenus aujourd'hui à des points si différents sur la courbe de l'évolution humaine.

Il se trouve encore peut-être des disciples de Rousseau et des grands conventionnels qui sont prêts à légiférer pour l'univers entier. Apprenons-leur, gentiment, à mettre leurs

illusions au magasin des accessoires : qu'ils aillent faire un tour à Dakar auprès des boys « conscients et organisés » qui ont essayé d'implanter là-bas les grèves, les tarifs syndicaux et autres gentillesses européennes ; qu'ils aillent anx Antilles et à la Guyane voir d'admirables pays qui meurent de la politique ; et si ces idéologues ne sont pas incurables, qu'ils nous promettent, au retour, de ne plus demander le bulletin de vote pour tous les indigènes.

Mais il ne suffit pas d'avoir une politique coloniale, acceptée, voulue à la fois par les coloniaux, l'opinion publique et le gouvernement, il est nécessaire aussi de posséder les moyens de cette politique. Notre but est simple : c'est le travail dans l'ordre et dans la paix. Il convient donc d'assurer l'ordre et la paix, il faut montrer à tous, indigènes, métropolitains, rivaux étrangers éventuels, que nous ne sommes pas installés dans nos colonies à titre précaire et temporaire, mais à titre définitif.

Toute timidité de notre part sera payée par les indigènes, aujourd'hui en insolence et peut-être demain en trahison. Tous, noirs, blancs, jaunes ne respectent que la force et la richesse. Vous connaissez le proverbe musulman : « baise la main que tu ne peux mordre ». Il ne faut pas confondre le respect avec la crainte ; le respect naît de la justice et la crainte d'un injuste abus de la force. Avant de se flatter d'obtenir l'affection et la gratitude, il faut exiger le respect : les « natives » pourraient-ils nous aimer s'ils ne nous respectaient pas? Se faire respecter, ce n'est pas multiplier les casernes et les gendarmes, c'est construire de spacieux et commodes édifices publics, loger dignement nos fonctionnaires, leur permettre une vie décente et large, nous installer à demeure et non en camp volant. Les Anglais nous ont donné à cet égard d'excellentes leçons de méthode. Ils n'y ont rien perdu.

Avec une vigilance avisée et une fermeté constante, nous devons déjouer et punir toutes les manœuvres qui tendent à diminuer notre autorité dans nos colonies. Le communisme, doctrine de régression dont l'Europe commence à comprendre et à démasquer les tragiques mensonges, doit être combattu sévèrement aux colonies dans l'intérêt des indigènes eux-mêmes. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un coup d'œil sur ce qu'est devenue la Chine depuis qu'elle est tombée au pouvoir

de quelques milliers de potaches bolchévisants. Sans ordre et discipline dans nos colonies, les capitaux français bouderont les entreprises nécessaires à leur mise en valeur.

Enfin, n'oublions jamais qu'aujourd'hui de nombreux peuples, représentés ou non au Concile permanent de Genève, se croient des missions colonisatrices et n'attendent qu'une défaillance, qu'un renoncement d'une grande puissance coloniale, pour réclamer âprement son héritage. Dans ces conditions, il nous faut une armée coloniale et une marine.

Une armée coloniale ne s'improvise pas. Alors que les troupes coloniales ont fait merveille pendant la guerre sur les champs de bataille métropolitains, on a eu parfois l'étrange idée (expédition de Madagascar, campagne du Rif) de transporter aux colonies des unités constituées de l'armée métropolitaine. Celles-ci ont payé cher l'acquisition de l'expérience qui leur faisait défaut. Qu'on abaisse les barrières entre les cadres de l'armée métropolitaine et de l'armée coloniale, que l'on fasse servir par roulement, sur les théâtres d'opérations extérieures, des officiers qui sommeillent et souvent s'ignorent dans les petites garnisons françaises (comme le commandant Lyautey s'ignorait lui-même lorsqu'il fut désigné pour partir au Tonkin), voilà d'excellentes mesures. Mais il est nécessaire de maintenir et même de renforcer cette armée spéciale qui a acquis à la fois tant d'expérience et tant de gloire; d'ingénieuses dispositions prises récemment permettent aux jeunes Français métropolitains de contracter dans l'armée coloniale, à des conditions particulièrement avantageuses, des engagements qui leur donneront l'occasion de « voir du pays » et de choisir sur place un emploi civil qui leur permettra d'apporter à la colonie le concours de leur activité. Sous les tropiques, il en est des troupes comme des entreprises privées: les blancs doivent fournir un très solide encadrement et un abondant matériel. Contre des hordes chinoises, ou des bandes de dissidents du Tafilalet, contre quelque émeute de rues, ce qu'il faut surtout ce sont des fortins bien pourvus de fils de fer, de mitrailleuses, d'abris bétonnés, de projecteurs, de fusées éclairantes, ce sont des escadrilles de bombardement et des chars d'assaut. Le matériel permet d'économiser les vies humaines et celles-ci sont aujourd'hui le plus cher des matériels.

Enfin, pour la sécurité de nos colonies, il faut une marine

de guerre. Le commandant Chack, avant d'écrire ces récits pleins de vie que le grand public a si justement goûtés : *Combats et batailles sur mer*, *On se bat sur mer*, *Sur les bancs de Flandre*, a publié un maître livre un peu plus technique, mais aussi passionnant, intitulé : *la Guerre des croiseurs*. Tout colonial devrait méditer les enseignements de cet ouvrage. Il montre, en effet, le rôle que peut jouer dans les mers lointaines un croiseur corsaire rapide, bien commandé et bien entraîné. De la dernière guerre navale, nous sommes portés à ne nous rappeler que les horreurs et les destructions commises par les sous-marins allemands. Oublier le rôle qu'ont joué les bâtiments de surface, serait une impardonnable négligence, qui nous conduirait peut-être à surestimer le rôle réservé aux sous-marins dans un conflit futur. En ce moment, la marine française renaît au point de vue matériel et moral. Nous avons lancé de beaux bâtiments, leurs états-majors et leurs équipages apprennent à s'en servir. Il convient de ne pas s'arrêter en si bon chemin. Aucune jalousie extérieure n'empêchera ce fait : nous sommes la deuxième puissance coloniale du monde, et tant que nous serons une nation souveraine et libre de ses actes, aucune conférence ne pourra nous empêcher d'avoir la marine de nos colonies.

Ajoutons que si des contraintes extérieures parvenaient à limiter nos armements maritimes, aucun texte ne nous empêcherait de doter nos colonies de forces aériennes véritablement efficaces contre une attaque par mer. On a, pour le prix d'un cuirassé, quelques belles batteries de côte et beaucoup d'avions jetant des torpilles dirigées.

Au reste, au point de vue international, l'avenir n'apparaît pas comme menaçant. Notre longue rivalité maritime et coloniale avec les Hollandais et les Anglais, rivalité dont nous avons cité tant d'épisodes glorieux pour tous les adversaires, s'est muée en relations très cordiales avec ces deux puissances. A l'heure actuelle, le partage des continents est terminé entre les peuples qui en poursuivirent la découverte. De ce fait, la plupart des causes de friction ont disparu.

Un des meilleurs résultats de la guerre a été de chasser d'Afrique et d'Asie les Allemands qui sont par nature les plus désagréables voisins qu'on puisse imaginer. Soyons vigilants pour déjouer toutes leurs intrigues tendant à obtenir un

mandat sur telle ou telle de leurs anciennes colonies ou même sur telle colonie que certaines puissances pourraient être disposées à leur céder. Laisser par exemple les Allemands acquérir l'Angola, s'établir à proximité du Congo belge et du Congo français serait vouloir d'un cœur léger et à bref délai une nouvelle guerre.

Si nous jetons les yeux sur la carte d'Afrique, nous ne trouvons vraiment que l'ombre d'un seul petit nuage qui puisse troubler les relations de la France avec ses anciens alliés, c'est la question d'Abyssinie et les expressions maladroites que revêtent parfois les ambitions italiennes. Nul homme d'ordre ne saurait blâmer l'Italie d'être fière du prodigieux redressement qu'elle a accompli depuis l'arrivée au pouvoir du président Mussolini. En ce faisant elle a constitué contre les plus décevantes et dangereuses doctrines politiques, contre le communisme et les partis bolchévisants, un bastion solide sur quoi peut s'appuyer la défense de la civilisation occidentale. Mais il serait à souhaiter que la légitime fierté de l'œuvre intérieure n'éveillât pas chez nos amis d'au-delà les Monts des ambitions coloniales immodérées. Leur entrée dans le cercle des grandes puissances coloniales a été trop tardive et trop difficile pour leur donner le droit de parler aussi fort dans ce cercle et de critiquer aussi haut certaines œuvres coloniales dont ils ne soupçonnent même pas la grandeur. Il y a là une faute de goût qui nous surprend chez un peuple aussi distingué et aussi fin, et dans une presse aussi disciplinée que la presse fasciste. Pourquoi ces verbiages? Avant de réclamer les colonies mises en valeur par d'autres puissances, que l'Italie commence par montrer ce qu'elle sait faire dans les siennes : les résultats qu'elle y a obtenus jusqu'ici ne méritent encore qu'une mention d'encouragement.

Mais n'attachons pas plus d'importance qu'il ne convient à quelques exagérations de langage un peu déplaisantes. Si nous jetons les yeux sur une carte, nous voyons beaucoup d'atouts dans notre jeu ; comme l'Angleterre, nous sommes bien placés aux grands carrefours du monde : en face du canal de Panama, nous avons les Antilles, à la porte de la mer Rouge, Djibouti, à l'entrée du sud de l'Océan indien, Madagascar ; l'Indochine est une position stratégique de premier ordre dans les mers de Chine, Tahiti dans le Pacifique. Grâce à ces

positions, la neutralité bienveillante de la France peut être un jour d'un grand prix pour certains peuples, pacifiques certes aujourd'hui, mais que des circonstances prévisibles peuvent transformer en belligérants.

A part le bolchévisme, aucun danger vraiment sérieux ne paraît menacer désormais les colonies françaises. Et ce péril, s'il se faisait plus redoutable, ne manquerait pas de provoquer le groupement des forces capables de lui résister. Si difficiles que soient les ententes internationales (les événements de Chine fournissent une nouvelle preuve de cette difficulté), la civilisation occidentale est encore capable de défendre ses foyers contre les réveils de la barbarie. Donc, la situation politique générale nous permet de travailler à la mise en valeur de nos colonies.

Quelle méthode choisirons-nous pour accomplir cette grande œuvre économique ? L'histoire, nous l'avons vu, nous en propose plusieurs : nous avons constaté, soit sous l'ancien régime, soit de nos jours en Afrique Équatoriale, le danger des grandes compagnies à monopoles. Quant à la petite colonisation, elle n'est possible qu'en Afrique du Nord. Là, nous devons l'encourager de toutes nos forces, c'est-à-dire en faisant tout notre possible, pour attirer au Maroc, en Algérie, en Tunisie des paysans français, et aussi (en prenant toutes les précautions voulues pour que cette acclimatation réussisse) des paysans appartenant à ces nations amies et alliées de la France : Pologne, Tchécoslovaquie, où nous n'avons pas à redouter l'éclosion d'ambitions coloniales démesurées.

Dans toutes les colonies tropicales, une seule forme de colonisation est capable de donner un rendement économique rapide et massif, c'est celle qui est faite par la Société anonyme. Elle seule apporte ce qu'il faut aux régions tropicales : des capitaux et des techniciens. Elle a un objectif précis, elle exploite des concessions limitées. Elle a une durée supérieure à la vie des hommes. Elle est soumise pour sa gestion à des obligations strictes. Si notre admirable législation sur les sociétés anonymes avait existé au temps de Law, les entreprises du génial Écossais auraient sans doute réussi, toute l'histoire coloniale de la France eût été changée et Law serait rangé parmi les grands ministres, après Richelieu et Colbert.

L'outil existe donc : à quelles fins devons-nous l'employer ?

Le but à atteindre nous paraît être de rattacher le plus solidement possible les colonies à la métropole, de travailler à cimenter l'unité de la France totale.

De même que jadis nos souverains Capétiens et Valois eurent pour politique de fondre les provinces diverses, les terres de leurs grands vassaux dans l'unité française, de même aujourd'hui la République doit, en respectant la variété de ses colonies lointaines, les intégrer entièrement dans notre vie nationale, au point que cette France des cinq parties du monde, innervée d'un même sang, batte d'un même rythme et d'un même cœur.

Multiplions donc tout ce qui unit et luttons contre ce qui sépare. Favorisons les liaisons d'intérêts, multiplions les liaisons matérielles. Le plus bel exemple que nous puissions donner de ces liaisons nécessaires est le Transsaharien. Lui seul permettra la mise en valeur du Soudan, où coule, inutile encore, un des plus beaux fleuves du monde, le Niger, le Nil français. Lui seul permettra aux colons algériens, riches d'argent et d'expérience, de développer dans cette vallée du Niger les grandes cultures industrielles si rares encore en Afrique occidentale française. Lui seul fera l'unité en Afrique française, la mettra plus près de la métropole qu'au XVIIIe siècle la Bretagne et la Gascogne ne l'étaient de Paris.

Tels sont la méthode à employer et le but à atteindre : il reste à établir un programme d'ensemble et à adapter le mieux possible les moyens existants aux fins que nous poursuivons.

Le premier point de ce programme doit être de préserver et de développer sur le sol de toutes ces Frances lointaines la plus belle des richesses, celle sans quoi toutes les autres seraient inexploitables et stériles, la vie humaine. Luttons contre les maladies, favorisons en France toutes les institutions, tous les laboratoires (spécialement ceux de chimie thérapeutique) qui ont engagé le combat contre tous les agents de mort. Multiplions à la colonie le nombre des médecins européens, des sages-femmes indigènes, les dispensaires, les centres de vaccination. Sauvons le plus possible d'enfants de la mortalité qui les décime. Apprenons à l'indigène à se nourrir, à se vêtir, à se loger.

Dans cette lutte pour la préservation, pour le développe-

ment de la vie, n'oublions pas les troupeaux dont le nombre pourrait être tel que les indigènes auraient à manger de la viande d'une façon normale et que la France pourrait recevoir les laines, les peaux qui sont nécessaires à ses industries. Comme les hommes, les troupeaux ont été maintes fois décimés aux colonies par des épidémies terribles et le vétérinaire doit suivre partout le médecin.

Dans l'ordre d'urgence, vient ensuite l'outillage public de la colonie. Civilisation égale transport, a dit Kipling. Il est impossible aux entreprises privées de tenter de grandes cultures industrielles, des exploitations minières, en un mot toutes les entreprises qui recueillent les richesses, ou dégagent les possibilités virtuelles d'un pays, si elles n'ont pas à leur disposition un minimum de routes, de chemins de fer, de ports pourvus d'engins de levage, de matériel de manutention.

Dans toutes nos colonies, aujourd'hui pacifiées, nous en sommes venus à cette phase de leur croissance où l'outillage public doit être activement développé. Nous sommes sortis de la période des tâtonnements et des expériences, et nous devons établir des plans de communications où les différents moyens de transport ne s'opposent pas entre eux, ne se font pas concurrence, mais se prêtent un mutuel appui. Les chemins de fer doivent être chargés des longs parcours ; les routes, si coûteuses à entretenir quand elles subissent un trafic intense, ne servent que d'affluents à la voie ferrée.

A côté des voies de communication, il faut donner un large développement à l'hydraulique agricole. Dans tout pays chaud, l'eau est la grande alliée du soleil. L'union de ces deux forces donne parfois une admirable fécondité à des terres qui sous d'autres climats seraient réputées infertiles. Par l'irrigation le rendement de toutes les cultures tropicales se trouve multiplié, ainsi que la valeur des terres qui bénéficient des eaux fécondantes.

S'il appartient à l'administration de chaque colonie d'établir l'ordre d'urgence des travaux publics à y poursuivre, en tenant compte d'abord des besoins généraux de la métropole (Van Vollenhoven disait : « nous ne devons pas fournir des échantillons, mais une production massive »), et en second lieu des desiderata des colons, entre les impatiences desquels il lui est réservé de jouer le rôle d'arbitre, il semble aujourd'hui possible qu'une fois le plan de travaux établi, l'administration

fasse appel pour l'exécution et l'exploitation à la collaboration des entreprises privées. Abandonnons la vieille formule des garanties d'intérêt, et entrons résolument comme l'ont fait les Belges au Congo, dans la voie des ententes loyales entre l'administration et les particuliers, groupés en Sociétés, ceux-ci obtenant en échange de leurs travaux des concessions à proximité des lignes ou routes à construire et cédant en retour à la colonie des parts de fondateur ou des actions d'apport. Ainsi, le budget de la colonie pourrait profiter du développement général du pays sans avoir à s'imposer pour le hâter. Mais pour adopter ces méthodes administratives nouvelles, il faut que l'administration (et le Parlement qui la contrôle) rejettent la méfiance soupçonneuse dont ils ont fourni tant de preuves à l'égard des entreprises privées.

Il est temps que les promoteurs d'affaires nouvelles ou leurs agents cessent d'être contraints de prendre dans les bureaux administratifs posture de suppliants et que parlementaires et fonctionnaires renoncent devant les hommes d'action aux attitudes de grands inquisiteurs. Ces derniers se rendent-ils compte de leur ridicule dans ce rôle? Ils connaissent mal le public devant lequel ils jouent cette comédie du scrupule. L'opinion ne les prend plus pour des vierges rougissantes; si elle est moins sévère qu'autrefois pour les fonctionnaires coloniaux, c'est parce que les colons, les hommes qui par leur travail et leurs capitaux créent vraiment des richesses nouvelles, ont bien voulu dire que généralement aujourd'hui les représentants de l'administration sont à la hauteur de leur tâche. Quant aux parlementaires, ils auraient tort de mesurer aux demandes de leurs électeurs la considération dont ils sont entourés dans le pays.

Ce pays a acquis, depuis la guerre, à une dure école, le sens des réalités; il préfère ceux qui agissent à ceux qui parlent. Pour relever la France meurtrie dans sa chair, dans ses biens, dans sa terre même, il faut que tous ses fils s'intéressent à la mise en valeur de ses colonies. Là, grâce à la fécondité de la nature tropicale, aux larges espaces où l'on peut employer un outillage puissant, il est possible d'obtenir des résultats beaucoup plus rapides que sur le sol métropolitain. Investir aux colonies une partie de son épargne, c'est le moyen pour tout Français de coopérer à la grande œuvre nationale d'où dépend la renaissance de la patrie. Répétons-le encore :

pour mettre les colonies en valeur, il nous suffit de recevoir par an de la métropole quelques centaines de techniciens: ingénieurs des travaux publics, ingénieurs hydrauliciens et électriciens, ingénieurs agronomes, médecins, vétérinaires, contremaîtres et chefs d'équipe. Ces hommes dévoués et compétents, prêts à partir, sont en plus grand nombre que nous ne pouvons les utiliser, faute de capitaux pour réaliser l'énorme programme que nous devons poursuivre. Que l'épargne française donne largement son appui aux hommes qui ont fait leurs preuves, à ceux dont la réputation est établie par d'incontestables succès, à ceux qui ont l'habitude de ne patronner que des affaires saines, bien étudiées, et les progrès de nos colonies seront rapides, ils iront à pas de géant.

Mais, au-dessus des bénéfices matériels que nous devons attendre de ces progrès, il faut placer les avantages moraux que vaudra à notre pays cette reprise vigoureuse de l'action coloniale. Au sortir de guerres sanglantes, une nation est guettée par les maladies collectives de la volonté : lisez la *Confession d'un enfant du siècle*. Allons-nous verser encore dans je ne sais quel romantisme, dans je ne sais quel dégoût de la vie et de l'effort? Ce serait notre suicide comme grand peuple, et la France n'a pas le droit de s'abandonner. Son passé lui impose d'autres devoirs. Au milieu du XIXe siècle, l'Algérie nous redonna le goût de l'action ; à la fin de ce siècle et au début du XIXe, nos succès coloniaux rompirent l'envoûtement de la défaite et les clairons de nos expéditions coloniales, la gloire des Galliéni, des Lyautey, des Mangin, des Gouraud, éveillèrent en nos âmes une mentalité de vainqueurs. C'est l'exemple de ces hommes qui nous a soutenus à l'heure du péril, et qui a fait de tous les combattants français des soldats dignes de leurs chefs. Ce n'est pas au lendemain d'une victoire achetée par tant de deuils qu'il convient de laisser éteindre le flambeau. La France doit être et doit paraître une nation qui marche, qui va de l'avant sur les routes du monde, pareille à cette Victoire de Samothrace, victoire mutilée mais victoire ailée, pleine de jeunesse et de force, et penchée, frémissante, à la proue d'un vaisseau, sur l'avenir.

OCTAVE HOMBERG.

EXISTE-T-IL
UNE POÉSIE PROLÉTARIENNE?

Le parti communiste russe a déjà répondu à cette question par un oui catégorique. Il y a répondu, suivant son habitude, d'une façon péremptoire et solennelle, sous forme d'une longue résolution, paraphée par tous les membres du Comité central, comme s'il s'agissait d'un problème économique ou d'une question de propagande. Même style administratif et pédantesque, même dogmatisme intransigeant. Après avoir créé par décret la *Tchéka*, l'armée rouge et le *tchervonetz*, le Comité central a fini par étendre sa compétence aux valeurs artistiques et par appliquer aux œuvres de l'esprit les procédés de la dictature prolétarienne. *Fiat poesis!* Depuis le 1er juillet 1925, la littérature prolétarienne est officiellement reconnue; elle a sa charte de noblesse communiste et son catéchisme; elle fait partie de l'État bolchévik à l'égal de l'industrie nationalisée et des coopératives soviétiques; elle est un « instrument de classe », comme la G. P. U.

Essayons de mettre en français les clauses principales de cet oukase.

« Nous sommes entrés, proclame fièrement le Comité central, en pleine période de la révolution culturelle, — épithète chère entre toutes aux primaires de Moscou, — période où il convient de voir une étape importante du mouvement ultérieur vers l'organisation de la société communiste. La littérature nouvelle, prolétarienne et paysanne, depuis ses manifestations embryonnaires jusqu'à ses productions supérieures et idéologiquement conscientes (*sic*), caractérise le mieux les

progrès de « ce mouvement culturel des masses ouvrières »... Mais, hélas! soupire le Comité central, « la complexité du processus économique, le développement parallèle des intérêts contradictoires, la naissance d'une bourgeoisie nouvelle, l'attirance que cette bourgeoisie exerce sur les intellectuels, même sur les intellectuels de formation récente, la facilité, enfin, avec laquelle les profondeurs sociales dégagent chimiquement (*sic*) des agents au service de l'idéologie bourgeoise : tous ces facteurs ne manquent pas de se répercuter à la surface littéraire de la vie publique ».

LA LITTÉRATURE, INSTRUMENT DE CLASSE

Ces prémisses posées, — dans une langue qui, d'ailleurs, ne permet guère de bien augurer du style prolétarien, — le Comité central établit les règles principales de l'esthétique communiste :

« La lutte de classe doit continuer en littérature comme partout ailleurs. Il n'existe pas d'art neutre dans une société de classe ; il ne peut en exister ; et le devoir du prolétariat consiste à s'emparer de secteurs toujours plus nombreux sur le front idéologique. D'ores et déjà, le matérialisme dialectique commence à s'infiltrer dans les sciences biologiques et psychologiques. Les mêmes conquêtes sont promises à la littérature prolétarienne... »

Ce charabia prétentieux se réduit, en définitive, à déclencher la guerre civile en littérature pour la soumettre à la dictature du prolétariat. « La haute direction dans le domaine littéraire, affirme le Comité central, appartient à la classe ouvrière seule. Et, comme les écrivains prolétariens n'exercent pas encore une hégémonie intégrale, le parti communiste doit les aider à conquérir le droit historique à cette prédominance. »

En d'autres termes, à l'exemple du prolétariat industriel, avant-garde du « chambardement général », le bolchévisme possède une phalange de rimeurs, de romanciers, de publicistes, chargée de « soviétiser » la littérature à l'usage de la clientèle révolutionnaire. Qu'il s'agisse de politique ou d'art, on le voit, la méthode demeure rigoureusement identique. Même leur élite intellectuelle, les Soviets la créent par ordonnance administrative. En principe, un écrivain est « prolé-

tarien », aux yeux de l'autorité, s'il est rallié à l'Association des écrivains prolétariens. Dans un État qui cumule tous les pouvoirs et tous les monopoles, dans un État qui est en même temps une église, une académie de métaphysique et une école de morale, il ne pourrait, d'ailleurs, en être autrement. L'orthodoxie, en matière de politique, de religion, de philosophie et d'esthétique, est forcément une affaire de police.

Sous le nom bizarre de *Vapp*, — abréviatif de *Vserossiskaia Assosiatzia Proletarskikh Pissatelei*, — l'association pan-russe des écrivains prolétariens reproduit les traits principaux du genre. A l'instar du parti communiste, la *Vapp* a déjà ramifié un réseau touffu de succursales, de filiales et de cellules. Ces différentes centrales adoptent la lettre initiale des villes où elles siègent : il existe une *Mapp* à Moscou, une *Lapp* à Leningrad, une *Rapp* à Riazan, une *Sapp* à Saratof, une *Tapp* à Toula, une *Kapp* à Kostroma, autant de *Tchékas* littéraires dressées contre la liberté de l'esprit.

Nous n'exagérons rien. Organisation militante, la *Vapp* trempe ses plumes dans du sang; son langage dépasse même en virulence celui du Comité central. A la suite de sa première réunion plénière, véritable conseil de guerre, tenue par des gratte-papier forcenés, elle a lancé une protestation qui restera, sans conteste, le plus monstrueux monument d'intolérance sectaire du fanatisme communiste.

« *La littérature artistique*, déclare la *Vapp*, *est un incomparable engin de combat... S'il est exact, comme Marx l'a déjà observé, que les idées directrices d'une époque sont toujours les idées de la classe dirigeante, la dictature du prolétariat est incompatible avec la domination d'une littérature non prolétarienne... Parler de collaboration pacifique avec la bourgeoisie ou de rivalité pacifique entre différentes tendances littéraires, c'est verser dans la plus sombre des utopies réactionnaires... Les idéologues qui s'attachent à l'égalité des valeurs artistiques ne songent qu'à se retrancher dans leurs positions pour bombarder la citadelle de la littérature prolétarienne. Quoi de plus logique? La littérature, dans les conditions présentes, est l'une des dernières arènes où la bourgeoisie livre sa suprême offensive contre le prolétariat...* »

La *Vapp* envisage ce duel comme une lutte à mort. A moins de remporter une victoire complète, à moins d'annihiler

l'adversaire, le prolétariat risque de perdre ses prérogatives de « classe dominante ». C'est la théorie même de la « terreur rouge » appliquée à la littérature. Après les « suppressions physiques », l'anéantissement en série des valeurs spirituelles. Telle est la crainte panique inspirée encore au bolchévisme par une bourgeoisie décimée, muselée, réduite à l'état de parias faméliques, qu'il attribue un sens contre-révolutionnaire jusqu'aux productions purement esthétiques de la classe asservie. La barbarie triomphante ne se lasse pas de reconnaître la supériorité d'une civilisation qui mord la poussière. L'unique concession à laquelle souscrive la *Vapp*, c'est la nécessité de « prendre à la littérature bourgeoise ce qu'elle contient de réellement précieux, — ses éléments progressifs ». La *Vapp*, une fois de plus, fait honneur aux traditions du léninisme : elle transpose avec la même fidélité, en excellent élève, sur le plan littéraire, les procédés de la terreur et ceux de l'expropriation ; le bolchévisme s'arroge le droit de nationaliser, pêle-mêle, les banques, les usines, les chemins de fer, les immeubles, et tous les reliquaires où, pendant des siècles, la poésie russe a entassé ses joyaux avec une prodigalité magnifique.

Mais, s'empresse d'ajouter la *Vapp*, il ne faut pas que la littérature prolétarienne s'attarde à « tirer profit des réserves accumulées sous le régime capitaliste ; il faut qu'elle dépasse d'un coup d'aile les frontières qui ont marqué l'extrême limite de l'effort bourgeois et qu'elle soumette à un malaxage énergique la « culture d'un monde périmé ». De là, le devoir de trier les auteurs sans mansuétude et d'accueillir seulement les plumes réconciliées à tout jamais avec le communisme. Tout écrivain, alors même qu'il ne serait pas un adversaire de la révolution, mais qui s'abstiendrait de la prôner, voit son œuvre mise à l'index.

Aucune circonstance atténuante n'est admise. Il faut lire, même sous la signature de Trotzky, — l'homme qui, de tous les chefs soviétiques, a pourtant poussé le plus loin l'esprit de tolérance littéraire, — les âpres jugements que porte le communisme sur les auteurs coupables d'hésiter à la lisière de la révolution. Dans le célèbre poème de Block, *les Douze*, où l'opinion européenne a salué une sorte d'épopée bolchévique, Trotzky découvre surtout un cri d'angoisse inspiré par un passé qui s'écroule. « *Les Douze*, dit-il, ne sont pas un poème révolution-

naire, mais le dernier soupir de l'art individualiste qui a tenté de frayer avec la révolution... Block n'est pas des nôtres »... La même excommunication s'abat sur Kluef malgré ses origines paysannes, malgré son lyrisme de terroir, malgré les métaphores rustiques qu'il brode en l'honneur du communisme. « Que resterait-il de Kluef, se demande Trotzky en bon marxiste, si on lui enlevait sa « paysannerie »? Rien. Kluef accepte la révolution parce que la révolution a émancipé le moujik. Sa révolution manque de dynamisme politique et de perspective historique. La république des soviets, pour lui, s'attarde à demeurer toujours la Russie : la terre promise qu'il aperçoit à travers le socialisme est un royaume de blé, d'icones reluisantes et d'izbas versicolores; c'est à peine s'il y admet le radio et l'électrification »... Il est vrai que, pour démontrer son communisme intégral, Kluef s'est appliqué, un jour, à rimer les pires blasphèmes, à verser de l'ordure à pleins seaux sur le Christ et la Vierge, mais cette bassesse n'a guère eu le mérite de porter les zoïles rouges à l'indulgence. La critique communiste a éventé la manœuvre et s'est gaussée avec mépris d'une infamie stérile.

Choisi entre mille, cet exemple laisse entrevoir l'esprit inquisitorial qui préside aux rapports de la révolution avec la littérature. Pour mériter les applaudissements du bolchévisme, il ne suffit pas d'accorder les violons à son diapason, il faut encore qu'un écrivain démontre, par la qualité de ses antécédents, par l'ardeur d'un zèle invariable, la parfaite adaptation de sa pensée intime à la sonorité communiste de ses vers ou de sa prose. La critique, sous le régime des soviets, relève de la sûreté générale et du parquet. Un membre important du Comité central, le camarade Sosnovsky, s'est même spécialisé dans le triste métier de mouchard littéraire : une loupe à la main, il cherche les traces de contre-révolution dans un livre; il file les écrivains; il dresse des fiches; il dénonce à la *Tché-ka* le moindre fragment de phrase qui lui paraît distiller un toxique capitaliste. Lorsque M. Aichenwald publia son beau volume *Poètes et Poétesses*, ouvrage où il eut l'incommensurable audace d'effeuiller quelques fleurs sur les tombes de Fet et de Toutchef, Sosnovsky se livra, dans la *Pravda*, à une crise d'épilepsie écumante : « Dictature prolétarienne, s'écria-t-il, où est ton knout? Nous devons lapider les écrivains qui coiffent les oreilles

d'âne de la réaction, qui se permettent de pratiquer l'art pour l'art. » Le communisme interdit aux poètes de s'isoler dans leur tour d'ivoire, de tourner le dos aux convulsions de la rue, de remuer des cendres et de chantonner à mi-voix. Sosnovsky lacère de ses griffes les feuillets où Sologoub, Brussof, Ivanof, Tchoulkof ont inscrit leurs rêveries délicates et leurs pieuses nostalgies. « On se console en relisant Pouchkine devant une tasse de thé, ricane-t-il; de l'énergie gaspillée, de la réaction, de la bêtise... » Pour être taxé de contre-révolutionnaire, il suffit de rester en dehors de la révolution.

En revanche, malheur à ceux qui s'aventurent à critiquer les myrmidons groupés sous la protection de la *Vapp*. A moins d'occuper, comme Sosnovsky, les échelons supérieurs de la hiérarchie bolchéviste, on est astreint à bégayer d'admiration et à balancer l'encensoir. Pour remettre au pas une publication dont l'enthousiasme lui a semblé un peu tiède, le poète Wassily Kniasef s'est borné à rappeler qu'il était membre du parti communiste. M. A. Levinsson s'est vu obligé de quitter incontinent la *Vie de l'Art*, — revue où il se permit d'égratigner les *Mystères bouffes* de Maïakovsky, — sous l'inculpation de « saper les bases du pouvoir soviétique et de compromettre la production révolutionnaire ». Et la rédaction d'un des plus grands périodiques de Moscou, *Le livre et la Révolution*, a dû se précipiter aux pieds de Demian Bedny pour effacer le souvenir de quelques lignes injurieuses à la gloire de ce barde léniniste.

Bref, la poésie prolétarienne est intangible; elle est une poésie d'État; en dehors du Parnasse rouge, il n'y a que « faiblesse de glandes lacrymales, myopie bourgeoise, aboulie d'intellectuels ». Mais si tranchante que soit cette différenciation, établie par Demian Bedny en personne, elle ne suffit guère à définir la « poésie prolétarienne ». Elle indique tout au plus qu'elle est le contraire de la poésie bourgeoise comme le régime bolchévik est le contraire du régime capitaliste.

C'est en vain que nous chercherions des précisions plus instructives dans les textes officiels : un gouvernement pourra pousser la folie des grandeurs et la démence doctrinaire au point de traiter la poésie en compartiment administratif, de lui infliger une direction bureaucratique : toute cette paperasserie sera impuissante à dégager une poétique. La *Pravda* elle-même

a fini par témoigner à cet égard d'un scepticisme contre-révolutionnaire. « Nous avons des *Vapp*, des *Mapp*, et des *Lapp*, constate ce journal en date du 18 juin 1925, nous avons des motions, des déclarations et des résolutions, mais avons-nous une littérature ? et, si nous en avons une, quelle est-elle ? »

LA BOLCHÉVISATION DU VERBE

Les inquiétudes de la *Pravda* ne sont que trop justifiées. Pas plus que le parti communiste dont elle est le département littéraire, la *Vapp* ne saurait être comparée, suivant les vœux de Lénine, à un monolithe sans fissures. De même qu'il existe au sein du « parti dirigeant » des fractions qui, toutes, se réclament du maître et s'entre-dévorent à belles dents, de même, dans les cadres de la *Vapp*, un pullulement inouï d'écoles et de pléiades se dispute le monopole de l'esthétique communiste.

En dresser un catalogue complet serait une tâche aussi fastidieuse qu'irréalisable. La poésie prolétarienne est un champ clos où s'entrechoquent les dépravations les plus échevelées, les cuistreries les plus redondantes, toutes les démences du verbe trituré, dépecé, écartelé, crucifié par des graphomanes sadiques. Qu'il nous soit permis de signaler, pour mémoire, parmi ces bourreaux de la langue, les *akméistes*, les *présentistes*, les *constructistes*, les *symbolistes*, les *centristes*, les *bespredmetniki* — ou négateurs des sujets littéraires, — sans oublier les *nitchevoki*, peut-être les moins dangereux, puisqu'ils pratiquent le célèbre *nitchevo* en proclamant que « toute poésie est abolie ».

Au-dessus de ces hystériques de deuxième zone, nous trouvons les grands cénacles : les *Napostovtzy* qui tirent leur étymologie des termes *na postou* (fidèles au poste), et qui, sous les ordres de Vardine, s'épuisent à rythmer les versets de Karl Marx ; le groupe de la *Kouznitza* — la « forge » poétique du bolchévisme, — les *imaginistes*, enfin les *futuristes* avec leur aile extrême gauche : le *Lef* et les *ego-futuristes*. Jamais la littérature russe n'a connu plus de coteries et de chapelles que sous le régime du suprême nivellement et de la centralisation à outrance.

Devant ce spectacle, un humoriste rouge a trouvé le mot qui résume la situation : « au lieu d'avoir la poésie des fabriques, nous avons des fabriques de poésie ». Ce n'est pas

seulement une boutade. L'exubérante germination des officines littéraires correspond à la place privilégiée que détient la théorie dans toutes les entreprises du bolchévisme. Comme la révolution est issue de la dogmatique marxiste, la poésie révolutionnaire doit avoir pour condition une poétique prolétarienne. Livresque jusqu'au bout, le bolchévisme attache beaucoup plus d'importance à codifier les règles de son esthétique qu'à voir éclore une littérature spontanée : ces règles établies, la création artistique ne sera qu'un exercice d'application et de méthode; elle n'aura qu'à se conformer aux formulaires. Mais ce qui aggrave, ici, les embarras du parti communiste, c'est que Marx, trop préoccupé de révolution sociale, avait omis de promulguer les lois de l'art révolutionnaire; et de là les flottements du bolchévisme, désorienté, désemparé, en face des poétiques qui s'offrent à son choix. Habitué, aux heures de controverse et d'incertitude, à recourir à son Talmud pour y trouver la solution de toute les difficultés, il vogue sans boussole; il prend tour à tour comme pilotes futuristes, présentistes ou imaginistes, puisqu'ils sont tous prolétariens. Ajoutons que ces chapelles et ces cénacles répondent à l'idéal bolchévik de l'effort collectif, qu'ils réalisent l'idée d'ateliers intellectuels, qu'ils sont une variante d'usine, et l'on comprendra qu'à part quelques esprits supérieurs et grincheux, le parti communiste, dans son ensemble, voie sans défaveur fumer ses innombrables fabriques de poésie, chantiers des rimeurs syndiqués.

Car elles fument, ces fabriques, elles fument beaucoup plus que les hauts-fourneaux et les entreprises métallurgiques qui manquent toujours de charbon : elles répandent à gros flocons une vapeur fuligineuse et opaque, cette éternelle fumée russe, décrite déjà par Tourguenef, la fumée des parlotes et des palabres, des orgies verbales, des casuistiques alambiquées. Quelle est la marque distinctive de la poésie prolétarienne? se demandent les byzantins du marxisme et les précieuses de l'Internationale. Son essence réside-t-elle exclusivement dans des thèmes révolutionnaires? Ces thèmes, est-il permis de les habiller à la mode capitaliste, de les profaner par un style suranné?

Il faut que la Révolution brise le despotisme de l'ancienne prosodie et des rythmes périmés, il faut qu'elle s'attaque à toutes les formes désuètes où s'étranglait l'inspiration, qu'elle

les détruise sans pitié comme les moules administratifs où dépérissait la liberté. La poésie nouvelle tirera ainsi son caractère prolétarien non seulement de ses sujets révolutionnaires, mais aussi, et peut-être surtout, d'une façon révolutionnaire d'accorder la lyre et de scander les vers. Elle se différenciera de la poésie bourgeoise par un extrémisme artistique, frère de l'extrémisme politique et social. Elle bolchévisera le style, la rime, le vocabulaire, la grammaire elle-même au besoin. Tout le principe du futurisme est là, dans cette dislocation des formes classiques et dans cette chevauchée de la révolution à travers les décombres de la littérature.

Quoi d'étonnant, dès lors, si, de toutes les « fabriques de poésie », l'usine futuriste a paru, d'abord, aux yeux des Soviets, réaliser le mieux les aspirations du communisme artistique? Le futurisme n'a-t-il pas été, dans le domaine littéraire, une sorte de bolchévisme avant la lettre? Lancé à l'assaut de l'esthétique routinière, écrit le camarade Gorlof, le futurisme se trouvait en rébellion ouverte contre le régime qui avait créé cette esthétique, qui la maintenait et qui la défendait. Par sa haine du symbolisme et du mysticisme, par les audaces claironnantes de ses innovations, par les défis de son modernisme, la poésie futuriste n'a jamais cessé de s'affilier à la révolution en marche. Communiste à titre potentiel, issu d'un coup d'État poétique, d'une sorte d' « octobre » littéraire, le futurisme n'attendait que l'irruption du futurisme en politique pour en devenir la poésie officielle.

Si spécieuse que fût cette théorie, elle eut le privilège de bénéficier, pendant longtemps, de toutes les faveurs soviétiques. A peine organisé, le *Proletkult* s'est transformé en un fief du futurisme, et aujourd'hui encore — nous le verrons plus loin — l'esthétisme maladif de Lounatcharsky, protecteur attitré des beaux arts et des belles-lettres, continue toujours d'attacher les aèdes futuristes aux râteliers de la dictature prolétarienne.

Sympathies qui n'ont rien de surprenant. En pleine terreur, le premier soin de Lounatcharsky a été de créer une « section de cirque » au commissariat de l'Instruction publique et de rassembler, sous les lambris du Kremlin, une véritable Cour des miracles. Sur un pays d'affamés, sur la misère et sur le sang, la folie se contorsionne et secoue ses grelots, — une fête pendant la peste! Les paillasses se précipitent à l'odeur de la curée

bourgeoise ; il en est qui arrivent aux séances du *Proletkult* dans un traîneau de carnaval attelé de dromadaires, d'autres amènent leurs chiens savants et leurs cochons dressés. Les honneurs prolétariens pleuvent sur les montreurs d'ours. Un décret fait du couple Bib-Bom les « fous de sa Majesté le Peuple », tandis que les futuristes sont sacrés chantres officiels de la « patrie communiste ». Et tout est à l'avenant. Comme pendant aux « fabriques de poésie », Lounatcharsky a inauguré une Académie du cirque, une « Fabrique des excentriques ».

La vérité, c'est que, pour cet inguérissable sadique, le cirque demeure l'art suprême, le cirque élevé au niveau d'une conception métaphysique : une déformation générale, systématique et burlesque de la vie. Dramaturge raté, les démences qu'il n'avait pas réussi à montrer en scène, il les a réalisées, toutes, en opérant sur de la matière vivante. Barnum de cauchemar, il a fait gambader, le knout à la main, comme un troupeau de singes, la science, la religion, la morale. Pourquoi se serait-il gêné davantage avec la poésie ?

Les dépravations et les calembredaines du futurisme ont abouti cependant à provoquer une virulente réaction. A force de s'annexer des histrions et des jongleurs, à force de conférer à leurs pantoufleries un cachet d'orthodoxie communiste, le bolchévisme se frappait lui-même dans son prestige ; il compromettait gravement la santé du prolétariat par sa promiscuité avec un dilettantisme de décadence. Il fallait donc, avant tout, démontrer que le futurisme avait falsifié sa généalogie révolutionnaire, qu'il arguait en fraude de sa noblesse prolétarienne. Ce fut l'œuvre de Trotzky, dans une série d'articles retentissants qui ont fait, plus tard, la matière d'un volume. « Le futurisme, écrit cet impitoyable matamore, est un produit de la bourgeoisie au couchant de sa carrière. La veste jaune du futuriste est la nièce du gilet rouge qu'arborait Théophile Gautier... A la suite du romantisme, la bourgeoisie n'a pas eu de peine à mettre la main sur le futurisme ; en Italie, le futurisme s'est même fondu avec le fascisme... Il est vrai qu'en Russie, concède Trotzky, le futurisme a fait ses classes en préparant la révolution de février, il s'est approprié vaguement les rythmes de l'action, de l'attaque, de la destruction... Mais le futurisme s'abstenait de fréquenter les usines. Il leur préférait les cafés. Là, il était dans sa sphère : il vociférait,

abattait ses poings sur la table, se répandait en imprécations et en menaces... La révolution d'octobre a éclaté sans donner au futurisme le temps de renoncer à son bavardage puéril. »

Pour illustrer son verdict, Trotzky n'hésite pas à foncer contre la gloire de l'école futuriste, le poète Maïakovsky; il renverse cette idole boursouflée et lui arrache son auréole communiste. « Sans doute, écrit-il, Maïakovsky partage les haines révolutionnaires; mais il ne s'est pas identifié avec la révolution. » Vice initial commun à tous les poètes futuristes, tare originelle qui leur impose un effort épuisant pour camoufler cet irrémédiable divorce par des excentricités verbales à résonnances léninistes. « Maïakovsky et ses collègues, continue Trotzky, ont toujours un pied sur le Mont Blanc et l'autre sur l'Himalaya. Ils ont la prétention de tonner plus fort que le tonnerre... Chaque phrase, chaque mot tombé de leur plume tendent vers un maximum d'effet... Ils s'égosillent au risque de casser leurs cordes vocales... Ils tutoient la révolution. »

Dans cette familiarité de mauvais ton, Trotzky dénonce un véritable crime de lèse-majesté communiste. « Maïakovsky et ses congénères, dit-il, estiment que, pour parler en révolutionnaires authentiques, il est indispensable d'être grossier. » Et de fait, prétentieux et maniéré d'ordinaire à souhait, le futurisme, lorsqu'il aborde des sujets empruntés à la révolution, s'encanaille comme par enchantement. « Volons les richesses dans les poches mondiales! » s'écrie Maïakovsky dans son poème *les Cent cinquante millions*, poème où il a tenté de retracer la tragédie du peuple russe, de cent cinquante millions de moujiks. Cette pièce, comme toutes les œuvres à tendances « prolétariennes » du futurisme, décèle une absence complète d'enthousiasme et d'inspiration révolutionnaires, absence masquée tant bien que mal par des vulgarités emphatiques et des truculences artificielles. A cet égard, aux dires de Sosnovsky lui-même, le poète Asséef a fourni l'échantillon le plus monstrueux du genre dans son histoire rimée de Boudenny, le célèbre chef de la cavalerie soviétique, le Murat du bolchévisme. Les rouges y « tâtent le foie aux blancs », les soviets y « grincent de leurs dents révolutionnaires » : autant de violences débitées à froid, du bolchévisme truqué, réduit aux procédés du métier littéraire. Qu'ils s'appellent Maïakovsky, Asséef, Chiklovsky, Khlebnikof, Kroutchenych, les futuristes

se bornent à styliser le communisme, mais ils lui demeurent étrangers; ils ne sont, pour employer encore un mot de Trotzky, qu'une bohème artistique fourvoyée dans la révolution.

Voilà pourquoi, malgré la brutalité populacière de quelques accords, le futurisme n'atteint pas sa clientèle révolutionnaire. Son orchestration est trop compliquée; elle déconcerte les oreilles prolétariennes par les saccades et les soubresauts de ses rythmes, par les extravagances de son vocabulaire, par la pléthore de ses néologismes : Maïakovsky n'a-t-il pas menacé ses lecteurs de rimer bientôt des formules mathématiques? En attendant, cet écrivain s'exerce à de surprenantes vocalises :

Voici que s'élance
Des profondeurs marines
Un comité révolutionnaire aquatique.
La garde des gouttes,
Les partisans des eaux,
Grimpent
Sur la crête
De la tranchée humide
Jusqu'au ciel,
Se jettent en avant
Et retombent de nouveau.
Les vagues prêtent serment
Au Comité central panaquatique
De ne point déposer
Jusqu'à la victoire
L'épée des orages...
Et voici qu'a vaincu,
En plein équateur,
Des gouttes soviétiques
Le pouvoir illimité.

C'est ainsi que Vladimir Maïakovsky se plaît à décrire l'Océan atlantique. Voici maintenant ses impressions parisiennes :

L'eau brûle,
La terre brûle,
L'asphalte
Brûle...
On dirait que
Les lanternes répètent
La table de multiplication...
Si j'étais la colonne Vendôme,

J'aurais épousé
La place de la Concorde.

Mais voici quelque chose de plus inquiétant : la fête prolétarienne par excellence, la fête du 1er mai, Maïakovsky la traite avec plus de désinvolture encore que les pavés bourgeois de Paris. Il se borne à rimer un extrait de lexique communiste :

Peuples.
Flamme
De la liberté.
Drapeau
Rouge, etc.

Rendons toutefois cette justice à Maïakovsky : il emploie jusqu'à présent des termes russes; ses néologismes conservent toujours un certain rapport avec le langage articulé. Dans le vent de folie qui souffle à travers la poésie soviétique, ce sont là des qualités de plus en plus rares. La grammaire est déclarée « ennemie du peuple ». Asséef lui inflige des entailles qui auraient fait rougir un élève de septième. Les dictionnaires ne sont qu'une arrière-boutique d'antiquaire, au bric-à-brac inutilisable, et le bon sens lui-même qu'un triste héritage de la contre-révolution. Pour s'en convaincre, il suffit de feuilleter la collection du *Lef*, périodique autour duquel se groupe l'avant-garde du futurisme, les Kroutchenych, les Terentief, les Zdanevitch. On y trouvera des poésies en marge non seulement du patois soviétique, mais en général de toute langue humaine :

Zgara-amba
Zgara-amba
Zgara-amba
Zgara-amba
Amb.
Tronc, Lin, Jour, Ombre.
Poc. Lok. Dok. Tok.
Rtcha-Rtcha
Amb.

. . . . .

Tziipara
Tam-tara-tra
Tztza-tzap.

Le dadaïsme, sans doute, n'est pas un phénomène particulier à la Russie des Soviets, et partout, indépendamment des régimes politiques, une minorité de névropathes s'acharne à mettre en vers les ululements qu'ils auraient poussés sous la douche. Mais si, partout, le dadaïsme ne provoque que la pitié ou le sourire, à Moscou, malgré les protestations de Trotzky, de Sosnovsky, même de Boukharine, il tire la langue et se trémousse sous la protection officielle du Commissariat de l'Instruction publique. Lounatcharsky a suivi le futurisme dans ses migrations vers les petites maisons et les ménageries. Il lui accorde les honneurs des presses officielles et l'édite aux frais de l'État ; il encourage de toutes ses forces le développement des *Komfut*, — alvéoles futuristes, — où des possédés déclament leurs onomatopées et les auditeurs, suivant l'expression consacrée, « changent les caleçons sales de leurs âmes ». En un mot, pour le grand maître de l'Université rouge, les déformations les plus pathologiques du futurisme, les pires hoquets dadaïstes, expriment l'essence de la poésie prolétarienne.

Zgara-Amba, Rtcha-Rtcha, Tzilipara, Tam-bara-tra, Tztza-tzap... Telle est la suprême éclosion, la fine-fleur du lyrisme communiste, d'après le camarade Lounatcharsky. Les grands classiques, « poètes de la noblesse », « troubadours des classes possédantes », comme on se plaît à les définir dans les « manuels marxistes », — Pouchkine, Lermontof, sans parler de Nekrassof, tenaient du peuple par des racines autrement profondes que les saltimbanques dont Lounatcharsky finance les déhanchements et les gambades. Maniée par des gentilshommes, la lyre russe orchestrait les « mots de tous les jours » ; pincée par des doigts moins aristocratiques, elle grince. Le paradoxe veut ainsi que la bolchévisation du style interdise en fin de compte à la poésie de réaliser des aspirations bolchéviques. Pour mériter son titre de « prolétarienne », il faut qu'elle se résigne à chanter la révolution dans une langue intelligible pour les révolutionnaires.

EFFORTS DE SYNTHÈSE

L'école imaginiste prétend répondre à cette condition fondamentale sans rien sacrifier des exigences artistiques. Elle prétend réaliser un juste équilibre entre les thèmes commu-

nistes et les exubérances d'un style ruisselant de couleur. Aux poètes de cette pléiade, la révolution ne cesse d'apparaître sous l'aspect d'un ouragan victorieux, d'un dynamisme presque cosmique, qui broie et balaye la terre, mais en même temps l'exalte et la divinise : pour traduire les clameurs de cette tragédie et la grandeur de cette apothéose, la langue doit naturellement charrier des braises et chercher ses harmonies dans le fracas des éléments déchaînés. La poésie prolétarienne doit imiter le roulement des automobiles blindées, le crépitement de la fusillade, les râles de la guerre civile. Tout ce qui touche à la révolution, de près ou de loin, prend sous la plume des imaginistes des proportions et des secousses planétaires. Le moindre atelier, entrevu par les yeux de Vassily Kazine, devient une formidable « usine céleste », qui éclipse le flamboiement de la foudre. Qu'un ouvrier, la journée de travail finie, s'achemine fourbu vers le repos du soir, un chant rouge s'élève de son âme, il monte toujours plus haut avec les briques des bâtisses en construction, les briques aussi rouges que le chant, il monte plus haut, toujours plus haut, « jusqu'au toit bleuissant du ciel ».

L'inspiration semble ici orthodoxe à souhait, les intentions s'affirment aussi prolétariennes que possible. Suivant André Bely, le chant rouge des briques rouges serait même le modèle de poésie ouvrière. Mais André Bely n'est qu'un bourgeois, au cerveau oblitéré par des préjugés caducs, et ses extases ne peuvent que compromettre un poète révolutionnaire. Pour les critiques soviétiques, le vers de Kazine est trop « endimanché », trop « affecté », trop « correct » ; le poète n'a pas réussi à descendre de son Olympe artificiel pour se mêler à l' « épaisseur des masses » bolchévisées ; son chant rouge, écrit Ossinsky, est élaboré d'après les recettes les plus usées de la routine littéraire ; ce n'est qu'un « caramel » doucereux et fade, et l'ouvrier de Kazine, — le titan qui escalade le ciel et dompte les éclairs, — un produit patenté de « confiserie intellectuelle », un révolutionnaire découpé dans du pain d'épice.

La gratitude, certes, n'est pas une vertu communiste. Porté aux nues après sa mort même par ses adversaires, Essenine, le parangon de l'imaginisme, eut à compter, pendant sa vie, avec une levée non moins véhémente de boucliers. Et pourtant, ce blanc-bec gorgé de suffisance et de vodka, ce troubadour des

lupanars moscovites, a commencé par s'adonner corps et âme à la révolution. Il a professé un bolchévisme « intégral » ; il en a tiré des applications immédiates sur le plan moral, sur le plan artistique, même sur le plan vestimentaire. N'a-t-il pas « marxisé » le smoking bourgeois par l'adjonction de souliers en veau jaune, et l'épanouissement d'une lavallière sanglante sur un plastron de couleur ? N'a-t-il pas écrit comme il a bu et comme il a vécu : une coulée d'encre épaisse, bourbeuse et chaotique, une sombre frénésie révolutionnaire, où, de place en place, éclatent les fusées d'une imagination enflammée d'alcool ?

De tous les poètes « prolétariens », Essenine seul a trouvé au communisme des antécédents épiques ; son enthousiasme primesautier l'a poussé à doter la révolution d'une Iliade en règle, un poème à la gloire de Pougatchef, « ce prédécesseur de Marx, d'Engels et de Lénine ». L'aventurier cosaque qui se fait passer pour empereur, le bandit semimongol à la tête de ses hordes barbares, s'érige dans cette œuvre inégale en émule bolchévik d'Hector, d'Énée et de Roland. Essenine, à travers les vapeurs de son éternelle ivresse, a eu l'intuition très nette des origines asiatiques de la fermentation russe :

O Asie, Asie, pays d'azur,
Saupoudrée de sel, de sable et de ciment...
Comme la lune là-bas se promène lentement à travers le ciel !
Mais en revanche, avec quelle fierté, avec quelle ardeur,
Les fleuves à crinière jaune s'y précipitent de montagne en montagne !
N'est-ce pas ainsi que s'échevèlent les bandes mongoles ?
... Depuis longtemps, depuis longtemps, j'avais la nostalgie
De me joindre à leurs tribus nomades,
Et de surgir, à la tête d'une ruée d'hommes aux pommettes étincelantes,
Tel l'ombre de Tamerlan, à la lisière de la Russie...

Voici le décor nocturne de la steppe, la steppe semi-asiatique où l'Orient communiste fermente et mobilise ses puissances des ténèbres à la suite d'un fantôme impérial.

La lune bat de ses ailes jaunes,
Elle déchiquète les buissons comme un épervier...

Et Pougatchef pérore :

Savez-vous qu'une nouvelle formidable circule à travers la plèbe
Comme une barque à la crête des libres vagues ?

Nos moujiks aiment à s'accroupir à la manière des bêtes
Et sucer cette nouvelle, comme un gros pis de vache,
... La nouvelle qu'on ne sait quel chef cruel
Conduit l'ombre morte d'un Tzar
A l'assaut de l'immensité russe...
Comme une charrue, par ci par là,
Cette nouvelle a remué la glèbe desséchée.
On entend l'angélus des émeutes.
C'est la Russie qui bouillonne...
Je veux qu'au rire des yatagans,
Elle revête de voiles ce squelette grimaçant,
Et qu'elle le lance comme un navire à travers les steppes sans eau...
Écoutez-moi bien : je suis l'empereur Pierre...

Tout, dans ce poème, depuis le fond jusqu'à la forme, paraissait devoir flatter un régime qui avait élevé des statues aux pires aventuriers du XVIIe et du XVIIIe siècle, à Stenka Razine comme à Pougatchef : la béatification des jacqueries, la rudesse du style, la barbarie des images, la trépidation du rythme. Le poète du bolchévisme croyait avoir atteint d'un bond au rang d'un Homère prolétarien. Il s'enorgueillissait d'avoir passé quelques mois parmi les pillards caucasiens, d'avoir même pratiqué, par conscience professionnelle, les mœurs qu'il allait décrire. Mais il comptait sans ce poison d'incoercible défiance qui intoxique la révolution russe comme d'ailleurs toutes les révolutions. « Le camarade Essenine, écrit l'impitoyable Ossinsky, a confondu le pathos de l'émeute avec l'esprit révolutionnaire. » Trotzky est encore plus sévère : « La poésie d'Essenine se dissout dans la révolution au lieu de fusionner avec elle. C'est le sort réservé à tous les écrivains qui, sans être de vrais révolutionnaires, ont emboîté le pas à la révolution... La majorité de ces auteurs se compose d'intellectuels à prétentions paysannes, et l'adhésion des intellectuels à la révolution, lorsqu'elle s'appuie sur le moujik, ne manque pas de produire des possédés et des convulsionnaires. Essenine, comme Block, est un derviche-tourneur de la révolution ! »

Et les derviches-tourneurs, pour Trotzky, ne sont que des contre-révolutionnaires déguisés. « Tous ces écrivains, dit-il, s'accommodent de la révolution non pas, hélas! parce qu'elle est une cause efficiente de progrès, mais parce qu'à certains égards elle signifie une retraite, un recul. Le moujik, on ne le

sait que trop, a tenté d'ouvrir ses bras aux bolchéviks et de repousser le communisme. Il a voulu piller l'histoire, bazarder la révolution, dépecer la ville, et puis, nanti, engraissé, tourner son arrière-train adipeux à l'État... Évidemment, concède Trotzky, l'offensive du moujik contre la ville a fait partie intégrante de la révolution, mais elle n'a pas été toute la révolution. C'est à la ville qu'appartient la direction du pays. Si nous éliminons la ville, que restera-t-il de la révolution, sinon une gestation sanglante, tumultueuse et rétrograde ? Et la révolution n'a jamais été autre chose pour Essenine... »

Ces critiques ont le mérite d'étaler au grand jour la tare originelle que les communistes purs découvrent à la racine de la poésie imaginiste : une conception trop étriquée de la révolution russe, assez étriquée même pour en déformer la portée, la nature et l'esprit, une conception paysanne à la place d'une conception prolétarienne. Une pareille poésie fait table rase de la main-d'œuvre industrielle. Au lieu de glorifier l'ascension du prolétariat vers le pouvoir, l'organisation scientifique de la société future, elle s'obstine à chanter la révolution villageoise, la plus informe, la plus sauvage et, pour tout dire, la plus réactionnaire des révolutions. Elle n'est pas une poésie de classe.

Une dernière école, une pléiade au nom prometteur et symbolique, la *Kouznitza*, — la forge, — a tenté non seulement de réaliser une synthèse, enfin complète, de l'inspiration et du style prolétarien, mais d'en établir aussi la formule.

En bons révolutionnaires, les théoriciens de la *Kouznitza* commencent par déblayer le terrain de toutes les épaves, de tous les détritus, de tous les vestiges du passé. La littérature d'hier, proclament Philiptchenko, président de la *Kouznitza*, et ses principaux satellites, — Kirilof, Liochko, Sannikof, Aikouni, Bezymensky, — dans leur déclaration de principes, la littérature d'hier est tout aussi impuissante à se rapprocher de la classe ouvrière qu'un mort est incapable de serrer la main d'un vivant. » Le futurisme : « hypertrophie de l'individualisme intellectuel », retranché dans le néant, sous les fioritures d'une verbosité éperdue. L'imaginisme : suprême convulsion de petits bourgeois qui, avant de disparaître, s'hallucinent à poursuivre des métaphores délirantes. De simple moyen, la technique est devenue le but de toute la production littéraire.

On s'épuise à souffler d'immenses poèmes, à lancer des cascades de strophes, seulement pour faire valoir des rimes inédites, pour faire sonner le grelot de nouvelles allitérations. Et, sous l'acrobatie de toutes ces formes creuses, la *Kouznitza* dénonce une physiologie exacerbée, une démence pornographique. « L'heure est venue, s'écrie-t-elle, de galvaniser un art momifié et de déployer le drapeau rouge dans le désert de la littérature. »

Les forgerons de la poésie nouvelle énoncent leur programme avec la hauteur dogmatique qui préside à toutes les encycliques bolchévistes. « L'art prolétarien doit s'épanouir en fonction de l'idéologie prolétarienne... L'art prolétarien est un prisme où convergent les rayons d'une classe, un miroir où les masses ouvrières reconnaissent leur vrai visage... Et de là notre tâche : sculpter les types de l'humanité révolutionnaire, détruire par des offensives artistiques ce qui reste des conceptions bourgeoises, mouler, enfin, dans des formes esthétiques, les conceptions du matérialisme marxiste... L'artiste prolétarien doit être le médium de sa classe... Le style, c'est la classe. »

Cet aphorisme, parodié de Buffon, trace la ligne de démarcation entre la poésie prolétarienne et la poésie bourgeoise. Identifier le style avec l'homme est une hérésie sous le régime communiste. Une république qui a socialisé les moyens de production, qui a éliminé toute trace d'individualisme de ses relations économiques, ne saurait tolérer des influences personnelles dans sa littérature : elle ne peut s'arrêter à mi-chemin dans son œuvre de socialisation; il faut qu'elle imprime au style un caractère de classe pour l'adapter aux idées et aux sentiments de classe; ce n'est qu'à ce prix que sera sauvegardée l'unité du fond et de la forme révolutionnaires.

« L'art prolétarien est un art qui englobe les trois dimensions des matériaux offerts à sa puissance créatrice : elle imprime à ces matériaux une forme précise et synthétique, une forme appropriée aux tendances de classe; elle traduit les aspirations du prolétariat vers ses buts définitifs. Par essence, cet art est un art monumental, un art de grand style. Une classe animée d'un esprit d'universelle solidarité dans le travail, la victoire et la défaite, une classe unie par ses intimités et par ses sentiments, cette classe ne peut créer l'art qu'à son image. Sa langue aux riches sonorités, aux riches couleurs, aux riches

images, dégage la vie avec la même facilité des sombres gisements bio-zoologiques que des couches supérieures où règnent les conceptions majestueuses et les idées complexes. Par sa simplicité, par sa clarté, par sa précision, la langue de classe collabore à la puissance du grand style... »

Telle est la théorie, et si, en général, les recettes littéraires n'ont pas de valeur indépendante de leurs applications, la doctrine de la *Kouznitza*, d'un vague prétentieux et d'une grandiloquence confuse, impose, beaucoup plus que toute autre, le devoir de la confronter avec les œuvres qui en tirent leur inspiration.

La *Kouznitza* s'honore d'avoir donné au moins deux poètes acceptés par la majorité des critiques communistes comme de vrais, de grands et d'authentiques poètes prolétariens : Philiptchenko et Bezymensky. « La poésie ouvrière existe de même qu'il existe une classe ouvrière, de même qu'il existe un État ouvrier, s'écrie le camarade Iarovoy dans un article dithyrambique de la *Pravda* : si la preuve en faisait encore défaut, Philiptchenko nous l'a fournie par son recueil *l'Époque de gloire* ; le scepticisme n'est plus de saison ».

Comment douter, en effet, de l'orthodoxie d'un homme qui se recommande ainsi à ses lecteurs :

> Je ne suis pas seulement Philiptchenko : je suis le prolétariat,
> Je suis le tocsin audacieux d'une sainte démence...
> Je suis votre chantre et je suis forgeron...

et qui, après s'être défini ainsi de la sorte, réduit l'espèce humaine au prolétariat seul :

> Qui n'est pas forgeron n'est pas homme ?...

Ce manque d'humilité, ce coup de « tocsin audacieux » fait trépigner d'enthousiasme le camarade Iarovoy : « le surhomme de Nietzsche est une abstraction bourgeoise ; le surhomme de Philiptchenko est une réalité vivante, » celui que l'univers entier appellera demain son seigneur et maître. » Qu'importe alors que le forgeron soit

> Affamé, dévêtu, déchaussé...
> Des milliers de fidèles camarades ont également faim.
> La sueur, comme du mazout.

Huile brutalement
Les jours de notre vie noire.
Mais nous nous en f...

Pour justifier son optimisme, le poète fait valoir que le prolétariat a « des millions de bras, des milliards de doigts ». L'avenir lui appartient, car il est la masse cimentée par une espérance commune, la collectivité supérieure aux dieux, aux rois, aux cyclopes, aux titans.

Nous sommes la tête vivante et claire
De toutes les humanités, de tous les millénaires...
Nous sommes les pensées d'un seul front bombé,
Nous sommes les lettres de l'alphabet mondial...
Nous sommes encastrés, nous sommes tissés l'un dans l'autre...

A la suite d'une pareille extase, il ne reste plus qu'à déifier la « classe », et ce dernier pas, Philiptchenko le franchit dans la note usuelle du « matérialisme évolutionniste, dialectique et historique », en félicitant la terre d'hospitaliser le prolétariat sur son écorce et de graviter, autour du soleil, jaloux lui-même de cette bonne fortune, dans la « danse sacrée du travail ». Comme elle doit être fière, cette motte de boue, comme elle doit clamer son bonheur à la face des étoiles et des planètes! Elle est le « monde des mondes », pétri d'un bout à l'autre par les mains humaines.

Dans la préface qu'il a écrite pour présenter au public *l'Époque de gloire*, Brussof n'a pas marchandé ses éloges au « poète forgeron »; mais, tout en rendant hommage à son originalité, à son tempérament, à ses « intentions profondes », il n'a pu refouler un soupir discret, le regret de voir le Pindare sidérurgique abandonner les chemins lumineux de la poésie pure. Mal lui a pris. La *Pravda* a relevé brutalement cette nostalgie capitaliste : « le prolétariat n'a que faire de poésie pure ». La poésie révolutionnaire n'est pas un luxe : elle doit s'interdire, à l'égal d'une trahison communiste, de verser dans le narcissisme bourgeois. Comme les leviers et les bielles dont elle chante le glissement, comme les forges dont elle décrit les flambantes magnificences, il faut qu'elle poursuive un but utilitaire. Sa mission, en définitive, consiste à rimer de la propagande, et, comme la propagande a pour objet d' « électriser les masses », un style poétique ne sera prolétarien qu'à

la condition de pouvoir être goûté par le premier coltineur venu. Ce style sera vulgaire, de parti pris.

Le grand mérite de Philiptchenko, aux yeux du camarade Iarovoy, est d'ordre purement négatif : ce poète n'a pas démenti sa nature prolétarienne; « il n'a pas lancé vers l'azur les clochetons ajourés des cathédrales aériennes; son style évoque plutôt les blocs massifs des architectures primitives ». Aveu édifiant ! Le bolchévisme entraîne fatalement la poésie dans les cavernes.

Si, sous la plume de Philiptchenko, la poésie conserve encore, de temps en temps, un âpre accent de lyrisme original, si elle parvient encore à trouver quelque envolée héroïque aux fumées des aciéries et quelque panache à la révolution, chez d'autres, — chez Bezymensky et Demian Bedny, — l'éclipse est totale, la nuit est complète; la poésie est réduite, sans espoir de délivrance, à la condition des troglodytes. Elle n'est plus qu'un démarquage des articles de la *Pravda* et des prospectus de la IIIe Internationale. Elle n'est plus que de la prose communiste rédigée sous forme de « lignes inégales ».

Et c'est pourquoi, beaucoup plus encore que Philiptchenko, Bezymensky et Demian Bedny figurent au premier rang des rimeurs prolétariens. « Bezymensky, écrivent les *Izvestia* (24 février 1925), est *notre poète* dans la pleine acception de ces deux termes. Il est autre chose encore qu'un poète citoyen, il est un poète de classe. Il est noyé jusqu'au cou dans la politique. Ses œuvres ont pour objet les faits et gestes du parti, l'association de la jeunesse communiste, les principaux événements dont l'U. R. S. S. est le théâtre »... On ne saurait préciser avec plus de désinvolture que les mérites de la poésie prolétarienne sont en fonction du loyalisme bolchévique.

Or, en matière d'orthodoxie politique, Bezymensky peut rivaliser avec Staline, le secrétaire général du parti, et Boukharine, l'auteur de l'*Alphabet communiste*. Les *Izvestia* le félicitent chaudement d'avoir renié son père dans une poésie devenue célèbre, le *Portrait*. La seule famille que reconnaisse Bezymensky est le parti communiste. Il n'a qu'une ambition :

Rester le digne fils
De ma Maman R. K. P... » (1)

(1) Initiales de *Rousskaïa komounistcheskaïa partia* (parti communiste russe).

Il n'a qu'une religion, le culte de Lénine. Après la mort du maître, il a publié, disent les *Izvestia*, ce « poème inoubliable », que l'on ne cessera jamais de réciter dans les réunions ouvrières : « La carte de membre du parti communiste n° 224-332 », — la carte de Lenine !

Dis-moi, parti, que cherches-tu?
Une voix douloureuse me répondit :
— Une carte d'adhérent...
Mais une vague prolétarienne,
Sous les auspices de l'Internationale,
Comblera bientôt le trou béant...
Au bout de quelques mois, cent
mille cartes
Remplaceront de Lénine la
carte perdue...

Philiptchenko déifiait le prolétariat, — conception élastique puisqu'il est des prolétaires qui ne sont pas encore bolchéviks ; Bezymensky, plus sectaire, plus fidèle à l'esprit de l'Internationale, réserve la canonisation au parti communiste seul.

Le cosmos
Est dans ces termes :
Le Congrès du parti...

Ce principe posé, toutes les manifestations du parti communiste, même les plus odieuses, s'auréolent de halos stellaires.

La *Tchéka*, pour moi, est un phare...
Je suis premier à crier : hachons
les ennemis.
Toutes les balles de la *Tchéka*
sont à moi...
J'ai pris part à l'exécution
de toutes ses victimes.

La *Tchéka* est une sainte ; ses tortionnaires et ses pourvoyeurs sont des héros. « A cette progéniture d'acier, à ces enfants d'octobre, » Bezymensky a consacré un volume où la jeunesse communiste montre son véritable visage : le groin d'une bête lubrique et sanguinaire.

Il faut aller
Bâtonner les Koulaks...
Je cours, j'insiste, je menace.
Je ne marche pas, je vole...
A tous les passants je crie...

Ici un juron immonde, comme seule la langue russe en possède, où l'honneur des mères est traîné dans la fange. Bezymensky trouve, d'ailleurs, un piment révolutionnaire spécial à ces éructations de moujik ivre. Les ouvrières qu'il évoque « crachent à la face de leurs enfants » des injures où elles se traitent elles-mêmes de prostituées... Et les critiques officiels d'exulter.

Que l'on imagine une bave encore plus épaisse et plus fétide, un débordement de goujaterie triomphante : on aura le style de Demian Bedny, le prince des poètes prolétariens, décoré de l'étoile du drapeau rouge et porté à l'ordre de l'armée, comme « cavalier du verbe », par rescrit du Soviet révolutionnaire de guerre. Tous les jours, ou presque, les vers de Demian Bedny s'étalent à la place d'honneur dans les quotidiens moscovites : chroniques rimées, contes, épigrammes, satires, un fatras réfractaire en général à la traduction, infesté de quolibets égrillards et de pornographie.

C'est dans la lie des casernes et des ateliers, dans le grouillement des faubourgs industriels, dans l'atmosphère incandescente des parlotes communistes, que Demian Bedny puise ses sujets et son vocabulaire. Il a pour clientèle la fleur même et l'avant-garde du bolchévisme. Prétoriens rouges, ouvriers débauchés, profiteurs de la dictature révolutionnaire, il fallait à cette tourbe un poète qui parlât son langage, une poésie ravalée au niveau de son abjection. Demian Bedny demeure l'histrion en chef, le grand amuseur public de cette démagogie sordide. Il en flatte avec maîtrise les appétits et les haines; il lui jette en pâture le *koulak*, le *nepman*, le prêtre et Dieu ; il est l'auteur de la plus abominable parodie qui fut jamais perpétrée de l'Écriture sainte, sous le titre de « Nouveau Testament par l'évangéliste Demian », un poème à la gloire de Juda :

C'est lui, et non pas Pierre ou Paul,
Qui a rendu Jésus célèbre
à travers le monde...
C'est lui, et non pas les anges,

Qui, dans un accès d'aliénation mentale,
A déplacé les pierres devant la tombe du Christ,
Et qui est devenu le véritable artisan de la résurrection...

Le succès de Demian Bedny éclaire d'une lumière définitive l'essence de la poésie prolétarienne. Par sa goguenardise grimaçante, par la crudité populacière de sa terminologie, par le cynisme de sa pensée, par sa philosophie de primaire, cet auteur n'est pas uniquement un rejeton du parti communiste : il est le double spirituel de Lénine. Si Lénine avait écrit des vers, il aurait rimaillé à la façon de Demian Bedny. Il aurait fait de la poésie un simple moyen de vulgariser et d'illustrer ses *credo* révolutionnaires. C'est donc à bon droit que le bolchévisme a comblé Demian Bedny de sa reconnaissance, de ses prébendes et de ses décorations.

AVEUX D'IMPUISSANCE

Il convient de rendre cette justice à quelques grands communistes qu'ils ont fini non seulement par constater, mais aussi par expliquer l'absence d'une vraie poésie prolétarienne. Sans crainte de se compromettre, ils ont poussé leur analyse jusqu'au cœur des raisons initiales, qui empêchent la classe victorieuse de trouver dans sa victoire matière à production artistique. Ils ont mis à nu l'impuissance du prolétariat et diagnostiqué un mal assez grave pour défier les remèdes.

« La condition fondamentale de toute littérature, de toute poésie, avoue humblement Trotzky, est un certain degré de civilisation. Or, une civilisation ne se fabrique pas dans les cornues d'un laboratoire... Elle est le produit du mariage entre une classe sociale et l' « intelligence » de cette classe. L'auteur crée le lecteur et, réciproquement, le lecteur crée l'auteur. L'épanouissement d'une littérature est subordonné à la puissance créatrice des masses populaires, et ce n'est pas en jouant au cache-cache avec le prolétariat que l'on pourra développer une civilisation qui porterait réellement sa marque d'origine. Avant de songer à une littérature socialiste, il faut donc commencer par lui fournir une base, c'est-à-dire le socialisme, ne fût-ce qu'à l'état de simple brouillon... »

Mais ce brouillon manque : tel est le terrible aveu qui échappe à la plume de Trotzky. La dictature prolétarienne

a devancé la maturité du prolétariat : la caste dirigeante, maîtresse de la sixième partie du monde, est encore réduite à épeler laborieusement les syllabes des abécédaires. Elle n'a pas eu, comme la bourgeoisie, le privilège incomparable de faire son apprentissage intellectuel malgré la domination de la « classe ennemie », alors la noblesse, et même, à certains égards, en collaboration avec elle. « Le prolétariat, déclare Trotzky, a été obligé de renverser la bourgeoisie avant d'avoir eu le temps de se mettre à l'école de la culture bourgeoise. » Aveu terrible, aveu formidable : pas un régime n'a encore osé se flageller en public avec un pareil acharnement.

Et il dira encore : « Nous avons, certes, des prolétaires de talent, mais nous n'avons pas de littérature prolétarienne. »

L'un de ces prolétaires de talent, Boris Pilniak, essayiste pénétrant et conteur robuste, a marqué au fer rouge la même tare, avec la même franchise et le même courage. « Notre État, écrit-il dans un volume *Que pensent les écrivains de leur art*, a installé des incubateurs de littérature communiste, mais les écrivains couvés de la sorte cessent d'être politiciens, sans réussir à devenir artistes... Les communistes aspirent à créer de toutes pièces une littérature, comme s'il était possible de produire cet exquis superflu de la vie par un artifice mécanique ; ils l'obtiendront un jour ou l'autre comme un don, comme un libre cadeau, à une date énigmatique, lorsque l'existence entière sera communiste : d'ici là, la littérature prolétarienne se réduira aux tracts de propagande... »

Nous voilà bien loin des proclamations claironnantes où la *Vapp* affirmait l'hégémonie artistique du prolétariat et vouait les hérétiques à l'autodafé. Après Trotzky, après Pilniak, Ossinsky a fait un pas de plus : non sans héroïsme, il se jeta à l'assaut des prétentions boursouflées et des vanités stériles. « Le prolétariat n'a pas encore donné naissance à des valeurs spirituelles qui lui permettent d'exercer une dictature littéraire, — s'écrie ce communiste patenté, ce bolchévik à toute épreuve, dans un article, que la *Pravda*, tremblante à l'idée d'en assumer la responsabilité, n'a cru pouvoir insérer qu'*à titre documentaire*. Déclarer le contraire, est un mensonge, un mensonge émollient et doucereux, un mensonge qui chloroforme le sens critique du prolétariat et lui insuffle une fausse idée de son importance, un mensonge particulièrement dan-

gereux à une période où les ouvriers et les paysans ne doivent avoir qu'un seul souci : apprendre, apprendre, apprendre. Et quant au choix de professeur, Lénine, avec sa brusquerie ordinaire, a déjà tranché ce problème d'une manière définitive : « nos vrais maîtres sont les bourgeois... »

Après avoir asséné ce coup de massue, Ossinsky s'attaque à la folie d'appliquer, sans aucun discernement, par exagération morbide du fanatisme révolutionnaire, les méthodes de lutte prolétarienne à la littérature. « Si liée que soit la littérature à la politique, elle n'est pas la même chose. Il est tout aussi stupide de prêcher la conquête du pouvoir dans le domaine littéraire que d'obliger par décret tous les citoyens soviétiques à savoir lire et écrire du jour au lendemain. On peut travailler à s'assimiler une culture ; il est interdit de l'accaparer : une offensive de cet ordre risquerait de réduire la civilisation en miettes et de fracasser les crânes des assaillants, quelle qu'en soit la dureté... Rien n'empêche évidemment le prolétariat de s'emparer des chaires, des laboratoires, des bibliothèques, mais, à moins d'exproprier en même temps la substance grise des professeurs, il se trouvera dans la situation du moujik qui aura nationalisé un piano... Que fera un moujik tant soit peu raisonnable ? Il invitera un représentant de l'ancienne culture à donner des leçons de musique à sa fille. Cet exemple s'impose à tout le prolétariat... »

Il s'impose d'autant plus que le prolétariat russe, comme la fille du moujik, doit se borner pour le moment aux exercices et aux gammes. L'exécution artistique lui demeure interdite non seulement par son inexpérience technique, mais aussi par la navrante pauvreté de son inspiration. Pour trouver une muse prolétarienne, il ne suffit pas de chasser, suivant l'expression du poète Polétaef, la « muse vénale et poudrerisée des capitalistes ». Depuis près de neuf ans, la malheureuse agonise dans les caves de la *Tchéka* ; sa lyre est brisée, sa voix est éteinte ; mais la place qu'elle a quittée demeure toujours inoccupée. Le prolétariat n'a pas encore rencontré, sur les chemins rocailleux de sa dictature, le guide divin capable d'orchestrer son ascension vers la lumière. Malgré ses victoires et ses apothéoses, la révolution russe n'a pas créé d'hymne original à l'instar de la révolution française. Elle n'a pas trouvé un Rouget de l'Isle communiste. Elle n'a pas encore de *Marseil-*

laise, et c'est pourquoi elle n'en aura jamais. Les heures d'exaltation première et d'ivresse collective sont passées, irrévocablement. Au cœur même de ses triomphes les plus éclatants, la révolution prolétarienne s'est montrée impuissante à faire jaillir une seule note glorieuse et sincère des poitrines qu'elle électrisait. Elle n'est pas sortie des platitudes déclamatoires qui, avant de recevoir à Moscou une consécration officielle, ont traîné dans tous les faubourgs des capitales européennes. Elle a importé *l'Internationale* en bloc, avec le marxisme. Décalque brutal d'une théorie étrangère, elle a dû entasser pêle-mêle, dans les fourgons de l'étranger, depuis ses leaders jusqu'à son orphéon : elle n'a été qu'un immense plagiat.

Comme en témoignent Bezymensky et Demian Bedny, comme en pourraient encore témoigner Kovynef et Saïanof, il faut entendre par poésie prolétarienne une poésie à l'usage exclusif de la plèbe.

C'est la seule que puisse goûter la classe élue : la poésie, tant soit peu digne de ce nom, n'a pas de clientèle. « Un ouvrier ou un moujik de Saratof, dit tristement Polétaef, se moquent de nos vers : ils demandent de la percale et des bottes. » Courbés l'un sur la glèbe, et l'autre sur l'enclume, ces forçats socialistes n'ont ni le temps ni le désir de scander des longues et des brèves. Et si, par hasard, les besoins poétiques se font jour, le misérable niveau des salaires ne manque pas de les paralyser. La *Pravda* (31 janvier 1926) a calculé que l'ouvrier le mieux payé et le plus intellectuel, le typographe, peut consacrer au maximum, s'il est économe et sobre, 77 copecs par mois à l'éducation de ses enfants, à l'achat de livres et de journaux! Cette somme est insuffisante même à couvrir le prix de l'abonnement mensuel à la *Pravda!* Jamais le livre n'a été plus délaissé en Russie que sous un régime qui ne cesse d'avoir le mot « culture » à la bouche, qui a transformé l'État en mécène, en éditeur et en libraire. Nuit et jour, les rotatives soviétiques déversent des monceaux de papier imprimé; la prose, la poésie, s'entassent par tonnes dans les arrière-boutiques du *Proletkult* et du *Gosizdat*, mais elles n'en sortent que pour être bazardées au poids et pour mourir sans gloire sous le martèlement du pilon. D'après les *Izvestia*, les volumes invendus, — et invendables, — qui pèsent sur le budget de l'État, atteignaient en

juin 1926 la valeur de 35 millions de roubles! Les livres s'accumulent sans preneur, tandis que la percale et les chaussures demeurent introuvables.

A moins de sombrer dans la gravelure officielle ou dans les excentricités du cubisme, quelle peut être alors la destinée des derniers poètes? Tchelaef, Kouznekzof, Michel Goldny, Sobol, Essenine, — pour ne citer que les plus célèbres, — ont déjà répondu à cette question; certains y ont même répondu au prix de leur vie et de leur talent. L'alcool ou le suicide, parfois le suicide après l'alcool : les poètes n'ont pas d'autre issue dans la première République prolétarienne. L'existence incolore et mesquine, que constate lui-même un Lounatcharsky, dégage un marasme incurable, écrase le cerveau et le cœur sous une chape de plomb. « Tous les visages se ressemblent, pleure Asséef, ils se ressemblent comme des cadavres... » Pour oublier, pour s'oublier, l'un après l'autre, les poètes se précipitent dans les bras de la Fée verte. Elle est leur dernière muse, dispensatrice de nirvanah, pourvoyeuse de néant. « Au pays des soviets, écrit Michel Golodny, c'est au cabaret que végètent les poètes et les ouvriers. » Essenine est allé plus loin : appelé à la barre du tribunal révolutionnaire pour se justifier de ses scandales et de son antisémitisme, il a entonné un hymne à la gloire de l'ivresse et de l'apache, il a détaillé avec complaisance ses débauches, pour finir dans un sanglot déchirant : « Je cherche ma conscience au fond des verres que je vide. »

Le cas d'Essenine et de Sobol entrebâillent des portes sur des profondeurs insoupçonnées. Leur vie et leur mort résument l'histoire des belles-lettres sous les auspices du marteau et de la faucille. A travers une double écume de vodka et de sang, elles permettent de toucher le fond de l'expérience moscovite. Essenine, nous l'avons vu, a pratiqué le bolchévisme en pochard révolutionnaire; mais du bolchévisme comme de l'alcool, après dix ans de licence effrénée, il n'a tiré qu'un mortel écœurement, qu'une irrémédiable nausée :

> Oh! la tristesse d'avouer
> Que j'ai trop peu demandé à ma jeunesse,
> Que je me suis enlisé dans les fumées des gargotes...

Les derniers vers d'Essenine sont un terrible réquisitoire :

Je ne suis plus qu'un inconnu,
Je ne comprends pas la langue de mes compatriotes...
Ils n'ont plus besoin de ma poésie,
Et, qui sait? je suis peut-être inutile moi-même.

Suprême intuition avant de mourir : Essenine aperçoit soudain une désolation encore inédite de ruines, l'horreur d'une catastrophe apocalyptique :

Une troïka hallucinante a galopé à travers le pays;
Elle l'a rempli de poussière et du bruit de ses sabots;
Elle a disparu dans un sifflement d'enfer.
Mon âme! nous avons parcouru un chemin fatal...
Que s'est-il passé? Que reste-t-il de notre pauvre pays?

Et le cynique qui, au cours d'une tournée de conférences à New-York et à Berlin, traitait la Russie de « prostituée, » s'abat sur les genoux et se laboure la poitrine :

Russie, ma chère, pardonne-moi...

Avant d'accrocher sa loque mortelle au clou de sa chambrette, Essenine se troua les artères, trempa la plume dans sa chair ouverte pour griffonner en rouge quelques lignes illisibles. Cette macabre tragédie n'a fait que symboliser la dernière manière du poète dégrisé : depuis plusieurs mois déjà il avait remplacé l'encre par le sang; ses vers n'étaient qu'un râle d'agonie. Lorsqu'un « poète prolétarien » tend ses bras vers le fantôme d'une patrie assassinée, il ne lui reste plus qu'à mourir; il ne peut plus vivre dans une Russie qui s'appelle l'U. R. S. S. Il faut qu'il disparaisse pour enrichir la fosse commune où le bolchévisme, à grandes pelletées, ne cesse de jeter le cerveau de la nation.

Envisagée sous l'angle communiste pur, sous l'« angle de classe », la fin de Sobol est encore plus dramatique. Ce styliste délicat, poète à ses heures, s'est adonné corps et âme à la révolution; il l'a servie avec la tendresse d'un fils, la fidélité d'un page, le respect et le courage d'un paladin; il a tout accepté du communisme; il a trouvé du sublime dans la terreur et de la beauté dans la IIIe Internationale; à l'exemple de Bezymensky, il a glorifié les turpitudes de la *Tchéka*. Mais, peu à peu, au lieu d'une marche triomphale, c'est la rude montée du calvaire communiste; la révolution n'est plus un drapeau écarlate qui

rutile au soleil, mais une croix que l'on traîne sur des épaules ensanglantées. Déjà, en 1924, Sobol succombe sous le fardeau dont il ne peut s'affranchir ; il avale de l'arsenic, mais le communisme le sauve malgré lui ; il le rend à la vie et au supplice ; il le force d'assister à la parodie du marxisme, au cauchemar d'une révolution bafouée. Dix-huit mois de souffrances et d'incoercible dégoût, des espoirs, des illusions, et puis, plus effective que la potion d'arsenic, une balle bienfaisante en plein cœur, enfin la mort et la délivrance. « J'en ai assez, lisons-nous dans le journal intime de Sobol dont la *Krasnaïa Gazeta* a publié les extraits ; je ne puis vivre davantage. J'ai envie de dormir, de dormir éternellement. J'ai arraché de ma poitrine par lambeaux cette révolution qui avait toute ma foi... C'est peut-être contraire aux principes du marxisme, mais je crois qu'il convient de faire son entrée dans l'autre monde, vêtu de linge propre... »

Devant les tombes toutes fraîches encore de ces victimes du bolchévisme, les paillasses révolutionnaires n'en continuent pas moins leurs blasphèmes et leurs entrechats.

Montez, montez vers les étoiles...
Vous n'y trouverez
Ni avances sur votre copie, Ni bistros...
Certes, si vous aviez de l'encre à portée de la main,
Vous n'auriez eu nul besoin
De vous couper les veines.
Pourquoi, alors, augmenter le nombre des suicides?
Il eût mieux valu intensifier la fabrication de l'encre.

Telle est la couronne déposée par Maïakovsky sur le cercueil d'Essenine. Dans le poème qu'il a consacré à l'épidémie de suicides qui sévit parmi les jeunes communistes, Bezymensky laisse éclater le même optimisme. C'est par un coup de clairon que se termine son oraison funèbre : le parti survit à ses morts, cela suffit...

Il survit sans doute, mais dans la désolation d'un cimetière, fossoyeur qui jongle avec les crânes des poètes, et enfonce toujours plus loin, sous terre, les dernières fleurs automnales de la poésie russe.

SERGE DE CHESSIN.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

IV [1]

SOUS LE CHINOIS

Venise, octobre 1909.

A cinq heures sous le Chinois... » C'est un charmant personnage que le Chinois. Sur le mur où il est peint à fresque il se dresse aimable, souriant et fier. Il est vêtu d'une courte robe de soie bleue que ferment des boutons de corail et chaussé de souliers précieusement arrondis. Il a le visage de sa race et il a le teint agréablement jaune. Ses longues et fines moustaches de mandarin sont tombantes comme il sied et selon la mode de ses congénères des potiches. Les manches de son vêtement sont naturellement « pagodes ». De la toque qui le coiffe s'échappe une belle natte bien tressée. Ses yeux obliques et bridés vous regardent avec un air d'affabilité souriante qui n'est pas sans ironie. Il est fier et il a raison de l'être, car il n'est pas seulement un Chinois; il est le Chinois; il est même l'Asiatique, car il représente l'Asie en compagnie des autres figures costumées qui symbolisent sur les autres panneaux les Parties du Monde et qui forment la décoration d'une des salles du café Florian où nous venons souvent nous asseoir dans le coin

Copyright by Henri de Régnier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août.

qu'il occupe et qu'il semble nous réserver. Aussi est-il devenu une sorte de point de ralliement, et la phrase « A cinq heures, sous le Chinois » veut dire que l'on se retrouvera au Florian, à ce moment de la journée, sur la banquette de velours rouge, devant la table de marbre où l'on nous servira le punch à l'alkermès ou quelque petit verre de marasquin, puisque la *grappa* est proscrite des cafés « comme il faut » de Venise.

Il n'en manque pas, à Venise, de ces cafés qui jouent un rôle dans la vie citadine et où beaucoup de Vénitiens passent de longues heures et se font même adresser leur correspondance. C'est sur la place Saint-Marc que se trouvent les plus célèbres de ces établissements : le Florian, sous les Procuratie Nuove, le Quadri sous les Procuratie Vecchie, qui, tous deux, dans la belle saison, installent leurs tables et leurs chaises sur les dalles de la Piazza. A côté du Quadri, la pâtisserie Lavena accueille ses nombreux clients, tandis que sur la Piazzetta, sous les arcades de la Libreria Vecchia, le café Aurora s'ouvre aux consommateurs qui ne lui préfèrent pas le café Oriental, situé sur la Riva degli Schiavoni ou le bar de Giacomuzzi au coin de la calle Vallaresso et de la salizzada San Moïse, mais le Florian, malgré ces concurrences, demeure le café par excellence, celui où tout bon Vénitien s'asseoit plus ou moins souvent et où l'on retrouve encore aujourd'hui un peu de la Venise d'autrefois, non qu'il ressemble à cette charmante *Bottegha di Caffè* que peignit Pietro Longhi, où l'on voit une belle dame Vénitienne, en sa belle robe de taffetas, un élégant tricorne galamment penché sur l'oreille, déguster le divin breuvage, tandis que, de la porte, un personnage masqué en *tabaro e baüta* lui adresse un salut empressé; mais, tel qu'il est à présent, le Florian n'en conserve pas moins, avec ses petites salles basses décorées de fresques et de miroirs, un aspect gentiment démodé et agréablement rococo.

Le Florian se compose de plusieurs de ces petites salles. Toutes sont pourvues du même mobilier : banquettes et sièges recouverts de velours rouge, tables dont le plateau de marbre est mobile et tourne sur un pied trapu, guéridons en bois que l'on déplace à sa guise. L'une de ces salles, la plus longue, montre, encadrés dans la boiserie, des portraits de Vénitiens illustres; les autres sont toutes peintes, murs et plafonds, de fresques représentant des ornements et des personnages de

fantaisie, des fleurs en bouquets et en guirlandes, des attributs variés, le tout d'une couleur gaie et fraîche, d'un art facile, mêlé de miroirs et de dorures. Ces peintures, contre la fumée du tabac, sont protégées par des glaces. L'ensemble compose une aimable décoration, un peu dans le goût du temps de notre Louis-Philippe ou de notre second Empire et dans la manière de celles que l'on voit encore à Paris à la confiserie Boissier ou à la pâtisserie Chiboust. Telles qu'elles sont, ces petites salles sont avenantes par la bonne courbe des sièges, par un air d'intimité; on s'y sent vite à l'aise et presque chez soi, sous l'œil amical du Chinois.

Ajoutez à ces agréments que l'on sert au Florian d'excellent café et tous les sorbets désirables. Et puis on y coudoie des habitués, de vrais Vénitiens, surtout quand le grand flot du tourisme a passé. On a l'impression de ne plus faire trop partie de cette marée cosmopolite et, à soi aussi, le Florian devient une habitude. On passe là de calmes heures de causerie ou de rêverie, de ces heures de douce oisiveté vénitienne qui laissent de si doux souvenirs. Si d'ailleurs vous en avez assez d'être enfermé et que la saison ne soit pas trop avancée, vous pourrez prendre place dehors sur l'une de ces bizarres banquettes de cuir qui s'adossent aux piliers des arcades, ou, si vous le préférez, en plein air, sur les chaises qui s'alignent aux dalles de la Piazza. Nous en avons usé plus d'une fois, au début de ce beau mois d'octobre, car c'est encore en octobre que nous sommes, cette année, venus à Venise nous asseoir « sous le Chinois ». Admirable et gentil personnage, il nous accueille en son domaine, toujours hospitalier aux visiteurs, car le Florian ne ferme jamais et demeure ouvert jour et nuit. Si l'on n'a pas envie de dormir on peut s'y attarder jusqu'à l'aube, et si l'on a perdu sa clé on y peut attendre le matin. Certes il est fort beau de voir se lever l'aurore sur la place Saint-Marc, mais, à Venise, le sommeil est un de ses plaisirs. On dort si bien dans son silence nocturne, quand on a, tout le jour, respiré l'air doux de la Lagune et qu'on s'est laissé bercer pendant des heures au balancement de la gondole, mieux encore lorsque l'on a gravi les escaliers d'innombrables ponts et foulé, d'une semelle infatigable, les rudes dalles des calli.

Ces longs et beaux sommeils de Venise, en ces beaux jours

allégés d'octobre, ces sommeils à la fois profonds et attentifs où les impressions du jour repassent en images vaporeuses et subtiles, je les retrouve, non pas dans la haute chambre du Palais Dario ou dans le baroque appartement du Palais Venier. L'un et l'autre sont fermés, cette année, et nos amies ne sont pas à Venise. Aussi est-ce à la Casa Zuliani que nous habitons. Rien n'y a changé, depuis notre séjour de 1904. Les Sorelle sont toujours là. Elles ont dû augmenter leur curieuse collection de vieux flacons de parfumerie. La sonnette retentit toujours avec le même son dans le vestibule, et le petit chien invisible jappe toujours derrière la porte. La seule innovation est que la servante ne s'appelle plus Eufemia, mais répond au nom de Vittoria, à quoi le service n'a pas beaucoup gagné.

La Casa Zuliani est toujours la Casa Zuliani, mais, cette année, nous y avons complété notre installation par la location d'un *salotto*. C'est une petite pièce, aux murs de crépi rosâtre et au mobilier « zulianiste » auquel nous avons ajouté quelques objets achetés chez les antiquaires. Elle a vue sur le jardin du Palais Venier ainsi que la chambre où loge Paul Alfassa. C'est notre ami Jean-Louis Vaudoyer qui nous a fait connaître cet agréable voisin, très versé dans les questions d'art où il montre une remarquable érudition et une réelle compétence. Quant à Vaudoyer, il occupe une des chambres de la Casa qui donnent sur la fondamenta Venier et le rio della Torresella. Charmant esprit et charmant compagnon, poète de talent, écrivain délicat, il est juvénilement et ardemment curieux de toutes les belles choses écrites, peintes ou sculptées. Déjà, lors de notre séjour de 1907, au Palais Venier, nous l'avions retrouvé à Venise et nous avions fait avec lui un court voyage à Padoue, Vicence, Vérone et Mantoue. Comme Paul Alfassa, Jean-Louis Vaudoyer est passionné d'art, grand visiteur de musées, d'églises et de palais, grand fureteur d'antiquaires, et, spécialement, amateur de peinture. Je lui connais maints cahiers chargés de notes et sa valise déborde de photographies et de catalogues, ce qui ne l'empêche pas de goûter les spectacles de la vie avec vivacité et naturel et de les commenter avec gaîté et fantaisie. Il tirerait volontiers par sa natte le Chinois de Florian sous qui nous nous réunissons presque chaque jour, après quelque visite d'église ou quelque séance de musée.

Je l'accompagne souvent, ainsi que Paul Alfassa, en leurs

investigations artistiques. La vue d'un beau tableau, d'une belle statue, d'un bel objet, de toute curiosité, m'a toujours été agréable. Pourtant, je ne goûte pas les œuvres d'art avec le même soin et la même méthode que mes jeunes compagnons. J'avoue être assez ignorant en esthétique générale, peu versé dans l'histoire des écoles, les filiations et les particularités de technique et de facture. Dans un tableau, dans une sculpture, je cherche surtout une satisfaction visuelle, un agrément de sensibilité, un sujet de rêverie et d'émotion, un prétexte aux jeux de l'esprit. L'œuvre d'art m'intéresse, certes, en elle-même, mais peut-être surtout par le plaisir égoïste qu'elle me procure. Aussi, vais-je, d'instinct, à ce qui peut fructifier dans mon souvenir après m'avoir attiré par une certaine fleur de beauté ou par un certain parfum de singularité. Ainsi me suis-je fait un choix d'œuvres auxquelles je reviens pour le plaisir qu'elles me causent et sans grand souci de la hiérarchie de leur valeur. J'obéis à des préférences que je ne raisonne guère et l'art vénitien m'en a fourni quelques-unes. Mon indépendance s'inquiète peu de savoir si elles sont conformes aux admirations orthodoxes. Le Chinois du Florian m'entend exprimer parfois des opinions que je n'essaie de faire partager à personne, mais qui contentent ma sincérité si elles n'attestent pas l'excellence de mon jugement.

C'est dans cet esprit de franchise que je pénètre dans les salles de l'Accademia. De l'antique Scuola Santa Maria della Carità, on a fait un fort beau musée, aménagé tant bien que mal, et qui, comme tous les musées, contient nombre de tableaux qui n'ont d'intérêt que pour les critiques d'art et d'autre valeur que de servir de documents pour l'histoire des peintres et de la peinture. Ce n'est pas à ceux-là que je m'arrête, quoique je ne dédaigne nullement les ouvrages d'artistes secondaires qui parfois fournissent plus à l'imagination que telles œuvres célèbres de maîtres réputés. Dans les salles consacrées aux Primitifs je ne trouve guère à retenir que certains visages expressifs de Vierges ou de Saints, quelques gestes, quelques draperies se détachant sur le vieux fond d'or gaufré d'un retable ou d'un triptyque. Mais cet art religieux, né du hiératisme des mosaïques byzantines, aboutit au xve siècle à l'art admirable des Bellini et de Carpaccio. Les deux Bellini, Gentile

et Giovanni, fils du vieux Jacopo, furent des artistes de vrai talent. Giovanni, à ses séduisantes madones, qu'il encadre de belles architectures, donne de la beauté, de la grâce, de la tendresse. Il les vêt de molles étoffes, les pare de fines orfèvreries, les entoure de saints et d'anges d'une grave prestance et de mine jolie. Portraitiste, Giovanni sut rendre le visage humain en sa vivante réalité, comme l'atteste son *Portrait du Doge Mocenigo*. Il fut d'esprit curieux et non sans complication, ainsi que le prouvent les allégories où il mêle à des souvenirs de missels gothiques des influences de pierres gravées antiques, du symbole à de la mythologie, où l'on voit d'étranges figures : femme nue portant à la main un globe de cristal, homme sortant à demi de la volute d'un coquillage, petites compositions minutieuses et bizarres et d'intentions énigmatiques. Comme son frère Giovanni, Gentile est un portraitiste. On n'oublie plus son étonnant *Mahomet II* de la collection Layard. Il est aussi peintre de cérémonies et de fêtes publiques. Sa *Procession sur la place Saint-Marc*, son *Miracle de la Sainte Croix* font revivre la vieille Venise en son faste oriental et ses cortèges somptueux, de même que nous la retrouvons, en ses élégances et en ses raffinements, dans les compositions où Carpaccio nous les représente en images naïves et subtiles lorsqu'il nous conte par le pinceau la *Légende de Sainte Ursule*.

Cette suite de neuf panneaux occupe une des salles de l'Accademia. Là aussi, nous sommes dans l'ancienne Venise. Carpaccio nous en rend les architectures, les costumes, l'atmosphère. Son dessin précis, mais souple, se pare d'une couleur fraîche, solide et comme émaillée. Les perspectives aérées donnent une impression d'ordre et d'espace. Les banderoles flottent au vent. Une lumière nette éclaire les figures et les choses. Les moindres détails y sont visibles, aussi bien la broderie d'un costume que les veines d'un marbre. C'est d'un art méticuleux et sincère, peu émouvant, mais d'une merveilleuse finesse. On admire avec une indifférence charmée. Pourtant rien de guindé en cette perfection tranquille, et souvent, çà et là, une pointe de gentillesse familière et touchante, ne fût-ce que ces herbes et ces fleurettes qui poussent entre les dalles, les deux mignonnes pantoufles qui reposent auprès du lit où dort Sainte Ursule, cet oiseau qui se promène gravement

auprès du pavillon où les ambassadeurs anglais prennent congé du roi Maurus, tandis que s'y accroupit, frileux sous sa souquenille rouge, un petit singe grimaçant.

Ces animaux qui animent les scènes de légende de Carpaccio, nous les revoyons auprès des deux courtisanes que le peintre nous montre assises, et parées de tous leurs atours, dans son tableau du Museo Civico. Avec leurs coiffures compliquées et leurs toquets prétentieux, elles expriment une parfaite stupidité. L'une fait faire le beau à un petit chien et en agace un autre du bout d'une baguette. Sa compagne ne s'intéresse même pas aux pigeons posés sur la balustrade de marbre où s'appuie son bras. Mais ce n'est pas là, femmes comprises, tout le bestiaire du gentil Carpaccio; il s'y ajoute encore au moins un lion et un dragon, celui que Saint Georges transperce de sa lance. Lion et dragon, allons leur rendre visite. C'est à la Scuola di San Giorgio degli Schiavoni que nous les trouverons, sur le rio della Pieta, non loin de l'église de San Giovanni in Bragora. Remercions les Esclavons d'avoir confié la décoration de leur Scuola au peintre charmant de Sainte Ursule. Au-dessus d'une antique boiserie couleur d'écaille, s'encadrent les scènes de la vie de Saint Georges, de la vie de Saint Jérôme et aussi la légende de Saint Triphon. Le Dragon et le Lion y jouent leurs rôles. Pour le Dragon, le sien est de se faire tuer par un élégant chevalier; celui du Lion est de mettre en fuite des moinillons effarés. Le Lion et le Dragon se conforment à ce que l'on attend d'eux, dans cette belle couleur ambrée chère à Carpaccio. Toute cette pieuse imagerie est d'une naïveté charmante, mais la petite salle de la Scuola des Esclavons est bien obscure, au point que le gardien vous offre de larges miroirs d'étain pour éclairer d'un peu de lumière ces panneaux presque indistincts. Évidemment on les verrait mieux dans une salle de musée, mais ils sont là à la place qu'ils ont toujours occupée, pour laquelle le peintre les a peints et où il les a disposés lui-même, et cette parfaite adaptation du lieu à l'œuvre est un trop rare plaisir pour ne le pas goûter docilement.

C'est ce même plaisir que donne, à l'Accademia, l'admirable *Présentation de Marie au Temple* de Titien en sa sobre et simple beauté. Elle a retrouvé l'emplacement qui lui fut destiné, tandis que l'*Assomption de la Vierge* a quitté le maître autel des Frari pour le mur du Musée. L'admiration univer-

selle l'y a accompagnée, mais j'avoue que je ne partage guère le sentiment que suscite cette toile célèbre. La gloire de Titien se fonde mieux sur d'autres chefs-d'œuvre où éclate plus magnifiquement son génie, d'un si noble tragique et d'une si voluptueuse sérénité. Titien n'est-il pas, avec Véronèse, un des grands noms de la Renaissance vénitienne? Mais si Véronèse eut un sens incomparable de la grande décoration picturale, des belles ordonnances et des belles architectures, s'il fut un peintre de somptuosités et de triomphes, un peintre vraiment ducal, n'est-ce pas Tintoret qui fut, des trois grands renaissants de Venise, le génie le plus orageux et le plus génialement dramatique?

L'Accademia contient quelques-unes de ses œuvres significatives où se résume son double don de réaliste puissant et de fougueux imaginatif : son *Miracle de saint Marc* et son *Portrait du doge Alvise Mocenigo*, entre autres, mais c'est à la Scuola di San Rocco qu'il faut aller subir sa foudroyante domination. La Scuola lui appartient tout entière, et il en a rempli les vastes salles du prodigieux labeur de son pinceau. Il y eut, en cet homme extraordinaire, une inépuisable force picturale au service d'une infatigable faculté de dramatisation. Qu'il nous montre *le Massacre des Innocents* et *la Plaie des Serpents* ou l'*Annonciation* et *la Fuite en Égypte*, qu'il nous mène dans le tumulte des foules ou dans les solitudes du désert, il dramatise, et dramatise avec une émouvante hardiesse de gestes et d'attitudes, dans une lumière d'éclipse et de cataclysme. De ses toiles sortent de furieuses rumeurs, à moins que ne pèsent sur elles de terrifiants silences. Elles sont traversées de vols d'anges et de torsions de belluaires, de battements d'ailes et de détentes de muscles. Parfois le grand visionnaire devient un témoin implacable. Regardez son *Crucifiement de San Rocco*, cette toile immense où s'agite, autour du divin Supplicié, tant de barbare fureur, cette toile dont la couleur ambrée se décompose en une coloration bilieuse et sur laquelle il semble qu'ait passé l'éponge imbibée de fiel que le bourreau présente aux lèvres expirantes du Christ. Nul espace à couvrir de couleurs ne déconcerte cette main infatigable. Son *Paradis* du Palais Ducal est un des plus grands tableaux connus. Il regorge d'un peuple d'élus. Tintoret est égal à toutes les dimensions, au carré d'un panneau comme à l'ovale d'un plafond. Au

Palais Ducal, il peint des épisodes de l'histoire de Venise et l'on dirait qu'il se délasse de ce labeur officiel dans les quatre admirables scènes mythologiques où la vie respire en la grâce et la beauté de nobles corps païens. Partout, il fait preuve de la même despotique maîtrise. Il se renouvelle en se répétant. Son *Crucifiement* de San Rocco et son *Crucifiement* de l'Accademia cèdent-ils en tragique à celui de l'église de San Cassiano, où le tertre du Calvaire se hérisse en contre-bas d'une levée aiguë de lances? A chaque pas dans Venise on le rencontre. Il est à la Salute avec ses *Noces de Cana* à San Giorgio Maggiore avec sa *Sainte Cène* à la Madonna dell'Orto avec son *Adoration du veau d'or* et son Dernier jugement et aussi avec sa *Présentation de la Vierge* d'un si noble, d'un si pur, d'un si tendre pathétique où, au sommet de l'escalier du Temple, apparaît sur le ciel, en sa grâce innocente, l'enfant prédestinée qui sera un jour la Mère des Douleurs.

A ces grands noms de la Renaissance vénitienne il faut joindre celui de Giorgione, mais Giorgione est assez mal représenté à Venise. Les fresques dont il décora la façade du Fondaco dei Tedeschi ont disparu. Il faut se contenter, pour l'admirer, de son *Apollon et Daphné* du Seminario Patriarcale, qui n'a rien de particulièrement admirable et de sa *Famille du peintre* au Palais Giovanelli. Allons-y en quittant la Madonna dell'Orto où est inhumé Tintoret, non loin de la maison qu'il habita et qui existe encore. Nous sommes dans un des quartiers les plus solitaires de Venise et les plus pauvres. Ses rii mirent des façades décrépites et misérables dont la vétusté s'achève en une tristesse qui n'est pas sans charme. Le peu de vie qu'on rencontre là est populaire. Gagnons le campo dei Mori. Traversons le rio della Sensa et, par la Calle Lunga, arrivons à la fondamenta della Misericordia et à son rio pour atteindre l'église San Marziale et, de là, le rio del Trapolin et le rio di Santa Fosca. Entrons au Palais Giovanelli. Il n'a gardé de son ancienne décoration que sa salle de bal qu'ornent de claires compositions architecturales de Canaletto. Sur un chevalet s'offre le célèbre *quadro* de Giorgione. Je ne puis le regarder sans déception. Ce paysage disparate que meublent des fabriques, un pont, des débris de colonne antique, des arbres, une rivière ; cette sorte de berger debout dans un coin, cette femme assise à demi dévêtue, allai-

tant un enfant! Cette pastorale de famille n'est guère émouvante, et j'aime mieux réserver mon admiration à l'admirable *Fête champêtre* du Louvre, dont la voluptueuse beauté exhale une si douce chaleur de beau jour d'été et où la lumière et la musique enveloppent de leur accord harmonieux d'opulentes formes féminines, oisives, sereines et faites pour l'amour.

C'est en échangeant nos impressions picturales, diverses en leur sincérité, que nous nous en revenons de ces excursions à travers le bel art vénitien. Quoi de plus agréable que de cheminer dans Venise par un souple jour d'octobre, d'air léger et de lumière adoucie, en conversant avec liberté et en toute indépendance d'opinion? Les heures ont passé à un beau spectacle dont maint souvenir sera durable. Maintenant, le crépuscule s'annonce et l'heure du « Chinois » approche. Nous voici à ses pieds. Sous son regard narquois, la causerie quitte son ton de sérieux et prend un tour plus familier. On y parle des uns et des autres et on plaint les absents de n'être pas là, sur cette hospitalière banquette du Florian. Comment peut-on être ailleurs qu'en ce lieu où il est si bon de se laisser vivre? On discute le menu du prochain dîner. On fait des projets de promenades. Un jour, on ira à Torcello, un autre jour à San Francesco nel Deserto. On parle d'un livre qu'on a lu, et où quelque écrivain aimé a rendu hommage à la Ville glorieuse et charmante. On fait allusion à quelque savant paragraphe de Taine, à quelque phrase musicalement morbide de Barrès, à quelque page impeccable de Théophile Gautier.

A ce nom, il semble que le Chinois sourie. N'eut-il pas son Chinois, le bon Théo, ce Tin-ton-lin, rencontré par hasard et qu'il attacha à sa personne; Tin-ton-lin à la longue natte, qui fit partie de la « ménagerie intime » du poète et qui enseigna à sa fille, la belle Judith, la lecture et l'écriture des caractères; Tin-ton-lin qui représenta pour Gautier ces Orients lointains dont il avait la nostalgie, et que, tout grand voyageur qu'il fût, il ne connut pas, mais dont il retrouva l'influence et l'illusion dans l'asiatique Russie, dans la sarrazine Espagne, dans la byzantine Italie, aussi bien au Kremlin de Moscou qu'à l'Alhambra de Grenade et qu'au Palais des Doges à Venise? Le séjour qu'y fit Gautier fut une des joies de sa dure vie d'écrivain. Il aime tout de Venise, son ciel, sa lumière, ses

eaux, ses couleurs, son décor, ses arts, ses mœurs et il note ses impressions dans un livre précis et tranquille dont l'impassibilité apparente est toute pénétrée d'amour discret, qu'il décrive avec une méticuleuse et savante précision les splendeurs de Saint-Marc ou la forme bizarre et sobre d'une gondole, le contour compliqué d'une verrerie ou le grain fondant et glacé d'un sorbet. De Venise il conserve un souvenir enchanté. Elle lui inspire les ingénieuses variations des *Emaux et Camées* et ce *Musée Secret* où s'évoquent, en leur voluptueuse beauté, les blondes nudités de Titien; et les Goncourt ne nous le montrent-ils pas, un soir au théâtre, entre deux actes de vaudeville, avouant l'incurable nostalgie qu'il garde des philtres que lui versa, dans sa coupe irisée, la magicienne de l'Adriatique?

Si le nom du bon Théophile Gautier revient souvent dans nos conversations « sous le Chinois », il est deux autres noms qui fréquemment s'y mêlent aussi et que lie l'un à l'autre un nœud indissolublement romanesque. L'amour a fait de George Sand et d'Alfred de Musset les Amants de Venise et il est difficile, quand on passe sur le quai des Esclavons, et qu'on lève les yeux vers les balcons tréflés, comme par présage, de l'hôtel Danieli, de ne pas songer à la tragi-comédie amoureuse qui s'y joua à trois, au profit de l'honnête docteur Pagello, entre la grande romancière et le grand poète.

Cette équipée de Venise a, d'ailleurs, aussi bien que les contemporains, passionné la postérité et elle demeure le plus célèbre exemple d'amour romantique. Il s'est même produit à son sujet un fait assez curieux. Au lieu de considérer avec une impartialité, tantôt amusée, tantôt émue, cette aventure de deux cœurs ardents de jeunesse et de génie, on est partisan ou adversaire de chacun des acteurs de ce conflit sentimental. On est Sandiste ou Mussettiste. En revanche je ne vois guère de Pagelliste, car le brave Pagello n'excite que modérément l'intérêt. Il n'a que celui d'être une « utilité » et d'avoir servi à déterminer des événements passionnés qui se préparaient déjà avant le voyage à Venise. Tout, en effet, dès son début, indiquait que la liaison de George et d'Alfred serait orageuse et les difficultés commencèrent sans tarder, causées par d'irrémédiables oppositions de caractères, de sensibilités et

de tempéraments. Le drame de Venise en fut donc une péripétie logique, même en ses extravagances et en ses folies. Rapprochant des êtres que n'appareillait aucun point d'âme commun, cette liaison était une gageure contre le bon sens et un paradoxe contre la raison.

L'amour est, comme l'on sait, un dieu perfide. Lorsque deux mortels, conformes d'âmes, de pensées, de cœurs, de goûts s'avisent de se ranger à ses lois, en plein accord de tout eux-mêmes, à peine se sont-ils donnés l'un à l'autre, le redoutable et divin Enfant ailé travaille à les séparer et à briser l'entente dont il leur avait sournoisement et malicieusement révélé la force mystérieuse et secrète. Eussent-ils été de ces amants prédestinés l'un à l'autre, George et Alfred n'eussent pas échappé au sort de tous les amants et d'autant moins qu'ils n'étaient pas faits pour opposer à ces poussées de disjonction sentimentale une de ces cohésions profondes qui en déjouent plus ou moins longtemps l'action occulte. Partout, George Sand et Alfred de Musset eussent été des amants tourmentés et malheureux; mais leur histoire en demeure plus belle d'avoir eu pour cadre cette Venise dont le romantisme rehausse le leur et où l'on ne se lasse pas d'évoquer le blond dandy des *Contes d'Espagne et d'Italie*, traversant en sa grâce nerveuse et svelte la place Saint-Marc pour aller perdre dans quelque tripot on dans quelque cabaret sa raison au fond d'un verre ou son argent sur le tapis de jeu, tandis que sa maîtresse, vêtue d'un costume turc et fumant des cigarettes de tabac d'Orient, faisait de la copie pour Buloz, avant qu'apparût entre le couple désuni, en des circonstances bien connues, le robuste docteur vénitien qui devait ajouter à l'aventure le troisième personnage dont l'intervention en conduirait le romanesque à un haut point de romantisme, d'exaltation, de paradoxe et de comique. Et ne fut-ce pas lui, ce « stupide Pagello », après tout, le plus heureux des trois, car, jusque dans sa plus extrême vieillesse, il conserva bon souvenir, aussi bien des baisers de la Dame que des excellentes sauces qu'elle savait composer, lorsque, Musset parti pour Paris, il eut tout à lui dans son modeste petit appartement de San Fantin, la Française aux grands yeux noirs pour qui, tout stupide qu'il fût, il rima en dialecte la charmante *Serenata* où s'exprime son âme simple de bon épicurien de Lagune? Je l'imagine volontiers, quand il eut, pour

se fixer à Belluno, quitté Venise, y revenant parfois, assagi et engraissé, et s'asseyant, pour prendre une tasse de café aussi noir que les sombres yeux qui l'avaient ensorcelé à de singulières folies, sur la banquette de ce café Florian où l'on parle encore de lui « sous le Chinois ».

Nous y voici encore réunis, mais notre petite société s'est augmentée d'un nouveau compagnon à qui le Chinois adresse son plus sympathique sourire, car ce nouveau venu peut lui donner des nouvelles de ses célestes compatriotes. Il connaît la Chine, la vraie Chine, car il a beaucoup voyagé. Il s'appelle, en littérature, Claude Farrère. De sa vie de marin il a rapporté quelques beaux livres, *Fumée d'opium* et *les Civilisés*. En 1904, nous l'avons rencontré à Constantinople où Pierre Loti commandait le stationnaire français le *Vautour*. La Casa Zuliani n'ayant rien de disponible, nous lui avons trouvé un logement à la Casa Biondetti. C'est une petite pension de famille située entre le Palais Venier et le Palais Da Mula. L'appartement qu'il y occupe est un véritable appartement de marin. Le parquet en est au-dessous du niveau du Grand Canal et l'appui des fenêtres est juste au ras de l'eau. On est là dans une humidité bien vénitienne dont s'accommode gaiment notre voyageur : il a l'habitude des installations de fortune.

Je ne crois pas, d'ailleurs, que Claude Farrère ait beaucoup senti et goûté la beauté de Venise où son séjour fut assez bref. Je n'en dirai pas autant d'Abel Bonnard qui s'y trouve en même temps que nous. Il vient parfois, de la Casa Petrarca où il habite près du Rialto, s'asseoir dans le *salotto* de la Casa Zuliani qui commence à s'emplir d'un sympathique bric-à-brac, preuve que déjà depuis plusieurs semaines nous visitons les antiquaires. La conversation d'Abel Bonnard est toujours un vif agrément. Sa parole est éloquente avec ingéniosité, pleine d'aperçus délicats, de vues neuves, de trouvailles de poète et de psychologue. Il connaît bien l'Italie et il en conte les choses et les gens avec verve et abondance, d'amples minuties et de larges raccourcis, et ce sont des heures plaisantes que ces heures de causerie dans la petite pièce aux murs roses dont la fenêtre encadre, au delà des verdures du jardin Venier, par delà le Grand Canal, la noble façade du Palais Corner della Cà Grande et un coin encore lumineux de l'automnal et doux ciel vénitien.

Nous ne serons pas partis sans être allés au moins une fois jusqu'à l'île de Torcello. C'est une longue course lorsqu'on la fait en gondole, mais c'est en gondole qu'il faut la faire. L'île lointaine et solitaire en paraît plus solitaire et plus lointaine quand on l'atteint ainsi à travers tout le silence et toute l'étendue mélancolique de la Lagune. Le bruyant vaporetto avec le battement de sa machine trouble l'impression que l'on ressent de ces eaux désertes où le chenal sinue entre les « pali » et le long des bancs d'algues, tandis que le glissement de la gondole, son balancement, le rythme régulier des rames sont en harmonieux accord avec le paysage marin que l'on traverse et qui est tout entier fait de couleur et d'espace. Choisissons donc une belle journée, une gondole aux coussins confortables, deux bons rameurs et qu'ils nous mènent vers l'île fameuse qui fut, dans la nuit des âges, l'aïeule de la grandeur vénitienne et qui s'enlise dans les boues, aux confins de la Lagune morte, dans les tristesses de la solitude et dans l'orgueil des souvenirs...

Il fait beau et toute la lumineuse douceur de l'automne est répandue entre le ciel et les eaux. Sous la noble courbe du Ponte dei Mendicanti, qui est comme une des portes marines de Venise, la Lagune apparaît. Au ras de l'eau se détache Murano, mais avant de l'atteindre nous longeons l'île rouge aux noirs cyprès de San Michele, sa blanche église de marbre, si orientale, devant laquelle se trouvent les seuls rochers de Venise, et qui ont l'air de rochers d'opéra, mais nulle voix, nulle musique ne trouble le vaste silence où l'on pénètre, une fois Murano dépassée. La Lagune s'étend, infinie et muette. L'air léger se divise au fer aigu de la proue et se referme derrière nous. Le bruit doux des rames semble marquer la fuite du temps. Pourquoi aller vers un but? En est-il un autre que d'errer ainsi indéfiniment? Cependant ce campanile qui penche ne nous fait-il pas signe d'approcher? C'est Burano, ses maisons délabrées, son quai dallé longeant un étroit canal. Une populace de petits mendiants déguenillés nous escorte jusqu'à la fabrique de dentelles. Les dentellières occupent une grande salle claire. Elles sont assises devant leurs métiers à tambour, l'aiguille et la bobine aux doigts, et le fil, entre leurs mains patientes, dessine sur le tulle de délicates arabesques.

Torcello n'est séparé de Burano que par la largeur d'un

canal navigable. La Lagune entoure de son silence une terre basse et spongieuse. Sur ce sol suintant et friable, l'herbe pousse en abondance. Torcello est une île verte et triste. Rien de tragique en cette désolation tranquille et comme champêtre, où l'air a de la mollesse en sa fadeur marécageuse. Nous abordons et suivons un petit canal où croissent des plantes dans un peu d'eau vaseuse et que traverse un pont à demi rompu dont la brique est rose d'un fard de malade et dont les débris de marbre semblent les ossements. Quelques pas encore et nous voici devant les églises, sur une étroite place déserte, auprès de deux pauvres maisons.

Entrons. Dès la porte, elle s'offre tout entière l'antique cathédrale de Torcello, avec ses trois nefs et son chœur à gradins que domine le siège épiscopal. On marche sur un magnifique pavé de mosaïque, bossué et montueux. L'humidité en avive les couleurs, une humidité dont on respire la fraîcheur mouillée. Aux murs, d'autres mosaïques aux figures naïves ou terribles en leur hiératisme byzantin. Dans la coupole de l'abside, une longue Vierge, en sa robe d'orfèvrerie, joint les mains et vous regarde de ses immenses yeux. Byzantine aussi et aussi romane et arabe, la singulière petite église voisine de Santa Fosca. Les pas résonnent sur le dallage et on a honte de leur bruit humain. Vierge de Torcello, vous êtes Notre Dame de l'Abandon!

Nous sommes sortis. Les deux églises sont là, dominées par leur haut campanile que l'on aperçoit de si loin. Il veille sur les deux oubliées. Silence, silence... Le gardien agite ses clés... Que garde-t-il, que gardent-elles? Qui viendrait troubler ces repos séculaires? A quoi servent ces volets massifs qui, faits d'une seule énorme pierre pareille à une pierre tombale et soutenus par des gonds de bronze, ferment les fenêtres de l'antique vaisseau échoué dans les bouts, autour duquel l'immense Lagune somnolente s'irise et se dore au jaune et riche déclin du soleil? En cette lumière d'automne, Torcello meurt taciturne et résignée. En rejoignant la gondole et en traversant sur le petit canal envasé le pont de brique démantelé, nous nous sommes retournés. Sur le ciel clair et lumineux le haut campanile se dressait. Il semblait fait d'une matière si légère, si irréelle, si friable qu'on eût dit qu'il allait s'effriter et se résoudre en une poussière colorée...

Nous ne sommes pas allés, ce soir-là, « sous le Chinois ».

Nous partons après-demain. En ces journées d'avant départ, le lien qui vous attachait aux choses est déjà rompu à moitié et l'on vit déjà dans des souvenirs. Nos gondoliers de Torcello nous ont menés aujourd'hui à San Francesco nel Deserto. Nous sommes assis sous les cyprès près desquels on aborde. La marée est basse. L'île est entourée de prairies d'algues. Dans le jardin du couvent se dresse un grand pin.

LE PALAIS CARMINATI

Venise. Avril-mai 1911.

Mes amis Julien et Fernand Ochsé ont renoncé à leur plaisante et curieuse maison de Neuilly pour venir passer ces mois de printemps à Venise. Je les connais tous deux depuis longtemps déjà : Julien, poète délicat et raffiné, Fernand, excellent musicien, doué pour tous les arts, poète aussi à ses heures et peintre à ses moments perdus, collectionneur acharné de vieilleries, passionné du cocasse et du démodé et montrant un goût particulier pour les objets et les modes du second Empire, adorant Offenbach et Stevens, les mobiliers capitonnés, les burgau, les étoffes portées aux bals des Tuileries et aux soirées de Compiègne. De ce bric-à-brac d'hier, il a rempli l'étrange maison de Neuilly où ils vivent en famille, dans un décor de conte fantastique, parmi des daguerréotypes surannés, des mannequins costumés, des vitrines de jouets mécaniques ; la maison qu'animent, à certains soirs, d'étonnants tableaux vivants dont l'ingénieux Fernand a écrit la musique, peint les décors, imaginé les trucs, réglé les parades, avec une subtile fantaisie, et pour lesquelles la charmante Mme Julien Ochsé délaisse l'atelier où elle sculpte des bustes d'un art original ; la maison hospitalière et saugrenue où voisinent l'ébauchoir, la plume et le piano, où les domestiques jouent de l'accordéon et où, parfois, on peut voir, assise dans un coin du salon, une personne habillée comme Mme de Castiglione, qui s'abrite sous une ombrelle marquise et qui a été placée là pour « faire bien », pour un but purement décoratif.

Certes, à Venise, mes amis Ochsé n'ont pas pu apporter avec eux leurs bibelots préférés, mais, à peine arrivés et le pre-

mier éblouissement passé, ils y ont retrouvé leur goût dominant et, bien vite, ils sont devenus les familiers de tous les antiquaires. De ces flâneries, ils ne sont pas revenus les mains vides. On s'en aperçoit quand on entre dans les chambres qu'ils occupent à la Casa Zuliani. Il y règne le plus beau désordre. Les malles et les valises ouvertes laissent déborder le linge et les vêtements qui n'ont pas trouvé place aux champignons des portes-manteaux et aux dossiers des fauteuils. Est-on dans un logis de voyageurs ou dans le magasin d'un marchand de curiosités? Que viennent faire dans l'honnête Casa Zuliani ces étoffes anciennes, ces gilets brodés, ces colliers de verre en amas sur la table, ces vieux miroirs à cadres dédorés, ces statuettes en faïence de Bassano, ces grands plateaux de bois laqué peints de fleurs et de personnages, ces coffrets démantibulés où grimacent des Chinois de paravent et des Turcs de comédie, ces marionnettes parmi lesquelles se distingue un superbe Roi Mage, vêtu d'oripeaux et qui, le visage surmonté d'un majestueux turban de soie écarlate où scintille une aigrette cassée, considère avec gravité un gros globe terrestre posé sur son support auprès de lui, non loin d'un assortiment de serinettes et de boîtes à musique?

Tout cela est le résultat des acquisitions vénitiennes de Julien et de Fernand Ochsé. Ah! ils n'ont pas perdu leur temps, mais, des deux frères, c'est Fernand qui se montre le plus satisfait de ces trouvailles et qui le montre en récitant des vers ou en chantant à tue-tête pour accompagner les aigres et maigres ritournelles de ses chères boîtes à musique, tout en faisant faire un tour de valse à son Roi Mage dont la robe à paillons balaie le *pavimento* que Julien éclabousse de ses ablutions dans l'étrange cuve de zinc que la signora Z... appelle pompeusement *il bagno*, et dont elle compte quotidiennement l'*acqua calda* au prix de *quindici centesimi*.

A cette gaie, plaisante bohème ochséenne, pleine d'entrain et de jeunesse, se mêle, plus grave et souriant, le sage Edmond Jaloux, venu, lui aussi, faire connaissance avec le printemps vénitien et avec les innocentes folies qu'il comporte. Lui aussi est pris par le charme de cette vie charmante. Il se laisse aller aux reposantes paresses de ces vacances vénitiennes. Le voici, à son tour, amateur de plateaux peints, de colliers de verre et de meubles laqués, de ces coffrets à figures turques ou chinoises,

inutiles et séduisants, frères de ceux où la Portia du *Marchand de Venise* enfermait ses malicieux secrets. Certes, je ne peux l'en blâmer, ayant connu ces mêmes frénésies, ce même enchantement des vieilles choses dénichées au fond des humides boutiques où elles attendent de trouver en leur acquéreur un amoureux de leur gentille ou curieuse vétusté. Moi aussi, j'ai tenu ces conciliabules avec soi-même où l'on discute l'opportunité ou la déraison de tel achat; et avec quel plaisir je prends part à ces colloques et à l'aimable agitation dont s'anime autour de moi la tranquille Casa Zuliani! car, cette année, je n'ai pu résister à l'appel de Venise, à l'attrait de ses ciels et de ses eaux, aux parfums de ses jardins où fleurit l'olea fragrans, à sa lumière et à son silence et, docilement, j'y suis venu oublier les soucis de la vie qui passe avec l'inexorable fuite du temps, y vivre quelques semaines de liberté et de fantaisie, m'asseoir de nouveau « sous le Chinois », y retrouver de doux et chers souvenirs, manger les *scampi* du *Vapore* et me tremper dans le *bagno* de la signora Z... Les occupants de la Casa ont amicalement accueilli leur aîné et leur doyen en vie vénitienne, de sorte que me voici encore une fois à Venise et promu au rang de « chef de bande ».

Ce n'est point un spectacle ordinaire que de voir « la bande » quitter la Casa Zuliani pour se diriger vers le restaurant, ou pour entreprendre quelque promenade. Le départ a lieu généralement en gondole, car, il faut le reconnaître, Fernand Ochsé est plutôt paresseux. Il est aussi extrêmement frileux, et, malgré la belle saison, la température de Venise n'est pas sans variations. On s'y refroidit aisément en passant du soleil à l'ombre, et l'humidité des canaux est perfide; aussi la gondole permet-elle à notre « frileux » d'emporter avec lui les manteaux, plaids et foulards appropriés. Elle a pour lui un autre avantage, celui de pouvoir se faire accompagner de l'un ou l'autre de ses objets favoris. Le Roi Mage a fort bonne figure en gondole et le gros globe terrestre y fait fort bien, placé à la proue, mais les principales faveurs de notre fantaisiste vont à ses boîtes à musique. Il y en a de si drôlement peinturlurées, et puis comme c'est amusant de remonter à la clé leur mécanique, de tourner leur manivelle et de leur faire jouer un petit air, non seulement en gondole, mais sur la table du restaurant où leur voix aigrelette et inattendue fait

tourner la tête aux dîneurs et immobilise le *cameriere*, sa serviette sous le bras et sa friture de *scampi* à la main !

Il a reposé sur la table le long pistolet de verre et, d'un coffret carré au couvercle peint, il tire deux paires de gants, l'une de longs gants d'un vert encore vif, l'autre de gants courts qui sont d'un bleu passé.

On envoyait ces pistolets de verre en cadeau après les avoir remplis d'essences parfumées ou d'eaux de senteur. Ces gants aussi s'offraient en présent. On en remplissait une *guanteria* et il y en avait une dans le vestibule de tous les palais. Les visiteurs y choisissaient une paire à leur gré en échange de la paire portée au dehors que l'on jetait en arrivant.

Il parle le français avec une pointe d'accent italien. C'est un homme d'une quarantaine d'années, de taille moyenne, le corps mince, les gestes vifs, au visage fin et coloré, à l'œil malicieux. Il s'appelle M. D... B... Il descend d'une ancienne famille patricienne qui a donné un doge à la République. Une calle et une *ampiello* portent son nom. Aussi, sa carte le qualifie-t-elle de « noble homme » et il en a la mine et les façons. Son magasin d'antiquités, à San Samuele, sur le Grand Canal, est un des mieux fournis de Venise en raretés et curiosités vénitiennes. On y est exposé à bien des tentations, mais on y recueille maints détails sur les usages du vieux temps. M. D... B... est érudit et d'agréable compagnie. Le voici qui s'approche d'une vitrine et en sort deux *maschere*. Elles ne sont pas, celles-là, de grossières imitations modernes, mais faites de la plus fine toile enduite de cire, d'une souplesse et d'une légèreté merveilleuses. L'une est blanche, l'autre noire. La noire est une maschera de deuil. Nous les manions un instant, puis il les remet à leur place avec un petit haussement d'épaules. Regrette-t-il l'époque où on les portait avec la *baüta* et le *tabaro*? Il s'est tu, puis il a allumé un long virginia. La fumée monte légère au plafond de la longue galerie encombrée de meubles et de bibelots. On y resterait des heures à fureter, dangereusement, mais il est temps de partir, sans quoi Edmond Jaloux achètera ce charmant cadre doré aux incrustations de verre bleu, Julien Ochsé s'emparera du pistolet à parfums, et son frère ne s'en ira pas sans emporter la paire de longs gants verts, à moins qu'il n'y joigne toutes celles que contient la *guanteria*.

Comme nous prenons congé, M. D... B... nous dit :

— Allez donc voir, à San Boldo, le Palais Carminati qui est à moi... J'y ai réuni quelques petites choses qui vous amuseront...

Et, sur sa carte, il griffonne un mot d'introduction pour la gardienne du palais.

Il y a loin de San Samule à San Giacomo dall' Orio où se trouve, sur le rio di San Boldo, ce Palais Carminati. Il est tôt encore, mais si nous tardions trop le Roi Mage qui nous attend dans la gondole saurait bien nous y guider sur les feux de l'étoile conductrice. Mieux vaut se passer de ses services. Nous voilà en route. La gondole suit le Grand Canal qui reflète en ses eaux colorées les façades riveraines. Voici le Palais Malipiero et le Palais Grassi; en face, le Palais Rezzonico où habita Robert Browning, le Palais Giustiniani où logea Richard Wagner et le gothique Foscari. Nous passons devant le pompeux décor d'opéra du Palais Balbi. Sur la même rive nous longeons le Palais Persico, le Tiepolo avec ses obélisques, le somptueux Pisani, et sur la rive adverse, le grand Palais Moro-Lin et les trois Palais Mocenigo dont l'un abrita les fantaisies vénitiennes de Lord Byron, le charmant Corner-Spinelli qui appartint à Marie Taglioni. Nous arrivons ainsi au rio di San Polo que le rio di Sant'Agostin continue et d'où l'on tourne dans le rio di San Giacomo dall'Orio, et, de là, dans le petit rio di San Boldo. C'est là qu'est le Carminati.

Il se dresse, massif et gris, avec ses trois étages aux larges fenêtres, en sa carrure robuste et quelque peu renfrognée. Son escalier d'eau aboutit à sa haute porte. Au linteau, une tête de femme sculptée, regarde, de ses yeux baissés, les survenants. Il y a beaucoup de ces têtes aux portes des palais vénitiens. Elles ont tantôt des figures de déesses, tantôt de dieux, glabres ou barbus, des figures olympiennes ou neptuniennes ; il y en a de guerrières casquées, de marines coiffées d'algues et de coraux. Parfois, ce sont des Turcs et des Barbaresques qui vous considèrent sous le gonflement de leur gros turban. On ferait de ces figures liminaires un curieux recueil et je m'étonne qu'on n'y ait jamais pensé. Il y en a de très belles, d'arrogantes, de farouches, de soupçonneuses, de souriantes et de mélancoliques, de jeunes et de vieilles, d'humbles et d'orgueilleuses. Il y en a aussi de grotesques et de grimaçantes et de comiquement ter-

ribles. Celle qui veille au seuil du Palais Carminati est mélancolique et rien ne la distrait de sa tristesse, car le rio est peu fréquenté et le quartier solitaire. La porte qu'elle surveille est vermoulue et la peinture en est écaillée. Les marches de marbre qui y conduisent sont descellées et glissantes. Il est triste, ce vieux palais inhabité! La chaîne de la sonnette est rouillée et son branle se répercute dans le vide. Alentour tout est silence. A peine un léger clapotis d'eau.

Nous attendons. Enfin la porte s'entrebâille. Une vieille femme paraît, méfiante. Nous lui tendons la carte et nous entrons. Nous sommes dans un vaste vestibule au dallage humide, aux murs nus sous un haut plafond traversé de fortes poutres. A droite et à gauche, un baldaquin de marbre soutenu par des colonnes trapues abrite un puits. La margelle supporte un lourd couvercle de bronze verdâtre. De chaque côté s'alignent de grands bancs de bois peint, à dossiers armoriés, comme on en voit dans beaucoup de palais vénitiens, et qui servaient à asseoir la valetaille. Celle du Palais Carminati se compose d'un petit laquais, le tricorne au front, vêtu d'une souquenille rouge. Ce marmouset d'antichambre nous tend, de son bras de bois vermoulu, un plateau gondolé. Au-dessus de lui est appliqué au mur un râtelier d'armes. Les comtes Carminati étaient, nous dit la vieille gardienne, propriétaires d'un régiment de hallebardiers à Brescia. Les hallebardes ont disparu, mais le râtelier est resté. Est-ce de ces Carminati que proviennent ce traîneau et cette chaise à porteurs qui se font vis-à-vis dans ce vestibule désert? Peut-être rencontrerons-nous leurs ombres et vont-elles nous accueillir au haut de ce large escalier qui nous offre ses marches usées?

Elles nous mènent à un palier sur lequel s'ouvre une pièce vide qu'éclaire une fenêtre et à laquelle fait suite une série d'autres petites pièces au plafond bas. La dernière est une salle de bains. La baignoire y manque, mais elle a conservé d'élégantes consoles de marbre et sa décoration de guirlandes, de fleurs, d'attributs, dans un style qui rappelle celui de notre Directoire. On y respire une odeur d'humidité et de moisissure.

Nous revenons sur nos pas et nous achevons de gravir l'escalier. Il aboutit à une longue et large galerie qui s'étend dans toute la profondeur du Palais. Elle est vide et son pavimento luit doucement sous la lumière qui glisse sur lui à tra-

vers les hautes fenêtres. Elle n'a d'autres meubles que quelques banquettes anciennes adossées aux murs. Ils sont décorés de panneaux de stuc où s'enroulent et se déroulent en arabesques des rubans roses et verts, qui forment des encadrements à des toiles absentes dont quelques-unes y ont laissé des lambeaux. Malgré ces ravages, cette salle est belle par ses proportions, mais où est le riche mobilier qui devait l'orner jadis? Où sont les scènes mythologiques et les portraits d'apparat? Où est le sénateur peint par Longhi ou par Tiepolo en sa belle robe rouge et avec sa belle perruque poudrée? Où est la belle dame en costume de parade et de carnaval? Disparus les lustres aux mille bougies et les miroirs aux mille reflets! Ne subsiste-t-il donc rien d'autrefois dans ce Palais que sa petite salle de bain et ce petit laquais à tricorne et à souquenille rouge, seul survivant ironique de luxes évanouis? Et cependant le signor B... ne nous y a-t-il pas promis des choses « qui nous amuseraient »?

Qu'y a-t-il derrière cette porte tendue de cuir rouge et cloutée de cuivre? Nous la poussons et une exclamation de surprise nous échappe. La pièce où nous pénétrons est vide aussi, mais les murs ont conservé leur papier de tenture, un papier du XVIIIe siècle. Sur son fond argenté, des guirlandes langoureuses s'enroulent et se nouent autour de galants bouquets. Certes, il a souffert des atteintes du temps, ce papier; on y distingue des bouffissures et des déchirures, mais il donne à toute cette chambre une atmosphère de givre et de clair de lune. Elle a un air d'attente, comme si elle espérait la venue de quelqu'un qui lui rendrait la vie. Pour cela, il suffirait de lui restituer ses belles commodes et ses hautes armoires de laque vert ou jaune, peintes de fleurs, d'oiseaux et de Chinois, ses appliques de Murano et ses consoles de rocaille, et surtout ses miroirs, ses miroirs...

Maintenant, nous le connaissons tout entier ce vieux palais. Ses étages répètent la même disposition : une galerie centrale aux murs de stuc sur laquelle s'ouvrent de nombreuses pièces qui communiquent entre elles par des couloirs discrets et que relient des escaliers et des passages dérobés. Et puis ce sont des recoins bizarres, des réduits obscurs et d'immenses greniers. Oui, nous le connaissons maintenant tout entier l'étrange palais. Nous savons où le signor B... y a entassé

le trop plein de ses magasins et où il a établi sa « réserve » ; nous savons où se trouve ce singulier cabinet dont les armoires contiennent un amas de papiers couverts d'écritures qui sont de vieux comptes, de vieux mémoires de fournisseurs. Nous savons où est réunie toute une flottille d'anciens modèles de navires et de barques aux formes surannées, aux voilures et aux agrès compliqués. Nous savons où est le théâtre !

Car le Palais Carminati possède un théâtre. C'est un charmant petit théâtre d'appartement avec sa rampe, ses chandelles, sa toile de fond qui ne représente rien moins que la place Saint-Marc. En ce décor pendent à leurs fils une douzaine de pantins délicieux. Ce sont les héros de Goldoni et de Gozzi, des Vénitiens et des Vénitiennes en habit de carnaval avec le tricorne, la baüta et le masque, auxquels se mêlent les personnages de la farce, Pantalon, Brighella, Arlequin et Lucinde, tandis qu'au milieu d'eux se dandine un magnifique Centaure, à la fois si héroïque et si godiche que l'on ne peut s'empêcher de sourire en le voyant lever son sabot de cheval et cambrer son torse d'homme sur lequel s'étale une belle barbe noire...

Il est à vendre, ce Palais Carminati, à vendre, de son *mezzanino* à son *piano nobile*, à vendre avec ses vastes salles sonores, ses spacieuses galeries, ses nombreuses chambres, ses escaliers, ses immenses greniers, à vendre avec son silence et sa solitude, avec les puits de son vestibule seigneurial et son bout de jardin où gisent et s'effritent dans l'herbe humide deux statues démembrées et moussues, à vendre, mais les acheteurs ne doivent pas s'empresser, et cependant posséder un palais à Venise, quel rêve ! Quelques heureux de ce monde ne l'ont-ils pas réalisé ? Robert Browning au Palais Rezzonico, maître Cléry au Palais Cléry ; la comtesse de la Baume n'est-elle pas propriétaire du Palais Dario et la princesse de P. n'a-t-elle pas acquis le magnifique Palais Manzoni Angarani ? Et voici que mes amis Ochsé se mettent en tête d'acheter le Palais Carminati. Les conditions qu'on leur fait sont raisonnables. Malgré son apparente décrépitude, il est solide et pourrait assez aisément être rendu habitable. Et le projet prend corps en leur imagination. Croient-ils vraiment sa réalisation possible ? Je ne sais ; le savent-ils eux-mêmes ? Mais comment résister au plaisir de cette illusion et ne pas s'aban-

donner à l'amusement de cette inoffensive chimère, à laquelle Edmond Jaloux et moi nous nous prêtons, à demi incrédules, à demi convaincus, sous l'œil sceptique du signor B... qui, tout en fumant son long virginia, se doute bien que ce n'est pas encore cette fois-ci qu'il aura à chercher un autre asile pour ses modèles de navires et son petit théâtre de marionnettes ; mais, en bon Vénitien, il aime la comédie, fût-ce celle que l'on se joue à soi-même, surtout quand les acteurs y sont de bonne foi, ce qui est le cas dans celle de l' « affaire du Palais Carminati ».

Me voici maintenant seul à Venise. Edmond Jaloux est parti le premier, magnifiquement intoxiqué de ce que certains moralistes de journaux appellent « le poison vénitien » et qui est tout simplement le plaisir de vivre quelques semaines de repos et de rêverie dans la plus belle et la plus douce ville du monde, de s'y réjouir les yeux à la beauté des choses, d'y goûter les délices de la lumière et du silence. Il paraît que cela constitue un poison et ce poison vous met au cœur le tendre désir de l'absorber de nouveau. C'est dans cet état d'empoisonnement qu'Edmond Jaloux nous a quittés. Mes amis Ochsé n'ont pas tardé à le suivre. Ils sont allés convaincre leur famille d'acheter le Palais Carminati. Je ne sais s'ils y réussiront, mais je regrette leur départ. Je ne me promène plus en gondole en compagnie du globe terrestre et en société du Roi Mage ; je ne dîne plus au restaurant avec accompagnement de boîte à musique. La Casa Zuliani est triste. Plus de réveils en gambades et en chansons. Disparus les colliers de verre et les plateaux peints.

J'ai repris possession de la chambre qui donne sur le jardin du Palais Venier. Son silence est favorable au travail et j'ai l'intention de travailler. Je veux écrire une nouvelle dont le sujet n'aura rien de vénitien. Je lui ai choisi pour cadre une petite ville de la province française et je garderai pour plus tard mes impressions d'ici. Je les utiliserai dans quelque roman comme je l'ai fait déjà dans *le Passé vivant* et dans *la Peur de l'amour*. Cette fois, je n'évoquerai que des images françaises, mais il n'est pas facile de travailler à Venise. Tout vous attire au dehors et on ne résiste guère à la tentation de laisser là l'encre et les plumes et d'aller voir les gondoliers, scribes des eaux, inscrire du bout de leurs longues rames, à la

surface des canaux et sur la page fluide de la Lagune, les lettres mouvantes d'un alphabet mystérieux. Aussi interrompé-je mon travail de fréquentes promenades. Venise est un lieu de flâneries infinies. Cependant, je ne suis pas retourné au Palais Carminati. Je n'ai pas revu au linteau de la porte la guerrière aux yeux baissés, la chambre au papier d'argent fleuri, ni, sur leur théâtre, les marionnettes maniérées, groupées autour du plus godiche des Centaures.

C'est à d'autres marionnettes que je suis allé rendre visite, à celles que possède le Museo Civico, et qui proviennent de la famille Grimani. Dans une vitrine en forme de cadre, elles se superposent en trois rangées et sont au nombre de trente et une. Elles sont suspendues à leurs fils, admirablement habillées. Leurs petites figures de bois sont habilement sculptées et fort expressives. Les unes représentent les masques de la Commedia : Brighella, Tartaglia, Pantalon, Arlequin; d'autres des personnages divers : des Turcs en robes asiatiques et superbement enturbanés, un Esclavon à mine patibulaire, un nègre et même deux nègres; des nobles et des bourgeois, un valet en souquenille, un Vénitien en maschera et baüta, des dames élégantes ou respectables, une sorte de paysanne naine et un étrange bonhomme cornu à oreilles faunesques qui pourrait bien être le diable et qui tient en laisse une espèce de chien fantastique. Mais si amusantes qu'elles soient, ces marionnettes, elles ne sont pas le seul attrait de ce musée du Fondaco dei Turchi.

On y a réuni, en effet, des objets de toute sorte et de toute époque, rappelant l'histoire de Venise et apportant un témoignage de son ancienne vie publique ou privée. Voici les trophées de guerre de la collection Morosini : modèles de vaisseaux et de canons, armes, drapeaux, étendards pris sur l'Infidèle, lanternes de galères, peintures commémoratives de combats livrés et de victoires remportées par le Doge Francesco Morosini le Péloponnésiaque dont le buste se dresse dans une des salles. Le conquérant de la Morée y fait figure rébarbative et presque chinoise ou mandchoue, avec ses moustaches en pinceaux tombants et sa toque de mandarin. Au bas du socle sont placés son épée de combat et son bâton de commandement en écaille, ainsi qu'un petit livre de prières qu'il portait à la messe et où est dissimulé un mignon pistolet.

Mais ce n'est pas seulement la Venise guerrière qui survit en ce musée civique. La voici représentée par ses sceaux et ses monnaies, par ses dentelles et ses étoffes précieuses, par ses verreries, par ses porcelaines, par les magnifiques reliures dont ses artistes protégeaient les manuscrits, par les meubles qu'ils savaient construire, soit que, comme Brustolone, ils y employassent le dur et sombre ébène, soit que, comme les charmants artisans du XVIIIe siècle, ils s'ingéniassent à imiter, à la vénitienne, les laques miroitants de la Chine.

C'est dans les salles qui renferment la collection Albrizzi que nous apparaît en sa grâce la vie intime du XVIIIe siècle. Mille objets usuels la rappellent : costumes d'hommes et de femmes, habits de couleur tendre, robes aux teintes claires, parures, éventails. Toute la charmante défroque du passé, nous la voyons portée par les personnages qu'a peints Longhi, et qui animent ses aimables scènes d'intérieur, racontant l'existence quotidienne dans le dernier siècle de la Sérénissime République. Grâce à Longhi, nous assistons à la toilette, à la leçon de musique, à la visite de l'abbé, à la conversation, au jeu, à la consultation du médecin, aux bons offices de l'apothicaire, aux diverses occupations de la journée. Le Museo Civico expose un bon nombre de ces gentils *quadri* d'une réalité si précise et si précieuse. La plupart sont rassemblés dans une pièce tendue d'une belle soie jaune, enrubannée de vert, sur laquelle se détache un étonnant mobilier rococo aux formes redondantes : commodes, consoles, fauteuils, chaises dont le laque vert se rehausse du relief de minuscules chinoiseries dorées.

C'est aussi à l'art du XVIIIe siècle finissant qu'appartiennent les ravissantes fresques détachées de la villa de Zianigo, sur la Brenta, qui n'ont pas encore trouvé place dans les salles du Musée et que l'on tient en réserve. Elles sont dues au pinceau de Domenico Tiepolo, le fils du grand Gian-Battista. Elles représentent des sujets de mythologie et de galanterie pastorale. Les nudités faunesques s'y mêlent aux costumes du temps. On y voit lutter des satyreaux et des nymphes et minauder de jolies dames qui se promènent abritées de parasols en des paysages lumineux, mais c'est dans les scènes pulcinellesques que l'ingénieux Domenico a le mieux donné libre cours à sa gaie fantaisie. Elle nous introduit dans le monde

comique des Pulcinelle. Les voici, vêtus de leurs amples blouses blanches et coiffés de leurs hauts bonnets, se livrant entre eux à mille facéties et à mille farces, se querellant ou se poursuivant, se jouant des tours pendables, entamant le pâté ou vidant la fiasque, abattant les quilles ou se balançant à l'escarpolette, blancs acteurs d'une comédie silencieuse dont ils nous offrent en leurs attitudes et en leurs gestes le texte narquois et les répliques funambulesques...

La pluie tombe régulièrement et doucement sur les feuillages du jardin Venier. L'air est frais. Le ciel est d'un gris lumineux. J'ai fermé la fenêtre sur le murmure pluvieux du dehors. Plus un bruit. Il me semble que j'ai fait prisonnier le silence...

L'autre soir, assis sous le porche de Saint-Marc, j'écoutais le piétinement des promeneurs sur la place et, parfois, le roucoulement doux d'un pigeon invisible, niché dans la volute d'un chapiteau...

Il boit silencieusement, farouchement, solitairement. Jamais on n'a tant bu dans cette petite salle peinte du Florian où les Vénitiens ne consomment guère que d'inoffensives boissons. Il boit et je le regarde boire. C'est un homme entre deux âges, assez élégamment vêtu. J'aperçois son visage rasé, au nez droit, à la bouche sensuelle et lasse, aux yeux fatigués. Je suis les gestes de ses mains qui sont belles. Un léger tressaillement les agite quand, de l'un ou de l'autre des flacons qui sont placés devant lui sur la table, il verse dans son verre les alcools différents. Il boit comme quelqu'un qui cherche en leur mélange à en finir le plus vite possible avec sa raison. Et c'est un curieux spectacle, en cette salle de café déserte à cette heure avancée, que cet homme se soûlant ainsi pour noyer dans une ivresse volontaire et calculée quelque souvenir cruel ou pour y retrouver quelque joie perdue.

Il est tard dans la nuit. Les habitués les plus acharnés sont partis depuis longtemps. Aucun pas ne retentit plus sous les galeries des Procuraties. A travers leurs arcades, j'aperçois la place Saint-Marc en sa beauté nocturne... Il faudrait rentrer, mais je ne puis me décider à m'en aller sans savoir ce qui

adviendra de mon buveur. Il continue de vider verre sur verre. Le tremblement de ses mains augmente. Son visage est devenu effrayant. L'alcool fait son œuvre. Il est évident que cet homme, quand il essayera de se lever, roulera sous la table, comme une masse. Il n'y a pas roulé. Je l'ai vu tout à coup faire signe au garçon, lui tendre un billet de banque dont il refusa la monnaie, et, par un incroyable effort de volonté, se mettre debout comme s'il était mû par une force automatique, et se diriger vers la porte, sans tituber. J'avoue que je fus sur le point d'applaudir cette sortie qui fut vraiment superbe et que l'inconnu effectua magistralement, mais j'étais curieux de l'effet que produirait sur lui le grand air et, pour m'en rendre compte, je m'approchai de la vitre. Le garçon m'avait imité. L'homme était maintenant sur la place. Tout d'abord, il marcha droit, puis, peu à peu, j'observai des zig-zags inquiétants. Bientôt ce fut l'allure d'un ivrogne qu'on ramasse sous les voitures. Mais il n'y en a pas à Venise. Il est vrai qu'il n'y manque pas de canaux qui tendent aux pas leur piège invisible. Peut-être verrai-je demain, dans un entrefilet de la *Gazetta di Venezia*, ce qui sera advenu de mon buveur du café Florian.

J'ai fait un rêve. J'étais dans ma chambre de la Casa Zuliani. Je fumais un virginia dont je regardais la fumée légère nouer et dénouer ses anneaux vaporeux, tout en feuilletant un livre acheté la veille chez le libraire Ongania et intitulé *I Camini* où le signor G. M. Urbani de Gheltof étudie les si curieuses et baroques cheminées qui se dressent au-dessus des maisons vénitiennes en forme de hotte, de cloche ou de dé et dont les variétés les plus fantaisistes sont reproduites aux planches de l'ouvrage. Comme je rallumais mon cigare que j'avais laissé s'éteindre, j'entendis derrière ma porte un bruit de voix. C'étaient des exclamations, des petits cris auxquels se mêlaient les jappements du chien des Sorelle. Agacé de ce tapage insolite, je sortis de ma chambre et voici ce que je vis.

Debout, au haut de l'escalier, se tenait mon ami le Roi Mage, non plus de la taille d'une poupée, mais de la stature d'un homme. Cette croissance ne l'avait pas changé. Il avait toujours sa belle robe de soie toute pailletée, son beau turban

surmonté d'une aigrette scintillante et sa dignité orientale. Devant lui, à genoux, les Sorelle répandaient sur ses pieds les parfums de leurs vieux flacons vides. A côté de lui, le petit laquais en livrée rouge qui veillait dans le vestibule du Palais Carminati, devenu, lui aussi, de grandeur naturelle, me tendait une lettre posée sur un plateau de laque. Elle m'était adressée par la Sérénissime République et m'annonçait qu'en récompense de mon amour pour Venise, le Palais Carminati m'appartenait désormais, et j'étais invité à en aller prendre possession. Ce don me causait une grande joie. Aussi fut-ce avec empressement que, précédé du Roi Mage et du laquais rouge, je descendis l'escalier et pris place dans la gondole qui nous attendait. Je remarquai qu'il faisait une lumière singulière. Ce n'était ni le jour ni la nuit. La gondole glissait sur une eau parfumée, toute mélodieuse et toute chantante.

Arrivés au Palais, nous descendîmes et le laquais rouge sonna. La porte s'ouvrit et nous pénétrâmes dans le vestibule. Il était brillamment éclairé. De chaque côté étaient rangés des hallebardiers. C'étaient ceux de ce régiment qui, à Brescia, appartenait aux comtes Carminati, et ce fut entre une haie de ces hallebardiers que je montai l'escalier pour arriver à la grande galerie. Elle n'avait plus le même aspect d'abandon. Les lézardes des stucs avaient été réparées ; on avait replacé dans leurs cadres les toiles arrachées. De même la chambre au papier d'argent avait retrouvé ses beaux meubles de jadis : commodes, consoles en laque vert rehaussé de Chinois d'or, fauteuils, miroirs. Cependant le Roi Mage avait disparu, mais derrière la porte refermée, dans la galerie que je venais de quitter, j'entendais des piétinements et des chuchotements.

Tout à coup la porte se rouvrit. La galerie était pleine d'une foule de marionnettes. Il y en avait de toutes les tailles et de tous les costumes. Lentement elles défilaient devant moi en s'inclinant. C'étaient tous les personnages de la Commedia, tous ceux du théâtre de Goldoni et de Gozzi. Ils s'avançaient gravement, me saluaient d'un mouvement de leurs têtes de bois. Je reconnus les marionnettes du Museo Civico et celles du Palais Carminati conduites par le Centaure barbu. A mesure qu'elles avaient défilé, elles se rangeaient le long des murs. Ce fut alors que, se poussant, gambadant, se bousculant avec

des sauts et des lazzis, apparurent les Pulcinelle avec leurs gros nez, leurs blouses blanches, leurs hauts bonnets, les Pulcinelle des fresques de Domenico Tiepolo, les Pulcinelle dansant, se donnant des nasardes, exécutant mille cabrioles. L'un d'eux portait une singulière valise faite en peau de crocodile. Cette valise crocodilesque, je me souvenais de m'être arrêté maintes fois devant elle à la devanture d'une boutique de la Merceria dont elle faisait l'ornement. Quant au porteur de la valise, je le reconnaissais fort bien sous son bonnet et sous son déguisement. C'était Fernand Ochsé, de même que ce galant berger était son frère Julien et que ce Chinois à la longue natte et à la moustache mandarinesque n'était autre qu'Edmond Jaloux.

Il s'avançait vers moi avec des saluts cérémonieux et se penchait sur la valise en peau de crocodile d'où il tirait une maschera et une baüta en me faisant signe de la revêtir. J'obéis et, m'étant enveloppé de la baüta, je plaçai sur mon visage le blanc masque de Carnaval. Alors, de toutes les marionnettes, de tous les Pulcinelle, une acclamation s'éleva que les hallebardiers accompagnaient du heurt de leurs hallebardes et que rythmait, du fracas de son sabot, le Centaure barbu. Et ce bruit était si fort que je m'éveillai.

HENRI DE RÉGNIER.

(A suivre.)

VUES SUR LES ÉTATS-UNIS

II [1]

LES MŒURS

Tout Européen, n'aurait-il séjourné qu'une semaine aux États-Unis, y recueille assez d'anecdotes, de témoignages ou de documents sur les façons de vivre de l'Américain pour sentir, comme on dit, la « différence de milieu ». D'autre part, rien n'est plus banal que d'opposer certaines manières et attitudes délurées, dites « américaines », aux mœurs pleines de nuances des habitants du vieux continent. Mais, dès qu'on veut pénétrer au delà des apparences, l'observation et l'analyse deviennent fort difficiles. La première difficulté pour l'étranger, est de comprendre la constitution sociale des États-Unis.

Ici les références habituelles font défaut. Nul *substratum* historique ou traditionnel d'importance générale et permanente. Nul cadre politique à « sécrétions » durables. Nul cadre même géographique : il serait risible d'appliquer la théorie du « milieu » à l'ensemble des faits sociaux, très homogènes, que l'on observe sur un territoire aussi varié que celui des États-Unis. Mais ce manque de références habituelles peut précisément nous avertir de la nouveauté du cas.

En Europe, la constitution sociale de chaque État est d'abord un produit de l'histoire. Il y a toujours une hiérarchie plus ou moins nette des « conditions », de droit ou de fait, correspondant à une suite de causes historiques. Ces causes proviennent de faits que l'on discerne aisément : modifications successives

Copyright by Lucien Romier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

du régime de la propriété, renversement des formes gouvernementales, renouvellement du cadre et du personnel administratifs, phases de l'évolution économique. Par exemple, en France, on distingue sans peine les « couches » qui datent de de l'Ancien Régime, celles de la période napoléonienne, celles qui se sont formées par le progrès des institutions dans les petites villes et dans les campagnes, celles qu'amenèrent la grande industrie, puis la diffusion du commerce de détail, celles qui représentent des activités et des spéculations plus récentes. Chaque couche renferme des traditions ou des préjugés, des habitudes d'esprit ou de sentiment... Ces couches constituent un tout extrêmement complexe, mais cohérent.

En outre, avant les secousses monétaires qui ont bouleversé le rapport des fortunes, la plupart des situations sociales, en Europe, reposaient sur des droits ou des biens hérités. Les fortunes remontant au moins à une ou deux générations y étaient beaucoup plus nombreuses et surtout plus puissantes que les fortunes nouvelles. Cette masse de fortunes héritées, soutenant des situations acquises, garantissait la hiérarchie sociale contre le courant égalitaire, fixait les convenances, réglait le rythme d'ascension des derniers venus, assurait un certain privilège aux mérites catalogués et traditionnels, marquait un fossé entre la richesse consacrée et les réussites encombrantes.

Du reste, jusqu'à la dernière guerre, l'Europe n'avait pas connu les révolutions économiques de rythme brutal et saccadé. L'essor de sa prospérité avait suivi une progression plus ou moins rapide, mais régulière, calculée, recouvrant peu à peu les anciennes classes de la société sans les étouffer à l'improviste...

Aux États-Unis rien de tel n'a existé ou, du moins, n'a influé profondément sur la constitution sociale. Dans l'énorme flot des fortunes privées, l'héritage, le bien définitivement acquis et consacré représentent peu de chose. Les coutumes mêmes du milieu social font obstacle à une stabilisation des fortunes privées. Jusqu'à ces dernières années, l'épargne était inconnue aux États-Unis; elle y a été introduite artificiellement par certains banquiers. Quiconque ne dépensait pas tout son gain, remployait le surplus en des entreprises. La vitesse de rotation et l'incessant déplacement des chances économiques y sont tels qu'aucune fortune ne peut résister longtemps, par son seul poids, aux attaques de la concurrence. Enfin, comme

l'Américain aime le jeu, il apporte souvent plus d'élan à courir les risques que de prudence à les éviter.

Les fortunes seraient-elles mieux stabilisées, l'étendue des États-Unis dépasserait leur puissance sociale de rayonnement. Quand nous étudions la constitution sociale d'un État européen, nous avons affaire à des données et à un cadre limités. En Amérique, aussi bien, on connaît les grosses fortunes de Chicago, de Saint-Louis ou de Kansas City. Mais si telle Compagnie ou Société étend ses ramifications sur l'ensemble du pays, des personnes isolées, si riches qu'on les imagine, ne peuvent répandre leur influence sur la même surface. Aussi, en Amérique, la richesse, même légendaire, reste-t-elle la richesse tout court, avec un prestige purement économique. D'où ce résultat : on ne sait jamais exactement qui donne le ton et si la mode que vous prenez pour le bon ton, n'est pas la création d'un habile commerçant.

Ne trouvant pas de repères solides dans le milieu social, chercherez-vous ces repères dans les titres, l'autorité particulière, l'origine des familles ou des individus. Certes, il y a des familles dont tout le monde connaît le nom, des hommes célèbres ou généralement respectés. Ces familles connues de tous les États-Unis sont-elles plus de vingt ou trente, ces hommes d'un renom national plus de quelques dizaines, pour cent vingt millions d'habitants et près de dix millions de kilomètres carrés? En vérité, un citoyen de New-York connaît beaucoup moins le « milieu » de Portland ou de Georgetown, et réciproquement, qu'un Londonien ou un Genevois ne connaît la société parisienne. Aux États-Unis, on ne peut se reporter aux traditions ni de la « province » ni de la « petite ville » qui sont souvent plus récentes que la grande agglomération. En fait, les fortunes et les « situations » y appartiennent à des immigrants parfois de fraîche date, qui n'ont, hors de leurs affaires, aucune attache sur place.

L'OBLIGATION DU *MAKE MONEY*

Au vrai, pour comprendre les choses américaines, il faut toujours se rappeler ceci : la société des États-Unis n'est essentiellement ni une nation historique, ni un corps politique : elle est une communauté d'origine économique. Le lien

social n'y existe que par le lien économique, autrement dit par la dépendance des collectivités ou des individus les uns à l'égard des autres dans le cycle du travail et du gain.

D'où l'obligation du *make money*, l'obligation de « faire de l'argent », qui règle, au fond, les mœurs américaines. Cette obligation qui est le but dominant de la vie sociale aux États-Unis, paraît souvent grossière à l'Européen. En fait, elle a une portée beaucoup plus complexe et plus large qu'on ne l'imaginerait d'abord. L'Européen convoite l'argent tout autant que l'Américain. L'Européen recherche le gain comme une chance individuelle. Cette chance lui procurera des jouissances et des satisfactions autres que l'argent, mais personnelles. L'avarice même, si fréquente chez le « bourgeois » européen, est un caractère de l'individualisme. L'Américain, au contraire, conçoit le gain d'argent comme le but et la raison d'être des rapports sociaux : il ne suppose pas que son gain soit indépendant de la société ni que la société puisse avoir un objet plus immédiat que de favoriser le gain des citoyens. D'où une conséquence notoire : aux États-Unis, la richesse est sympathique à la société et la société est sympathique à la richesse.

L'Amérique fut longtemps un pays où n'existaient ni plaisirs ni loisirs, et où un homme ne pouvait justifier sa présence vis-à-vis de lui-même et vis-à-vis des autres qu'en gagnant de l'argent. Encore aujourd'hui, l'Amérique refuse toute jouissance à l'oisiveté tant soit peu prolongée. Rien d'étonnant que les rapports sociaux s'y organisent à peu près exclusivement pour la recherche du gain.

Si vous contraignez des hommes réunis sur un territoire neuf à vivre pour gagner de l'argent et à ne vivre que pour cela, deux éventualités sont possibles. Premier cas, la police n'existe pas encore ou reste trop faible ; vous aurez une société d'aventures et de violences : l'ancienne Amérique de l'Ouest. Deuxième cas, la police prend le dessus et devient inflexible : vous aurez une société s'adaptant rigoureusement, dans l'ordre et, par conséquent, de façon calculée, à ses fins économiques : l'Amérique contemporaine, fille du colonialisme vigoureux de la Nouvelle-Angleterre. L'obligation du *make money*, sous le couvert d'une bonne police, parmi des hommes ignorant les partis pris et indifférents aux querelles d'idées, engendre fatalement le maximum « d'efficience » matérielle et de bien-être collectif.

La morale en souffre-t-elle ? On pourrait se contenter de répondre que le *make money* s'est développé précisément dans le peuple le plus moralisant de la terre.

A vrai dire, « faire de l'argent », ce n'est rien autre que « gagner sa vie » et s'efforcer d'en améliorer les conditions, en un pays où les besoins matériels sont à la fois impérieux et coûteux. Qui protesterait contre une tendance aussi saine ? Certes, tout homme soucieux des vertus de la civilisation estime que, dans une société, le poids de l'argent ne doit pas l'emporter sur le poids des mérites personnels. Certes, aussi bien, on se plaint avec raison que les détenteurs de l'argent en abusent souvent, tantôt pour l'exercice d'une puissance injustifiée, tantôt pour leur propre corruption ou la corruption d'autrui. Mais, en fait, l'insolence et les vices de l'argent sont moins apparents aux États-Unis qu'ailleurs : d'abord parce qu'il y a peu de fortunes venues exclusivement de l'héritage et n'impliquant aucun mérite personnel ; ensuite, parce que les fortunes, dans un milieu sympathique, se satisfont de leur propre développement et ne cherchent pas une consécration hors de leur cadre naturel ; enfin, parce que les fortunes n'étant ni dénoncées ni menacées, n'ont pas besoin de contracter une « assurance » plus ou moins occulte dans des pratiques de corruption.

L'obligation dominante, parfois même, reconnaissons-le, tyrannique, du *make money* crée, pour chaque individu, la nécessité du plus grand « rendement » à chaque place et en chaque chose. Pour le groupe, elle garantit l'adaptation des rapports sociaux aux exigences de la prospérité commune. Sous l'empire de cette obligation, l'Américain est un homme qui a pour principe de son activité de « faire de l'argent », qui dispose ses forces et ménage les forces d'autrui en vue de cette fin, qui approuve ou désapprouve les mesures d'ordre public selon qu'elles favorisent ou gênent ses affaires. Ainsi la société vit, se développe et se renouvelle constamment en vue d'une production et d'une consommation à rendre plus profitables pour chacun et pour tous.

La morale, nous venons de le dire, n'en est pas heurtée directement. Mais l'obligation du *make money* et de l'efficience matérielle, érigée en loi trop rigoureuse, agit sur les mœurs, lesquelles se transformant peu à peu, finissent par réagir sur la morale. Ici nous touchons le point sensible du colosse américain.

LA CONCEPTION DE LA VIE

Pour observer utilement les mœurs américaines, il faut voir comment l'obsession du *make money* influe sur les images et les conceptions individuelles de la vie, sur les relations des hommes entre eux, sur l'esprit et le statut de la famille.

L'influence sur les conceptions de la vie apparaît au premier regard.

Le principe de s'enrichir et de s'enrichir vite commande, pour l'Américain vulgaire, toute la hiérarchie des valeurs et même la signification des mots. Pour lui, la campagne n'est pas la « campagne », mais le lieu où l'on produit du blé, du maïs, du coton; la forêt n'est pas la « forêt », mais un chantier de bois; la rivière n'est pas la « rivière », mais une voie de transport ou une source d'énergie électrique; le voyage n'est pas le « voyage », mais un déplacement utile ; l'amitié n'est pas « l'amitié », mais un service mutuel... Un théâtre n'a pas pour objet le culte de l'art, mais de rapporter de l'argent à ses actionnaires. Peu importe la solidité d'une maison ou la convenance esthétique d'un gratte-ciel : l'important est que la maison ou le gratte-ciel représente une « opération » qui « paie » dans le plus court délai.

Cette façon de concevoir la vie et de classer les valeurs entraîne des inconvénients divers, même économiques, dont les États-Unis commencent à souffrir.

Sous l'aspect social, elle est la cause du manque de raffinement que l'on reproche d'ordinaire aux gens d'outre-Atlantique. L'Américain n'est pas grossier. Il est humain, nous l'avons dit. Personnellement, il possède parfois des dons exquis de finesse. Mais, comme type social, l'Américain est un homme qui « va vite », ne recherche jamais le fini, tombe assez souvent dans le gâchis, quitte à s'en tirer avec élan et bonne humeur. Son ambition incessante est d'arriver promptement au but, son moindre souci de faire œuvre durable ou profonde.

Par quoi l'Américain réalise pleinement ce que M. Paul Valéry appelait la civilisation de *quantité*. Mais nous aurons l'occasion de montrer qu'à un certain degré, la quantité ne peut plus se soutenir sans la qualité.

LES RELATIONS D'HOMME A HOMME

Il semble, d'ailleurs, évident que la société américaine n'aurait pas grandi jusqu'à tenir une place presque dominante parmi les autres peuples si un principe de *qualité* n'existait ou ne subsistait quelque part en elle. Où le trouverons-nous? Il faut le chercher, sans doute, dans l'éducation morale, qui préside aux rapports d'homme à homme.

Une fois de plus, les apparences, à cet égard, sont trompeuses et nuisent au bon renom de l'Amérique.

Le fond des sentiments humains ne varie guère sur la planète. Personne ne saurait prétendre que des différences de nature existent entre l'égoïsme d'un Européen et l'égoïsme d'un Américain, ni que, d'un côté ou de l'autre de l'Altantique, les rapports d'individu à individu soient moins empreints d'égoïsme. Mais il est évident que l'égoïsme de l'Européen a plus de détours et plus de souplesse, l'égoïsme de l'Américain plus de tranchant et de rigueur.

L'Europe retrouve là le privilège de sa diversité harmonieuse, l'Amérique l'inconvénient de son uniformité sans nuances.

Les « relations » de l'Européen naissent et s'étendent suivant les liens de famille, les sympathies d'esprit ou de tempérament, le hasard des rencontres, l'attache des souvenirs, le rayonnement professionnel, la direction des intérêts. Sorte d'album varié, qui représente moins un cercle défini de rapports sociaux que l'éducation, l'humeur et les goûts d'un individu, lui-même type d'une culture plus ou moins complexe. La personne cultivée rassemble autour d'elle des relations, et le fait que sa culture est plus ou moins nuancée rend ses relations plus ou moins diverses. L'élément professionnel n'y entre que pour une partie.

Aux États-Unis, c'est à peu près le contraire. Le cercle économique ou des intérêts détermine le cercle social, qui détermine, à son tour, les relations de l'individu. Le banquier « voit » ses clients, ses administrateurs, ses actionnaires, les industriels ou les spéculateurs avec lesquels sa banque « travaille ». Sa vie mondaine dépend de sa vie d'affaires, n'existe et ne peut se justifier que par elle. Dès qu'une circonstance l'oblige à se séparer de son cercle d'affaires, il n'est plus rien pour ses anciens amis et ses anciennes relations. Mais s'il pénètre

dans un autre cercle, il y jouira aussitôt, à charge rigoureuse de revanche, des avantages et des relations du cercle, quelle que soit, d'ailleurs, son origine ou sa religion.

Par là vous comprenez que l'amitié, au sens classique, est extrêmement rare en Amérique, que les relations sociales y apparaissent, d'abord, comme des relations d'affaires, et, enfin, que tout Américain fait partie ou aspire à faire partie d'un cercle, d'une ligue, d'une association, d'une « fraternité »...

Le souci du *make money* exerce sur cela une influence décisive. Mais il y a aussi l'influence de l'espace et l'influence de l'immigration. L'espace immense de libre circulation dans lequel se meuvent sans cesse les citoyens des États-Unis, — vous trouverez le même homme établi une année à Chicago, l'année suivante à Saint-Louis, un peu plus tard à Providence, — interdit à l'Américain de personnifier une valeur sociale autre que celle qui lui est reconnue par son cercle d'affaires. Il peut avoir des qualités mondaines, mais, comme on n'est sûr ni de son passé ni de son avenir, on se borne à évaluer son présent. Demain, s'il change de ville ou de métier, ses anciennes relations, n'ayant plus le moyen et le loisir de le contrôler, ne le connaîtront plus... Ce contrôle exclusif de la référence présente, qui caractérise l'aspect social et mondain des villes américaines, petites ou grandes, traduit le sens pratique dans une humanité constituée d'immigrants de toutes races. En Amérique, autant sinon plus qu'ailleurs, on rencontre des gens qui se disent de famille princière, aristocratique ou simplement distinguée. Mais comme personne ne saurait vérifier leurs parchemins, on vérifie leur crédit en banque, — ce qui est plus rapide et plus concluant. L'obligation du *make money* et le contrôle des relations par le crédit en banque nous rejettent fort loin des agréments sociaux ou des commodités mondaines de l'Europe. L'Américain, lui, y trouve la sécurité pour son travail et pour son gain. Une fois en sécurité, il donne libre cours à son moralisme social, on pourrait même dire : à son socialisme moral.

L'Amérique contient un potentiel moral et social, à quoi se mêlent des ridicules ou des abus, mais dont il serait sot de méconnaître la force surprenante. Pour l'avoir méconnue, les Européens ont subi maints déboires. Ce fut le cas de l'Allemagne pendant la guerre. Dans un tout autre domaine, ce fut le cas des gens qui ne comprirent pas, dès l'origine, le sérieux de la

prohibition. On pourrait raconter bien des choses sur la façon dont fut conduite la campagne prohibitionniste et sur les influences combinées qui la menèrent au succès. Mais l'important n'est pas dans les anecdotes ou dans les intrigues. L'important est qu'un peuple de 120 millions d'individus se plie, du jour au lendemain, à une loi pareille, loi qui prétend supprimer, en quelque sorte, un besoin normal de l'homme. Un tel fait, qui n'a pas de précédent de même ampleur dans l'histoire, atteste une prédisposition collective au « fanatisme » moral et social. Fanatisme tantôt passif, — qui se manifeste dans la soumission que nous venons d'indiquer, — et tantôt actif, — que traduisent des milliers de sectes, de ligues ou d'institutions moralisantes, dont les plus bizarres naissent au cœur même du territoire américain.

Cette prédisposition comporte un bienfait que l'on ne connaît plus guère en Europe : c'est l'aptitude et le goût de chaque citoyen pour améliorer pratiquement le sort de tous. Les États-Unis semblent être aujourd'hui le seul grand pays où les habitants déclarent sans cesse leur amour pour la société à laquelle ils appartiennent, collaborent de tout cœur à la perfectionner, et, dans un univers que les problèmes sociaux ont rendu, depuis cent ans, foncièrement pessimiste, se montrent socialement optimistes. Optimisme social que justifient, certes, les avantages d'un territoire « riche et neuf », mais qui ne s'affirme que moyennant une éducation morale.

L'éducation morale du citoyen américain n'aide-t-elle pas encore aux résultats si brillants de l'organisation du travail ? Système Taylor, machinisme intense, efficience générale, aménagement des bureaux et des usines : tout cela est très beau à lire et à entendre. A y regarder de près, nous n'avons pas vu, aux États-Unis, de merveilles mécaniques ou bureaucratiques, permettant à l'homme de travailler sans se fatiguer ni de produire sans rien faire. En revanche, nous avons constaté presque partout, et dans des métiers différents, un certain zèle de l'homme au travail, ce que les Américains eux-mêmes appellent le « goût du service ». Servir, être utile : simple formule de dressage, si l'on veut, mais qui implique nécessairement un concept moral.

Il est extraordinaire que cette société, vouée au *make money* et soumise à la loi du gain, n'ayant ni tradition patriarcale ni

tradition patronale, recevant de tous les pays de misère une main-d'œuvre humiliée, loin de favoriser l'exploitation du faible par le fort, ait élevé sans cesse la dignité de l'ouvrier et accru son salaire. Bien sûr, on l'explique par maints systèmes : système du protectionnisme, système du syndicalisme, système du consommateur riche qui rend le producteur plus riche... A vrai dire, aucun système ne fonctionne qu'avec l'adhésion et moyennant l'effort des hommes. Or, les hommes peu instruits donnent leur adhésion et leur effort, non par un *consensus* d'ordre intellectuel, dont ils sont incapables, mais par un élan d'inspiration morale. Quand nous voyons les organisations ouvrières des États-Unis s'entendre avec le patronat, et parfois le devancer, dans la poursuite d'un meilleur rendement du travail, nous jugeons que leur intérêt, devenu tangible par la hausse des salaires, suffit aujourd'hui à commander leur attitude. Mais au début? Au début il fallut autre chose qu'une conception étroite et immédiate de l'intérêt du salarié. Il fallut un enseignement extérieur à l'usine, pour agir à la fois sur le patron et sur l'ouvrier.

De fait, si, délaissant le fatras des statistiques et des « rapports », vous allez voir les ouvriers américains d'un certain âge, ceux dont l'action a déterminé les résultats que nous observons aujourd'hui, vous constaterez que ces ouvriers possédaient le sens de la dignité morale du travailleur avant d'obtenir, pour lui, des satisfactions de dignité matérielle.

LE *STANDARD* MORAL

Cela constaté, on devine mieux pourquoi l'Amérique a réussi, au moins en surface et présentement, à « déprolétariser » les masses, tandis que l'Europe n'y parvient pas. Sans doute une telle différence de résultat a des causes nombreuses. Mais la cause première, c'est que la démocratie américaine élève les masses par le moralisme, alors que les démocraties européennes abreuvent le peuple d'intellectualisme. Le culte de la conscience et les règles de vie pratique se sont révélés socialement plus efficaces que la connaissance abstraite et les partis pris d'idées. La définition sociale des États-Unis tient en peu de mots : liberté des idées, uniformité et dogmatisme dans les mœurs. La morale, aussi, est « standardisée »...

Le *standard* des mœurs n'entraîne pas la perfection universelle. Il peut provoquer soit la dissimulation, l'hypocrisie ou la peur « d'y voir clair, » — vices d'autant plus dissolvants qu'ils procèdent par contagion secrète, — soit, au contraire, une réaction d'excentricités. La société américaine ne manque ni d'hypocrisies ni d'excentricités. Mais jusqu'à présent, le *standard* moral, au moins dans ses pratiques extérieures et dans le respect commun qu'on lui porte, n'a pas été ébranlé.

Sans doute le *standard* moral n'influe pas sur les Américains oisifs et errants, fils ou filles de « magnats », qui étonnent le monde par la difficulté qu'ils éprouvent à asseoir leur existence et à l'occuper. Il influe faiblement sur les immigrés récents, dans les grandes villes comme New-York et Chicago. Mais son empire reste à peu près absolu sur le fond même de la population américaine, celle dont les tendances déterminent réellement l'attitude collective, population des moyennes et petites villes, population agricole, population stable des centres proprement industriels. Or, les lois restreignant l'immigration, si elles peuvent être maintenues, auront pour effet de préserver ce vieux fond d'humanité, et de lui permettre d'absorber à loisir les nouveaux venus ; il ne cessera de contrôler l'élite dirigeante.

Le *standard* moral est si fort qu'il impose à toutes les religions et à toutes les sectes une sorte d'orientation commune.

Bien que, d'après les statistiques, cinquante millions d'Américains déclarent n'appartenir à aucune religion, les États-Unis sont le pays, aujourd'hui, où l'esprit religieux atteint sa plus grande floraison. Pour les religions comme pour les hommes, l'Amérique possède un pouvoir de rajeunissement. Si cinquante millions d'Américains se déclarent sans religion, les autres, — c'est-à-dire soixante ou soixante-dix millions, — sont effectivement attachés à une église ou à un groupe religieux. Le culte catholique, par exemple, qui réunit quinze ou vingt millions d'adeptes déclarés, compte là, sans doute, plus de fidèles pratiquants, convaincus et dociles que dans aucun État de l'Europe. On sait, aussi bien, que New-York est la capitale juive du monde et que ce fait a une tout autre portée qu'un simple fait de statistique.

Il peut sembler paradoxal que le peuple le plus soumis à la recherche des biens matériels et le plus sensible aux progrès des sciences appliquées, en somme le peuple le plus « mo-

derne », accepte si volontiers les influences de caractère religieux. La raison principale en est, pensons-nous, qu'aux États-Unis, les religions, contraintes par les préoccupations innées du milieu, s'occupent plutôt de morale que de disputes théologiques ou dogmatiques. La constitution même de ce milieu les écarte autant que possible des querelles politiques. Enfin, dans une société que domine le souci du rendement effectif, les armes de l'intellectualisme critique demeurent sans effet. L'Américain goûte l'humour, mais il déteste la moquerie, surtout quand elle vise des généralités. Il a horreur de l'ironie latine à base de parti pris : il la redoute et elle l'exaspère. C'est encore un point sur lequel les Européens commettent maintes bévues... Toutes les religions, aux États-Unis, sont donc orientées vers la morale pratique.

Personne ne conteste au puritanisme ou, plus généralement, au protestantisme le mérite d'avoir fondé la tradition morale des États-Unis. Sur ce territoire neuf et libre, le protestantisme put agir à l'état *pur*, dégagé des passions d'origine, des liens d'intérêts et des relations politiques qui avaient déformé sa tendance native, par exemple en Angleterre et en Allemagne. Agissant en toute indépendance, il projeta naturellement, avec une extrême vigueur, sur la société américaine, ses deux caractères essentiels : l'individualisme des idées et des croyances, le collectivisme moral. D'autre part, éloigné du théâtre historique des luttes confessionnelles, n'ayant rien à craindre d'un corps social et politique qu'il dominait en majorité, et soucieux des intérêts permanents d'un pays qui avait besoin de main-d'œuvre, donc d'immigrants, le protestantisme américain put pratiquer la plus large tolérance.

Cette tolérance a puissamment servi le développement et le perfectionnement de la civilisation de masse aux États-Unis. Elle y a permis ce dont une telle forme de civilisation ne saurait se passer : le concours, sans heurts mutuels, de toutes les forces idéalistes en vue du maintien pratique de l'ordre. Elle y a fait naître une variété de soutiens sociaux qui put paraître superflue au début, mais qui se révéla singulièrement utile au fur et à mesure que l'évolution du groupe rendait les problèmes plus vastes ou plus complexes. Ainsi, aujourd'hui, pour nous borner à un dessin sommaire, tandis que le puritanisme conserve les cadres anciens de la société américaine, le catholicisme

défend le statut de la famille en péril, le protestantisme avancé cherche des adaptations morales aux exigences du progrès matériel, le judaïsme maintient les règles de l' « efficience » économique...

A vrai dire, rien, mieux que le sort des religions en Amérique, n'y atteste l'épanouissement d'une civilisation de masse, d'essence économique. Les phénomènes de croissance religieuse ne viennent jamais des aristocraties ; ils viennent toujours de la masse. D'autre part, si les États-Unis avaient évolué dans le sens d'une société plus politique qu'économique, ils auraient fatalement exclu ou restreint la liberté religieuse, dans la mesure où elle aurait gêné l'autorité politique.

Loin de se combattre, le matérialisme économique des Américains et leur moralisme religieux se soutiennent constamment. Une bonne morale est la condition profonde d'un bon travail, comme la prépondérance des soucis pratiques est la plus sûre sauvegarde contre l'intolérance des idées.

Malheureusement, l'alliance du *make money* et du moralisme n'a pas tout préva. Elle n'a pas prévu notamment que les exigences mêmes du rythme économique finiraient par ébranler la famille.

L'INSTABILITÉ DE LA FAMILLE

La famille américaine ne se prête pas aisément à une étude systématique. Non seulement, ici comme ailleurs, les mœurs familiales varient selon le milieu au sens étroit, mais ici les distances, les différences de climat, de tradition sociale et de tempérament, sont telles qu'on ne saurait concevoir des façons de vivre uniformes pour une famille créole de la Louisiane, pour une famille norvégienne de l'Idaho, pour une famille bessarabienne de New-York, sans parler des Mexicains du Sud et des Canadiens du Nord, sans parler, à plus forte raison, des familles « de couleur », noire, jaune ou rouge.

Les remarques précises que l'on fait à ce sujet, n'ont donc jamais qu'une portée assez superficielle. Toutefois le mouvement d'ensemble, qui entraîne la famille américaine, est assez net. Les matériaux, si l'on peut dire, de la famille américaine sont remarquablement sains, mais la construction familiale paraît de plus en plus fragile. Voilà encore un paradoxe des

États-Unis : c'est le pays, sans doute, où les mœurs privées, — sauf dans les très grandes agglomérations, — se prêtent le moins à la passion et à la fantaisie, et c'est celui où le principe de la famille semble le plus atteint !

Pour sortir du paradoxe, méfions-nous des anecdotes et des jugements « à l'européenne ».

D'abord, évitons un malentendu : l'Américain, en cela très proche de l'Anglais, aussi soucieux que l'Anglais de ses commodités corporelles et de son confort, mais naturellement formé à plus rude épreuve, ne connaît pas la pudeur plastique ; il ne connaît que la pudeur proprement sexuelle, à laquelle il attache une susceptibilité très vive. Les Latins, au contraire, associent la pudeur plastique à la pudeur sexuelle : tantôt ils les exagèrent et tantôt ils les quittent toutes les deux à la fois. D'où les erreurs fréquentes que commet l'interprétation latine devant les « audaces » américaines. Si l'interprétation latine était exacte, on devrait en conclure que les mœurs sont plus relâchées dans l'Amérique anglo-saxonne que dans l'Amérique espagnole ou indienne...

Tout le monde sait qu'aux États-Unis, la femme « commande ». On sait moins que ce « commandement », s'il lui procure la liberté et le confort matériels, ne lui assure plus, aujourd'hui, le bonheur sentimental.

La femme américaine, — dans ces anciennes « colonies » du Nord qui n'ont pas connu le métissage et où les hommes furent longtemps beaucoup plus nombreux que les femmes, — jouit non seulement d'une autorité traditionnelle, du respect et de la sauvegarde que lui garantissent les lois, mais elle est parfois plus avertie et presque toujours plus cultivée que l'homme. La jeune fille y apparaît comme un être charmant et fort, d'une franchise et d'un « naturel » qui trahissent, au plein sens du mot, la santé. Ni la femme ni la jeune fille n'ont la crainte de l'homme, et, si cette crainte avait existé, la coéducation des sexes l'aurait fait disparaître. Beauté, santé, liberté, supériorité de culture, autorité traditionnelle, protection des lois : la femme américaine a tous les atouts, sauf, peut-être, le génie du romanesque. Or, avec ces atouts, dans le mariage, il semble qu'elle ne soit plus assurée de gagner la partie ; que souvent elle la perde ; que, déjà parfois, elle commence à ne plus vouloir la jouer... Et ce sont, entre autres phénomènes,

ces divorces véritablement épidémiques, dont la plaie ne recouvre encore que les familles riches, mais qui se propagent peu à peu aux classes plus modestes.

De son côté, l'homme souffre ou s'inquiète. Car, avant la femme peut-être, il s'aperçoit du malentendu.

Ce « conflit des sexes », il ne faut en exagérer ni l'acuité ni les manifestations. Mais, aujourd'hui, on le découvre latent dans tous les réflexes moraux de la société américaine. De fait, les bases et l'avenir de cette société sont en cause.

Au regard de l'observateur étranger, le conflit apparaît déjà virtuel dans les situations respectives de l'homme et de la femme, vis-à-vis des charges et des avantages sociaux. Fondée sur le souci constant du gain, entraînée par un rythme impitoyable de concurrence et d' « efficience » sans cesse accrues, la civilisation des États-Unis est infiniment plus dure pour l'homme que pour la femme.

Le jeune homme américain est élevé dans l'obligation du *make money*, contraint pratiquement de s'y plier de bonne heure. Il n'a pas le loisir de rêver. Ses facultés sentimentales demeurent vagues et timides. Il ne trouve guère l'occasion de « s'amuser » au sens européen. On lui a enseigné le respect de la jeune fille. Il se marie très tôt, « enlevé » par un attrait subit.

Une fois le mariage accompli, la femme exigera le bonheur... Dans tous les pays d'affaires, la femme est en rivalité secrète avec le « bureau », l'« office » ou l'« usine » de son mari, avec les exigences professionnelles qui absorbent à la fois l'imagination et les efforts du mâle. Mais, aux États-Unis, la jeune femme, en même temps qu'elle essaie d'arracher moralement son mari à l'obsession du *make money*, l'y repousse matériellement. Elle l'y repousse, parce qu'elle-même subit, autant sinon plus que le mâle, l'ivresse de l'enrichissement, la contagion du luxe et des plaisirs, dont elle, précisément, a le temps de jouir. Toujours sensible aux vibrations extérieures du milieu, elle éprouve comme une sorte d'exaltation vers la liberté, le bien-être et la « dépense », dans cette civilisation qui, depuis vingt ou trente ans et surtout depuis la guerre, a été comblée par la chance, sans parler du rayonnement attractif qu'exercent sur le peuple féminin les légendes d'Hollywood et la publicité des « stars »... Il faut le reconnaître, une société trop exclusivement économique supporte mal la famille. La famille, c'est

toujours plus ou moins l'intimité, la continuité et l'épargne. Or, un rythme économique trop exigeant aboutit fatalement à ceci : les époux séparés, le mari surmené, la femme dépensière. Il force le mari à toujours « produire » davantage pour subvenir aux frais de la femme qui « consomme » toujours plus. Consommation, production, l'une entraînant et surexcitant l'autre : l'industrie y trouve son profit, la stabilité conjugale sa ruine.

Stabilité? L'existence américaine, sans racines profondes, soumise à la trépidation de villes monstrueuses, contrainte par le manque de domestiques à se réfugier dans les hôtels et les restaurants, suivant la rotation brutale des chances économiques, cette existence est frappée d'instabilité. Dans l'ordre sentimental comme en matière architecturale, elle exclut le goût de l'immuable, l'attachement au définitif.

Ainsi peu à peu le mari et la femme se séparent presque à leur insu, moralement et physiquement. Ils n'ont plus d'axe de rencontre. Pendant les heures mêmes de loisir, l'un va au club, l'autre au « dancing » ou à la piscine. Ils ne sortent ensemble que pour les dîners « d'affaires »..., jusqu'au jour où le lien trop ténu se rompt. La famille est le point sensible, le point le plus menacé de la société américaine.

L'homme peut inventer et promouvoir une civilisation, lui donner des rouages; il ne saurait garantir sa durée. C'est la femme qui assure la solidité d'un peuple. La femme américaine décidera de l'avenir social des États-Unis. Ou bien elle prendra goût de plus en plus aux avantages d'une vie tout extérieure, où elle fait, du reste, très agréable figure : dans ce cas, après vingt ou trente ans, il suffira de quelques « épreuves, » d'une crise, d'une défaite, — qui sait? — pour que le cadre moral de la société commence à fléchir irrémédiablement. Ou bien la femme américaine réagira contre l'obsession du *make money* par la culture intime, l'instruction, la finesse sentimentale, s'efforçant de donner à l'Américain ce qui lui manque aujourd'hui, le goût du raffinement, le sens de la durée et de la continuité : auquel cas les États-Unis n'auront rien à craindre pour un siècle. Toute fortune demande tôt ou tard à être défendue par des guerriers. Or, c'est la femme qui fait les guerriers, — non la femme « consommatrice » que flattent les économistes, mais la femme, elle aussi, « productrice » d'énergie, chère aux moralistes traditionnels.

LE PROBLÈME DE L'ENFANT AMÉRICAIN

Le « problème des sexes » n'a tant d'importance, on le comprend bien, que parce qu'il domine le « problème de l'enfant », lequel présente déjà, dans le milieu américain, des difficultés extraordinaires. Une évolution trop audacieuse des mœurs familiales engendrerait, aux États-Unis, un trouble beaucoup plus grave et plus rapide qu'ailleurs.

L'enfant américain se trouve aujourd'hui dans la position la plus agréable pour son bonheur immédiat et la plus dangereuse pour l'avenir de ses énergies morales. Il est le fils et l'héritier présomptif d'une formidable prospérité. Il grandit parmi des conditions de bien-être, de richesse, de progrès et de facilité inouïes. Il jouit d'une autonomie personnelle qu'à défaut d'autres causes, le relâchement des liens familiaux suffirait à expliquer. On lui enseigne tous les jours que son peuple est prédestiné à ne connaître que puissance et fortune. Un tel optimisme dans l'aisance, au départ de la vie, ne va pas sans risques pour la suite.

Cela ne va pas sans risques, surtout dans une société purement économique, où le lien historique est faible, le lien social inexistant, et où le lien national se rattache, pour toutes les dernières couches de citoyens immigrés, à un calcul de profit.

L'enfant américain se montre très heureux d'être américain, — aujourd'hui, quand on le mène en Europe, il s'y ennuie, — et très fier de sa « nationalité ». Ce faisant, il enregistre les avantages qu'il possède chez lui, il ne songe pas à une tradition et à un idéal consacrés par des épreuves. Il serait tout à fait sot de douter du patriotisme des Américains. On ne peut toutefois oublier que, dans un tiers peut-être de la population des États-Unis, — les derniers immigrés, — le sens d'une nouvelle patrie ne s'est développé qu'avec le sens d'un sort meilleur. Qu'arriverait-il si la prospérité disparaissait, si des revers venaient à faire naître des déceptions et des conflits d'intérêts? Rien ne serait plus dangereux, pour l'avenir de l'unité américaine, qu'un patriotisme purement économique, un patriotisme fondé sur l'hypothèse de succès et de gains continus.

Nous l'avons déjà dit, l'idée nationaliste est un non-sens aux États-Unis. Nous venons de montrer qu'un patriotisme de

l'intérêt y serait dangereux. Reste l'idée d'une « civilisation supérieure ». Mais cette idée ne peut se séparer, pour l'enfant comme pour l'homme, en principe d'un concept moral, en pratique d'un certain raffinement des mœurs. Or, ni le concept moral, ni, à plus forte raison, le raffinement des mœurs ne survivraient à l'écroulement de la famille ou même à d'incessants divorces...

Ces remarques un peu pessimistes sur l'évolution de la famille américaine s'appliquent évidemment beaucoup moins aux villes moyennes ou petites et aux campagnes qu'aux grands centres urbains. Mais il ne faut pas oublier que six ou sept villes groupent déjà le quart de la population des États-Unis. Il ne faut pas oublier non plus que si l'afflux des immigrants étrangers est aujourd'hui canalisé, l'émigration des campagnes vers les villes, sous l'influence de la crise agricole et par l'attrait du bien-être, a pris une ampleur inquiétante. Les États-Unis sont à la tête du mouvement qui entraîne le monde entier vers un type de civilisation presque exclusivement urbain.

Ils sont à la tête... et ils paraissent les plus menacés par les conséquences morales d'un tel fait. Car, à l'encontre de ce que l'on pourrait croire, le vieil esprit de l'Amérique, dont sortit le moralisme qui sert encore d'armature à la société américaine, n'était à aucun degré un esprit citadin ou « bourgeois ». C'était l'esprit des « fermiers » et des « pionniers ». La croissance ininterrompue des grandes agglomérations au détriment des petits centres et des campagnes doit donc fatalement dénaturer puis dissoudre le moralisme ancien. Déjà on observe que New-York et Chicago, ressorts essentiels de la mécaniqne américaine, ne sont plus dans l'axe moral du reste des États-Unis.

L'excès de croissance urbaine produit des effets d'ordre social bien connus. Le premier, est, précisément, d'imposer aux individus des conditions de vie qui ne favorisent pas la stabilité familiale. Un deuxième effet est de multiplier les risques de toute nature que comportent les crises de chômage. On frémit à l'idée de ce qui adviendrait, par exemple, dans l'agglomération new-yorkaise, où vivent aujourd'hui près de huit millions d'âmes, si un événement quelconque privait New-York de ses chances de prospérité et de travail.

Pour écarter les dangers encore peu apparents, mais profonds, qui menacent la société américaine, et d'abord la

famille, les dirigeants des États-Unis doivent se convaincre qu'une grande partie de ces dangers vient du développement monstrueux des villes.

L'ARISTOCRATIE D'AFFAIRES

Mais qui dirige la vie sociale aux États-Unis ?

L'organisme politique y est réduit au minimum. L' « étatisme » n'y existe pas. N'ayant eu ni grands efforts à déployer pour asseoir sa constitution, ni luttes très prolongées à soutenir pour étendre son territoire ou le défendre, ayant, d'autre part, échappé aux dissensions durables qui provoquent, par réaction, le renforcement des pouvoirs administratifs, la société américaine ne contient aucune de ces « castes », aucune de ces « bureaucraties », aucun de ces « états-majors », dont l'esprit de corps, inspiré de traditions rigides, agit d'une manière à peine perceptible du dehors, mais continue, sur le destin des peuples. Elle est restée, soulignons-le encore, une société économique.

Là comme ailleurs, pourtant, le moteur social est une « aristocratie ». Il ne s'agit pas, bien entendu, des dix ou quinze familles que leur genre de vie et leurs alliances rattachent aux « mondanités » de la vieille Europe. L'aristocratie américaine est d'un caractère tout particulier : une aristocratie d'affaires, dont les types individuels se renouvellent très vite, mais dont l'esprit et les tendances ne varient guère.

On estime que le gros de la fortune et des affaires américaines est détenu ou contrôlé par un nombre de gens qui représenterait à peu près 15 pour 100 de la population des États-Unis. Sous l'aspect d'une démocratie à richesse et à bien-être diffus, nous découvrons un capitalisme fortement concentré. Ce fait prend toute sa valeur quand on le rapproche de la faiblesse de l'organisation politique. Pratiquement, la classe des aristocrates d'affaires dirige la société américaine et, s'il arrive que cette classe soit divisée par des compétitions d'intérêts, elle exerce une influence unique et à peu près irrésistible sur l'ensemble du corps social. Elle comprend les lanceurs d'entreprises, les banquiers, les principaux industriels, les chefs de compagnies, les maîtres du commerce de gros et ceux des grands magasins, tous assistés d'un cortège de « conseils », légistes, financiers, etc.

Monde d'origine très variée et de recrutement aussi peu systématique que possible. Couches superposées de « pionniers », d'entrepreneurs, de spéculateurs et même d'employés heureux. N'imaginez pas les « honoraires » et les fils de famille que l'on rencontre, en Europe, dans tout conseil d'administration qui se respecte. En Amérique, l'homme n'arrive et ne résiste qu'autant qu'il est « efficace ». L'âge moyen des dirigeants effectifs n'y dépasse guère quarante-cinq ans. Parmi eux, notamment dans les banques, un assez grand nombre d'immigrés d'Europe qui ont su tirer profit de l'énorme développement des villes américaines depuis vingt ans. Presque tous ces *businessmen* montrent une « façade » de camaraderie courtoise et obligeante qui les rend sympathiques ; au fond, ils sont réservés, instinctivement aux aguets.

Leur but constant est le même que celui de leurs prédécesseurs : exploiter toutes les chances de l'Amérique, mettre en valeur toutes les possibilités d'affaires, — non point pour se retirer une fois le coup fait, mais pour aller sans cesse plus avant. Ils sont humains, philanthropes, ne chicanent à personne le droit de réussir et distribuent volontiers à la masse le confort qu'elle réclame. Ils pratiquent entre eux une concurrence serrée, mais franchissent rarement certaines barrières de solidarité collective au delà desquelles l'individu risque d'être brisé par les représailles du groupe.

Cette aristocratie d'affaires semble vraiment capable, si les choses restent égales, de maintenir et d'accroître encore la fortune des États-Unis. Mais, faute de désintéressement, elle aurait beaucoup de peine à sauver les cadres de l'unité et de la civilisation américaines dans le cas où des accidents graves de caractère économique atteindraient le bien-être d'une masse qui, par ailleurs, aurait perdu le soutien moral et familial.

L'Amérique réussira-t-elle à se constituer une aristocratie dont la vigilance dépasserait celle des hommes d'affaires ?

En attendant, la société américaine n'est vraiment solide que dans la mesure où ses bases économiques sont assurées.

Lucien Romier.

(*A suivre.*)

MADAME DE POMPADOUR

ET LA POLITIQUE

II[1]

L'ÉGLISE

La Cour formait une société singulière, tout artificielle, absorbée par ses intrigues et le spectacle amusant de sa propre vie. On était à ce point isolé de la nation que certains événements les plus graves du royaume y retentissaient à peine. Les affaires arrivaient chez le Roi dans le portefeuille des secrétaires d'État et se discutaient dans son cabinet, sans émouvoir cette foule aux habits brodés qui se pressait à deux pas, aux heures d'usage, dans la Grande Galerie et le salon de l'Œil-de-Bœuf. Quelques vieux courtisans avertis s'en entretenaient avec les ministres, qui habitaient tous Versailles et y avaient leurs bureaux, mais seules comptaient pour la Cour et la passionnaient les questions de personnes, les promotions de cordons bleus, les désignations d'ambassade, surtout la répartition des régiments, à laquelle étaient intéressées toutes les nobles maisons. On prêtait une attention distraite aux conflits des Parlements avec la Couronne, sans s'apercevoir qu'il ne s'y débattait rien de moins que l'avenir de la royauté. En janvier 1753, en pleine lutte entre les magistrats et le Clergé, M. de Croÿ s'étonnait de cette indifférence : « On ne parlait point à la Cour des grandes affaires de l'Archevêque et du Parlement, qui faisaient alors tant de bruit partout ailleurs ». Le duc de Luynes note la même

Copyright by Pierre de Nolhac, 1927.

(1) Voyez la *Revue* du 1er septembre.

légèreté, et c'est autour de lui qu'il observe combien les Français « sont faciles à distraire des choses les plus importantes pour les plus frivoles ». Le nouveau spectacle des bouffons italiens à l'Opéra ou la « présentation » d'une jolie femme à leurs Majestés tenaient plus de place dans les conversations du Château que l'arrivée des lourds carrosses du Parlement amenant les présidents et les conseillers, dont les robes rouges remplissaient les antichambres aux jours de remontrances solennelles. Ce n'était pour les hôtes de Versailles que des manifestations malséantes de sujets désobéissants, qu'il appartenait au souverain de mettre à la raison.

Quelqu'un pourtant gardait de ces rencontres un souvenir pénible et presque douloureux, le dissimulait à tous, y songeait dans ses insomnies et en méditait les conséquences. Louis XV savait fort bien que ses paroles royales, même dites sèchement et de haut, perdaient chaque fois de leur force sur ces magistrats orgueilleux, imbus, comme il le disait, d'un esprit « républicain ». On gagnait simplement du temps, sans rien résoudre des difficultés bientôt plus pressantes. Pour forcer son Parlement rebelle à enregistrer les édits ou lettres de jussion, au besoin les arrêts du Conseil, Louis XV avait à sa disposition l'appareil solennel et rigoureux du lit de justice. Qui ne voyait, à la violence des polémiques soulevées dans le public, que ces moyens s'usaient à trop servir? Habitué par sa réflexion solitaire à envisager ces choses sans illusion, le Roi sentait fléchir entre ses mains le pouvoir absolu, que toute son éducation et les expériences de son règne lui faisaient croire nécessaire à la France.

I

Louis XV avait plusieurs des qualités d'un bon Roi, l'intelligence lucide, le jugement droit, le désir de savoir la vérité et le sentiment des devoirs du prince envers son peuple. Il acceptait la responsabilité d'une puissance sans contrôle que lui avait léguée son prédécesseur; mais la difficulté de l'exercer, qui croissait avec le temps, décourageait de bonnes intentions, que soutenait mal un vouloir fléchissant. S'il hésitait si souvent dans l'action, n'était-ce point parce qu'il la croyait vaine? La discorde entre son Clergé et son Parlement, où tant d'intérêt et

d'orgueil de caste se dissimulaient sous l'invocation du bien public, achevait de confirmer en lui cet immense mépris des hommes que lui avait inspiré de prime abord la vue quotidienne de sa Cour. Après Fleury et Noailles, et la bonne comtesse de Toulouse, il ne mit plus sa confiance en personne ; et celle qu'il témoigna à Mme de Pompadour, dont il savait cependant l'affection sincère, n'alla jamais jusqu'à l'initier à son « secret ». Cette pensée royale, au milieu des magnificences et des hommages, vit et meurt dans la solitude. Louis, ne prêtant qu'une attention ennuyée aux plaisirs qu'on lui forge, ne se réveille qu'au remords, seul aiguillon de son indifférence. Sous le grand air distant, qui dissimule son âme véritable, ce Roi désabusé dévore plus d'une souffrance. La lassitude des sens suit les désordres de la chair ; la vision du désastre à venir châtie les défaillances de la volonté. Mais, de toutes les misères qui l'accablent, les plus cruelles sont la certitude d'être mal servi dans les affaires de l'État et cette conviction, peu à peu enracinée en lui, que les maux dont souffre le royaume sont inguérissables.

Au Conseil, le Roi a peu de bons serviteurs, et ne s'est pas soucié d'en augmenter le nombre. Son chancelier est un Lamoignon, c'est-à-dire un honnête homme, mais il a peu de lumières et soixante-six ans bien sonnés. Puisieux, Saint-Contest, Rouillé se succèdent aux Affaires étrangères, également médiocres, toujours débordés par les événements. Avant d'être gouverné par les bureaux de ce département, Rouillé le fut par ceux de la Marine, qui lui échut après la disgrâce de Maurepas; encore savait-il compter les vaisseaux du Roi, ayant été commissaire royal à la Compagnie des Indes. L'ancien théatin Boyer, évêque de Mirepoix, premier aumônier de la Dauphine, tient la « feuille » des bénéfices et s'occupe des affaires ecclésiastiques; Bernis qu'il a éconduit, l'accuse d'avoir, « à force de zèle et de dureté, su ranimer les cendres éteintes du jansénisme ». C'est une belle opération, en vérité, et dont on voit les résultats. Comme ministres d'État, Louis XV conserve le maréchal de Noailles, le dévouement et la conscience mêmes, malheureusement fort âgé, puisqu'il prit Girone en 1710. Il y a encore le comte de Saint-Florentin, qui a le département de la Maison du Roi, courtisan de naissance et sachant à merveille les choses de la Cour, et le comte de Saint-Séverin, négociateur sans gloire de la paix d'Aix-la-Chapelle, suffisant et borné, qu'on a cru

diplomate parce qu'il est né Italien. Parmi ces hommes réunis autour de la table du Conseil, deux ministres seulement se font écouter du Roi, M. de Machault et le comte d'Argenson, et naturellement ils se détestent.

Jean-Baptiste de Machault, seigneur d'Arnouville, a débuté au Parlement, obtenu une présidence au Grand Conseil, l'intendance de Hainaut, puis la charge de ministre d'État et la garde des sceaux; il administre le contrôle-général des Finances, dont le Roi le déchargera en 1754 pour lui donner la Marine. Cet homme considérable n'a point le secret de plaire, le portrait de la Tour marque son extérieur froid, sa contenance grave, mais la parole est exacte, claire, expose les affaires en peu de mots. Louis XV lui sait gré de procurer de l'argent, comme à M. d'Argenson de créer des armées. Il a montré, pour augmenter les ressources de l'État, que les mesures extrêmes ne l'arrêtent point, et qu'il veut attacher son nom aux grandes réformes. Sa pénétration comprend le danger que fait courir à la monarchie l'extension indéfinie des privilèges. Il en veut commencer la destruction par ceux du Clergé, et s'attaque hardiment aux biens de mainmorte. Son fameux impôt du « vingtième », que Voltaire appuie d'un excellent pamphlet, ne fait crier tant de gens que parce qu'il est universel; et la Cour dénonce, du ton méprisant qu'elle sait prendre, le despotisme « du Machault ». Mme de Pompadour, si loin de la Cour par ses origines, le ménage, le défend, utilise son obligeance pour ses affaires particulières et, pour les affaires publiques, s'instruit auprès de lui.

L'intimité de leur liaison est scellée par une haine commune. Le comte d'Argenson s'est déclaré leur ennemi, et tout ce qui leur est hostile met aux nues le ministre de la Guerre. Cet homme séduisant est plus encore un habile homme. Le marquis d'Argenson, son frère, qui aime sa personne et critique sa conduite, l'invective constamment pour ses complaisances envers « les prêtres ». Il s'inquiète de le voir aux mains de cette terrible comtesse d'Estrades, qui renforce son ambition d'une ambition plus âpre encore et compromet la dignité du ministre dans des rancunes de femme. D'allures sceptiques, de parole enjouée, au fond résolu et calculateur, Argenson n'a qu'un sentiment tout à fait désintéressé, son affection pour la Reine. La bonne Marie Leczinska, qui l'appelle gentiment « Cadet », ne

peut servir en rien, ni à personne. Toutes les autres amitiés du comte contribuent à sa sûreté ou à l'accroissement de son pouvoir. Il a fait détacher à son profit du secrétariat d'État de la Maison du Roi le Département de Paris, qui met entre ses mains la grande police. Ses fonctions de ministre, en un temps où la guerre est toujours déclarée ou prochaine, le rendent indispensable à toute la noblesse. Il a multiplié dans l'armée les grades supérieurs et les récompenses et chargé de vingt millions par an l'état des pensions militaires. C'est le point où il se heurte à la marquise, qui tient à se réserver le domaine des faveurs. Quand les puissances ennemies consentent à s'accorder, c'est le maréchal de Belle-Isle qui négocie les concessions communes. D'ordinaire, le solliciteur doit opter entre les deux patronages et, son choix fixé sur l'un, compter qu'il sera combattu par l'autre. L'hostilité de M. d'Argenson, s'ajoutant à celle du prince de Conti, ne laisse pas d'inquiéter la marquise. Il lui passe parfois en tête d'abandonner la partie et de se retirer volontairement, en plein triomphe, avant que le Roi se lasse de sa présence et lui retire ses bienfaits. Quitter la Cour alors qu'elle est encore puissante et sûre d'être regrettée, l'idée séduit l'imagination romanesque.

Les amis de cœur, Gontaut et Soubise, ne lui permettaient pas cette sottise. Elle voudrait leur adjoindre un conseiller plus subtil pour l'aider à démêler les nuances de sa situation. Précisément lui revient son plus ancien familier, l'homme avisé qui a guidé à la Cour ses premiers pas et à qui elle peut se fier en toutes choses. L'abbé, comte de Bernis, qu'elle a fait nommer à l'ambassade de Venise, est devenu un homme tout à fait sérieux. Il ne rime plus ces madrigaux délicats qui l'ont mené à l'Académie, et cherche à faire oublier, en sa diplomatique personne, le galant « petit collet » que Voltaire surnomma « Babet la bouquetière ». S'il ne songe nullement encore à prendre la prêtrise, il souhaite de n'être pas oublié dans la distribution des abbayes, puisque, étant cadet sans fortune, il s'est fastueusement endetté à servir le Roi. La marquise se doit d'y penser, car ce fidèle ami a profité de son séjour en Italie pour la réconcilier avec Madame Infante, qu'il a beaucoup vue à Parme et qui l'honore d'estime et d'amitié. Fille préférée du Roi, très aimée de ses sœurs qui la fêtent à ses voyages en France, la femme de Don Philippe pourrait devenir pour l'ancienne maîtresse un

excellent appui auprès de la famille royale. Le service rendu par Bernis est donc fort appréciable et, pendant le long congé qu'il vient prendre à Versailles, il est tout disposé à en rendre d'autres

Ses mémoires nous décrivent à cette date l'état d'esprit de sa bienfaitrice : « Je trouvai Mme de Pompadour fort dégoûtée de la Cour. Elle me montra la copie des lettres qu'elle avait écrites au Roi pour lui demander la permission de se retirer ; elle ne me fit pas non plus mystère de celles qu'elle lui écrivait sur les affaires. Les premières me persuadèrent seulement qu'elle avait de l'humeur et du dégoût, mais je n'y vis pas la ferme résolution de quitter le monde ; les secondes, au contraire, me parurent admirables. Je lui conseillai de changer le style des premières lettres, qui, à la longue, pouvait fatiguer le Roi, et de demeurer à la Cour, dont elle n'était pas détachée et où elle pouvait être utile... A l'égard des lettres que Mme de Pompadour écrivait pour le bien des affaires, je n'aurais jamais cru qu'elle eût dit la vérité au Roi avec tant d'énergie et même d'éloquence, je l'en aimai mieux et l'en estimai davantage. Je l'exhortai à ne pas affaiblir son style et à continuer à dire la vérité avec force et courage. Je lui fis sentir qu'elle s'était mal conduite dans la jalousie qu'elle avait montrée contre le prince de Conti ; que plus elle insisterait à le faire éloigner, plus elle risquait de trouver de résistance de la part du Roi... Je l'engageai même à se raccommoder avec M. le comte d'Argenson, et à sacrifier au bien des affaires des ressentiments personnels. Elle se rendit avec un peu de peine à mes conseils ; mais, enfin, elle me chargea de cette négociation, à laquelle M. d'Argenson se refusa constamment... »

Ce que Mme de Pompadour redoute le plus en M. d'Argenson, c'est que ce brillant correspondant de Voltaire est aussi l'ami de l'archevêque de Paris. Or, Christophe de Beaumont n'a jamais cessé d'afficher son mépris pour elle. Ce prélat est une sorte de saint, sans accommodement avec le monde, qui ignore comment s'y prendre pour obtenir un chapeau de cardinal, mais sait les devoirs de sa charge qui l'obligent d'avertir les rois. Ne voulant rien connaître des changements de rapports qu'on dit survenus entre Louis XV et sa maîtresse, il persiste à prétendre qu'il y a scandale grave à les voir vivre l'un auprès de l'autre. C'est lui, dit-on, qui a inspiré les prédicateurs si

durs de l'année du Jubilé, où la favorite traversa de mortelles inquiétudes. Tant qu'un Beaumont n'est pas réduit au silence, tant qu'un Argenson garde l'oreille du Roi, elle sent que sa situation n'est point assurée. Toute la famille royale, qui veut convertir le grand pécheur, a des confesseurs jésuites ; si le Roi changeait de vie, il en prendrait assurément un lui-même, et M. d'Argenson, qui pourtant ne se confesse guère, deviendrait cette fois fort dangereux. Tel est le point de vue, médiocre et tout personnel, d'où Mme de Pompadour suit, pendant les premières années, la querelle qui s'envenime entre le Clergé et les Parlements. Ce n'est que peu à peu qu'elle s'habitue à la voir de plus haut, et presque avec les yeux de Louis XV, quand l'audace parlementaire élève le conflit jusqu'à la couronne.

II

L'état normal de la France paraît être la guerre civile. Avec des formes adoucies par les mœurs et sous des noms plus nouveaux que les passions qui les animent, les factions d'alors poursuivent cette longue lutte religieuse qui n'a presque jamais cessé dans notre pays. Enflammés aisément par l'idée abstraite, habiles à y rattacher des intérêts de parti, charmés par la matière d'éloquence et de chicane que comportent de telles batailles, les Français mêlent aisément la polémique à la philosophie et l'intolérance à la religion. Ainsi s'infligent-ils de nobles et stériles déchirements, sauf aux époques où l'attaque de l'étranger les oblige à se réunir pour le vaincre. Afin d'attiser leurs querelles, le XVIIIe siècle a hérité, de celui de Louis XIV, le brandon mal éteint du jansénisme.

Nos pères se sont combattus en s'attribuant des deux côtés une mission de vérité religieuse et politique. Constatons seulement que la bulle *Unigenitus*, qui devait apporter la paix à l'Église de France, n'a fait qu'envenimer ses divisions. Dans une société où tout le monde se mêle de théologie, l'ardeur des laïques dépasse parfois celle des gens d'église. Zèle indiscret, manie persécutrice, révolte inconsidérée, tout mène à la ruine de la foi chrétienne, et le philosophisme, qui a longtemps cheminé dans l'ombre, est assez mûr aujourd'hui pour bénéficier à la fois des maladresses jansénistes et molinistes.

Un scandale sans fin se multiplie au cours du siècle. Des

évêques obligent leur clergé à refuser les derniers sacrements aux malades suspects de ne point adhérer à la bulle ; il faut le billet de confession d'un prêtre approuvé pour obtenir le droit de bien mourir. Ces instructions, assurément régulières, prêtent en fait à tous les abus. Les familles adressent leurs plaintes au Parlement. Le Parlement, où le jansénisme a ses forteresses et que le vieil esprit légiste dresse aisément contre l'Église, ne peut manquer de saisir l'occasion d'empiéter sur elle. Il leur plaît de déclarer que des condamnations doctrinales du Pape n'engagent point en France la foi des fidèles. Dénonciations, enquêtes, poursuites, amendes et prises de corps accablent de pauvres prêtres obéissant à leur évêque ; ceux qui portent le viatique aux malades sont sommés par huissier d'avoir à l'administrer sans billet, même à des hérétiques notoires. L'aigreur augmente ; le peuple s'ameute ; les ecclésiastiques sont insultés. Tel est le tableau de Paris au milieu du siècle ; et l'agitation gagne les provinces, où des prélats nombreux élèvent contre les prétentions parlementaires les mêmes protestations que Christophe de Beaumont, vengeur incorruptible de la doctrine.

Le Roi est depuis longtemps préoccupé de ce conflit, dont les échos troublent son Conseil. Ils troublent aussi sa famille, qui tout entière a pris parti. Le Dauphin, la dauphine Marie-Josèphe, Mesdames de France, sont pour l'archevêque. La bonne Reine elle-même, si effacée d'ordinaire, ose parfois se montrer : elle reçoit dans son intimité, à Versailles, quand, par hasard, il consent à s'y rendre, le pieux évêque d'Amiens, M. de la Motte, grand ami de Beaumont et son émule dans l'intransigeance. Cette unanimité de la famille royale n'est pas sans influencer Louis XV, qui cherche cependant à se décider par soi-même. Jusqu'à présent, il n'a point trouvé bon de prendre parti ; mais, la paix du royaume étant compromise, il ne peut ajourner son devoir de décider, d'admonester et de punir. On se demande aujourd'hui quelle autorité conserve, pour ce rôle d'arbitre religieux, un souverain déjà décrié par ses mœurs. Elle est entière, car la fonction royale n'a point encore perdu son prestige. Il ne faudrait, chez le Roi, pour la remplir utilement, qu'une volonté plus décidée : et c'est, malheureusement, par coups successifs et sans suite qu'il va frapper, ne satisfaisant même pas le camp qu'il épargne.

Sa clairvoyance et les hésitations qui l'empêchent d'y obéir,

apparaissent dans une conversation du début de 1753. Prise en note le jour même, par une personne sans imagination, la femme de chambre de Mme de Pompadour, ces propos semblent rapportés avec exactitude : « Le maître entra tout échauffé, raconte-t-elle. Je me retirai, mais j'écoutai dans mon poste. — Qu'avez-vous? lui dit Madame. — Ces grandes robes et le clergé, répondit-il, sont toujours à couteaux tirés. Ils me désolent par leurs querelles. Mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé, au fond, m'est attaché et fidèle; les autres voudraient me mettre en tutelle! — La fermeté, lui dit Madame, peut seule les réduire... » M. de Gontaut entra et, voyant qu'on parlait sérieusement, ne dit rien. Le Roi se promenait agité, puis, tout à coup, il dit : « Le Régent a eu bien tort de leur rendre le droit de faire des remontrances; ils finiront par perdre l'État. — Ah! sire, dit M. de Gontaut, il est bien fort pour que de petits robins puissent l'ébranler. — Vous ne savez pas ce qu'ils font et ce qu'ils pensent! reprit le roi : c'est une assemblée de républicains. En voilà, du reste, assez : les choses comme elles sont dureront autant que moi. Causez-en un peu, madame, dimanche, avec M. Berryer. » Les « petits chats » de la marquise, Mmes d'Esparbès et d'Aubiimont, entrèrent alors, gaies et pimpantes de jeunesse, et le Roi leur conta des histoires de chasse.

Il faut pourtant venir aux actes. Le 22 février 1753, l'animosité du Parlement étant évidente, le Roi ordonne que, désormais, toutes les affaires relatives aux sacrements seront évoquées devant son conseil. Le Parlement refuse, par deux fois, d'enregistrer ces lettres, rédige des remontrances, qui ne sont point reçues. Dans la nuit du 8 au 9 mai, les mousquetaires parcourent Paris pour porter aux hôtels de Messieurs des Enquêtes et Requêtes l'ordre d'exil qui les disperse dans le royaume. Deux jours après, les présidents et conseillers de la Grand chambre, conservés en place par le Roi pour le fonctionnement de la justice, protestent contre cette exécution et sont, par lettre de cachet, transférés à Pontoise. Les esprits se soulèvent; les placards injurieux pullulent. Les parlements provinciaux, qui affectent de ne former qu'un grand corps avec celui de Paris, se mettent, à leur tour, à décréter des curés et même des évêques. Louis XV est bien vite embarrassé; il est pressé par les nécessités de la justice, qui a cessé d'être rendue

dans le ressort de Paris et, d'autre part, les charges vénales des parlementaires représentent une somme considérable, qu'il ne peut rembourser. Influencé par le prince de Conti, qui se ménage un rôle, il se voit contraint de rappeler les exilés. Sa déclaration du 2 septembre intervient pour masquer cette reculade : « Nous avons, dit-elle, reconnu dans tous les temps que le silence est le moyen le plus efficace pour rétablir l'ordre et la tranquillité publique... » C'est donc le silence qu'impose le Roi aux deux partis « sur les matières qui ont fait l'objet des dernières divisions », enjoignant à sa cour de Parlement « de procéder contre les contrevenants conformément aux ordonnances ».

L'injonction imprudente laisse aux magistrats les moyens de rouvrir la lutte, la paix publique à leurs yeux n'étant troublée que par leurs adversaires. Comme le clergé de Saint-Étienne-du-Mont vient de refuser les sacrements à une vieille fille de la paroisse, ancienne convulsionnaire, le Parlement dénonce le fait au Roi. L'archevêque approuve ses prêtres. Le débat est porté à Versailles. Le prélat et le premier président, Maupeou, sont appelés dans le cabinet du Roi. On compte, à la porte, le temps qu'ils y passent l'un et l'autre : le premier est gardé quarante minutes; le second a deux audiences, l'une de dix-neuf minutes, l'autre d'une heure. C'est le légiste qui l'a emporté. Argenson lui-même s'est rallié à l'opinion de Conti. L'archevêque reçoit l'ordre de quitter Paris et de se rendre à sa maison de Conflans, tandis que les robins, toujours opposés aux lettres de cachet, applaudissent à celle qui frappe l'ennemi. La joie est au comble, quand M. de Maupeou fait circuler une lettre du Roi commençant ainsi : « J'ai marqué mon mécontentement à l'archevêque de Paris, en le punissant de manière à faire connaître la ferme résolution où je suis de maintenir la paix dans mon royaume... » Louis XV ajoute bien : « Je compte que mon Parlement n'ira pas plus loin contre lui... et en usera avec la plus grande circonspection relativement aux choses spirituelles »; mais ce qui émerveille, c'est le mot de « punition » appliqué au prélat : « On admire, écrit l'avocat Barbier, la fermeté du Roi et on l'élève autant qu'on l'avait rabaissé depuis deux ans. » La lettre au premier président a été, paraît-il, rédigée en comité chez Mme de Pompadour; deux ministres ayant insisté pour que l'expression dure fût adoucie, le Roi

a tranché le débat en disant : « *Quod scripsi, scripsi* »; et ce latin fut péremptoire.

Si l'on attribue en partie à la marquise la rigueur contre l'archevêque, celui-ci ne l'accuse de rien moins que de travailler à la ruine de la religion, suivant un plan arrêté avec les philosophes. Au début des amours royales, n'a-t-elle pas reçu les félicitations intéressées de Voltaire, interprète des espérances du parti? N'a-t-elle pas maintenant autour d'elle, comme pensionnaires ou comme amis, les plus dangereux adversaires de la foi? Elle se montre curieuse de la publication de l'Encyclopédie, l'encourage de sa souscription. Tout ce monde de gens de lettres a ses entrées à Versailles, assez près d'elle pour qu'elle semble un peu leur complice. Son bel appartement du parterre a des entresols étroits qu'éclaire mal une petite tour, mais qui suffit pour abriter l'existence d'un sage. Elle y loge François Quesnay, son médecin et le premier médecin ordinaire du Roi, qui poursuit du matin au soir les calculs d'économie rurale et politique d'où sortira toute une école. Ce modeste voisin de la marquise donne à dîner à la philosophie et réunit à la même table de gais convives, Diderot, d'Alembert, Duclos, Helvétius, Turgot, Buffon et Marmontel. Le témoignage de ce dernier compromit Mme de Pompadour en cette belle compagnie. « Ne pouvant pas, dit-il, engager cette troupe de philosophes à descendre dans son salon, elle venait elle-même les voir à table et causer avec eux. » L'entresol du docteur a été un peu défiguré et c'est fort dommage; on aimerait y évoquer une réunion sans pareille et les visites à l'échappée de la marquise.

Quesnay reste pendant longtemps le directeur de sa santé et de sa conscience. Elle n'a pas eu à lui concilier le Roi, qui aime beaucoup son médecin et le laisse librement développer devant lui les axiomes agricoles et financiers auxquels se réduit son système. Elle-même se plaît à son franc parler, aux allures ardentes ou plaisantes de sa conversation. Elle lui demande un jour s'il admire les grands poètes : « Comme de grands joueurs de bilboquet », répond le docteur ; mais ses attaques familières visent des adversaires plus redoutables. Le marquis de Mirabeau, « l'ami des hommes », qui passe à la Cour, a trouvé mauvais visage à Sa Majesté, elle vieillit : « Tant pis, mille fois tant pis! dit Quesnay. Ce serait la plus grande perte pour la France, s'il venait à mourir ». Et il soupire en levant les yeux au ciel.

« J'aime aussi le Roi, dit Mirabeau; mais je ne vous ai jamais vu si passionné. — Ah ! dit le docteur, je songe à ce qui s'ensuivrait. — Eh bien ! le Dauphin est vertueux. — Oui, et plein de bonnes intentions, et il a de l'esprit. Mais les cagots auront un empire absolu sur un prince qui les regarde comme des oracles. Les Jésuites gouverneront l'État comme sur la fin de Louis XIV; et vous verrez le fanatique évêque de Verdun, premier ministre, et La Vauguyon tout puissant sous quelque autre titre. Les Parlements alors n'auront qu'à bien se tenir. Ils ne seront pas mieux traités que mes amis les philosophes. — Mais ceux-ci vont trop loin, répond Mirabeau. Pourquoi attaquer ouvertement la religion ? Duclos me disait, il y a quelques jours : « Ces philosophes en feront tant, qu'ils me forceront à aller à la messe et aux vêpres. » Le médecin avouait quelques excès de ses amis. Mais comment n'être pas indigné du fanatisme des autres, ne pas se ressouvenir de tout le sang qui a coulé pendant deux cents ans? « Soyez persuadé, monsieur, que les temps de Jean Huss, de Jérôme de Prague reviendront; mais j'espère que je serai mort. » Le bon Quesnay croyait fermement que Lefranc de Pompignan songeait à allumer les bûchers; Voltaire le disait sans y croire, mais de tels propos répétés devant la marquise ne contribuaient guère à la rassurer sur son avenir.

Pour le moment, le pouvoir s'en prend aux évêques; exil de la mitre à Orléans, à Troyes, à Aix, à Saint-Pons; saisie du temporel de Vannes; lettre pastorale d'Auch brûlée par le bourreau. Le Parlement triomphe et se risque sur la voie du schisme; un édit du 18 mars 1755 refuse à la bulle *Unigenitus* « le caractère ou les effets de règle de foi ». Le Roi Très Chrétien ne peut faire moins que de casser l'édit par arrêt du Conseil et d'y rappeler que la bulle est « loi de l'Église et de l'État ». C'est que, si Louis XV a besoin de son Parlement, il lui faut aussi, à la veille de la guerre avec l'Angleterre, les subsides de son clergé. L'Assemblée solennelle tenue à Paris au mois de mai vote un « don gratuit » de seize millions, et le Roi lui demande d'étudier les moyens de ramener la paix dans les esprits. Les évêques, tous d'accord pour condamner l'intervention des Parlements dans la discipline ecclésiastique, cessent de l'être quand il s'agit de définir le cas où les sacrements doivent être refusés. L'assemblée se partage par moitié sans pouvoir conclure. Le

cardinal de La Rochefoucauld est à la tête des prélats modérés, qui cherchent des tempéraments et dont plusieurs voient, dans l'intransigeance de leurs confrères, une des causes de l'affaiblissement de la foi. Les deux partis décident que la contestation sera soumise au jugement paternel du Pape, et cette décision permet à Louis XV d'espérer une solution prochaine.

III

Tous ces événements se reflètent dans une correspondance intime de Mme de Pompadour, adressée à M. de Stainville. L'ambassadeur du Roi à Rome est chargé de la délicate mission d'obtenir de Benoît XIV, malgré les mauvaises dispositions du nonce et les intrigues des partis, les mesures de pacification qu'attend son maître. Dès les premiers jours, l'ami de la marquise avait eu l'oreille du Pontife, et les moindres avantages qu'il obtenait à Rome étaient pour elle comme des succès personnels. Sa reconnaissance, son amitié, son amour-propre étaient intéressés à la réussite de cette ambassade, obtenue non sans peine pour son protégé. On devine ces sentiments dès les premiers documents.

Le 3 janvier 1755 : « Le Roi est content de votre lettre particulière et de la conduite que vous avez tenue au sujet de l'archevêque. Je voudrais qu'avec toute la prudence imaginable, et sans commettre l'ambassadeur, vous puissiez vous ménager des moyens de parler seul au Pape. Peut-être pourra-t-il se trouver quelque occasion où cela pourrait vous être utile. » Le 1er février : « Ne perdez pas courage; ne vous laissez pas abattre par l'ennui que l'on m'a dit être terrible à Rome. Occupez-vous sans cesse des grandes affaires dont vous êtes chargé et auxquelles je veux absolument que vous réussissiez. Donnez-moi des armes pour faire oublier ce qu'on m'a dit, lorsque vous avez été nommé ambassadeur, et soyez sûr que je les emploierai efficacement. » Les préventions de Louis XV commencent à céder, si l'on en croit l'anecdote ainsi contée : « Le Roi m'a dit ce matin : « Que dites-vous de ce coquin de Stainville, qui veut déjà me tirer les vers du nez pour ma nomination au « chapeau »? M. de Soubise, qui était présent, a été surpris et fort aise du ton sur lequel vous êtes avec le Roi. Il vous aime et en a parlé en conséquence. » Soubise

appuiera, on peut le penser, la demande de l'ordre du Saint-Esprit que la marquise fait entrevoir à Stainville comme sa prochaine récompense. Que d'allusions désormais « à cette petite aune de ruban bleu », à « ce petit courrier bleu », qu'elle aura tant de joie d'envoyer à Rome !

Stainville sait l'art d'entretenir cette amitié vigilante par les grandes protestations et les petits présents. On le remercie plus d'une fois d'un bijou romain choisi pour plaire à un goût difficile : « L'opale que vous m'avez envoyée, monsieur, est admirable; vous m'avez fait grand plaisir. » Une autre fois, le cadeau retournera à son auteur : « Je vous rends mille grâces, monsieur, du camée que vous m'avez envoyé; la pierre est très belle et ornera parfaitement la jolie petite main de Votre Excellence... » D'autres jours, c'est une offre d'achat qui est transmise : « Je n'ai pas besoin du diamant rose. S'il est d'un prix médiocre et joli, je le prendrai peut-être; s'il est considérable, je n'en ai que faire. » Pour les autres cadeaux que fait l'ambassadeur, et pour lesquels il a la main prodigue, il est naturel que la marquise soit sa commissionnaire à Paris, surtout s'il s'agit de commande à sa propre manufacture de porcelaine. Le plus important envoi est destiné à Sa Sainteté en personne, et l'annonce en est piquante, car ce n'est point Stainville qui l'a payé :

« Il partira dimanche par les voitures à votre adresse le bénitier de Vincennes que vous avez commandé. Je l'ai trouvé beau, quoique simple. Offrez-le-lui de votre part. Je ne veux jamais qu'il sache que c'est de la mienne. Demandez-lui en payement un petit morceau de la Vraie Croix. Envoyez-le-moi par le premier courrier extraordinaire et ne faites pas de tricherie, car vous seriez un jour au désespoir d'avoir trompé la personne pour qui il est... Je suis fort aise que ma petite bague ait aussi bien réussi à Mme la duchesse de Strozzi. »

L'intérêt que porte Louis XV aux arrangements avec Rome apparaît presque en chaque lettre de la marquise, mais aussi, ce qui est plus surprenant, le désaccord qui existe souvent sur les affaires religieuses entre la pensée de la confidente et celle du maître. On ne peut expliquer autrement des allusions assez nombreuses : « Le fanatisme est ici à l'excès. Je ne fais point de réflexion sur la conduite que l'on tient, je gémis et me tais. » — « Je suis fâchée pour toutes sortes de raisons, messieurs, de la

situation où vous vous trouvez à Rome. Ma dernière lettre vous aura appris combien la conduite que l'on tient m'afflige. « Il faut attendre du temps et du fond de religion dont on est rempli le remède aux maux présents. Vous pouvez cependant affirmer que le Roi aime et aimera toujours l'Église et qu'il la soutiendra envers et contre tous. » — « Redoublez de courage et d'attachement pour le Saint-Père; tâchez d'augmenter votre crédit; augmentez-le, s'il est possible, et soyez sûr que la Cour de Rome n'y perdra pas. »

On ne retrouverait guère, en de tels propos, l'élève de Voltaire et l'amie des philosophes. Un avenir prochain étonnera bien davantage. Il n'est ici question que de politique, et l'admiration pour le sage esprit de Benoît XIV paraît sincère : « L'expédient que vous proposez pour les lettres des évêques ne paraît pas praticable. Nous connaissons très bien Mgr l'archevêque d'Auch et les autres. Ce sont des fanatiques qui, à ce que j'espère, ne feront pas d'impression sur un esprit aussi sage que celui de Sa Sainteté. »

Voici que les évêques s'assemblent, au mois d'avril-mai 1755, et les soucis ne font qu'augmenter : « Quelque tourment que le Roi et ceux qui y sont attachés se donnent pour accommoder les affaires, les monstres viennent toujours à la traverse. Les honnêtes gens se désespèrent. Je voudrais bien que vous puissiez rendre quelque important service au Roi. Mon amitié pour lui ne m'a pas laissée dans l'inaction à son sujet. Je suis de votre avis sur le Parlement et le Clergé; le terme ne peut se fixer; il dépend des temps, et le bandeau tombera de dessus les yeux. » — « J'aime le Saint-Père à la folie ; je voudrais que mes prières fussent bonnes; j'en dirais tous les jours à son intention. Ce qu'il a écrit au sujet des billets de confession est digne d'un pasteur qui veut la paix. On sent très bien ici que c'est à l'amitié que le Saint-Père a pour vous que l'on doit la prompte expédition de ses brefs. Vos amis ne le laissent pas ignorer. On paraît satisfait de vos services. M. de Machault est très maigre et très changé; j'ai pris toutes les précautions possibles pour être instruite du bien de l'État. »

Lorsque les prélats assemblés se sont décidés à écrire à Benoît XIV, le Roi charge son ambassadeur de fournir à Rome les éclaircissements nécessaires. La marquise lui écrit en même temps, le 10 novembre 1755 : « Une lettre des évêques au

Pape vous donnera vraisemblablement de l'inquiétude et peut-être beaucoup de peine à réussir. Mais j'espère des lumières du Saint-Père et plus encore dans son amour pour la religion, pour la personne du Roi et pour l'État, qu'il sentira la nécessité de mettre la paix dans l'Église et de ne pas laisser de prétexte aux fous, qui veulent anéantir la religion et mettre le feu au royaume. Les mêmes motifs vous animeront, monsieur, et me donnent bonne espérance. » Le 1er décembre, la lettre est plus pressante encore : « Quelque difficulté que vous trouviez, je ne doute pas du succès. Vous mettrez en usage l'esprit de persuasion que vous avez acquis, l'amitié du Saint-Père, la finesse et le liant de votre caractère, et puis encore notre attachement pour le Roi, pour son repos et pour le bien de l'État... *Parmi d'aussi grands noms je n'ose me placer!* Il est cependant très vrai que vous contribuez beaucoup à ma tranquillité. Je ne puis y aspirer tant que le Roi sera tourmenté et son royaume en combustion. Jugez quelle sera l'obligation que je vous aurai. Je n'en sentirai pas le poids, monsieur; l'amitié que j'ai pour vous le rendra plus léger. A moins de choses impossibles à prévoir, j'espère vous envoyer un petit courrier bleu, le jour de l'an. Convenez que c'est une jolie couleur. » M. de Stainville fut fait chevalier de l'ordre, dans la promotion du 1er janvier 1756, et la marquise annonça toute joyeuse « la marque éclatante de sa satisfaction » que le Roi donnait au négociateur de la paix dans l'Église de France : « Achevez un ouvrage si bien commencé. C'est le pot-de-vin que je demande pour le petit bleu. Osez dire après cela que je ne fais pas d'affaire à la Cour; il est vrai que c'est à celle de Rome. Bonjour, Excellence. Je suis ravie. »

IV

C'est à ce moment que se place un épisode important et mal connu de la vie de Mme de Pompadour, sa « conversion ». Il intéresse assez l'étude de son caractère et les mœurs du temps pour qu'on essaie d'en pénétrer les détails. Elle-même s'en expliqua un jour brièvement, dans une lettre de 1759 adressée au successeur de Benoit XIV pour lui dénoncer les jésuites de la Cour et l'instruire des relations qu'elle avait eues avec eux. Il s'agissait alors d'appuyer, d'accord avec Choiseul, une négo-

ciation entamée en cour de Rome « pour vaincre l'opposition des confesseurs, qui refusent de laisser approcher Louis XV des sacrements, tant qu'il gardera près de lui Mme de Pompadour ». C'est Choiseul qui tient la plume ; mais c'est elle qui raconte comment elle a rompu avec le Roi les liens de la faiblesse, ne voulant conserver pour lui « que les sentiments de la reconnaissance et de l'attachement le plus pur ». Le Père Pérusseau, confesseur du Roi, exigea alors « une séparation totale »; Louis XV ne voulut pas accepter. « Il répondit, écrit la marquise au Pape, que j'étais nécessaire au bonheur de sa vie, au bien de ses affaires; que j'étais la seule qui osât lui dire la vérité si utile aux rois, etc. Le bon Père espéra dans ce moment qu'il se rendrait maître de l'esprit du Roi et répéta toujours la même chose. Les docteurs firent des réponses sur lesquelles il aurait été possible de s'arranger, si les Jésuites y avaient consenti. Je parlai dans ce temps à des personnes qui désiraient le bien du Roi et de la religion ; je les assurai que, si le Père Pérusseau n'enchaînait pas le Roi par les sacrements, il se livrerait à une façon de vivre dont tout le monde serait fâché. Je ne persuadai pas et l'on vit, peu de temps après, que je ne m'étais pas trompée. »

Mme de Pompadour n'avait vu que des manœuvres intéressées dans l'opposition faite à son désir de pas s'éloigner du Roi. Le sentiment général était que les Pères se montraient envers le Roi intransigeants sur les principes, parce qu'ils comptaient en tirer avantage auprès du Dauphin. Barbier, qui n'a aucune affection pour eux, ne croit pas à tant de calculs : « Il est certain, dit-il, que, s'ils avaient été plus relâchés, ils pouvaient, avec adresse, conserver M. le Dauphin et se ménager la marquise. » Peut-être la morale de Bourdaloue suffirait-elle à expliquer une attitude que les politiques de cour ne comprenaient pas. Les Jésuites maintenaient avec vigueur, en effet, dans ce milieu si peu favorable, tout ce qu'ils pouvaient y sauver de vie chrétienne; ils y parvenaient à grand peine et se contentaient de guider parmi tant de dangers leur petit troupeau d'âmes fidèles.

Les avances d'une favorite devaient être suspectes à de tels hommes. Les voyant dédaignées, elle comprit qu'elle n'obtiendrait rien du Père Pérusseau, ni du Père Desmarets, son successeur, et se résolut à venir au but par d'autres voies. Elle ne

pouvait guère modifier son genre d'existence, qui la mêlait constamment aux plaisirs, aux fêtes, aux voyages, à toute la vie surmenée du Roi ; mais elle y ajoute ostensiblement des attitudes réservées, témoignant d'ambitions plus sérieuses. Tout en elle tendait à apaiser les préventions de la famille royale, à se montrer obligeante, empressée, dévouée aux intérêts de Sa Majesté. Peu à peu, elle cherchait à faire mieux encore : prévoyant un retour de l'ancien amant aux pratiques religieuses, elle se disposait à le suivre, à le précéder au besoin. C'était l'habileté suprême, qui n'échappait pas à quelques observateurs clairvoyants. Croÿ note en son journal : « Son système, que j'avais entrevu depuis plusieurs années, était de gagner l'esprit du Roi, et, suivant à la lettre Mme de Maintenon, de finir par être dévote avec lui. »

A Saint-Cyr même, où règne cette glorieuse mémoire, Mme de Pompadour est prise fort au sérieux. Des religieuses, au parloir, louent hautement son caractère et ses qualités, et Mme de Louvigny, qui conseille le jeune La Beaumelle pour son ouvrage sur Mme de Maintenon, l'engage à veiller sur sa plume, parce qu'un manque de retenue dans certains récits pourrait choquer cette « vestale ». Les religieuses voient souvent les choses du monde avec des yeux bien naïfs; il faut cependant qu'une transformation très apparente se révèle chez la marquise pour qu'on ose aujourd'hui la comparer à une prêtresse de Vesta. La Beaumelle, au reste, en fait l'épreuve à ses dépens. Quand son ouvrage paraît, la marquise se dit choquée du ton qu'a pris l'auteur en contant l'histoire de La Vallière; sa narration d'amours royales lui a déplu, et, l'année suivante, elle ne se soucie point de le défendre contre les dénonciations de Voltaire, qui mèneront l'indiscret à la Bastille.

Les esprits avaient beau être préparés à de nouveaux changements dans cette existence, celui qui survint eut l'imprévu d'un coup de théâtre. Quatre ans après avoir obtenu les honneurs de duchesse, Mme de Pompadour fut nommée à une de ces charges de Cour que les plus grandes dames sollicitaient : « L'événement inattendu, raconte M. de Croÿ, éclata, au grand étonnement de tout le monde, le dimanche 6 février (1756) : Mme la marquise de Pompadour fut déclarée dame du palais de la Reine. Mais ce n'est pas tout : elle se déclara en même temps dans la dévotion! La veille, elle fit, ce qu'elle ne faisait jamais,

maigre dans les Cabinets, et il devint public que depuis deux mois elle avait des conférences avec le Père de Sacy, jésuite, et qu'elle l'avait déclaré son confesseur. Elle retrancha sa toilette publique et, le mardi suivant, elle reçut les ambassadeurs à son métier de tapisserie; ainsi on passa de la toilette au métier... » Ce fut à Versailles une incroyable émotion : « On dit qu'elle allait quitter le rouge ; mais, au contraire, elle fut extrêmement parée ce jour-là, et elle fit son service chez la Reine avec un air tranquille, comme si elle n'avait jamais fait autre chose. La Reine se distingua dans cet événement, comme dans tous les autres, par sa douceur et sa modération... Elle dit à ceux qui s'en étonnaient que cela lui paraissait tout simple, « le Roi en ayant déjà eu deux de son palais » : Croÿ ajoute : « Il est vrai que ce n'était pas la même chose », réflexion qui en dit long sur l'indulgence dont un grand seigneur entourait les faiblesses de Mmes de Mailly et de Châteauroux.

Versailles, qui n'avait jamais pardonné son élévation à une fille de bourgeoisie, ne tarissait point de méchancetés sur cette conversion prodigieuse, venue si à point pour adoucir les préventions de la Reine ; et les imaginations s'échauffaient sur ce que pouvait attendre encore une favorite comblée, qui voudrait sûrement être un jour dame d'honneur. La nomination s'était passée, du reste, de la façon la plus correcte ; le Roi ayant demandé par écrit à la Reine qu'elle le trouvât bon, celle-ci, quel que fût son sentiment véritable, avait répondu, par un billet du même ton, que le choix du Roi était le sien. Tout était arrangé d'avance par la duchesse de Luynes, qu'on avait vue plusieurs fois entrer chez la marquise. Comme toutes les places de dames du palais avaient leur titulaire, la nouvelle n'était nommée qu'à titre de surnuméraire et pour servir seulement de temps en temps. Elle fut l'après-dînée, après la présentation à la Reine, faire des visites à Mmes de Villars et de Luynes. Elle leur dit « qu'elle n'avait point demandé, ni désiré cette place ; qu'on l'avait obligée à la prendre et qu'elle n'avait agi que par le conseil de son confesseur ». On peut accepter une affirmation qui s'accorde avec ce que l'on sait des idées du Roi ; il désirait marquer définitivement aux yeux de tous, et par un acte éclatant, le caractère irréprochable de son amitié.

Le conversion étonna bien davantage. La marquise ne l'avait

laissé prévoir à personne de son entourage intime. Lorsqu'elle avait perdu sa fille deux ans auparavant, sa douleur maternelle ne l'avait inclinée à rien de semblable et il paraissait extraordinaire qu'elle prît des principes de dévotion, sans attendre l'âge où les femmes de son temps renonçaient du même coup au « rouge » et au péché. On le pouvait croire d'elle moins que de toute autre. Cette élève des philosophes, ayant vécu et se plaisant encore parmi eux, ne semblait point destinée à édifier le monde par une pratique soudaine de la religion. Aussi ses plus anciens familiers voyaient-ils seulement dans son cas l'acte d'une bonne politique, que Voltaire n'eût pas désavouée. C'est à celui-ci que le duc de la Vallière le narrait en ces termes : « Un rayon de la grâce a éclairé, mais sans ivresse. Quelques changements médiocres en sont le seul témoignage. On ne va plus au spectacle, on a fait maigre trois fois la semaine pendant le carême; mais à la condition qu'on n'en serait pas incommodée. Les moments qu'on peut donner à la lecture sont vraisemblablement employés à de bons livres. Au reste, la même vie, les mêmes amis, et je me flatte d'être du nombre; aussi aimable qu'on a jamais été et plus de crédit que jamais. Voilà la position où l'on est et qui fait qu'on voudrait des psaumes de votre façon. On vous connaît, on vous admire, on veut vous lire encore, mais on veut vous prescrire l'objet de ses lectures. Je vous le répète, il faut que vous nous donniez une heure par jour et bientôt vous verrez que vous aurez servi à nos desseins et à votre réputation. Je vous le dis encore sans fadeur, de tout temps vous avez été destiné à faire cet ouvrage... »

Occupé à répandre *la Pucelle* sous le manteau, Voltaire n'était point en goût de traduire les psaumes de David pour « faire le plus grand plaisir à Madame ». Il préféra manquer cette occasion offerte de rester en grâce. Mais Boucher, peintre ordinaire de la marquise, sut orner son livre d'heures d'une *Turris Davidica*, qui rappelle les tours de son blason et de quelques aquarelles angéliques qu'on ne peut regarder sans sourire.

Le « confesseur », dont Mme de Pompadour faisait sonner un titre qui l'étonnait elle-même, ne lui avait point encore, à vrai dire, administré le sacrement de pénitence. Il se contentait d'obtenir ces actes extérieurs qui préparent à recevoir la grâce. On voyait la marquise lire des ouvrages de piété; elle allait à la messe tous les jours à la suite de la Reine et accompagnée de

tous ses gens; la messe dite, elle restait longtemps agenouillée, mains jointes et coiffes baissées. Était-ce donc là pure comédie? Trompait-elle les gens par sa visite aux Capucines de Paris et ses longues prières dans la chapelle où reposait sa chère petite Alexandrine? De bons juges, exigeants sur ce chapitre, affirment sa sincérité : « Comme elle n'avait jamais paru fausse en rien, dit M. de Croÿ..., les apparences étaient qu'elle était de bonne foi. » — « Elle a une mauvaise santé et plusieurs incommodités, ajoute le duc de Luynes; ce sont des moyens dont Dieu se sert souvent pour opérer les conversions. Elle paraît de très bonne foi. » Le duc s'attend même à de plus grands événements. Si son repentir est total et si elle veut sérieusement s'occuper de son salut, il est de ceux qui croient qu'elle ne pourra guère rester à la Cour, « où sa conduite a été malheureusement trop affichée, même aux yeux de l'Europe ». Ces témoins sont en relations avec les Pères, et c'est leur avis qu'ils enregistrent.

Luynes ajoute des précisions édifiantes, qui semblent venir du cercle de la Reine : Mme de Pompadour dit elle-même qu'elle n'a pas l'attrait et le goût pour la dévotion qu'elle désirerait avoir, et que c'est une grâce qu'elle espère obtenir par ses ferventes prières. En effet, elle agit en conséquence. Elle prie Dieu pendant assez longtemps dans la journée; elle voit souvent le P. de Sacy; elle a des conversations avec lui. Non seulement elle se conduit par ses conseils, mais elle a même fait consulter en Sorbonne ce qu'elle devait et pourrait faire dans les circonstances où elle se trouve. Tous ceux qui la connaissent sont bien persuadés qu'il ne se passe aucun mal entre le Roi et elle, depuis près de trois ans. Depuis la mort de sa fille, elle a fait de sérieuses réflexions; elle assiste aux offices de l'Église avec piété... Il ne reste plus qu'à désirer que ces heureux commencements de piété se continuent avec la même ferveur et qu'ils fassent réellement impression sur l'esprit du Roi. » Comme les temps sont changés! On en est venu à compter sur Mme de Pompadour, pour obtenir la conversion du Roi par l'exemple de la personne qui connaît le mieux son caractère. Louis XV, il est vrai, n'y semble guère disposé, asservi à ce moment même par ses habitudes du Parc aux cerfs; mais un tel espoir plaît aux âmes indulgentes, et les partisans de la marquise en soutiennent mieux que le moment serait mal choisi pour sa retraite.

Les indifférents comme les adversaires, persistent à croire à une comédie; encore la jugent-ils manquée et prête à un dénouement fâcheux. Croÿ note leurs propos contradictoires : « On disait qu'après un pareil scandale il n'y avait que la séparation la plus absolue qui pût commencer une vraie conversion; de sorte que les personnes qui avaient de la religion trouvaient qu'il s'en fallait de beaucoup que ce fût assez, et les personnes qui n'en avaient pas trouvaient qu'elle courait risque de se faire culbuter et que c'était une faiblesse déplacée. Les deux partis étaient très étonnés et mécontents..., à commencer par les plus intimes. Tout le monde s'y perdait. »

Si l'on eût mieux connu la marquise et les dures épreuves morales qu'elle avait subies, on eût hésité à la traiter d'hypocrite. Quelques mots d'elle sur ce point ont l'accent de la vérité : « De longues réflexions sur les malheurs qui m'avaient poursuivie, même dans la plus grande fortune, la certitude de n'être jamais heureuse par les biens du monde, puisqu'aucun ne m'avait manqué et que je n'avais pu parvenir au bonheur, le détachement des choses qui m'amusaient le plus, tout me porta à croire que le seul bonheur était en Dieu. » Le dégoût des choses du monde, bien naturel dans une pareille vie, pouvait commencer une conversion. L'année suivante, faisant son testament, elle suppliera Dieu « de lui pardonner ses péchés, de lui accorder la grâce d'en faire pénitence et de mourir dans des dispositions dignes de sa miséricorde, espérant apaiser sa justice par les mérites du sang précieux de Jésus-Christ ». Pour adopter si strictement les formules pieuses, la femme, qui pense à la mort, a pu essayer de renoncer, au moins un moment, à l'attitude « philosophique » de sa vie.

Aux sentiments de Mme de Pompadour se mêlaient, par malheur, trop de politique et un intérêt personnel trop direct pour que sa bonne volonté pût aller jusqu'aux sacrifices nécessaires. Son guide en cette affaire avait été M. de Machault, qui comptait en même temps plaire à la Reine et à la famille royale en ramenant au bercail une brebis de qualité. C'est lui qui indiqua le P. de Sacy, dont il avait été l'élève et que connaissait aussi un nouvel ami de la marquise, le prince de Soubise. Le procureur des Missions des Jésuites était une des rares lumières que la compagnie comptât en France, où elle ne produisait plus, depuis quelques années, de grands sujets. Malgré leur goût pour les

conversions retentissantes, les confrères du P. de Sacy semblent avoir accueilli avec défiance l'appel de Mme de Pompadour. Lui-même, mandé à Versailles, non pour la confesser, mais pour l'éclairer, eut à formuler les conditions inséparables d'une réforme : « Je lui montrai mon âme toute nue, écrira la marquise; il m'éprouva en secret depuis le mois de septembre jusqu'à la fin de janvier 1756. » Dure bataille, où le Jésuite gagna d'abord quelque terrain.

Obligée de donner un premier gage, elle dut se rappeler qu'elle était femme mariée et accomplir un acte préliminaire qui lui coûta cruellement : elle écrivit à son mari une lettre de repentir, dont le prêtre fit le brouillon. Luynes a su l'intervention du P. de Sacy : « Par son conseil, lorsqu'il a été question de la place de dame du palais, elle a écrit à M. d'Étioles pour lui proposer de retourner avec lui, s'il le voulait bien, sinon qu'elle le priait instamment de revenir avec elle et que, dans tous les cas, elle lui demandait non seulement son agrément, mais sa volonté, avant que d'accepter une place de dame du palais qu'on lui offrait. La réponse de M. d'Étioles (qu'on appelle actuellement M. Le Normant) a été qu'il ne pouvait accepter les deux premières propositions, mais qu'il donnait volontiers son consentement pour qu'elle acceptât la place dont elle parlait. » A l'heure même où les familiers ébruitaient discrètement cette humiliation courageuse, on apprit que M. de Machault, dans la crainte que le mari ne fît une réponse trop vive ou différente de celle qu'on désirait, était allé lui parler à Paris. M. de Soubise l'y avait précédé, chargé de faire entendre qu'on avait assurément toute liberté d'agréer le retour de l'épouse, mais que le Roi en pourrait être désobligé. Cette démarche si prudente des amis de la dame n'était pas sans ôter quelque chose à l'admiration qu'eût méritée sa conduite.

La correspondance conjugale ne fut connue que par les on-dit de la Cour. Luynes lui-même en ignore la teneur véritable. On s'expliquera que la marquise ni ses amis ne l'aient pas exactement divulguée, car la réponse de M. Le Normant ne manque ni de hauteur ni d'ironie (1).

(1) « Je reçois, madame, la lettre par laquelle vous m'annoncez le retour que vous avez fait sur vous-même et le dessein que vous avez de vous donner à Dieu. Je ne puis qu'être édifié d'une pareille résolution. Je ne suis point étonné de la peine que vous vous feriez de vous présenter devant moi, et vous pouvez aisément juger

La lettre pouvait être dure, l'essentiel était de la tenir. On avait escompté le refus de reprendre la vie commune, le fermier-général s'étant fait une existence libre et somptueuse, où la présence d'une épouse repentie n'eût apporté aucune consolation. La négociation de Soubise et de Machault n'eut donc pas besoin d'être accompagnée d'un marché. Assurément Mme de Pompadour se fût prêtée à tout, tant elle attachait de prix, pour le moment et pour l'avenir, à ce que le lien conjugal fût desserré par son mari lui-même. Cet obstacle écarté de son chemin, elle se chargeait de venir à bout de tout le reste. Elle triomphera de pouvoir écrire, à propos d'un changement souhaitable dans la conduite du Roi : « Ce n'est pas de mon côté qu'il faut craindre de mettre des conditions désagréables; celle de retourner avec mon mari n'est plus proposable, puisqu'il a refusé pour jamais et que par conséquent ma conscience est fort tranquille à ce sujet; toutes les autres ne me feront aucune peine. »

Ce qu'elle veut qu'on sache d'elle, elle l'écrit à son cher Stainville, le 9 février, en lui racontant sa conversion, parmi d'autres événements de sa vie de cour : « J'ai bien fait parler de moi, monsieur, depuis huit jours : 1° mon raccommodement avec le duc d'Orléans et le comte de Clermont, que le Roi m'a amenés; 2° le parti de dévotion, que j'ai pris après de très mûres et longues réflexions. On m'accuse de finesse, d'habileté, de prévoyance et même de fausseté. Je ne suis pourtant qu'une pauvre femme qui cherche depuis vingt ans le bonheur et qui croit l'avoir trouvé. J'ai écrit à mon mari par ordre du P. Sacy. Il m'a répondu qu'il me souhaitait toutes sortes de bien, mais qu'il ne voulait jamais me voir. Le révérend a encore exigé que j'eusse une place à la Cour pour plus de décence. Le Roi a bien voulu écrire à la Reine, qui m'a faite surnuméraire de son palais. J'aurais été très affligée d'être en titre, mes battements de cœur ne me permettant pas de faire un service assidu, et je l'ai demandé. Votre amitié pour moi vous rendra ces ennuyeux détails intéressants. » La confidence est assez complète, toutes les vanités restant soigneusement sauvegardées.

de celle que je ressentirais moi-même. Je voudrais pouvoir oublier l'offense que vous m'avez faite. Votre présence ne pourra que m'en rappeler plus vivement le souvenir. Ainsi le seul parti que nous ayons à prendre l'un et l'autre est de vivre séparément. » (J'ai retrouvé cette pièce dans l'étude notariale de Paris qui eut pour client M. de Marigny.)

V

Après l'ami, elle endoctrine l'ambassadeur. Se croyant devenue bonne catholique, elle pense être en droit de faire savoir au Saint-Père son sentiment sur les divisions du clergé : « Vous ne serez pas surpris du désir que j'ai de voir finir notre grande affaire. Les fanatiques dont vous me parlez font beaucoup de tort à la religion. Ils sont connus et nous désolent depuis longtemps. J'en ai toujours été tourmentée; jugez à présent comme ils me déplaisent, et quel service vous rendrez à l'État, et à moi en particulier, si vous pouvez rétablir la paix dans l'Église. Il faut, je crois, que le Pape fonde les articles des deux partis et qu'il prenne ce qu'il y a de bon de chacun pour en faire un tout. Je ne vois pas d'autre parti; je puis cependant me tromper. » La marquise raisonne avec sagesse, et il est vrai que Benoît XIV travaille à la conciliation; mais, comme toujours, des vues toutes personnelles la guident, et parmi les « fanatiques » qu'elle dénonce, elle pense surtout à ses ennemis, l'archevêque de Paris et les Jésuites de la Cour. Ceux-ci, en effet, ne désarment point : c'est toujours son éloignement que réclament ces casuistes impertinents, entêtés à imposer « la réparation d'un scandale ». Le P. Desmarets vient encore de l'offenser : prié par elle de venir la voir, il a répondu qu'il la verrait volontiers à Paris, mais ne le peut dans « le lieu où elle habite ». Le ressentiment s'étale dans sa correspondance avec Stainville, et l'on voit qu'elle est fort loin d'approuver certains ménagements du Roi : « L'âge du Pape me fait trembler. Nous voilà dans une crise très forte. J'espère qu'enfin le Roi ouvrira les yeux, qu'il verra à quel point on a abusé de sa confiance et qu'il reprendra une autorité qu'il n'aurait jamais perdue s'il avait daigné croire les honnêtes gens qui lui sont attachés. » Un autre jour, la plainte sera plus dure encore : « Hélas! monsieur, si le Roi voulait chasser deux fripons et un imbécile, il serait aussi grand dans l'intérieur de son royaume qu'il l'est en Europe. » Le lot comprend assurément le comte d'Argenson et l'archevêque de Paris.

Tout ce qui touche les négociations à la cour de Rome, intéresse, on le voit, les passions de la marquise. Dans son entourage, Bernis, qu'elle a fait entrer au Conseil, la tient au courant

des affaires du Parlement, que le Roi l'a chargé de suivre. Elle y voit une occasion de lier entre eux deux hommes qu'occupent les mêmes questions : « L'abbé de Bernis, dit-elle à Stainville, a toutes les qualités essentielles et aimables. Je veux qu'il vous plaise. Il est dans mon avantage que tous mes amis s'entr'aident. » Certains renseignements survenus par le secret des postes permettent à la marquise de fournir quelques indications utiles à l'ambassadeur sur les choses et les gens, par exemple quand elle le met en garde contre le nonce Durini : « J'ai lu votre mémoire sur les cardinaux. Je n'ai rien à dire sur le détail que vous faites des Éminences que je ne connais pas; mais pour Mgr Durini, je vous apprends qu'avec tout votre esprit, vous n'êtes qu'une petite bête de vous être laissé attraper par son air de bonhomie. Il n'est rien moins que ce qu'il vous a paru. Tout le temps qu'il a été ici, il l'a employé à peindre les actions du Roi des couleurs les plus odieuses. Son joli neveu, sur lequel vous comptiez, l'a invité, quand il est resté seul après son départ. Vous pouvez être aussi sûr de ce que je vous mande que si vous l'aviez vu. Gardons-nous de ces hypocrites. »

Au cours de cette année 1756, Stainville mène à Rome sa négociation périlleuse, contrecarrée au Vatican par les efforts du parti violent et du nonce lui-même. Le Pape est, par bonheur, fort attaché à la personne du Roi et anxieux de rendre la paix à la France; il donnerait, dit-il, sa vie pour l'obtenir. Comme il veut que la conciliation soit définitive, tous les termes de la lettre encyclique qu'il prépare sont pesés avec l'ambassadeur, qui a dû prendre à cette occasion quelques leçons de théologie. C'est « la grande affaire » dont la marquise l'entretient dans toutes ses lettres et qui doit être le couronnement de sa mission romaine. Impatient de se montrer à Paris, il escompte un succès prochain et a demandé une gratification et un congé. Mme de Pompadour lui fait entendre que tout ne va pas à leur souhait et que les éternels combattants ménagent de fâcheuses surprises :

« Si j'avais été crue, monsieur, il y a plus de deux mois que l'affaire de Rome serait finie, et nous n'aurions pas à craindre dans ce moment les suites fâcheuses de la mort du cardinal Valenti. Mais dans ce pays on ne fait rien : les magistrats et prélats consultés ont mis une lanternerie insupportable. Dieu veuille qu'il ne nous arrive pas de mal! »

Ces pressentiments se justifient. Au moment où l'on touche au but, grâce à la bonne volonté pontificale, alors que le projet d'encyclique vient d'être communiqué confidentiellement à Versailles, Christophe de Beaumont, pressé par les incidents douloureux de son diocèse, paraît vouloir devancer le Pape et rompre la trêve. De sa maison de Conflans, le 19 septembre, sort le mandement « sur l'autorité de l'Église ». Le prélat y repousse avec passion toute idée d'accommodement : « La séduction des esprits, dit-il, les intérêts politiques, l'inconstance des opinions humaines, le spécieux prétexte de maintenir la tranquillité publique, ne feront jamais illusion à cette sainte Épouse de Jésus-Christ. Les humiliations, les bannissements, les supplices, la mort même de ses ministres n'ébranlent jamais son courage... » Ces pages ardentes accompagnent un dispositif d'excommunication auquel vont adhérer seize évêques. La Chambre des vacations n'hésite pas à intervenir, faisant défense à tout prêtre de publier le mandement, à tout imprimeur de le mettre en pages, sous les menaces corporelles les plus sévères.

Cette nouvelle prise d'armes des partis fait écrire à Mme de Pompadour, le 26 septembre : « Vous serez instruit de la dernière folie de l'archevêque. Le Parlement n'est pas plus raisonnable. Chacun veut être le maître ; le Roi le trouve bon apparemment. Je ne crois pas que cela puisse durer, et en tout le Roi soutiendrait la lettre du Pape. Son caractère et le fond de religion qu'il a le détermineront, mais peut-être trop fort. A tout cela je tâche, chose difficile, de ne pas perdre mon sang-froid, de ne pas me tuer, de faire le bien, d'empêcher une partie du mal... » Dans la même lettre, une des plus nourries de la correspondance, la marquise achève de se rendre justice et se complaît dans le miroir de sa belle âme : « Le sermon de M. l'ambassadeur serait admirable, s'il n'était fondé sur un texte faux. Il est bien vrai que, si je ne suivais que mon goût pour la liberté et la tranquillité, je serais depuis longtemps loin d'un pays dont l'esclavage ne peut pas plaire, quand les passions ne retiennent plus ; mais je sens que je dois au Roi par reconnaissance le sacrifice de cette liberté si chère. Je reste donc, et malgré les conseils de la sagesse, qui ne vous plaisent pas à un certain point, et mes nerfs attaqués à un excès périssable (?), j'ai pris le parti de faire de mon mieux pour empê-

cher le progrès d'un mal qui me mettrait au tombeau incessamment. Je travaille de toutes mes forces à diminuer ma sensibilité et j'emploie tous les moyens honnêtes pour empêcher les maux qui troublent l'intérieur du royaume. »

Le comte de Stainville mettra tout son esprit, tout son art de flatterie à féliciter sa correspondante de sa vaillance; mais rien n'allégerait la mission difficile dont il est chargé, sans la confiance personnelle du Saint-Père qui, par bonheur, lui reste acquise. A Rome, la conduite de Christophe de Beaumont a été jugée « un emportement peu respectueux pour le Roi, et même pour le Pape. » Celui-ci en a écrit à Louis XV : « Nous prions Votre Majesté de continuer d'user de son héroïque modération à l'égard du pauvre archevêque de Paris... sur ce qu'il n'a pas fait, dans l'embarras où il se trouvait, toutes les réflexions qu'il aurait dû faire pour ne pas manquer de parole à son maître. » En même temps, Benoît XIV hâtait la rédaction dernière de son encyclique au Clergé de France, et l'ambassadeur, qui aspirait à revenir à Paris, se voyait obligé de rester à Rome jusqu'à la conclusion des événements.

Au milieu de ses préoccupations, il recevait de Mme de Pompadour cette lettre, envoyée le 17 octobre, où tous ces incidents sont mentionnés :

« J'ai la plus grande impatience, monsieur, de voir arriver la lettre du Saint-Père. J'espère qu'elle mettra la paix dans l'intérieur du royaume, et, en vérité, il était temps de terminer cette guerre intestine. L'archevêque a été poussé à la démarche imprudente qu'il a faite par les évêques violents, qui ont craint qu'il ne se soumît à la décision que le Pape va envoyer, et qui ont voulu tellement embrouiller les affaires qu'il ne fût plus possible de se servir de l'autorité de Sa Sainteté. Ces motifs ne sont rien moins que célestes, mais au contraire de pure intrigue et par des vues très humaines. Vous devez sentir qu'à l'arrivée de la lettre encyclique, tout ne sera pas fait, et qu'il faut voir après quelle sera la conduite des évêques à cet égard. Si elle est bonne, comme je l'espère, vous pourrez en avoir la nouvelle avant la fin de novembre.

« Voudriez-vous exposer la faible santé de votre femme à voyager pendant le mois de décembre? Consultez bien votre prudence et non le désir de revenir en France. Voyez avant

tout si votre présence n'est pas nécessaire auprès du Saint-Père. Il ne faut pas qu'on puisse vous reprocher de n'avoir pas fini l'affaire du monde la plus importante, après tant de peines, de soins et de succès aussi heureux, pour trois mois d'ennuis de plus ou de moins. Je vous mets en colère dans ce moment, mais j'en appelle à votre esprit de sang-froid. Il dira que j'ai raison pour votre gloire personnelle, pour le bien de la chose et pour un million d'autres [raisons] trop longues à écrire. Tant mieux que le Pape ait prié le Roi, dans sa très excellente lettre, de ne pas punir l'archevêque. C'est une preuve de plus qu'il méritait de l'être. Le Roi me paraît dans la ferme intention de mettre ordre à tous les troubles; Dieu veuille l'affermir dans ces bonnes résolutions! Il faut qu'il soit le maître avec justice. Voilà ma sentence. »

Le 9 octobre, l'ambassadeur transmet deux lettres du Pape. L'une est relative à l'archevêque et va satisfaire le Roi; l'autre, à laquelle Stainville paraît attacher peu d'importance, lui vaut ce billet, qui paraîtrait bien impertinent, si l'on n'y voyait le reflet d'une pensée royale : « Je suis bien fâchée que le Saint-Père ait écrit au Roi pour faire une Ligue catholique; ce qu'il y a de pis, c'est qu'il en a apparemment fait autant à tous les autres princes. Qu'est devenue sa sagesse, et comment a-t-il oublié la guerre de Trente ans? Faites lui lire, s'il ne s'en souvient plus. Il sentira aisément que ce qu'il propose est le plus sûr moyen d'embraser toute l'Europe. »

La plupart du temps, les opinions exprimées par la marquise reflètent celles des conseillers du moment, Machault et l'abbé de Bernis. Ce qui vient d'elle-même est d'un ton plus féminin : « Sa Majesté ne vous soupçonne pas d'avoir envie de quitter le service. Finissez, je vous prie, vos petites lamentations à ce sujet, et songez que vous auriez servi dans ses armées très bien, mais avec plus d'un égal, et que vos services à Rome n'en auront pas. Vous ne serez donc point réduit, monsieur l'ambassadeur, à être soldat, encore moins à désirer une place dans mon hôpital de Crécy. » Elle sait combien Stainville est désiré à Paris, étant d'ailleurs de ceux qui ne sauraient se passer longtemps d'y paraître. Elle insiste pour le retour à son poste : « Je vous invite encore à lire très attentivement ma lettre de lundi, sans humeur et sans désir de retour. Vous me prendrez en aversion; les personnes qui, par-dessus tout,

désirent de vous voir, vous affermissent merveilleusement dans cette façon de penser. Mais à tout cela, je resterai dans mes principes; il faut servir ses amis, même malgré eux. »

L'encyclique pacificatrice était arrivée à Versailles le 27 octobre. Louis XV la faisait publier suivant les formes d'usage dans le royaume. Un exemplaire, imprimé à l'imprimerie royale, parvenait à chaque archevêque et évêque, avec une lettre du Roi l'exhortant à diriger sa conduite sur les règles si sagement établies par Sa Sainteté et à attendre, toutefois, pour faire usage public du document pontifical, qu'il fût revêtu des lettres patentes. Quelques prélats montrèrent des scrupules; tous s'inclinèrent devant l'autorité suprême. Puis, les difficultés surgirent d'un autre côté, car, devant l'ingérence de Rome, les magistrats entraient en insurrection. Tandis que le Châtelet faisait lacérer et brûler par la main du bourreau le mandement de l'archevêque, les Parlements de Rouen et de Paris « supprimaient » l'encyclique du Pape comme contraire aux libertés de l'Église gallicane, interdisaient aux évêques de la publier et même d'en faire mention. Tout allait être remis en question. Il fallait en finir.

Machault ne doutait pas qu'un acte de force n'en imposât aux rebelles. La marquise y poussait, croyant aveuglément aux plans de son ami. Elle recevait confidence, dans le plus grand secret, des édits et déclarations qu'il rédigeait pour être enregistrés en lit de justice. Le Roi vint le tenir au Palais, le 13 décembre, et avec des formes particulièrement solennelles imposa l'enregistrement. Cette longue séance, où parmi les magistrats silencieux courait déjà le mot d'ordre de cesser leur service, se termina par ces paroles de Louis XV : « Messieurs, vous venez d'entendre mes volontés. Je ferai respecter mon autorité par tous ceux de mes sujets qui voudront s'en écarter. » Le jour même, les démissions du Parlement arrivaient en masse sur le bureau du chancelier. La crise la plus grave s'annonçait. Cependant le Roi écrivait au Pape, en l'assurant de sa reconnaissance royale et de la « fermeté invariable » avec laquelle il veillerait désormais, d'accord avec lui, au maintien de la paix religieuse.

Cette paix tenait particulièrement à cœur à Louis XV, et la négociation, qui l'avait procurée du côté de Rome, allait être un des principaux titres du futur duc de Choiseul aux pro-

chaines faveurs du maître. Mais Mme de Pompadour n'était pas éloignée de croire qu'elle y avait travaillé autant que personne, tout au moins en soutenant auprès du Roi un ambassadeur aussi précieux. On sourit à l'entendre raconter à celui-ci la part magnifique qu'elle s'attribue dans les derniers événements. Elle le renseigne de la Muette, où la Cour est revenue après la cérémonie du 13 décembre : « Je ne puis vous dire à quel point je m'intéresse à la santé du Saint-Père. Vous en jugerez aisément par l'attachement que vous me connaissez pour l'État et pour la religion. » — « Le Roi a tenu son lit de justice aujourd'hui... Il y a porté les lois les plus sages et les plus fermes : le Pape en sera sûrement satisfait. Vous me connaissez assez pour être sûr que je contribuerai de tout mon pouvoir à l'exécution des volontés du Roi. Il faudra du courage : j'en ai plus qu'il ne faut. Reste à savoir si mon chétif corps y tiendra. » Sans doute attendait-elle que l'Église lui témoignât quelque gratitude. Certaines complaisances eussent appuyé utilement le grand effort qu'elle venait de faire sur elle-même pour se convertir. Elles manquèrent, et les dispositions de son âme ne tardèrent pas à s'en ressentir.

VI

Quelque justice qu'on veuille rendre aux qualités naturelles de la marquise, on ne saurait trouver en elle les dispositions qui rendent capable des sacrifices héroïques. Celui que l'Église exigeait d'elle pour assurer sa conversion définitive, était une retraite, au moins momentanée, de la Cour, et c'était le seul qu'elle fût bien décidée à ne pas faire. Elle connaissait trop le Roi et son facile oubli des absents pour commettre cette faute évidente de conduite, en vue d'une chose aussi vague à ses yeux que son salut éternel. Le P. de Sacy paraît s'en être rendu compte, au bout de peu de temps, et avoir quitté, sans y insister, cette partie difficile. On lui demandait de diriger une dame qui voulait bien assister à des messes, lire des prières et faire des aumônes aux couvents, mais qui entendait ne rien sacrifier de sa vie, ni rien réparer du scandale ancien ; un prêtre scrupuleux ne pouvait se charger d'une pareille direction. La marquise donne de sa retraite d'autres raisons : « Le Père, écrira-t-elle à Clément XIV, fit changer les escaliers

qui donnaient dans mon appartement, et le Roi n'y entre plus que par la pièce de compagnie. Il me prescrivit une règle de conduite que j'observai exactement. Ce changement fit grand bruit à la Cour et à la Ville. Les intrigants de toute espèce s'en mêlèrent ; le P. de Sacy en fut entouré et me dit qu'il me refuserait les sacrements tant que je serais à la Cour. Je lui représentai tous les engagements qu'il m'avait fait prendre, la différence que l'intrigue avait mise dans sa façon de penser, etc. Il finit par me dire que l'on s'était trop moqué du confesseur du feu Roi, quand M. le comte de Toulouse était arrivé au monde, et qu'il ne voulait pas qu'il lui en arrivât autant. Je n'eus rien à répondre à un semblable motif et, après avoir épuisé tout ce que le désir que j'avais de remplir mes devoirs put me faire trouver de plus propre à le persuader de n'écouter que la religion et non l'intrigue, je ne le vis plus. » Mme de Pompadour, blessée, irritée de se voir soupçonner dans des sentiments qu'elle se figurait parfaitement purs, ne devait pas pardonner à ce jésuite, ni aux intentions qu'elle soupçonnait derrière ses exigences de casuiste.

Moins informé ou moins difficile, un séculier se trouva, qui mit à l'aise la conscience de la pénitente. Il faut écouter le récit qu'elle en fait, dans ce même écrit destiné à faire connaître au Pape les menées des Pères et le tort qu'ils font à l'âme du Roi : « Malgré la patience extrême dont j'avais fait usage pendant dix-huit mois avec le P. de Sacy, mon cœur n'en était pas moins déchiré de ma situation. J'en parlai à un honnête homme en qui j'avais confiance : il en fut touché, et il chercha les moyens de la faire cesser. Un abbé de ses amis, aussi savant qu'intelligent, exposa ma position à un homme fait ainsi que lui pour la juger ; ils pensèrent l'un et l'autre que ma conduite ne méritait pas la peine que l'on me faisait éprouver. En conséquence, mon confesseur, après un temps d'épreuves assez long, a fait cesser cette injustice en me permettant d'approcher des sacrements ; et quoique je sente quelque peine du secret qu'il faut garder pour éviter des noirceurs à mon confesseur, c'est cependant une grande consolation pour mon âme... »

Le récit ne manque pas d'onction et le successeur de Benoît XIV a dû en être édifié. Un détail, passé sous silence, y ajoute pour nous quelque piquant. C'est que le confesseur de

la marquise lui fut procuré par le lieutenant de police. Ce personnage, un de ses confidents les plus intimes, portait le petit collet; renseigné par ses fonctions sur le clergé facile, il y découvrit l'homme conciliant : « M. Berryer, raconte Bernis, choisit un confesseur, qui la trouva en état de faire ses Pâques sans exiger de renoncer à la société du Roi et, par conséquent, sans la réparation du scandale. »

De tels accommodements avec le ciel n'étaient point du goût du futur cardinal, qui nous fait entendre, avec son expérience d'homme d'Église et l'autorité de ses souvenirs, ce qu'il faut penser exactement de la conversion éphémère de Mme de Pompadour : « Elle me fit part un jour de cette pieuse intrigue, en s'excusant de me l'avoir cachée. J'eus le courage de lui dire que cette comédie n'en imposait à personne; qu'elle passerait pour fausse et hypocrite; que, n'étant pas touchée dans le cœur, la dévotion finirait bientôt par l'ennuyer, qu'elle se donnerait un ridicule en prenant l'état de dévote, et un plus grand encore en le quittant par ennui. Ma prédiction ne lui plut pas; mais elle s'exécuta à la lettre, peu de temps après le retour du duc de Choiseul. » L'indifférence de jadis reparut; il n'y avait plus lieu de prolonger un effort religieux, que ne soutenait plus l'intérêt humain.

Ce dernier changement, qui fut moins sensible et moins remarqué que n'avait été la « conversion », coïncida avec le moment où échouèrent les négociations secrètes engagées en Cour de Rome, et qui avaient pour but d'obtenir le désaveu des confesseurs du Roi. Il ne demeura, de l'intervention du P. de Sacy, qu'une décence désormais irréprochable établie dans l'intérieur royal, et aussi une tenace rancune de la marquise contre sa compagnie. Obstiné dans les principes, il ne s'était pas prêté au compromis, offert par une puissance féminine : « La destruction de son ordre en France, avoue Bernis, vient en plus grande partie de ce refus. »

Pierre de Nolhac.

(A suivre.)

LE PACHA DE TOMBOUCTOU

TROISIÈME PARTIE (1)

LES EMPIRES NOIRS

Le poids du malheur augmente parce qu'on le croit sans fin. Un des survivants, que soutenait à peine l'espoir, osa dire :

— C'est le châtiment !

Ce fut pour les renégats un coup sur la tête. Ils prirent frayeur de tout, du lever de la lune à l'heure où son masque sanglant surgit à l'horizon, des chevauchées blafardes entrevues dans la nuit, des montagnes qui bondissent pour disparaître aussitôt. Et la fuite en avant continua, dans un silence amer, sous une lumière écrasante et vaporeuse qui avait remplacé peu à peu la belle et limpide lumière de Méditerranée et qui dévorait jusqu'à l'ombre des bêtes.

Depuis longtemps il n'était plus question pour personne de retourner sur ses pas. Djouder, aussi bien que ses lieutenants, savait que les têtes qui avaient échappé aux dangers du désert, à la soif et à la folie, tomberaient sous le glaive courbe de l'exécuteur de Marrakech, si l'un des hommes rentrait dans la ville, même par la petite porte des Tanneurs.

— Plus que sept étapes ordinaires avant Tombouctou ! A la quatrième, nous trouverons l'eau et les arbres verts, répétaient les guides.

Cependant la méfiance circulait dans les rangs de l'armée. Il semblait à tous qu'ils n'avaient jamais marché ailleurs que

Copyright by André Demaison, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août et 1er septembre.

dans le désert. Fatigué de souffler sur les espaces inutiles, le vent lui-même les abandonna. Tout devint immobile, hormis le soleil et la lune, et les renégats se crurent les derniers êtres visibles d'un monde anéanti. Esclaves, conquêtes, troupeaux, luxures et ripailles, tout cela se brouillait dans leur cerveau épuisé, jusqu'aux heures nocturnes pendant lesquelles les deux mille squelettes des disparus dansaient pour eux la sarabande du malheur...

Ce fut alors que la volonté de Djouder se cabra pour échapper au tourbillon des souffrances, à la maîtrise du soleil. Un homme en détresse s'étant écrié : « Pas un de nous n'arrivera ! » il le fit exécuter sur-le-champ. Cet acte qui ramenait les troupes au respect des chefs le souffleta lui-même, dégourdit son cerveau. A travers les sentiments qui se heurtaient en lui, ambition et servitude, abandon et liberté, richesses et misère, amour et désespérance, à travers la foule grouillante de ses idées obscures et de ses chimères, deux issues se présentaient : la réussite ou la mort. Son imagination n'hésita pas un instant; sa volonté devint si obsédante qu'elle était capable de fixer le destin. Réconforté par Ould Kirinfil qui ne le quittait plus, par le flegme de Si-Mana, — amaigri mais vivant, — par la ténacité des guides arabes qui lui assuraient que la fin du désert était proche, le Pacha reprit en main ces hommes qui ne demandaient plus qu'à se laisser sauver. L'eau fut sévèrement distribuée à intervalles réguliers, et les soldats furent engagés à surmonter le dégoût de la nourriture, dattes et viande séchée.

Comme le sol, depuis longtemps, ne produisait pas de brindilles, on ne pouvait allumer les petits feux qui, à l'entrée de la nuit, rappellent le foyer familial et, au matin, redonnent la vie à l'âme en perdition; mais pendant les haltes, Ferriro, sur l'ordre du Pacha, fit réparer les burnous, les djellabas et les culottes, délaissés depuis l'arrivée au désert. Les haillons ne donnent pas de courage.

Il fallait aussi changer le cours des idées et des conversations.

— Ould Kirinfil !

— Me voici, Pacha !

— M'as-tu trompé ?

— Pourrais-je tromper un pacha tel que toi, un Sultan comme El Mansour ? Qu'Allah vous envoie à tous deux ses faveurs !

— Alors, parle à l'armée! Dis-leur ce qui les attend!...

Dans le silence prostré des guerriers, la voix d'Ould Kirinfil s'élève :

— Le pays des Sonrhayes, que mes frères et les fils de mes oncles dominent aujourd'hui et que vous dominerez demain, n'a pas de limites. Mais il est en ce moment comme le désert : un chacal suffit à en être le maître. C'est Dieu qui l'a voulu. C'est lui aussi qui nous envoie pour ranimer ce pays. Gao en est la tête; des richesses que l'on n'a pu compter y ont été amassées. La mémoire des hommes qui ont fondé Gao a disparu. L'askia qui commande aujourd'hui est de la même mère que moi. Mais un chien fut son père, et non l'askia Daoud, — que Dieu le garde au sein de sa félicité! L'askia Daoud répandit ses bienfaits sur les agriculteurs et les étudiants. Il combla d'honneurs les savants. Le Sultan de Marrakech porta son deuil. C'est Daoud, — Dieu l'avait fait grand et fort, — qui lui avait accordé le sel de Taodenit... Ce temps n'est plus : il reviendra. Les guerriers de l'askia Mohammed, père de Daoud, atteignirent la côte de l'or qui borde la mer du sud. On connut son nom et ses envoyés au Maroc et en Libye. Il alla lui-même à la Mecque et y laissa cent mille dinars d'aumône. Il y fit bâtir une hôtellerie pour les pèlerins du Soudan. Toute cette terre que vous allez voir, celle qui est derrière et que vous ne verrez pas, lui appartenait. La lune éclairait son empire toute la nuit... Et maintenant, tout dort. Les méchants ont le pouvoir, ainsi que ceux dont la langue est rapide ou couverte de miel... »

L'homme noir s'arrêta, se prit la tête entre les mains. Des sanglots parurent l'agiter.

— Continue! Continue! criaient les renégats qui voyaient se lever de nouveau l'espoir des richesses.

— Les écoles que vous verrez à Gao, à Tombouctou, à Oualata, c'est lui qui les fonda. Le chérif de la Mecque le nomma son *Khalifa* pour tout le Soudan... Tout est tombé, ou presque. Il ne reste que peu de chose. Mais par ce qui a été, vous pouvez prévoir ce que le royaume des Sonrhayes peut devenir.

— Et les Mandingues? demanda quelqu'un.

— Oui, les gens de Mali? ajoutèrent plusieurs voix.

— Ils étaient dignes de crainte, répondit Kirinfil lente-

ment. Mes pères les ont vaincus, mais ils avaient eu un roi plus grand que tous les rois du Soudan. Il ne connaissait pas tous ses sujets. Aucun des hommes qui respirent aujourd'hui ne l'a vu, mais son nom est dans toutes les oreilles.

— Qui était-il ?

— Gongo Moussa ! Il a payé quarante mille *mitqals* (1) d'or à Es Sahéli pour avoir construit les mosquées de Gao et de Tombouctou sur le conseil d'El Mamer, le dernier des Almohades !

A ce chiffre d'or, les têtes qui somnolaient se redressèrent. Une flamme brilla dans les yeux.

— Quarante mille mitqals d'or à un seul homme ! murmura un des renégats. Tout cet or, d'où venait-il ?

— Il ne finit pas dans la terre des Malinkés, répartit Kirinfil qui s'enflammait. Le Biton en est plein. Le Bouré, le Boundou et le Bambouk en sont pleins. Ces hommes de Mali creusent des puits, ils y descendent et ramassent la terre et l'or. En haut les femmes tirent la corde, portent la terre à la rivière et en retirent l'or en quantité que l'on ne peut savoir. Ils vont presque nus et possèdent tout l'or de l'univers.

— Étonnant ! répétaient les renégats, qui avaient jusqu'ici discuté en eux-mêmes les dires du parleur.

Ould Kirinfil, voyant l'impression qu'il créait parmi ces hommes exténués, s'exaltait maintenant et se laissait prendre à son propre enthousiasme.

— Les Almoravides, après Youssef ben Tafchine, le marabout du Sénégal, perçurent l'or de Mali. A leur suite, cet or entra dans le pays des Andalous. Les Roumis l'ont vu, en ont paré leurs femmes. Ils en ont racheté leurs prisonniers...

Un murmure passa parmi les renégats qu'aucune monnaie n'avait arrachés à leur sort.

— Quels sont les autres empires ? clama Ferrini, qui avait vu les sourcils se froncer.

— Il y a les Mossis, dans la montagne. Leurs *nabas* sont des rois puissants, entourés de ministres et de généraux. Ils sont les maîtres chez eux. Ils y restent. Ils ne viennent guère dans la plaine ni sur le fleuve. Ils ne sont pas comme les Touaregs d'Akil qui prirent Tombouctou avant notre Sonni Ali, roi de Gao... Ali s'en empara et chassa ces chiens du désert. Sonni Ali ! c'était un homme !

(1) Mesure d'or, environ quatre grammes.

— Que faisait-il ?

— Quand la mort le prit, il creusait une rivière entre Tombouctou et Oualata pour les pirogues de son armée.

— Longue, cette rivière ? demanda quelqu'un.

— Un homme qui marche avec son pied devait aller six jours sur le chemin.

— Hum ! grogna Ferriro.

— Mais elle ne fut pas finie. La mort prit Ali entre deux batailles...

— Hum ! grogna encore Ferriro en regardant le Pacha.

Et en espagnol :

— Des hommes capables de telles entreprises ne sont pas de simples esclaves noirs de Marrakech ! Il faut faire attention !

— Nous réussirons, dit le Pacha, le regard perdu à l'horizon. Je te le répète, on peut tout faire avec des Espagnols quand ils ont un chef. D'ailleurs, notre destin est écrit.

— S'il plaît à Dieu ! Mais je pense aujourd'hui que ces Soudanais ne nous envoient probablement que le rebut de leurs esclaves. Beaucoup d'inconnu et de surprises nous attendent.

— Aurais-tu peur, Ferriro ?

— Par Dieu ! si je savais qu'un seul des poils de mon corps fût agité par la crainte, je l'arracherais à l'instant même !...

Ce jour-là, un calme subit se répandit sur la terre et sur les hommes. Quelques esprits y découvrirent des raisons d'anxiété, mais la plupart, directement frappés par les dires d'Ould Kirinfil, se sentirent repris par le désir de l'or. Le désir jaune les posséda et se mit à l'unisson de la nature : jaune brillant du soleil, jaune pâle de la lune, jaune étincelant des étoiles, jaune dilué du ciel, jaune terne du sol, des faces ravagées et des habits chargés de poussière.

Le lendemain, la fuite d'une gazelle, dont les formes s'allongèrent à la vue de l'avant-garde, fit un énorme changement parmi les renégats et les mit en joie : la terre vivait...

Un couple de *feneks*, ces renards gris pâle qui osent fréquenter les confins du désert, acheva de ramener le courage et l'espoir dans la troupe errante du Pacha.

Deux jours plus tard, une reconnaissance aperçut un groupe d'indigènes qui menaient des chameaux et des bœufs à travers les mimosées et les broussailles qui marquent les abords des fleuves.

On égorgea les bœufs. On interrogea les pasteurs. « Les gens de Gao connaissent votre venue, dirent ces derniers. Mais ils croient que vous passez par Tombouctou. Ils vous attendent, nombreux comme les mouches autour d'un troupeau. »

— Cela mérite un plan de bataille !... dit Djouder à son lieutenant général.

Et il fit rationner la viande que des soldats faisaient griller en quantités absurdes pendant que d'autres, en pleurant, se roulaient sur les touffes d'herbe comme des ânes ou jouaient comme des chèvres avec le feuillage des buissons.

— Pacha béni d'Allah, choisi par le Victorieux lui-même, écoute mes paroles.

— Parle, Ould Kirinfil. Tu sais que mon oreille t'est toujours attentive.

— Je vais parler pour dire ceci, avant que tu prennes l'avis de tes caïds : Tombouctou est une femme publique ! Elle peut détourner le cœur de tes soldats ; elle peut amollir les balles et empêcher la poudre à fusil de brûler !

— Que dis-tu, Ould Kirinfil ?

— Je dis la vérité seule, Pacha. Allons à Gao fendre les reins et la tête légère des hommes incapables qui y commandent... Tu disperseras le troupeau de chacals envoyés contre nous. Ils sont nombreux, mais un lion suffit pour les mettre en fuite, la queue traînant dans le sable...

Ils n'étaient plus que sept caïds. Un des plus âgés, Ahmed ben Youssef, était mort de fièvre lente ; un autre, Bou Gheïta, d'une chute de chameau sur les pierres ; le troisième, Ammar El Fita, le plus jeune des dix, avait été trouvé étendu à l'aube, la bouche ouverte, la gorge tuméfiée. Il avait tenu un soir des propos où son ambition le portait au commandement de l'armée, et ces propos étaient parvenus à Ferriro.

Ils n'étaient plus que sept caïds, le lieutenant général et le Pacha. Et ces neuf hommes, près d'atteindre leur but, sentirent sur eux passer l'angoisse. A l'abri d'une tente, à l'écart de la troupe, longtemps ils délibérèrent.

— On dit que les soldats de l'Askia sont innombrables, dit le premier caïd.

— Trente mille fantassins, douze mille cinq cents cavaliers.

— Pourquoi pas des sauterelles ? grogna Ferriro.

— Que dit-on, toi qui as vu et entendu des hommes du fleuve ? demanda le Pacha à Ould Kirinfil qu'il avait fait appeler.

— Ils disent moins de vingt mille hommes à pied et moins de dix mille chevaux...

— C'est beaucoup...

— C'est trop ! ajouta un des caïds.

Le silence s'établit entre les dix hommes. Personne n'osait le rompre, préférant laisser à son voisin l'initiative d'un avis. Le Pacha, immobile, réfléchissait. Il était arrivé à une de ces heures décisives qui règlent le compte d'un homme. Mais la nature l'avait fait rusé. A aucun prix il ne voulait compromettre l'expédition. A l'audace il préféra tout d'abord une méthode plus lente mais plus sûre.

— Ne peut-on gagner à notre cause les populations de Tombouctou, Arabes et Touaregs, en désaccord avec les Sonrhayes? En leur promettant des villes, des esclaves, de l'or...

— Pacha, s'exclama Kirinfil, laisse-là ces pensées ! Dieu seul sait à qui il accordera la victoire. Mais je t'ai déjà dit qu'un seul lion met en fuite une bande de chacals et d'antilopes. Dieu vous a donné des armes qu'aucun homme d'ici n'a vues ni entendues. L'Askia n'en pourra supporter le bruit. Les hommes n'auront pas la force de résister à la terreur...

Ainsi les paroles s'ajoutèrent aux paroles. Dehors, l'armée attendait. Un ordre la mit en marche dans la direction du fleuve, laissant Tombouctou sur la droite.

Comme le Pacha appréhendait de rencontrer à l'improviste les guerriers sonrhayes, il fit mettre aussitôt en action la tactique qu'il avait adoptée : frapper l'ennemi par un feu ininterrompu, les mousquetaires et arquebusiers alignés sur deux rangs, chacun assisté de deux servants marocains.

Les armes furent nettoyées à fond, car le désert s'était partout insinué; il se trouva que chaque fusilier en avait trois à décrasser. Djouder s'en aperçut quand il fit compter les renégats avant d'arriver au fleuve. Mille dix-huit : le reste avait fondu sur la route. Les chameliers, les sapeurs et les lanciers, partis trois mille cent, étaient encore au nombre de mille six cents environ. Obligés de servir le métier des armes, ils en tirèrent fatigue et fierté. Ils apprirent à charger les mousquets, à mesurer la poudre, à bourrer la balle : mais le pul-

vérin et la mèche, sans lesquels le mousquet n'est qu'un bâton encombrant, restaient entre les mains des renégats.

Pour donner de la cohésion à la troupe, Ferriro, à toute occasion, faisait répéter la manœuvre.

— Le tir alterné entre les nombres pairs et impairs sur chaque rang. Ainsi, le feu sera soutenu pendant l'avance implacable contre les masses noires...

C'est au cours d'un de ces exercices qu'un cri, parti de l'avant-garde, couvrit les commandements :

— *El Ma!* El Oued el K'bir! hurlaient les chameliers arabes et les lanciers marocains. L'eau! La grande rivière!

— *El Rio! El Rio!* hurlaient les Espagnols.

Il ne fut plus question de manœuvre, de discipline. Une attraction formidable souleva la petite armée. Allez donc retenir des hommes qui ont à peine désaltéré leur bouche, après une marche de folie à travers des terres sans limites!

A la vue du Niger, les hommes auraient pu douter de leur vue et de leur raison. Mais les bêtes, qui n'avaient plus besoin d'être excitées, précipitaient la ruée. Les chameaux efflanqués tendaient le cou, raide comme un bois de lance : les pattes lancées à toute volée, ils allaient vers l'eau.

Et l'eau se divisait, se rassemblait en une étendue puissante, pour se diviser encore et former des îlots innombrables. Ce jeu des eaux et de la terre parut au Pacha et à son armée la plus grande merveille du monde : personne avant eux n'avait compris l'importance de l'eau! Alors, ces hommes, qui en avaient oublié le goût, s'y plongèrent avec délices. Ils s'y laissaient engloutir. Ils buvaient sous l'eau. L'eau pénétrait leurs cheveux, leurs oreilles, leur nez, les pores de leur peau.

Les crocodiles et Faragn lui-même, le génie du fleuve, s'étaient enfuis à l'approche de ces fous. Par bonheur, les Sonrhayes étaient loin de là, dans l'ignorance où ils se trouvaient du point d'arrivée des Espagnols. Une troupe audacieuse aurait pu s'emparer du campement et des armes, et massacrer la petite armée. Mais les Soudanais, — par la volonté de Celui qui créa le soleil et sa chaleur, — n'ont guère de sagesse qu'à l'heure où le repos ferme à demi leurs paupières, et oublient aisément dans l'action d'interroger leurs propres desseins et ceux de leurs adversaires.

— *El Ma! El Ma!* L'eau! L'eau!

Les hommes riaient en prononçant ce mot, et ils ne se lassaient pas de le répéter en riant.

La nuit mit fin aux ébats de l'armée, et le Pacha donna un grand repas pour célébrer l'heureuse arrivée au bord du fleuve.

Il y avait cent trente-cinq jours qu'ils avaient quitté Marrakech...

LA BATAILLE SUR LE FLEUVE

La petite armée des renégats, ayant repris contact avec les joies physiques oubliées, s'acheminait maintenant à marches reposantes, le long du fleuve. Elle puisait dans les greniers, sacrifiait les bœufs et les moutons qui n'avaient pu traverser l'eau, se faisait apporter le miel des ruches et le vin des palmiers.

Le Pacha avait fait savoir qu'aucun mal ne serait fait à tout habitant qui se soumettrait, et que des récompenses seraient données à ceux qui aideraient l'armée invincible. Il put ainsi connaître les préparatifs des Sonrhayes. Chaque jour, Ould Kirinfil, qui sentait grandir son prestige, traduisait les témoignages :

— La tête des Sonrhayes de Gao contient plus d'orgueil que de sagesse. C'est Dieu lui-même qui a dispersé leurs idées... Ils ne croient pas à ton arrivée.

Ainsi parlait-il les premiers jours. Cependant, les rapports des fuyards et des piroguiers avaient sans doute fini par convaincre le souverain noir.

— L'Askia mon frère, déclara les jours suivants Ould Kirinfil, vient d'envoyer des cavaliers dans tout son royaume. Au son des trompettes de guerre, des hommes que l'on ne peut compter se sont répandus dans Gao. Ils n'avaient pas cru, et maintenant leur inquiétude déborde comme le fleuve pendant l'hivernage... L'Askia vient d'appeler les dignitaires de la cour et les vieillards de Gao... On a vu réunis le ministre des forêts, le chef des salaires, le chef du service des inondations, le chef des punitions, le maître des cérémonies, le chef des achats, l'intendant du palais, le chef des ouvriers et tous les fils de l'Askia, — que Dieu les ramène dans la Voie ! — pleins d'audace, d'orgueil et de cupidité. Ils savent tous maintenant qu'un danger inconnu les menace...

Cependant l'armée des renégats mangeait, buvait et marchait. Le lendemain Ould Kirinfil rapporta au pacha :

— L'Askia mon frère s'est moqué de toi et de tes soldats. Il a prétendu que vous péririez comme les deux précédentes expéditions. « Une hyène, a-t-il dit, n'est jamais qu'une hyène, je veux dire : méprisable. Mais on ne la laisse pas pour cela dévorer le troupeau. » Un savant de Tombouctou, qui nous a vu passer, s'est levé à ce moment et a dit de vous : « Ils sont blancs et méritent d'être considérés. Une flamme est dans leurs yeux. Des hommes de cette race arrivés jusqu'ici ne sont pas seulement des hommes... » Ils ont alors senti que la force de Dieu est avec nous, Pacha! Un des fils de l'Askia s'est levé et s'est écrié : « Mon avis personnel est que tu me donnes cent cavaliers et cent esclaves. Avec eux j'irai vers le pays du haut fleuve, je comblerai les puits, je brûlerai les villages et les récoltes, je tuerai les bœufs et enflammerai la brousse pour faire fuir le gibier. Dès mon retour, nous nous lèverons tous pour rencontrer l'armée venue du Maroc. Ainsi, ô Askia, tu trouveras devant toi des hommes affamés et altérés, sur le point de périr, et nous n'aurons qu'à tomber sur eux et leur fendre les reins. Ceci est ma pensée. J'ai parlé pour la dire. » Certains ont approuvé ce conseil. Mais l'Askia l'a rejeté, poussé dans ce chemin par son entourage... Crois-moi, puissant pacha, les courtisans sont les ennemis du pouvoir et de l'esprit. Par eux, Dieu retire aux rois ce qu'il leur a donné.

Le Pacha et l'armée apprirent ainsi par Ould Kirinfil que mille projets contradictoires, insensés pour la plupart et issus de la cervelle de marabouts en mal de tactique ou de négociants qui craignaient pour leur fortune, s'étaient heurtés au cours de palabres si démesurées que l'on avait dû allumer des feux dans la cour du palais pour éclairer les hommes assis. « Mais ce qui est écrit dans le ciel est connu de Dieu seul. Il accorde et retire la force. Il inspire les saines résolutions et abîme la raison à son gré. »

Averti, Djouder ordonna de rendre plus fréquents les exercices, d'appuyer la droite de l'armée sur le fleuve et d'éclairer la marche par de nombreuses reconnaissances. Il prescrivit en outre de ne manger que des viandes abattues sur place et de faire goûter par les otages l'eau des puits.

Avec des pirogues abandonnées, quelques arquebusiers firent une descente sur des îles échouées dans le lit du fleuve. Les approvisionnements en mil et en beurre qu'ils y trouvèrent,

contribuèrent à ravitailler l'armée et à soutenir son courage.

Les jours suivants, le bruit se confirma que l'Askia s'en était remis à son inspiration et qu'il avait réuni une troupe immense de guerriers. « Vingt mille », assuraient les uns. « Huit mille », affirmaient les autres. « Quatre fois vingt mille ! » disaient, la gorge rétrécie de frayeur, des chameliers venus du Sud.

Le Pacha sentit son cœur se ralentir, ses entrailles s'affaisser. Il hésita et connut cette peur que les plus forts ne peuvent ignorer. Cette nuit-là, Djouder ne dormit pas. Il revit son existence : sa toute jeunesse, les monts neigeux qui dominent Grenade, le chien de sa maison qui partageait son repas de maïs et d'ail et qui le regarda partir pour l'aventure, son chemin de misère et de succès, les murailles chauffées à blanc le jour du reniement, les enchaînements et les abandons. Il ferma les yeux à la pensée de Zouleïkha, presque inconnue et plus que jamais désirable, la revit jeune fille, lui donnant l'eau sur la route; du bout du monde, il se l'imagina dans les délices du palais et ne put retrouver qu'une image voilée...

Soudain, le pacha releva la tête : il ne pouvait pas se laisser submerger par ces Noirs. Reculer, c'était la mort plus sûre encore. Il devait vaincre. Au souvenir de ses premiers combats et du destin qui l'avait favorisé, il ne conçut pas véritablement un seul instant sa perte. Son corps seul avait tressailli.

Il sortit. Sur le seuil de la tente, il dut enjamber Si-Mana, qui dormait à la place où il avait rêvé tous ses rêves d'eunuque depuis le départ de Marrakech. En face du camp assoupi, le fleuve reflétait les étoiles, la Voie lactée, la Croix du Sud. Djouder se signa et promit en son cœur de relever cette croix sur ce pays mystérieux et peuplé d'infidèles où il allait créer un empire nouveau...

A l'aube du douzième jour après l'arrivée au fleuve, l'armée du pacha se mit en route, silencieuse et concentrée. Par extraordinaire, une pluie hors de saison descendit sur le pays, brève et serrée. Elle parut aux renégats un encouragement, un présage heureux. Du côté des Sonrhayes, on tint les mêmes propos.

Djouder, pour encourager ses hommes, leur promit le sac de Gao. Mieux encore, afin de leur prouver son espoir dans les richesses du Soudan, il leur fit distribuer, ce matin même

où il savait devoir rencontrer l'adversaire, les pièces et les anneaux de métal précieux qu'il venait de ramasser, le long du fleuve, pour son trésor de guerre.

A ce geste, le bruit courut dans la petite armée que le Pacha avait eu des assurances secrètes, — rêve, disaient les uns; révélation, affirmaient les autres, — d'une entière victoire. Comme il les exhortait, rappelant le succès de leurs précédentes expéditions, ainsi que les chefs d'armée ont coutume de le faire en pareille circonstance, le vieux bachoud de la compagnie d'El Haddad s'écria :

— Que ces fils de chiennes noires ne tracassent pas ton cerveau, pacha Djouder! J'ai vu plus fort que ça à la bataille d'El Ksar el K'bir!

— La bataille où trois rois périrent?

— Oui, trois rois! Et plus que trois rois! Croyez-moi, reprit le bachoud, aujourd'hui ce sera la bataille du Soudan et elle suffira à tout faire crouler.

Comme une rumeur se produisait dans les rangs :

— Quelqu'un pense-t-il à fuir? demanda le Pacha.

— Pas un cheveu de nos têtes n'y a pensé! s'écrièrent les caïds.

Vers l'heure de la deuxième prière, un fourmillement d'hommes et de chevaux qui remontait du Sud, sur la même rive, fut signalé. Un épais nuage environnait ce désordre.

Ould Kirinfil, effrayé par le nombre de ses compatriotes, et qui se savait perdu si les Marocains étaient battus, continuait cependant à soutenir l'ardeur de chacun. Il affecta de rire quand on aperçut au loin la tourmente de poussière que soulevaient les cavaliers et les fantassins de l'armée noire.

— Un troupeau d'éléphants ne craint pas les sauterelles! Un seul d'entre eux peut toutes les écraser! disait-il.

— Aujourd'hui, les hommes aux oreilles rouges sauront qui nous sommes! hurlaient les griots parmi la foule noire qui approchait.

Et le bruit assourdissant des tam-tams et des monstrueuses guitares de guerre accompagnait les cris de cette foule.

Les chameliers de Djouder avaient enfoui leurs chapelets au fond de leurs sacoches ou les avaient mis autour de leur cou. Leurs lèvres murmuraient des invocations. Les renégats, trop occupés à nettoyer une dernière fois leurs armes et à s'assurer de leur libre jeu, ne pensaient pas à Dieu. Au surplus, ils ne

savaient plus guère auquel s'adresser, à celui de leur enfance ou au dieu africain. Le métier les avait repris. Les gestes des anciens étaient calmes; ceux des jeunes, fébriles.

La cohue des Noirs se rapprochait, masse onduleuse sur la plaine. Elle avançait comme si elle eût été dans l'obligation de refouler un mur. De son sein, des cris impérieux s'élevaient à l'adresse du Dieu de Mahomet, à l'adresse aussi du Prophète, de tous les pieux marabouts qui lui ont succédé et dont chacun protège un des actes de la vie. Ces hommes surexcités portaient des lances et des javelots. Mais la plupart étaient armés de flèches et d'arcs, ou simplement d'énormes bâtons. Quelques archers, venus du Sud, avaient trempé la pointe des flèches dans des mixtures de sucs vénéneux.

Cependant, les renégats, au commandement du Pacha, se groupèrent en six corps, chacun sous la direction d'un caïd. Le septième caïd se mit en tête de ce qui restait de la cavalerie, reconstituée avec des chevaux pris aux riverains. Ferriro gardait les munitions, au centre arrière, et assistait le chef de l'armée prêt à se porter lui-même en quelque point de la ligne en danger. Le Pacha, d'accord avec lui, s'accota au fleuve de façon à ne pas être tourné. Il courait le risque d'y être jeté en cas de défaite; mais, à tout prendre, c'était préférable à une déroute en rase campagne où la troupe dispersée fût devenue la proie des hommes, de la faim ou des bêtes... A son aile gauche, il installa les pierriers pour inspirer la crainte du côté découvert. Le vent, qui soufflait de l'Est, devait rabattre la fumée sur le fleuve et favoriser le tir.

Ce n'est pas sans énervement que les renégats se préparaient, et la peur donnait à la peau de beaucoup d'entre eux le grain d'un cuir de chèvre tanné à Marrakech. Par un effet mécanique, la rangée en bataille, — deux rangs de fusiliers assistés chacun par deux servants, — mit de l'ordre dans les esprits. Puis l'inquiétude revint : malgré la présence des servants marocains, la double ligne des fusiliers était si mince qu'il semblait que la trombe noire dût la balayer dans sa marche.

Cependant, elle figurait les premiers rangs d'une armée impossible à dénombrer. Pour l'ennemi qui accourait, chaque homme de l'armée espagnole était multiplié en profondeur, bardé d'une puissance inconnue, cuirassé de mystère par sa

traversée des espaces, environné de charmes. Cette armée avait des ailes invincibles, prêtes à se replier sur la masse adverse, « ailes de fer et de feu », disait-on. Ce que les Sonrhayes en voyaient n'était assurément que le simulacre humain destiné à tromper les yeux et les cervelles...

Pour contrarier cet effroi, les sorciers, les noueurs de sorts et les fabricants d'amulettes, clamaient des imprécations, des menaces, lançaient des sortilèges.

— Allumez les mèches ! commanda Djouder.

Tous les briquets battirent en même temps.

Droit en selle, le Pacha attendit l'inévitable. Cette bataille, il l'avait prévue, calculée : ce qu'il apercevait devant lui n'était pas à l'exacte mesure de ses prévisions. Il entendait les caïds et les bachouds répéter les commandements. Une sorte d'angoisse le fixait à sa selle. Il eût voulu parler : il était muet. Que dire ? Rabâcher les ordres, c'eût été les affaiblir. Et puis, Ferriro était là... Tout son être intime, en lutte contre ses sens qui voyaient et entendaient l'orage s'avancer, lui conseillait le calme. Mais il se soulevait, tâtait son sabre, le faisait jouer, rangeait les plis de sa culotte qui le gênaient. Il haletait. « C'est la plus grande bataille de ma vie », se disait-il. « Il faut bien qu'il y en ait une plus grande que les autres ». se répondait-il. Allait-il échouer au dernier moment ?

Les renégats se tournèrent vers leur chef ; le voyant immobile, ils eurent confiance.

— La mort plutôt que l'esclavage ! hurla Ferriro.

— Regardez-les bien, criait Kirinfil, ce ne sont que des pasteurs et des pêcheurs du fleuve ! Ne craignez rien !

Mais qu'est-ce qui soulevait une telle poussière, un rouleau sombre pareil à celui qui précède les tornades puissantes ?

Le vacarme des griots, des sorciers et des guerriers noirs s'apaisa soudain, quand ils furent à trois cents pas des renégats. Et les renégats, silencieux, n'entendirent bientôt plus que les cris gutturaux de bergers qui poussaient devant eux, — spectacle inattendu et ahurissant, — un troupeau de bœufs... Cela couvrait tout le front des Sonrhayes et commençait à trotter dans leur direction. C'était une vague d'échines rousses, de dos bruns, de croupes tachetées ; un grouillement gigantesque de cornes hautes, comme au souffle du vent d'Est les épis d'un champ de mil. Il y avait là des bœufs vendus par les habitants

du Gourma, râblés comme des buffles; des taureaux du Macina, dont les Peulhs avaient racheté leurs têtes; les bœufs venus du Zanaga, efflanqués et bossus; les bœufs au cuir avantageux descendus de chez les Mossis; les bœufs innombrables et lourds qui promènent leurs cornes longues de deux coudées sur les rives mandingues du Grand Fleuve et fournissent la pâture mensuelle aux crocodiles; les bœufs des Touaregs et des pasteurs Sonrhayes, qui servent de monnaie comme l'or et les coquillages. Excités en toutes les langues par les cris des bergers, piqués par les pointes de javelots, tous ces bœufs, panse contre panse, tête contre croupe, broyaient le sol et chargeaient lourdement, le mufle bas, les yeux exorbités et blancs.

Le Pacha regardait venir la masse incohérente de l'armée noire, précédée de cette haie de pattes, de mufles noirs, de cornes démesurées. Il pâlit légèrement, pensa, — il ne sut pourquoi, — qu'on était au dix-septième jour de la lune, que ces hommes, aussi fous que les bêtes qui les précédaient, n'avaient pas cru à sa venue, qu'il fallait profiter de leur surprise et de leur curiosité. Il regarda Ferriro, lui fit signe de la tête.

— C'est le moment! dit celui-ci.

Les bœufs mugissaient stupidement, affolés par ceux qui les poussaient vers les hommes à la peau claire.

— Après les trois premières décharges, marche lente en avant et feu tous les cinq pas! hurla le lieutenant général.

Les caïds répétèrent. Soudain calmes, les soldats, les chaouchs et les bachouds, étaient devenus aussi rigides que le canon des mousquets appuyés sur les fourches. Le premier rang, à genoux; le second rang, debout, à six pas en arrière. Les mèches grésillaient près des bassinets. La foule noire n'était plus maintenant qu'à soixante pas.

— Feu!

L'espace fut déchiré d'un coup. Une seconde décharge crépita. Une troisième roula, puis une quatrième, dont le bruit se confondit avec une clameur formidable. Alors, du haut de leur cheval, le Pacha et Ferriro purent contempler ceci : le rideau de bœufs qui cachait les Sonrhayes se souleva, ondula formidablement et se rompit. Affolées, les bêtes destinées à recevoir les balles jusqu'à la rencontre des deux armées, se retournèrent vers leurs maîtres, tête basse, cornes pointées. Les beuglements de douleur se mêlèrent aux jurons, aux imprécations des

hommes bousculés, aux hurlements des sorciers et des griots.

Encouragés, les renégats firent cinq pas en avant et tirèrent leurs armes de rechange, posément, à intervalles réguliers, pour ne point laisser de répit à la masse informe qui tourbillonnait devant eux. Le tumulte fut alors à son comble dans les rangs des Sonrhayes. Les bœufs, cornes en terre, ruaient; les bœufs montaient les uns sur les autres; les bœufs s'entassaient en pyramides grouillantes; les bœufs allaient en tous sens portant à bout de cornes leurs bergers têtus et éventrés. Les blessés qui couraient, la poitrine trouée par les balles, augmentaient le désordre. Les bœufs, dans leur hâte de fuir, enfonçaient le centre, cherchaient à s'écouler par les deux extrémités, semant la panique chez ceux que les balles avaient épargnés. Et les décharges de mousqueterie scandaient un long meuglement, un orage de cris.

Il y eut un flottement. La première ligne des Sonrhayes, compacte mais sans unité, oscilla. Il se produisit des poussées en avant, suivies de reculs effarants. Alors le Pacha se retourna vers Ferriro :

— Fais charger les cavaliers sur la gauche. Ces fils de chiennes vont tous s'entretuer et se piétiner. Fais charger !

La confiance, revenue pleinement dans les rangs de la petite armée de Djouder, se changea en impétuosité, tandis que la folie se mit chez les Sonrhayes. Les noueurs de sorts, déjà vaincus, se cachaient derrière les buissons. Quand les cavaliers marocains se précipitèrent sur ces hommes en désarroi, quoiqu'ils ne fussent pas plus importants que quelques abeilles autour d'un troupeau de chèvres, les démons ennemis des Sonrhayes jetèrent à poignées les frissons et les terreurs dans les rangs de l'armée noire. Les bruits rapportés sur les Espagnols et sur leurs armes s'amplifièrent, submergèrent les volontés, les croyances et les superstitions, firent douter de la vertu des incantations et des amulettes. Des chefs noirs, au comble de la fureur, égorgeaient le sorcier qui les accompagnait. Ils devinrent à leur tour plus fous que leurs hommes, eux-mêmes aussi fous que les bœufs. Leurs sentiments et leurs idées s'embrouillèrent, tourbillonnèrent comme les cavaleries emmêlées, hachées par les décharges de la mousqueterie. Et la répétition de ces décharges devint une torture. Hors d'eux-mêmes, les Soudanais, mettant leurs mains devant les yeux pour ne pas voir le feu

des mousquets, oublièrent qu'ils avaient des arcs et des flèches, des sabres et des lances. Et chacune de leurs poussées incohérentes était clouée par ce roulement d'enfer qui sortait de la ligne des hommes blancs, et chaque roulement leur faisait courber la tête, soulevait des clameurs, déchaînait des convulsions. Le sang zébrait de rayures indescriptibles les vêtements flottants et clairs.

Des balles hautes, atteignant l'arrière des Sonrhayes, y semèrent l'affolement que le vacarme n'avait pas encore déclenché. Irrités, les archers de l'askia lançaient leurs flèches qui tombaient en grand nombre dans la mêlée de l'avant. Et les chocs de la mousqueterie continuaient à percer les crânes, à refouler le mur noir, à bouleverser la foule d'où s'élevait à chaque coup un concert de plaintes enragées.

Et les bœufs, toujours les bœufs, qui meuglaient, qui reniflaient du sang, qui poussaient devant eux ou emportaient à leur suite la moitié de l'armée noire sur la route de Gao !

L'askia et sa cour se tenaient au centre arrière, entourés de leur garde. Chaque homme de cette garde, colosse à peu près nu, portait au poignet un bracelet d'or pur, insigne de la bravoure. Aucun n'avait jamais tourné le dos à l'ennemi. Ils ignoraient la peur. Pour donner du courage au reste de l'armée, ils avaient mis un genou en terre et avaient lié ensemble leur cuisse et leur jarret replié, comme il est d'usage de le faire pour garder au repos les chameaux turbulents. Ainsi ces braves, tirant leurs flèches dans cette position, se mettaient dans l'impossibilité de fuir. Les ravages de la mousqueterie furent incroyables parmi eux. Gardant leur sang-froid, ces vétérans des campagnes contre les Mandingues, les Peulhs, les Touaregs et les Gourmantchés, restaient muets et continuaient de se battre. Quand ils virent leur roi s'avancer vers le front des mousquets, ils se détachèrent et le précédèrent en vociférant.

Ce fut une trombe qui vint s'abattre devant les renégats. Les chairs pantelaient, les bouches écumaient, les poitrines haletaient. Les balles et les javelots entraient dans les corps avec le bruit visqueux d'un caillou qui tombe dans la vase. Des coureurs, essoufflés, allaient de l'Askia au front de bataille, portaient des ordres, en recevaient de contradictoires. Les griots, les

sorciers se démenaient, tapant sur leurs tamtams crevés. « Du courage ! De la force ! Prenez garde à droite ! Faites attention à gauche ! Durcissez vos cœurs ! Devant vous ! Devant vous ! » Élans tumultuaires ! Effervescence de clameurs dans le carnage ! Les armes crissaient, les flèches sifflaient, les gorges se déchiraient. Et sur ce grondement, sur ce conflit des races, un nuage de fumée bleue se répandait et grisait les hommes noirs qui, le matin encore, ignoraient l'odeur de la poudre.

Un remous plus fort amena un groupe de Soudanais près d'un des étendards des renégats. On vit la bannière verte osciller, tomber, se relever et prendre la direction de l'armée des Sonrhayes. Mais Ferriro, dressé sur son cheval, aperçut le danger. Il entraîna d'un cri son entourage, bondit sur les ravisseurs et, à coups de sabre, les dispersa.

Djouder put le voir tout à coup lâcher son arme, se pencher, saisir l'étendard, retourner son cheval et revenir du côté du parc à munitions. Il s'arrêta entre les lignes et la réserve qui gardait la poudre et, là, ayant mis pied à terre, il s'assit sur le sable. A ses côtés, sur la soie verte étalée, le croissant d'or rutilait au soleil de la dixième heure.

Djouder ne l'avait pas suivi : il s'élançait vers le centre. Les compagnies d'arquebusiers, un moment déconcertées, furent soulevées par le coup d'éclat de Ferriro. Une heureuse décharge ayant fait tomber autour du roi des Sonrhayes ses plus fervents fidèles, un de ses ministres se précipita vers lui et le ramena derrière les archers qui faisaient, — morts et vivants, — un mur inébranlable.

— Crains Dieu, te dis-je ! haletait-il.

Et pour le décider :

— Viens, nous recommencerons la bataille demain avec les hommes venus du Levant.

Comme l'Askia hésitait, soudain un cri retentit du côté de l'armée du Nord. C'était le pacha Djouder qui galopait en travers de ses troupes.

— Coupez les têtes ! criait-il. Coupez les têtes !

— Coupez les têtes ! répétaient ses lieutenants.

Cela devint le mot d'ordre. On dégaîna les sabres. La fureur du sang saisit les hommes blancs, exténués, décidés à en finir.

— Coupez les têtes !

L'Askia vit le sang couler, jaillir comme des fontaines, autour de lui. Il suivit alors Boukar Lambar et le *balama* et les quelques *farma* que la mort n'avait pas encore frappés.

Ce fut la déroute. L'armée noire sentit que Dieu s'était éloigné d'elle avec son roi. Ce ne fut plus un combat, mais une trouée pour s'éloigner du feu par-dessus les cadavres des hommes et des bœufs, à travers les enragés qui persistaient à se défendre. Il y eut, à ce moment, peu de Sonrhayes qui ne pensèrent que la place qu'ils occupaient ne fût une place de mort. Ils la fuyaient et la même idée les poursuivait, les obligeant à fuir plus loin, pas du côté des armes à feu, pas du côté des hommes blancs, mais du côté qui les avait amenés. Et nul d'entre eux n'espérait retrouver le souffle de vie hors de ce chemin.

— Coupez les têtes !

Le sinistre cri se répétait. Il avait remplacé les ordres du Pacha, des caïds, des bachouds. Ce n'était plus un cri, mais une rumeur grondante comme le vent dans les branches, qui reliait entre eux les feux de salve et le bruit intermittent des pierriers.

— Coupez les têtes ! Coupez les têtes !

Ferriro, toujours affaissé sur le sable, dépassé maintenant par l'armée qui s'était avancée à mesure que les Noirs reculaient, entendit le cri et releva les yeux. Il aperçut, droit sur son cheval, Djouder, son Djouder, son Pacha, son ami, presque son enfant. Il le vit tendre le bras, donner des ordres. Tout blanc dans son burnous de fine laine qui recouvrait une cotte de mailles, il s'agitait dans la bataille. Il voulut lui crier de prendre garde aux flèches égarées, aux flèches que décochent les fuyards, autant par vengeance que pour se débarrasser de leurs armes. Mais il était trop loin. Alors il sentit, au creux des entrailles, une douleur qui amena un rictus sur sa face couleur de cuir. Il baissa les yeux, dégagea son burnous et vit la flèche qui l'avait troué. D'un geste sec et rageur, il voulut l'arracher. Le bambou cassa. Alors, fébrile, il écarta ses vêtements, saisit à pleines mains le tronçon et tira de toutes ses forces. Il éprouva un soulagement, regarda un instant le fer ténu et noirâtre sous la couche de sang, et le rejeta derrière lui. Il voulut appeler, mais ne put qu'agiter la langue comme les blessés qui vont mourir.

— Coupez les têtes !

Le cri dominait tout maintenant; les mousquets s'étaient tus; Ferriro fut sur le point de s'étendre près de la bannière. Mais, d'un sursaut de vieux soldat, il se tint accroupi et contempla sa blessure. Le sang jaillissait en boule, délivrant l'accumulation intérieure. Ensuite ce fut un suintement saccadé, au rythme du cœur. Et la tête de l'ami du Pacha s'abaissait et se relevait. Hébété, il regardait couler, sourd au bruit de la bataille, les yeux fixes. Tout à coup, la terreur lui crispa le visage : le sang, son propre sang, descendait le long de la hanche, se répandait sur la bannière après avoir rougi sa culotte de laine blanche. Et voilà que les plis de l'étoffe amenaient le liquide écarlate à se former en deux lignes qui se coupaient. « *La Cruz! la Cruz!* » murmura faiblement Ferriro.

— Coupez les têtes! répondait l'armée qui s'éloignait de lui.

Son corps vacilla. Une mousse rosée fusa entre ses lèvres. Sa mâchoire se mit à s'agiter par détentes. Et comme des hommes, quittant la colère de la bataille, s'avançaient dans sa direction, il s'affala et se vida sur la bannière. Ferriro seul avait vu la croix sanglante, tandis que derrière lui s'écroulait l'empire des Sonrhayes.

Les hommes envoyés par le Pacha à sa recherche le trouvèrent mort, encore chaud et les yeux grands ouverts comme un poisson abandonné sur le sable.

Quand la plaine fut nivelée devant l'armée du Pacha réunie, on pouvait suivre à l'horizon, par-dessus les arbustes, la poussière que soulevaient les débris informes et tumultueux de l'armée des Sonrhayes.

Tandis que les renégats essuyaient leurs armes, attachaient leurs blessures, essoraient le sang et la sueur, quelqu'un s'écria :

— Voici l'heure de la prière de midi!

Des rires et des jurons accueillirent cette boutade, et les soldats marquèrent de l'étonnement. Il leur semblait, tant l'action avait été pénible, que quelque nouveau Josué avait arrêté le soleil. Tous s'assirent sur le sable, comme s'ils étaient repus de boissons fortes et de victuailles pesantes...

Quand les caïds cherchèrent le pacha pour obtenir les ordres de poursuivre l'ennemi, ils le virent de loin agenouillé près du cadavre de son ami Ferriro. Et ce jour-là, l'armée des Sonrhayes ne fut pourchassée que par la peur...

GAO

Le premier festin des vainqueurs du Soudan près du champ de bataille fut un repas triste, égayé seulement d'une remarque passée de bouche en bouche : « On mangeait la machine de guerre inventée par les Sonrhayes. »

Les morts furent ensevelis au bord du fleuve, sur la dune où l'armée s'était rassemblée avant le combat. Chose singulière, des bois croisés surmontèrent de nombreuses tombes au lieu de la pierre que plantaient en terre les musulmans... Si-Mana dressa sur la tombe de Ferriro la croix et la pierre, jugeant dans sa cervelle d'eunuque qu'il est préférable en tout point de dormir sous le signe de deux prophètes.

Puis une voix s'éleva pour rappeler une promesse solennelle du Pacha : le sac de Gao. A cette idée que l'énervement, la fatigue et la peine avaient fait oublier, chacun se mit en devoir de préparer ses armes, son équipement. On rassembla les chameaux, ainsi que les chevaux et les bœufs du ravitaillement (on comptait trouver tout dévasté devant soi), pendant que des corvées spéciales achevaient de dépouiller les cadavres et les blessés ennemis de leurs boucles, colliers et bracelets d'or pur, et de brûler les armes des vaincus.

La vue de cet or réveilla l'armée. En toute hâte, elle remonta le fleuve pour achever sa conquête et en profiter. Lorsque Djouder se retourna une dernière fois vers la tombe de Ferriro, il ne vit plus que le vol tournoyant des vautours du Soudan tout entier, qui marquait dans le ciel le lieu de sa victoire.

Deux étapes conduisirent les renégats en vue de Gao, la capitale des Sonrhayes. Quand ils aperçurent de loin, se profilant sur le ciel, le minaret cornu de la mosquée élevée par Es Sahéli, ils se crurent au terme de leur effort, au centre des richesses du monde. Répandues à perte de vue et aplaties sur le sol, uniformes, grises ou rougeâtres, les maisons de Gao ressemblaient à une armée immobile, arrêtée sur le bord du fleuve. De place en place, des mosquées au minaret pyramidal simulaient assez bien les chefs à cheval.

Il n'était plus étonnant qu'une telle foule de combattants eût pu se réunir et s'abriter sous ces toits en terrasse.

La population de la ville, ou plutôt ce qui en restait,

s'était avancée à la rencontre des Espagnols, leur portant des plats préparés, du lait frais ou caillé, des volailles et des quartiers de mouton. Il n'y avait là, à côté des misérables qui n'avaient pu, à l'instar de l'Askia et de la cour, passer sur la rive opposée, que des étudiants attirés en ce lieu par les médersas, des négociants et des ouvriers. Précédés d'un vieillard courbé sous les ans et la science des hommes, le chérif Mahmoud Dramé, ils venaient offrir aux renégats, porteurs du feu mystérieux, une partie de leur avoir, de leur savoir et de leur pouvoir, dans l'espérance que le reste leur serait conservé avec la paix que leur roi n'avait pas su garder.

Et le pacha Djouder, dont le cœur venait d'être ébranlé par la mort de son ami, ordonna qu'il ne leur fût fait aucun mal, « pas même, cria son chaouch, leur faire boire de l'eau par contrainte ». En revanche, il livra à ses soldats les maisons des fuyards.

Ce fut alors que les désillusions tombèrent sur les vainqueurs comme la pluie après le premier vent de la tornade. Elles s'abattirent sur eux avec les mouches que le peuple sonrhaye avait abandonnées et ne nourrissait plus. C'était de l'or que tous cherchaient : il n'y avait point d'or visible, ni en monnaie, ni en bijoux. Les maisons contenaient seulement du beurre, du mil, des métiers de tisserands, des outils de forge et des ustensiles de cuisine, des tapis de la montagne et quelque bétail, dont nul n'avait voulu encombrer les pirogues. Dans les rues, des coulées de grains, des objets oubliés, trahissaient une certaine abondance, mais pas ce qu'espéraient les renégats. Où étaient les monceaux d'or qu'ils avaient rêvés ? La ville, si célèbre à travers le désert et jusqu'à la mer marocaine, apparut tellement mesquine aux soldats, aux caïds et au Pacha lui-même, avec ses huttes en tiges de mil, ses maisons de terre pétrie, que la rage et le dégoût secouèrent ces hommes que la bataille n'avait pu ébranler.

— C'était pour ça seulement que tu nous as amenés ici ? criaient les soldats à leur chef.

Et les chefs réunis appelèrent Ould Kirinfil.

— C'est ça seulement que tu as à nous offrir ? dirent-ils avec colère.

— Laissez-moi faire, dit l'homme qui sentit que la ruse seule pouvait le sauver. L'or et les richesses se sont enfuis à notre

approche. Il aurait fallu venir comme l'hyène, sans bruit. Et vous avez bondi comme des lions rugissants. Les antilopes, les chèvres même, sont parties...

— Alors!... Où se trouvent les biens innombrables dont tu nous avais parlé?

— Je vais vous en faire donner une partie dans cette ville : de l'or dont je connais le secret, des esclaves et des tributs qui vous combleront de satisfaction.

— Et ensuite?

— Vous irez à Tombouctou! Pendant que je régnerai ici pour vous, vous prendrez les richesses de la grande ville qui, elle, ne trompe pas!

Les caïds baissèrent la tête, pensifs.

— Va! dit le Pacha. Et fais vite!

— Qu'il nous envoie des esclaves! dit El Haddad, fils de forgeron.

Tristes et lassés, les vainqueurs faisaient figure d'étrangers dans cette ville de Gao presque déserte. Par habitude, ils installèrent leur garde pour passer la nuit en sécurité.

Ce soir-là, les ribabs et les gumbris des lanciers marocains, réveillés après la victoire, se turent de nouveau. On n'entendait que les aboiements des chiens qui, eux, n'avaient pas traversé le fleuve, et les gémissements des femmes qui subissaient les premières le poids de la défaite de leur roi.

Et les renégats, près des belles esclaves noires, n'ayant trouvé que des corps dociles et inconscients au lieu de l'or et de la flamme qu'ils espéraient, se prirent à regretter les ruelles de Marrakech et ses fondouks, la cabane de leur père, leurs jardinets d'Andalousie accrochés en marches d'escalier aux flancs des montagnes et où les grenadiers ombrageaient des fleurs communes... Ils regrettèrent même les plats d'oignons, de fèves et de couscouss, que leur dispensaient les femmes de Marrakech avant qu'ils ne connussent le rêve d'or du Soudan.

Le Pacha se retira dans l'appartement royal, chambre spacieuse d'un palais de boue séchée, où l'on avait apporté les tapis les plus précieux de la ville. Il demanda des roseaux, un pot d'encre, des parchemins venus de la mosquée.

Resté seul, et considérant le fruit de ses angoisses et de ses peines, il douta une fois de plus. Il venait de recueillir quelques

charges d'or, et il douta de l'or de ce pays qui, pensait-il, n'avait gagné du prestige que par son éloignement. Il douta de la valeur de ces contrées et de sa propre puissance. Il douta même de l'autonomie qu'il cherchait à se donner et du royaume qu'il voulait mettre aux pieds d'une petite chérifa. Les forces de son imagination qui, jusque-là, dépassaient ou devançaient la réalité, l'abandonnèrent un instant, au point de lui faire mésestimer sa conquête.

C'est que la mort de Ferriro venait de le laisser isolé. Ferriro était pour lui le miroir déformant qui lui reflétait un autre Domingo que le Domingo rêveur, un autre Djouder que l'amoureux aventurier, qui lui renvoyait une image qui n'était pas toujours la sienne mais à laquelle il se devait d'être fidèle.

Le point d'appui extérieur ayant disparu avec Ferriro, le pacha Djouder cherchait instinctivement autour de lui. Si-Mana? Un eunuque nègre; dévoué, mais sans volonté ni conscience. Les caïds? Jaloux, comme tous les subalternes.

Au moment que Djouder s'apprêtait à écrire, Ould Kirinfil demanda la permission d'entrer.

— Que Dieu améliore sans cesse ta situation, puissant Pacha! L'Askia des Sonrhayes vient d'envoyer des émissaires pour dire ceci : « Vous êtes venus, Dieu vous a donné le pouvoir, mais la fièvre vous le reprendra... Partez et voici ce que je vous propose : Je m'engage à reconnaître comme sultan le chérif Moulay Ahmed el Mansour, à lui verser cent mille pièces d'or, à lui livrer mille esclaves d'une valeur de cinquante à quatre-vingts mitqals d'or pur ...»

Ould Kirinfil s'arrêta :

— C'est tout? demanda le Pacha fort en colère. Dis à ces hommes que la tête de leur maître est plus déformée que la meule d'un barbier de Marrakech!

— Fais doucement, Pacha victorieux! Ce n'est pas tout. L'Askia paiera chaque année un tribut. Le sel de Taodenit et de Teghaza sera entre les mains d'El Mansour qui, seul, pourra le faire entrer au Soudan. Les *cauris* (1) qui nous venaient de la Mecque et du pays du Caire, seront fournis au Soudan, après ce jour, par le sultan du Maroc. L'Askia vous enverra des chevaux pour remplacer les vôtres, du cuir et des selles, des

(1) Coquillages qui servent de menue monnaie.

pirogues, des esclaves et toutes choses dont vous aurez besoin. Pacha puissant, pars de Gao! Tes guerriers y mourront sans profit. Je déterrerai pour toi un trésor de l'Askia et te le donnerai pour ton maître... Mais pars d'ici, va à Tombouctou qui est la ville du commerce, la ville puissante, qui commande le désert et le Soudan, l'or et le sel...

Ould Kirinfil sortit à pas feutrés sans attendre la réponse du Pacha.

Sous le poids du doute, Djouder craignit de compromettre inutilement son succès et il écrivit d'abord : la fin de la traversée du désert, le détour sur Gao... « La terre embrasée nous a fait bouillir la cervelle et fondre le corps... L'ardeur du soleil descendait sur nos têtes, si brûlante qu'il semblait qu'on pût la saisir avec la main... » Puis, la bataille, la victoire : « Les glaives se sont entremêlés et ont rempli les coupes de la mort jusqu'à les faire déborder... » Ensuite venait la déception : « Gao est un mirage, un de ces mensonges qui courent comme un chien sans maître. L'or est dans le pays, mais il faut aller le chercher. Le bétail est épars. Les esclaves sont à enlever. La ville, malgré ses sept mille six cent vingt-six maisons, est moins remarquable qu'un faubourg de Fez. Et je ne parlerai du palais royal que pour dire qu'il est moins somptueux que la maison du chef des âniers à Marrakech. A peine trouvons-nous de quoi nous nourrir et nos habits sont rapiécés comme l'outre d'un marchand d'eau à barbe blanche... »

Suivaient les propositions de l'Askia qui offrait de l'or, des esclaves, un traité de commerce entièrement favorable à l'empire du Moghreb.

« Sultan célèbre, si tu acceptes, tu seras le Doré sans conteste et tu ne nous imposeras pas des souffrances et des combats tels que nous serons promptement épuisés par nos propres victoires. La fièvre nous assaille et chaque jour disparaissent de braves guerriers, qui, tout le long de la route, ont chanté la gloire de ton nom. Les maladies vont nous obliger à quitter Gao sans retard et à nous diriger vers Tombouctou, qui seule d'ailleurs peut être le siège de ta puissance et de ton représentant. C'est le port du Sahara d'où nous contrôlerons les salines, les caravanes venant du Septentrion et du Midi, du Levant et du Couchant; d'où nous partirons à la conquête des vrais royaumes de l'or dont je n'envoie aujourd'hui à tes pieds

qu'une faible partie recueillie après la victoire. Que cette lettre trouve en paix le très digne sultan Moulay Ahmed el Mansour ed Dehébi, que Dieu le couvre de ses faveurs et lui inspire les ordres qu'il répondra à son serviteur, esclave de Dieu... »

Quand le Pacha eut écrit les derniers mots, il pensa longtemps et longtemps encore, si bien que l'aube le trouva étendu sur un tapis, la nuque sur une selle.

Les jours suivants, malgré les rafles de nourriture, les soins à la thériaque et à la licorne donnés aux blessés de la bataille, bien des hommes moururent dans cette amosphère chaude et encombrée de mouches. Le Pacha, épuisé lui-même, demanda des bêtes de somme, les obtint, réunit les caïds et, après avoir recueilli leurs avis, décida d'aller à Tombouctou.

Auparavant il fit partir pour Marrakech une caravane de deux cents esclaves noirs, escortés par une section de fusiliers, sous les ordres du bachoud Ali el Adjémi. L'escorte protégeait, dit-on dans le camp, un envoi de dix mille mitqals d'or pur destinés au sultan.

La dernière nuit avant le départ, il écrivit au caïd Jilali une lettre qui devait être lue à la harifa Aïcha bent Ismaïl, qui devait elle-même en transmettre les paroles à Zouleikha, dont l'image grandie par la distance, emplissait à cette heure, le vide des palais sonrhayes.

« C'est avec les pieds d'un messager que le sable du désert brûlera, que je me rends vers vous, et c'est avec mon roseau que je vous adresse ce discours... Mon sabre a été comparable à Zoulfiqar, celui du Prophète... L'armée a été une meule qui a broyé le Soudan... Elle va me suivre à Tombouctou d'où je vous enverrai des charges d'or pur dignes de vous, et telles que le Doré n'en donna jamais à une femme... Tombouctou sera votre capitale. Quand vous quitterez le palais pour venir me retrouver, il n'y aura pour vous ni honte ni abaissement, pas plus qu'il n'y en a pour un maître à pénétrer dans la maison de son serviteur... Les regards de Dieu sont sur nous, car il nous a fait échapper jusqu'ici à des dangers sans nombre. Mieux que cela, il nous a ouvert les yeux sur les dangers à venir. Sur cette terre désolée où le caillou ressemble au caillou, le grain de sable au grain de sable, il nous a montré la voie. Il a fait le compte de nos heures et de nos jours, celui de mes peines aussi. Et je sais

maintenant que tout ira suivant sa volonté et le désir de celle qui est la maison de mes pensées. Que le salut de l'Unique soit sur elle qui m'a élevé! Qu'Allah répande ses grâces sur sa beauté, n'offre que des fleurs à ses regards, et que le miel soit sa nourriture... »

Djouder savait bien qu'il promettait plus qu'il n'espérait encore ; mais cela lui adoucissait le cœur et le consolait de la mort de Ferriro et des brutalités de la victoire.

Cette lettre fut remise à Ould Kirinfil qui devait se rendre en hâte à Tombouctou et la confier ensuite à une caravane qui allait à Marrakech et dont le chef était un homme sûr.

Le dix-huitième jour après leur victoire, Djouder et son armée reprirent la route du Nord, laissant le fleuve à leur gauche. Les chiens de Gao, qui n'avaient pu fuir avec leurs maîtres, aboyèrent sur les talons des vainqueurs; d'autres les suivirent, car eux seuls crachaient des restes de nourriture et marquaient de cadavres la route de Tombouctou.

TOMBOUCTOU

A la fin du mois de Djômada, en l'an 999 de l'hégire, le pacha Djouder installa son armée sur un mamelon devant Tombouctou. Et les deux puissances se contemplèrent.

L'armée ne comptait plus que six cents fusiliers à pied, deux cents fusiliers à cheval et trois cents lanciers, mais elle venait de disperser le dernier empire du Soudan. En face d'elle, une ville chargée de soleil, de mystère et de célébrité, qui étalait sur le sol légèrement ondulé un troupeau innombrable de masses cubiques et jaunâtres. Faites de terre pétrie et séchée, enduites de limon, ces demeures tournaient toutes le dos à la brûlure du vent d'Est. Çà et là, des troncs de pyramides dépassaient hautement les dos plats et même les palmiers de Thébaïde maigres et fourchus : les mosquées. La plus haute, Sankoré, portait dans le ciel gris bleu la gloire de sa science ; toutes étaient hérissées de menus bois, sur quoi grimpent les maçons qui chaque année réparent l'injure des pluies d'hivernage. Des touffes éparses de gommiers entouraient la ville, descendaient avec les jardins vers le faubourg de Kabara qui servait de port sur le fleuve. Placée au carrefour des routes

et des vents, Tombouctou contrôlait ainsi le trafic des eaux et y étanchait sa soif.

Point de murailles inutiles. Depuis sa naissance, depuis que, cinq siècles auparavant, une tribu de Touaregs, lasse de suivre ses troupeaux, avait, sur le conseil d'une vieille femme, replié ses tentes et construit des huttes de terre battue propices au sommeil du jour, la ville avait été violée par des envahisseurs nombreux : elle avait toujours fini par les corrompre.

Les années s'étaient de la sorte écoulées, inégales en fortune pour cette femme de mauvaise vie, — toujours soumise. Elle avait attiré les négociants du Moghreb et son or avait pénétré l'Espagne, les savants de la Mecque ou du Caire et de pieux personnages vivaient encore près du fumier public. Chez elle, la folie du désert venait se mélanger sans cesse aux instincts barbares du Sud : échanges innombrables et souriants, sanglants ou lascifs, instables et mêlés de frayeurs.

Pour se mieux garder d'une surprise, reposer les soldats et les empêcher de se répandre sans ordre et sans précautions parmi les délices de la ville, le Pacha les avait installés dans un camp retranché, entouré de buissons épineux, où il avait réuni ses munitions, ses armes, son trésor, ses esclaves, ses bêtes et les otages qu'il avait obtenus sans retard.

Par fierté, il refusa d'abord de visiter Tombouctou et se contenta d'accueillir les dignitaires et les savants, les chefs de quartier et les négociants notoires, qui venaient faire acte de soumission et mettre leurs biens sous la protection du vainqueur, ainsi qu'il est d'usage dans tous les pays du monde.

Mais la curiosité n'épargne pas les chefs. Un jour, fatigué d'entendre vanter les plaisirs de la reine du désert, également désireux de connaître par lui-même la physionomie intérieure de cette cité immense et compacte autant que les dispositions de ses habitants, il interrogea Si-Mana :

— Seigneur Pacha, dit l'eunuque, la crainte est déjà maîtresse de Tombouctou. Tu t'y promèneras comme un lion dans un pâturage d'antilopes...

Le pacha Djouder est arrivé sur la grande place de Sankoré, à l'heure d'*asr*, à cette heure paisible où les hommes de toute caste viennent goûter, sous les arcades, les bienfaits de la

rêverie. L'ardeur du jour en a chassé les marchands. Une telle paix y règne que le Pacha modère le pas de son escorte et s'en va parmi les groupes, seul avec Si-Mana et un otage qui lui sert d'interprète.

Triomphant, le soleil étale son manteau de feu sur la ville. A la mosquée, il a fait rentrer le *khatif* dans l'ombre de la nef, et descendre le *muezzin* au bas de la tour. Nul ne conteste le vainqueur. Le vent du désert, lui-même, a fait sa soumission. Les flèches ardentes, directes et sûres, tombent sans bruit sur les terrasses. Leur brûlure glisse le long des murs et des piliers, se répand sur le sable. L'ombre est précieuse. Les esprits aveulis recherchent la paix souveraine, la paix légère comme la fumée du kif, ce chanvre à grand peine venu des Indes et de l'Arabie heureuse et que les caravaniers échangent contre l'or et l'ivoire.

Sous les arcades ombreuses, des formes blanches sont allongées, impuissantes, sans mouvements. D'autres formes blanches les rejoignent et, lentement, s'écroulent invertébrées.

... Voici Mohammed Kiraï, le juge, qui tire de son manteau une pipe minuscule, à long tuyau de roseau. Il la garnit lentement d'une pincée de débris jaunâtres. Nonchalant, l'éphèbe qui l'accompagne enflamme une mèche avec deux pierres. La pipe grésille. Une fumée grise sort à regret de la bouche du fumeur.

... Fara Omar, chef de pasteurs, cherche un coin frais, y étale une natte. Il allume une pipe. O chaleur! Tout effort est une souffrance. Pourtant, le plaisir exige tout au moins la préparation du plaisir.

... Ouanado le marchand paraît à bout de souffle, comme s'il arrivait du lointain Macina. Un dernier mouvement n'est plus une peine quand il se réduit à une pipe bourrée, surmontée d'une braise, et que l'on aspire les yeux mi-clos.

...Voici Bamba le boucher, Kankabali l'ânier, Mohammed Kenati le professeur d'arabe, Omar Kouzagho l'écrivain public, Moussa Benko le tisserand, et d'autres que l'on ne peut compter. Les éphèbes passent dans les groupes et distribuent les braises qu'ils portent sur une tige de palmier, jusqu'au moment où ils s'affalent, eux aussi, sur les nattes.

Le silence est lumineux et lourd. Les insectes sont collés au tronc des arbres, du côté de l'ombre. Des ânes, sur la place, ont peine à retenir leur tête de choir dans le sable. Leurs babines

s'allongent démesurément, leurs cils se rejoignent : ils rêvent de frais pâturages, de charges légères et de maîtres claudicants.

Sous les arcades, les masses blanches rêvent aussi. L'air est léger. Le corps est léger comme la fumée du kif. Des femmes passent lentement, porteuses de calebasses, d'outres et d'amphores. Fantaisies. L'air est impalpable comme du beurre fondu. Un nuage : il n'apporte pas la pluie favorable, mais des fantasmagories. Daouda Kouro voit sa femme ! Hier soir, elle était vieille et acariâtre : la voici jeune et belle, sa voix est douce comme un lait matinal... Le puits de Takouni est moins profond, le champ d'Abou Bekr est tout proche et fertile à souhait...

Les rêveries se déplacent, vont de l'un à l'autre, tombent, se relèvent et festonnent : lianes d'une forêt enchantée. Les vérités deviennent confuses, les mensonges éclatants. A chaque instant, un homme s'ajoute au groupe, s'y confond. Est-ce bien un homme ? ou une volute de fumée qui se dissout dans les volutes de fumée ?... Tout se mélange. La farandole reprend, sans heurts, incertaine et tremblante, pesante et légère à la fois.

...Les pipes se vident, sont remplies de kif et fumées à nouveau. L'air est subtil, la lumière embrasée. Le nuage s'élève, emmêle et dévide les fils du rêve... Les chiens roux ou jaune pâle, allongés sur le sol, près des piliers, s'agitent faiblement ; ils ont, eux aussi, des visions d'eau et de ripailles... Les oiseaux ébouriffent leur plumage et, le syrinx desséché, l'œil voilé, se taisent. Les lézards familiers et les serpents sont cachés sous les pierres. Les scarabées replient leurs pattes crochues et dorment, sans éclat. Les chameaux, affalés contre les maisons, allongent leur cou mince comme l'ombre des murs. Les mouches oublient d'être agitées...

Le pacha Djouder contemple ce coin de ville endormie, la grande place de Sankoré. Rassuré par tant de quiétude, il va retourner au camp, lorsqu'un vieillard apparaît à un angle de la place, sorti d'une des ruelles pressées entre les murs jaunes, par où la multitude débouche aux jours d'affluence. Il s'appuie sur un grand bâton. Une barbe blanche encadre son visage noir. Vêtu de blanc.

— Ahmed Baba ! murmure l'otage du Pacha.

— Qui est-ce ?

— Aucune cervelle d'homme ne sait ce qu'il sait.

— Que fait-il ici ?

— Il est le savant, le jurisconsulte... Rien de la loi, dans le ciel et sur la terre, ne lui est ignoré.

Le vieillard s'avance. Le garçon dont la vie répond auprès du vainqueur de la bonne foi de ses compatriotes s'incline profondément. Et, dans le silence pesant comme une montagne, la voix du vieillard s'élève au pied des colonnes, sous les ornements étranges qui décorent le faîte des maisons.

— O ville qui fus puissante, tes lions se sont éloignés; tu n'es plus habitée que par des bœufs à la cervelle gluante. O Tombouctou, ville en sommeil, tu es un arbre mort! Les oiseaux viennent encore se percher sur tes branches, mais tu ne portes plus de fruits!...

Et l'ancien, le savant, le pèlerin de la Mecque, le jurisconsulte Ahmed Baba, qui accueille des disciples de tout âge venus des confins du monde, s'éloigne en traversant la place.

— Rentrons au camp, ordonne le Pacha, qui savait maintenant ce qu'il désirait savoir. La puissance de la reine du désert tient à sa renommée plutôt qu'à la vaillance de ses habitants.

Le lendemain, trente-cinq jours après son arrivée devant Tombouctou, l'armée des renégats fit son entrée dans la ville. Des salves furent tirées, à intervalles réguliers, pour inspirer à la population la défiance efficace d'une troupe si réduite. Mais la curiosité fut plus forte que la crainte de ces armes, — filles du tonnerre, disait-on, — qui avaient mis en fuite les Sonrhayes. Les habitants de Tombouctou, femmes sur les terrasses, hommes sous les arbres des lieux publics, par petits groupes ainsi qu'il avait été prescrit, observaient curieusement ces guerriers dont la renommée n'avait épargné personne. Les otages marchaient au centre de la colonne. La foule, les ayant crus morts, répétait leurs noms à voix basse.

Et voilà que cette ville, par tous exaltée et profanée à la fois, qui avait connu toutes les gloires et toutes les souillures, regardait, en ce matin de Chaaban-le-Brillant, entrer chez elle de petits hommes à la peau blanche, dont les oreilles rouges passaient sous le turban, et qu'une force prodigieuse et bruyante avait grandis jusqu'à atteindre les nuées.

Quand la troupe eut campé devant Sankoré, les chiens

aboyèrent faiblement, quelques fumeurs de kif se tournèrent de côté, le dos vers les soldats.

Sur l'ordre du Pacha, des patrouilles parcoururent la ville, afin de montrer la force nouvelle qui commandait au pays et de trouver le meilleur emplacement pour édifier une kasbah. Ce fut sur le quartier des riches marchands de Ghadamès, qui dominait Tombouctou, que le Pacha lui-même arrêta son choix.

Désireux d'épargner le sang de ses hommes, et déjà capté par cette atmosphère de nonchalance qui fait préférer les paroles aux actes, il s'était rendu auprès du jurisconsulte Omar ben Mahmoud. Omar occupait les fonctions de cadi; il livra au Pacha le quartier préféré, composé de solides bâtisses que des murs faciles à établir relieraient entre elles pour faire une citadelle. A cette fin, il fournit des esclaves et des hommes libres; il livra aussi les greniers de ses ennemis, sauvant de la sorte les siens et ceux de sa famille.

Enfin, à Djouder et aux renégats qui ne cachaient pas leur impatience, il promit d'expédier des hommes dans toutes les directions pour obliger, sous les pires menaces, les tribus et les peuples environnants à remettre aux vainqueurs l'or qu'ils détenaient, enfoui dans la terre ou suspendu aux bras et aux oreilles de leurs femmes.

Cependant, la réponse du Sultan, l'ordre de traiter ou de combattre, ne venait pas. En attendant, les heures de Tombouctou étaient remplies par l'organisation de la conquête : construction de la kasbah et d'un bastion en haut duquel le Pacha voulut une terrasse qui dominât la ville et le fleuve ; reconnaissances aux alentours, levées d'impôts en or et en nature, réquisitions de vivres et de pirogues. Mais rien n'arrivait à absorber la pensée de Djouder : il attendait une autre lettre que celle d'El Mansour. Chaque jour, il envoyait un détachement sur la route d'Araouâne pour voir si son courrier, Ali el Adjémi, revenait de Marrakech. Le délai de retour écoulé, le courrier ne revenait pas. Alors, il fut gagné par le mal de l'impatience. Cela débuta par des agacements. Ensuite vinrent les emportements, les colères. Succédant au marasme provoqué par la mort de Ferriro, cette agitation souleva l'émoi de ses lieutenants, pourtant fort occupés à pressurer la ville.

Ce fut alors que Djouder apprit par Si-Mana la mort d'Ould

Kirinfil : « celui-ci avait péri dans un tumulte, avant l'entrée de l'armée à Tombouctou, dénoncé par un réfugié de Gao qui avait révélé son imposture et sa trahison. »

Le Pacha fut frappé de stupeur. La lettre destinée à Zouleïkha ? Qu'était devenue cette lettre ? Soupçonneux, il n'osait se confier d'abord qu'à Si-Mana. Puis l'inquiétude le gagna, grandit de minute en minute. Ne pouvant charger ses semblables d'une enquête, il dut se servir des gens du pays, se rapprocha d'eux, fréquenta chez le cadi.

Cet homme sage lui représenta Ould Kirinfil comme un de ces intrigants qui, sous chaque domination, arrivent à se faire prendre au sérieux par les conquérants.

— Ne te plains pas, disait le juge de Tombouctou. Tu aurais pu tomber sur un griot qui, par ses paroles ailées et chantantes, aurait pu t'emmener au pays de l'Anka, l'oiseau merveilleux.

— Quel oiseau merveilleux ?

— Celui qui habite un pays d'où l'on ne revient jamais...

Tout cela ne rassurait pas le Pacha. Il dépêcha Si-Mana dans tous les quartiers, lui fit interroger toutes les corporations et sonder les maisons douteuses.

— Je saurai, lui dit le cadi, ce qu'est devenue ta lettre. Du levant au couchant, du Soudan au Maroc, un papier ne peut se perdre. Les paroles sont légères et libres : chacun peut les prendre au passage et les rendre au vent qui les apporta. Un écrit est chose sacrée : c'est Dieu lui-même qui nous a envoyé la khalima, le roseau !... Ton papier ne sera pas égaré, il voyage seulement...

Quelques jours après, le cadi sut par un cordonnier, qui avait fourni des sandales à un marchand d'outres, lequel en avait muni une caravane en partance pour le Nord et tenait la nouvelle d'un patron de fondouk installé dans le faubourg de Kabara, qu'un Noir de Gao, avant d'être massacré, avait confié un papier important à un des chameliers de la caravane nommé Diawara ; ce Diawara, disait-on, avait reçu une avance de cinq mitqals d'or, avec la promesse d'une forte récompense à la remise de la lettre à Marrakech.

Quand le Pacha, le soir même, apprit la chose, il jura, s'emporta contre le mort, contre tous les Noirs de l'Afrique, contre les pères et les mères qui les avaient engendrés.

— N'insulte pas les hommes noirs, notre Pacha! Ordonne plutôt qu'ils amènent leur or dans ta maison..., conseilla le Cadi pour calmer le maître de Tombouctou.

— Quel or? Ce Kirinfil nous en a promis des quantités si étonnantes! Où est-il ? Ce que j'ai ramassé ne compte pas... On le cache... Des histoires de Noirs !...

— Que la colère ne gonfle pas ton cou, Pacha à la peau blanche! Ce n'est pas ce chemin qu'ont pris les mensonges d'Ould Kirinfil. L'or est dans le pays : quand il viendra, tu seras étonné. Tous les gens de la brousse sont encore dans la crainte du feu de tes armes. J'ai envoyé partout des messagers... Si ton cœur est rafraîchi, tu me laisseras seulement ramasser l'or qui glissera de ta main et tombera par terre...

— C'est bien! Fais ce qui est utile...

— Dieu veuille que ta nuit soit agréable, notre Pacha!

Djouder s'enferma dans les appartements que lui avait cédés le cadi Omar. Là, il se vit, lui, le chef d'un pays illimité, à la merci d'un petit juge indigène, d'un esclave. Alors, il baissa la tête. Comme Si-Mana essayait de le rassurer, il fit appeler des joueurs de cora que les plaisirs de la ville entretiennent en nombre important.

Le musicien, les regards perdus dans le vague, taquinait les vingt et une cordes de son instrument et disait :

« Tu es comme le jardin parcouru d'eau claire et qui m'entoure de ses fleurs... Ton parfum caresse mon visage... Je le respire avec le souffle de vie... »

Les passions et le kif venu d'Orient par les mystérieuses voies transversales de l'Afrique avaient déjà endormi la ville, que le musicien chantait encore en un murmure assoupi...

André Demaison.

(La dernière partie au prochain numéro.)

L'EXODE
DES HAUTS FONCTIONNAIRES

Sans bruit, sans éclat, la classe des grands fonctionnaires est en voie de disparaître. La crise est ouverte ; elle pose un des problèmes les plus graves qui puissent retenir l'attention du gouvernement.

Nul pays, plus que la France contemporaine, n'a souffert de la carence du pouvoir exécutif. Mais heureusement pour elle cette faiblesse même a fait surgir un pouvoir administratif homogène et solide qui a largement atténué les inconvénients du régime. A côté des ministres d'un jour qui, suivant le jeu de la bascule, n'ont souvent d'autre objectif que de défaire l'œuvre de leurs prédécesseurs, se sont constituées des administrations fortes, honnêtes et travailleuses, une justice, un peu lente certes, mais inattaquable dans son intégrité, un Conseil d'État corrigeant les erreurs ou les insuffisances de la législation et assurant aux citoyens un recours efficace contre l'arbitraire gouvernemental. Telle est la constitution de fait sous laquelle la France a vécu depuis plus de cinquante ans.

Aujourd'hui plus que jamais la nécessité s'impose de conserver cette élite de hauts fonctionnaires et de grands magistrats qui ont fait notre force...

Les conséquences de la guerre sont incalculables et l'œuvre est immense qui reste à accomplir : stabiliser la monnaie, achever la restauration des finances de l'État, régler les dettes interalliées ; mettre en valeur notre magnifique domaine colonial et nos forces hydrauliques ; terminer la reconstruction de nos régions dévastées ; assurer le fonctionnement des pres-

tations en nature avec le souci de ménager la vie de nos industries nationales ; transformer dans un esprit commercial l'antique gestion de nos monopoles ; réaliser enfin hardiment la réforme administrative et judiciaire esquissée avec trop de timidité par le gouvernement actuel, quoi encore ! Cette œuvre, c'est la reconstruction complète de la France d'après la guerre. Elle touche à toutes les pièces du mécanisme que comportait la France d'avant la guerre. Elle demande des compétences techniques accrues, une connaissance complète des principes de l'économie politique, des finances et du droit. Elle exige un labeur formidable, sur des bases en perpétuelle évolution.

Où sont les cerveaux lucides qui concevront les grandes lignes de l'édifice nouveau, où sont les esprits souples qui sauront démêler l'écheveau des législations foisonnantes ou contradictoires, où sont les caractères fermes qui sauront poursuivre et mener à bien, malgré les embûches et les obstacles des intérêts particuliers, les réformes nécessaires ?

*
* *

Les hommes de premier plan se font rares pour remplir les postes supérieurs, en même temps que s'abaisse progressivement le niveau des corps dans lesquels ils se recrutent. Récemment, M. Painlevé faisait devant la Chambre cette déclaration, dont il n'essayait pas de voiler la gravité : « Ce n'est pas seulement dans l'armée, c'est dans toutes les fonctions publiques que le recrutement se fait mal, que les postes sont désertés (1). »

Les exemples abondent.

S'il est une administration où la continuité de l'effort, où la suite dans les idées directrices s'imposent aujourd'hui plus qu'à aucun moment de notre histoire, c'est, assurément, le ministère des Finances. Or, dans la seule année 1925, ont quitté le ministère des Finances, sept directeurs généraux, directeurs ou sous-directeurs ; dans les six premiers mois de 1926, six directeurs adjoints, sous-directeurs ou chefs de service. De 1919 à 1926, six directeurs se sont succédé à la direction de la Comptabilité publique. La direction du Mouvement général des fonds a changé quatre fois de titulaire depuis 1919.

(1) Discussion du budget de la guerre, 27 novembre 1926.

Quelle est la grande banque, quelle est la modeste maison de commerce qui résisterait à un pareil régime ?

Mais le ministère des Finances ne fait pas exception. Il n'y a pas bien longtemps qu'il fallut consulter douze ou quatorze fonctionnaires pour trouver un Directeur général au ministère des Travaux publics. En huit ans, la direction des forces hydrauliques et des distributions d'énergie électrique, chargée d'appliquer une législation entièrement nouvelle et de créer toute une jurisprudence, a compté cinq titulaires ; les chemins de fer de l'État ont connu trois directeurs depuis la guerre, ainsi d'ailleurs que les chemins de fer d'Alsace-Lorraine.

Non seulement il est malaisé de trouver des titulaires de valeur pour les hauts emplois, mais il est encore plus difficile de les y retenir plus de deux ou trois ans. S'ils ont une valeur réelle au point de vue administratif, financier ou technique, les grandes industries, les grandes affaires commerciales, les grandes banques les guettent. Il semble que l'accès aux postes suprêmes, au lieu d'être le couronnement rêvé d'une belle carrière, ne soit plus aujourd'hui qu'un stage obligatoire et de durée limitée pour obtenir dans des fonctions privées une situation définitive.

Cette instabilité dans les fonctions supérieures est peut-être le mal le plus grand dont nous souffrions à l'heure actuelle. Qui ne se souvient des grands directeurs d'avant la guerre, les Privat-Deschanel, les Charguéraud qui restaient de longues années à leur poste? L'expérience acquise dans leur longue carrière, la mémoire fidèle de tout un passé leur permettaient d'assurer, en dépit des changements de ministères,la réalisation des réformes et la continuité de l'action gouvernementale.

Il n'en est plus de même aujourd'hui, et le rapport des experts financiers de 1926 ne manquait pas de dénoncer comme un danger très grave l'exode de nos hauts fonctionnaires. Cet exode est d'autant plus redoutable qu'il est accompagné, souvent même précédé, par les nombreux départs de fonctionnaires encore jeunes, mais déjà formés, qui devaient normalement fournir les chefs de demain.

Si l'on se tourne du côté du Conseil d'État, on voit les démissions ou les départs pour des situations extérieures augmenter sans cesse et passer de quatre, pour l'ensemble des trois années 1921, 1922 et 1923, à dix-sept pour les trois années suivantes.

Cette fuite des capacités n'atteint pas seulement les emplois civils. Le corps du génie maritime, qui se compose de 180 ingénieurs, perdait 15 de ses membres en 1924, et 30 en 1925. Le corps des ingénieurs d'artillerie navale a vu 60 pour 100 de son effectif se renouveler de 1920 à 1925.

L'armée de terre n'est pas plus favorisée. Il est actuellement presque impossible de trouver dans les armes savantes des capitaines sortant de l'École polytechnique, ayant suffisamment d'ancienneté pour être mis au tableau d'avancement pour le grade de chef de bataillon.

Le recrutement même des grands corps de l'État se trouve compromis par la base, car la valeur des candidats aux différents concours diminue en même temps que leur nombre, et ce n'est pas là le moindre danger. Au dernier concours de la magistrature, il y avait plus de places que de candidats. En 1912, il y avait 28 candidats pour 4 places d'auditeurs au Conseil d'État; en 1926, 13 candidats pour 6 places, et le concours fut si médiocre que le jury ne put prononcer que 4 admissions.

Nombreux sont les élèves qui, à la sortie de l'École polytechnique, donnent leur démission pour se mettre à la recherche d'une situation privée; nombreux surtout sont les jeunes gens qui choisissent à leur sortie un emploi civil et militaire avec l'idée bien arrêtée de n'y faire qu'un court passage, en attendant mieux. Pour remédier à ce dernier inconvénient, on a essayé de faire signer à ceux qui acceptaient des emplois l'engagement de demeurer pendant huit ans au service de l'État. Les résultats ne se sont pas fait attendre et le nombre des démissions à la sortie de l'École atteignait 55 pour 100 en 1924. La suppression de cette clause maladroite a ramené à 20 pour 100 le chiffre des démissions en 1925. Ces chiffres suffisent à montrer combien est précaire le recrutement actuel de nos grands corps d'ingénieurs civils et militaires et de nos officiers des armes savantes.

Dans l'enseignement supérieur la situation n'est pas plus brillante et 70 pour 100 des agrégés des lettres reçus au dernier concours ont décliné les postes de professeurs qui leur étaient offerts. On me permettra de ne pas insister sur la gravité exceptionnelle que revêt un affaiblissement du niveau intellectuel du corps enseignant, puisque, plus gravement que tout autre, il compromet l'avenir.

* * *

Quelles sont donc les causes de cet exode des hauts fonctionnaires et, d'une façon générale, de cette désaffection des fonctions publiques?

Elles sont multiples.

Jadis les hauts fonctionnaires jouissaient d'un tribut d'honneurs qui constituait pour eux une sorte de privilège et d'avantage moral, auquel beaucoup étaient sensibles. Que vaut pour eux aujourd'hui l'octroi d'un grade dans la Légion d'honneur, alors qu'elle est prodiguée partout, sans mesure et sans discernement? Pour se rendre compte de cet avilissement des décorations, il est intéressant de comparer les promotions normales d'avant la guerre avec celles d'aujourd'hui, telles qu'elles sont fixées par la loi du 20 février 1925. Prenons pour exemples le ministère des Finances et le ministère des Travaux publics. En 1912, il a été décerné, au titre du ministère des Finances, 9 croix d'officier et 36 croix de chevalier; en 1925, 30 croix d'officier et 150 croix de chevalier. Pour les Travaux publics, la promotion de 1912 comptait 12 croix d'officier et 36 croix de chevalier, celle de 1925, 25 croix d'officier et 135 croix de chevalier.

Remarquons immédiatement que, dans ces promotions pléthoriques, le nombre des croix attribuées aux hauts fonctionnaires a *diminué au lieu d'augmenter* (1). Si, par ailleurs, on peut admettre que le contingent de 1912 était un peu réduit pour récompenser le personnel technique important que comportent les deux ministères que nous avons cités, que peut-on penser des contingents considérables attribués par la loi de 1925 à des ministères ou à des services nouveaux : Régions libérées, Marine marchande, Enseignement technique, Éducation physique, etc., qui n'ont pas à récompenser les longs services ou les capacités exceptionnelles de leur personnel, qui sont embarrassés pour épuiser leur contingent dans des conditions convenables.

(1) Si l'on compare, pour le ministère des Travaux publics, par exemple, la part faite aux fonctionnaires dans les promotions d'avant-guerre et dans les promotions actuelles, on constate qu'avant la guerre, 60 pour 100 des cravates de commandeur et 75 pour 100 environ des rosettes d'officier ou des croix de chevalier leur étaient réservées. Actuellement, ces proportions sont tombées respectivement à 40 et 25 pour 100. Ainsi, malgré l'augmentation considérable de l'importance des promotions, le nombre de rosettes d'officier attribuées à des hauts fonctionnaires a diminué d'un tiers environ en valeur absolue.

Ajoutons, enfin, qu'un certain nombre de promotions n'ont d'autre but que de rémunérer des services politiques.

Le résultat de ce gaspillage de décorations est que le nombre des chevaliers de la Légion d'honneur au titre civil, qui était, en 1914, de 15600 titulaires, dépasse aujourd'hui 31000.

Est-ce un encouragement bien marqué pour les hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, des Colonies ou de l'Intérieur, de voir que les postes les plus intéressants, ambassades ou gouvernements généraux, qui ont été l'ambition légitime d'une carrière de travail et de dévouement, leur échappent, lorsqu'on ne les leur retire pas, pour être confiés à des hommes politiques amis du gouvernement, ou, plus souvent encore, à des adversaires politiques, qu'il faut neutraliser ou éloigner?

Est-ce un régime qui excite et suscite le travail que celui qui consiste à remplacer le plus souvent le choix par l'ancienneté pour l'avancement au Conseil d'État?

Comment supposer que le moral des officiers ne soit pas atteint par une propagande, abusivement tolérée, qui proclame l'inutilité de leurs fonctions dans le monde nouveau auquel on ne met pas en doute que la Société des nations n'assure une paix générale et définitive?

Et n'avons-nous pas, nous tous, une part de responsabilité dans le phénomène de désaffection des fonctions publiques qui s'annonçait déjà avant la guerre et qui depuis quelques années a pris des proportions inquiétantes? Nous sommes trop portés à tenir pour vraie l'image du rond-de-cuir tracée par le joyeux Courteline, du fonctionnaire qui s'est réfugié dans un emploi de demi-oisiveté, faute de pouvoir trouver mieux et nous avons trop de tendance à nous en prendre à lui chaque fois que quelque chose nous déplaît dans le jeu de la machine administrative (1). Légende dangereuse qui est de nature à décourager les grands chefs qui, depuis des années, donnent à l'État sans compter une énorme somme de travail et un dévouement de tous les instants.

Mais tournons les yeux du côté matériel.

Certes, jamais les hommes de grand cœur et de haute valeur

(1) C. Cahen-Salvador, *la Situation matérielle et morale des fonctionnaires*, Revue politique et parlementaire, 10 décembre 1926.

qui ont consacré leur intelligence à la direction des services publics n'ont songé à faire fortune au service de l'État. Ils se croyaient assez payés s'ils pouvaient, après une vie passée dans des conditions matérielles convenables, laisser à leurs enfants un nom respecté et honoré.

Encore le désintéressement a-t-il ses limites. Il semble bien que le Gouvernement vienne seulement de s'apercevoir qu'il n'avait pas fait pour les hauts fonctionnaires le strict nécessaire imposé par les conditions économiques d'après la guerre.

Le bilan est facile à dresser. A plusieurs reprises, et pour parer aux conséquences de la dépréciation du franc, les pouvoirs publics ont dû prendre des mesures générales pour mettre les traitements en harmonie avec le coût de la vie. Tel fut l'objet de la commission de Villeneuve, en 1919, et de la commission Trépont en 1925. Ces revisions générales, effectuées sous la pression des petits fonctionnaires qui sont le nombre, limitées par des considérations politiques mesquines, furent effectuées selon des formules dégressives qui sacrifiaient complètement les titulaires des hauts emplois. C'est ainsi qu'au mois d'août 1926 le traitement d'un inspecteur général des finances était encore de 36 000 francs, celui d'un général de division de 40 000 francs, dépassant à peine le double de leurs traitements d'avant la guerre. Au ministère de l'Intérieur, le préfet de la Seine n'avait reçu aucune augmentation et le préfet de police avait vu son traitement de 1914 porté de 45 à 50 000 francs !

On peut dire que si pendant cette période la valeur or du traitement des instituteurs, des facteurs ruraux et des douaniers est restée constante, celle du traitement des fonctionnaires supérieurs a diminué des 2/3 ou même des 3/4.

Aux réclamations timides de ceux qui faisaient valoir les lourdes charges de famille, les frais de représentation, la nécessité de faire figure, on répondait que la situation budgétaire ne permettait pas à l'État de donner à ses serviteurs plus qu'il n'était nécessaire à leur subsistance... Une autre objection a été formulée que j'aurais honte de reproduire si elle n'avait été émise officiellement devant l'une des commissions chargées de la revision des traitements. C'est que le plus haut traitement des fonctionnaires ne devrait pas dépasser l'indemnité parlementaire !...

Incalculables sont les conséquences de cette situation misé-

rable faite pendant près de six ans aux grands chefs de nos administrations. Si la crise que nous dénonçons n'avait duré que quelques mois ou un petit nombre d'années, elle n'aurait pas laissé de traces sérieuses. La France est assez riche en caractères et en hommes pour que ceux-ci aient pu faire à l'intérêt national le sacrifice d'une part de leur bien-être ; mais, lorsque la crise dure, lorsque ce n'est pas seulement le bien-être mais l'existence même qui est en jeu, il n'en est plus de même.

Pour pouvoir vivre, certains fonctionnaires avaient la ressource de trouver dans des occupations accessoires, le complément de leur rémunération insuffisante : les professeurs donnaient des leçons particulières, faisaient des conférences, écrivaient des livres. Le Conseil d'État fournissait au journalisme une collaboration importante. Mais ce ne sont là que suppléments accessoires et le plus grand nombre des hauts fonctionnaires n'avait ni le temps, ni le goût, ni la possibilité de chercher de ce côté le complément de son traitement.

Le résultat de cette politique à courte vue, ce fut le départ de ce qu'il y avait de meilleur dans nos grands corps, depuis les grands chefs attachés à leurs fonctions et obligés, pour subvenir à leurs charges de famille, d'abandonner ces fonctions pour accepter les offres tentantes des affaires privées.

A son arrivée au pouvoir, M. Poincaré s'est rendu compte du péril ; l'un de ses premiers actes fut de faire voter la loi du 3 août 1926 qui permettait à la fois de donner une augmentation générale de 12 pour 100 à tous les petits fonctionnaires et de porter au coefficient 3 la rémunération allouée avant la guerre aux hauts fonctionnaires.

Le geste n'était pas trop large. Chacun sait que les traitements supérieurs étaient déjà insuffisants en 1914. En leur appliquant le coefficient 3, leur valeur or se trouvait en fait réduite encore de moitié. La décision du Gouvernement était cependant courageuse et la fédération des syndicats de fonctionnaires ne manqua pas de dénoncer, par affiches placardées dans tout Paris, une mesure qui avait pour effet de donner une augmentation de « douze pour cent aux petits et cent pour cent aux gros ».

Les décrets d'application fixant, pour chaque corps, les nouveaux traitements, se sont échelonnés d'août 1926 à février 1927.

Ils donnèrent lieu de la part des intéressés à de nombreuses réclamations qui furent examinées par une Commission spéciale, connue sous le nom de Commission Martin, du nom de son très distingué président. Les réajustements réalisés par cette Commission viennent de faire l'objet d'une série de décrets publiés à l'officiel dans le courant du mois d'août : après comme avant, les traitements des hauts fonctionnaires restent à peu de chose près fixés au triple des traitements d'avant-guerre.

* * *

Il est donc permis de douter que les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement suffisent à arrêter la crise des hauts fonctionnaires.

Des modifications profondes se sont produites dans la mentalité des jeunes gens qui ont fait la guerre ou qui l'ont vue, et qui en ont souffert matériellement ou moralement. « La vie est courte, disent-ils, profitons-en. Le travail ne nous effraie pas, quel qu'il soit, pourvu que le résultat soit proche et tangible. Nous ignorons les anciennes catégories sociales qui donnaient à la diplomatie, à l'armée, à la magistrature, la préséance sur le commerce et l'industrie : nous ne sommes plus au temps de M. Poirier. Ce n'est pas déroger que de créer ou de diriger une entreprise, pourvu qu'elle réussisse, pourvu qu'elle épuise notre volonté de commander, notre besoin de récolter. Nous avons vu pendant la guerre des fortunes s'élever par miracle entre les mains de camarades restés à l'arrière et qui ne nous valaient pas. L'inflation et les impôts excessifs ont fait disparaître les vieilles notions de fortune acquise, de revenu et d'héritage. Nous savons que nous n'avons plus à compter que sur nous-mêmes. Au loin l'effort patient et prudent ! Au loin l'économie fallacieuse qui entasse des morceaux de papier dont la valeur est incertaine et risque de s'effondrer. Pour vivre bien, travaillons dur, mais courons notre chance avec l'espoir d'un heureux coup de dé. »

N'est-ce pas M. Painlevé encore qui disait récemment à la Chambre : « C'est à la face du monde que court la rouge et la noire. Il faut mettre au jeu ou se résigner à la vie étroite, mesquine, gênée, à la misère qui se cache. L'opposition est trop brutale, la tentation trop forte pour beaucoup. »

Et, de fait, ce ne sont pas seulement les fonctions publiques

qui sont aujourd'hui désertées. Ce sont les Facultés et en tête la Faculté de droit où le nombre des licenciés est passé de 1096 en 1912 à 801 en 1926, et celui des docteurs de 294 à 185 ; c'est l'école des Chartes, qui ne maintient ses effectifs que grâce aux élèves femmes et aux étrangers. Ce sont nos compagnies de chemins de fer qui sont obligées de faire de gros efforts pour assurer le recrutement de leur personnel.

Pendant ce temps les grandes affaires offrent aux hommes actifs les emplois qui répondent le mieux à leurs besoins et à leurs goûts. La France d'après la guerre a fait dans le domaine industriel, commercial, financier et colonial un formidable effort. Elle a remis à neuf des régions entières, créé de toutes pièces des entreprises nouvelles. Obéissant aux lois économiques modernes, les affaires anciennes se sont concentrées, elles sont devenues plus fortes et plus puissantes. Leur gestion demande des hommes capables d'être à la fois techniciens et commerçants, rompus aux questions financières, pratiquant les langues étrangères, ayant le goût des voyages, s'élevant au-dessus de l'horizon borné de la petite affaire d'il y a vingt ou trente ans, pour discuter des ententes, lier des intérêts avec des affaires concurrentes en France ou à l'Étranger. Peut-on s'étonner que, dans ces conditions, elles aient drainé vers elles un grand nombre des meilleurs chefs de nos services publics?

Certes, nous ne pensons pas qu'il faille désirer une séparation complète entre les fonctionnaires et les industriels, les commerçants et les financiers. Nous pensons, au contraire, que les échanges entre ces deux catégories d'emplois sont fructueux et même nécessaires. Il est utile que certains corps de fonctionnaires reçoivent dans leurs cadres, comme au Conseil d'État, une certaine proportion de personnalités ayant marqué dans d'autres emplois. Cela maintient entre l'Administration et la Nation un contact permanent et une adaptation continue à la situation du moment. Il n'est pas moins utile que certains fonctionnaires des Finances, des Travaux publics, du Conseil d'État ou des Colonies, viennent apporter dans la gestion des grandes affaires leur compréhension des questions générales et leur souci de l'intérêt public. Peut-on se plaindre, au point de vue national, de la part considérable qu'un certain nombre d'ingénieurs des Mines et des Ponts et chaussées, d'inspecteurs des Finances ou de membres du Conseil d'État, ont prise dans le

développement de nos industries métallurgiques et minières, dans la gestion de notre réseau ferré et dans la direction de nos grands établissements financiers? Non, sans doute. Mais quiconque a quelques rapports avec les administrations publiques pourrait citer des noms de fonctionnaires dont le départ, à l'heure actuelle, serait un désastre pour le pays. Pour n'en citer qu'un exemple, qui pourrait dire ce que perdraient les intérêts français si M. Serruys venait à abandonner la direction des accords commerciaux qu'il assure depuis la guerre avec une maîtrise exceptionnelle?

C'est ici uniquement une question de mesure. L'équilibre a été rompu parce que les grands fonctionnaires ont été sacrifiés à tous les points de vue, précisément pendant les cinq ou six années où les grandes affaires ayant besoin de leur concours leur adressaient le plus pressant appel.

L'équilibre peut-il se rétablir?

A dire vrai, certaines causes agissent déjà dans ce sens. On peut espérer que dans quelques mois le régime de l'instabilité de la monnaie française ou plutôt de l'absence de monnaie aura pris fin. A ce moment, l'agio et la spéculation perdront leur prestige; on pourra refaire, comme par le passé, quelques prévisions à longue échéance. De nouveau on calculera ce que vaut une pension de retraite; on comparera la sécurité d'une fonction publique aux risques d'un emploi privé. On supputera les pertes possibles, alors qu'on ne voit aujourd'hui que le gain. On sait que, malheureusement, la restauration du franc a entraîné avec elle une grave crise industrielle. Des usines se sont fermées, des affaires montées en vue des exportations que facilitait l'inflation ont disparu ou se sont restreintes. La demande d'hommes se ralentira d'autant plus qu'un grand nombre d'affaires qui se sont développées très vite ont à leur tête des hommes jeunes qui ne sont pas pressés de céder la place. Enfin, la rémunération des chefs d'industrie, fonction des bénéfices réalisés, diminuera, tandis que resteront constants les traitements des fonctionnaires.

Reste que l'État comprenne l'effort qui lui reste à faire dans un intérêt d'utilité nationale. Il a eu le tort de laisser partir des hommes compétents qui lui étaient entièrement dévoués, et qui n'avaient d'autre désir que de continuer à servir l'intérêt général. Il n'est que temps pour lui de comprendre qu'il lui

faut un certain nombre de hauts fonctionnaires choisis parmi l'élite, largement rémunérés et honorés, ce qui est exactement le contraire de la situation actuelle.

On ne manquera pas d'objecter que l'état de ses finances oblige l'État à restreindre toutes les dépenses et que, s'il est nécessaire de donner aux petits employés des salaires calculés sur la cherté de la vie, il est impossible de majorer dans la même proportion le traitement des hauts fonctionnaires qui, même avec leur situation réduite, ont encore de quoi manger.

L'objection tombe devant cette constatation de fait : la dépense qu'il faudrait faire pour mettre les traitements de certains hauts fonctionnaires au niveau qui convient, dépense d'ailleurs très faible en raison du petit nombre de ces fonctionnaires, serait compensée et au delà par la suppression des emplois inutiles à tous les degrés de la hiérarchie. N'a-t-on pas vu dans les affaires privées un directeur habile réduire de 20 ou 30 pour 100 le personnel inférieur par une meilleure organisation du travail? Pourquoi en serait-il autrement lorsqu'il s'agit d'un service d'État?

Je ne pense pas d'ailleurs qu'un grand nombre de traitements élevés soit nécessaire pour retenir les hauts fonctionnaires au service de l'État. Il suffit que, dans chaque administration, les éléments jeunes, actifs, travailleurs, puissent avoir l'espoir d'arriver un jour à une situation vers laquelle tendront toute leur ambition et tout leur labeur. Cette espérance soutiendra les jeunes gens pendant tout le début de leur carrière, à condition bien entendu que, contrairement à la tendance actuelle, on développe largement l'avancement au choix qui réalise les espoirs légitimes des hommes de valeur.

Il faut aussi que l'on renonce au nivellement des situations. La situation matérielle des fonctionnaires doit dépendre, non seulement de la hiérarchie qu'ils occupent dans un corps de l'État, mais de la difficulté qu'il y a, pour chaque administration, à recruter son haut personnel, lorsqu'il est nécessaire que celui-ci possède des connaissances techniques étendues. Elle doit dépendre également de la situation que ces fonctionnaires pourraient trouver dans les affaires ou dans l'industrie. L'idée de péréquation entre les traitements de fonctionnaires d'administrations différentes et une erreur fondamentale.

Comment l'État peut-il avoir la prétention de diriger ses

monopoles et ses régies, s'il n'a pas la possibilité de faire aux directeurs de ces services industriels une situation identique à celle des hommes qui dirigent les industries libres analogues?

Comment assurer d'une façon convenable la direction difficile du réseau du chemin de fer de l'État et celle du réseau des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, si les hommes placés à leur tête, plus mal rémunérés que leurs collègues, n'ont d'autre privilège que celui d'être trop souvent victimes d'une révocation brutale et injustifiée?

Que l'on ne se méprenne pas sur ma pensée. Je ne crois pas que l'époque soit venue de faire une nouvelle revision générale des traitements. Tout au plus serais-je d'avis de reprendre la question des indemnités pour charges de famille que l'État n'a fait jusqu'ici qu'effleurer. Je ne prétends pas non plus que la situation matérielle des fonctionnaires, après les améliorations récentes réalisées par M. Poincaré, soit plus misérable que celle de certaines autres catégories sociales, aussi dignes d'intérêt. Mais si l'on croit avec moi qu'il est nécessaire d'enrayer l'exode des hauts fonctionnaires, afin que la chose publique ne périclite pas, il faut prendre sans tarder les mesures qui s'imposent.

Le gouvernement semble s'être rendu compte de cette nécessité pressante, car il vient lui-même, dans un document officiel, de signaler la gravité de la situation. Dans l'exposé des motifs du budget de 1928 on lit en effet : « ...A l'exception des catégories les plus modestes dont les traitements ont été valorisés, les fonctionnaires des échelons moyens et supérieurs de la hiérarchie ont vu progressivement réduire le montant des émoluments qui leur étaient alloués. Ces restrictions, chaque année plus rudes, risquent de porter atteinte au bon fonctionnement de nos services publics : l'État est menacé de voir partir ses meilleurs éléments vers des carrières plus lucratives. » Souhaitons qu'après avoir constaté le danger on se décide à y parer.

Les petits fonctionnaires qui sont le nombre ont su se rappeler à l'attention des pouvoirs publics et c'est justice. Que le gouvernement songe au problème des chefs, s'il ne veut pas que l'administration soit avant peu un corps sans tête.

Louis Marlio.

PAGES DE GLOIRE AU MAROC

IV[1]

LA CAMPAGNE DU RIF

L'ATTAQUE DU RAKBABA

Nous avons jusqu'ici relaté quelques-unes des pages de gloire qui se sont déroulées dans les petits postes de l'Ouergha et la Tache de Taza. Reste à aborder la période intermédiaire marquée par la campagne du Rif.

L'on est au début de mai 1926. L'échec de la conférence d'Oudjda ne fait plus de doute. Les troupes de la 3e division de marche et d'une division espagnole (général Karasco) attendent l'ordre de se porter sur les lignes de l'oued Kert. Portes du Rif oriental, elles permettent à celui-ci de communiquer avec le reste du Maroc et l'Algérie. Depuis les temps les plus reculés, les caravanes y ont passé avec leurs convois d'esclaves, leur chargement d'or, d'ivoire, d'orge et de dattes.

Que les lignes du Kert tombent entre nos mains, Abd-el-Krim sera vaincu. Il le sait et, pour les renforcer, il a mis à profit les journées où toute intervention nous était interdite. Rien n'a été ménagé pour rendre la position imprenable. Répartis en ateliers bien encadrés, ses partisans ont, méthodiquement, aménagé le terrain. Partout des murettes, des tranchées. Dans le massif imposant du Rakbaba, l'une d'elles n'a pas moins de 600 mètres. A hauteur de la crête que nous avons baptisée : le « Promontoire », elle barre la vallée de l'oued bou Arkoub et est destinée à arrêter les chars d'assaut, les autos-

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 1er juillet, 15 septembre 1926 et 1er mars 1927.

mitrailleuses. Un abri en rondins et pourvu de créneaux la flanque solidement. Sur toutes les pentes et jusqu'au sommet du Rakbaba, d'autres abris sont garnis de branches épineuses entrelacées. Des communications téléphoniques ont été installées vers l'arrière. Les Rifains ont réalisé là l'organisation la plus forte qui ait jamais existé sur le front nord du Maroc.

***

Les pourparlers d'Oudjda ont échoué. L'attaque du Rakbaba est décidée. Minutieusement, les itinéraires qui permettront de parvenir au sommet ont été étudiés. Chacun des six bataillons qui vont être engagés sait exactement ce qu'il devra faire. On part en pleine nuit. La belle aventure ! « Rien n'est plus amusant qu'une marche sous les étoiles dans un pays inconnu ! » Qui dit cela ? Un des officiers combattants. Pourtant, il n'ignore pas les périls d'une telle expédition : les embuscades probables ; mais, héritier d'un long passé guerrier, il porte en lui cette merveilleuse qualité des Français qui leur fait affronter la mort avec une allègre impatience.

Pas une lumière, pas un cri, pas même un chuchotement. Il faut profiter des avantages que présente une attaque nocturne. Ces avantages sont multiples. D'une part, dans l'obscurité, la dangereuse précision du tir des Rifains n'est pas à craindre. D'autre part, l'ennemi, qui sent monter vers lui des colonnes convergentes et qui craint d'être tourné, s'inquiète et ne résiste pas avec sa ténacité habituelle. Enfin, si le secret de l'opération est bien gardé, si les précautions ont été prises pour dissimuler le départ des colonnes, celles-ci ne trouvent, sur l'objectif visé, que des sentinelles peu nombreuses : le gros de la harka cantonne pendant la nuit, dans les douars du voisinage, où il dort profondément.

Surprendra-t-on les Rifains ? L'oreille la plus fine ne pourrait soupçonner que six bataillons entiers, avec une centaine de mulets chacun, progressent dans les vallées. Reculées au fond du ciel, les étoiles luisent doucement. D'invisibles touffes de lavande croissent sur les pentes. La fraîcheur de la nuit est embaumée de leur parfum. Mais quel pays ! « Neuf cents mètres de niveau à franchir parmi des blocs entassés les uns sur les autres ! Qu'on ait pu faire avancer là des troupes, et dans l'obscurité, semble quelque chose de fou. »

Le bataillon du 62e Marocains approche du *Promontoire*. Arrêt brusque. Un ravin encaissé que l'observation lointaine n'a pas permis de reconnaître ouvre ses profondeurs qui semblent insondables. Les hommes s'échelonnent. Les voilà l'un derrière l'autre dans un sentier de chèvres. Des broussailles, des blocs rocheux. L'aube approche. Il faut se hâter. Les hommes redoublent d'efforts.

Quatre heures trente. Les compagnies de tête ont abordé le *Promontoire*. Sur la lividité du ciel se détachent nettement les premières silhouettes des tirailleurs. L'objectif semble atteint. Tout d'un coup, des cris furieux, une fusillade, des éclatements de grenade et le « tac-tac » des armes automatiques. Des balles giclent de partout, s'aplatissent sur les rochers, font ricochet. Les muletiers qui sont encore sur les pentes excitent à la voix leurs mulets, mais quelques-unes des bêtes glissent, perdent pied, roulent dans le fond du ravin. Plus de doute : l'ennemi alerté occupe ses ouvrages et vient d'ouvrir le feu à courte distance.

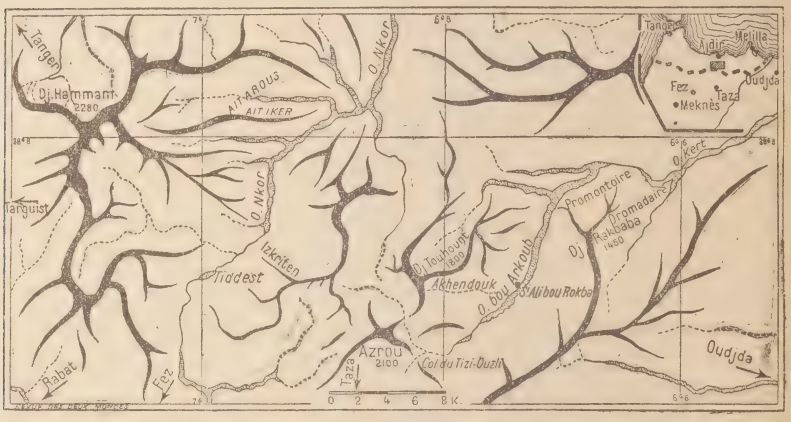
Plusieurs hommes de la compagnie de droite sont tués ou grièvement blessés. Les autres hésitent et s'arrêtent. Mais dès les premiers coups de fusil, le lieutenant-colonel Mathieu et le commandant Davet, revolver au poing, portent leur réserve en avant. Elle escalade les rochers au pas de course, double la colonne de mulets et se porte au secours de la compagnie de droite qui, remise en confiance, reprend son mouvement et, dans un élan héroïque, sans plus se soucier des pertes, se lance à la baïonnette, culbute les Rifains dans les ravins rocheux et occupe tous ses objectifs.

Le lieutenant de Bazelaire est à ce moment mortellement blessé en établissant ses mitrailleuses. Repoussé de ce côté, l'ennemi reporte ses efforts sur la compagnie de gauche. Du petit village de Rakbaba les femmes sont accourues. Massées derrière leurs maris et leurs frères, elles ne cessent de les exciter. Leurs cris d'enfer dominent le fracas du combat. Ces « you-you », il faut les avoir entendus. Ils ne roulent pas en trémolos comme ceux des fêtes. Stridents, atroces, ils vrillent le cœur et font frissonner les plus braves. Parmi les nôtres, il y a un moment de désordre. Les tirailleurs qui sont en tête refluent, des mitrailleuses sont jetées par terre, leurs trépieds sont renversés. Est-ce la panique? Le lieutenant Guglielmi

accourt. Il a vu craquer sa ligne. Il bondit revolver au poing, regroupe ses hommes et les lance à l'assaut du piton à la baïonnette. Une fois de plus, le lieutenant Guglielmi a prouvé, — et c'est en cela que réside l'honneur de commander, — combien la contenance d'une troupe devant le danger et sa valeur dépendent de celles de son chef.

Pour marquer notre succès, la crête s'illumine de fusées blanches. Une demi-heure plus tard, d'autres fusées jaillissent du sommet même du Rakbaba qui a été enlevé par le bataillon 2/22 du régiment des tirailleurs algériens.

Durant ce temps, les deux bataillons du 6e régiment de



MASSIFS MONTAGNEUX DU RIF

tirailleurs algériens dont l'objectif était un épaulement du massif, le *Dromadaire*, progressent plus lentement. Le terrain que ces bataillons doivent gravir est couvert d'une véritable forêt où des lentisques, ayant environ 2 m.50 de haut, s'enchevêtrent l'un dans l'autre. Le visage protégé par leurs bras, leur fusil, les hommes n'avancent qu'en brisant les arbustes avec les coudes, avec la poitrine et en ébranchant comme ils peuvent les arbres les plus forts.

Derrière eux, les mulets essayent de passer : « Le mulet, dira l'un de nos officiers, non sans humour, le mulet ! il a, dans cette campagne, mérité la croix de guerre autant que le combattant. » La brave bête et le brave homme, celui qui la conduit ! Coûte que coûte, le muletier le sait, il faut rejoindre la compagnie. Elle attend les munitions, les fils de fer, les

vivres, les tonnelets d'eau. Il faut rejoindre et, dans les fourrés épineux, les bêtes élargies par leur chargement sont prises comme dans une nasse qui ne les lâche pas et les blesse de partout.

A quelque cent mètres de la crête qu'occupe sa compagnie, l'un des muletiers a dû s'arrêter. Son mulet s'est tellement débattu dans les broussailles qu'il ne peut ni avancer, ni reculer. Les balles rifaines à tout moment abattent des branches. A bout de forces, ayant tout essayé pour dégager sa bête, sachant qu'il ne peut plus rien, l'homme cependant reste auprès d'elle. Quand, enfin, on vient le secourir, on le trouve assis à côté de son mulet. Les mains crispées sur son mousqueton, il pleure. Larmes silencieuses devant l'impuissance à remplir la tâche commandée. Larmes d'un être à l'âme simple.

Cependant, les deux bataillons de tirailleurs sont parvenus au sommet du *Dromadaire*. L'objectif a été atteint sans pertes. Curieusement, les tirailleurs regardent l'âpre terre aux roches calcinées qu'ils viennent de conquérir. Des failles profondes, l'ouverture béante de quelques grottes créent un monde sauvage. Les cimes sont arides; mais, dans les vallées, il y a des villages, quelques champs d'orge, des pâturages : « Une heure, deux heures passent, conte l'un des combattants, puis ces gens qui habitent les villages que nous dominons apprennent la nouvelle : « Les Roumis sont là-haut! » — « Les Roumis sont là-haut? Il faut les déloger, inch' Allah! »

Encadrés par les Rifains, les douars de la région montent vers le *Dromadaire*. Au cours de cette lutte, le lieutenant Wender commandant la 6e compagnie est spécialement attaqué. Indomptable, il se défend, encourage ses hommes. Sous ses ordres, un jeune sergent, Sintès, un brave qui a déjà mérité plusieurs citations au Levant et au Maroc.

Pendant plus d'une heure, les Rifains criblent de balles les murettes que la section a élevées hâtivement. Nous avons des morts, des blessés. Enhardis par le succès, les ennemis visiblement se rapprochent, ils veulent aborder la position, attaquer ses défenseurs.

Retardés par l'épaisseur des fourrés, les mulets n'ont pas encore rejoint la compagnie. Pas de fils de fer en avant des murettes, pas de munitions de réserve. Il faut ménager celles que portent les tirailleurs. Leur feu se ralentit. Les Rifains

s'en aperçoivent. Ils ne cessent de progresser. Les voilà à une courte distance de la section Sintès. Le moment est chargé d'anxiété. Avant tout, le jeune sergent le comprend, il convient d'empêcher le corps à corps, l'attaque sauvage où les Rifains se précipiteront avec leur couteau. Il se lève. Ses hommes le regardent : « A la baïonnette », crie-t-il. Tous s'élancent. Les Rifains n'attendent pas le choc. On les voit fuir à travers les broussailles et descendre les pentes du Rakbaba pour s'y abriter.

Vers les quatre heures de l'après-midi, la compagnie Wender est rejointe par la 3e *bandera* (1) de la Légion espagnole. Pour porter appui aux nôtres, les Espagnols ont lutté tout le jour; ils ont passé entre les Rifains, au prix de mille combats. Les deux troupes, désormais, se battront côte à côte ; elles rivaliseront d'entrain et de courage. Sachons-le bien, au cours de cette campagne, une entente parfaite n'a cessé de régner entre nos tirailleurs et les soldats espagnols. Cette entente était faite d'estime réciproque : « De chaque côté, dira l'un des combattants, l'on voyait combien les autres étaient braves et peu ménagers de leurs peines. »

La journée du 9 mai passe. Le soleil se couche sans un rayon. Un brouillard épais s'étend sur la montagne. Les nuages s'amassent. Est-ce la revanche du Chleuh? L'obscurité est épaisse à ne pas voir sa propre main. Bientôt, la pluie tombe en paquets. Un éclair suit l'autre, les grondements du tonnerre font trembler la montagne. Les ténèbres, la tempête : autant de conditions favorables à une contre-attaque. Les Rifains vont venir. Pour reprendre le Rakbaba, ils tenteront, à leur profit, la manœuvre qui nous en a donné la possession.

Ils vont venir et nos camps ne sont entourés que par un réseau léger de fils de fer. Nerfs tendus, mâchoires serrées, les oreilles et toute l'âme attentives, les nôtres guettent. Le crépitement de la pluie, de la grêle sur le feuillage, empêche de distinguer aucun autre bruit. Le drame ne se joue pas seulement entre les hommes, il est dans la nature.

De quel côté surgira le danger ? Cette continuelle vigilance, ce qui-vive, cette impression d'être en suspens, de se trouver auprès d'un volcan qui va faire éruption épuisent les forces de l'être au delà de ce qu'on peut imaginer ; pourtant quelle

(1) Compagnie.

immense extension de la vie ! quels souvenirs qui, plus tard, feront considérer ces moments-là comme les seuls valant vraiment d'être comptés !

Vingt heures. L'éclair d'un coup de feu jaillit. Après celui-là, d'autres et d'autres encore, par salves. Les assaillants se sont glissés sur la pente Est du Rakbaba. Ils viennent avec la certitude de nous surprendre. Tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, ils tournoient, semblent insaisissables. Bien menés d'ailleurs. Ils tirent au commandement par groupes de cinq à six. A tout prix, il faut les empêcher de pénétrer dans le camp, d'y provoquer le désordre. Officiers et tirailleurs se portent à leur poste de combat. La pluie tombe sans arrêt, drue, glaciale. A plusieurs reprises, les Rifains s'approchent tout près du bivouac. Dans la vive lueur des fusées éclairantes, on distingue, l'espace d'une seconde, de sombres masques où flambe une prunelle de fauve. Semblables à des larves, on voit des grouillements de blancs burnous qui rampent ou bondissent.

Aussitôt, sur eux, les nôtres lancent leurs grenades; les mitrailleuses déclenchent leur tir. Les Rifains s'arrêtent, paraissent se replier; mais, bientôt, n'ayant tous qu'un même esprit et une même résolution : « nous déloger de la montagne », ils attaquent sur un autre point.

Pendant sept heures entières, sans répit, les défenseurs du Rakbaba continuent de lutter dans les ténèbres. Depuis 48 heures, ils n'ont cessé de marcher ou de combattre. Ils n'ont ni bu, ni mangé; fourbus, ils sentent la fatigue jusque dans leurs os; leurs vêtements sont transpercés, ils grelottent. La mort les environne de toutes parts, mais ils tiennent. La mystique du soldat se résume en deux mots : savoir souffrir.

« Certes, dira l'un d'eux, nous en avions déjà vu de dures; mais le souvenir de la terrible nuit du 9 au 10 mai passée au Rakbaba restera pour toujours fichée dans nos mémoires. »

Qu'importe la peine quand le résultat est acquis! Le Rakbaba est à nous. Malgré l'âpreté de ses attaques, malgré ses ouvrages de défense, l'ennemi est battu. Nous lui avons enlevé un massif qu'il considérait comme imprenable. C'est le premier coup de cognée à la puissance d'Abd-el-Krim. Les Rifains l'ont compris. Le reste des opérations s'en ressentira.

L'ATTAQUE DE L'IZKRITEN

Au sud de la région occupée par la puissante tribu des Beni-Ouriaghels et au pied de la montagne de l'Izkriten, habitent les gens de la tribu des Gzennaïa. Ils avaient pour chef le caïd Medboh.

Retenons ce nom. Celui qui le porte a pris une part active à la campagne du Rif. Volontiers, les Français s'imaginent que tous les chefs marocains ont l'air de seigneurs. Le caïd Medboh ressemble à un honnête marchand de cacaouètes. Lourd et tassé, il laisse, sous sa djellaba, saillir le ventre rond d'un homme bien nourri. On le croirait incapable de se lever de son matelas et de ses coussins. Comment donc! Le jour où on le voudra, il fera 60 kilomètres à pied sans fatigue. Ardent au « baroud », loyal à la France, le caïd Medboh, disent ceux qui l'ont connu, est non seulement un homme très brave; mais, dans toute la force du terme, un brave homme.

Le caïd Medboh s'étant joint à nous pour combattre Abd-el-Krim, la tribu des Gzennaïa se trouve fractionnée. Une partie s'allie aux Beni-Ouriaghels, tandis que l'autre composée de gens de pied nombreux et d'un contingent important de cavaliers, demeure fidèle à son caïd et vient grossir nos forces.

Le général Ibos (division marocaine) fut laissé libre, par le haut commandement, de frapper au point qui lui semblerait le meilleur. Il choisit l'Izkriten : « Du haut de la montagne, disaient nos partisans, on domine le pays, on voit tout ce qui se passe chez les Beni-Ouriaghels. »

Le massif entier est occupé par les dissidents; mais, entre le pied des monts et nos postes, s'étend une zone qui peut mesurer 3 à 4 kilomètres de profondeur.

Ce n'est pas le *No man's land*. Il s'y trouve quelques villages habités par les Gzennaïa demeurés fidèles à leur caïd et qui sont soutenus par les forces du capitaine Schmidt. Dans cette zone circulent ceux de nos tirailleurs qui poussent des reconnaissances dans le pays. Parfois, d'une rive à l'autre, quelques coups de feu s'échangent. Ces escarmouches sont rares. Durant la période d'attente hivernale, les adversaires, dans les deux camps, s'épient, se surveillent mutuellement et, dira l'un des nôtres, « se regardent en chiens de faïence ».

Arrive la rupture des pourparlers d'Oudjda : « J'avais, explique le général Ibos, la bonne fortune de posséder, comme colonel de la 7e brigade, un homme d'une grande activité, le colonel Kiefer. Quand je l'avertis que nous allions tenter d'enlever l'Izkriten, il approuva. Puis, dans un excès de conscience : « Je vais profiter des derniers jours de l'armistice pour me promener dans la zone neutre et me rendre mieux compte des abords de la montagne. »

Cette reconnaissance a lieu le 9 mai. Le colonel Kiefer la fait avec les officiers, les sous-officiers et la plupart des hommes qui prendront part à l'action. Chacun connaît ainsi, pour les avoir vus, les cheminements qu'il lui faudra emprunter.

Les Beni-Ouriaghels, les Gzennaïa dissidents opposeront, on le prévoit, une vive résistance. Abd-el-Krim les a renforcés de quelques contingents de ses réguliers rifains : guerriers au cœur endurci et qu'on reconnaît tout de suite, dans le combat, non seulement à leur ardeur, mais à leur longue souquenille noire largement ceinturée de vert, — la couleur du Prophète, — avec, en sautoir, la profonde sacoche de cuir, la *djebira*, qui est le « fourre-tout » des indigènes. L'Izkriten sera un dur morceau à enlever; mais, après la longue inactivité de l'hiver, les nôtres aspirent au « baroud », à la vie active, dangereuse. Ils brûlent d'en finir avec le Roghi.

On part à minuit. Le silence est complet. Dans le ciel pur, brille la légion des étoiles. Région chaotique, formidable, celle où l'on avance. Les pentes abruptes ne sont qu'entassement de rochers, d'aiguilles déchiquetées, de crêtes avec des « à pic » de terres croulantes.

A deux kilomètres à vol d'oiseau de l'Izkriten, se trouve un piton gardé par quelques-uns de nos partisans. Pour que l'affaire réussisse, il faut atteindre ce piton avant le lever du soleil. Alors, on profitera des lueurs douteuses de l'aube où, déjà, l'on peut voir. Les gens de pied parmi nos partisans, et les goumiers monteront à l'assaut de l'Izkriten. Quand ils seront près du but, les cavaliers du caïd Medboh s'ébranleront à leur tour. Ramassant les retardataires, les entraînant, rejoignant les goumiers, ils fondront en avalanche sur les Gzennaïa dissidents et les Beni-Ouriaghels qu'on aura, peut-être, la bonne fortune de cueillir au nid : les Marocains sont gens qui se lèvent tard.

Tout se passe ainsi qu'il a été prévu. Sur un terrain encombré de pierrailles, piétons, cavaliers, goumiers, le capitaine Schmidt et le caïd Medboh en tête, s'élancent à l'assaut des pentes.

Dans le jour qui va naître, ce fut quelque chose de fou et d'une furie si magnifique, si française, qu'on ne peut l'entendre conter sans que le cœur vous saute dans la poitrine. Une telle charge de cavalerie, on n'en voit jamais en Europe; on en voit rarement au Maroc.

Le vent enfle les grands manteaux bleus des goumiers et les burnous des cavaliers berbères lancés à fond de train. Sur leurs traces, sur leurs flancs, parfois les devançant, courent les partisans à pied. La mort est devant eux : elle ne les effraye pas. Ils vont dans l'enivrement de la course. Dans les ravins au fond desquels ils dégringolent, sur les pentes qu'ils escaladent, à travers la poussière, flanc contre flanc, coude contre coude, les veines gonflées, le sang aux joues, haletants, ils crient, hurlent, s'agitent, s'excitent mutuellement, forment une mêlée formidable, une trombe, une force surnaturelle, qui se jette sur le camp des ennemis, déferle sur eux en vagues sans cesse renouvelées, les charge, les ahurit de ses clameurs démoniaques, les extermine ou les contraint de fuir. La forte sensation du vainqueur, les nôtres la connaissent. De haute lutte, ils ont conquis l'Izkriten. Un brouillard épais enveloppe la montagne; mais, vers les sept heures, les nuées blanchâtres se détachent des pentes, s'étirent, flottent horizontalement, puis s'évanouissent sous des souffles mystérieux.

Quelle vue alors! Une des plus belles du Rif! Les lointains reculés apparaissent avec une netteté absolue et d'un relief, d'une splendeur étranges, inaltérables. Au nord, on distingue la baie d'Alhucemas, on découvre, en Espagne, le massif de la Sierra-Nevada. Vers le couchant, se déroule le Maroc, la chaîne du Moyen-Atlas. On voit chacun des sentiers qui montent au Djebel-Hammam, point culminant du Rif; on compte chacun des villages des Beni-Ouriaghels : « On voit mieux qu'en avion parce qu'en avion, dans le fond des ravins qui demeurent obscurs, l'observateur distingue mal à cause de la vitesse. Ici, on a le temps de regarder à son aise et l'on comprend pourquoi Abd-el-Krim avait résolu de défendre ce point avec acharnement. »

Quelques heures plus tard, le gros de la Légion rejoint nos

forces victorieuses. Dans le terrain difficile et lourdement chargés du barda, les légionnaires ont été, par surcroît, gênés par le brouillard qui s'est formé à l'aube. Un groupe de nos partisans est allé donner dans une patrouille de dissidents. Subitement, les adversaires se sont trouvés nez à nez, bien étonnés, chacun de leur côté. Ils se sont canardés. Il y a eu des blessés.

Malgré ce retard, à onze heures trente, moins de douze heures après le mouvement initial, tout le sommet de l'Izkriten est entre nos mains et dans toute la terre, dans toutes les vallées, dans tous les ravins que nous dominons, aucun mouvement ne peut être fait que nous n'en soyons avertis.

Nos troupes ont bien mérité de se reposer! Il n'en est pas question. Le dur travail de la Légion commence. Les uns font la liaison avec l'arrière; les autres débroussaillent, construisent hâtivement les murettes, ripostent aux contre-attaques des Beni-Ouriaghels et des Gzennaïa. Ceux-ci se sont ressaisis. Dans la nuit du 11 au 12 mai, ils reviennent en force. Abondamment pourvus de grenades, ils essayent furieusement de nous déloger. Sans répit presque, pendant deux fois vingt-quatre heures, ce sont des combats où l'acharnement est tel qu'on en vient à la lutte féroce avec le couteau, avec les dents.

Notre conquête nous reste. L'ennemi étant repoussé, les goumiers et les partisans s'écoulent vers l'est pour rejoindre la division Dosse. Durant ce temps, le 3e bataillon du 2e Étranger (chef de bataillon : Lennuyeux) est chargé d'un coup très dur. A l'ouest du piton principal, le massif de l'Izkriten présente quatre sommets en dents de scie et couverts de fourrés : lacis, enchevêtrements de lentisques, de genévriers, de chênes-lièges et de thuyas. Isolés mais dangereux, à cause de leur épaisseur, ces fourrés forment des abris merveilleusement propres aux embuscades. Les ennemis qui ont été surpris par l'allure folle de notre attaque y ont trouvé refuge. Chacun d'eux est un nid de guêpes. Dans ce nettoyage, ce « coup de râteau », on se bat à la grenade autant qu'au fusil. D'actes spécialement brillants et individuels, il n'y en a pas ou, du moins, il ne s'en produit pas en dehors de ceux dont, maintes fois, déjà, nous avons lu le récit : soldat qui s'élance pour ramasser un blessé, soldat qui, de sa propre initiative, se porte sur un point menacé; mais l'enlèvement de l'Izkriten doit être connu. Il restera dans

nos annales, comme un fait particulièrement hardi, un bel exemple d'endurance collective et de bravoure.

L'AFFAIRE DU TOUHOUNT

Le puissant massif du Rakbaba tombé entre nos mains, nos forces se portent sur le Touhount qui constitue le môle ouest de la ligne du Kert.

Le 10 mai 1926, elles sont à pied d'œuvre. Dans la grisaille du soir, grise elle aussi, une puissante pyramide dresse sa pointe vers les nues : le Touhount, point culminant de la crête (1646 mètres).

De l'un à l'autre, il se répète que le terrain est coupé à l'extrême : arêtes vives, ravins abrupts. Connaissant l'importance stratégique du Touhount, l'ennemi l'a fortement organisé. Sous la direction de quelques déserteurs, des tranchées ont été creusées et garnies de *zeribas* dont les branches épineuses sont aussi redoutables que des barbelés; des rochers ont été aménagés en abris de tireurs à l'aide de murettes et de blockhaus. Les canons, qui ont tiré le 8 mai contre nos chars et nos troupes, au Rakbaba, sont en position; les Rifains sont résolus à s'opposer à notre avance.

L'attaque de gauche, la plus importante, sera dirigée par le colonel Callais et menée par deux colonnes : la première sous les ordres du capitaine Prioux, commandant le 2e bataillon du 63e régiment de tirailleurs marocains et les partisans Gzennaïa commandés par le lieutenant Gauthier; la seconde, sous les ordres du lieutenant-colonel Ducasse comprenant les deux autres bataillons du 63e régiment de tirailleurs marocains et le 1er bataillon du 22e régiment de tirailleurs algériens (chef de bataillon, Hanaut) débordera le Touhount par l'Est.

Dans la soirée qui précède l'attaque de Sidi-Ali-Bou-Rokbah, d'heure en heure, des rekkas qui rentrent des lignes adverses apportent au service des renseignements, des indications sur les mouvements de l'ennemi et ses intentions pour le lendemain : « Chaque fois que l'un deux arrivait, les officiers de troupe quittaient leurs guitounes où ils étaient occupés à écrire en France ou à « giberner » entre eux et accouraient aux nouvelles. Les bruits les plus contradictoires circulaient par instants : Abd-el-Krim faisait sa soumission; il venait d'en-

voyer de gros renforts en face... Chacun soutenait son opinion avec ardeur, des discussions s'engageaient... »

Brusquement, tous se taisent. L'agent de liaison apporte les ordres du général Dosse :

« Le djebel Touhount sera attaqué la nuit même. Le général Boichut, arrivé le matin à la division, assistera à l'opération. A trois heures du matin, une fusée envoyée par le lieutenant Gauthier annoncera le succès après occupation du sommet du Touhount. Cette importante position conquise, les troupes opéreront la liaison à droite et à gauche et exploiteront le succès en débordant par les ailes. Surpris par cette manœuvre inattendue, l'ennemi sera vraisemblablement dans l'impossibilité de résister. »

L'audace réfléchie du chef a tout prévu.

A vingt et une heures, le 2e bataillon du 63e régiment de tirailleurs marocains quitte ses emplacements. Selon la tactique qui a si bien réussi au Rakbaba, les nôtres vont profiter de l'obscurité.

Le lieutenant Gauthier se trouve à l'avant-garde avec un groupe de partisans Gzennaïa. Une douceur infinie est répandue dans l'air. C'est une de ces nuits de printemps africain où la nature semble enchantée.

Longue file silencieuse, les partisans sont à peine vêtus. Enveloppés dans leur djellaba rayée, le fusil balancé en travers des épaules, les pieds nus ou chaussés de grossières *bouaffas* en doum, ils s'accrochent aux rochers, se faufilent, rampent, bondissent, et grimpent. Au flanc de la montagne, ils côtoient des ravins à pic, bordent des précipices, se déchirent aux broussailles, tombent et se relèvent. Pas un mot, pas un bruit. Le ciel, la terre, sont figés dans un silence de mort.

Ils peinaient rudement depuis deux heures quand, pour les laisser souffler, leur lieutenant commande la pose. L'endroit est propice. On est parvenu à Akhendouk, petit village accroché aux pentes de la montagne et tapi dans la verdure. De partout des sources jaillissent. Pressées, abondantes, divinement pures, descendant en cascades, elles remplissent le ravin de leur fracas assourdissant.

Guerriers courageux, les Gzennaïa montrent, dans la détente, un caractère jovial. L'ennemi les domine à quelque sept cents mètres. Mais les eaux bondissantes étouffent tout

de leur bruit. Sûrs de ne pas être entendus, les Gzennaïa échangent des plaisanteries, des quolibets à l'adresse de ceux qui sont tombés en montant et ont failli se casser la tête. Leurs rires fusent drus, et leur lieutenant, bien que préoccupé, ne peut s'empêcher de rire lui-même quand lui arrivent certaines railleries particulièrement bien décochées.

Au bout de dix minutes, au moment où l'ordre de reprendre l'ascension est donné, un rekkas accourt. Il y a, au village, chez le *cheigh* (1), un informateur qui arrive des lignes ennemies. Le cheigh fait dire au lieutenant de venir. Celui-ci, aussitôt, arrête sa troupe. On le guide vers la maison du cheigh. Là, à voix basse, sous la clarté chétive d'une bougie posée à même le sol, dans une des quatre petites chambres étroites que contient toute maison indigène, au milieu d'un cercle silencieux de burnous qui, sous le capuchon, laissent voir des yeux étincelants, l'informateur donne ses renseignements.

D'une maigreur de sauterelle, les bras nus sous sa djellaba, ce dernier se livre à la mimique extraordinaire : grimaces, gestes et contorsions, que connaissent tous ceux qui ont causé avec les indigènes :

— Allah ! Allah ! il y aura un grand « baroud ». Le sommet du djebel est plein de guerriers. Il y a des réguliers d'Abd-el-Krim. Ils savent que tu vas les attaquer. Ils sont sur leurs gardes et ont amené deux mitrailleuses...

Enlever le morceau par surprise, il n'y faut pas songer. Connaissant les habitudes des Rifains, le lieutenant Gauthier se dit que le Touhount ne doit pas être tenu par ses arrières. Voici ce qu'il va faire. Tandis qu'un rideau de partisans fixera par le feu l'ennemi sur ses positions, le gros de la troupe contournera le Touhount et attaquera par derrière et sur les flancs.

Il faut agir vite. Le chef de la petite troupe rejoint ses hommes. En moins d'une heure et demie, les 700 mètres de différence de niveau qui séparent des approches du sommet sont escaladés.

A deux heures quinze, le premier coup de feu retentit. Formidable, il éveille les échos. Ses roulements se prolongent à travers la montagne. Aussitôt, de la part du « plastron », c'est une fusillade terrible. Les balles claquent dans tous les sens.

(1) Chef d'un petit village ; prononcer chirrhe.

Des clartés jaillissent, s'éteignent, se rallument, dessinent une ligne qui paraît fantastique, beaucoup plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Les mitraillenses crépitent. Les anathèmes aussi. De chaque côté, en arabe, on se voue mutuellement à la malédiction éternelle : on s'injurie jusque dans ses père et mère et toute leur lignée.

Tandis que le « plastron » remplit son rôle, occuper l'ennemi, les groupes de droite et de gauche s'insinuent entre les rochers, progressent lentement, tournent la position. A deux heures 45, la clameur espérée s'élève soudain, accompagnée d'une mousqueterie furieuse. Les éclairs des coups de feu jaillissent fulgurants comme pour aveugler l'ennemi. Le lieutenant Gauthier qui n'attendait que ce moment se précipite à l'assaut en tête du « plastron ». Les groupes des partisans s'élancent de leur côté. Les Rifains qui se voient tournés abandonnent leur position. Dans les blancheurs indécises de l'aube qui monte, on les aperçoit qui détalent, escaladent les rochers, s'élancent en grands bonds, boulent parfois et, au fond d'une gorge, vont se casser les reins.

A 3 heures moins cinq, le lieutenant Gauthier est au sommet. Dans un élan de joie qu'accompagnent les clameurs de ses partisans : « Allah ! Allah ! » il fait partir la fusée blanche (1) qui annonce la victoire.

Conquis le sommet, il faut le garder. Nos bataillons de tirailleurs bientôt vont arriver. Ils ont quitté leurs cantonnements à minuit. Si clair au crépuscule, le ciel s'est chargé de gros nuages. L'ascension est rendue plus impressionnante de ce que l'obscurité est complète : « On n'y voyait goutte, dira l'un des nôtres ; on se guidait au nez. » Contournant les rochers ou les escaladant, grimpant dans le silence, nos troupes atteignent le sommet vers 3 heures. Oubliée la fatigue qui raidit leurs membres et alourdit leurs corps. Une volonté ardente les pousse : ne pas faiblir, vaincre. Ils bondissent sur l'ennemi, achèvent de le chasser de ses positions.

Le sommet du Touhount forme un plateau allongé sur lequel, rapidement, nos troupes s'organisent. Impossible de creuser des tranchées, mais les pierres, les blocs rocheux abondent.

(1) Fusée blanche : objectif atteint; fusée rouge : demande de tir d'artillerie; fusée verte : allongez le tir.

Bientôt, ainsi qu'il était à prévoir, les contingents adverses qui ont passé la nuit dans les douars voisins, se rassemblent. Les coups de feu les ont éveillés. Ils gravissent les pentes, nous attaquent avec furie. Le 63e régiment de tirailleurs marocains soutient le choc. Sur un point, cependant, l'ennemi paraît avancer. Le lieutenant Fray, commandant la 7e compagnie, s'élance dans le chaos des rochers qui semble inabordable, entraîne les hommes de sa compagnie, charge à la baïonnette, passe à travers les partisans qui s'étaient arrêtés devant les balles ennemies, culbute les Rifains sur le flanc nord de la montagne et ne s'arrête que lorsqu'il les a mis en déroute.

Tandis que, pour répondre au feu adverse, des tirailleurs s'avancent en extrême pointe et cherchent à prendre les dissidents en écharpe, la manœuvre des bataillons va pouvoir se poursuivre. Elle consiste à longer la crête dans sa plus grande longueur, de manière à attaquer de flanc la défense ennemie qui est établie face à la ligne de l'oued Arkoub.

L'objectif à atteindre, la « Table Rocheuse », se trouve à l'extrémité de la crête montagneuse : « Celle-ci, dira le commandant Hanaut, ne peut mieux se comparer qu'à l'énorme colonne vertébrale d'un animal qui serait bossu vers la queue. » La « Table Rocheuse », vertèbre terminale, forme ressaut sur les précédentes.

L'aube s'est colorée. Un nouveau jour se lève. Nos hommes s'échelonnent le long de la crête. Elle n'est point unie; elle offre des montées, des descentes continuelles et périlleuses. Il faut durement peiner sous le feu de l'ennemi. Le labeur du soldat, son idéal « est fait de sueurs, de petit et de grand courage ».

Un ravin s'ouvre, étroit, terrifiant. Ses parois littéralement sont verticales. Comment les descendre? Comment les remonter? S'aidant des pieds, des mains, on y arrive, pourtant, et sans un accident.

Les bataillons font un à-gauche pour encercler l'ennemi. Celui-ci, qui nous a vus, ouvre un feu violent, nous vise de haut en bas, mais rien ne peut ralentir notre poussée. Une ardeur enivre nos hommes. Ils approchent de la « Table Rocheuse ». Très fortement tenue, la position est bien organisée; abris de bombardement, niches de tireurs. Des réguliers rifains encadrent les dissidents. Leurs munitions sont abondantes.

De tous les abords de la « Table, » des coups de feu éclatent, aussitôt suivis d'autres. Tête basse, les tirailleurs se lancent d'un seul bond, atteignent le sommet sans souffler, se jettent sur les Rifains, sur les dissidents. Un moment les forces adverses sont confondues. On entend des halètements, des cris, des coups de feu, des cliquetis d'armes choquées, puis l'ennemi cède et détale.

Comment ne pas rappeler ici la mort émouvante du sous-lieutenant Sallenave ? Aucun de ceux qui l'ont connu n'oubliera son caractère enjoué, sa camaraderie sans détours et la simplicité de son courage. Son père, le colonel Sallenave (1), commandait l'artillerie de la 3e divison de marche. Peu de temps avant que la campagne du Rif commençât, lui-même écrivit à son fils qui était alors à l'armée du Rhin. Il l'engageait à venir se battre au Maroc. Le lendemain de son arrivée, le jeune Sallenave était engagé, avec son bataillon, au Rakhaba. Transporté ensuite au Touhount, sous les ordres du colonel Ducasse, il prenait part à l'opération de la « Table Rocheuse ».

Il était environ onze heures du matin. La compagnie du capitaine Laender venait de recevoir l'ordre de s'engager sur une croupe afin de faire tomber les résistances ennemies. La section de mitrailleuses du sous-lieutenant Sallenave est mise à sa disposition. A ce moment, les nôtres sont pris de flanc par le feu des Rifains qui tiennent encore vers la « Table Rocheuse ». Le jeune Sallenave saisit une mitrailleuse pour la porter lui-même en avant, la mettre en action. Il est de ces êtres héroïques qui s'exposent sans compter. Son sergent tente de le retenir : « Mon lieutenant, ce n'est pas votre affaire. » Le jeune Sallenave ne l'écoute pas, franchit quelques mètres. Une balle le frappe. Il tombe sur la face, la poitrine trouée, les bras en croix.

Du haut d'un piton, le colonel Sallenave et le général Dosse ont suivi la scène. Sans soupçonner qui les entraîne, ils ont admiré l'élan des tirailleurs du 63e marocains dont la progression est soutenue par l'artillerie que dirige le colonel Sallenave. Un officier s'approche du général :

— Mon général, le jeune Sallenave vient d'être tué.

Quelle nouvelle à apprendre au père! Par quelques phrases, on essaye de le préparer. Puis, il faut en venir aux mots atroces : « Votre fils est mort. » Que nous parle-t-on toujours

(1) Depuis général.

des anciens? Des exemples de mâle énergie, d'immolation totale de l'être pour la grandeur de la patrie, combien en est-il chez nous! Le visage du colonel Sallenave se crispe, mais, stoïquement, il reste à son observatoire et continue de diriger les tirs. Puis, quand les derniers coups de feu ont retenti, quand le calme est revenu, alors, mais alors seulement, il laisse couler ses larmes et dit :

— C'était mon seul fils. Il est mort pour la France. C'est bien.

LE COUP FINAL : L'ENLÈVEMENT DU DJEBEL HAMMAM

Solidement assis sur des arêtes très longues, séparées l'une de l'autre par des gorges étroites se terminant par des « à-pic », comme pour se rendre inaccessibles, le massif du djebel Hammam domine de sa masse imposante (2000 mètres d'altitude) le pays le plus sauvage qui soit. Avant 1926, aucune troupe ne l'avait violé; aucun Roumi n'y avait pénétré.

Couvrant tout le pays entre les oueds Nkor et Ghis, le djebel Hammam constituait un point dont l'importance morale, politique et géographique n'avait pas échappé à notre haut commandement. Lors de la convention franco-espagnole, il avait été considéré comme l'objectif final à atteindre. Deux divisions françaises et les forces espagnoles venant d'Adjdir et des Beni-Touznie devaient y converger. En principe, il avait été résolu qu'on l'aborderait le 15 juillet. Telles ont été la rapidité de la marche de nos troupes et la continuité de nos succès que le 24 mai, avec deux mois d'avance, le 3e bataillon du 63e marocain se trouve arrivé sur les pentes du djebel Hammam.

Non loin du point qu'il occupe, le lieutenant Gauthier et le lieutenant de Plas sont campés auprès du village des Aït-Arous avec 400 partisans Gzennaïa; et un goum (1). Dans le village, les gens en âge de se battre sont allés joindre les forces d'Abd-el-Krim. Sont demeurés les femmes, les vieillards, une trentaine de guerriers. En paroles, ceux-ci se disent neutres. Secrètement, ils sont nos ennemis.

Ils joignent les officiers, se mettent à palabrer pour gagner du temps, afin d'évacuer les biens qu'ils n'ont pas encore mis à l'abri :

(1) 120 fantassins et 50 cavaliers.

— Qu'est-ce que tu viens faire ici? N'avance pas! La montagne est gardée. On va vous tuer.

Pour toute réponse, on leur demande :

— Où est le cheigh?

— Il n'est pas là.

— Allez le chercher.

Du temps passe encore. Les gens du village continuent de faire traîner les pourparlers. Enfin, le cheigh arrive. C'est un paysan avec une maigre figure aux grands traits cuits par le gel et l'ardeur des soleils. Vieux, déjà, il claudique un peu. Son infirmité lui a valu le sobriquet de Bou-Kabout : le « père boiteux ». Il est vêtu de la djellaba rifaine : longue houppelante brune aux raies noires. Sur la tête, un bout de chéchia crasseuse. Il ne s'excuse pas d'avoir fait attendre. Pour l'amener à paraître prendre parti aux yeux des siens, les officiers lui disent :

— Mène-nous chez toi; nous voulons manger sous ton toit.

A la suite de Bou-Kabout, les lieutenants Gauthier et de Plas escaladent les pentes en haut desquelles les maisons sont accrochées. Le capitaine Damidaux de la 3e division de marche qui était venu, ce jour-là, leur rendre visite, se joint à eux.

Qui a vu un village rifain, les connaît tous. Entourées de cactus épais, — défense merveilleuse, — les « mechtas » sont grossièrement bâties avec des mottes de terre que soutiennent des perchettes tordues. Un toit de schiste les couvre. Leur aspect est misérable.

L'une d'elles est celle du cheigh. Gauthier et ses camarades longent une galerie extérieure formée de rondins enchevêtrés. La maison comprend deux pièces longues, étroites, qui servent indistinctement aux gens et aux bestiaux. Bou-Kabout fait entrer dans l'une d'elles. Les murs sont blanchis à la chaux; une mèche trempe dans l'huile qui brûle devant un souvenir des ancêtres; quelques ustensiles de cuisine traînent sur le sol. Des hardes sont suspendues à une perche.

Les officiers s'asseyent sur un maigre matelas. Au bout d'un temps fort long, on leur présente un petit « tagine » de poulet aux raisins secs; on leur offre le thé.

Tout en mangeant, ils interrogent leur hôte :

— Combien de fusils dans le village? Combien d'habitants? Quelle est l'étendue des terres cultivées?

Puis brusquement :

— Est-ce que nous pouvons aller au djebel Hammam ?

Le vieux a un geste de la main :

— Non.

— Pourquoi?

— Si tu y vas, tu recevras des coups de fusil.

— Ça nous est égal. Nous irons.

Cette décision avait été prise un moment auparavant et de commun accord par les trois officiers. Ensemble, ils en avaient envisagé les risques, les dangers rendus plus redoutables de ce qu'ils n'avaient avec eux qu'un très petit nombre d'hommes et ne pouvaient espérer aucun secours. Il fallait faire seuls, profiter de l'occasion ou renoncer. Cela non.

Cette reconnaissance du sommet, ils en savent l'importance : ils escomptent les conséquences heureuses de leur raid. Quand les tribus rifaines déjà démoralisées sauront que des Français sont parvenus au faîte du djebel Hammam, elles achèveront de perdre courage. Ce coup porté au Roghi hâtera sa chute. A peine la réponse au cheigh a-t-elle été faite que Bou-Kabout se lève, sort et s'empresse d'envoyer un rekkas aux partisans d'Abd-el-Krim pour « sonner » le détachement à son arrivée au sommet.

Les partisans rifains avaient à leur tête un chef dont le nom est demeuré célèbre dans la région du Rif : Amar Kichoua. Allié à la famille du Roghi, le Kichoua venait de recevoir de celui-là une somme de 200 douros espagnols pour tenter un dernier effort, faire « n'importe quoi ».

Le repas s'achève. Autour de la maison, dans la galerie, les guerriers du village se sont attroupés. Ils chuchotent par instants, se concertent. Involontairement, les trois officiers pensent au sort du capitaine Tailhade. Lui aussi, il y a quelques années, avait accepté de se rendre à une diffa. C'était dans le Moyen Atlas, chez les Zaïans. Quelques Mokhraznis et un interprète stagiaire seuls l'accompagnaient. Le repas terminé, tous sont massacrés. Le capitaine a la tête tranchée. Ayant cette tête en main, les meurtriers courent la porter au souk d'une zaouïa voisine et l'y suspendent comme trophée.

Peu s'en faut que nos officiers n'aient le même sort. Ce qui les sauve, c'est la présence toute proche de leur escorte. Un des habitants du village l'avouera plus tard : « Ils voulaient

vous « bouziller » ; je leur ai dit : « Ne faites pas ça ; ils ont leurs partisans et leur goum. Nous serons tous exterminés. »

Sans s'arrêter à l'impression sinistre des visages qui les entourent, les trois officiers se disent : « Maintenant, il faut foncer. Nous ne sommes pas venus si près du djebel Hammam pour reculer. » Ils désignent 60 cavaliers pour les accompagner. Le reste des forces gardera le village. On boute selle. Les chevaux hennissent, s'ébrouent.

Voilà la petite troupe partie. Admirons l'audace de ses chefs. Le pays qu'ils affrontent leur est inconnu ; l'ennemi l'occupe. Mesurons leur crânerie à ce fait : arrivés au sommet de la montagne, ils ne seront pas à moins de deux heures et demie de nos lignes ; mais, réussir ! Ce mot porte en lui une ivresse excitante.

Le soleil au zénith verse ses flammes, la chaleur est extrême. Des oliviers dressent un feuillage poussiéreux. Près du village, quelques maigres champs d'orge et de seigle jaunissent par places. Dans les touffes des lentisques paissent des troupeaux de chèvres au poil luisant et roux que gardent de sauvages petits bergers à demi nus. Des femmes reviennent de la fontaine. Enveloppées d'une sorte de « sarot » jaune clair, ceinturé de rouge vif, elles ont des traits durs, mais réguliers et leurs longs cheveux noirs pendent en tresses fines. Péniblement, elles cheminent, courbées par le poids écrasant de leur cruche.

Le nœud central du massif dessine une longue crête que les officiers atteignent avec leurs hommes. Le terrain est formé de plaques schisteuses qui, de loin, brillent au soleil, comme de la neige fondante. Des rodiers de grès et de porphyre émergent en dents déchiquetées et grises. Sur les flancs, le schiste plonge dans un terrain calcaire, friable, où les chevaux enfoncent en soulevant une fumée légère plutôt qu'une poussière de craie.

Les hommes sont nerveux. Un mystère de légendes enveloppe le djebel Hammam. L'énorme montagne passe pour recéler de prodigieuses richesses gardées par des djnouns : malheur à qui irritera ceux-ci ! A la hauteur du ressaut de *Tiddest*, l'extrémité d'une des crêtes s'est écroulée sous l'action des eaux ; elle barre la vallée de ses éboulis et dresse un profil fantastique et étincelant de sphinx haut de 400 mètres, dont le museau allongé semble menacer le ciel d'un bleu ardent.

Il était trois heures de l'après-midi et la petite troupe approchait du sommet, quand les flanqueurs de gauche aperçoivent au-dessous d'eux, dans un ravin, à environ 300 mètres, trois indigènes dissimulés dans un buisson de lentisques, avec leur fusil dans les mains. Ils gardent le col de Bou-Maaden, important passage qu'on prétend riche en mines de cuivre et de plomb argentifère.

La stupéfaction de ces Rifains en voyant des cavaliers se profiler hardiment sur les crêtes, au lieu d'avancer en se défilant, ne se peut dépeindre. Un colloque s'engage :

— Que venez-vous faire ici ? Qui êtes-vous ?

— Nous sommes le *maghzen* (1) français. Venez avec nous. Il ne vous sera pas fait de mal.

Le maghzen français, au cœur du Rif ! au sommet du djebel Hammam qui passe pour imprenable et que, d'après la tradition, aucun Roumi ne peut aborder sans être foudroyé ! Par deux fois, les Rifains se font répéter la nouvelle, puis, sûrs d'avoir compris, ils détalent en file et au grand trot. Certainement, ils vont prévenir les gens du Kichoua, donner l'alarme.

Sur un piton, à 15 mètres du sommet, s'arrondit la blanche coupole de la Koubba de Sidi-bou-Khiar (2) qui guérit les aveugles et préserve les bestiaux de toute maladie. Au sommet même, une autre Koubba, plus petite, est celle de l'épouse de Sidi-bou-Khiar, vénérée comme sainte. Devant les édicules s'étend une vaste esplanade où ont lieu les sacrifices. Quatre profondes citernes contiennent une abondante réserve d'eau destinée à abreuver les pèlerins quand, à l'automne, ils affluent de tous les points du Rif et, après une longue ascension exténuante, viennent respectueusement prier les marabouts d'étendre sur eux la *baraka*.

Il n'est pas loin de quatre heures lorsque les nôtres atteignent l'esplanade. Qui dira la joie dont leur cœur est gonflé ! Toute action grande et généreuse s'accompagne de cette impression de l'unique qui hausse l'être, l'enivre, lui laisse la mâle fierté de se croire sans pareil.

Comme pour se rendre plus mystérieux, le sommet s'est enveloppé d'un brouillard épais. Crainte d'une surprise, le

(1) Gouvernement.

(2) Le père bienfaiteur.

capitaine Damidaux envoie un maréchal des logis avec quelques hommes en éclaireurs. A peine sont-ils partis que des coups de feu éclatent. Informés de notre présence au djebel Hammam, les gens du Kichoua accourent pour nous exterminer. Il ne servirait de rien d'attendre leur choc. Aussi bien, la reconnaissance que les nôtres s'étaient proposée a rempli son but. Les trois officiers commandent la retraite. Autour d'eux, la fusillade crépite; mais l'intensité du brouillard les sauve. Les Rifains tirent sans pouvoir viser. Aucun des nôtres n'est atteint.

De retour au village d'Aït-Arouz, le capitaine Damidaux quitte ses camarades pour aller rendre compte au général Dosse du raid qui vient d'être accompli et lui porter cette importante nouvelle : « Le djebel Hammam n'est pas défendu. » Il n'est pas défendu, car Abd-el-Krim n'a jamais pu croire que nous l'atteindrions. La nuit bientôt va monter vers les cimes. Nos partisans s'organisent hâtivement en vue d'une attaque qu'ils prévoient prochaine. Une petite crique dans les rochers leur paraît propre à la défense. Des murettes sont dressées. Bientôt, les balles crépitent : « Les ennemis sont nombreux. Ils tirent de tout près sans que nous puissions arriver à les voir. Presque toutes les balles font mouche. »

Au bout d'une demi-heure, et l'obscurité s'étant encore épaissie, les Rifains en profitent pour lancer des V. B. Les obus éclatent dans la masse de nos partisans. Tués ou blessés, des hommes tombent. La nuit est déchirée par des cris de douleur, des cris atroces. Puis, brusquement, c'est la panique. Impressionnés par l'idée que les djnouns les entourent et vengent la montagne sacrée, nos partisans se disent l'un à l'autre :

— C'est fait de nous ! Nous allons tous y passer.

Vainement, les lieutenants Gauthier et de Plas s'épuisent à vouloir les rallier : les partisans les bousculent, manquent de les renverser et disparaissent dans les profondeurs nocturnes.

Le calme à peu près rétabli, les officiers comptent ceux qui leur restent. Ils sont trente et les Chleuhs sont nombreux et tous bien armés. Chacun prend sa position de combat et essaie de tenir tête. Les Rifains ne cessent de tirer. Plusieurs de nos partisans sont blessés et ceux qui tentent de les relever sont frappés à leur tour.

La petite poignée des combattants fond rapidement. Les munitions s'épuisent. Quatre caisses de cartouches sont près de la crique. Quelques hommes s'élancent pour les aller chercher. Le lieutenant de Plas et son chaouch saisissent une des caisses. Une rafale de balles les assaille. Le chaouch est atteint au ventre ; des hommes sont blessés ; le lieutenant Gauthier relève l'un d'eux, le charge sur un mulet ; nouvelle décharge de mousqueterie. Une balle rase l'oreille de l'officier, achève le blessé, atteint le mulet qui s'abat.

Retirés dans la crique, les officiers constatent que, maintenant, ils sont seuls. S'ils demeurent, leur sort est certain ; ils vont être encerclés, égorgés. Les Rifains ne sont plus qu'à vingt mètres. Prenant la seule décision qui soit possible, ils s'élancent au pas de gymnastique à travers les broussailles et sont assez heureux, malgré la fusillade qui les poursuit d'abord, pour atteindre le camp du bataillon Stiégler qui se trouve à Aït-Ikor.

Ils n'y étaient pas depuis une demi-heure que, de tous côtés, éclatent des coups de feu. Conduits par le Kichoua, les Rifains viennent nous attaquer. Le lieutenant de la Chavignerie qui se hâte pour aller remplir une mission importante sur la ligne de feu est atteint en plein ventre. En ce pays où toute intervention chirurgicale et immédiate est impossible, la blessure est mortelle. Mais, déjà, notre artillerie entre en action, soutient nos partisans. D'autre part, les éléments du bataillon qui sont à leur poste de combat ouvrent le feu pour arrêter les assaillants.

Ceux-ci n'en continuent pas moins d'approcher. Avec cette adresse intelligente, cet esprit de ruse qui sont le propre des guerriers berbères, ils mettent très habilement à profit l'avantage inespéré que leur donnent le brouillard et l'aspect du terrain. Ils se dissimulent derrière de grosses têtes de rochers, ils se cachent dans les sillons profonds dont la montagne est ravinée.

Alors, dans l'obscurité, s'engage un combat rapproché et furieux qui se prolonge jusqu'à vingt-deux heures. Par instants, il paraît cesser. Trompeuse accalmie et brève. Hurlant, déchaînés, les Chleuhs semblent poussés par le vent d'une bourrasque. A chaque assaut, leur violence s'accroît. Ils se battent avec l'acharnement de ceux qui jouent leur dernière chance.

Ce ne sont plus des hommes, mais des possédés. Ils poussent si près qu'on sent leur rude odeur et que leurs grenades viennent éclater sur les parapets des tranchées.

Les nôtres tiendront-ils? Le commandant Stiégler ne peut s'empêcher d'être affreusement inquiet.

Avec une énergie, un courage calme qui ne se démentent pas, il se multiplie pour diriger le combat. Ses aides : un officier adjoint, un sous-officier commandant la section d'engins, un sergent chef de section tombent mortellement blessés.

Le commandant Stiégler est partout. Il stimule les uns, impose le calme aux autres, exige des éléments avancés la plus stricte discipline au feu, s'efforce de remettre de l'ordre dans la cohue des partisans réfugiés dans le camp et qui, la peur au ventre, guettent, dans les ténèbres, des prestiges maléfiques. Faisant préparer les pièces d'artillerie pour pouvoir, le cas échéant, tirer à mitraille, s'inquiétant de flanquer les faces des postes voisins également attaqués, cherchant à faire rétablir la liaison optique chaque fois que des éclaircies paraissent se produire dans le brouillard, il est l'âme de la résistance.

Les Rifains n'arrivent pas à forcer le camp et se retirent dans la vallée du Ghis. Dès le lendemain, le bled du Kichoua est occupé, les habitants d'El-Arouz qui s'étaient joints à nos ennemis sont désarmés ; le calme s'établit dans toute la région.

Quelques jours plus tard (25 mai 1926), la 3e division de marche occupe le sommet du djebel Hammam et s'y retranche solidement. Les habitants viennent de toutes parts apporter leurs armes. Le Kichoua envoie des émissaires pour demander l'aman. Sur l'ordre du général, il se présente lui-même. Tout jeune, de taille moyenne, svelte, mais de forte race, avec des yeux terribles qui vraiment semblent lancer du feu et un air de fierté, de commandement, tel il apparaît à ceux qui l'ont vaincu.

Le bataillon, le goum et les partisans qui ont soutenu ses attaques furieuses se sont alignés. Une grande paix s'étend sur la montagne. Face aux nôtres, le chef rifain s'avance. On amène le taureau. Le Kichoua tranche la gorge de l'animal qui s'affaisse vidé de sang. Alors, s'inclinant profondément par trois fois, le Kichoua prononce les paroles qui implorent le pardon.

Deux jours plus tard, Abd-el-Krim, pressé de toutes parts et sentant sa cause définitivement perdue, serendait à la division marocaine qui venait d'occuper Targuist, sa résidence. Le plan de grande envergure arrêté au cours de l'hiver précédent par le maréchal Pétain et le général Primo de Rivera a complètement réussi.

Dans les jours qui suivirent, à grand renfort de mulets, des charges de béton sont portées à mulet jusqu'au sommet du djebel Hammam. Au-dessus d'un entassement de rochers, les légionnaires du colonel Gendre maçonnent un bloc énorme de ciment et y gravent ces mots :

1926
Aux Morts
De la IIIe Division

Peu après, l'inauguration du monument a lieu. Un autel est dressé sur la plate-forme d'un rocher décoré de feuillage. L'aumônier dit la messe, donne la bénédiction.

Désormais, dans la limpide lumière du ciel africain, le monument du djebel Hammam commémore, en terre espagnole, l'effort français, le sacrifice silencieux et héroïque des nôtres.

Henriette Celarié.

LE LOUVRE DE LOUIS XIV

Si l'on jette les yeux sur un vieux plan de Paris, comme celui de Gomboust (1652), on voit que le Louvre, au milieu du XVIIe siècle, se composait d'une espèce de T irrégulier. La barre de ce T, formée par l'aile de Pierre Lescot, se prolonge au delà du Pavillon de l'Horloge, tandis que la tige parallèle à la Seine vient buter contre un massif de bâtisses du moyen-âge, reste du manoir de Charles V et de Philippe-Auguste. C'étaient les deux seuls côtés à peu près achevés du carré ; la cour demeurait encombrée, biscornue. On y entrait du côté de Saint-Germain l'Auxerrois par une espèce de poterne, boyau si sombre et si étroit qu'Henri IV y fut bousculé par un gentilhomme venant en sens inverse ; c'est devant cet orifice, sentant le coupe-gorge, que le maréchal d'Ancre avait été assassiné. En dehors de ce quadrilatère avait jailli du côté de la Seine une branche nouvelle, excroissance charmante, un peu à l'aventure, la Petite Galerie, regardant le parterre de l'Infante. Et cette galerie elle-même commençait à se relier le long de la Seine, par delà la tour du Foin et la porte de la Conférence, par un interminable couloir aux Tuileries et au Pavillon de Flore, qu'on appelait alors le Palais de Mademoiselle.

Cette immense étendue de monuments divers, jetés capricieusement, sans plan ni organisation d'ensemble, se trouvait coupée de rues, d'enclaves, de jardins : toute une ville avait poussé entre les pattes de la ville royale, comme des plantes folles dans un chantier à l'abandon. C'est là que se trouvait l'hôtel de Rambouillet. C'était bien l'image du temps : des fragments de tous les siècles, des restes du moyen-âge, des

morceaux de la Renaissance, des traits d'une grande idée, quelques jalons posés çà et là, une grande esquisse et de l'anarchie.

Une anecdote peindra ce désordre. Les matériaux laissés en tas, attendant d'être utilisés, furent cédés par la Régente Anne d'Autriche à une certaine dame de Beauvais, personne complaisante, plus connue sous le nom de Cathau la Borgnesse. La reine ne pouvait s'en passer. Personne ne donnait comme elle les soins intimes. Le magnifique hôtel de Beauvais, qui existe encore rue de Jouy, construit avec les pierres du Louvre, à la grande colère de Mazarin, qui volait, mais qui ne voulait pas que les autres volassent, demeure le monument des services rendus par Cathau à la monarchie.

C'est M. Louis Hautecœur qui nous conte ce trait, entre beaucoup d'autres. Ce jeune savant s'est donné pour tâche de porter la lumière dans l'histoire si mal connue de notre architecture classique. Depuis dix ans, il fouille les archives, les études de notaires, les cartons de plans et de dessins dispersés dans nos bibliothèques. On a le droit d'attendre de lui un répertoire, un grand atlas monumental qui reproduira, avec les ressources modernes de la critique, le glorieux recueil de l'*Architecture française* de Blondel. Attaché à la conservation du Louvre, il a entrepris, pour commencer, de débrouiller l'histoire extraordinairement confuse de cet énorme palais. Le livre qu'il publie, *Le Louvre de Louis XIV* (1), résout plus d'un problème, donne la clef de plus d'une énigme, reconstitue le décor de plus d'une scène fameuse. Ce beau travail, enrichi d'une foule de gravures et des charmants dessins d'Israël Sylvestre, forme une chronique illustrée de la jeunesse de Louis XIV : c'est le prologue indispensable des études de M. Pierre de Nolhac, consacrées à Versailles.

La période de quinze à vingt ans qu'embrasse ce volume (1652-1670) comprend les premières années et comme le prélude du règne. Les principaux événements sont le mariage du Roi, la mort de sa mère et celle de Mazarin. Lorsque la Cour, à la fin de la Fronde, revint s'installer à Paris, on se contenta d'abord de quelques aménagements des parties existantes. C'est dans l'angle de la cour formé par la rencontre des deux bras de

(1) Louis Hautecœur, *le Louvre de Louis XIV*, 1 vol. gr. in-4°, 48 pl. en héliogravure, Van Oest édit, 1927.

la galerie des Antiques, que tout le monde, la Reine, la famille royale, les filles d'honneur et les ministres, réussit à s'entasser. On est surpris du peu de place qu'occupait la machine de l'État. La Reine logeait au rez-de-chaussée, dans la suite de salles assez obscures qui s'étendent aujourd'hui de la salle de Médée à celle de la Vénus de Milo. Cette dernière, alors décorée de colonnes, servait de chambre de bains. Le vieux Lemercier, l'architecte du Pavillon de l'Horloge, avait accumulé dans cet appartement ce luxe d'ornements dont le décor de l'hôtel Lauzun et celui de l'hôtel Lambert sont aujourd'hui à peu près les seuls modèles subsistants. Le Sueur avait peint les plafonds. C'est le mérite de M. Hautecœur d'avoir retrouvé les éléments de cette décoration illustre et depuis longtemps perdue. Il n'a pas moins bien réussi à déterminer l'emplacement de l'appartement de la jeune reine, dont les plafonds ont été transportés par Percier dans les salles qui se trouvent derrière la façade. Toute cette partie du livre est probablement la plus neuve et la plus originale.

Les deux étages communiquaient intérieurement par cette vis si roide qui subsiste encore dans l'angle des deux ailes et conduit aux salles des dessins et aux bureaux de la conservation. Le ministre avec sa famille logeait dans l'aile de Lescot, à l'étage au-dessus de la salle des Gardes (aujourd'hui salle La Caze); de cet appartement, qui avait son issue par l'escalier Henri II, il ne reste aujourd'hui que le salon du conservateur des sculptures. C'est là que le jeune roi aperçut pour la première fois, au lit de mort de sa mère et belle de ses larmes, la trop aimable Mancini.

Nous ne nous représentons plus guère que le Louis XIV de Versailles, le Louis XIV des portraits de Rigaud et de Saint-Simon. C'est le charme du livre de M. Louis Bertrand d'avoir substitué une image beaucoup plus vraie à cette figure compassée. Cette impression de familiarité et presque de bonhomie, à mille lieues de la morgue et de la raideur, qu'a si bien rendue ce beau livre, ressort également de celui de M. Hautecœur. Il faut en convenir, Louis XIV, surtout dans sa jeunesse, fut un Prince Charmant; sa qualité supérieure, ce fut peut-être le naturel, un naturel dont se scandaliseraient nos mœurs démocratiques. Rien de plus agréable que ces petits soupers où le jeune prince s'assied avec les filles d'honneur et mange au

même plat, sans vouloir de cérémonies. Ses maîtresses n'étaient qu'une fugue, une évasion, une façon de fuir l'étiquette espagnole, de satisfaire son goût de la vie intime, ce besoin de son âme auquel il voua plus tard Trianon et Marly. M. Hautecœur nous donne un chapitre fort brillant sur les fêtes de la cour, les ballets de Benserade, les divertissements où commence à paraître Molière, les grands spectacles comme celui du 5 juin 1662, en l'honneur de la naissance du Dauphin, et qui laissa son nom à la cour du Carrousel. Mais ce dont on se souvient le plus volontiers, ce sont quelques scènes sans apprêt et prises sur le vif, comme celle où le Roi et la jeune La Vallière, en véritables enfants, se jouent aux Tuileries et où la gracieuse fille, délicieuse à cheval, sautant debout et retombant assise sur sa selle, faisait de la voltige.

Une nouvelle époque des travaux est marquée par l'entreprise de l'appartement d'été de la reine-mère, qui forme aujourd'hui les salles des Antonins et de Sévère. Cette partie du Louvre, avec les stucs de Michel Anguier et les peintures de Romanelli, qui forment une tenture bleue et blonde, est un parfait exemple de galerie à l'italienne, dans le genre du Palais Pitti et de la galerie des Carraches. Cependant, ces travaux à peine terminés, l'étage supérieur brûlait (6 février 1661), et l'on entreprenait aussitôt, sous la direction de Le Brun, le splendide décor de la galerie d'Apollon, première symphonie sur les thèmes qui allaient devenir la gloire de Versailles.

L'époque décisive commence avec le gouvernement de Colbert, surtout à partir du moment (1er janvier 1664) où ce ministre occupe la place de surintendant des bâtiments. C'est le génie de ce grand bourgeois qui imprime un essor puissant aux entreprises de cette époque et qui leur a laissé sa marque. C'est bien lui qui a conçu l'idée de donner dans ce palais, au milieu de la capitale, la figure de la monarchie, l'image d'une puissance magnifique et centralisée. Il voulait un logement digne de la grandeur des rois. Il fallait, dit-il, que l'aspect et la qualité de leur palais « servît à contenir les peuples dans l'obéissance qu'on leur doit ». Déjà depuis plusieurs années, sous son impulsion, on avait repris le « grand dessein », l' « ancien et magnifique dessein » des prédécesseurs de Louis XIV, qui était de compléter le Louvre et d'en unifier les diverses parties, en les réunissant aux Tuileries. L'architecte

Louis Le Vau établissait une nouvelle façade le long de la rivière, faisant face au futur palais des Quatre Nations, et qu'un pont majestueux devait relier à cette dernière. Les travaux de la cour s'avançaient.

Mais le morceau capital devait être la façade. M. Louis Hautecœur a, ce semble, éclairé définitivement l'histoire de ce morceau fameux. Un concours fut ouvert, dont il a reconnu et publié tous les plans ; quelques-uns étaient d'une grandeur saisissante. On ne considère pas sans admiration celui de Léonard Houdin, ensemble gigantesque qui embrassait une lieue de terrain, depuis le Châtelet jusqu'à la place de la Concorde, dans un système de monuments terminé à chaque bout par deux colonnades circulaires, un double Colisée. Ce projet, pour lequel il eût fallu abattre la moitié de Paris, était trop grandiose pour être réalisable. On n'est pourtant pas fâché de voir quelle idée les gens d'alors se faisaient de la grandeur française. Napoléon, s'il l'eût connu, se fût enflammé pour ce dessein vraiment impérial. Le bon sens du Roi l'écarta.

Je ne referai pas l'histoire de la colonnade, le récit du voyage du cavalier Bernin, appelé en désespoir de cause, et celui des intrigues qui parvinrent à lui faire repasser les monts. En fait, cet épisode, commencé en triomphe, marque la fin de l'influence italienne. Souveraine dans toute la première moitié du siècle, cette influence décline à partir de la majorité du Roi. Parmi les artisans de cet imbroglio, il est certain que les moins actifs ne furent pas ce couple singulier des deux frères Perrault. Charles, qui nous a conté l'affaire dans ses *Mémoires*, s'attribue, ainsi qu'à son frère, la gloire de cette façade célèbre. Boileau, qui détestait les Perrault, dit que l'ouvrage est de Le Vau. La question est demeurée controversée depuis deux siècles. M. André Hallays, dans son étude sur les Perrault, donne raison aux deux frères. La vérité est qu'ils se vantent un peu : l'ouvrage est le résultat d'une collaboration. Colbert avait nommé un conseil, une espèce de triumvirat, composé de Le Vau, de Le Brun et de Perrault, chargés de mettre en commun leurs études, de corriger mutuellement leurs dessins (l'un de ces dessins est conservé au musée de Stockholm) et de soumettre au Roi leurs idées à mesure qu'ils les trouveraient assez parfaites. Il est difficile de préciser la part qui revient à chacun dans cet admirable décor. Ce qui semble certain, c'est qu'il y a

dans cette immense loggia une proportion, une musique, des audaces d'exécution, un accent entièrement étranger aux ouvrages de Le Vau, et une sobriété dans la décoration, que je ne retrouve pas dans les compositions de Le Brun. Tout porte la marque des retouches d'un goût pur et indépendant, nullement esclave de Vitruve et des Italiens, ne s'embarrassant ni des règles, ni même de la solidité de la construction, et suppléant par des expédients aux faiblesses de l'appareil. Tout ce ravissant décor n'est qu'un échafaudage : il tomberait, s'il n'était soutenu par une armature de fer. Ces mérites et ces défauts semblent bien indiquer la main d'un impresario, dilettante de génie, sans être tout à fait du métier, et qui ne peut être que Claude Perrault.

Pendant ces énormes travaux, qui devaient durer trois ou quatre ans, le Roi, dont on avait prévu le logement provisoire aux Tuileries, avait pris l'habitude de vivre à Saint-Germain, à Fontainebleau, à Chambord; il aimait le grand air, l'exercice. Il se plaisait à Versailles. Là il était le maître, il vivait à sa guise. Louvois, pour faire pièce à Colbert, encourageait cette fantaisie. A partir de 1678, les travaux du Louvre se ralentissent. La cour ne fut même pas achevée. Le palais fut abandonné aux académies, devint jusqu'à David une sorte de colonie, un phalanstère d'artistes. Les guichets servaient à l'étalage des brocanteurs. L'Empire et la République devaient achever l'immense toile de Pénélope en train depuis sept siècles sur le métier de la monarchie.

Pierre Troyon.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LES CALCULS QUI SE FONT TOUT SEULS

Il est, de par le monde, des originaux qui éprouvent à calculer un véritable plaisir, qui se délectent à jongler, comme on dit, avec des chiffres. On a même pu citer, parmi eux, tel vieil officier du génie en retraite possédé de ce goût à un si haut degré qu'il offrait gratuitement ses services aux savants désireux de faire procéder à certains calculs requis par leurs travaux. Toutefois, pour la très grande généralité des hommes, et notamment, — en dépit d'un préjugé fort répandu, — pour la plupart des mathématiciens, ce genre d'opération est totalement dénué de charme. Confondre, soit dit en passant, le don du calculateur avec celui du mathématicien, c'est commettre la même erreur de jugement que celle qui consisterait à voir dans une exceptionnelle agilité de doigts sur le clavier d'un piano l'indice de dispositions particulières pour la composition musicale. Mais alors que les compositeurs les plus qualifiés se montrent presque toujours de bons, sinon d'excellents pianistes, les mathématiciens de haut rang ne font souvent que d'assez pauvres calculateurs. Le plus grand d'entre eux dans les temps modernes, l'illustre Henri Poincaré, qui laissera dans les sciences mathématiques une trace à jamais ineffaçable, était, dans le maniement des chiffres, d'une maladresse qui prêtait à sourire ; il n'hésitait d'ailleurs pas à avouer que tout calcul numérique lui était une pénible corvée dont il ne se tirait généralement pas sans accroc.

En revanche, les calculateurs prodiges qui, à toutes les époques, ont émerveillé les foules par leur extraordinaire dextérité à faire de tête, en quelques instants, les calculs arithmétiques en apparence les plus compliqués, n'ont, en fait, rien de commun avec les mathé-

maticiens. La seule faculté qui intervienne chez eux est une exceptionnelle mémoire des chiffres, mais ni le raisonnement, ni l'intuition, ni une certaine imagination créatrice que requiert la recherche mathématique ne jouent le moindre rôle dans leurs exercices. Au reste, la tentative, renouvelée à diverses reprises, de pousser quelques-uns d'entre eux, choisis parmi les plus habiles, du côté des études mathématiques, n'a jamais été couronnée de succès.

Il ne faudrait pas non plus conclure de là qu'il y eût nécessairement incompatibilité entre le don du calcul et celui des mathématiques; quelques grands mathématiciens se sont distingués par leur habileté à manier les chiffres, notamment Wallis, Euler, Gauss, et Ampère; mais ce sont là des exceptions.

D'une manière générale, aussi bien pour l'homme de science qui suppute les conséquences de l'application d'une loi mathématique que pour la ménagère soucieuse de la bonne tenue de ses comptes, le calcul est une opération pénible, fastidieuse, sujette à erreur, dont seul le résultat intéresse; tout le monde, ou à peu près, souhaite de s'en voir affranchi. Or, c'est là un souhait dont la réalisation n'a rien de chimérique; on connaît, en effet, des moyens, et de plusieurs sortes, grâce auxquels les calculs se font, en quelque manière, tout seuls, ou, du moins, sans que l'on soit astreint à l'effort cérébral que comporte l'application des règles ordinaires du calcul numérique. Est-il possible de donner de ces moyens une idée suffisante sans avoir recours au sévère appareil du langage scientifique? C'est ce que nous allons tenter de faire ici.

***

Commençons par le plus simple : les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique élémentaire, addition, soustraction, multiplication et division, auxquelles, en dernière analyse, se ramène, — grâce, le cas échéant, à l'intervention de certaines tables numériques, dont les plus répandues sont celles de logarithmes, — toute espèce de calcul numérique effectué suivant les règles ordinaires.

Remarquons en passant que ces opérations n'ont, au reste, d'autre objet que de suppléer à l'infirmité de notre mémoire.

La table d'addition ne résulte que du simple comptage unité par unité, — comme le pratiquent volontiers sur leurs doigts les calculateurs novices, — et celle de multiplication, d'une application répétée des résultats enregistrés dans la précédente. Si nous avions la possibilité de retenir les tables ainsi construites jusqu'à la limite des

nombres pratiquement utilisés dans nos ordinaires supputations, les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique, « les quatre règles », comme on dit couramment, n'auraient aucune raison d'être; elles n'en ont, en fait, que pour nous permettre de nous tirer d'affaire en nous bornant à retenir par cœur la partie des deux tables susdites, qui ne s'étend qu'aux sommes et produits de nombres d'un seul chiffre pris deux à deux.

Pour éviter le travail mental requis par l'application de ces quatre règles, nous disposons de moyens mécaniques, les uns assez rudimentaires, les autres beaucoup plus perfectionnés qui, lorsqu'on les aborde pour la première fois, ne laissent pas assurément de donner une impression de merveilleux.

Ces machines à calculer, opérant avec une si prodigieuse rapidité sur des nombres aussi grands que l'on veut (dans les limites, bien entendu, de la pratique), apparaissent, de prime abord, comme des sortes d'instruments magiques. Essayez, pour mieux fixer vos idées à cet égard, d'effectuer, — et encore au risque de vous tromper, — une multiplication de huit chiffres par huit chiffres, puis allez voir une machine faire apparaître le résultat de cette multiplication par un fonctionnement d'environ cinq secondes (le temps de la transmission de l'heure par T. S. F. au moyen de six points musicaux) et vous ne manquerez pas d'en éprouver une sorte de vertige.

Le nombre et la variété des machines capables d'accomplir de ces tours de force de calcul, — dépassant même, l'expérience l'a prouvé, ceux que nous voyons exécuter par les calculateurs prodiges, — sont tels qu'il ne peut être ici question d'en aborder la simple énumération (1).

Toutefois, il n'est pas superflu de rappeler que la première en date de ces étonnantes machines, leur ancêtre à toutes, a été due à un Français dont le génie apparaît aussi grand dans le domaine des sciences mathématiques et physiques, et dans celui des lettres et de la philosophie. C'est pour affranchir son père, Étienne Pascal, alors intendant des finances de Normandie, des longues, pénibles et fastidieuses vérifications de comptes auxquelles l'astreignaient les

(1) On trouvera l'énumération de la plupart de ces machines rationnellement classées et sommairement décrites dans notre *Calcul simplifié par les procédés mécaniques et graphiques*, dont la troisième édition est sous presse à la librairie Gauthier-Villars, et qui contient aussi une vue d'ensemble des principes sur lesquels reposent les autres procédés de calcul visés dans la suite du présent article.

devoirs de sa charge, que Blaise Pascal, alors âgé seulement de dix-huit ans, imagina cette machine, que n'avait précédé rien d'analogue, dont la réalisation matérielle lui coûta de durs efforts, sans compter de grandes sommes d'argent, et dont il put, dans les premiers jours de juin 1642, offrir un premier exemplaire au chancelier Séguier qui l'avait vivement encouragé dans son entreprise.

La machine de Pascal, dont plusieurs exemplaires existent encore aujourd'hui, notamment au conservatoire des Arts et Métiers, fut, lors de son apparition, l'objet d'une sorte d'engouement dans les milieux éclairés capables d'en saisir l'économie. Tallemant des Réaux nous conte que, lors de son départ pour la Pologne, où elle allait partager le trône de Vladislas VII, Louise-Marie de Gonzague se nantit de deux exemplaires de cette machine au sujet de laquelle le chroniqueur, très exactement informé, ajoute les indications que voici : « Il se trouve qu'elle revenait à quatre cents livres au moins, et qu'elle était si difficile à faire qu'il n'y a qu'un ouvrier, qui est à Rouen, qui la sache faire ; encore faut-il que Pascal y soit présent. »

Auprès des admirables machines dont nous disposons aujourd'hui, actionnées au moyen d'un clavier de touches, ou d'une manivelle, voire d'un petit moteur électrique, et dont on peut dire que la célérité est étourdissante, la machine de Pascal nous paraît quelque peu désuète, tout de même que l'antique fardier à vapeur de Cugnot auprès de nos modernes automobiles ; mais, si nous nous reportons au temps où elle a été conçue, nous rendant compte du peu de ressources qu'offrait alors la mécanique de précision, nous ne pouvons qu'admirer son illustre auteur pour la façon dont il a su la concevoir et la réaliser.

Bien d'autres noms seraient à retenir dans l'histoire des machines à calculer. Bornons-nous à signaler, parmi les Français, le financier Thomas, de Colmar, qui, le premier, en 1820, sut établir un type vraiment pratique de machine à manivelle pour l'exécution des multiplications et divisions, par additions ou soustractions très rapidement répétées, et Léon Bollée, bien connu pour la part qu'il a prise à l'avènement de l'automobile, qui, comme Blaise Pascal, se signala, dès l'âge de dix-huit ans, par une invention sensationnelle, celle d'une machine qui, en vue d'une plus grande rapidité encore que les précédentes, fonctionnait en appliquant la table de multiplication, introduite, sous une forme matérielle appropriée, au sein même de son mécanisme.

Nous ne saurions non plus passer sous silence le nom du mathé-

maticien anglais Charles Babbage, qui, dans la première moitié du XIXe siècle, établit le projet d'une machine propre à effectuer une suite quelconque d'opérations portant sur n'importe quels nombres et à en fournir le résultat sous forme imprimée. Grâce aux généreux subsides qu'il reçut de la reine Victoria, l'inventeur put faire fabriquer toutes les pièces destinées à entrer dans la composition de sa machine. Il allait en commencer le montage lorsqu'il fut surpris par la mort, et les pièces qui devaient venir s'agencer dans cet engin sont, depuis lors, restées éparses dans une vitrine du South Kensington Museum de Londres. Avec les exceptionnelles qualités que le projet de l'auteur faisait prévoir en elle, la machine de Babbage s'est trouvée partager le sort de la jument de Roland!

Un souvenir curieux se lie, par ailleurs, à cette invention; elle a provoqué, à l'époque de son apparition, de la part d'un mathématicien qui tint à garder l'anonyme, des notes d'un haut intérêt; et ce n'est qu'en 1884 que le mystère de cet anonymat a été dissipé par le général Menabrea qui en possédait la clef depuis longtemps. L'auteur voilé n'était autre qu'Ada Byron, comtesse Lovelace, fille du poète, elle-même mathématicienne de grande distinction (1).

Le tour de force que Babbage s'était proposé d'exécuter, un autre est parvenu à le réaliser de nos jours : le savant ingénieur espagnol Torres Quevedo, doué d'un incontestable génie dans le domaine de ce qu'on appelle aujourd'hui l'*automatique*, c'est-à-dire la science des mécanismes propres, lorsqu'ils sont simplement mis en mouvement, à accomplir tous les actes dépendant de certaines circonstances, plus ou moins nombreuses, en obéissant à des règles qu'on peut leur imposer arbitrairement au moment de leur construction. Tel est le cas de l'*arithmomètre électromécanique* de Torres, qui, sur la commande qu'on lui transmet en inscrivant, au moyen d'une machine à écrire, l'opération à faire, effectue, de lui-même, cette opération pour en imprimer, à son tour, le résultat sur la machine à écrire, à la suite de l'opération posée.

Mais, dans l'ordre de l'automatique, la plus surprenante invention du savant mécanicien espagnol est sans doute cet extraordinaire automate joueur d'échecs que nous avons pu voir fonctionner à Paris, dans le laboratoire de mécanique de la Faculté des Sciences, au printemps de 1914, et qui a littéralement frappé de stupeur tous

(1) C'est une des six mathématiciennes à qui a été consacrée la notice que nous avons lue le 24 octobre 1925, à la séance publique annuelle des cinq Académies, à l'Institut.

ceux qui, généralement sceptiques de prime abord, se sont essayés à jouer contre lui (1).

* * *

Toutes les machines envisagées jusqu'ici, dont l'étude d'ensemble constitue le *calcul mécanique*, effectuent rigoureusement les quatre opérations fondamentales de l'arithmétique. Les procédés dont il va maintenant être question fournissent directement des résultats exacts, sans être rigoureux, de calculs d'ordre plus élevé, que les méthodes numériques ramèneraient, par des voies plus ou moins laborieuses, à des suites généralement assez longues d'opérations arithmétiques.

Il convient tout d'abord de bien saisir la distinction essentielle à observer entre résultats rigoureux et résultats exacts, mais seulement approchés. Un exemple, d'une extrême simplicité, y suffira sans doute : supposons que l'on demande le prix de 4^m 25 de ruban à 3 fr. 75 le mètre ; le calcul rigoureux indique que ce prix est de 15 fr. 9375 ; mais on n'a que faire d'un tel résultat, vu que les paiements ne comportent pas de fractions descendant au-dessous de 0 fr. 05 ; et, dès lors, le résultat qui doit être tenu pour exact, quoique non rigoureux, mais simplement approché au degré voulu, est 15 fr. 95.

Les machines à calculer, interrogées à cet effet, auraient répondu 15 fr. 9375. Et voilà du coup éclaircie la distinction entre calculs rigoureux et calculs approchés exacts. Ce ne sont que des calculs de cette dernière sorte, — les plus utiles à envisager au point de vue de la pratique, — que permettent d'effectuer les procédés qui vont maintenant s'offrir à notre examen.

En premier lieu, c'est le *calcul graphique* qui, à l'encontre du calcul mécanique, n'a rien qui parle tout d'abord à l'imagination. De simples constructions géométriques, des *épures*, pour employer le terme consacré, effectuées, cela va sans dire, avec toute la précision que comporte l'emploi de la règle, de l'équerre et du compas, et où les nombres entrant dans le calcul sont figurés par les longueurs de certains segments de droite, cela n'a rien qui pique *a priori* la curiosité et ne peut que sembler bien pâle venant après les merveilles de mécanique sur lesquelles nous venons de jeter un regard. Mais, lorsqu'on est à même d'apprécier l'économie de ces

(1) Une description de cet automate a été donnée dans le numéro du 13 juin 1914 (p. 51) du journal *La Nature*.

procédés graphiques, on se sent pris d'admiration pour l'extrême simplicité qui en résulte, notamment en ce qui concerne les calculs qu'ont à effectuer les ingénieurs.

Quand on a sous les yeux l'enchevêtrement compliqué des pièces dont se compose une grande construction métallique, comme une ferme de large ouverture, un viaduc de chemin de fer, voire la Tour Eiffel, on a, même si l'on n'est pas du métier, la vague intuition des calculs écrasants que requièrent la détermination des efforts s'exerçant dans toutes ces pièces, et la fixation des dimensions à donner à chacune d'elles en vue d'assurer sa résistance. Telle serait même en certain cas, — celui de la Tour Eiffel, par exemple, — l'énormité de cette masse de calculs qu'il ne se trouverait peut-être pas de courage suffisant pour les mener jusqu'au bout, si l'emploi de la méthode graphique ne s'offrait pas ici pour réduire la besogne dans une mesure telle que, de quasiment impraticable, elle devient toute facile et toute simple.

Dans d'autres circonstances, la combinaison de certains tracés graphiques, avec l'emploi de mécanismes de genre spécial, permet d'obtenir comme en se jouant, peut-on dire, le résultat de certaines opérations analytiques, qui, traitées par la voie strictement numérique, comporteraient, elles aussi, des calculs d'une grande complication. Nous pénétrons alors dans le domaine du calcul *graphomécanique*, tout particulièrement propre à l'exécution de ce que les mathématiciens appellent des *intégrations*, dont il suffit ici de savoir que leur réduction au calcul ordinaire ne peut se faire que grâce à l'emploi de formules plus ou moins compliquées, entraînant, en général, un assez pénible labeur.

Or, l'usage des mécanismes en question, *intégromètres* ou *intégraphes*, réduit la besogne exigée à une manipulation insignifiante consistant à suivre tout bonnement, avec un traçoir lié à l'appareil, certaines lignes dessinées d'avance.

Pour ne citer que l'exemple le plus simple de ce genre de calcul, disons qu'il suffit de faire parcourir à un traçoir d'un appareil approprié, dit *planimètre*, un contour quelconque dessiné sur un plan, pour n'avoir plus qu'à lire finalement sur le petit compteur fixé à l'appareil, fonctionnant un peu à la manière d'un taximètre, la surface de la portion de plan contenue à l'intérieur de ce contour.

La prédiction des marées offre un autre exemple frappant de la puissance du calcul graphomécanique : si, en un point du littoral, on a relevé pendant un certain temps la courbe représentative des

marées, des intégromètres spéciaux, dits *analyseurs harmoniques*, permettent de déduire de cette courbe certains coefficients numériques qu'il suffit ensuite de transporter dans la machine que lord Kelvin a imaginée sous le nom de *Tide predictor*. Cette machine est, dès lors, en état de tracer pour l'avenir la courbe des marées en ce même point du littoral. Le nombre d'heures qu'il lui faut pour fixer ainsi la prédiction des marées correspondant à un certain intervalle de temps, se transformerait au moins en un nombre égal de semaines si l'on voulait obtenir le même résultat par une voie purement numérique.

* * *

Il ne nous reste plus à parler que de deux derniers procédés de calcul simplifié, ceux-ci reposant sur la figuration graphique ou mécanique des lois (en grec, νόμος) mathématiques d'ailleurs quelconques, suivant lesquelles les inconnues dépendent des données ; d'où les noms de *calcul nomographique* et de *calcul nomomécanique*.

Dans son discours de réception à l'Académie française, M. Paul Valéry a été amené, sur certain point de détail, à faire accessoirement la remarque qu' « une image remplace quelquefois un certain calcul qui serait laborieux ». Voilà qui pourrait servir d'excellente épigraphe au fronton du calcul nomographique. Ici, en effet, c'est la construction précise d'images (pourvues, bien entendu de cotes, et dites *abaques* ou *nomogrammes*) qui supplée au calcul numérique, et souvent dans des cas où ce calcul, portant sur un assez grand nombre de données, serait d'une désespérante complication. La géométrie, congrument interrogée, fournit, en général, pour la construction de ces images, des méthodes d'une parfaite simplicité. Le regard, guidé sur ces images par des lignes tracées une fois pour toutes, permet, en partant de points cotés au moyen des valeurs des données, d'atteindre immédiatement un autre point, à côté duquel se lit la valeur du résultat cherché. On ne peut rien concevoir de plus simple ni de plus rapide.

L'emploi du calcul nomographique s'est, en ces trente dernières années, considérablement répandu dans les techniques les plus diverses, celles d'abord des diverses branches de l'art de l'ingénieur constructeur, celles aussi de l'électricien, du financier, du géodésien, du navigateur, de l'artilleur, etc... Sans nous appesantir ici sur ce sujet, nous signalerons que, pendant la dernière guerre, ce genre de calcul a été constamment utilisé pour les besoins les plus divers,

ceux notamment de l'artillerie et de l'aviation. Nous nous bornerons, pour faire ressortir ses avantages, à ce seul exemple : le calcul des corrections dites atmosphériques (dues aux variations de la température, de la pression barométrique, de la vitesse du vent) qui doivent être apportées aux éléments initiaux du tir du canon, donnés par les tables, exigeait, par la voie ordinaire, plus d'un quart d'heure, et avec de grandes chances d'erreurs, surtout lorsqu'il était pratiqué sous le feu de l'ennemi. Par le procédé nomographique, on en avait le résultat en deux ou trois minutes tout au plus, et sans avoir à craindre de se tromper, puisque tout se bornait à de simples lectures sur un graphique coté.

Quant au *calcul nomomécanique*, qui repose sur l'emploi d'échelles graduées soumises à certaines liaisons mécaniques, on peut tout d'abord y rattacher ces règles, cercles, grilles, tambours, hélices à calcul dérivant du principe des logarithmes, dont l'invention suivit de peu la découverte, au début du XVIIe siècle, de cet admirable principe, due au génie de Napier, baron de Merchiston, dont le nom latinisé en Neperus est devenu Néper en français. Les règles à calcul surtout, dont on a vu depuis lors se succéder un si grand nombre de variétés, sont devenues, de nos jours, d'un usage tout à fait général et courant. Les services qu'elles rendent à une foule de praticiens, pour la prompte exécution des multiplications et divisions, élévations aux puissances et extractions de racines, sont inappréciables. Mais, au point de vue mécanique, elles se réduisent à un dispositif de la plus extrême simplicité : deux règles coulissant l'une dans l'autre.

Ce modeste instrument n'était certes pas de nature à faire seulement soupçonner d'avance ce qui peut, *a posteriori*, en apparaître comme une formidable généralisation : les prodigieuses machines algébriques de M. Torres Quevedo, d'une essence tout autre que les machines arithmétiques rencontrées précédemment. A l'encontre de celles-ci, elles ne fournissent d'ailleurs que des résultats approchés, et cela grâce à de savantes liaisons mécaniques d'un type nouveau, établies entre certaines échelles graduées, et permettant la représentation de n'importe quelle relation mathématique, ou même de n'importe quel ensemble de telles relations. La démonstration de cette possibilité entièrement générale, due à M. Torres Quevedo, peut être tenue pour une découverte de premier ordre. Afin d'illustrer sa théorie par quelques exemples bien caractéristiques, il en a réalisé lui-même l'application dans certains cas particuliers, notamment en construisant (effectivement pour les huit premiers

degrés) cette étonnante machine à résoudre les équations algébriques, que l'on a pu voir, elle aussi, fonctionner à Paris, en 1914, à côté de l'automate joueur d'échecs, et qui, comme lui d'ailleurs, semble le produit de quelque imagination à la Jules Verne!

Tous ces moyens si divers, inventés pour amener les calculs, en masses énormes, que réclament les besoins permanents de la vie civilisée, à se faire, en quelque sorte, tout seuls, ont, quand on en examine l'ensemble, quelque chose qui confond l'imagination. L'avenir réserve-t-il encore à l'homme de nouvelles surprises en ce genre? Quelle que soit notre incapacité à rien deviner du futur, nous ne devons pourtant pas douter qu'il en soit bien ainsi. Le progrès, dans l'ordre de nos connaissances et des conséquences que nous en tirons, ne s'arrête jamais.

Pascal nous l'a dit : « Les inventions de l'homme vont en avançant de siècle en siècle. » Il l'a dit, d'ailleurs, pour ajouter tout aussitôt : « La bonté et la malice du monde en général reste la même. » Et Bossuet s'est écrié à son tour : « L'esprit humain n'est pas épuisé; il cherche et il trouve encore, afin qu'il connaisse qu'il peut trouver jusqu'à l'infini, et que la seule paresse peut mettre des bornes à ses connaissances et à ses inventions. »

Maurice d'Ocagne.

REVUE MUSICALE

IOPAS A LA LONGUE CHEVELURE

Vous rappelez-vous la fin du premier livre de l'*Énéide*? La reine de Carthage donne une grande soirée en l'honneur du héros troyen et de ses compagnons nouvellement arrivés. Après le dîner, Didon invite Iopas, un rapsode, à faire un peu de musique. Alors, nous dit Virgile,

Citharâ crinitus Iopas
Personat auratâ, docuit quem maximus Atlas, etc.

« Iopas à la longue chevelure fait sonner sa lyre d'or. Instruit par le grand Atlas, il chante la lune errante et les éclipses du soleil, l'origine de la race des hommes et des animaux ; d'où viennent les pluies et les chaleurs ; l'Arcturus et les Hyades humides, et les deux Ourses; pourquoi les soleils d'hiver ont si grande hâte de se plonger dans l'Océan, et quelle cause retarde la venue des nuits d'été. » — Excusez du peu... Voilà déjà de la musique à programme, et l'on peut considérer Iopas comme un des créateurs du genre.

C'est sous son nom et comme sous ses auspices, qu'un de nos confrères d'outre-mer vient de réunir en un volume remarquable, et de tirage restreint, vingt-cinq années de critique musicale (1). Dans le chapitre premier, M. Stevenson trace un portrait de l'aède virgilien à la manière de Virgile, mais, par endroits, de Virgile un peu « travesti ». La fantaisie, l'*humour*, et même, l'auteur en convient, la « blague », s'y mêlent à la poésie, l'ironie à l'imagination, et ce mélange ne manque pas de saveur.

(1) ***Long Haired Iopas.*** — Old chapters from twenty-five years of music criticism, by Edward Prime-Stevenson. — 1 vol.; privately printed for the author by the press of « The Italian Mail ». Florence, 1927.

Iopas paraît bien avoir été le « *gentleman* musicien le plus distingué » de l'épopée latine. Avant lui, parmi les Grecs, Homère en avait nommé trois : Phémius, qui chante en l'absence d'Ulysse pour le plaisir des prétendants ; Démodocus, le chanteur aveugle, au service d'Alcinoüs, roi des Phéaciens, et dont la voix touchante émeut Ulysse jusqu'aux larmes ; enfin le musicien anonyme auquel Agamemnon, partant pour la guerre de Troie, eut l'imprudence de commettre la garde de Clytemnestre. Et de cette garde les suites fâcheuses sont assez connues. Mais de ses confrères anciens Iopas est le plus sympathique et le plus digne de mémoire, quelque chose comme le Farinelli, le Rubini, le Mario Carthaginois.

Iopas mystérieux et lointain ! Brillante étoile dans un ciel musical pour nous obscur, mais que nous aimons à nous représenter lumineux ! Moins éloigné de nous que les harpistes égyptiens dont le profil mélancolique est gravé sur les tombeaux des Pharaons, vous chantiez avant que la musique se fît entendre en un *triclinium* romain, et plus longtemps encore avant que débarquât à Tunis la première compagnie d'opéra français. Élégant, soigné de votre personne, d'aspect féminin plutôt que viril, avec vos cheveux bouclés, vous avez dû faire les délices, non seulement de la cour, mais des salons de Carthage, à l'heure où les belles dames demandent un peu de musique après le dîner.

Ainsi le critique artiste et poète continue d'évoquer, d'invoquer la figure mélodieuse et disparue. « Sûrement, lui dit-il à peu près, vous fûtes aussi de la race des « virtuoses ». Vous avez dû faire des concessions à la mode du jour, au goût du public, de ce public qui, de votre temps comme du nôtre, préférait sans doute les tours de force ou d'adresse technique à l'art sobre, sérieux et profond. Car il y avait aussi des Philistins à Carthage, et le goût de votre reine elle-même n'était peut-être pas toujours très sûr. Et puis, alors comme aujourd'hui, il fallait bien vivre, et quelque sacrifice esthétique vous était payé par un beau chèque sur la première Banque nationale ou sur le fond de réserve de la Société Philharmonique des dames de Carthage. »

Mais à la fin, laissant de côté l'ironie, c'est avec émotion, avec ferveur, avec regret aussi, que le peintre salue une dernière fois son modèle imaginaire. Longue, éloquente apostrophe, dont on ne peut que résumer et l'esprit et la lettre. « En tant que musicien, Iopas, vous avez dû être un homme à l'âme tragique, aux émotions profondes, un mortel plus sensible que toute autre créature humaine

à la joie, à la douleur, à la crainte, à la haine, à l'amour. Et qui sait! Auriez-vous pas aimé votre reine elle-même? »

S'il l'aima, peut-être aura-t-il chanté son amour. Et cet amour a pu survivre au trépas de « la noble, inoubliable princesse ». « *Io non sono che un critico* », dit le Iago de Verdi. Mais puisqu'aujourd'hui un critique, et de musique, s'il vous plaît, se trouve être un poète, un rêveur, suivons, achevons avec lui son rêve. Après avoir terminé sa carrière et sa vie, le beau chanteur descendra parmi les ombres. Il y rencontrera Didon. Mais dans le morne et silencieux Érèbe, sa voix, sa lyre seront muettes, et la reine à jamais ignorera qu'il eut pitié de son infortune et qu'il l'aimait.

« Adieu donc, Iopas à la longue chevelure. Vous n'êtes plus que poussière et cendre et depuis des siècles votre cithare d'or est brisée. Mais votre cendre et votre poussière ont plus de beauté que celle de bien d'autres mortels. Vous continuez de vivre dans une page de poésie divine et profondément humaine... Le monde est devenu plus exigeant en matière d'esthétique... Des instruments innombrables ont remplacé l'antique et juste accord de la lyre et de la voix. Nous avons des professeurs en tout genre et le nom du célèbre Atlas, — excusez le jeu de mots, — n'est plus connu que des Élisée Reclus ou autres géographes... Quant à la musique vocale, elle a franchi les bornes de la noble, de l'émouvante beauté... Et cependant vous êtes encore au milieu de nous, Iopas; vous êtes parmi les immortels... Chaque nuit, dans nos salles de musique, dans nos salons, nous assistons à vos incarnations nouvelles, et nous écoutons au moins avec un air de déférence vos successeurs qui tâchent de nous enseigner quelque chose par le chant. »

Bien des siècles après, au temps de la Renaissance italienne, un autre Iopas eut la même renommée, et pour une au moins des mêmes raisons, que le Tyrien à la belle chevelure. C'est Jacopo Peri, fameux compositeur et chanteur attaché à l'académie ou à la « camerata » du comte de Vernio. Son *Euridice* demeure, avec celle de Caccini son émule, un des premiers exemplaires de l'opéra florentin. Quelques-uns de ses contemporains lui reprochent ses mœurs dissolues, ses prétentions et son orgueil. Ils se moquent aussi de sa personne physique. « Il était de taille moyenne et très maigre. Dans sa vieillesse il avait les jambes non seulement décharnées (*senza polpe*), mais beaucoup plus grosses en bas qu'en haut, et de plus terminées par de certains pieds si larges, et dont les pointes étaient si fort écartées l'une de l'autre, qu'en cheminant par les ruelles il n'était pas loin de les

prendre dans la porte des boutiques (1). » Mais il possédait d'autres avantages. *Crinitus* lui aussi, il conserva jusque dans sa vieillesse une splendide chevelure d'un blond fauve qui l'avait fait surnommer le *Zazzerino*. Elle flamboyait, pareille à celle d'Apollon, et quand le *Zazzerino* chantait, ses auditeurs, que hantaient les souvenirs antiques, pouvaient le comparer non seulement à l'aède virgilien, mais à Smerdiés, autre chanteur « à l'abondante chevelure bouclée, que la Grèce autrefois avait été chercher jusque chez les Thraces (2) ».

Nous-même, voilà quelque trente ans, il nous arriva de voir et d'entendre, pour la première fois et sous son propre nom, Iopas en personne. C'était le jour où, pour les débuts éclatants d'une toute jeune fille, qui s'appelait Marie Delna, l'Opéra-Comique représenta l'œuvre virgilienne et classique du plus romantique de nos musiciens, les *Troyens à Carthage*. Le second acte (les jardins de Didon) est à lui seul un chef-d'œuvre. La chant d'Iopas est digne d'un antique rapsode. Beaucoup plus simple que dans Virgile, il ne traite ni d'anthropologie et de zoologie, ni d'astronomie et de météorologie, mais seulement d'agriculture. Sur un mode grave et doux il célèbre Cérès et les travaux des champs. C'est comme une géorgique auguste et charmante, belle de calme, de sérénité, et qui respire le pur esprit apollinien.

***

Après avoir sacrifié d'abord à l'imagination, le critique musical entre dans l'ordre de la connaissance, des jugements et du goût. Il y fait preuve en toute matière d'un esprit aussi étendu que libre et souvent original. Traité par lui, plus d'un sujet, qu'on pouvait croire épuisé, prend un aspect et comme une vie nouvelle. Rien de scolastique, encore moins de pédantesque dans la pensée et le style; pas de théorie ou de « principes ». Des impressions légères ou profondes, mais toujours justes; d'heureuses rencontres et des trouvailles imprévues, voilà ce qui remplit les quatre cents grandes pages d'un de ces livres qu'on appelait autrefois des « livres de lecture », parce qu'on les lit pour son agrément.

« *Après avoir entendu Don Giovanni* ». L'étude intitulée ainsi porte pour épigraphe les paroles souvent citées de Haydn à Léopold Mozart : « Je vous le déclare devant Dieu, en homme d'honneur,

(1) Voir dans les *Essais de diphtérographie* d'A. de la Fage, un sonnet de Francesco Ruspoli, avec commentaire de Stefano Rosselli.

(2) Taine.

votre fils est le plus grand compositeur que je connaisse, personnellement ou de réputation; il a *le goût*, et de plus la connaissance la plus achevée de l'art de la composition. » Et l'auteur se plaît à nous montrer que le mot de goût, pris au sens le plus élevé, définirait assez bien l'un des caractères éminents, peut-être la perfection même du génie de Mozart. D'illustres hommages rendus au maître de *Don Juan* sont ici rappelés. Comme on demandait à Rossini lequel de ses propres ouvrages il préférait : « Lequel? Oh! certainement *Don Giovanni*. » Meyerbeer se déclarait lui-même le très humblement obligé de « l'incomparable *Don Juan* ». Lorsque Donizetti devenu fou demeurait de longues heures assis à l'écart dans le préau de l'hospice d'Ivry, c'était des mélodies de *Don Giovanni* qui revenaient errer dans les ruines de sa mémoire et sur ses lèvres tremblantes. On sait la dévotion de Gounod pour le chef-d'œuvre auquel il a consacré un volume. Enfin le « glorieux chant du cygne » de Verdi, *Falstaff*, est littéralement « *infused with mozartism* ».

On pourrait, sans paradoxe, écrire de Frédéric Chopin : « *Infused with italianism* ». L'influence de l'opéra italien de son temps se mêle en sa musique au génie de la race et de l'âme polonaises. Dessins mélodiques, *tempo rubato*, « contrastes dynamiques », ornements ou fioritures, tout cela rappelle parfois le style de Bellini, de Donizetti, de Rossini même. Chopin est un Polonais italianisé beaucoup plus que germanisé ou francisé. Il était l'intime ami de Bellini et grand admirateur de Donizetti. Telle ballade ou nocturne de lui fait songer à maint passage de *Lucie* ou de *Norma* et l'on rapporte que la Malibran chantait ou vocalisait volontiers du Chopin pour s'exercer au *bel canto*.

Ils gardent, ces « vieux chapitres » de critique musicale, — c'est ainsi que l'auteur les appelle, — ils gardent un air de jeunesse, et même d'audace. Il faut, nous le savons, un certain courage pour défendre encore Meyerbeer contre les mépris qu'il inspire aujourd'hui. Prodigieusement inégal, tantôt supérieur, tantôt frivole et vide, comptant sur un ballet, une procession, un tableau, pour tenir lieu d'idées musicales dignes de développement, ce fut pourtant et c'est encore un maître que « le grand Giacomo ». (L'épithète n'est pas de nous.) Son avocat plaide bien sa juste cause. Sans l'élever, comme on fit jadis, au septième ciel, ou l'y maintenir, il le tire des limbes, de l'Enfer plutôt, où depuis un demi-siècle au moins, après Schumann, Wagner, Henri Heine, la critique l'a précipité. Il reconnaît sa force dramatique, son imagination puissante, l'ampleur de ses

architectures, et le sentiment de l'atmosphère, de la couleur romantique qui fait de lui comme un Walter Scott de l'opéra. Un autre critique américain a traité Meyerbeer de « grand musicien rococo ». Et quand bien même il le serait? Le genre a ses chefs-d'œuvre. Mais il n'est rien de pareil, ou d'analogue seulement. « Mélodiste vulgaire ou pauvre, charlatan d'opéra, jeteur infatigable de poudre aux yeux, ou aux oreilles », un autre, plus d'un autre, l'a traité ainsi. Malgré tout, réplique obstinément son défenseur, musicien de génie, et qui fera toujours honneur à la scène lyrique française.

« *Unde hominum genus et pecudes.* » De nombreux musiciens depuis Iopas ont chanté les animaux. A propos de Fafner, le dragon wagnérien, notre confrère aurait pu, s'il eût voulu, faire étalage d'érudition, remonter jusqu'au nome pythique, ce récit poétique et musical du combat d'Apollon et du serpent. Tout y était imité, paraît-il, y compris les dernières convulsions et rugissements du monstre à l'agonie. La musique et les bêtes, beau sujet de « musicographie », toujours divers et, dans un certain sens au moins, toujours actuel. Mais autant qu'un savant, sinon davantage, notre critique, nous l'avons dit, est un humoriste et se plaît à l'être. Il regrette que la musique ait négligé, dans la foule de nos frères inférieurs, certaines espèces, familles ou individus. La Bible offrait en ce genre une riche matière : l'Arche de Noé, sujet très général; cas particuliers : l'âne de Balaam ou la baleine de Jonas. A nous de rappeler que dans le *Déluge* Saint-Saëns n'a pas oublié la colombe, ni l'aigle et de nouveau la colombe dans *la Lyre et la Harpe*. Sans parler, — et M. Stevenson en eût parlé spirituellement, — de l'éléphant, du lion, des poissons, du cygne, tout le personnel enfin, gros ou petit, du *Carnaval des animaux*.

Des animaux, autres que les animaux à deux pieds, chanteurs ou figurants, parurent sur la scène lyrique longtemps avant le dragon Fafner, de la *Tétralogie*. Au XVIIIe siècle, le spectacle des opéras grecs, ou romains, ou orientaux fort à la mode alors, comportait quelques échantillons de la faune exotique : des chameaux pour le triomphe d'Aurélien; pour le cortège du Bacchus indien, des léopards. Pour l'enlèvement d'Europe, il ne fallait qu'un taureau blanc, des moutons et des chèvres pour les pastorales. On a vu depuis un serpent poursuivre Pamino (la *Flûte enchantée*) et, dans le *Freischütz*, des oiseaux nocturnes ajouter à l'horreur de la Gorge aux loups. Mais il appartenait à Wagner de former la plus riche ménagerie musicale. Tous les genres y sont représentés, même un genre mixte (les trois

jeunes filles poissons du *Rheingold*). « *Il catalogo è questo* » : à la fin du premier acte de *Tannhäuser*, des chevaux, des chiens et des faucons; le cygne de *Lohengrin* et de *Parsifal*; dans le *Rheingold* encore, un crapaud; Grane, le coursier de Brunnhilde et les deux béliers attelés à la voiture de Fricka. Voici l'aimable ourson capturé par cet autre et non moins aimable jeune ours de Siegfried, et les corbeaux de Wotan, et l'oiseau qui mêle son chant aux murmures de la forêt. Mais la plus grosse pièce, l'animal en chef et le seul parlant de la troupe, c'est le dragon. Il y aurait lieu de le considérer, — et l'exégèse wagnérienne ne s'en est pas fait faute. — par rapport à d'autres monstres de son espèce : le dragon de saint Georges, celui de l'Apocalypse, les dragons chinois ou japonais, ou encore ceux que le peintre suisse Boecklin aimait à représenter. On a raisonné, philosophé même abondamment au sujet de cette créature ou de cette mécanique, tragique et puérile à la fois. Le mieux est peut-être de ne pas prendre Fafner trop au sérieux et de le ranger tout bonnement, comme fait notre confrère, parmi les personnages les plus ennuyeux de Wagner : Wotan, Erda et le roi Mark. Mais ces trois-là du moins ont de bons moments.

***

Riche et diverse est la matière de ce livre d'« essais ». Ailleurs qu'au chapitre du dragon il y est excellemment parlé de Wagner. Mais deux grands musiciens y sont entre tous honorés : Verdi et Gounod. Je vous disais que ce critique a du courage. Il admire, et ne s'en cache pas, le Verdi même du *Trovatore*. Il va jusqu'à prétendre nous expliquer, — et ma foi! les pièces ou la pièce en main, il n'est pas loin d'y réussir, — un *libretto* qui passa jusqu'ici pour le parfait modèle de l'inintelligibilité absolue. « *The unfamiliar Trovatore.* » J'aime l'euphémisme de ce titre. Il ne s'applique certes pas à la musique. Elle est assez connue. Méconnue également, et tout entière, ce qui n'est pas juste, et pour beaucoup de raisons, qui ne sont pas toutes bonnes. Oui, malgré le mépris déclaré des pontifes de la critique et des *policemen* de notre art, en dépit de ses défauts, ou de ses excès, trivialité, grossièreté parfois des rythmes ou des mélodies, la musique du *Trovatore* en plus d'une page mérite de vivre. Et elle vit. Au centre du drame, Azucena la bohémienne est une grande figure, égale peut-être pour l'amour maternel à la Fidès du *Prophète*, avec — en plus — quelque chose d'étrange et de farouche. Une flamme éclaire, brûle ses récits de bûcher et de supplice. Autant que de vio-

lence et de frénésie, il y a dans le rôle de Manrique des accents de poésie et de tendresse. La scène du *Miserere* demeure un des sommets du drame lyrique italien. Toute la partition déborde de mélodie. Verdi, quand il l'écrivait, en avait « plein les manches ». Et maintenant, le *Trovatore* est-il un bon ou un mauvais opéra? Tout à fait bon ou tout à fait mauvais? Plutôt « un grand vieil opéra ». Ne souhaitons pas qu'il tombe dans le silence. Tel qu'il est, n'allons pas le sacrifier tout entier aux dernières œuvres, — chefs-d'œuvre celles-là, — du grand musicien.

Lui-même il en garda longtemps le souvenir. Le touchant adieu de Manrique (« *Ah! chi desia morir* ») est revenu un jour ou plutôt une nuit, une nuit étoilée, au bord du Nil, errer sur les lèvres d'Aïda regrettant sa patrie (« *O mia patria, mai piu ti rivedrò* ! ») C'est justement *Aïda* qui fait ici l'objet d'une longue et belle étude, écrite, comme le fut d'abord la *Symphonie Héroïque*, « *per festeggiare il sovvenire di un grand'uomo* ».

L'article sur *Aïda* nous offre un parfait modèle de la meilleure critique. Très large et très fine à la fois, un esprit de sympathie et de généreuse, fervente admiration l'inspire et ne l'égare pas. Attentive, soigneuse et nuancée, elle suit l'opéra d'acte en acte, de scène en scène, quelquefois de mesure en mesure. Avec cela, jamais de sécheresse, mais de l'émotion, de l'éloquence et nulle rhétorique. On trouve réunis là deux éléments définis par nos confrères anglo-saxons, que c'est bien le cas de citer. « *Practical and poetical basis.* » Raisons pratiques, ou de métier, raisons poétiques ou de sentiment, une telle étude s'appuie sur l'une et l'autre base. Après l'avoir lue, il n'est plus rien de la partition, et dans aucun ordre, qui nous soit étranger, indifférent moins encore. Nous en avons découvert l'ensemble et surpris le moindre détail, mélodique, rythmique, instrumental. L'histoire même, la genèse de l'œuvre nous est contée. Pas un « motif », un thème, qui ne nous soit désormais familier. Peut-être n'avait-on pas encore observé dans *Aïda* combien de mélodies, et non des moins éloquentes, sont formées de notes qui se touchent. Très général aussi l'usage de la mesure à deux, à quatre temps, tandis que le rythme ternaire domine dans les ouvrages de l'époque moyenne du maître, le *Trovatore*, la *Traviata*, *Rigoletto*. La carrure au contraire est la loi d'*Aïda*, aussi bien, — soit dit en passant, — que de *Lohengrin*, qu'on a défini plaisamment « une apothéose de la mesure à quatre temps ». Mais en fait d'apothéose, et celle-là non pas seulement rythmique, M. Stevenson a raison de glorifier dans *Aïda*

l'énorme finale du second acte, « tout le bataclan » disait en riant Verdi, qui nous donne, malgré sa complexité, le sentiment de l'ordre, de la plénitude et de la perfection.

Le vieux maître nous écrivait un jour : « Tous les critiques peuvent parler de l'artiste comme ils veulent, mais je vous remercie d'avoir eu des paroles pour l'homme. Oui, je le sais... » Et par modestie, il n'en disait pas davantage. De l'homme autant que de l'artiste que fut Verdi, le livre que nous venons de lire parle dignement. Il exalte chez le musicien le don de force et la volonté de puissance à son comble, une concision latine, une éloquence grave et passionnée ; en un mot, au sens latin encore, la *virtus*, ou, comme ont dit depuis les Italiens de la Renaissance, la *virtù*. On n'aborde pas Verdi sans avoir aussitôt conscience de se trouver devant un génie du tout premier rang. Il a porté si haut le drame lyrique italien, qu'à l'entendre on risquerait presque d'oublier qu'il existe en musique des genres supérieurs à l'opéra. Quand mourut, en 1901, le compositeur d'*Otello* et de *Falstaff*, l'Italie prit son deuil, comme autrefois celui de Michel-Ange, et dans l'univers musical il se fit un grand vide.

Cet homme en vérité fut plus d'un homme. Il répétait volontiers : « *Non sono che un paesano.* » Soit, un paysan. Mais au sens le plus élevé, le plus divers aussi. De son pays, de celui-là seul, il en était avant tout par le génie. Pur de toute influence étrangère, Italien avec une fierté jalouse, Verdi n'emprunte jamais rien à personne, à ses voisins, à ses rivaux de France ou d'Allemagne. Il est fils de ses œuvres, ou plutôt ses œuvres n'ont d'autre père que lui, d'autres ancêtres que les siens. Au dernier jour, le plus beau de ses longues années, debout sur le faîte, il put regarder en arrière et se rendre témoignage. L'idéal qu'il avait porté si haut était celui de sa race. Quelqu'un l'a dit autrefois : c'était bien une Alpe italienne que le vieil et glorieux pèlerin avait gravie.

Son pays ! Autant que son art on sait comme il l'aima, comme il en souhaita, hâta la délivrance, et que dans ses premiers accents, ne fût-ce que dans les cinq lettres de son nom, V. E. R. D. I. partout écrites sur les murailles, l'Italie reconnut l'appel et le symbole de la liberté.

Paysan, il l'était encore par son amour du sol natal. Comme les grands Romains d'autrefois, après chacune de ses victoires il retournait à la terre, à la charrue, à ses travaux des champs. *Hominum genus et pecudes.* Las d'avoir chanté les passions des hommes, il se reposait parmi ses troupeaux, en son vaste domaine. Il oubliait la musique

pour l'agriculture. A Sant'Agata, sous les saules même, à peine s'il se souvenait de Desdemona. La campagne, les pensées qu'elle inspire, les soins qu'elle réclame, l'occupaient tout entier. Sa demeure, son hospitalité simple et magnifique, ses propos familiers, tout en lui, autour de lui, respirait une atmosphère de géorgique et non d'opéra. Fermiers, serviteurs, les humbles et petites gens de Roncole et de Busseto, ne savaient sans doute pas grand chose de l'œuvre du maître et de son art, mais de son âme généreuse, bienfaisante, tout, par expérience, leur était connu.

Sérieuse et haute, cette âme fut-elle d'un croyant? D'un catholique assurément non, et d'un « clérical » encore moins. Contre l'institution de l'Église et son autorité, contre son enseignement théologique, sa hiérarchie et ses représentants, Verdi conserva toujours des préjugés et des partis pris indignes d'un esprit tel que le sien. Sa femme tendrement aimée, la bonne Giuseppina Stresponi, souffrait de le voir étranger à toute foi définie. Elle déplorait cette dissonance, la seule, dans l'harmonieuse amitié d'un Verdi et d'un Manzoni. Mais elle se consolait en reconnaissant « la perfection morale de son cher *brigand* ». Aussi bien la beauté sacrée ou sainte n'était pas sans pouvoir sur un grand cœur naturellement religieux. Boïto nous a conté qu'un jour, après un office à la Sixtine, Verdi, qu'il accompagnait, rencontrant le pape Pie IX, avait failli s'évanouir. Sa mort fut d'un chrétien. Son testament demandait pour ses funérailles « un prêtre, un cierge, une croix ». Le prélat qui avait assisté Manzoni mourant, Mgr Catena, vint le voir près d'expirer lui aussi. Il ne parlait plus, mais en serrant la main à lui tendue il sourit, et si pur, si doux était ce sourire, que le prêtre y vit un signe suffisant de foi, d'espérance et d'amour.

« *Immenso Fta! Immenso Fta!* » Dans *Aïda*, c'est le chant des prêtres invoquant leur idole. Qui sait! Avec eux et comme eux ici Verdi peut-être a prié, mais le Dieu véritable, car en Lui du moins il croyait. « *Immenso Fta!* » Peut-être dans l'étrange et pieuse mélopée a-t-il enfermé le dernier secret de ses pensées et de ses croyances. « *Immenso Fta!* » S'est-il demandé s'il y a quelque rapport entre l'immensité divine et la mesure de notre chétive, misérable humanité, entre ce qui vit éternellement et ce qui meurt sans cesse? A-t-il cherché, douté, désiré? « *Immenso Fta!* » *Aïda* s'achève sur ces mots, sur ces notes mystérieuses et mystiques. Notre confrère y a trouvé le sujet non seulement d'une belle page de critique musicale, mais d'une philosophique et religieuse méditation.

* * *

« La musique française offre un admirable exemple du nationalisme dans l'art. Il existe un rapport étroit entre la littérature, voire la langue française, et la musique des musiciens vraiment français. On a toujours le plaisir d'y trouver les mêmes caractères : clarté, précision, intensité de l'expression, horreur de ce qui est diffus, répété, inutile. Nous avons ici l'élégance et la force, une grâce souple unie à la vigueur... » Toute la page est à lire, avec gratitude. En vérité, ne fût-ce que par modestie, un Français ne dirait pas mieux que cet étranger.

Et peu de Français connaissent aussi bien, si populaire soit-il, un des chefs-d'œuvre de leur musique, le *Faust* de Gounod. L'analyse n'en est pas moins complète ici que celle d'*Aïda*. Partout même soin, même intelligence, même sympathie. Ajoutez-y la recherche attentive et l'heureuse découverte d'éléments ou d'aspects ignorés. Si le fameux, trop fameux appel de Faust : « *A moi les plaisirs!* » vous paraît comme à nous « un article extraordinairement bon marché », M. Stevenson y attache plus de prix. Il en signale çà et là des rappels nombreux, inaperçus jusqu'à présent, qui feraient presque du thème un véritable *leitmotiv*, et dont Gounod le premier n'eut peut-être jamais l'idée. Passe encore pour les couplets de Siebel (*Faites-lui mes aveux*), assez plaisamment définis « *a truly boy's soliloquy*, un vrai monologue de gamin ». J'ai plus de peine à prendre telle ou telle réplique un peu brusque de dame Marthe, serrée de près par Méphistophélès, pour un éclat d'« abrupt érotisme ».

Mais l'impression d'ensemble est parfaitement juste et l'admiration, générale aussi, ne l'est pas moins. Toutes les raisons, y compris celles du cœur, en sont déduites. J'accorde volontiers que la vive et fine « Kermesse », traitée beaucoup moins à l'allemande, à la flamande surtout, qu'à la française, puisse évoquer l'image de quelque fête représentée sur une ancienne tapisserie d'Aubusson. Parmi les premières rencontres d'amour il en est peu de plus célèbres, et de plus charmantes, que celle de Faust et de Marguerite. « *Ne permettrez-vous pas?... Non, Monsieur...* » Une seule phrase enveloppe la galante requête et le modeste refus. Rien de plus simple, de plus naturel, mais aussi rien de plus nouveau. Prenez-y garde : jamais par un musicien français avant Gounod, une courbe de cette élégance n'avait été tracée.

C'est plaisir de refaire, avec un pareil guide, la connaissance d'une

œuvre si connue. Je gage qu'elle réserverait encore aux habitués de l'Opéra, s'ils savaient l'écouter, plus d'une surprise. Combien d'entre eux ignorent tout ce qu'il y a de poésie rêveuse, d'inquiétude et de tristes pressentiments dans l'introduction de l'acte du jardin! Mais lui, notre critique, il le sait, il le sent et peut le leur apprendre. Impossible de commenter, ou mieux d'interpréter avec plus d'intelligence et de sensibilité les scènes qui suivent : le quatuor, le duo, le monologue de Marguerite à sa fenêtre, autant de pages sans rivales dans notre musique nationale, dans notre musique d'amour. Le quatuor entre autres, par le sentiment et le style, évoque infailliblement l'esprit et l'âme de Mozart. Gounod me disait un jour : « Si j'entre jamais, comme je l'espère, au Paradis, je saluerai d'abord le Bon Dieu. Mais tout de suite après je Lui demanderai : « Mozart ? Où est Mozart ? » — Et Mozart l'aura bien accueilli.

« *Quoniam dilexit multum.* » Cela est vrai de la Marguerite de Gounod et de Gounod lui-même. Dans l'ordre de « l'éternel féminin », notre confrère ne serait pas très loin d'accorder l'avantage à l'innocente Marguerite (*gar unschuldiges Ding*, l'appelle Gœthe), même sur la fière Brunnhilde et la frénétique Isolde. Au dénouement de l'opéra, quand le mot : « *Sauvée !* » descend d'en haut sur Marguerite expirée, le musicien religieux n'a pas craint de rappeler la pathétique, ardente phrase d'orchestre, — « motif de la fenêtre », dirait-on en langage wagnérien, — entendue naguère en cette nuit qui fit de la pauvre fille une pécheresse. Pécheresse aujourd'hui non seulement pardonnée, mais presque redevenue innocente. Musique d'un amour coupable, mais purifiée elle aussi par la grâce du divin amour. Et notre confrère de conclure, une fois encore en latin : « Admirons l'art admirable du compositeur et gardons le souvenir de l'ancienne et rassurante promesse : « *Superexaltabit autem misericordia judicium.* »

Fermons ici le livre où mainte page encore serait à signaler. Que seulement il nous soit permis de finir par un remerciement personnel à l'auteur. Il a parlé selon notre sentiment et nos vœux d'un Gounod, d'un Verdi, les deux grands maîtres que nous avons le mieux connus et le plus aimés.

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

A la veille de chacune des sessions du Conseil et de l'Assemblée de la Société des nations, l'Allemagne cherche à apitoyer l'opinion mondiale sur ses misères et les injustices dont elle se prétend victime. Ce ne sont guère, en ce moment, que plaintes, récriminations et parfois menaces qui nous viennent de la presse germanique. Les Allemands attaquent, puis, à la première riposte, se posent en victimes : c'est leur tactique. Une entente serait intervenue entre les deux nations, en suite des accords de Locarno, si « l'esprit belliciste » de la France n'avait arrêté l'évolution commencée, si M. Poincaré ne l'avait emporté sur M. Briand. « Les Français, ces dernières semaines, ont organisé une véritable battue contre l'Allemagne, même en dehors de leurs frontières, et ce n'est pas seulement la presse qui mène cette battue, même des hommes d'État responsables y ont pris part » (*Dernières nouvelles de Munich*). Le député Treviranus déclare qu'il n'a eu « que trop raison de douter que la France fût mûre pour la politique de Locarno ». Il s'en prend même à l'Angleterre et lui reproche d'avoir « remorqué l'Allemagne à ses côtés dans la Ligue des nations, afin de se servir d'elle au besoin. » C'est, de tous les partis, de toute la presse, un débordement d'amertume, un déluge de critiques fielleuses.

Les Allemands sont aujourd'hui victimes de leurs propres manœuvres, dupes de leurs méthodes d'exagération et de tromperie. Les succès qu'ils ont obtenus depuis Locarno auraient de quoi les satisfaire, si, talonnés par les exigences des nationalistes, M. Stresemann et ses journaux n'avaient promis à leurs concitoyens la réalisation de leurs espérances, c'est-à-dire le commencement de la destruction du traité de Versailles. On est obligé de toujours répéter que la conception allemande de Locarno n'est nullement conforme à celle des Alliés pour qui les accords de Locarno n'entament ni n'ébranlent l'Europe

issue des traités de 1919. M. Stresemann a savamment entretenu l'équivoque dans l'espoir d'en tirer parti et d'obtenir, le moment venu, d'importantes concessions, par exemple l'évacuation anticipée de la rive gauche du Rhin. Or il n'a jamais été fait de promesses de ce genre à Locarno; M. Briand, comme sir Austen Chamberlain, a laissé entrevoir à son partenaire allemand que, si l'évolution de la politique intérieure du Reich et sa manière d'exécuter les traités inspiraient pleine confiance aux Alliés, tant pour leur sécurité et le maintien de la paix que pour le paiement des annuités Dawes, des concessions et des amendements pourraient être accordés comme une sorte de prime à la bonne volonté. Si les Allemands, lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes, n'étaient radicalement incapables d'objectivité, ils s'apercevraient que le cas ne s'est pas produit et que, loin de nous en réjouir, nous le déplorons.

A la conférence interparlementaire qui a tenu sa session annuelle à Paris dans les derniers jours du mois d'août, sont apparues à la fois les dispositions conciliantes de certains Allemands et leur impuissance. Le président social-démocrate du Reichstag, M. Lœbe, a cité, entre autres exemples d'initiatives capables de ranimer la confiance et l'espérance, l'hypothèse où il ne resterait plus au 1er janvier 1928 un seul soldat français en Rhénanie, et celle où l'Allemagne donnerait sa parole de ne plus armer en secret et de ne plus élever les générations nouvelles dans un esprit belliqueux. M. Lœbe et son collègue M. Schücking, qui parla dans le même esprit, oublient plusieurs choses : c'est d'abord que, dans leur pays, ils font partie, non pas du gouvernement, mais de l'opposition, et que c'est vers le nationalisme que paraissent incliner les masses électorales; c'est ensuite que la seconde hypothèse n'est pas de même valeur que la première, car, une fois la Rhénanie évacuée, c'est un fait accompli, tandis qu'une parole du gouvernement allemand n'a plus sur le marché qu'un cours de monnaie frelatée depuis certaines histoires de chiffons de papier. Un pénible souvenir nuit aux affirmations pacifiques des députés socialistes allemands, c'est celui des assurances qu'ils donnaient, peu de jours avant la guerre, à Jaurès et à ses amis ; elles ne les ont pas empêchés de se laisser emporter par le courant d'enthousiasme guerrier qui souleva l'Allemagne en août 1914.

Un député du Centre, M. Ulitzka, a donné l'assurance que « le peuple allemand veut la paix. Nous nous efforçons d'éduquer les nouvelles générations pour la paix. » Tant mieux ! Mais M. Ulitzka

ne prend-il pas ses désirs pour des réalités, ou quelques cas particuliers pour la règle générale ? Deux sénateurs belges, MM. Magnette et Digneffe, offrirent aux Allemands une occasion de donner la mesure de leur sincérité en proposant une motion fortement motivée pour réprouver la violation de la neutralité belge en 1914. Le crime ne se prescrit pas, et il était naturel et juste que les Belges, reprenant, pour la première fois depuis 1914, leur place à la conférence interparlementaire, obtinssent cette satisfaction. « La conférence... considérant que la Belgique, dont le préjudice matériel n'a pu être et ne sera vraisemblablement jamais réparé, a droit tout au moins à une satisfaction morale qui servira grandement la cause de la paix, déclare unanimement que la violation de la neutralité belge, en août 1914, fut un acte hautement regrettable et répréhensible, formule l'espoir que le respect des traités sera désormais la règle de conduite stricte et invariable des peuples, et passe à l'ordre du jour. » Il y avait là, pour les Allemands, l'occasion d'un beau geste, de large portée morale : ils ne manquèrent pas de s'y dérober : la motion, renvoyée à une commission, fut escamotée, et la Belgique dut se contenter d'abondantes fleurs de rhétorique jetées à sa misère et à son héroïsme.

Les paroles de M. H. de Jouvenel à la conférence interparlementaire ont été le commentaire de sa récente démission de délégué au Conseil de la Société des nations; elles marquent le point où surgit, entre l'opinion française et l'opinion allemande, le différend : « Aux yeux de la délégation allemande, Locarno suffit; à nos yeux, à nous, Locarno ne suffit pas. » M. de Jouvenel suggère qu'en échange de concessions sur la durée de l'occupation, les Allemands souscrivent « un Locarno oriental », c'est-à-dire reconnaissent comme définitives les frontières de la Pologne telles que les traités les ont tracées. C'est bien, en effet, le point faible des accords de Locarno : ils garantissent, sans doute, que l'Allemagne n'emploiera pas la force pour reviser ses frontières orientales; mais il reste vrai, comme nous l'avons dit ici à l'époque, qu'en établissant une distinction entre les frontières allemandes de l'Ouest et celles de l'Est, elle ébranle la solidité des secondes : en confirmant les unes, elle infirme les autres. De fait, le danger pour la paix est là ; on peut admettre que l'Allemagne n'est pas en état d'attaquer la France directement, mais si une éclipse de la vigilance française lui permettait d'attaquer la Pologne, elle ne manquerait pas de tenter l'aventure, surtout si elle pouvait compter sur l'appui des Russes bolchévistes.

C'est surtout à ces critiques de M. de Jouvenel que, sans le nommer, M. Briand, piqué au vif, a répondu. Au dîner qui a clôturé la conférence interparlementaire, il a prononcé, — ou plutôt, contrairement à son habitude, il a lu, —un discours où il s'est tenu dans les hautes généralités; il a fait surtout l'apologie de sa méthode qui consiste à « substituer des solutions juridiques aux anciens règlements de force »; après un regret donné au protocole de 1924, que le cabinet britannique fit échouer, il a réclamé, pour l'œuvre de la paix, le bénéfice du temps. « Une conception de la paix fondée sur la recherche des solutions juridiques, tire sa force de la bonne foi et du respect des traités... Il faut qu'ils s'attachent de toute leur âme à cette loi : une frontière de papier, c'est-à-dire établie conventionnellement, est sacrée, intangible et on la doit respecter sans arrière-pensée, sans essayer, pour l'ébranler, de recourir à des sophismes si ingénieux qu'ils puissent être. »

La presse allemande a surtout retenu, de cet appel à la sainteté des traités, cette conclusion que Locarno suffit, pourvu que Locarno soit loyalement compris et pratiqué, et qu'il n'est pas besoin du « Locarno oriental » que demande M. de Jouvenel, pas plus que du pacte additionnel que demandent, à Genève, la Hollande et la Pologne. Mais M. Briand ne présume-t-il pas trop de la valeur des solutions juridiques? Les litiges entre nations ne prennent jamais, lorsqu'ils sont dangereux, la forme juridique. Quand les passions soufflent en rafales, que deviennent les « frontières de papier »? Les solutions juridiques sont nécessaires, mais insuffisantes si elles ne sont pas appuyées sur des solutions diplomatiques, c'est-à-dire sur des combinaisons d'alliances. C'est la parole fameuse de Pascal : « Ne pouvant faire qu'il soit force d'obéir à la justice, on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force ; ne pouvant fortifier la justice, on a justifié la force, afin que le juste et le fort fussent ensemble, et que la paix fût, qui est le souverain bien. »

En réalité, la politique de Locarno continue et M. Briand est fondé à l'affirmer. Sir Austen Chamberlain, passant par Paris le 31 août, s'est mis définitivement d'accord avec le gouvernement français sur une réduction des effectifs de l'armée d'occupation interalliée. Le chiffre total s'élevait à 70 000 hommes, dont 56 000 Français, 7 500 Anglais et 6 500 Belges ; il sera réduit à 60 000 hommes, dont 48 000 Français. Si la presse allemande était mieux inspirée, elle pourrait enregistrer ce succès et le mettre en corrélation avec le fonctionnement normal du plan Dawes, dont le troisième exercice vient de

s'achever par le paiement intégral de l'annuité prévue, malgré les prodigalités d'une politique budgétaire hasardeuse. N'oublions pas que l'exécution du traité, particulièrement des clauses de réparations, est la raison originelle et dominante de l'occupation militaire interalliée en Rhénanie. L'agence Wolff, espérant redresser l'opinion désemparée, a publié le 29 août un communiqué fort maladroit qui prépare, pour l'avenir, de nouvelles déceptions aux Allemands. « A Berlin, on est d'avis qu'il ne faut pas s'attendre à une décision sur la question de l'évacuation de la Rhénanie avant l'année prochaine, ne serait-ce que parce que, avant les élections françaises, personne ne prendra la responsabilité de régler ce grave problème. Mais le temps ne travaille que pour la thèse allemande. Les partisans d'une longue durée d'occupation sont dès maintenant si isolés que nulle part dans le monde ils ne trouvent d'appui. L'Angleterre aussi bien que la Belgique n'attache aucune valeur à la continuation de l'occupation... » Comme si elle n'avait pas de souci plus urgent que de fournir des arguments pour la continuation de l'occupation, la presse allemande gouvernementale vient d'entamer une nouvelle campagne pour la revision du plan Dawes. Les Alliés sont par là fixés sur ce qui se passerait le jour où l'évacuation complète serait décidée.

On se demande comment un journal aussi sérieux que la *Germania* a pu, à propos de la réduction des effectifs, se laisser entraîner à un article aussi injuste et faux que celui du 28 août. « Même les nationalistes allemands, assure le grand organe catholique, ont abandonné l'idée d'une guerre de revanche. Le monde paraît avoir perdu dans les choses politiques le sens de l'humour ; sinon, comment l'histoire de l'Allemagne qui menace la sécurité française pourrait-elle être encore racontée et écoutée sérieusement ? » Il est fâcheux pour la *Germania* que, le lendemain, à Wesel, à l'assemblée de l'association Haeseler, le général von Mudra, ancien commandant du corps d'armée de Metz et commandant d'armée pendant la guerre, ait dit : « Avant de croiser à nouveau le fer avec les Français et les Belges, nous devons faire un examen de conscience, nous devons retrouver l'esprit qui nous animait en 1914. Si nous n'apprenons pas à haïr nos ennemis, nous n'aurons pas la puissance. » Mais c'est aux généraux français que s'en prend la *Germania* ! « Que le maréchal Foch et d'autres militaires français s'opposent à la réduction des troupes d'occupation, cela peut-il étonner quiconque sait que le militaire-type est constitutionnellement incapable d'avoir une pensée politique et psychologique ? Cette influence décisive du militaire français dans une question émi-

nomment politique, n'est qu'une nouvelle preuve que le niveau de la politique, dans la France victorieuse, est effroyablement bas. » Les militaires de ce type sont un produit exclusivement allemand et si le rédacteur de la *Germania* était moins aveuglé par ses préjugés et plus capable de regarder son propre pays, il s'apercevrait que le maréchal Foch n'est pas président de la République française, mais que le militaire-type Hindenburg a été élu président du Reich au suffrage universel. Ce n'est pas non plus en France que le ministère de la Guerre et son ministre inamovible forment un État dans l'État et plus puissant que l'État.

Après le maréchal Foch et les militaires, c'est à M. Poincaré que s'en prend la *Germania*; elle s'obstine à l'opposer à M. Briand et s'imagine l'insulter en comparant son cerveau à celui d'un général. L'Allemagne attendra donc des temps meilleurs; elle attendra, par exemple, que les élections de 1928 aient amené une majorité d'extrême-gauche, souhait qui peut paraître assez étrange de la part de l'organe du parti catholique. Si tel est l'état d'esprit du journal du Centre, on peut juger de l'opinion des journaux nationalistes. La France n'a pas peur de l'Allemagne comme le croit la *Germania*, mais, instruite par l'expérience, elle craint, pour la paix, la persistance, en Allemagne, de l'esprit des Bernhardi, des Mudra et des méthodes politiques de Bismarck. Elle serait plus tranquille sur l'avenir si le Centre n'avait pas vendu son âme au nationalisme et si, fidèle aux traditions sociales et démocratiques des Ketteler et des Windthorst, il n'avait pas contracté, avec le militarisme et le nationalisme prussiens, une alliance dont les catholiques seront tôt ou tard les victimes. La *Germania* met son espoir dans les élections françaises; nous attendons, pour savoir où va l'Allemagne, les élections qui, chez elle aussi, se feront en 1928. M. Erich Koch, président du parti démocrate allemand, dit avec bon sens : « Toutes les questions qui se posent entre la France et l'Allemagne sont en première ligne des questions de confiance. Essayer d'aller de l'avant uniquement par des accords écrits, c'est courir à un échec. » Tout ce que nous pouvons voir et savoir de l'évolution intérieure de l'Allemagne est-il de nature à nous inspirer confiance? L'optimiste le plus résolu ne peut pas, en présence des faits, répondre : oui.

Il n'y a pas deux Frances, il y a certainement deux Allemagnes dont les origines remontent très loin dans l'histoire. M. F. W. Fœrster nous le rappelle avec opportunité dans la lettre très intéressante que *le Temps* du 4 septembre a publiée. Cet honnête homme, que sa

sincérité oblige à vivre loin de son pays, est en ce moment vilipendé par la presse à cause des révélations qu'il a faites dans la *Menschheit*. Nous en avons parlé dans la précédente chronique. Il en confirme aujourd'hui l'authenticité et l'appuie de ce jugement de la revue démocratique *die Hilfe*, organe du député Erkelenz : « Le démenti, d'après notre expérience du ministère de la Reichswehr, est, en général, l'indice que les faits démentis sont rigoureusement exacts. » M. Fœrster ne veut pas « que les nations, à la confiance desquelles l'Allemagne fait constamment appel, soient honteusement trompées et dupées » et il dénonce avec force la conspiration militariste « se préparant à reprendre cyniquement tout ce que l'Allemagne a dû céder ». La majorité démocratique se fait des illusions sur sa puissance ; elle ne gouverne pas vraiment ; elle s'efface de plus en plus devant « une minorité guerrière, armée, pourvue de ressources économiques inépuisables ». La campagne des nationalistes vise d'abord à désarmer la France et ne trouve que trop d'échos chez certains Anglais : « Exiger le désarmement du voisin au moment même où l'on prépare la création d'une armée d'élite capable d'écraser une nation que l'on a démembrée une fois déjà, c'est là un machiavélisme peut-être unique dans l'histoire. » Donc, « il ne faut pas vouloir partir du désarmement pour avoir la paix ; cela n'aboutirait qu'à l'hégémonie de la caste guerrière la plus dénuée de scrupules. La sécurité bien organisée sera suivie automatiquement de la détente des esprits, de la dissipation des craintes et du désarmement progressif, comme la disparition du cheval suit le triomphe de l'automobile. » La conclusion est qu'il faut revenir au protocole de 1924 et en développer les garanties. Pour « un monomane à la cervelle dérangée », — c'est la *Germania* qui le dit, — M. Fœrster voit loin et parle clair. La leçon d'histoire qu'il nous apporte est bonne à méditer et utile à retenir ; elle peut servir de conclusion à tout ce que nous venons de dire.

Entre M. Franklin-Bouillon, dont le patriotisme est clairvoyant jusqu'à l'indiscipline envers son parti, et M. Maurice Sarraut, président du Comité exécutif du parti radical et radical-socialiste, une controverse s'est élevée dont l'intérêt dépasse les frontières électorales et parlementaires et qui met en jeu l'avenir même du gouvernement républicain en France. La plupart des hommes politiques notoires et des publicistes en renom se sont prononcés. L'accord, naturellement, ne s'est pas fait, mais chaque groupe a déterminé ses

positions et fixé sa doctrine. Que dit donc M. Franklin-Bouillon, dont l'initiative indiscrète a levé ce lièvre que les chefs du parti radical-socialiste auraient préféré ne point voir courir? L'équivoque, en effet, en temps d'élections, est un oreiller commode pour une tête parlementaire.

Le Cabinet d'union nationale présidé par M. Poincaré a sauvé les finances, le crédit et la monnaie de la France que les ministères cartellistes avaient, en juillet 1926, menés au bord de l'abîme. C'est là un fait éminemment gênant pour les fervents du cartel. Les plus hardis cherchent à le nier ou à l'amoindrir, mais, comme disent les philosophes, l'évidence est le critérium de la certitude. La plupart des radicaux prennent leur parti de reconnaître les services rendus par l'Entente nationale et M. Poincaré, mais, puisque les finances sont sauvées, il leur semble que l'heure soit venue de retourner à ces bonnes querelles qui étaient le pain quotidien des radicaux aux temps heureux où l'on s'imaginait ne pouvoir rien faire de plus nécessaire que de pourchasser quelques moines. M. Franklin-Bouillon part du fait du sauvetage des finances par M. Poincaré et l'union nationale et il en conclut qu'il faut maintenir cette union au moins pour cinq ans, le temps d'achever l'œuvre de salut. « Financièrement, rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire : reprise de nos luttes intérieures, débâcle nouvelle demain. Politiquement, la menace suspendue sur la France grandit chaque jour (rapport Guillaumat, révélations Fœrster, rattachement de l'Autriche, échec du désarmement, etc.). Hors de cela, je le déclare, rien n'existe pour moi, rien ne doit exister pour notre génération... Nous ne songeons pas à bâtir pour l'éternité, mais nous croyons bien moins encore aux constructions d'une minute, comme le fameux cartel d'hier. Si nous avons évité la catastrophe, rien n'est encore acquis définitivement et rien ne peut s'achever sans l'union. » La stabilisation de la monnaie postule la stabilisation politique, une majorité homogène, un gouvernement qui dure.

Pour laisser à son raisonnement toute sa valeur pratique et actuelle, pour se maintenir sur le terrain de l'opportunité nationale et éviter d'effrayer ses adversaires, M. Franklin-Bouillon ne va pas plus loin. Mais son raisonnement porte en lui-même sa conclusion. L'expérience d'union nationale tentée et réussie par M. Poincaré a toute la portée d'une innovation, toute la valeur d'un rajeunissement des méthodes de gouvernement. Les vices d'un système parlementaire dénaturé et détourné de son objet sont apparus en un relief

plus saisissant depuis que M. Poincaré et, — il est significatif de l'ajouter, — M. Bouisson, président socialiste de la Chambre, ont introduit des procédés de travail et de discussion nouveaux que la nécessité a fait accepter par la majorité. Et personne ne soutiendra que M. Poincaré et M. Bouisson sont des contempteurs, des ennemis du régime parlementaire. Il saute aux yeux que, sous l'aiguillon des difficultés issues de la guerre, le double problème de la célérité législative et de l'autorité exécutive se pose dans tous les pays. M. Poincaré et son ministère, soutenus par la majorité des deux Chambres, ont pratiqué une solution empirique et provisoire, en évitant de se placer sur le terrain des principes et des doctrines. Cette expérience heureuse doit-elle continuer, s'implanter, imposer peu à peu de nouvelles méthodes et de nouvelles conceptions? Telle est la portée de la question soulevée par M. Franklin-Bouillon. En d'autres termes, le régime républicain doit-il évoluer avec les circonstances, s'adapter aux besoins du pays et mettre au-dessus de tout le salut et la prospérité de la nation?

On conçoit que la question ait paru intempestive et gênante à M. Maurice Sarraut. Son frère est ministre de l'Intérieur dans le cabinet Poincaré, et, parmi les députés inscrits au parti dont il est le Président, deux tiers environ ont soutenu de leurs votes le cabinet, tandis que l'autre tiers s'est acharné, de concert avec les socialistes, à mener contre lui une opposition intransigeante. Ses réponses ramènent le débat au niveau des préoccupations électorales et aux soucis d'un chef obligé de suivre ses troupes qui manquent de cohésion. Il s'agit, pour le parti radical-socialiste, de refaire son unité et de préparer ses alliances pour les élections. « L'union nationale ne peut être éternelle », déclare M. Maurice Sarraut. Il suffit de retourner la proposition pour montrer tout ce qu'elle implique de désastreux : la désunion nationale doit être éternelle. Est-ce donc là, pour un peuple, un idéal de gouvernement? Notre histoire n'est-elle pas là pour nous montrer tout ce que la France unie a fait de grand et tous les périls qu'elle a courus par ses dissensions? Qu'on n'objecte pas qu'en Angleterre la vie politique est fondée sur l'existence de deux partis adverses, car l'Angleterre est le seul pays du monde où le système parlementaire ait fonctionné dans sa vérité; l'un et l'autre de ses deux partis historiques considèrent comme nécessaire et bienfaisante l'alternance au gouvernement des deux tendances; ni l'un ni l'autre ne prétend organiser l'exploitation du pouvoir à son exclusif profit; ni l'un ni l'autre, même quand un

ministère travailliste succède à un cabinet conservateur, ne songe à désavouer et à liquider en quelques heures la politique extérieure du précédent cabinet comme l'a fait le cartel lors de son avènement. La France n'a ni le même génie, ni les mêmes traditions ; elle a toujours aimé et poursuivi un idéal d'union et d'unité. M. Maurice Sarraut la voue aux discordes perpétuelles. Et il s'imagine que ses amis et lui en seront toujours les bénéficiaires !

Tout se ramène, en somme, à une question d'alliances électorales. A l'argument décisif de M. Franklin-Bouillon, M. Maurice Sarraut répond que le cartel de 1928 saura mener à bien l'œuvre de reconstruction financière. A quoi les tenants de M. Franklin-Bouillon ripostent que si le cartel de demain reprend la politique de M. Poincaré, il n'aura pour la conduire ni la même autorité, ni la confiance du pays, et ce sera la réédition de la débâcle de 1925 et 1926. Que s'il adopte une politique contraire, celle de ses alliés socialistes par exemple, le résultat sera encore plus certain, plus rapide, plus complet. Alors M. Sarraut se confine dans les généralités du vieil arsenal radical : laïcisme, démocratie, lutte contre la réaction. Les radicaux sont le parti le plus nombreux, le parti dirigeant ; ils ne veulent pas être dupes.

Mais ne seront-ils pas dupes des socialistes ? Il se produit depuis longtemps un déplacement continu des partis de gauche à droite, tandis que les électeurs restent à peu près immobiles autour des mêmes programmes très vagues et des mêmes intérêts très précis. Les socialistes sont rongés à leur gauche par les communistes, mais eux-mêmes rongent par la gauche les radicaux-socialistes. En beaucoup de circonscriptions, il semble, autant qu'on puisse le prévoir, que les candidats socialistes seront plus favorisés que les radicaux ; alors, s'il y a alliance, elle se fera aux dépens des radicaux. Or, il y a, malgré tout, entre radicaux et socialistes, plus qu'une nuance ; tant que les socialistes restent eux-mêmes, c'est-à-dire qu'ils sont fidèles à l'orthodoxie marxiste, dont M. Léon Blum s'est constitué le gardien, ils sont les adversaires de la propriété individuelle, de l'expansion coloniale, de tout ce qui fait la prospérité, la force et le rayonnement de la France. Certes, nombreux sont ceux qui jetteraient avec joie par-dessus bord ces doctrines de mort et de ruine ; mais ils n'oseront pas s'affranchir de la discipline et confondront leurs votes avec ceux des communistes qui les méprisent et qu'ils haïssent. Avant de conclure avec les socialistes une alliance électorale, un cartel renouvelé de celui de 1924, ne verra-t-on même pas les radicaux exiger

les engagements sur la participation au pouvoir et la répudiation du communisme. « La nation contre l'Internationale et ses alliés : voilà la bataille de 1928. » En offrant ce mot d'ordre à son parti, M. Franklin-Bouillon fait écho au cri de guerre jeté dernièrement par le ministre de l'Intérieur, M. Albert Sarraut, lui-même : « Le communisme, c'est l'ennemi. » Les radicaux entendent-ils pactiser, ne fût-ce qu'en acceptant leurs voix, avec les hommes qui, à l'appel du député Vaillant-Couturier, ont tenté de faire, les 23 et 24 août, une répétition générale du « grand soir », ont pillé, assommé, dévasté, profané la tombe sacrée de l'Arc de triomphe, sous le fallacieux prétexte que les autorités régulières de l'État indépendant et souverain du Massachusetts auraient commis une erreur judiciaire ? Le pays a horreur de ces abominables violences. Est-ce que demain M. Maurice Sarraut fera voter ses amis pour ces brigands et leurs complices, comme il l'a fait l'année dernière lors de l'élection partielle de Paris ? Il faut que, là-dessus, les radicaux s'expliquent nettement. L'heure est passée des compromissions électorales : il est des intérêts plus sacrés et plus urgents que le sauvetage des prébendes radicales.

La plupart des journaux radicaux ont copieusement honni M. Franklin-Bouillon. Mais il a posé la banderille au bon endroit et, parmi les hommes qui réfléchissent, plus nombreux chaque jour sont ceux qui l'approuvent. C'est en vain que M. Maurice Sarraut et les plus notoires publicistes du parti se débattent pour échapper à l'évidence financière qui les accable : il reste certain, pour tout homme de bon sens, que le succès, en 1928, d'un cartel radical-socialiste et socialiste remettrait en question toute l'œuvre de salut réalisée par M. Poincaré, tandis que le maintien de l'union nationale en assurerait à coup sûr la continuation et le succès définitif.

M. Tardieu, avec la vigueur et la concision qui sont la marque de son talent, est intervenu dans le débat. Il ne parle pas de trêve ; il se contente de prouver, avec la force d'un syllogisme, qu'il est impossible de ne pas continuer l'œuvre du ministère d'union nationale. Personne, hormis les révolutionnaires, ne veut revoir « les jours de détresse financière et de débandade parlementaire : donc il faut achever l'œuvre commencée il y a treize mois. Si les esprits distingués qui prêchent, avant la fin du redressement financier, la fin des collaborations qui l'ont rendu possible, ont raison, alors ceux qui ont collaboré avec le ministère Poincaré ont eu tort. Il n'y a pas à sortir de là. Est-ce là ce que les députés sortants iront dire aux électeurs ? Est-ce par ce *mea culpâ* qu'ils conquer-

ront leur élection?... Qu'ils essayent : je leur promets du plaisir ! Si, au contraire, ils restent tout bonnement fidèles à la politique dont les fruits sont sous les yeux du public, leur position sera digne et forte. S'ils balbutient : « Je me suis trompé, et je change mon fusil d'épaule, » ils seront battus. S'ils déclarent : « J'ai eu raison, je continue et j'achèverai, » ils seront réélus, car l'évidence parlera pour eux... Achever, voilà tout le programme des élections prochaines. »

Ces polémiques nous offrent un avant-goût de ce que sera la période électorale déjà virtuellement ouverte ; la vie économique du pays, son action extérieure, son rétablissement financier vont être comme suspendus durant dix mois. Sommes-nous en situation de gaspiller ce temps précieux? L'opinion commence à s'imposer que des élections brusquées, comme c'est l'usage en Angleterre, par une dissolution de la Chambre, épargneraient au pays des luttes stériles et un déplorable déperdition de forces. Le grelot a été attaché, dans un article retentissant de *la Renaissance*, par M. Pomaret, ancien chef de cabinet de M. Albert Sarraut; l'idée fait son chemin, discutée par la presse, approuvée par les hommes, comme M. Charles Reibel, qui estiment que moins longues et moins âpres seront les luttes de partis, mieux s'en trouvera le pays. M. Doumergue et M. Poincaré se laisseront-ils convaincre? Ils n'auraient recours, croyons-nous, à cette solution malheureusement inusitée que dans le cas où la Chambre, à la rentrée, compromettrait par de ruineuses surenchères l'œuvre de redressement financier.

Ces batailles pré-électorales, dont nous avons voulu donner quelques échantillons, mériteraient à peine de nous arrêter, si l'on ne voyait peu à peu se dégager, surtout parmi les jeunes gens, le sentiment de plus en plus net que ces luttes de partis ne sont pas le pain quotidien d'une grande nation et que, si elles peuvent devenir, à certaines époques de l'histoire, un mal nécessaire, c'est un autre idéal, plus élevé, plus généreux, plus désintéressé, qu'il convient de proposer aux générations à venir.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

LES PÈLERINAGES DE PARIS RÉVOLUTIONNAIRE

LE JARDIN DE PICPUS

I

LA PRISON DU LUXEMBOURG

M. Grelet, jeune confrère de l'Oratoire, passa le temps de son noviciat au collège de Juilly où, conjointement avec le Père Brun, il était chargé de la surveillance des *Minimes*; ainsi désignait-on la salle des plus jeunes pensionnaires.

Au nombre de ceux-ci se trouvaient, en 1788, les enfants du vicomte et de la vicomtesse de Noailles, Alexis et Alfred. Mère très tendre, très attentive et très soucieuse autant des progrès que de la santé de ses deux fils, Mme la vicomtesse de Noailles correspondait fréquemment avec le Père Brun et quand, au début de la Révolution, Alexis et Alfred durent quitter la célèbre institution, c'est à lui qu'elle s'adressa, le priant de lui indiquer pour eux un précepteur en qui elle pût mettre toute sa confiance. Le Père Brun désigna M. Grelet. Agé de vingt-trois ans, celui-ci, probablement, n'avait encore pris avec la Congrégation aucun engagement, car son nom ne figure pas sur les anciens registres de l'Oratoire que l'on peut consulter soit aux Archives nationales, soit à Juilly; et bien qu'il se fût dévoué avec un zèle et une abnégation chevaleresques à ses pupilles ainsi qu'à leur noble famille, bien qu'il s'associât intimement à leur destinée aux heures les plus tragiques, il est

Copyright by G. Lenotre, 1927.

resté pour l'Histoire l'un de ces oubliés qu'elle dédaigne parce que leur héroïsme fut silencieux.

Le vieux maréchal de Noailles était mort à Saint-Germain en août 1793. L'ayant assisté jusqu'à ses derniers moments, sa femme, née de Cossé-Brissac, septuagénaire affaiblie et sourde, sa fille la duchesse d'Ayen, et sa petite-fille la vicomtesse de Noailles, mère des deux élèves de M. Grelet et d'une fillette prénommée Euphémie, rentrèrent à Paris et s'installèrent, non point au grand hôtel familial de la rue Saint-Honoré, mais à l'hôtel de Noailles-Mouchy, rue de l'Université. Malgré la rigueur des temps, elles espéraient y vivre assez discrètement pour ne point attirer l'attention. Le duc d'Ayen et le vicomte de Noailles ayant suivi les princes en émigration, il était vraisemblable que trois femmes seules, ne sortant pas, ne recevant personne, ne s'occupant que de bonnes œuvres et de charités, et trois enfants dont l'aîné atteignait à peine sa onzième année, n'inquiéteraient pas le gouvernement et pourraient gagner sans avanie la fin de la tourmente qui, même aux plus pessimistes, paraissait devoir être de peu de durée. Mais le 17 septembre de cette année-là fut promulguée la loi des suspects, et tout ce qui tenait de près ou de loin à l'ancien régime, et même à la noblesse, fut décrété d'arrestation.

MAISON NATIONALE DE SÛRETÉ

Il fallait loger la masse immense des personnes qu'atteignait la nouvelle loi; les prisons, regorgeant déjà, n'y suffisaient pas, et c'est alors que l'on transforma en geôles la plupart des collèges déserts et des couvents désaffectés de Paris. On entassait les prisonniers aux collèges Louis-le-Grand, du Plessis, de Montaigu, aux Carmes, aux Madelonnettes, à Saint-Lazare, aux Oiseaux, aux monastères des Anglaises, à ceux des Écossais, de Port-Royal, au Luxembourg même, immense réceptacle pouvant abriter près de mille détenus et qui devint tout de suite l'objet de l'ambition d'un grand nombre de suspects. Soit que l'idée d'être logé dans un palais, en bon air, entouré de merveilleux jardins, en rassurât quelques-uns, soit que le bruit se fût répandu qu'on réservait cette prison d'élite à la plus haute société, le Luxembourg avait la vogue et on postulait la faveur d'y être admis; quelques-uns même n'atten-

dirent pas d'être arrêtés et s'y présentèrent bénévolement.

Il est vrai que le Luxembourg ne passait pas pour être, à proprement parler, une prison; on le désignait sous le vocable rassurant de *Maison nationale de sûreté*. C'est sous cet euphémisme qu'il avait, en juillet, servi d'asile aux députés girondins mis en surveillance; le garde-meuble leur avait installé en hâte huit chambres confortables dans le grand palais abandonné et lamentablement dégarni. Vergniaud, Gensonné, Sillery et plusieurs autres y avaient passé quelques semaines, sans autre gêne que l'interdiction d'en sortir. D'ailleurs, le décret du 17 septembre, en ordonnant le groupement des aristocrates dans des « bâtiments nationaux », les autorisait à y apporter les meubles et tous les objets à leur convenance, et il se trouvait des commentateurs optimistes pour représenter cette loi, en apparence draconienne, comme une mesure de pure bienveillance; à les entendre, afin d'épargner à ceux qu'elle atteignait les tracasseries des comités locaux ou les dénonciations des malintentionnés, on prenait la précaution de les réunir dans des locaux placés sous la surveillance paternelle du gouvernement; ils y seraient à l'abri des méchants; et c'est pourquoi on se bousculait pour obtenir une place dans ces lieux d'asile. On ne sait si l'on doit s'étonner davantage de la crédule candeur des honnêtes gens courant au piège qui leur était tendu, ou de la savante fourberie de leurs ennemis s'assurant ainsi des otages d'une attendrissante docilité.

Vu l'état de santé de la vieille maréchale de Noailles, presque tombée en enfance, la duchesse d'Ayen et la vicomtesse de Noailles furent, avec elle, détenues dans leur hôtel. En pareil cas, qui n'était point très rare, le Comité de la Section désignait deux sans-culottes « purs » qui prenaient pension chez les personnes confiées à leur patriotique vigilance et recevaient d'elles, en outre, une paye quotidienne. L'ordre était de ne pas perdre de vue les suspects, de les accompagner partout, et, pendant longtemps, Paris s'amusa beaucoup de la femme du girondin Pétion qu'on rencontrait journellement en compagnie d'un gendarme chargé de sa surveillance. L'emploi était très recherché, car, si « purs » qu'ils fussent, les sectionnaires s'acquinaient vite dans les maisons où l'on prenait soin de les bien payer, bien nourrir, bien abreuver surtout; comme avec le ciel de Tartufe, il était avec eux des accommodements et l'on cite

même plusieurs suspects qui durent la vie à leurs argus définitivement amadoués et conquis.

La situation des dames de Noailles était donc supportable : la vicomtesse pouvait donner des soins à sa grand mère et à sa mère, et veiller à l'éducation de sa fillette Euphémie ainsi qu'à celle de ses deux fils que, d'ailleurs, M. Grelet, installé dans l'hôtel à demeure, ne quittait pas. Elle recevait qui lui plaisait et, bien que l'on soit sans renseignement sur la singulière existence imposée par les événements à ces nobles femmes, on a quelque motif de croire qu'elles vivaient fort isolées et que leurs visiteurs les plus assidus étaient deux Oratoriens, le Père Brun qui habitait rue des Saints-Pères, non loin de l'hôtel de Noailles-Mouchy, et le Père Carrichon qui, étant le confesseur de la duchesse d'Ayen et de la vicomtesse de Noailles, venait les voir régulièrement une fois par semaine.

Le Père Brun, d'origine bordelaise, âgé de quarante-deux ans, avait été directeur spirituel au collège de Juilly, puis supérieur de l'Oratoire de Paris. Son aîné de trois ans, l'abbé Carrichon, né de commerçants lyonnais, avait également dirigé, durant cinq ans, la maison de Paris, où il s'était fixé. Ces deux prêtres circulaient librement, à la faveur de leur déguisement laïque; ils étaient de ces ecclésiastiques courageux qui continuaient secrètement à remplir leur saint ministère, et, bien que le culte catholique fût encore toléré à l'époque où les dames de Noailles gardaient détention chez elles, tous deux s'étaient enrôlés dans ce *service des âmes* qui devait fonctionner mystérieusement pendant toute la Terreur et procurer à nombre de fidèles les consolations de la religion. Tel sans-culotte en bonnet rouge et en carmagnole dont l'aspect farouche effrayait les bonnes gens, n'était autre qu'un prêtre qui portait le viatique à un malade; tel garçon marchand de vins, prêtre également, pénétrait dans les prisons, y livrait sa marchandise, écoutait les confessions, bénissait, absolvait et s'en allait, remportant son panier vide après force poignées de mains aux geôliers, pour se ménager bon accueil à sa prochaine visite.

Le Père Brun et le Père Carrichon fréquentaient donc beaucoup de gens et entendaient beaucoup de choses. On ne sera pas surpris qu'ils ne vissent pas l'avenir en rose et leurs conversations avec la vicomtesse de Noailles et avec sa mère étaient de ton plus sévère qu'apaisant. L'orage se rapprochait : le

6 octobre, la duchesse de Duras, qui vivait avec son père, le maréchal de Noailles-Mouchy, et sa mère au château de Mouchy, dans l'Oise, y fut arrêtée par un brigadier de gendarmerie escorté de quatre cavaliers et conduite à Beauvais d'où, après quelques jours de détention dans un ci-devant couvent, elle fut transférée au château de Chantilly, devenu l'un de ces lieux d'asile où l'on concentrait les suspects du département. Mme de Duras était la belle-sœur de la vicomtesse de Noailles et cette arrestation faisait prévoir le prochain emprisonnement d'autres personnes de la famille.

Cela ne tarda point : le 16 octobre, le jour même où la Reine montait à l'échafaud, le maréchal de Mouchy, âgé de soixante-dix-neuf ans, et sa vénérable femme voyaient débarquer à Mouchy une soixantaine de sans-culottes en armes que commandaient des porteurs d'ordres du Comité de Sûreté générale; on fouilla le château sous prétexte d'y découvrir un dépôt de fusils, mais, en réalité, dans l'espoir d'y trouver de l'argenterie cachée; on but le vin des caves; on s'enivra, on tira des coups de fusil; on défonça le sol de la chapelle et on en retira trois cercueils de plomb; on jeta au vent les titres féodaux du chartrier et cette dégoûtante bombance se prolongea durant trois jours et deux nuits, à la consternation des paysans de Mouchy dont les municipaux, obligés d'assister dans leur besogne dévastatrice les agents du Comité, s'évanouissaient de peur. Enfin dans la cour du château saccagé, parmi les tonneaux défoncés, la vaisselle en débris, les papiers maculés ou brûlés, les cercueils éventrés, les ossements répandus, on chargea sur deux charrettes les bières vides, des vieux tableaux, une cloche, des malles bondées de linge et d'effets, on y hissa le vieux maréchal et sa femme et l'on prit la route de Paris.

Une seule personne de leur maison se refusa à les quitter : c'était la dame de compagnie de la maréchale. On l'appelait *Madame Latour* : elle se nommait, en réalité, Félicité Mahëren et était originaire d'Avesnes. Elle avait quarante-trois ans. Mariée jeune à un médecin du Cateau, nommé Moity, dont elle eut un enfant, forcée de se soustraire aux brutalités de cet époux insociable, elle s'était réfugiée, sous un faux nom, à Paris, avait confié sa fillette à d'honnêtes gens et trouvé un modeste emploi chez la maréchale de Mouchy, où elle vivait depuis plusieurs années. Bien que le nom de la citoyenne

Latour ne fût point sur le mandat d'arrestation, elle voulut suivre ses maîtres, résolue à partager leur sort. C'est là encore une de ces consolantes figures dont la sereine fermeté mitige l'atrocité des tableaux qui vont suivre.

Une nuit, — celle du 19 octobre, — vers deux heures du matin, un grand tumulte réveilla M. Grelet et ses élèves ; ils occupaient, à l'hôtel de Noailles-Mouchy, l'appartement donnant sur la cour d'honneur, en face du grand portail qui s'ouvrit, livrant passage à la charrette sur laquelle étaient cahotés depuis le matin le maréchal de Mouchy, sa femme et Mme Latour. Les conducteurs du convoi avaient dû renoncer à trouver pour eux place, à cette heure tardive, dans l'une des prisons de Paris. Sur les instances de Mme Latour, on décida que, en attendant leur incarcération, on les laisserait se reposer chez eux ; ils y passèrent deux jours avec la vicomtesse de Noailles leur belle-fille, et leurs petits-enfants Alexis, Alfred et Euphémie de Noailles.

A moins qu'il n'existe quelque part un récit encore inconnu de cette réunion de famille, la dernière, on ignorera toujours ce qu'elle fut ; mais on se représente aisément combien elle dut être émouvante et grave. Il semble que le Père Carrichon y fut convié ; le laconisme, sur ce point, de la relation qu'il a laissée permet de discerner de quels sujets on s'y entretint. On parla de la reine du moment, — la guillotine, — et c'est, sans nul doute, ce jour-là que, obsédés par la prévision de leur fin prochaine, tous ceux qui se trouvaient à l'hôtel de Mouchy, — sauf, bien entendu, les pupilles de M. Grelet que leur jeune âge détournaient de si sombres pressentiments, — échangèrent les dernières recommandations et s'exhortèrent à bien mourir. L'abbé Carrichon, édifié par la tranquille résignation de ses pénitentes, dit : « Si vous allez à l'échafaud et que Dieu m'en donne la force, je vous y accompagnerai. » Elles le prirent au mot, ajoutant avec vivacité : « Nous le promettez-vous? » Le prêtre hésita un instant : « Oui, reprit-il avec gravité, et pour que vous me reconnaissiez bien, j'aurai un habit bleu et une veste rouge. » Le maréchal et la maréchale de Mouchy sollicitèrent de lui le même engagement et reçurent pareille assurance.

Cependant Mme Latour, aidée de quelques honnêtes gens de la section, postulait pour que ses maîtres fussent gardés en détention dans leur hôtel, comme l'étaient déjà leur bru et

leurs petits-enfants, sous la surveillance des patriotes du quartier. Ses démarches furent vaines : le 20 octobre, à 10 heures du soir, un commissaire vint prendre les deux vieillards et les emmena en fiacre à la prison de la Force. Mme Latour qui, au cours de ses sollicitations, avait obtenu pour elle-même l'autorisation de ne les point quitter, fut emprisonnée à titre de détenue volontaire. Sans elle, la maréchale fût morte cette nuit-là d'horreur et de désespoir, car on la sépara de son mari pour la loger au plus haut étage du quartier des filles de joie qui braillèrent jusqu'à l'aube et vinrent demander à la noble captive épouvantée de « payer sa bienvenue », selon l'usage des geôles parisiennes. Grâce au commissaire Braut, circonvenu par Mme Latour, ce supplice fut de courte durée et, le jour suivant, le maréchal de Mouchy et sa femme étaient transférés au Luxembourg où ils arrivèrent « avec une sorte de joie ». On les installa dans la chambre que venait de quitter le girondin Brissot; cette pièce était située au-dessus de l'appartement où la maréchale avait reçu le jour et vécu jusqu'à son mariage : elle était née d'Arpajon et sa mère, en sa qualité d'ancienne dame du palais de la reine douairière d'Espagne Louise-Élisabeth d'Orléans, avait habité longtemps le Luxembourg. Mme de Mouchy était frappée de cette coïncidence : « Ne trouvez-vous pas bien étrange que je sois en prison dans le palais où je me suis mariée ? »

Les Mouchy ne demeurèrent pas longtemps dans ce local assez confortable : au bout de quelques jours, ils furent relégués dans une ancienne cuisine mansardée où l'on dut placer l'un contre l'autre, faute d'espace, les lits du maréchal et de sa femme et le grabat de Mme Latour; deux petites tables, deux fauteuils, deux chaises, une table « pour mettre les pots », un petit poêle qu'on ne pouvait allumer quand le vent soufflait du midi : ainsi se composait le mobilier. Le lit de Mme Latour servait de garde-manger le jour, de siège le soir. Sauf trois jours passés à Mouchy pour l'apposition des scellés et, au retour, une nuit à l'hôtel de la rue de l'Université, le maréchal et ses deux compagnes vécurent cinq mois dans ce taudis.

Par les précieux souvenirs de Mme Latour on est renseigné sur la façon dont les prisonniers occupaient leur temps. M. de Mouchy se levait le premier, allumait sa bougie, priait Dieu et prenait un peu de café. Sa femme s'habillait ensuite et déjeunait; alors tous deux sortaient de leur chambre pour laisser

à leur dévouée servante le loisir de l'approprier et de l'aérer; ils se promenaient dans le long corridor encombré d'un continuel va-et-vient de détenus, de geôliers, de commissaires, de fournisseurs et d'espions; le plus souvent ils faisaient, vers midi, leur cour à la Duchesse d'Orléans incarcérée, elle aussi, au Luxembourg. A une heure arrivait le dîner apporté de la rue de l'Université par un domestique qui transmettait aux prisonniers les hommages, les vœux et les commissions de la vicomtesse de Noailles et de ses enfants. Puis le duc de Mouchy allait assister au dîner de ses voisins de couloir, rentrait dans sa cellule pour faire avec sa femme une partie de piquet, se promenait dans la vaste prison et dans la grande cour dont l'accès était libre. A cinq heures venaient les visites, trop nombreuses au gré de Mme Latour; souvent la mansarde était pleine; on s'asseyait sur les lits, on échangeait nouvelles et faux bruits; l'illusion n'abandonnait personne : pour avoir serré la main d'un arrivant, pour un petit signe d'amitié adressé par une personne de connaissance aperçue de loin, se promenant dans le jardin, on concluait que « tout allait bien ». A huit heures, chacun rentrait chez soi; Mme Latour servait la soupe de ses maîtres; à dix heures tout dormait.

Captivité tolérable, au total, et féconde en imprévu. Chaque jour la prison recevait un complément d'hôtes et l'on était instruit par eux, mieux que par les journaux, de la marche des événements. L'étonnement des « nouveaux », débarquant dans cette geôle de choix, constituait le meilleur amusement des « anciens, » car le Luxembourg conservait au dehors le renom d'un séjour confortable, soit en raison des détenus de qualité qu'il abritait, soit parce que l'on imaginait que ceux-ci y étaient logés dans les beaux appartements du premier étage. Quand M. de Nicolaï et M. de Laborde y arrivèrent, ils furent « tellement saisis » en pénétrant dans la cuisine mansardée où étaient confinés le duc et la duchesse de Mouchy auxquels ils venaient présenter leurs hommages, « qu'ils restèrent confondus sans prononcer une parole ». C'est avec stupeur que, dans les premiers jours, on entendait les geôliers et les commissaires interpeller d'un ton rogue et en les tutoyant démocratiquement des personnages auxquels on donnait naguère du *monseigneur* ou de nobles dames qui avaient eu tabouret chez le Roi. Mais on s'y faisait vite. Le duc de Mouchy, accoutumé à commander

depuis son enfance, — il avait été, à sept ans, gouverneur de Versailles, — et qui, au temps de cette grandeur, s'inquiétait de tout, s'irritait à la moindre contrariété et n'était pas renommé pour sa patience, témoignait, depuis sa captivité, d'une mansuétude, d'un calme surprenants et supportait, sans l'ombre d'une gêne, le tutoiement et les grossièretés des guichetiers sans-culottes. Un homme, parvenu après toute une vie d'efforts, à mener enfin l'existence qu'il a toujours rêvée, n'eût point paru plus placide et plus apaisé. Sa fervente piété opérait ce miracle; il n'était pas de ceux qui se berçaient d'espérances; à l'avenir qu'il prévoyait pour lui et pour les siens, il se résignait dévotement comme à la volonté de Dieu. Le caractère de la duchesse, sa femme, s'était semblablement modifié, mais en sens contraire : autrefois très douce et d'humeur très égale, elle montrait maintenant « une agitation excessive » et s'emportait au moindre propos. Le sort de sa fille, la duchesse de Duras, la tourmentait jour et nuit; Mme de Duras, on l'a dit plus haut, était emprisonnée à Chantilly; son père et sa mère souhaitaient vivement son transfèrement à Paris, dans l'espoir qu'elle obtiendrait d'être écrouée au Luxembourg. Cinq mois déjà avaient passé; on était au printemps de 1794, sans que ce désir fût réalisé; et le vieux papa et la vieille maman ne découvraient jamais les plats qui, chaque jour, leur arrivaient de chez eux vers une heure, sans exprimer le regret de ne pouvoir partager leur repas avec leur fille « qui, peut-être, en avait un bien mauvais ».

Le 31 mars, à six heures du matin, de grands coups frappés à la porte réveillent brusquement Mme Latour : la voix du guichetier l'interpelle : « Dépêche-toi ! On a besoin de ta chambre pour faire un secret; il nous vient du beau monde. » *Le beau monde*, c'est Danton, Camille Desmoulins, Lacroix : ils ont été surpris dans la nuit et arrêtés au saut du lit. Mais Mme Latour s'intéresse peu à ce coup d'État; ce qui l'inquiète, c'est de savoir où l'on va loger les deux vieillards dont elle s'est volontairement constituée la Providence. Le concierge survenant la conduit à une pièce assez grande et pourvue d'une cheminée; elle y allume aussitôt un bon feu et le maréchal se chauffe « avec délices », tandis que le déménagement s'opère en hâte. D'après quelques indices fort vagues, la chambre que les Mouchy venaient de quitter aurait été, en effet, transformée en

« secret » et attribuée à Camille Desmoulins : c'était, au dire d'anciens employés du Sénat, une pièce située au deuxième étage et prenant jour sur l'allée des platanes. Camille aurait écrit là, pour sa chère Lucile, ces lettres déchirantes qui lui ont conquis l'attendrissement et la sympathique pitié de la postérité.

Pour l'aristocratique population de la prison l'événement passa presque inaperçu : Danton, Camille... ces noms ont grandi, mais aux yeux des contemporains mal informés des dissensions politiques, de tels hommes n'avaient pas l'importance que leur a donnée l'histoire ; on discernait mal les raisons de leur chute et ses répercussions éventuelles ; comme tant d'autres énergumènes, ils avaient contribué à déchaîner l'ouragan, ils s'en trouvaient victimes, on ne s'en étonnait guère. Chacun se préoccupait surtout de son propre sort et de celui des siens ; la prison du Luxembourg regorgeait maintenant et chaque jour s'accroissait la presse de ses pensionnaires. Les dantonistes n'avaient fait que passer ; ils étaient morts, — et oubliés, — depuis quelques jours quand, un matin d'avril, le bruit courut qu'un convoi de prisonniers de Chantilly venait d'arriver à Paris et que Mme de Duras en faisait partie. Grande joie dans la cellule du maréchal et de la maréchale de Mouchy : ils vont revoir leur fille et vivre avec elle ; bien certainement, elle sera incarcérée avec ses parents. Sans tarder, Mme Latour écrit à l'hôtel de la rue de l'Université pour que l'on envoie au Luxembourg les objets nécessaires à la nouvelle détenue, mobilier, literie, linge, vaisselle, car l'Administration ne fournit qu'un mauvais grabat et laisse aux détenus la faculté de se pourvoir à leur gré de toutes les aises dont ils désirent s'entourer.

La journée se passe et Mme de Duras n'arrive point. Un billet d'elle apprend à ses parents qu'elle est écrouée à la prison du Plessis ; elle fait, dit-elle, des démarches, afin d'être emprisonnée avec eux ; de leur côté, ils la réclament aux administrateurs de police ; on implore même Fouquier-Tinville. Un après-midi, le porte-clef Verney attire à part Mme Latour : « Il y a en bas, dit-il, quelqu'un de ta connaissance, qui fera plaisir au citoyen Mouchy. — Oh ! Verney, c'est sûrement la citoyenne Duras ?... — Je ne veux pas te dire qui, ajoute l'homme ; ils sont plusieurs... » Mme Latour court annoncer la bonne nouvelle à ses maîtres ; en hâte on dresse le lit, on dispose la chambre ; le vieux maréchal et sa femme, tout heureux,

travaillent eux-mêmes à ces arrangements. La porte s'ouvre : ils voient paraître, non point celle qu'ils attendent, mais leur bru, la vicomtesse de Noailles, avec sa mère, la duchesse d'Ayen, et sa grand'mère, veuve du maréchal de Noailles. Arrêtées l'avant-veille, rue Saint-Honoré, balloitées depuis deux jours de prison en prison, sans trouver nulle part une place vacante, on les a enfin, sur leurs instances, dirigées vers le Luxembourg qui, comme on l'a vu, passe pour être l'Éden de toutes les geôles de Paris.

A leur vue, M. de Mouchy demeure « consterné » ; lui qui semble résigné à tout et dont la stoïque placidité ne se démont jamais, il souffle à Mme Latour « que rien ne pouvait lui arriver de pis » ; qu'il ne supportera pas la cohabitation avec la maréchale de Noailles, dont le cerveau est dérangé et dont les imprudences de langage vont « tout compromettre ». La colère et la déception le bouleversèrent à ce point qu'il en eut un accès de fièvre. Les arrivantes ne l'encombrèrent pas longtemps ; on les logea toutes les trois à l'étage supérieur, dans un entresol meublé uniquement de trois paillasses misérables. Mme Latour se chargea de l'installation ; elle posa des planches pour placer les ustensiles de ménage qu'elle fit chercher à l'hôtel de Mouchy ; la vicomtesse de Noailles s'employa activement à la besogne ; elle dressa les lits, lava la vaisselle, riant de sa maladresse et affectant la gaîté dans l'espoir de distraire ses deux compagnes de leur abattement. A l'heure du coucher, elle s'attacha au bras un cordon d'appel dont elle plaça l'autre extrémité à portée de la main de sa grand'mère, en cas que celle-ci eût besoin de son aide durant la nuit. Ces trois dames, en effet, étaient sourdes, à des degrés différents, il est vrai ; cette commune infirmité, en un lieu où il était imprudent d'élever la voix, leur rendait plus pénible qu'à d'autres l'absence de domestiques accoutumés à les servir.

Le régime du Luxembourg était, à cette époque, assez peu sévère, grâce à la bienveillance de l'honnête concierge Benoît. Le concierge d'une prison n'était point uniquement préposé à la porterie ; il régnait en maître absolu sur toute la maison : le personnel des guichetiers, des geôliers, des porte-clefs obéissait à lui seul ; il avait la responsabilité de tous les services et tenait à peu près le rôle d'un maître d'hôtel chargé de veiller à la sûreté, à la nourriture, à la discipline et à la santé de ses pensionnaires. Or Benoît était un excellent homme ; il menait par

la douceur son troupeau de détenus et ainsi autorisait-il les communications avec le dehors. Comme bon nombre de prisonniers recevaient leurs repas de chez eux, c'était quotidiennement dans les couloirs un incessant va-et-vient de serviteurs de tous genres ; domestiques, garçons de restaurant et aussi perruquiers, commissionnaires, tailleurs d'habits, ravaudeurs, fournisseurs divers colportaient les nouvelles et se chargeaient des correspondances. Même une femme peintre, épouse de l'un des détenus, avait installé à demeure son chevalet dans la galerie et y donnait séances de portrait : « on jouait à toute sorte de jeux, on faisait de la musique et bonne chère autant que possible. » Benoît, « vieillard respectable, entouré d'une nombreuse famille dont il était adoré », exhortait ses détenus à se distraire, afin d'oublier leur triste situation ; « il les aimait comme ses enfants », et Danton même lui avait témoigné sa gratitude « avec autant de surprise que d'attendrissement ».

Un tel fonctionnaire était, on le présume, mal noté; ce qui se préparait dans le secret des Comités de la Convention exigeait qu'on plaçât au Luxembourg un « solide », et Benoit fut congédié; on l'expédia au tribunal révolutionnaire qui, d'ailleurs, l'acquitta. Mais quand, à la fin de prairial, il réclama sa place, elle était occupée par un certain Guiard, amené par Marino, de Lyon, où il avait été le geôlier de la « mauvaise cave » ; ainsi désignait-on, dans le chef-lieu du Rhône, le trop fameux souterrain où furent entassées les troupes de malheureux destinés à la guillotine, ou à la canonnade. Quand Guiard prit possession du Luxembourg, tout était plein jusque sous les toits ; des sous-sols aux moindres mansardes l'immense palais grouillait d'une population encaquée. Avant 1870, on retrouvait encore, dans certains combles du dernier étage, des inscriptions tracées par des prisonniers de la Terreur, soit sur les murs, soit sur les poutres ou chevrons soutenant les toitures. En dépit des inconvénients d'une telle compacité, les prisonniers faisaient preuve d'une docilité surprenante ; ils passaient la plus grande partie de la journée dans la cour et au café qui y était établi. On jouait au ballon dans la galerie des Rubens dégarnie de ses merveilleuses toiles qui, roulées, et déposées dans les magasins de l'État, attendaient là, depuis 1781, qu'on leur trouvât un emplacement. Quand, au coucher du soleil, la sonnette annonçait l'heure de rentrer, chacun obéissait à ce signal et rega-

gnait sa chambrée. On s'y occupait à des jeux de société « sans que l'on entendît jamais la plus légère altercation ». Les guichetiers faisaient leur visite ; les détenus qui avaient du vin ou des liqueurs leur offraient à boire ; on causait quelques minutes avec eux, puis l'on se couchait sans mot dire. Un détenu écrivait : « Les communautés soumises à la règle la plus rigoureuse ne se montraient pas plus dociles à la voix de leurs supérieurs que ces malheureux captifs, notés partout comme des assassins, n'étaient obéissants à celle de leurs gardes. »

Dès les premiers jours de la gestion de Guiard, tout changea. Il semblait que l'on cherchât à fatiguer par de quotidiennes tracasseries la patience des prisonniers et à « les pousser à un soulèvement ». Ivrogne lui-même, assisté d'une bande d'autres ivrognes recrutés dans les plus bas fonds de la démagogie, Guiard provoqua ses 7 à 800 pensionnaires avec la brutalité d'un garde-chiourme. D'abord, ce fut « la grande fouille » qui dura quatre jours ; des soldats prirent position dans les corridors ; les commissaires du bureau de police entrèrent successivement dans chacune des chambres pour y confisquer argent, assignats, couteaux, « rasoirs, compas » ; jusqu'aux clous, jusqu'aux aiguilles, tout fut pris. Quand les municipaux raflèrent les assignats que leur remit le maréchal de Mouchy, Mme Latour eut l'audace d'observer : « Mais, citoyens, vous ne les comptez pas ? — Nous n'avons pas besoin de les compter pour vaincre les ennemis de la République », riposta héroïquement l'un d'eux. Il fut arrêté que, sur le fonds de cette saisie, on retiendrait à chacun des détenus une somme de deux livres, dix sols par jour pour sa nourriture, car, désormais, tous les repas seront pris en commun ; défense de se fournir au dehors. Toute communication avec l'extérieur est supprimée ; on entoure le palais d'une haute cloison de planches, et, comme on s'avisera bientôt que les promeneurs du jardin parviennent, en flânant le long de ces palissades, à glisser un mot de tendresse ou à donner un avertissement aux prisonniers, on tendra une corde à dix pas de cette enceinte, on posera des sentinelles et on attachera aux arbres des écriteaux ainsi libellés : *Citoyens, passez votre chemin sans lever les yeux sur cette maison d'arrêt.*

Le café fut fermé ; le limonadier expulsé ; par raffinement, Guiard, quand commença la saison chaude, supprima la fontaine de la grande cour où l'on venait se rafraîchir et puiser

l'eau nécessaire aux soins de propreté ; on la remplaça par deux cuvelles sans couvercle que, chaque matin, venait remplir un porteur d'eau conduisant un tonneau traîné par un cheval. Deux cuvelles pour 800 personnes! Cette privation d'eau fraîche et le dîner en commun étaient, de toutes les persécutions imaginées par Guiard, celles dont souffraient davantage ses prisonniers.

On avait dressé des tables et placé des bancs dans les appartements jadis occupés par la comtesse de Balbi, au temps où Monsieur, frère de Louis XVI, résidait au Luxembourg. Trois cents dîneurs pouvaient, en se serrant, trouver place autour de ces tables ; on servait trois repas : l'un à onze heures, l'autre à midi, le dernier à une heure. Chacun devait se munir d'une assiette, d'un couvert de bois et d'un verre, car le traiteur Leredde ne fournissait que le vin et la nourriture. Comme on n'avait pas mangé depuis vingt-quatre heures et qu'on avait grand faim quand sonnait l'appel du dîner ; comme il importait d'arriver dans les premiers, afin de ne pas être trop incommodément placé, les détenus dévalaient les escaliers à grandes enjambées. La vénérable maréchale de Mouchy, effarée de cette bousculade, redoutant les heurts, craignant d'être renversée, se traînait le long des murs et ne parvenait au réfectoire que lorsque tous les autres étaient assis. Les guichetiers tournaient avec leurs dogues autour des tables pour veiller au bon ordre ; l'un d'eux prenait rudement la vieille duchesse par le bras, la faisait pirouetter pour égayer la galerie et lui trouvait une place en lui décochant quelque insolence qu'elle ne comprenait pas : « Qu'est-ce que vous dites? » fit-elle un jour. — « Je dis, vieille bougresse, que tu n'as personne ici pour porter ta cotte. F...-toi là. » Et il la plaqua sur un banc comme s'il y jetait un paquet.

Sur la qualité de ces repas on est renseigné par une enquête des administrateurs de police, devant lesquels comparut Leredde, le traiteur. Ce jour-là, il avait fourni sept livres de bœuf pour l'usage des malades et, pour les tables des 814 détenus, 49 fois de veau, — « dont deux de bœuf », — 11 lapins mis en gibelote, 10 à 12 boisseaux de pommes de terre, 10 kilogrammes de petit salé, autant de pâtés, un plat de chicorée par personne, 150 artichauts, 400 pains de 3 livres et 407 bouteilles de vin. Sur l'observation que les détenus se plaignaient de la

qualité des mets et de la modicité des portions, le gargotier observa « qu'il n'avait jamais entendu de réclamations, sauf que, en certains menus, il s'était trouvé du cochon échauffé, ou de la raie un peu piquante, ou encore des pâtés moisis » ; en ce qui concerne la quantité, une seule fois le concierge a remarqué « que c'était un peu faible ce jour-là ». Les administrateurs de police confondirent le traiteur en lui prouvant, chiffres alignés, qu'il réalisait sur les repas que la république lui payait, — avec l'argent pris aux détenus, — 2 fr. 50 par tête, un bénéfice net de 250 000 livres par an. Il empochait ainsi plus du tiers des sommes qui lui étaient allouées : c'était de la fraternité bien comprise. On ne voit pas, d'ailleurs, qu'il ait été autrement inquiété.

Si l'on s'attarde à ces détails, c'est parce que, malgré l'opulence de la bibliographie révolutionnaire, la vie et le régime des prisons ont été à peine esquissés. Des 1 500 ou 2 000 suspects qui passèrent par le Luxembourg et qui, pour le plus grand nombre, survécurent à la Terreur, deux seulement, le journaliste Beaulieu et un « patriote » anonyme ont écrit le récit de leur captivité. Comment ne s'en est-il pas trouvé d'autres pour tracer un tableau fidèle de l'étrange pandémonium dont ils conservèrent assurément, durant toute leur vie, de vivaces souvenirs ? Si vivaces que, la tourmente passée, certains regrettaient que « ça fût fini ». A l'ivresse des premiers jours de liberté succédait un état de langueur et de monotonie contrastant si violemment avec les émotions intenses qu'on avait éprouvées que les femmes surtout se les rappelaient sans déplaisir. La vie commune qui confondait, « comme au jugement dernier », actrices, ci-devant présidentes, ex-duchesses, chanteuses d'opéra, marchandes, financières ; les mauvais traitements vaillamment supportés ; les angoisses, les espérances quotidiennes, l'égalité de malheur et d'oppression ; le nivellement de toutes les vanités, de toutes les fortunes, les niches faites aux geôliers, tout cela, rétrospectivement, apparaissait sous l'aspect d'une distraction puissante qu'on n'avait pas su apprécier. Car on avait ri aussi ; c'est une chose presque incroyable que cette société, obstinément hadine, frôlée par la mort à toute minute, se fût encore amusée des petits travers et des bizarreries de ses compagnons d'infortune. Ainsi le « patriote » anonyme, dans son court récit de trois pages, se

divertit de voir se morfondre les aristocrates qui sont ses voisins de corridor. « Dans un cabinet à droite vivent conjugalement et paisiblement le maréchal et la maréchale de Mouchy, persuadés que les comités révolutionnaires n'ont pas le sens commun pour enfermer des gens de leur qualité... Le maréchal a l'habit marron carré, la veste descendant sur les genoux, les cheveux blancs, et ressemble méthodiquement à un ministre protestant. Quant à sa femme, elle a pris le costume aimable de nos sans-culottes femelles, en conservant cependant la forme du caraco de 1777... Il n'est point rare de rencontrer la ci-devant maréchale... un bougeoir dans la main gauche, une canne dans la droite, grimpant l'escalier avec la précipitation d'une bergère de Suresnes qui gravit le mont Valérien. » Ce dernier trait doit être, par antiphrase, une allusion fort peu plaisante à l'allure ralentie de la noble sexagénaire, car, privée de Mme Latour, la veille maréchale, peu alerte, comme on l'a vu, devait circuler sans assistance dans le dédale de l'immense geôle.

TERREUR

Depuis les réformes du concierge Guiard, M. et Mme de Mouchy ont, en effet, perdu leur fidèle servante. Guiard, en procédant au recensement de ses prisonniers, a constaté que la citoyenne Latour n'est pas écrouée et qu'elle prend sa part des pâtés moisis de son gargotier en qualité de détenue volontaire. Il voit là un abus à réformer. Malgré les instances de la maréchale, alléguant les infirmités de son mari et les siennes qui leur rendent indispensable la présence d'une femme de confiance, le concierge est impitoyable et Mme Latour doit, non sans déchirement, se séparer de ses maîtres. Comme, toute en larmes, les guichetiers l'escortent par les galeries jusqu'à la sortie, les détenus, rangés sur son passage, lui adressent des compliments et des vœux. Arrivée à la grande porte, elle est près de s'évanouir; elle veut entrer chez Guiard afin de l'implorer encore; mais le porte-clef l'en détourne : « Gardez-vous en bien ! Il y a là un greffier très en colère contre vous... Allez-vous en! Allez-vous en! » Il la pousse; la voilà dans la rue. Le grand air de la liberté qu'elle n'a pas repiré depuis sept mois, le chagrin d'abandonner les deux vieillards qu'elle aime, la pensée de leur situation désastreuse lui causent une sorte d'égarement dont elle a peine à se remettre. Elle ne

se rappela jamais comment elle atteignit la rue de l'Université et l'hôtel de Noailles-Mouchy où elle retrouva, outre sa fille Félicité, les deux jeunes garçons de la vicomtesse de Noailles et leur précepteur, M. Grelet.

Le récit de cette femme dévouée et brave sera désormais très sobre de détails ; mais, grâce aux billets que la vicomtesse de Noailles adressait, de sa prison, à M. Grelet ; en s'aidant aussi de quelques feuillets laissés par celui-ci, on parvient à imaginer, bien imparfaitement, la vie que mène, dans ce grand hôtel, l'entourage des deux enfants dont le père est émigré, et dont la mère, la tante, le grand père, les deux grand mères et la bisaïeule sont en prison.

L'aîné, Alexis, a onze ans ; le second, Alfred, n'a pas atteint sa dixième année ; leur sœur, Euphémie, n'est plus avec eux ; avant d'être incarcérée, la vicomtesse de Noailles a pris le soin d'envoyer sa fillette en garde chez des personnes dont elle est sûre et qui habitent en bon air, aux abords du bois de Vincennes. Bien qu'Alexis et Alfred de Noailles, grâce à la providentielle irréflexion de leur jeune âge, et à l'attentive sollicitude de leur précepteur, soupçonnent à peine la tragique situation de leur mère et de leurs grands-parents, la tristesse et la terreur qui pèsent sur l'hôtel familial, ainsi que sur l'aristocratique quartier où il est situé, ne les instruisent que trop d'un malheur menaçant.

La rue de l'Université est morte ; ses somptueuses demeures sont désertes ; les hauts portails à l'écusson martelé sont clos ; plus de mouvement, pas une voiture, de rares passants. A l'extrémité, près du Palais-Bourbon, vide et muet comme le reste, un peu d'animation autour du réservoir filtrant où les porteurs d'eau de la rue de Bourgogne viennent s'approvisionner ; il y a, sous ce pavillon, un corps de garde où s'arrêtent les patrouilles de sans-culottes dont les pas et les gouailleries, la nuit venue, résonnent dans le lourd silence.

L'hôtel de Noailles-Mouchy est presque à l'angle de la rue de Bellechasse et ses jardins s'étendent vers la rue Saint-Dominique ; les quelques personnes qui l'habitent, l'intendant Noël, Mme Latour et sa fille âgée de vingt-trois ans, M. Grelet, n'occupent qu'un coin de la vaste demeure ; ils sortent peu et on ne vient pas les voir. De temps à autre, un homme se risque à frapper au portail, se glisse dans l'hôtel dont la porte s'eu-

tr'ouvre : c'est le Père Brun ou le Père Carrichon qui n'abandonnent point leur jeune collègue Grelet et viennent s'informer de la santé des détenus. Car on correspond encore secrètement avec ceux-ci et si l'on s'attriste et s'inquiète des rigueurs de leur captivité, nul ne redoute pour eux pis que leur sort actuel. La crainte qu'ils pourraient être appelés au tribunal révolutionnaire ne vient à l'esprit de personne; qui oserait envoyer à l'échafaud un octogénaire dont le passé est glorieux et sans tache et des femmes qui, durant toute leur vie, ont été des modèles de sainteté et de bienfaisance ? Le Père Carrichon lui-même, quand, dans un élan de religieux intérêt, il a promis naguère de les assister jusqu'au dernier moment si, par impossible, elles étaient condamnées, n'a jamais envisagé comme vraisemblable une pareille éventualité. Et cette confiance s'explique : d'abord, si pessimiste soit-on, il y a des horreurs inutiles que l'on se refuse à concevoir; en outre, à l'époque où Mme Latour fut expulsée du Luxembourg, l'échafaud, sauf exception, paraissait être resté instrument politique. Il avait, il est vrai, dévoré le roi, la reine, la sainte princesse Élisabeth, les Girondins, les Hébertistes, la bande de Danton, celle de Chaumette; mais les partis successivement au pouvoir présentaient ces tueries comme des nécessités patriotiques. Tous ceux qu'on avait immolés étaient « des conspirateurs, des scélérats, des traîtres », et si l'on pouvait s'étonner que la révolution eût suscité tant de traîtres, de scélérats et de conspirateurs, du moins se rassurait-on personnellement par la conviction de n'être ni des uns ni des autres.

Bien tranquilles sur ce point, ce que redoutaient, hantés par le souvenir de septembre 1792, les suspects entassés dans les quarante geôles et les quarante-huit violons de Paris, c'était un nouveau massacre des prisons : la populace, montée par les discoureurs de sections contre ces aristocrates insolents, responsables, croyait-elle, de ses désillusions et de sa misère, ne résisterait pas au désir d'exterminer quelque jour ces incorrigibles qui, bien que captifs, faisaient bombance, assurait-on, aux dépens de la nation épuisée.

Mme Latour sollicitait du Comité de Sûreté générale l'autorisation de retourner au Luxembourg. Elle ne reçut pas de réponse; ayant réitéré sa demande sans plus de succès, elle projeta de se faire arrêter; les députés du Nord auxquels elle s'était adressée lui représentèrent que, si elle obtenait cette

« faveur », elle serait indubitablement incarcérée dans une prison autre que le Luxembourg; elle perdrait ainsi, avec sa liberté, tout espoir d'être réunie à ses maîtres. Elle se résigna, mettant à profit, pour correspondre avec le maréchal, la connaissance de quelques guichetiers de la prison : tous n'étaient pas sans cœur ; un certain Straale surtout, Suisse d'origine, tout en affectant, par prudence, la brusquerie et la dureté, servait obligeamment d'intermédiaire entre les détenus et leurs parents ou amis du dehors. Par le moyen de ce bon geôlier ou par tout autre qu'elle ne dévoile pas, Mme Latour reçut un premier billet de M. de Mouchy : « Revenez donc auprès de nous, écrivait-il; Mme la maréchale a tant de chagrin de votre départ que son cautère s'en est séché, ce qui n'était pas encore arrivé. » Une autre fois il insistait : « Nous ne pouvons point nous accoutumer à votre absence ni nous passer de vous... » Au fait, la duchesse de Mouchy était très malade; le régime de la prison, l'infecte cuisine de Leredde, lui causaient des vomissements dont la fréquence l'affaiblissait. Son mari réclamait des remèdes que Mme Latour s'évertuait à lui faire parvenir, le plus souvent sans y réussir. Ne pouvant communiquer avec eux, elle allait se poster dans le jardin du Luxembourg, à distance des palissades, sous les platanes de cette avenue où n'avait cessé de rôder la pauvre Lucile Desmoulins au temps où son cher Camille était détenu, et où l'on avait vu la mère d'Hérault de Séchelles, assise depuis le matin jusqu'au soir, un voile sur les yeux, immobile, guettant le moment d'apercevoir son fils à la fenêtre de son cachot.

Mme Latour était si bien connue de tous les prisonniers que, dès que l'un d'eux la voyait dans le jardin, le maréchal et la maréchale de Mouchy étaient avisés de sa présence. Ils se mettaient à leur croisée et elle pouvait ainsi les considérer durant quelques instants. Ni eux, ni elle n'osaient échanger un signe : « tout, dit-elle, était alors observé ». Elle s'en allait consternée « de leur air triste et abattu ». La maréchale surtout paraissait si épuisée, si débile que l'un des détenus, qui la voyait journellement, la croyait aveugle, sourde et octogénaire, bien qu'elle eût en réalité soixante-six ans.

Un jour, — c'était le 26 juin 1794, — Mme Latour, accompagnée de sa fille Félicité, alla, comme à son habitude, se poster sous les platanes du Luxembourg. Le temps était sombre; il

pleuvait et, vers quatre heures, on entendit au loin le grondement du tonnerre. Elle reconnut à l'une des fenêtres de la prison, le visage de la vicomtesse de Noailles ; mais le maréchal de Mouchy ni sa femme ne parurent. Les deux promeneuses n'osèrent s'attarder ; un homme les suivait avec insistance et semblait les espionner. Félicité s'attendait à ce qu'il les arrêtât. Elles regagnèrent l'hôtel de la rue de l'Université. Mme Latour y trouva un billet par lequel M. de Mouchy lui faisait savoir que l'état maladif de la maréchale empirait, « qu'elle ne gardait rien » ; il réclamait des remèdes : de l'eau de Sydenham, du miel mercuriel, d'autres encore. Il était trop tard pour se les procurer, « toutes les boutiques fermant à cinq heures ». Mme Latour décida qu'elle passerait le lendemain matin chez l'apothicaire et irait « se planter » à la porte du Luxembourg, afin d'attendre l'occasion de faire passer au maréchal les médicaments demandés

Elle se retira de bonne heure dans sa chambre et elle allait se mettre au lit quand on frappa brusquement à sa porte. Elle ouvrit, déjà tremblante, et vit le maître d'hôtel, M. Noël, « tout effaré ».

— Je viens d'apprendre, dit-il, une chose qui m'effraie horriblement. On est allé ce soir chez le concierge du Luxembourg pour s'informer de M. le maréchal... Je ne puis comprendre ce que cela signifie.

— On n'a que faire de s'informer, remarque Mme Latour subitement préoccupée On sait bien qu'ils sont là.

Mais, sentant que sa réflexion inquiétait Noël, elle reprit :

— A moins que, comme Mme la maréchale est malade, elle ne m'ait demandée de nouveau. Avant de me faire venir, quelque administrateur sera allé pour constater son état.

Cette supposition parut rassurer l'intendant.

— Demain, de bonne heure, je saurai ce qu'il en est et je viendrai vous le dire.

Mme Latour ne dormit pas. A l'aube du lendemain, 27 juin, elle frappait à la porte de M. Noël, qui était déjà sorti. Vers sept heures il rentra bouleversé, sanglotant, « hurlant » : « Tout est perdu ! Ils sont à la Conciergerie ! »

Mme Latour pensa s'évanouir. La Conciergerie ! Nul dans Paris n'ignorait que la prison du Palais était le réservoir, entretenu toujours plein, où l'accusateur public puisait « sa fournée » du jour. Depuis une quinzaine sévissait la loi

fameuse, œuvre de Robespierre, supprimant tous les semblants de justice jusqu'alors respectés, enquête préalable, interrogatoire, témoignages, plaidoiries ; la simple constatation de l'identité ; une seule peine, la mort. Aussi l'échafaud était-il copieusement servi ; son épouvantable consommation augmentait quotidiennement ; pour la première fois, le 17 juin, Paris avait vu traîner à travers les rues cinquante-quatre personnes allant à la mort.

Fou de rage et d'horreur, Noël se frappait la tête contre les murs et, tout à coup résolu :

— Je repars, je veux les voir, fit-il. Je vais à la Conciergerie.

— Mme de Duras y est-elle ?

— Je n'ai pu le savoir... j'y retourne pour cela.

Il sortit, éperdu. A neuf heures, il reparut chez Mme Latour. A son air égaré, elle comprit :

— Il n'y a donc plus d'espoir ?

— Non ! non ! non ! gémissait-il en secouant la tête.

— Et Mme de Duras ?

— Non, elle n'y est pas.

Noël était bien renseigné. Dix jours auparavant, le Comité de Sûreté générale avait déféré au tribunal révolutionnaire le ci-devant maréchal-duc de Noailles, Mouchy, « prévenu d'avoir conspiré avec le tyran, en se rendant l'un des agents de ce dernier pour la distribution des sommes au moyen desquelles il soudoyait les prêtres réfractaires, les émigrés et tous autres instigateurs ou complices de la contre-révolution ». L'ordre ajoutait : « Le présent arrêté, ensemble les documents relatifs au crime dont il s'agit, seront adressés sans délai à l'accusateur public. » Pourquoi celui-ci tarda-t-il dix jours avant d'obéir ? On ne sait. Peut-être attendait-il les pièces annoncées. Il ne les reçut pas : du moins ne figurent-elles ni au dossier de l'audience ni à celui personnel à l'accusé. Du reste, on pouvait s'en passer : la précaution prise par le Comité d'énoncer, contrairement au protocole démocratique, les titres, noms et jusqu'à la particule du citoyen Mouchy dictait aux juges leur verdict : être qualifié maréchal, duc par surcroît, cela seul impliquait la condamnation. Il faut dire aussi que le gouvernement avait besoin d'un local pour y loger un service public important, l'agence des Mines ; l'hôtel de la rue de l'Université convenait à cette administration ; et comme les biens des

condamnés étaient confisqués au profit de la République, restait la simple formalité d'en guillotiner le propriétaire.

C'est ainsi que, le 26, les huissiers du tribunal se transportent, le soir, à la prison du Luxembourg, pour signifier l'ordre de transfèrement à la Conciergerie. En les voyant entrer dans sa chambre, conduits par le concierge Guiard, le maréchal ne se méprend pas sur le motif de leur visite ; il prie ces hommes de ne pas faire de bruit, afin que sa femme, qui repose, ne s'aperçoive pas de son départ : « elle a été malade les jours précédents et elle est encore dans les remèdes ».

— Elle se trouve sur la liste, répond l'huissier, elle doit aussi descendre.

— Puisqu'il faut qu'elle vienne, reprend le maréchal, c'est moi qui l'avertirai.

D'après une autre version concordant mieux avec les documents que l'on possède, la duchesse de Mouchy n'était point comprise dans l'ordre de transfèrement. Cet ordre, on vient de le lire : le nom de la maréchale n'y est pas mentionné. Peut-être l'avait-on oubliée; peut-être le Comité ignorait-il qu'elle fût au Luxembourg ; peut-être, en découvrant cette proie d'importance, l'huissier de Fouquier-Tinville, sûr d'être bien noté pour son zèle, prit-il sur lui d'affirmer qu'elle était sur sa liste. Il est plus probable que, réveillée par le bruit, comprenant qu'on emmenait celui auquel elle était unie depuis trente-trois ans, elle s'apprêta aussitôt à l'accompagner.

— Puisque mon mari est mandé au tribunal, aurait-elle dit, je le suis aussi.

Soit que le maréchal pensât qu'il ne se trouverait jamais des juges assez féroces pour envoyer à la mort une femme exténuée par l'âge, le chagrin et la maladie, soit qu'il redoutât une crise de désespoir qui, dans l'état de faiblesse où elle se trouvait, pouvait tuer sa vieille compagne, il ne s'opposa pas à son dessein, comptant, sans nul doute, avoir le temps de la préparer à la séparation définitive. Pour lui, il s'attend au pire et ne perd pas un instant sa roideur, son dédain et son calme. Comme la maréchale tâtonne, s'attarde, cherchant à rassembler ses effets, il coupe court à cette scène pénible par un mot d'autorité :

— Allons, madame; il faut descendre. Dieu le veut... Adorons ses desseins... Vous êtes chrétienne. Je vais avec vous. Je ne vous quitterai pas.

On les emmène, elle clopinant, s'appuyant sur sa canne; lui la soutenant, très fier et très grave. Le bruit de l'événement s'est répandu dans la prison et les détenus, sortis de leurs cellules, se sont rangés en haie sur le passage de cet octogénaire et de cette infirme allant à pas ralentis vers la mort. Elle est si faible que, à peine peut-elle marcher : un jeune homme s'avance, s'empresse, lui offre respectueusement le bras et se charge de son petit paquet, ce qui lui attire une remontrance du concierge Guiard, jugeant incivique ces manières de l'ancienne Cour. Une voix crie : « Courage, monsieur le maréchal! » Le vieillard répond : « A quinze ans, j'ai monté à l'assaut pour mon roi; à quatre-vingts, je vais monter à l'échafaud pour mon Dieu. Mes amis, je ne suis pas à plaindre. »

Nul n'a dit comment les trois dames de Noailles, logées, ainsi qu'on l'a vu, à l'étage supérieur du palais, furent prévenues du départ de M. et de Mme de Mouchy, ni même si on les en avisa. On ne sait rien non plus de la levée d'écrou, de la façon dont on hissa les deux vieux époux sur le chariot qui, chaque jour, faisait la tournée des prisons pour conduire au tribunal de quoi « nourrir » l'audience du lendemain. On ignore également si le duc et la duchesse de Mouchy furent séparés en arrivant à la Conciergerie ou s'ils obtinrent la douloureuse faveur de passer cette nuit suprême dans le même cachot. Nul renseignement sur l'audience qui s'ouvrit, le 27, à 10 heures du matin : le procès-verbal en est plus que sommaire; l'appareil judiciaire allait si vite en besogne que le temps manquait pour consigner le détail de son fonctionnement. D'ailleurs, aucun incident possible : les débats sont écourtés; ils commencent par la lecture de l'acte d'accusation : Fouquier-Tinville ne s'est pas mis en frais : il a simplement recopié le texte de l'ordre d'arrestation du ci-devant maréchal duc de Mouchy. De la maréchale, pas un mot : son nom ne se trouve même point parmi ceux des prévenus ni dans la reproduction de cette liste au corps du jugement. Elle n'eut rien à dire : quelqu'un, — un juré sans doute, — observa au président Naullin « que la femme Mouchy n'avait pas été questionnée. Fouquier riposta : « L'affaire est la même; cela est inutile. » Sur ce laconique procès-verbal d'audience qui stipule la mort de 23 accusés, après le nom du maréchal, se lit seulement, tracés d'une main et d'une encre qui paraissent différer du reste

de l'écrit : *et sa f^e^* (et sa femme). En revanche, la mention *Anne-Claude-Louise Arpajon femme Noailles-Mouchy née à Paris y demeurant rue de l'Université* se trouve deux fois reproduite dans la nomenclature placée en tête du jugement. Ces lacunes, ces répétitions décèlent une improvisation qui vient appuyer singulièrement la tradition à laquelle on a déjà fait allusion : il paraît bien que la maréchale de Mouchy s'est offerte elle-même à la mort pour ne point quitter son mari.

Ce qu'aucun procès-verbal, aucun récit ne permet d'évoquer, c'est l'agonie muette des malheureux groupés, avec les gendarmes qui les surveillent, sur l'estrade des accusés, estrade que les gravures du temps nous montrent telle qu'un haut perchoir, une sorte d'étagère abruptement déclive dressée en face des fenêtres pour que les jurés puissent savourer les attitudes, tantôt effarées, tantôt ricaneuses, le plus souvent méprisantes, de leurs victimes. Ce jour-là, que de têtes blanches ! Six femmes, assises, probablement, au gradin du bas : la maréchale de Biron, qui a soixante et onze ans, la citoyenne Vannod, qui en a 67, la maréchale de Mouchy, héroïque sexagénaire, une abbesse de cinquante-quatre ans, et avec elles, une jeune mère de vingt-six ans. Au-dessus sont « exposés » les hommes : Vannod, soixante-douze ans; son frère, soixante-sept ans; le colonel comte de Polastron, coupable d'être le frère de « l'infâme Polignac », crime impardonnable aux yeux des vertueux magistrats qui siègent; et il y a encore un curé, un prince de Broglie, un ancien conseiller au parlement de Paris, âgé de soixante-huit ans; le chevalier Liégeard de Ligny qui en a soixante-dix-sept et le citoyen Noailles-Mouchy, qui, presque octogénaire, est le doyen de la « *société* »; ainsi le personnel du tribunal, qui aime à rire, désigne-t-il l'ensemble des accusés composant une fournée.

Tout s'expédie avec une apparence de méthode, vu la grande habitude; les débats terminés, les neuf jurés se retirent dans leur chambre, pressés de ne pas manquer l'heure du dîner. Le greffier remplit ses formules où abondent les blancs, les ratures, les additions en marge, non approuvées. — Qui ira voir? Qui réclamera? — Les jurés rentrent, satisfaits; le président bredouille quelque chose; les 23 accusés sont condamnés à mort. La foule applaudit. C'est fini. On recommencera demain.

Quand nous lisons dans les dictionnaires biographiques les

notices consacrées aux gens qui périrent en ces temps affreux, notices qui se terminent par cette laconique indication : *condamné à mort, le..*, réfléchissons-nous à ce que ces quatre mots ont représenté, pour ceux qui survivaient aux victimes, de larmes, d'indignation, de fureur, de désespoir, de malédictions vengeresses? La soudaineté du coup, l'impossibilité d'agir, l'inutilité de toute démarche, l'implacable nécessité de laisser l'être cher vivre sa dernière heure sans assistance, sans un mot de consolation, et aussi l'abominable épouvante de le suivre par la pensée, de supputer l'heure où il va être livré au bourreau, lié de cordes, lentement traîné comme un bétail à travers Paris, sous les quolibets de la populace... Quel atroce cauchemar, et combien en furent torturés!

A l'hôtel de la rue de l'Université, c'est l'affolement. On voudrait tenter quelque chose; mais quoi? L'intendant Noël court la ville comme un dément, va rôder autour du Palais, essaie d'apprendre « où l'on en est », reparaît haletant, charge Mme Latour d'aller avertir des amis ou des parents, repart en hâte, revient épuisé, la tête perdue; il s'évertue à de menus détails qui le bercent d'illusions : c'est ainsi qu'il fait préparer un dîner qu'un domestique va porter à la Conciergerie. Moins d'une heure après, le domestique revient avec le dîner; le maréchal et sa femme n'y ont point touché; ils le renvoient avec leur remerciement. On ne sait qu'en conclure. Peut-être le procès va-t-il se prolonger durant plusieurs jours? Il est possible que l'on assigne Mme Latour pour quelque confrontation : elle proteste qu'elle n'ira pas; elle préfère mourir. On discute; on combine : il vaut mieux qu'elle sorte de la maison; qu'elle n'y rentre que le soir, à l'heure où les audiences sont terminées; on pourra dire ainsi au tribunal qu'elle est absente.

M. Grelet, l'instituteur des jeunes Noailles, s'emploie aussi de son mieux; il tient à l'écart ses élèves, de crainte qu'ils ne s'inquiètent de ce désarroi; il voudrait leur épargner les affres de ces heures d'angoisse; mais il a une mission à remplir : il doit prévenir le Père Carrichon que le moment est sans doute arrivé de tenir la promesse qu'il a faite, un jour de l'automne précédent, devant la vicomtesse de Noailles, au maréchal et à la maréchale de Mouchy. Il s'est engagé, au cas où ils seraient condamnés, à se porter sur leur passage pour leur donner le réconfort d'une suprême absolution. Très ému, mais sans

perdre un instant, l'abbé Carrichon se met en route : il arrive au Palais de Justice, pénètre dans la cour ; les charrettes sont déjà là. C'est le moment où, dans le greffe, les valets de l'exécuteur accommodent les condamnés, attachent les bras, abattent à grands coups de ciseaux les chevelures et, avec la cynique insouciance d'hommes que l'accoutumance a dénaturés, grappillent aux cous, aux bras et aux doigts des femmes, colliers, bracelets, bagues, et fouillent les poches pour en tirer l'argent, les montres, les bijoux et autres objets de valeur.

Sur « Mouchy et sa femme », ils recueillent « un petit Christ d'argent avec un petit bénitier au-dessous, aussi d'argent, sur un crucifix d'ébène ; une tabatière d'écaille noire avec un portrait d'homme et son cercle d'or ; une petite croix montée en argent à six pierres carrées et une longue dont on n'a pu distinguer si elles sont fines ou fausses; deux petites boîtes d'argent avec ressort; 150 livres en assignats ; deux flacons et un anneau d'or, » — l'alliance, sans doute, que l'un des deux vieillards portait depuis trente-trois ans et que retirèrent de son doigt ces odieux dépouilleurs de moribonds.

Cette spoliation s'opérait avec minutie; elle dut se prolonger, car, aux vingt-trois condamnés de la première section du tribunal, on adjoignit ceux qu'envoyait, le même jour, la seconde section, au total une trentaine qu'il fallut tondre, lier, fouiller et dont le concierge, Richard, devait ensuite lever l'écrou. Pas un de ceux qui contribuaient à ces sinistres scènes n'a eu le courage de les raconter; on n'en a pour témoins que les registres où sont consignés, avec une hâte manifeste et dans un désordre probablement voulu, les objets, vêtements, hardes, linge, bijoux pris sur les condamnés ou abandonnés par eux dans leur cachot. Il ressort de ces funèbres répertoires qu'on ne laissait sur le corps de ceux que l'on préparait pour l'échafaud que les seuls vêtements indispensables à les couvrir.

A mesure qu'ils étaient ainsi parés, on les plaçait sur les charrettes où les premiers montés devaient attendre que le chargement fût complet. C'est ainsi que l'abbé Carrichon s'approcha des voitures et vit y prendre place le maréchal et la maréchale de Mouchy. « Je les ai eus sous les yeux et fort près de moi pendant plus d'un quart d'heure, dit-il. Je ne les avais vus qu'une fois chez eux, et je les connaissais mieux qu'ils ne me connaissaient. » Il n'y avait donc point d'espoir

qu'ils pussent le distinguer parmi la foule. Trop troublé, trop tremblant pour chercher à attirer leur attention, n'espérant pas, d'ailleurs, y parvenir, « je fis pour eux, ajoute-t-il, par l'inspiration et avec l'aide de Dieu ce que je pus... Le maréchal était singulièrement édifiant et priait de tout son cœur. » Sur le reste, le discret prêtre est muet. Pourtant, c'est de lui seul que Mme de Duras devait plus tard apprendre que, au moment où les charrettes s'ébranlaient, un misérable lança au maréchal cette invective, révélatrice des illusions grossières que ce spectacle éveillait dans l'esprit borné des purs démagogues ; cet homme cria au vieillard recueilli : « Les sans-culottes mangeront tes biens et boiront ton vin! » Le maréchal leva les yeux sur son insulteur et, d'un ton de sincère sérénité : « Dieu veuille, répondit-il, que vous ayez du pain dans un an et que vous ne soyez pas réduits à vous manger les uns les autres... »

Cloué sur place par l'effroi, l'abbé Carrichon suivit du regard les charrettes qui tournaient à gauche dans la rue Saint-Barthélemy et s'engagèrent sur le Pont au Change. Il se sentait sans forces, incapable de les accompagner; il reprit tristement le chemin de chez lui, se reprochant sa faiblesse et « en augurant mal pour la promesse spéciale faite à la vicomtesse de Noailles, à sa mère et à son aïeule » que menaçait d'un sort semblable à celui de leurs parents, l'activité chaque jour grandissante du tribunal.

La soirée de ce 27 juin fut splendide : le soleil descendait dans le ciel lumineux et chaud du grand été. Après six heures, seulement, Mme Latour quitta l'amie chez laquelle elle avait passé la journée ; elle retournait à l'hôtel de Noailles-Mouchy, quand elle vit venir à elle sa fille Félicité « dont le visage décomposé lui apprit tout ». En rentrant, elle rencontra Noël qui ne lui adressa pas la parole ; elle-même s'abstint de dire un mot : « Nous n'aurions pas pu nous regarder », écrit-elle. Tout fut muet dans la grande demeure sans maîtres, et si quelque bruit résonna dans les hautes salles, c'était celui d'un sanglot ou d'un gémissement. Car, à la douleur présente s'ajoutaient pour les enfants et les serviteurs qui se trouvaient là l'anxiété de l'avenir et la menace d'un péril imminent. Puisque les bourreaux ont osé abattre deux têtes si hautes et si vénérables, leur caprice furieux sera désormais sans frein; il

peut, à l'improviste, atteindre le plus humble et chacun, en pleurant ses maîtres, « se pleure soi-même »; chacun se voit sur le banc du tribunal, sur la charrette, sur l'échafaud et se demande de quel front il supportera l'effrayante épreuve. Cette harcelante appréhension démoralise les plus résolus. Mme Latour l'avoue : elle ne doute pas que « son tour viendra » ; elle éprouve préventivement toutes les horreurs de la mort ; elle craint de n'avoir point la résignation nécessaire pour passer « les dernières vingt-quatre heures » ; elle ne redoute pas l'exécution, mais « les apprêts » la glacent d'effroi, et tout son courage l'abandonne. C'est bien *la Terreur* : elle explique sa propre durée et la débauche de joie délirante qui, dans un mois, saluera son terme imprévu.

Au Luxembourg, tel est aussi, avec plus de renoncement et d'énergie, l'état d'esprit de la vicomtesse de Noailles. Depuis la mort de ses beaux-parents, elle se pressent vouée au même sort. Le concierge Guiard ne dissimule pas que, dans les projets du gouvernement, de son millier de pensionnaires « il n'en réchappera pas deux cents ». L'intention d'Hermann, qui occupe le ministère de la Justice sous le titre de commissaire des Administrations civiles, polices et tribunaux, est, en effet, de « vider un peu les prisons » qui regorgent. Cette alternative s'impose : ou ne plus arrêter personne, faute de logement, ou faire de la place en ordonnant des mises en liberté. Aucune de ces propositions ne le séduisant, Hermann adopta une autre solution et c'est alors qu'il inventa la *conspiration des prisons*. Il s'agissait simplement de prétendre que les détenus préparaient un grand coup et complotaient de s'évader en masse afin de massacrer la Convention; personne n'ajouterait foi à pareille extravagance; mais on aurait ainsi un prétexte pour livrer au tribunal bon nombre de ces indolents suspects qui prenaient docilement leur captivité en patience et ne se déterminaient pas à se révolter. Il fut décidé qu'on prélèverait dans chacune des prisons un nombre de détenus proportionnel à sa population, et le Luxembourg fut taxé d'abord à 150, au moins, que d'habiles « moutons » allaient choisir. Ces moutons, — ainsi nomme-t-on dans l'argot des chiourmes les faux frères qui provoquent aux confidences leurs camarades de détention, — eurent vite fait de former la liste qui fut soumise au Comité de Salut public. Il l'approuva, la renvoya à Fouquier-Tinville, lequel en retrancha

deux noms — point par humanité, mais par la simple raison que ceux qu'ils désignaient comme des prévenus éventuels avaient été guillotinés la veille... En revanche, il en ajouta trois autres : au total 156 noms, — une imposante fournée en perspective. Comme son temps était précieux, Fouquier-Tinville se contenta d'écrire, en tête de cette liste : « *Le gardien de la maison du Luxembourg remettra à l'huissier porteur du présent les ci-après nommés desquels il recevra décharge en la forme ordinaire.* »

Les huissiers du tribunal se présentèrent au Luxembourg dans la nuit du 18 au 19 messidor. Grand branlebas. Guiard mit sur pied tous ses hommes et l'appel commença. Les détenus réveillés s'inquiètent. Qu'y a-t-il ? Les portes s'entr'ouvent ; des figures anxieuses paraissent ; on guette ; on écoute : — c'est bien l'appel, l'appel au tribunal : ceux qui ont vécu ces heures-là ne les ont jamais oubliées ; une détenue écrivait plus tard : « A l'instant, il se fait d'abord un silence effrayant qui est celui de la mort ; chacun croit que l'arrêt fatal va lui être remis ; les visages sont consternés, les esprits et les cœurs glacés d'effroi... » Cette fois, la terrible liste est longue : d'étage en étage Guiard circule, suivi de ses porte-clefs, de ses guichetiers et de ses dogues, accompagnant les huissiers de Fouquier, vêtus de noir, chaîne de cuivre au cou, hésitant sur les noms mal lus à la lueur d'un falot, avec une précipitation qui expose à des confusions. Qu'importe ? il faut faire vite : un quart d'heure est laissé à chacun des appelés pour se préparer et l'appel se poursuit parmi les cris des femmes, les embrassements frénétiques, les pleurs, les adieux ébauchés, les lamentations. L'un des porte-clefs, tout à coup, éclate en sanglots : il vient d'entendre nommer l'abbé de Fénelon, octogénaire, qui s'est fait durant soixante ans le protecteur, le père des petits Savoyards ; or, ce porte-clef a été, naguère, l'un des pupilles du charitable ecclésiastique : il se jette dans ses bras et l'abbé doit le consoler.

Les chariots sont dans la cour ; ils s'emplissent et cela dure des heures jusqu'à ce que les 156 y étant enfin entassés, les voitures s'ébranlent et s'éloignent au petit jour à peine naissant. Au tribunal, on ne flâne pas : l'acte d'accusation est prêt, transcrit d'avance ; les trois juges qui doivent siéger ce jour-là ont déjà signé le *Fait et prononcé*. Pourtant Fouquier, — et l'exécuteur des jugements criminels aussi, sans doute, — s'effraient de la besogne : Fouquier obtient du Comité que la

fournée sera jugée en trois fois ; comme les scribes du greffe n'ont pas le temps de recommencer leurs paperasses, on bâtonne simplement sur l'acte d'accusation deux pages de noms et la signature des juges « qui validait à l'avance le jugement monstrueux ». Soixante accusés seulement furent appelés à la première audience et tout était prêt quand ils montèrent sur les gradins.

Le premier témoin interrogé est un porte-clef du Luxembourg, Lesenne; il déclare « qu'il n'y a pas eu de conspiration; que, s'il y en avait eu vue il ne pourrait manquer de la connaître ». Fouquier requiert aussitôt son arrestation pour *faux témoignage* et ceci sert de leçon à ses confrères, aux « moutons » qui déposent dans le sens voulu. Autre incident : l'un des accusés, Morin, interpellé de décliner ses prénoms, son âge et le lieu de sa naissance, répond : « *Jean-Dominique*, 47 ans, originaire de Barcelonnette, Basses-Alpes. » Or le Morin de l'acte d'accusation se prénomme *Louis-Clerc*, a 65 ans, est né à Paris et a fait partie de la garde de Louis XVI. « Jamais diversité de personne ne fut mieux établie » : c'est l'acquittement assuré. Mais ça va être des formalités, des ratures, du retard ; Fouquier est pour qu'on simplifie les écritures : puisque Jean-Dominique est là, autant le garder. A la suite du nom de ce malchanceux, qui n'a jamais été militaire, un greffier ajoute : *de la garde de Capet*, et Jean-Dominique Morin est condamné à mort avec les 59 autres. On chercha l'autre Morin et on le retrouva à temps pour qu'il parût, quatre jours plus tard, dans la troisième fournée du Luxembourg; il fut condamné à l'égal de l'homonyme mort à sa place. N'y eût-il que ce seul fait à leur actif, il autoriserait à qualifier d'exécrables assassins ces juges infâmes

C'est au moyen de procédés similaires que, en trois audiences de chacune deux ou trois heures à peine, furent jugés les 156. Dix seulement eurent la vie sauve, dont un enfant de 14 ans qui s'entendit, par exception, condamner à 20 ans de fer.

G. LENOTRE.

(*A suivre.*)

L'ITALIE ET LES RESPONSABILITÉS AUSTRO-ALLEMANDES DE LA GUERRE

Dans le procès des responsabilités de la guerre, le rôle de l'Italie a d'abord été celui d'un témoin. En se déclarant neutre, au mois d'août 1914, elle a porté le plus éclatant témoignage du caractère offensif de la guerre déchaînée par les Empires centraux, envers lesquels elle s'est considérée comme dégagée, par leur propre initiative, des obligations résultant de son alliance défensive avec eux. Ce témoignage à charge, elle l'a déduit des circonstances mêmes dans lesquelles la guerre s'est engagée. Mais elle a rattaché ces circonstances, si probantes par elles-mêmes, à des événements antérieurs, qui l'avaient mise sur ses gardes.

C'est surtout à partir de 1908 qu'elle se prit à redouter, de la part de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, une politique dangereuse. La fin de cette année-là vit en effet s'accomplir, dans les Balkans, un acte qui jeta l'émoi dans toutes les chancelleries et provoqua en Europe une crise dont la solution n'intervint qu'au printemps de 1909.

LA CRISE DE 1908-1909

L'Autriche-Hongrie tenait du traité de Berlin, conclu en 1878, le droit d'occuper militairement et d'administrer civilement la Bosnie et l'Herzégovine, maintenues sous la souveraineté nominale de la Turquie. Après trente années d'exercice de ce droit, elle annexa ces deux provinces, mettant en présence du fait accompli toutes les puissances intéressées,

moins l'Allemagne, dont elle s'était assuré l'assentiment préalable. Ce devait être le dernier succès diplomatique de l'Autriche-Hongrie, qui en fut redevable au comte d'Aerenthal.

Le comte d'Aerenthal était un des rares hommes supérieurs que comptât alors la « carrière » austro-hongroise. D'origine bourgeoise, sa famille avait nom Lexa. Celui, de plus noble consonance, qu'elle y avait ajouté ne datait pas de plus de deux générations. Aerenthal était, en somme, le petit-fils d'un roturier de souche tchèque, enrichi, anobli et devenu propriétaire foncier en Bohême. Les snobs de son pays, — ils y étaient légion, — lui avaient longtemps tenu rigueur de ne pas être issu d'une maison d'ancienne noblesse. Il n'échappa jamais complètement au sot dédain d'aristocrates très titrés, mais très médiocres, que les salons de Vienne et de Budapest déversaient en abondance sur la Cour impériale et royale. Ces seigneurs, mieux pourvus de quartiers que d'intelligence, lui reprochaient de s'être introduit dans les rangs supérieurs de la hiérarchie civile par la porte qui, pour eux, est la petite, celle du talent et des services, et de s'être élevé par ces moyens plus haut qu'eux-mêmes par leur seule naissance. L'ambassade de Saint-Pétersbourg avait consacré le mérite qui lui était reconnu par l'empereur François-Joseph et par les conseillers du vieux souverain, cette fois bien inspiré. Son succès dans ce poste difficile, où il avait pleinement réussi, l'avait désigné pour la haute charge de ministre commun des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie. Il apportait dans ces redoutables fonctions, assumées par lui au moment où se dessinait en Turquie une révolution libérale attentivement suivie de tous les points des Balkans, la précieuse expérience qu'il avait acquise pendant son séjour en Russie. Témoin de la guerre russo-japonaise et du mouvement insurrectionnel de 1905, il connaissait exactement la situation intérieure de l'Empire russe et l'état présent de sa puissance militaire. Mieux que personne, il était en mesure d'apprécier ce que les circonstances permettaient à son pays.

La Russie était en effet la seule grande puissance de qui l'Autriche-Hongrie pût craindre une réaction énergique contre l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, car elle était la seule dont le prestige politique fût positivement mis en question par cet acte. La manière même dont la Serbie réagirait à l'initiative austro-hongroise n'aurait d'importance qu'en fonction de

l'appui que ce petit État trouverait à Saint-Pétersbourg. Mais le gouvernement impérial russe prenait un souci traditionnel de son influence sur les Slaves des Balkans, dont il se considérait comme le tuteur et le patron. Il ne pouvait donc rester indifférent à une décision qui, sans accord préalable avec lui, faisait définitivement passer sous le sceptre des Habsbourg toute une population slave, habitant les deux provinces annexées, et qui atteignait directement la Serbie dans ses intérêts moraux, voire dans ses espoirs d'avenir. Il le pouvait d'autant moins que les affaires balkaniques faisaient l'objet d'une entente de principe entre le cabinet de Vienne et lui, afin de prévenir, par l'application d'un programme concerté, les heurts de deux politiques souvent difficiles à concilier. Or le comte d'Aerenthal avait, après son élévation au pouvoir, eu des conversations avec M. Iswolsky, ministre des Affaires étrangères de Russie, à la faveur d'une entrevue que son propre successeur à Saint-Pétersbourg, le comte Berchtold, leur avait ménagée dans un château de Moravie. S'il s'était ouvert à son interlocuteur, — il l'affirma ensuite, — de son désir, peut-être même de son intention d'établir la souveraineté austro-hongroise sur la Bosnie et l'Herzégovine, à coup sûr ne lui avait-il pas annoncé quand ni comment il s'y prendrait, et n'avait-il pas obtenu de lui un blanc-seing pour procéder à l'opération quand et comment il le voudrait.

Sa décision dut ensuite être hâtée par la crainte de voir les musulmans des deux provinces, nominalement turques, déléguer des représentants à un Parlement que, sous la pression d'un mouvement révolutionnaire, le vieux sultan Abdul-Hamid venait de concéder à l'Empire ottoman. Quant à la manière de s'y prendre, les raisons qui le déterminèrent à un acte unilatéral, à une annexion faite *motu proprio*, sont faciles à conjecturer : ce sont la certitude de l'appui allemand, l'exacte notion des embarras intérieurs et de l'impréparation militaire de la Russie, le désir d'éviter toute chicane, tout marchandage de la part de ceux dont il se dispensait de solliciter la permission, l'espoir de relever le prestige de l'Autriche-Hongrie par l'emploi d'une méthode qui dénote, chez celui qui l'emploie, la confiance en sa propre force. Ses calculs, si tels furent bien les siens, se trouvèrent tous parfaitement justes.

Le gouvernement russe, encore qu'il éprouvât un violent

dépit, ne put dissimuler à des yeux exercés qu'il était pris au dépourvu. Les Serbes regimbèrent, s'agitèrent; mais à leur agitation répondirent des précautions militaires prises, sur leur frontière, par l'Autriche-Hongrie menaçante, sans riposte de la part des Russes impuissants. La Turquie, docile aux volontés de l'Allemagne, souscrivit à une convention par laquelle le cabinet de Vienne se mit tardivement en règle avec elle. Dès lors il ne s'agit plus, pour l'Europe en général, que de régulariser après coup l'audacieuse opération du gouvernement austro-hongrois en la ratifiant dans les formes d'usage. Les formes usitées en pareil cas consistent généralement dans une conférence. L'Angleterre en fit la proposition. L'Italie fut des premières à y adhérer.

Bien qu'alliée de l'Autriche-Hongrie, elle n'avait été avertie de rien. Le comte d'Aerenthal l'avait mise en présence du fait accompli. Vis-à-vis d'elle, le procédé s'aggravait du fait que le traité de la Triple-Alliance posait le principe du *statu quo* dans les Balkans, du concert préalable entre les contractants et de compensations réciproques en cas d'avantage acquis par l'un d'eux. Aussi l'opinion publique italienne s'était-elle émue et tous ceux qui, dans le Parlement ou dans la presse, ne portaient pas l'Autriche dans leur cœur s'étaient-ils tournés vers leur gouvernement, en lui demandant s'il n'avait pas son mot à dire dans la question.

La diplomatie italienne était alors dirigée par M. Tittoni. Parfaitement au courant de la politique extérieure, l'instabilité de la situation internationale le préoccupait à juste titre. Son souci dominant était de ne pas l'ébranler davantage. Bien que dépourvu de sympathies pour l'Autriche, il était sincèrement triplicien, c'est-à-dire convaincu de la nécessité, pour l'Italie, de maintenir la Triple-Alliance, comme un moyen de lui ménager l'appui de Berlin et de lui épargner des chocs avec Vienne. Il voyait l'intérêt de son pays dans la conservation de l'alliance, sur laquelle le jeune royaume s'était étayé depuis 1882, et dans la pratique simultanée d'une entente avec l'Angleterre, ainsi qu'avec la France. D'une manière générale, de bonnes relations avec le groupe anglo-franco-russe entraient dans ses vues. L'équilibre des deux systèmes concurrents lui paraissait la garantie la moins précaire d'une paix mal assurée. A la demi-indépendance de l'Italie dans le groupe dont elle

faisait partie, il apercevait deux avantages : celui de la faire contribuer à cet équilibre, sans lequel la paix risquait d'être rompue; celui de lui permettre d'obtenir de bons offices d'une part et de l'autre. Le gouvernement italien, sous sa direction, avait pour ligne de conduite de n'assumer à aucun degré la responsabilité de compromettre la paix en Europe et de ne pas s'interdire la possibilité de faire ses affaires avec les deux camps rivaux.

Une tâche ingrate incomba d'abord à M. Tittoni : ce fut de défendre la Triple-Alliance contre les critiques de ceux qui, en Italie, saisissaient l'occasion d'en faire le procès ou bien le pressaient de faire jouer la clause des compensations. De l'autorité qui lui appartenait, il eut alors grand besoin pour cette remise au point des torts de l'alliée autrichienne, dont pourtant il ne nia ni n'excusa le sans-gêne. Après ce service rendu à la cause triplicienne, il pensa être d'autant plus fort pour travailler diplomatiquement à provoquer la conférence européenne, qui liquiderait l'incident, et pour poser les conditions que le Cabinet de Rome mettrait à la reconnaissance de l'annexion. La conférence présentait l'intérêt de permettre à la Russie de sauver la face, ce qui importait à la stabilité de la paix dans les années à venir, d'apaiser l'agitation des Serbes en les mettant en présence d'une décision de l'Europe entière, enfin d'enlever à l'Autriche-Hongrie aussi bien qu'à la Serbie tous prétextes à maintenir sous les armes les effectifs qu'elles y avaient appelés. Ce n'était donc pas une simple formalité. Quant aux conditions posées par le gouvernement italien pour sanctionner le fait accompli, elles ne comportaient aucune compensation pour lui. Elles consistaient seulement dans la modification ou l'abrogation de deux articles du traité de Berlin, de manière à avoir la garantie que l'Autriche-Hongrie ne recommencerait le même coup ni dans le sandjak de Novi-Bazar, où elle avait eu jusque-là droit de garnison, ni au Monténégro, où elle possédait un droit d'intervention.

Proposée par l'Angleterre, la conférence fut refusée par l'Autriche-Hongrie, qui craignait qu'elle ne se bornât pas à prendre acte de l'annexion, mais la discutât. Le comte d'Aerenthal prétendait que chaque puissance, individuellement et isolément, procédât à la reconnaissance par simple note adressée à Vienne. Toutes, sauf l'Allemagne, répugnaient à en

passer par cette exigence, où la Russie voyait une véritable humiliation. Comme aucune ne s'exécutait, l'affaire restait en suspens et la Serbie persistait à protester et à s'armer, tandis que l'Autriche-Hongrie maintenait ses troupes sous les armes et en venait à envisager des mesures de coercition contre sa faible voisine.

La situation s'aggravant, sir Edward Grey fit une nouvelle proposition, qui paraissait avoir tous les titres à la faveur du comte d'Aerenthal : les grandes puissances, collectivement, feraient savoir à Vienne qu'elles se chargeaient de recommander le calme à Belgrade, autrement dit d'y imposer la résignation et le désarmement; en retour, l'Autriche-Hongrie renoncerait à agir contre la Serbie. M. Tittoni s'empressa d'appuyer cette seconde proposition. C'est surtout à Berlin qu'il en fit valoir l'intérêt, l'intervention allemande à Vienne, pour y conseiller la modération, lui semblant le corollaire indispensable de l'intervention collective à Belgrade, pour faire rentrer les Serbes dans l'ordre. Or l'attitude évasive de l'Allemagne démontra clairement qu'elle ne se souciait nullement de retenir l'Autriche-Hongrie. Vienne et Berlin firent en sorte d'éluder la seconde proposition anglaise.

Quelques semaines s'écoulèrent encore. L'année 1909, où l'Europe était entrée sous de mauvais auspices, continuait comme elle avait commencé. M. Tittoni a, depuis, caractérisé la situation en février de cette année-là dans des termes, où l'on croit entendre les bruits avant-coureurs de la crise de 1914 : « protestations d'intentions pacifiques de la part de tout le monde; répétition, de la part de l'Allemagne, de sa résolution de demeurer aux côtés de l'Autriche en toute éventualité; récriminations de l'Autriche contre la Serbie. » Dans ces précaires conditions, M. Tittoni prit le parti de faire revivre la proposition de conférence, mais en assignant à celle-ci un programme étroitement circonscrit, de manière à enlever aux Austro-Hongrois toute raison valable de renouveler leur refus. La conférence aurait eu pour objet de reconnaître le traité par lequel l'Autriche-Hongrie s'était mise en règle avec la Turquie, c'est-à-dire de sanctionner l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, et de modifier ou d'abolir les deux articles du traité de Berlin visant le Sandjak et le Monténégro. Les conversations poursuivies par la voie diplomatique entre les diverses

capitales des grandes puissances avaient fait apparaître l'accord de toutes sur la nécessité de cette retouche au traité de Berlin et le comte d'Aerenthal s'était déjà déclaré disposé à ces deux concessions. La proposition de M. Tittoni semblait donc avoir chance de succès.

Elle en obtint auprès de l'opinion publique, même dans les Empires centraux, mais n'en eut aucun auprès des chancelleries de Vienne et de Berlin. Celles-ci s'arrangèrent encore pour faire traîner les choses en longueur, mettant ce délai à profit pour conduire à Saint-Pétersbourg une action concertée, sur laquelle elles observèrent d'abord le silence envers les autres gouvernements. Et un beau matin du printemps romain, M. Tittoni vit paraître dans son cabinet l'ambassadeur d'Allemagne. « Je garde très vif, a-t-il raconté depuis, le souvenir de cette matinée du 25 mars 1909, où l'huissier de la Consulta m'annonça la visite du comte Monts. D'un air grave, le comte Monts me fit savoir qu'il avait à me faire une communication de la plus haute importance. Il était chargé par son gouvernement de me demander la reconnaissance immédiate de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. » Très loin de s'attendre à cette mise en demeure, M. Tittoni exprima tout son étonnement de la recevoir, au moment où sa proposition de conférence venait de rencontrer la faveur générale. Le comte Monts lui répliqua qu'il n'y avait plus lieu de réunir une conférence, la Russie ayant, à la requête de l'Allemagne, accepté de reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzegovine sans autre forme de procès.

M. Tittoni allait de surprise en surprise. La nouvelle que lui donnait là son interlocuteur était la première qu'il eût de ce qui venait de se passer à Saint-Pétersbourg. Le gouvernement allemand avait, en effet, sommé la Russie de reconnaître l'annexion, et le gouvernement russe, le 23 mars, s'était exécuté, la rage au cœur. Cette capitulation russe faisait évidemment table rase du projet de conférence, mais laissait subsister la question des conditions, auxquelles le gouvernement italien subordonnait son propre assentiment. M. Tittoni fit donc entendre au comte Monts qu'il n'accéderait pas à la pressante invitation de Berlin avant d'avoir eu satisfaction. « Cette réponse représente-t-elle votre dernier mot? » lui demanda l'ambassadeur d'Allemagne. « Sur ma réponse affirmative, rapporte

M. Tittoni, il se préparait à prendre congé, lorsque l'huissier m'annonça le comte Lutzow, ambassadeur d'Autriche-Hongrie. » Et les deux alliés en difficultés d'introduire en tiers, dans leur conversation dépourvue d'aménité, le représentant du troisième. Chose curieuse, l'Autrichien, dans cette affaire où il s'agissait de l'Autriche, était moins rogue et plus maniable que l'Allemand. Il n'avait, dit-il, aucune raison de supposer que son gouvernement n'accordât pas à l'Italie la modeste satisfaction à laquelle le comte d'Aerenthal s'était déjà montré disposé. Ainsi prit fin l'entretien, d'abord à deux, ensuite à trois, qui marqua dans la mémoire du ministre italien des Affaires étrangères.

Le succès du comte d'Aerenthal était désormais assez complet pour qu'il ne risquât pas de le compromettre en voulant l'accroître. Il se prêta à laisser modifier ou abolir les deux articles du traité de Berlin, dont le gouvernement italien avait réclamé la suppression ou la retouche. A la requête de l'Angleterre, qui avait, elle aussi, été gratifiée d'une hautaine démarche de l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, il accepta la médiation des puissances entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie. A la mi-avril 1909, la crise était résolue et tout danger immédiat conjuré.

C'est avec raison que M. Tittoni a, depuis, souligné l'analogie de cette crise de 1909 avec celle de juillet-août 1914. On trouve déjà dans la première le concert préalable entre Berlin et Vienne, la résolution manifestée par l'Allemagne de rester aux côtés de l'Autriche-Hongrie, quoi qu'il arrivât, le refus du gouvernement allemand de modérer le gouvernement austro-hongrois, le silence observé sur leurs initiatives par les Empires centraux, leur parti pris de ne pas tenir compte de l'amour-propre russe, leur opposition à substituer la délibération collective des puissances à leur propre action isolée, la tentation d'en finir avec la Serbie. On a trop perdu de vue cette crise, première d'une succession d'autres, en remontant aux responsabilités de la guerre européenne. Elle commença l'ébranlement du statut territorial des Balkans et inaugura les secousses dont les guerres balkaniques continuèrent la série. Elle encouragea tous les adversaires et héritiers présomptifs de la Turquie, paralysée par des difficultés intérieures. Elle alarma la Serbie et blessa à vif la Russie, bien résolue à ne pas subir deux fois

pareille humiliation. Elle contribua à précipiter l'action italienne en Tripolitaine, en montrant comment on s'y prenait pour détacher une province de l'Empire ottoman.

Les différences entre 1909 et 1914, tiennent à la personnalité du comte d'Aerenthal, à son sang-froid, à son habileté, à sa relative modération. Il avait proportionné l'avantage pratique qu'il se proposait de s'assurer à ce que l'Europe pouvait tolérer. Il sut la rendre matériellement acceptable en faisant comprendre à temps qu'il se prêterait à des concessions sur d'autres points. Il résista à la tentation de tirer l'épée contre la Serbie. Il admit, tard mais finalement, une médiation européenne entre elle et l'Autriche-Hongrie. A ces preuves de bon sens on reconnait le bon manœuvrier. Malheureusement son successeur, le comte Berchtold, retint surtout de son exemple que la fortune sourit aux audacieux, et le sort réserva ainsi au comte d'Aerenthal le pire malheur posthume qui puisse arriver à un homme d'État : c'est de faire école parmi des disciples indignes de leur maître.

L'ANIMOSITÉ AUSTRO-HONGROISE

L'attitude de M. Tittoni, pendant l'affaire de Bosnie-Herzégovine, bien que jugée trop réservée par les adversaires italiens de la Triple-Alliance, avait beaucoup déplu à Vienne et à Budapest, comme ne l'ayant pas été assez. Elle y laissa de l'amertume, qui s'accrut de l'impression produite par une visite du tsar Nicolas II au roi Victor-Emmanuel. Dans les Empires centraux, spécialement en Autriche-Hongrie, on prit ombrage d'un certain rapprochement de l'Italie et du groupe adverse. Aussi, pendant les années suivantes, vit-on se développer contre elle, dans les hauts rangs de l'armée austro-hongroise, un sentiment d'animosité, qui inspira des plans d'attaque et des pensées d'agression. Le maréchal Conrad von Hœtzendorff, alors chef de l'état-major général à Vienne, promoteur de ce mouvement, a depuis ingénument avoué ses desseins de cette époque.

L'idée d'une guerre préventive de l'Autriche-Hongrie contre l'Italie était chez lui antérieure aux déceptions que la politique italienne infligea aux Empires centraux en 1908 et 1909. Il avait, en effet, médité et suggéré une attaque contre elle dès

1907, au moment où la catastrophe de Messine l'eut mise en mauvaise posture pour se défendre. La tentation de profiter des suites affreuses d'un tremblement de terre pour chercher querelle à un voisin et allié n'est pas très honorable, mais est néanmoins historique. Hœtzendorff renouvela sa proposition en octobre 1910, puis en 1911, quand l'Italie fut engagée dans la guerre de Libye, l'adressant tantôt au conseil des ministres, tantôt au ministre des Affaires étrangères, tantôt à l'empereur François-Joseph en personne. Ce fut de sa part un véritable bombardement de mémoires, dont il se fit gloire plus tard, quand, les Italiens ayant refusé de faire cause commune avec Berlin et Vienne en août 1914, ses propres suggestions des années 1907, 1910 et 1911 lui parurent avoir eu le mérite de visions prophétiques. Ce qui les rend, aujourd'hui encore, extrêmement intéressantes, c'est que le dessein de mettre préventivement l'Italie hors de combat se rattachait, dans l'esprit de Hœtzendorff, à celui d'écraser ensuite la Serbie. « La route de la Serbie passe par l'Italie » : tel était, en matière de stratégie politico-militaire, l'axiome favori du chef d'état-major général de l'armée austro-hongroise. Par cette doctrine, que lui-même a pris soin de révéler à la postérité, se trouve prouvée la continuité du projet d'en finir avec la Serbie, que les cabinets de Berlin et de Vienne se résoudront à mettre à exécution en août 1914.

Il faut rendre justice au comte d'Aerenthal, pour avoir tenu tête à la campagne menée sans relâche par Hœtzendorff. A la doctrine d'après laquelle l'Autriche-Hongrie devait régler leur compte à l'Italie d'abord, à la Serbie ensuite, le ministre des Affaires étrangères ne cessa d'en opposer une qui, dans sa simplicité, contenait plus de vérité politique : c'est que les guerres préventives n'étaient plus choses de notre temps.

Sur le moment, la plupart des Italiens ne connurent rien des persévérants efforts d'Hœtzendorff pour rallier Aerenthal, le cabinet et l'Empereur-Roi à son vœu de provoquer une guerre avec l'Italie. Certains cependant en recueillirent quelque chose, dont fut informé leur gouvernement. L'un des arguments auxquels le comte d'Aerenthal eut constamment recours pour contrebattre, auprès de son souverain, le travail du chef d'état-major général fut, en effet, le suivant : il faut faire cesser toute cette agitation militaire, dont l'écho éveille des défiances

à Rome. Il sut donc que l'écho en retentissait à Rome, et sans doute l'apprit-il de Rome même. Son témoignage à cet égard est confirmé par celui de plusieurs chefs du gouvernement italien. L'un d'eux, M. Luigi Luzzatti, a depuis rapporté : « On oublie trop que l'Autriche-Hongrie, depuis quelques années, était aux aguets contre nous... Ceux qui ont assumé les plus hautes responsabilités du pouvoir en recueillaient continuellement de nouvelles preuves. Chaque président du conseil pourrait attester que la monarchie austro-hongroise épiait le moment opportun pour nous assaillir. » Pour que les lignes qui précèdent soient l'exacte expression de la vérité, il suffit de substituer aux mots « la monarchie austro-hongroise » ceux « de l'état-major austro-hongrois ». Un autre ancien président du conseil italien, M. Salandra, a cité, d'après des documents extraits des archives de la Consulta, les opinions soutenues par Hœtzendorff pendant la période de paix et d'alliance : « La guerre contre l'Italie est inévitable, soit pour la question des provinces *irredente*, soit par suite de la jalousie du royaume envers la monarchie à propos de tout ce qu'elle entreprend dans les Balkans et dans la Méditerranée orientale ; l'Italie veut s'étendre à peine elle sera prête et pourtant s'oppose à tout ce que nous voulons entreprendre dans les Balkans ; il s'ensuit qu'il faut l'abattre pour que nous ayons les mains libres. » De pareilles paroles, quand elles reviennent aux oreilles des gens qu'elles menacent, ne tombent généralement pas dans l'oreille d'un sourd.

D'autant que la résistance de l'élément civil viennois aux impatiences de l'état-major n'avait pas toujours réussi à prévenir tout incident de frontière. Ainsi des chicanes furent-elles cherchées par l'Autriche-Hongrie à l'Italie à propos de certains sommets des Alpes, les *Cime Dodici*, dont elle réclama la propriété. Cette contestation inattendue s'était produite sous un ministère présidé en Italie par M. Luigi Luzzatti.

Successeur de Gladstone à l'Institut de France, M. Luzzatti avait mérité l'honneur d'une aussi flatteuse élection par l'éclat que son talent original et puissant avait jeté sur les opinions et les doctrines du libéralisme traditionnel, dans le domaine politique, économique, social et financier. Une science financière consommée l'avait désigné pour le ministère du Trésor, lorsqu'il avait fallu procéder à une délicate conversion de la rente. Il avait négocié avec M. Barrère, en 1898, un traité de com-

merce qui avait été le premier pas dans la voie du rapprochement franco-italien et marqué, à une époque de farouche protectionnisme, une légère concession aux principes du libre-échange. Le premier traité du travail, entre la France et l'Italie, l'avait eu aussi pour négociateur, en un temps où les garanties conventionnelles aux travailleurs étrangers représentaient encore quelque chose de presque audacieux. Il suivait le mouvement social dans tous les pays et y participait dans le sien. Toute sa préparation intellectuelle l'inclinait à discerner avant tout, dans l'éventualité d'un conflit extérieur, les risques de perturbations économiques, financières et sociales, dont une intelligence autrement pétrie que la sienne pouvait être moins frappée. En politique générale, il tenait pour la continuation, aussi longtemps que possible, du système des alliances avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, tempérées par les ententes avec l'Angleterre et la France. Tel est l'homme que nous allons voir, justement alarmé, sondant les dispositions de l'Allemagne et prenant de discrètes précautions militaires.

« Je voulus alors, dit-il, raisonner avec celui qui représentait en ce temps l'Allemagne à Rome, de ces menaces pas même secrètes, mais ouvertement faites et atteignant leur maximum dans les tentatives commencées par l'Autriche pour arrondir ses frontières sur le Chiese. Je fis appel à l'Allemagne, pour qu'elle parlât clair à l'Autriche-Hongrie. Le représentant de l'Allemagne me répondit, — je lui ai toujours su gré de sa franchise, — que le gouvernement allemand ferait son possible pour dissiper les équivoques entre l'Italie et l'Autriche, mais que, s'il ne réussissait pas dans cette tâche et que l'Autriche voulût déclarer la guerre à l'Italie, l'Allemagne ne pourrait pas l'en empêcher, parce que, toute entourée qu'elle était en Europe de puissances ennemies, seule l'Autriche-Hongrie lui était résolument favorable. A cause de cela, l'Allemagne devait se tenir solidaire avec elle. »

Réponse d'une rude sincérité, pensa M. Luzzatti. Ainsi, sept ans environ avant la conflagration européenne de 1914, un ambassadeur d'Allemagne à Rome, qui ne s'embarrassait pas de vains artifices, déclarait au chef du gouvernement italien qu'en dernière analyse l'Allemagne n'empêcherait pas l'Autriche-Hongrie de tomber sur l'Italie, si elle y tenait absolument. Et

il lui en donnait l'explication. « En même temps, continue M. Luzzatti, le chef d'état-major général autrichien se rendait aux grandes manœuvres suisses et, sans que le gouvernement fédéral, toujours très loyal envers nous, en fût informé et y consentit, il étudiait avec certains membres de l'état-major helvétique, en majorité allemands de race, le thème suivant : si l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre à l'Italie, quels appuis moraux pourrait donner la Suisse? Alors, je fis mon devoir, commençant les fortifications du côté du Gothard, devenu un formidable camp retranché, les complétant à travers les confins lombards et vénitiens, encore dégarnis par suite d'un excès de confiance. Nous avions alors l'équilibre du budget, en ces heureux temps; notre papier-monnaie à cours forcé jouissait dans le monde entier de l'équivalence avec l'or, et nous pûmes entamer avec ardeur ces travaux secrètement, tranquillement. »

En matière de frontières, les chicanes sur le papier sont déjà alarmantes ; les chicanes sur le terrain le sont davantage. Aussi le souvenir de cette alerte servit-il à mettre en lumière, aux yeux des ministres du roi d'Italie, les rapports où leurs représentants à Vienne, diplomates et militaires, généralement très triplicistes, leur signalèrent les bruits qui couraient sur les tendances hostiles du haut-commandement austro-hongrois, de 1910 à 1912.

PENDANT LA GUERRE ITALO-TURQUE

L'année 1912 vit la campagne de Libye, cette entreprise coloniale et la guerre italo-turque qui en fut la conséquence, — ou, si l'on préfère, la condition, — ont fourni aux avocats des Empires centraux un des arguments dont ils se sont servis pour rejeter sur l'Italie, par conséquent sur le camp des alliés auxquels elle s'agrégea, une partie des responsabilités de la conflagration européenne.

La vérité est que les visées de l'Italie sur la Tripolitaine étaient depuis longtemps connues et reconnues de toutes les puissances avec lesquelles l'Italie entretenait des rapports, soit d'alliance, soit d'entente, soit d'amitié. Elles l'étaient de l'Angleterre, qui n'y mettait aucune objection ; elles l'étaient de la France, qui y avait souscrit par l'accord de 1900 ; elles l'étaient

de l'Allemagne et de l'Autriche, qui avaient inscrit dans les actes de la Triple-Alliance l'obligation d'empêcher la France de s'étendre vers Tripoli. L'assentiment préalable de toutes les grandes puissances, sans en excepter la Russie, enlevait à l'initiative italienne tout motif de les diviser entre elles ; et de fait, les rapports des deux groupes qui se partageaient l'Europe n'en furent pas troublés.

Restaient les Balkaniques. Ceux-là pouvaient être encouragés à partir en guerre contre la Turquie, par l'exemple d'une grande puissance qui en faisait autant pour son compte. Mais croit-on qu'ils ne l'avaient pas été par celui que l'Autriche-Hongrie elle-même leur avait donné, quand elle avait annexé la Bosnie-Herzégovine *motu proprio*, et présenté ensuite à la Turquie un papier à signer, régularisant l'opération? Croit-on qu'ils ne l'étaient pas par les convulsions intérieures de l'Empire ottoman, passant du régime hamidien au régime jeune-turc, qui faisait de sa dislocation une question de temps? En vérité, c'est une grande naïveté de s'imaginer que le développement des nationalités balkaniques pouvait ne pas aboutir d'abord à un conflit entre elles et la Turquie, ensuite à des querelles entre les États des Balkans. Même si la guerre italo-turque de 1912 n'avait pas eu lieu, cette secousse n'aurait pas été épargnée à l'Europe. Et la seule chance pour l'Europe de ne pas trop la ressentir, c'était que les grandes puissances, en exerçant les interventions et les arbitrages qui étaient de leur devoir, ne perdissent pas de vue l'intérêt supérieur de la paix entre elles-mêmes. Mais n'anticipons pas sur 1913, sans avoir dit un mot de l'attitude des Empires centraux envers l'Italie, pendant la durée des hostilités italo-turques.

La marine italienne entamait-elle des opérations contre des torpilleurs ottomans sur la côte, alors turque, de l'Albanie? L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne confiait à son collègue d'Italie, duc d'Avarna, que le comte d'Aerenthal l'avait prié « de télégraphier à Berlin pour qu'on fît entendre au gouvernement italien que, s'il continuait des opérations navales dans l'Adriatique et la mer Ionienne, l'Italie aurait affaire directement à l'Autriche-Hongrie ». C'était net et catégorique. Mais avait-on lieu de supposer, à Vienne, que l'Italie allait tourner son activité navale vers l'Archipel? Le comte d'Aerenthal s'empressait de dire au duc d'Avarna : « Une action italienne sur

les côtes de la Turquie d'Europe ou parmi les îles de la mer Égée ne saurait être admise, ni par l'Autriche-Hongrie, ni par l'Allemagne, parce que contraire au traité de la Triple-Alliance. » D'autres notifications de ce genre, après la mort du comte d'Aerenthal, furent réitérées par son successeur, le comte Berchtold.

Nous ne nierons pas que, tendant à localiser le conflit, elles ne pussent concourir à maintenir la paix européenne. Mais quelle contradiction entre cette rigueur envers l'Italie, engagée dans des hostilités avec la Turquie, et la prétention, élevée deux ans après, d'exécuter la Serbie sans être dérangés par quiconque! Cette contradiction s'explique très simplement. La Serbie gênait l'Empire austro-hongrois : d'où le droit pour lui de la malmener. En Turquie, où dominait leur influence, les Empires centraux se réservaient une alliée pour la guerre de demain : d'où l'interdiction de la secouer trop violemment, sous peine d'avoir affaire à eux.

Les gouvernants italiens se turent, envers l'opinion publique de leur pays et les chancelleries des autres, sur les impérieuses injonctions reçues par eux de Vienne et de Berlin pendant la guerre libyque. Leur silence fait sentir le grand cas qu'ils firent de la Triple-Alliance, même aux heures où elle s'avérait plutôt tyrannique. Quiconque a connu le personnel politique italien d'avant-guerre, doit convenir qu'il ne s'y fût pas trouvé un homme pour prendre sur lui de rompre avec la Triplice, en dehors du concours de circonstances, vraiment exceptionnelles, que les Empires centraux surent créer à leur détriment, de juillet 1914 à mai 1915.

LA MENACE DE 1913

Cet attachement raisonné à la Triple-Alliance, combiné avec la notion très nette des difficultés qu'il y avait à la faire durer, persistait dans les cercles gouvernementaux de Rome, au moment où s'ouvrit la crise balkanique. Elle trouva au pouvoir en Italie un cabinet Giolitti, où le portefeuille des Affaires étrangères était tenu par le marquis de San Giuliano.

Encore qu'on puisse ne pas approuver telle de ses opinions, de ses méthodes de gouvernement ou de ses attitudes en quelque moment de sa longue carrière, M. Giolitti est indéniablement

une des grandes figures de la scène politique italienne, pendant la fin du XIXe et le premier quart du XXe siècle. Partisan de la neutralité de l'Italie en août 1914, l'opposition qu'il fit ensuite à son intervention dans la guerre a montré à quel point il était exempt de passion contre les Empires centraux. Mais, si son esprit et son caractère pouvaient répugner à une mâle résolution, comme celle que ses successeurs prirent en mai 1915, il n'en était pas moins un homme d'État qui savait ce qu'il voulait, ne se laissait pas facilement conduire où il ne voulait pas, et, bien pourvu de perspicacité et de finesse, discernait du premier coup d'œil où prétendaient le mener les partenaires avec lesquels il avait à jouer. Qu'il ne fût pas aisé de lui en faire accroire, est un mérite qu'on ne saurait lui enlever. En 1913, au sortir d'une guerre terminée contre la Turquie, mais continuant contre les insurgés de Tripolitaine, il tenait d'autant plus à la paix que l'Italie en avait besoin pour regrouper ses effectifs et refaire ses approvisionnements.

M. de San Giuliano était d'accord avec le président du Conseil sur l'importance majeure de cet intérêt suprême : la paix européenne. C'était un Sicilien, d'esprit fin et subtil, de pénétrante intelligence, versé dans la connaissance des affaires extérieures, qu'il avait apprises au pouvoir et dans la carrière diplomatique, instruit à l'école de l'expérience professionnelle (il venait d'être ambassadeur à Londres), plus nerveux, plus influençable que M. Giolitti, moins naturellement ferme que lui, certainement non moins attentif à ne pas détendre, sans y être absolument obligé, les liens de la Triplice. Trop clairvoyant pour ne pas se défier des tendances de l'Autriche-Hongrie, il inclinait peut-être trop à la suivre, plutôt que de la laisser seule, concevant dans ce cas la solidarité comme un procédé de surveillance.

Tels étaient les hommes dont la correspondance entre eux va nous montrer les réactions à des propositions de l'Autriche-Hongrie, d'où pouvaient sortir une guerre avec la Serbie et ensuite la guerre générale.

Les victoires des Balkaniques sur la Turquie avaient plongé l'Autriche-Hongrie dans la contrariété et le dépit le plus vifs, à cause des agrandissements territoriaux qu'elles devaient nécessairement procurer à la Serbie, bête noire des gouvernements de Vienne et de Budapest. Quand les opérations militaires s'étendirent à l'Albanie, les Austro-Hongrois, appuyés par les Alle-

mands, n'eurent de cesse qu'ils ne fissent mettre, d'avance, ce pays en dehors de la sphère sur laquelle le Monténégro pourrait s'étendre. La délimitation des frontières de l'Albanie fut confiée à la Conférence d'ambassadeurs réunie à Londres autour de sir Edward Grey, pendant que Monténégrins, Serbes et Turcs se battaient encore sous les murs de Scutari. Et comme les Italiens avaient sur l'Albanie des visées, d'ailleurs rivales de celles des Austro-Hongrois, l'occasion parut bonne à ceux-ci d'entraîner leurs alliés dans une action à deux contre le Monténégro, frère cadet et succédané du Serbe détesté.

Au printemps de 1913, dans la seconde quinzaine de mars, M. Giolitti, s'étant absenté de Rome pour passer quelques jours en Piémont, reçut un télégramme de son collègue des Affaires étrangères, qui lui rendait compte d'une démarche faite la veille par l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Cet ambassadeur, M. de Merey, avait proposé à M. de San Giuliano, au nom de son gouvernement, une démonstration navale austro-italienne dans les eaux d'Antivari, afin d'obliger les Monténégrins et les Serbes à lever le siège de Scutari. M. de San Giuliano, tout en excluant totalement l'hypothèse d'une occupation territoriale de la part des troupes autrichiennes, se demandait si, plutôt que de laisser l'Autriche procéder seule à une démonstration navale, l'Italie n'aurait pas intérêt à s'y associer. M. Giolitti vit d'emblée qu'une démonstration navale conduirait à un débarquement de troupes, qui mettrait Autrichiens et Italiens en présence des Balkaniques. Il répondit donc à M. de San Giuliano dans les termes suivants :

« Je suis absolument contre notre participation à une démonstration navale. Celle-ci ou bien finirait dans le ridicule, si elle n'était pas suivie d'un débarquement de troupes, ou bien constituerait le commencement d'une guerre européenne, si elle se développait en une véritable action militaire. Cette nouvelle attitude de l'Autriche signifie que l'élément militaire a pris le dessus chez elle et son invitation tend à préjuger de notre liberté d'action et à nous mettre, pieds et poings liés, à son service... Donc je suis d'avis de répondre négativement. »

Cette lumineuse réponse n'eut pas tout de suite raison des hésitations de M. de San Giuliano, qui, sensible avant tout à la crainte de voir l'Autriche agir isolément, insista auprès du

président du Conseil. Un second télégramme de lui amena M. Giolitti à revenir à la charge :

« En jugeant, écrivit-il, la conduite à suivre dans nos rapports avec l'Autriche, il faut tenir compte du fait que M. de Merey fait ce qu'il peut pour pousser à la guerre. La démonstration militaire, si elle était faite sérieusement, contraindrait la Russie à attaquer l'Autriche, et, si nous avions participé à la démonstration, nous serions fatalement contraints de participer à la guerre. L'Allemagne veut la paix et par conséquent ne veut pas la démonstration navale ; mais, si la démonstration a lieu, l'Allemagne désire que nous y participions, pour avoir la certitude qu'en tout cas nous serions obligés de participer à la guerre. L'humanitarisme de l'Autriche est très suspect, d'autant que, selon le droit des gens, le Monténégro, qui est en guerre contre la Turquie, a le droit d'attaquer les forteresses turques. Quant à la considération que, si l'Autriche agit seule, l'Albanie sera reconnaissante à elle seule, je n'y attache aucune importance, parce que la reconnaissance entre les peuples n'existe pas ; au moins pareille considération est-elle tout à fait secondaire par rapport à la quasi-certitude que notre action déchaînerait la guerre européenne, tandis que, si nous la laissons seule, peut-être l'Autriche s'en abstiendra. »

Tout ce que contenait cette seconde réplique était marqué au coin du bon sens. M. Giolitti s'en tint à cette sage résolution et ne s'en laissa pas détourner, même par l'inconscience avec laquelle le Monténégro résista à une injonction de céder, émanant de l'entier aréopage européen. « La folie, écrivit-il alors, et même les délits d'un minuscule État destiné à disparaître sont chose infiniment moins grave que le danger de provoquer une guerre européenne par impatience de le mettre un peu plus vite à la raison ; l'un n'est pas à mettre en balance avec l'autre. »

Sur les instructions de son chef, M. de San Giuliano déclina la proposition de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Mais celui-ci la réitéra dans les premiers jours d'avril, insistant sur la nécessité d'une action austro-italienne, qui irait plus à fond qu'une simple démonstration navale, dans le cas où l'intervention collective des puissances ferait long feu. L'offre du gouvernement austro-hongrois et la première impression du ministre italien des Affaires étrangères sont résumées dans

cette communication de M. de San Giuliano à M. Giolitti :

« Merey, au nom de Berchtold, m'a dit officiellement qu'en supposant possible que la démonstration navale internationale n'atteignit pas son but, Berchtold croyait venu le moment, pour l'Autriche et l'Italie, de se mettre d'accord sur une action commune, afin de faire prévaloir pratiquement les principes sanctionnés par les accords en vigueur, et cela solidairement et également pour l'Albanie tout entière, et non pas, comme certains le soutiennent dans la presse, l'Italie dans le sud et l'Autriche dans le nord. Il est maintenant nécessaire de donner à l'Autriche une réponse précise. Nous pourrions, me semble-t-il, répondre, qu'avant tout, il faut épuiser tous les moyens d'atteindre le but poursuivi, ou par des procédés de conciliation, comme, par exemple, des compensations financières et peut-être territoriales en faveur du Monténégro, ou par l'action internationale. J'ajouterai que ce serait seulement après qu'aurait été démontrée l'inutilité de toutes ces tentatives, qu'on pourrait demander un mandat européen pour l'Autriche et l'Italie, un tel mandat ne devant, toutefois, pas être limité à la seule opération éventuelle sur Scutari, mais bien étendu au cas de tout État balkanique qui se rebellerait contre la volonté de l'Europe dans la question des frontières de l'Albanie, tant au nord qu'au sud. J'ai dit à Merey que je t'écrirais immédiatement pour donner une réponse. En la donnant, nous devons tenir compte de la nécessité possible d'une action commune austro-italienne dans la question du détroit de Corfou, qui nous intéresse spécialement. »

Cette lettre montrait de nouveau, chez M. de San Giuliano, des velléités d'entrer dans les vues de l'Autriche. Le danger fut encore vu par M. Giolitti, qui répondit aussitôt :

« Je reçois ta lettre au moment de partir. Sauf à mieux spécifier ensuite nos intentions quand s'imposeront des réponses plus précises, je retiens pourtant : 1° Que nous ne devrons jamais, pour aucune raison, procéder à une action, seuls ni avec l'Autriche, sans un mandat de toutes les puissances européennes; 2° Que nous devrons chercher, par tous les moyens, à éviter ce mandat, en faisant en sorte que continue toujours l'action européenne et, tout au moins, avec l'intervention de l'Angleterre; 3° Que ni Scutari, ni le détroit de Corfou ne valent une guerre européenne, et que, dans celle-ci, nous ne

nous laisserons pas entraîner sans un intérêt des plus graves pour nous-mêmes et sans que se vérifie rigoureusement le *casus fœderis* ; 4° Que l'Autriche cherchera à nous compromettre pour avoir la garantie de notre intervention, mais que nous devons éviter cela d'une manière absolue ; 5° Que toutes les considérations tirées du vœu de nous assurer la reconnaissance de l'Albanie n'ont aucune valeur, l'Albanie comme État appartenant à l'avenir, aucun calcul ne pouvant être fait sur ceux qui y occupent une place, s'agissant enfin de gens peu sûrs, qui se conduiront toujours selon leurs intérêts propres dans chaque cas, et non par d'autres sentiments. En somme, notre but, à mon avis, doit être seulement celui-ci : éviter que survienne une guerre européenne et, si elle éclatait, n'en pas porter la responsabilité et n'y pas être impliqués. Tout le reste n'a pour nous aucune valeur et je ne me permettrais jamais de tirer les marrons du feu pour autrui. »

Avant que M. de San Giuliano reçût cettre lettre, M. de Merey était revenu à la Consulta pour chercher la réponse qu'il avait hâte de transmettre à Vienne. Mais le lendemain, 8 avril, la Serbie retira ses troupes des opérations contre Scutari, retraite qui rendait plus probable la soumission du faible Monténégro à l'injonction des puissances. Déconcerté par l'acte de sagesse de la Serbie, M. de Merey n'eut même pas l'habileté de cacher à M. de San Giuliano son abattement, en voyant l'occasion échapper à l'Autriche de tirer l'épée contre les Serbes. « Vraiment, écrivait alors plaisamment M. Giolitti, je ne puis m'associer à la douleur de Merey. »

Plus d'une fois, M. de Merey pensa pouvoir sécher ses larmes. Les Monténégrins retardaient l'heure de l'inévitable soumission au vœu des puissances. D'autre part, mille difficultés, provenant tantôt d'eux, tantôt des Serbes, tantôt de la Grèce, tantôt de l'Autriche ou de l'Italie, compliquaient le laborieux enfantement de cet être de raison qu'était l'Albanie. Simultanément, Salonique, Andrinople, Constantinople faisaient l'objet, soit de préoccupations, soit de compétitions. Les fils de toutes les intrigues aboutissaient, à travers les gouvernements des États, grands et petits, qu'elles intéressaient, à la Conférence des ambassadeurs à Londres, constituée en organe de liquidation des contestations pendantes. Elle s'assemblait au *Foreign office* plusieurs fois la semaine. Après chaque

séance, M. Paul Cambon, qui y jouait un rôle de premier plan, rentrait à la chancellerie de son ambassade et, faisant asseoir à la machine à écrire un secrétaire expert en l'exercice de la dactylographie, lui dictait le compte rendu pour Paris. C'était merveille de l'entendre débrouiller l'écheveau de cette matière complexe et enchevêtrée. Un soir, il termina son compte rendu en disant que, faute d'une solution de conciliation sur un point qui n'avait pu être réglé dans la séance de la journée, on devait craindre de voir les puissances, représentées à la Conférence, acculées « à l'*ultima ratio* des rois et des républiques ». Ses secrétaires, qui l'écoutaient dicter en continuant leur travail particulier, levèrent tous le nez de dessus leur papier. Ce calme vieillard, imperturbable et serein dans son activité pacifique, jugeait donc à propos de montrer la possibilité d'une guerre, sous les sujets ingrats qui fournissaient le thème de ses tranquilles colloques avec cinq vieux messieurs, autour d'une table à thé. C'était la vérité ; la guerre demeura menaçante plusieurs fois encore.

Ce qui continuait d'en faire peser la menace sur l'Europe, c'était toujours celle d'une intervention armée de l'Autriche dans les Balkans. A la fin d'avril, l'éventualité de cette intervention n'était pas encore écartée et la crainte que M. de San Giuliano en éprouvait renouvelait ses velléités d'y donner pour corollaire une intervention italienne. Il consultait alors M. Tittoni, devenu ambassadeur à Paris, par le télégramme suivant :

« Si la délibération que prendra la réunion des ambassadeurs ne donne pas satisfaction à l'Autriche-Hongrie, si un accord pour une action italo-autrichienne n'est pas possible, si l'Autriche-Hongrie agit contre le Monténégro sans notre approbation, une situation délicate et difficile se déterminera pour maintenir l'accord italo-autrichien et l'intégrité de l'alliance. Je prie Votre Excellence de me télégraphier tout de suite son avis autorisé sur la conduite à tenir. »

A la fois pour ne pas laisser l'Autriche agir isolément et pour préserver l'apparence de l'alliance avec elle, M. de San Giuliano penchait derechef pour une action simultanée de l'Italie sur un autre point de la côte orientale de l'Adriatique. M. Tittoni fut d'avis qu'en effet toute opération de l'Autriche contre le Monténégro obligerait l'Italie à prendre possession de

quelques ports en Albanie; et voici comment il justifia son opinion :

« Si l'Autriche veut occuper tout ou partie du Monténégro, nous devons aller à Durazzo et à Vallona, même sans son consentement. En effet, l'Autriche-Hongrie, en occupant le Monténégro, accomplirait un acte qui n'est pas nécessaire pour l'exécution des décisions des puissances au sujet de Scutari et, par suite, se mettrait la première en dehors des décisions des puissances en agissant pour son propre compte sans nécessité et en troublant à notre préjudice l'équilibre de l'Adriatique. »

Au surplus, M. Tittoni conseillait de faire entendre clairement à l'Autriche-Hongrie que, le jour où celle-ci détruirait sciemment l'équilibre en Adriatique, la Triple-Alliance aurait cessé d'exister; et il pensait qu'une telle notification retiendrait dans l'abstention le gouvernement de Vienne. Ces éventualités furent finalement éliminées par la résolution que prirent les puissances de faire occuper Scutari par une garnison internationale.

Mais la serbophobie austro-hongroise ne se tint pas encore pour battue. Bien que les exigences du cabinet de Vienne eussent reçu la plus ample satisfaction dans la délimitation de l'Albanie, il ne prenait pas son parti de la victoire et de l'agrandissement de la Serbie. On murmura alors que c'est à son instigation que les Bulgares attaquèrent ce pays. Quand cette guerre des Balkaniques entre eux se fut terminée par la complète défaite de la Bulgarie, l'Autriche-Hongrie, au comble du dépit, annonça à l'Italie l'intention d'attaquer les Serbes. Le 9 août 1913, M. de San Giuliano, absent de Rome, télégraphiait à M. Giolitti :

« L'Autriche a communiqué à nous-mêmes et à l'Allemagne son intention d'agir contre la Serbie et définit une telle action comme défensive, espérant dans l'application du *casus fœderis* de la Triple-Alliance, que je crois inapplicable. Je cherche à concerter avec l'Allemagne des efforts pour empêcher cette action autrichienne; mais il pourra être nécessaire de déclarer ouvertement que nous ne considérons pas cette action comme défensive et donc ne croyons pas que le *casus fœderis* existe. Je te prie de me télégraphier à Rome si tu approuves. »

L'approbation de M. Giolitti ne se fit pas attendre. « Si l'Autriche attaque la Serbie, répondit le président du Conseil,

il est évident que le *casus fœderis* ne se vérifie pas. C'est une action qu'elle accomplit pour son propre compte, parce qu'il ne s'agit pas de défense, car personne ne songe à l'attaquer. Il est nécessaire que ce soit déclaré à l'Autriche de la manière la plus formelle et il faut souhaiter une action de l'Allemagne pour dissuader l'Autriche d'une aussi périlleuse aventure. »

L'affaire en resta là. La crise balkanique devait prendre fin, sans que les circonstances eussent permis à l'Autriche-Hongrie de passer sur la Serbie la colère qui lui avait inspiré le projet d'entrer en campagne contre ce petit pays. « Deux fois, a écrit depuis M. Giolitti, la tentative échoua; mais la troisième, faite sous le prétexte de l'assassinat de l'Archiduc héritier, ne rencontrant plus la résistance de l'Allemagne ou assurée de son approbation, réussit malheureusement à atteindre le but, provoquant une des plus immenses catastrophes qu'ait enregistrées l'histoire. » Ces lignes sont d'un homme qui, au pouvoir, fut pour l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne un allié fidèle, sinon docile à tous leurs vœux, et qui, durant la guerre de 1914-18, ne put se décider à s'affirmer leur adversaire.

L'AGONIE DE LA TRIPLE ALLIANCE

Même un politique aussi foncièrement triplicien que M. de San Giuliano sentit, à partir du second semestre de 1913, vaciller sa foi, non dans la valeur, mais dans la durée de la Triple-Alliance. Pendant l'été de cette année-là, il adressa au Roi et au président du Conseil une note, exposant qu'il prévoyait le moment où l'Italie ne pourrait plus marcher d'accord avec le cabinet de Vienne, en raison de la périlleuse attitude prise par celui-ci, et où s'ouvrirait par conséquent la crise de la Triplice. C'était son habitude de procéder ainsi par voie de notes au premier ministre et au souverain. Se trouvant alors à Fiuggi, il y avait pour compagnon de cure M. Fusinato, bon juriste, dans le jugement de qui il avait confiance. Il lui lut cette note, dans sa chambre d'hôtel. M. Fusinato, qui ne se doutait pas du réel état des affaires, en fut abasourdi et ému. Juste un an après, dans les circonstances qu'il avait exactement prévues, M. de San Giuliano devait demander au même Fusinato une consultation sur la situation créée pour l'Italie par l'agression de l'Autriche contre la Serbie : et la consultation

conclut à l'inexistence du *casus fœderis*, comme de droit.

Mais, en 1913, et encore au delà de cette année, les inquiétudes de M. de San Giuliano pour la durée de la Triple-Alliance impliquaient plutôt sollicitude pour elle, que hâte d'en finir avec elle. Chez lui, comme chez M. Giolitti et chez beaucoup d'autres, n'existait aucun désir de s'en libérer; bien au contraire. La grande majorité des hommes d'État italiens y tenaient toujours. A leurs yeux, elle bénéficiait du grand crédit dont jouissait l'Allemagne, de l'ascendant qu'exerçait sur l'Europe cette puissance, *prima inter pares*. L'Allemagne pour le continent, l'Angleterre pour les mers, étaient les deux grands pôles d'attraction de la politique italienne. Tout le problème pour elle consistait d'abord à ne pas avoir à choisir entre les deux, ensuite à ne pas laisser entraîner l'Italie dans une guerre. Pour éviter l'un et l'autre écueil, on comptait sur la sagesse du gouvernement allemand.

M. de San Giuliano était allé à Berlin en novembre 1912. Le traité de la Triple-Alliance y avait été renouvelé pour cinq ans. Tous ceux avec qui le ministre italien s'était entretenu, l'Empereur, M. de Kiderlen-Wæchter, M. de Bethmann-Hollweg, avaient étalé à ses yeux les dispositions les plus pacifiques et les plus confiantes dans l'accommodement des intérêts qui divisaient les grandes puissances.

On ne peut se défendre d'un peu de scepticisme en présence de cet optimisme. Car il était dans l'intérêt du gouvernement allemand de le faire paraître pour déterminer le gouvernement italien, moins à renouveler la Triple-Alliance, qu'à entrer en négociation avec Vienne et Berlin sur les termes d'une nouvelle convention navale, qui fut bientôt mise sur le chantier et conclue l'année suivante. La sollicitude des Allemands et des Austro-Hongrois pour cette convention détaillée, réglant minutieusement la coopération et la mise en commun des forces navales italiennes et austro-hongroises en Méditerranée, plaçant les premières sous le commandement en chef d'un amiral autrichien, aurait dû paraître suspecte aux Italiens. La convention militaire en vigueur, suffisamment complète et précise pour ne pas avoir besoin de modification, fut, elle aussi, renouvelée. Peut-être M. de San Giuliano et M. Giolitti s'avisèrent-ils du soin qu'on prenait, à Berlin et à Vienne, de ne rien laisser dans le vague ni dans le doute, quant aux modalités de la

coopération militaire italienne sur terre et sur mer. Mais ils n'y virent pas d'inconvénient, tout engagement demeurant subordonné au cas où jouerait le *casus fœderis*. Rétrospectivement, on a le droit de se montrer plus défiant qu'ils ne furent. Car c'est un fait troublant de voir l'Allemagne, à partir du moment où la situation internationale s'avéra instable, d'une part les rassurer, et d'autre part les lier.

A peu de temps de là, un des hommes avec qui M. de San Giuliano avait été en contact à Berlin, M. de Kiderlen-Wæchter, mourut. Des dirigeants allemands de l'époque, c'était le seul qui associât à un caractère batailleur assez d'intelligence et de réflexion pour se garder des grosses sottises. Tous les autres, dans les rangs supérieurs, étaient plus ou moins intoxiqués par ce qu'un de nos grands classiques a défini, une fois pour toutes, « cet esprit d'imprudence et d'erreur, de la chute des rois funeste avant-coureur ». Guillaume II, longtemps conscient des progrès vertigineux que la paix faisait faire à son pays, en venait à les méconnaître, sous la hantise d'une hégémonie indiscutée que consacrât une nouvelle victoire des armes. M. de Bethmann-Hollweg, type accompli de médiocre haut fonctionnaire, avait la mentalité d'un *tchinovnik* russe, prêt à couvrir de son autorité les plus insignes folies. Chez lui, la responsabilité envers un homme, son souverain, tuait celle envers sa conscience. Pour remplacer M. de Kiderlen-Wæchter aux Affaires étrangères, on fit appel à M. de Jagow, ambassadeur à Rome. Le choix aurait pu ne pas être mauvais, si ce diplomate avait eu l'étoffe d'un homme d'État, capable de résister aux entraînements des gens en place, au-dessus et au-dessous de lui. L'événement a montré qu'il ne l'avait pas. Dès la crise de 1913, il lui arriva de confier à l'ambassadeur d'Italie que l'Allemagne, ayant assez prêché la modération et la patience à Vienne, ne pourrait bientôt plus détourner l'Autriche d'une action militaire dans les Balkans, autrement dit contre la Serbie. Simple euphémisme, pour dire que son gouvernement était tenté de rendre la bride à l'alliée autrichienne : car la bride existait et, tenue courte, ne pouvait permettre à l'Autriche de marcher. Une fois l'affaire balkanique liquidée, dans des conditions acceptables et même honorables pour l'Autriche, la faire tenir tranquille était encore plus du devoir et de l'intérêt de l'Allemagne. Mais c'était de moins en moins dans ses

dispositions. Et le comble de la malice parut être, à ceux qui dirigeaient ses destinées, de dissimuler de leur mieux la résolution où ils s'ancraient de saisir la première occasion pour frapper un grand coup. Leur attitude envers l'Italie continua de répondre à la consigne de l'optimisme, des mutuels engagements et de l'anesthésie.

Ce fut celle qu'observa Guillaume II à Venise en mars 1914. Il y dit au roi d'Italie que les rapports russo-allemands étaient excellents et que les polémiques de presse, d'un pays à l'autre, étaient le fait de journalistes irresponsables. Il affecta la plus ferme confiance dans la pacifique liquidation des questions encore à résoudre dans les Balkans. Mais, en avril, M. de San Giuliano rencontra le comte Berchtold à Abbazzia. Interrogé à son retour par les ambassadeurs de la Triple-Entente, il se défit d'eux avec une réponse évasive : on n'avait parlé que d'affaires albanaises, donc d'intérêt strictement austro-italien. En réalité, M. de San Giuliano n'avait pas laissé échapper cette occasion de s'éclairer sur l'état d'esprit des Autrichiens et de faire entendre au comte Berchtold des conseils de sagesse. « Même le duc d'Avarna, dit-il alors au correspondant d'un journal romain en Autriche, est préoccupé de l'attitude des cercles militaires. Il m'a dit que ceux-ci étaient décidés à renverser, à n'importe quel prix, le nouvel ordre de choses balkaniques et a ajouté que, d'après ses informations, l'archiduc-héritier tient pour nécessaire de trouver au plus tôt un prétexte pour attaquer la Serbie et résoudre, d'une manière avantageuse pour l'Autriche, le problème des Slaves du Sud, qui le préoccupe particulièrement. En somme, la situation est très sérieuse. Peut-être me trompé-je; mais, dans le langage de ces messieurs, à travers leurs fausses protestations d'amitié, il me semble lire des intentions peu rassurantes pour l'avenir. Je ne crois pas pourtant que l'Autriche ferait une bonne affaire en provoquant des complications en Europe. J'ai clairement et sans ambages exprimé au comte Berchtold ma pensée sur ce point. » Pourtant, malgré ces motifs d'inquiétude ou plutôt à cause d'eux, M. de San Giuliano persistait à prolonger la solidarité austro-italienne : « Nous n'en devons pas moins, pensait-il, demeurer attachés à l'Autriche, ne fût-ce que pour avoir le moyen de contrôler ses actes et d'influer en quelque mesure sur ses décisions. »

Pendant ce temps, l'Allemagne se livrait, en divers pays d'Europe, à un travail diplomatique, dans lequel l'Italie avait été comprise des premières et qui s'étendait également à d'autres États. Le gouvernement italien en recueillit l'écho par sa diplomatie. Mais la diplomatie étrangère à Rome en eut vent aussi, et l'eut des Allemands eux-mêmes. Le 17 mai 1914, donc plus d'un mois avant l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, M. de Flotow ambassadeur d'Allemagne, causant avec le prince D. Ghika, ministre de Roumanie, mit la conversation sur l'éventualité d'une guerre entre l'Autriche et la Serbie, exprima l'espoir que la Roumanie prendrait parti pour l'Autriche et non pour la Serbie, indiqua que la Bulgarie offrait dès lors à la Triple-Alliance ses quatre cent mille baïonnettes, insinua enfin que les Grecs étaient très en méfiance à l'égard des Serbes. Le 13 juin 1914, donc encore avant le crime de Serajevo, M. de Flotow, revint avec le prince Ghika sur le même sujet, se montra préoccupé de savoir si la Roumanie prêterait ses services aux Empires centraux contre la Russie et conclut qu'elle devrait, selon lui, prendre à bref délai une position nette à cet égard. Enfin, dans une dernière conversation qui précéda de peu le déclenchement de la guerre européenne, l'ambassadeur d'Allemagne affirma au prince Ghika que la Bulgarie prendrait les armes contre la Serbie, que la Roumanie, en se rangeant du côté des Empires centraux, obtiendrait la garantie de la Dobroudja et des gains territoriaux, mais, dans l'hypothèse contraire, trouverait la Bulgarie contre elle.

Le résumé de ces conversations, rapportées en leur temps au gouvernement de Bucarest, offre un certain intérêt pour établir la préméditation de l'Autriche et de l'Allemagne. Comme le prince Ghika rencontrait souvent M. de San Giuliano au cercle de la Caccia, où le ministre des Affaires étrangères venait dîner presque chaque soir, il est à présumer qu'il ne le laissa pas dans une complète ignorance des confidences de M. de Flotow.

DÉCLARATION DE NEUTRALITÉ

Depuis le printemps de 1914, un cabinet présidé par M. Salandra avait pris, en Italie, la succession du ministère de M. Giolitti. Notre Académie des sciences morales et politiques a, depuis, élu M. Salandra parmi ses membres, dans la même

promotion, si l'on peut ainsi dire, que le cardinal Mercier et le président Wilson. Quand il n'aurait eu à cet honneur d'autre titre que la belle page écrite par lui dans l'histoire de son pays pendant le tragique été de cette année-là, ce titre aurait suffi à l'en rendre digne.

Lorsqu'après l'assassinat de l'Archiduc héritier, le gouvernement italien eut lieu de craindre quelque initiative imprudente de ses alliés, il prit aussitôt soin, pour les retenir, de dissiper en eux certaines illusions. « Tout le possible fut fait, a rapporté depuis M. Salandra, pour arrêter l'Autriche sur la voie périlleuse où, secondée par l'Allemagne, elle s'était placée. En juin 1914, nous eûmes des symptômes du fait que le parti militaire prenait le dessus à Vienne et qu'à Berlin comme à Vienne on s'imaginait que, si, dans une hypothèse extrême, la Russie et la France pouvaient prendre les armes pour ne pas permettre le renouvellement du coup de main de 1908, en tout cas l'Angleterre serait restée neutre. Le gouvernement italien donna constamment des conseils de modération et, à temps encore pour empêcher la conflagration générale, avertit ses alliés qu'ils se trompaient en comptant sur la résignation de la Russie et en tout cas sur la neutralité de l'Angleterre. »

A partir du 11 juillet 1914, le gouvernement italien, toujours tenu dans la totale ignorance du plan d'action concerté entre Berlin et Vienne, ne cesse pourtant de crier casse-cou à Vienne et plus encore à Berlin, et de démontrer aux deux Empires centraux qu'ils se mettraient dans leur tort en cherchant querelle à la Serbie. M. de Flotow s'étant établi en permanence auprès de M. de San Giuliano à l'hôtel des Thermes de Fiuggi, pour soigner en même temps sa santé et les intérêts de son pays, aucun jour ne se passe plus sans que le ministre italien des Affaires étrangères ne développe à l'ambassadeur d'Allemagne les arguments les plus topiques contre des violences de l'Autriche envers le gouvernement de Belgrade. On doit à M. de Flotow cette justice qu'au jour le jour et fidèlement, — la publication de sa correspondance l'a prouvé, — il transmit à Berlin ces vibrants appels à la raison.

Le 22 juillet, M. de San Giuliano va passer la journée à Rome pour causer avec M. Salandra de la situation que l'un et l'autre considèrent comme très grave, bien que ni l'un ni l'autre ne connaissent encore le fait ni la substance de la note

autrichienne à la Serbie, à la veille d'être remise. A l'issue de cet entretien, M. de San Giuliano prend la précaution de téléphoner à M. de Flotow pour lui dire son anxiété et celle du président du Conseil.

A cette date, tous deux auraient pu, si un de leurs représentants à l'étranger les en avait informés, être plus exactement au courant de ce dont les alliés de l'Italie se cachaient avec un soin significatif. En effet, l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople, M. de Wangenheim, avait fait à son collègue italien, le marquis Garroni, une confidence du plus haut intérêt. A la mi-juillet 1914, revenant de Berlin, il avait confié au marquis Garroni qu'il savait que la décision avait été prise, d'accord entre Autrichiens et Allemands, de remettre à la Serbie une note qui rendrait la guerre inévitable. Le marquis Garroni avait objecté que, la Serbie ne pouvant évidemment soutenir une guerre contre l'Autriche-Hongrie, le gouvernement serbe souscrirait à tout ce qu'on exigerait de lui. A quoi M. de Wangenheim avait répliqué que la note serait conçue en termes tels que la Serbie ne pourrait absolument pas l'accepter et que, par suite, la guerre devrait nécessairement s'ensuivre. L'ambassadeur d'Italie à Constantinople s'abstint de communiquer sur l'heure à son gouvernement une information de cette valeur. Mais il en fit part à M. Salandra et à M. Sonnino quand il rentra à Rome après la rupture des relations entre l'Italie et la Turquie, en juillet 1915. Le gouvernement italien la fit citer par M. Barzilai dans un discours que celui-ci tint à Naples, sous la présidence de M. Salandra lui-même. Beaucoup de journaux en firent mention. M. de Wangenheim, mort depuis, vivait encore à cette époque. Aucun démenti ne vint de lui, ni d'autres. Le fait est donc établi. Mais M. Salandra ni M. de San Giuliano ne l'eurent à leur disposition, sur le moment, pour compléter le faisceau des indices qui avaient suffi, en vérité, à leur faire deviner ce qui se préparait.

Les conditions dans lesquelles la note autrichienne à la Serbie leur fut communiquée sont révélatrices d'une conscience impure et d'intentions suspectes. M. Salandra les a fixées en quelques lignes d'une éloquente précision. « Le 21 juillet, dit-il, l'ambassadeur Merey vit le marquis de San Giuliano ; il ne lui révéla rien de précis et la conversation entre eux se réduisit, comme il était habituel avec Merey, en une polé-

mique non exempte d'âpreté sur les pressants conseils de modération donnés par San Giuliano. Finalement, dans l'après-midi du 23, le comte Ambrozy, conseiller d'ambassade, à la place de Mercy indisposé, annonça à la Consulta qu'un ultimatum était consigné le même jour à Belgrade ; et seulement dans la matinée du 24, à onze heures trente, Ambrozy remit au ministère italien des Affaires étrangères la note circulaire aux puissances, par laquelle leur était communiqué le texte de l'ultimatum, signifié à Belgrade le jour précédent. L'évident et délibéré propos du Ballplatz fut de porter simplement à la connaissance des puissances, de l'Italie alliée comme de toute autre, un fait accompli, sans admettre à ce sujet la moindre discussion... M'étant rendu le matin du 24 à Fiuggi pour conférer avec San Giuliano, à la nouvelle de l'ultimatum annoncé le soir du 23, lecture nous fut donnée par le téléphone du texte consigné à onze heures trente à la Consulta. Était présent l'ambassadeur d'Allemagne, Flotow, qui demeurait dans le même hôtel. A la lecture de la note, dont il était aisé de prévoir les fatales conséquences probables, Flotow, ému comme nous, pâlit ; et, à nos vives protestations contre la violence du style et l'énormité des demandes de l'Autriche, il ne sut se retenir de s'écrier : « En vérité, c'est un peu fort ! » Il déclara ne pas avoir eu, avant cet instant, communication du texte de la note, et je retiens qu'il disait vrai. » Rien ne trahit mieux que les circonstances rappelées dans ces lignes la conspiration contre la paix.

Ce fut la conclusion qu'en retira le gouvernement italien, et qu'à partir de ce moment il ne cessa de proclamer à Vienne et à Berlin, tant par le canal de ses ambassadeurs dans ces deux capitales, que par celui des ambassadeurs d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne à Rome. Nous ne connaissons pas d'occasion où elle fut plus fortement et sobrement énoncée qu'en certain entretien à trois, entre MM. Salandra, de San Giuliano et de Flotow, qui eut lieu le 25 juillet, et à la suite duquel partit, à l'adresse des ambassades italiennes, le télégramme suivant :

« Aujourd'hui nous avons eu une longue conversation à trois, le président du Conseil, M. de Flotow et moi, que je résume pour l'information personnelle de Votre Excellence et pour lui tracer éventuellement son langage. Nous avons, M. Salandra et moi, fait observer avant tout à l'ambassadeur

d'Allemagne que l'Autriche n'avait pas eu le droit, d'après l'esprit du traité de la Triple-Alliance, de faire une démarche comme celle qu'elle a faite à Belgrade, sans accord préalable avec ses alliés. L'Autriche, en fait, par la manière dont la note est conçue et par les choses qu'elle demande, choses peu efficaces contre le péril panserbe, mais profondément offensantes pour la Serbie et indirectement pour la Russie, a clairement démontré qu'elle veut provoquer une guerre. En conséquence, nous avons déclaré à M. de Flotow que, par suite du procédé de l'Autriche et du caractère défensif et conservateur du traité de Triple-Alliance, l'Italie n'a pas l'obligation de venir en aide à l'Autriche, au cas où celle-ci, par l'effet de sa démarche, se trouverait ensuite en guerre contre la Russie. Car n'importe quelle guerre européenne est, en ce cas, la conséquence d'un acte de provocation et d'agression de l'Autriche. »

La thèse énoncée dans ce télégramme, le gouvernement italien la maintint et la renouvela aussi souvent, — et ce fut à peu près chaque jour, — que M. de Flotow revint à la charge pour l'en faire départir.

Une fois le fait et la substance de la note autrichienne à la Serbie publiés dans la presse, tous les hommes politiques italiens qui avaient, à un titre quelconque, été mêlés aux événements de 1913, reconnurent dans l'initiative de l'Autriche, appuyée par l'Allemagne, une vieille connaissance : le projet d'attaquer et d'écraser la Serbie. Traversant alors Paris, M. Giolitti se rend à l'ambassade d'Italie où il ne trouve pas M. Tittoni, en voyage sur les côtes de Norvège. Il y tient au conseiller d'ambassade, prince Ruspoli, le langage suivant, que Ruspoli télégraphie à Rome : « L'Italie n'a pas l'obligation d'entrer en guerre, aux termes du traité de Triple-Alliance, vu que l'Autriche attaque la Serbie. Le gouvernement austro-hongrois ne fait que réaliser ce qu'il a tenté par deux fois en 1913. Je lui ai fait dire alors que, s'il attaquait la Serbie, nous n'aurions pas l'obligation d'intervenir à ses côtés, mais qu'au contraire nous protesterions. A mon avis, l'Italie n'a qu'à déclarer sans plus sa neutralité. » Remercié par M. Salandra de cet avis conforme à celui du gouvernement italien de l'époque, M. Giolitti lui répond, quelques jours plus tard, par une lettre privée où l'on lit : « J'avoue n'avoir pu croire alors qu'une guerre européenne serait provoquée avec une aussi

grande légèreté... La manière dont l'Autriche a provoqué la guerre a été vraiment brutale, et elle révèle, ou de l'inconscience, ou le propos délibéré de déclencher une guerre européenne. » C'est la seconde alternative qui était la vraie.

Quant à M. Tittoni, du navire sur lequel il faisait une croisière dans les fjords norvégiens et la mer polaire, il envoya, le 26 juillet, à M. de San Giuliano, un radiogramme ainsi conçu : « Je suis d'avis que, par devoir de loyauté, nous devons déclarer tout de suite à Berlin et à Vienne que l'ultimatum présenté à Belgrade à notre insu, sans qu'il fût précédé par des démarches diplomatiques, constitue une vraie provocation à la guerre de la part de l'Autriche-Hongrie. Par suite, le pacte de la Triple-Alliance ne serait plus applicable, même si la Russie prenait part à la guerre, c'est-à-dire en cas de guerre générale. Il faut le déclarer tout de suite. »

C'était fait depuis la veille ; et peut-être se flattait-on à Rome que la notification de cette sorte de jugement sur la responsabilité initiale de la guerre imminente, donnant à réfléchir aux Empires centraux, les arrêterait au bord de l'abîme où ils entraînaient l'Europe avec eux. Mais les gens de Berlin et de Vienne étaient désormais dans l'état d'esprit de ceux que Jupiter veut perdre.

***

NOS GRANDES ÉCOLES

XII[1]

L'ÉCOLE D'ATHÈNES

Pour le touriste français qu'une noble curiosité attire à Athènes, la visite à l'École française est le prélude protocolaire d'une présentation au Parthénon. Il suffit de demander au premier venu : « Où est la *Galliki Scholi* ? » Aussitôt un doigt se tend vers une butte pointue qui plante hardiment dans le ciel bleu la coiffe immaculée de son campanile : c'est le Mont Lycabette, aujourd'hui consacré à Saint Georges. Avec ses hautes falaises roussies par le soleil, il émerge d'une ceinture de pins verdoyants, que semblent assaillir des flots de blanches maisons. Son nom pimpant, sa silhouette délurée en font l'antithèse de l'altière et solennelle Acropole. Déjà les anciens avaient observé ce contraste entre les deux rochers tutélaires de la Cité attique. La légende du Lycabette, comparée à celle de la citadelle, manquait de gravité. C'était, disait-on, un gros bloc qu'Athéna était allée quérir au Pentélique, afin d'apporter sa pierre au mur de la forteresse que lui édifiaient les Pélasges. Assaillie en chemin par les galanteries du dieu plébéien Héphaistos, la vierge farouche avait, dans son émoi, laissé

(1) Voyez la *Revue* 1er février 1926-15 juin 1927.

choir son fardeau. Aujourd'hui, un petit couvent blotti dans une anfractuosité porte le nom significatif d'Haghios Sidéris : souvenir, peut-être, de l'incartade du dieu forgeron.

Quoi qu'il en soit, la France fut bien inspirée en installant en contre-bas de ce monastère le studieux ermitage dont cette plaisante mythologie ne trouble guère la sérénité. Située sur les premières pentes de la butte, l'École française, quoique de plus en plus encerclée de maisons neuves, domine encore le panorama lumineux de la plaine attique. Dès les premières heures, nos jeunes savants aspirent de leurs yeux, de leurs poumons, de leur cerveau cette âme impalpable des matins clairs que chantent les cigales. L'allégresse de l'atmosphère baigne de sa pureté la blancheur éparse de la ville moderne, auréolée de marbres. Au loin, le golfe et les îles aux noms glorieux flamboient à l'horizon ; les montagnes aux nobles contours encadrent la fresque subtile où le bois des oliviers classiques étend sa pâle verdure. Quelles suggestions pour des imaginations fraîches et éveillées, nourries de réminiscences classiques! Même les humbles détails de la vie matinale, en ce faubourg à demi agreste, semblent autant de rappels de la simplicité antique : l'aubade des ânons qui distribuent les menus présents de Déméter, lait caillé, aubergines et raisins, donne le signal de maintes controverses aristophanesques. Ce ne sont ni les ombres virgiliennes du « bosco » de la villa Médicis, ni la somptueuse mélancolie du palais Farnèse : c'est la Grèce radieuse, toujours vivante sous la parure de son passé.

Blanche elle-même à l'unisson du décor ambiant, l'École forme, dans un même enclos, une petite cité à trois pavillons : École d'archéologie, Section étrangère, Institut d'études françaises ou École Giffard : trinité de bâtisses modestes, dont l'éclat fait toute la beauté. Par bonheur, la nature, chargée du cadre, l'a façonné au gré des Muses. Un charmant jardin marie l'ombre des poivriers du Japon et leurs fines chevelures à la clarté verdoyante des pins, aux troncs noueux des figuiers, aux taches violettes de l'arbre de Judée et du bougainvillier : refuge élyséen, qu'un monarque défunt estimait le plus plaisant après celui de son parc royal.

C'est seulement trente ans depuis sa fondation que l'École d'Athènes s'est créé cet asile à la lisière de la capitale. Elle occupait d'abord un immeuble assez simple, sur un grand boule-

vard, puis, sur la place de la Constitution, aux abords de la résidence royale, une manière de palais, dégénéré aujourd'hui en « palace ». A ce transfert elle a gagné la liberté de s'agrandir selon ses besoins, et surtout l'inappréciable avantage de la tranquillité, sans l'inconvénient d'un éloignement trop excentrique.

AU TEMPS DES *ARGONAUTES*

Cinquante-cinq ans après sa fondation par Louis-Philippe en 1846, l'École d'Athènes avait déjà une histoire assez riche pour inspirer un volume de 500 pages in-octavo, drues et vivantes à souhait. Le beau livre de M. Georges Radet (1), paru en 1901, n'est pas le mémorial morne et impersonnel que d'autres ont adopté pour illustrer leur jubilé : c'est un tableau détaillé, mais original et pittoresque, où le talent coule de bonne source. Il suffira d'en dégager ici la philosophie essentielle pour relier le passé au présent et esquisser l'évolution du prochain avenir.

L'École d'Athènes doit le jour à une pensée humaniste et philhellénique, d'où se dégage pour nous un parfum un peu vieillot de romantisme. Mais ses destinées attestent qu'une idée juste n'a pas toujours besoin de se congeler en syllogisme pour être féconde. La chaude intuition d'un sentiment initial, affranchi des restrictions immobilisantes, peut suffire aux adaptations pratiques que suggère l'expérience. Le fondateur, M. de Salvandy, se proposait un double but : permettre à de jeunes universitaires de couronner leurs études classiques par la contemplation du berceau de l'hellénisme et, par là, contribuer au rayonnement de la France en Orient.

Sur cette toile de fond, un peu vide, l'esquisse primitive, un peu vague, ne devait pas cesser de s'enrichir, au cours du temps, de précisions de plus en plus nettes et vigoureuses. Ainsi, par la force des choses, l'École impressionniste de perfectionnement littéraire prit peu à peu la figure d'un Institut de recherches positives. L'archéologie active est désormais sa raison d'être et sa justification essentielle : conception si exactement conforme aux desiderata de la culture actuelle que la

(1) G. Radet, *L'histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes*, Paris, Fontemoing, 1901.

France, tôt ou tard, eût fini par créer de toutes pièces ce laboratoire scientifique à Athènes, comme d'autres nations en ont éprouvé le besoin à partir de 1873, et comme elle l'a fait elle-même, depuis, en d'autres berceaux historiques.

Cette fois, elle eut le mérite de donner l'exemple à tous, en s'inspirant d'un précédent tiré de sa propre histoire, celui de la fondation, par Colbert, de l'Académie de France à Rome.

Les annales de l'École d'Athènes, durant les quatre-vingts ans actuellement écoulés de son existence, se résument en une série de progrès par étapes. Chacun d'eux est le fruit d'une adaptation opportune aux suggestions du dehors ou à celles qu'elle tirait de sa propre conscience.

Les quatre premières années, de 1846 à 1850, furent celles d'une enfance inquiète et mal dirigée. Allaitée d'un irréalisme olympien, bercée par les chansons d'une incompétence tour à tour enthousiaste et désabusée, la brillante promotion des « Argonautes » s'égarait sur un navire sans boussole, sous la garde d'un Jason sans conviction. Elle ne put que rêver d'une chimérique Toison d'or.

A partir de 1850, l'École adolescente passe sous la tutelle pédagogique de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Toujours sous l'œil ironique ou distrait du latiniste Daveluy, elle exécute un vaste programme d'explorations en surface ; elle enrichit l'histoire et la géographie de la Grèce d'un recueil de mémoires solides, où s'annonce la maîtrise d'un Fustel de Coulanges, d'un Georges Perrot, d'un Léon Heuzey, d'un Alexandre Bertrand. Même Beulé et Paul Foucart donnent les premiers exemples d'une audace féconde : ils osent porter la pioche dans les jardins d'Académos et soulever quelques coins du suaire qui couvre les restes de l'antiquité à l'Acropole d'Athènes (1852) et à Delphes (1860).

En 1867, la succession de Daveluy est recueillie par Émile Burnouf, le premier directeur sorti des effectifs de l'École, mais la promotion des « Argonautes » prolonge encore en lui ses hérédités fantaisistes. Le navire, surpris par la tourmente de 1870, faillit naufrager dans les brumes. Le vigoureux coup de barre du redressement national le remet à flot. A Athènes même, l'honneur de la France et de l'École est en jeu : en 1873, l'Allemagne y a installé un Institut archéologique confié à l'un de ses savants les plus qualifiés, et la cassette impériale subven-

tionne la vaste entreprise d'Olympie. A l'expiration du mandat de Burnouf en 1875, on se décide enfin à puiser la graine de directeur dans les générations plus récentes, mieux averties des nécessités actuelles, plus stimulées aussi par les leçons de leur expérience pratique. Albert Dumont, ancien membre de 1864, comprend toutes les obligations du moment, et s'y dévoue avec la souplesse d'une intelligence réalisatrice.

L'ÈRE NOUVELLE

Dès 1873, Albert Dumont avait obtenu la création à Rome d'une succursale de l'École d'Athènes, destinée à assurer en Italie une année de noviciat archéologique aux membres nouveaux. Ce fut le noyau de l'*École de Rome*, devenue autonome en 1875, avec la mission de se vouer à l'archéologie romaine et médiévale et à l'étude des archives vaticanes.

A Athènes, le premier soin d'Albert Dumont fut de créer l'instrument destiné à stimuler les travaux en leur assurant une publicité sérieuse. Ainsi naquit le *Bulletin de correspondance hellénique*, organe et miroir de la vie studieuse de l'École. Son cinquantième volume est aujourd'hui le dernier né d'une lignée qui a conquis une place d'élite parmi les périodiques nécessaires à l'étude de l'antiquité. Une autre collection, la *Bibliothèque des Écoles d'Athènes et de Rome*, recueillit les travaux plus développés dus aux membres de l'une et de l'autre. Enfin, un *Institut de Correspondance hellénique* était fondé à l'École d'Athènes pour servir de trait d'union entre elle et ses amis ou correspondants érudits, conviés à des conférences intéressant l'hellénisme ancien et moderne.

Désormais, l'École est majeure. Forte de son expérience, elle se dirige elle-même, règle son programme non plus d'après des instructions lointaines et théoriques, mais de sa propre inspiration, éclairée sur place par l'observation des réalités et des occasions propices. Le directeur n'est plus un régent indifférent ou défavorable aux initiatives de ses subordonnés : c'est un arbitre et un conseiller, qualifié pour suggérer et répartir les tâches selon les aptitudes de chacun et l'intérêt de tous. Entre l'Institut et sa pupille, les rôles sont intervertis : celle-ci agit spontanément sur son terrain, forme ses limiers et rend compte du produit de ses chasses. Dans la Commission académique,

chargée de juger ses travaux, ce sont d'anciens « Athéniens », initiés à sa vie, à ses besoins, à ses aspirations, qui forment la majorité. Leur appréciation a l'autorité de la compétence. L'unité de vues exclut tout antagonisme entre les deux parties. Parvenue à la maturité, la pupille n'a plus besoin d'être morigénée : ce qu'elle attend de ses tuteurs, c'est une assistance morale qui l'aide à pourvoir aux besoins de sa mission.

Un autre changement significatif témoigne de la valeur précoce de cette activité. Jadis, c'était après leur départ d'Athènes que les plus favorisés obtenaient l'occasion de se signaler par des entreprises subventionnées par des concours extérieurs. A part Beulé et Foucart, auteurs de fouilles exécutées au nom de l'École, Léon Heuzey, Georges Perrot, Olivier Rayet ont dû leur première notoriété à des explorations indépendantes. A partir de 1875, c'est l'École elle-même qui procure à ses membres les moyens de se distinguer et de recueillir les premiers fruits de leur zèle par des missions exhaustives. Désormais, cette heureuse innovation deviendra la règle. Il fallut l'exemple de Beulé et des étrangers pour démontrer cette vérité élémentaire : une école d'archéologie qui n'inscrit pas les fouilles en tête de son programme se condamne à une demi-stérilité.

Albert Dumont fut l'instigateur de l'ère nouvelle dont l'éminent épigraphiste Paul Foucart allait être le réalisateur énergique et tenace. De 1878 à 1890, l'École lui doit de l'avoir formée aux strictes disciplines de la recherche et de l'exégèse documentaire. Avec des crédits bien modestes, mais réguliers, son activité rayonnante obtint une somme prodigieuse de résultats. Dix-huit chantiers de fouilles exploités, une série ininterrompue de voyages d'exploration en Grèce et en Asie-Mineure enrichirent l'archéologie et l'épigraphie de centaines de monuments figurés et de milliers d'inscriptions, et la géographie historique d'identifications et d'itinéraires inédits.

Cet apport, obtenu avec des moyens dérisoires, représente un magnifique déploiement d'audace et d'énergie. C'est alors que de jeunes maîtres purent de bonne heure conquérir des lauriers que leurs aînés avaient dû attendre plus longtemps. Les Ed. Pottier, S. Reinach, M. Holleaux, M. Clerc, P. Paris, G. Cousin, Ch. Diehl, F. Dürrbach, G. Radet, H. Lechat, firent leurs premières armes en archéologie, épigraphie et histoire : d'autres, comme A. Hauvette, P. Monceaux, G. Deschamps,

V. Bérard, P. Jamot, Ph. Legrand, y préludèrent, par d'intéressantes découvertes, à de brillantes carrières de philologues, d'humanistes et de critiques.

Mais le dernier mot, — qui n'est jamais que l'avant-dernier, — n'était pas dit. Déjà Paul Foucart avait rêvé de compléter ses anciennes recherches à Delphes par une exhumation plus étendue. Il appartenait à l'esprit entreprenant et inventif de Th. Homolle (1890-1903) (1) d'ajouter à l'œuvre de l'École le lustre de cette résurrection, comparable à celles d'Olympie, d'Épidaure, de l'Acropole d'Athènes. Or, le vaste chantier de Délos, exploité depuis quinze ans, mais à petits coups et sans beaucoup d'ordre, ne répondait pas à cette ambition. Il sut convertir le gouvernement à son projet. Du jour où le Parlement eut octroyé un crédit de 750 000 francs, l'exploit mémorable, dès 1892, devait s'accomplir. Si longtemps assoupi dans sa sérénité poétique, le Parnasse vit ses flancs sillonnés par des voies Decauville. Délivrée de son grossier linceul de masures, la blanche cité d'Apollon reparut à la lumière, toute ruinée, mais encore opulente en épaves d'histoire et de beauté.

Désormais largement outillé, en matériel et en personnel technique, l'organisme perfectionné par Th. Homolle semblait arrivé à ce degré de maturité productive qui autorise peut-être l'espoir de se maintenir, mais non l'ambition de se développer. Pourtant, dès que le « nerf de la guerre », qui est aussi celui de la science exploratrice, ne lui faisait pas défaut, l'École pouvait encore reporter ailleurs ses ambitions. C'est ce que fit, grâce à la libéralité du duc de Loubat, le sixième directeur, M. Holleaux (1903-1912). Avec une précision minutieuse, il entreprit le déblaiement méthodique de Délos. Une publication, remarquable par les qualités de ses analyses et de sa documentation illustrée, ne devait pas tarder à couronner une œuvre de haute tenue scientifique, qui se distingue par sa vigilance critique et son souci de perfection.

Aux grandes fouilles de Delphes et de Délos, l'École gagna une pléiade nouvelle d'érudits dressés aux investigations scrupuleuses et aux reconstitutions exactes. C'est là que se sont formés les épigraphistes E. Bourguet, G. Colin, P. Fournier, les archéologues P. Perdrizet, L. Couve, Courby, Chamonard, Bulard, et

(1) Pour l'ensemble de l'œuvre de Th. Homolle, nous renvoyons à notre notice des *Monuments Piot*, t. XXVIII, 1926, p. III-XXVIII.

le géographe Ardaillon. Les études d'architecture, jusqu'alors considérées comme étrangères aux vocations spéciales des « Athéniens », trouvèrent des adeptes en G. Leroux, Vallois, Courby : précieuse extension de compétence qui allait permettre aux promotions nouvelles de tirer parti par leurs propres moyens de toutes leurs trouvailles. Une véritable école d'architecture naquit ainsi de l'adjonction au personnel archéologique d'une équipe technique. Les conducteurs des travaux de Delphes et de Délos, M. Convert, puis J. Replat, ensuite les membres danois de la Section étrangère, furent les éducateurs des « Athéniens » en cet ordre de connaissances. Ainsi, les levés de plans, croquis et cotes exactes entrèrent dans les habitudes, et permirent d'ajouter aux analyses de monuments figurés et d'inscriptions des essais très poussés de reconstitutions monumentales.

La « Section étrangère », destinée à héberger les pensionnaires des nations amies, Belgique, Suisse, Hollande, Danemark, etc... fut installée par Th. Homolle, en 1903, dans un pavillon spécial, contigu au terrain de l'École : une autre création, conçue aussi par Th. Homolle, mais réalisée de 1904 à 1907 par M. Holleaux, vint s'y ajouter sur un terrain voisin. C'était l'École primaire d'enseignement français, dite « École Giffard », en souvenir du donateur dont le legs en fit les frais. Ces annexes complétaient, selon les intentions de l'ordonnance de 1846, la personnalité complexe de la cité intellectuelle du Lycabette, vouée à une double tâche : l'étude de la Grèce antique et la diffusion de la culture française. Une étroite solidarité allait unir, pour le plus grand profit de l'ensemble, ces trois parties d'un même corps. La Section étrangère fournit à l'École des collaborateurs fort appréciés. Quant à l'École Giffard, elle put offrir aux membres français arrivés au terme de leur mission une prolongation de séjour favorable à la continuation de leurs recherches archéologiques, en même temps qu'elle trouvait en eux un surcroît de professeurs de haute culture, déjà familiarisés avec la langue et le milieu athéniens.

C'est grâce à cette trinité que l'École a pu subir l'épreuve de la grande guerre sans renoncer à se rendre utile. Il allait échoir à son directeur et à ses membres la tâche d'adapter les ressources et l'activité de la mission aux répercussions militaires et diplomatiques de ce conflit sur tout le Proche-Orient.

PENDANT LA GUERRE : LA MOBILISATION

Le cataclysme de 1914 surprit l'École en pleine activité.

Le signataire du présent article avait eu l'honneur de succéder à Th. Homolle comme huitième directeur (1), en mai 1913. Il y trouvait une équipe déjà mûre pour les tâches diverses de l'explorateur et du fouilleur, et dressée aux disciplines exactes que lui avait inculquées M. Holleaux. Il restait d'abord à poursuivre les enquêtes anciennes ou récentes, et à les compléter par des entreprises nouvelles, de façon à distribuer à chacun, dans la limite des crédits ordinaires, sa part d'activité.

En 1913, furent continuées les fouilles de Philippes, Thasos et Délos, et des recherches partielles à Delphes. En Asie-Mineure, une entente conclue à Constantinople par le directeur avec le Service ottoman des antiquités, dirigé par Son Excellence Halil-Bey, permit d'ajoindre un membre de l'École, M. Ch. Picard, aux fouilles de l'inspecteur Macridy-Bey sur le site de Claros, le grand sanctuaire apollinien. La courte campagne suffit à révéler en cet endroit une mine épigraphique des plus engageantes. En vertu de la même convention, des fouilles furent amorcées sur les ruines colossales d'Aphrodisias. En Grèce, l'acropole d'Orchomène d'Arcadie, explorée pour la première fois, livra les substructions d'un grand temple et d'importantes inscriptions. Entre temps, des architectes danois de la Section étrangère exécutaient des relevés à Némée, Tégée, Thasos et Délos, deux membres belges poursuivaient leurs recherches dans les musées et bibliothèques d'Athènes. L'enseignement de l'École Giffard était assuré par deux anciens membres; les sessions des brevets et baccalauréats étaient tenues à Athènes, Salonique, Smyrne et Constantinople; la publication du *Bulletin* se continuait. Le directeur visitait les chantiers de Délos, Delphes et Thasos, et arrêtait le projet d'un doublement des locaux de l'École Giffard en hauteur et en superficie.

Le printemps de 1914 amena la reprise quasi automatique de tous ces travaux, complétés par des explorations en Chalci-

(1) Après le départ de M. Holleaux en 1912, Th. Homolle était revenu à Athènes comme septième directeur. Il n'y resta qu'un an, pour passer à la direction, devenue vacante, de la Bibliothèque nationale à Paris, en mai 1913.

dique et en Acarnanie. Au mois de juillet, le directeur s'était rendu à Salonique, Smyrne et Constantinople pour présider les sessions d'examen et confirmer avec Halil-Bey l'entente relative aux fouilles d'Asie. Au retour de Constantinople, il s'était arrêté à Philippes, au mont Athos et à Thasos. Il se préparait, après un court séjour à l'École, à aller visiter, en vue de fouilles éventuelles, les sites de la Grèce du Nord qui lui avaient été signalés par les explorations du printemps.

Rentré à Athènes le 26 juillet, il se voyait aussitôt obligé, par les nouvelles inquiétantes, de se concerter avec la Légation au sujet de la situation militaire des membres de l'École. Le dimanche 2 août, survenait l'ordre de mobilisation. De suite avisés par télégrammes, nos jeunes gens regagnaient Athènes dans le courant de la semaine. Tous, sauf un, étaient mobilisables. L'effectif comprenait neuf membres, dont trois anciens revenus à l'École Giffard ou en mission. Leur embarquement sur un petit bateau grec affrété, l'*Atromitos* (l'Intrépide), était fixé au 8 août : ils devaient partir avec la mission militaire commandée par le général de Villaret. Pourvue par le directeur, à ses risques personnels, des viatiques indispensables, avant de quitter l'École la petite troupe s'aligna militairement sur la terrasse de marbre. Un cliché enregistra son entrain juvénile et martial : pour quatre d'entre eux, ce devait être le dernier adieu à cette maison. Annoncé par les journaux, salué par une manifestation enthousiaste, le départ solennel de l'*Atromitos* n'était pas sans danger. Dans le port même du Pirée, un paquebot allemand se tenait aux aguets. Un guet-apens se tramait en vue de s'emparer d'otages qui eussent procuré au *Gœben* et au *Breslau*, alors en fuite dans ces parages, une sauvegarde contre les attaques de la flotte franco-anglaise. Des renseignements précis, de source sûre, furent transmis par l'École à la Légation : des mesures appropriées assurèrent à l'*Atromitos* surchargé la protection des flottes alliées, dès sa sortie des eaux grecques.

Resté seul avec l'architecte, J. Replat, le directeur s'occupa d'hospitaliser les mobiliers que des ménages d'officiers avaient dû abandonner à l'aventure, puis d'assurer, malgré l'interruption ou la précarité des communications avec Paris, la continuation des travaux d'agrandissement de l'École Giffard et l'impression du *Bulletin de Correspondance hellénique*.

A Athènes, les banques fermaient leurs guichets, l'or s'était évanoui. Cependant la guerre y semblait d'abord bien lointaine!

AUX DARDANELLES

Elle devait se rapprocher à grands pas. Après le débarquement de Sedd-ul-Bahr, le 25 avril 1915, l'incendie gagnait les Balkans. A Athènes, l'opinion, déchirée par un schisme de plus en plus violent, la Macédoine alarmée, la Serbie accablée, la Bulgarie énigmatique, créaient une atmosphère d'incertitude où l'on avait peine à distinguer amis, ennemis ou neutres. Avant qu'il fût trop tard, l'occasion était encore propice à un voyage d'exploration dans ces régions troublées et mal connues. Ce fut pour le directeur de l'École une enquête utile à plusieurs égards : l'archéologie ne devait pas être seule à en profiter.

Du jour où les hostilités se portèrent sur le théâtre oriental, il était logique que les « Athéniens » y fussent affectés. Par la force des choses, il arrive que, sur ces sols classiques, le moindre coup de pioche se heurte à des débris antiques. Le hasard transformait des tranchées militaires en sondages archéologiques ; sous les balles qui semaient la mort, le passé ressuscitait. Ainsi fut découverte, près de Sedd-ul-Bahr, la nécropole de l'antique Eléonte, d'où, après le P. Dhorme, le sergent Courby et l'interprète stagiaire Chamonard, anciens « Athéniens », tirèrent un intéressant mobilier funéraire. Aussitôt, l'École entreprit, sous le patronage de l'État-major du corps expéditionnaire, la publication, dans son *Bulletin*, de ces résultats. Elle avait, en même temps, la douleur de perdre là deux des siens : en mai 1925, au cours du débarquement à Koum-Kaleh, sur le rivage épique de Troie, disparaissait le sergent J. Paris; à Sedd-ul-Bahr, le capitaine G. Leroux tombait frappé d'une balle. Ces pertes s'ajoutaient à celles que l'École avait éprouvées dès les premiers jours de la guerre en France : le lieutenant de dragons Ad. J. Reinach et le fantassin G. Blum étaient tombés au champ d'honneur en août et septembre 1914. La liste douloureuse ne devait pas s'arrêter là.

En l'automne de 1915, l'imbroglio politique et militaire de l'orient gréco-balkanique allait se simplifier, si l'on peut dire, par un dédoublement logique. Deux théâtres d'opérations, l'un militaire en Macédoine, l'autre diplomatique en Grèce

même, devaient, après maintes péripéties, collaborer au dénouement décisif. Ce fut l'attitude ambiguë de la Bulgarie, à qui faisait pendant celle du roi Constantin, qui provoqua les résolutions salutaires.

Le 5 octobre 1915, Constantin congédiait M. Vénizélos. Le même jour, les troupes des Dardanelles débarquaient à Salonique, où le général Sarrail venait aussitôt se mettre à leur tête. Le noyau de l'armée d'Orient était constitué : Salonique devenait comme une seconde capitale grecque, que l'Entente allait aménager en camp retranché.

LES SERVICES DE LA GUERRE A L'ÉCOLE

A Athènes, la propagande germanique se déchaînait. Déjà lassé par les deux années de guerre balkanique qui avaient préludé à la grande lutte, le peuple grec aspirait à la neutralité comme à un repos, soucieux avant tout, dans l'incertitude, d'éluder les aventures. Mais la Grèce détenait les voies terrestres et maritimes des communications entre l'Occident et la Macédoine : il était donc impossible de la traiter en quantité négligeable. Son rêve d'isolement n'était qu'un paradoxe. Malgré tout, par la logique des faits, la Grèce non belligérante se trouvait englobée dans la zone de guerre, et, avec elle, Athènes et l'École française.

A Paris, quatre ministères connaissaient l'École, sa popularité en Orient, ses ressources en personnel et en bâtiments. Placée sous la tutelle de l'Instruction publique et des Affaires étrangères, elle avait toujours entretenu les relations les plus cordiales avec les missions militaires et navales accréditées en Grèce, ainsi qu'avec nos escadres du Levant. Quand donc la question se posa de réorganiser, à l'unisson des circonstances, les services de nos attachés militaire et naval, les deux ministères intéressés songèrent naturellement à profiter du concours de l'École. Il fut convenu avec celui de l'Instruction publique que le pavillon libre de la Section étrangère serait prêté aux deux attachés pour l'installation de leurs bureaux. On fit appel en même temps, pour leur connaissance de la langue et du milieu, à des « Athéniens » mobilisés ou auxiliaires, nommés officiers-interprètes : exemple aussitôt suivi par les autres pays belligérants, qui s'empressèrent de recruter dans leurs écoles

archéologiques le personnel auxiliaire de leurs Légations.

En décembre 1915, un effectif de sept « Athéniens », dont quatre dispensés, deux militarisés et un membre belge, put être regroupé à l'École, ce qui portait à neuf le total du personnel, y compris le directeur et l'architecte J. Replat.

L'École reçut mandat d'entretenir par des moyens appropriés les sympathies franco-helléniques et la confiance en notre cause. Il existait à Athènes une *Ligue franco-hellénique*, dont le premier président avait été, en 1913, le général Sydoux. Elle fut réorganisée avec la collaboration très avisée de M. Ch. Dugas, pourvue d'un organe spécial rédigé en grec sous le titre d'*Adelphosyni*, d'un comité central à Athènes, de sous-comités et de cours de français dans les provinces. Ses adhérents allaient bientôt se multiplier par tout le pays.

Le 30 novembre 1915, le directeur, revenu de son voyage en Macédoine, était convoqué au quartier général de Chantilly pour fournir au général Joffre divers renseignements sur la topographie, la viabilité, les moyens de transport et l'état de la population en Macédoine. Par réciprocité, le généralissime voulut bien lui confier une déclaration réconfortante de quelques lignes, destinée à la presse grecque, qui l'accueillit avec faveur. Au milieu de décembre 1915, l'École repeuplée avec son effectif de guerre rouvrait les cours de l'École Gilliard, et le travail était distribué selon les goûts et les aptitudes de chacun.

Malgré les orages qui s'annonçaient, la mission poursuivait ses tâches diverses. Il ne pouvait plus être question de reprendre des fouilles archéologiques un peu étendues : la consigne était de ménager toutes les ressources du budget et de restreindre les dépenses au strict nécessaire pour l'entretien. Cependant des recherches de surface purent être reprises à Thasos et à Délos : le *Bulletin de Correspondance hellénique* de 1915 voyait le jour ; les rapports toujours amicaux avec les Écoles anglaise, américaine, italienne se resserraient. Une entente avec les entreprises cinématographiques permit d'améliorer la présentation de nos films de guerre. Souvent, ceux-ci produisaient une impression contraire à celle qu'on attendait : la répétition des scènes de détente, salutaires en France pour la tranquillité des familles, exagérait aux yeux de l'étranger l'inaction de nos poilus. En recomposant les films à la manière d'un drame

logique, avec un prélude, un milieu, une fin, leur héroïsme apparaissait dans toute sa grandeur.

L'ARCHÉOLOGIE A L'ARMÉE D'ORIENT

Dès le mois de janvier 1916, le vaste camp retranché de Salonique représentait déjà une puissante place d'armes, capable de fournir à l'armée d'Orient renforcée une base solide pour son action ultérieure. Les « Athéniens » y formaient un groupe, sur lequel planait, comme une auréole de bravoure, la gloire du sergent Avezou, tué dans la nuit du 16 au 17 novembre 1915 à Kostourino (Serbie), au cours d'une contre-attaque contre les Bulgares. Outre les jeunes, tels que Hatzfeld, Mendel, Fournier, Schulof, Courby, Ch. Picard, on y comptait un vétéran, le lieutenant Ch. Bayet, engagé volontaire septuagénaire, qui avait tenu à renouveler l'acte de patriotisme dont il avait déjà donné l'exemple en 1871. Thureau-Dangin, le « Romain » Carcopino, le chartiste Léon Rey, l'architecte prix de Rome Hébrard, les artistes P. Jouve et Rameau, des lettrés tels que José Frappa, Laurent-Vibert, le lieutenant de vaisseau Larrouy complétaient, avec quelques savants médecins, cette brillante phalange d'intellectuels.

Comme aux Dardanelles, l'archéologie ne devait pas tarder à s'adjoindre aux préoccupations militaires. D'importantes découvertes faites dans des tombes, d'abord au hasard des travaux de retranchement, attirèrent l'attention sur les antiquités de la Macédoine, en particulier sur les nombreux *tumuli*, dont la nature restait à préciser. D'autre part, comme tout ce butin appartenait en fait et en droit à la Grèce, afin d'éviter toute apparence de vandalisme et pour le bon renom de notre armée, il parut opportun d'organiser ces recherches en un service spécial et compétent. Le général Sarrail consentit à entrer dans ces vues; il n'avait que l'embarras du choix autour de lui. Un service archéologique de l'Armée d'Orient fut donc institué de manière à donner toute garantie à la Grèce comme à la science. Un musée fut créé près de l'église Saint-Georges pour abriter les trouvailles. A la fin de la guerre, le tout fut remis régulièrement à l'éphorie grecque. L'École d'Athènes y gagna pour son *Bulletin* les substantielles études de Léon Rey sur les Habitats primitifs de la Macédoine, et celles d'Hébrard

sur l'arc de Cratère et l'église Saint-Georges à Salonique.

Plus tard, en avril 1918, l'École put organiser à Athènes, dans le Zappéion, avec l'agrément du général Guillaumat et le concours des artistes français de l'armée d'Orient, représentés par P. Jouve, une exposition franco-hellénique, qui fut inaugurée par le roi Alexandre et M. Vénizélos. Ce fut un gros succès. De plus, comme les moines du Mont Athos témoignaient à notre égard des dispositions les plus libérales, l'École jugea bon d'en profiter pour solliciter et obtenir du général Franchet d'Esperey l'adjonction au service photographique de l'armée d'Orient du savant byzantiniste G. Millet, ancien « Athénien », et de l'architecte J. Replat. Une remarquable récolte de documents byzantins inédits ou mal connus fut la récompense de cette expédition, dont un premier album vient de faire connaître les somptueux résultats.

ÉPISODES DE TERRE ET DE MER

Sauf durant la crise de juin 1916 à juin 1917, la vie à Athènes était exempte d'émotions violentes. Les péripéties de la politique ne troublaient ni la rue ni les rapports quotidiens dans la capitale, non plus que les voyages à l'intérieur du pays. Mais dès qu'on s'aventurait sur le domaine insidieux de la mer, l'insécurité commençait. Entre Athènes et Salonique, le chemin de fer n'offrit une voie sûre qu'après 1916; en revanche, maints risques menaçaient le passager qui entreprenait de se transporter de Grèce en France et *vice versa*, même par la voie raccourcie de Corfou à Tarente ou Brindisi. Dès la sortie du golfe de Patras on pénétrait dans les champs de mines. La marine française exerçait dans ces parages infestés une surveillance diligente, par ses torpilleurs et ses avions. Régulièrement, les communications postales étaient assurées, entre Corfou et l'Italie, par deux affrétés, aussi vieux que petits, la *Fauvette* et la *Linotte*. On y était admis sous la garantie « qu'ils ne valaient pas le coup de torpille ! »

Le plus souvent, pour ses déplacements, le directeur de l'École eut l'avantage de profiter des rapports traditionnels de cordialité qui, depuis le temps où la France entretenait au Pirée une station navale du Levant, liaient l'École d'Athènes et la Marine. Il retrouvait parmi les grands chefs de notre

flotte d'anciens amis, connus jadis aspirants, enseignes ou lieutenants de vaisseau et devenus amiraux. Les amiraux Boué de Lapeyrère, Fatou, Moreau gardaient le souvenir fidèle des bonnes heures de jeunesse, où la mâture et le poste d'aspirants de la vieille frégate en bois la *Vénus* ou les « carrés » du *Seignelay* et du *Vauban* accueillaient les « Athéniens » de 1885, tandis que par réciprocité l'austère maison du Lycabette se déridait aux joyeuses visites des uniformes bleu-marine. Parfois alors, notre chef fronçait le sourcil, craignant que la rédaction de nos mémoires n'eût à pâtir de ces fréquentations. En quoi il exagérait. L'union entre Français à l'étranger est une garantie à longue échéance, et les bons sentiments nés dans la quiétude se retrouvent aux jours d'épreuve.

C'est en camarade que le directeur de l'École eut maintes fois la faveur d'être admis à s'embarquer sur des navires de guerre, le plus souvent sur des torpilleurs. Il lui arriva d'être ainsi associé à quelques épisodes où la voix et la fumée des canons rappelaient que l'atmosphère de guerre n'était de tout repos pas plus sur mer que sur terre. Ainsi en 1918, il lui fut donné, au large de Corfou, de participer, sur le *Sakalave*, sous les ordres du commandant Guette, à une chasse émouvante à un sous-marin autrichien, qui fut réduit à aller se perdre dans les filets de l'Adriatique.

« Passer du grave au doux, du plaisant au sévère », aphorisme laborieux de vieille rhétorique dont alors les jeux du hasard rendaient, au moindre déplacement, l'application facile et réelle. La vie s'agençait d'elle-même en scénarios, d'un art spontané parfois bien ingénieux. A ce titre, il nous sera permis d'extraire de nos souvenirs un dernier épisode.

Acte Ier (31 janvier-1er février 1916). — La scène se passe à Salonique dans le cabinet du commandant en chef de l'Armée d'Orient. Le directeur de l'École est venu entretenir le général d'un projet d'organisation du service archéologique. Aux premiers mots de sa requête : « Tout ce que vous voudrez! J'ai une peur bleue des archéologues! — Merci! C'est bon à savoir, mais ce n'est pas encore le moment d'en abuser. — A votre guise! Mais, dans le militaire, tout projet se traduit par un ordre. Voici du papier. Écrivez! — C'est déjà fait. Voici le papier. » L'affaire réglée militairement, l'archéologue n'avait

plus qu'à rapatrier à Athènes le fantôme, jusqu'alors insoupçonné, de cette « peur bleue », en réalité masque plaisant de la bonne volonté du soi-disant terrorisé. Celle-ci s'affirma aussitôt sous une forme moins symbolique, mais aussi officieuse, chez l'amiral Gauchet, commandant de la flotte ancrée dans la rade de Salonique. Il voulut bien assurer notre retour par le moyen du torpilleur le *Poignard*. Celui-ci devait partir le lendemain, à quinze heures, pour Stylida, port du golfe de Lamia. Le reste de la journée fut employé à visiter, sous la conduite de deux officiers de l'armée d'Orient, MM. Garat et José Frappa, les travaux du camp retranché de Salonique : œuvre formidable, qui s'annonçait comme un coin mortel enfoncé au dos de l'ennemi. A l'hôpital militaire, nous allions voir notre ancien, Ch. Bayet, dont nous avons cité plus haut le noble exemple : notre ex-directeur de l'Enseignement supérieur était là, grelottant de fièvre, sur un lit de camp. En face de lui, un colonel anglais, assis sur sa couchette, pipe aux lèvres, les pieds dans un baquet d'eau chaude, soignait une philosophie rubiconde beaucoup moins attristante. Le soir, une même table réunissait tout un ban de camarades « Athéniens » et « Romains ».

En somme, excellente journée, pensions-nous en regagnant l'hôtel. Nous nous représentions l'effet, chez les sceptiques d'Athènes, des révélations sur la puissance et le rôle prochain de la forteresse salonicienne. Déjà le futur Musée de l'armée d'Orient s'esquissait, où nous rêvions un pied-à-terre permanent, nécessaire à l'École pour ses explorations en Macédoine...

Si le sommeil d'un homme content n'a pas d'histoire, il y a des réveils qu'on n'oublie pas. A 2 h. 50 du matin (31 janvier 1916), un effroyable tonnerre de détonations nous avertit que les pavots de Morphée ont dû subir quelque métamorphose infernale. Impitoyables, réitérés, les coups ébranlent l'hôtel du fond en comble : la toiture vitrée du grand hall s'agite en vibrations de boîte résonnante. Au premier sursaut, nous ouvrons notre porte : dans le cadre de l'huis d'en face se dessine l'académie squelettique d'un Anglais, évidemment détenteur d'un record de maigreur : image de quelque Lémure, funèbre messager de l'Hadès! Un garçon grec affolé dévale en bas de l'escalier en criant : « Aéroplanes germaniques! »... Nous voilà presque rassurés : si les premières explosions ont sévi tout

autour de l'hôtel, elles doivent logiquement s'éloigner à bref délai. De fait, elles semblent de plus en plus distantes.

Notre fenêtre s'ouvrait sur la rade. Dans la pénombre s'estompent les masses vagues du vaisseau amiral, la *Patrie*, et des gros navires de l'escadre. Inlassables, les lueurs détonantes semblent décrire un circuit vers l'ouest. Brusquement, elles jaillissent du milieu même de la rade, comme si elles sortaient des flancs des navires. Dans le ciel nuageux, rien! Les détonations se répercutent en échos secs sur la façade de l'hôtel. Qu'est-ce à dire? L'idée d'une riposte des navires sur la ville ou dans son ciel nous effleure, mais se réfute aussitôt comme indigne de la prudence avisée de notre marine. Quelques coups partent encore de la côte est, cette fois d'une batterie de terre, puis silence complet. La brume matinale couvre la rade et la ville de son suaire. Les navires sommeillent, invisibles. Le mystère épaissi de cette aube tragique décourage toutes hypothèses. Pour l'instant, notre bilan moral se résume ainsi : quelques heures plus tôt frottement de mains dans l'illusion d'un lendemain bienfaisant; maintenant, la tête assourdie, frottement des yeux, où s'est imprimée l'obsession d'éclairs meurtriers!

Jusqu'au lever du jour, la ville reste plongée dans une obscurité prudente. Vers cinq heures du matin, un branlebas dans la rue la tire de sa torpeur. C'est l'instant d'aller voir et savoir. A quelques pas de l'hôtel, des pompiers aspergent un vaste entrepôt qui achève de se consumer. Plusieurs millions de marchandises sont anéantis. Une demi-douzaine d'immeubles, dont une école française, ont été détruits ou endommagés; on parle d'une vingtaine de victimes, soldats et réfugiés. Le Quartier général, particulièrement visé, est pourtant indemne. On dénonce l'auteur de ces méfaits, sûrement identifié : c'est un zeppelin, venu d'Autriche. Les explosions en rade? des bombes perdues, lancées au hasard, dans l'impossibilité de repérer les navires, que l'amiral Gauchet a rendus invisibles par l'ordre absolu, dès la première alerte, d'éteindre les feux et de s'abstenir de toute riposte.

... Trois mois plus tard, le perfide visiteur devait tenter de renouveler son exploit; mais l'effet de surprise était manqué. On sait comment il fut abattu dans les marais du Vardar. Sa carcasse fut exposée comme un trophée sur le quai de la Tour

blanche. La pitié n'était certes pas le sentiment réservé à ce mégathérium d'acier, chargé de crimes...

Acte II (1er-2 février). — Informations prises, les ordres de l'amiral concernant notre départ subsistent. A quinze heures le *Poignard* est à quai. Deux officiers en mission pour Athènes sont admis à profiter de l'occasion. Le torpilleur se lance à travers le golfe houleux. Une nuit de cabrioles endiablées, où ce cétacé métallique s'ingénie à rentrer dans la peau de son prototype animal, l'amène devant le môle de Stylida. Là, dans l'eau pâteuse de l'estuaire où s'égare le Sperchéios, le monstre s'assagit. Il lui restait à découvrir le chenal de pleine eau qui le guiderait au port, car celui-ci, pour mieux dormir, a laissé son phare éteint. Quelques coups de sonde, la bonne voie est trouvée, et l'on accoste.

Mais où donc sommes-nous? En Grèce ou au Groenland? Tout n'est que neige aux alentours. Le silence boréal de ces espaces polaires nous déroute. Pourtant, sous leur épais péplos d'hiver, nous reconnaissons bien les cimes classiques de la Phthiotide : Othrys, Tymphreste, Oeta, Callidrome déploient la ronde impassible de leurs blancheurs nuptiales. Gloire aux noms harmonieux qui chantent dans les vers et revivent sous nos yeux en formes augustes et marmoréennes !...

Mais nous sommes à Stylida, morne gîte de marmottes engourdies. Le torpilleur lui-même s'est assoupi. Pour prendre l'air, son état-major fait escorte aux voyageurs; mais ceux-ci ne pourront partir qu'à midi, et il est sept heures! Notre troupe erre sur un champ de foire glacial. Une bise sauvage, qui s'est vautrée toute la nuit sur les névés de l'Othrys, se lève avec l'idée fixe d'aller congeler les Thermopyles, et nous griffe la figure en passant. On cherche un refuge. Aux alentours, toutes façades sont closes. On avise l'église : la porte cède. Contemplation, plus prolongée que de raison, de l'iconostase enluminée : belle leçon de byzantinisme. Mais les meilleures leçons ne sont pas les plus longues, et nous sommes rassasiés de martyres, même avec auréoles. Nous nous retrouvons dans le vide, quasi cristallisés... Enfin, un geste révélateur! Le commissaire du bord se frappe le front : « J'ai une idée! — Vraiment? — Vous allez voir. Vous connaissez le marché de Salonique : un coupe-bourse! Si je savais les prix courants en Thessalie, ce serait une bonne base pour les marchandages en

Macédoine. Ce village dort : donc c'est un juste! Réveillons-le. J'ai idée que l'ordinaire y trouvera son compte et cela nous fera passer le temps. » Assentiment unanime. Pour la circonstance, l'helléniste est promu interprète de la marine. On frappe à une porte : il en sort une ménagère avenante et intimidée. « Avez-vous des poulets à vendre, des canards, des œufs, des noix, du vin de Samos? » Elle rentre, ferme la porte, revient avec une paire de poules, des paniers, etc... Par une infiltration magique à travers les murs, la nouvelle se transmet de proche en proche : les victuailles affluent; des monceaux de volailles palpitent à nos pieds. Marchandages serrés, sur le mode enjoué. Le commissaire exulte, vide sa bourse, signale à bras au *Poignard* d'envoyer le youyou avec deux hommes. Va-et-vient. Le torpilleur en liesse lève l'ancre. Les voyageurs gagnent la gare. — Arrivée à Athènes, à dix heures du soir.

Acte III (3 février 1916). — Au réveil (heure x), distribution des journaux. Une grande vedette attire l'œil : *Préparatifs de débarquement des alliés en Thessalie*! Suit le texte d'un télégramme du préfet de Lamia. Il avise le gouvernement que, dans la matinée du 2, un navire de guerre français est venu opérer force sondages suspects dans les fonds du golfe lamiaque, a passé en revue toutes les maisons de Stylida, pour s'informer des ressources de cette localité et de tout le pays en ravitaillement et en logement de troupes; il a de plus effectué d'importantes réquisitions de vivres. Les autorités sont invitées à surveiller de tels agissements. — L'émotion, vraie ou feinte, gagne aussitôt la ville et le Palais.

18 heures. Dans l'*Hestia*, note rectificative, qui met au point, avec précisions signées, la légende du débarquement militaire à Stylida. Le *Poignard*, inoffensif, chargé d'une mission toute pacifique, n'a profité de son court séjour que pour se ravitailler, à la plus grande satisfaction des vendeurs. S'il a acheté un lot de volatiles, il semble bien qu'il en a laissé un nombre suffisant pour alarmer tous les Capitoles...

Constantin eut la bonne grâce de se déclarer convaincu. L'incident était clos. Si burlesque qu'il fût, il n'en était que plus significatif d'un fâcheux état d'esprit, déjà savamment attisé en Grèce royaliste par une propagande perfide.

LE DRAME DE DÉCEMBRE 1916

C'est après la livraison par sa garnison grecque, le 27 mai 1916, du fort de Rupel aux Bulgares que les choses se gâtèrent. Le 8 juin, les Alliés signifiaient le blocus des côtes de Grèce au ministère qui avait refusé à l'Entente le rapatriement, par la route d'Itéa-Bralo, de l'armée serbe reconstituée à Corfou. Le 21 juin, ils exigeaient la démobilisation de l'armée grecque. Un poste de marins français était installé à l'École : ce qui n'empêchait pas celle-ci de collaborer, à l'Université, aux examens des professeurs grecs de français et de tenir sa session ordinaire de baccalauréats. Le 14 juillet, une belle manifestation populaire avait lieu à la Légation. Le 18 juillet, à la demande du ministre de France et avec l'agrément de l'Instruction publique et des Affaires étrangères, le directeur se rendait à Paris pour régler avec les ministères intéressés la question du logement des marins à l'École, avec la maison de la Presse l'organisation des services qui dépendaient d'elle, et exposer à M. Briand, ministre des Affaires étrangères, quelques impressions sur les faits récents et l'état de l'opinion en Grèce. Au retour, il eut l'occasion de s'arrêter à Corfou, d'y faire quelques recherches au Musée et d'admirer à l' « Achilleion » l'ex-cabinet de travail du Kaiser, où l'impérial écrivain rédigeait sa correspondance à cheval sur une selle pourvue d'étriers.

Cependant (fin septembre), le schisme entre la Grèce royaliste et la Grèce libérale était consacré par l'installation à Salonique du Gouvernement provisoire présidé par M. Vénizélos. A la suite d'une manifestation hostile devant la Légation de France, la flotte française était embossée au Pirée sous les ordres de l'amiral Dartige du Fournet, installé sur la *Provence*. A Athènes, un détachement de fusiliers marins avait déjà occupé le Zappeion. Le blocus commençait à prendre pied sur terre. Une odeur de bataille rôdait dans l'atmosphère de la ville. Des rassemblements inquiétants d'*épistrates* (réservistes) étaient signalés dans des villages de la banlieue : quelque chose de louche se tramait. Les renseignements transmis à l'École à ce sujet furent aussitôt communiqués à la Légation et à l'amiral. Celui-ci remettait à Constantin un ultimatum réclamant la livraison de quelques batteries de canons. Faute

d'exécution, des détachements de forces alliées devaient venir procéder au désarmement de l'armée grecque.

Ce fut alors le drame sanglant du 1er décembre. La journée était douce et lumineuse. L'heure fatidique de l'expiration de l'ultimatum était fixée à dix heures du matin. Dès sept heures, on apercevait, sur les pentes du Lycabette, dans le bois de pins, des rassemblements de troupes grecques, avec mitrailleuses et canons, comme rangées en bataille. A dix heures, la fusillade éclate de tous côtés, répercutée et multipliée par les échos. Sur le toit en terrasse de l'École, nos marins de garde se campent fièrement, debout sur le parapet, face aux tireurs, les bras croisés, impassibles. Le conseil injurieux ne saurait venir de les inviter à descendre, à ne pas s'offrir comme une cible à l'ennemi qui se démasque. Dédaigneux, mais intéressés, ils regardent, sur tout l'horizon, les flocons de fumée blanche qui s'élèvent, suivis de détonations dont le fracas accourt de partout. En un tel moment, une idée fixe passionne ces braves : identifier, d'après la direction des bruits, les compagnies de débarquement et les navires auxquels appartiennent leurs camarades. La jumelle aux yeux, ils scrutent, discutent, comme en manœuvres, sous les claquements du grand pavillon tricolore, don de leur marine à l'École d'Athènes, devenue leur bord.

Toute la journée, la fusillade crépite. Deci delà, quelques balles s'incrustent dans nos murs, perforent quelques vitres : balles perdues, sans doute. « La preuve qu'elles ne visaient pas l'École, c'est qu'elles l'ont touchée ! » proclame un émule à col bleu d'Edmond About. Le petit groupe, composé du directeur, et de MM. Chamonard, Dugas, Graindor, Plassart, Boulanger, Lacroix, après avoir erré dans le jardin et la bibliothèque, prenait le parti de se remettre au travail, chacun de son côté. A cinq heures du soir, un officier de police se présente : il prétend perquisitionner, sous prétexte qu'on a tiré de l'École. C'était absolument faux : on l'éconduit. A la nuit tombante, tous se réunissent dans le pavillon de la Section étrangère, siège des bureaux de l'attaché naval. La mousqueterie saccadée continue ; de temps à autre, une détonation massive révèle la voix des canons de marine : intervention qui nous vaut l'avis de la conclusion d'un armistice,

avec l'assurance que l'École sera respectée. On était ainsi dispensé de passer la nuit dans les sous-sols. Un ingénieur français vint demander l'hospitalité. Le dîner réunit tout le monde à la table du directeur. Quatre officiers de marine couchèrent à l'École. Des fusiliers marins furent répartis en faction dans le jardin. La nuit s'écoula sans incidents.

Le lendemain, dès sept heures, la fusillade reprenait, violente, mais localisée sur divers points. C'était la Saint-Barthélemy des vénizélistes qui commençait : assaut de leurs maisons, chasse à l'homme dans les rues. A tout prix, il fallait communiquer avec la Légation. L'attaché naval et le directeur se rendirent en voiture chez le ministre de France, avec un marin grec sur le siège. Deux ou trois fois, sur leur passage, un factionnaire aux yeux hagards fit le geste d'épauler vers eux son fusil : sur un signe du marin, la crosse retombait à terre. Le ministre, M. Guillemin, les mit au courant de ses démarches, de la situation de l'amiral bloqué avec ses fusiliers au Zappeion, des pertes probables et des mesures projetées. Au retour, on entend la sonnerie du « Cessez le feu ». La nuit fut calme.

Le lendemain 3, l'attaché naval signifiait l'ordre général d'évacuer tous les ressortissants français et alliés. Réuni dans le salon de la Direction, le personnel de l'École est invité à se préparer aussitôt au départ; il charge ses bagages sur des charrettes, et gagne le Pirée, où se retirent aussi les ministres de l'Entente, sauf celui de l'Italie. Le directeur se rend à la Légation pour concerter les mesures nécessaires en vue d'assurer la sauvegarde de l'École. Il est convenu qu'elle sera placée sous la protection du pavillon des États-Unis et remise au directeur de l'École américaine. Le lendemain matin, un lugubre cortège défilait sous nos fenêtres : une bande démoniaque poussait devant elle quelques notables vénizélistes, parmi lesquels se reconnaissait l'honorable maire d'Athènes, M. Bénakis, lamentable et prostré. Après trois jours consacrés à l'inventaire des bâtiments, la remise officielle en était faite aux mains de M. Hill. La diligence et le dévouement dont le directeur de l'École américaine a fait preuve dans l'accomplissement de sa mission intérimaire lui ont mérité une gratitude ineffaçable.

Il ne nous appartient pas de préciser ici les causes particulières et complexes de ce déplorable dénouement. En gros, il apparaît comme le produit d'une longue équivoque entre une

Entente, où l'on était loin de s'accorder, et une pseudo-neutralité, masque d'une hostilité têtue : d'un côté une confiance imprudente, de l'autre une méfiance perfide. Le triomphe momentané de celle-ci n'était pas de ceux qui honorent un vainqueur. Il y a, près du Pirée, un enclos où 77 tombes de marins français, victimes du guet-apens, doivent réveiller de cuisants remords.

Le torpilleur *Commandant Bory*, qui nous ramenait à Brindisi, sous les ordres du lieutenant de vaisseau Cras, passait entre les hautes parois du canal de Corinthe, mitrailleuses levées. Sur le pont de fer aérien qui le traverse en son milieu, les sentinelles grecques s'empressaient de poser leur arme, pour attester leur innocuité. Que signifiait alors leur provocante faction ?

On imagine aisément l'émotion soulevée en France par les douloureux événements d'Athènes. Le directeur de l'École était un des premiers témoins jetés en pâture à une curiosité angoissée. Après les membres du Gouvernement, qui tous exprimèrent le désir d'être renseignés, les commissions parlementaires des Affaires étrangères et l'Académie des Inscriptions provoquèrent aussi les confidences auxquelles elles avaient droit.

Après quoi, le moment vint de collaborer en silence aux mesures réparatrices élaborées par les services techniques : étude de la route Itéa-Bralo, artère maîtresse du ravitaillement de l'armée d'Orient en hommes et en matériel, préparation des cartes de la Thessalie, d'un guide et d'un lexique militaires, affectation des « Athéniens » comme auxiliaires et officiers-interprètes à l'armée et à la flotte d'Orient, renseignements pour la mission Jonnart, collaboration avec la Maison de la Presse pour ses films et publications, continuation du *Bulletin de Correspondance hellénique*, participation en Sorbonne aux soutenances de thèses des anciens « Athéniens », telles furent les occupations du directeur en 1917, jusqu'au jour où il fut autorisé à rejoindre son poste.

A partir du mois de septembre, l'École renaissait à la vie, dans une atmosphère assainie par l'éloignement de Constantin. L'hostilité factice contre la France cessant d'être, depuis le retour au pouvoir de M. Vénizélos, une consigne officielle, il

ne s'agissait plus que d'aider l'opinion à reprendre possession d'elle-même. Ce fut le rôle de la *Ligue franco-hellénique*, soutenue par l'activité de l'équipe de circonstance qui se trouvait reconstituée à l'École et par la mission militaire française, commandée par le général Bordeaux. On organisa en commun une série de conférences militaires faites par des officiers français et grecs, dans le dessein de favoriser le succès de la mobilisation hellénique. Elles furent suivies avec fidélité par un public aussi nombreux que sympathique.

L'École fut aussi associée aux projets de créations universitaires de M. Vénizélos, en particulier à la fondation d'un *Lycée pratique*, destiné à donner à la Grèce l'équivalent de notre École normale supérieure : des agrégés français furent recrutés en France comme directeurs d'études. Un Institut Pasteur, avec un hôpital français et une école d'architecture, complétèrent ces fondations pacifiques franco-helléniques.

Au cours de toutes ces péripéties, il est juste et réconfortant de constater que l'École ne cessa jamais d'agir en accord de cœur et d'esprit avec les représentants les plus qualifiés de la France. L'intimité de ses rapports avec la Légation, avec les missions militaire et navale, avec la colonie et les écoles françaises, comme avec les chefs et les cadres de nos armées de terre et de mer, fut toujours telle que la commandait la solidarité la plus exemplaire. La gratitude de l'École envers les ministres de France MM. Guillemin et de Billy et leurs chargés d'affaires, envers les chefs de l'armée d'Orient, les généraux Sarrail, Guillaumat, Franchet d'Esperey, envers les amiraux Gauchet et Fatou se fonde sur les services inappréciables qui lui ont été rendus, chaque jour et dans les circonstances les plus difficiles, tant pour l'exécution de sa mission que pour sa sauvegarde. Aucune ombre de dissentiment ou d'indifférence n'entachait cette collaboration officielle ou bénévole; chacun restait libre de la poursuivre dans sa sphère, selon ses idées, sous sa responsabilité. De même il est un fait que la vérité et la justice obligent à reconnaître, en dehors de toute immixtion dans la politique intérieure : chaque fois que M. Vénizélos a détenu le pouvoir, l'atmosphère de sympathie qui entourait l'École dans les administrations comme dans la société athénienne et provinciale montait aussitôt à un plus haut degré de cordialité réciproque.

L'APRÈS-GUERRE

La guerre de 1871 avait momentanément plongé l'École dans l'inertie de l'isolement. Celle de 1914-1919, en l'associant à ses péripéties, lui infusa de nouvelles énergies. Si la mission du Lycabette pleure de toute son âme les victimes qui représentent sa douloureuse contribution au sacrifice patriotique, la stèle qu'elle a dédiée dans son jardin à leur mémoire reste pour elle un monument de fierté autant que d'affectueuse piété. Elle n'a pas à regretter d'avoir été déviée de son rôle pacifique, puisqu'elle a pu mettre au service de la grande cause ses aptitudes et ses ressources.

Elle devait sortir de cette épreuve fortifiée et enrichie de capacités applicables au temps de paix et propices à une prompte et brillante reprise de son activité normale. A vrai dire, pas plus que la curiosité archéologique, transportée sous l'uniforme autour des champs de bataille, n'avait complètement chômé, le rôle pédagogique n'avait pâti des circonstances. L'École Giffard, agrandie en Institut supérieur d'études françaises, enrichie d'une bibliothèque, rouvrait ses portes en 1917. Loin d'avoir végété, le brillant enseignement qui y fut inauguré attirait aussitôt une clientèle de 350 à 400 auditeurs, chiffres presque doublés aujourd'hui. Les sessions d'examens français dans le Levant furent tenues régulièrement. En juin 1919, le directeur se trouvait à Constantinople pour organiser la session de baccalauréat et renouer l'entente archéologique avec le service ottoman, quand, le 18 au soir, un immense mugissement de sirènes clamait l'enthousiaste participation du Bosphore à la signature de la paix. C'était l'amorce triomphale du retour à la vie normale.

A l'automne suivant, le directeur du temps de guerre transmettait l'École à son successeur désigné.

Le choix de M. Ch. Picard, secrétaire général de l'École en 1914, était une consécration significative d'une maturité précoce que la guerre avait plutôt avivée que contrariée. Dans les postes difficiles où l'avait appelé la confiance de ses chefs, à Florina et à Salonique, le capitaine Picard avait trouvé l'emploi le plus heureux de son expérience du milieu balkanique et de ses facultés administratives. Initié aux derniers travaux de l'École pour y avoir brillamment participé avant 1914, il savait

les entreprises qu'il fallait continuer et celles qu'on pouvait inaugurer avec succès. En décembre 1919, le concours de l'École était rouvert : de bonnes recrues venaient relever ou renforcer l'effectif de vétérans improvisé durant la guerre. L'École reprit aussitôt sa tâche sur le terrain, avec entrain, méthode et autorité.

Les résultats furent immédiats et copieux. Parmi les initiatives fructueuses qui honorèrent, de 1919 à 1925, cette activité exemplaire, il en est une qui mérite une mention spéciale : c'est l'adjonction au domaine archéologique de l'École d'un champ de fouilles en Crète. L'exploration du palais minoen et de la ville de Mallia produisit, entre autres trouvailles, celle d'armes de bronze et de pierre incisée fort curieuses et tout un lot de tablettes inscrites qui ajoute de précieux documents à la connaissance de l'écriture crétoise.

Le directeur actuel, M. Pierre Roussel, est le dixième. Épigraphiste des plus avertis, il rend à l'École le service de remettre en honneur les études lapidaires que les succès de l'archéologie figurée et monumentale avaient un peu éclipsées. Délos, en particulier, qui lui doit beaucoup, est déjà sollicitée pas ses soins à de nouvelles révélations.

MÉTHODES ET BESOINS ACTUELS

On a suivi jusqu'au terme actuel le progrès constant des méthodes d'investigation de l'École. Au début, c'est une simple confrontation des souvenirs classiques avec le milieu concret de l'hellénisme : on se borne à « respirer le parfum de l'antiquité » devant les sites et les monuments apparents, et l'on consigne ses impressions en formules littéraires ou en théories spéculatives. Ensuite, on parcourt en surface les régions historiques. On en rapporte d'abord des descriptions précises où les données topographiques s'ajoutent à celles des textes, puis on se préoccupe d'en rapporter des copies d'inscriptions et, parfois, des relevés de ruines. Enfin, on entame le sous-sol, et l'on exhume des ensembles de plus en plus compréhensifs.

La première de ces méthodes a disparu presque aussitôt du programme officiel de l'École. L'impressionnisme littéraire reste un divertissement facultatif de la fantaisie individuelle : il n'est plus admis comme une tâche professionnelle.

La seconde, celle des voyages, a perdu de son efficacité révélatrice, à mesure que la multiplicité des missions a réduit la part de l'inconnu visible. S'il reste encore de l'inédit à glaner dans certaines régions balkaniques, en Illyrie, Macédoine et Thrace, ainsi qu'à l'intérieur de l'Anatolie, le mode d'investigation en surface tend à n'être plus qu'une forme de tourisme érudit, profitable à l'instruction personnelle plutôt qu'à l'enrichissement des dossiers de la science. A cet égard, il est toujours utile de faciliter aux « Athéniens » la visite des territoires historiques, même de l'étendre jusqu'aux confins de l'hellénisme de périphérie, en Syrie, Anatolie, Égypte, Libye, Sicile, Italie méridionale, Étrurie et même Ibérie. L'étude directe des musées locaux réserve encore à un œil averti des découvertes suggestives.

En définitive, ce sont donc les fouilles qui s'imposent désormais comme la tâche vraiment alimentaire d'un Institut archéologique soucieux de sa réputation : fouilles non pas partielles et limitées, mais exhaustives et complètes. L'École d'Athènes ne saurait s'endormir sur les lauriers de Delphes et de Délos, qui ne resteront pas toujours verts !

Le malheur est que le coût des grandes fouilles dépasse de beaucoup les ressources d'un budget ordinaire. Or, l'espoir d'obtenir du Parlement la répétition du beau geste de 1892 en faveur de Delphes devient de plus en plus problématique. C'est donc à la libéralité privée qu'il appartient de subvenir aux besoins de ces recherches désintéressées, tant par des donations spéciales que par l'entretien d'une caisse générale des recherches scientifiques. On sait tout ce que nos Musées nationaux doivent à la sollicitude éclairée de quelques Mécènes. Celle du duc de Loubat a largement contribué à la résurrection de Délos, et la fondation Eugène Piot subvient, dans la mesure du possible, à des fouilles archéologiques.

De plus en plus s'accrédite l'opinion que richesse oblige et qu'en remplissant ses obligations elle crée noblesse. Jadis l'astucieux Crésus donna l'exemple et s'acquit la meilleure popularité chez les Grecs par de fastueuses contributions au relèvement des temples les plus fameux. Le sol généreux de la Grèce, patrie de la Renommée, rembourse largement en gloire la sollicitude qu'on lui témoigne. Les noms de Schliemann, d'Arthur Evans, du duc de Loubat l'attestent avec éclat. Voici

que la libéralité éclairée d'un prince de Suède vient d'enrichir de quelques merveilleux joyaux les trésors de l'art mycénien. Les rois du dollar s'avisent aujourd'hui d'acquérir tout un quartier d'Athènes pour y retrouver les monuments de cette Agora qui fut le foyer du libéralisme moderne.

La France est l'héritière directe de la pensée hellénique. La première, elle eut l'initiative d'une fondation que d'autres ont imitée à l'envi. A qui donc les bonnes inspirations doivent-elles profiter tout d'abord, sinon à ceux qui en ont eu la priorité? Laisser péricliter l'École d'Athènes, faute de ressources pour continuer sa tâche, ce serait récompenser par une faillite imméritée son zèle et ses brillants résultats.

LE BILAN ACTUEL

A examiner de haut le bilan des découvertes de l'École seulement depuis cinquante ans, on aperçoit que le sol de la Grèce en est tout jonché. Ce sont d'abord, presque sur la même ligne, les deux éblouissantes cités saintes d'Apollon, Delphes et Délos, dont les marbres s'épanchent en larges nappes sur les flancs du Parnasse et du Cynthe. Puis, de l'Épire à l'Arcadie, de la Macédoine à la Crète, de l'Hellespont à la Carie, il n'est guère de canton où n'apparaisse quelque squelette de temple, de ville, de nécropole, attestant le zèle résurrecteur de la mission française du Lycabette. Dans les musées de la Grèce, tout un peuple de statues, de bas-reliefs, vases, bronzes et figurines révèle les multiples variantes d'une beauté dont la prétendue monotonie n'était jadis qu'un préjugé de l'ignorance. Par milliers, les archives lapidaires nous transmettent de toutes ces ruines comme l'écho des voix humaines d'autrefois. Mais l'atmosphère religieuse des sanctuaires et l'atmosphère officielle des monuments publics ne rendent pas l'image de la vie privée de tous les jours. L'École française fut la première à découvrir en Grèce l'équivalent d'une Pompéi cosmopolite du IIe siècle avant notre ère : les quartiers bourgeois de Délonous ont restitué les aspects familiers, le décor et les pratiques de la religion domestique dans une cité de banquiers, de négociants et d'armateurs avec leurs clubs, où capitalistes italiens, levantins et grecs agiotaient sous l'œil complaisant de dieux modernisés.

Elle a, de plus, rejoint l'hellénisme des confins, en Égypte ptolémaïque et en Ibérie, par d'heureuses affiliations aux Instituts français du Caire et de Madrid. Les études byzantines lui doivent les plus précieuses contributions, et elle n'omet pas d'étendre sa curiosité à la Grèce franque du moyen-âge, dont les souvenirs méritent de sa part une attention particulière, ainsi que l'étude philologique et littéraire de la langue grecque moderne.

Quel profit cet énorme dossier archéologique, épigraphique et historique, complété par toute une bibliothèque de savants commentaires, a-t-il apporté à la culture moderne ? Quels sont la place et le rôle de cette enquête sur l'antiquité dans l'évolution de notre civilisation ? Voilà ce qu'il importe de préciser en manière de conclusion, afin de déterminer dans l'avenir l'attitude et les gains nouveaux qu'on doit attendre de l'institution.

L'ÉCOLE D'ATHÈNES ET L'HUMANISME MODERNE

Les humanismes commencent par la littérature et se continuent par l'archéologie. Tel fut le cas des Romains : dès qu'ils eurent pris contact avec la Grèce, ils s'intéressèrent à ses œuvres d'art au point de l'en dépouiller et de s'en disputer les copies. Virgile aspirait à voir l'Hellade de ses yeux ; Hadrien, plus heureux, y entreprit plusieurs pèlerinages et s'offrit l'impériale fantaisie de la transporter elle-même en Italie, sous forme de pastiches de paysages et d'édifices, en sa villa de Tibur. De nos jours, les distinctions se sont effacées entre l'antiquité livresque et l'antiquité concrète, associées dans un culte plus éclectique des divers aspects du passé. On veut voir revivre les ombres dans leur cadre de réalités. On sait que toute œuvre d'art est, comme un livre, un état de sensibilité et de civilisation confié à la matière : *mens habitat molem*. Littérateur, historien, philosophe, linguiste sont également intéressés à la résurrection de ces témoins, édifices, sculptures, dessins, inscriptions, qui illustrent et précisent les institutions, l'histoire, la religion, la langue d'autrefois.

Suggestions d'autant plus instructives qu'elles remontent plus haut dans le passé. La perfection ne devient intelligible qu'à l'aide de ses antécédents. Suivre une évolution depuis les origines d'une civilisation jusqu'à son dernier terme offre le

plus sûr moyen de reconnaître le mécanisme réel de l'inspiration, toujours contrainte par l'infirmité inventive de l'esprit humain à s'appuyer sur du connu pour innover. En ce sens, les « renaissances » classiques sont en réalité des préludes de modernismes, et non de stériles retours en arrière. N'est-ce pas le dégoût d'une formule moderne discréditée par ses exagérations qui fait rechercher dans le passé les modèles répondant aux aspirations nouvelles soit vers la stabilité sereine, soit vers le mouvement expressif ? Or, ces retours périodiques ne s'adressent jamais à la même forme d'antiquité, mais à celles qui n'ont pas encore servi. Chaque renaissance a besoin d'un passé qui soit en quelque sorte d'aujourd'hui, c'est-à-dire emprunté aux plus récentes révélations de l'archéologie. On a vu ainsi successivement l'art romain, puis l'alexandrinisme pompéien, l'atticisme de Phidias et de Praxitèle, enfin l'archaïsme, le minoen, le préhistorique servir de trame aux variations du modernisme.

Ce qui est vrai pour le temps l'est aussi pour l'espace. L'exotisme n'est pas un auxiliaire moins actif de régénération. La Grèce l'a connu de très bonne heure : elle a égyptisé, orientalisé ; en art, comme en religion, elle a connu ses crises de mysticisme cabirique, orphique, mithriaque ; elle a éprouvé la tentation de donner congé à la raison pour s'abîmer dans les révélations d'un yoghisme éperdu. En revanche, partout où il s'est diffusé, l'hellénisme a marqué son empreinte sur les confins les plus lointains. Même au delà, en des pays où les Grecs ne pénétraient pas, l'hellénisme s'est introduit par transmissions. Nous ne sommes plus surpris de le retrouver jusqu'au pied du Pamir dans les Bouddhas drapés à la mode ionienne, dans les bronzes de la Mongolie et de la Chine inspirés de l'art gréco-parthe et indo-scythe de la Bactriane, pas plus que nous ne nous étonnons de le voir revivre en Extrême-Occident dans les poteries et la statuaire de l'Ibérie.

De ces rapports lointains, l'humanisme compréhensif d'aujourd'hui tire la conclusion que tout ce monde antique, dans son ensemble, était régi par les mêmes lois que le monde moderne. Il n'est plus possible de s'enfermer dans le culte exclusif d'un idéal, d'un temps, d'un milieu isolé, et d'échapper à cette impression de solidarité cosmopolite. Sans doute, dans cette complexité, le milieu méditerranéen nous intéresse de plus près,

puisqu'il est le berceau de notre propre civilisation. C'est à lui que l'École d'Athènes a la mission particulière de consacrer son activité essentielle, et l'on a vu avec quelle diligence et quel succès elle s'en est acquittée. Elle a, pour sa large part, contribué à élucider le rôle original assigné par la nature à ce bassin de la Méditerranée orientale, où est née la navigation égéenne, et à cette péninsule hellénique, véritable transformateur des hordes nordiques en libres citoyens, puis en marins audacieux, colporteurs d'un idéal d'humanité affranchie.

L'École d'Athènes est le plus ancien de ces observatoires historiques placés au centre du monde méditerranéen par la noble curiosité des consciences tributaires de l'hellénisme. Mais à mesure que s'élargissait le champ des observations jusqu'aux confins extrêmes de l'hellénisme et au delà, la France n'a pas manqué de compléter en conséquence ses organes d'information scientifique. Successivement, l'École de Rome, filiale directe de celle d'Athènes, l'Institut du Caire, celui de Madrid, les services archéologiques de l'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc), les missions et instituts de Beyrouth, de Jérusalem, de Perse, d'Afghanistan, et, jusqu'en Extrême-Orient, celui de Hanoï, ont été chargés d'étendre sur toutes les civilisations historiques du vieux monde l'enquête longtemps restreinte au bassin méditerranéen. Loin d'être jalouse de ces émules et de les traiter en rivales, la mission athénienne voit, au contraire, en elles la plus éclatante justification de sa propre utilité. Elle serait la première à souhaiter que l'encerclement du globe par l'archéologie française fût achevé par l'installation de laboratoires du même genre au milieu des vieilles civilisations du Nouveau-Monde, à Buénos-Ayres ou La Plata, à Lima, à Mexico.

Le temps n'est plus où les routines combinées d'un irréalisme livresque et d'un utilitarisme borné excluaient de la culture générale, comme autant de futilités, les révélations de l'archéologie. La connaissance approfondie du passé se traduit par un enrichissement de la conscience moderne, et toute conquête faite en Grèce sur l'inconnu apporte une suggestion féconde à la civilisation du présent.

GUSTAVE FOUGÈRES.

LE PACHA DE TOMBOUCTOU

DERNIÈRE PARTIE (1)

DES LETTRES ARRIVENT A MARRAKECH

A peu de distance l'un de l'autre, — huit jours à peine (et que valent huit jours dans la vie prestigieuse de l'Empire du Couchant ?) — deux courriers venant de la montagne sont entrés dans Marrakech : le premier comme un torrent, au risque de renverser les murailles de terre rouge, dans sa hâte de franchir la porte de Bab Roob ; le second comme l'eau muette d'une séguia qui pénètre dans un champ d'oliviers.

Mais, en ce monde, le bruit recueille souvent la faveur refusée à la discrétion. Il faut dire que le bruit n'accompagnait pas seul le premier courrier : deux cents esclaves noirs suivaient Ali el Adjémi et plusieurs charges de l'or du Soudan. Le tout, prétendait-on, à titre d'échantillons.

D'une porte à l'autre de la ville, on parla de cent mille mitqals d'or, « sans compter les charges importantes laissées aux ateliers de Lektoua où des ouvriers sans nombre frappaient des médailles au chiffre du Victorieux ».

« Déheb ! Ed Déhébi ! l'Or ! le Doré ! » Une telle rumeur avait déferlé hors la ville, à travers la campagne, qu'elle avait atteint Diawara vers sa dernière étape. Ignorant le contenu de la lettre qu'il portait précieusement entre les deux moitiés d'une baguette fendue, — pour lui épargner les souillures de la sueur et marquer le respect dû aux écrits, — le chamelier de

Copyright by André Demaison, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 août, 1er et 15 septembre.

Tombouctou était déjà poussé par le désir de participer à la fête, lorsqu'il se présenta à la Porte du Jeudi, attiré par la foule qui y stationnait.

Si, jusque-là, Diawara était à peu près inconscient de sa mission, la majesté de la ville et de ses murs éveilla en lui un tel émoi qu'il commença de prendre son rôle au sérieux. Il se crut un de ces fameux émissaires dont il avait entendu raconter, le soir, pendant les heures chaudes, la magnifique histoire. Il n'en douta plus quand il aperçut, dépassant les remparts à la façon des palmiers plantés dans un verger, les minarets des mosquées de Ben Youssef, Sidi bel Abbès, Ben Salah, Bab Doukkala, de tant d'autres encore égarées dans le Ksour, les quartiers des olives et des tanneries, et, par-dessus tout, au loin, la Koutoubya, verticale prière, doigt gigantesque qui indique le ciel.

Quand il passa par les chicanes de Bab el Khémis, aux gardiens qui lui réclamaient le droit de porte il répondit, fier de montrer sa connaissance de la langue arabe :

— Je vais dans la maison du caïd Jilali !

L'inclémence du sort saisit toutes les occasions pour nuire à ceux qu'il a marqués. A peine Diawara achevait-il ces mots, qu'il fut bousculé par une mule. Un cavalier à l'air grave était assis sur l'énorme selle rouge dont les personnages puissants ont coutume de harnacher leur bête. Un tapis zaïan s'étalait sur la croupe. L'homme, à moitié voilé par le capuchon blanc de la djellaba et qui portait un collier de barbe avantageux, arrêta brusquement sa monture.

— Connais-tu, dit-il, la maison de Jilali ?

— C'est aujourd'hui seulement que j'entre pour la première fois à Marrakech...

L'homme à la mule réfléchit. Il ne reconnaissait pas un Noir ordinaire. L'esclave qui le suivait s'était précipité, d'une main serrait les rènes, de l'autre tenait l'étrier de son maître.

— D'où viens-tu ? questionna de nouveau l'homme important.

— De Tombouctou !

A ce nom dont le prestige, à l'heure actuelle, décorait les rues, s'étendait sur les places, pénétrait les mosquées, les médersahs, le palais, et courait dans les provinces, toutes les têtes se retournèrent. On arrêta même les « bâlek » retentissants qui accompagnaient la cohue des ânes, des chevaux et des

chameaux. Tous les regards dévisagèrent l'homme qui annonçait si simplement sa venue du pays de l'or.

La foule allait l'entourer, quand le personnage juché sur la mule chamarrée interpella le Soudanais :

— Viens, je vais te mener chez le caïd Jilali. Il sera heureux de te voir.

Diawara, tout fier de se trouver incontinent sous la protection d'un si haut seigneur, se laissa guider à travers les quartiers de Marrakech vers le quartier de Bab Doukkala.

Si l'émissaire soudanais avait connu la ville et les personnages qui s'y faisaient remarquer, il se serait rendu compte que la maison du caïd Jilali était située à l'opposé, derrière la Kissaria, le marché des soieries d'Orient. Il n'aurait pas ignoré, s'il avait été informé, l'ancienne rivalité qui séparait Ouktourza et Jilali; non plus que d'autres choses concernant le caïd principal Mahmoud Zergoun, dont l'âme s'emplissait d'amertume au récit des succès de Djouder et qui honorait le caïd Ouktourza de son amitié.

Arrivé dans la cour, pavée de mosaïques et ornée de splendeurs ignorées de la façade, il remit son parchemin à son hôte bienveillant, plongea les doigts dans les plats effleurés par les invités du soir, et s'endormit d'un paisible sommeil à travers les coussins presque tous occupés par les familiers et les clients de la maison. ...Il rêva de magnificences indicibles, contemplées au balancement d'un dromadaire infatigable.

Les jours suivants, on apprit dans la rouge cité de Marrakech que le sultan Moulay Ahmed, le Victorieux, le Doré, (que Dieu lui donne des jours glorieux et innombrables !) avait eu un accès de colère tel qu'il avait fallu rechercher, la nuit, dans toute la ville, les meilleurs médecins du royaume, au grand tracas des gardiens qui sommeillaient aux portes des quartiers.

... Quelques jours après, la rumeur à peine apaisée se réveilla. On chuchota que le chef de la police Jilali et ses femmes avaient disparu de leur maison. On affirma que le caïd Mahmoud Zergoun était élevé à la dignité de pacha, avec mission de rassembler un détachement d'arquebusiers pour aller rejoindre l'armée de Tombouctou.

... On raconta aussi qu'une troupe de cavaliers chleuhs avaient été chargée de recueillir dans le Sous des couffins de scorpions.

L'OR DE LA FAVORITE

A Marrakech-la-Rouge, autour des fontaines où l'eau ravive sans cesse l'émail des zelliges, le long des rues et dans les souks, sur le pas des portes et sous les auvents de cèdre sculpté, la colère du Sultan fut commentée sous les mille formes que peut engendrer le fertile cerveau populaire. Pour s'en consoler, bien vite on raconta autre chose que l'on savait par les femmes du palais : « Zouleïkha, la favorite, allait connaître des faveurs inaccoutumées; les plus habiles orfèvres du Mellah travaillaient en hâte pour confectionner des boucles d'or, des bracelets et des bagues d'or, des colliers, des broches et des épingles d'or, de cet or de Tibar envoyé par le pacha Djouder. »

Ces racontars n'allaient pas sans fantaisie ni développements. Les hommes y ajoutaient, en détournant la tête, la réponse du Sultan au chef victorieux : « Vous m'offrez de l'argent, avait-il écrit de sa main sur le dos de la lettre, mais Dieu m'en a gratifié plus que vous! Retournez à l'ennemi et chassez-le de son territoire, couvert d'opprobre et d'infamie! »

Si les jeunes femmes ne voyaient que la magnifique parure de la favorite, les matrones étaient troublées, de ce que la petite sultane n'avait pas encore donné d'enfant au Maître. Mais la question se perdait dans les bavardages...

Cependant, une angoisse étreignit quelques vieilles à l'annonce de l'arrivée dans le palais de couffins remplis de scorpions :

— Maléfice, dirent-elles, et mésaventure!

Les bijoux furent exposés une matinée entière dans la cour du harem. Toutes les femmes, depuis les chérifas jusqu'aux servantes, en passant par les vieilles harifas fécondes en ressources et en services, ne se lassaient pas de contempler les merveilles filigranées ou ciselées sur lesquelles jouait la lumière du jour. Les regrets remontaient dans le cœur des femmes déchues, l'admiration frappait les esclaves, et l'envie bouillonnait au fond des entrailles de celles dont la couche ne s'honorait que trop rarement de la visite d'El Mansour.

Zouleïkha, la favorite, regardait, hébétée de plaisir. Elle

souriait, admirant à part soi la douceur du destin qui lui envoyait, par le détour de son seigneur, les présents de son lointain amant. Elle ne toucha point au repas de midi. Angoisse ou joie ? Elle ne pouvait savoir. Sa pensée fut absente. Elle demanda, toutefois, pour échapper aux regards porteurs de mauvaises intentions, à se retirer dans son appartement.

Vers l'heure de la prière de l'après-midi, elle entendit frapper à sa porte. Les servantes entrèrent, les bras chargés de plateaux sur lesquels s'étalaient les bijoux du Sultan. Sans laisser à Zouleïkha le temps d'admirer, la plus âgée lui demanda de la suivre.

Le cortège défila entre les murs en chicane, dans les couloirs pavés de mosaïques, tourna longtemps à droite, à gauche, effleurant un jardin, un bosquet, une cour ornée d'une vasque où, solitaire, l'eau chantait, pour arriver dans une petite salle décorée par les meilleurs artisans de l'empire, depuis les revêtements de céramique jusqu'au dôme en bois précieux. Nul mobilier. A terre, des tapis; le long des murs, d'étroits matelas de laine recouverts de soieries.

— Déshabille-toi, colombe d'amour! dit à Zouleïkha la femme qui commandait les servantes. N'es-tu pas la lumière des yeux du Sultan?

Mais Zouleïkha réclamait Aïcha bent Fatma, sa vieille harifa fidèle, qui, depuis quelque temps, à défaut de nouvelles propres à l'intéresser, la consolait de douces paroles.

— Tu sais bien, épouse chérie du maître, qu'Aïcha est en voyage à Ammismiz depuis dix jours, chez son frère, dont la fille est en couches...

Cependant, comme l'heure s'avançait, un à un les vêtements de Zouleïkha tombaient sur les tapis. Alors, elle apparut comme une fine statue d'or pâle. Instinctivement, les servantes s'écartèrent et admirèrent, car la beauté n'épargne pas les gens de petite condition.

Un esclave parut à ce moment.

— Le caïd Ouktourza m'envoie pour dire que le Victorieux se meurt d'attendre.

— Approchez les bijoux! ordonna la harifa.

Un à un, elle se mit à les placer elle-même. Elle débuta par les cheveux ondulés et noirs, qu'elle casqua entièrement de médailles, de plaques, de diadèmes. Puis elle entoura le cou, souple et chatoyant comme la gorge d'une tourterelle, d'un

lourd collier qu'elle alourdit encore avec des pendeloques en cascades dont les seins, pareils aux petites coupoles qui dominent les tombeaux des marabouts célèbres, divisaient le jeu. A chaque bijou, une louange s'élevait :

— Tête de gazelle aux yeux profonds et noirs!

— Seins d'amour qui allaiterez un sultan remarquable!

Enfin, deux servantes fixèrent à ses oreilles des boucles chargées d'ornements compliqués, et entourèrent ses bras, ses poignets et ses chevilles, de bracelets dont les charnières, par fantaisie, mêlaient aux fleurs étranges taillées dans l'or pur des emblèmes d'amour plus étranges encore.

— Faisons vite, dit la harifa. Le Maître n'aime pas attendre.

— Et mon haïk? Et ma culotte? Et mes babouches? et mon hadjar? dit avec étonnement Zouleïkha.

— Le Doré désire te voir parée seulement de l'or du Soudan, qui donne autant d'éclat à son nom qu'aux charmes de ton corps.

Cela parut à la petite sultane un jeu fantasque. Mais le moyen d'échapper au caprice d'un homme, quand cet homme est le maître absolu de la vie et des biens de ses sujets?

A pas lents, elle suivit la harifa qui la confia à deux eunuques. Longtemps encore, elle marcha ainsi pour arriver devant une porte de cèdre qui laissait, sous le linteau, filtrer les sons affaiblis de guitares andalouses avec la lueur du jour déclinant.

D'un coup, la porte s'ouvrit et la favorite se sentit brutalement poussée dans une courette entièrement close de murs. L'or de ses colliers et de sa ceinture fit un cliquetis sonore.

— La voilà!

Ce cri de femme venu d'en haut souleva les regards de Zouleïkha. Elle vit sur la terrasse circulaire qui dominait la courette, penchés sur elle, une djellaba toute blanche, le visage d'un homme qu'elle reconnut pour son seigneur, et des femmes parées et sans voiles, dont un rire bruyant crispait maintenant les traits. Elle en reconnut qui se réjouissaient quand elle était malade et qui faisaient brûler sur les braises de leurs réchauds des peaux de reptiles, afin qu'elle mourût.

L'homme était impassible. Un nègre l'abritait sous un inutile parasol, un autre l'éventait. La musique des guitares continuait; mais Zouleïkha ne voyait pas les musiciens. Tout cela, elle n'arrivait pas à se l'expliquer.

Par instinct, elle avait porté les deux mains à ses seins.

A ce moment, en face d'elle, à ras du mur, tomba un de ces galets venus de l'Atlas et qui roulent innombrables sur la plaine de Marrakech. Cela fit un bruit d'œufs écrasés. La favorite dorée baissa les yeux, — et ne put les relever. On avait célébré la grandeur de ces yeux, pareils à ceux des gazelles : ils s'agrandirent encore. Sur les zelliges de la cour, elle venait de voir un grouillement, une ondulation, comme un linge sale étendu à terre et agité par le vent.

Des scorpions!

— Ce n'est rien! dit une voix, celle d'une chérifa qui convoitait depuis longtemps les faveurs du Victorieux. Ce n'est que des scorpions! Tu peux avancer!...

Zouleïkha, les yeux toujours fixes, resserra les jambes, rejoignit les pieds. En une soudaine pensée, elle revit les effrayantes bêtes que, dans sa jeunesse, les gamins de son âge taquinaient dans leur trou avec un roseau pour les faire sortir et les brûler ensuite toutes vives. Elle revit la mort d'un de ces enfants piqué au pied, la jambe gonflée démesurément, la face déformée par la douleur. Ce fut un éclair. Elle essaya un cri pour apeurer la bande houleuse qui se démenait sur les zelliges, approchait, reculait, poursuivie par les galets que, par jeu de haine, les chérifas lançaient dans la courette. Le cri avorta. Il ne sortit qu'un hurlement plaintif et étranglé qui résonna, lugubre, entre les quatre murs. Les musiciens s'étaient tus, curieux comme le Maître que l'esclave placide continuait d'éventer.

Immobile, Zouleïkha claquait des dents. Avec les invectives, les galets tombaient maintenant comme les coups du destin, écrasant les bestioles qui s'achevaient elles-mêmes, tandis que d'autres, affolées, rampaient vers la statue d'or mat dressée devant la porte.

— Qu'attends-tu pour danser, fille de dix pères? cria une des femmes.

Sous l'insulte, Zouleïkha reprit possession d'elle-même. Tous les yeux ardents purent alors la voir, refusant d'accepter la fatalité, arracher fébrilement les plaques de ses colliers et de sa ceinture et les lancer contre les premiers rangs du cercle qui se resserrait. Puis ce furent les bracelets qu'elle faisait glisser, douée d'une force inconnue, le long des bras et des mains qui saignaient. Ce furent, coup sur coup, les parures de tête, les

chapelets de médailles, les diadèmes... Et l'or sonnait sur les zelliges, rebondissait contre les murs.

En haut, les rires étaient restés dans les gorges... Les mâchoires des eunuques s'agitaient et laissaient passer de sourdes exclamations. D'autres serraient les lèvres. Chacun observait le jeu, écoutait le souffle de la jeune femme qui ahanait comme un bûcheron.

— Regardez comme elle devient laide !

Dépouillée, Zouleïkha parcourait encore ses membres et sa gorge, s'arrachait les cheveux, à la recherche d'un projectile nouveau. Elle rencontra ses boucles d'oreilles, oubliées. Et des deux lobes, le sang perla, marquant les épaules... Avant de les jeter, elle les considéra, eut aussitôt conscience de l'inutilité de ces projectiles, leva la tête, vit le sultan, cria une injure et lui lança les boucles. L'une d'elles s'accrocha à l'éventail tressé que le souverain agitait lentement : il la secoua comme une abeille ivre de miel.

... Les scorpions hésitaient encore, ne sachant où donner de la tête et de la queue, trottinant de côté, en tous sens, égarés, indécis...

— Apportez de la paille et du feu, dit en haut une voix d'eunuque.

Sur la terrasse, on se précipita. Zouleïkha leva les yeux et sentit le froid de la mort la prendre aux tempes. L'idée de sa fin la pénétra comme un étonnement, comme une subite révélation, et en même temps, la sensation effrayante que dans l'Islam il arrive ce que l'on prévoit le moins : le malheur. Lui apparurent, dans un éclair, le visage de son père, le caïd emprisonné, celui de sa mère qui la grondait, les yeux bleus de l'esclave chrétien devenu pacha et qui l'oubliait sans doute, au loin, très loin, si loin qu'elle en perdait tout à coup la notion d'elle-même, la notion de tout... Elle eut un éblouissement, aperçut des lueurs qui glissaient le long des murs, des flammes qui tombaient et chassaient vers elle l'armée des reptiles. Ses narines se pincèrent, déjà pressées par la main de la mort... Elle ne vit plus rien, reçut un grand choc au cœur et à la nuque, tout à la fois... Elle ne sentit plus rien. Les mains sur les seins, comme une colonne coupée à sa base, elle tomba...

— La fraîcheur descend de la montagne, dit en haut une voix lassée qui s'éloignait dans un glissement de babouches.

... Maintenant, la nuit avait posé un toit sur la courette. On ne percevait plus que le crépitement des petites pattes pointues sur les zelliges, pareil au menu bruit des feuilles mortes roulées par un vent d'automne.

LE TRIBUT DU SOUDAN

Au point culminant de la kasbah de Tombouctou, s'élève une vaste chambre rectangulaire, faite de murs épais en terre battue. Le mur du Nord est percé de deux portes. Une terrasse recouvre le tout et domine la ville. On y accède par un escalier en briques sèches qui monte du chemin de ronde. Les portes de la chambre sont voilées à l'intérieur par des draperies en laine blanche que les tisserands du Mossi agrémenteront de dessins géométriques et noirs. Le sol, les murs et le plafond sont revêtus d'un enduit gris clair, limon argileux du fleuve, mélangé de sucs végétaux. Ce n'est pas Es Saheli, l'architecte arabe, qui a bâti la kasbah et son espèce de donjon, mais les jeunes gens de Tombouctou dont les renégats ont bousculé l'apathie. Durant un long mois, la hâte et l'agitation ont troué la somnolence de la ville.

Sur le sol, des matelas bourrés de poils de chameau, des couvertures de laine brute au tissage serré. Aux murs, des armes, mousquets, escopettes et sabres, comme à Marrakech. Dans un coin, des selles, des harnachements; dans un autre, des jarres où l'or du Soudan s'accumule. Deux fusiliers en armes montent nuit et jour la garde autour de la demeure du Pacha.

Djouder est étendu sur un des matelas, la tête soutenue par des coussins. Il frappe sur un bouclier suspendu près de lui. Si-Mana se précipite. Le Pacha l'a comblé de faveurs, a fixé des anneaux d'or pur à ses oreilles, de très grands anneaux tombant sur les épaules, ainsi qu'il est d'usage dans la lointaine Marrakech.

— N'a-t-on pas encore vu entrer dans la ville un courrier venu de là-haut? demanda le Pacha.

— Mes yeux ne l'ont pas vu, mes oreilles n'en ont pas entendu parler...

— Interroge. Rapporte-moi des paroles. Va chez le caïd El Haddad. Dis-lui qu'il fasse surveiller les routes du désert et qu'on m'amène tous les chefs de caravanes. Va chez le caïd

Mostapha, dis-lui qu'il observe les chemins du Levant et qu'il se fasse craindre des Touaregs. Va chez le caïd El Haroussi, dis-lui qu'il ne quitte pas le chemin du fleuve.

— Prince des victoires, répond Si-Mana, le caïd El Haddad est engourdi dans la fumée. Et le caïd Mostapha et le caïd El Harroussi, et tous les caïds. Mais ne crains rien... Le pays lui-même est endormi, la ville est sûre et redoute vos armes, Pacha victorieux.

— Alors, toute l'armée fume le kif?

— Beaucoup, par la vérité!

Le Pacha resta un moment songeur.

— Va, dit-il enfin. Qu'on m'amène directement tout homme arrivant de Marrakech. Va.

Cependant, le Nord est resté silencieux. Ali El Adjémi et son escorte ne sont pas plus revenus que Diawara. De l'inquiétude Djouder est passé au besoin de savoir. « Il se peut que le premier courrier, effrayé par la traversée du désert, soit resté parmi les siens à Marrakech. Mais le Noir de Tombouctou? Il doit avoir hâte de regagner sa ville. Une récompense l'y attend : des esclaves, une maison, des bêtes de somme et de l'or, de cet or qui gagne les cœurs et les consciences, quelle que soit la couleur de l'homme. » La pensée de Djouder franchit les espaces, arrive à Marrakech et revient aussitôt à Tombouctou. Son esprit mesure les distances, compte les jours, suppute les accidents. L'obsession du lointain martèle son cerveau. A cause d'elle, il oublie de refréner les passions néfastes de l'armée.

Car il est seul à s'impatienter. Les renégats goûtent le repos après les incroyables fatigues. Les caïds se laissent envahir par la joie du pouvoir facile. Tous savourent la volupté de la fumée, plus facile encore. L'armée n'attend rien. Ce qu'elle a laissé dans le Nord, elle n'y pense plus. Une barrière infinie la sépare de Marrakech, de l'Espagne : on ne recommence jamais certaines folies, n'est-ce pas?... De batailles, il n'en est plus guère question ; on tire bien encore des feux de salve, matin et soir; on fusille bien quelques rebelles, quelques mauvaises têtes, à titre d'exercice ; mais, jusque dans les ceintures et les sacoches des arquebusiers, l'or a remplacé les balles de plomb et le pulvérin. Seul un courrier venu de Marrakech pourrait

changer la position de l'armée. L'armée n'est pas pressée de le voir arriver aux portes de la ville.

Ce n'est pas l'envoyé du Sultan qui arriva, ce fut le Soudan tout entier que la peur, à grands coups d'ailes, venait de parcourir. Le cadi de Tombouctou avait raison : les décharges de mousqueterie avaient été entendues, et la menace de subir le même sort que les Sonrhayes en avait changé le bruit en tonnerre. Les veilleurs de l'armée espagnole postés sur les plus hautes terrasses donnèrent l'alarme, la garnison fut au moment de se précipiter, quand ils virent des files d'hommes aux vêtements flottants jalonner au soleil les routes de l'intérieur. Cavaliers ou piétons, ceux qui avaient le même nombre d'étapes à parcourir se rencontrèrent sur la place de Badjindé, autour des marchands d'eau et de courges, agités et bavards, et furent chaque jour suivis par des voyageurs plus lointains encore. Leur nombre fut bientôt si grand et leurs langages si divers, qu'ils encombrèrent la ville, au risque d'exciter les mécontents qui se réunissaient dans la Bouzoudaya, derrière la mosquée de Sankoré. Le menu peuple, les commerçants, les trafiquants de sel et d'or, les tailleurs, les brodeurs d'étoffes, les femmes et les filles, tous se réjouissaient de ces visites, en attendant l'Azalaï, la fête du sel ; tandis que, le soir, le chant de ces noirs étrangers montait le long des murs et qui était encore un chant de liberté.

— Puissant Pacha! dit le cadi Omar ben Mahmoud ; ils sont venus t'apporter ce que tu désires ; ils attendent que tu ordonnes. Tu es notre roi...

— Alors, qu'ils entrent tous, dit Djouder que la chaleur fatiguait autant que l'angoisse, et qui mettait de la hâte à cueillir le fruit du Soudan.

— Fais doucement, Pacha ! Les oiseaux d'une même espèce doivent seuls voler ensemble... Ne laisse approcher qu'une tribu à la fois.

Devant la maison du Pacha, dans la cour qui s'ouvrait au pied de la terrasse, les caïds, assis sur des peaux de mouton, entouraient Djouder, élevé sur un siège de bois taillé. Des djellabas neuves avaient remplacé celles que le désert avait mises hors d'usage ; les turbans s'ornaient de plumes d'autruche dont les vaincus trafiquaient avec l'or et l'ivoire. Sur leurs genoux

reposaient les sabres ; tandis que le long des murs un alignement d'arquebusiers, l'arme au pied et la fourche à mousquet plantée devant eux, inspirait à tous crainte et sécurité. Des bachouds, aidés d'esclaves noirs, s'apprêtaient à ensacher la contribution du Soudan.

Les Touaregs Oulmiddon et ceux du Hombori entrèrent les premiers ; ils s'inclinèrent, répandirent de la poussière sur leur tête et promirent à Djouder de chevaucher derrière lui. Ils posèrent de l'or à ses pieds, mais il n'était pas pur.

Des commerçants de Djenné, la grande ville, la ville florissante, bénie du ciel et comblée de faveurs, l'entrepôt méridional de Tombouctou, et dont les habitants ne cessent d'envier les heureux de ce monde, s'écrièrent : « Que Dieu te blanchisse encore la face, puissant Pacha ! » Ils relevèrent les manches de leurs manteaux brodés, s'accroupirent et, avec précaution, installèrent sur les nattes un éventaire de bracelets d'or, d'anneaux et de pendentifs, que leurs femmes ont coutume de porter. « Notre chef, le Morimaghan, te salue ! » dirent-ils en s'éloignant.

Les Peulhs, nez et lèvres minces, teint clair, membres grêles et nerveux, étaient venus du Macina, où ils obéissaient à l'antique famille des Diallo. Ils possédaient les plus belles femmes de l'Afrique et des troupeaux innombrables. Ils ôtèrent leur bonnet tronconique et dirent au Pacha : « Que Dieu te couvre de bénédictions comme la pluie couvre les champs au moment des semailles. » Ils livrèrent des cuirs et de la laine ; ils livrèrent aussi les femmes les plus claires de la race, chargées de bracelets d'or pur.

Puis vinrent de l'Est, les gens de Gourma, formidables de chair et d'os, et païens ; les gens de Bara et de Dirma, qui ornaient leur tête de casques surmontés de cornes d'antilopes. Ils n'amenaient pas d'or. Mais leurs esclaves portaient, sur le crâne, des ivoires plus hauts qu'un homme, arrachés aux éléphants qui piétinaient leur terre.

Du Sud, le Naba du Mossi, qui ne croyait pas connaître les limites de son empire et le nombre de ses sujets, avait envoyé des cavaliers. Ils entrèrent en soufflant dans des cornes gigantesques, à se rompre les veines du cou : la kasbah et la ville retentirent de ces longs meuglements. Et ils jetèrent devant Djouder des paquets de torsades de métal jaune, au risque d'exciter la cupidité des vainqueurs. Ils reprirent le chemin du

Yatenga et de Ouagadougou pensent que, derrière eux, l'or en tintant s'entassait dans les outres.

Venus de l'Ouest, les Zénagas voilés, et vêtus de haillons qui payaient tribut au roi des Mandingues et les Sarakollés soumis à la famille des Silla, n'apportèrent qu'un maigre tribut, simulant ainsi la pauvreté: ils furent distribués ou vendus sur place comme esclaves.

Des survivants de l'empire de Ghana, agrippés à leur terre en voie de dessèchement, s'offrirent eux-mêmes pour sauver leurs familles. Des nomades apportèrent leurs chameaux et le fruit de leurs rapines.

La suite des jours amena ainsi les représentants des peuples noirs les plus divers par la nuance de leur peau, la forme de leurs traits et le nombre de leurs balafres, leur coiffure et leur accoutrement. Tous avaient le cou, la poitrine, les bras et la ceinture chargés d'amulettes que les sorciers leur avaient vendues pour écarter les sortilèges des hommes mystérieux porteurs d'armes bruyantes. Tous étaient envahis par la crainte et fort étonnés de contempler des visages si surprenants tant par la couleur blanche que par l'abondance de la barbe. Beaucoup étaient accompagnés de griots, chanteurs et musiciens, qui mêlaient à voix aiguë le nom de leurs chefs à celui du Pacha dans une commune louange.

De temps en temps, Djouder, afin d'inspirer le juste sentiment de sa force, faisait tirer des salves de mousqueterie. Alors les Noirs, pour masquer leurs tressaillements, se grattaient ostensiblement, pris de subites démangeaisons.

Les plus puissants, qui buvaient l'eau de la Rivière Noire, de la Rivière Rouge, de la Rivière Blanche, et qui mangeaient le mil fécondé de leur limon, arrivèrent à leur tour. Ils apportaient, collée à leurs sandales de cuir séché, la poussière de royaumes et d'empires qui avaient eu des armées considérables, des siècles de domination, et dont les débris, divisés en tribus, attendaient un chef.

Ainsi entrèrent dans Tombouctou les Bambaras du Khaarta, conduits par la famille royale des Kouloubali, qui extrayaient l'or de la terre et parlaient un langage brutal.

Les Toucoulaures, musulmans farouches, croyant avoir affaire aux descendants du prophète, donnèrent avec leur or et leurs armes un tison éteint provenant du premier feu allumé

dans le pays. Ils marquaient ainsi qu'ils livraient leurs foyers.

Quelques Sonrhayes, qui avaient perdu la foi dans leur roi, dirent en s'inclinant : « Il n'y a de force qu'en Dieu qui reprend ce qu'il avait donné ! » Et ils remirent à Djouder le tambour royal emporté par des fonctionnaires de la cour.

Et le défilé continuait. Des sources du Grand Fleuve arrivèrent les Mandingues, accompagnés de leurs frères, de leurs fils et de leurs cousins : les Dioulas, les Ouassoulounkés, les Miniankas, les Mandinkés et d'autres encore, dont le nombre glorieux occupait les sept mille soixante-dix-sept villages de la vallée fertile. Mafflus et coiffés de bonnets à oreilles, ils traînaient avec eux une dynastie déjà vieille de mille ans sans interruption, la dynastie des Keïta. « Nous sommes venus, dirent-ils, avec la paix seulement !... » Certains d'entre eux s'exclamèrent à la vue des renégats. « Ouaï, ma mère ! Ils sont aussi blancs que la vérité !... » Et l'or du Biton, du Bouré et du Bambouk emplit des sacs en poil de chameau, pour plusieurs charges d'hommes.

Les marchands qui apprirent la chose écoulèrent aussitôt, à bas prix, leurs réserves de monnaies de coquillages.

Vers l'heure de midi du septième jour, au moment que Djouder allait prendre son repas, un homme se présenta, vêtu seulement d'une bande d'écorce assouplie qui l'entourait à la ceinture. La brousse épineuse avait marqué des traces blanches sur sa peau noire. La plante de ses pieds ne craignait plus les cailloux des chemins. Sur l'épaule, il portait un carquois et un arc démesurés.

— Tu es seul ? lui demanda-t-on.

— Qui peut m'empêcher d'être seul ? répondit cet homme haut et nu qui arrivait des montagnes du Lobi, où l'or se mélange fortement à la terre. Un autruchon vaut toujours mieux que cent poussins de poule.

Ayant dit, il détacha un sachet suspendu à son cou par une mince liane, et vida sur la natte une poignée de poudre d'or : il avait parcouru des plaines, franchi des montagnes et des rivières, croisé des éléphants sur sa route, non pour se soumettre, mais pour la satisfaction de voir un chef à la peau blanche.

Le Pacha sourit et admira l'homme audacieux. Il savait maintenant que sa propre puissance n'avait plus de bornes ; il sentait que le Sahara, océan redoutable, séparait l'autre monde, celui de sa jeunesse, le monde où il avait connu la défaite,

l'esclavage et les prémices du pouvoir, le monde où s'agitaient encore des Espagnols et des Marocains, de ce monde nouveau qu'il dominait sans conteste.

Heur de l'asr. La chaleur de la terre monte vers le ciel. Tombouctou, réveillé un instant par l'irruption du Soudan, est assoupi. Sous les arcades, parmi les fumeurs, deux hommes palabrent. A voix lente le conteur conte, l'auditeur dort · chacun fait ainsi son devoir...

Soudain une rumeur se produit sur la place. Une émeute? Un soulèvement? Non, un courrier qui arrive du Nord, prétend-il, de Marrakech. On l'entoure. Le poste de garde à la kasbah le reçoit, le questionne. On va l'envoyer au caïd El Haddad qui le conduira au Pacha. Il parle, dit tout d'abord sa fatigue. Mais cela ne suffit pas. On veut des nouvelles de la ville rouge, des hommes, des femmes, des enfants, de la cour, du peuple.

L'homme, — un Noir attaché à une caravane qu'il a précédée pour préparer le gîte, — n'a point de papier entre les mains. Il *sait* seulement, et il arrive de Marrakech avec des marchands. Dans ses paroles, on sent des réticences, du mystère. On le presse. Que se passe-t-il là-bas? Le Victorieux n'est-il pas encore mort du poison ou de la peste? « Il se passe tant de faits étranges au loin! » L'homme est sur le point d'entamer une palabre... « Le Pacha demande qu'on lui amène le voyageur! » crie un porteur d'ordres. On l'entraîne à regret. Les suppositions surgissent, les habitudes de gravité disparaissent, l'impatience règne. Chacun interroge et tout le monde répond... Des gens de la ville reconnaissent le caravanier : c'est Diawara!..

Le Pacha de Tombouctou, averti par Si-Mana, voulait être informé le premier. Le serviteur éloigna les caïds et les soldats.

— Parle! dit Djouder.

— Que veux-tu que je dise?

— Ce que tu sais de Marrakech.

— Qu'est-ce qu'un homme comme moi peut connaître d'une cité qui contient des choses qui me dépassent?

— Si tu n'as rien vu, dis ce que tu as entendu.

Le Pacha perdait patience. L'homme prit peur. Il essaya de parler, ne le put.

— Ne crains rien, dit Si-Mana qui se tenait debout près de son maître.

Le messager regarda tour à tour le visage de l'eunuque, celui du Pacha et le sabre posé sur un coussin de cuir, près du divan. Alors peu à peu, mot à mot, comme l'eau qui filtre, timide, à travers la terre d'une digue qu'elle veut rompre, les paroles s'écoulèrent.

Entraîné par son sujet, fier de l'intérêt qu'il suscitait dans les yeux du Possesseur de la ville et du pays, il allait maintenant, tantôt monotone, tantôt exalté. Il raconta comment une lettre avait été confiée à lui, Diawara, par Ould Kirintil; son arrivée à Marrakech où la nouvelle de la victoire était entrée avant lui. Il décrivit la joie du peuple, le faste des réjouissances.

— Et la lettre? demanda le pacha.

— La lettre?

— Oui. A qui l'as-tu remise?

— A un caïd...

Et il dit la rencontre à la Porte du Jeudi.

A ce récit et au nom d'Ouktourza, fils des Chleuhs, le visage du Pacha s'assombrit et ne put s'empêcher de trahir l'inquiétude. Son regard se porta même vers le sabre qui dormait sur le coussin.

Diawara prit peur et s'arrêta.

— Parle! Parle!

— Pacha, notre maître, j'ai peur de dire des paroles qui...

— Mais parle donc! Tu n'as pas apporté de réponse? On ne t'a pas confié de chose écrite?...

— Je n'aurais pas attendu pour te la donner.

— Alors, parle! Qu'as-tu entendu à Marrakech?

— Des jeux et des bruits sans pareils. La poudre à fusil du monde entier y a été brûlée.

— Comment es-tu revenu ici?

— Je me suis échappé de la maison du caïd Ouktourza. Il m'avait enfermé avec ses esclaves, le jour que le cou du Sultan s'est gonflé de colère.

— Quelle colère?

— Elle a fait trembler tout le monde, même son médecin, Abou Abdallah Ed Thébib!

— Et puis?

— On a dit qu'il allait combler une des chérifas de faveurs inconnues à ce jour.

— Quelle chérifa? Sais-tu son nom?

L'homme réfléchit :

— Que Dieu me pardonne si je me trompe, mais ma tête a été fatiguée par la crainte de rester esclave dans la ville rouge, et aussi par le long voyage... Son nom?... Il est un peu parti de ma cervelle... Et puis, cela ne fait plus rien... elle est morte.

— Morte! Quel jour? Comment?

L'homme raconta l'affreuse histoire dont le récit avait parcouru Marrakech, depuis les demeures des vizirs et des caïds jusque dans l'obscurité des moulins à orge et des pressoirs à huile, en contrebas des rues, où des esclaves aident les bœufs et les chevaux à tourner la meule.

Le Pacha fut d'abord intéressé, pensant qu'assurément il ne pouvait s'agir de celle à qui il pensait plus que jamais dans son exil de conquérant. Puis l'horreur envahit son âme quand le messager en vint à la mort dans la courette aux scorpions.

— Son nom? Rappelle-toi son nom.

— Une vieille femme l'a prononcé souvent devant moi. Elle disait aussi qu'elle était la fille d'un caïd du Nord : Omar ben... et la plus choisie entre les chérifas... Ah! je me souviens maintenant... Zouleïkha... oui, Zouleïkha...

Le Pacha ne bougea plus, et, la tête vidée d'un coup, regarda fixement Diawara comme si le Noir venait de surgir devant lui. Il fit un effort pour se lever, fut retenu à terre par un fardeau invincible, pâlit, puis sentit sa tête se gonfler à éclater... Il réfléchit tour à tour que l'homme pouvait faire une erreur de nom, que le caïd Ouktourza l'avait trahi après avoir surpris la lettre, que ce Noir avait mal interprété et qu'il était peut-être question d'une histoire étrangère au palais... Ces pensées et bien d'autres s'agitèrent autour de la vision évoquée par ce fils de chienne, ce démon stupide qui... Soudain, il eut l'inspiration qu'il pouvait, dans sa toute-puissance, tuer la parole néfaste en coupant la voix qui l'avait prononcée. Le cri de bataille lui revint à l'esprit, comme un ordre irrésistible :

— Coupez-lui la tête! hurla-t-il, dressé tout à coup. Coupez-lui la tête!

La garde accourut. On emporta l'homme qui avait perdu l'entendement et battait les murs, affolé comme un chien lapidé dans une cour par une troupe d'enfants. El Haddad arrêta le bras du Pacha qui faisait tournoyer son sabre

— Laisse, nous ferons cela nous-mêmes...

L'homme était déjà loin, que la kasbah retentissait encore du cri : « Coupez la tête! Coupez la tête! »...

Vers la nuit, on introduisit dans la ville le courrier qui était resté avec la caravane et qui venait en avant porter son message, afin de se reposer dans une maison.

— Quoi de nouveau ? interrogea El Haddad qui le reçut.

— Un autre Pacha se prépare à venir prendre le commandement.

— Qui?

— On dit : le caïd des Andalous.

— Mahmoud Zergoun?

— Lui-même!

El Haddad, prudent, lut le papier et dit :

— Va te reposer, je remettrai au Pacha la lettre du Sultan.

LA MAISON DU DOUTE

Le caïd El Haddad a gardé la lettre : il est toujours temps d'annoncer les choses pénibles. Pendant plusieurs jours le Pacha de Tombouctou s'est enfermé dans sa chambre, au sommet de la kasbah. L'armée et la ville disent : « Il compte son or... »

Dans la nuit même, le doute est revenu. « Ce qu'a rapporté ce Diawara était peut-être une fausse nouvelle destinée à lui faire abandonner son espoir et, à tout prendre, le meilleur moyen de l'empêcher de revenir à Marrakech. » Ce doute s'étend rapidement, comme un incendie de plaine quand l'herbe est desséchée. Djouder ne veut plus croire ce qu'il a entendu. « Racontar, ce que lui avait dit le messager! D'ailleurs, le récit n'en sera plus fait : une gorge tranchée ne saurait plus mentir, ni proclamer la vérité... » Dans la fièvre qui le secoue, dans l'ardeur qu'il met à se persuader que rien n'est arrivé, le cerveau du Pacha travaille. Il excite la folie des images, bâtit les fictions. Le cortège est complet, qui marche dans l'âme du Pacha et la piétine. La vision préférée, dont il ne parle à personne, prend une importance inattendue. Sur elle, il voit se pencher des faces multiformes, pâles, noires ou bronzées. De l'esclave sournois il passe au Sultan lui-même, le maître qui dispose des corps, sinon des âmes. Il le revoit, obsédant, incli-

nant sa taille élevée, sa large carrure, approchant du visage de Zouleïkha son visage régulier aux joues pleines et jaunâtres. Les yeux noirs cherchent les yeux noirs qui fuient ou ne fuient pas. Les dents brillent, bien plantées... Le Pacha hait ses manières affables, son maintien élégant. Djouder hait son maître dans l'instant même. Son maître ? Oui, depuis l'apostasie !... Mais tout peut recommencer. Il peut remonter la pente sur laquelle s'est accumulé tant de sable mouvant. Ce sable, ces espaces qui le séparent de Marrakech sont une frontière inviolable... Ce qu'il a fait, lui, nul ne le refera. Alors, pourquoi ne pas se détacher de ce sultan détesté, abattre le Croissant, le remplacer par la Croix ? Et voici que la hantise le reprend. Tout lui crie, lui reproche le reniement : « Apostat ! » disent les barres des portes croisées, les colonnes et les chapiteaux, les oiseaux qui planent, les armes mélangées. Mais le doute encore vient assaillir ces projets. Qui le suivrait ? Peut-il soulever tout seul l'inertie de l'armée enlizée dans le plaisir ? Ne sera-t-il pas trahi ? Les caïds ne briguent-ils pas le commandement ? La croix que les renégats ont retrouvée dans la solitude, ils l'ont déjà rejetée dans l'oubli ! Ils ne pensent plus qu'à fumer, qu'à prendre du plaisir et à empocher l'or. Ils sont déjà pourris par l'or...

— Si-Mana !

— Me voici, Pacha véritable !

— Que fais-tu ?

Si-Mana ne répond pas. Il fume le kif.

— Si-Mana !

— Que veux-tu, puissant Pacha ? Toutes les femmes de Tombouctou ? Les plus belles esclaves du Soudan ? Les filles les plus claires des Peuhls et des Touaregs ?

— Donne-moi une pipe...

— Tu as raison, Pacha. Cela vaut mieux que des paroles.

Important, sourcils froncés et lèvres serrées, Si-Mana prend une petite pipe en terre rouge à long tuyau de bois orné de dessins, la bourre et la passe à Djouder. Empressé, il va ensuite vers le réchaud qui s'éteint sur la terrasse et dégage une braise qu'il met dans la paume de sa main. Plus rapide encore, il arrive en faisant sautiller le feu comme un enfant joue avec un osselet, et le pose sur la pipe du maître. Une aspiration : le chanvre grésille, une bouffée de fumée blanche et indécise se répand.

... La fumée embrume les souvenirs et les projets; elle disperse les doutes pour un instant.

Soudain, un bruit de voix s'élève à la porte.

— Pacha tout-puissant! dit Si-Mana sorti pour se renseigner, les lanciers sont venus réclamer un supplément de vivres.

— Qu'ils prennent dans la ville! grogne le Pacha. Donne-moi une autre pipe...

Et la fumée, qui s'était calmée, remonte de nouveau vers les poutres du plafond.

Le Pacha de Tombouctou fume. Il a, le premier, traversé le désert avec une armée de fusiliers, écrasé l'innombrable cohue des Sonrhayes, subjugué des empires : et maintenant il fume le chanvre des Indes. Il s'est d'abord amusé de cette manie que contractait l'armée. Il l'a ensuite interdite. A l'heure actuelle, la fumée qui s'est répandue sur la ville, qui a obscurci les cerveaux, égaré les consciences, voilé les turpitudes, faussé le négoce, la fumée s'est emparée du nouveau maître. Le vaincu a passé son vice au vainqueur, — éternelle revanche du sort des batailles. L'angoisse du Pacha a été complice et lui a fait chercher l'oubli dans la fumée grisâtre...

Si-Mana est sorti. La grande salle est vide, mais le kif la peuple rapidement. Ces murs rouges que l'on aperçoit par les portes, brûlés de soleil, à quelle ville appartiennent-ils? A Marrakech sans doute... Ce minaret qui monte vers le ciel, c'est la Koutoubya... Cependant, Marrakech est loin, si loin que les courriers ne sont pas revenus. Pourquoi?

Les questions se pressent d'abord, suivies de réponses. La fumée augmente, tombe sur les nattes. Les volutes roulent, se relèvent, fuient, montent vers le plafond. Une guêpe maçonne passe à travers en fredonnant. L'agitation des ailes crée une tempête dans la fumée. N'est-ce pas le simoun et ses tourbillons de sable qui ont écarté les courriers du bon chemin? Les guides sont-ils morts, sont-ils desséchés? La soif est si terrible!... Qui sait?... Les questions s'alanguissent. Les réponses tournent à la fantaisie... Le désert est vide, mais il se peuple, lui aussi, de volutes imaginaires. Il a été créé vide pour cela précisément, pour que des cervelles en feu puissent y édifier tous les palais de la chimère et du rêve...

Si-Mana, qui est rentré, trouve le vainqueur du Soudan affaissé contre le mur.

— Pacha tout-puissant, je ne suis qu'un esclave à tes pieds, mais si je pouvais parler...

— Parle, Si-Mana !

— Avoir quelqu'un à qui l'on puisse parler est utile...

— Eh bien ?

— Je connais un homme âgé qui est grand parmi les hommes. Dieu lui a donné la sagesse. Rien de ce qui est dans les cœurs ne lui est caché.

— Qui est-ce ?

— Ahmed Baba! Tu l'as aperçu le premier jour de ton entrée dans la ville... Il a succédé aux plus grands savants de Tombouctou et de Gao... Il ne connaît que le bien, ne fait que ce qui est juste. Il dit la vérité à l'esclave et au roi...

— Fais-le venir !

Un soir parmi les soirs que Dieu accorde au repos de la terre, le Pacha est monté sur sa terrasse. Si-Mana lui a apporté une pipe, le pot à kif, le réchaud garni de braises. Sa pensée voyage au loin, tandis qu'à ses pieds la ville, toute aux réalités, se prépare à la fête du sel.

— Pacha tout-puissant et chéri de Dieu!

— Qu'y a-t-il, Si-Mana?

— Ahmed Baba, le sage parmi les sages, est ici.

— Qu'il approche!

Lentement, le vieillard, drapé dans un vaste burnous blanc, s'est accroupi. Par courtoisie habituelle envers les anciens, le Pacha lui baise la tête et les mains.

— Que Dieu répande sur toi ses faveurs tant que dureront les sourires dans les jardins et les pleurs que versent les nuages! invoque le savant noir à barbe blanche qui parle le plus beau langage de l'Islam.

— Ahmed, qu'as-tu à me dire ? interroge le Pacha.

— Ce qui est écrit sur le livre du destin ne peut pas plus être changé que le lever du soleil du côté de la Mecque. La joie ni la tristesse du cœur n'en peuvent détourner le cours.

— Où est-elle? Que fait-elle?

— Qui : elle?

— L'unique! La seule femme qui occupe mes pensées!

Longuement, Djouder parla dans la nuit. Et comme l'éloignement embellissait follement l'objet de ses désirs, il décrivit une ardeur et une passion qu'il n'avait point connues à Marrakech.

— Crois-tu qu'elle puisse venir, vieil homme? J'ai attendu au point de connaître tous les grains du sablier...

— Son nom?

— Zouleïkha, dit le Pacha à voix basse.

— Sa route comme ses pas est dans la main de Dieu.

Ahmed Baba connaissait la fin de Zouleïkha... Mais il savait aussi que celui qui dit la vérité aux puissants est un fou dénué de prudence.

— Dis-moi la vérité, toi qui sais les choses cachées, insistait le Pacha.

Si-Mana avait détourné la tête. Il savait. Le Pacha, lui aussi, savait dans son cœur; mais il doutait. Cependant, l'heure avançait. Ahmed n'ignorait pas qu'il est aussi imprudent de fatiguer un maître que de le quitter avant son ordre. La lune apparaissait toute rouge dans l'Est, les bruits de la ville montaient, d'heure en heure plus audacieux.

— Il est, dit le vieillard, un homme qui lit mieux que moi dans les distances et dans les temps. Les choses lointaines et cachées n'existent pas pour lui. La vérité habite dans son cœur comme il habite dans sa maison.

— Qu'on me l'amène! ordonna le Pacha.

Si-Mana qui sommeillait redressa la tête, empressé. Ahmed le calma d'une élévation de la main.

— Si Dieu nous donne un jour pareil à celui-ci, dit-il, je t'accompagnerai chez lui après la prière de l'asr.

Et sans ajouter une parole, le vieillard, tache blanche absorbée par l'ombre, disparut de la terrasse.

Le Pacha demeura pensif, courbé. Si-Mana restait immobile à côté de lui. Soudain, le maître se redressa, scruta le Nord.

— Écoute, Si-Mana! Une caravane... N'est-ce pas elle?... Qu'on aille voir!

Si-Mana disparut. Un ordre se répandit dans les couloirs, atteignit le poste de garde, au pied de la kasbah.

— Ce sont les premières caravanes du sel, dit quelqu'un.

— Allez voir quand même!

Au retour de Si-Mana, un chant arrivait déjà à travers la nuit.

« Le sel est la fleur de la terre... Qui le porte, ignore le

malheur et la pauvreté... Il est aussi puissant que l'or...

« Qui le mange, son sang ne tourne pas en eau... Fleur de la terre, il enrichit le corps...

« Préparez la poudre jaune et les esclaves pour les échanges. Préparez les bandes tissées, les jeunes chameaux, le lait et les brebis. Préparez les femmes libres et les servantes.

« Nous sommes les maîtres de la nourriture, nous apportons le sel... en barres qui ne se comptent plus ! »

LA MAISON DE LA VÉRITÉ

A travers les ruelles en crevasses, le maître du sabre et le maître de la plume allèrent, l'un suivant l'autre. Ils arrivèrent ainsi derrière le marché aux esclaves et l'entrepôt du sel, dans la maison de l'antique chef des devins, célèbres de Mali à Tripoli.

— Ibn Touda, dit alors Ahmed Baba à voix basse, ne s'est jamais penché en vain sur le destin. Asseyons-nous.

— Que me voulez-vous? demanda le vieil homme accroupi dans un coin de sa cour. Des remèdes? Mes yeux ne peuvent plus les distinguer...

Le tas de vêtements usés qui le recouvrait ne laissait voir que son visage noir et ses mains desséchées.

— Ta maison a-t-elle la paix, mon aîné? demanda le savant.

— La paix seulement, Ahmed !

— Dieu en soit loué !

— Qu'il nous la conserve ! Qui est cet homme qui t'accompagne?

Les yeux du vieillard, abaissés jusque-là vers la terre comme si ses regards eussent été trop lourds, venaient d'apercevoir le compagnon d'Ahmed Baba.

— C'est le Pacha de Tombouctou.

L'ancien réfléchit, ramena sur ses genoux décharnés un pan d'étoffe, borda sous lui l'autre pan, afin de moins encombrer la surface de la terre. Par un des côtés de la cour, le soleil envoyait encore ses traits de feu que séparaient à peine les troncs d'un bouquet de palmiers. Le calme de l'air était à de rares moments dérangé par un coup de vent du Sud. Alors, dans les coins, de minuscules tourbillons formaient des colonnes torses avec les brindilles et les poussières.

— Les Génies, fit remarquer le vieux devin. Ils vous ont suivis.

— Interroge-les, père ! demanda Ahmed profitant de l'occasion.

Le corps du vieillard sembla se soulever. Il regarda fixement le Pacha dans les yeux, scruta le savant noir, considéra le sable qui les séparait, et, soudain, de sa main tourmentée par les ans, il aplanit l'espace libre entre lui et ses visiteurs. A chaque mouvement, son corps oscillait de plus en plus, comme si un rythme intérieur l'eût animé. D'un doigt maintenant, il traçait des lignes, sans ordre apparent.

Peu à peu aussi le Pacha se courbait, silencieux. Tout son être interrogeait.

— Ahmed ! lui dit enfin le vieillard, — il comptait ses mots comme un avare ses pièces d'or, — Ahmed, tu as dépassé en paroles et en écrits la sagesse de tous les sages du Soudan. Que peux-tu me demander que tu ne connaisses déjà ?

— Pour cet homme, ce que savent les invisibles et que j'ignore.

Un souffle léger venu du fleuve brassait timidement les petits monticules que son doigt avait soulevés. Le Pacha regardait tour à tour les dessins, les lèvres et la main du vieillard.

— Tout est dans la main de Dieu ! prononça le devin. Il sait tout. Il nous conduit par les chemins de la vie. Il connaît les fins et les commencements... Maintenant, ô étranger, écoute bien mes paroles et mets-les dans ton esprit...

De nouveau, le vieillard courba la tête, prit dans le creux de son vêtement une poignée de coquillages, de pierres antiques taillées pendant les âges qui avaient précédé la connaissance des hommes et que des caravaniers superstitieux avaient rapportées du désert. Comme le semeur d'orge, il les répandit d'un geste large parmi les monticules et les minces chaînes que la lumière oblique du soleil déclinant frangeait d'ombre. Sur cette contrée en miniature, cela figura des cités et des villages.

Alors, les yeux du vieillard s'illuminèrent, et comme s'il eût été seul, loin des deux hommes assis devant lui, il parla. La voix semblait sortir des profondeurs du sol :

— Le désir nous entraîne, disait-il, mais le sort nous retient entre ses mains. Le maître de Tombouctou est pacha. Il ne sera jamais sultan. Dans ce même temps, les peuples se heurteront comme des béliers amoureux. Le bruit des armes emplira l'espace. Un grand roi des infidèles périra par le fer d'un seul

homme. Il y aura deuil et stupéfaction. Dans l'empire du Moghreb, la faim voyagera. Elle fera même sa couche dans les maisons des croyants. On verra des femmes chercher de quoi manger et abandonner leur nourrisson. Tout est dans la main de Dieu! Les jours qu'il nous donne se succèdent ainsi que les maîtres de notre terre. Un pacha vient et s'en va. L'autre arrive et fait de même... Il ne reste rien de leur domination...

Un souffle plus frais, précurseur de la nuit, passa dans la cour, effleura les lignes, effrita les crêtes et les monticules :

— Le vent du nord, dit le devin. Ainsi, dans un jour lointain, des hommes seront amenés par lui, tous pâles avec des oreilles rouges. Ils entreront dans Tombouctou au son des cornes de métal. Leur pagne est couleur de nuage, de ciel et de sang. Un homme les précède, qui commandera un autre jour aux peuples du monde entier en guerre. Du sang, encore du sang! Plus de sang qu'on n'a jamais vu... Son semblable entrera dans la cité rouge du Sultan... Et le Sultan lui baisera la main et l'épaule. Et la paix sera...

Le vieillard s'arrêta. Son corps, épuisé par l'effort dont la violence l'avait dépassé, s'affala sur le sable. Son coude détruisit une partie des lignes. Il resta ainsi un long temps, la respiration courte, difficile, sans que Djouder ni Ahmed eussent osé prononcer une parole. Enfin, il se releva :

— Mon esprit, dit-il faiblement, était parti en voyage... Je ne suis plus loin du but, et ma force m'abandonne... Ma confiance est en notre Dieu seul... Sa loi est notre loi...

Le soleil dorait les murs d'un or fauve. Le vent croissait peu à peu, par secousses. Un lézard familier qui chassait les insectes à terre fut entraîné à la poursuite de l'un d'eux sur le fouillis de lignes et de coquillages. Avec la main, Djouder le chassa. La petite bête retourna sur ses pas, nouant sa trace autour d'une des pierres étranges venues des lointains vides et mystérieux. Le geste attira l'attention d'Ibn Touda. Il regarda le Pacha.

— Que veux-tu encore? lui demanda-t-il.

— Connaître mon chemin à travers tout cela.

L'ancien, chargé de choses inconnues, hésita ; puis, soudain :

— Désigne une pierre, ordonna-t-il.

Le Pacha mit lentement le doigt sur celle que le petit lézard avait entourée. Alors, l'esprit du devin se tendit à l'extrême et ses yeux s'agrandirent d'épouvante :

— La corde dit-il, d'une voix sourde. La corde du destin... Tu seras pendu... Tu seras pendu ! répéta-t-il en protégeant sa figure contre la colère possible.

D'un bond, le Pacha s'était dressé. Il osa un geste de menace, mais craignit la destinée dans ce vieillard. Son bras retomba. D'un coup de pied, il dispersa le sable, les coquillages et les pierres, et, fuyant :

— Il est fou ! cria-t-il. Cet homme est fou !

Ahmed Baba se leva. Mais il ne pouvait suivre le maître de la ville en déroute...

LA NUIT TOURMENTÉE

Qui est le fou ? se demandait le jurisconsulte Ahmed Baba sur le chemin de sa maison...

Le Pacha de Tombouctou est rentré précipitamment dans la kasbah. Il s'est enfermé dans ses appartements élevés. Nul ne l'y a suivi : il veut être seul.

Le Pacha fume, mais le rêve qu'il attendait ne vient pas. C'est une cohue d'images sans suite qui passent devant lui. Il jette la pipe et sort sur la terrasse, car un bruit monte de la ville. Il appelle son serviteur près de lui :

— Qu'est-ce ? demande-t-il.

— L'Azalaï, le grand marché du sel qui vient de Taodenit.

Pas de feux nocturnes : le bois est rare et ce n'est pas la coutume d'en user hors les préparatifs du repas. De la ville drapée d'ombre un chant s'élève, monotone et lent : « Le sel, qui a donné la force à nos pères et aux aïeux de nos pères... Le sel, prix des esclaves... Quand il manque, le sang tourne en eau à la chaleur du soleil. »

— C'est une des caravanes du Nord... D'autres la suivent qu'on ne compte plus, avec des chameaux innombrables, affirme Si-Mana. Dès demain, le prix de l'or et des cauries montera : c'est moi qui te le dis, Maître.

Dans ce début de nuit, un annonciateur de la prière semble se réveiller et croit bon d'opposer aux chants du lucre et de la luxure qui se répandent dans la ville le nom d'Allah et de son prophète. Le Pacha tressaille, se tourne vers le Sud, inspecte le ciel.

— La croix n'est pas encore levée, dit-il.

Puis il ajoute :

— Va et dis à El Haddad qu'il demande aux caravaniers s'ils n'ont pas amené de courrier de Marrakech.

Si-Mana n'est pas rentré assez vite.

— Que faisais-tu? demande Djouder.

Plus que jamais oblique, le regard de Si-Mana fuit celui de son maître. Sait-il une nouvelle aussi meurtrière qu'un coup de lance targui? Il hésite à répondre :

— Un côté de la ville est en fête, finit-il par dire. C'est l'Azalaï.

Le Pacha n'est pas satisfait. Son souffle devient oppressé. L'air est difficile à respirer quand il s'y mélange de l'inquiétude.

Cependant, l'Est rougeoie. Un arc de feu apparaît sur l'horizon. Il se transforme en disque. C'est un point de repère pour les yeux du Pacha. Autour de la terrasse, des lignes se dressent dans l'obscurité : pignons, ornements supérieurs, encoignures des bâtisses de Tombouctou. La boue séchée, qui s'écrase le jour sur le sable du désert, se stylise, s'élance, excitée par la lune. Les regards du Pacha errent à travers ces raies verticales, troncs d'arbres décimés, forêts blafardes dont la verdure a été emportée par quelque vent diabolique. Une vision en rappelle toujours une autre : mâts des navires à l'embouchure du Guadalquivir, aiguilles glacées de la Sierra...

— Parle-moi, Si-Mana. Que fait-on dans la ville?

— Maître puissant, toutes les maisons de Tombouctou s'ouvrent pour recevoir et donner la joie. Les hommes, les femmes, les enfants, nul n'échappe aux joies de l'Azalaï... Pas plus le quartier de Kâbir que le marché de Badjindé. Le désir vient de Taodénit, paie les droits du sel à l'oussourou; l'allégresse l'attend dans les maisons où l'on se charge de dégonfler les outres remplies de richesses.

A ce moment, les chiens aboyèrent à la lune.

— Écoute, maître, eux-mêmes chantent pour l'Azalaï...

Maintenant, les traits de lumière se sont élargis. Sur le fond désertique, du haut de la terrasse de la kasbah, le Pacha observe des plans, des panneaux éclairés semblables aux grandes tentures qu'il admirait dans sa jeunesse entre chaque pilier du sanctuaire. Et comme rien n'arrête la montée de l'astre, les jeux de la lumière continuent. De nouveaux plans lumineux recoupent les premiers. A mesure que la lune tourne, les uns augmentent par la base, tandis que le faîte des autres diminue. Et voici une

série de pyramides édifiées devant les yeux du Pacha. Ainsi son âme change, passant de l'angoisse à l'orgueil, de l'amour à la haine, du doute à la certitude. La face de l'âme du Pacha de Tombouctou est changeante, comme l'aspect lunaire de sa ville.

— Ne t'agite pas, Pacha tout-puissant, dit Si-Mana propice et infatigable. Tout t'appartient comme je t'appartiens. Regarde la route de Kabara et de Korioumé. C'est par là qu'arrivent les djinns de la plaine du Sud, et Faragn, le maître des eaux...

Un vent, depuis un instant, s'est levé, porteur de sable fin et de brindilles des faubourgs. Le tourbillon des Génies franchit la terrasse. C'est Faragn qui les poursuit. Il est le mâle tout puissant de Tombouctou, et le chien-fantôme qui rôde dans les rues et appelle les vautours au jour de la mort est son serviteur. L'Azalaï, avec ses sacoches remplies et ses désirs têtus, va inquiéter Faragn et ses Génies accrochés au toit des maisons...

Fatigué du Nord insensible, Djouder se détourne et arrête ses regards sur le Grand Fleuve, qui distribue la vie et la fécondité au Soudan, vaste miroir où sont réunies les clartés du ciel tout entier. La Croix du Sud le domine. A sa vue, Djouder baisse la tête.

Les instants, les heures, passent ainsi. Une fraîcheur s'étend sur la ville.

— Si j'étais Pacha de Tombouctou, dit Si-Mana fidèle, je rentrerais me coucher... Demain nous apportera ses joies et ses peines...

Si-Mana sait. Il a appris le danger qui menace Djouder. Il est soumis cependant. Il apporte une couverture de laine qu'il place sur les épaules du maître aux yeux bleus et aux oreilles rouges. Celui-ci ne dit rien. Il regarde vers le Nord par-dessus Tombouctou que domine maintenant la lune au zénith.

Sur l'ombre flottent des surfaces planes éclairées par-dessus, épaves sur la mer, tapis merveilleux sur un rêve opaque. La ville gagne en étendue. Les rues se creusent. L'ombre est profonde et du fond de l'ombre montent les halètements, les spasmes ridicules et sauvages du grand port du désert.

... Les bruits décroissent. Hors de l'enceinte, on sent rôder les sorciers qui s'éveillent, les noueurs de sorts, les voleurs d'âmes qui attachent leur proie au pied des arbres écartés, les nécromants qui cherchent dans les cadavres à contenter la curiosité des audacieux voyageurs de la plaine sans limites.

C'est leur heure. C'est aussi l'heure des faiseurs d'esprits, de ceux qui délivrent de leur enveloppe charnelle les génies intimes de leurs semblables au moyen du couteau ou du poison. C'est l'heure du mystère qui attire toutes les races à Tombouctou.

Lassée de son effort, la lune se laisse glisser sur la pente du couchant. Elle rit et change encore l'aspect de Tombouctou qui se recouvre de silence. Des blocs aux arêtes vives sont posés sur le sable, cristallisés comme le sel de Taodénit. On dirait une de ces tables immenses, érigées dans le désert, qu'un *malak* aurait, par furie, découpée à grands coups du sabre merveilleux porté par le prophète. Dés gigantesques rassemblés par le sort.

Mais de la ville transformée au gré des rayons blafards, le Pacha ne voit rien, n'entend plus rien. Son âme est également découpée en morceaux, séparés par de grands trous d'ombre que l'imagination ni la volonté ne peuvent plus recoller.

... Les cris des animaux se perdent, ainsi que les angoisses et les ricanements des sorciers. Le Pacha, sous la couverture, adossé à un des obélisques de la terrasse et tourné vers la route de Marrakech, le Pacha dort. Il dort, replié sur lui-même. Combien d'heures? Nul ne le sait...

La lune descend, silencieuse. Vexée aussi : nul ne fait plus attention à elle. A moins qu'elle n'éclaire les pas d'une caravane d'hommes armés venant du Nord à marches forcées. On l'a dit... On doute cependant... La lune seule le sait... Et la voici qui disparaît, silencieuse et démesurée.

Un soubresaut! Le Pacha se dresse :

— Les scorpions! les scorpions! crie-t-il.

Le Pacha s'agite, balaie la terrasse avec sa couverture. Si-Mana, tout ému, se précipite.

— Les scorpions! les scorpions! crie encore le Pacha. Tu n'as pas vu les scorpions, Si-Mana?... Aide-moi à chasser les scorpions!...

L'eunuque noir bégaie. En bas, sur le chemin de ronde, un homme de garde a entendu le cri :

— Il est fou! dit-il.

— Maître, dit Si-Mana haletant, tu as failli me faire peur!... Les scorpions eux-mêmes dorment dans leur trou à cette heure...

L'AUBE IMPASSIBLE

La lune a disparu, absorbée par le sable. Et le sable, pour le moment, ne rend rien que le chant guttural des coqs qui, à Tombouctou comme par toute la terre, annoncent « l'Œil du Jour ». Si-Mana ne sait plus que faire pour distraire le Pacha qui l'interroge.

— N'as-tu pas entendu dire qu'elle était venue avec une des caravanes? Descends prendre des nouvelles.

Le serviteur est parti pour découvrir ce qu'il connaît déjà. Nu-pieds, il avance parmi les salles et les couloirs. Près de l'appartement du caïd El Haddad, il s'arrête, écoute des voix :

— Demain, le pacha Mahmoud Zergoun arrivera. Que fera-t-il? De quel côté se tourner?

— Du côté du plus fort!

— Qui est le plus fort?

— Attention! L'aube apportera ce qu'elle doit apporter. Le jour permettra de lire ce qui est écrit... Dormons.

Sur la terrasse, les yeux du Pacha sont toujours fixés vers l'espace libre du Nord. Les lignes heurtées de la nuit ont disparu. Le levant s'éclaircit de plus en plus, à mesure que le chant des coqs augmente. Voici que les contours réapparaissent, ondoyants, déplacés, inconsistants. Les arêtes vives des demeures sont estompées. Une buée violette flotte sur le désert, sur la fine brousse qui sépare la ville du fleuve. L'indistincte lumière monte à l'assaut des murs, des maisons, des minarets, s'accroche aux obélisques. La teinte tourne au bleu comme si les voiles de tous les Touaregs s'étaient délavés de leur indigo crasseux... Que porte ce nuage violet? Les esprits de la solitude... le Chîn lui-même qui leur commande? Ou simplement du sable impalpable qui s'attachera aux cils, aux cheveux, pénétrera dans les narines, la bouche et les oreilles ?

Des martinets familiers, remplaçant les chauves-souris, esquissent un vol et, tout d'un coup, le voile rosit, tandis que le levant se dore...

Les femmes et les filles sont assoupies, les amants repus. Les vieilles pilent le mil. Les esclaves vaquent aux soins des chameaux. Les marchands d'eau sortent et vont sur la route

du fleuve. Des servantes les croisent dans le demi-jour, la tête grossie de menu bois ou de pastèques.

Une brise s'élève, criarde. Dans l'air, sur la mosquée de Sankoré, les derniers djinns accrochés au toit, à l'affût de quelque louche vision, s'enfuient, penauds, font un détour pour éviter la mosquée de Guéré-Ber et s'abattent derrière les dunes.

La vie va recommencer. Si-Mana revient. Le Pacha se redresse et lève son regard comme un homme à qui l'on va enseigner un remède ou dévoiler un mystère :

— Sais-tu? As-tu vu?

— On dit qu'une caravane d'hommes armés arrive...

— Une escorte! Une escorte! crie joyeusement le Pacha. Regarde bien! Surveille les dunes!

Un long cri, parti de la mosquée de Sankoré, salue la continuité des jours et l'éternité de Dieu. Dans cette aube, chargée d'énigmes, la formule s'allonge de façon inaccoutumée :

— Que chante le muezzin? demande le Pacha étonné.

— Seigneur des armes, il dit que ce premier jour de moharrem est aussi celui qui commence la millième année de l'hégire du prophète...

— La millième année?... Que m'importe!... Garde seulement les yeux attachés à la route d'Araouâne!

Les derniers cris des chouettes s'éteignent. Les rats et les souris s'endorment. Les ânes et les coqs sont maîtres de la cité. Soudain le blanc des yeux du Pacha s'agrandit :

— Ne vois-tu rien?... là-bas?...

Il pouvait sembler en effet qu'une ligne noire ondulait à l'horizon. Toutefois, rien n'est plus menteur que le vide du désert.

— Peut-être, dit le serviteur pour éviter une question probable.

Si-Mana savait. Il était même certain de ce qui arrivait. Mais une chose plus certaine encore, c'est qu'un pacha vivant, — qui sera pendu mais dont les yeux vous regardent, — est plus redoutable qu'un pacha qui chemine, plus à craindre à coup sûr qu'un de ces bruits qui courent, légers et équivoques, en sautillant à ras du sable...

André Demaison.

L'ALTANA

OU LA VIE VÉNITIENNE

1899-1924

V [1]

VENISE D'ÉTÉ

Venise, mai-juin 1912.

Aujourd'hui, pour la première fois depuis la mort de Mme de la Baume, je suis entré au Palais Dario. Que de souvenirs cette visite a, non pas réveillés en moi, car ils y étaient présents en toute leur vigilance, mais ramenés à ma pensée en une présence encore plus vivante! Ici, je me sens tout près de l'amie disparue. Son ombre pensive ne hante-t-elle pas ce vieux et doux palais qu'elle aimait tant, cette Venise qui offrait son calme et son silence à son esprit tourmenté et à son cœur anxieux?

Venise! comme elle l'a aimée! Et cependant elle en parle fort peu dans les deux livres qu'elle a écrits : *Une leçon de vie* et *le Danger*. Venise lui semblait un thème et un décor trop usés et elle avait le goût du rare et du singulier. Son talent original était curieux de complications imaginatives, auxquelles elle s'appliquait, avec une ingéniosité inquiète, à donner une forme elliptique et minutieuse. De cet effort, toujours sincère et souvent maladroit, résultait une certaine bizarrerie où des vues psychologiques très profondes se mêlaient à une sorte de pittoresque humoristique et à une espèce de fantastique de la

Copyright by Henri de Régnier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août, 15 septembre.

réalité. Sur ses travaux elle était d'une discrétion et d'une modestie charmantes, mais elle y apportait un amour d'autant plus passionné qu'elle y trouvait, sous le couvert de la fiction, le moyen d'exprimer sa pensée timide en ses hardiesses et audacieuse en sa réserve. Mais ce n'est pas à l'écrivain que je pense aujourd'hui. Un jour, j'essaierai de le mieux définir (1); aujourd'hui, c'est à l'amie des jours heureux que je songe, à l'amie vénitienne du Palais Dario et du Palais Venier, à la compagne de tant de promenades et de tant de flâneries à travers Venise, à celle grâce à qui je suis monté pour la première fois sur l'altana.

La voici, cette altana, dominant, de son léger édifice aérien, le toit aux vieilles tuiles rousses du Palais Dario que j'aperçois du campiello Barbaro. Pour y arriver, j'ai suivi le chemin accoutumé qui y conduit en venant de la Casa Zuliani, où je suis de nouveau installé depuis quelques jours. J'ai longé le mur du jardin Venier, passé devant la Macerata à l'odeur vineuse, traversé le rio della Torresella sur son pont où est ménagé un bizarre petit banc. Le campiello Barbaro est désert. Il fait beau et l'air est doux. Le Palais dresse le haut mur rougeâtre de sa façade terrestre où les fenêtres s'encadrent d'un mince liseré de pierre blanche et où les deux « loggie » superposent leurs colonnettes de marbre. Un instant, je reste hésitant. Une femme vient remplir son seau à la fontaine publique qui coule dans le campiello et me lance en dessous un subtil regard vénitien où il y a tant de curiosité et d'indifférence.

Cependant je m'engage dans l'étroite calle Barbaro. Comme elle est sonore et comme le pas y résonne! Vais-je rebrousser chemin? Pourquoi ai-je voulu revoir ce Palais Dario? Est-ce que je ne le possède pas tout entier dans ma mémoire? Ai-je besoin d'en franchir le seuil pour être entouré de tout le passé qu'il me représente? Que de fois déjà, à l'angle de quelque calle ou au coin de quelque campo, n'ai-je pas évoqué la longue silhouette errante de l'amie perdue, flânant au hasard ou s'arrêtant devant quelque boutique de fleuriste ou d'antiquaire? N'est-elle pas là, à mon côté? Serai-je plus près d'elle dans le salon rose du Palais Dario, témoin de tant d'amicales causeries? A quoi bon? Mais il est trop tard. J'ai sonné et la

(1) On trouvera cette définition dans mes *Portraits et Souvenirs*, où j'étudie l'œuvre de Laurent Evrard, pseudonyme de la comtesse de la Baume-Pluvinel.

sonnette a retenti. Une serrure grince. La porte s'ouvre. Carlo!

Il est toujours le même, le même qu'au temps où sa gondole est venue nous chercher à la gare, le soir de notre première arrivée à Venise, il va y avoir treize ans. Peut-être a-t-il un peu engraissé depuis qu'il abandonna son métier de gondolier pour sa fonction de gardien de palais, mais cet embonpoint s'est répandu dans sa maigreur et il est toujours le Carlo d'autrefois; seulement, il semble avoir oublié les quelques mots de français qui composaient son vocabulaire, comme si dorénavant il ne devait plus en avoir besoin. Après une bienvenue vénitienne, il m'introduit. Je foule les dalles de marbre du vestibule. Les orangers nains y arrondissent toujours leurs boules taillées et s'y alignent en leurs grands pots de terre cuite. Le fanal de galère dresse toujours au haut de sa hampe sa lourde lanterne dorée. Carlo m'a précédé dans l'escalier aux parois luisantes... Je m'arrête au premier palier; nous voici à la porte du salon rose. Des figures vont être là qui ne seront pas celle que je suis venu évoquer ici, mais la porte s'ouvre, son panneau de glaces glisse silencieusement sur ses gonds. Carlo s'efface. J'entre. Tout le salon rose m'apparaît. Personne! Je suis seul dans le passé.

Tout est pareil. La soie rose, rubanée et fleurie, tend toujours les murs. Les meubles sont à leur place. On n'a touché ni à un fauteuil, ni à une table, ni à aucun objet. Le grand paravent peint à la chinoise déplie ses feuilles avec les mêmes angles que jadis. Le haut miroir doré domine les ors en rocaille de la console aux volutes contournées. Le lustre pend du plafond avec les mêmes scintillements de ses pendeloques. Les choses semblent se souvenir. Au mur la Patricienne de Longhi considère toujours en face d'elle la Vénitienne au masque ovale qui, en mes heures de fièvre et de rêverie, venait me visiter dans ma chambre haute et penchait sur moi l'énigme de son visage invisible auquel j'imaginais le sourire même de Venise. Les malades n'ont pas seuls des idées bizarres. Pourquoi ai-je eu celle de revoir, vide d'une présence amicale, ce palais devant lequel j'ai passé si souvent, l'an dernier, sans avoir le courage d'y pénétrer? Tout m'en éloignait alors et il m'eût semblé, je ne sais pourquoi, en profaner la solitude, tandis que, cette année, dès mon arrivée à Venise, je m'y suis senti attiré comme si m'y appelait une voix muette qui me disait : « Venez, vous m'y

retrouverez. Rien n'a changé de cette demeure qui fut celle de l'amitié. Elle est intacte et telle que je l'ai tant aimée. Venez. Mon ombre l'habite et elle vous y accueillera les mains tendues. »

La porte s'est ouverte. Des voix vivantes ont prononcé des paroles délicates et rassurantes qui dissipent le malaise dont je souffrais. Le beau Palais Dario est en bonnes mains et il restera le témoignage d'une mémoire respectée. Rien n'y sera changé et on le conservera tel qu'il est. Il sera habité rarement. Et pendant qu'on me parle, il me semble qu'aux voix vivantes s'en mêle une autre, faite de souvenir et de passé.

En sortant du Palais Dario, je me suis presque heurté à un peintre qui a installé son chevalet sur le campiello Barbaro. Il y sera en paix pour travailler, car il y a tant de peintres à Venise qu'ils n'y attirent guère l'attention des passants ! On en rencontre partout de ces peintres qui, la palette au pouce et le pinceau aux doigts, sur la toile ou sur le papier, s'essayent à fixer les aspects de Venise, à en rendre la couleur et la lumière, à en noter le pittoresque et la beauté, à en évoquer le mystère et les magies. Postés à l'angle des calli, et au coin des campi, au croisement des rii, le long des fondamente, sur le dos des ponts, ils sont là, du matin au soir, attentifs, patients, en train d'interpréter le « motif ». Ils sont un des ornements de Venise qu'ils embellissent de leurs tenues d'artistes ou d'amateurs. Les uns recherchent les points de vue célèbres : Saint-Marc, la Piazza, le Palais Ducal, les grandes églises, le Grand Canal, le Rialto; San Giorgio Maggiore est une des perspectives les plus en faveur auprès d'eux. D'autres préfèrent des coins plus intimes et moins connus. Un palais décrépit, l'intérieur d'une cour, une façade aux balcons fleuris, une vieille porte, une devanture de boutique, un mur rouge ou jaune que dépasse une glycine ou au-dessus duquel se dresse un cyprès leur suffisent. Il y a des peintres de margelles de puits, des peintres de filles à châles, des peintres de pigeons. Il y a des peintres de lagune dont la gondole stationne entre les gros pali. Il y a des peintres de chefs-d'œuvre qui copient les tableaux des maîtres vénitiens. Il y en a de tous les âges et de toutes les nations, d'anglais, d'allemands, de suédois, de russes, d'américains, sans compter les dames et les demoiselles. Venise se prête à tous et à toutes.

Il en résulte une formidable consommation de couleurs, de siccatifs, de châssis, de brosses, de pinceaux et une énorme production picturale d'œuvres sérieuses, d'études, de pochades, de barbouillages qui va porter au loin la gloire de Venise, en compagnie de milliers de clichés photographiques, mais de toute cette peinture il ne demeure pas grand chose. Cependant Venise a gardé le souvenir de quelques grands artistes à qui elle a livré quelques-uns de ses lumineux secrets et qu'elle avait attirés à ses prestiges. De Venise, un Turner rapporte des *Venises* magnifiques ; un Ziem, de charmantes en leurs féeries conventionnelles. Whistler y grave quelques-unes de ses plus délicieuses eaux-fortes. Albert Besnard vient y étudier Tiepolo. Renoir y demeure curieusement impressionniste. Combien d'autres encore à qui je me suis amusé, dans mon roman *la Peur de l'amour*, à ajouter l'imaginaire Cyrille Buttolet, propriétaire d'un Palais Aldramin qui n'exista jamais que dans mon imagination de romancier! Si je n'ai rencontré à Venise ni Whistler, ni Renoir, ni Albert Besnard, j'y ai croisé plus d'une fois, lors de mon premier séjour, le peintre R... Venu d'Espagne, il était installé à Venise depuis longtemps et y peignait un certain nombre de fois, chaque année, à peu près le même tableau, délicieux d'ailleurs, et qu'il vendait fort cher. Cela fait, il vivait le plus paresseusement du monde, se distrayant, en bon Espagnol, à jouer de la guitare et à ne rien faire. C'était un homme sec et noir d'une soixantaine d'années et qui ressemblait au diable, mais à un diable qui ne songeait guère à se faire ermite. Il était tombé amoureux fou d'une petite Vénitienne de treize ou quatorze ans et attendait pour l'épouser qu'elle fût nubile. En attendant, il la promenait dans sa gondole et on les voyait passer ainsi sur le Grand Canal, lui, grave et cérémonieux; elle, sa poupée sur ses genoux et, dans le dos, sa longue natte encore de petite fille.

Quel bon portrait eût fait d'elle mon ami Maxime Dethomas, car tout, de Venise, l'intéresse! Pour en rendre les aspects et les types, il préfère le crayon au pinceau. D'un trait appuyé et toujours caractéristique, il les note avec une vérité admirable. Ses beaux dessins sont des œuvres d'un art original et d'une valeur documentaire. Il a illustré de quelques-unes de ses plus solides compositions mon petit volume d'*Esquisses vénitiennes*, mais il n'est pas à Venise, cette année. En revanche, j'y fré-

quente deux peintres, M... H... et R... D..., qui me fournissent le sujet d'assez plaisantes observations.

R... D... est un petit homme maigre et nerveux, à la physionomie têtue et au regard obstiné. Il est vêtu sans recherche, mais avec une stricte correction. Il est sérieux et ponctuel. Chaque matin, il part de bonne heure avec son attirail. Il se dirige vers le « motif » choisi et ne le quitte plus guère jusqu'au soir. Il travaille avec acharnement. De Venise il ne voit que ce qu'il en peint et son pinceau est prodigieusement expéditif. Il « enlève » une toile avec une promptitude qui fait honneur à sa dextérité de métier. Une toile terminée, il passe à une autre. Toutes sont tendues sur des châssis d'égale grandeur. Il peint « en série ». Combien en rapportera-t-il de ces toiles? Dieu seul le sait. C'est un producteur impitoyable, un « laborieux ». Sa peinture est consciencieuse et elle n'a guère d'autre intérêt que celui qu'il y prend. Il est sympathique, d'ailleurs, et il y a quelque chose de touchant dans cet effort assidu, silencieux, inutile.

Son confrère M... H... ne lui ressemble guère. C'est un grand garçon au corps mou et à l'allure dégingandée. Il porte d'amples vêtements qui marquent certaines prétentions à un « cachet » personnel. Il se le croit et il « s'en croit ». Sa vanité est pleine d'ardeurs et d'ambitions. On dirait que Venise ne va pas suffire à sa dévorante activité. Ses départs pour le travail sont des manifestations. Il s'agite, se démène, parle, s'interrompt. Il est pressé, mais le temps passe et il est toujours là. Enfin, le voilà prêt. Il est dehors. Il se frappe le front, revient sur ses pas. Il a oublié quelque chose; il repart. Tout à coup, il se souvient d'une course urgente, d'une visite qu'il ne peut remettre : le plan de sa journée est changé. D'ailleurs, la lumière n'est pas favorable ou il va pleuvoir ou il fait sirocco et, quand il fait sirocco, personne ne travaille à Venise. Il l'avait bien prévu, ce sirocco : il a mal dormi! Et puis maintenant il est trop tard. Aujourd'hui est une journée gâchée, mais demain, on verra. Et, le lendemain, la même comédie recommence. Cependant, parfois, les raisons de flânerie lui manquent tellement qu'il est bien obligé de se mettre à l'ouvrage. Le voici debout, devant quelque façade pittoresque. Le croquis, l'étude qu'il en fait sont d'une rare justesse. Il a un sens remarquable du décor et de la perspective. Il a du talent. Ce qu'il rapporte de ces brèves

séances prouve un vrai don, mais cet effort l'a accablé. Le voilà rentré au logis. Il n'en peut plus. De pareilles fatigues ne se supportent pas deux jours de suite. Aussi le lendemain, le verrez-vous revenir après une de ces journées de flânerie comme il les aime ; seulement, pour ne pas rentrer les mains vides, et comme, au retour, il craint le regard ironique de sa jeune femme, il s'est muni pour l'amadouer d'un paquet de gâteaux, d'un bibelot, à moins qu'il ne lui offre la bonne surprise d'une paire de souris blanches ou d'un bocal où nage un couple de poissons rouges.

Car mes deux peintres sont mariés : R... D... avec une aimable mondaine pour qui Venise en cette saison est une villégiature un peu sévère et qui manque de société, mais une villégiature, en somme, de bon genre et dont s'accommode son snobisme. Mme M... H..., au contraire, adore cette douce et singulière vie vénitienne. C'est une petite Parisienne active, vive, drue, de fin visage malicieux. Pour elle, Venise a été une révélation, Venise l'enchante. Elle s'y « débrouille » à merveille. En un rien de temps, elle s'est familiarisée avec le dédale vénitien. Elle en goûte les plaisirs et les beautés, silencieusement, comme en secret. On la rencontre dans les quartiers les plus retirés, sur les campi les plus solitaires, rapide, furtive, foulant les dalles de son bref pas décidé. Elle me fait penser à ces petites figures dont Guardi anime ses architectures et qui y montrent leurs minuscules silhouettes, si prestes, si vivantes!

Si la Venise d'aujourd'hui a ses peintres, la Venise du XVIIIe siècle a eu les siens qui se sont attachés particulièrement à nous rendre ses aspects divers et à nous laisser des images de sa vie civique et de sa vie intime. C'est à quoi se consacrèrent un Pietro Longhi, un Antonio Canaletto, un Francesco Guardi. Ces deux derniers sont de grands artistes, mais leur œuvre est assez mal représentée dans les musées vénitiens. Cette pénurie a sa cause en ce que ces « vues » de Venise, que peignaient Guardi et Canaletto, constituaient, de leur temps même, un objet d'exportation, des « souvenirs », dont se rendaient volontiers acquéreurs les visiteurs de l'illustre cité. Ils aimaient à en rapporter quelques-unes de ces toiles, d'une belle facture et dont, en outre, les « sujets » leur rappelaient leur voyage aux rives de la Lagune. Ils conservaient ainsi la

mémoire de telle cérémonie, de telle solennité auxquelles ils avaient assisté et se plaisaient à contempler, une fois revenus chez eux, l'image du Bucentaure évoluant dans le bassin de Saint-Marc ou quelque brillant épisode des Régates qui se donnaient, chaque année, sur le Grand Canal. C'est ce qui explique le grand nombre des ouvrages de Canaletto et de Guardi qui se trouvent en France, en Angleterre et en Allemagne. On a conservé le nom d'un certain Smith, consul d'Angleterre à Venise, qui achetait ou commandait à ces peintres des tableaux pour les céder ensuite à ses compatriotes ou à de riches étrangers. Sa maison était à la fois une galerie d'art et un bureau de vente, car M. Smith était en même temps amateur et marchand, homme de goût et homme d'affaires. Ajoutons à ces causes que l'artiste lui-même allait hors de Venise exécuter des commandes. Nous suivons Canaletto à Londres. Son imitateur et neveu, Bellotto, travailla à Dresde et finit par s'y fixer. La renommée d'un Canaletto était considérable et dépassait le territoire de la Sérénissime République. Renommée méritée. Canaletto est un maître.

Ses vues de Venise sont admirables. Dans la magnifique lumière vénitienne, Venise nous apparaît en sa plus minutieuse exactitude. La justesse des perspectives se complète de la précision des détails. C'est la perfection même d'un art que des règles, comme mathématiques, maintiennent au plus vrai de la réalité. Certains grands thèmes y dominent, certains aspects célèbres s'y répètent, ceux qui étaient sans doute les plus demandés par les amateurs. Ces demandes, Canaletto y satisfaisait avec une sorte de magistrale facilité, une espèce d'indifférence tranquille. Ce bon peintre semble accomplir en peignant une sorte de fonction à laquelle il est docile. La beauté que lui offre le visage de Venise, il s'efforce à la rendre en toute sa noblesse et toute sa grâce. Les traits n'en seront-ils pas reproduits par la gravure qui en portera à travers le monde le témoignage durable? A cette manière de responsabilité Canaletto ne montre nulle appréhension et nulle lassitude. Il se recommence avec un égal souci de perfection. Son pinceau et son art sont infaillibles.

Parfois pourtant, il semble éprouver le désir de se distraire de cette monotonie. Alors il abandonne le pinceau pour la pointe, la toile pour la plaque de cuivre. Il oublie ses modèles

habituels. Il invente des architectures de fantaisie; il se crée un monde à sa guise, fait de réalités déformées et d'éléments imaginaires, de portiques, d'arcades, de ruines. Il se souvient de son séjour de jeunesse à Rome où il fréquentait Pannini, mais il revient vite à son labeur habituel. Je l'imagine dans son atelier, ponctuel, sérieux, appliqué. Venise l'a repris. Il y était né le 18 octobre 1697; il y mourut le 20 avril 1768. J'ai cherché la maison où il habita. Elle était située dans la salizzada San Lio. C'est une étroite calle qui, de l'église du même nom, aboutit à la calle delle Bande par laquelle on va de San Zulian à Santa Maria Formosa. On est là au cœur même de Venise.

Continuons notre route et allons voir la maison où naquit, vécut et peignit l'autre grand paysagiste vénitien, Francesco Guardi. Elle existe encore. Guardi y avait son atelier au premier étage. Elle est située sur le campo della Madonna, dite la Madonnetta delle Grazie, dans le quartier du Cannareggio, près de l'église San Canciano au lieu dit : « In Birri ». Gagnons le campo di Santa Maria Formosa. Prenons la calle Lunga, traversons le rio del Pestrin et atteignons San Giovanni e Paolo. La calle Gallina nous conduira au rio Widmann et nous nous trouverons dans le rio Terrà Birri. La maison de Guardi au campo della Madonna porte le numéro 5443. C'est une pauvre maison que celle où est né, en 1712, Francesco Guardi et le quartier est pauvrement habité : c'est là que furent peints quelques-uns des plus beaux tableaux qui reproduisent la figure de Venise au XVIIIe siècle, car Guardi fut un grand peintre, un coloriste hardi, en avance sur son temps. Sa maîtrise égale celle de Canaletto et la dépasse par une aisance plus brillante, par une verve plus libre. Guardi n'a peut-être pas la certitude mathématique, l'exactitude calculée de Canaletto, mais quel sens de la couleur, de la lumière, du mouvement et de la vie ! Quelle science des ciels et des eaux ! Quelle fantaisie dans ses architectures imaginaires où, comme Canaletto, il se distrait parfois à des inventions ravissantes, mais le plus souvent Venise suffit à ses caprices. Alors il fausse certaines perspectives, dénature certains emplacements, simplifie certains détails, se joue avec la réalité. Comme Canaletto, il traite les grands thèmes pittoresques vénitiens, mais avec quelle vivante liberté ! Il n'a pas besoin, pour animer ses « vues », du secours d'une main étrangère. Mille figures les peuplent de leurs

minuscules et spirituelles silhouettes. Tout un monde en miniature s'agite avec une charmante variété de mouvements et d'attitudes. On croit entendre le bruit des pas, la rumeur des paroles. Venise vit vraiment dans ces admirables petites toiles.

Si les musées vénitiens n'en sont guère pourvus, il n'en manque pas chez les antiquaires; seulement, elles sont fausses, car il y a, à Venise, un merveilleux « faiseur » de Guardi qui s'est assimilé à un point surprenant la manière du maître. Je ne dirai pas le nom de cet habile homme. On me l'a montré. C'est un vieux monsieur très bien, de haute taille, coiffé d'un large feutre. Si les deux célèbres tableaux de Guardi qui sont exposés au Museo Civico, *le Ridotto* et *le Parloir des religieuses à San Zaccaria* ne figuraient pas, depuis longtemps, dans les collections, je les croirais volontiers de la main de ce virtuose de l'imitation, car la paternité de ces deux charmants ouvrages est contestée à Guardi. D'abord ils passèrent pour être l'œuvre de Pietro Longhi, puis la critique les lui enleva pour les attribuer à Guardi jusqu'au jour où elle s'avisa qu'ils n'appartenaient peut-être ni à l'un ni à l'autre et qu'ils pourraient bien provenir de l'atelier de Tiepolo. Qu'ils soient de Longhi ou de Guardi ou dus à une palette tiepolesque, *le Ridotto* et *le Parloir de San Zaccaria* n'en sont pas moins d'agréables peintures et de précieux documents sur l'ancienne vie vénitienne, de même que l'œuvre tout entière de Pietro Longhi.

Là, encore, nous sommes en présence de bien des incertitudes d'attribution. Il y a des Longhi qui, sans être d'un grand peintre, sont d'un artiste qui sait son métier; il y en a d'autres si pauvrement peints et dessinés qu'il n'est guère possible d'y reconnaître la même main. Les personnages y sont de simples mannequins. D'ailleurs, bons ou mauvais, les Longhi ont toujours un intérêt indépendant de leur valeur artistique. Ils sont la gazette en images des mœurs, des coutumes, des modes de Venise pendant une grande partie du XVIIIe siècle. C'est toute la vie patricienne et bourgeoise de Venise que Pietro Longhi nous retrace avec une scrupuleuse vérité. Gestes, costumes, parures, mobiliers sont pris sur le vif et rendus avec une minutieuse exactitude. L'art de Longhi est un art d'observation. Et que de scènes pittoresques et amusantes dont il nous donne le spectacle avec une bonhomie toute goldonienne! Occupations de l'existence quotidienne, divertissements, usages, plaisirs,

rien ne lui échappe depuis le lever jusqu'au coucher. Voici la toilette, les repas, les visites, les conversations, la leçon de danse, l'essayage du tailleur, l'assiduité du sigisbée, la promenade en *maschera e bañta*, la station devant le charlatan ou devant l'exhibition de l'éléphant et du rhinocéros. Toute cette comédie, Pietro Longhi la peignit dans sa petite maison du Pontesella San Rocco, derrière la Scuola que Tintoret remplit des tumultes bibliques de son génie. Mais le bon Longhi avait des ambitions plus modestes, celle de représenter au naturel les mœurs de ses contemporains.

Parfois aussi il s'essaya à nous rendre leur visage et il a laissé d'eux un certain nombre de portraits, dont la plupart pourraient bien plutôt revenir à son fils Alessandro, portraitiste de talent, comme l'attestent quelques toiles qui lui appartiennent sans conteste. Cependant Pietro Longhi n'était pas incapable d'œuvres plus considérables que les scènes de mœurs qu'il produisit durant sa longue vie et dont les imitateurs augmentèrent le nombre. En 1734, il avait décoré de fresques mythologiques le Palais Sagredo à Santa Sofia; en 1740, il peignit celles qui ornent le grand escalier du Palais Grassi. Elles représentent une réception donnée dans une galerie à colonnes de marbre séparant des niches ornées de statues. Sur ce décor en trompe-l'œil et qui s'ouvre en sept arcades, se détachent à mi-corps, au dessus d'une balustrade, les invités du « recivimento ». Ce sont des membres ou des familiers de la famille Grassi. Des domestiques circulent, portant des plateaux de rafraîchissements. Un Suisse se penche sur la rampe comme pour annoncer les arrivants. L'un a encore conservé sa *maschera*. D'autres s'empressent auprès des dames. Deux d'entre elles ont le visage voilé de dentelle noire; deux autres sont coiffées d'un galant tricorne; une est en élégant déshabillé; une en riches atours; c'est sans doute la *padrona della casa*. Elle s'appelait Veronica Lama et était l'épouse d'Angolo Grassi qui fit construire par l'architecte Massari le vaste Palais dont elle fait les honneurs à ses hôtes, et je crois bien reconnaître en elle la Patricienne peinte aussi par Pietro Longhi et qui orne un des panneaux du salon rose au Palais Dario.

J'ai fait la connaissance de l'homme qui connaît le mieux Pietro Longhi, sur qui il a publié un excellent ouvrage. Il

s'appelle Aldo Ravà, véritable Vénitien du XVIIIe siècle, car son érudition « settecentiste » est aussi ingénieuse que précise. On s'étonne de ne pas le voir porter le tabaro, la bauta et la maschera. Imaginez un grand diable noir, aux traits accentués, à l'allure dégingandée, au pas alerte, l'œil au guet, l'esprit en éveil, attentif à tout et informé de tout, fureteur passionné d'archives et d'antiquaires. Il habite la Cà Cavalli, à San Luca, sur le Grand Canal, près du Rialto. Il a rassemblé chez lui maints objets curieux. C'est là qu'il faut le voir parmi ses livres et ses fiches. Il va, vient, cause, toujours prêt à répondre au renseignement qu'on lui demande. Il sait tout ce qui est à vendre à Venise : tableaux, meubles, bibelots, palais. Il a ce « teint africain » que le prince de Ligne reconnaissait à Casanova, aussi est-il « casanoviste » enragé. Il est au fait, mieux que personne, des moindres circonstances de la vie de l'aventurier, tant de sa vie vénitienne que de sa vie cosmopolite. Il a fait le voyage de Dux en Bohême pour examiner les papiers laissés là par l'auteur des *Mémoires* dont il rêve d'éditer le texte original. Il a fait maintes découvertes casanoviennes. C'est un plaisir de causer avec lui de l'illustre Giacomo. Comment ne pas penser à Casanova quand on est à Venise et qu'on a sous les yeux le théâtre de ses exploits, qu'il s'évade des Plombs, qu'il fasse la pyramide cabalistique avec le bon M. de Bragadin ou partage avec l'abbé de Bernis les faveurs de la Religieuse de Murano, de cette belle M... M... qui s'appelait, paraît-il, en réalité, Maria-Maddalena Pasini! Comment ne pas parler de lui à deux pas de cette salle du Ridotto où il venait tenter la fortune aux tables de pharaon, tout en la « corrigeant », à l'occasion, d'une main habile, aux dépens des pontes naïfs? Comment ne pas songer à lui en flânant sous les galeries des Procuraties où il promenait sa prestance avantageuse, toute scintillante de breloques et de bagues?

C'est au cours d'une de ces flâneries que j'ai rencontré l'aimable prince de Hohenlohe. Il a maintenant épousé morganatiquement l'agréable personne brune qui était sa compagne depuis de longues années. A la suite de cette rencontre, me voici invité à dîner à la Casetta Rossa. J'ai revu avec plaisir le petit salon tendu de soie et la galante salle à manger, maintenant toute en miroirs encadrés de rocailles dorées. La signora Z... devenue la comtesse de W... préside avec une

bonne grâce tout italienne. Son sourire s'agrémente de mouches habilement posées. Elle ne se sépare pas de son caméléon favori et la hideuse bestiole a sa place à la table autour de laquelle s'asseoient plusieurs convives dont un curieux gentleman anglais, venu à Venise, il y a quinze ans, pour écrire un ouvrage sur Catherine Cornaro, reine de Chypre. Son ouvrage achevé, le gentleman anglais l'expédia en Angleterre par bateau, mais le bateau fit naufrage avec le manuscrit. Stoïquement, M. H... B... recommença son travail. Une fois terminé, il l'envoya à destination par chemin de fer, mais le wagon prit feu et le manuscrit fut brûlé. M. H... B... en compose une troisième rédaction qu'il est bien décidé, cette fois, à porter lui-même à Londres. On est donc entre auteurs, car le prince de Hohenlohe a publié en français plusieurs gentils livrets d'impressions vénitiennes. L'un de ces livrets contient de curieux détails sur le port du masque et sur ce que fut jadis le Carnaval à Venise, ce rite singulier qui, pendant six mois, transformait la plus étrange et la plus belle ville du monde en une ville de joie, de musique et de rires, en une ville de mystère et de folie.

Il a été chanté, célébré, décrit mille fois, ce carnaval vénitien, et il a laissé dans la mémoire des générations un souvenir éclatant et délicieux. Son prestige, qui attirait une foule d'étrangers, curieux du spectacle unique que donnait la Cité enchantée, est si fort qu'il a survécu à sa désuétude. C'est en vain que le temps a passé et que les mœurs ont changé; le Carnaval de Venise continue à exister dans les imaginations séduites. C'est en vain que Venise est devenue la ville silencieuse; elle a conservé un écho de son rire d'autrefois, de ce rire masqué qui faisait d'elle une énigme vivante.

Il n'était pas seulement, ce carnaval, un divertissement de société, une réjouissance populaire, mais aussi une institution d'État. Il avait une raison d'être, politique et sociale. La Sérénissime République l'admettait comme un tempérament et un répit à la rude et despotique autorité qu'elle exerçait sur ses sujets. Il était un moyen de gouvernement et à cette qualité est due une des plus étranges coutumes nationales qui ait jamais existé, et qui autorisait le port du masque durant six mois de l'année, du premier dimanche d'octobre à la Noël, et du jour des Rois au Carême, à l'Ascen-

sion, pour deux semaines, et aussi au jour de la fête de Saint-Marc, à chaque élection de doge ou de procurateur, à la moindre occasion. Alors Venise entière se masquait ou se travestissait. A ce dernier jeu, la fantaisie prenait libre cours. Sur la Piazza, la Piazzetta, le Môle, le Riva couverts de tréteaux et de parade, une foule hétéroclite se pressait. Toute la comédie italienne était là, de Tartaglia à Pantalon, de Brighella à Arlequin, coudoyant des Mauresques, des Turcs, turbans, bonnets pointus, souquenilles, oripeaux, nez postiches. Mais ce n'était pas au travestissement que le Carnaval de Venise devait son caractère particulier. Son insigne propre était le masque, ce masque de carton blanc, si étrange et qu'encapuchonnaient la dentelle et le satin noir de la baüta. Sous le masque, il n'y avait plus de différences de rang. Masqué, on pouvait entrer partout, dans les salons comme dans les couvents, au Palais Ducal comme au Ridotto. Masqué, le faquin devenait l'égal du patricien, le pauvre du riche, et tous, sous l'abri inviolable de la maschera, n'avaient plus qu'un même souci, le plaisir. Le masque est l'incognito, le secret, l'impunité assurée. Il est l'indépendance momentanée, l'oubli de tout dans l'oubli de tous, la liberté dans la fantaisie.

Et ce dut être un spectacle extraordinaire que le spectacle d'un peuple entier, masqué aux couleurs de la nuit et du jour, dans le plus beau décor du monde. D'ailleurs, de nombreux témoignages écrits et peints sont là pour l'attester. Les tableaux de Guardi et de Longhi nous en offrent de vivantes images, que confirment les récits des voyageurs et dont le charmant petit livre du prince de Hohenlohe nous donne le commentaire. Aussi, avec quel regret, en quittant la Casetta Rossa, ai-je considéré les baüte et les maschere suspendues aux patères du vestibule! Ah! comme j'aurais voulu m'envelopper de la sombre étoffe et me couvrir le visage de la blanche maschera et, par leur vertu magique, pouvoir aller me mêler, au fond du passé, à la foule de jadis, qui, sous les mêmes atours, discrets et funèbres, emplissait de sa gaîté carnavalesque les mille détours de la ville où, même en habits modernes, on goûte le mieux l'oubli de soi-même et la mystérieuse illusion d'être un autre.

Au sortir de la Casetta Rossa, je suis allé sur la Piazza. C'est dimanche et les promeneurs s'y pressent. Leur va-et-vient piétine les dalles. Ils se suivent, se dépassent, se croisent, se

groupent, dans une lumière d'une blancheur blafarde et d'un éclat cru où le moindre détail des costumes et des visages est visible avec une terrible netteté. C'est dimanche, et, le dimanche, les corniches des Procuraties sont éclairées par une rangée de lampes électriques puissantes qui répandent sur la Piazza une impitoyable clarté, en chassant tout mystère et toute poésie. Ces illuminations y furent installées lors des fêtes qui célébrèrent l'achèvement de la reconstruction du Campanile et on en gratifie, chaque dimanche, les bons Vénitiens. On y ajoute le divertissement de feux de bengale rouges, bleus ou verts, dont on embrase le Palais Ducal et la façade de San Giorgio Maggiore. Ces soirs-là, il faut fuir la Piazza ou attendre qu'illuminations et embrasements se soient éteints et que les spectateurs de ces féeries multicolores se soient dispersés. Alors la Piazza redevient la Piazza. Venise est rendue au silence, au mystère et à la nuit. Elle remet sur son beau visage son masque d'ombre.

Mai s'achève. Voici juin, ses longs jours, ses nuits transparentes et cristallines. Le soleil a chauffé les dalles brûlantes, les marbres ardents, recuit les tuiles, pailleté la Lagune étincelante et bleue. Le roucoulement des pigeons se gonfle dans l'air immobile que déchire l'éclair ailé et frénétique des hirondelles. Le vernis se craquèle au bordage des gondoles. Le cuir de leurs coussins se recroqueville. Une brève fraîcheur vous délasse quand on passe dans l'ombre des grands palais. L'ocre des stores dore de ses reflets les façades. Il fait chaud. C'est l'été. Les jardins sentent bon et les canaux sentent fort. Jadis les bons Vénitiens s'y baignaient, mais maintenant on lit de loin en loin l'inscription qui interdit les baignades. Le temps n'est plus où Byron, ses habits en paquet sur la tête, s'en allait dîner en ville, à la nage. C'est l'été. On sent peser sur soi la douce paresse vénitienne. C'est la saison des lents crépuscules et des nuits étoilées. On s'attarde sous leur splendeur. On n'a guère hâte à regagner sa chambre et à s'emprisonner sous les plis de la moustiquaire, et puis on y retrouve sa malle commencée, sa valise à demi faite, car le départ est proche. Un jour, deux encore et l'heure sera venue. On se promet de revenir bientôt et l'on prend rendez-vous avec soi-même...

Avant qu'il quittât le Palais Dario, le neveu de Mme de la

Baume m'a fait remettre la clé du jardin Venier. Je suis allé plus d'une fois m'y promener. M'y voici pour la dernière, car je pars ce soir. Le jardin est en fleurs. Les roses sont surchargées de scarabées. Un grand papillon rôde autour d'elles au mol battement de ses ailes mosaïquées. Sous la tonnelle, de l'eau coule d'un robinet mal fermé. Je suis monté jusqu'à la chambre que j'occupais lors du séjour de 1907. La glace montre toujours sa grande gerçure dentelée qui ressemble à une branche de fougères. Redescendu au jardin, j'ai ouvert la grille de fer qui donne accès aux petites terrasses dont les balustrades s'arrondissent en corbeilles sur le Grand Canal. Les deux valets rustiques en manteau et en tricorne ne sont plus là avec leur lanterne et leur chauffoir. La fine pierre d'Istrie dont ils étaient faits se détériorait aux effluves salins. Ils sont maintenant à l'abri dans le jardin du Palais Dario, au service sans doute des plantureuses filles de Pomone qui, souriantes et robustes, se dressent hors des gaines de bois par où elles s'implantent au sol vénitien.

PROMENADES TIEPOLESQUES

Venise, octobre 1912.

J'ai rejoint à Venise mes amis Jean-Louis Vaudoyer et Edmond Jaloux. La douce vie vénitienne a recommencé. Nous avons retrouvé le « Chinois », le punch à l'alkermès et le marasquin de Zara. Rien ne manque à la Venise de cette année, pas même l'ivrogne que j'avais observé, toute une soirée, au Florian et qui m'est réapparu, l'autre soir, sous une autre forme. Nous étions entrés au bar Giacomuzzi. Un homme était là, debout devant le comptoir. Il était à la fois sordide et beau, ivre d'une ivresse qui avait l'air de se jouer elle-même. Il gesticulait. Tour à tour son visage disait l'orgueil, la joie, la malice, la douleur. Son visage était une comédie et une tragédie. Il exprimait mille sentiments. L'alcool faisait de cet homme un mime prodigieux. Le bar était plein de monde et personne ne faisait attention à lui. On l'eût dit invisible pour tous les assistants, comme si nous seuls avions le privilège de sa fantastique présence. D'où venait-il, ce singulier personnage? Était-il sorti de ce Casino degli Spiriti qui se dresse au bord de la Lagune, non loin de la Madonna dell'Orto et que l'on prétend hanté

par les esprits, ou, plus simplement, quelle misérable déchéance humaine représentait-il, quel passé se racontait-il, quel oubli ou quels souvenirs venait-il chercher dans ce bar crûment éclairé ? Quel fantôme fuyait-il à la clarté des lampes parmi les flacons et les nickels étincelants ?

Combien ce spectacle nocturne contrastait avec celui que je venais de quitter !... J'étais venu, ce soir-là, rejoindre mes amis après avoir dîné chez une belle Vénitienne. J'avais vu chez elle des femmes parées et des hommes élégants dans un décor de vie somptueux. Là tout donnait une impression de loisirs intelligents, de bien-être raffiné, d'assurance du lendemain. C'est, en effet, un fort beau palais que le Palais Contarini degli Scrigni, à l'angle du Grand Canal et du rio San Trovaso qu'habite la comtesse R... M..., une grande jeune femme avec un visage aux pommettes un peu fortes, mais dont les yeux sont beaux, et qui est encadré par une chevelure d'un noble blond. La demeure est digne d'elle. Quatre ou cinq salons en enfilade donnent sur le Grand Canal, ornés de portraits et de ces meubles de laque qu'a créés en grand nombre l'art du XVIIIe siècle vénitien.

La comtesse R... M... parle fort bien français et son accueil est plein de bonne grâce. Parmi les convives se trouve l'historien Pompeo Molmenti, haut vieillard aux traits énergiques et à la voix éloquente. Je connais son livre sur Gian-Battista Tiepolo, dont un plafond nous domine de ses figures volantes aux gestes aimables et aux draperies aériennes.

Or, cette année, je suis extrêmement « tiepolesque » et enthousiaste de ce grand et charmant peintre. Aussi, dès mon arrivée, suis-je allé rôder dans le quartier où il est né en 1696. C'est non loin de l'Arsenal, dans la corte San Domenico, près du rio di Santa Anna et du rio della Tana, d'un père qualifié de « parcenevole di vascello », c'est-à-dire de capitaine d'un vaisseau marchand. Le petit Gian-Battista Tiepolo passa donc son enfance parmi les gens de mer, lui qui devait peindre plus tard sur le mur du Palais Labia la galère où s'embarque en noble pompe souveraine la belle Cléopâtre, reine d'Egypte. Bientôt il fréquenta l'atelier de Gregorio Lazarini, mais son vrai maître, plus que Sebastiano Ricci ou Piazetta qu'il imita à ses débuts, son vrai maître fut le Génie de la Peinture. Il en est ainsi de tous les vrais peintres et

Tiepolo fut le dernier grand artiste de la magnifique École vénitienne.

Né pour peindre, Gian-Battista Tiepolo peignit donc, comme peignirent aussi ses fils Domenico et Lorenzo qui furent ses collaborateurs. Il peignit et il peignit avec joie et avec science. Il peignit avec abondance, avec facilité, avec prodigalité. Il peignit jeune, il peignit vieux. Il connut tous les bonheurs de la couleur et de la ligne, tous les plaisirs de la composition, toutes les réussites du pinceau. Il peignit sagement et follement. Il se risqua à des improvisations calculées qu'une chance merveilleuse arrêta toujours aux limites où la hardiesse touche à l'extravagance. Il inventa une grâce à lui, un style propre. Il inventa un ciel « tiepolesque » pour le peupler librement de figures si aériennes qu'elles semblent s'y soutenir naturellement. Les Dieux de la fable et les Saintes du paradis se prêtèrent à toutes ses fantaisies. Il disposa à son gré des Anges et des Nymphes. Les plus belles filles de Venise lui offrirent leurs nudités qu'il déguisait en allégories, si voluptueuses qu'elles ressemblent toutes un peu à l'amour.

Heureux Gian-Battista Tiepolo! A dix-huit ans, il exposait son premier tableau, un *Passage de la Mer rouge* et il entrait dans la Terre promise. Dès lors, il peignit partout où l'appelait sa réputation vite grandissante, d'abord dans des églises de campagne, puis dans les palais vénitiens. Il peignit à Udine, à Milan, à Bergame, à Vérone, à Vicence. Il peignit à Wurzbourg en Allemagne où l'appelait l'évêque Charles-Philippe de Greiffenklau, à Madrid où le manda le roi Charles III qui livra les grands salons de son palais royal à ses prestigieux pinceaux. La mort seule interrompit en même temps son œuvre et sa vie, son œuvre si belle, sa vie si heureuse. Il vécut *signorilmente*, comme dit un de ses biographes, parmi les beaux objets, les belles étoffes. Il s'entourait de lévriers, d'oiseaux. Il possédait même un « esclave », un jeune Turc nommé Ali qu'il avait fait baptiser. Il aurait dû peut-être, par la même occasion, faire exorciser sa femme Cecilia qui lui causa bien des tourments, s'il est vrai que, possédée par la passion du jeu, elle perdit, en une seule soirée au Ridotto, les ébauches du peintre, sa maison et sa villa, cette villa de Zianigo, près de Murano, que son fils Domenico avait décorée de charmantes fresques pulcinellesques. Souhaitons que Tiepolo se soit consolé

des déboires qu'il subit de la part de son épouse Cecilia, sœur du peintre Francesco Guardi, dans les bras de cette voluptueuse Cristina qui fut son modèle et, espérons-le, sa maîtresse et dont il nous a probablement laissé l'image en sa *Vierge dans la gloire* de la Scuola dei Carmini. C'est une des plus belles décorations de Tiepolo que le plafond qu'il peignit pour cette scuola et je vais souvent l'admirer. En flânant par les calli, je gagne le campo San Barnabo et le campo di Santa Margherita. La Scuola dei Carmini est tout à côté, non loin de l'église Santa Maria dei Carmini. Après un regard donné à la façade, j'entre. Je monte un grand escalier décoré de stucs baroques et me voici dans une vaste salle. La composition principale nous montre la Vierge dans sa gloire. Elle monte dans un ciel délicieux, tenant entre ses bras l'enfant, entourée d'anges; elle monte d'un vol bienheureux, miraculeux et facile. Elle monte lumineuse dans la lumière, tandis qu'aux quatre angles du plafond d'exquises figures féminines personnifient les Vertus : la Foi avec la croix et le calice, l'Espérance avec l'ancre, la Charité avec l'orphelin qu'elle protège; mais c'est vous que j'aime entre toutes, vous, l'Humilité et vous, la Mansuétude, si mollement étendue et serrant contre vous un agneau innocent. Comme j'aime votre doux visage, votre corps paresseux et cette jambe un peu grasse qui sort nue des lâches draperies qui vous couvrent et où vous vous allongez si vivante et si tiède!

Il y a bien d'autres promenades tiépolesques à faire à Venise, et, presque chaque jour, je vais visiter quelqu'une des œuvres du grand Vénitien. Je n'y mets volontairement aucun ordre. Il me plaît de laisser se succéder au hasard les fresques et les toiles. Un jour, j'admire les deux plafonds de l'église des Scalzi : la *Sainte Thérèse* et *le Transport de la Sainte Maison de Lorette*; le lendemain, à l'Accademia, *l'Invention de la Sainte Croix*, et à Sant'Alvise *le Calvaire*; un autre jour, à la Fava, *l'Éducation de la Vierge*, ou, aux Santi Apostoli, *la Communion de Sainte Lucie*. Parfois je retourne aux Gesuati, riches en fresques et en peintures du maître, ou je vais revoir à la Pietà *le Couronnement de la Vierge*. Partout Tiepolo me charme, au Palais Labia comme au Palais Rezzonico, où il a représenté la glorification d'un membre de la famille Rezzonico et l'allégorie des noces d'une Savorgnan et d'un Rezzonico. Quelle verve magnifique en ces grandes compositions de circonstance où se

mêlent les Génies, les Renommées, les Nymphes, les Grâces, les nuées, les architectures, où se cabrent, dans un ciel de triomphe, les chevaux du char d'Apollon et d'où l'on emporte le souvenir du groupe délicieux formé par deux jeunes femmes nues qui, en leur savoureuse jeunesse, contemplent, en se souriant à elles-mêmes, toute cette pompe nuptiale et mythologique !

Du Palais Rezzonico allons au Palais Labia. Il est situé à l'angle du Grand Canal et du Cannareggio. C'est le palais de Tiepolo. Il y est le maître du lieu. La somptueuse demeure est inhabitée, mais il la remplit tout entière de sa glorieuse présence. Allons lui rendre hommage. Montons le large escalier. Une porte s'ouvre. Nous voici devant le spectacle. C'est en effet à un magnifique opéra que nous convie le grand musicien des couleurs qu'est Tiepolo. Contemplons-en le décor et les personnages. Sous un plafond à riches volutes et à fastueuses arabesques de stuc, se dresse, de chaque côté d'une haute arcade accompagnée de pilastres, de consoles, de corniches, une étonnante architecture, peinte en trompe-l'œil et où l'habile Mangazzi Colonna a imité avec un art admirable l'éclat des marbres et leurs reliefs. Dans l'ouverture de la haute arcade s'encadre la scène héroïque qu'a représentée Tiepolo. Répété sur deux parois, ce même décor nous offre l'un *l'Embarquement*, l'autre *le Banquet* de Cléopâtre. La belle reine d'Égypte y apparaît, dans l'un, prête à monter dans sa galère, au milieu d'un cortège de guerriers, de courtisans et de dames, dans un luxe magnifique d'étoffes, d'atours et de joyaux. Dans l'autre, nous la voyons, sur une noble terrasse entourée d'un portique. On lui présente la coupe où elle va faire fondre la perle inestimable, tandis que, du haut d'une tribune, des musiciens lui jouent des airs de gloire et d'amour.

Cet opéra pictural de Cléopâtre, reine d'Égypte, au Palais Labia, est une des grandes œuvres de Tiepolo et un des plus beaux ensembles décoratifs de l'art vénitien au XVIIIe siècle. Tiepolo en a complété les fresques murales par un lumineux plafond allégorique où la Poésie se laisse emporter au vol d'un Pégase vers une pyramide entrevue parmi des nuées qui ont la couleur même de la perle orientale que mêla à son breuvage la voluptueuse Lagide. Et, comme s'il avait voulu ajouter une moralité à cette païenne histoire d'amour, à côté des ravissantes figures de la Justice et de la Paix, Tiepolo a placé un groupe où

le Temps, vieillard barbu, enlace dans ses bras noueux le corps nu et charmant de la Beauté et tente de la ravir en son étreinte rapace.

En face du Palais Labia, un pont de marbre traverse le Cannareggio : il est orné de quatre petits obélisques. Est-ce une allusion à la royale Égyptienne dont Tiepolo a tracé l'image immortelle sur le mur du palais voisin?

Si les Pisani ont confié à Alessandro Longhi le soin de peindre leurs portraits dans une grande toile de famille où s'atteste le réel talent du très bon peintre que fut le fils de Pietro Longhi, c'est à Gian-Battista Tiepolo qu'ils eurent recours pour décorer le grand salon de leur somptueuse villa de Strà. Cette riche et puissante famille patricienne quittait en été son énorme palais de Venise à San Vitale pour sa résidence des bords de la Brenta. Continuant mes visites « tiepolesques », me voici donc en route pour Strà. Sur la Lagune lumineuse et plate flotte une brume légère où, derrière nous, Venise s'enveloppe. De ce fin tissu d'air irisé, elle emmaillote ses dômes, ses campaniles, comme des choses précieuses et fragiles et qui demandent des soins parce qu'elles sont très vieilles et très délicates. Devant nous, il n'y a plus que l'étendue de l'eau voilée qui se déchire à notre course et qui est piquée, çà et là, par les grosses épingles noires des pali. Une fois dépassée la petite île de San Giorgio in Alga, qui émerge solitaire avec son bouquet d'arbres et son mur rouge à l'angle duquel se dresse une vierge debout sur le ciel clair, on aperçoit la terre basse et les pauvres maisons de Fusina.

La remontée de la Brenta se fait par une série d'écluses. Le premier de ces barrages est à Malcontenta. Une de ces grosses barques marchandes, comme nous en avons déjà croisé plusieurs, passe l'écluse avant nous. A notre tour, nous entrons dans la cuve de pierre dont on ferme les portes inférieures, puis peu à peu le niveau s'élève et nous dépassons la grosse péotte ventrue qui déplie paresseusement sa voile molle à dessins bizarres. Tout ce pays de la Brenta est un pays humide, bas, un pays d'arbres et de vignes. La lente rivière traverse des villages aux maisons décrépites, longe des murs de jardins dont le portail est soutenu par des colonnes surmontées de statues mythologiques. Quelques-unes de ces villas montrent

de vieilles façades palladiennes que blasonne un écusson et qu'ennoblit un portique à pilastres. Certaines sont trop blanches et trop réparées. Après Oriago et Mira, nous atteignons Dolo où la Brenta se fait plus étroite et moins profonde. Enfin, des arbres apparaissent, au-dessus d'un long mur percé de portes monumentales à grilles ouvragées et rococo. On aborde à une vaste esplanade. Nous sommes devant la villa des Pisani.

Elle est emphatique et pompeuse, théâtrale et faite pour la mise en scène d'une vie noble et fastueuse, une vie de fêtes et de loisirs. Un ample vestibule donne accès à une double cour dont les murs sont décorés à la fresque de sujets mythologiques détériorés, d'Hercules, de Neptunes à demi effacés. Un large escalier conduit à une interminable suite de salons, de chambres, de boudoirs, de cabinets garnis de meubles d'un aspect à la fois campagnard et galant. Ici des panneaux peints de chinoiseries vénitiennes; là des tableaux de fleurs délicatement brodées sur soie. Puis succèdent à ces pièces, d'un goût, si l'on peut dire, pisanien, d'autres où le mobilier de style Empire et les tentures rouges ou vertes à couronnes de laurier font songer au décor de Fontainebleau et de Compiègne et où un lit aux aigles dorées, aux rideaux empanachés et au matelas de satin blanc rappelle le séjour à Strà du prince Eugène de Beauharnais.

On va ainsi jusqu'au grand salon où Tiepolo a glorifié à la fresque les illustrations de la famille Pisani et il a bien fait les choses, notre Tiepolo ! Il nous montre les diverses parties de la terre applaudissant à la lutte soutenue contre les Infidèles par les Pisani et nous fait voir les portraits des rejetons de cette illustre lignée, sujet qui n'a rien en lui-même de bien palpitant; mais qu'importe à un Tiepolo, pourvu que, dans un air subtil et coloré, il puisse peindre des nuées lumineuses et des figures volantes? C'est ce qu'il a fait au plafond de la villa de Strà. Quelle peinture facile, abondante et gaie et qui a on ne sait quoi de dansant ! Il a su l'encadrer de volutes, d'écoinçons, d'entablements ! Et quel magnifique perroquet rouge et jaune il a représenté sur un balustre en trompe-l'œil et qui semble s'être envolé jusqu'ici d'un tableau de Paul Véronèse !

Allons rêver à la gloire des Pisani dans le jardin de leur villa. Nous y retrouverons d'ailleurs leur faste et leur orgueil.

Au bout d'une vaste pelouse côtoyée de quinconces, où des percées ombragées aboutissent aux grilles monumentales qui donnent vue sur la campagne, au bout de la pelouse, les Écuries se dressent, démesurées... Avec leur fronton à l'antique, leurs statues, leurs pots à feu, elles ont l'air d'un temple, élevé par le génie du baroque et du rococo à la mémoire du quadrige de Saint Marc. L'intérieur ne le cède en rien à l'extérieur. Les stalles y sont séparées l'une de l'autre par des colonnettes de marbre où se cabrent des petits chevaux de bronze. Le faste des Pisani ne va pas sans quelque comique, mais on le leur passe, car leur immense villa n'en est pas moins un bien curieux témoignage de la puissance pécuniaire des grandes familles vénitiennes, des forces d'argent dont disposait cette noblesse marchande, même à l'époque de la décadence politique et commerciale de Venise.

Mais Strà, outre ses écuries pharaoniques, a encore une autre curiosité : son labyrinthe. Ses détours calculés, entre deux murs de feuillages, semblent les circuits d'une conque de verdure. Ses méandres gentiment ingénieux s'enroulent, bifurquent, se dédoublent, se rejoignent, se séparent de nouveau. On avance ainsi dans l'enchevêtrement de ces allées, dans l'entrelacement malicieux de ces chemins verts que domine, au centre de l'énigme, une tour au sommet de laquelle veille un héros empanaché, Thésée solitaire qui attend qu'une Ariane invisible lui offre le fil conducteur; mais le labyrinthe de Strà manque de Minotaure et il n'a rien de tragique. Où est l'horreur sacrée des grands buis noueux à l'odeur amère, qu'a si bien décrite, dans son roman, *le Feu*, Gabriele d'Annunzio? Le labyrinthe des Pisani n'est qu'un jeu de jardinier, un amusement d'architecte. Laissons-y le pauvre Thésée, dans son armure moussue, debout au sommet de sa tour qui s'effrite sous lui. La Brenta va nous servir de fluide fil d'Ariane pour gagner la Lagune et Venise.

C'est au retour que j'ai compris mieux le charme de cette Brenta. L'approche du soir donnait aux choses une grâce molle et calme. Le long chemin d'eau de la rivière se déroulait lentement. Le crépuscule est venu, puis la nuit. En approchant de Fusine, du voisinage de la lagune monta dans l'air pur une odeur marine.

J'aime Vicence, noble, pompeuse, discrète aussi, ses rues solitaires, son unique tramway, son Corso ; Vicence, ville de bourgeoisie et de dévotion, avec ses beaux palais, ses rivières où, sur la berge, des laveuses battent le linge en chantant un chant nasillard et en balançant le corps comme des derviches, son Retrone et son Bacchiglione qui font tourner des moulins, sa grandiose Basilique Palladienne et son étonnant Théâtre Olympique, tout en stucs peints, en statues de plâtre et en trompe-l'œil, avec ses gradins, sa scène en perspective de tragédie d'où s'exhale une odeur de poussière humide, de carton et de bois pourris. Aujourd'hui, quand nous en sortons, la pluie tombe ; elle tombe sur le toit en carapace de la Basilique Palladienne, ruisselle de ses corniches, inonde ses statues ; elle tombe sur les larges dalles de la Place où s'érige sur une colonne le Lion de Saint-Marc et où se dresse le maigre et haut campanile qui porte une horloge dont le cadran est peint en bleu; elle tombe avec une exagération tout italienne. Puis, soudain, elle s'arrête de tomber et nous profitons de l'éclaircie pour tenter une promenade jusqu'à la Villa Valmarana.

La route monte en lacets les pentes du Monte Berico et longe le mur du Campo Santo. A mesure que l'on s'élève, Vicence se découvre, ceinturée d'ombrages ruisselants, sous un ciel gris. A un carrefour on quitte la route qui mène à la Madonna del Monte et l'on prend un chemin rocailleux jusqu'à un mur sur lequel sont placées des figures de naines et nains grotesques sculptés dans la pierre et dont la difformité grimace en attitudes comiques. Ils semblent railler le tintement grêle de l'antique sonnette, au branle de laquelle une porte finit par s'ouvrir. La gardienne nous précède à travers le jardin vers la Villa. Son fronton triangulaire est orné de trois statues, dont celle de la Victoire ouvre dans l'air humide de singulières ailes de pierre, des ailes bizarrement ajourées.

La Villa est inhabitée. Elle appartient aux héros de la Grèce et de Troie qu'y a peints Tiepolo. Voici le Sacrifice d'Iphigénie, Minerve prenant aux cheveux Achille furieux, l'Amour présenté à Didon sous la figure d'Ascagne. Tout cela se passe entre les colonnes d'un péristyle, dans une emphase éloquente, dans une claire jeunesse de couleur et d'attitudes. Les draperies s'enflent pour découvrir un beau corps ou pour laisser voir une belle gorge. Les gestes sont outrés et exagèrent leur grâce ou leur force,

mais les mouvements sont heureux. Les héroïnes s'abandonnent aux bras des guerriers dont les casques s'empanachent et dont les torses bombent sous la cuirasse. Des drapeaux roses flottent sur des tentes safranées. Des voiles palpitent, des nuages se gonflent. De nobles architectures offrent de nobles perspectives. On dirait la mise en scène d'un opéra de Métastase dont les accords vous accompagnent dans les deux salons contigus où Tiepolo a peint des épisodes empruntés au Tasse et à l'Arioste. Le romanesque succède à l'héroïque.

Nous retraversons le jardin pour aller à la « Foresteria » sous l'œil malveillant des nains de pierre. Ces nabots contrefaits ricanent sous la pluie qui a repris de plus belle. La Foresteria qui servait au logis des hôtes est un bâtiment bas composé d'une longue galerie sur laquelle s'ouvrent des chambres peintes aussi à fresque par Tiepolo. Ici il a représenté des paysanneries, là des chinoiseries. Sur un trône cocasse surmonté d'un parasol à clochettes, une dame chinoise reçoit les hommages d'un gros mandarin. De belles contadines s'en vont au marché ou préparent un repas rustique. Ailleurs, c'est un escalier en trompe-l'œil. Un nègre enturbanné en descend les marches, tandis qu'un singe s'apprête à dérober un panier de fruits posé sur la rampe. Plus loin, ce sont des scènes de carnaval, des masques.

Nous nous sommes accoudés à l'appui d'une fenêtre ouverte qui donne sur une terrasse et qui a vue sur la campagne. Des vignes, des prés d'où monte une odeur humide et fraîche, et un lointain fumet d'étable. Dans le silence un bœuf a mugi longuement. Dans le vestibule, à une longue perche posée sur deux chaises, sont suspendues des grappes d'un beau raisin ambré.

Nous n'irons pas cette année à Vérone voir les Tiepolo du Palais Canossa et écouter, du haut des rampes caillouteuses du jardin Giusti, la plainte des fontaines dont l'humble force semble envier le jet puissant et la fusée aiguë des inflexibles et noirs cyprès.

HENRI DE RÉGNIER.

(A suivre.)

VUES SUR LES ÉTATS-UNIS

III[1]

L'AVENIR ÉCONOMIQUE

Aux États-Unis, les forces économiques sont à peu près tout. Elles suppléent la politique, inspirent la morale, forgent l'idéal collectif, façonnent même un certain type de beauté. Elles assurent, seules ou presque seules, la cohésion effective de ce groupe d'hommes et de familles, d'origines extraordinairement diverses, — société plutôt que nation. Sous sa forme actuelle, la civilisation américaine ne pourra s'épanouir, rayonner au dehors et même, tout simplement, durer que dans la mesure où ses chances économiques seront garanties.

Pour juger de ces chances, il ne suffit pas sans doute d'amasser des statistiques, de recueillir des rapports et des bilans; au delà du résultat immédiat, il faut scruter les promesses et les risques, reconnaître les bases du système, essayer d'en percevoir le rythme à la fois matériel et humain. Étude malaisée, car, là encore, une comparaison directe de l'Amérique et de l'Europe ne vaut guère : dès le départ, l'opposition entre les deux semble fondamentale.

Le « compartimentage » de l'Europe en nations et en États que séparent des frontières effectives, a précédé de longtemps l'épa-

Copyright by Lucien Romier, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

nouissement de la civilisation industrielle. Aussi l'économie européenne, même dans son développement moderne, repose-t-elle sur des bases locales et nationales. Son rythme, qui s'est adapté aux exigences de cadres préétablis, ne devient que lentement, à travers des résistances très fortes, un rythme de circulation générale et d'échanges équilibrés. La multiplicité des États, que préoccupe le souci légitime de leur indépendance politique, a déterminé la multiplicité des concurrences économiques et leur acharnement. Des signes nets d' « internationalisation » n'ont pu apparaître que tardivement, sous la forme de conventions de chemins de fer, de cartels industriels, etc. Le caractère économique de l'Europe, une fois reconnus les richesses de son sol et le génie de sa population, présente donc les aspects suivants : pluralité et particularisme des systèmes d'échanges, variété des productions et des marchés, des qualités et des prix, étroitesse relative de chaque compartiment, prudence et, parfois, hésitation de l'esprit d'entreprise, enfin, lorsque les États veulent échapper au manque d'espace, ardente compétition coloniale.

En dépit de ses progrès et de ses succès presque ininterrompus, depuis cent ans, l'économie européenne n'a connu qu'une phase de complet optimisme : la période de prodigieux essor des entreprises qui marqua le milieu du XIXe siècle, alors que, précisément, les activités nouvelles n'avaient pas encore rempli les cadres anciens. Depuis, elle a toujours éprouvé une sorte de malaise profond, l'inquiétude du lendemain, la peur secrète de l'instabilité, l'appréhension des heurts immédiats et des concurrences jalouses, le tout formant, sous une prospérité sans cesse accrue, un fond de défiance et de pessimisme.

L'Amérique a fait sa fortune dans des conditions à peu près contraires. D'où une expérience économique et un état d'esprit très différents.

Dès le début, l'économie américaine a trouvé devant elle l'espace pratiquement illimité et la libre circulation. Il lui suffisait d'aller de l'avant pour s'enrichir. Elle avait à craindre, non de heurter des limites préétablies ou de subir des concurrences calculées, mais de voir trop petit, de manquer d'audace dans ses desseins et ses moyens. Pour elle le souci n'existait pas de la rareté ou de la cherté des matières premières, ni de

l'étroitesse du marché de vente, — les deux écueils dont se garde constamment l'industriel européen. Elle devait, d'abord, exploiter et produire..., tirer parti le plus largement des ressources nouvelles qui s'offraient chaque jour à elle, satisfaire aux besoins de la masse d'hommes que venait grossir une immigration formidable.

Ainsi, tandis qu'en Europe, l'essor industriel comportait des calculs minutieux d'ajustement et des craintes de frictions, il se faisait en Amérique par le simple enthousiasme de l'agrandissement. L'industrie américaine y gagna deux vertus qui sont devenues les marques mêmes de sa force : l'audace et l'optimisme.

Ces vertus, l'Amérique d'aujourd'hui les croit trop volontiers innées à son peuple et y reconnaît avec trop de complaisance une preuve de sa supériorité prédestinée sur l'Europe. Il n'est pas mauvais de lui rappeler qu'elles découlent, pour une large part, de certaines circonstances, — et de circonstances peut-être exceptionnelles. Il y a eu, nous venons de le dire, le privilège du libre espace. Le privilège d'un accroissement vertigineux du nombre des consommateurs n'a pas été moins décisif. En cent cinquante ans, la population du globe a doublé, celle de l'Europe triplé : les facultés de production de l'industrie européenne ont beaucoup plus que triplé. Or, depuis un siècle et demi, ce n'est pas par deux ou par trois, mais par trente-cinq ou quarante que s'est multiplié le nombre des habitants des États-Unis. Le professeur J. Russell Smith s'amusait récemment à calculer qu'au même rythme de croissance, la population des États-Unis dépasserait, dans cent cinquante ans, trois milliards d'individus ! Simple jeu de chiffres, mais qui éclaire les ressorts profonds de l'économie américaine : la découverte des terres, l'abondance des richesses naturelles que l'on mettait à jour, la croissance de la population sur place et l'afflux des immigrés furent autant de facteurs qui, pour ainsi dire, s'excitèrent et s'entraînèrent mutuellement dans une course invraisemblable vers des chances que l'humanité n'avait jamais connues !

Maintenant on se demande si les conditions de l'audace et de l'optimisme américains peuvent être modifiées dans un avenir prochain par des changements matériels ou par des causes proprement humaines et sociales.

Avant d'indiquer les modifications qui sont probables à plus ou moins brève échéance dans les facteurs de l'économie américaine, nous résumerons en quelques mots notre jugement d'ensemble. Tant du point de vue humain et social que du point de vue matériel, les États-Unis resteront longtemps privilégiés. A vrai dire, leurs chances nous paraissent plus solides dans l'ordre matériel que dans l'ordre social. D'ici à cinquante ou cent ans, la fortune des États-Unis ne semble pouvoir subir d'atteintes irrémédiables que celles qui lui viendraient d'un affaissement de l'énergie sociale, gâtée par l'excès du bien-être.

Sous l'influence même de son développement, l'économie américaine devra, sans doute, reviser et rajuster les conditions de son équilibre, mieux répartir ses forces, réadapter ses méthodes, se soumettre à des exigences plus complexes qu'autrefois, suivre des courants nouveaux. Il en résultera, peut-être, des ruines individuelles ou collectives, des crises et des troubles. Mais, en général, les privilèges naturels et matériels du milieu garderont leur efficacité.

LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES DE L'ESPACE

L'espace vaste et libre, des ressources exceptionnellement abondantes et utiles : telles ont été, jusqu'à présent, dans l'ordre matériel, les causes dominantes de la prospérité américaine. Sur le développement des forces économiques l'espace agit par l'attrait qu'il exerce toujours, par l'aisance qu'il offre à la répartition des activités et des courants, enfin par la convenance de certaines méthodes d'exploitation qui varieront à la fois suivant l'ampleur du cadre et suivant la densité du contenu.

Si grand que soit, chez l'Américain, l'appétit de terres nouvelles, il aura, pendant longtemps encore, de quoi se rassasier. Les États-Unis nourrissent, à l'heure présente, environ cent vingt millions d'habitants. Il ne faut pas affirmer, comme on le fait souvent, qu'ils nourriraient facilement une population doublée, sous le régime économique et social qui est le leur aujourd'hui : l'Amérique n'en est plus à pouvoir garantir un bien-être croissant à des foules nouvelles qui accourraient en masse. Mais l'étendue des terres inexploitées ou exploitées superficiellement reste telle qu'elle laisse une forte marge aux

entreprises futures. D'ailleurs, la puissance d'entreprise économique des États-Unis rayonne et rayonnera de plus en plus, sans résistance durable, sur le Canada et sur l'Amérique centrale.

Cette ampleur du cadre économique, nous l'avons déjà signalé, constitue, à elle seule, eu égard aux rythmes et aux besoins des industries modernes, une supériorité très marquée. Pour produire des marchandises à bas prix, il faut en produire beaucoup de la même série avec de puissants outillages : cela suppose un marché dont la capacité de consommation suffise à absorber toutes les marchandises produites et à compenser les risques du capital engagé. Assurée d'une vente très large, l'industrie américaine peut se servir de machines à grand rendement, abaisser le prix de revient de sa marchandise, ne produire qu'un seul article ou qu'un petit nombre d'articles dont la diffusion soutient un gros « chiffre d'affaires », et bénéficier ainsi de tous les avantages de la spécialisation *maxima*. Sans l'immensité du marché américain qui a permis à Ford de lancer l'automobile populaire, entraînant derrière lui ses concurrents, l'automobile resterait encore, peut-être, un article de luxe... On voit, par cet exemple, comment le privilège de l'espace donne aujourd'hui à un peuple industriel le moyen d'influer sur les mœurs mêmes de l'humanité tout entière.

L'espace vaste et libre assure, aussi bien, à une civilisation industrielle la régularité et la simplicité de ses courants d'échanges : des régions anciennes aux régions neuves, et réciproquement ; articles manufacturés contre matières premières, tissus et machines contre blé, bois ou pétrole...

Tandis que l'Europe nous montre un réseau extrêmement complexe de courants économiques, les uns larges, les autres étroits, qui tantôt se mêlent, tantôt se contrarient, arrêtés ici par des obstacles naturels, ailleurs par des barrières douanières, attirés ou repoussés par la concurrence en sens divers et la rivalité de dix nations, les échanges américains, au contraire, se sont développés suivant des lignes régulières et simples. Une observation même superficielle du trafic des États-Unis, la moindre étude des origines de leurs chemins de fer et de leurs villes nous révèlent la domination jusqu'à présent tyrannique du courant Est-Ouest, dessiné par le *processus* de la découverte, de l'aménagement, de l'exploitation et de la mise en valeur des

terres ou des ressources nouvelles, de l'Atlantique au Pacifique. Les villes qui se sont formées aux têtes de lignes de cette circulation Est-Ouest, sur l'Atlantique d'une part, sur le Pacifique d'autre part, et les places intermédiaires qui règlent les échanges d'un versant à l'autre, contiennent, à elles seules, presque le tiers de la population.

Or, comme l'ampleur du marché de vente, la simplicité des courants d'échanges facilite le rendement économique. Les moyens de transport sont utilisés au *maximum* et avec le moins de frais, la répartition des produits devient de plus en plus rapide et complète, les demandes et les offres se compensent sans retard, les marchandises arrivent au plus bas prix vers leur point d'utilisation ou de consommation.

De même, l'espace, qui permet les plans d'ensemble, donne de l'audace au capital et au crédit. Les hommes d'affaires américains, au fur et à mesure que progressait l'aménagement de leur immense pays, purent calculer, presque à coup sûr, le bénéfice des entreprises futures sur le bénéfice des entreprises réalisées. Il y eut des erreurs de calcul, des déceptions, des « crises », — ces crises américaines qui furent toujours des crises d'excès, des crises de jeunesse. Dans l'ensemble, la puissance, la richesse et l'audace de l'économie américaine ont grandi par l'assurance d'une chance, bien ou mal comprise, mais toujours plus large que l'effort déjà accompli.

L'espace, c'est, en effet, la chance sans cesse offerte aux chasseurs de fortune, un morceau d'inconnu à découvrir, une part de réussite qui reste vacante, merveilleux et constant attrait pour les pionniers, les spéculateurs, tous les audacieux, tous les travailleurs. C'est l'appel continu à l'homme nouveau et aux initiatives nouvelles, par conséquent à une population croissante, principal élément de force économique.

L'espace, enfin, c'est la quasi-certitude d'un équilibre au moins relatif des ressources et des besoins, la possibilité de l'indépendance et d'une sorte d'autonomie des échanges nationaux.

Ici apparaît le protectionnisme.

LE PROTECTIONNISME AMÉRICAIN

Le protectionnisme américain a soulevé des discussions infinies en Amérique même. Quant à l'Europe, elle ne cesse d'être étonnée que les Américains lui prêchent la vertu du libre-échange, alors qu'eux-mêmes s'entourent d'une « muraille de Chine ». En fait, le protectionnisme à plus ou moins forte dose est inné au système économique et social des États-Unis, il fait partie, en quelque sorte, des réflexes vitaux du corps américain.

Rappelons que les États-Unis ont développé leur puissance économique moyennant l'afflux continu d'immigrants, en majorité européens. Or ils ne devaient pas absorber indéfiniment *à la fois* les hommes et les marchandises de l'Europe. Il leur fallut choisir entre les hommes et les marchandises, sous peine d'avoir trop d'hommes et de ne pouvoir ni les occuper ni les nourrir. Le premier protectionnisme fut le fruit naturel d'une immigration intensive.

Pour les colonies à développement lent, à production restreinte ou spéciale, à immigration individuelle, il est possible de maintenir pendant plus ou moins longtemps, sauf certaines réserves, le principe et la pratique de la « porte ouverte ». Ce n'est pas possible pour un pays où l'afflux massif de populations nouvelles tend à dépasser par son ampleur et sa vitesse le rythme de mise en valeur des ressources naturelles et d'aménagement de l'outillage : le maintien de la porte ouverte risquerait alors de placer les immigrants dans une position de misère ou d'instabilité pire que leur ancien sort. L'instinct vital de l'Amérique se trouva donc de très bonne heure devant la nécessité de choisir entre la libre entrée des marchandises européennes et la libre entrée des immigrants européens.

Le sens du choix à faire était évident pour une société qui disposait d'immenses territoires et d'abondantes ressources, qui avait besoin surtout de main-d'œuvre et qui aspirait à devenir une grande nation : les hommes pouvaient produire des marchandises, les marchandises ne pouvaient engendrer des hommes. On préféra une large immigration à une large importation.

Ce protectionnisme correspondait, en même temps, à la conscience de plus en plus nette chez les Américains, de leur

indépendance vis-à-vis des autres peuples. Le mot « indépendance » est le mot-clef de l'histoire et des réflexes de la vieille Amérique. Si le territoire des États-Unis avait été moins riche, moins varié, moins étendu, peut-être le souci de l'indépendance fût-il resté une force politique et sentimentale. Mais nous avons vu, — et on ne saurait trop y insister, — que la société américaine, dans son essence, se révèle économique, non politique. Il était donc fatal que le principe et la passion de l'indépendance s'y traduisissent avec le plus de vigueur sur le plan économique. C'était non seulement fatal, essais d'élémentaire calcul, du jour où l'Amérique se découvrit elle-même pourvue de matières premières et fournie, par l'immigration, d'une main-d'œuvre aux aptitudes variées. N'oublions pas que les immigrants étaient en majorité des Européens, des « civilisés », des hommes possédant presque tous un métier et une tradition technique, dont ils cherchaient l'emploi.

Le protectionnisme apparaît ainsi lié, non plus seulement au fait de l'immigration, mais à la psychologie même de l'immigrant et à ses exigences sociales. L'homme qui avait quitté l'Europe, fuyant la misère pour trouver des moyens d'existence en Amérique, ne pouvait admettre que l'Europe lui fît concurrence sur ce nouveau terrain et l'empêchât d'y gagner un large salaire. Psychologie de l'immigrant, exigences sociales du travailleur... Autant dire que le protectionnisme tient aux racines mêmes de ce que nous avons appelé la « civilisation américaine ».

Mais l'espace en reste la condition première. L'étendue, la richesse et la nouveauté du territoire américain n'assurent pas seulement l'équilibre des ressources et des besoins, sans quoi le protectionnisme perdrait toute valeur. Ces mêmes privilèges, en offrant une marge assez grande, ont empêché jusqu'à présent que l'accord entre les industriels, nécessaire au soutien de la politique protectionniste, fût sérieusement menacé par une rivalité trop vive ou une « provincialisation » trop marquée des intérêts en cause.

Cependant l'influence de l'espace n'agit plus tout à fait de même sur l'économie américaine à mesure qu'augmente la densité de la population et que devient plus rapide l'exploitation des ressources naturelles. Ainsi sont préparés des changements qui feront surgir des problèmes nouveaux.

LES INFLUENCES NOUVELLES

Depuis quelques années, des lois assez brutales ont arrêté l'immigration massive aux États-Unis. L'Américain ne choisit plus entre l'importation des marchandises et l'immigration des hommes : il restreint les deux. Au protectionnisme douanier s'ajoute un protectionnisme ethnique et social.

Ce fait aura des répercussions profondes. Garantira-t-il la marge de chances dont l'énergie américaine a bénéficié dans le passé par l'étendue de son champ d'action et qu'aurait réduite un excès de peuplement ? Nous pensons qu'il en sera ainsi pendant quelque temps. Mais, du seul fait des naissances dans un peuple de cent vingt millions d'habitants, du fait aussi qu'un certain nombre d'immigrants continue à entrer par tolérance ou par fraude, il est évident que la densité de population ne cessera de croître par rapport aux chances exploitables. En vue de quoi un instinct de prudence s'éveille déjà. Le calcul modérera bientôt l'élan.

D'autre part, les États-Unis ne conserveront pas indéfiniment le privilège que leur confère la simplicité de leurs courants de circulation. Ils n'échapperont pas toujours aux inconvénients des rivalités de région à région : l'extension même de l'industrie et la mise en valeur progressive du territoire détermineront des compartiments économiques.

Déjà l'Ouest, pour certaines catégories de produits ou de marchandises, se suffit à lui-même : il attire moins brutalement que jadis les courants venus de l'Est. La grande zone du Pacifique contient assez de ressources et des ressources assez variées pour asseoir une virtuelle autonomie de ses échanges. L'aménagement des autres zones de la périphérie, comme le Texas, créera des courants nouveaux... On n'aperçoit encore aucun signe d'un affaiblissement de la prépondance économique de l'Est américain. Mais cette prépondérance ne croît guère, et elle revêt un caractère de plus en plus financier. Les excès du protectionnisme douanier, comme les restrictions à l'entrée des immigrants, menaceront peu à peu la suprématie new-yorkaise.

En même temps, les courants intérieurs des États-Unis subissent des influences nouvelles de l'extérieur. C'est l'influence du canal de Panama. C'est l'influence de la prospérité cana-

dienne. L'une et l'autre déterminent des mouvements dans le sens nord-sud et sud-nord, — système d'échanges qui pourrait se fixer un jour sur un axe d'activité indépendant des anciennes agglomérations de l'Atlantique et du Pacifique, l'axe de Chicago à la Nouvelle-Orléans.

Au surplus, certaines branches de l'industrie américaine commencent à s'écarter du tronc initial. L'industrie textile descend peu à peu de la Nouvelle-Angleterre vers le Sud, attirée par le coton et par une législation du travail moins rigoureuse. La tendance au déplacement des usines deviendra plus générale au fur et à mesure que les industriels devront resserrer le coût de leurs fabrications. La diffusion de l'énergie électrique permet aux industries de s'éloigner des sources de charbon, et la cherté des transports les pousse à se rapprocher d'autres sources de matières premières. L'agglomération des ouvriers en cités trop vastes ou trop denses fait monter le prix de la vie et, par conséquent, le niveau des salaires. D'où certains projets de dispersion des usines dans les petites villes... Ce ne sont, à vrai dire, que les premiers symptômes d'une crise de réadaptation, qui conduira l'économie américaine au renouvellement de ses directions et de ses méthodes.

Car, même aux États-Unis, on trouve des méthodes surannées ou primitives, ne serait-ce que dans l'exploitation des ressources naturelles !

L'EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES. LA CRISE AGRICOLE

C'est un lieu commun, en Europe, d'affirmer que l'Amérique gaspille ses ressources naturelles. On a même annoncé l'épuisement de certaines de ses richesses, parmi les plus importantes, comme le pétrole.

Rassurons les personnes inquiètes. La nature, en Amérique, répondra toujours aux recherches et au travail de l'homme, pourvu que l'homme y reste capable d'invention et d'effort. On prédisait une disette de pétrole : en fait, c'est le contraire, puisqu'il y a surproduction...

Jusqu'aujourd'hui, les Américains n'ont guère exploité, dans leur pays, que les ressources les plus faciles à atteindre ou à utiliser. Il les ont exploitées avec le souci d'un rende-

ment rapide, non d'un aménagement durable. Ce fut le rythme de l'économie spéculatrice plutôt que de l'économie régulatrice. Tout le monde sait qu'ils ont saccagé leurs incomparables forêts. Quant à l'exploitation des gisements de pétrole, elle a présenté souvent l'aspect d'une course enfiévrée. On ne procède pas ainsi très longtemps sans subir quelques déboires. Les États-Unis expieront un jour leur « ère de facilité ». Mais, au prix de ruines individuelles et de déplacements de fortunes, au prix même de troubles collectifs, l'expiation laissera intacte la richesse foncière du pays.

Le meilleur exemple en est dans la crise agricole. Depuis quelque temps, elle ne cesse d'irriter l'opinion américaine. Irritation qui trahit de la surprise et cache, peut-être, un doute. Cette crise contraint l'Américain à réfléchir, lui qui aime surtout agir !

En l'espèce, avant d'agir, il faudrait comprendre... Or, la crise agricole est malaisée à bien comprendre. Ne tient-elle pas à toute l'organisation de l'économie américaine ?

Nous en résumerons les principaux aspects comme suit. Premier aspect : une surproduction qui semble incompressible. Deuxième aspect : des prix de revient trop élevés. Troisième aspect : des prix de vente trop bas. Au total, un véritable dérèglement du travail agricole, avec des misères, des plaintes, toute une agitation politique.

La surproduction semble, à l'heure présente, un des maux caractéristiques de l'économie américaine. Dans le domaine agricole, elle apparaît aussi bien pour le coton du Sud et les fruits de Californie que pour le blé de l'Ouest. Elle est, à notre avis, le résultat presque inévitable de la monoculture à formes industrialisées, qui donne nécessairement une production insuffisante en variété, mais excessive en quantité. L'agriculture américaine souffre du même vice que la viticulture méditerranéenne. Trop rigide, la production ne peut suivre les fluctuations du marché. L'uniformité des produits suscite une concurrence d'autant plus acharnée que les producteurs ont engagé toutes leurs ressources et tous leurs moyens dans une culture unique, dont ils ne sauraient se retirer.

Toujours dans le même sens, l'agriculture américaine expie son habitude ancienne de faire appel au crédit. La plupart des fermes ont été aménagées et développées moyennant de lourdes

hypothèques, qui pèsent sur le prix de revient des produits agricoles. Le fermier, souvent, emploie son fonds de roulement à étendre la surface cultivée plutôt qu'à perfectionner la culture. Au fur et à mesure que la terre neuve est épuisée, accablé d'hypothèques et manquant d'argent pour payer des engrais, il cherche le salut dans une nouvelle extension de la surface cultivée : ce qui consolide la surproduction et aggrave le déséquilibre de l'exploitation.

Deux autres faits influent défavorablement sur le prix de revient des produits agricoles. Le premier est l'exode d'une foule de travailleurs de la campagne vers les villes. Le deuxième est l'enchérissement de l'outillage et de tout ce que le fermier doit se procurer hors de sa ferme.

L'exode des travailleurs de la campagne vers les villes apparaît aujourd'hui comme un phénomène universel. Depuis quelque temps, il est plus ample aux États-Unis que partout ailleurs : on estime que, l'an dernier, 6 ou 700 000 individus ont déserté la campagne américaine. C'est, sans doute, une conséquence de l'accroissement du bien-être matériel et de la hausse des salaires dans les villes. Mais il faut y reconnaître aussi un effet des lois restreignant l'immigration : l'industrie aspire la main-d'œuvre agricole pour combler le déficit de main-d'œuvre immigrée.

Quant à la relation des prix industriels et des prix agricoles, le problème soulève un débat particulièrement difficile.

Aux États-Unis comme en Europe, mais plus encore qu'en Europe, on observe, depuis la guerre, une rupture entre le prix des denrées agricoles à la production, d'un côté, le prix de ces mêmes denrées à la consommation et le prix des produits industriels d'un autre côté. On explique souvent, aux États-Unis, la rupture entre les prix industriels et les prix agricoles par le fait que les produits agricoles, étant exportés en partie, subissent les fluctuations des prix sur le marché mondial, tandis que les produits industriels sont protégés, quant à leurs prix, par le tarif douanier, contre la concurrence extérieure. Cette thèse appuie le ralliement des agriculteurs américains au système protectionniste. Elle ne retient, nous semble-t-il, qu'un aspect du problème.

A vrai dire, dans l'enchaînement à la fois compliqué et rigoureux de l'économie moderne, l'agriculteur, condamné par

la nature même de sa profession à un certain isolement, se trouve, de ce seul fait, désavantagé. Individu, il subit la pression d'une masse d'éléments solidaires, dont chacun est intéressé au bas prix des produits agricoles. Contre la pression de cette masse il est mal placé pour résister et, soumis à des conditions tout à fait particulières, il n'a pas même la ressource de se défendre en s'agrégeant à ladite masse. D'où son appel constant à l'arbitrage politique. Aux États-Unis, c'est l'élection présidentielle qui ouvre la voie aux revendications agricoles.

Le cycle des prix industriels entraîne dans une même solidarité, par le jeu des fournitures réciproques et des salaires, le fabricant, l'ouvrier, l'intermédiaire, le transporteur. Chacune de ces catégories, si elle s'estime lésée, réagit aussitôt contre ses voisines et leur impose la loi de solidarité : le fabricant en réduisant sa production ou en majorant ses prix, l'ouvrier en faisant grève, l'intermédiaire en stockant ses marchandises ou en les liquidant, le transporteur en diminuant son service ou en relevant ses tarifs. Toutes ces catégories peuvent réagir par des procédés d'un effet immédiat et, s'il leur plaît, collectivement.

L'agriculteur ne peut rien de tel. Il n'est pas maître d'arrêter sa récolte, une fois consenties les dépenses de culture. En serait-il maître que, le faisant, il s'exposerait à de nouveaux risques, puisque les prix qu'il subit ne sont pas ceux de la saison où il sème, mais ceux de la saison où il récolte et, plus souvent, ceux de la saison ou il rencontre un acheteur. Il ne saurait faire grève, car, pour lui, les jours ne se ressemblent pas : s'il n'a semé ou planté au bon moment, il ne rattrapera plus le temps perdu, quelles que soient les variations de prix. Il ne peut stocker ses denrées que si ces denrées ne sont pas périssables et s'il possède un fonds de roulement suffisant pour attendre des prix meilleurs : cas rare en monoculture... Or, ce même agriculteur trouve devant lui des intérêts coalisés pour la baisse de ses produits : l'industriel, qui redoute la hausse des denrées d'alimentation entraînant la hausse des salaires, l'ouvrier, qui dénonce la « vie chère », l'intermédiaire, qui gagnera d'autant plus qu'il aura emmagasiné son stock à meilleur compte, le transporteur, qui est toujours une sorte d'industriel et, parfois, un intermédiaire.

De telles conditions font que l'agriculteur dépend, pour le revenu de sa récolte, moins du mouvement général des prix que des quantités de produits récoltés dans le cycle particulier de l'agriculture : quantités qu'il ne peut régler, puisqu'il ne sait jamais ni quels seront les besoins du marché après la récolte, ni quelle récolte lui laisseront les intempéries.

Comment y remédier?

LA REVANCHE DES VIEUX PAYS

Dans les vieux pays d'agriculture, comme la France, le paysan a, depuis longtemps, assoupli ses risques. Son exploitation est d'étendue relativement restreinte, ce qui lui permet, en cas de besoin, d'économiser sur les frais d'outillage et de main-d'œuvre, ou, du moins, de ne pas subir trop passivement les exigences de ses fournisseurs industriels et la hausse des salaires. Ensuite, précisément parce que son exploitation est restreinte, le capital qu'il engage annuellement dans la culture ne représente pas une charge tellement lourde qu'il ne puisse stocker une partie de sa récolte. Il le peut d'autant mieux que la polyculture lui permet de sérier ses rentrées d'argent suivant l'état du marché pour tel ou tel produit.

Cependant, même dans les vieux pays, une rupture fréquente apparaît entre le prix des produits industriels et le prix des produits agricoles, quand la vente de ces derniers n'est pas organisée par coopération.

Il faut des siècles pour former une paysannerie assouplie aux risques du métier... Or, en Amérique, l'agriculture, comme tout le reste, est jeune, entraînée à exploiter trop vite les ressources naturelles. L'agriculteur y subit au maximum tous les inconvénients de sa profession. Isolé autant, sinon plus qu'ailleurs, il doit se défendre contre des masses d'intérêts plus lourdes qu'ailleurs et, dans certains cas, véritablement irrésistibles. Il pratique presque toujours la monoculture. Son exploitation trop grande dépend d'un outillage onéreux. Comment réglerait-il sa récolte, en stockerait-il une partie, sérierait-il ses ventes? Il est à la merci des saisons et du marché, d'un marché ouvert, par surcroît, aux fluctuations d'origine extérieure. Ajoutons que souvent il a « écrémé » sa terre, laquelle, en vieillissant, demande plus de soins et plus de frais...

De cette crise on peut tirer plusieurs leçons, pour l'agriculture même et pour l'exploitation des ressources naturelles en général.

L'expérience américaine prouve qu'en dépit des facilités que crée l'emploi d'un outillage plus ou moins coûteux, les conditions de l'économie agricole restent profondément différentes de celles de l'économie industrielle. Industrialiser l'agriculture, ce n'est pas garantir sa prospérité; parfois, c'est le contraire. La profession agricole exige, pour faire face à des risques spéciaux et à des hasards imprévisibles, une souplesse constante qui est en opposition avec la rigidité des grandes exploitations de monoculture. L'exemple américain montre encore que si le paysan, pour garder sa souplesse, doit à la fois limiter et varier ses risques, il ne saurait, d'autre part, se soustraire à la nécessité de l'organisation collective. Isolé, il est fatalement écrasé par des forces que leur intérêt immédiat rend solidaires vis-à-vis de lui.

Pour l'exploitation des ressources naturelles, en général, nous enregistrons aussi des leçons précieuses. Quelle que soit la richesse du sol ou du sous-sol, il ne suffit pas d' « exploiter » cette richesse; il faut la ménager et l'aménager. En vue de quoi les règles traditionnelles, la prudence et la prévision reprennent leur suprématie. La grande difficulté, pour l'économie américaine, sera de passer du rythme précipité au rythme mesuré. Nous constatons, par le fait d'une surproduction qui persiste en dépit des bas prix, que le défaut est, non dans la nature, mais dans la méthode...

En vérité, l'Amérique peut se payer le luxe d'un certain nombre d'expériences malheureuses. Elle le peut, à cause de ses richesses naturelles. Elle le peut aussi grâce à la puissance de son crédit financier. Ses réserves seront telles pendant longtemps qu'elles lui permettront toujours de « repartir ». Aussi bien, depuis la guerre, elle a souffert, à plusieurs reprises, de malaises divers, dont la « crise agricole » n'est qu'un exemple, mais ces malaises n'ont jamais abouti à une crise générale. L'abondance du crédit exclut l'hypothèse d'une crise générale. Elle n'exclut pas, il est vrai, l'éventualité de ruines particulières.

LES RISQUES DE L'ÉCONOMIE FERMÉE

La vraie question, pour l'avenir matériel des États-Unis, est de savoir s'ils pourront conserver indéfiniment, à l'abri du protectionnisme, un *standard* de vie et un bien-être social qui surpassent de beaucoup le niveau des autres peuples.

Les expériences du passé et, pour finir, les expériences de la dernière guerre, celle de l'Allemagne bloquée, celle de la Russie en rupture avec le reste de l'Europe, ont montré qu'une nation ne saurait maintenir très longtemps le développement de ses activités et son bien-être, sous un régime d'*économie fermée*, — quelle que soit l'étendue du territoire fermé.

Or, il semble que les États-Unis aient construit toute leur prospérité, — et quelle prospérité ! — sur le principe et l'application rigoureuse d'un protectionnisme systématique.

Dans quelle mesure et à quel moment le protectionnisme américain fera-t-il apparaître les risques que comporte toute économie fermée? Ici, ce n'est plus la nature, c'est l'homme, et lui seul, qui détermine les phénomènes.

En fait, jusqu'à une époque récente, le protectionnisme américain ne s'appliquait ni aux matières premières, ni aux inventions, aux « modèles » et, en général, aux créations de l'esprit, ni à la main-d'œuvre. Belle marge laissée aux influences extérieures! Le dernier point surtout est important : un pays qui absorbe aussi largement que le fit longtemps l'Amérique, de la main-d'œuvre étrangère, civilisée, moralement et techniquement éduquée, un pays neuf, disposant d'un large territoire et de ressources variées, s'enrichit, se développe et se renouvelle plus que s'il importait simplement des marchandises pour la consommation. Car il importe ainsi ce qu'un pays a le plus besoin de recevoir du dehors : l'émulation des initiatives et le perpétuel rajeunissement des méthodes.

Il en va de même pour l'importation des « modèles » et des créations de l'esprit. On ne reprochera pas, certes, à l'Amérique de se fermer aux créations d'autrui. On lui reprocherait plutôt un goût exagéré pour la « copie ». Elle obéit soit au *standard*, soit au snobisme, qui sont le contraire de l'originalité. Aucun peuple au monde, sauf, peut-être, le Japonais, n'est plus prompt que l'Américain à saisir ce qui vient d'ailleurs

pour l'imiter, quitte à protéger ensuite l'imitation par une barrière de douanes.

Quant aux matières premières, les États-Unis en importent de plus en plus, bien que leurs ressources et leur production soient, à certains égards, sans égales...

Le protectionnisme des États-Unis ne fut donc pas, jusqu'à ces derniers temps, un système d'économie fermée. Ce fut bien plutôt une organisation méthodique des échanges, afin de défendre le travail américain, tout en lui assurant les plus larges facilités pour s'alimenter au dehors soit de matières, soit d'inspiration.

Mais voici un grand fait : les lois restreignant l'immigration.

Tant que l'immigration demeurait très large et à peu près libre, le protectionnisme était un système sûr. Du jour, en revanche, où la protection contre les immigrants s'ajoute à la protection contre les marchandises, un nouveau *processus* a commencé. Les Américains ne veulent pas l'apercevoir. Mais la chose est claire.

Aucun organisme ne peut entretenir son activité et la renouveler autrement que sous l'aiguillon d'une concurrence ou d'échanges avec le dehors. Naguère, l'Amérique rejetait les marchandises de l'étranger, mais faisait entrer la concurrence, d'une autre manière, avec l'immigrant. Tout arrivait sur le marché du travail, qui, par répercussion, excitait tous les autres marchés. L'immigrant, main-d'œuvre à salaire réduit, donnait à l'industriel le goût d'entreprendre; il forçait l'ancien travailleur à chercher plus loin un salaire ou un gain meilleur, c'est-à-dire à entreprendre, lui aussi. Tout le peuple américain se trouvait poussé à l'initiative par l'afflux d'abord, puis par l'ambition des nouveaux venus. L'équilibre économique et social s'établissait au profit d'un dynamisme croissant. Dynamisme toujours récompensé, puisque les populations refoulées exploitaient de nouvelles ressources et que les immigrants apportaient sans cesse au marché un surplus de consommateurs.

L'arrêt de l'immigration a brisé ce rythme. Le fait est encore trop récent pour qu'on en puisse mesurer les conséquences. Mais des signes apparaissent...

D'abord apparaît le déficit de main-d'œuvre. Ce déficit

touche en premier lieu, comme toujours, la vie domestique : les mœurs, notamment les mœurs familiales, en sont profondément atteintes. L'industrie, déjà menacée par l'inflation des crédits qui multiplie les entreprises de même nature et de même objet, doit supporter une hausse des salaires qui, en déséquilibrant ses prix de revient, la contraint parfois à se déplacer. Ne recevant plus de main-d'œuvre de l'extérieur, elle aspire la main-d'œuvre agricole, ce qui aggrave les embarras de l'agriculture.

Signes présents. Que sera l'avenir ?

Peut-être, un jour, l'industrie américaine, — qui n'a pas, comme l'industrie française, le refuge du luxe ou de la qualité, — ne fabriquera-t-elle plus avec bénéfice qu'un petit nombre d'articles, ceux dans la fabrication desquels le rôle de la machine sera tout à fait prédominant. Pour les autres, pour tous les articles qui absorbent une « façon » humaine, elle les fabriquera à perte ou les vendra à un prix prohibitif : le marché américain devra les importer de l'extérieur et même s'en passer. S'il les importe, c'est le protectionnisme qui cède. S'il s'en passe, c'est le bien-être social qui fléchit. Mais l'impuissance à produire économiquement certains articles n'empêche pas la surproduction d'autres articles. La quantité peut croître en même temps que la variété diminue. De fait, aux États-Unis, la surproduction paraît endémique. Elle a pour cause première, sans doute, un excès d'outillage venu des nécessités de la guerre. Cependant, qui oserait prétendre que l'arrêt de l'immigration n'a pas ralenti le progrès de la consommation américaine ? Les facultés du producteur augmenteront désormais plus vite que les besoins du consommateur. La hausse des salaires corrigera le déséquilibre pendant quelque temps, non indéfiniment.

En résumé, l'économie américaine ne saurait échapper à cette loi très simple : quand la main-d'œuvre manque à l'intérieur pour répondre à certains besoins, ou bien ces besoins restent non satisfaits et le niveau de civilisation s'abaisse, ou bien ces besoins se satisfont par des achats à l'extérieur.

Ainsi, de nouveau, elle sera placée dans la nécessité de choisir entre l'importation des marchandises et l'immigration des hommes.

Mais le choix n'est plus aussi facile qu'autrefois. Fermer la

porte aux marchandises, ce serait, pour l'Amérique, renoncer au recouvrement de ses créances sur l'Europe : l'Europe ne peut payer qu'avec des marchandises. Fermer la porte aux immigrants, dans un pays neuf, ce serait arrêter la mise en valeur de ce pays et aggraver les conditions d'existence de la famille.

L'Amérique devrait donc faire une part convenable aux deux : à l'importation et à l'immigration.

A vrai dire, la prospérité dont elle jouit lui cache ces problèmes. Tout enrichissement qui est dû à un excès de protectionnisme équivaut à une spéculation sur le déficit, et contient des germes malsains. Ces germes malsains résident à la fois dans la facilité du gain et dans son ampleur.

La facilité du gain comporte, à la longue, une démoralisation certaine, en ce sens que plus le gain devient facile, moins le goût du travail reste vif. Or, le système social des États-Unis n'a subsisté jusqu'ici et ne peut subsister à l'avenir que par la religion du travail.

L'ampleur du gain apporte aussi des troubles. Elle pousse le peuple à la dépense et donne à la société un goût fiévreux du plaisir. Elle peut, il est vrai, en même temps, favoriser certaines vertus d'épargne. Mais si l'épargne progresse aux États-Unis, le goût du plaisir y progresse bien plus vite...

Ainsi nous pouvons conclure : ni les ressources naturelles, ni les chances matérielles ne feront défaut à l'Amérique ; son peuple et son rythme social restent animés d'une étonnante jeunesse; mais elle est menacée gravement, pour l'avenir, par la désagrégation de la famille et par les excès du protectionnisme.

Lucien Romier.

ITINÉRAIRE
DE PARIS A WIERZCHOWNIA

Le dimanche 5 septembre 1847, à huit heures du soir, Monsieur de Balzac, nanti d'une malle, d'un carton à chapeau, d'un sac de nuit et d'un petit panier, s'embarquait à la gare du Nord (Clos Saint-Lazare), pour un voyage de 800 lieues. Il allait à travers la Belgique, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, en chemin de fer, en diligence, en kibitka, rejoindre au château de Wierzchownia, en Ukraine, sa fiancée, l'Étrangère, Évelina, comtesse Rzewuska, veuve de Wenceslas Hanski, en son vivant maréchal de la noblesse du gouvernement de Kiew. Impatient de rejoindre sa bien-aimée, Balzac voyagea huit jours et huit nuits. Cette randonnée vertigineuse comporta plus d'un incident qu'il consigna, peu après, dans une relation inédite intitulée *Lettre sur Kiew*, dont nous extrayons ce fragment et qui paraîtra prochainement au septième de nos *Cahiers balzaciens*. (M. B.)

Si j'avais été Lamartine ou Victor Hugo, j'aurais pu, comme Napoléon, entraîner l'Europe après moi, sans avoir besoin comme lui de tant de magasins et d'ambulances; mais je fus héroïque à ma manière, je partis seul, sans un domestique, avec une lettre de recommandation du baron James de Rothschild (1); mais j'eus la précaution d'écrire à M. le comte Ouvaroff (2) que j'ignorais absolument les différents patois des pays que j'avais à traverser, et que je le priais de me recommander aux autorités. De plus, M. Kisseleff (3) eut la complai-

(1) Pour une somme de dix mille francs.
(2) Ministre de l'Instruction publique de Russie.
(3) Ambassadeur de Russie à Paris.

sance de me signaler à l'obligeance des autorités de la frontière, et me voilà, muni d'une petite malle, d'un sac de nuit, partant pour un voyage de huit cents lieues par terre, à la façon anglaise, mais sans *desk* (1) : je n'avais pas un atome de papier, mon passeport excepté. Si ce que j'ai fait n'avait pas surpris les Russes, que rien ne surprend en fait de célérité, je ne le dirais pas, mais ces huit cents lieues ont été franchies en huit jours. Je ne sais pas attendre, c'est un défaut incorrigible de ma nature. En voyage, je ne comprends pas la flânerie, surtout lorsqu'on tend vers des amis. Ce trajet, les lettres venues rapidement le font en treize jours; j'ai précédé de dix jours la lettre par laquelle j'annonçais mon arrivée.

Rien de menteur comme les annonces des chemins de fer. J'avais lu trente fois, à la quatrième page des *Débats*, qu'on nous menait, par le chemin de fer du Nord, de Paris à Berlin en soixante heures, et l'on y indiquait seize heures de voiture de Hamm à Hanovre. Comme de Hanovre à Berlin, et de Berlin à Cracovie, le chemin de fer est continu, sauf les transbordements d'un chemin dans l'autre, et qu'on marche jour et nuit, je me voyais en quatre jours de Paris à Cracovie. J'allai place de la Bourse, à l'office des voyageurs, acheter pour cinq francs de certitude sur cette fabuleuse rapidité. L'office des voyageurs me remit un bulletin parfaitement exact, où l'on me marquait les heures de départ et les prix des places (2), mais on me fit observer une lacune de deux heures entre Mislowitz et Cracovie; ainsi, de Paris à Cracovie, il existait, en septembre 1847, deux lacunes : celle de Hamm à Hanovre, celle de Mislowitz à Cracovie; l'une de seize heures, l'autre de deux heures. Je me hâte de dire qu'au moment où j'écris, ces deux lacunes sont comblées, que les bouts de chemin ont été inaugurés (3), et qu'on peut aller en six jours de Paris à Berditchef, au lieu de huit que j'ai mis, sans compter les quarante-huit heures que j'ai perdues, comme on va le voir. De Paris à Hamm, l'affiche du chemin de fer du Nord disait vrai; on va comme une flèche de Paris à Cologne (4). J'avais emporté dans un petit panier très

(1) Pupitre.

(2) Paris à Berlin : 125 fr. 20 en première classe, 90 fr. 65 en seconde.

(3) Hamm à Hanovre, le 15 octobre 1847; Mislowitz à Thzebinia, le 13 octobre 1847.

(4) L'ouverture de la ligne Arras-Lille datait du 1er avril 1846; celle de la ligne Paris-Arras, du 10 juin de la même année.

portatif du biscuit de mer, du café concentré, du sucre, une langue fourrée, et une petite bouteille clissée pleine d'anisette. Ceci constituait des provisions pour huit jours, sans autre besoin que de demander du lait : *Milk*, en allemand; *Mliko* en polonais.

EN ROUTE. — LES BAGAGES

En arrivant à Bruxelles à sept heures du matin, on vous transporte à la station du chemin de Cologne, en vous faisant traverser tout Bruxelles. Comme l'administration a besoin d'un certain temps pour transvaser les marchandises et les bagages, on donne deux heures de récréation aux détenus du rail-way; on en profite pour faire sa toilette et déjeuner. Pendant le déjeuner, pris dans une immense gargote sise devant l'embarcadère, j'aperçus, dans les regards d'un de mes co-détenus qui déjeunait aussi, cette attention qu'on donne à ces malheureux singes savants, appelés illustrations européennes, dont je fais partie, à tort ou à raison. Seulement, malgré ma prétendue connaissance du cœur humain, j'ignorais complètement si l'inconnu m'était hostile ou ami. L'on nie beaucoup les effets du hasard aux auteurs dramatiques, mais voici celui qui m'arriva.

M. de Kisseleff, à Paris, m'avait parlé de sa belle-sœur, née Potocka, que je connais depuis douze ans, la femme d'un des ministres de l'empereur de Russie, et il m'avait appris qu'elle s'arrangeait un palais à Palerme. En entrant à l'embarcadère pour y prendre une place, je trouve, sur le quai de planches, Mme Kisseleff, et toute sa famille, y compris Mme Olga Nariskin, sa sœur; cette reine de Hombourg (1) retournait dans les châteaux de cartes de sa résidence. Et nous voilà naturellement dans la même voiture. Ces dames connaissant les amis que j'allais voir, car les Potocki touchent à toutes les familles de la Pologne, nous fîmes une bonne causerie de Bruxelles à Cologne; trouvant une douane peu ferrée sur le français, ces dames me rendirent l'immense service de tirer mes bagages d'entre un millier de malles que vomissaient les bouches des fourgons. Cette invasion des bagages dans un si petit espace est une des

(1) Hombourg, près Francfort-sur-le-Mein, ville d'eaux et de jeu, où Balzac avait, au mois de mai 1845, visité Mme Kisseleff, en son hôtel de la Kisseleff-Strasse; Mme Kisseleff, très joueuse, était une assidue de la roulette du Kursaal.

plus grandes stupidités administratives que j'aie vues. Sans ces deux dames, qui furent d'une complaisance admirable, j'aurais sombré, moi et mes malles, sur cet écueil, car personne ne parlait le français et il était neuf heures du soir, temps peu propice pour trouver un interprète. Je dis un adieu gaiment mélancolique à mes deux protectrices, car j'entrais dans le désert que fait au voyageur l'ignorance absolue des langues. Je compris la nécessité de la Pentecôte ; aujourd'hui, ce miracle s'accomplit par peu d'esprit, trente sous le cachet et beaucoup de mémoire. L'hôte de l'hôtel du Rhin m'avait hébergé déjà ; j'ai le bonheur d'avoir une figure assez significative pour qu'on ne l'oublie pas, et en effet, ce digne aubergiste me pilota de manière à me faire atteindre à l'embarcadère le lendemain à cinq heures du matin.

Me voilà donc lancé vers Hamm sans co-détenu dans les diligences, seul, ignorant tout, même la phrase nécessaire pour demander mes bagages. Et le maître de l'hôtel du Rhin, après une délibération d'une heure entre onze heures et minuit, m'avait fait entrevoir la possibilité de rester un jour à Hamm, car il me révéla ce que l'affiche du chemin de fer de Paris cachait : entre Hamm et Hanovre le service se faisait par ces voitures du genre colimaçon, dont la promptitude émerveille les Allemands, qui les surnomment *schnell-post*, c'est-à-dire *poste rapide*. Cette poste rapide fait environ deux lieues à l'heure, comme nos lourdes diligences françaises de 1820. On change de voiture à chaque relais, appelé station en Allemagne, et, à chaque station, on prend des voyageurs...

Nous arrivons à Hamm, on nous arrête en plein champ ; mais le soleil était heureusement superbe.

— Allons, me dis-je, il faut commencer à se souvenir des leçons de mimique involontairement apprises de MM. Mazillier, Petitpas, et de Nathalie Fitzjames à l'Opéra, dans les ballets que j'ai vus.

On jette nos bagages dans une enceinte décrite par des cordes attachées par des piquets, et voyant ma malle, mon carton à chapeau, je frappe dessus, en disant : « A moi! » et présentant mes bulletins. Un gamin allemand en qui je reconnus les diagnostics du commissionnaire, s'empare de mes effets, et m'entraîne dans un omnibus qui ressemblait

tellement à une diligence, que je me crus embarqué pour Hanovre. On me menait seulement au bureau de la poste de Hamm; là se renouvela le spectacle de l'océan de bagages moutonnant dans un petit espace; trente voyageurs, trois cents paquets! Trente voyageurs assiégeant un guichet, et trois cents paquets bombardant deux Prussiens, chargés de tout peser, et de tout inscrire. On parle de la furie française, on parle des chasse-neige : rien n'est comparable aux tempêtes de l'égoïsme que développent les voyageurs. Des Anglais fendaient la foule et l'océan des paquets, comme un couteau coupe une pomme, et, aidés de leur flegme, de leur *Ministre*, dont ils invoquent le nom à tout propos, ils passaient les premiers. De petits juifs se glissaient entre les jambes des Anglais, et se levaient entre eux et le guichet, à la surprise des fils d'Albion et de leurs ladys qui disaient : *Hâ!* Vingt fois je fus repoussé; mais j'eus deux bonheurs : un juif, trompé par la ressemblance de la couleur, fit passer ma malle, sur laquelle je jetai mon carton à chapeau, et à sa grande surprise reconnut son erreur. Puis, voyant cela, mon co-détenu de Bruxelles me dit en bon français :

— Vous êtes embarrassé, monsieur de Balzac, permettez-moi de vous servir d'interprète.

J'étais sauvé; nous allons manger à la même auberge, et nous partons dans la même voiture. En quittant Hamm, nous demandons à un brave jeune Allemand quand à peu près nous serons à Hanovre, et alors nous apprenons qu'il y a vingt-quatre milles, et que nous pouvons nous flatter d'accomplir un voyage d'une rapidité phénoménale, si nous n'y mettons que cinquante heures!... Je jette un cri d'épouvante, en pensant que, par suite des trois heures perdues à Hamm, nous ne pourrions plus partir par le convoi du soir de Hanovre, sur lequel l'affiche de Paris m'embranchait, et qu'il fallait voyager avec la rapidité de la malle-poste de Bordeaux pour arriver, à six heures du matin, au premier départ de Hanovre. Une circonstance fabuleuse faisait que mon co-détenu de rail-way voulait voyager comme j'entends qu'un homme voyage, à raison de douze lieues (1) à l'heure; c'était le docteur Roth, médecin de l'ambassade d'Autriche, qui portait des dépêches à M. de Met-

(1) Douze lieues! Douze kilomètres, sans doute?

ternich. Aussitôt, nous questionnons notre bon jeune Allemand, qui nous engage à réaliser une idée que j'avais eue, dans le cas où la *schnell-post* n'aurait pas pu me prendre ; c'était de me confier à l'*extra-post*.

LES QUATRE VITESSES

L'Allemagne a quatre degrés de vitesse, comme on va le voir, car c'est le pays le plus tire-laine que je sache. Le *positif* de la poste, c'est l'*eil-wagen*, les diligences à l'aide desquelles on fait une lieue à l'heure, c'est la voiture-écrevisse. Dès que la route se bombe comme le dos d'une femme trop grasse, le conducteur descend, les voyageurs descendent, on allume les pipes, les chevaux vont au pas, et s'il s'agit de descendre une inflexion de terrain, comme la montée du boulevard Montmartre, on enraye, opération faite avec la minutie allemande. Le *comparatif* de la poste en Allemagne, c'est la *schnell-post*, la voiture-colimaçon où nous étions. Cinq ou six voitures voyagent ensemble, à la tête desquelles marche la *voiture principale*, une voiture où les voyageurs restent à leurs places sans en changer, tandis que les voitures accessoires sont remplacées, de station en station. Le *superlatif* de la poste, c'est l'*extra-post* ; l'*extra-post* est tenu de faire un mille allemand à l'heure, et il le fait *recta* : mais, comme il faut changer de voiture à chaque station, je déclare que l'*extra-post* se voit continuellement dépassé par le *schnell-post*. Quand on a sa voiture, l'*extra-post*, — en surpayant les postillons allemands, et leur donnant beaucoup plus qu'on ne donne aux postillons français, quand les postillons français disent de vous entre eux : « Tu peux mener Monsieur, c'est un Français ! » — fait trois lieues à l'heure. C'est le train de la malle-poste allemande entre Forbach et Francfort, train qui paraît un miracle de vitesse à l'Allemagne. Aussi, quand nous eûmes pris l'*extra-post*, nous vîmes nous dépasser par le convoi que nous avions quitté, non sans des peines inouïes, — voici pourquoi.

Les trois cents paquets avaient été chargés sur trois voitures principales, tous pêle-mêle ; et, quand, à la première station, nous voulûmes user de notre droit, en quittant la *schnell* pour l'*extra*, ce qui parut être une folie à tous les voyageurs allemands, et surtout aux juifs qui riaient de nous, connaissant bien

les usages de ce pays, le conducteur de cet immense train opposa la plus vive résistance ; mais, demandant au docteur s'il avait un passeport de courrier chargé de dépêches, je lui dis d'user de ce prestige et de sa qualité. Le conducteur, épouvanté de la responsabilité qu'entraînerait le retard d'un courrier expédié au prince de Metternich, nous livra les trois impériales à feuilleter, et il fallait notre rage et l'envie d'arriver pour n'avoir employé qu'une heure à trouver nos paquets. Quelle révolution cette operation n'eût-elle pas excitée en France? Il y aurait eu certainement une émeute. Que firent les Allemands? Ils chargèrent leurs pipes, se mirent à fumer en souriant de l'inutilité de cette opération.

CES BRAVES ALLEMANDS!

Ce flegme, l'Allemand le pousse jusqu'à la sublimité. Voici l'une des mille aventures de ce genre qui peuvent servir à peindre ce peuple. Deux convois arrivent à la gare de Sorau (1), où chacun d'eux devait changer de voie. Ce changement se fait toujours vers huit heures du soir. Habituellement, l'un des convois arrive avant l'autre; mais, un soir, le convoi qui faisait attendre arriva le premier et se mit en panne. Le convoi retardataire, accoutumé d'être le premier, reste en face du convoi, sans que personne puisse imaginer l'avance, car chaque chef de convoi avait averti l'autre par le signal : *Je suis arrivé*. On croit à un convoi en retard, à un convoi de marchandises, et les pacifiques Allemands restent, s'attendant les uns les autres, quoique en présence, pendant toute la nuit, tous endormis ou fumant, les employés se promenant sur leurs quais respectifs sans s'interroger. Vers huit heures du matin, un conseiller aulique, détenu dans un wagon, eut faim, et alla déjeuner au restaurant, où déjeunèrent les deux convois. Se trouvant en face d'un autre conseiller aulique, ils se saluèrent gravement, et, en se demandant mutuellement la raison de cette attente qui leur paraissait un peu forte, ils apprirent qu'ils étaient l'un et l'autre dans le convoi désiré de part et d'autre. Pas un voyageur ne se plaignit, et ces braves Allemands se frottaient les mains en admirant l'heureuse rencontre des deux conseillers, à laquelle on devait une si prompte délivrance.

Cette anecdote me fut racontée par deux jeunes mariés,

(1) Ville prussienne de la Basse-Lusace.

voyageant par l'un des trains, et qui avaient sans doute des raisons pour ne pas se plaindre plus que les braves Allemands. Comme les deux convois avaient désemparé, que les deux convois déjeunaient, on resta dans le café, tous enchantés de déjeuner. On chauffa les locomotives. Ces déjeuners des chaudières et des Allemands prirent une heure et demie, et, quand il fallut se mettre en voiture, les chefs de convoi durent, sous peine de barbarie, attendre que ceux qui s'étaient attablés les derniers eussent fini de déjeuner.

Nos paquets recouvrés, nous pûmes atteindre à peine la *schnell-post* à la station, et nous comprîmes la mystification que comporte l'*extra-post*, quand on ne se fait pas rouler dans sa propre voiture. En plein jour, avec l'argent à la main, et beaucoup de facilités, le changement de voiture, l'attelage, et l'expédition des quittances durent environ vingt minutes. Il fallut employer le quatrième degré de vitesse, lequel est un privilège réservé, comme on va le voir, à la diplomatie. Un voyageur muni d'un passeport de *courrier chargé de dépêches* peut se faire donner des chevaux de courrier. Les chevaux de courrier sont tenus, y compris le postillon, de faire le mille allemand en une demi-heure; c'est le train de nos malle-postes, et je dois le dire, de façon que les Allemands le sachent bien, les chevaux de la poste allemande font très gaîment, très facilement et sans effort, la course, car les chemins en Allemagne sont très plats, sans montées fréquentes comme en France, et il nous a suffi d'un bon pourboire, pour augmenter cette rapidité de façon à gagner l'attelage. Comment trouvez-vous cette exploitation du voyageur, ces quatre degrés, qui tous ont leurs prix différents? Là est toute l'Allemagne; cette gamme de prix se retrouve chez les aubergistes, chez les fabricants : partout vous rencontrez le positif, le comparatif et le superlatif. Presque tous les Allemands se contentent du comparatif, de la *schnell post;* ils semblent avoir plusieurs jours à eux dans la journée, ils ont l'air de pouvoir faire des emprunts sur l'éternité. Et les communistes français s'imaginent insurrectionner l'Allemagne, et des Allemands fort spirituels, pleins de patriotisme, m'ont dit : « Attendez, quand cet ours lèvera la patte, il ne s'arrêtera pas, souvenez-vous de Luther! » On ne fumait pas du temps de Luther, et Luther offrait, d'ailleurs, une proie à l'Allemagne, dans les biens ecclésiastiques à partager.

Nous atteignîmes à une petite ville de Hanovre au milieu de la nuit, et, là, trouvant le temps employé au relais et au changement de voiture beaucoup trop long, je crus que le docteur manquait de nerf; je le priai de se fâcher, il se fâcha. Le garçon d'écurie qui en un quart d'heure avait réussi à tirer une voiture des profondeurs d'une cour, laisse tout là, puis il revient. — Avec les chevaux? direz-vous. — Point! Il arrive muni d'une ordonnance de police qu'il avait décrochée de l'écurie, et par laquelle il était autorisé à n'employer qu'une demi-heure à changer de voiture et atteler, passé minuit. Irrité au dernier point, et comprenant l'importance de la perte de quelques minutes je tirai une pièce de cent sous de ma poche, et criai en français : « Voici mon règlement! » On dit que Louis-Philippe est peu puissant; mais je certifie que la vue seule de l'image de ce souverain vainquit le flegme hanovrien.

Nous partîmes au bout de six à sept minutes. Vous allez voir de quel prix étaient les minutes. Je n'ai jamais fait, avec un étranger s'entend, un voyage plus agréable que celui de ces vingt-quatre milles. Le docteur Koth est, comme tous les Allemands de la classe moyenne, un homme excessivement instruit, et à qui l'habitation de Paris a donné comme à Koreff (1), à Heine, au conseiller Kolb, un peu de la vivacité française. Il était collectionneur, nous causâmes porcelaines, et il me débarrassa de quelques incertitudes sur des questions graves de la céramique. Enfin, nous causâmes pendant vingt-quatre milles sans interruption.

Notre arrivée à Hanovre se précisait à mesure que nous faisions de nouvelles stations. Enfin nous pûmes, au grand étonnement des Allemands levés à cette heure matinale, tomber comme la foudre, au grandissime galop de chevaux fumant autant que la locomotive, devant le débarcadère, au moment où le dernier coup de cloche sonnait. Le tour de force était accompli; mais il ne le fut qu'à cause de la longueur de la dernière station qui est, je crois, de quatre milles. Si nous avions eu à relayer encore une fois, tout était dit; cette énorme dépense eût été faite en pure perte; mais, moyennant un ducat d'or de pourboire, ce dernier postillon avait

(1) Le docteur Koreff, médecin prussien, passa une bonne partie de sa vie à Paris, et fréquenta assidument les milieux littéraires et mondains.

marché comme la malle-poste de Bordeaux, qui fait, par moments, cinq lieues à l'heure; la route est plate d'ailleurs, comme une feuille de papier blanc. Nous étions le soir à trois heures à Berlin, le lendemain matin à Breslau, et sur les deux heures nous nous fîmes nos adieux à l'embranchement de Vienne, le docteur et moi; mais cet aimable homme avait déniché, parmi les voyageurs, le frère du consul russe de Cracovie, qui allait à Cracovie, et à qui il me confia. Ces relais d'obligeance qui ne me manquèrent pas jusqu'à Brody me permirent de voyager sans inquiétude. Un Russe, aide de camp, je crois, du gouverneur de Vilna, fut plein d'attentions pour moi. Néanmoins, comme nous n'étions pas dans la même voiture, il me fallut, seul, déployer une énergie de mimique incroyable, car, par bonheur, étant sur le quai à voir transvaser les bagages pour Vienne, j'aperçus ma malle qu'on emmenait dans le chemin de fer viennois. Dorothof, je frappai de ma canne sur ma malle en criant : « A moi! A moi! Mislowitz! Cracau! »

Rien n'étonne plus les Allemands que le tapage français; c'est quelque chose de si insolite, de si barbare pour eux, de si contraire à leur allure, qu'ils sortent de leurs réflexions, absolument comme par les cris de : « Au feu! » l'on voit toutes les têtes d'une petite ville aux fenêtres; car la curiosité sort de toutes ces têtes placides et en allume les yeux. Néanmoins, à Heidelberg, à Lausanne, où deux aventures pareilles m'arrivèrent, ma pétulance fut taxée d'ivresse, opinion à laquelle mon teint coloré donne, je l'avoue, quelque vraisemblance. Cette émeute à moi seul amena sur la scène un employé supérieur qui parlait français, et il comprit l'importance de cette erreur, surtout pour un homme qui ne savait pas l'allemand; il fit réintégrer ma malle dans le compartiment de Mislowitz, en m'assurant que jamais pareil forfait de lèse-paquet n'était arrivé : ce que je crus, à l'aspect de l'étonnement général que l'annonce de ce fait répandit sur toutes les figures allemandes.

Je fus satisfait d'avoir remporté cette victoire de l'impatience française sur le flegme allemand, car tout le monde laissa échapper des *Mein Gott*, des *Teufel*, qui prouvèrent à ces cent voyageurs que je *n'étais pas bu*, en style arnalesque (1), et

(1) Arnal était un comique fameux, contemporain de Balzac.

que j'avais raison dans mes formidables *A moi! A moi!* qui avaient excité l'épouvante, car j'avais déployé la voix que je réserve pour dompter quelque jour les orages de la Chambre. Nos neveux ne sauront jamais à quels ennuis les tronçons de chemins de fer auront exposé leurs pères, eux qui trouveront une Europe toute ferrée, et arrangée comme un piano; car, en se mettant au bout d'une touche, le chemin de fer les lancera, comme le musicien lance une note, au but du voyage.

A peine traîné vers Cracovie par une locomotive poussive, qui, chauffée avec du bois de sapin, n'allait pas si vite que la malle-poste de Bordeaux, on me donna l'avis de rester à Gleiwitz, au lieu de me laisser conduire jusqu'à Mislowitz. Quoiqu'on ne soit plus, à Mislowitz, qu'à trois milles de Cracovie, il fallait, me dit-on, envoyer chercher des chevaux à Cracovie; or, avec la lenteur dont sont doués les Allemands, on pouvait rester dix ou douze heures en plein champ à Mislowitz, et y passer la nuit pour s'entendre annoncer qu'il n'y avait pas de voiture. Gleiwitz est une petite ville d'où il part une voiture, une diligence, qui mène à Cracovie. L'aide de camp russe et moi, nous fûmes du même avis, nous allâmes à Gleiwitz. Dieu de bonté! ces pays-là justifient complètement le mot de ce soldat français, qui, emmené par là, s'écria : « Et ces gens-là appellent cela une patrie! » Quelles auberges! quelles viandes! quelle farouche manière de servir! La viande est un tissu de grosses ficelles. Vous croyez manger, vous taillez du chanvre qui vous reste entre les dents; et à la longue, vous possédez un paquet de filasse indigérable; mais cela coûte des prix fous.

Entre Gleiwitz et Cracovie se trouve la frontière; il fallut subir une visite et changer de voiture, car, de pays à pays, on ne se prête pas de voiture. Laisser aller une voiture six lieues sur son terrain, c'est l'objet de ce qu'on nomme un transit international. Jamais je n'oublierai de ma vie la scène que me fit l'employé autrichien qui, me voyant les deux mains embarrassées de mes paquets, et rester le chapeau sur la tête, ne sachant pas que j'ignorais l'allemand, se fâchait tout rouge de ne pas me voir tête nue dans *sa chancellerie*; et il était, lui, en robe de chambre, en pantoufles, et en bonnet de nuit. Il demandait où j'avais été élevé; le Russe lui répondit que, sans

qu'il s'en doutât, j'étais très élevé, mais il me dit le sujet de cette querelle, et je déposai mon chapeau sur l'autel de la paix, c'est-à-dire sur la caisse. Cet employé passa près d'une demi-heure à chercher sa balance, et à peser des ducats qu'il exigea comme caution pour quelques cravates achetées à Vienne qui avaient passé par la Prusse, et qui, par ce seul fait, étaient censées prussiennes. Il pesa trente ducats avant d'en trouver cinq qui lui convinssent. Il se prétendait hors d'état de reconnnaître si les cravates étaient d'origine autrichienne. Cette opération devait avoir lieu à Cracovie, et tout en percevant le droit, il donnait une quittance explicative en faisant plomber les cravates. Nous restâmes là deux heures et demie. Il va sans dire que le consul russe, en apprenant cette affaire, pria son frère de ne pas faire une seule démarche pour recouvrer ses cinq ducats. C'était un procès avec la douane autrichienne, qui, gagné, l'occuperait cinq ou six semaines.

Qui jamais vengera les voyageurs des atrocités des douanes? Quoique, pour ma part, je n'aie à me plaindre d'aucun douanier et d'aucune douane d'aucun pays, que je n'aie reçu que des politesses, et que je regarde comme une lâcheté niaise la contrebande faite sur une si petite échelle que celle des bagages, j'ai été témoin de procédés qui feraient rougir des sauvages. Et le temps perdu! Et les effets éparpillés, qu'on est obligé de déballer et de réemballer! On m'avait tellement effrayé de la douane russe de Radziviloff, que j'apportais avec moi de vieux linge, de vieux habits, de vieux gants, de vieilles bottes, enfin un bagage irréprochable.

CRACOVIE

A Cracovie, je quittai mon excellent Russe, et je devais prendre le courrier autrichien, la malle qui va de Cracovie à Lemberg, en traversant toute la Galicie; mais le courrier de Vienne n'arriva pas; je dus prendre le courrier de Cracovie, et rester à Cracovie toute la journée. Jusqu'alors, j'avais voyagé nuit et jour depuis Paris, sans m'arrêter; je jugeai que, si je m'arrêtais, j'étais un homme perdu, je sentirais la courbature que les préoccupations du voyage domptaient; et alors, je visitai Cracovie, j'allai voir les gloires de la défunte Pologne, la fameuse cathédrale du château de Cracovie, que M. de Choisy a illustré par sa défense dans le dernier siècle.

L'église de Cracovie vaut la peine d'aller à Cracovie, elle est pleine de chapelles à tombeaux où les richesses prodiguées n'ont rien de comparable qu'à Rome et dans quelques églises de Belgique. On y voit des cercueils de vermeil exécutés au repoussé, qui, sur leurs longues faces, représentent des batailles à sept ou huit cents personnages et chevaux. Il y existe des portes de chapelle en bronze ciselé dont les deux côtés offrent des arabesques entièrement différentes comme celles des châles sans envers, et d'une exécution merveilleuse, qui prouve qu'au XIVe siècle on façonnait le bronze et le cuivre peut-être mieux qu'on ne le travaille aujourd'hui. Cette église a des trésors, et encore n'ai-je pu voir ce qu'on nomme spécialement le trésor : le temps me manquait pour obtenir la permission nécessaire. D'ailleurs, les statues en argent, les autels en argent au repoussé, la vaisselle sacrée, tout y abonde. Les Battori, les Koribut, Jagellons et autres constellations polonaises, sont là. Quant à Cracovie, c'est le cadavre d'une capitale, et pour que rien n'y manque, les juifs, ces vers rongeurs, y sont restés. Le courrier de Vienne arriva pour partir en même temps que celui de Cracovie, il ne lui était rien advenu de funeste : seulement, il avait un surcroît de voyageurs, deux voitures principales, trois voitures accessoires, et beaucoup de paquets; ainsi, pour qui connaît l'Allemagne, le retard était parfaitement expliqué.

EN GALICIE

Je passai de nuit à Vilitzka, sans pouvoir rien voir des fameuses mines de sel : ce sera pour une autre fois. Je traversai donc la Galicie, où la cruelle fantaisie du comité polonais de Paris, qui s'était imaginé de livrer une bataille sans fusils, sans armes blanches, sans artillerie et sans poudre, était maudite par tous les propriétaires (1) : car, si l'Autriche fut atroce, les Polonais réfugiés en France furent stupides. Mais l'inconséquence politique des réfugiés est égale à leur haine contre leurs compatriotes soumis. J'ai entendu les plaintes des victimes, et elles accusaient encore bien plus les conspirateurs de Paris que les oppresseurs de Vienne. Les Polonais de Paris se grisent d'utopies, ils ne savent plus rien de leur pays, et, pour galvaniser leur nationalité, ce n'est rien pour eux que de

(1) Il s'agit de la révolte de 1846, cruellement réprimée par l'Autriche en trois jours de massacres sanglants (19-21 février).

risquer le massacre de six mille propriétaires et la mort de soixante mille paysans; car, sachez-le, soixante mille paysans sont morts de faim et de maladie pendant cet hiver. Ces malheureux, à qui le Gouvernement a promis des terres et la liberté, se sont crus tous riches, aucun n'a travaillé, la terre est restée en jachère, et ils ont péri de misère, de faim et de typhus. Certes, la répression inventée par l'Autriche est odieuse; elle a déchaîné, par économie peut-être, les fureurs ignorantes contre les nobles; mais le Gouvernement avait une excuse : il était attaqué, tandis que les Polonais de Paris attaquaient sans aucune chance de succès. La faute chez le conspirateur est un crime, le crime chez l'oppresseur devient une faute. Telle est la vérité abstraite sur les derniers événements de Galicie.

Les gentilshommes de Galicie ne demandaient peut-être pas mieux que de se révolter, car le joug de l'Autriche est intolérable en Galicie comme en Italie, et il fait souhaiter celui de la Russie; mais il est certain que les Galiciens à qui l'on a parlé de la conspiration, ont été unanimes; tous ont dit : « Où sont vos canons? Où sont vos armes? Où sont vos appuis, vos secours? La révolte est une folie, nous n'avons plus rien, pas même les sabres de nos ancêtres! » Les communistes ouvragés ont répondu comme en 1792 : « Meurent les hommes, vivent les principes! » Et cette sanglante niaiserie a coûté cent mille vies et a ruiné la Galicie pour dix ans. En France, les orateurs des deux Chambres ont écouté les Polonais, et on sait quel retentissement y obtiennent les mots, les grandes clameurs. En fait, la Galicie était égorgée, et ce massacre, comme ceux des Turcs à Chio, parlait avant la vérité. Ce que je vous dis là n'aura pas grand succès; mais c'est la vérité : sur tous les chemins, des spectres affamés, et qu'on chassait à coups de fouet, venaient assaillir les voitures, d'où tombaient, disons-le, d'abondantes aumônes.

Le septième jour de mon départ, j'arrivai à cinq heures du matin, dans Brody (1), ville qui appartient tout entière à un gentilhomme de la Volhynie et où se fait un grand commerce. Nos prisons sont d'un aspect plus réjouissant que celui des chambres de l'auberge intitulée l'hôtel de Russie, le premier hôtel de Brody. J'attendis cinq heures que le maître et les valets

(1) Balzac arriva à Brody, le 11 septembre, qui correspondait cette année-là, dans le calendrier juif, au premier jour du mois de tisri, c'est-à-dire au premier jour de l'an israélite, au *Rosech-Haschanah*.

fussent levés. Pour moi, mon voyage ne commençait qu'à Brody, car les cent lieues qui séparent Berditcheff de Brody me paraissaient plus difficiles à franchir que les sept cents lieues de Paris à Brody.

JUIFS POLONAIS

Tout d'abord éclatèrent les difficultés. Les juifs célébraient une de leurs plus grandes fêtes (1), et, quand les juifs font leurs cérémonies religieuses, la vie commerciale s'arrête. Tout, à compter de Brody, est entre les mains des juifs. Je n'ai lu dans aucun ouvrage de renseignements exacts sur cette conquête de la Pologne par les Hébreux. Le juif règne et ne gouverne pas! voilà qui est certain. Les juifs, en Allemagne, en France, sont des gens comme vous et moi; leur religion, leurs mœurs sont tellement fondues dans le mouvement social auquel ils s'agrègent que tout ce qui fait le juif a disparu, sauf son habileté commerciale, son avidité; mais son avidité met des gants jaunes, son habileté se francise; il est poète comme Heine, musicien comme Meyer-Beer et Halévy, collectionneur comme les Fould, généreux comme les Rothschild; tandis que, dès Cracovie, les vrais talmudistes se manifestent. Aussi, lorsque l'empereur François II, ce souverain railleur dont la vie attend un historien, impossible pendant trente ans encore, entra dans la grande synagogue de Brody, quand il vit les vrais juifs, costumés en grands prêtres, avec leurs habits pontificaux de tout grade, il se pencha vers le prince qui l'accompagnait, et lui dit, de l'air d'un homme qui trouve le mot d'une énigme :

— Ah ! je sais maintenant pourquoi je suis le roi de Jérusalem (1) !

En aucun autre pays du monde, la nationalité juive ne s'est plus insolemment implantée comme une mousse dans un champ qu'en Pologne, et je comprends l'aversion qu'on prête à l'empereur Nicolas contre ce pouvoir usurpateur. Les juifs n'ont rien abandonné de leurs usages, ils n'ont fait aucune concession aux mœurs du pays où leur race allait s'étendre. Il leur est défendu de posséder des terres, et, en Russie, de les affermer ; ils ne peuvent que commercer et usurer, et ils usurent, et ils commercent que c'est une bénédiction. Je les ai vus

(1) Titre purement honorifique, le royaume de Jérusalem ayant cessé d'exister en 1291, par la victoire des Infidèles sur les princes chrétiens de Syrie.

dans les petites villes fourmillant comme des mouches, allant à leurs synagogues en costumes pontificaux dont la bizarrerie me faisait sourire comme on sourit d'une mascarade, mais qui n'étonnait personne. Le juif polonais craint toujours les extorsions que subissaient ses ancêtres au moyen âge, et c'est chez lui devenu comme un indélébile instinct de race que l'habitude de mettre sa fortune sous un petit volume portatif : ainsi, à l'exception de deux ou trois colossales maisons juives, qui, d'ailleurs, tendent à la noblesse, à la baronification, et qui sont l'une à Berditcheff, l'autre à Nicolaïeff, tous les juifs condensent leurs profits de la manière suivante. Leurs femmes portent un bonnet caractéristique, composé de deux énormes cœurs de choux en bijouterie qui sont placés au-dessus de chaque lobe frontal, et qui ressortent sur un fond de perles. Là est la fortune de chaque ménage juif. Le juif ne pense qu'à changer ses petites perles contre des grosses, ses grosses contre des plus grosses ; puis des perles d'un orient inférieur contre des perles d'un éclat pur, puis contre des perles d'un orient irréprochable. Ainsi des diamants. Vous comprenez alors qu'il y a des juives qui portent des bonnets de cent, deux cents, trois cents, et souvent six cent mille francs, ce qui fait un million de Pologne.

Aussi est-ce le pays du monde où se trouvent le plus de perles, et où il y a les plus belles perles. Ainsi s'expliquent les célèbres colliers des Waleski, de la comtesse Kisseleff, des princesses Sangusko. Ce n'est rien en Pologne qu'un collier de perles de mille ducats, c'est à peine si l'on y fait attention ! La première fois que je vis à Dresde les perles de madame la comtesse Thaddée Waleska, je restai tout ébahi, non pas de voir des perles, — j'avais vu les perles du trésor de Dresde, celles du trésor de Vienne et celles du trésor de Pétersbourg, — mais de voir des perles d'une régularité, d'une grosseur et d'un éclat inimaginables, sur une poitrine blanche comme la neige appartenant à une personne dont la fortune, quoique fort convenable, n'atteignait pas à la célébrité des fortunes Branicki, Hanski, Potocki, Sangusko, Czartoriski, etc. J'appris alors que la comtesse Waleska avait hérité de sa famille trois colliers de ce genre, dont un à seize rangs de perles.

En Pologne, on porte d'ailleurs toujours ses perles, même la nuit, pour les empêcher de mourir. La perle est comme la mode, elle a besoin d'être bien portée. On ne sait qu'en Pologne

ce que c'est que des perles. Celles de la comtesse Kisseleff sont énormes, et le jour où je les vis à l'ambassade d'Autriche, le fil s'étant rompu, elles s'égrenèrent sur le tapis. Était-ce une coquetterie? Je ne sais; elles ont pour fermoir le fameux diamant de la célèbre Grecque (1), un diamant d'un million, connu d'ailleurs dans le commerce sous le nom de diamant Potocki.

— Les juifs, me dit la comtesse, avec le laisser aller qu'on lui sait, me prêtent dessus cinq cent mille francs!

Les perles de la maison Sangusko sont aussi fort célèbres, mais nous aurons occasion de reparler perles à propos du trésor de Kiew. On conçoit que, munis de leurs colliers de diamants ou de perles et des bonnets de leurs femmes, les juifs vont où ils veulent, ils défient le malheur. La connaissance des diamants et des perles est, comme on voit, une science innée chez tous les juifs : ils vont à l'école au sein de leurs mères, et, dès l'âge le plus tendre, leurs yeux sont habitués à considérer les pierres précieuses, les perles, et à les évaluer.

Jamais les juifs ne s'allient aux chrétiens, mais ils changent de religion pour devenir nobles et posséder des terres. On cite plusieurs familles polonaises et russes d'origine juive. Il en est des Juifs en Pologne comme des métis aux États-Unis : à la cinquième génération, la tache primitive n'est pas encore lavée, et les grands seigneurs polonais s'en souviennent toujours. C'est toujours le désir de solidifier d'immenses richesses qui fait tourner le juif en chrétien : le baptême est leur savonnette à vilain. Les juifs se tiennent entre eux comme les forçats au bagne, comme les acteurs, comme toutes les races mises hors la loi; c'est-à-dire qu'ils ont une foi particulière. Rien n'égale leur audace en spéculation. D'immenses fortunes s'élèvent et disparaissent, on ne sait où ni comment. Il y a quinze ans, par exemple, la maison Nathanson de Brody possédait une cinquantaine de millions. Qu'est devenue cette richesse? C'est un problème. Aujourd'hui, la maison Hausener, maison suisse, a succédé aux Nathanson dans cette renommée

1) Sophie, dite la belle Phanariote, d'origine incertaine, mais parfaitement belle ; épousée en secondes noces par le comte Stanislas-Félix Potocki, lui donna, en 1801, une fille qui fut précisément la comtesse Kisseleff, déjà citée au début de ce récit.

de haute banque, de même que la maison Halpérine, dont les commencements sont dus aux personnes chez qui je me rendais, est la reine de Berditchoff. Les juifs sont extrêmement voleurs, ils sont cousins germains des Chinois, en ce genre. On ne se figure pas le nombre de chevaux qui sont volés, surtout sur les frontières. Un juif ne recule pas devant l'assassinat, dès qu'il s'agit d'une forte somme. Cette race a des coutumes et des superstitions singulières, elle a conservé des traditions sauvages. Ainsi, lorsque dans une famille il se trouve un juif privé de tout esprit de rapine, incapable de laver les ducats dans de l'acide, de rogner les roubles, de fourber les chrétiens, et qui vit dans l'oisiveté, la famille le nourrit, lui donne de l'argent, il passe pour un génie ; c'est le contraire des pays civilisés, où l'homme de génie passe pour un imbécile aux yeux des bourgeois ; mais alors le saint de la famille juive doit lire continuellement la Bible, jeûner, prier, comme un faquir. La famille Rothschild a son saint, un génie de ce genre-là.

A LA RECHERCHE D'UNE VOITURE

Les juifs de Brody, pour des millions à gagner, ne quitteraient pas leurs cérémonies; donc, il était impossible de conclure un marché pour mon transport de Brody à Berditcheff, car je ne voulais me reposer que sous le toit protecteur de mes amis. Autre embarras : la douane russe n'ouvre qu'à dix heures, et la douane en Russie est de plus une institution politique ; elle vérifie les passeports, et telle personne, avec des passeports en règle, peut fort bien être refusée à la frontière. Le maître de l'hôtel de Russie me conseilla donc d'envoyer mon passeport pour savoir s'il serait admis. Il ne paraissait pas faire grand fonds sur la lettre de recommandation dont je parlais. Ce brave jeune homme était peu familiarisé avec la langue française, il connaissait la France par ouï-dire, et il m'avoua qu'il ne passait pas trois Français par an, sauf les demoiselles de compagnie, institutrices et instituteurs qui s'importent en Russie par convois, et il m'engageait fort à attendre le brave juif qui avait l'entreprise de ces transports, et qui me rendrait, disait-il, *bien sûrement*, à Berditcheff en huit jours. Sur ce mot, *huit jours*, je fis une exclamation, ou, pour être plus exact, un hurlement de nature à provoquer mon interdiction, je parus fou.

Et moi qui prétends être à Berditcheff dans vingt-quatre heures! Cette prétention, tolérable à l'empereur de Russie, émise par un voyageur venu tout seul par la malle de Lemberg, et dont le bagage pouvait être porté par lui-même, excita le sourire de mon hôte; il branla la tête et me dit que le consul de Russie logeait dans son hôtel. « Bien, tout ira! » m'écriai-je. Et, tirant ma carte de mon portefeuille : « Allez, dis-je, lui présenter cela, et demandez-lui s'il peut me recevoir. » Je dois rendre cette justice à ce digne jeune homme d'avouer qu'il y alla, et qu'il revint tout stupéfait. Je trouvai dans le consul de Russie de Brody, un homme parfaitement aimable, comme le sont presque tous les Russes en place à l'étranger. Quand il m'eut entendu, qu'il eut vu le cachet de la légation de Paris, il écrivit lui-même une lettre contenant mon passeport, lettre adressée à M. de Hackel, chef suprême des gabelous russes, à Radziviloff, et lui envoya le tout par une estafette, à mes frais, bien entendu.

— M. de Hackel, me dit-il, est un homme charmant, qui n'a pas tous les jours de pareilles fortunes, et il ne vous laissera pas passer. (Je frissonnai). Non, il ne vous laissera pas passer sans vous retenir quelques instants pour son compte. (Je respirai.)

Il m'offrit à déjeuner; je vis sa sœur; mais l'état de ma toilette, après sept jours de voyage nuit et jour par tous les véhicules connus, chemins de fer, postes de tous les pays, ne me permettait pas d'accepter, et j'objectai qu'il me fallait de l'argent russe pour voyager. J'attendais un banquier juif de Berditcheff, le vieil Halpérine qui faisait ses dévotions, et à qui ma lettre de recommandation s'adressait. Ce roi de Berditcheff déclara qu'il ne quitterait la synagogue que le soir, et force me fut d'aller au comptoir de la riche maison Hausener où je changeai des napoléons contre des roubles, demi-roubles, tiers de rouble, quarts de rouble, cinquièmes et dixièmes de rouble. Que ne me raconta pas le facteur de l'hôtel de Russie qui me pilotait dans Brody!

— Monsieur, me dit-il, ne sait pas ce que c'est que de voyager en Russie; Monsieur prend bien peu de choses en prenant cinquante roubles argent pour aller à Berditchef; les plus habiles négociants, ceux qui vont six fois par an de Brody à Kiew, eh bien! ils n'obtiennent de chevaux qu'en donnant des gratifica-

tions à ceux qui tiennent les postes. Les chevaux sont toujours retenus, etc...

Cinquante roubles argent font deux cent vingt francs, car le rouble argent représente quatre francs dix centimes, et le rouble en papier vingt-deux sous. L'aubergiste me confirma toutes les difficultés d'un voyage en Russie, et reprit l'air narquois qu'il avait eu, quand je lui parlais d'aller à Berditcheff en vingt-quatre heures, c'est-à-dire, à raison de quatre lieues à l'heure que faisait la malle-poste, de Pétersbourg à Taurogen (1). Une voiture étant indispensable, on me proposa d'en entrer une en Russie et l'on me donnait même une certaine somme pour concourir aux frais de voyage. Je vis la voiture, c'était un délicieux briska, destiné pour Kiew; mais, en apprenant que je voulais prendre la poste, le commissionnaire qui déjà m'accordait six roubles sur les vingt-cinq que je demandais, refusa net. Ce refus m'intrigua; je recourus au petit juif facteur de l'hôtel qui me révéla le secret de mon imprudence.

— Les postillons russes sont des sauvages, qui vont avec une telle vitesse, que la voiture n'atteindrait pas Dubno, sans être en mille pièces...

Ceci ne me promettait pas des routes en bon état. Les grands chemins de Russie, en effet, sont tous tracés; ils sont magnifiques, larges comme la grande avenue des Champs-Élysées, mais c'est tout, la chaussée est à faire. Dans tout l'Empire, il n'existe que la chaussée de Pétersbourg à Moscou, celle de Pétersbourg à Taurogen qui, pendant les deux tiers, est la même que celle de Varsovie. D'ailleurs, point de routes vicinales ni départementales; le temps de la viabilité, c'est l'hiver, c'est le traînage sur la neige. L'aubergiste me dit qu'un voyageur arrivé de Jitomir avait une voiture à vendre, un bouda; j'allai voir ce véhicule fait en bois et en osier. C'est un panier oblong posé sur une perche accompagnée de quatre roues; j'en offris cinq roubles, ce que l'aubergiste en donnait; le Polonais demanda vingt-cinq roubles (cent francs), puis quinze roubles, puis il s'alla promener pour me voir venir. Tel est le Polonais. Il n'eut rien, et il dut perdre sa voiture.

S'il avait demandé six roubles, il les avait, et il fut sans

(1) Balzac en parle par expérience, ayant usé de cette fameuse malle-poste, au retour d'un voyage à Pétersbourg, en septembre-octobre 1843.

doute obligé de se contenter de trois roubles. L'aubergiste me fit observer que cette voiture était en mauvais état ; que, si elle se cassait, je tombais dans les mains des juifs, qui me feraient payer un raccommodage plus cher que le véhicule, et qu'à chaque station, je trouverais une voiture semblable à mes ordres, et solide. Voilà ce que j'appelle un honnête aubergiste. L'estafette ne revenait point. Mon hôte me conseilla de déjeuner, en disant que j'avais bien le temps. Entre tout à coup un personnage qui s'assied et me dit :

— Vous êtes M. de Balzac ?...

— Oui, monsieur, répondis-je, en croyant à quelque visite de la police.

— Ah ! j'en suis enchanté ! Je suis Janin.

— Que puis-je pour votre service ?

— C'est moi qui suis au vôtre, répond Janin. Je suis presque le seul à Brody qui parle bien le français; je suis de Neuchâtel, et dès qu'il vient un Français ici, on m'envoie chercher ; je l'aide, car un Français est bien embarrassé ; mais il en vient bien rarement ! C'est une curiosité qu'un Français ici.

Tout cela dit du même ton.

— Ah ! ça, vous voulez donc aller comme ça en Russie? Ah ! vous ne savez pas ce que vous faites !... Vous ignorez donc ce que c'est ; vous n'êtes déjà plus en Europe ici ; vous êtes en Chine ; les frontières de la Chine sont à Radziviloff. Vous savez le polonais ?

— Non.

— Vous savez donc le russe ?

— Non.

— Et vous êtes seul ?

— Seul.

Janin me contempla des pieds à la tête, comme un animal curieux, et sortit pour aller dire à tout Brody ce fait extraordinaire, inouï. Le dernier Français non commerçant qui eût passé par Brody, c'était M. de Fougères. Il était allé chercher un oncle à lui resté en Ukraine depuis 1790, et qui y avait fait fortune. La terreur de l'inconnu commençait à me galoper, je perdais de mon imperturbable impatience qui chez moi est une forme de sang chaud, beaucoup meilleur que le sang froid, lorsque, sur les midi, mon estafette revint me rapportant mon

passeport, et la certitude de mon introduction dans la Chine de Janin le suisse. Voyant cela, l'aubergiste me prêta fort gracieusement sa propre voiture et ses chevaux, pour aller jusqu'à Radziviloff.

IMPRESSIONS DE VOYAGE

Vous pouvez me demander compte maintenant de mon silence sur toutes les villes que j'ai traversées, sur les pays ; mais c'est que c'est partout la même plaine, la même ville, la ville allemande plus ou moins ressemblante à Wiesbaden, plus ou moins petite ou grande. Du Rhin aux Carpathes, c'est une plaine plus souvent sablonneuse que fertile. Le paysage français se revoit à Cracovie. La Galicie, qui a cent lieues de longueur sur trente de largeur, est le revers des Carpathes; elle est ondulée et accidentée comme la France, c'est les mêmes chemins, mais sans villages ni habitations. Chaque station est dans un petit bourg, les châteaux se cachent assez soigneusement, et si soigneusement que je n'ai pas vu celui de Prévolsk (1) appartenant au prince Henri Lubomirski, quoique j'aie dîné là.

Hanovre, Magdebourg, Breslau, sont des villes dans le genre de Francfort.

Berlin, que j'avais déjà vue (2), est très inférieure comme ville à Nantes. Jamais, quoi que feront les rois de Prusse, ils ne pourront rendre Berlin amusante. Cette ville a l'air d'un dictionnaire, et quels que soient ses progrès, car elle gagne des habitants et de l'importance à renverser Vienne avant peu, Vienne sera toujours amusante et Berlin ennuyeuse. C'est, je crois, un effet du protestantisme. Berlin est, sous le rapport ennuyeux, germaine de Genève. La nature a tout fait pour Genève, et l'homme a tout défait. Jugez de ce que serait Genève, perdue dans un désert de sable, et vous aurez une idée de Berlin. Ce sera peut-être un jour la capitale de l'Allemagne, mais ce sera toujours la capitale de l'ennui. C'est cet ennui profond qui porte les rois de Prusse à coiffer leurs soldats avec des chaudrons à pointes, à varier les boutons de l'uniforme ; ils cherchent à se divertir, ils jouent au soldat. Le génie prussien,

(1) Prévolsk ou mieux Przeworsk, en Galicie.

(2) En octobre 1843. Il y dîna même, le 15 octobre, à l'ambassade de France, en compagnie de la duchesse de Dino, qui le trouva lourd et commun, malgré les frais qu'il fit pour lui plaire.

qui remuera l'Allemagne, a pour excitant perpétuel cette envie de se désennuyer à laquelle un beau matin les Allemands ont dû ce simulacre de constitution et d'assemblée où toute la monarchie a joui d'un charmant spectacle. Les députés n'ont pas compris, surtout ceux du Rhin, que le roi de Prusse voulait uniquement se distraire, et quoique l'ordre équestre criât que c'était pour rire, les députés rhénans persistaient à faire les choses sérieusement. Les grands journaux français, qui connaissent peu Berlin, ont failli envenimer l'affaire, à cause des invectives extrêmement drôles du roi de Prusse contre la France. Ils ne voyaient pas la nécessité de rire si fort.

Quand on traverse l'Allemagne avec cette rapidité de pigeon, qu'on voit le même champ plat pendant douze heures de jour, tout homme d'esprit comprendra que personne n'ait jamais parlé de ces tristes pays. On découvre alors pourquoi l'Allemagne est si fière du Rhin et du Danube, des environs de Dresde et de Baden : c'est que dans cette vaste étendue, il n'y a pas autre chose. Encore les beautés de Baden sont-elles un dernier coin de la Suisse, de même que les jolis paysages du Wurtemberg, la Thuringe et Dresde, sont les derniers plis des Alpes.

Une fois les Carpathes franchies, cette plaine recommence ; elle s'étale de la Galicie à la mer Noire, de la Baltique à l'Oural, sans autres bosses dans le terrain que les collines de Kiew, dont la plus haute ressemble à la montagne de Montmartre. Au sortir de Brody, je retombai donc dans une nappe de sable, ornée de ces éternels bois de sapins, à travers lesquels les relations internationales de l'Autriche et de la Russie sont écrites par des chemins si multipliés, qu'on dirait que chaque voyageur en a pris un différent. La voiture se tirait à merveille, d'ailleurs, d'une navigation pleine d'écueils, en tournant les troncs de sapins coupés, et, après une demi-heure de marche assez rapide, j'arrivai dans un grand espace nu, grand comme le Champ de Mars à Paris, où, d'un côté, se trouvait une immense grange, la douane autrichienne, et en face une barrière de bois. Comme j'ignorais la langue, je ne pouvais rien dire à mon cocher ; il vint stationner devant une autre grange, qui sans doute était une espèce d'auberge. Voyant cela, j'allai, comme il faisait beau, de mon pied, à travers ce champ immense, vers la barrière, où j'apercevais du côté russe deux

baraques où sans doute se tenaient un poste militaire et un poste de douane. Je ne me trompais point. A Brody, l'excellent aubergiste m'avait prévenu qu'on ne quittait pas l'empire d'Autriche sans un permis délivré par le commissaire de police autrichien de Brody, lequel demeurait aussi dans l'hôtel de Russie. Ce fonctionnaire, qui parlait le français, fut plein d'obligeance, et il me donna sur-le-champ le petit papier bleu que je devais remettre au chef du poste autrichien.

A LA FRONTIÈRE RUSSE

J'aperçus, à la barrière russe, un fonctionnaire d'une charmante et spirituelle figure, tout à fait semblable à un Français des hautes classes, et il me rappela Jules de Rességuier à s'y tromper. Apercevant beaucoup de décorations sur la poitrine de ce fonctionnaire, j'eus peur de me tromper; je ne pouvais pas imaginer que M. de Hackel fût venu à ma rencontre, et, comme je m'avançais en le saluant, il me demanda, dans le meilleur français et sans aucun accent, si j'étais moi; sur ma réponse, il me dit être M. de Hackel, le directeur de la frontière. Quoiqu'à Pétersbourg M. de Thémiraseff eût été pour moi d'une courtoisie et d'une bonne grâce égales à celles des employés supérieurs des douanes françaises, je fus surpris de voir l'urbanité de Pétersbourg surpassée à Radziviloff. A un signe de M. le conseiller d'État, une superbe voiture attelée de quatre chevaux s'avança; les domestiques prirent mes bagages et les mirent sur le devant de la voiture, et ce fut ainsi que j'entrai dans la prétendue Chine du Suisse Janin.

— Avant tout, le devoir! me dit M. de Hackel; il faut venir à la douane, et procéder à la visite.

En effet, nous trouvâmes la douane sous les armes: ma malle ouverte fut sondée avec les plus grands égards. M. de Hackel me dit alors : « Je vous laisse à mes gens, car Mme de Hackel compte que vous lui ferez le plaisir de prendre la fortune du pot, et je dois la prévenir. »

J'objectai l'état dans lequel je me trouvais, en étant venu de Paris à Radziviloff si rapidement sans m'être arrêté. M. de Hackel me répliqua par les prestiges du nom qui couvraient toutes les irrégularités, et tout fut dit. En quelques minutes, j'arrivai devant une de ces maisons en bois dont tant

de modèles existent dans les environs de Pétersbourg, et que je connaissais. Présenté à Mme de Hackel, j'appris alors que ce ménage était arrivé depuis peu de temps d'Archangel, où M. de Hackel avait été directeur de la douane pendant dix ans. Telle est la Russie. On y saute d'un climat glacial dans une zone méridionale en un clin d'œil.

On m'a raconté qu'un archevêque grec d'Irkusk, ayant été nommé à un siège en Volhynie, était mort en peu de temps, vaincu par l'inclémence de la chaleur. Dès que l'hiver arrivait avec ses vingt degrés de froid, il renaissait; les étés, il les passait dans une cave. M. de Hackel m'apprit que son prédécesseur était allé remplir la place de M. Thémiraseff à Pétersbourg et que celui-ci était arrivé au Conseil, ce qui me fit plaisir, car je ne souhaitais que du bien à ce bon et excellent chef des redoutables gabelous de Pétersbourg. Non seulement M. de Hackel est un homme d'esprit, mais encore il est instruit; il me rappela mon dernier dîner fait en France au Tillay chez Véron (1), par la magnificence de cette fortune du pot. Ce fut des vins exquis, des poissons monstrueux, de l'excellent gibier. De Paris en Russie, ce fut mon premier dîner, et je le trouvai dans cette petite ville de Radziviloff.

A ce mot de ville, les imaginations françaises se figureront des maisons, des rues, des établissements; mais Radziviloff est un amas de cabanes en bois qui se tiennent debout par une faveur spéciale de la Providence envers la Russie. Pas un mètre de pavé, toutes les voies sont de la terre battue.

J'expliquai ma situation à M. de Hackel qui, avec une complaisance charmante, me promit de lever tous les obstacles. Il me donnerait un de ses serviteurs qui payerait pour moi la poste et de la fidélité duquel il me répondait. Quand j'entrevis la possibilité de gagner Berditcheff sans aucun ennui, je me sentis revivre, et alors, mes anxiétés cessant, trouvant les difficultés de mon voyage aplanies comme par enchantement par celui-là même qui, vu de Paris, me semblait un rémora, je redevins moi-même, gai, causeur, et la joie dompta ma fatigue, arrivée à un paroxysme inquiétant. Ces bonnes dispo-

(1) Le Thillay, près Gonesse, où le docteur Véron, amphitryon raffiné, possédait une maison de campagne; le docteur Véron, directeur du *Constitutionnel*, venait de publier en feuilleton, de mars à mai 1847, un roman de Balzac : *Le cousin Pons*.

sitions furent enrayées par l'inflexibilité du maître de police, qui, n'ayant pas de papier officiel pour les permis de poste, ne voulait pas m'en donner un écrit à la main. Rien ne le fit plier; il vint m'expliquer qu'il était très chagrin, mais qu'il ne pouvait rien contre sa consigne. Depuis deux mois, il réclamait des imprimés, les imprimés ne venaient point. Là est tout l'esprit public de la Russie.

L'OBÉISSANCE. LE TCHIN

Obéir, obéir quand même, obéir au péril de la vie, obéir lors même que l'obéissance est absurde et froisse l'instinct. Après le spectacle de la profonde indiscipline des hommes et des esprits en France, on est singulièrement frappé de l'obéissance aveugle des Russes. Cette obéissance caractéristique constitue la différence radicale entre la Russie et la Pologne. Le Polonais ne peut pas souffrir le commandement; il veut commander et non pas obéir. Cette excessive indépendance de l'esprit polonais, sa turbulence est étendue à tout dans la vie, elle dissout les liens de famille, et nulle part plus qu'en Pologne, vous ne voyez des procès entre les membres de la même famille. Cette nature est la véritable cause de la ruine de la Pologne. Le pays discipliné, le Slave obéissant, devait dévorer le Slave indiscipliné, le pays à qui la soumission faisait horreur. La discipline a été la raison de la grandeur de Rome, et l'obéissance aveugle à leurs chefs a été plus tard la raison de la conquête européenne par les grandes hordes du Nord. La discipline a livré l'Europe pour un moment à Napoléon ; et si, plus tard, dans un temps imprévisible, la Russie envahit le monde, elle devra tout à son esprit d'obéissance. Comme je l'expliquerai bientôt, vous verrez qu'aucun peuple du monde n'est mieux organisé pour la conquête. Aussi, tout homme d'intelligence gémira sur l'indiscipline actuelle de la France, où tout est mis en discussion, où les esprits sont en voie de tout nier, où les inconséquences du caractère polonais sont dans toutes les pensées, où chacun veut être un être supérieur, comme, sous l'Empire, tout le monde voulait être colonel, où l'on crée des systèmes pour avoir des prétextes de révolte.

Le changement de notre caractère national doit donner à penser, car il implique tous les malheurs de la Pologne. A

quoi, si ce n'est à un vice de l'esprit national, peut-on attribuer la démolition, aujourd'hui complète, d'une nation éminemment belliqueuse qui comptait, il y a environ deux cents ans, 32 millions d'hommes, et qui en deux siècles a perdu successivement Kœnigsberg, Dantzick, la Galicie, le grand duché de Posen, l'Ukraine, la Lithuanie, des pays grands comme des royaumes, et qui, aujourd'hui, selon l'expression d'un homme d'esprit, après avoir perdu jusqu'à son nom, voit ses derniers débris, ses derniers grands seigneurs, acharnés à leur propre perte?

L'obéissance est toute la charte de la Russie, et les Empereurs ont tout fait pour corroborer cet esprit chez leurs sujets. Voici deux anecdotes qui montreront jusqu'où les Empereurs poussent l'enseignement à la multitude. C'est le sublime en ce genre, mais peu d'esprits comprendront en France la grandeur de la leçon. Cela sera taxé de barbarie. — Après les grands services rendus à la Russie par Suwaroff, l'empereur Paul (1) lui décerna le triomphe. On bâtit un arc de triomphe à Pétersbourg, et un oukase ordonna de rendre à Suwaroff sur sa route des honneurs semblables à ceux qu'on rend au souverain. L'Empereur devait se trouver sous l'arc de triomphe pour recevoir le héros russe. Une indiscrétion apprit à l'Empereur que, dans sa campagne de la Trebbia, de Novi, Suwaroff, dans la précipitation de la guerre, avait donné l'ordre du jour à un général qui, aux termes d'un règlement impérial, n'aurait pas dû être chargé de ce soin. Aussitôt l'Empereur frappe Suwaroff de sa disgrâce, le laisse entrer seul : le peuple et les grands imitent à peu près l'Empereur, et Suwaroff en meurt de chagrin. Comment voulez-vous qu'après de tels exemples, les Russes en pays étrangers ne se sentent pas toujours sous l'œil de leur souverain ? Suwaroff mort, l'Empereur assiste à ses funérailles; le délinquant puni restait le héros, et Paul, taxé bien à tort de folie, eut à représenter la Russie au convoi de Suwaroff. — Voici l'autre fait. L'Empereur actuel rentrait sur son bateau à vapeur à Cronstadt. Au moment où le steamer portant le pavillon impérial allait enfiler la passe, un gros bâtiment marchand anglais sortait, toutes voiles déployées, ayant le vent pour lui. Le capitaine du steamer met en travers pour laisser passer ce vaisseau qui ne pouvait pas arrêter; l'Empereur demande

(1) Paul Ier, fils de Catherine II et de Pierre III, mourut assassiné, le 2 mars 1801, à l'âge de quarante-six ans.

pourquoi son bâtiment ne va pas droit sur Cronstadt, et le capitaine s'excuse en montrant le navire marchand, et faisant observer que l'abordage est inévitable. L'Empereur ne fait qu'un geste, mais ce geste est décisif : le Tsar doit aller droit, sans s'inquiéter des obstacles. Le capitaine se dirige en droite ligne, culbute le vaisseau anglais, le troue, fait à son steamer des avaries considérables ; mais l'Empereur a poursuivi sa route directe. Le capitaine fut récompensé par de l'avancement et une croix, le navire anglais fut largement indemnisé. Voilà comment la Russie doit passer partout.

Aussi quelle idée le peuple russe n'a-t-il pas de son Empereur! Deux soldats entendent parler des dissidences de l'Église grecque; l'un dit à l'autre en patois :

— Il paraît que Dieu branle dans le manche.

— Bah! répondit l'autre, que nous importe! le Tsar donnera le *tchin* à saint Nicolas!

Le tchin est, en Russie, ce que sont les grades dans l'Empire chinois, c'est la marque distinctive du degré d'existence du Russe dans l'Empire. En ceci l'Empereur s'est aperçu, dit-on, qu'il a limité son pouvoir, et on parle beaucoup de l'abolition du tchin ; car l'Empereur ne peut, d'après la hiérarchie du tchin, nommer à telle ou telle place que les gens dont le tchin correspond à l'importance de la place. Il ne saurait donc élever un homme de génie de la quatorzième classe, à des fonctions qui exigent la possession de la quatrième classe, par exemple. Nous avons en France tous les malheurs du tchin, sans avoir les compensations de l'autocratie. En effet, les ministres doivent être pris parmi les pairs ou les députés. On a mis des conditions à toutes les places, et les députés eux-mêmes doivent avoir le tchin de cinq cents francs d'impositions. Aussi le privilège du Gouvernement se trouve-t-il fatalement inscrit entre vingt personnes au plus. Le pouvoir n'a plus, comme Louis XIV, le droit de prendre le talent là où il est. L'âge, le cens, tout est tchin. De là cette gérontocratie qui vicie l'allure du cabinet français et qui le livrera sans défense à tout péril, de quelque côté que vienne le péril.

Néanmoins, mes amis improvisés trouvèrent moyen de vaincre les difficultés de ma position ; on me loua des chevaux particuliers, et l'on me dirigea sur Dubno, avec une lettre pour

le maître de police qui devait avoir des permis de poste et qui me mettrait en règle. On ne peut pas voyager en Russie par la poste sans un permis spécial qui enjoint au maître de poste de vous donner des chevaux. Ce permis s'appelle *podroznia*.

EN KIBITKA

Néanmoins, tous les apprêts ne furent faits que sur les onze heures du soir; ainsi je perdis pour la rapidité du voyage dix-huit heures à Brody et Radziviloff, qui furent d'ailleurs bien employées, grâce à Mme de Hackel et à son salon, où se réunirent les principales autorités. Nos directions de douane en France ne peuvent rien offrir d'analogue à la place de M. de Hackel à Radziviloff. Sa direction embrasse cent cinquante lieues de frontières à surveiller politiquement et commercialement, ce qui met un grand nombre d'employés sous ses ordres. Son traitement est de quarante mille francs, mais il relève du général gouverneur de Kiew, à qui l'on m'enjoignait de me présenter. Ce général gouverneur, très célèbre, le général Bibikoff, gouverne la Volhynie, l'Ukraine, la Podolie, et une portion de petite Russie; c'est une étendue de pays beaucoup plus grande que la France. Ce simple aperçu vous révèle déjà l'immensité de la Russie, où tout a des proportions colossales.

Je partis comblé de bontés, gorgé d'excellent thé, muni du propre coussin de M. de Hackel pour attendrir les secousses du kibitka dans lequel j'allais voyager. Figurez-vous que être tiré à un kibitka ou à quatre chevaux, c'est tout un. Cette voiture de bois et d'osier, traînée avec une vélocité de locomotive, vous traduit dans tous les os les moindres aspérités du chemin avec une fidélité cruelle. On saute à trois pieds, l'on retombe sur du foin, le cocher ne s'inquiète pas de vous; son affaire est d'aller; la vôtre, c'est de vous tenir. Une fois, l'Empereur, qui voyage ainsi, est resté sur la route; le postillon, arrivé au relais, tourne la tête, ne voit plus l'Empereur; l'Empereur, versé dans la neige, fut trouvé sur la route : il n'en voulut pas au postillon.

Me voilà donc lancé dans l'immensité de campagnes inconnues en kibitka à côté d'un inconnu à qui on avait donné trente-deux roubles argent pour les frais du voyage, calculés

par le maître de poste de Radziviloff. La nuit était superbe, le ciel ressemblait à un voile bleu retenu par des clous d'argent. Cette solitude profonde, ce désert était animé par cette sonnette qui tinte toujours au cou du cheval, et dont la note claire et monotone finit par plaire infiniment. Quelles réflexions je fis! Il y avait précisément huit jours que je dînais au Tillay chez Véron, et que tout le monde s'était mis à rire en apprenant que j'allais à Kiew, à huit cents lieues de Paris. Quelle différence de voyager sur la route de Paris à Gonesse, ou d'aller de Radziviloff à Dubno! Je passais par de sombres forêts de sapins, croyant à chaque instant que notre embarcation allait se briser contre les troncs d'arbres laissés par les paysans russes à fleur de terre; mais le paysan qui me conduisait voyait tout dans l'obscurité. C'est une des plus belles nuits que j'aie passées en voyage. On ne se figure pas les charmes que l'on goûte à glisser dans un désert inconnu avec la rapidité d'un pigeon. L'âme s'exalte comme par la danse en rond des tremblours. Le rythme de la clochette aide à cette rêverie puissante.

Enfin, à deux heures et demie, j'atteignis à Dubno; l'on m'arrêta à la station. Sûr de mon guide, je me jetai sur un canapé dur comme un lit de camp, et je dormis pour la première fois depuis neuf jours; je dormis du sommeil des enfants, des lutteurs fatigués, du sommeil que le tir d'un polygone n'interrompt pas. Le matin, le maître de police, un Russe accompli, nouvellement marié, en grand uniforme, avec ses croix et sa voiture à quatre chevaux, me surprit prenant ma tasse de café. Toutes les cérémonies du permis de poste étaient accomplies. Cet ancien officier de la garde impériale regretta beaucoup de me savoir pressé; sa femme aurait bien voulu m'offrir à déjeuner; mais ce fut pour mon retour, et je partis à dix heures avec l'intention d'ajouter assez de copeks aux pourboires, pour pouvoir voyager comme voyage l'Empereur, c'est-à-dire à trente verstes à l'heure. Et c'est ce qui fut fait. N'étaient les interminables changements de voiture, les formalités des relais, j'aurais franchi les cent lieues en quinze heures, mais j'en mis trente, car je perdais une demi-heure et quelquefois trois quarts d'heure la nuit aux stations. Atteindre à l'Ukraine! était non pas un désir, mais une soif, car c'était le repos, et je ne me sentais plus que vingt-quatre heures de force. Quel voyage! Mon guide, un de ces hommes dont la

dureté est proverbiale, me demanda dix fois d'arrêter, en me faisant des signes qui peignaient sa fatigue et son besoin de dormir; mais je répétais : *Berditcheff!* Et l'homme façonné à obéir remontait tranquillement sur le kibitka, et me regardait, pour voir si j'étais d'os et de chair comme lui. La passion communique à l'homme le plus voluptueux, le plus faible en apparence, une puissance de résistance supérieure à toutes les forces matérielles; mais, dans aucun moment de ma vie, je n'ai déployé tant de volonté, de force nerveuse. Les pieds des chevaux m'envoyaient des vagues de sable et de poussière, tant ils allaient rapidement. Le plaisir de me voir emporté par les chevaux russes plus vite que par les chemins de fer allemands me soutenait. Je nourrissais mon guide de biscuit et de langue française, et il buvait surtout imperturbablement l'anisette que je lui donnais.

LE PAYSAN RUSSE

De Dubno à Annopol, où j'arrivai sur les six heures du soir, je ne vis que des champs de blé, avec leurs chaumes tout plats comme des tabatières. De cinquante en cinquante verstes, j'apercevais, ou sur la route, ou à l'horizon, une de ces habitations rares, mais splendides, entourées d'un parc, et dont les toits en cuivre pointent au loin. Mais quelle différence avec la Galicie! Partout, je voyais des groupes de paysans et de paysannes allant au travail ou en revenant, très gaiement, d'une allure insouciante, et presque tous chantant. Assurément personne n'était prévenu de mon passage, et aucune autorité n'enjoignait à ces gens de se divertir; c'était bien la nature prise sur le fait. Je ne parle pas de l'état actuel de la Galicie, car c'est une exception due à un malheur, mais l'aspect des naturels dans les trois provinces que je traversais était bien plus réjouissant, que l'aspect des gens qui vont et viennent sur les routes en France. Et rien de plus naturel, car, lorsque j'appris les conditions d'existence des paysans en Pologne et en Russie, je m'expliquai parfaitement le bonheur de ces gens-là.

Sans paradoxe, on peut dire que le paysan russe est cent fois plus heureux que les vingt millions de Français dont se compose le peuple, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas comptés comme riches, ou si vous voulez comme étant à leur aise. Un paysan russe a sa maison de bois, et il cultive en outre pour son propre compte

une vingtaine de nos arpents de terre. De cette terre il ne doit aucun compte à son maître, qui lui en laisse l'usufruit, mais il est redevable de trois jours de travail par semaine, et si pour le surplus du temps on l'emploie, alors il reçoit un salaire. Ces cent cinquante jours par année sont nécessaires pour labourer, ensemencer les terres du maître, et faire les récoltes. Ainsi le paysan paye, en quelque sorte, le loyer de ses trente arpents par cent cinquante jours de travail, ce qui reviendrait en France à trois cents francs. Les impôts que paye le paysan sont fort peu de chose. De plus, le maître est forcé d'avoir des provisions de blé suffisantes pour nourrir ses paysans en cas de disette. Comptez que le travail dû se fait si mal, qu'il vaudrait mieux pour les propriétaires que les paysans fussent libres, et obligés, comme les nôtres, de travailler à la tâche moyennant salaire ; aussi le paysan vit-il avec l'insouciance de l'enfant de la maison. On le nourrit, on le paye, et la servitude, loin d'être un mal pour lui, devient une source de bonheur, de tranquillité. Aussi, offrez au paysan russe la liberté aux conditions de travail, d'impôts à payer, il la refuse. Ceux des paysans qui se rachètent, sont les riches, les gens sages, qui, au lieu de boire, ont amassé des capitaux. C'est les exceptions de la classe. Quand les événements de Galicie éclatèrent, les paysans de la Volhynie en furent instruits, et l'un deux, questionné dans un petit rassemblement sur ce qu'on ferait sans maîtres, répondit :

— Nous serions forcés d'en louer.

N'est-ce pas le cas de dire avec Jean Huss : « Sancta simplicitas! »

L'ignorance barbare, tel est le caractère des paysans; ils sont adroits, rusés, mais il faudra des siècles pour les éclairer. Leur parler liberté, c'est leur faire croire, comme aux nègres, qu'ils ne travailleront plus. Ce serait la désorganisation de tout l'Empire fondé sur l'obéissance. Gouvernement et propriétaires, tous ceux qui voient le peu de résultats de la corvée, ne demanderaient pas mieux que de passer de l'état actuel à l'état du travail rétribué; mais il faudrait passer par une crise affreuse, celle de l'ivresse du paysan. En ce moment, le paysan ne songe à gagner de l'argent que pour s'enivrer d'eau-de-vie. Le débit de l'eau-de-vie est un des principaux revenus des propriétaires, qui reprennent ainsi ce qu'ils ont donné de salaires au paysan. Donc, le mot *liberté* se traduirait pour le paysan en licence de boire.

Quels seraient les malheurs de cette phase ! On peut en apercevoir quelques-uns. D'abord les terres ne seraient pas cultivées, les revenus s'arrêteraient, la faim de la Galicie et le typhus emporteraient la population, l'Empire serait affaibli ; malade, toute la vie du corps russe se suspendrait. Le paysan a peu de besoins. Son habillement est d'une simplicité peu coûteuse. En hiver, il a sa pelisse de peau de mouton et son bonnet d'agneau qui durent vingt ans, et en été, il est vêtu de toile. Les peaux de moutons, la toile, sont d'un bon marché fabuleux. La hache est l'outil qui sert à tout faire. La nourriture, composée de pain ou des cinq ou six gruaux qui se fabriquent, est abondante et saine. Le paysan a son bétail, qui lui donne des veaux et du lait ; pour lui, la vie est donc réduite au simple. Il fabrique lui-même sa voiture, les chevaux sont pour presque rien. Ainsi le paysan russe peut aller partout, il porte tout avec lui. Sa force corporelle est excessive, il supporte les plus dures fatigues, il est fataliste comme les orientaux. Tout cet empire, à un mot du Tsar, pourrait passer de Russie en Europe, il trouverait au retour tout en état. La maison de bois, le village, la ville, ont le caractère des campements de la horde ; tout est fait pour durer peu. On compte dans ce pays les maisons bâties en briques. Il n'y a pas cinq cents habitations comme celles où je me rendais, dans les trois gouvernements, ensemble quasi grands comme la France, que régit le général Bibikoff.

De la frontière à Berditcheff, je voyageai dans la Beauce, mais une Beauce de cent lieues de long sur cent lieues de large, coupée par des espaces sablonneux où s'élevaient des forêts de sapins. Vers le soir, j'atteignis à une petite ville, celle d'Annopol, mais, avant d'y arriver, je rencontrai sur la grande route un propriétaire qui se promenait en compagnie de sa femme le long d'un mur de clôture, l'une des curiosités de ces déserts, car presque toutes les habitations, même les plus luxueuses, ont des murs, soit en claies maintenues par des pieux, soit en terre battue, en planches ou en troncs d'arbres fendus en deux. Le parc de Branicki, sur la route de Kiew, est le seul qui soit clos de murailles d'une grande étendue.

En ce moment, et à l'aspect du seul homme comme il faut que j'eusse rencontré, succombant à la fatigue et à la faim, j'eus la fantaisie de descendre et de demander l'hospitalité ; mais la certitude de tomber quasi malade, la crainte de rester

trop longtemps chez un inconnu, me donnèrent l'affreux courage de continuer. Et en effet, le lendemain matin vers huit heures, je vis une grande ville, et je me crus à Berditcheff. « Il était temps », me dis-je en moi-même, en sentant alors toutes mes fatigues. Les quiproquos résultant de la croyance où j'étais de me trouver à Berditcheff, tandis que je n'étais encore qu'à Jitomir, me firent perdre deux heures; mais avec des incidents tellement comiques, et où le caractère des Juifs se dessina si complètement, que le récit de ces admirables scènes, où cinq personnages différents jouèrent leurs rôles, ferait une histoire où se trouveraient toutes les qualités du roman et du vaudeville. Je garde cet épisode pour égayer les dîners funéraires qu'on fait quelquefois dans le monde. Cette comédie augmentera le trésor de mes anecdotes de voyage.

L'UKRAINE

Furieux d'avoir perdu deux heures, je doublai les pourboires exceptionnels, et je fis près de trente-six verstes à l'heure ; aussi vis-je poindre vers midi l'éminence sur laquelle est assise l'illustrissime ville de Berditcheff qui, semblable à sa sœur la ville de Brody, appartient aux Radziwill. Là, je vis avec un nouvel étonnement les maisons dansant la polka, c'est-à-dire inclinées toutes, les unes sur la hanche droite, les autres sur la gauche, quelques-unes donnant du nez, la plupart disloquées, beaucoup d'entre elles plus petites que nos baraques des foires, propres comme des toits à pores. C'est un spectacle tellement inattendu pour l'Européen, pour un Parisien, qu'il faut le voir répété par plusieurs villes avant de s'y habituer. Ce campement de juifs était plein de juifs, tous dehors. On se demande, à voir Berditchef, si ces maisons, que trois commissionnaires de Paris emporteraient d'un seul voyage, ont des habitants. Cette foule était si compacte, que ma voiture attelée de six chevaux, malgré les cris de sauvages poussés par le postillon, la fendait très difficilement, et, quand les essieux atteignaient quelques sourds, le postillon s'en inquiétait fort peu.

Enfin, j'arrivai dans la cour de la poste ; mais là, sous le prétexte que le prince de Varsovie allait passer, on me refusa des chevaux. Un maître de police fit observer que mon permis de poste expirerait à Berditcheff, et déjà la poste demandait six

roubles pour me mener à Wierzchownia. Ce château se trouvait dans les terres, à soixante verstes, on y allait par des chemins de traverse, enfin une foule de raisons russes. Tout cela me fut expliqué par un tailleur français établi à Berditcheff, qui fut à la fois civil, obligeant pour moi. Une nuée de juifs m'assiégeaient, car j'en ai compté jusqu'à vingt-cinq, tous noirs comme des séminaristes, avec des barbes qui frétillaient au soleil, des yeux qui reluisaient comme des escarboucles et des mains avides que je repoussais à coups de bâton, car toutes voulaient manier la chaîne de ma montre pour s'assurer de son poids et de la réalité de l'or. Cette émeute de cupidité me fit frissonner. Le tailleur m'emmena dans son magasin de draps, et là, mit ses commis en sentinelle pour empêcher l'envahissement de son magasin, où je pus prendre une tasse de café, pendant qu'on fit mon marché avec des juifs qui, pour moitié moins que la poste, se chargeaient de me mener, et grand train, à Wierzchownia. Grâce aux bons soins de M. Ravel, l'autocrate des gilets et le dictateur de l'élégance en Ukraine, je partis à deux heures dans une bouda juive. Je vis alors de vraies steppes, car l'Ukraine commence à Berditcheff. Ce que j'avais aperçu jusque-là n'était rien. C'est le désert, le royaume du blé, c'est la prairie de Cooper et son silence. Là commence l'humus de l'Ukraine, une terre noire et grasse d'une profondeur de cinquante pieds, et souvent plus, qu'on ne fume jamais, et où l'on sème toujours du blé.

Cette vue me consterna, je tombai dans un profond sommeil et à cinq heures et demie je fus réveillé par un cri de l'Hébreu saluant la terre promise. J'aperçus une espèce de Louvre, de temple grec, doré par le soleil couchant, dominant une vallée, la troisième que je voyais depuis la frontière !

* *

H. DE BALZAC.

LE MONDE DE M. WELLS[1]

Le 15 mars dernier, l'Association France-Grande-Bretagne recevait M. H.-G. Wells à la Sorbonne. J'ai rarement vu tant de monde dehors pour un seul homme. L'amphithéâtre Richelieu était déjà bondé, et la queue s'allongeait jusqu'à la rue des Écoles. Public de petites gens, d'étudiants, le public des petites places aux concerts du dimanche. Pas une robe décolletée et pas un habit noir. On sentait avant tout sympathie, gratitude, désir de remercier le conteur, l'ami du foyer, le bon génie qui, depuis trente ans, a pris place dans chaque famille, l'esprit, la salamandre dont les métamorphoses illuminent la veillée. Et il y avait aussi dans les regards une gravité : on allait écouter, non un romancier populaire, mais une sorte d'écrivain spirituel, l'auteur de cette *Esquisse de l'Histoire universelle*, le livre le plus lu depuis dix ans, le livre qui a passionné l'univers par le récit enthousiaste de la grande aventure de l'homme sur la terre.

M. Wells parla. Il parlait debout, en lisant, d'une voix flûtée d'enfant de chœur qui était une surprise à entendre : on s ntait dans cette voix quelque chose d'ingénu, une fraîcheur, une candeur, une limpidité qui ne cessaient d'émerveiller chez l'auteur de *la Guerre des mondes*. Il lisait plutôt mal, sans

(1) H.-G. Wells, *The World of William Clissold*, 3 vol. in-8. Londres, Ernest Benn Ltd., 1926.

aucune rhétorique, avec une singulière absence de cabotinage. De ma place, je n'apercevais que la tête du lecteur, une tête ronde, sanguine, pleine de bonhomie, un type de brachycéphale brun, aussi peu anglais que possible, si l'on admet un type anglais invariable; surtout, chose curieuse chez cet homme qui cube aujourd'hui cent volumes, rien de l'intellectuel, pas un atome du *gendelettres*. Un instituteur, c'est cela, un excellent instituteur, un de ces pédagogues qui ont le secret de se faire écouter et de captiver tous les âges, de supprimer les fausses barrières, d'établir le contact : il me semblait par moments voir se lever le couvercle du crâne et fonctionner à découvert la boîte de Pandore.

Cette impression, je viens de la retrouver en lisant le dernier livre de M. Wells, qui est probablement le plus curieux de ses romans et celui auquel il tiendrait le plus, s'il attachait à ses écrits une ombre de gloriole. Mais on perdrait sa peine à le prendre par là : M. Wells ne la fait pas, comme on dit, à l'homme de génie. Il n'est pas de ceux qui se flattent d'écrire pour la postérité. « *Non omnis moriar* » lui paraît une grande vanité. Le mot du vieux maître d'Élée, *panta rheî*, — tout fuit, on ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve, — cette devise de l'écoulement des choses sert d'épigraphe aux trois volumes de son nouveau roman; c'est sous le signe de ce flot, du torrent éternel qui emporte la vie, qu'il a placé la confession de son héros, le tableau de ce qu'il appelle *le Monde de William Clissold*.

L'auteur a choisi pour ce récit la forme d'une autobiographie, et il a beau s'en défendre, il est clair que Clissold et M. Wells ne font qu'un. Avec des nuances, bien entendu. On n'a jamais ouï dire que le père de M. Wells ait été un escroc, ni qu'il se soit empoisonné au sortir de la cour d'assises pour échapper à la prison; et quant au chapitre des femmes, qui est assez chargé, le cousin Clissold a bon dos. (C'est M. Wells lui-même qui invente ce cousinage.) Cela dit, il n'est pas niable que l'un n'est souvent que le double et le prête-nom de l'autre : c'est bien M. Wells qui écrit, avec ses propres souvenirs, son chapitre sur la Russie; c'est lui qui développe en cent digressions la plupart de ses idées, c'est lui qui a rencontré à Londres le docteur Jung et à Paris M. Caillaux. Tout le monde sait que depuis trois ou quatre ans l'illustre écrivain s'est fixé en Provence

et vit aux environs de Grasse les trois quarts de l'année. C'est de cette retraite que le cousin Clissold date son examen général de conscience : c'est là qu'il se retire, à soixante ans, pour faire ses comptes et établir le bilan de sa vie.

Telle est précisément la situation de M. Wells : à cinquante-neuf ans (il a l'âge de M. Bennett et de M. Galsworthy), ayant derrière lui une œuvre immense, il se recueille, en pleine vigueur, et se prépare pour la dernière étape. Il se retourne, médite sur le chemin parcouru, et reprend haleine au bord de la route avant de se remettre en marche. Ce sont là des pensées du soir, le *De Senectute* d'un homme qui n'accepte pas la vieillesse comme l'âge du loisir, le « jusqu'au bout » du lutteur énergique qui entend ne pas capituler et mourir puissamment. On trouvera à plusieurs reprises dans le livre de M. Wells des pages qu'on pourrait appeler des songeries du crépuscule : ces retours sur soi-même, ces idées du bord de la tombe, jointes à des impressions de nature, à ce qu'on voit en Provence par une fenêtre ouverte, ont une résonnance, une mélancolie mâle d'une qualité assez nouvelle chez cet auteur. Il est rare que M. Wells touche la corde poétique. Pour une fois, à l'approche des ombres, il lui est arrivé de faire de la musique.

Il y a quelque chose de majestueux dans le spectacle d'un homme qui se juge, qui se pèse et voudrait s'empêcher d'avoir vécu en vain, qui veut du moins agir avant d'entrer dans la grande nuit et mourir sur la brèche. C'est ce qui fait l'intérêt de ce long roman de *William Clissold* : un Pourâna plutôt, tenant à la fois du pot-pourri et de la « somme », livre encyclopédique, un peu prométhéen, un Mystère, une sorte de *Faust* (toutes proportions gardées) où se mêlent l'histoire, la vision, la chimère, la terre et les étoiles. C'est le songe d'un atome qui rêve et qui mesure sa place dans l'univers. L'homme est un microcosme, un abrégé du monde. Chacun de nous baigne dans l'ensemble mystérieux des choses ; chaque vie n'est qu'une lueur, un éclair entre deux infinis, et qui pourtant embrasse d'un regard ces deux espaces accablants de passé et de futur.

De là une charpente assez claire, une construction en trois parties : d'abord, un premier volume (livres I et II) qui est un peu une Genèse et une théodicée, une espèce de récit de la Création et de *De naturâ rerum*, habilement tissu avec des souvenirs d'enfance et de jeunesse ; l'enfance est la partie de la vie

la plus philosophique : c'est le prélude. *In principio erat Verbum.* Le second volume (livres III et IV) comprend les biographies respectives des deux frères Clissold, Dick et William ; il va sans dire que c'est la partie qui offre le plus d'agrément. Le quatrième livre, qui relate l'histoire sentimentale du héros et ses rapports avec l'Éternel féminin, est probablement un chef-d'œuvre. Mais je jurerais que tout l'ouvrage est écrit pour le troisième volume, pour cette grande fugue des livres V et VI, où l'auteur nous ouvre ses vues sur le monde de demain. On obtient ainsi dans l'ensemble une sorte de triptyque : la partie centrale, qui raconte la vie de deux individus, s'encadre d'un prologue et d'un épilogue consacrés à la vie de l'espèce, de deux immenses baies regardant l'une le passé et l'autre l'avenir. Ce sont les deux objets qui occupent M. Wells. Un tiers de roman, pour deux tiers d'hypothèses, d'anticipations. de visions ou de rêves, telle est à peu près sa mesure.

En somme, on n'écrit qu'un seul livre, et tous les volumes d'un auteur ne sont que les différents chapitres d'un même ouvrage. Il se pourrait que M. Wells eût passé toute sa vie à composer, sous des formes diverses, sa grande *Histoire de l'Humanité*, dont le noyau vivant est cette foi au progrès, cette mystique du monde futur, qu'il exprimait, voilà plus de vingt ans, dans *la Flamme immortelle*. Il est dans notre monde un porteur de flambeau. Il remplace Carlyle, Emerson. Servir, guider l'humanité, l'éclairer, la guérir, la délier de ses entraves, voilà sa manière de comprendre le rôle de l'écrivain. La beauté, le plaisir gratuit, la pure émotion esthétique ne sont pour lui que des intérêts accessoires, le moyen plutôt que la fin. L'objet est d'instruire, d'être utile, plutôt que de donner ce bonheur immédiat que procure l'œuvre d'art. Il place avant toute chose la notion du salut.

Pour comprendre l'ordre de pensées d'où sort le livre qui nous occupe, il faut se reporter à la grande crise de la guerre. On se souvient de *M. Britling*. A cette époque, devant l'immensité de la souffrance, pas un cœur bien placé qui échappât au sentiment de la commune angoisse. Pas un homme qui ne connût qu'il y allait de la vie et de plus que la vie, qui ne sentît le moment venu de réorganiser et de refondre toutes choses, de faire sortir un bien de cet abîme de maux. « Ces derniers mois de 1914 furent vraiment une époque sainte. »

La paix trompa ces espérances. Le monde, qui était mal fait avant la guerre, ne se porte pas beaucoup mieux. Tout était à recommencer.

Vous vous rappelez le mot du gavroche, voyant passer un enterrement sur le boulevard, le 2 août 1914 : « En voilà un qui n'est pas curieux ! » C'est là un reproche qu'on ne saurait faire à M. H.-G. Wells. Une curiosité passionnée est au fond l'intérêt dominant de sa vie. Et pour un homme de son espèce, quel siècle que celui où nous vivons ! La vie a plus changé autour de nous depuis trente ans, qu'elle n'avait fait peut-être dans tout le cours des temps passés. Les gens qui ont aujourd'hui cinquante ans ont l'illusion d'avoir vécu encore dans un âge tranquille, dans une nappe de temps égale, ralentie, qui devait être assez semblable à celui où l'on vivait au temps de Ma Mère l'Oie. Oui, notre outillage, depuis peu, s'est singulièrement compliqué. L'ingénieur, l'inventeur semblent les rois du monde; ce sont les modernes magiciens, les faiseurs de miracles. Pour des milliers d'individus, des multitudes d'hommes sans cesse grandissantes, la vie s'est métamorphosée : même au fond des cantons perdus, des hameaux de montagnes, une lampe électrique, le journal, un appareil de radio apportent les merveilles du dehors et les présents des fées, font entrer le frisson de notre inquiétude.

Je ne sais pourquoi, lorsqu'on dit cela, on a l'impression d'écrire des platitudes. M. Wells y met plus d'accent, il est plus convaincu que nous. Il plaide cette grande cause du progrès qui a toujours été son cheval de bataille. Son William Clissold, qui tient la plume pour lui dans ce roman, est justement un ingénieur, un des principaux associés de la grande maison Romer, Crest, Steinhart et Cie, dont il est devenu l'un des directeurs, après en avoir fait la fortune par son esprit d'initiative, et dont l'histoire est un des meilleurs morceaux du livre. En 1858, un certain Romer, juif de Francfort et marchand de peaux de lapins, rencontra en chemin de fer un chimiste suédois du nom de Steinhart; tous deux s'associèrent pour monter une petite industrie à Downs-Peabody, sur les terrains appartenant à la famille Crest, opulents propriétaires terriens, chasseurs de renard et amateurs de courses, que l'exploitation des mines de leur sous-sol rendait subitement millionnaires et faisait entrer à la chambre des Lords. Le chi-

miste et le « peaux de lapins », passant par là, flairèrent une fortune dans l'utilisation des déchets de houille et de minerai, des scories que laissait se perdre le superbe propriétaire, genre de personnage bien anglais, ou plutôt le type même du conservateur britannique, qui invente peu, fait moins encore, et dont tout le génie, en politique ou en affaires, est d'être là et de se trouver sur le chemin d'autrui. Formule qui explique en une ligne toute l'histoire de l'expansion anglaise, tout ce système des détroits et des points d'appui, de Gibraltar à Suez, au Cap, à Singapour. La nouvelle société prospéra. En 1878, elle était au capital de 50000 livres. Clissold y entra environ une dizaine d'années plus tard. Aujourd'hui, la maison Romer, Crest et Steinhart, à la fin de la deuxième génération, possède un capital de 30 millions de livres et forme une de ces entreprises multiples, un de ces titans aux cent bras, fabriquant de la métallurgie, des aciers, des colorants, des gaz, avec des dizaines de succursales, des milliers d'ouvriers, et un bureau d'études de six cents employés, ingénieurs et chimistes occupés aux recherches et aux inventions.

Pour un de ces hommes à la Clissold, qui se sentent la cheville ouvrière de ces grandes choses, il est clair que c'est une pitié de voir le train du monde et la misère des personnages investis de la confiance publique. Dans l'immense transformation qui s'accomplit sous nos yeux, quel est le rôle joué par les politiciens? Notez que ce mépris du monde politique, Clissold l'étend à la monarchie comme au système représentatif. Dans son « monde », pour parler comme lui, Édouard VII est une superfétation, tout aussi bien que le bon Dieu ; pas plus de Buckingham-Palace que de Westminster. Clissold se définit lui-même « ce merle blanc, un véritable républicain anglais ». Oiseau rare, en effet, dans ce pays où l'on a vu un premier ministre socialiste, en culotte et bas de soie, prêter serment à S. M. George V, tout comme eût pu faire M. le duc de Northumberland. Pour notre homme, rien ne lui impose moins que toutes ces idoles. La pauvre famille royale le met en veine d'épigrammes. Il ne se lasse pas de s'égayer aux dépens de ces honnêtes gens. Il malmène sans pitié toutes les religions nationales. Dieu me pardonne! Il blasphème Shakspeare lui-même, qui est une dévotion anglaise, « un peu comme le prince de Galles ». Avouerai-je que je me sens moins choqué

de tout cela que M. Wells? Je me suis trouvé à Londres au moment du mariage du duc d'York. Les portraits de la fiancée, les cadeaux de noces, le trousseau étaient une affaire publique, ou plutôt c'était pour chacun une affaire de famille. Toutes les jeunes filles d'Angleterre épousaient le duc d'York. Le soir, je dînais dans un Club avec un ami. « Quel dommage, me dit tout à coup ce *gentleman* très réservé, quel dommage que vous n'ayez pas eu une princesse à nous donner ! » Malheureusement, en effet, je n'avais pas de princesse, et j'étais presque sur le point d'en être un peu confus.

Ce que tout le monde voit bien, c'est l'incurable incompétence, la pitoyable stérilité de tout le peuple politique. Cette énorme machine de l'État fonctionne à vide. Tout ce qui se passe de réel en ce monde se passe en dehors d'elle. Cette vérité éclate de plus en plus à tous les yeux. Nous assistons depuis dix ans à une série de tentatives, d'essais contradictoires, de formules diverses qui naissent toutes de la grande banqueroute de 1918, de la faillite des gouvernements. M. Wells, dans son livre, ne s'explique pas sur le fascisme; je doute que cette méthode ait ses sympathies. En revanche, il s'étend longuement sur l'aventure des Soviets, qui ne lui inspire que du dégoût. M. Wells est un des rares Européens qui aient vu Lénine au Kremlin. La conversation qu'il eut avec ce nabot, dont les pieds, quand il était assis, restaient en l'air, sans toucher terre, comme ceux d'un enfant et qui, au milieu des ruines, des famines sans nom qu'il avait déchaînées, souriait à ses rêves et parlait de réorganiser magiquement la Russie, par exemple d'électrifier tous les chemins de fer, comme s'il avait eu l'électricité à son service dans ce pays sans houille et sans une chute d'eau, demeure dans mon esprit comme une plaisanterie effarante.

Le grand fait de l'histoire du monde, selon Clissold, c'est la conscience croissante de l'unité humaine, la constitution progressive du Grand Être, comme dit Auguste Comte, de la Grande Famille, comme dit Michelet; cette reconnaissance, cette communication des individus et des races, ce commerce, ce pacte d'amitié forment le trait le plus lisible du passé de notre espèce, l'indication la plus sûre de ses destinées futures. Depuis Christophe Colomb, cette unité du globe est un fait accompli. Les inventions récentes ont encore avancé cette

notion : le télégraphe, la radio forment le système nerveux du monde. L'industrie, les grandes compagnies, sont maintenant des choses supra-nationales, de puissants instruments d'unification. La guerre, en appelant vingt peuples à combattre sur le même sol, à venger la Belgique violée, a resserré encore les liens de cette solidarité ; le genre humain connut qu'il n'avait qu'un seul cœur. Ce jour-là, les États-Unis du monde étaient tout prêts : les gouvernements ne l'ont pas compris, et les peuples se débattent dans des abîmes de difficultés.

Par cette maladresse, dit Clissold, les gouvernements ont signé leur abdication. Mais le mouvement qu'ils n'ont pas su organiser, continue en dehors d'eux. Qui en prendra la direction ? Ce n'est pas la première fois que l'on rêve une pareille utopie. Cette organisation en grand des choses humaines, la révolte contre le gaspillage sans fin de l'humanité, sont le fond des idées saint-simoniennes et du programme positiviste. Renan, dans une page fameuse, construit le songe effrayant d'une tyrannie de mandarins, d'un Comité de salut public, d'un Conseil des Dix composé de savants et de sages qui concentreraient dans leurs têtes toute la science du monde et régneraient par la terreur sur des masses d'ilotes et de fellahs. Ce genre de rêveries politico-mystiques est un sport favori au pays de Thomas Morus, du *Novum organum* et du *Leviathan*. Shakspeare lui-même, dans *la Tempête*, en donne une idée dans les types de Prospero et de Caliban.

Certes, c'est une noble chose, un rêve consolant que celui de cette fraternité, de cette cité de Dieu sur la terre. Elle a toujours hanté les meilleurs d'entre nous, cette vision d'une patrie unique, d'une seule famille pour tous les hommes. C'est l'objet qu'ont poursuivi les grandes religions. Existe-t-il de nos jours, dans le désordre universel, les éléments d'un ordre, de quoi rassembler les fils de la conscience éparse ? Oui, répond M. Wells, oui, ces modèles existent. C'est ainsi que la science se constitue dans les laboratoires. Mais ce qui frappe surtout l'auteur, dans l'évolution contemporaine, c'est l'élargissement des affaires, leur ordre de grandeur porté à l'échelle du monde. Ces colossales puissances des Ford ou des Rockefeller, des Krupp, des Stinnes, des Skoda, des Schneider, ces affaires de la *Standard Oil* ou de la *Royal Dutch*, sont aujourd'hui les pôles de l'activité humaine. Ces hommes ont dépassé le stade du

particularisme et de l'intérêt égoïste. Seuls ils sont capables de mener les affaires humaines, et de les conduire de la seule manière efficace, c'est-à-dire comme une affaire. Un état-major de patrons, une compagnie à capital illimité, maîtresse des ressources universelles, distribuant le travail, réglant la production, favorisant le bien-être par un inépuisable accroissement des richesses, une entente de l'économie publique appliquée à l'échelle mondiale, disposant des banques et des grandes sociétés de crédit, tiendrait dans ses mains le sort du monde. Elle serait en fait le gouvernement de la planète : en réalité, elle l'est déjà. Les États ne sont plus qu'une ombre. Ils n'ont qu'un fantôme d'existence. Cette oligarchie de créateurs tient seule entre ses mains toutes les réalités. Elle peut rendre les guerres impossibles ; il suffit d'un veto de ces puissances pour couper les vivres, le crédit à tout État indiscipliné. Il suffit d'une entente entre ces potentats pour supprimer les armements, la production des explosifs, réduire à l'impuissance les brouillons et les réfractaires.

On se figure en général la révolution comme un mythe, sous les espèces d'une apocalypse, d'un chambardement, du Grand Soir : conception enfantine ! En réalité, cette révolution est faite. Le transfert du pouvoir est accompli. Les maîtres du jour, ce ne sont pas les pygmées qui s'agitent sur la scène. La pièce se joue dans la coulisse, dans les bureaux où quelques machinistes et quelques calculateurs tiennent les commandes, décident l'action, en laissant s'évertuer les vaines marionnettes. Rien d'extérieur, aucun appareil théâtral. Il ne faut pas s'imaginer la République universelle à la manière d'un super-État, avec une capitale du monde, un empereur, un roi, un président du monde. « Ce sera ce qu'est une auto à une charrette de paysan : une voiture qui marche sans animal visible. » Pas de Parlement non plus, ni sessions régulières, ni séances d'apparat accompagnées de discours et de procès-verbaux, comme cela se passe à la Société des nations où, soit dit en passant, M. Wells ne se montre guère édifié du spectacle qu'il y a vu ; ce seront plutôt des rencontres familières, des conversations à mi-voix, sans tambour ni trompettes, comme il s'en échange dans le hall d'un hôtel entre deux hommes d'affaires...

Voilà l'idée que se fait M. Wells de l'avenir des choses

humaines. Il est bien permis de remarquer que cette vue diffère passablement de celles de deux autres remarquables penseurs, M. Guglielmo Ferrero et le comte Kaiserling. J'ajouterai que si je vois bien les forces qui travaillent à l'unité du monde, je vois plus que jamais les forces centrifuges, qui conspirent à le diviser. L'Inde, la Chine, l'Islam, les deux tiers du globe habité, bouillonnent de passions xénophobes. L'Internationale bolchéviste est un impérialisme à peine camouflé. Si la paix ne dépend que des banques et de la grosse industrie, j'ai peur qu'elle ne soit pas trop bien assurée. M. Wells a-t-il lu le livre de son compatriote, M. l'amiral Consett, sur le commerce avec l'ennemi pendant la dernière guerre? Les affaires sont les affaires. Ce n'est pas encore sur cette morale de l'intérêt bien entendu que l'on peut compter, pour sauver le monde en cas de catastrophe.

Affaire d'éducation, réplique Wells-Missold. M. Wells a débuté dans la vie comme *teacher* (1), et il lui en reste quelque chose. Je le dis à sa louange, car c'est le plus beau des métiers; je le dis aussi à son dommage, car il n'en a pas toujours conservé le meilleur. Il y a une page dans son livre sur la psychologie de l'instituteur primaire, qui fait comprendre le mot si dur de l'Empereur sur ces « quarts de savants » qui ne sont bons qu'à faire des mécontents et des envieux. M. Wells a assez bien réussi dans la vie, il pourrait se montrer bon prince. Mais il a conservé l'horreur d'un système d'enseignement qui a pensé le laisser croupir dans les plus bas degrés de la science. Il n'a pas assez de sarcasmes pour ces fabriques de *gentlemen* que sont Oxford et Cambridge, pour cet enseignement secondaire qui consiste à faire payer très cher un peu de latin et beaucoup de cricket, et surtout à donner aux enfants une certaine tenue, sans jamais leur parler des réalités de la vie. Sur ce sujet qui lui tient à cœur, M. Wells jette à pleines mains les idées les plus brillantes : la presse, le cinéma, la radio, l'affiche, la réclame, à la bonne heure! voilà l'école, la vraie école. Il y a un chapitre sur Northcliffe, le Napoléon de la presse, qui est tout entier une merveille. Et pour la diffusion, la puissance de rayonnement, quel docteur dans sa chaire d'Iéna ou du Collège de France oserait le disputer

(1) Instituteur primaire.

à ce diable de romancier, à ce prodigieux publiciste qu'est M. Wells lui-même? Il se donne le plaisir de faire quelque part la caricature d'un de ces fruits secs de l'Université qui jadis le traitaient de haut, parce qu'il ne lisait pas Catulle dans le texte. Ici, l'ancien *teacher* montre le bout de l'oreille. Il n'a pas reçu le baptême, il ne sait pas ce que c'est que les saintes humanités.

Au milieu de cette revue de toutes les choses divines et humaines, parmi ce déballage qui fait ressembler la fin de ce livre touffu à un bazar d'idées ou à une enfilade d'articles de journal, il y a un thème qui revient sans cesse et qui préoccupe fortement l'auteur d'*Anne-Véronique* et de *Christine-Alberte*. Tout le monde sait combien cette question des sexes a pris de place depuis vingt ans dans la littérature anglaise. M. Wells lui consacre deux livres de son ouvrage. On ne lui refusera pas le mérite d'être franc : il ne mâche pas les mots. A son sens, on n'a que trop compliqué tout cela : l'amour est une fonction naturelle, qu'il faut traiter aussi naturellement que toutes les autres. Simplifions. La morale n'a que faire ici ; écartons M. le maire et surtout M. le curé. Quelques notions d'hygiène sont plus que suffisantes. M. Wells ne va pas sans doute jusqu'à la communauté des femmes ; mais l'union libre, c'est le mieux. Un bail de dix ans, de quinze ans, selon les besoins de la progéniture, et puis, bonsoir. Et surtout, pas de ces « vieilles blagues », plus de ces balivernes du « péché de la chair », de ces « sornettes de la chasteté (*chastity-nonsense*) ». Soyons des animaux raisonnables...

Je ne sais trop ce qu'il en sera dans un monde de bipèdes vraiment rationnels : peut-être la science arrivera-t-elle un jour à nettoyer parfaitement les cervelles humaines, à purger la génération de ce qui s'y ajoute d'éléments spirituels, de passions, de tendresses, de désirs et de tous les troubles de la chair et du sang. Peut-être, quand on nous aura opérés de notre humanité, le geste de l'amour sera-t-il devenu un acte indifférent. Jusque-là, je crains fort des dangers de complications. J'entends bien que M. Wells n'a que des intentions pures ; mais que m'importe un monde qui aurait perdu le sentiment du sacré ?

Clissold, Clissold, craignez d'être moins sage que vous ne pensez. Le savoir vous monte à la tête. Vous avez lu trop frai-

chement Siegmund Freud et Sir James Frazer. Vous critiquez beaucoup, et vous manquez d'esprit critique. Vous vous applaudissez d'apprendre qu'on vient de lancer un train bleu de Cadix à Moscou : présage de la prochaine suppression des frontières. Le monde, dites-vous, continuera sa marche malgré les abois des mâtins de village. Pour moi, au rastaquouère qui monte dans le train bleu, et se croit pour cela d'une humanité supérieure, je préfère le bon chien qui grogne au passage insolent du rapide, et s'alarme pour les trésors et les dieux domestiques.

Peut-être, Clissold, êtes-vous dupe de quelques progrès mécaniques. *Panta rhei*, dites-vous avec le vieil Héraclite. Parce que des oiseaux de toile et de pétrole ont traversé les airs, qu'on transmet la parole de Londres à New-York, il vous semble trop aisément que le passé se dissout, que le monde se renouvelle. J'entends deux fois par jour, au-dessus de ces campagnes, l'avion de Londres et celui d'Amsterdam qui remplissent de leur bourdonnement le silence des forêts du Valois. Ils passent au-dessus des sillons sans faire lever la tête à un seul de ces paysans penchés sur leurs labours ; ce spectacle quotidien les intéresse moins que le vol d'un héron ou d'un cygne qui regagne les roseaux au bord des étangs du Désert. Toutes les montres ne marquent pas la même heure ; ces bonnes gens ont peut-être un oignon qui retarde. Votre chronomètre est en avance et dit ce qui peut-être ne sera jamais. Tout passe, mon cher Clissold, mais tout passe avec lenteur. Le temps est un mystère qu'aucune machine n'a exploré. Ces gens de mon pays savent un secret que vous n'avez pas appris dans vos laboratoires : c'est qu'il faut un an pour faire croître un épi, et qu'un homme dans sa vie récolte peu de moissons. C'est pourquoi l'oiseau de feu, le dédaléen prodige ne les occupe guère. Son bruit familier n'est déjà plus pour eux que le signal d'une heure, qui se confond avec celles que sonne depuis leur enfance le petit clocher roman qui a tinté pour leur baptême et qui les appellera bientôt au cimetière, près de leurs morts, au pied des autels, à l'ombre des choses saintes.

Louis Gillet.

REVUE LITTÉRAIRE

LES JEUNES ET LES LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES (1)

On entend beaucoup parler depuis quelque temps d'un esprit européen. Il arrive même que, pour juger un jeune écrivain, on dise qu'il a l'esprit planétaire. Tandis que la Société des nations s'exerce à déterminer, parmi beaucoup de difficultés, les éléments d'une politique universelle, les auteurs des différents pays, pris d'une belle émulation, se demandent s'il n'y a pas quelque possibilité d'ouvrir la voie à une littérature cosmopolite. En vérité, il y a toujours eu des écrivains dont les connaissances, l'influence et la gloire ont dépassé les frontières de leur pays. Descartes avait beaucoup voyagé. Voltaire exerça une sorte de royauté. Les admirateurs de Gœthe louent précisément en lui l'ampleur et la diversité de son intelligence. Il se pourrait même que la plus haute expression de la littérature fût par définition très générale, et que son plus durable mérite fût d'être non pas européenne, non pas même planétaire, mais simplement humaine. C'est à cette qualité que Shakspeare et Racine, sans considération de temps et de lieu, doivent d'être éternels.

Quant on lit les jeunes écrivains de notre époque et ceux de l'étranger, on s'aperçoit que ce n'est pas tout à fait le sens qu'ils donnent à l'universalité des œuvres. Il s'agit plutôt pour eux de définir un certain nombre de traits qui soient communs à toutes les littératures contemporaines. Dans notre âge d'échanges et de commu-

(1) *Panorama de la Littérature anglaise contemporaine*, par M. René Lalou (chez Kra); — *Le Roman américain d'aujourd'hui*, par M. Régis Michaud (chez Boivin); — *Gens de Dublin*, par M. Joyce, avec préface de M. Valéry Larbaud (chez Plon); — *Quatre-vingt-dix ans*, par M. Mario Puccini, avec préface de M. L. Leluc (chez Kra); — *Berlin ou le Juste milieu*, par M. Carl Sternheim (aux éditions du Sagittaire); — *Le Jeune Européen*, par M. Drieu La Rochelle.

nications rapides, il y a des modes intellectuelles, il y a des manières de sentir et de s'exprimer qui ne sont pas particulières à un seul pays. On pourrait chercher où elles ont été adoptées d'abord, et ce sera pour les historiens de la littérature dans l'avenir un objet d'études pittoresques. Mais, à vrai dire, il est difficile de parler d'influences, et même si on arrive à fixer avec certitude quel est l'auteur ou quelle est la nation qui a eu la priorité de telle ou telle particularité, on aura peut-être satisfait la curiosité des érudits, on n'aura pas apporté une documentation bien significative. Le propre des relations entre les littératures, aujourd'hui, c'est de permettre moins l'examen des filiations, des emprunts et des transformations que la constatation de phénomènes concomitants.

Il n'en a pas été toujours ainsi au cours de notre histoire. A diverses périodes, des auteurs de notre pays ont trouvé dans les livres d'Angleterre, d'Italie, ou d'Allemagne des tendances différentes des leurs, et ils sont sortis de leurs lectures différents de ce qu'ils étaient. Peut-être alors ont-ils souvent découvert ailleurs ce qui venait de chez nous, et c'était une thèse chère à Jules Lemaitre. En parlant des littératures du Nord, qui ont été à la mode à la fin du XIXe siècle, — c'était le temps de la grande vogue d'Ibsen, — Jules Lemaitre prétendait que nos écrivains ne faisaient que revenir à Rousseau ou à nos romantiques, par l'intermédiaire de ceux qui en subissaient l'influence. On pourrait certes soutenir quelque chose de pareil, si l'on examine les auteurs anglo-saxons qui succèdent à l'époque victorienne, Wells, Bernard Shaw : dans leur analyse, dans leur esprit critique, dans leur ironie, n'est-ce pas le souvenir de Renan et d'Anatole France qui nous touche, et n'apprécions-nous pas, dans une forme artistique toute personnelle à ces écrivains, une tournure d'esprit que nous connaissons bien ?

De même, on discerne dans beaucoup d'œuvres étrangères d'aujourd'hui un reflet de Rimbaud ou de Marcel Proust. Il serait tout à fait excessif de tirer de ces constatations une loi absolue. Il est plus probable que, à certaines heures d'aridité ou d'incertitude, les littératures étrangères ont offert aux écrivains français des sources de renouvellement, sans que l'imitation ait jamais été un esclavage, et sans que le génie national ait été dénaturé. Dans la période de l'avant-guerre, au cours du XIXe siècle finissant et au début du XXe siècle, nos auteurs ont pris au dehors des idées qui répondaient à leurs aspirations. Toutes les influences étrangères se sont exercées à cette époque dans le même sens : elles nous ont ramenés aux problèmes de

la vie intérieure, et par là elles ont travaillé contre les excès du naturalisme. Elles nous ont même aidés à faire rentrer dans les œuvres la notion du mouvement de l'âme, une pitié philosophique que le réalisme outrancier avait bannie, et en un mot la poésie.

En dehors d'Ibsen, qui a surtout agi sur le théâtre, trois romanciers ont alors représenté avec une force particulière les influences venues du dehors. Tolstoï a jeté sur un monde soumis aux soucis matériels des sentiments évangéliques et a fixé l'attention sur les grandes questions touchant la morale et la société. Gabriele d'Annunzio, par son enthousiasme, conforme à la tradition italienne, et opposé au naturalisme rétréci, a convié les âmes à l'exaltation, à l'orgueil de la vie, et toute son œuvre a été un hymne à l'énergie. Enfin Rudyard Kipling a exercé une action profonde en rendant aux générations jeunes le goût des aventures, psychologiques et autres, en leur proposant les spectacles les plus divers, parce qu'il a vu vivre toutes les races sous toutes les latitudes, en mêlant au culte des disciplines traditionnelles une virile philosophie de la vie, en étant le premier à chanter l'univers moderne.

Si l'on veut mesurer le chemin parcouru, on n'a qu'à se demander où en sont ces trois influences. Dostoïevsky compte beaucoup plus que Tolstoï pour les jeunes écrivains. Gabriele d'Annunzio voit se former, en Italie même, une nouvelle école qui est en réaction contre son art. Le plus récent historien de la littérature anglaise, M. René Lalou, fait à Kipling une place sans doute très honorable, mais qui n'a aucune commune mesure avec celle qui lui était réservée il y a vingt ans et que, je le crois, il continue de mériter. Il y a loin de l'appréciation par laquelle M. René Lalou limite si délibérément la portée et le retentissement de l'œuvre de Kipling aux études critiques si remarquables publiées jadis par M. André Chevrillon, qui a révélé à toute une génération la beauté profonde de Kipling et la signification humaine de ses livres. Tout ce qui a été goûté avant 1914 appartient décidément à un autre temps. Tout ce qui semblait s'annoncer même en 1918 a subi une sorte d'arrêt. Il y a eu depuis deux ou trois années un courant brusque, dont on commence à discerner la direction générale, et ce courant est universel. Entre la littérature française et les littératures étrangères, il a pu y avoir des actions et des réactions, des emprunts, ou des encouragements mutuels à poursuivre dans la voie où l'on s'engageait. Le fait dominant est une sorte de parallélisme, une analogie assez profonde dans les méthodes comme dans les intentions.

***

De tous les traits nouveaux et communs aux littératures de tous les pays, le plus frappant est le mépris de l'ordonnance, telle que la tradition la concevait. Plus de composition, plus d'enchaînement logique des sentiments ou des idées, plus de préparations, plus de lien même entre les scènes qui se succèdent. Des notations précises, une accumulation pittoresque de sensations, aucun souci des rapports intellectuels entre les pages ni entre les phrases. Nous sommes en plein impressionnisme. Le procédé rappelle celui de l'école des peintres tachistes et l'art du cinéma. Les associations d'images remplacent l'antique association des idées. Il en résulte une sorte de poétique saccadée, qui a son mystère et qui pour les initiés a son charme. On en a eu de nombreux exemples en France chez M. Jean Giraudoux, dans les premiers livres de M. Paul Morand, dans certaines œuvres de M. Jean Cocteau. On en trouve un tout récent dans *le Jeune Européen* de M. Drieu La Rochelle. Un des personnages de M. J. Kessel dit assez drôlement : « Attention ! je vais m'exalter ! Vous n'y comprendrez rien, vous qui aimez la composition dans les paroles et dans les écrits ! » Ce pourrait être la maxime de la nouvelle esthétique.

Il arrive que les livres écrits d'après ces règles s'appellent romans. Mais le mot roman a perdu son sens propre. Il s'agit plutôt de nouvelles, de suites d'essais, où l'observation se mêle à un symbolisme constant, où défilent les faits concrets, les impressions, les couleurs, les odeurs, les formes et les sons. Le récit est parfois interrompu par la méditation. A la narration succède tout à coup le dialogue. D'autres fois, c'est une suite de questions et de réponses. Le plus généralement, un ouvrage ainsi compris est surtout un monologue intérieur, celui du héros, ou même celui de l'auteur. Les lecteurs qui ont passé la jeunesse ont le droit d'être déconcertés. Ils doivent reconnaître deux vérités d'expérience. L'une est que les lecteurs de la nouvelle génération se sentent tout à fait à l'aise dans ce genre d'ouvrages et paraissent comprendre au moins le sens superficiel sans difficulté. L'autre est que cet art singulier réclame beaucoup de subtilité, d'ingéniosité, et que les auteurs de cette littérature sont fort loin de manquer de talent.

Le livre de M. Mario Puccini intitulé *Quatre-vingt-dix ans* est un recueil de nouvelles qui a été récemment traduit de l'italien par MM. Leluc et Michel. M. Mario Puccini est un antagoniste des formules

annunziennes. Dans les pages, d'ailleurs fort intéressantes, qu'il lui consacre, son traducteur, M. Leluc, nous explique que M. Mario Puccini écarte délibérément tout ce qui est fantaisie, tout ce qui est rêve et qu'il s'est volontairement confiné dans le rôle de strict observateur. Mais, en même temps, il nous prévient que l'auteur ne veut aucune recherche de style, aucun agencement du récit qui puisse ôter du relief à la peinture du réel. « Il ne compose pas, écrit-il, ou compose à peine. Il observe et note ses observations. » Il écrit d'un style haché, contracté, haletant, qui est, on le croit sans peine, « le désespoir des traducteurs », qui ne fait aucune concession à l'oreille du lecteur, mais qui a quelque chose de farouche et qui est en parfaite conformité avec son objet.

Un autre témoignage précieux nous est fourni par M. Valéry Larbaud, qui est un bon juge et qui connaît fort bien la littérature anglaise. M. Valéry Larbaud a publié une étude très curieuse qui sert de préface aux *Gens de Dublin* de Joyce. L'auteur a commencé par suivre la méthode naturaliste, c'est-à-dire qu'il a écrit sans faire appel au public, et même sans s'occuper de lui; il a raconté, comme on regarde et comme on pense, pour soi. Mais, très vite, il a abandonné la forme du récit simple et a eu recours à des formes inattendues. A propos du *Portrait de l'artiste*, M. Valéry Larbaud nous fait saisir sur le vif la méthode. Le monologue intérieur et la conversation, nous dit-il, se substituent à la narration. L'auteur nous transporte dans la pensée des personnages, il nous fait assister à la formation même de ces pensées. Nous les suivons et nous apprenons la vie du personnage, non pas par ses actes, mais par le retentissement de ses actes dans sa sensibilité et dans sa conscience. « Le nombre des analogies, des images et des symboles augmente. Sur la page où le collégien résout son problème, les opérations se développent comme des constellations, puis se résolvent comme une poussière d'étoiles qui tombent à travers l'infini. Nous ne sommes pas prévenus, nous ne sommes pas préparés; les choses ne sont pas racontées; elles arrivent; elles nous arrivent. »

Il est à peine besoin de dire que dans la littérature ainsi conçue les images tiennent une grande place. Mais elles ne servent pas seulement à évoquer le monde extérieur et des formes précises. Elles sont d'autant plus nombreuses qu'elles ont pour mission de traduire les plus fines nuances des émotions, des sensations de toute sorte, les états les plus confus du cœur et de l'esprit, de nous faire deviner ce qui n'est pas dit explicitement. Si beaucoup de nouveaux auteurs,

surtout à l'étranger, doivent quelque chose de leur formation intellectuelle au naturalisme, à Flaubert, qui est si moderne par beaucoup de manières d'écrire, à Maupassant, à l'école de Médan, ils ne s'en sont pas tenus là. Ni Zola ni Huysmans ne suffisent à rendre compte des procédés nouveaux. Après avoir étudié le naturalisme, presque tous les jeunes ont demandé des ressources au symbolisme qui les a beaucoup enrichis. Ils sont allés plus loin encore. Ils font penser à Rimbaud et à Lautréamont. Ils les ont retrouvés plutôt qu'ils ne les ont médités. M. Valéry Larbaud qui est très documenté nous révèle que Joyce n'a lu ni l'un ni l'autre.

On pourrait dire, pour se résumer sur ce sujet de l'art littéraire, que les jeunes générations en tous pays ont complètement renoncé à nos disciplines traditionnelles; elles ont désarticulé le discours et la phrase; elles ont adopté un procédé direct et rapide, qui a pour fin de suggérer les choses plutôt que de les traduire en mots exacts. Et pour arriver à ce résultat, elles se servent de tout ce que leurs aînés leur ont fourni, aussi bien du naturalisme pour le monde externe que du symbolisme pour le monde interne. C'est une sorte de réalisme exalté, dans lequel rentrent non seulement les objets concrets, mais toutes les sensations, les plus conscientes comme les plus obscures.

* * *

Le second trait, celui-là très visible, c'est l'extrême liberté avec laquelle les jeunes auteurs traitent des questions physiologiques. Il ne faut nullement confondre les dispositions qui les animent avec celles qui caractérisent la littérature légère ou érotique. Ces problèmes sont examinés sans sourire, avec sérieux, comme des phénomènes de la nature qui sont redoutables parfois, involontaires en tous cas. C'est une grande nouveauté dans la littérature anglo-saxonne, d'une pudeur si puritaine, et de réputation si hypocrite. C'est une moins grande innovation dans notre littérature française qui n'a jamais eu de timidité. Mais la manière de considérer les problèmes de ce genre est sans précédent. M. Gide et Marcel Proust ont été des précurseurs. La vogue des théories freudiennes, scientifiquement si contestées et si contestables, a déterminé des préoccupations qui étaient étrangères aux écrivains de la plupart des pays d'Europe. Aujourd'hui, le courant est si fort qu'il entraîne aussi des auteurs plus âgés qui étaient fort différents, et l'on voit même un écrivain comme Galsworthy, analyste psychologique et historien des mœurs, employer des expressions qui auraient étonné il y a dix ans.

Dans son histoire du roman américain d'aujourd'hui, M. Régis Michaud nous montre toute une jeune école audacieuse et désenchantée, pour qui les prohibitions sont une occasion d'étudier les méfaits du « refoulement ». Les instantanés de M. Mac-Almon, les scènes récentes de M. Ben Hecht, les histoires tragiques de miss Beasley, nous révèlent une littérature d'outre-Atlantique très hardie. En Angleterre, les romanciers anglais qui jusqu'alors racontaient volontiers la vie de leurs personnages, mais qui enfermaient le récit dans des limites convenues, ne nous font désormais grâce d'aucun détail de l'intimité physique des personnages. Miss May Sinclair, la première, a étudié les relations du corps et de l'âme, quand les doctrines freudiennes sont venues apporter à ses théories une justification de tout ce qu'elle avait imaginé de l'inconscient, de l'importance des émotions enfantines. D.-M. Lawrence, J.-D. Beresford ont pris hardiment pour thèmes l'amour physique. Et ce sont les mêmes romanciers, nous apprend M. René Lalou dans son ouvrage sur le *Panorama des lettres anglaises contemporaines*, qui montrent l'audace la plus entière.

Le cas de Joyce est très instructif. M. Valéry Larbaud raconte que des fragments d'*Ulysse* ayant été publiés à New-York en 1919 et 1920, la Société américaine pour la répression du vice poursuivit la *Little Review*, où avait paru son œuvre. Il arriva, de son temps, nous rappelle l'auteur, à Walt Whitman, de voir son œuvre classée comme inconvenante et déclarée intransportable par l'Administration des postes des États-Unis. Joyce est un lettré, qui a beaucoup travaillé et beaucoup voyagé, et qui a fait ses études chez les Jésuites. M. Valéry Larbaud croit que la rudesse et la crudité avec lesquelles Joyce décrit les instincts les plus bas de la nature humaine lui viennent de son éducation, de l'habitude de traiter avec une froideur intrépide et même avec une totale absence de respect humain, tout ce qui concerne les faiblesses de la chair. Toujours est-il que rien ne l'arrête.

Les nouvelles rassemblées dans le volume intitulé *Gens de Dublin* racontent de petites intrigues amoureuses, mettent en scène des gens de position sociale douteuse, des confrères de Bubu de Montparnasse. Le *Portrait de l'artiste* a eu un succès de scandale, qui est justifié par la brutalité de certaines scènes. M. Valéry Larbaud explique et excuse l'artiste en assurant qu'il faut juger l'œuvre comme les Bestiaires mystiques, comme le livre de Kells et la statuaire des cathédrales où les figures symboliques et la figuration des péchés,

avec toutes les représentations obscènes, ne choquaient pas les chrétiens de ces siècles qui nous apparaissent comme des époques de grande ferveur religieuse. Joyce, ajoute-t-il, veut représenter l'homme moral, intellectuel et physiologique dans son intégrité, et c'est pourquoi il est obligé de faire entrer en ligne de compte les instincts, tous les instincts avec leur perversion et leurs déformations, tous les organes, toutes leurs fonctions. « Pas plus que les grands casuistes, il n'hésite à traiter ce sujet, et il le traite en anglais, de la même manière qu'il l'eût fait en latin sans aucun égard pour les conventions et les scrupules des laïcs. Son intention n'est pas sensuelle : il décrit, il représente simplement et dans son livre (il s'agit d'*Ulysse*) les manifestations de l'instinct ne tiennent ni plus ni moins de place, n'ont ni plus ni moins d'importance que la pitié par exemple ou la curiosité scientifique. »

Il n'en reste pas moins que cette étude détaillée et complaisante des instincts et de tout ce qui s'y rapporte est un grand changement dans la littérature. Durant des siècles, toute la culture antique et toute la culture classique, qui ni l'une ni l'autre n'étaient timides et qui toutes deux ont été franchement réalistes, ont jugé inutile d'insister sur les sens et la physiologie. Les écrivains n'ignoraient pas les passions; ils savaient même le rôle qu'elles pouvaient jouer. Pour ne citer qu'un exemple, *Phèdre* ne peut passer pour une conception timide. Mais les auteurs des âges passés ne croyaient pas nécessaire d'insister, ni d'analyser avec une précision médicale, ni même de croire à l'éminente dignité de ces causes, dont ils ne niaient pas la réalité. En leur faisant une part, ils croyaient faire assez. Cette manière de penser ne les empêchait pas de procéder à une étude de l'être humain qui passe pour assez profonde, ni en vérité d'avoir une psychologie qui passe pour exacte et à laquelle notre temps trouve encore de grands mérites.

Quand on voit cependant toute la littérature d'une époque, dans tous les pays, subir une évolution aussi accusée, et être soudain attirée par des problèmes jadis laissés à la philosophie ou à la médecine, on est bien obligé de croire qu'on se trouve en présence d'un phénomène qui a ses causes profondes. On est amené même à se demander s'il n'y a pas là une tendance qui provient de raisons générales touchant la conception de l'être humain. Les préoccupations que nous signalons n'ont en effet rien de commun avec le libertinage du XVIIIe siècle. Si elles sont devenues chez certains une mode, une forme de snobisme, sous prétexte de liberté d'esprit et de science,

il est visible qu'elles sont chez beaucoup sincères et qu'elles ont même quelque chose d'une obsession ou d'un tourment. Et c'est ce qui nous conduit à chercher quelle idée se fait cette jeune littérature de la personne humaine.

***

On peut tenter une explication. La jeune littérature ne croit plus à la personnalité; elle ne croit plus à ce qu'on nommait jadis, d'un beau mot, le caractère. De même qu'elle a renoncé à la composition, à la logique, à l'enchaînement des idées, elle a renoncé de même à cette armature intellectuelle qui donnait à chacun une existence individuelle, ayant une certaine consistance et une certaine unité. Comme le discours, comme la phrase, la personnalité se défait. Chaque être n'est qu'une collection de sensations. On ne dit plus : « Je pense, donc je suis. » Le moi est une série d'états qui se suivent et qui sont différents. Bien mieux : il n'y a pas de moi, il y a une suite de moi, qui n'ont pas forcément de rapport les uns avec les autres. Le meilleur et le pire, le beau et le laid, le prévu et l'imprévu se mélangent étrangement. Chaque être est à lui-même un inconnu, ou plusieurs inconnus, dominés par des forces obscures. La conscience nous sert à être le spectateur intéressé ou désenchanté de ce défilé d'étrangers, dont chacun est cependant durant un instant nous-même.

Il est naturel que dans cette conception les instincts prennent une grande place et paraissent même essentiels. Il est naturel que, au delà des instincts connus, on cherche les instincts obscurs, ceux qui ne se manifestent que par des velléités. Il est naturel qu'on fasse une part privilégiée à toute la vie animale, à la vie physiologique considérée non plus comme le mécanisme de la nature humaine, mais comme son inspiratrice principale, comme représentant la loi de sa destinée. Les conséquences sont illimitées. Tout devient possible, tout devient relatif. Ces idées généralement répandues sont au fond du théâtre de Pirandello (*Chacun sa vérité*). Elles sont à la base de toute la méthode des écrivains qui prétendent saisir, dans le changement incessant des choses, un moment que l'on peut fixer par des mots et par des images, et qui est déjà passé quand son expression littéraire est trouvée. Elles conduisent à une critique absolue de toutes nos conceptions intellectuelles ou sociales fondées sur des notions définies, et non mouvantes. L'un des critiques les plus acerbes de la société contemporaine, Carl Sternheim, écrit :

« Je proteste violemment contre cette erreur grossière et je déclare que la tentative criminelle de donner une valeur logique fixe aux conceptions relatives a étouffé de manière antinaturelle la conscience de l'Européen, dont la liberté était déjà, de manière naturelle, limitée par les jugements de la pensée pure. A côté du monde qui s'appuie sur les lois primordiales de la création, lois qui sont une fois pour toutes intangibles, réelles, nécessaires, il y a un monde en perpétuelle évolution qui dépend des circonstances extérieures, et qui varie, comme elles, à chaque instant. Ce monde contemporain, momentané, l'homme le perçoit et le conçoit de façon toujours nouvelle, en dehors de la raison pure, et par la seule force de la vision. »

En Amérique, on trouve chez un écrivain comme M. Dreiser et chez ceux qui ont subi son influence des réflexions toutes pareilles. Un fatalisme biologique emporte tous les personnages de roman. La volonté humaine est déclarée impuissante contre le tempérament, la force et les humeurs du sang; l'instinct et la raison paraissent inconciliables ; la morale de l'instinct et des sens est opposée à la morale sociale, et c'est par l'instinct que tous les individus sont le plus complètement et le plus dangereusement eux-mêmes. Aucun tempérament ne se transforme. Il n'y a pas de progrès en morale. Les lois biologiques sont en contradiction avec les lois. Le système social du temps présent, l'éthique, la politique, sont considérés comme biologiquement et chimiquement fausses. Et un hymne composé par l'écrivain américain contient ces mots : « La vie est plus grande que tout ce que nous connaissons. Elle est plus forte. Elle est plus sauvage, elle est plus horrible. Elle est plus belle, ne nous arrêtons pas à croire que nous avons trouvé une solution. Nous n'avons pas même encore trouvé un commencement. Nous ne savons pas. Grand Pan des Grecs, et vous, Isis des Égyptiens, sauvez-moi! Ces modernes sont des déments ! »

Il est plus étonnant de retrouver ces mêmes inquiétudes et ces mêmes penchants chez un Latin comme Mario Puccini. Il les a cependant. C'est ce qui résulte de son livre, qui a pour titre *Quatre-vingt-dix ans*. C'est ce qui résulte de l'étude de son traducteur, qui est familier de toutes ses œuvres. « Derrière les paroles, écrit M. Leluc, et derrière les gestes des personnages, Puccini atteint tout ce que la personnalité humaine enferme d'inconscient, d'indéterminé, d'irréductible, le moi profond. Tout est illuminé, depuis les actions importantes et raisonnées jusqu'aux actes impulsifs de la vie courante, par cette forte lumière de l'âme. L'éclairage vient ici du dedans et non

plus du dehors. Les personnages pucciniens ont une vie intérieure intense, surtout les plus simples, les moins cultivés, dont la pensée, mal dégagée des limbes de l'ignorance, n'est pas moins active... Les malades attirent ainsi l'attention de l'analyste impitoyable qui, fidèle aux méthodes de la science moderne, se complaît à étudier les faits de ces régions qu'on a appelées les frontières de la maladie. Le personnage puccinien n'échappe pas à sa destinée, mais cette destinée est écrite, dans ce moi intime que le moi pensant lui-même n'atteint pas, plus sûrement que dans les constellations où les astrologues prétendaient la lire. »

En vérité, c'est Dostoïevsky et ses successeurs, c'est l'incertitude, la fluidité mouvante de l'art russe qui domine toute cette jeune littérature. Assis comme au bord d'un fleuve, l'homme voit passer dans des barques fuyantes des personnages qui lui ressemblent, qui sont « lui », matérialisé dans des formes successives. L'écrivain, désormais penché sur le mouvement universel, en cherche en vain la loi. A force de parler des forces de la vie, il veut plonger dans la vie elle-même et chercher son système. Toute cette psychologie de l'instable doit aboutir à une métaphysique du changement. Elle nous vient d'Allemagne et voici qu'après bien des essais le comte H. de Keyserling enseigne à l'École de sagesse de Darmstadt l'art de chercher le secret des puissances magiques qui font bouillonner la vie.

***

Un dernier trait commun à toutes ces jeunes littératures. Elles sont tristes. On avouera qu'elles ont les meilleures raisons de l'être. Toutes les philosophies du changement sont d'ailleurs mélancoliques. L'effort des hommes, qui ont toujours su la fragilité de toutes choses, a été de chercher le durable, sinon l'éternel. Ils ont essayé de fixer un moment. C'est le mot de Lamartine : « O temps, suspends ton vol ! » C'est le mot de Gœthe : « Arrête-toi, instant, tu es si beau ! » Par une démarche contraire, toute la littérature constate l'instabilité de tout et bientôt le néant de tout.

On lira avec grand intérêt sur ce sujet l'étude que M. Régis Michaud a consacrée au roman américain de notre temps. Cette Amérique si ardente, si vaste, si somptueuse, si forte, cette Amérique qui a conquis le confort et la richesse, n'a pas réussi à donner le bonheur à ses fils. Nous les voyons se retourner contre elle, lui reprocher à la fois l'ascétisme puritain et la prospérité matérielle. Les jeunes écrivains déclarent leur civilisation en faillite. Leur pessimisme n'a

d'égal que le pessimisme des nôtres et de ceux d'Angleterre, ou d'Italie ou d'Allemagne. Ils ne voient partout qu'un fourmillement de néants. « Rêves dans le cœur des hommes, délires sans consistance auxquels se cramponne leur espoir. Rien, rien. » L'intelligence? Elle est une faculté qui permet à l'homme de jeter un coup d'œil dans le chaos des idées pour n'aboutir nulle part. Et cependant c'est tout ce qui reste quand on a fait le tour de toutes choses, et l'art paraît à la jeune école la meilleure consolation et le meilleur remède à tous les dangers du refoulement. Une civilisation matérielle, si prospère soit-elle, si elle est fondée sur trop de contraintes et de renoncements, ne suffit pas à rendre heureux, et c'est le cas de l'Amérique. Ailleurs le tourment vient de l'abus de l'analyse, de l'instabilité de l'existence moderne, de l'excès de spectacles et de mouvement. Partout, la méditation dernière des jeunes est la même, elle est désenchantée.

L'histoire a déjà vu de pareilles périodes. Après toutes les grandes secousses, causées par les guerres ou par les révolutions, l'humanité a été comme fatiguée d'elle-même. Elle perd confiance en son œuvre, qu'elle vient d'ailleurs de saccager, et elle hésite devant l'avenir. Ce qui fait la profondeur de la crise présente, c'est qu'elle est liée à un état de civilisation matérielle que les hommes n'ont jamais connu. Jamais ils n'ont été plus esclaves de leurs inventions mécaniques. Jamais ils n'ont eu de perspectives plus troublantes sur des conditions de vie économique, sociale et morale, qui ne ressemblent à rien de ce qui fut. Les découvertes de la science même, toutes les théories moléculaires ont atteint l'idée simpliste, mais confortable, d'un univers très réglé par les mathématiques et la physique. Il resterait aux hommes le secours du monde moral. Avec la foi, il ont perdu l'espérance. Avec la haute culture, ils ont perdu le secret de l'acceptation, la sagesse antique. Et c'est pourquoi, en 1927, le monde est triste : il a oublié ses vieilles lois qui l'aidaient à vivre.

André Chaumeix.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Dans l'histoire de la Société des nations, et même dans l'histoire tout court, la huitième Assemblée qui vient de terminer sa session apparaîtra comme très importante. Son ordre du jour n'était pas très chargé, mais une question préjudicielle et capitale occupait les esprits, celle même du rôle et de l'efficacité de l'institution de Genève pour l'organisation de la paix. Les détracteurs les plus résolus de la Société des nations ne peuvent, après huit ans, méconnaître que, si l'effort d'organisation dont elle est née aboutissait à un fiasco, il disparaîtrait de la terre une grande illusion peut-être, mais à coup sûr une grande espérance. Or, les illusions sont des faits, et c'est d'espérances que vit l'humanité, puisque les réalités fuient avec chaque heure et demeurent insaisissables.

La huitième session s'est ouverte sous cette impression de malaise qui, l'année dernière déjà, pesait sur l'Assemblée et qu'avaient aggravée certaines manifestations récentes, la démission de M. Henry de Jouvenel et surtout celle du vicomte Cecil. Nous avons eu ici, à diverses reprises, l'occasion de faire la critique des conceptions du noble héritier des Cecil que nous considérions comme prématurées et dangereuses; mais lord Robert avait, dans le milieu spécial de la Société des nations, surtout parmi les représentants des puissances de second rang, de fervents admirateurs qu'irritent les prudences et les réserves de sir Austen Chamberlain. A la commission préparatoire pour la réduction des armements et à la conférence navale tripartite, le vicomte Cecil a déploré, — c'est lui-même qui, dans sa lettre de démission, invoque ces deux griefs, — que ses instructions se fussent trouvées en contradiction avec ses opinions personnelles. Il était l'un des fondateurs et des premiers inspirateurs de la Société des nations ; il s'était montré, en 1924, partisan du protocole qui avait pour objet d'organiser la sécurité par

l'arbitrage ; il était donc en opposition avec le Foreign Office, qui redoute les engagements trop précis et rejette l'autorité automatique d'un tribunal arbitral pour tous les cas.

Importante dans l'évolution de la politique intérieure du parti conservateur, la démission du vicomte Cecil a contribué, à Genève, à inspirer les critiques passionnées des petites puissances contre l'aréopage des grandes. Dès l'origine, deux influences se sont trouvées en rivalité à la Société des nations, celle du Conseil où dominent les membres permanents, c'est-à-dire les grandes puissances, et celle de l'Assemblée qui constitue l'élément démocratique ou, si l'on veut, le suffrage universel, dans la Société. Cette « démocratie » reproche aux dirigeants du Conseil et du Secrétariat les ménagements qu'ils gardent à l'égard des puissants. Dès qu'un différend engage l'un des grands États, le Conseil évite d'intervenir. Il n'ose pas discuter résolument l'organisation de la paix par l'arbitrage de crainte de heurter les scrupules du gouvernement britannique. Tels sont les griefs. Mais certaines petites puissances oublient, dans leur zèle pour la paix, que les plus grandes ont des responsabilités dont elles-mêmes sont exemptes et que le jour où une intervention ou même une démonstration deviendrait nécessaire comme sanction d'une décision du Conseil, ce n'est ni la flotte du Nicaragua, ni l'armée du San-Salvador qui en seraient chargées. Voilà le fond du conflit.

L'esprit qui animait l'Assemblée se manifesta dès l'élection du Président. Au comte Mensdorf-Pouilly, distingué diplomate autrichien de l'ancienne école, fut préféré M. Guani, le sympathique représentant de l'Uruguay à Paris. La première attaque fut menée par M. Hambro, président de la Chambre des députés de Norvège, qui, avec une âpreté inusitée, se plaignit que les grandes puissances apportassent en séance publique des solutions arrêtées d'avance entre elles en de secrètes négociations. Puis M. Beelarts van Blokland, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, déposa, comme sanction à des critiques plus enveloppées, une proposition invitant la Société des nations à poursuivre les travaux préparatoires pour la limitation des armements sur la base des principes du protocole de 1924. La réapparition du protocole préparé en 1924 par le gouvernement français, déformé par le cabinet Ramsay MacDonald et finalement rejeté par le ministère Baldwin-Chamberlain, est le phénomène caractéristique de l'Assemblée de 1927.

En face de ce revenant, sir Austen Chamberlain s'est mis en

bataille d'autant plus énergiquement qu'il répondait du même coup aux critiques du vicomte Cecil. Avec une vigoureuse franchise et un haut sentiment de ses responsabilités vis à vis de la communauté des nations qui constituent l'Empire britannique, le chef du Foreign Office a déclaré n'accepter, pas plus aujourd'hui que naguère, les principes du protocole de 1924; il n'admet pas que l'arbitrage puisse devenir obligatoire entre l'Angleterre et l'un de ses dominions qui sont membres indépendants de la Société des nations en même temps que du *Commonwealth* des nations britanniques. A Locarno, il s'est engagé à garantir les frontières occidentales fixées à l'Allemagne par le traité de Versailles, mais il ne saurait aller plus loin : « On nous a engagés à donner pour tous les pays et pour toutes les frontières cette même garantie. C'est impossible. Notre force a beau être grande, elle deviendrait impuissante pour une pareille tâche. Il ne faut pas demander l'impossible, même pour la Société des nations. Je ne consentirais pas, par des promesses inconsidérées, à détruire cette vieille Ligue des nations que forme l'Empire britannique. »

Voilà le nœud de la difficulté. Sir Austen Chamberlain l'a exposée en toute loyauté. Les îles britanniques sont à la fois européennes et extra-européennes; elles constituent, avec leurs dominions, un organisme à part, *sui generis*, qui se suffit à lui-même, mais qui aspire à la direction économique et morale du monde de concert avec l'autre grande démocratie anglo-saxonne, celle des États-Unis. Au Canada, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à l'Afrique du Sud, le gouvernement impérial n'ose pas demander d'engagements trop précis ou trop étendus; n'est-il pas difficile déjà de faire admettre à des hommes qui habitent les antipodes que le Rhin est la frontière de leur sécurité? Mais il faut bien voir que, dans ces conditions, l'aménagement de la paix européenne devient impraticable; l'on est conduit à admettre la nécessité d'un double organisme de sécurité, l'un plus particulièrement européen et continental au moyen d'alliances et d'accords régionaux, l'autre plus général dont l'entente franco-britannique formerait le noyau.

Le retour, sinon au texte, du moins aux principes du protocole de 1924, c'est-à-dire à l'organisation de la sécurité par l'arbitrage obligatoire précédant et rendant possible une limitation des armements, est le vœu qu'a nettement exprimé la majorité de l'Assemblée. Il s'est traduit par la proposition hollandaise et surtout par celle que M. Sokal, représentant de la Pologne, a présentée sans

attendre l'acquiescement des grandes puissances; elle avait pour objet de « boucher les fissures » du pacte, par où la guerre pourrait se glisser, et de généraliser les accords de Locarno, afin de mettre hors la loi toute guerre d'agression. Cette proposition avait, comme toutes celles du même genre et comme le protocole de 1924 lui-même, l'inconvénient d'aboutir à définir l'agression et à désigner l'agresseur. L'initiative de M. Sokal a été appuyée par les États baltiques et par les puissances de la Petite-Entente; ainsi, géographiquement et moralement, la Pologne apparaît, au point de jonction des deux principaux groupements d'États de l'Europe centrale et orientale, dans une forte et solide position diplomatique et militaire; elle a prouvé, une fois de plus, à Genève, ses dispositions pacifiques, car les modifications que M. Sokal proposait d'apporter au pacte n'avaient pour objet que d'en renforcer l'efficacité comme instrument de paix.

Le discours de M. Politis, très balancé et nuancé, dont la conclusion fut : « Attendez », préparait les voies à la déclaration de sir Austen Chamberlain et au discours de M. Scialoja. Le premier délégué de l'Italie s'est en effet trouvé d'accord avec le secrétaire d'État britannique pour déclarer que le moment n'était pas venu de ressusciter le protocole et surtout d'apporter aucune modification au pacte de la Société des nations. Amour-propre paternel, M. Scialoja ayant été, en 1919, à l'hôtel Crillon, l'un des auteurs du pacte? Sentiment juste des réalités politiques qui échappent toujours aux trop rigides formules où les juristes prétendent les enfermer? On disait ausi, aux alentours de la salle de la Réformation, que le secret désir du gouvernement italien était de ne pas laisser trop hermétiquement « boucher les fissures » du pacte par où pourrait s'insinuer la guerre.

M. Stresemann a manœuvré très habilement. Sentant d'où soufflait le vent, il s'est empressé d'y tourner son aile, comme le meunier de Sans-Souci. L'Allemagne a besoin, pour sa politique, de l'appui des moyennes et des petites puissances; son ministre des Affaires étrangères a donc tenu le langage qu'il fallait pour gagner leur confiance. Il a protesté de son attachement aux accords de Locarno « qui peuvent jouer à l'ouest comme à l'est »; puis il a donné son adhésion à la clause dite facultative du statut de la Cour permanente de justice de La Haye. Cette adhésion sensationnelle au principe de l'arbitrage obligatoire a été saluée par les acclamations de tous ceux qui y voient le moyen d'empêcher à jamais les guerres; il s'agit, en

pratique, d'un geste platonique qui ne comporte aucun engagement immédiat, car la France est jusqu'à présent la seule grande puissance qui ait donné sa ratification et le nombre des ratifications nécessaires pour la mise en vigueur est fort loin d'être atteint. Les déclarations du ministre des Affaires étrangères du Reich, son empressement à concourir aux propositions les plus pacifiques, sa bonne volonté à rassurer la Pologne sans lui apporter aucune garantie positive, composent à M. Stresemann une physionomie à la mode de Genève fort réussie. Il est fâcheux que son visage, comme le Janus de la fable, soit double; l'année dernière, les propres paroles du ministre à la « soirée de bière » des journalistes, cette année, le discours du président Hindenburg, — dont nous parlerons tout à l'heure, — nous montrent M. Stresemann sous un autre aspect qui ne saurait décevoir que ceux qui oublieraient qu'il n'est toléré au pouvoir par les nationalistes qu'à la condition de servir leurs desseins. Nous ne prétendons nullement que M. Stresemann ne soit pas sincère quand il proclame que l'Allemagne entend collaborer à l'œuvre de paix et même s'en faire l'apôtre; nous rappelons seulement qu'il n'est pas libre et qu'il n'est donné à personne de prévoir en quel sens évolueront la politique intérieure et l'opinion publique de l'Allemagne.

A tous ces orateurs et à d'autres encore M. Briand eut l'art de répondre sans mécontenter aucun d'eux. A la réception des membres du Conseil par l'Association des journalistes accrédités auprès de la Société des nations, le grand virtuose a remporté un succès oratoire dont le retentissement durable n'est pas seulement l'effet d'une voix merveilleuse au service d'une pensée généreuse et délicatement nuancée. Aux pessimistes le ministre des Affaires étrangères de France apportait un acte de foi et de confiance; par une heureuse inspiration, qui répondait au sentiment de l'Assemblée, il a insisté sur le côté moral et même mystique des aspirations des peuples à la paix. Les travaux préparatoires que la commission pour la réduction des armements a entrepris dans le domaine juridique et technique seraient vains, si l'éducation de l'opinion publique internationale n'opère pas le désarmement moral. Aux exaltés M. Briand adressa un rappel à la prudence : « Vous n'avez pas le droit de faire des victimes par excès d'illusions ou d'espérances. » Et il rappelait que la Société des nations, par son statut fondamental, est complètement dépourvue de moyens de coercition, qu'elle n'a le droit que d'adresser des « recommandations » qui peuvent rester sans effet;

pour ne pas décevoir ceux qui ont foi en elle, elle a donc le devoir de rester modeste et de ne pas trop présumer de ses forces. La déclaration d'attachement de M. Briand, au nom du gouvernement français, au principe de l'arbitrage, au moment même où, dans l'affaire du *Lotus*, il vient d'en faire une décevante expérience, a été très appréciée. M. Poincaré a tenu à s'associer, par un télégramme de félicitations, à « l'acte de foi et de loyauté » que son ministre des Affaires étrangères apportait à Genève au nom de la France.

L'éloquence s'envole et le succès se dissipe; il reste toutefois du discours de M. Briand deux résultats. D'abord, devant cette opinion publique spéciale qui se forme à Genève dans l'Assemblée et autour de l'Assemblée, il a montré la France avec sa vraie physionomie, passionnément éprise de travail et de paix, mais résolue à organiser sérieusement sa sécurité et à ne pas se payer d'apparences. Ensuite, il a fait un acte politique; après les déclarations de sir Austen Chamberlain, il n'était pas possible à la France, sans compromettre sa bonne entente avec l'Angleterre, plus efficace pour le maintien de la paix que les plus savantes organisations juridiques, de se prononcer pour un retour au protocole de 1924, dont cependant elle ne pouvait renier les principes. M. Briand, s'il a, dans son discours, donné aux tendances démocratiques de l'assemblée de Genève les satisfactions verbales et morales qu'il pouvait lui offrir, n'a pas laissé se détendre les liens de solidarité avec l'Angleterre et l'a aidée à faire bonne figure dans une situation particulièrement délicate.

Aux élections pour le remplacement de trois membres sortants du Conseil, Belgique, San-Salvador, Tchécoslovaquie, les tendances « démocratiques » ont pris leur revanche et on ne peut que le regretter, puisque c'est la Belgique qui en a été victime. Par une disposition spéciale, qui avait surtout pour objet de donner satisfaction à la Belgique à qui l'on avait refusé un siège de membre permanent, il avait été décidé, l'année dernière, qu'un État pourrait être réélu exceptionnellement, s'il obtenait les deux tiers des voix. L'échec de la Belgique, dont la demande de rééligibilité n'a pu être votée faute de trois voix, n'est pas imputable à une manœuvre allemande, mais au sentiment égalitaire de la plupart des petites puissances, celles du nord de l'Europe en particulier, qui ambitionnent un siège au Conseil, et à leur désir de manifester leur indépendance à l'égard des grandes puissances. Le siège de San-Salvador revenait de droit à une république de l'Amérique latine et c'est Cuba qui l'a obtenu par 40 voix sur 44 votants. Le succès de la Finlande au siège laissé vacant par la

Tchécoslovaquie apparut dès l'abord assuré, malgré l'opposition de l'Allemagne inspirée par le désir d'être agréable au gouvernement soviétique. L'opiniâtreté de la lutte entre le Canada, la Grèce et le Portugal contribua à faire décider que la Belgique ne serait pas rééligible cette année ; pour le siège ainsi rendu vacant, le Portugal obtint 16 voix, la Grèce 23 et le Canada 26 ; la majorité absolue étant de 24, le Canada fut donc élu.

Si l'éviction de la Belgique est un déni de justice et un défi au bon sens, au moment où le Conseil est spécialement occupé de la limitation des armements, l'élection du Canada appelle surtout des commentaires sympathiques. Il n'est pas certain que la délégation britannique, qui n'a pu se dispenser de lui donner son vote, se soit réjouie de son élection ; l'entrée d'un dominion au Conseil crée un précédent dont l'Irlande pourra un jour se réclamer ; c'est, en outre, un acheminement vers la pleine indépendance : la délégation canadienne n'a pas caché que son gouvernement profiterait de la circonstance pour demander la transformation du Commissariat général du Canada à Paris en légation. En certains cas, l'influence britannique, déjà si prépondérante, se trouvera renforcée par la présence au Conseil d'un dominion ; mais il est possible aussi que, pour la discussion de certaines questions internationales, le point de vue du Canada ne soit pas conforme à celui de l'Angleterre ; il se peut aussi que les dominions choisissent comme porte-parole celui d'entre eux qui siège au Conseil plutôt que le représentant de la métropole. On peut espérer aussi que les dominions lointains se trouveront par là plus directement initiés aux grands intérêts européens et plus disposés à seconder l'Angleterre dans une politique comme celle qui a trouvé sa formule dans les accords de Locarno.

La troisième Commission s'est trouvée saisie de plusieurs propositions qui tendaient à évoquer devant elle l'ensemble du problème de la sécurité et du désarmement et à poursuivre l'œuvre commencée par la Commission préparatoire. Le comte Bernstorff s'appliqua, non sans adresse, à dissocier la question du désarmement de celle de la sécurité et réclama la réunion d'une conférence du désarmement sur la base des conditions actuelles de sécurité ; il rappelait la lettre de M. Clemenceau au comte Brockdorff-Rantzau du 16 juin 1919, pour en conclure que, si les puissances alliées avaient estimé que le désarmement de l'Allemagne leur permettrait ensuite de désarmer « en toute sécurité », cela signifiait bien que la sécurité s'obtenait par le désarmement. Il se référait enfin au préambule de la partie V

du traité de Versailles qui ne prévoit cependant que la « préparation d'une limitation générale des armements » et, se gardant bien de faire état des réductions spontanées opérées par certains pays, en particulier par la France, il ne craignit pas d'affirmer que l'Allemagne est plus exposée qu'aucun autre pays, puisqu'elle a opéré son désarmement au milieu d'États en armes, et que, dès lors qu'elle considère sa sécurité comme assurée, rien ne s'oppose à un désarmement général. A ces sophismes répond la proposition française de M. Paul-Boncour qui associe étroitement l'étude d'une organisation internationale de la sécurité à celle d'un plan de limitation et de réduction des armements. Après le vote par acclamation de la proposition polonaise interdisant toute guerre d'agression, la proposition française amendée fut adoptée par la 3e Commission. Ce texte recommande le développement de l'arbitrage par voie d'accords particuliers ou collectifs, affirme la volonté de faire aboutir les travaux de la Commission préparatoire qui devra créer un Comité chargé d'étudier « les mesures susceptibles de donner à tous les États les garanties d'arbitrage et de sécurité nécessaires pour leur permettre de fixer le niveau de leurs armements aux chiffres les plus bas ». Diverses mesures sont indiquées qui ont pour objet de promouvoir ou de renforcer la sécurité. Ainsi, dans l'ensemble, la thèse que la France a toujours défendue, à savoir que les réductions ou limitations d'armements doivent être proportionnées à la sécurité effectivement réalisée, l'emporte. L'esprit du protocole de 1924 anime les résolutions que l'Assemblée vient d'adopter, mais les inconvénients qui avaient arrêté les Anglais disparaissent. La manœuvre allemande, appuyée par la Suède et par la redoutable éloquence du comte Apponyi, reste inefficace. L'étrange espèce de parlementarisme diplomatique et international qui fleurit à l'Assemblée de Genève aboutit en définitive à des résolutions ou inoffensives ou utiles. Le bon sens finit presque toujours, — comme dans le litige roumano-hongrois, — par l'emporter. Les mouvements d'opinion qui se forment sur les bords du Léman se propagent à travers le monde ; « la paix a changé de visage, a dit, dans une heureuse formule, Mlle Hélène Vacaresco ; d'humble qu'elle était, elle est devenue agressive. Elle court à l'assaut du sentiment mondial. »

Si le maréchal Hindenburg, président du Reich, élu du suffrage universel, s'était proposé de détruire l'effet du langage correct et des habiles manœuvres de M. Stresemann à Genève, il n'aurait pu

imaginer un moyen plus efficace que le discours qu'il a prononcé à l'inauguration du monument commémoratif de la bataille de Tannenberg, en Prusse orientale. Un Président de République casqué, botté, éperonné, entouré de militaires, qui choisit l'heure où son ministre des Affaires étrangères manifeste son ardeur pacifique et son respect des engagements contractuels, pour proclamer l'innocence de l'Allemagne dans la guerre de 1914 et pour saper la base du traité de Versailles, voilà un spectacle qui contraste violemment avec l'idéologie juridique usitée à Genève et qui nous ramène aux réalités politiques. Foin des formules savamment balancées qui ne disent rien à force de vouloir tout dire ; le vieux soldat, le vieux hobereau prussien, parle net, et voici ce qu'il dit : « Nous repoussons l'accusation suivant laquelle l'Allemagne serait coupable d'avoir déchaîné la plus terrible des guerres. L'opinion unanime de toutes les classes du peuple allemand la repousse avec nous. Ce n'est pas l'envie, ce n'est pas la haine, ni l'esprit de conquête qui nous ont mis les armes à la main. Bien au contraire. La guerre n'a été pour nous qu'un suprême moyen de défense imposé à la nation, entourée d'ennemis, par la dure nécessité de maintenir son existence au prix des plus lourds sacrifices. Le cœur pur, nous sommes partis pour la défense de la patrie ; les mains pures, l'armée allemande a combattu. L'Allemagne est prête à en faire la preuve, quand on le voudra, devant des juges impartiaux. »

L'opinion publique, en Europe, s'imagina au premier abord que le maréchal Hindenburg avait, de sa propre initiative, parlant en soldat à des soldats, cru nécessaire de défendre, de blanchir ses compagnons d'armes, de réhabiliter la caste à laquelle il appartient comme Prussien et comme officier. M. Stresemann, disait-on à Genève, se sera trouvé singulièrement gêné à la lecture du discours du Président et aura maudit l'intempérance de langage du vétéran. Mais voici qu'un communiqué officiel détrompait ces jugements indulgents. Le chancelier Marx assistait à la cérémonie de Tannenberg ; le texte du discours avait été lu et approuvé en conseil des ministres ; M. Stresemann, par conséquent, n'en ignorait rien ; il en portait la responsabilité. Et voici que tout le drame de l'histoire allemande d'après guerre, tout le drame de la paix s'éclairait. En vérité, il s'agit bien des formules ingénieuses de Genève ! Elles ne sont qu'un trompe-l'œil, un paravent. Le véritable, le seul obstacle à la paix, c'est l'existence d'une oligarchie militaire, la même qui, sous la conduite des rois de Prusse, a conquis et prussianisé l'Alle-

magne. Au XVIIIe siècle s'est développé, en Europe occidentale, un peuple d'origine slavo-lithuanienne qui a formé un État militaire, dont la guerre, selon le mot fameux de Mirabeau, est « l'industrie nationale ». L'aristocratie militaire prussienne a discipliné le peuple allemand et l'a gouverné jusqu'à novembre 1918 ; la dynastie des Hohenzollern, appuyée sur l'armée, a donné au peuple allemand, au XIXe siècle, la victoire, la gloire et la prospérité et elle a brisé, par là, les résistances qui, dans l'Ouest surtout, retardèrent longtemps la prussianisation des populations germaniques. Vint le désastre, la faillite de « l'industrie nationale » ; le peuple allemand, déçu, en demanda compte à ses princes et les chassa. Mais l'aristocratie prussienne et la caste militaire n'ont pas renoncé à leur revanche, intérieure d'abord, extérieure ensuite ; elles ont fait alliance avec la bourgeoisie industrielle et M. Stresemann est précisément l'homme de cette alliance : de là ses deux visages, de là sa politique. Les révélations faites récemment par le *Menschheit* ont exaspéré le ministre en démasquant la politique allemande ; et il ne suffit pas, pour en infirmer la valeur, d'insulter, comme il l'a fait, les Allemands courageux qui les ont faites.

C'est à la lumière de l'histoire qu'il convient de lire la harangue du Président. Elle s'inspire des légendes héroïques dont on a farci l'âme allemande. L'épée de Siegfried, pour être victorieuse, doit être brandie par des mains pures. De cette innocence de l'Allemagne, si souvent proclamée, tout découle, depuis la revision des traités et le désarmement jusqu'au retour de la dynastie. De son refuge de Doorn, Guillaume II n'a pas manqué d'adresser ses félicitations à Hindenburg, auquel il a négligé de donner son titre de Président du Reich. Pour ces gens-là, la République allemande ne peut être qu'un leurre destiné à tromper les démocraties d'Europe et d'Amérique. Les journaux nationalistes exultent ; quant aux journaux démocrates et socialistes, ils déplorent la maladresse d'un langage qui fait tort à la diplomatie de M. Stresemann ; mais tous admettent comme vérité révélée l'innocence de l'Allemagne dans l'explosion de la guerre. Il serait facile aux orateurs ou aux publicistes du Centre catholique et de la gauche démocratique de se tirer d'affaire par une distinction entre le peuple allemand et ses chefs, car enfin, si le gouvernement impérial était innocent de la guerre, les Allemands auraient commis une vilenie à son égard en le chassant parce qu'il était vaincu. Tout se tient ; la question de la culpabilité est la clef de voûte de la paix ; car, si Hindenburg a raison, si les Alliés de 1914 méditaient

d'étouffer l'Allemagne, de quel front oseraient-ils demander des réparations, quand, en bonne justice, ils en devraient fournir? Car, si l'Allemagne est innocente, c'est donc que les Alliés sont coupables. Il est assez naturel que les Allemands désirent se décharger d'une telle responsabilité. Déjà, le 29 août 1925, le chancelier Marx a fait des déclarations analogues; elles sont un baume sur les plaies vives de l'orgueil germanique.

Mais cette tenace volonté de décharger à tout prix l'Allemagne de toute responsabilité aboutit à de telles monstruosités qu'elle rend impossible toute paix, toute entente, toute collaboration. Il est nécessaire que des voix autorisées s'élèvent, tant à Londres qu'à Paris, pour le dire avec la force et l'autorité qui conviennent. La méthode de M. Briand, qui semble ignorer toutes ces accusations, toutes ces affirmations tendancieuses, apparaît, à qui connaît le caractère allemand, décevante et dangereuse. Comment oublier ce que serait devenue l'Europe, si les Allemands avaient triomphé et si les suggestions de M. Stresemann pour la paix avaient été écoutées? La Belgique, la Lorraine, Calais et Dunkerque seraient allemands et, naturellement, il n'y aurait pas de Pologne; les oligarchies militaires prussienne et hongroise régenteraient l'Europe : et l'on entendrait les auteurs de la guerre de 1914 en revendiquer fièrement la responsabilité. N'est-ce pas un Allemand illustre qui a dit : « Bénie soit la main qui falsifia la dépêche d'Ems » ? Si l'Allemagne ne réussit pas à se déprussianiser, la paix, en Europe, restera précaire. Il est des Allemands qui le savent; il en est même qui le disent. Les amis sincères de la paix ne sont pas rares. Un sermon tel que celui que prononça à Notre-Dame de Genève, Mgr Kaas, député de Trèves, délégué à la Société des nations, l'un des hommes les plus en vue du Centre catholique, dénote une élévation de pensée et un amour éclairé de la paix. Mais la bonne route n'est pas celle des concessions au nationalisme allemand, c'est-à-dire, pour l'appeler de son vrai nom, à la caste militaire des hobereaux prussiens. Le récent congrès des catholiques allemands à Dortmund a produit, dans la presse nationaliste, une satisfaction qui n'est pas, à ce point de vue, de bon augure. Le *Times* qualifie le discours de Hindenburg de « décourageant ». Le mot peint la situation.

Ce n'est sans doute point par hasard que le discours de Tannenberg coïncide avec la venue joyeuse, triomphale, de l'American Legion en France, car le retour parmi nous, après dix ans, des anciens

combattants américains avec leur chef illustre, le général Pershing, est, par lui-même, un nouveau jugement de l'opinion et de l'histoire. La propagande de l'Allemagne et de ses amis a tenté, par tous les moyens, d'égarer l'opinion américaine en représentant la France comme assoiffée de domination et avide de nouveaux combats; et voici que les braves « boys » qui étaient venus en 1917 combattre pour la France, parce que la France, c'était le droit et l'idéal, sont revenus en 1927; ils ont vu notre peuple toujours en deuil de sa jeunesse fauchée, mais ardent au travail, unanime en son désir de paix, fidèle à ses engagements et à ses amitiés. Dans l'allégresse générale, les fauteurs de troubles n'ont même pas réussi à faire entendre une note discordante; ceux des « prolétaires » qui se sont laissés abuser par les politiciens s'aperçoivent qu'ils sont isolés et vont à l'encontre du sentiment national.

Quelles belles fêtes, sincèrement fraternelles! Et quel réconfortant spectacle que les francs et loyaux visages de ces milliers d'anciens combattants venus de tous les États de la grande Fédération américaine! Paris a vu, comme à l'inoubliable défilé du 14 juillet 1919, le maréchal Foch passer avec le général Pershing sous les voûtes de l'Arc de triomphe, à peine assez hautes pour tant de gloire; l'ossuaire de Douaumont, où sonnait pour la première fois la cloche destinée à pleurer les morts et à convier les vivants à se souvenir, a entendu les mots définitifs du général Pershing : « Une fois de plus, si l'ennemi revenait, votre bourdon de la victoire nous crierait : « Frères d'Amérique, aux armes! » Et nous répondrions : « Nous voici. » Ces paroles appartiennent à l'histoire; nous avons foi en elles, parce qu'elles ont été prononcées au nom du peuple américain; elles nous apparaissent comme une plus sûre garantie de paix que certaines formules trop diplomatiques. La guerre, si jamais elle reparaissait à nos frontières, ne se glisserait pas comme un voleur par quelque fissure du pacte de Genève; elle arriverait, portée par un grand souffle, dans le tumulte des passions et alors on verrait une fois de plus, pour la même cause, les peuples d'Amérique et de France vibrer à l'unisson.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

TROP DE REMÈDE EST UN POISON

PROVERBE

EN UN ACTE ET HUIT SCÈNES

PERSONNAGES

ARMAND CHAUVELIN, avocat, 55 ans.
JULES CHAUVELIN, son fils, 30 ans.
NAPOLÉON ANDRIANI, jardinier, 60 ans.
CLAUDIA ANDRIANI, sa femme, 50 ans.
JEAN-PIERRE, vagabond, 70 ans.
GENDARMES.

Un salon de villa en Provence. Par la fenêtre ouverte, on aperçoit des palmiers, des rosiers, une ligne de pins d'Alep, et, au fond, une fumée qui dénonce un incendie dans les bois.

SCÈNE I

M. CHAUVELIN, JULES

JULES.

Je vous apporte une bonne nouvelle, mon père. J'ai couru, pour vous l'annoncer plus vite. L'incendie du parc est arrêté. Le mistral est tombé d'abord, et puis, ce brave Andriani a très intelligemment pratiqué un contre-feu. Enfin le danger est conjuré, et, en tout cas, la villa sauvée. Le mieux serait que vous vinssiez vous rendre compte vous-même.

Copyright by Paul Bourget, 1927.

CHAUVELIN.

Je n'en ai pas le courage. Je n'ai même pas pu supporter d'être assis là, sur cette terrasse, à regarder la fumée et à me dire que de cette pinède où nous nous sommes tant promenés, ta mère et moi, il ne resterait plus qu'une lande déserte!... Et qu'en reste-t-il, en effet? Où s'est exactement arrêté l'incendie?

JULES.

Un peu en avant des grands rochers.

CHAUVELIN, allant vers un plan appendu sur le mur et marquant un point de son doigt.

En avant des grands rochers?... Ici... Au moins six hectares de perdus!

JULES.

On les replantera, mon père, et dans vingt ans...

CHAUVELIN.

Dans vingt ans, je n'y serai plus, et toi, quand tu voudras prendre un bain de campagne, tu iras en Touraine, dans le château de ta femme.

JULES.

Vous y viendrez avec nous, mon père. Ce paysage de la Loire avec ses îles, vous l'aimez bien tout de même.

CHAUVELIN.

Oui, mais comme un paysage, justement, tandis que cette pinède, je l'aimais comme une personne, comme une amie... Pense donc! Elle avait plus de cent ans, quand je l'ai achetée, et dans quelles circonstances, associée pour moi à quels souvenirs!... Qu'ils me sont présents, à cette minute, et quand cette fumée là-bas (Il montre de la main l'horizon) m'atteste que ce cadre d'un passé pour moi unique, est en train de disparaître à jamais! Je me vois encore, roulant avec ta mère dans cette victoria de louage, prise à Hyères. Ce voyage en Provence, c'était notre voyage de noces. Je la menais à Montrieux, visiter la Chartreuse, où le frère de Pétrarque, Gherardo, fut moine. Je m'entends faire le savant, avec une naïve vanité de jeune époux, et lui raconter tout ce que je venais d'apprendre sur ce

couvent, dans des pages exquises de mon camarade de collège, André Hallays, et j'entends le cocher, comme nous sortions du village de La Farlède, nous montrer de son fouet, en se retournant sur son siège, une église sur une hauteur : « Ça, monsieur et dame, c'est Solliès, où il y avait un temple du Soleil. » — « Il reste des ruines, » demandai-je. — « Non, monsieur, on a bâti l'église avec. » La curiosité prend ta maman : « Si nous y montions?... » dit-elle. — « Mais y a-t-il une route? » demandai-je encore au cocher. — « Pas fameuse, mais avec Mignonne... » C'était sa jument, une bête étique dont il nous avait célébré les qualités au départ : « Ce qu'elle en bouffe, des kilomètres ! » Et ta maman de rire de nouveau. « Essayons toujours, Armand. » Ah! comme elle était gaie, et que la vie était belle, par cet après-midi d'automne, dans cette guimbarde qui nous voiturait cahin-caha, par ce chemin que tu connais ! D'y repasser, ce matin, me mettait les larmes aux yeux.

JULES.

Vous n'êtes pas raisonnable, papa. Je sais combien la mémoire de maman vous est chère. Mais qu'a-t-elle de commun avec cet incendie?

CHAUVELIN.

C'est elle qui a voulu que nous l'eussions à nous, cette pinède. Nous arrivons devant l'église. Sur un des murs, elle avise une affiche qui portait : *Mes Délices. Bastide et Pinède, ayant appartenu au comte de Valbelle.* Nous avions lu ensemble, la veille, toujours dans le livre d'André Hallays, la romanesque légende, d'ailleurs fausse, qui veut que ce grand seigneur du XVIIIe siècle, le châtelain de Tourves, ait fait sculpter autour de son tombeau les statues des quatre femmes qu'il avait le plus aimées. Entre autres, celle de la Clairon, laquelle aurait été transportée, après la Révolution, à la Sainte-Baume, comme l'effigie de sainte Madeleine. Pourquoi *Mes Délices*? A cause de cette même Clairon et du château de ce nom où Voltaire donnait des fêtes en l'honneur de son actrice favorite. Cette autre fantaisie nous prend, l'église visitée, de pousser jusque-là. Nous trouvons un immense parc, entièrement entouré de murs, et ce bijou de petite maison, préservée pendant la Révolution par l'éloignement. Cette solitude, avec ces quinze hectares de grands

pins d'Alep, et cette vue, au loin, sur les montagnes des Maures, nous ravissent tous deux. Le lendemain, nous sonnons à la porte du notaire de Toulon chargé de la vente, et la « Folie Valbelle » devenait la « Folie Chauvelin », car ce n'était pas bien raisonnable, pour un jeune ménage dont le mari débutait au Palais, d'acheter cette oasis provençale, à deux cents lieues de Paris.

JULES.

Nous y avons été si heureux, mon père! Ne regrettez rien. Rappelez-vous cette idée qui nous est familière à tous deux, cette loi des compensations que les anciens incarnaient dans leur déesse Némésis. On paie une rançon pour tous les bonheurs. Cet incendie, c'est un des gestes de la Némésis.

CHAUVELIN.

Tu as peut-être raison. Mais dans ce cas, je serai, moi, la Némésis de cette Némésis-là. Puisque nous avons tant fait que de prendre le train sur la dépêche qui nous annonçait le désastre, il nous faut ne pas repartir avant d'avoir trouvé le coupable.

JULES.

A la bonne heure, mon père. Vous voilà dans la vérité maintenant, c'est-à-dire dans l'action. Oui, nous le trouverons, ce coupable. Un exemple est nécessaire. Les attentats de cette sorte se multiplient trop, dans ce département du Var, pour n'être pas prémédités. Ce n'est pas à des avocats, comme vous et moi, d'oublier qu'un certain article 434 du Code pénal condamne aux travaux forcés, à perpétuité, quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, même inhabités, ou à des forêts ne lui appartenant pas...

CHAUVELIN.

Voilà un procès qui me fera plaisir à suivre, et l'arrêt donc, s'il est ce qu'il doit être! Et il le sera. Ce n'est pas un bien joli sentiment que la joie de la vengeance, mais quand la vengeance est en même temps la justice... De savoir au bagne le brigand qui m'a brûlé mes beaux arbres ne me les rendra pas. Tout de même, ça me fera du bien. Pense donc à ce que je suis en train de perdre et qui s'en va en fumée, c'est le cas de le dire. (Il montre de nouveau l'horizon.) C'était un tel asile pour moi que

cette vieille maison, vraiment *mes Délices!* L'honnêteté de notre vie l'avait purifiée. Et mes flâneries dans ce parc, quel réconfort! Quand j'étais lassé du barreau, des dossiers, des plaidoiries, je courais à la gare de Lyon, tu te souviens. Douze heures de train. J'arrivais ici vers midi. J'y passais six jours, quatre jours, deux quelquefois et je rentrais à Paris reposé, rajeuni, renouvelé. Le fantôme de ta mère m'attendait sur ce seuil et dans ces allées. Il y a neuf ans qu'elle nous a quittés, mon pauvre Jules, et tu sais comme j'ai souffert, comme je souffre de mon veuvage. Ce coin de Provence était une de mes consolations. Je comptais m'y retirer, et, à présent !...

JULES.

A présent, vous penserez à rétablir les choses en état pour vos petits-enfants.

Vos arrière-neveux vous devront cet ombrage.

Mais voilà de nouveau ce brave Andriani qui saute de sa bicyclette aussi lestement que s'il n'avait pas soixante ans. Que vient-il nous annoncer?

SCÈNE II

LES MÊMES, ANDRIANI

CHAUVELIN, allant au-devant du jardinier.

L'incendie a repris?

ANDRIANI.

Oh! non, monsieur Chauvelin. Il est bien arrêté et le brigand aussi.

CHAUVELIN.

Quel brigand?

ANDRIANI.

Celui qui mettait le feu. On le tient. Moi, j'ai sauté sur ma machine pour vous l'apprendre. Les gens vous l'amènent.

CHAUVELIN.

Et qui est-ce? Quelqu'un du pays?... Non, n'est-ce pas?

ANDRIANI.

Si, monsieur Chauvelin : Jean-Pierre, le vagabond. Celui

que j'avais arrêté l'automne dernier, comme il avait sauté le mur pour vous prendre votre bois. Il m'a dit alors : « Ton patron veut m'empêcher de me chauffer l'hiver. Qu'il prenne garde. Je pourrais bien le chauffer, moi, cet été. »

CHAUVELIN.

Ce sont des mots, ça. Mais des faits, des faits? Pourquoi l'a-t-on arrêté?

ANDRIANI.

Parce qu'on l'a pris qui rôdait autour du coin qui brûlait, — et en se cachant. Je vous répète : il était à l'intérieur du mur. Il a entendu qu'on l'appelait. C'était Honorine, la fille à Marius Blanc, qui l'avait repéré. Il a voulu le ressauter, le mur. La petite a foncé sur lui, — ah ! elle est habile ! — juste à temps pour lui attraper le pied. Il est tombé. Honorine crie. Nous accourons. On le boucle, et on l'amène.

CHAUVELIN.

Cette fuite prouve qu'il avait peur d'être soupçonné, tout simplement, mais pas qu'il a mis le feu.

JULES.

Après ce qu'il avait dit à Andriani, tout de même.

CHAUVELIN.

Évidemment, il y a lieu de l'interroger. Mais j'ai peine à croire qu'il soit le coupable. Voilà vingt ans que je le rencontre sur les routes, et jamais sans lui donner quelque chose, dont il me remercie, avec des yeux sans malice.

ANDRIANI.

Il y a des gens, patron, qui sont comme les canes, aussi bêtes que méchants, et si vous les aviez vus, ses yeux, quand il a dit : « Je pourrais bien le chauffer, moi, cet été... » C'est égal, je suis bien content qu'Honorine l'ait attrapé par la patte. La pinède, monsieur Chauvelin, c'est ma chose encore plus qu'à vous, patron. J'y vis toute l'année. J'en connais tous les arbres, un par un, et un arbre, ça parle. Quand j'ai du chagrin, ceux-là me ravigotent. Et qui n'en a pas, du chagrin?... Mais les gens tardent à vous l'amener, le coquin. Je vais les presser... (Il sort.)

SCÈNE III

MONSIEUR CHAUVELIN, JULES

CHAUVELIN.

Ce brave Napoléon! Quand un Corse a du cœur, il en a beaucoup. Tu as compris de qui lui vient ce chagrin dont ses arbres le consolent ?

JULES.

De Pasquale, naturellement. Que lui a-t-il encore fait, ce mauvais fils ?

CHAUVELIN.

Voilà trois mois qu'il n'a pas écrit une ligne. Nous n'avons pu encore échanger, Napoléon et moi, que quelques mots qui n'eussent pas trait à l'incendie. Ç'a été sur ce silence. Les pauvres parents! Depuis trois ans, il n'est pas venu les voir une fois. Il gagne de l'argent comme ingénieur. L'idée de les prendre avec lui ne lui a jamais traversé la tête. Je dis la tête, car, pour le cœur, celui-là ! Il a vraiment pour devise la phrase cynique qu'écrivit un jour cet autre Corse, le plus grand de tous, l'homonyme de son excellent père : « Il ne me reste plus qu'à devenir solidement égoïste. » Et ce que ce garçon la réalise !

JULES.

Que voulez-vous, papa? Il rougit d'eux. Ce sont des paysans. Lui est un bourgeois. Il ne pense qu'à se marier richement. Je vous l'ai dit, un camarade commun m'a prononcé à propos de lui le nom de Mlle Métivier, la nièce du notaire. Ses vieux le gênent.

CHAUVELIN.

Il devrait pourtant se souvenir qu'il leur doit tout.

JULES.

A eux, mon père? Non. A vous.

CHAUVELIN.

A eux. Si ce fidèle Andriani n'avait pas été le serviteur qu'il est, probe, travailleur, dévoué, me serais-je intéressé à son enfant? Il était charmant, ce petit Pasquale, juste de ton âge.

Vous jouiez là, ensemble. (Il montre le jardin.) Tu sais comme j'aime la justice. C'est ma passion à moi. Je pensais en vous regardant : « Voilà deux garçons du même âge. L'un aura tout dans la vie, l'autre rien. » Il était intelligent. Le curé de Solliès, qui l'employait à servir sa messe, m'avait dit : « Si ce Pasqualino pouvait faire des études, il deviendrait quelqu'un. » Alors, j'ai eu l'idée de lui payer le lycée. La première année, il a eu tous les prix. Comment ne pas continuer? Tu connais mes idées. Pourquoi t'appelles-tu Jules? A cause de Michelet, par qui j'ai appris à aimer le peuple, à croire au progrès. Pour l'activer, ce progrès, pour que l'humanité avance plus vite, il faut que toutes les intelligences puissent se développer : donc, l'égalité dans l'éducation. Sur un point je n'ai pas échoué avec Pasquale, puisqu'il a passé par l'École des Mines et qu'il est ingénieur. Si tu lui demandais ce qu'il préfère : être ce qu'il est ou vivre comme son père, que croirais-tu qu'il répondrait?

JULES.

Qu'à aucun prix il ne voudrait revenir à la terre, j'en suis très sûr. En changeant de classe, il a contracté d'autres besoins, voilà tout. Mais est-il plus utile à la communauté? Permets-moi d'en douter. Et plus heureux? J'en doute davantage encore. La preuve, c'est l'espèce de gêne qu'il a toujours eue avec nous, en particulier avec moi.

CHAUVELIN.

Si je n'avais à lui reprocher que cela, je l'en estimerais plutôt. Nous pouvons encore lui être utiles, remarque. C'est de la fierté maladroite, mais de la fierté. Nous sommes les maîtres de ses parents. Nous l'avons connu petit domestique ici. Son amour-propre l'emporte sur son intérêt. Qu'il soit ingrat envers nous, je le lui pardonne. Envers son père et sa mère, ça c'est d'un mauvais cœur.

JULES.

Non, papa, mais d'un cœur blessé.

CHAUVELIN.

Blessé? Et par quoi?

JULES.

Par l'envie. Moi, par exemple, quand je me rappelle notre

enfance, je me rends compte qu'il m'a toujours jalousé. Je vois ses yeux en ce moment, quand nous débarquions de Paris, et qu'il regardait mes habits. Ce travail au collège dont tu parles, cette application passionnée, c'était de l'envie encore. Il était là, dans ce lycée de Toulon, assis sur les mêmes bancs que les fils des riches propriétaires de La Garde, de Solliès, de Belgentier, de Cuers, dont il connaissait les fortunes. Il voulait les primer, voilà tout, les humilier.

CHAUVELIN.

Tu es en train de faire le procès à l'émulation, le plus généreux de nos instincts.

JULES.

Quand il n'en est pas le plus brutal, je dirai le plus animal. A mesure que Pasquale avançait dans ses études, je l'ai trouvé de plus en plus aigri, voyant ses camarades par leurs vilains côtés, interprétant leurs moindres actions par de bas motifs, et toujours ironique à l'égard des sentiments simples sur lesquels repose l'ordre social. Il a fait son devoir à la guerre, j'en conviens.

CHAUVELIN.

Tu vois ?

JULES.

Mais avec quelle révolte intime, et si tu avais entendu ses propos défaitistes! Ensuite, quand il a postulé cette mission en Indochine, qui l'éloignait de France pour une grande année, je me rappelle lui avoir demandé : « Ça ne te fait rien de rester si longtemps sans embrasser ton père et ta mère? » — « Quel plaisir veux-tu que j'aie à les voir, m'a-t-il répondu. Nous n'avons rien à nous dire. » J'ai eu sur les lèvres un cri d'indignation : « Mais c'est monstrueux! » Et puis je me suis tû. J'ai compris là que les grossières façons des pauvres Andriani, les rusticités de leur aspect, celles de leur langage, lui étaient physiquement insupportables... Tenez. Nous parlions de son mariage. Si vraiment il a trouvé le moyen de tourner la tête à cette demoiselle Métivier, avec ses jolies façons à lui, son profil séduisant de demi-Italien, il n'a qu'une crainte, — a-t-il si tort? — que l'apparition de M. et Mme Andriani ne fasse scandale dans la famille où il veut entrer. Mais oui, a-t-il si tort? Quand nous avons observé, à un moment, son empressement auprès

de ma sœur, oui ou non, y avons-nous coupé court ? C'est même de là que date son parti pris évident de ne plus mettre les pieds aux *Délices*.

CHAUVELIN.

Alors, d'après toi, c'est moi qui ai eu tort, de lui faire donner cette éducation. Tu me l'avais laissé entendre quelquefois, jamais si nettement. Hé bien ! moi, je te réponds : non. En admettant que Pasquale Andriani ait les réactions que tu dénonces, c'est son mauvais cœur, j'y reviens, qu'il faut accuser, et pas les idées qui m'ont conduit. Car enfin, si l'on ne va pas chercher l'intelligence dans les classes que l'on qualifie d'inférieures, — un mot que je déteste, entre parenthèses, — dans quelle torpeur stagnerait cet ordre social dont tu parles et qui doit d'abord être un mouvement, une vie ? L'égalité dans l'éducation, c'est un ferment d'énergie donné à cette vie, un remède à cette torpeur.

JULES.

Il y a un vieux proverbe français qui trouve son application ici, papa : *Trop de remède est un poison*. Le développement de l'intelligence populaire est un bien, certes, à une condition : qu'elle soit maintenue dans le métier. Vivre, c'est bouger, soit, mais c'est d'abord durer. Or, quelle est la loi de la durée ? La continuité. Ce n'est pas dans un lycée qu'il fallait envoyer Pasquale. C'est dans une école d'horticulture, pour qu'il continuât son père, comme grand père, qui était avocat, vous a envoyé, vous, son fils et son héritier, dans une école de droit pour que vous le continuiez. Que fais-je d'autre moi-même, que de vous continuer ?... Mais je vous peine, mon père. Que voulez-vous ? Notre génération n'a plus la foi dans la mystique de la Révolution. Nos maîtres ne sont plus les Michelet et les Victor Hugo, ces lyriques. Ce sont des observateurs et des scientifiques, comme Balzac, comme Le Play, comme Gœthe qui disait : « Tout ce qui affranchit l'esprit de l'homme sans lui donner de l'empire sur lui-même est pernicieux. »

CHAUVELIN.

Tu me glaces, mon enfant ! Nous avons eu trop d'enthousiasme peut-être. Vous autres, vous en avez réellement trop peu. Et puis, pour en revenir au cas présent, l'estime où nous

tenons ce brave Andriani nous fait imiter son fils et regarder seulement aux vilains côtés de leurs relations. Il y en a d'autres, pourtant. Avec sa position d'ingénieur, ce vaniteux de Pasquale a tout de même plus de bien-être, des satisfactions intellectuelles plus intenses, une affirmation de sa personnalité plus satisfaisante que s'il était resté un salarié du sol. Pour ses parents, son éloignement et ses silences sont une tristesse sans doute, mais compensée, sois en sûr, par la sensation de savoir leur fils à un degré plus haut de l'échelle. Cette joie-là, crois-tu qu'ils ne m'en sont pas reconnaissants au fond de leur cœur? (On entend des cris.) Ce doit être Andriani qui nous amène notre incendiaire. Tu ne me reprocheras pas d'être trop généreux pour ce malfaiteur-là, je te le promets. (Il rit. Avoue d'ailleurs que nous sommes de drôles de gens, de discuter idées pendant que notre domaine est en train de brûler.

JULES.

C'est toute l'histoire de la bourgeoisie depuis 89. En attendant, le peuple agit. (Andriani entre dans la pièce, traînant par le collet Jean-Pierre en haillons.) Et quel peuple !...

SCÈNE IV

LES MÊMES, ANDRIANI, JEAN-PIERRE

ANDRIANI.

Le voilà, monsieur Chauvelin, ce *mascalzone* !... Qu'il explique donc ce qu'il faisait dans le parc, et pourquoi il se sauvait, après avoir encore sauté le mur.

JEAN-PIERRE.

Hé bien ! oui, j'avais sauté le mur, mais pas pour mettre le feu, — pour voir.

ANDRIANI.

Pour voir, quoi ? Si ça flamblait bien, pardi. Ah ! crapule !

JEAN-PIERRE.

Pour voir, je te répète, tout simplement. Quand il y a une bagarre dans la rue, et que tu entends le bruit, tu n'y cours pas ?

CHAUVELIN.

Mais le mur, Jean-Pierre? Répondez. Vous aviez le droit de sauter le mur?

JEAN-PIERRE.

Ça, non, monsieur Chauvelin. Mais ce n'est pas un crime. Et puis le mur, ce n'est pas une fois que je l'ai sauté, c'est cent, c'est mille. Tout petit, avant que vous ayez acheté les *Délices*, monsieur Chauvelin, ce que nous en avons ramassé des morilles, mes copains et moi, dans le parc, en le sautant, ce mur! Vous comprenez : l'habitude.

ANDRIANI.

Et l'habitude du feu? Tu ne l'as pas? Mais, monsieur Chauvelin, ces incendies qu'il y a eu, coup sur coup, dans la forêt du Don, à Sauvebonne, à Méounes, c'est une bande qui les a allumés, et il en est, monsieur Chauvelin, car enfin, qu'est-ce qu'il a dit l'hiver dernier, quand je l'ai pigé vous volant du bois. Je vous l'ai répété : « Je le chaufferai cet été. »

JEAN-PIERRE.

Mais je t'ai dit aussi : « J'aurai ta peau, Andriani », et tu l'as encore, ta sale peau... Ah! Si on faisait toujours ce qu'on dit. On parle, on parle, parce qu'on est en colère et qu'on a la bouche, et c'est tout. Et puis, monsieur Chauvelin, je le sais bien, je vous l'aurais demandé à vous, ce bois mort que je ramassais, vous m'auriez dit : ramasse. Ce n'est pas à vous que j'en voulais, c'est à lui. Vous, monsieur Chauvelin, je ne vous ai jamais rencontré, sans que vous me donniez un petit billet, un gros quelquefois. Et je vous aurais brûlé votre parc? Ah! malheur!

CHAUVELIN.

Vous avez tout de même sauté le mur pendant que le parc brûlait, Jean-Pierre. Si vous vouliez seulement voir l'incendie, vous n'aviez qu'à entrer par la porte avec ceux qui venaient pour l'éteindre, et, puisque vous prétendez m'être reconnaissant, vous les auriez aidés.

JULES.

Ne discutez donc pas avec lui, mon père. (Il a, d'un geste, coupé la parole à Jean-Pierre, qui voulait répondre.) Il s'expliquera avec les gendarmes.

ANDRIANI.

J'ai justement envoyé Honorine les chercher à Solliès-Pont. Elle court plus vite qu'un garçon, cette petite.

CHAUVELIN.

Hé bien ! Napoléon, charge-toi de garder Jean-Pierre jusqu'à ce que les gendarmes soient là. Ils l'interrogeront. (Andriani sort par une porte. Une autre s'ouvre.) Qu'est-ce qu'il y a encore? Ah! c'est Mme Andriani...

SCÈNE V

CHAUVELIN, JULES, MADAME ANDRIANI

MADAME ANDRIANI.

Je voudrais vous causer seul, monsieur Chauvelin, tout à fait seul.

CHAUVELIN.

Je suis à vous, ma bonne Claudia. Toi, Jules, va questionner encore Jean-Pierre.

JULES.

Il ne dira pas autre chose que ce qu'il a dit. C'est une affreuse canaille. J'y vais tout de même.

MADAME ANDRIANI (Elle l'arrête d'un geste).

Non, monsieur Jules, restez. Cela vaut mieux. A vous aussi, il faut que je cause.

(Un silence. Elle s'est laissée tomber sur une chaise et regarde devant elle, comme hallucinée.)

CHAUVELIN.

Remettez-vous, Claudia. Voyons. De quoi s'agit-il? De votre fils, j'en suis sûr. Il a quelque projet de mariage? Il vous a écrit?

MADAME ANDRIANI.

Non, monsieur Chauvelin, il s'agit de Jean-Pierre.

JULES.

Qu'est-ce qu'il a encore fait, Claudia? Qu'est-ce que vous savez?

MADAME ANDRIANI.

Ce que je sais, monsieur Jules? C'est qu'il n'a rien fait, lui,

rien, rien. Avant-hier, quand l'incendie a commencé, il était à Méounes. Je l'ai rencontré qui en revenait. Ce n'est pas lui qui a mis le feu, ce n'est pas lui.

CHAUVELIN.

Qu'est-ce que cela prouve? Méounes n'est pas loin. Allumer le feu ici, puis aller là-bas pour s'assurer un alibi, c'est très simple. Mais si ce n'est pas lui, qui est-ce? Vous avez l'air d'être si sûre, et si troublée.

(Elle ne répond pas.)

JULES.

C'est quelqu'un qu'elle connaît et qu'elle n'ose pas dénoncer.

(Elle continue à se taire.)

CHAUVELIN.

N'ayez pas peur, Claudia. Dans cet incendie, il peut n'y avoir pas eu malveillance, mais une maladresse. Ça arrive, une imprudence... Qui soupçonnez-vous? Voyons.

MADAME ANDRIANI.

Je ne soupçonne pas. Je sais.

CHAUVELIN.

Si vous savez, parlez. D'après vous, qui a mis le feu?

MADAME ANDRIANI, après un nouveau silence.

Moi.

CHAUVELIN.

Vous, Claudia!...

MADAME ANDRIANI, avec violence.

Oui, moi, moi, moi.

JULES, à mi-voix et tourné vers son père.

Papa, mais cette femme est folle.

MADAME ANDRIANI.

Non, monsieur Jules, je ne suis pas folle. Oui. C'est moi qui ai mis le feu (Elle montre la porte par où son mari a emmené Jean-Pierre), et je ne veux pas qu'il aille en prison, lui, à ma place. Je suis Corse et nous n'avons pas de ces lâchetés, nous autres

Corses. On ne le croirait pas, lui. Quand je vous ai parlé de Méounes tout de suite, ça l'a-t-il justifié pour vous? On ne le croit déjà pas, quand il dit qu'il a sauté le mur, pour voir. On le condamnerait, et ça, je ne le veux pas. Il a toujours été si gentil pour mon fils, quand je l'avais tout petit! Encore maintenant il ne me rencontre jamais sans me demander de ses nouvelles. L'autre semaine, il m'en parlait. Il me disait : « Tout serait mieux chez vous, madame Claudia, si Pasquale était resté jardinier comme son père... » Et il irait en prison à ma place? Non, non, non... Et puis (s'exaltant encore), ça m'étouffe depuis trois jours... Mais le reste aussi m'étouffe. (Elle s'avance, dans un geste de colère, vers Chauvelin.) Ça dure depuis trop longtemps. Il faut que ça éclate.

JULES.

Je vous répète qu'elle est folle, mon père. Ne l'écoutez plus. Allez-vous-en, et laissez-moi causer avec elle.

CHAUVELIN.

Non. Il faut que je l'écoute, surtout après notre conversation de tout à l'heure. Alors, Claudia, c'est vous qui avez mis le feu? Ce n'est pas possible que vous l'ayez mis exprès. Je vous le disais : ça se rencontre qu'un incendie s'allume par une imprudence. Ensuite, on se le reproche et on a tort. Que vous ne vouliez pas que l'on accuse ce pauvre diable de Jean-Pierre, c'est bien, c'est très bien. Ça ne m'étonne pas de vous. Mais calmez-vous et dites-nous comment la chose s'est passée, posément, gentiment. Vous voyez que je suis calme, moi, et que je ne vous gronde même pas.

MADAME ANDRIANI, toujours avec violence.

Non, monsieur Chauvelin, il n'y a pas eu d'imprudence. C'est bien exprès que j'ai mis le feu, exprès... A cause de vous...

CHAUVELIN.

A cause de moi?

MADAME ANDRIANI.

Oui, à cause de vous, pour me venger. Vous m'avez trop fait souffrir!

JULES.

Un maître qui a toujours été si bon pour vous, Claudia, et

pour les vôtres! Je vous défends, entendez-vous, de parler ainsi à mon père.

MADAME ANDRIANI.

Si, monsieur Jules, je lui parlerai, et à vous aussi. Je vous répète : ça dure depuis trop longtemps. Ah! Ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai pensé à lui brûler son parc et sa maison, parce que je sais qu'il les aime tant... Mais je n'osais pas me venger...

CHAUVELIN.

Vous venger, Claudia, et de quoi?

MADAME ANDRIANI.

De ce que vous m'avez pris mon fils! (Sur un geste de Chauvelin.) Je sais. Vous allez me dire que vous avez dépensé de l'argent pour lui, pour ses classes, qu'il vous doit sa position. Tout cela est vrai. Mais moi, sa mère? Il serait mort quand vous me l'avez envoyé au collège, je ne l'aurais pas perdu davantage, mais je me le rappellerais, comme il était alors, si câlin, si doux, m'embrassant, se serrant contre moi, me disant: Maman. Au lieu qu'aujourd'hui... (Elle éclate en sanglots.)

CHAUVELIN.

Aujourd'hui?... Ma pauvre Claudia, entre cet enfant et vous il n'y a qu'un malentendu. Que je l'ai répété de fois à votre mari!... Pasquale est paresseux. Il n'écrit pas. Il se plaît à Paris et il s'ennuie à la campagne. Son éducation n'a rien à voir avec des négligences qu'il faut lui pardonner. Ce sont des égoïsmes de jeune homme qui ne sait pas, qui ne se rend pas compte...

MADAME ANDRIANI, l'interrompant.

Si, monsieur Chauvelin, il se rend compte. Il est un bourgeois et nous sommes des ouvriers, voilà le vrai. Ça ne date pas d'à présent. Il n'était pas un jeune homme quand j'allais le voir au lycée de Toulon, au parloir. Il se tenait, tout gauche, tout replié; ses yeux regardaient les toilettes des mères de ses camarades, puis la mienne. Je le connais si bien! Il avait honte; et quand vous veniez ici, monsieur Jules, vous croyez que ça ne me crevait pas le cœur de le voir si triste?

JULES.

Si triste, et pourquoi?

MADAME ANDRIANI.

Parce que je ne pouvais pas lui acheter les hardes que vous donnait votre maman. Et il me le disait!... Je les lui cousais de mes mains, ses habits à lui. Il ne m'en a jamais dit merci avec son cœur, parce qu'il pensait à vos affaires, à vous. Ah! que je vous en ai voulu, monsieur Jules, à vous aussi! Que j'ai eu envie de vous les gâter vos belles frusques, de vous les déchirer! Ça m'est arrivé deux fois : pour un veston bleu, puis un gris qu'il avait admirés. Vous n'avez pas deviné. Quand je m'en suis confessée, M. le Curé m'a dit que ce n'était pas bien, qu'il fallait me repentir, surtout ne pas recommencer. Je n'ai pas recommencé, pas à cause de lui, à cause de votre dame, monsieur Chauvelin. J'ai senti qu'elle me comprenait, elle, un jour qu'elle est allée acheter à Toulon une bicyclette toute pareille à celle que M. Jules avait cette année-là, pour la donner à Pasquale. Elle l'avait vu tout farouche. Elle avait deviné qu'il était jaloux et que cela le séparait de nous. Rien que pour ce geste, si elle vivait, je n'aurais pas mis le feu. Mais vous autres!...

CHAUVELIN.

Mais, Claudia, nous avons tout fait, nous autres, comme vous dites, pour ne pas séparer Pasquale de vous. Quand il était à l'École des Mines, qui donc vous l'envoyait, à toutes les vacances?

MADAME ANDRIANI.

Ah! j'aime encore mieux qu'il ne vienne plus que de le voir arriver avec ce visage d'étranger. Rien que dans sa manière de s'asseoir à table, de couper sa viande, de tenir sa fourchette, son couteau, de boire, il y avait du mépris pour son père et pour moi, qui sommes des gens simples. Rien ne l'intéressait de nous, de nos idées, de nos sentiments. Après le dîner, tout de suite, il montait dans sa chambre. Jusqu'à onze heures, minuit, je voyais une raie de lumière sous la porte. Je pensais : il écrit à des gens que je ne connais pas, qui sont ses amis, qui ne seront jamais les nôtres. Voudrait-il seulement que nous les connaissions?

CHAUVELIN.

Pourquoi n'y entriez-vous pas, dans cette chambre, vous expliquer avec lui?

MADAME ANDRIANI.

On ne peut pas, monsieur Chauvelin. On ne peut pas. Une mère ne peut pas dire à son fils : « Tu as honte de moi », quand c'est vrai, et qu'elle le sait. Il y en avait d'autres mamans, dans le voisinage, qui me disaient, elles : « Êtes-vous heureuse, madame Claudia, d'avoir un fils si instruit! » Et leurs garçons à elles, étaient là qui savaient à peine lire, comme nous, mais qui ne les quittaient pas, qui les aidaient à travailler la terre. Ils suaient ensemble sous le soleil. Ils avaient froid ensemble par la gelée. Ce que je vous en voulais alors, monsieur Chauvelin!... J'ai tout de même eu un peu de consolation quand vous avez fait voyager votre demoiselle. Pasquale s'en occupait trop et vous l'aviez deviné. A ce moment-là et dans une heure de chagrin, il m'a, pour une fois, ouvert son cœur. Je le consolais. Il me disait : « Quand on a fait son devoir comme moi, sous Verdun, et que l'on a la croix de guerre, on est l'égal de tout le monde, pourtant! » Je lui disais : « Toi, oui, mais moi, c'est tout naturel que M. Chauvelin n'accepte pas que sa fille m'appelle sa mère. » Il me répondait : « Toi, maman, qui es si bonne! » Et il m'embrassait en pleurant. Pour ce mot-là, je vous ai dit merci. Ah! ça n'a pas duré, cette confiance, et alors j'ai recommencé à vous détester. Puisque vous n'en vouliez pas, de mon fils, il ne fallait pas me le prendre.

CHAUVELIN.

Mais si ma fille avait aimé Pasquale, je vous assure, Claudia, que je ne me serais pas opposé à ce mariage. Ce sont des idées que ce pauvre garçon s'était faites.

MADAME ANDRIANI.

Ne mentez donc pas, monsieur Chauvelin.

JULES.

Encore une fois, Claudia, je vous défends...

MADAME ANDRIANI, plus furieuse encore.

Dites donc, monsieur Jules, je ne suis plus à votre service.

Quand les gendarmes vont être là, vous allez me faire arrêter. Je serai une criminelle, une condamnée, mais je vous aurai servi tout le paquet. Je serai délivrée... Oui, monsieur Chauvelin. Voilà des jours et des jours que la vengeance me travaillait. La dernière semaine, quand un camarade de notre gars au lycée de Toulon a traversé Solliès, il est monté nous voir. Il nous a parlé d'un beau mariage dont il est question pour Pasquale, d'une famille riche, celle d'un notaire, où il entrerait. Naturellement, pas un mot ne nous est venu de lui là-dessus. Je l'ai vu en pensée, arrivant lui-même pour nous demander de ne pas assister à ce mariage. Alors, j'ai été trop malheureuse. J'ai eu faim et soif de me venger, comme on a faim d'un morceau de pain et soif d'un verre d'eau, à en crier. Il y a trois jours, j'étais à une extrémité du parc à nettoyer une allée. Quelqu'un avait sauté le mur comme Jean-Pierre et jeté son cigare allumé dans le fourré. Des brindilles sèches, des aiguilles de pin, des pommes, commençaient de flamber. Ce n'est pas une fois par été, c'est vingt, c'est cent que nous en avons éteint, de ces petits brasiers. Je marche vers ce tas, pour écraser ces brindilles, — et puis, je m'arrête. Le vent s'était levé. Les arbres criaient. La flamme bougeait, grandissait. Elle léchait l'écorce d'un des troncs voisins. Je la tenais, ma vengeance, et me voilà qui ramasse d'autres aiguilles, à poignées, d'autres écorces, d'autres branches mortes, des pommes de pin, pour la nourrir, cette flamme. Elle grandit de nouveau. Elle s'élargit. Elle monte. Un coup de mistral plus fort la propage encore. J'étais là sur un rocher, assise maintenant, le cœur crevé. Je vous voyais, monsieur Chauvelin, vous promenant dans ce bois, comme je vous ai vu si souvent, et heureux. Et j'entendais en moi comme un démon me dire : « Il ne s'y promènera plus... » Et je me levais, courant ici, courant là, ramassant d'autre bois pour en jeter encore, encore, toujours davantage. La résine craquait, le tronc voisin avait pris feu, puis un autre. Alors j'ai eu peur. J'ai couru pour prévenir Napoléon. Je l'ai trouvé à la maison qui avait ouvert le tiroir où nous gardons les lettres de Pasquale et qui pleurait. Je ne lui ai rien dit. Vous savez tout, maintenant. D'ailleurs, j'entends les chevaux des gendarmes... C'est fini, mais je suis vengée. (Elle se cache le visage dans les mains, les coudes sur les genoux, dans une attitude de passivité résignée.)

CHAUVELIN, à son fils Jules.

Jules, va m'appeler Andriani et Jean-Pierre. (Il l'accompagne jusqu'à la porte, et à mi-voix :) Ne reviens que dans cinq minutes et pas un mot à personne de ce qu'elle vient de nous dire. (Il montre Mme Andriani.) Pas un mot à personne, tu m'entends, à Andriani non plus, à lui surtout.

JULES.

J'ai compris, mon père. Vous voulez préparer ce brave homme.

CHAUVELIN.

Je veux être juste.

SCÈNE VI

CHAUVELIN, MADAME ANDRIANI

MADAME ANDRIANI, elle s'est levée.

Laissez-moi sortir, monsieur Chauvelin. Il faut que j'aille arranger mes affaires pour la prison.

CHAUVELIN.

Vous n'irez pas en prison, Claudia. Je ne porterai pas plainte.

MADAME ANDRIANI, le regardant.

C'est moi qui me dénoncerai aux gendarmes, alors. Je ne veux pas vous devoir ça.

CHAUVELIN.

Vous ne vous dénoncerez pas, Claudia. Vous ne ferez pas ce chagrin à votre pauvre mari. Il est déjà si malheureux! Et votre fils? Sa mère incendiaire et condamnée, c'est sa carrière brisée, son mariage impossible, s'il est vraiment à la veille de se fiancer. C'est à moi que vous en vouliez. Vous êtes vengée. Vous l'avez dit, et c'est vrai. En me brûlant ce bois que j'aimais tant, vous m'avez touché à un point sensible, et plus encore en m'apprenant le mal que je vous ai fait, sans le savoir. Allez, nous sommes quittes.

MADAME ANDRIANI.

Non, monsieur Chauvelin, je ne me tairai pas.

CHAUVELIN.

Vous vous tairez. (La porte s'ouvre.) Mais regardez-le donc, votre homme, et comme il est vieilli déjà. Parlez, et il en mourra.

SCÈNE VII

CHAUVELIN, JULES, ANDRIANI, JEAN-PIERRE, MADAME ANDRIANI, LES GENDARMES

ANDRIANI.

Ma femme! Qu'est-ce que tu fais ici, toi?

CHAUVELIN.

Cette brave Claudia vient d'apprendre que Jean-Pierre a été arrêté. Elle a couru pour me dire qu'elle l'a vu hier qui rentrait de Méounes, tranquillement. Si c'était lui, le coupable, il serait resté ici à surveiller l'incendie et à le nourrir. Et puis, elle m'a parlé de lui en des termes qui s'accordent trop avec mes propres impressions. Elle a fini de me convaincre. Il a sauté le mur, j'en ai la certitude maintenant, comme il le raconte, par une curiosité trop naturelle. (se tournant vers Jean-Pierre.) Vous pouvez vous en aller, Jean-Pierre, (au brigadier) et vous aussi, brigadier. Je ne porterai pas plainte. L'incendie a eu lieu dans mon bois. Grâce à la clôture, je suis seul lésé. J'ai réfléchi. Il y a une explication si simple : le dur soleil qu'il fait depuis une semaine, — c'est toi, Napoléon, qui me le disais ce matin, — des débris de bouteilles cassées que les ouvriers ont jetés dans le fourré, — ceux qui sont venus, il y a quinze jours, travailler aux rosiers. Les rayons de ce soleil ont traversé quelques morceaux de ce verre tombé sur un tas d'aiguilles sèches. Le verre a fait lentille et elles ont pris feu. (A son fils.) Tu te souviens, Jules, quand, tout petits, vous vous amusiez, toi et Pasquale, à faire flamber des feuilles de papier en posant sur elles, sous le soleil, le verre des lunettes que tu portais pour corriger ta myopie : « Surtout, vous disais-je, ne jouez pas à ce jeu dans le bois... » Avais-je raison ? (De nouveau au brigadier.) Mais il ne faut pas que vous vous soyez dérangés pour rien, mon ami, vous et votre homme. Claudia, préparez-leur de quoi prendre un peu de notre vin cuit, de celui d'il y a deux ans. Une merveille, brigadier. Vous

n'en aurez pas souvent goûté de meilleur. Vous boirez à ma santé, n'est-ce pas, et à celle de mon fils.

LE BRIGADIER.

Oui, monsieur Chauvelin.

CHAUVELIN.

Et à la complète extinction du feu.

LE BRIGADIER.

Oui, monsieur Chauvelin. On va surveiller ça. Mais (il regarde par la fenêtre), voyez comme la fumée décroît, et ce gros nuage du côté de Cuers. Nous aurons de la pluie avant ce soir. Ça finira tout. Encore merci, monsieur Chauvelin... (Il sort, suivi de son compagnon, tous deux avec le salut militaire.) Nous allons d'abord donner un coup d'œil là-bas. Nous reviendrons pour votre vin cuit après. Nous aurons plus de cœur à le savourer. Et encore merci.

CHAUVELIN.

Les braves gens! (A Jean-Pierre.) Attends là, Jean-Pierre, pour trinquer aussi avec eux. Ce sera plus agréable que s'ils te menaient au poste, hein! Seulement, promets-moi de ne plus jamais sauter le mur. Tu me gâtes mes tuiles d'abord, et puis tu vois ce que l'on risque.

JEAN-PIERRE.

Je vous le promets, monsieur Chauvelin... Et le bois mort?

CHAUVELIN.

Andriani te laissera en ramasser, pourvu que tu passes par la grande porte.

ANDRIANI.

Que diront les autres alors, monsieur Chauvelin?

CHAUVELIN.

Laisse les autres aussi en ramasser. Il n'y en aura que trop, à présent, du bois mort!

JEAN-PIERRE, sortant avec Andriani qui le fait passer devant, avec un geste de mécontentement.

Soyez tranquille, monsieur Chauvelin. On prendra juste

le nécessaire. Merci pour le bois, merci pour le vin cuit. Merci pour tout.

(Pendant cette scène, Claudia est restée muette. Elle n'est pas sortie avec les autres.)

JULES.

Hé bien! Et vous, Claudia, vous ne dites pas même merci à mon père.

CLAUDIA, après un moment de silence, et sortant à son tour.

Non, monsieur Jules. Je ne peux pas. Je ne peux pas.

SCÈNE VIII

CHAUVELIN, JULES

JULES.

C'est moi, mon père, qui veux vous dire merci de l'admirable exemple de générosité que vous venez de me donner. Comme je vous respecte! Comme je vous aime!.. Mais cette femme!... Ah! le monstre!

CHAUVELIN.

Non, Jules. C'est une femme du peuple, tout simplement, avec la sauvagerie d'une primitive. Mais c'est une mère... En l'écoutant, une lumière s'est faite en moi, tu sais, — une de ces évidences que l'on soupçonnait, que l'on ne voulait pas voir. C'est toi qui avais raison tout à l'heure. Tandis qu'elle me parlait, — on se dédouble dans ces moments-là, — tes phrases à toi me revenaient. Non, je n'ai pas bien agi avec leur fils. Tu parles de générosité. Je n'ai pas été généreux dans cette histoire de ce garçon. J'ai été un égoïste.

JULES.

Vous, égoïste! Mais ce n'est pas ce que j'ai dit, mon père. Une charité qui se trompe n'a rien de commun avec l'égoïsme.

CHAUVELIN.

Si, quand on satisfait ses idées sans s'inquiéter des conséquences, et c'est exactement ce que j'ai fait. S'intéresser à un enfant intelligent, lui faciliter le développement de son intel-

ligence, c'est une charité, mais à une condition, c'est que ce soit un geste réfléchi et non pas impulsif. Le mien n'a pas été réfléchi. Je devais faire de Pasquale Andriani un paysan supérieur, tu l'as dit, l'envoyer dans une école d'horticulture, le maintenir dans son milieu. J'en ai fait un petit bourgeois manqué. Pourquoi ? Va, — j'y vois trop clair à cette minute, — parce que j'ai eu l'orgueil de mes théories : école unique, égalité des points de départ pour tous les citoyens. Depuis que j'existe, j'ai toujours eu un sentiment si vif de ce qu'il y a de dur, de cruel dans l'irrémédiable distinction des classes. Certainement l'instruction est un remède à ce mal. Mais qu'il est juste le proverbe que tu me citais : « trop de remède est un poison » ! Qu'il m'a fait mal, le cri de haine de cette femme !

JULES.

Le mot que tu viens de prononcer la juge, papa. Un cri de douleur m'aurait touché, moi aussi, d'une douleur simple comme celle de son mari. Mais la haine ! C'est le signe d'une nature si basse. C'est d'elle que son fils tient sa vilenie. Jamais son éducation ne l'aurait détaché de ses parents, sans cette hérédité.

CHAUVELIN.

Je n'en suis que plus fautif d'avoir déchaîné les mauvais instincts de ces deux cœurs. (Un silence. Il va s'accouder à la fenêtre.) Le brigadier l'avait annoncé. La pluie commence à tomber. Ce reste de fumée sous un ciel bas, quel décor pour un adieu ! Et c'est un adieu, mon Jules, que je dis à cet endroit qui m'a été si cher. J'en partirai demain, pour n'y plus revenir qu'au moment du déménagement. Je vais mettre *Mes Délices* en vente. Tu me donneras bien un coin, pour achever d'y vieillir, dans ta Touraine que je m'apprendrai à aimer. Ici, je ne me supporterais pas, après cette scène. Je ferai à ces pauvres Andriani une rente, qui ne compensera pas ce que je leur ai pris et je ne reverrai plus cette malheureuse. Cela, je ne le supporterais pas davantage. Une agonie physique, c'est bien douloureux à regarder. Mais une agonie morale !... Le parc serait intact que de me retrouver dans cette maison, en face de cette femme, parmi ces meubles qui l'ont entendue crier cette souffrance dont je suis la cause (sur un geste de son fils), oui, j'en suis la cause... ça, c'est trop dur.

PAUL BOURGET.

L'ALLEMAGNE DE 1927

J'essaie de fixer ici à grands traits l'impression qu'après un séjour de trois mois je rapporte d'Allemagne. Les points d'où j'ai observé sont assez divers : Berlin, Hambourg, Dresde, Leipzig, Munich, Heidelberg, Francfort sur le Main. Diverses aussi les personnes à qui j'ai demandé de m'éclairer : hommes politiques et hommes d'affaires, fonctionnaires et journalistes, professeurs et étudiants. De tout ce que j'ai vu et entendu se dégage aujourd'hui pour moi une image de l'Allemagne, voisine par certains traits, et par quelques autres différente de celles que m'avaient offertes de précédents séjours. Cette image de l'Allemagne d'aujourd'hui, si imparfaite qu'elle soit, je ne crois pas inutile de l'exposer aux yeux de quelques Français.

Dans l'ordre social, un fait considérable : l'effondrement de l'ancienne bourgeoisie allemande. Le mark à zéro, l'abolition de la dette publique intérieure et l'introduction d'une monnaie nouvelle établie sur la base de l'or ont ruiné brutalement d'un seul coup la classe où se recrutaient les intellectuels, les fonctionnaires et les professions libérales. Cette injustice a été reconnue nécessaire au salut de la nation. La nation s'y est soumise, mais elle en a souffert et continue d'en souffrir. L'équilibre social s'en est trouvé rompu ; l'équilibre moral aussi : car ce qui sombrait avec la bourgeoisie, c'était une certaine tradition d'honneur, de devoir, d'idéalisme et de désintéressement qui joue dans la vie des peuples un rôle essentiel et que rien ne saurait remplacer.

L'EFFORT POUR RECONSTITUER UNE ÉLITE

L'opinion s'est émue de l'injustice et les partis politiques ont exploité cette émotion, en inscrivant dans leurs programmes des mesures propres à indemniser les rentiers. Mais l'opinion s'est encore davantage inquiétée des conséquences sociales de l'injustice ; et c'est à les prévenir, ou du moins à les atténuer, que tendent aujourd'hui de nombreuses initiatives publiques et privées. Quatre grandes organisations, subventionnées par le gouvernement du Reich et par ceux des États, s'efforcent de venir en aide aux travailleurs intellectuels et de renouer les fils de cette tradition spirituelle allemande, dont la bourgeoisie était gardienne : ce sont la *Notgemeinschaft der deutschen Wissenschaft* (Association de secours de la science allemande), le *Kaiser Wilhelm Institut für Fœrderung der Wissenschaften* (Institut empereur Guillaume pour l'avancement des sciences) ; la *Hilfe für Studenten* (Secours aux étudiants) et la *Hilfe für Künstler* (Secours aux artistes). Les ressources proviennent, en partie de l'État, en partie de la bienfaisance privée ; elles sont considérables. De leur côté, les grands *Konzern* industriels entretiennent largement des laboratoires et des instituts de recherches, multiplient les bourses d'études et de voyage, fondent des musées et des bibliothèques.

— Tenez pour certain, m'a dit le professeur Harnack, président du *Kaiser Wilhelm Institut*, qu'à l'heure actuelle, sur quatre étudiants allemands, il y en a un, peut-être deux, qui reçoivent de l'État ou des sociétés privées une aide efficace.

L'aide, malgré tout, n'étant pas suffisante, on a vu naître en Allemagne une nouvelle sorte d'étudiant, le *Werkstudent*, l'étudiant-ouvrier, qui, pendant le semestre, consacre chaque jour quelques heures à un travail rétribué et passe ses vacances à l'atelier ou à l'usine. Malgré les mesures prises en vue de faciliter l'accès des Universités aux fils d'ouvriers ou de paysans qui n'auraient point passé par les écoles secondaires, la jeunesse universitaire ne se recrute qu'exceptionnellement dans ces milieux nouveaux ; pour la plus grande part, elle provient encore aujourd'hui de l'ancienne classe bourgeoise. Mais la nécessité a contraint beaucoup de ces jeunes bourgeois au travail manuel. Ce contact avec les réalités de la vie et avec d'autres classes sociales produit, de l'aveu des professeurs, les effets les plus salutaires.

L'effort accompli en vue de reconstituer l'élite intellectuelle tend-il également à conserver ou à renouveler l'élite morale dont l'Allemagne a besoin ? Cette seconde préoccupation m'a semblé moins générale et moins pressante que la première : il est vrai que, dans une certaine mesure, elles sont liées l'une à l'autre. J'ai pu constater d'ailleurs, au moins par quelques exemples, que si la politique financière du gouvernement a ruiné la moyenne bourgeoisie allemande, elle n'a pu lui enlever ni le sentiment de sa dignité, ni la conscience du rôle social qu'elle doit remplir. Ses conditions matérielles d'existence sont celles du prolétariat ; mais elle ne veut à aucun prix être confondue avec lui. Pour peu qu'on rende à la bourgeoisie allemande une partie des moyens dont elle disposait naguère, elle reprendra bientôt sa fonction. On m'avait dit qu'avec la pauvreté, l'immoralité était entrée dans les familles bourgeoises. Cela s'est vu, mais ce n'est pas la règle, c'est l'exception. Le désordre moral qui s'affichait avec tant de cynisme en 1919 était plutôt le fait d'une catégorie de gens que la guerre avait brusquement enrichis ; je ne l'ai pas retrouvé en 1927. J'ai vu au contraire avec quel soin des bourgeois ruinés par l'inflation s'appliquaient à préserver leurs enfants de la déchéance intellectuelle et de la misère morale, et à les rendre capables, le jour venu, de reprendre dans la société allemande la place que leurs parents y avaient eux-mêmes occupée.

La poussée de désordre et d'anarchie qui s'était produite en Allemagne au lendemain de la défaite a été rapidement enrayée. Ce qui a duré un peu plus longtemps, c'est un certain matérialisme, conséquence de la rigueur des temps et des difficultés de la vie quotidienne. Toutefois, ainsi que me le faisait observer M. Thomas Mann, ce matérialisme était bien moins un système, une doctrine (*Weltanschauung*) qu'une nécessité pratique. Et c'est pourquoi, ajoutait le grand romancier, il s'est accordé si aisément avec un mysticisme où il entre à la fois du nationalisme, de l'amour de l'ordre et de la discipline, et peut-être aussi de la religion.

— La jeunesse bourgeoise d'aujourd'hui, concluait-il, est aussi amoureuse de la règle et du devoir, que nous étions, nous, à son âge, curieux d'anarchie ou de révolution.

Dans quelle mesure la religion, les Églises, ont-elles béné-

ficié de cette réaction ? Il est difficile de l'apprécier exactement. Le phénomène le plus apparent, c'est l'extraordinaire développement des petites sectes, des églises à côté. Et ces sectes ne se recrutent pas ici, comme en Amérique, parmi les désœuvrés et les *snobs*, mais beaucoup parmi les petites gens. Retour aux pratiques religieuses, plutôt que retour à la foi, m'ont dit quelques spécialistes. C'est possible. Si l'on prend l'exemple de la Prusse, les statistiques de 1925 révèlent, par rapport à celles de 1910, une légère diminution du pourcentage, en ce qui concerne les deux confessions principales, l'évangélique et la catholique, et une augmentation sensible des autres groupes, notamment du groupe *Sonstige* (divers), qui comprend sous une même rubrique les fidèles des petites sectes et les *Konfessionslosen* (sans religion). On attribue ces changements à la crise de désespoir et de révolte qui, au lendemain de la guerre, fit sortir des grandes Églises un certain nombre d'Allemands.

En revanche, j'ai trouvé partout la rivalité confessionnelle entre catholiques et protestants plus vive, plus passionnée même qu'avant la guerre. Je m'y attendais si peu que, me défiant de mon impression, j'ai cru devoir la soumettre à des jugements plus éclairés que le mien. Ces jugements l'ont en grande partie confirmée. « La question confessionnelle est aujourd'hui la seule qui nous divise profondément », m'a dit un grand journaliste de Berlin. Un membre du Reichstag ajoutait : « Il suffirait de quelques imprudences pour réveiller en Allemagne les vieilles passions religieuses et rallumer un *Kulturkampf*. » L'émotion soulevée et la violence des polémiques engagées autour des deux questions de l'École et du Concordat semblaient leur donner raison. A peu près au même moment, revenait sur l'eau le projet de constitution d'un grand parti protestant, d'un « Centre évangélique », et les plus grands journaux d'Allemagne en discutaient très sérieusement l'opportunité.

Ce mouvement s'explique, en quelque mesure, par une réaction du protestantisme allemand contre l'influence croissante que le Centre catholique exerce depuis huit ans sur la politique du Reich ; j'y reviendrai plus loin. Mais il est bien permis de l'attribuer aussi, pour une part, à la vivacité des sentiments religieux, et d'en conclure que la religion, en dépit de quelques apparences, tient encore aujourd'hui une place

très importante dans la vie spirituelle, sociale et politique de l'Allemagne.

J'inclinerais même à penser qu'elle y tient actuellement plus de place que la politique proprement dite, au sens où nous entendons ce mot. Pendant trois semaines, j'ai suivi à Berlin les débats du Reichstag ; des questions importantes étaient inscrites à l'ordre du jour, mais on ne s'en serait pas douté : pas plus d'animation dans la salle des séances que dans les couloirs, les tribunes du public à peu près vides. Dans les journaux, la place réservée aux débats parlementaires semble bien exiguë, si on la compare à celle qu'y tiennent chaque jour les questions d'économie et de finance. Faut-il en conclure que ce qu'on appelle chez nous la politique laisse la plupart des Allemands indifférents ? De divers côtés on m'assure qu'il n'en est rien. L'inaction apparente de l'Assemblée d'Empire est le résultat d'un système électoral défectueux ; mais on n'en travaille pas moins dans les commissions. Lors des dernières élections pour le Reichstag, les candidats ont remarqué un peu partout l'intérêt croissant du public, même populaire, pour les problèmes de pure politique. Deux hommes aussi différents que Théodore Wolff et Thomas Mann se sont trouvés d'accord pour m'affirmer, sur ce point, le progrès de l'esprit public en Allemagne.

Si ce progrès ne m'est point apparu, j'ai constaté partout les efforts qui tendent à le favoriser. A Hambourg, à Berlin, à Heidelberg, des Instituts et des Écoles de sciences politiques ont été créés ou rénovés. Dans les Universités, dans les Écoles normales et même dans les gymnases, on multiplie les conférences et les discussions sur des sujets de politique intérieure ou étrangère. On se préoccupe de la formation professionnelle des journalistes. On cherche à intéresser les paysans à la vie politique du pays, soit par des conférences, soit par des journaux hebdomadaires rédigés spécialement à cet effet. Enfin les principaux partis ont organisé, à l'usage de leur jeunesse, un enseignement postscolaire ou extrascolaire, où la politique tient une certaine place.

Esprit de parti, esprit national, les deux tendances ne se combattent point : elles se superposent et s'équilibrent dans l'éducation actuelle des jeunesses allemandes. Volonté, plutôt théorique jusqu'à présent, de rendre la culture accessible à

toutes les classes de la société et de réduire la distance qui séparait naguère les écoles techniques et les écoles normales des universités. Et, dominant tout le reste, souci de fondre et d'unifier par l'éducation tous les éléments dont sera faite l'Allemagne de demain. L'esprit qui anime les éducateurs diffère un peu suivant les degrés et les régions, mais bien moins qu'on ne pourrait s'y attendre. A la *Volksschule* (école primaire), qui est la même pour les enfants de toutes les classes sociales, c'est la tendance démocratique qui domine ; d'aucuns disent la tendance socialiste, mais je crois qu'ils exagèrent. Au gymnase, l'enseignement s'inspire d'un esprit nettement national, pour ne pas dire nationaliste. Quant à l'atmosphère des Universités, elle se ressent, bien entendu, d'une tradition, tantôt libérale, comme en Bade ou en Rhénanie, tantôt réactionnaire, comme à Breslau ou à Kœnigsberg; mais les traditions les plus opposées se rejoignent et se fondent en un nationalisme où communient avec la même ardeur, à peu d'exceptions près, professeurs et étudiants.

Comme je me montrais frappé de cette attitude, qui d'ailleurs se manifeste avec une entière franchise, on m'a fait observer qu'il n'y avait rien là dont j'eusse lieu de m'inquiéter, et que le nationalisme exaspéré des écoles était purement théorique... Mais nous savons qu'en Allemagne il n'y a jamais bien loin de la théorie à la pratique.

En résumé, la génération qui va sortir des écoles allemandes, qui demain sera l'Allemagne, se distingue par les caractères suivants : patriotisme ardent, amour de l'ordre et de la discipline, tendance plutôt conservatrice au point de vue moral et social.

LE PROGRÈS DE L'ESPRIT CONSERVATEUR EN POLITIQUE

La mentalité des générations nouvelles traduit assez fidèlement l'orientation générale de la politique allemande d'aujourd'hui. Si l'on se méprend quelquefois en France sur l'une et sur l'autre, c'est qu'on méconnaît ou qu'on oublie le caractère de la révolution dont le régime actuel est sorti.

La révolution allemande ne procédait ni d'un sentiment, ni d'une idée : elle était le résultat d'un ensemble de circonstances tout à fait indépendantes de la volonté nationale. La nation

subit le choc, le jugea fort rude, puis lentement, se ressaisit, un peu par instinct de conservation, plus encore grâce à l'impulsion de quelques hommes qui, ayant mesuré l'abîme où le mouvement révolutionnaire entraînait l'Allemagne vaincue et affaiblie, comprirent qu'il fallait, à tout prix, enrayer le mouvement. Or, l'obstacle contre lequel vint se briser la révolution, ce n'est pas l'aristocratie féodale et militaire, plutôt encline à s'allier provisoirement avec elle, ce n'est pas la bourgeoisie incertaine et divisée, ce n'est ni l'armée, ni la police, alors inexistantes; c'est la social-démocratie. La seule organisation demeurée intacte et capable de résistance, — celle des syndicats, — fit semblant de diriger la révolution, et l'étrangla. Ce que les masses populaires voyaient poindre au bout de leur révolution, c'était moins un idéal qu'une commodité; ce n'était pas plus de justice, mais plus de bien-être. On m'a assuré que, pendant quelques semaines, Ebert, dont le rôle fut alors décisif, avait envisagé le maintien du régime monarchique, appuyé sur la social-démocratie. Rien n'est plus vraisemblable, et rien aussi ne montre mieux sur quelle base purement opportuniste la république fut établie en Allemagne.

Une assemblée est élue. Contre les extrémistes de droite et de gauche, les partis de l'ordre font bloc. Le Centre pose ses conditions : pleine et entière liberté religieuse ; moyennant quoi, il reconnaît la république. L'alliance des catholiques et des social-démocrates, que symbolise la formation du cabinet Erzberger-Hermann Müller, est bientôt complétée par l'entrée des démocrates au gouvernement. Et c'est ce qu'on appelle la « dictature des modérés ». La Constitution de Weimar se ressent des conditions difficiles où elle fut élaborée et votée : on fait à l'esprit révolutionnaire quelques concessions, on réserve pour un avenir plus calme quelques graves questions, comme celle de l'école; mais on n'ébranle aucune des bases sur lesquelles reposait l'ancien Empire. Un projet de réforme administrative, tendant à transformer les États indépendants en provinces sans autonomie, est repoussé à une grande majorité.

La faiblesse de cette coalition modérée, c'est que chacun des trois partis qui la formaient nourrissait l'espoir de faire triompher sa doctrine particulière, et que ces doctrines, sur quelques points essentiels, étaient inconciliables. Le gouver-

nement d'Empire administra, sans gouverner. Les cabinets qui se succèdent se ressentent tous, plus ou moins, de l'absence d'une majorité homogène et stable; ils ne représentent guère que des dosages d'intérêts, des échanges de concessions. Cependant l'évolution se fait lentement vers la droite, rejetant dans l'opposition les socialistes et les démocrates et aboutissant à l'arrivée au pouvoir des Allemands-nationaux.

Si l'on examine la situation actuelle des partis dans l'Assemblée d'Empire, voici à peu près ce qu'on trouve. La grande fraction catholique est aujourd'hui plus que jamais le « Centre », le pivot autour duquel évoluent toutes combinaisons parlementaires. En partant du Centre, on trouve à gauche les démocrates, les socialistes et tout au bout les communistes; à droite, les populistes (*Deutsche Volkspartei*) et les Allemands-nationaux. Pour ne pas compliquer le tableau, on néglige ici les fractions moins importantes, telles que l'Union économique, le parti populaire bavarois, les socialistes-nationaux et les racistes.

L'intransigeance et la maladresse des communistes ont eu pour résultat d'incliner les social-démocrates un peu plus à droite. En causant avec quelques-uns de leurs chefs, à Berlin, j'ai été frappé de leur modération et de la largeur de leurs vues; je ne parle pas de leur patriotisme, qui m'était connu. Ils m'ont paru moins préoccupés de combattre les partis bourgeois que de tenir les communistes en respect. Un ancien ministre, à qui je demandais s'il ne redoutait pas pour l'Allemagne l'impuissance où la crise financière avait réduit la bourgeoisie, me répondit en souriant : « Non, car l'Allemagne aura bientôt une bourgeoisie de rechange : la social-démocratie. » Il n'exagérait qu'un peu. De même les démocrates m'ont semblé moins radicaux que les anciens *Freisinnige*, dont ils tiennent aujourd'hui la place.

A droite, les populistes siègent sur les bancs qu'occupaient naguère les nationaux-libéraux. Le nouveau parti diffère sensiblement de l'ancien : il est moins nombreux, son programme est plus indécis. Plutôt que les forces productives de la nation, agriculture et industrie, il représente le commerce et les affaires, ce qui lui assure certains moyens d'action et une valeur d'appoint qui n'est rien moins que négligeable. A la place des conservateurs de jadis sont les Allemands-nationaux. Faut-il

les situer plus à droite, ou plus à gauche que leurs prédécesseurs? J'ai entendu soutenir les deux opinions. Les uns m'ont fait observer que le parti allemand-national ne se recrutait pas seulement chez les grands propriétaires et leurs paysans, mais qu'il faisait des progrès parmi les fonctionnaires et les petits bourgeois : d'où la nécessité d'un programme plus large et moins réactionnaire. D'autres prétendent que, s'ils ont en effet ouvert leurs rangs à beaucoup de nouveaux venus, les anciens conservateurs n'en ont pas moins gardé la direction du parti et maintenu les principes essentiels de sa politique. La position prise par les Allemands-nationaux, soit dans la question des tarifs douaniers, soit dans celle de la réforme agraire, semble donner plutôt raison aux derniers. Pour ce qui est de la politique étrangère, après avoir âprement combattu les méthodes conciliantes de M. Stresemann, il ont accepté son programme en entrant dans le cabinet d'Empire, mais on ne peut pas prétendre que jusqu'ici ils en aient favorisé l'exécution. L'arrivée au pouvoir des *Deutschnationalen* a déterminé dans la politique intérieure et extérieure du Reich un changement notable, que tous les Allemands ont senti et que tous leurs journaux ont relevé, soit pour s'en inquiéter, soit pour s'en réjouir. Nulle part l'importance de ce changement ne fut mieux mise en lumière qu'au congrès du parti démocrate à Hambourg (21-24 avril). « Des hommes qui ne voulaient hier ni du plan Dawes, ni de Locarno, ni de Genève, sont appelés aujourd'hui à diriger une politique qui repose essentiellement sur les postulats par eux repoussés. Quand on veut que les plantes grandissent, on ne confie pas au bouc la garde du jardin. »

La nouvelle coalition, qui associe pour le gouvernement du Reich les Allemands-nationaux, les populistes et les catholiques, est due à l'initiative et aux manœuvres de ce dernier parti. Arbitre de la situation, le Centre avait le choix entre deux alliances : il a préféré celle de droite à celle de gauche. On a expliqué sa décision de plusieurs manières. Le rôle joué dans cette occasion par le nonce apostolique, Mgr Pacelli, n'est en Allemagne un secret pour personne. D'une part, il entrait dans les vues de ce prélat de favoriser la réunion du parti populaire bavarois (parti catholique) avec le Centre allemand : or les catholiques de Bavière reprochent à ceux de Prusse et de Rhénanie leur politique libérale et démocratique; de l'autre, le

nonce voyait dans l'alliance du Centre avec la droite un moyen, peut-être le seul moyen, de résoudre à l'avantage de Rome les deux questions de l'École et du Concordat. De fait, il semble certain que les Allemands-nationaux ont pris sur ces deux points vis-à-vis des catholiques quelques engagements, et qu'ils ont reçu d'eux en échange certaines assurances, touchant la politique douanière et la protection des produits agricoles.

L'alliance avec la droite n'était pas du goût de tous les catholiques. Elle rendait leur situation d'autant plus délicate qu'en Prusse ils participent au gouvernement à côté des démocrates et des socialistes. Des tiraillements se produisirent au sein du parti : M. Wirth, ancien chancelier de l'Empire, prit ouvertement position contre le nouveau cabinet; son discours de Koenigsberg souleva une tempête assez violente. On ne pouvait, sans inconvénient, exclure du parti un membre aussi éminent : on se borna à qualifier ses propos de regrettables. Mais M. Wirth n'est plus aujourd'hui qu'un isolé ; les grands journaux catholiques lui refusant tout accueil, il en est réduit à exposer ses idées dans le *Berliner Tageblatt*, organe démocrate et israélite. On peut donc tenir que le Centre lui-même, pivot du système parlementaire allemand, s'est plutôt déplacé vers la droite, et les récents changements survenus dans la direction de la *Germania* sont encore un indice de cette évolution.

Ainsi, considérée dans son ensemble, l'orientation présente des partis politiques en Allemagne semble marquer un recul des influences libérales et démocratiques qui avaient triomphé à Weimar, et un progrès des tendances conservatrices, si l'on donne à ce dernier mot son sens le plus large : défense des principes, des institutions et des traditions sur lesquelles repose l'organisation politique et sociale de l'Empire allemand.

LE SOUVENIR DES ANCIENNES DYNASTIES

Est-ce à dire que la nation allemande aspire à une restauration de la monarchie, et que cette tendance conservatrice soit une tendance régressive et réactionnaire ? Voilà une question dont les Français ne s'embarrasseraient guère, s'ils connaissaient mieux les Allemands. J'ai rappelé plus haut qu'en 1919 les chefs de la social-démocratie se seraient fort bien accommodés d'un Empire monarchique, appuyé sur l'organisation syndicale.

La vérité est, ce me semble, que la forme du gouvernement tient fort peu de place dans les préoccupations du peuple allemand, et que la distinction entre monarchie et république ne lui paraît pas essentielle. Dans l'Allemagne d'aujourd'hui, il n'y a pas, à proprement parler, une question de régime. L'expression *Deutsches Reich*, qui n'a point changé, symbolise assez bien cette continuité de l'Empire allemand, à travers quelques modifications constitutionnelles.

Cette continuité est d'autant plus remarquable que le changement de régime a suivi la défaite et coïncide avec une crise économique où l'Allemagne a failli sombrer. « Tout allait bien sous l'Empereur, tout va mal sous la République », l'argument se présentait de lui-même à l'esprit de tous les mécontents. L'Allemagne est sortie victorieuse de l'épreuve, et désormais l'argument n'est plus guère invoqué que par certaines catégories d'Allemands, peu nombreuses, qui vivaient pour ainsi dire de la monarchie : grands dignitaires, hobereaux, fonctionnaires de la Cour. Les officiers de l'ancienne armée ne peuvent même pas être compris en bloc dans cette opposition réactionnaire : beaucoup d'entre eux sont entrés dans les rangs de la *Schutzpolizei* prussienne, dont l'esprit est non seulement républicain, mais presque socialiste; l'Université, l'industrie et le commerce en ont recueilli beaucoup d'autres, et parmi ceux qui font de la politique, tous ne sont pas inscrits aux partis de droite.

Le prince de Bülow me disait un jour à Rome, quelques années après sa retraite : « N'oubliez pas que la social-démocratie allemande est constituée exactement sur le modèle et selon l'esprit de l'armée prussienne. » Je me rappelais ce propos, tandis que, dans son cabinet du ministère de l'Intérieur, M. Abegg, secrétaire d'État prussien, fondateur de la *Schupo*, m'expliquait l'organisation de cette police républicaine, dont on ne sait trop si elle tient le gouvernement du Reich sous sa protection ou sous son contrôle.

En Prusse, du fait d'un gouvernement très avancé, le corps des fonctionnaires a subi des remaniements profonds et radicaux : le remplacement systématique des anciens *Landraete* (préfets et sous-préfets), issus de la noblesse provinciale, par des social-démocrates inexpérimentés, a même provoqué, dans certaines régions, le mécontentement de la petite bourgeoisie. Mais ce qui n'a pas changé, c'est l'*esprit* du corps ; les nouveaux

venus s'en imprègnent comme malgré eux, tant est vivace et impérieuse la tradition de l'administration prussienne. Toutefois, il y a deux classes de fonctionnaires auxquelles on n'a presque pas touché : les professeurs et les magistrats. Un homme politique de gauche m'a dit : « La République française avait *épuré* sa magistrature : c'est un exemple que nous n'avons pas pu suivre; en fait, comme en droit, nos magistrats sont inamovibles. On ne procède ici que par extinction. »

Quand on sort de la Prusse, la question prend un aspect un peu différent. Les chefs de la dynastie Hohenzollern, l'ex-empereur et l'ex-héritier présomptif, semblent avoir perdu pour jamais, par leur honteuse conduite, l'estime et l'amour du peuple prussien. Aux faits et gestes du Kronprinz nul ne prête la moindre attention. Quant à l'ancien empereur-roi de Prusse, le plus mauvais service qu'on pourrait lui rendre serait sans doute de l'autoriser à revenir en Allemagne : le peu de prestige qu'il a pu conserver dans l'éloignement de l'exil, il le perdrait en repassant la frontière. Il ne semble d'ailleurs avoir aucune envie de tenter l'aventure. La déchéance de ces deux hommes s'étend-elle à toute leur maison? On peut en douter. Les autres princes prussiens ne sont pas impopulaires, et, dans les milieux universitaires, on n'a garde d'oublier et de laisser oublier que cette famille a fait la grandeur de la Prusse et l'unité de l'Allemagne. Toutefois, l'indignité de ses chefs actuels jette provisoirement une ombre maussade sur l'histoire glorieuse des grands ancêtres.

Mais les dynasties, qui régnaient dans les autres États de l'Allemagne, ne sont pas tombées dans le discrédit dont fut atteinte la famille impériale. La révolution les a balayées, sans leur ôter l'affection de leurs peuples. On l'a bien vu lors du *referendum* sur l'expropriation des biens appartenant aux maisons souveraines. La majorité se prononça en faveur de l'attribution d'une juste indemnité; et l'on vit ces Allemands, que l'inflation et l'introduction du *Reichsmark* avaient injustement dépouillés de leurs avoirs, reconnaître à leurs princes un droit qu'on leur refusait à eux-mêmes.

En Saxe, en Würtemberg, en Bade, en Bavière, on ne rencontre aucune hostilité contre les anciens souverains : ce qui domine, c'est partout le respect, souvent la reconnaissance, et parfois le fidèle attachement. Dans les derniers jours de mai,

j'ai vu partir de Dresde un train spécial, emportant sept cents délégués du *Saechsischer Militaervereins Bund* avec les drapeaux de leurs corps. Ils allaient vers Breslau, au petit château de Sibyllenort, où s'est retiré Frédéric-Auguste, ex-roi de Saxe, pour célébrer avec lui ses soixante-deux ans et son jubilé d'officier : tous les journaux de Dresde et de Leipzig consacrèrent aux cérémonies de cet anniversaire quelques lignes émues ou sympathiques. Le prince Ruprecht de Bavière n'a pas quitté Munich : il vit dans son palais, entouré du respect et de l'affection de ses anciens sujets. Les membres du gouvernement, — sauf un, qui professe des opinions républicaines, — assistent à ses réceptions. Le hasard me l'a fait rencontrer au vernissage d'une exposition de peinture; tous les assistants se rangeaient pour lui faire place et s'inclinaient respectueusement devant lui : manifestation discrète, mais édifiante.

— Nous ne pouvons pas oublier, me disait un professeur de l'Université de Munich, que pendant sept siècles la maison de Wittelsbach a constamment associé sa fortune à celle de la Bavière et que ces gens-là ne nous ont jamais fait que du bien. Si ce n'était par égard pour le Reich et par crainte de complications dangereuses, 65 pour 100 des Bavarois demanderaient tout de suite le rétablissement de leur monarchie ; 15 pour 100 y sont résolument opposés; les autres se désintéressent de la question.

LE REICH ET LES ÉTATS

On peut admettre pourtant que ces sentiments, ou le regret du régime monarchique entre beaucoup moins que l'attachement loyal à la dynastie, iront s'affaiblissant, à mesure que se feront plus rares les anciens courtisans, les anciens fonctionnaires, derniers témoins d'un âge disparu. Ce qui durera peut-être davantage, c'est le mécontentement et le malaise causés par la déchéance des anciennes capitales, tombées au rang de simples villes de province. Au lendemain de la révolution, on avait pu croire que le particularisme ne survivrait guère à la chute des dynasties. Dans la pensée de Preuss, d'Erzberger et des autres promoteurs de la constitution nouvelle, les États fédérés de l'ancien Empire devaient être réduits ou découpés en provinces et perdre leur autonomie pour se fondre dans l'unité

puissante du Reich. Ce projet rencontra à Weimar les plus vives résistances. Tout ce qu'Erzberger put obtenir, en invoquant des raisons d'économie, c'est l'unification de quelques grands services, chemins de fer, postes, perception des impôts. On n'alla pas plus loin.

Les hommes de Weimar faisaient sans doute trop bon marché des traditions historiques de l'Allemagne. Ils oubliaient que l'unité allemande est un fait relativement nouveau, et que, même après la constitution de cette unité, la réalité politique et administrative ce n'était pas l'Empire allemand, le *Bundesstaat*, c'étaient les États fédérés et indépendants. Aujourd'hui encore, pour beaucoup d'Allemands, le Reich est une abstraction, une création logique et artificielle : les êtres réels, vivants, ce sont les États. Avant d'être citoyen du Reich, un Allemand est Saxon, Bavarois ou Prussien. Les plus petits États sont les plus acharnés à défendre leur indépendance ; c'est en vain qu'on a tenté de les incorporer à des États voisins plus importants. L'État de Lippe a 45 000 habitants, la population d'une petite ville : le plébiscite qu'on y a fait récemment a décidé, par un vote presque unanime, le maintien de l'autonomie.

En retrouvant à Berlin, à Hambourg, à Dresde ou ailleurs les hommes politiques que j'avais rencontrés il y a huit ans à Weimar, j'ai pu constater que plusieurs d'entre eux, qui étaient partisans de l'État unitaire en 1919, sont revenus aujourd'hui à la thèse fédéraliste. Ils ont compris, un peu tard, qu'unitarisme était à peu près synonyme d'hégémonie prussienne et de prussification de l'Allemagne. Contre le danger de cette hégémonie, on avait pris à Weimar certaines précautions qu'on jugeait alors suffisantes. Aux termes de la constitution, aucun État ne peut avoir au *Reichsrat* plus des deux cinquièmes du nombre total de l'Assemblée : ainsi la Prusse, avec ses 40 millions d'habitants, n'est représentée que par 26 députés. Bien plus, de ces 26 députés, 13 seulement sont nommés par le gouvernement prussien ; les 13 autres sont désignés par les conseils provinciaux (*Provinzialverwaltungen*), et l'on a vu parfois ces deux groupes voter l'un contre l'autre. C'est précisément ce que voulaient les unitaristes. Ils escomptaient enfin la diminution de prestige et d'influence qu'entraînerait pour la Prusse la suppression de l'*union personnelle* :

le roi de Prusse était empereur allemand; la monarchie une fois abolie en Prusse et en Allemagne, l'hégémonie prussienne perdait sa principale raison d'être.

L'événement a démenti ces calculs. Depuis Weimar, le mouvement unitariste a connu des hauts et des bas; mais le rôle joué par la Prusse et par Berlin dans le Reich est devenu de plus en plus important. Les raisons de ce progrès sont nombreuses. D'abord, on aura beau faire, on n'empêchera pas que la Prusse ne comprenne à elle seule plus de la moitié du territoire de l'Allemagne et environ les deux tiers de sa population et de sa richesse. Et l'on n'empêchera pas non plus que l'État prussien, — création artificielle, amalgame d'éléments disparates, mais centre d'attraction et noyau de l'unité allemande, — ne continue à remplir sa fonction historique, qui est de fondre en un tout puissant et fortement organisé les éléments de l'Ouest avec ceux de l'Est, en dépit de toutes les différences de race, de culture et de religion.

De plus, il était fatal que l'unification de quelques grands services administratifs, chemins de fer, postes, finances, valût à Berlin une importance effective supérieure à celle qu'il avait sous l'ancien Empire. Berlin est aujourd'hui le siège d'un « gouvernement du Reich », d'une administration centrale à peu près complète, qui n'existaient point sous l'ancien régime : à ce point de vue, il a gagné tout ce qu'ont perdu les anciennes capitales, où les grands offices politiques, administratifs et financiers ont été supprimés, réduits, ou bien fonctionnent à vide. Avant la révolution, l'Allemagne comptait au moins une douzaine de grandes villes, capitales et résidences, offrant à un homme politique, à un homme d'étude, à un fonctionnaire toutes les ressources qu'il pouvait souhaiter pour le développement de sa carrière, la satisfaction de ses goûts, l'éducation de ses enfants. Beaucoup d'hommes très distingués aimaient mieux occuper une situation importante dans leur petite patrie, qu'aller se perdre dans la capitale de l'Empire. Beaucoup même, d'origine berlinoise, venaient se fixer dans l'État de leur choix et ne se souciaient pas de revenir à Berlin. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Après la chute des dynasties, la suppression des Cours, la réduction de l'armée et des garnisons, les capitales des États moyens n'ont plus ce qu'il faut pour retenir les grandes capacités et les grandes ambitions : tout cela

afflue vers le centre unique. Berlin désormais attire à soi toutes les forces matérielles et spirituelles de l'Allemagne ; il est devenu, non seulement le foyer de la politique, mais celui des affaires, de la vie scientifique et artistique, dépouillant, vidant à son profit les anciennes capitales ruinées et déchues.

De nombreux Allemands comprennent néanmoins que Berlin n'est pas le vrai centre de l'Allemagne, que cette ville est excentrique, et que l'air qu'on y respire est trop *borussien*, trop oriental. Ils déplorent que le gouvernement du Reich, les hauts fonctionnaires, les grands journalistes, ceux qui mènent les affaires et ceux qui dirigent l'opinion, bornant à Berlin leur horizon, ne tiennent aucun compte de l'état d'esprit qui règne dans l'Allemagne du Sud et dans celle de l'Ouest. L'afflux croissant des étudiants de toutes régions vers l'Université pléthorique de la capitale leur semble un autre danger. Mais que faire? L'idée de créer une deuxième capitale d'Empire, qui eût pu être Francfort sur-le-Main, avait séduit quelque temps le président Ebert, originaire de l'Allemagne du Sud ; le maréchal Hindenburg, Prussien de naissance et de tempérament, ne l'a point retenue. Reste le grand projet des « régionalistes ».

Ceux-ci mettent en avant des raisons d'ordre économique et administratif, pour recommander un « remembrement » de l'Allemagne suivant un plan entièrement nouveau. Ils invoquent l'exemple de la France ; pour vaincre le particularisme des provinces, la Révolution a découpé le pays en départements : réforme opportune, qui a atteint son objet, mais ne correspond plus aux nécessités et aux réalités d'aujourd'hui. « L'importance croissante du facteur économique, la rapidité des communications, la distribution des forces hydrauliques et hydroélectriques, autant de raisons qui condamnent les anciennes divisions territoriales et en imposent de nouvelles. Aussi longtemps qu'ont duré les dynasties, des considérations historiques, juridiques et sentimentales rendaient une telle réforme impossible. Que l'Allemagne mette du moins à profit les avantages procurés par la révolution et répartisse désormais son territoire en unités rationnelles, autonomes, capables de se suffire à elles-mêmes. »

Le mouvement régionaliste a deux centres principaux : au sud, Münich et la Bavière ; à l'ouest, la Rhénanie et Francfort. Le projet qu'on m'a communiqué dans cette dernière ville

divise l'Allemagne en douze régions, ou en treize, suivant que l'on englobe ou non l'Autriche allemande dans l'Empire. Car le mouvement régionaliste vient rejoindre, en certains points, le mouvement « grand-allemand ». Bien entendu, la Prusse y voit surtout une arme dirigée contre elle, un moyen détourné de rompre son unité et de réduire sa puissance. Aussi les hommes politiques prussiens mettent-ils ordinairement dans le même sac le « mouvement régionaliste », le « mouvement fédéraliste » et le « mouvement du pays d'Occident (*Abendland-bewegung*), parce que tous leur semblent avoir pour but, soit le démembrement de la Prusse, soit l'amoindrissement de son rôle dans l'Empire allemand.

J'étais à Berlin lors du conflit qui opposa d'une manière assez aiguë le docteur Braun, président du ministère prussien, avec le cabinet du Reich; et ce qui m'a surtout frappé, c'est le ton d'assurance extrême, pour ne pas dire de légère impertinence, sur lequel le premier signifiait au second ses critiques et ses exigences. Berlin traitait plus dédaigneusement encore les « criailleries » de M. Held, ministre-président de l'État bavarois. La Prusse se sent forte, solidement organisée, et enfin bien armée : n'est-elle pas seule, dans l'Empire, à disposer d'une force de police imposante et redoutable? et n'est-ce point à elle que la Saxe dut recourir, lors du *putsch* communiste, pour rétablir dans le pays l'ordre et l'autorité régulière?

L'avantage le plus net qui reste au Reich, c'est l'argent, puisque c'est le Reich qui perçoit l'impôt, quitte à *reverser* ensuite aux États une quote-part de son produit. Ce *reversement* constitue, entre les mains du Reichstag et du gouvernement d'Empire, un puissant moyen d'influence politique; et l'on a vu comment ils s'en étaient récemment servis pour se concilier les États du sud, en leur attribuant, sur le produit des impôts, une quarantaine de millions supplémentaires. A vrai dire, tout le monde, ou à peu près, reconnaît les inconvénients d'un système fiscal qui, d'une part, oblige les États moyens, incapables de vivre par eux-mêmes, à recourir aux libéralités du gouvernement central, et, de l'autre, met à la disposition de budgets autonomes et incontrôlables, comme ceux des États et des communes, des ressources qui sont parfois très supérieures aux besoins. Aussi la nécessité d'une grande réforme financière est-elle généralement reconnue : mais com-

ment l'établir de manière que les dix-huit États dont se compose le Reich l'approuvent à l'unanimité? La condition préalable d'une réforme financière et fiscale, c'est précisément la réforme administrative, c'est une nouvelle définition des rapports entre le Reich et les États. J'ai entendu tour à tour les démocrates à Hambourg, les catholiques à Berlin, les social-démocrates à Nüremberg, dans des congrès nationaux ou régionaux, reconnaître l'importance essentielle de ce problème, et en renvoyer la solution à des temps meilleurs. Cette attitude s'explique par diverses raisons, dont l'une au moins saute aux yeux : tant que l'Allemagne est assujettie aux obligations du plan Dawes, elle trouve sans doute quelque avantage à un système, qui soustrait à toute publicité et à tout contrôle une partie considérable de ses ressources.

En attendant, les plus fermes champions de l'unitarisme allemand ne se lassent point de répéter que l'unité qu'ils préconisent doit être tempérée dans ses effets par une large décentralisation. Telle est leur théorie. Mais ce que révèle l'observation des faits, c'est à peu près le contraire : résistance opiniâtre d'un fédéralisme traditionnel, que corrige et atténue une centralisation croissante, opérée au profit de la Prusse et de Berlin.»

VERS LA « GRANDE ALLEMAGNE »

La politique intérieure de l'Allemagne se ressent d'être conduite par un gouvernement de coalition, dont les forces s'équilibrent et se neutralisent plutôt qu'elles ne se conjuguent, et qui ne peut se maintenir au pouvoir qu'à la condition de ne point agir. Beaucoup d'Allemands en conviennent et regrettent la défection des partis de gauche, démocrates et socialistes, ou, pour mieux dire, la manœuvre qui rejeta ces partis dans l'opposition. Cependant quelques-uns voient à cette incapacité d'agir une cause plus profonde.

— Si notre politique intérieure, disent-ils, apparaît confuse et stérile, c'est que notre politique extérieure est en suspens. L'Allemagne n'obtient rien de ce qu'elle prétend. Alors chaque parti rend les autres responsables de la déception commune. Pour n'être pas gêné dans l'action diplomatique dont il attendait de grands résultats, M. Stresemann s'est imposé et a fait

consentir à ses amis des sacrifices fort pénibles : concessions au Centre catholique au sujet de l'école et du Concordat, concessions aux Allemands nationaux sur la réforme agraire et le tarif douanier. Or, les résultats escomptés ne sont pas venus, et M. Stresemann, âprement critiqué par des adversaires qu'il avait désarmés à grands frais, n'est que mollement défendu par ses amis, qui lui en veulent d'avoir compromis inutilement le prestige et la situation morale du parti. Mais le jour où le ministre des Affaires étrangères du Reich verrait ses efforts couronnés de succès, il aurait toute l'Allemagne avec lui.

Les efforts de M. Stresemann tendent, comme il est naturel, à libérer son pays, au plus vite et au meilleur compte, des charges et des entraves que lui impose le traité de paix, à lui faire reconnaître, de la part des autres puissances, un traitement de parfaite égalité politique et morale et une entière liberté d'action. Nous ne retracerons pas ici l'histoire des négociations poursuivies depuis sept ans entre l'Allemagne et les Alliés, observant seulement que, à chaque étape, ou peu s'en faut, les résultats que l'opinion française considérait comme des avantages accordés à l'Allemagne apparaissaient à l'opinion allemande comme autant de concessions faites aux Alliés. Au dernier état de la question, les Allemands réclamaient avec insistance soit l'évacuation anticipée des territoires occupés, soit, à tout le moins, une réduction importante des troupes d'occupation. Ils n'envisageaient même pas que ces mesures pussent appeler une contre-partie, estimant qu'après la destruction des ouvrages fortifiés de l'Est et le vote des lois sur le matériel de guerre et sur l'organisation de la police, l'Allemagne avait entièrement rempli les conditions du traité de paix. En revanche, j'ai eu l'impression que, dans les milieux responsables, on estimait de telles faveurs à leur prix, qu'on était très désireux et très pressé de les obtenir, fût-ce en les payant largement ce qu'elles valent, mais qu'on préférait nous laisser le soin de spécifier l'objet de la contre-partie et les modalités de l'échange.

Je dois avouer que, vue d'Allemagne, la question des frontières de l'Ouest, sans rien perdre de son importance, apparaît cependant moins grave et moins grosse d'imprévu que celle des confins orientaux. Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui beaucoup d'Allemands prêts à risquer une guerre pour reprendre

l'Alsace et la Lorraine : je ne sais pas s'il s'en trouverait un seul pour se résigner au tracé de la frontière silésienne, à la perte de Dantzig, et à l'existence du couloir qui coupe la Prusse en deux tronçons. Tous ceux que j'ai interrogés m'ont tenu à peu près le même langage :

— Nous avons pris l'engagement de respecter la frontière de l'Ouest ; mais pour celle de l'Est, nous n'avons rien promis, si ce n'est de ne pas recourir à la violence. Nous ne ferons pas la guerre à la Pologne ; mais nous ne saurions renoncer à l'espoir, à la volonté de corriger un jour ou l'autre, par les moyens qui s'offriront à nous, une frontière orientale désastreuse.

Sous sa forme actuelle, le conflit avec la Pologne est plutôt prussien qu'allemand. Les Polonais, justement soucieux de défendre une indépendance récemment reconquise et qu'ils sentent encore menacée, opposent aux efforts sournois et opiniâtres de la pénétration prussienne des mesures assez énergiques, mais qui semblent très modérées, si on les compare à celles qu'avaient naguère édictées contre eux leurs oppresseurs : expulsions, expropriations, dénationalisation par l'école. Seulement, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, Berlin montre un singulier empressement à oublier le passé. On dirait vraiment que les lois Bülow n'ont jamais existé, ou qu'on les a appliquées d'une main si légère!... Quant au différend économique, malgré l'intransigeance et l'égoïsme des grands propriétaires prussiens, il ne semble pas irréductible ; une négociation conduite, de part et d'autre, avec sagesse et bonne volonté, en pourrait venir à bout.

Ce qui est plus grave, c'est le conflit politique latent, c'est la question des frontières, et celle-là intéresse toute l'Allemagne. J'en ai eu le sentiment très vif, le jour où la rupture des relations diplomatiques entre Londres et Moscou ramena brusquement l'attention sur l'état des rapports germano-russes. Bien que, dans les milieux allemands bourgeois, et même dans certains milieux socialistes, on juge la politique des Soviets avec la dernière sévérité, pas une voix sérieuse ne s'éleva contre le refus poli, mais formel, que le gouvernement du Reich opposait aux sollicitations de l'Angleterre ; une stricte neutralité parut à tous le seul parti que pût prendre l'Allemagne. Respect des traités, dira-t-on ; je le veux bien. Mais aussi, et peut-être surtout, souci de ne pas compromettre une

entente, sur laquelle les Allemands ne peuvent point ne pas compter pour régler à leur façon la question polonaise. Géographiquement, la Pologne sépare l'Allemagne et la Russie; sur le terrain politique, qu'elle le veuille ou non, elle offre aux deux anciens complices maintes occasions et maintes raisons de se concerter à ses dépens.

Les Allemands répètent volontiers que, n'ayant plus d'armée, ils ne peuvent plus avoir de politique extérieure. Il leur est quelquefois commode de se retrancher derrière cette impuissance. Et pourtant, leur diplomatie est loin de rester inactive. En Tchécoslovaquie et dans les Balkans, nous avons vu l'Allemagne s'entremettre, en vue de faciliter des accords avec la Russie; nous la voyons s'employer à Angora, à Téhéran, ailleurs encore, ne dissimulant point sa faiblesse présente, mais déjà forte de la confiance en son propre avenir qu'elle ressent elle-même et qu'elle s'efforce d'inspirer aux autres.

Cependant le meilleur de son action se concentre beaucoup plus près et vise à atteindre, par des moyens appropriés, les principaux groupements de race ou de tradition germanique établis hors de ses frontières. Pour cette œuvre de pénétration spirituelle et politique, le gouvernement consent de lourds sacrifices, et il est puissamment secondé par quelques grandes associations privées. Le *Verein für das Deutschtum im Auslande* (Association de secours pour les Allemands à l'étranger), qu'on désigne plus souvent par les trois initiales V. D. A., a dépensé l'année dernière plus de deux millions de reichsmarks (soit plus de douze millions de francs) en écoles, jardins d'enfants, bibliothèques et autres institutions scientifiques, artistiques et économiques, propres à soutenir et à développer le sentiment national chez les Allemands qui vivent hors d'Allemagne. Plus de 20000 personnes, dont 15000 jeunes gens, assistaient au dernier congrès que cette société a tenu à Goslar (dans le Hartz) pendant les fêtes de la Pentecôte. Des conférences particulières étaient réservées aux femmes.

Dans la même semaine se réunissaient à Ratisbonne les dirigeants d'une autre organisation, le *Schutzbund*, ou Ligue pour la protection des minorités allemandes en pays étrangers. Les deux gouvernements du Reich et de la Bavière s'étaient fait représenter à ce congrès, dont l'objet était de fixer un programme d'action pour l'année prochaine. Les Allemands d'Au-

triche avaient chargé le professeur Hans Eibl, ami personnel du chancelier Seipel, de soutenir leur cause et de parler en leur nom : M. Eibl fit une critique très serrée des traités de Versailles et de Saint-Germain et conclut à la nécessité de l'*Anschluss*. Un Allemand de Hongrie exprima les vœux de 700 000 sujets impatients du régent Horthy. Un représentant des Allemands du Banat et de Transylvanie fit le procès du gouvernement roumain. Un délégué des Allemands de Tchécoslovaquie expliqua leur attitude à l'égard de celui de Prague. Enfin le ministre bavarois de la Justice, M. Gürtner, — qui est mort depuis, — traça les grandes lignes d'une action concertée entre tous les groupements de race allemande au dedans et en dehors des frontières du Reich. Le *Schutzbund* compte des adhérents dans toute l'Allemagne ; mais c'est à Ratisbonne et à Passau, tout près de la frontière autrichienne, qu'il a établi ses grands centres d'activité.

Nous avons déjà observé comment les groupes régionalistes ou fédéralistes de Francfort et de Rhénanie unissent leurs efforts à ceux des partisans de la « Grande-Allemagne ». Aspirations théoriques et purement sentimentales, m'a-t-on dit parfois. Je ne sais trop... Sans doute on devait s'attendre à voir l'angoisse de la défaite, puis les difficultés et les gènes qui l'ont suivie provoquer chez tous les Allemands, en deçà et au delà des frontières de l'Empire, avec une exaspération du sentiment national, le besoin presque instinctif de se serrer les uns contre les autres et de se prêter les uns aux autres un mutuel appui. C'est un phénomène dont il serait puéril de feindre d'être surpris, mais que nous serions bien imprudents de méconnaître ou de négliger dans nos calculs et nos prévisions.

LA RECONSTRUCTION ÉCONOMIQUE

Cependant l'attention que prête le peuple allemand aux problèmes de politique intérieure, et même celle qu'il accorde aux questions de politique internationale, semblent fort peu de chose au regard de l'intérêt passionné qu'il prend aux affaires économiques. Un membre du cabinet d'Empire, à qui j'en faisais la remarque, me répondit que l'Allemagne faisait de nécessité vertu, et qu'obligée pour un temps de renoncer à jouer au dehors un rôle digne de son passé, ce qu'elle pouvait faire de

mieux était de se replier sur elle-même et de consacrer tous ses efforts à l'œuvre de reconstruction intérieure. Un romancier moraliste observait à son tour que les difficultés de la vie quotidienne, lorsqu'elles atteignent un certain degré, repoussent au dernier plan de l'attention tout ce qui n'est pas l'intérêt matériel immédiat. On pourrait encore ajouter que l'Allemand s'est toujours montré plus curieux de bien-être que de liberté, plus attentif à réaliser des progrès économiques et sociaux qu'à conquérir des droits politiques. Néanmoins, le spectacle que nous offre aujourd'hui l'Allemagne au travail, dépasse les explications des philosophes et les prévisions des historiens : il étonne et fait réfléchir.

Que ce grand mouvement se traduise, dans certaines classes, par une spéculation effrénée, il n'importe guère ; des gens qui ont tout perdu d'un seul coup cherchent à tout regagner d'un seul coup ; la fureur du jeu peut aboutir à des crises aiguës et superficielles, comme celle de mai dernier. Mais le phénomène général, essentiel, c'est l'effort méthodique, opiniâtre, formidable, par lequel tout un peuple s'applique à rétablir sa fortune ; dirigées, ordonnées par les meilleures têtes de l'Allemagne, toutes les énergies de la nation, ouvrières, industrielles, financières, scientifiques, tendent vers un même but : la reconstruction économique.

Rappelons le point de départ. Après la défaite et la révolution, l'Allemagne, incapable de réagir, s'abandonne : c'est la désorganisation et le désordre. La dépréciation du mark, d'abord assez lente, devient vertigineuse au cours de l'automne 1923. Le montant des billets de la Reichsbank atteint en octobre la somme nominale de 2 496 823 000 000 000 000 marks : et ce total fantastique équivaut à peine à 445 millions de marks-or, c'est-à-dire à 5 pour 100 de la circulation allemande d'avant-guerre. On n'en continue pas moins d'imprimer des billets : à la fin de septembre 1924, pour obtenir le montant de la circulation, il faut multiplier le chiffre de l'année précédente par 600. Cependant, le 15 octobre 1923, on tente un premier effort pour arrêter la chute : un décret-loi constitue la *Rentenbank*, dont le capital, — 3 200 millions de marks-or, — est garanti par une hypothèque générale sur l'agriculture, l'industrie et le commerce allemands. En d'autres termes, l'économie nationale ouvre un crédit à la commu-

nauté allemande, sous le contrôle et sous la garantie de l'État.

Cette première mesure donne quelques résultats, mais ne se révèle pas suffisante. Le remède vraiment efficace, celui qui sauvera l'Allemagne, viendra du dehors. Le 9 avril 1924, le Comité des Experts soumet à l'examen des gouvernements intéressés le plan qu'il a élaboré pour prévenir la catastrophe. Le 30 août suivant, les Alliés et l'Allemagne adoptent ce plan et signent l'accord de Londres. Et le 1er septembre, le plan Dawes commence à fonctionner. En vingt-quatre heures, le Reichstag a voté les cinq lois qui conditionnent le système : reconstitution de la Reichsbank, introduction d'une nouvelle monnaie, création de la Compagnie des chemins de fer du Reich, émission des obligations industrielles, établissement du contrôle sur les revenus gagés. Enfin, le 10 octobre 1924, on tombe d'accord sur les conditions d'un emprunt international de 800 millions de marks-or, qui permettra tout ensemble à l'Allemagne d'assurer la stabilité de sa monnaie et de financer, pour une période préliminaire, les livraisons en nature que lui impose le traité.

En introduisant la nouvelle monnaie, — le *Reichsmark*, établi sur la base de l'or, ou plus exactement sur la parité du dollar, — on réduisait à zéro la valeur des innombrables billets émis au temps de l'inflation, et on annulait la dette intérieure de l'Empire, des États et des communes. C'était la faillite, et c'était la ruine des rentiers et des épargnants. Mais il fallait choisir. « L'Allemagne a fait un sacrifice cruel, mais nécessaire, m'a déclaré un Allemand. Quand il s'agit de sauver la nation, ceux qui possèdent doivent passer après ceux qui produisent. Je sais que là-dessus vous ne pensez pas comme nous. Vous avez refusé de sacrifier les rentiers, la classe moyenne ; vous avez pris le parti de l'épargne contre la production et au détriment de cette dernière. C'est un scrupule très honorable, mais une faute grave. L'économie d'un pays ne se reconstitue point par l'épargne, mais grâce au développement des forces productrices : ce sont celles-là qu'il faut favoriser. » Un autre m'a dit : « Nous avons commis une énorme injustice ; mais le salut était à ce prix. Que l'injustice ait été admise et le sacrifice consenti par la nation allemande, cela ne s'explique que par le désespoir total où la nation était tombée : seuls, des désespérés pouvaient accepter sans révolte un remède

aussi douloureux. » J'ai retrouvé un peu partout, chez mes interlocuteurs allemands, ce souci de justifier par la raison d'État, ou mieux encore par cette fameuse « nécessité qui ne connaît pas de loi », une mesure qui nous semble, à nous Français, non seulement cruelle, mais odieuse.

La stabilisation ainsi opérée, restait à assainir l'économie nationale. L'inflation avait multiplié les entreprises industrielles et commerciales, tout en réduisant très sensiblement la consommation. Celle-ci atteignit son niveau le plus bas en 1923. Il fallait donc rajuster la production allemande à la capacité d'absorption du marché intérieur et, en même temps, diminuer autant que possible le coût de cette production. L'État intervint de deux manières : par une politique fiscale appropriée, en imposant lourdement les entreprises ; et par une politique de restriction des crédits, dont la Reichsbank fut l'habile instrument. L'efficacité de cette double intervention est contestée, il est vrai, par quelques économistes, qui estiment que l'État, avec les trois milliards de marks-or dont il disposait, ne pouvait agir que bien faiblement sur un ensemble de 200 000 entreprises. A leur avis, l'assainissement économique fut obtenu surtout par sélection naturelle : seules résistèrent les entreprises saines et vigoureuses ; les autres furent absorbées ou sombrèrent.

Entre 1914 et 1923, on avait vu se fonder en Allemagne 10 000 nouvelles sociétés par actions et 45 000 nouvelles sociétés à responsabilité limitée (G. M. B. H.). Cette période correspond au triomphe de l'entreprise *intégrée* et du *trust* dit *vertical*. Une société, ou un groupe de sociétés, étend son activité à tous les degrés, à tous les échelons de la fabrication et de la distribution, depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la vente au détail des produits finis. Une des raisons qui avaient recommandé ce système était la rareté du charbon ; il y en avait d'autres. L'organisation verticale eut pour résultat une énorme surproduction et un accroissement considérable des frais de fabrication, au moment même où la demande se réduisait dans des proportions croissantes. Or, si l'on se reporte à la statistique des faillites, on observe que, depuis la stabilisation jusqu'à la fin de 1925, les chiffres restent au-dessous de la moyenne de 1913. En janvier 1926, ils dépassent de plus du double le chiffre normal d'avant-guerre. Deux tiers des entre-

prises qui sombrèrent à cette époque avaient été créées depuis 1919. L'année 1926 voit mourir deux fois plus d'affaires qu'elle n'en voit naître. Et, à côté des faillites, on constate un grand nombre de suppressions volontaires.

Voici, en bref, comment ces chiffres peuvent s'expliquer. L'année 1925 a vu se produire les conséquences inévitables de la stabilisation : les faillites et le chômage. Et la crise, qui atteint son maximum en janvier et février 1926, fait apparaître comme nécessaires une diminution du nombre des entreprises, une réforme des méthodes de production, une utilisation plus rationnelle de la main-d'œuvre. L'expérience condamne l'entreprise intégrée et le *trust* vertical. On s'aperçoit qu'on a fait fausse route, on le reconnaît, et l'on repart, en corrigeant les défauts du système. La *concentration*, la *fusion* rassemblent les industries similaires et concurrentes dans une association de plus en plus étroite, absorbant ce qui mérite d'être absorbé, réduisant le reste à l'impuissance et à la ruine. L'opération a pour résultat de diminuer les frais de production et le nombre du personnel employé. On les réduit encore par le renouvellement et la meilleure utilisation des machines, et par une très souple adaptation de la méthode américaine appelée : *travail à la chaîne*. Les Allemands disent : *Bandarbeit* ou *Fliessarbeit*.

La *rationalisation* et le *travail à la chaîne* n'ont pas été introduits indistinctement dans toutes les entreprises, de même que la concentration et la fusion ne se sont point réalisées sur la même échelle dans toutes les régions et dans tous les genres d'industrie. Il reste en Allemagne beaucoup d'affaires *privées*, beaucoup d'entreprises familiales très prospères : Hambourg et la Saxe en offrent des exemples assez éclatants. Le remplacement de la main-d'œuvre par les machines devait évidemment rencontrer des limites plus étroites dans l'industrie électrique que dans la fabrication des automobiles ou des locomotives. Enfin la rationalisation n'était avantageuse que dans certaines conditions techniques et financières. Écoutez cet industriel allemand :

— J'ai une petite usine de lignite qui vaut un million de marks et emploie deux cents ouvriers. On me dit : remplacez cent cinquante ouvriers par des machines; vous exploiterez mieux et moins cher. Ce n'est pas sûr du tout. Pour que se

produisît le double résultat escompté, il faudrait : 1° que le taux de l'argent permît d'opérer la transformation à des conditions avantageuses ; 2° que je fusse certain d'écouler la totalité de ma nouvelle production. En cas de crise, si mon exploitation est fondée avant tout sur la main-d'œuvre, je congédie quelques ouvriers ou je réduis leur temps de travail. Mais si j'exploite surtout par des machines, rien à faire. Du capital investi il faut payer les intérêts. L'emploi de la main-d'œuvre assure à l'affaire une souplesse que lui ôte l'emploi des machines. La rationalisation, avantageuse quand l'entreprise est susceptible d'un développement continu, est dangereuse si l'entreprise est exposée à des fluctuations. La formule, la condition d'une bonne stabilisation, c'est un certain rapport entre le prix de revient d'une marchandise, le coût de la main-d'œuvre, les possibilités du marché et le taux du *Kapitaldienst*.

En dernière analyse, la rationalisation des industries allemandes devait être limitée par trois circonstances essentielles, sans compter celles d'ordre technique : difficulté de se procurer des crédits, nécessité de trouver des marchés nouveaux, danger de substituer la machine à la main-d'œuvre dans un pays surpeuplé. On sait que ce dernier inconvénient n'a pu être évité et que le nombre des chômeurs, en février 1925, atteignit officiellement deux millions. Mais ce qu'on oublie souvent en France, c'est que, même avec ces deux millions de chômeurs, l'Allemagne de 1925 comptait encore plus de travailleurs que celle d'avant-guerre. Le territoire actuel du Reich représente, comme on sait, 87 pour 100 et sa population 94 pour 100 du territoire et de la population au début de 1914. A la fin de 1925, malgré les pertes entraînées par cinq années de guerre, on constatait, dans les nouvelles limites du Reich, une augmentation de population de 5 pour 100 sur les chiffres de 1913. De plus, la proportion des adultes est sensiblement plus forte qu'avant les hostilités, et elle ira croissant quelques années encore. La guerre et l'après-guerre ont généralisé l'emploi des femmes et des jeunes filles dans toutes les branches de l'industrie, du commerce et de l'administration. Les classes moyennes, ruinées par la stabilisation, sont venues grossir les rangs du prolétariat. Enfin la substitution d'une armée de volontaires ne dépassant pas cent mille hommes, au service militaire obligatoire qui en retenait sous les drapeaux quelque sept cent

mille, jetait encore sur le marché plus d'un demi-million de jeunes gens, qu'il fallait occuper et nourrir d'une autre manière. Tous comptes faits, on trouve que le nombre des Allemands obligés de gagner leur vie a augmenté d'environ trois millions entre 1913 et 1920.

Tandis que grandissait le nombre des assujettis au travail, le travail se faisait plus rare. Les statistiques allemandes insistent beaucoup sur la brusque suppression de toutes les industries d'armement. Mais le chômage n'a pris un caractère grave que plusieurs années après le désarmement de l'Allemagne. Il n'est pas douteux que la cause principale doive être cherchée dans les renvois massifs de personnel, tant ouvriers qu'employés, entraînés par l'assainissement économique et en particulier par la rationalisation des entreprises. Le nombre des chômeurs, qui avait un peu baissé à la fin de 1925, se relève l'année suivante et atteint de nouveau, en novembre 1926, un niveau inquiétant. Puis un certain tassement s'opère, surtout au cours du printemps et de l'été derniers, et la crise va s'atténuant, selon un rythme assez rapide.

— Le meilleur remède au chômage, disent les rationalisateurs, c'est l'ouverture de nouveaux marchés. Notre système suppose une adaptation, très exacte et périodiquement renouvelée, de la production à la consommation. Plus nous réduirons le coût de la fabrication, et plus nous aurons de chances d'écouler nos produits. Et à mesure que nous produirons davantage, nos ouvriers auront un travail plus abondant, un salaire supérieur, et, en consommant davantage, ils contribueront eux-mêmes, pour une part, à l'élargissement des marchés. Accroître ses bénéfices en réduisant ses frais, ce n'est, pour l'industrie allemande, qu'une opération préliminaire. Tirer de toutes les forces disponibles, main-d'œuvre, machines, capitaux, le *maximum* de rendement, voilà le but. Il faut que l'Allemagne obtienne un rendement supérieur à celui d'avant-guerre, en soutenant la concurrence de la production mondiale : voilà le principe, voilà le dogme. D'où nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés; et puisque l'Amérique tend à se suffire, puisque les États de l'Europe s'enferment dans des barrières presque infranchissables, nécessité d'ouvrir en même temps à l'exploitation et au commerce allemands les grands pays producteurs de matières premières. Voici ce qu'on lit dans le rapport

semestriel d'une grande Société d'outre-Rhin : « Nous observons que, depuis la guerre, la proportion entre la production des matières premières et la production industrielle s'est modifiée dans un sens défavorable à cette dernière. Le moment sera bientôt venu pour l'Allemagne de contribuer à une plus large exploitation des matières premières du monde. En essayant de donner une base économique aux prestations des réparations, elle s'est heurtée aux intérêts opposés des pays industriels. Elle doit donc trouver de nouveaux marchés et relever la capacité d'absorption du monde entier. »

L'œuvre de reconstruction industrielle a coûté fort cher, et l'industrie allemande n'avait pas d'argent. Ce ne fut certes pas le moindre résultat du plan Dawes, que d'avoir remis l'Allemagne en état d'obtenir des crédits à l'étranger. L'emprunt international de stabilisation est consenti le 10 octobre 1924; aussitôt après, les capitaux étrangers reprennent le chemin de l'Allemagne : en 1925, plus d'un milliard trois cent millions ; en 1926, tout près de dix-huit cents millions. On évalue à environ quatre milliards de marks-or le montant des capitaux étrangers investis en Allemagne depuis la stabilisation jusqu'au 30 juin 1927; dans ce total, l'argent américain figure pour 70 p. 100. Dans le même temps, le rapatriement des capitaux allemands placés à l'étranger rendait à l'Allemagne 2 milliards de marks, à ne compter que les opérations visibles (1).

La plus grande partie des crédits étrangers a été absorbée par les États et les communes, dans des conditions qui suscitèrent à plusieurs reprises les justes critiques de l'agent général

(1) Du jour où le plan Dawes a permis à l'Allemagne de stabiliser sa monnaie, d'obtenir des crédits étrangers et de faire rentrer ses capitaux, la situation financière du pays s'améliore avec une rapidité incroyable. On voit les Allemands racheter leurs emprunts émis à l'étranger, payer leurs dettes et reconstituer le capital national. L'impôt rentre si abondamment qu'il faut bientôt le réduire ; l'argent afflue dans les caisses d'épargne, dont les dépôts, réduits à zéro à la fin de 1924, atteignent aujourd'hui plus de 20 pour 100 de ceux d'avant-guerre. La réserve de la Reichsbank, qui était de 516 millions R. M. au 30 août 1924, s'élève, au 31 octobre 1926, à 2 milliards 129 millions. Durant la même période, le taux de l'escompte est ramené progressivement de 10 à 5 p. 100.

Voilà les bienfaits dont l'Allemagne est redevable au plan Dawes. Quant aux charges, voici. Le service *total* de la dette allemande, y compris *toutes* les obligations dérivant du plan, représente cette année 15,8 pour 100 des recettes du budget allemand. Pour le même exercice, en France, en Grande-Bretagne et en Belgique, le service de la Dette absorbe plus de 40 p. 100 du budget des recettes.

des paiements. Le reste est allé aux entreprises privées. Celles-ci, dès le premier jour, avaient calculé très largement leurs besoins, sans pourtant perdre jamais de vue leur capacité réelle de remboursement. Survint, en 1926, la grève des mineurs anglais. Ce fut, pour certaines industries, l'occasion de bénéfices imprévus et considérables : quelques-unes purent alors racheter les titres de leurs propres emprunts. Mais les industriels allemands ne vous diront jamais qu'ils ont assez d'argent. Dès qu'ils ont l'intuition qu'une dépense sera productive, ils engagent les capitaux sans compter. « *Geld spielt keine Rolle* » (l'argent ne joue aucun rôle), c'est leur devise. En toutes choses, ils voient grand et ils voient loin.

L'aide qu'ils demandent à la science, ils la rémunèrent en tenant compte non seulement des progrès réalisés, mais surtout de ceux qu'ils espèrent. Le directeur d'un grand consortium industriel me disait : « Nos frais généraux sont calculés de telle sorte, que les savants qui travaillent pour nous, dans des laboratoires équipés à nos frais, puissent poursuivre leurs recherches pendant cinq ans, sans obtenir aucun résultat. » J'ai visité à Dahlem, près de Berlin, des instituts de recherche dont le groupement forme une véritable petite ville. « De toutes les machines, de tous les appareils que vous voyez ici, m'a dit mon guide, il n'en est pas un qui nous ait coûté un sou. L'industrie pourvoit gratuitement à tous les besoins de nos laboratoires. »

En dépit de certaines apparences, il semble aussi que la réforme industrielle ait plutôt amélioré les rapports entre le capital et le travail. Les syndicats ont commencé par protester contre les concentrations et les fusions d'entreprises, craignant qu'elles n'aboutissent à l'accaparement et à la fixation arbitraire des prix. Ils réclamaient l'intervention et le contrôle de l'État. Puis ils ont compris que le seul contrôle efficace était celui des lois économiques, et qu'une entreprise avait d'autant moins de chances et de moyens d'y échapper, qu'elle avait atteint un développement plus considérable. Il se peut aussi que les chefs des organisations ouvrières voient dans la formation de ces grands cartels une étape vers la nationalisation des industries. « Lorsqu'une entreprise a atteint les proportions de l'I G, me disait l'un d'eux, ce n'est plus une affaire privée, cela devient une institution nationale. » Enfin les directeurs des

grandes entreprises associent de plus en plus étroitement les syndicats intéressés à l'économie générale et au développement de leurs affaires. Le groupement de plusieurs centaines d'entreprises, exploitées par 60 ou 80 000 ouvriers, entraîne, pour les hommes qui le dirigent, une double responsabilité, technique et sociale ; l'une et l'autre sont formidables et constituent probablement, pour la communauté, la garantie la plus efficace contre toute faute et contre tout abus. Un grand industriel, qui n'est point Allemand, m'a fait cette déclaration saisissante : « Lorsqu'un *konzern* atteint les dimensions de certaines affaires allemandes, ce n'est plus seulement un appareil de puissance économique, c'est un instrument d'équilibre social. »

Bref, l'évolution de l'économie nationale, telle qu'elle a commencé de se produire en Allemagne, retient l'attention, suscite même l'étonnement des observateurs les plus divers et les plus diversement intéressés. Ceux qui en ont pris l'initiative et la direction se sentent sur la bonne voie ; la vision très nette des obstacles à surmonter n'ébranle point leur confiance. Nous marchons, disent-ils, dans le sens de l'économie mondiale. Peut-être bien qu'ils la devancent de quelques étapes, mais ce n'est pas pour leur déplaire. Ils observent qu'en dépit de tous les changements politiques, de toutes les nouvelles barrières élevées en Europe, l'échange réciproque des marchandises y suit sensiblement les mêmes voies qu'avant la guerre. Ils relèvent dans le monde une tendance générale à la rationalisation, à la concentration des entreprises, à la division du travail et à l'élargissement des marchés. Tous ces mouvements auront pour conséquence inévitable une réforme des relations économiques mondiales. Qu'elle vienne, cette réforme : l'Allemagne est prête.

LES ALLEMANDS ET NOUS

Les Allemands auraient-ils su tirer meilleur parti de la défaite que nous de la victoire ?... L'Allemagne de 1927 m'a paru tout entière absorbée dans une œuvre de reconstruction et de réorganisation qui, assurément, est loin d'être achevée, mais qui se poursuit avec ordre et méthode, progresse rapidement et, depuis deux ans, sans à-coups. De cette œuvre essentielle presque rien ne la distrait. L'ordre intérieur est rétabli ;

le communisme, tenu en respect par la social-démocratie, s'agite dans le vide; les fameux *Conseils* (*Betriebsraete*, *Wirtschafsrat*, etc.) créés au lendemain de la révolution, subsistent, mais à l'état de fantômes : on n'entend même plus prononcer leur nom. Les polémiques de parti suscitent en général trop peu d'intérêt dans le pays pour troubler l'unité nationale : seules les rivalités confessionnelles m'ont paru réveiller, dans les classes dirigeantes et même dans les masses, un écho profond. La question du régime laisse le grand public à peu près indifférent. Un seul problème essentiel retient l'attention du peuple entier : l'avenir de l'Allemagne, de la nation allemande, de tous les Allemands épars dans le monde. Et sur ce terrain brûlant, toutes les passions se confondent, tous les efforts se rejoignent. Politiciens, diplomates, industriels et commerçants s'inspirent d'une même idée : reconquérir pour l'Allemagne un champ d'action à sa taille, à la mesure de son activité et de ses besoins. Conquête pacifique, autant que possible; violente, si cela est nécessaire.

Le désir d'un accord durable avec la France, économique et même politique, s'inspire directement de l'intérêt allemand. La prétention d'établir cet accord sur l'oubli du passé perce de toutes parts, dans les journaux, dans les discours politiques, dans les conversations privées. C'est ce qui nous étonne et nous scandalise. Un écrivain allemand notoire m'a dit : « Ici, nous avons tous oublié la guerre; on m'assure qu'il en est de même chez vous. — L'oubli dont vous parlez, ai-je répondu, est peut-être venu chez quelques Français qui n'ont pas fait la guerre; ceux qui l'ont faite n'en sont pas là; et moins encore ceux chez qui vous l'avez faite. »

Sur ce point, la différence entre Français et Allemands n'est pas seulement profonde : elle est irréductible. Jamais nous ne pourrons, jamais nous ne devrons oublier que la guerre de 1914 nous a été imposée par un adversaire aussi insoucieux du droit d'autrui que de ses propres devoirs et des obligations internationales les plus sacrées; et que, du fait de cet adversaire, les cruautés inévitables d'un conflit armé se sont doublées d'horreurs inutiles, de destructions barbares et systématiques. Si le souvenir en sortait de nos mémoires, la trace en demeurerait inscrite sur notre sol, si nette et si profonde que les siècles passeront sans l'effacer. Et, d'autre part,

jamais les Allemands ne voudront reconnaître que leur gouvernement, fût-ce un gouvernement aujourd'hui déchu, est responsable devant l'histoire, devant l'humanité, de la guerre la plus horrible et la plus désastreuse que le monde ait jamais connue. Ceux-là même qui savent n'avoueront point, et la polémique risque fort de se poursuivre indéfiniment. Mais enfin le sort a permis que les différends qui restent à régler entre la France et l'Allemagne aient été transposés du plan sentimental sur le plan rigoureux des chiffres. Le meilleur terrain d'entente entre les deux peuples, pour le moment, c'est le plan Dawes : n'en sortons pas, et ne permettons pas aux Allemands d'en sortir; il est d'ailleurs beaucoup plus vaste et plus fertile en ressources qu'on ne le pense communément.

Les hommes politiques des deux pays ne parlent pas le même langage. L'argument de droit pur, qu'un Français juge invincible, semble à l'Allemand dépourvu de toute valeur pratique. Le premier veut d'abord avoir raison; le second veille surtout à ce qu'on ne lui fasse pas de tort, et s'exposera plus volontiers à une contradiction qu'à un dommage.

Quant au « rapprochement intellectuel », j'avoue ne pas bien saisir ce qu'on entend par là. S'il s'agit des relations d'ordre purement scientifique, il y a longtemps que savants français et allemands ont rétabli entre eux les contacts nécessaires et la collaboration indispensable. S'il s'agit des effusions souvent ridicules, parfois même choquantes, de quelques artistes, hommes de lettres ou de théâtre, il est certain qu'elles font plus de tort que de bien. Si encore ces messieurs avaient le bon goût et l'honnêteté de ne parler que de ce qu'ils savent ! Mais le plus souvent, ignorant tout de la politique allemande et même de la nôtre, d'ailleurs plus curieux d'étonner ou de plaire que de s'instruire, on les entend exprimer sur les sujets qu'ils ignorent des opinions malencontreuses, et les donner pour celles que professe unanimement l'élite de la société française. Ce que des interlocuteurs adroits ont pu faire dire de sottises à ces singuliers missionnaires est proprement incroyable.

Avant 1914, les relations intellectuelles entre la France et l'Allemagne étaient nombreuses et étroites : cela n'a malheureusement rien empêché. Au contraire, depuis 1871, les rapports économiques étaient demeurés défiants et rares. Chacun des

deux peuples travaillait chez lui, mettant tous ses soins à se passer du concours de l'autre, même s'il devait payer cet isolement au prix de gros désavantages. Ce fossé, volontairement creusé entre l'économie française et l'économie allemande, a contribué, pour une part, à rendre la guerre possible, nulle solidarité d'intérêts ne venant faire contrepoids à l'antagonisme des caractères et des sentiments. Aussi ne peut-on qu'approuver, d'une façon générale, soit les arrangements conclus dans ces derniers temps entre producteurs français et allemands de l'acier et de la potasse, soit la mise en vigueur d'un accord économique entre les deux États. Quant au « rapprochement politique », c'est une autre affaire.

Il faut voir et dire les choses comme elles sont. Ni les démonstrations oratoires et sentimentales organisées par les apôtres d'un « rapprochement » franco-allemand, ni les protestations larmoyantes de quelques pacifistes, ni les missions de parlementaires, ni les échanges d'étudiants et de professeurs ne changeront rien à cette réalité évidente, incontestable : entre la France et l'Allemagne, il y a un abîme de défiance. Beaucoup d'Allemands le déplorent, aucun ne le nie; quelques-uns veulent bien reconnaître que la politique suivie depuis la paix par leurs dirigeants, n'est pas de nature à dissiper nos inquiétudes ou à désarmer nos soupçons.

En ce qui nous concerne, nous aurons réalisé un premier progrès, lorsque cette défiance obscure et confuse sera devenue vigilance réfléchie et clairvoyante. Se croire à l'abri du danger parce qu'on aura multiplié les mesures de contrôle et de garantie est une illusion puérile. Un peuple, comme un individu, ne vit pas sans risques; plus il est puissant, plus il est actif, et plus le risque grandit. Pour l'écarter, ou pour le vaincre, la première condition est de le bien connaître et de l'évaluer exactement. La France doit savoir qu'elle a désormais en face d'elle, non plus un peuple humilié par la défaite, bouleversé par la révolution, ruiné par la débâcle économique et financière; mais une nation, unie et laborieuse, qui, avec l'ordre et la discipline, a retrouvé l'orgueil et la confiance en soi, qui cherche avec méthode, sur tous les terrains, le meilleur emploi de ses forces et qui aspire passionnément à reconquérir ce qu'elle a perdu.

MAURICE PERNOT.

LE JARDIN DE PICPUS

II [1]

LA BARRIÈRE DU TRÔNE

A LA CONCIERGERIE

Le Luxembourg était dans la stupeur; le lendemain de la nuit fatale où la prison s'était vidée du cinquième de ses habitants, « personne n'osait descendre dans la galerie... les détenus se rencontrant dans les corridors évitaient de se regarder », tant étaient navrants « l'effroi et la consternation de ceux qui avaient vu partir de leur chambre des camarades, des amis, des parents ». Les bruits « les plus fous se répandaient » : certains assuraient que les 156 étaient mis en liberté; quand on apprit qu'ils passaient en jugement, « ce fut un coup de foudre ». A la porte monumentale de la rue de Tournon, une foule alarmée s'amassait; des femmes se pressaient, gémissantes, implorant des nouvelles; beaucoup pleuraient; plusieurs s'évanouirent. Ce fut pis quand les « moutons » appelés en témoignage rentrèrent vers cinq heures du tribunal et annoncèrent triomphants que des soixante premiers mis en jugement, pas un seul n'était acquitté; à cette même heure, ils roulaient vers la barrière de Vincennes où les attendait la guillotine.

La terreur pesait sur la vaste prison, plus morne et silencieuse que si elle eût été déserte. L'anxiété était si intense, si

(1) Voyez la *Revue* du 1er octobre.

harcelante que l'un des détenus monta sur le toit; on le vit, d'en bas, considérer longuement la hauteur du bâtiment et, tout à coup, il plongea... Son corps vint se briser sur la balustrade de marbre qui formait alors terrasse au fond de la grande cour. C'était un pauvre courrier, nommé Legrand, qu'obsédait le cauchemar de l'échafaud; on sut qu'il était marié et avait quatre enfants. Nul ne le plaignit; on l'envia. Le concierge seul flétrit « ce misérable qui redoutait la justice du tribunal ». Une main inconnue jeta des fleurs sur la place où Legrand s'était tué.

Cependant Fouquier-Tinville semblait se désintéresser du Luxembourg; le procédé employé pour y éclaircir les rangs avait donné des résultats si décisifs que le Comité de Salut public décidait de l'appliquer à d'autres prisons; les moutons allaient désormais « travailler » ailleurs et l'on pouvait espérer que, ayant payé son tribut, la grande geôle où venait d'être opérée cette coupe sombre, serait, pour un temps, épargnée.

Les dames de Noailles, sourdes toutes les trois, ne voyant personne, vivant quasi recluses, avaient échappé à l'appel du 18 messidor. Soit que les dénonciateurs les eussent oubliées, soit qu'ils eussent hésité devant l'invraisemblance d'englober ces trois femmes dans l'accusation de perpétrer la destruction du gouvernement et le massacre de la Convention, elles n'avaient pas été portées sur la fatale liste bâclée dans les officines des Comités. Fouquier-Tinville, absorbé nuit et jour par l'écrasante besogne quotidienne, ignorait probablement leur existence, et l'on était en droit de les croire sauvées.

Seule, la vicomtesse de Noailles, la mère des deux jeunes garçons confiés à M. Grelet, se préparait à la mort. Sa mère, la duchesse d'Ayen, se bercait d'illusions; la grand mère la maréchale, dont la raison était fort obscurcie, ne se rendait pas compte du péril de la situation. La vicomtesse, d'ailleurs, leur dissimulait pieusement ses craintes et s'évertuait à leur alléger les tracas de la captivité. Cette courageuse jeune femme, — elle avait trente-cinq ans, — réunissait, au dire de ceux qui la connurent, « tout ce qu'il est possible de vertus et d'agréments » : ses proches l'appelaient « l'ange », et ce que l'on sait d'elle durant la torturante épreuve incite à ratifier, sans restriction, cet éloge.

Elle parvenait, on ne sait par quel moyen, à correspondre

avec le précepteur de ses deux fils; les rares billets qu'on a d'elle sont empreints d'une résignation, d'une sollicitude, d'une raison et de sentiments tout à fait supérieurs. Si elle se dévouait effectivement à sa mère et à son aïeule détenues avec elle, sa pensée constante allait à ses enfants, à leur éducation religieuse, à leur avenir. Quelques jours après « la fournée du Luxembourg », elle écrivait :

« Je confie et remets entre les mains du citoyen Grelet mes trois enfants, mes deux garçons et ma fille. Je déclare que mon intention la plus formelle et la plus expresse, actuellement et dans le cas où je viendrais à manquer, est qu'il en soit toujours chargé. Je lui cède et je dépose entre ses mains tous mes droits et mon autorité sur eux. Je le prie de leur servir de mère et de s'opposer fortement à tout ce qui pourrait tendre à le séparer d'eux. Je l'autorise à les faire changer de lieu, à les placer où bon lui semblera, enfin à disposer de mes enfants comme des siens. J'ai la confiance que tous ceux qui conserveront quelque souvenir de moi regarderont cette intention de ma part comme la plus sacrée. Fait en la maison d'arrestation du Luxembourg, ce 24 messidor de l'an II de la République française, une et indivisible. Louise de Noailles, femme Noailles. »

Tout s'était effondré autour d'elle ; de sa noble famille, des hautes relations parmi lesquelles elle avait vécu, entourée d'hommages et d'adulations, des nombreux et jadis dévoués serviteurs de sa maison, tout est dispersé ou disparu ; elle n'a plus au monde que le jeune confrère de l'Oratoire auquel sont confiés ses fils ; aussi comme elle se raccroche à lui, en quels termes suppliants elle le conjure de ne point abandonner ses chers petits! Elle l'appelle *mon cher enfant* ; — M. Grelet, on l'a dit, avait vingt-trois ans ; — elle veut le considérer comme un fils, afin qu'il se considère lui-même comme le frère aîné de ses pupilles. Il était digne de cette confiance et dans les réticences prudentes de la mère éplorée, on discerne jusqu'à quel point il poussa le dévouement. Lui-même il porte, depuis la rue de l'Université jusqu'au Luxembourg, les objets que réclame la vicomtesse ; aux grilles de la prison il stationne longtemps, guettant le moment propice d'aborder et de soudoyer un employé compatissant qui transmettra sa commission. Il fait plus : comme les dames de Noailles sont sans argent, il assure la dépense de la maison et subvient même à l'entretien des

trois détenues. Le 27 messidor, Mme de Noailles écrit à l'aîné de ses enfants, lui recommandant, s'il retrouve son père qui est émigré, « de lui détailler toutes les obligations qu'elle a envers le citoyen Grelet » : « Je me repose sur votre cœur pour lui dire tout ce qu'il a été pour vous et pour moi. N'oubliez pas de lui ajouter qu'il a voulu faire bourse commune avec nous et que nous avons vécu à ses dépens. » S'adressant à Grelet lui-même : « Dites-vous bien souvent que vous êtes mon unique mais très abondante consolation sur la terre... » Elle le confond dans son affection pour ses deux fils et sa fillette : « Adieu, chers enfants, je vous porte tous dans mon cœur, plus tendre que jamais *pour vous quatre.* »

Le ton de ces recommandations témoigne que la vicomtesse de Noailles s'attendait et se préparait à mourir. Elle savait évidemment quel ouragan de folie sanguinaire soufflait sur Paris. Bien que le concierge Guiard fît bonne garde et qu'il eût interdit la lecture des journaux, des bruits sinistres filtraient jusqu'aux détenus. La Révolution, prise de frénésie, fauchait au hasard; chaque jour était marqué d'une hécatombe; tout tombait pêle-mêle, ouvriers, prêtres, paysans, avocats, nobles, cultivateurs, militaires, filles du peuple, bourgeois, actrices, employés, savants, marins, religieuses, princes, boutiquiers... Les coups, frappés à l'aveuglette, atteignaient même le personnel du tribunal et, sauf le décadi où l'échafaud chômait, Paris, stupide de honte et d'épouvante, voyait quotidiennement défiler des cortèges de trois, de quatre, de cinq, de huit charrettes chargées de pauvres êtres résignés ou éperdus, la plupart du temps silencieux, traînés, entre des gendarmes, vers la barrière de Vincennes. Les cortèges de 40 victimes n'étaient point rares; il y en eut de 60; il y en eut une de 68! Et les gens du faubourg Antoine regardaient passer ces longs convois de condamnés qu'on lui disait être des conspirateurs. Parfois pourtant le bon sens du peuple se révoltait, — tacitement, — et la rue, blasée pourtant sur le spectacle de ces affreux cortèges, s'étonnait, prête à s'apitoyer.

Le 29 messidor (17 juillet), la fournée était belle : 39 condamnés, quatre charrettes au moins, dont deux étaient remplies de 16 femmes uniformément couvertes de manteaux blancs; elles chantaient. Elles chantaient de leurs voix grêles et calmes un cantique en latin sur un air bien oublié, mais

que beaucoup reconnaissaient pour l'avoir entendu, pour l'avoir chanté eux-mêmes, au temps où l'on ne guillotinait point : c'était le *Salve regina*, auquel, — le trajet était long, — succéda le *Te Deum*. Les seize femmes étaient des carmélites de Compiègne : quelques-unes très vieilles, — deux d'entre elles avaient soixante-dix-neuf ans; — la plupart étaient d'âge mur ; deux seulement, dont une novice, paraissaient fort jeunes. Toutes psalmodiaient maintenant le *Miserere*. La journée était magnifique, le soleil radieux, l'air brûlant.

Marchant autour des voitures, les « furies de guillotine » qui, d'ordinaire, invectivaient ou raillaient les condamnés, écoutaient muettes et déconcertées. Celles qui suivirent jusqu'à l'extrémité du faubourg où, sur la place du Trône, était dressé l'échafaud, assistèrent à un spectacle unique dans les annales des exécutions. Descendues des charrettes, les saintes filles se mirent à genoux et chantèrent le *Veni Creator*, pendant que les valets du bourreau procédaient aux derniers préparatifs. La première qu'ils saisirent fut la plus jeune, la novice. Elle fit une génuflexion devant sa supérieure, pour lui demander « la permission de mourir », et, en gravissant l'échelle, elle entonna le psaume *Laudate Dominum*; quinze voix s'unirent à la sienne. A mesure que les formes blanches montaient et disparaissaient, le chant glorieux s'assourdissait, jusqu'à ce qu'une voix chantât seule; celle de la prieure, qui mourut la dernière.

Il serait cruellement injuste d'accuser la population de Paris d'avoir applaudi de telles scènes : de l'aveu même du *Bulletin du Tribunal révolutionnaire*, dont les rédacteurs étaient bien placés pour savoir ces choses, les immondes mégères qu'il nomme lui-même « les furies de guillotine » étaient recrutées et « payées par la faction des égorgeurs pour insulter les victimes ». Le peuple répugnait aux massacres : il en avait honte et les supportait pourtant, contraint par la peur. « Trois filles qui crient, disait une femme d'esprit, font plus de bruit que cent mille hommes qui se taisent. » Au reste, l'excès même de la Terreur imposait à l'instinctive logique de la foule la croyance que « ça ne pouvait pas durer », que l'ignominieux régime touchait à sa fin. On la prévoyait prochaine, sans que l'on aperçût de quel côté viendrait le salut. Chaque jour gagné apportait donc un semblant d'espoir et, soit que M. Grelet eût des motifs de croire les dames de Noailles hors d'atteinte, soit

qu'il s'efforçât à s'illusionner, afin de faire partager sa tranquillité à ses élèves et leur épargner des transes trop cruelles, il affectait une sérénité dont peut-être était-il la première dupe. Deux fois par semaine, il allait chercher la petite Euphémie à Vincennes et la conduisait, ainsi que les deux frères de la fillette, promener au jardin du Luxembourg. A une heure convenue, il les postait dans l'allée des platanes et la vicomtesse de Noailles, sous prétexte de prendre l'air, montait à l'étage supérieur du palais d'où elle pouvait apercevoir ses enfants jouant et s'ébattant avec l'insouciance de leur âge. C'était pour la malheureuse mère des instants de déchirant bonheur qu'elle n'osait prolonger, de crainte d'être surprise. Quand l'infatigable précepteur avait reconduit les deux jeunes garçons rue Saint-Dominique et leur sœur à Vincennes, il était rare qu'il ne retournât point jusqu'au Luxembourg pour y porter quelque objet de lingerie ou d'habillement demandé par les détenues.

Le 22 juillet (3 thermidor), vers sept heures et demie du soir, il se dirigeait vers la prison, chargé d'un paquet d'effets destinés à la vicomtesse de Noailles. Du bas de la rue de Tournon, il aperçut un gros rassemblement d'hommes et de femmes massé devant la grande porte du palais. Tout de suite il fut inquiet. Il déposa son fardeau dans une boutique tenue par une personne amie de la femme de chambre de la duchesse d'Ayen, et, fort anxieux, il approcha de l'attroupement qui entourait un grand chariot garni dans toute sa longueur de banquettes suspendues aux ridelles. C'était le chariot du tribunal ; son conducteur était apprécié des badauds ; vêtu comme un baladin, il les amusait, durant l'attente, par ses singeries et ses entrechats.

M. Grelet se faufila parmi la foule jusqu'au portail de la prison. Un guichetier en sortit, le reconnut et lui souffla : « Va-t-en ! Elles y sont ! » Le cœur glacé, il resta, assurant sa contenance ; il voulait voir encore une fois celles pour lesquelles il s'était dévoué. Il parvint à se pousser jusqu'à la porte qui, bientôt, s'ouvrit toute grande, découvrant deux gendarmes que suivait immédiatement la vicomtesse de Noailles. Elle aperçut aussitôt Grelet, passa tout contre lui, prit sa main que, sans mot dire, elle serra d'une pression affectueuse. L'un des gendarmes l'aida à monter dans le chariot où prirent place, tout près d'elle, sa mère la duchesse d'Ayen, et son aïeule la

vieille maréchale; puis on empila encore cinq ou six autres femmes et tout autant d'hommes : on n'en pouvait caser davantage, et il restait à charger une quinzaine de prisonniers. Cela occasionna un retard : le chariot stationnait, en attendant le signal du départ et Mme de Noailles, promenant ses regards sur la foule, avisa le précepteur de ses fils. Elle joignit les mains et courba le front, indiquant par cette attitude qu'il fallait prier; puis, levant le doigt, elle montra le ciel et esquissa le geste d'une bénédiction. Ensuite, elle se pencha vers sa mère, assise contre elle sur la planche et dut lui dire que M. Grelet était là, car la duchese d'Ayen « porta plusieurs fois la main à ses lèvres », derniers baisers envoyés par la grand mère à ses petits enfants. Les curieux pressés autour du chariot cherchaient des yeux à qui s'adressait cette mimique; Grelet, jouant l'indifférence, se tournait, lui aussi, en tous sens, comme pour découvrir dans la foule celui auquel elle était destinée.

Après une demi-heure, le chariot démarra; une quinzaine de personnes qui n'y avaient pas trouvé place le suivaient à pied, entourées de gendarmes. Il remonta en quelques tours de roue la rue de Vaugirard et tourna tout de suite à gauche dans la rue de Condé. Grelet l'accompagnait, décidé à suivre jusqu'à la Conciergerie. Mme de Noailles ne le perdait pas de vue : à l'endroit où la rue de Condé se resserre et s'infléchit vers le carrefour, la vicomtesse fit de la main trois fois le geste de la bénédiction. C'était le nombre de ses enfants.

Par la rue des Fossés Saint-Germain (actuellement de l'Ancienne Comédie), la rue Dauphine et le Pont-Neuf, le chariot atteignit l'île du Palais et tourna sur le quai aux Lunettes (aujourd'hui quai de l'Horloge). M. Grelet, qui marchait à sa hauteur, entendit tout à coup derrière lui une voix rude disant : « Je t'arrête; je te reconnais. » Il tourne la tête : l'un des gendarmes, celui qui l'a vu à la porte du Luxembourg serrer la main de Mme de Noailles, allonge le bras pour l'appréhender; mais déjà Grelet a pris sa course, se jette dans la rue de Harlay qui traverse l'île du Palais, écartant de sa canne les passants, suivi par le gendarme qui crie : « Arrêtez! », oblique à toutes jambes sur le quai des Orfèvres où il tombe dans les bras de deux ouvriers qui lui barrent le chemin et le remettent au gendarme. Un instant plus tard, il était dans un cachot du bureau de police, où il profitait de sa

solitude pour déchirer des papiers compromettants qu'il avait en poche et dont il mâcha et avala ce qu'il put. Alors, assis sur une pierre, dans l'obscurité la plus complète, il réfléchit à sa situation; sa pensée se reporte aux dames de Noailles qu'il vient de voir pour la dernière fois; au désespoir de la vicomtesse et de sa mère quand, demain, elles le verront condamné en même temps qu'elles; à ses élèves, auxquels il ne pourra apprendre avec d'affectueux ménagements qu'ils ont perdu à la fois leur bisaïeule, leur grand mère et leur maman. Ces pauvres enfants, à cette heure même, s'inquiètent de son absence et l'attendent pour prendre leur repas. Qu'arrivera-t-il d'eux quand il ne sera plus là? Il s'était jeté à genoux et mêlait des prières à ces amères considérations. Sa porte s'ouvrit; un geôlier qu'accompagnait un officier de gendarmerie, parut, portant une lanterne : « As-tu ta carte? » Grelet lui remit sa carte de sûreté qu'il avait obtenue quelques jours auparavant et il expliqua, en peu de mots, qu'il était coupable seulement d'avoir serré la main d'un détenu qu'on tirait du Luxembourg, mais qu'il n'avait pas échangé un seul mot avec ce suspect. Le geôlier l'écouta attentivement et sortit, emportant la carte. Les transes de Grelet redoublèrent : son adresse était sur cette carte; on irait à l'hôtel de Mouchy, on y ferait perquisition; on y découvrirait toute sa correspondance avec les dames de Noailles; on inquiéterait peut-être les enfants...

L'officier de gendarmerie revint : « Voici ta carte, dit-il; va-t-en! Une autre fois, ne t'approche pas de si près. » Grelet était libre. Il courut jusqu'à la rue de l'Université où il n'arriva qu'à onze heures du soir; ses élèves, pris de peur en voyant qu'il ne rentrait pas, ne s'étaient pas couchés et le pressèrent de questions. Il répondit qu'il avait été fort occupé d'eux, qu'il leur raconterait tout le lendemain. Sur quoi, il dit avec eux la prière et ils se mirent au lit : « Au moins, pensait Grelet en leur souhaitant bon sommeil, ils passeront encore cette nuit tranquille; la suivante sera bien cruelle et bien douloureuse. »

Dans les derniers temps de leur séjour au Luxembourg, les dames de Noailles n'avaient rien fait, rien dit qui eût pu attirer sur elles l'attention. Leur surdité les tenait à l'écart et il était difficile aux délateurs d'entrer en conversation avec elles. Un jour, on jeta des œufs pourris dans leur chambre; elles se plaignirent et Beausire, l'un des moutons, en profita pour les

accuser de conspiration. Est-ce lui qui les signala à Fouquier-Tinville et inséra leurs noms dans une liste complémentaire? Le 3 thermidor, Fouquier signait l'ordre de les transférer à la Conciergerie.

Il existe encore, ce papier qui passa des mains de l'accusateur public à celles du concierge Guiard et, de là, aux mains des trois nobles femmes. Il porte en tête une vignette où la hache, la pique surmontée du bonnet phrygien et une branche de laurier sont encadrées de cette devise : *Soyez dignes d'être des révolutionnaires.* Les noms des trois détenues y sont ainsi inscrits : *femme Brissac-Noailles, Louise Noailles, Jean-Baptiste-Louise Daguesseau femme d'Enghien* (pour d'Ayen), le tout griffonné à la diable et couvert de ratures. C'est par ce grossier feuillet que la vicomtesse de Noailles sut qu'elle était appelée au tribunal avec ses deux chères compagnes. Au moment où on le lui remit, elle lisait l'*Imitation de Jésus-Christ* ; elle écrivit à la hâte sur la bande de papier qui lui servait de signet : *Adieu, mes enfants, courage et prière.* Elle plaça ce signet à la page où sa lecture fut interrompue, puis elle baisa le volume et le fit porter à la Duchesse d'Orléans recluse à quelques pas d'elle, en la priant de le faire parvenir un jour à ses enfants, comme un dernier gage de sa tendresse. La Duchesse d'Orléans survécut à la Terreur et s'acquitta fidèlement de la commission ; le livre et le signet sont précieusement conservés par les descendants d'Euphémie de Noailles.

On a vu comment s'opéra le transfèrement. Au moment où Grelet entrait au bureau de police, les trois prisonnières pénétraient dans la Conciergerie, lieu redoutable dont la tragique célébrité s'était faite en moins de six mois. La Conciergerie ne ressemblait en rien aux autres prisons de Paris. Ici ne règnent ni le désœuvrement, ni l'ennui. Sauf rares exceptions de ceux qui parviennent à s'y faire oublier, on n'y séjourne pas : on y passe. De tous ces gens qui ne sortiront de là que pour mourir se dégage une vie intense, bruyante, souvent gaie, « d'une gaîté féroce » ; on ne réfléchit plus, on dépense sans compter, on boit sans mesure, les têtes s'échauffent, on soupe, on rit avec des compagnons d'infortune ; l'arrêt fatal est dans leur poche : « on brave les juges, les bourreaux, la mort ; rien n'intimide ». Le lendemain, on apprend l'exécution de ceux avec lesquels on festoyait la veille ; ils envoient aux survivants des compliments,

les assurent de leur courage, et le train de vie ne change pas. C'est un tumulte incessant, une fièvre, une agitation perpétuelles ; les nouveaux arrivants croisent au greffe ceux qui partent pour l'échafaud ; des huissiers appellent les accusés du jour, distribuent les actes d'accusation ; des geôliers circulent, suivis d'énormes dogues ; des garçons restaurateurs apportent du dehors les fins dîners ; des « pailleux » fuient l'infecte cave où ils agonisent et cherchent dans la cour un rayon de soleil et un peu d'air pur ; des gendarmes groupent, pour l'audience qui va s'ouvrir, des gens qui ricanent, chantent ou prient, et les visiteurs qui viennent au parloir pour voir un détenu, sont assourdis et consternés du bruit de cette population toujours en remous.

Au quartier des femmes, on est plus calme ; mais on n'y nargue pas moins la mort. La toilette y revendique ses droits : les négligés du matin, « plein de fraîcheur, n'indiquent pas du tout qu'on a passé la nuit sur un grabat ou sur une paille fétide ». Après midi, les prisonnières redescendent habillées avec recherche, coiffées avec élégance ; l'étroite cour « ressemble à un parterre orné de fleurs », et Beugnot qui trace ce tableau ajoute : « La France est probablement le seul pays et les Françaises les seules femmes au monde capables de porter ce qu'il y a de plus attrayant au sein de ce que l'univers peut offrir de plus repoussant et de plus horrible. »

Quant au local, il est infect ; le peu qui en reste aujourd'hui n'en peut fournir une idée. Qu'on imagine un gigantesque puits creusé au plus profond du vieux Palais et qu'entourent de toutes parts de hautes murailles percées de rares fenêtres pour la plupart aveuglées. Un dédale de couloirs tortueux, un enchevêtrement de cellules sans jour, de réduits pareils à des *in pace*, de cachots, de salles disparates, les unes hautes comme des cathédrales, les autres basses à s'y heurter le front contre les solives du plafond ; une grille solide tous les vingt pas ; des escaliers de pierre tournent dans l'épaisseur des murailles, des voûtes en ogives, des guichets garnis de verrous gros comme le bras ; du noir, du froid, de l'humidité, de la puanteur et partout, partout, des lits, des paillasses jetées à même les dalles, de méphitiques « griaches » où séjournent les ordures de toute une chambrée. Pas de réfectoire ; des tables grossières ici ou là. Pas de galerie-promenoir, si ce n'est

« la rue de Paris » qui conduit du greffe d'entrée au préau des hommes et où tout passe, arrivants, guichetiers, chiens de garde, fournisseurs, employés du tribunal, distributeurs d'actes d'accusation, happe-chairs de tous genres, condamnés qu'on va tondre, valets de bourreau porteurs de cordes et porte-clefs farouches, qui vont, le soir, verrouiller les prisonniers dans leurs cellules.

Par la cour du Mai, les dames de Noailles descendirent dans cette Morgue toujours en mouvement et en rumeur comme une halle un jour de marché. Il fallut le temps de les écrouer, de leur remettre leur acte d'accusation, de les conduire au quartier des femmes et de leur y trouver une place ; il était plus de neuf heures du soir quand on leur ouvrit un cachot habité déjà par trois pensionnaires. Fatiguées, elles demandèrent s'il était possible de leur procurer quelque nourriture et des lits ; mais il fallait payer, et la vicomtesse de Noailles ne possédait plus que 12 livres en écus. Or un lit de sangle se louait 15 francs pour un mois à la Conciergerie, et, n'y passât-on qu'une nuit, le mois était dû tout entier. Quant au souper, il était trop tard pour l'obtenir, les fournisseurs n'entrant pas dans la prison durant les heures de nuit. Une détenue charitable offrit aux arrivantes de l'eau de groseille pour calmer leur soif. Une autre, Mme Lavet, donna son lit à la maréchale de Noailles; en dédoublant des couchages, on en improvisa un pour la duchesse d'Ayen; la vicomtesse refusa qu'on installât pour elle un grabat sur le carreau : « Ce n'est pas la peine de dormir si près de l'éternité », dit-elle. Elle accepta seulement un livre de piété et une chandelle et, quand elle eut veillé à l'installation de sa mère et de sa grand mère, elle se mit en prières.

La nuit de ce campement fut agitée : la maréchale dormit quelques heures, « par intervalles », et, chaque fois qu'elle se réveillait, elle lisait et relisait son acte d'accusation. Quelque affaiblie que fût sa raison, la pauvre vieille duchesse n'en revenait pas d'être inculpée « d'avoir conspiré au Luxembourg et d'être complice de tous les crimes, de toutes les conjurations de Capet contre la nation française ». « Non ! grondait-elle, je ne périrai pas pour un complot dont j'ignore l'existence, et je me défendrai devant les juges de manière qu'ils n'oseront me condamner. » Elle s'inquiétait de sa robe,

se désolait qu'elle fût chiffonnée, arrangeait son bonnet, et « ne pouvait croire à la possibilité qu'elle mourrait dans les vingt-quatre heures ». Mme d'Ayen se montrait moins assurée, mais se berçait pourtant d'espoir. Sa préoccupation était de voir que sa fille ne dormait pas; « elle passa une partie de la nuit à la tourmenter pour l'y décider et se lamentait de ne rien obtenir ». Elle s'assoupissait par moments, mais se réveillait presque aussitôt, tracassée de mille riens : ainsi se chagrinait-elle du sort de sa montre, seul bijou qui lui restât et qu'elle eût voulu faire parvenir à ses petits-fils. Elle pria Mme Lavet de s'en charger; mais celle-ci refusa, crainte de compromettre la chambrée. La vicomtesse de Noailles souhaitait aussi qu'on remît à ses enfants un portefeuille vide, un portrait qu'elle avait sur elle et des cheveux; mais personne n'osa assumer une si périlleuse commission. Pourtant, Mme Lavet consentit, si elle survivait à la Terreur, à faire savoir aux élèves de M. Grelet que leur mère « était morte avec une grande paix et une grande résignation, mais en les regrettant de toute la tendresse de son cœur ».

A six heures du matin, on s'occupa de soutenir les forces des trois accusées qui allaient affronter le redoutable tribunal; le bruit de leur présence s'était répandu dans la prison et les dames de Boufflers, détenues dans le même quartier, leur apportèrent du chocolat. Beaucoup venaient les voir et les considéraient les larmes aux yeux. La maréchale et la duchesse d'Ayen firent « quelques arrangements en prévision de leur acquittement ». La vicomtesse, sans illusion, prit congé de ses compagnes d'une nuit « avec les charmantes formes qu'elle avait reçues de la nature ». En remerciant Mme Lavet de ses bons procédés : « Votre figure est heureuse, dit-elle, vous ne périrez pas. » Cette prédiction devait se réaliser, et c'est à ce témoin précieux que les jeunes Noailles durent plus tard la relation de ces heures poignantes.

Depuis l'aube, la Conciergerie s'animait du grand branle-bas des fortes fournées; les huissiers du tribunal, assistés de gendarmes, parcouraient toute la prison pour réunir les 53 qui devaient « monter » ce jour-là; le bruit des verrous tirés, le heurt des lourdes portes, les séparations brutales, les adieux écourtés, les vœux, les cris, les sanglots, les chants aussi, entonnés par bravade, se mêlaient en rumeur sinistre, accom-

pagnant la tournée des agents de Fouquier. Vers neuf heures, ils passaient au quartier des femmes, y raflaient les dames de Noailles et plusieurs autres. Par un escalier étroit et obscur percé dans le gros mur du fond de la ci-devant chapelle, elles gagnèrent en file le premier étage du Palais ; puis, suivant la galerie des Peintres (aujourd'hui galerie Saint-Louis), on les conduisit à une salle du bâtiment neuf où l'on rassemblait les accusés en attendant l'heure de l'audience. Ceux que le tribunal allait expédier comme complices d'un même crime, se voyaient là le plus souvent pour la première fois. Ce jour-là, s'y trouvaient, quand « la société » fut au complet, 11 femmes parmi lesquelles deux septuagénaires, et 42 hommes, dont le général Charles de Flers, des domestiques d'aristocrates, des fermiers, Gossin, ancien député de la Meuse à la Constituante, des commis marchands, des employés, un boucher, et tout un peloton d'habitants de la Nièvre, dépêchés de leur département par un zélé commissaire du Comité de Salut public. Un peu avant dix heures, on sépara les 53 en deux groupes : 27 pour la première section ; on emmena les autres vers l'ancienne Tournelle, où siégeait la seconde section du tribunal. Les accusés du premier groupe, dont faisaient partie les dames de Noailles, furent introduits dans la salle d'audience, vaste, nue et claire (c'est, de nos jours, la première Chambre civile), et, salués par les cris d'impatience de la foule tumultueuse tassée derrière les barrières ; on les étagea, séparés l'un de l'autre par un gendarme, sur les gradins dressés en face des fenêtres.

L'audience fut ouverte à dix heures : Dumas présidait, ayant pour assesseurs les juges Bravet et Foucault. Liendon, l'adjoint de Fouquier-Tinville, occupait le siège de l'accusateur public. On a dit déjà que ces audiences ne consistaient, en réalité, qu'en un appel expéditif. Liendon lut l'acte d'accusation où, pêle-mêle et au hasard, s'accumulaient laconiquement les charges les plus banales et les plus rebattues, celles qui avaient servi contre les accusés de la veille et serviraient encore contre ceux du lendemain ; ni les jurés, ni les juges n'y prêtaient attention ; le public lui-même y était habitué et ne s'indignait ni ne s'étonnait d'entendre, par exemple, qu'il était évident que tel des prévenus entretenait des intelligences avec Pitt et Cobourg ; que tel autre « s'était engraissé de la subs-

lance du peuple », et que les trois femmes Noailles, — dont la plus âgée tenait à son oreille, pour écouter ces sornettes, un cornet acoustique, — « avaient résolu de dissoudre la Convention nationale et d'assassiner les membres du Comité de Salut public ».

Alors commençait « l'interrogatoire » : une question à chacun. Dumas s'adressa à la vieille maréchale :

— Tu étais de la conspiration du Luxembourg?

— Que dites-vous? fit la pauvre vieille. Et, par manière d'excuse : — Citoyen, ajouta-t-elle, je suis extrêmement sourde. Je n'ai pas entendu.

— Tu conspirais donc sourdement, cria Dumas qui se plaisait à égayer les audiences.

Juges, jurés, greffiers, huissiers, gendarmes, public, appréciant ce bon mot, éclatèrent. Le président reprit à voix très haute :

— Tu connaissais les femmes Lévis?

Les trois dames de Lévis, emprisonnées au Luxembourg, avaient été guillotinées quelques jours auparavant. La maréchale de Noailles, son cornet à l'oreille, commença un petit discours :

— Citoyen, lorsque nous étions dans le monde, nous n'étions pas de la société des citoyennes Lévis; mais lorsque nous avons été conduites au Luxembourg, elles sont venues nous voir; nous leur avons rendu leur visite...

Dumas lui coupa la parole :

— Silence! En voilà assez!... Et, s'adressant aux jurés :

— Vous avez entendu que l'accusée, de son propre aveu, connaissait les femmes Lévis; celles-ci étaient de la conspiration et ont porté leurs têtes coupables sur l'échafaud, donc...

Ce *donc* suspensif était en quelque sorte le mot convenu entre les juges et le jury et dictait à celui-ci sa conduite. On passa à une autre. Seul, l'accusé Gossin, l'ancien député de Bar, fut admis à s'expliquer : il était prévenu d'avoir pactisé, à Verdun, en septembre 1792, avec le roi de Prusse. Dumas lui donna la parole et il se justifia complètement et sans peine; deux députés à la Convention, Mallarmé, de la Meurthe, et Harmand, de la Meuse, autorisés à déposer en sa faveur, protestèrent que Gossin, loin d'obéir aux ordres du roi de Prusse, avait sauvé la ville de Bar-le-Duc d'une exécution militaire.

Tous deux furent écoutés avec attention et deux des jurés se penchant vers Harmand quand il eut fini de parler, lui dirent : « Citoyen représentant, sois tranquille ; tout ira bien. »

L'audience était terminée ; les jurés se retirèrent dans la salle de leurs délibérations ; les gendarmes emmenèrent les accusés et, en quittant les gradins, Gossin adressa à son ami Harmand un mouvement de tête interrogatif, auquel ce dernier répondit par un geste rassurant.

Les juges devaient rester sur leurs sièges en attendant le prononcé du verdict. Le président invita par signe Harmand, de la Meuse, à venir causer avec lui. Harmand plaida de nouveau la cause de Gossin et ne cacha pas sa surprise de la rapidité des débats auxquels il venait d'assister. Dumas et ses assesseurs l'écoutaient favorablement en l'observant avec attention. La rentrée du jury mit fin à cet entretien : ils reprirent leurs places et, l'un après l'autre, la main sur le cœur, prononcèrent la phrase fatale : « En mon âme et conscience, je déclare que tous les accusés, à l'exception de la fille Poyar et du citoyen Gustine, sont convaincus d'être les ennemis du peuple. »

La fille Poyar était une campagnarde accusée d'avoir porté une lettre à un émigré ; Gustine avait volé trois bœufs dans un parc de l'armée ; mais il était réputé « excellent patriote ». Dumas prononça leur acquittement. Tous les autres étaient condamnés à mort. Harmand, de la Meuse, confondu de cette parodie de justice dont, quoique député, il n'avait, de son propre aveu, « aucune idée », sentit ses jambes lui manquer ; et il entendit les deux jurés qui l'avaient rassuré sur le sort de Gossin lui souffler en ricanant : « Nous t'avions bien dit que tout irait bien ! » Il assure qu'il s'évanouit. Il osa s'évanouir ; on dut l'emporter avant que les accusés fussent remontés sur les gradins pour assister à la lecture de leur sentence.

L'ABBÉ CARRICHON

M. Grelet, après son arrestation de la veille et sa rentrée tardive à l'hôtel de la rue de l'Université, avait passé une nuit blanche. Le matin du 4 thermidor, avant six heures, tandis que ses élèves dormaient encore, il sortit pour aller chez le Père Brun, son ancien maître de Juilly, qui demeurait rue des

Saints-Pères. Il le prévint que les dames de Noailles, transférées à la Conciergerie, seraient vraisemblablement condamnées à mort dans la journée; il le pria de se porter sur leur passage lorsqu'elles iraient à l'échafaud et de leur donner une dernière absolution. Le Père Brun était coutumier de ces périlleuses expéditions; il promit donc, et Grelet revint à l'hôtel de Noailles-Mouchy, afin d'assister au lever de ses élèves. Comme la journée s'annonçait radieuse, il leur proposa de les conduire à Vincennes pour voir leur sœur Euphémie. Tout joyeux à la perspective de cette partie de campagne, les enfants s'y préparèrent avec entrain, sans rien remarquer des préoccupations de leur précepteur et sans aucun soupçon de l'affreuse catastrophe qu'il se réservait de leur apprendre au cours de la promenade.

On partit vers neuf heures. M. Grelet, dans la crainte sans doute que le Père Brun ne pût s'approcher des condamnées et se rappelant la promesse formelle que leur avait faite, plusieurs mois auparavant, le Père Carrichon, confesseur de la vicomtesse de Noailles et de la duchesse d'Ayen, monta chez ce religieux avec Alexis et Alfred. Le père Carrichon ouvrit lui-même sa porte. Il voit les deux jeunes garçons, gais et rieurs; il voit leur compagnon, « les traits altérés, le visage livide, défiguré » :

— Passons dans votre chambre, souffle M. Grelet; laissons les enfants dans votre cabinet.

Entré là, porte close, Grelet, fléchissant, se laisse tomber dans un fauteuil :

— C'en est fait, gémit-il; ces dames sont au tribunal. Je vous somme de tenir votre parole. Je conduis mes élèves à Vincennes; dans le bois je les préparerai à cette terrible perte.

Le Père Carrichon l'écoute, terrassé. On entendait les enfants rire dans la pièce voisine; l'idée de leur deuil imminent, de leur désespoir si proche en apprenant à la fois la mort, — et quelle mort! — de leur mère, de leur grand mère et de leur bisaïeule; la pensée de leur isolement subit, de leur avenir, de celui de la petite Euphémie, qui, à quatre ans, va se trouver sans guide et sans protection; celle aussi de l'effrayant devoir qu'il doit lui-même remplir, l'accablent et l'abattent. Il se reprend avec effort: c'est vrai; il a promis,

sans prévoir, peut-être, à quoi il s'engageait. Il pose quelques questions et soupire : « Quelle commission ! Priez Dieu qu'il me donne la force... Je vais changer d'habits. »

Le digne ecclésiastique avait, on l'a dit, prévenu ses pénitentes qu'il revêtirait, en cas qu'il dût subir cette épreuve, un habit bleu et une veste rouge, afin qu'elles pussent le distinguer dans la foule. On rentra dans la première pièce où Alexis et Alfred s'amusaient, « contents autant qu'ils pouvaient l'être ». Ils sortirent avec M. Grelet; le Père Carrichon, resté seul, sentit faiblir son courage. Tout en préparant son gilet rouge et sa houppelande bleue : « Mon Dieu ! répétait-il, ayez pitié d'elles et de moi ! » Quand il fut travesti, il se mit en route, aussi exténué déjà que s'il eût porté un fardeau écrasant.

« Je plonge avec mon sujet dans la nuit... », écrivait Michelet au début du chapitre de son *Histoire de la Révolution* où il abordait le récit de la Terreur, et l'on oserait ici lui emprunter ce mot saisissant, car les pages qui vont suivre seront fécondes en traits d'une précision si appuyée, voire si rebutante, que bien des lecteurs estimeront, sans doute, que mieux eût valu ne point les écrire. On n'y doit présumer cependant ni malsaine prédilection pour l'horrible, ni recherche facile d'effets brutaux, mais seulement pieuse curiosité de suivre dans leur effroyable marche au supplice quelques-unes des victimes du tribunal révolutionnaire. Les contemporains de ces hécatombes ne les ont jamais relatées; les honnêtes gens s'en détournaient avec dégoût; ceux de la plèbe qui s'y complaisait n'écrivaient pas; les fonctionnaires de tous ordres chargés d'y présider se sont tus, soit par obéissance à une consigne, soit par honte et crainte de l'infamie. Les récits de ces immolations en masse sont donc extrêmement rares et toujours sommaires. Un seul, tracé par un témoin oculaire, rapporte avec une implacable minutie les circonstances de ces scènes atroces : c'est celui que rédigea l'abbé Carrichon et qu'il légua, lors de sa mort, à Euphémie de Noailles devenue la marquise de Vérac. Celle-ci l'a communiqué au *Correspondant* où il fut intégralement publié, il y a quatre-vingts ans. Depuis lors la marquise de Montagu et la duchesse de Duras, filles, elles aussi, des victimes, ayant cru devoir, soit par scrupule de pudeur pour des morts vénérés, soit par répugnance d'un réalisme cruel, supprimer certains détails de cette relation

trop explicite, c'est à leur version expurgée que divers chroniqueurs ont fait, fréquemment, des emprunts. On va suivre ici la narration originale de l'abbé Carrichon. Puisque la Révolution a saturé de tels spectacles le peuple de Paris, pourquoi l'histoire en dissimulerait-elle l'abjection? Trop d'écrivains ont tenté de réhabiliter la guillotine de l'an II pour qu'on hésite à la montrer ignoble, abominable, déshonorante, telle qu'elle fut.

Sorti de chez lui, malade d'émoi, le Père Carrichon, pensant calmer le tremblement qui l'agitait, entreprit d'abord « quelques courses » et n'arriva au Palais de justice que vers une heure et demie. L'audience du tribunal finissait : il questionna un particulier qui en sortait et connut par lui le verdict : les trois citoyennes Noailles étaient condamnées à mort. En vain voudrait-il douter encore ; ce qu'il entend ne lui laisse aucun espoir. Dans cette immense salle des Pas-perdus, parmi la foule qui s'y bouscule, il est obligé d'affecter l'allure d'un badaud indifférent et de dissimuler le trouble qui l'étreint. Se sentant faiblir, il gagne la rue et se dirige vers le faubourg Saint-Antoine, bourrelé de pensées et d'images obsédantes et ne parvenant pas à dominer l'agitation intérieure, l'effroi secret auxquels il est en proie. Il sait trouver, là où il va, du réconfort « chez une personne de confiance, » — l'un de ses supérieurs probablement et peut-être son directeur de conscience, — à qui il confesse sa pusillanimité et dont il écoute les conseils, les exhortations et les encouragements. Le pauvre abbé n'en souffre pas moins d'un grand mal de tête : il prie son ami de lui faire un peu de café et ce stimulant lui procure quelque soulagement. Il revient vers le Palais, « très lentement, très pensif, très irrésolu, désirant ne point arriver, ne pas trouver celles qui l'y appellent ». Un peu avant cinq heures, cependant, il est devant la grande grille qui, sur la rue de la Barillerie (actuellement boulevard du Palais), ferme la cour du Mai ; il constate que rien n'annonce encore le départ des condamnés. Comme l'accès de la cour est interdit depuis quelques jours, il pénètre dans le Palais par le haut escalier qui monte au flanc de la Sainte-Chapelle et arrive ainsi à la galerie marchande ; il s'y promène, entre dans la salle des Pas-perdus, flâne dans les galeries environnantes, « s'asseyant, se levant, cachant sous un air sérieux un fond très agité, très

chagrin ». De temps à autre il jette un coup d'œil sur la cour, pour voir où en sont les préparatifs du départ. Et toujours cette « exclamation intérieure » le harcèle : « Dans deux heures, dans une heure et demie, elles ne seront plus! »

De cinq à six heures, il erra, tantôt excédé d'angoisses, tantôt s'illusionnant encore, tant la réalité lui semblait incroyable.

Tandis qu'il piétinait ainsi bouleversé, quelle pouvait être la longue attente pour ceux qui allaient mourir et auxquels les « formalités » indispensables distillaient les apprêts du supplice! On a vu que le verdict fut rendu vers une heure et demie; à six heures, les condamnés étaient encore à la Conciergerie : donc ils agonisèrent ce jour-là durant quatre heures et demie dans la frémissante expectative de l'échafaud. L'arrêt prononcé, on ne les ramenait pas dans leurs cachots, de crainte qu'ils ne distribuassent aux autres détenus l'argent ou les quelques objets de valeur qu'ils possédaient encore : de par le jugement, la République héritait de tous leurs biens ainsi que de leur dernière défroque et, pour les dépouiller, on les réunissait dans l'une des pièces du greffe. Jamais on ne pourra imaginer de quels regards se dévisageaient ces gens effarés, quels cris, quels sanglots, quels adieux déchirants, quelles lamentables exhortations au courage, quels embrassements échangés entre personnes d'une même famille, car Fouquier excellait à grouper dans une fournée pères, mères, fils, filles, maris, épouses. Nul n'a jamais non plus osé avouer qu'il eût assisté à ces scènes déchirantes; nul même quand, plus tard, au procès de Fouquier-Tinville et de ses magistrats, tout le petit personnel du Tribunal se débonda, nul n'a fait allusion à ce qu'il avait pu entrevoir de ce qui se passait dans les coulisses de cette usine de mort. On discerne bien que des employés, des scribes, circulaient, insouciants et bureaucratiques, parmi cette détresse, car la paperasserie réclamait ses droits et il fallait donner au concierge de la prison autant de *significations de jugement* qu'il y avait de personnes à livrer au bourreau : c'étaient des formules imprimées où l'on griffonnait la date, le nom et les prénoms des condamnés et qui servaient de décharge « au dit citoyen concierge »; cela constituait la levée d'écrou; mais on ne pourrait dire quels étaient les fonctionnaires subalternes chargés du dépouillement des victimes. Il n'apparaît pas que

cette besogne fût confiée aux « commis » de l'exécuteur, trop peu nombreux et occupés ailleurs, ni aux guichetiers de la prison. On constate, il est vrai, la présence, parmi le personnel du Tribunal, d'une *fouilleuse*, la fille Verdier; et peut-être l'employait-on à détrousser les femmes marquées pour l'échafaud.

Ce jour du 4 Thermidor, la rafle d'objets précieux fut importante; elle s'opéra certainement sans méthode, dans le désarroi, sans qu'on prît la peine ni le temps de noter les noms des dépossédés, car, au registre où l'on consignait le produit de cette perquisition suprême, on trouve : « *Inconnus condamnés le 4 du présent mois* », — et suit une longue liste de mention de ce genre : « Une tabatière d'écaille carrée à charnière d'or; 4 cercles d'or et portraits de femmes; 4 anneaux d'oreilles en or; une paire de boutons d'or à verre à gerbe de cheveux »;... et des bagues, des médailles de cou, des montres... Seules les dames de Noailles sont désignées nominativement : « *Femmes Noailles* : une tabatière d'or; 12 livres en écus; une alliance d'or et d'argent; une montre d'or à répétition... », bien probablement cette montre dont la duchesse d'Ayen s'était tant préoccupée au cours de la nuit précédente.

Ainsi spoliées des derniers objets matériels qui les rattachaient à la vie, les victimes passaient aux mains des aides de l'exécuteur, — de ses *commis* pour mieux dire, car lui-même ne les qualifiait pas autrement. La loi lui en accordait quatre seulement; mais « le travail immense et sans relâche » de l'été de 1794 l'avait obligé à en arrêter trois autres qu'il payait de ses deniers. L'un des commis en titre, Desmarets, issu d'une vieille famille de bourreaux de province, surveillait ordinairement la *toilette* des condamnés : on leur coupait les cheveux au ras de la nuque; on échancrait largement le col de leur chemise; on leur liait les coudes derrière le dos. Ce premier contact avec l'exécuteur glaçait les plus énergiques. On rapporte que la jeune comtesse du Bois-Bérenger, condamnée le 21 messidor, ainsi que son père, le comte de Maleissye, sa mère et sa sœur, à peine entrée avec tous les siens dans la chambre où se faisaient les apprêts, tira de son corsage des ciseaux et dit à sa maman : « Je vais vous couper moi-même les cheveux; il vaut mieux que cet office soit rempli par votre fille que par

le bourreau. » Elle rendit le même service à son père et à sa sœur. « Présentant ensuite à celle-ci ses ciseaux, elle la pria de lui donner cette triste et dernière preuve d'amitié. » Le 3 thermidor suivant, le Comité de Salut public arrêtait que la famille Malcissye tout entière serait déportée... Elle était guillotinée depuis douze jours!

Que faisait-on de ces chevelures? Il paraît bien qu'elles restaient la propriété du bourreau; du moins, à l'époque de l'exécution de Louis XVI, le bruit s'étant répandu que l'on vendait, à gros prix, les cheveux de « Capet », l'exécuteur Sanson protesta avec indignation : « Ce commerce infâme, écrivit-il, ne peut avoir eu lieu que par des fripons : la vérité est que je n'ai pas souffert que personne chez moi en emportât ou en prît le plus léger vestige. » Donc il les conservait précieusement. Mais, plus tard, quand sévirent les grandes fournées, la discipline dut se relâcher et l'importance du stock s'étant considérablement accrue, un commerce clandestin s'établit; l'agent national Payan y fit allusion, à la séance de la Commune, le 26 floréal an II : « Des femmes édentées, dit-il, s'empressent d'acheter les cheveux des blondins guillotinés et de porter sur leur tête des chevelures de choix »; et il concluait : « Nos aristocrates serviront du moins à quelque chose! »

Ainsi dépouillés, entravés, tondus, appartenant désormais à l'exécuteur, les malheureux attendaient encore, car celui-ci devait souvent, au dernier moment, requérir des charrettes supplémentaires pour transporter en un seul voyage jusqu'à l'échafaud la masse des condamnés que lui livrait le tribunal. Il possédait seulement deux charrettes « permanentes » qui, semble-t-il, ne pouvaient recevoir chacune qu'une dizaine de personnes; les véhicules qu'il louait lui coûtaient 15 francs par jour, « et 5 francs à chaque voiturier; autrement, observait-il, on n'en trouve pas ». Il pouvait ordinairement prévoir, dès dix heures du matin, par le nombre des accusés traduits au tribunal, celui des individus qu'il aurait à transporter et, dès quatre ou cinq heures de l'après-midi, les charrettes se rangeaient en nombre suffisant dans la cour du Mai, le long de l'aile nord du palais contre laquelle s'ouvrait l'arcade sombre, alors seule entrée de la Conciergerie.

Il faut croire que, le 21 juillet, Sanson éprouva quelque

peine à se procurer des charrettes de renfort, car c'est seulement à six heures du soir que l'abbé Carrichon qui, tout en affectant de flâner dans la galerie marchande, surveille ce qui se passe autour de la prison, juge qu'il est temps de gagner son poste à la grille du Palais; comme il est défendu, on l'a dit, de traverser la cour, il regagne, par l'escalier de la Sainte-Chapelle, la rue de la Barillerie et se mêle aux curieux. De là il voit remplir la première charrette; quand son chargement est complet, on la fait avancer, afin de dégager la place, jusqu'à la grille où elle s'arrête à quelques pas de l'abbé. Elle contient « huit dames très édifiantes »; sept lui sont inconnues; la huitième est la maréchale de Noailles; sa tête est couverte d'un grand bonnet et la vieille duchesse paraît être fort à la gêne sur la misérable planche où elle est assise, les bras attachés derrière le dos.

De la voir là, isolée de sa belle-fille et de sa petite-fille, l'abbé Carrichon conçoit un dernier espoir que celles-ci échapperont à la mort; espoir vite détrompé, car on charge la seconde charrette et de loin, il les voit toutes les deux s'y asseoir. Six hommes y sont hissés après elles et l'abbé remarque que ceux-ci se placent un peu à l'écart des deux dames comme pour mettre entre elles et eux quelque distance, et cela « avec un air d'égards et de respect » dont il fut « charmé ». Cette seconde charrette s'approche à son tour et vient stationner derrière la première, presque devant l'église Saint-Barthélemy située en face du palais. Sapée par le percement de nos modernes boulevards, elle n'existe plus, cette église; mais on en retrouve le portail plaqué aujourd'hui contre celle de Notre-Dame des Blancs-Manteaux, — ce portail vers lequel se sont levés, en une suprême imploration, tant d'yeux plaintifs près de se clore.

L'ecclésiastique distingue parfaitement ses deux pénitentes, mais elles ne peuvent l'apercevoir. La duchesse d'Ayen, vêtue d'un déshabillé bleu et blanc, paraît n'avoir que quarante ans, quoiqu'elle en compte cinquante-sept; la vicomtesse de Noailles, qui n'a point quitté le deuil du maréchal et de la maréchale de Mouchy, est en blanc; elle aussi semble rajeunie; malgré ses trente-cinq ans, « elle en porte au plus vingt-quatre ». A peine sont-elles assises, que la fille parcourt du regard la foule massée à la grille: on la voit se pencher à plusieurs reprises vers sa

mère et lui parler à l'oreille avec vivacité. Les badauds s'étonnent : « Voyez donc, cette jeune... comme elle s'agite, comme elle parle à l'autre. Elle ne paraît point triste. » L'abbé, qui ne les quitte pas des yeux, croit entendre tout ce qu'elles disent : « Maman, il n'y est pas ! — Regardez encore. — Rien ne m'échappe ; je vous l'assure, maman, il n'y est pas. » Un quart d'heure se passe, tandis que, derrière les deux premières charrettes déjà chargées, on remplit les autres, — cinq au moins. Enfin le sinistre cortège se met en marche parmi les *hu ! ho !* des charretiers et les *ah !* de satisfaction de la canaille impatiente. Encadrées par un petit détachement de gendarmes des tribunaux, les uns montés, les autres à pied, — habits bleus, buffeteries jaunes, bicorne à pompon, — les deux premières charrettes passent devant le Père Carrichon ; la vicomtesse de Noailles fouille du regard la cohue, mais dans le moutonnement des têtes, elle ne découvre pas celui qu'elle cherche. Tout courant, par un détour, il est allé se poster à l'entrée du Pont au Change où déjà s'engage le long convoi. Les deux dames tournent la tête de tous côtés, espérant qu'elles verront l'abbé ; mais en vain : l'inquiétude de Mme d'Ayen est manifeste. Pourtant, il marche tout près d'elles et les accompagne dans toute la longueur du pont.

Là, les voitures obliquent à droite sur le quai de Gesvres et l'abbé renonce à aller plus loin : que de bons prétextes pour s'épargner la douloureuse tâche ! « J'ai fait tout ce que j'ai pu... Partout ailleurs, la foule sera plus grande. Il n'y a pas moyen ! Je suis fatigué ! » Et puis la chaleur est étouffante : un temps mou, et le ciel, au-dessus du Pont-Neuf, se couvre de lourds nuages ; un orage menace ; le tonnerre déjà roule au lointain. Le Père Carrichon décide de « se retirer » ; néanmoins, au lieu de retourner du côté de chez lui, le voilà qui, poussé par l'impérieux devoir, hâtant le pas, abandonne les charrettes à l'entrée de la Place de Grève, et, par des rues détournées, — celles de la Mortellerie et celle des Nonains d'Hyère, sans nul doute, — il parvient à l'angle de la rue de Jouy et de la rue Saint-Antoine bien avant le cortège qui, lui, pour arriver au même point, passant sous l'Hôtel de ville par l'arcade Saint-Jean, a suivi les rues du Martroi, du Monceau, du pourtour Saint-Gervais où la presse est grande et l'a retardé.

Le voilà ! Il avance dans la populeuse et large rue Saint-Antoine qui, chaque jour, depuis plus d'un mois, a vu ce défilé de visages blêmes, de têtes dénudées, de cous tendus par suite de la position des coudes tirés en arrière et noués sur les dos. Ce jour-ci, une attraction inédite rompt la monotonie du spectacle habituel ; un homme de haute stature et de forte corpulence, tondu et lié comme les autres, accompagne à pied les charrettes ; c'est le condamné Gossin, l'ex-constituant de la Meuse. Oublié dans la cour du Palais, « laissé à lui-même, perdu, en quelque sorte dans la foule des curieux », peut-être eût-il été sauvé, s'il se fût trouvé là un homme assez hardi pour couper ses liens » ; mais les gens qui l'entouraient « se contentèrent de fixer sur lui des regards stupides ». Quand les voitures partirent, il les suivit « machinalement » et alla ainsi jusqu'au bout...

Le Père Carrichon, en sueur, devance le convoi des condamnés ; le ciel est de plomb ; une brutale rafale balaie le pavé poussiéreux ; l'orage éclate ; de grosses gouttes, puis l'averse, puis des torrents d'eau ont vite fait le vide autour des charrettes. Plus un badaud dans la rue ; tous ont couru se réfugier sous les auvents des devantures, sous les bannes des étalages, dans les allées des maisons. L'abbé lui-même se plaque contre une boutique ; la file des charrettes passe en désarroi devant lui : plus d'ordre dans la marche ; les cavaliers poussent leurs chevaux, les fantassins hâtent le pas, courbant la tête sous l'ondée ; les condamnés, sur leurs planches, têtes nues, cous rasés, ruissellent. L'abbé les regarde, encore indécis, et, tout à coup, comme cédant à un appel péremptoire, il quitte son abri, se lance sous la pluie battante et le voilà seul, à trois pas de la deuxième charrette où sont ses pénitentes. La vicomtesse l'aperçoit ; elle sourit ; ses yeux parlent : « Vous voilà donc enfin ! Ah ! que nous en sommes aises : nous vous avons bien cherché. Maman, le voilà ! » Mme d'Ayen « semble renaître ». L'abbé est intrépide à présent ; toutes ses irrésolutions cessent. Trempé d'eau et de transpiration, il emboîte le pas aux gendarmes, quand, devant l'église Saint-Louis, il avise un ami, déguisé comme lui et qui, abrité sous le lourd portique, contemple le défilé désordonné du cortège. C'est le Père Brun, venu, lui aussi, pour bénir à leur passage les trois condamnées. L'abbé Carrichon va vers lui, lui frappe sur l'épaule avec une

familiarité démocratique : « Bonjour, mon ami », dit-il; il se sent un courage extraordinaire et vient hardiment reprendre sa place aux côtés de la charrette.

Au carrefour de Birague où la rue Saint-Antoine s'élargit encore, des mégères sont groupées, malgré l'orage qui redouble. Un vent furieux cingle sur les condamnés frissonnants; les femmes de la première charrette en sont fort tourmentées et la vieille maréchale paraît en souffrir beaucoup. Son grand bonnet, renversé, découvre ses mèches blanches trempées; elle chancelle sur la planche cahotante où elle est pelotonnée; et la racaille, instruite de son nom soit par les gendarmes d'escorte, soit autrement, l'invective : « La voilà donc cette maréchale menant autrefois si grand train, allant dans de si beaux carrosses... Dans la charrette tout comme les autres! » Les clameurs la poursuivent jusqu'à la place de l'ancienne Bastille. Là, récemment, s'est dressé l'échafaud, chassé, depuis le 19 prairial, de la place de la Révolution. Du 21 au 24 prairial, soixante-treize têtes y sont tombées, et, depuis lors, sur les protestations des habitants du quartier, l'instrument des supplices est allé se cacher à l'extrémité de Paris, contre la barrière de Vincennes, au bout de l'interminable faubourg. C'est là qu'on traine les 45 de la fournée du jour.

Le Père Carrichon a pris les devants; il examine; le carrefour de la Bastille est presque désert; l'emplacement est si vaste que les curieux y sont disséminés : « C'est ici le meilleur endroit », se dit l'abbé. Profitant d'un ralentissement du convoi, il adresse à la vicomtesse de Noailles un signe qu'elle comprend parfaitement; elle se penche vers sa mère, blottie contre elle : « Maman, M. Carrichon va nous donner l'absolution. » Les deux femmes courbent aussitôt le front et, tout en marchant, sans se découvrir, pour ne pas éveiller les soupçons, le prêtre lève la main et prononce tout bas, « très distinctement », la formule entière, les paroles qui la suivent et les trois mots qui la terminent : « Allez en paix! »

Quand il tourne vers elles les yeux, il est frappé de « leur air de contentement, de sérénité, d'allégresse ». L'orage est passé; dans le ciel lavé, les nuages s'effilochent et se dissipent. Les charrettes ont pénétré dans le faubourg et, comme la pluie cesse, les badauds se forment en haie sur leur passage. On hue un peu « les premières dames », surtout la maréchale; on se

tait, quand défilent les autres; d'ailleurs, à mesure qu'on avance, les attroupements sont plus clairsemés; à l'extrémité du faubourg, la population est moins dense; quand on a laissé à droite l'hôpital des Enfants trouvés, puis l'abbaye de Saint-Antoine, on est à peu près dans les champs. Si raffermi qu'il fût, le Père Carrichon éprouva là une émotion qui faillit lui faire rebrousser chemin; il se trouva coude à coude avec un jeune homme souvent rencontré autrefois et qui n'ignorait pas son caractère sacerdotal; l'abbé, ayant des raisons de croire ce particulier malintentionné, se trouble, « s'embarrasse », tourne le dos et reprend à grands pas le chemin de la Bastille. Mais, voyant que ce personnage inquiétant ne l'a pas reconnu et disparaît dans une rue voisine, il se rassure, rejoint les charrettes et parvient en même temps qu'elles sur la ci-devant place du Trône.

On jugerait mal ce qu'était en 1794 cet immense espace par l'aspect qu'il présente de nos jours. En dépit des allées d'arbres qui la cernaient et dessinaient, assez irrégulièrement, sa forme circulaire, la place du Trône, — du Trône renversé, — ressemblait plus à un champ inculte qu'à un lieu de promenade. Le grand chemin de Lagny ne la traversait point, mais en faisait le tour au nord, le long des jardins de la rue de Montreuil, et elle n'avait pour ornement, à l'entrée du Cours de Vincennes, que les deux lourds pavillons de la Barrière, alors tout neufs, qui subsistent aujourd'hui, toujours inachevés, et les deux hautes colonnes de pierre demeurées depuis 1788 à l'état d'ébauche, toutes renflées de bossages à peine équarris et sans ornementation d'aucun genre. Les avenues projetées qui devaient rayonner du centre de la place étaient à peine tracées et n'aboutissaient à rien. La partie sud formait ainsi un grand terrain vague, que n'avoisinait aucune maison et dont le sol herbu et raboteux se prolongeait en vignes et en jardins maraîchers jusqu'au nouveau mur d'enceinte élevé sous Louis XVI et aux murs des jardins de l'ancien village de Picpus, peuplé de vastes couvents, de maisons d'éducation ou de retraite. Quelques indices, assez vagues, donnent à croire que l'échafaud ne se dressait pas au centre de la place, mais vers le sud, sous les arbres, dans l'endroit le plus distant des maisons.

Les charrettes se sont avancées jusqu'à quelques pas de l'instrument des supplices; elles s'arrêtent; les cavaliers et les

fantassins de la gendarmerie qui les ont escortées forment aussitôt le cercle et derrière eux s'amasse un assez grand nombre de spectateurs, appartenant manifestement à la lie de la populace, car ils rient, s'interpellent, « s'amusent » et échangent à haute voix des gouailleries insultantes. Mêlé à cette tourbe, l'abbé Carrichon, réprimant le frisson dont il tremble, regarde, de l'air le plus insouciant qu'il peut prendre ; à coup sûr, c'est la première fois qu'il approche l'échafaud et tout se fixe en son esprit avec un relief saisissant. Contre la guillotine est rangé, tout attelé, un vaste tombereau, bas sur roues et peint en rouge. Trois exécuteurs, « le maître et ses deux valets », sont sur la plate-forme et mettent la dernière main à leur machine; le « maître-bourreau », dont l'abbé remarque la jeunesse et la courte taille, a « la mise et le costume d'un petit maître manqué ». L'un des deux aides, très grand et très gros, les manches retroussées sur ses bras nus, des cheveux noirs crépus noués en queue sur la nuque, examine l'appareil avec un sang-froid réfléchi, tout en mâchonnant la tige d'une rose qu'il tient dans ses dents. C'est lui qui, assisté de l'autre valet, aide les condamnés à descendre des charrettes; tous deux, soit compassion, soit « désir d'avoir plus tôt fait », agissent avec promptitude, décence et gravité; pas un ricanement, pas un geste brutal, une sorte de prévenance.

En se levant de sa planche pour mettre pied à terre, la vicomtesse de Noailles cherche des yeux le prêtre; elle l'aperçoit, regarde le ciel, abaisse ses regards vers la terre dans une attitude si calme, si résignée, si touchante de pieuse et muette éloquence, que la sordide assistance, venue là pour savourer ces angoisses, en est frappée : « Ah! cette jeune! Comme elle est contente ! Comme elle prie!... Mais à quoi ça lui sert-il? » Par réflexion, une voix ajoute : « Oh! les scélérats de calotins ! »

Les exécuteurs ont lestement descendu des charrettes toutes les victimes et les rangent sur plusieurs lignes face au faubourg Saint-Antoine, de manière à ce qu'elles tournent le dos à l'échafaud et ne puissent « rien voir ». L'abbé, profitant du remous déterminé par cette manœuvre, change de place et se porte vis-à-vis l'escalier de bois qui monte à la plate-forme et contre lequel s'appuie « un vieillard à cheveux blancs, grand, l'air d'un bon homme, qu'on dit être un fermier général ».

C'est, en effet, Jules Sosthène de Laborde. Auprès de lui se tient une dame « fort édifiante »; ensuite vient la maréchale de Noailles, reconnaissable à sa robe de taffetas noir; elle s'est assise sur un bloc de bois ou de pierre qui se trouve là et demeure immobile, « ouvrant de grands yeux fixes ». D'où il est, le Père Carrichon a perdu de vue la vicomtesse de Noailles; mais il découvre parmi le peloton des moribonds la duchesse d'Ayen, « dans l'attitude d'une dévotion simple, noble, toute occupée du sacrifice qu'elle va offrir à Dieu, les yeux fermés, plus l'air inquiet, telle, en un mot, qu'elle était lorsqu'elle s'approchait de la Sainte Table ».

Du reste, de ces quarante-cinq personnes en pleine santé dont l'égorgement se prépare, le prêtre ne note pas un gémissement, pas un sanglot, pas un cri, pas un mot, pas une velléité, fût-ce instinctive, de résistance. Le cercle piétinant des curieux s'est pas à pas resserré; ainsi qu'il arrive ordinairement, tant est âpre chez tous la convoitise de voir, les gendarmes débordés sont confondus dans la foule, si rapprochée de l'échafaud, que d'avides commères ou des gueux sans pitié cherchent à tirer profit des malheureux si près de la mort et quémandent leurs souliers désormais inutiles. On a vu « bien des fois » des condamnés, ne pouvant faire usage de leurs mains liées, « ôter leurs chaussures à l'aide de leurs pieds » et les pousser de façon que les impitoyables mendiants pussent s'en emparer.

L'immolation va commencer. Les trois exécuteurs sont remontés sur la plate-forme au bas de laquelle se tiennent les deux huissiers du Tribunal, — habit noir, chapeau noir, chaîne au cou, — qui ont accompagné le convoi et vont dresser le procès-verbal de l'exécution. C'est Leclerc et Auvray qui s'apprêtent à remplir cette formalité ; eux ou quelqu'un de leurs collègues l'ont fait hier et le feront demain ; ce sont des habitués ; l'hécatombe leur est un spectacle familier et c'est eux, sans nul doute, qui indiquent aux bourreaux l'ordre dans lequel les condamnés doivent mourir. Quel temps que celui où ces gens paisibles, mariés, pères de famille pour la plupart, rentrent chez eux, le travail fini, soupent de bon appétit avec leur femme et leurs enfants qui les interrogent sur leur journée !... Il est effarant de songer qu'il y avait alors à Paris des fonctionnaires pour qui de tels massacres constituaient une

besogne courante et rendue banale par l'habitude. C'est à quoi pense le tremblant abbé en regardant le maître bourreau qui, pour ne pas gâter ses élégants effets, passe sur ses habits « un surtout ensanglanté », de même qu'un employé soigneux met des manches de lustrine en arrivant à son bureau. Et tout à coup, le prêtre, dont le cœur bat désordonnément, voit les aides s'emparer du vieillard « à l'air honhomme »; ils le hissent sur l'échafaud; le maître-bourreau, qui l'y attend, l'empoigne par le bras gauche, le grand valet par le bras droit, l'autre par les jambes; en un instant l'homme est couché sur le ventre; un coup sourd, puis un autre et un autre encore : — le heurt de la planche qui s'abat, le choc de la lunette qui tombe, la chute du couperet, — la tête et le corps sont jetés dans le tombereau rouge : et déjà, les trois hommes ont happé une des femmes et la basculent sous le couteau remonté.

L'abbé, le chapeau rabattu sur les yeux, voudrait fuir cette « boucherie »; il ne peut pas; en même temps, il « envie » ces deux victimes; — « on souhaiterait *monter* tout de suite, tant cette mort, atroce pour ceux qui restent, paraît facile pour ceux qui s'en vont bien disposés ». Il juge le supplice de la guillotine « doux en lui-même », mais horrible par les trois coups qu'on entend l'un après l'autre, par la quantité de sang versé et surtout par la joie bruyante et sauvage de la horde ignoble qui applaudit, raille, apprécie la maîtrise des bourreaux et surtout celle du grand et gros valet dont elle admire l'air « capable ». Cette assistance est évidemment composée d'habitués, de ces « connaisseurs » que l'accoutumance rend difficiles et dont un espion de police disait, quelques semaines auparavant : « Le désir de voir périr des conspirateurs prouve combien le peuple est attaché à la liberté ». Il regrette seulement « qu'il n'y ait pas de supplice plus rigoureux que celui de la guillotine; on dit qu'il faudrait en inventer un qui les fît longtemps souffrir ». Presque à la même date, un autre observateur de l'esprit public notait dans son rapport : « On se plaint dans plusieurs quartiers de la manière barbare dont on assomme, en pleine rue, les animaux destinés à la nourriture de l'homme; les charcutiers se permettent de tuer à leur porte les cochons qui poussent des cris horribles, et bien des femmes prennent la précaution de s'enfermer pour

ne rien entendre, car autrement elles se trouveraient mal. »

De fait, les trois exécuteurs sont habiles et expéditifs : pas un geste inutile ; une précision machinale et si bien réglée « qu'il ne s'écoule pas deux minutes entre la chute de chaque tête ». Ces gens travaillent sans un arrêt, sans une hésitation devant les faces convulsées, les regards éperdus, les dents claquantes, les défaillances, les implorations suprêmes ou les contractions inconscientes de ces corps vivants qu'ils « enfournent » avec une méthode, une coordination de mouvements impliquant un parfait sang-froid et une application sans absences. L'abbé, qui les observe, leur « en sait gré »; leur habileté abrège le supplice. Il voit monter, la troisième, la vieille maréchale; d'un coup de ciseau on ouvre le col de sa robe noire et, saisie par les jambes, elle disparaît aussitôt. Après elle « passent six dames »; mais ne convient-il pas de citer intégralement le texte du Père Carrichon? Rien ne peut égaler cet extraordinaire récit, parfois incorrect, souvent maladroit, dans lequel, à des traits d'une crudité brutale, se mêle l'expression d'une foi ardente et sûre :

« Mme d'Ayen monta la dixième. Qu'elle me parut contente de mourir avant sa fille et sa fille de ne point passer avant sa mère! Montée, le maître-bourreau lui arrache son bonnet; comme il tenait par une épingle qu'il n'avait pas eu l'attention d'ôter, les cheveux soulevés et tirés avec force lui causent une douleur qui se peint dans ses traits. La mère disparaît et sa digne et tendre fille la remplace. Quelle émotion en voyant cette jeune dame tout en blanc, paraissant beaucoup plus jeune qu'elle n'était, semblable à un doux et petit agneau qu'on va égorger! Je croyais assister au martyre d'une de ces dignes et jeunes vierges ou saintes femmes, telles qu'elles sont représentées dans les tableaux de quelques grands peintres. Ce qui est arrivé à sa mère lui arrive aussi : même inattention pour l'épingle, même signe, même mort. Quel sang abondant et vermeil sort de la tête et du corps ! Que la voilà bienheureuse! m'écriai-je intérieurement, quand on jeta son corps dans cet épouvantable cercueil... Je m'en vais ; mais je suis arrêté un instant par l'air, les traits, la taille de celui qui venait après elle : un homme de 5 pieds 8 à 9 pouces, gros à proportion, d'une figure très imposante. » — C'était Gossin. « Je l'avais remarqué au pied de l'échafaud : il s'en était éloigné pendant qu'on immolait

les autres, afin de voir ce qui s'y passait. Sa haute taille avait servi sa curiosité. Il monte avec fermeté, jette sur les bourreaux, sur le lit et l'instrument de mort des regards intrépides, trop fiers peut-être... »

L'abbé Carrichon prie pour ce supplicié qui lui est inconnu ; puis il quitte la place, hors de lui, et s'aperçoit soudain qu'il est glacé de la tête aux pieds. Il marche à grands pas, « tout rempli de ce déchirant, mais bien beau, bien touchant, bien consolant spectacle. Non, je ne voudrais pas, se disait-il, pour cent mille écus, n'en avoir pas été témoin. Que de profits à en tirer ! »

Il est arrivé à la place du Trône après sept heures et demie; il est huit heures : en vingt minutes, il a vu décapiter douze personnes ; s'il ne survient aucun incident, l'exécution des quarante-cinq va se prolonger encore durant une heure. Pensif et recueilli, l'abbé alla souper rue Saint-Antoine, « avec des amis ». Il rentra chez lui très tard, brisé de fatigue et dormit mal.

G. Lenotre.

(*A suivre.*)

LA
BELLE JEUNESSE FRANÇAISE

Les jeunes gens d'aujourd'hui sont, dit-on, pleins de défauts. De quoi ne les accuse-t-on pas ?

Dans l'émouvante préface qu'il a écrite en tête du livre dont je parlerai, le maréchal Lyautey répond à la question. « Certains leur reprochent de manquer de générosité, d'enthousiasme, d'idéalisme, d'avoir le souci exclusif des intérêts positifs, la banque, le change, l'auto. Que, dans la lutte quotidienne pour la vie, qui ne fut jamais plus rude, de tels soucis aient pris une place qu'ils n'avaient pas aux époques de « douceur de vivre », c'est trop légitime. Que chez quelques-uns, ils aient une prépondérance excessive, c'est possible. Mais, orienter résolument sa vie dès la vingtième année d'après l'idéal le plus haut et le plus noble n'a jamais été le fait que d'une élite. Je connais trop bien les jeunes pour hésiter à attester que cette élite est toujours là, aussi éprise d'idéal, aussi ardente et généreuse que ses devancières, avec, il est vrai, une note nouvelle de sens pratique et de réalisme que la gravité des circonstances ne lui impose que trop. »

Le maréchal, qui fut un grand éducateur, a vu notre jeunesse en action. C'est là qu'on la juge le mieux. Je l'ai vue, à Saint-Cyr, à l'École, c'est-à-dire dans la période de préparation, et je puis joindre mon témoignage à celui du grand chef, car s'il a vu des réalisateurs à l'œuvre, j'ai connu d'autres jeunes qui ont la même ardente volonté de réalisation, mais à qui l'occasion n'a pas encore été offerte de montrer leur valeur.

Je prends donc, à mon tour, la défense de la nombreuse élite de notre belle jeunesse française, parce que je la connais

bien, parce que je l'aime bien, pour avoir vécu de longues années au milieu d'elle, et parce qu'elle m'inspire une confiance absolue. J'ai foi en elle exactement comme j'ai foi dans les destinées de mon pays, destinées qui vont passer entre ses mains.

On pourrait disserter longuement sur les causes du malentendu qui existe entre les hommes de ma génération et les jeunes gens d'aujourd'hui. Il y a, en tout cas, le fait que les admirateurs du bon vieux temps, — bon surtout parce qu'il fut celui de la jeunesse lointaine, — n'ont pas la même façon de concevoir l'existence que les jeunes qui vivent ce temps-ci, qui deviendra pour eux d'autant meilleur qu'il sera plus lointain. Il y a surtout, pour nous, hommes de la grande guerre, cet autre fait capital qu'un abîme s'est ouvert largement entre les jeunes et nous, parce qu'il manque pour faire l'union, toute une génération, ou plutôt toute l'élite d'une génération. Il y a que la chaîne qui nous reliait les uns aux autres s'est amincie, et même rompue, parce que des centaines de milliers de jeunes hommes ont disparu dans la tourmente, qui auraient aujourd'hui trente-cinq ans et qui seraient les chefs écoutés de l'actuelle jeunesse, ses meneurs expérimentés et mieux suivis que nous ne pouvons l'être, parce qu'encore jeunes, et par conséquent plus proches de la génération qui monte.

Voilà le nœud de la question.

Mais il y a autre chose, et c'est l'intervention de trop nombreux personnages qui vient au travers des tendances naturelles de l'élite pour l'éloigner des carrières où le désintéressement et l'esprit de sacrifice s'imposent et pour la diriger vers celles qui rapportent beaucoup. Comme si la Nation n'avait pas besoin des hommes qui se donnent à elle pour le plaisir de se donner ! Comme si notre France n'avait pas, plus que toute autre nation, besoin d'hommes qui font sa puissance ! Comme si le sacrifice qu'ils consentent à la cause commune n'avait pas cette valeur de réversibilité qui engendre d'autres dévouements nécessaires à la grandeur de notre race. Tout, heureusement, ne se mesure pas au poids du papier-monnaie ! Les jeunes gens qu'on empêche ainsi d'aller dans la voie qu'ils avaient choisie et dont on prétend exploiter au mieux l'intelligence, les talents et les vertus, sont-ils responsables de cette monstruosité ? Seront-ils plus heureux ? Serviront-ils mieux la Patrie ? Je ne le pense pas.

Il y a surtout qu'en France, comme me l'écrit un maître

éducateur, on voit bien que les dons de l'intelligence sont précieux, mais on ne voit pas assez qu'ils sont inférieurs à ceux que procurent l'intelligence et la volonté; que tous les grands réalisateurs ont été des énergiques, des hommes ayant une volonté puissante, ayant une idée qu'ils ont poursuivie avec persévérance, avec passion même, parce qu'ils avaient aussi un idéal.

Qui donc, chez nous, où nos détestables faiseurs de programmes s'acharnent beaucoup plus à remplir l'esprit de l'enfant qu'à développer ses facultés et sa volonté, qui donc s'est occupé de faire, à côté de l'éducation de l'intelligence, celle, bien plus importante, de la volonté? Personne.

... Mais si, tout de même! Et sans vouloir réclamer pour nous un monopole, j'ose affirmer que dans nos écoles militaires françaises, on cherche à développer, avant tout, chez l'élève, les facultés et les dons de l'énergie et de la volonté en exigeant l'effort et la décision.

Encore convient-il de le prouver. Nous y venons.

I

Pour ce faire, je vais prendre ce que nous appelons, dans notre jargon militaire, un « cas concret ». Ici, pas de verbiage, pas d'hypothèses saugrenues. Des faits, des actes, une vie vécue. La vie d'un jeune officier, l'officier étant, selon le beau mot du général Debeney, « le Chevalier de l'Idéal », nous prouvera qu'il peut y avoir encore dans notre jeunesse un désintéressement complet, un esprit de sacrifice admirable, un amour de l'Idéal français. Nous verrons qu'un jeune Français est encore capable de répondre à l'appel de Dieu comme à l'appel de la France. Je montrerai ensuite que le cas n'est pas isolé et que, s'il est particulièrement démonstratif de la thèse que je soutiens, il n'est point une de ces exceptions qui confirment la règle. Ce « cas concret » vient de s'offrir à moi, grâce au digne père d'un de mes chers anciens élèves de Saint-Cyr, le pasteur B. de Perrot, qui a bien voulu me faire don du livre magnifique qu'il a écrit sur la vie de son fils, le lieutenant de Perrot, tué au Maroc en 1925, comme, hélas! le furent tant d'autres de mes élèves, officiers de l'active et officiers de réserve. Ce livre est intitulé *Un soldat chrétien* (1). Ouvrons-le.

(1) *Un soldat chrétien, Raymond de Perrot;* chez Berger-Levrault, éditeurs.

II

Raymond de Perrot est né en 1900. Son père est pasteur, sa mère est profondément chrétienne ; elle est en outre nettement antimilitariste. La famille, de nationalité suisse, habite la France et l'enfant naît chez nous. Son grand père fut colonel dans l'armée suisse. Son arrière-grand père avait servi comme officier de hussards dans la Grande Armée et avait fait, sous Napoléon, les campagnes de 1807 à 1814.

Le sang de ses ancêtres bouillonne dans les veines de l'enfant et, dès le plus jeune âge, il veut être soldat. Mais si son père semble n'avoir pas tenté de le détourner de la carrière des armes, sa mère, en revanche, a tout fait pour cela. Elle veille jalousement à ce qu'il n'ait aucun jouet guerrier. Jamais il n'eut ni sabre, ni canon, ni soldats de plomb. L'enfant se résigne et dit : « Maman ne veut pas qu'on me donne des soldats de plomb ; mais, un jour, j'en aurai de véritables ! » Et comme sa mère lui demandait :

— Serais-tu malheureux sur un autre chemin ?

Il répondit :

— Malheureux ? Oui, désespéré !

— Et l'idée de gagner de l'argent ?

— Si je venais à posséder autant d'écus qu'il y a de graviers dans le jardin, je serais le moins heureux des hommes.

Mais cet enfant, né de parents suisses, ne sera Français que s'il le veut bien. Or il veut de toute son âme. Il a senti naître, à l'appel de Dieu, cette vocation dont il dira plus tard : « La vocation est opposée à l'intérêt. C'est une espèce de folie, c'est un désir de souffrance ! » « Si je savais à l'avance que je dois mourir sans gloire, sans grade, d'une mort hideuse et obscure, je ne serais pas moins enthousiaste de ma vocation ! » Et plus tard encore, après l'expérience : « Ma vocation me captive. »

A cette vocation il se donnera tout entier dans l'armée de la France, car, après l'appel de Dieu, c'est l'appel de la France qu'il entend. « Il y a deux siècles, dit-il, mes ancêtres quittaient la France. Je suis le premier à y revenir pour la servir. » Au moment où il songe à se présenter à Saint-Cyr, il écrit dans son journal (1917) : « Qu'est-ce donc qui m'attire dans ce gouffre de feu ? Bien plus que l'amour de la gloire qui est et

doit rester à l'arrière-plan, c'est l'amour de la France. Je lui appartiens. Je dois donc la servir. »

Servir la France, voilà sa raison de vivre et de mourir. S'il aime la France à ce point, lui qui eût pu n'être pas Français et demeurer neutre, c'est qu'il la connaît bien et c'est qu'il a compris le véritable Idéal français, tout de clarté, de générosité, de sacrifice et de justice, et fait, comme l'a dit un jour notre maréchal Foch, « du respect de l'individu et de ces principes de liberté, d'égalité et de fraternité qui constituent notre civilisation et qui sont l'essence même du christianisme ».

Raymond de Perrot entre à Saint-Cyr en juin 1918. Il est bon qu'on sache qu'à cette époque, en pleine guerre, l'École n'avait pas son aspect normal qu'elle ne reprit qu'en 1919. Malgré quelques déceptions, malgré les punitions imméritées dont il est l'objet, l'enfant est au comble du bonheur. « Comment, écrit-il, dire à mes parents dans chaque lettre que cette nouvelle vie m'enthousiasme, que je vis dans un rêve continuel? Je ne peux pas leur dire que je me sens plus heureux ici qu'à la maison!... Malgré tout, la vie militaire exerce sur moi le charme qui a fasciné mes ancêtres! »

L'éducation et l'instruction militaires des jeunes Saint-Cyriens de la « Promotion de la Victoire » sont interrompues par l'armistice. Ils sont envoyés dans divers régiments et R. de Perrot fait ainsi une grande tournée qui le mène en Grèce, en Turquie et en Bulgarie. Il rentre définitivement à Saint-Cyr en novembre 1919. C'est alors que je l'ai connu.

Plus que jamais il prend goût à la carrière des armes qui répond à ses aspirations les plus hautes, qui « lui permet de développer librement sa personnalité et son idéal qui se manifestent par l'énergie, la fermeté, la justice, l'esprit de sacrifice, l'amour de l'abnégation. » Bientôt il écrira : « C'est ce mot magique de *sacrifice* qui illumine ma vie, c'est derrière ce mot seul que j'entrevois l'idéal de la vie militaire. C'est ce mot qui me rend heureux et qui donne un sens à ma vie. »

En octobre 1920, le jeune officier va servir en Algérie. Leur avait-on assez répété aux Saint-Cyriens le mot admirable du grand Albert Sorel : « Il faut aimer les soldats pour les comprendre, et les comprendre pour les bien conduire! » Et voici ce que je lis dans le journal du sous-lieutenant, vingt jours après son entrée en fonctions : « J'aime mes cent tirailleurs.

Je suis doux sans être faible et mate ceux qui le méritent sans être dur. J'interdis qu'on les frappe. On obtient tout d'eux par l'honneur et l'émulation. »

Un tel officier ne pouvait s'attarder à vivre la vie de garnison, tandis qu'on se battait non loin de lui au Maroc. En fils soumis, il écrit à ses parents : « La France fait appel aux jeunes gens que n'effraient ni la fatigue, ni le froid, ni la chaleur, et moi, le petit-fils de grand-papa, je m'éclipserais ! Donc, c'est entendu. Par retour du courrier vous m'écrirez que j'ai bien raison d'aller servir au Maroc. » Et comme sa mère, quelque peu revenue de ses idées préconçues sur la carrière des armes, lui avait dit déjà cette belle parole : « Je t'arme chevalier de toutes les belles causes ! » son père lui télégraphie : « Va de l'avant ! » Il allait à la mort et, comme tant d'autres, s'il y pensait, il n'en parlait jamais.

Tout, pour lui, dans sa vie de campagne est admirable. Tout est bien. « Ah ! le gentil frisson, la belle illumination faisant voir la vie tout en rose, que dis-je, tout en or !... J'admire la tenue et l'esprit des officiers. Jamais un mot de ronflant patriotisme. Ils ont déjà fait neuf mois de colonnes, sans arrêt, par des chaleurs torrides. Pas un ne bronche à l'idée de repartir. Tous aiment cette vie palpitante et demandent à prolonger leur séjour. Je vous certifie, chers parents, une fois encore, que je suis plus que jamais le plus heureux des hommes. Soyez les plus heureux des parents... De ma vie je n'ai été si fort, si calme, si radieux. Je frissonne, je me crispe, je suis immensément heureux ! »

A quoi bon suivre ce bel officier dans ses étapes et dans ses combats ? Nous sommes bien certains qu'il y fit tout son devoir et plus que son devoir. Mais soyons fiers avec lui de proclamer que, suivant les ordres du grand chef, le maréchal Lyautey, nous faisions là-bas la guerre à la française.

« Sois heureuse, chère maman, d'avoir un fils dans une armée si douce, si pacifique. Il n'y a que la France pour savoir faire la guerre comme on la fait ici. « On montre la force pour n'avoir pas à s'en servir. » C'est le grand et fécond principe du maréchal qui ordonne : — Agir contre l'ennemi avec modération ; — Ne commettre aucune déprédation pouvant l'aigrir ; — Éviter autant que possible de marcher dans les récoltes ; — Ne pas entrer dans les maisons ; — Ne pas tirer,

à moins que l'on ne nous attaque. — Dans quel monde, dans quel siècle a-t-on jamais fait la guerre ainsi ! »

Quand le moment vient de vivre isolé dans un poste, l'officier jouit de son « splendide isolement ». « Un blockhaus, écrit-il un jour, n'est ni plus ni moins qu'un monastère dont l'officier est le grand prieur. » Et c'est bien ainsi qu'il comprend et remplit son rôle, dans un métier très grave. Il le sent, dit-il, avec netteté.

Quelle douleur pour lui quand il perd un de ses tirailleurs ! Mais aussi comme il est aimé de tous ses soldats qui, depuis leur entrée au poste, ne lui ont pas donné une seule occasion d'élever la voix, qui le considèrent comme un père ! « Aime tes hommes. Aime ceux que tu aimes le moins. » Belle maxime qu'il fait sienne, et il note encore : « Toute ma vie pour le Maroc... Sois bon toujours. Sois débordant de joie... Ne réprimande pas tout le temps... Immenses espoirs ! »

Le 23 mai 1925, il est affecté au service des renseignements, ce qui montre la confiance qu'avaient ses chefs dans son intelligence, dans sa maturité d'esprit, dans son caractère. Toute la conception de l'action militaire coloniale d'un Galliéni et d'un Lyautey repose, en effet, sur le rôle spécial de l'officier de renseignements, « rôle, écrit le maréchal Lyautey, qui exige tout d'abord, certes, chez ceux qui en sont investis, l'autorité et la force, mais à titre de « moyens » seulement, le « but », le noble but, bien fait pour enflammer les âmes les plus hautes, étant l'attirance pacificatrice, l'accès de ces âmes et de ces cœurs d'hommes d'autre race qui, comme le disait si bien l'un des meilleurs des nôtres, ne sont pas « inférieurs », mais différents. » L'officier de renseignements conscient de son rôle, c'est un missionnaire jusqu'au sacrifice total, comme ce fut le cas de Raymond de Perrot.

Nouveau venu dans le service, notre héros fut bientôt à la hauteur d'une mission pour laquelle il semblait créé et mis au monde. Il y trouve un immense intérêt de préparation et d'action. Là, non seulement on *sait*, mais on *sait vite*. On vit la situation. On vit le drame. Et le drame prend une ampleur menaçante. Sa mère s'inquiète. Elle est de plus en plus pacifiste et voudrait voir la paix régner entre les hommes, au Maroc d'abord, puisqu'on s'y bat. Elle voudrait que son fils fût un arbitre, un conseiller pour apaiser et concilier. Et le fils répond :

« Hélas! ma pauvre mère, je ne suis qu'un tout petit soldat ne présidant point aux destinées du Maroc. Abd-el-Krim veut soulever le Maroc contre la France et il emploie pour cela tous les moyens, même les plus sauvages et les plus cruels... Vous voyez donc le rôle de la France : non pas avant tout de conserver ses conquêtes et de sauver son prestige, mais de protéger des faibles et des malheureux. » Et bientôt il nous montre la désolation des caïds et des tribus obligés d'abandonner nos rangs, parce que nous ne pouvons plus être partout ni protéger toujours ceux qui ont eu confiance en nous.

Pourtant, quelle confiance ils avaient, ces soumis récents! Voyez notre lieutenant galopant à la tête de trente cavaliers vers un douar menacé. « En passant, je dis à une femme gardant ses enfants : « N'aie pas peur, nous arrivons. » Elle répondit de toutes ses forces : « Non, je n'ai pas peur. Avec l'officier, je n'ai pas peur! » Voilà le cri du cœur des gens pour lesquels se battent là-bas nos officiers et nos soldats, — ces mêmes officiers, ces mêmes soldats qui, dans leur propre patrie, s'entendent traiter de « bande d'assassins » par les criminels qui n'ont de sympathie que pour nos ennemis!

Le 10 juillet, après un dur combat où il échappe par miracle à la mort, une balle ayant traversé son ceinturon et déchiqueté un bouton de sa tunique, Raymond de Perrot écrit à ses parents : « Ma pauvre maman, si tu savais combien la bataille suscite de sentiments héroïques et désintéressés! Le combat grandit et illumine l'homme... J'ai vu la mort de près. Je la redoutais bien moins que la souffrance. Pourquoi craindrais-je la mort?... Au revoir, mes chers parents, croyez en Dieu et en votre fils. Je sais qu'*Il* est avec moi. »

Et c'est fini. Le lendemain, en se dévouant pour protéger le repli d'une section, à laquelle il n'appartenait pas, le jeune officier était tué d'une balle au front.

« Il a trouvé une mort glorieuse en donnant le plus bel exemple d'un irréductible courage! » dit sa citation. « Venu à la France de tout son cœur, écrit un de ses chefs, c'est de tout son cœur qu'il l'a servie jusqu'au sacrifice suprême. »

J'ai parlé du soldat. Je devrais parler aussi du chrétien. Je me récuse. Je sens trop mon indignité en présence d'un véritable saint, à qui son colonel dit un jour : « J'ai vu le pasteur Calas. Je lui ai dit qu'il n'était qu'un saint, mais que vous étiez

le saint des saints! » Il faut lire dans son journal le récit des luttes qu'il soutint contre le mal. Ceux qui ouvriront le beau livre dont j'ai cité quelques extraits, ceux-là, quelle que soit leur confession religieuse, et même s'ils n'en ont aucune, trouveront pour eux-mêmes ample matière à réflexions, et pourront, en tout cas, offrir à leurs enfants une lecture captivante qui élèvera leurs âmes.

Ils verront que si l'austérité du jeune lieutenant de Perrot a étonné beaucoup de ses camarades, aucun, du moins, n'en a jamais ri ni médit. Son abstinence totale a pu paraître à beaucoup chose extraordinaire, mais la plupart ont été de l'avis de ce capitaine qui lui dit un jour : « Je préfère l'officier qui ne boit pas de vin à celui qui en boit trop ! »

Et, en résumé, comme ses tirailleurs disaient en parlant de lui : « C'est le bon Dieu qui nous a amené un lieutenant comme ça ! » tous ses chefs ont certainement pensé de même.

III

Personne ne doutera que le jeune officier dont nous venons d'admirer les pensées et les actes, l'âme et la vie, appartint à l'élite de la jeunesse française. Qu'est-ce donc qu'un homme d'élite? C'est, à mon sens, dans chaque métier, celui qui l'exerce en ayant au cœur l'amour désintéressé de sa profession, qui lutte et travaille sans cesse pour approcher de la perfection, qui voit ses défauts et veut y remédier, chez qui, par conséquent, les qualités morales prédominent. C'est un homme de cœur autant que de raison. Il a l'intelligence. Il a la volonté. Il a du caractère. C'est un fort.

Heureusement pour la France, il y a beaucoup de « forts » dans ses enfants, comme je vais le montrer maintenant.

J'ai sous la main une masse de lettres de ceux qui furent mes élèves ou des parents de ceux qui sont morts pour la France depuis la grande guerre. Ce pourrait être la matière du plus beau des livres d'or à la gloire de notre jeunesse militaire. Je me bornerai à donner quelques exemples choisis.

Voici encore un jeune Saint-Cyrien de la « Promotion de la Victoire », celle de Raymond de Perrot. Hugues Mollandin est fils d'officier. Tandis qu'un camarade a pu dire du fils du pasteur qu'il était « prédicant par éducation », celui-ci ne

prêche pas, parle peu, écrit moins encore. La sécheresse apparente de ses lettres ne vient certes pas d'un manque de sensibilité, car il en a beaucoup. Il aime la littérature. Il aime les arts et, entre deux attaques, il sait, de quelques coups de pinceaux, fixer un souvenir. Mais il a une volonté ferme, peut-être un peu orgueilleuse, qui lui fait dire : « Mes actes parleront pour moi. »

Idéaliste, Mollandin l'est autant que son camarade. Comme lui, il a toujours eu la vocation des armes et n'a jamais songé à l'argent. En 1914, trop jeune pour signer un engagement régulier, il s'enfuit de Poitiers où demeure sa famille et tente, sans succès, de s'engager à la Légion étrangère. En 1918, il est à Saint-Cyr et, entre ses deux séjours à l'École, il va faire comme caporal sa première campagne au Tadla. Il commande une section et reçoit, sans sourciller, le baptême du feu, ne songeant pas à lui-même, mais à ses soldats aussi novices que leur jeune chef. Il est blessé, sauvé par miracle. En 1923, il est lieutenant et fait sa deuxième campagne au Maroc, comme officier de renseignements et commandant un goum. Il se couvre de gloire.

En 1925, il repart avec enthousiasme. A peine débarquée, la Division marocaine entre en ligne par une chaleur torride. On marche et on combat chaque jour, soleil de plomb, nuits glacées. Souvent on n'a ni tentes ni bagages. « Mon moral est très bon, écrit-il. Je me porte bien. J'adore cette vie. Je suis ici bien mieux qu'à Worms! »

Il acquiert bien vite une réputation méritée de crânerie et de bravoure. Et le 22 octobre, il tombe en pleine attaque, au corps à corps, une grenade dans une main, son revolver dans l'autre. « Il nous donnait l'exemple, écrit un de ses soldats. En colonne, notre lieutenant, malgré les fatigues, était toujours à pied, comme un tirailleur, portant une musette et un bidon plein d'eau. Il n'y touchait jamais et le soir distribuait l'eau de son bidon aux plus fatigués. » La vie de Mollandin fut courte, mais bien remplie. Elle répondit à ses aspirations profondes. Ses actes montrent l'énergie de son caractère et comment, sans phrases, il suivit sa vocation et tenta de réaliser l'Idéal à la conquête duquel il se sacrifia.

Hubert Rochereau, Saint-Cyrien de 1915, mort pour la France.

Dès la plus tendre enfance il sent s'éveiller sa vocation. « Je n'ai que neuf ans, écrit-il un jour, mais pour devenir officier, je m'efforce d'être toujours très obéissant et de bien travailler... Être militaire est la plus belle profession que l'on puisse imaginer. Elle est à la portée des pauvres comme des riches. » En 1918, il est officier. Son père lui ayant recommandé la prudence, il répond : « C'est toi, mon père chéri, qui m'écris de telles choses ! Toi qui, depuis ma plus tendre enfance, m'as appris que tout doit disparaître quand le devoir commande ! T'es-tu bien rendu compte de ce que tu me demandes là ? Marcheraient-ils ceux qui doivent me suivre et que mon exemple doit attacher à mes pas, s'ils me sentaient faiblir? Cela se mesure-t-il? Les miens me suivraient partout, je n'en doute pas. Je le sens dans leurs bons yeux qui ne me quittent pas dans les moments critiques. Admettrais-tu que je trompe leur confiance en moi?... » « En moi existent deux êtres : l'homme avec ses faiblesses, ses qualités et ses défauts ; à côté de celui-là, le soldat, pour qui la France est tout. Le premier est à vous sans restriction dans l'ordre intime, mes parents bien aimés. Du second il ne faut rien attendre, que ce qui sera son devoir. Même si ce devoir doit lui faire oublier sa famille et le mener au sacrifice suprême, il n'y faillira pas. »

Je pourrais continuer longuement la série de semblables citations. Dans toutes les lettres, dans tous les journaux de marche de ces jeunes gens, nous trouverions les mêmes sentiments d'enthousiasme, le même esprit de sacrifice, la recherche et l'amour de l'Idéal.

Si j'ai choisi, parmi tant de noms, ceux des trois jeunes officiers dont je viens de parler, c'est parce que chacun d'eux est différent de l'autre : famille, éducation, confession religieuse, manière de penser et de s'exprimer, tout paraît les différencier, même le physique pour qui les a connus. Mais ils ont eu la même conception du devoir, la même soif d'idéal, et tous trois ont aimé leur métier d'officier parce qu'ils ont compris la valeur du désintéressement et la grandeur de la servitude qu'il impose. Enfin, s'il est vrai que « la valeur d'un homme se mesure à sa tenue devant la mort », ceux-là furent grands tout comme leurs jeunes camarades, si nombreux que je ne puis pas même citer leurs noms tant je craindrais d'oublier les plus modestes et partant les meilleurs.

Tous ces jeunes d'après guerre ont compris et aimé la France aussi bien et tout autant que leurs aînés et s'ils ont voulu la servir dans nos rangs comme il faut qu'on la serve, c'est surtout parce qu'ils ont reconnu que dans l'Armée française nous nous occupons toujours de tout ce qui peut unir les Français entre eux et jamais de rien de ce qui risque de les opposer les uns aux autres.

IV

Si nul ne peut discuter la valeur de ceux qui ont donné leur vie pour un idéal, il est permis, en revanche, d'émettre des doutes au sujet de ceux qui continuent à vivre.

Ceux-là, heureusement, ont commencé à montrer ce qu'ils valent et s'ils n'ont pas déjà succombé, on peut être certain qu'ils n'ont rien fait pour éviter le sacrifice au-devant duquel ils sont allés et vont encore avec le sourire, avec le beau sourire de l'homme jeune qui sait se donner mieux et plus entièrement que le vieillard, et même que l'homme mûr déjà chargé de soucis et durci par l'épreuve.

Des vivants je ne citerai qu'un nom, celui du lieutenant de cavalerie Kohler, — encore un Suisse venu à Saint-Cyr et qui a conquis ses titres de grande naturalisation.

Celui-là aussi a entendu l'appel de la France; il a voulu la servir parce qu'il a senti profondément « l'action civilisatrice qu'elle continue à exercer sur l'humanité tout entière, non seulement en répandant les grandes idées, mais surtout en mettant en action, partout où elle peut le faire, ces idées théoriques et en réalisant ». Après quelques mois de campagne au Maroc à la tête d'une section d'auto-mitrailleusss, après de durs combats « au cours desquels, dit le colonel Freydenberg, il affirme de magnifiques qualités militaires et justifie de façon éclatante la réputation qu'il a déjà acquise », Kohler, un jour qu'étant à l'arrière-garde, il vient de sauver de nombreux blessés, est atteint aux yeux par les éclats d'une balle et depuis lors, ce « magnifique officier » ne voit plus la lumière. Il est aujourd'hui professeur à l'École de cavalerie de Saumur, « gardant, m'assure-t-il, son inébranlable gaîté, toute la joyeuse ardeur de son tempérament » et, ajoutons-le, tout l'esprit de sacrifice et de dévouement qui l'ont animé sans cesse, puisqu'il

espère pouvoir dans quelques années retrouver l'usage d'un œil, juste assez pour aller sans guide et qu'il veut retourner au Maroc pour servir encore à l'arrière!

Toutes les lettres que je reçois du Tchad, de l'Afrique équatoriale, de Madagascar, du Sud algérien, de l'Indochine, de la Syrie ou du Maroc pourraient se résumer en ces quelques mots : « Ah! que la vie est belle au service de la France! »

Un lieutenant de méharistes me narre avec enthousiasme ses longues randonnées, me parle avec attendrissement de ses soldats, me montre comment ensemble ils protègent nos indigènes contre les pillards du désert; et il termine par ces mots dont chacun peut interpréter le sens à sa manière : « Tout ici est parfait. Il nous manque seulement les glaciers des boulevards! »

Un jeune officier colonial me met au courant de tous les travaux qu'on vient d'achever sur la frontière du Tonkin, m'explique l'organisation du pays, l'action exercée sur les indigènes, les progrès qu'il constate et tout ce que font ces excellents pionniers de notre civilisation pour répandre au loin le bon renom et l'amour de la France.

Dans toutes ces lettres je retrouve notre gai, notre clair génie français, notre absolu désintéressement, notre joie de bien faire et de faire le bien, notre besoin de nous donner à la plus belle des causes. Non, vraiment, pour moi, il n'y a rien de changé dans une notable partie de notre jeunesse qui a gardé les superbes qualités de la race et qui continue dignement l'œuvre si bien commencée par ses aînés.

« Mais, diront quelques-uns, ceux dont vous nous parlez sont des militaires dont le propre est précisément de se dévouer. Et les autres? »

Les autres jeunes? j'en ai connu un bon nombre pendant des années de commandement où j'ai vu passer à Saint-Cyr tant de jeunes hommes « civils » en qualité d'élèves officiers de réserve. Dans l'ensemble, ceux-là m'ont laissé la même impression que mes Saints-Cyriens, sans parler de ceux qui ont voulu prendre leur part du danger, qui ont volontairement combattu au Maroc à côté de leurs camarades et dont plusieurs ont scellé par le sang une indéfectible union de nos jeunes cadres de réserve avec nos cadres actifs. Je suis bien certain que la plupart de ceux que j'ai connus ont les mêmes sentiments profonds

que nos jeunes officiers. Sentiments cachés, peut-être, refoulés le plus souvent et que l'occasion offerte fait apparaître. Toute la question est de faire naître l'occasion et nous n'y avons jamais manqué dans notre grande École!

A l'École ou ailleurs, chaque fois qu'on voudra ou qu'on osera, on verra se produire la manifestation éclatante et vraie des sentiments profonds de la jeunesse française, qui veut paraître frondeuse et sceptique, mais qui, en réalité, a gardé l'empreinte de la race et qui vaut mieux que ce qu'elle paraît, parce qu'elle est demeurée française avant tout.

Laissons là les manifestations à l'École. Prenons un exemple en dehors. Voici un jeune Parisien, très Parisien, probablement sceptique jadis, sûrement assez réservé dans sa vie normale pour ne pas verser dans ce qu'on nomme « le style pompier »! Lisez cette lettre que son père me communique : « Le lendemain de notre arrivée, tout le bataillon est allé chercher le drapeau des chasseurs que le haut commandement nous a confié... C'est *moi* qui l'ai porté. C'est curieux à raconter, mais j'avoue que, lorsque je suis entré dans la chambre du commandant avec ma garde, et que j'ai pris dans mes bras ce drapeau décoré de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire, j'avais de la peine à marcher et, en le voyant, j'avais des larmes qui me coulaient tout le long de la figure. Mes hommes de la garde étaient raides d'émotion. Quant au commandant, il m'a embrassé. J'ai porté ce drapeau pendant deux kilomètres... Jamais je n'oublierai l'effet que m'a produit le contact de cette hampe. En la tenant, je pensais au passé... On a beau dire que l'heure du panache est passée. Pour s'assurer du contraire, il faut tenir en mains son drapeau !... »

Voilà, ou je me trompe fort, un récit que pourraient faire beaucoup de nos jeunes gens détachés et sceptiques et qui croient, jusqu'au jour où leur cœur français leur prouve le contraire, « que l'heure du panache est passée »! Allons donc! On peut modifier la nature, on ne peut pas la détruire! Nous sommes et nous resterons Français avec nos qualités et nos défauts.

Rostand a fait dire à Cyrano, à propos des Gascons qui passent de l'attendrissement à l'enthousiasme :

Ce qui du fifre vient, s'en va par le tambour.

Or, en ce moment, ce n'est même plus le fifre qui résonne aux oreilles de la jeunesse. Ce sont ces instruments bizarres autant qu'étrangers qui cassent les oreilles des danseurs de « fox-trott » ou de « charleston ». Il ne serait pas mauvais qu'un air de tambour résonnât parfois pour remettre les esprits à l'endroit et les cœurs à la bonne place.

V

Voilà pour les militaires de l'active et de la réserve. Je m'en voudrais si je ne proclamais pas l'admiration des soldats de carrière pour leurs frères civils qui montrent dans leurs actions journalières un courage aussi grand que celui des militaires, bien que d'une autre sorte. Nous estimons même, nous qui connaissons le vrai courage, que celui qu'on nomme *civil* ou *civique* est bien souvent de qualité plus précieuse que le *militaire*.

Ces jeunes internes des hôpitaux qui paient de leur vie leur abnégation ; ces infirmiers, ces médecins qui donnent leur sang, qui sacrifient leurs membres l'un après l'autre ; ces marins qui sauvent leurs semblables ; ces aviateurs qui vont au loin et très haut porter nos couleurs ; ces prêtres missionnaires qui vont tout seuls parmi les peuplades hostiles ; nos excellents professeurs de l'Université ; ces modestes savants qui dans de pauvres laboratoires travaillent mieux que d'autres ne font dans leurs somptueux établissements ; tous ces bons Français dont les noms apparaissent si souvent à l'Ordre de la Nation, ceux qui figurent au martyrologe de la Science ; ceux qui travaillent et souffrent en silence ; tous ceux qu'on ne paie pas ou qu'on paie si mal ; tous, même les modestes gendarmes, gardiens de la paix, cheminots, mineurs et autres qui périssent chaque jour, victimes du devoir, pour sauver leurs frères, sont bien de notre race et leur nombre ne diminue pas, et nous, soldats, nous les estimons et les aimons autant que les nôtres.

Tous ceux qui connaissent notre jeunesse française, je veux dire ceux qui sont allés jusqu'à son cœur, sans se soucier des apparences, proclameront avec moi, j'en suis certain, que nos fils sont bien de notre race et qu'ils valent leurs aînés.

Mais il est aisé de comprendre que la jeunesse se cabre devant l'Idéal que d'aucuns lui proposent aujourd'hui. Singulier Idéal,

en effet, car, malgré les discours pompeux et vides qui lui sont consacrés, chacun sait bien qu'il ne saurait être atteint par personne ni aujourd'hui ni dans aucun temps. Les nuées ne sont pas des idées. La jeunesse, comme la nature, a horreur du vide. Et puis, si la jeunesse veut bien se donner, elle veut pourtant vivre ! Mettez-la dans un décor français et non pas dans un décor cubiste ; donnez-lui les moyens de vivre et vous aurez une jeunesse idéaliste, dans le bon sens du mot, et une jeunesse française.

Nul ne peut contester qu'il y a, présentement, une crise de l'élite. Mais cette crise ne vient pas, chez nous, d'une absence de l'élite. L'élite, nous la possédons. Malheureusement, il ne suffit pas de frapper du pied le sol de la patrie pour l'en faire jaillir. L'élite, c'est la fleur rare, pour l'éclosion de laquelle il faut une préparation minutieuse et des soins constants.

La France n'aura l'élite qu'elle peut et doit posséder qu'autant qu'elle voudra bien la préparer, la cultiver et la nourrir. Et si l'élite ne peut plus vivre, la France en mourra. Aujourd'hui comme toujours, la jeunesse française a du cœur, elle comprend le devoir qui s'impose à elle et la raison, quoi qu'on dise, ne lui fait pas défaut; enfin elle sait se donner parce qu'elle sait aimer.

Mais il ne suffit pas qu'on lui fasse crédit, il faut l'éclairer, la diriger et surtout l'aider moralement et matériellement. A ces conditions elle fournira à la France de véritables hommes d'élite, je veux dire des hommes chez qui la *morale* est supérieure à la *technique* et qui seront les représentants de cet Idéal pour quoi tout un peuple doit travailler et pour quoi le soldat veut bien mourir.

Général A. Tanant.

BOSSUET
ET LES DÉBUTS DE LOUIS XIV

I

LE « CARÊME » DE 1662 : L'APPEL AU ROI

Il n'est peut-être pas inutile de prévenir que, dans l'étude qui suit, on n'usera point de la faveur que retrouve en ce moment le vieux « roman historique, » avec toutes les hypothèses, « intuitions » et « reconstructions » qu'il se permet aux dépens de la vérité, corrigée. Présenter comme un « drame » ou comme « un duel » la première rencontre qu'eut, avec Louis XIV, jeune roi, Bossuet, jeune prédicateur, serait excessif. Mais il ne l'est point de dire que la première station prêchée au Louvre par le chanoine de Metz, au début de la deuxième année du règne personnel de Louis XIV, nous offre un double spectacle assez pathétique : une lutte morale hardie, serrée, publiquement menée par Bossuet contre le souverain que menacent de vite gâter tous les orgueils et tous les plaisirs; et, à la fin de cet assaut de deux mois, devant l'obstination royale que le succès, et aussi la complaisance de l'opinion, soutiennent, ce prêtre fervent et généreux, mais bon Français, positif et sage, subissant une évolution d'idées qui allait décider pour longtemps de ce que l'on a pu appeler sa « politique ».

Lutte et crise dont il ne subsiste sans doute aucun aveu de Bossuet, aucun renseignement de témoins. Mais elles ressortent assez, et sans qu'aucune psychologie fantaisiste ait à s'en mêler, des rapprochements que tout lecteur peut faire entre les sermons composés par Bossuet pour ce Carême, et les circonstances

contemporaines. Ces circonstances, soit de l'histoire générale de la France, soit de la chronique particulière de la Cour et de Paris en février, mars et avril 1662, l'érudition des deux derniers siècles, du dernier surtout, en a établi avec une précision minutieuse le détail comme la chronologie ; — ces sermons, les éditeurs modernes, surtout les trois derniers (1), en ont fixé, d'une façon que l'on peut juger définitive, la succession et le texte, — texte qui représente exactement, on le sait, sous une forme préméditée, la pensée intime de Bossuet à l'instant où il allait prendre la parole. C'est donc pas à pas, ou à peu près, qu'il nous est donné de confronter, avec les faits petits ou grands, qui se passèrent durant ce printemps agité de 1662, les vicissitudes d'une campagne apostolique, tantôt favorisée, on le verra, et tantôt traversée par les hasards de l'heure.

LES ESPOIRS DÉÇUS DE 1661 : « LE SOULAGEMENT DES PEUPLES »

Combien elle se justifiait, cette campagne, par l'état où étaient les affaires lorsque, aux premiers jours de février 1662, Bossuet monta dans la chaire de la chapelle royale du Louvre, c'est de quoi d'abord il faut nous rendre compte, et même avec quelque soin. En effet, si les histoires générales de la France ne peuvent naturellement s'attarder sur une seule année, les histoires particulières du règne de Louis XIV s'animent, pour la plupart, soit d'une idolâtrie, soit d'une animosité en bloc, trop hâtives, l'une comme l'autre, à glorifier ou à flétrir.

On est d'accord, du moins aujourd'hui, pour reconnaître ce qu'ici même (2), jadis, nous avons rappelé, à propos de Bossuet, précisément : avec quelle passion l'avènement effectif d'un monarque réel avait été presque unanimement souhaité par toutes les classes de la nation, après les échecs désastreux ou piteux des diverses tentatives de révolution politique dont la suite disloquée avait rempli les quatre ans de Fronde. Dès 1651,

(1) L'abbé Lebarq dans son *Histoire critique de la prédication* et son édition des *Œuvres oratoires de Bossuet*, les abbés Urbain et Levesque, dans une seconde édition complétée et corrigée de cette édition. Cette belle restauration a été provoquée et commencée, il y a quatre-vingts ans, par l'abbé Vaillant, et, en 1867, par le professeur de Sorbonne Eugène Gandar, dont le *Bossuet orateur* et l'édition des *Sermons de la Jeunesse* sont toujours indispensables à consulter

(2) Voyez la *Revue* du 1er octobre 1919.

avec une foi confiante, et dans le regain d'un loyalisme que les exemples d'Angleterre n'avaient pas ébranlé, on avait imaginé le souverain espéré : libre, pour faire le bien tout seul, de tous ces favoritismes ou « ministériats » que l'on rendait responsables des longs maux de la France. Puis, en 1659 et 1660, dans l'allégresse du mariage du Roi et de la conclusion de la paix avec l'Espagne, on avait voulu présager, chez le fils unique d'Anne d'Autriche, échappé à tant de périls, le sauveur providentiel. Ne demandons pas, bien entendu, sur quels motifs, ni même sur quels indices se fondaient ces espoirs. Sur aucun. Louis Dieudonné, quatorzième du nom, était un bel enfant, à la fois gracieux et imposant. Il n'en faut pas plus aux masses pour escompter un roi thaumaturge. La mort de Mazarin fut bénie. Mais en février 1662, cet espoir, cet enthousiasme subsistaient-ils toujours, ou toujours aussi vifs? Le Roi avait eu onze mois pour faire ses preuves : les avait-il faites?

Sur deux points, il avait quasi dépassé les rêves : être un roi qui commande, être un roi qui travaille. Mais on souhaitait, on réclamait bien d'autres choses encore, dont la principale était la réforme d'un régime financier, trop évidemment vicieux, puisque depuis tant d'années, — depuis le commencement du XVIe siècle, — et de plus en plus, le gouvernement et les peuples criaient pareillement misère. Et sans doute, dès le premier moment, Louis XIV avait compris que là était le problème urgent. Au lendemain de la mort de Mazarin, le Conseil, et Fouquet, et Colbert s'en occupent. Mais ce sont les idées de Colbert qui déjà prévalent, et Fouquet, sur plus d'un point, s'y opposait. Ce n'était donc qu'après sa chute, en octobre 1661, que l'on pouvait faire œuvre utile. De plus, ce plan de Colbert, combien il était radical, et vaste, et de longue haleine! Terroriser les tenanciers des divers impôts, de façon que le produit en arrivât intact à l' « Épargne », augmenter le nombre des assujettis à la taille, en pourchassant les exemptés sans droit de la noblesse ou du clergé; — accroître la fortune des particuliers en excitant, par tous les moyens appropriés, la culture des terres, la fabrication, le trafic intérieur, le commerce avec l'étranger, — pour tout cela, que de terrains à déblayer et d'activités à créer! Il ne se pouvait qu'une telle œuvre, bien loin de porter des fruits immédiats, fût même seulement, en onze mois, sérieusement attaquée. La première année financière

du nouveau règne ne pouvait être que stérile, tâtonnante, illogique. Ce qu'elle fut (1).

On va d'abord au plus pressé, au danger politiquement le plus à craindre. Il faut prévenir les colères des « misérables », empêcher que 1648 ne recommence. On publie donc que l'on va alléger les gabelles et les tailles. Dès le mois d'avril 1661, de l'impôt sur le sel, on décharge considérablement la ville de Metz. Le mois suivant, on diminue les tailles d'un million; en septembre, de trois millions. Et la *Gazette de France* proclame que « désormais les peuples de France ne pourront plus douter d'être les plus heureux peuples du monde ». Mais il faut s'entendre. Si l'odieux impôt sur le sel est adouci à Metz, dans les Trois Évêchés, en Provence, en Bourgogne, il est aggravé en Languedoc, en Dauphiné, en Lyonnais, et probablement aussi en Normandie, en Touraine, dans le Rouergue, à Saint-Quentin. Et quant aux tailles, ce n'est pas une remise immédiate. On ne sera « déchargé » qu'en 1662. En attendant « de goûter les doux fruits de la tranquillité publique », il faut combler les vides que feront dans les coffres du Roi ces libéralités prématurées d'un « joyeux avènement » artificiel. La charge enlevée aux petites gens va tomber sur la classe moyenne. Bossuet, membre de l'Assemblée des Trois Ordres de Metz, en mission à Paris, apprit sans doute alors en même temps la décharge des gabelles messines et la signification à l'Assemblée d'une grosse contribution de remplacement compensatrice. A Dijon, pareil transfert. D'où, des protestations bourgeoises, comme des « émotions » populaires, dans toutes les régions que je viens de dire.

Cependant, on a recours à de nouvelles ressources. Fouquet renversé, le Roi prétend récupérer tout ce que, depuis 1635, les gros traitants lui ont fait perdre, et la Chambre de justice est avant tout un expédient de trésorerie. Mais si d'énormes restitutions sont ordonnées, les victimes protestent, chicanent, dissimulent. Elles ne serviront pas de sitôt, ces amendes, à couvrir le déficit des quatre millions de tailles abandonnés. Force est de majorer une autre imposition, une prestation rachetable. Mais laquelle choisit-on? Celle qui peut-être est encore plus

(1) Sur ces questions financières et administratives, voir les textes de Colbert (édition de Pierre Clément), tous les ouvrages de Clément, celui (qui est capital) de Joubleau, et ceux de Chéruel et de Lair sur M. Fouquet, et, tout le temps, l'indispensable *Dictionnaire des institutions de la France* de M. Marcel Marion.

abhorrée du public qu'aucun impôt, s'il est vrai, comme l'avouait Mazarin, « qu'un logement de gens de guerre pendant trois jours, avec la licence accoutumée, incommode plus un homme que la taille d'une année ».

On va, d'ailleurs, aussi, prendre de l'argent comptant là où l'on croit qu'il y en a inépuisablement : dans l'Église. On exige et on obtient de l'Assemblée quinquennale du Clergé, alors réunie, un million trois cent mille livres *de plus* qu'en 1657. Le Clergé marchande, regimbe, sur le principe à tort, sur le chiffre avec raison. Sa fortune est foncière. L'agriculture n'est pas florissante. Les travailleurs des champs sont découragés. Dès lors, un rendement supérieur de ces propriétés cléricales, si vastes qu'elles soient, n'est guère possible. Et pour trouver le tribut réclamé, toujours plus lourd, le Clergé doit recourir ou bien à une majoration des « décimes » qu'il perçoit sur lui-même, et qui, légers pour les grands évêques et abbés féodaux, risquent de devenir bientôt écrasants pour les curés, les fabriques, les congrégations charitables, les universités; ou bien à un emprunt nouveau, contracté dans le public, que les immenses « biens au soleil » de l'Église française rassurent. Mais un emrpunt nouveau, c'est le grossissement de la dette annuelle. A quel taux le bourgeois prêtera-t-il?

A un taux très élevé. Car il sent bien qu'il va être malmené à son tour par le gouvernement aux abois.

Il va l'être à nouveau, précisément comme possesseur des valeurs mobilières que ses prêts constituent, dans ses *rentes* gagées sur tels ou tels fonds d'État, spécialement dans ses rentes sur l'Hôtel de Ville. Comme l'appel, ou, pour mieux dire, la réquisition du « don gracieux » ecclésiastique, la « réduction » des *rentes* est, depuis la fin du xve siècle, le procédé classique de la royauté besogneuse. C'est une mesure de ce genre qui, en 1648, et se joignant aux édits du « Toisé », aux édits burseaux et à la diminution des gages des magistrats, a eu tôt fait de réaliser contre le Roi, sous la direction du Parlement, la coalition de toute la population parisienne. La leçon n'a pas servi. Mazarin, dans ses dernières années, pressait à chaque instant Fouquet d'y revenir. Et celui-ci, après avoir, en mars 1660, cédé, s'y refuse l'année suivante : il savait trop bien le sens des prêts volontaires, par où s'exprime l'élan ou l'affaissement de la confiance publique, l'importance perpétuelle et la susceptibilité

du crédit, et, surtout, de quelles « remises » onéreuses, ou de quelles concessions criminelles il lui fallait payer les gros prêteurs de profession, à défaut des petits. Mais dès janvier 1662, Colbert, qui a d'autres vues, — qui, comme Richelieu, comme Sully, croit qu'il suffit d'ordonner à un pays de produire et de vendre pour que tout le monde soit riche et paie joyeusement tant et plus à l'État, — Colbert, qui a l'espoir magnifique et absurde de se passer d'emprunts dans cette France suractive, sur-opulente qu'il se flatte de faire naître, — Colbert prépare la voie au premier (il y en aura trois en 1662) de ces édits « qui retranchent un quartier », ou qui en ajournent plusieurs, ou qui obligent à subir le remboursement imprévu d'un capital diminué... Édits dont sourira Boileau, célibataire confortable, mais qui, ainsi que les échevins de Paris l'avaient déjà dit avec émotion à Henri IV, mettront à la gêne la plus étroite, sinon à la misère, les veuves, les vieillards, les pupilles, les fonctionnaires en vain prévoyants, les pères de famille économes, tous ceux dont les rentes font bouillir le « pot au feu » modeste sans grever la communauté.

Mais alors, quelle est la partie de la société française qu'au début de 1662 n'avait point molestée ou n'inquiétait point l'administration financière du prince trop tôt béni? Laboureurs ou artisans, clercs ou laïques, bourgeois et petits nobles, tous étaient frappés. Seuls sont épargnés les grands, ces « Grands » contre lesquels, même chez les plus pacifiques gens de lettres, l'animosité va s'envenimer; voyez plutôt La Bruyère. Ils sont épargnés, soit parce que le pouvoir royal craint encore les tisons, capables de se rallumer, de la résistance féodale, soit par égard pour leur rôle militaire, qui, du reste, les oblige à tant de dépenses personnelles. En outre, qui sait si déjà, à la fin de 1661, dans le train de vie fastueux qui s'organise à la Cour, et dont nous aurons tout à l'heure à marquer l'allure folle, ils ne sentent pas déjà peser sur eux un impôt singulièrement lourd : l'impôt de la parade, préparant sûrement cette ruine majestueuse de « l'état de noblesse » qui se verra quarante ans plus tard?

Mais surtout on voit bien ce qui doit frapper les gens intelligents, dès 1662, dans les errements fiscaux du nouveau Maître et de ses ministres. C'est que ce sont exactement les errements du passé. Un curieux du XVIIIe siècle a raconté cette

histoire : un jour (probablement vers 1663), M. Colbert appela chez lui les plus notables marchands de Paris et des autres villes voisines pour conférer avec eux des moyens de rétablir le commerce. Il les interroge. Personne ne veut parler. « Messieurs, dit le ministre, êtes-vous muets ? — Non, monseigneur, dit un Orléanais, homme d'esprit. Nous avons peur. — Parlez librement, réplique le ministre. — Eh ! bien, monseigneur, je vous dirai franchement que lorsque vous êtes venu au ministère, vous avez trouvé le chariot renversé, et que, depuis que vous y êtes, vous ne l'avez relevé d'un côté que pour le renverser de l'autre. »

« LE RÈGNE DE LA JUSTICE »

Il en allait de même de ce « règne de la justice », et aussi de la « clémence » et de la « bonté », dont la louange avait rempli tant d'écrits politiques sous la Fronde, tant de discours des jeunes conseillers, et tant de mercuriales de Premiers Présidents ou de réquisitoires de Procureurs généraux. La réforme de la Justice, pour la même raison que la restauration financière, ne pouvait se réaliser au gré de l'impatience des peuples. Là aussi il y avait trop à faire, qu'il s'agît soit de la revision des ordonnances existantes, innombrables, et des « coutumes » qui les compliquent, ou de l'élaboration de lois nouvelles, ou de changements dans la procédure des tribunaux royaux, seigneuriaux ou ecclésiastiques, criminels, civils ou commerciaux, soit d'une réglementation de l'autorité administrative, de la discipline et des attributions des agents et sous-agents du Roi, du Clergé, des seigneurs ou des villes. Non pas qu'il n'y eût quelqu'un de chargé, dès l'été de 1661, de la partie législative de cette entreprise « d'une prodigieuse étendue et d'épineuse discussion » : Pussort ; — mais ce « bourreau de travail » lui-même estimait qu'il lui faudrait plusieurs années. Toutefois, en attendant, quelque chose immédiatement s'imposait : d'avoir toujours présent à l'esprit ce que, peu d'années plus tard, le Roi lui-même permet à ses secrétaires de confesser dans ses Mémoires, en termes énergiques : « que la justice en France était tellement altérée... qu'elle dégénérait en un commerce honteux ». Et, par conséquent sans tarder, dans toutes les décisions, émanant du Souverain, chef de cette justice imparfaite, il impor-

tait, comme devait le dire en 1687 Bossuet, au souvenir sans doute de ces choses passées, de manifester évidemment l'« esprit » d'équité, qui « doit passer du Souverain, juge suprême, dans tous les magistrats, et, du trône, se répandre sur les tribunaux ».

En avait-il été ainsi, au cours de 1661?

Mazarin meurt. Le Trésor est à peu près vide. Mais la cassette du cardinal est pleine. On y trouve quarante millions. On les prend, et on les verse dans le Trésor du Roi. Le Trésor du Roi n'est pas distinct, il est vrai, du Trésor de l'État. Chacun peut supposer en son for intérieur que ces quarante millions proviennent de profits malhonnêtes. Mais personne ne doit ni ne veut le dire. Et ce qu'il y a de certain et de notoire, c'est que, par un testament régulier, Jules Mazarin a légué au duc Mazarin sa fortune. Comment M. Despréaux, qui « appelait un chat un chat », aurait-il qualifié cette première « opération » de monseigneur Colbert?

Bientôt après, on renouvelle les baux de l'impôt sur le sel, en tirant des concessionnaires 7 à 8 millions de plus qu'aux baux précédents. Satisfaits, même à ce prix majoré, les traitants « marquent leur gratitude » au Roi, aux deux Reines, à Monsieur le Duc d'Orléans, à Madame, et, vraisemblablement, à quelques autres personnes encore. Et la famille royale accepte. Or nous savons bien que les « dons et présents » et les « épices » étaient dans les mœurs d'alors. Mais n'y avait-il pas aussi dans le droit civil d'alors des crimes ou délits de « corruption » et de « vénalité » ? L'idée que cela fût honteux, sinon coupable, n'existait-elle donc pas dans les consciences princières? Mazarin lui-même, voyant, en des circonstances semblables, la joie d'une grande princesse ainsi soudoyée, disait : « Ne sait-elle pas que la somme qu'elle reçoit est faite des larmes et du sang des misérables? »

La Chambre de justice est créée. C'est une Haute-Cour, un tribunal extraordinaire et d'exception, une « Chambre ardente »; mais qui, tout de même, ayant eu plusieurs précédents, est régie dans son institution, ses attributions, son fonctionnement par des prescriptions légales qu'il faut observer. Or, l'édit royal qui l'établit, en novembre 1661, n'est, cette fois, vérifié au Parlement de Paris que par trois Chambres sur cinq, et de la même façon insuffisante à la Cour des Aides et à la Cour des Comptes. En outre, « l'édit une fois expédié », M. Le Tellier a « fait

courir après », pour y faire « réformer » — après coup, — « certains termes au sens que M. Colbert désire ».

Ce tribunal, mal investi, se met à la besogne : enquêter sur les gens d'affaires qui auraient malversé dans la finance depuis 1635. Qui est-ce qui fixe le nombre des prévenus ? Mais qui sait surtout le nombre des coupables? Or, dès les premiers jours, M. Colbert demande « comme la principale chose *et la plus pressée* », que « l'on se rende maître d'une des prisons de Paris », ou autre, « et que l'on vide la Bastille pour y mettre tous les gens d'affaires qu'il faudrait arrêter »!

Ne préjuge-t-on pas aussi et la nature et la mesure des condamnations ? Car on ordonne dès l'abord que la confiscation s'exécute *avant* le jugement rendu. Et pour le cas du partisan Catelan, M. Colbert et ses amis dans la Chambre poussent si brutalement l'épée aux reins des juges, que la Chambre ne se résigne que contrainte à ces procédés draconiens.

Elle hésitera plus encore, lorsqu'on en viendra, au milieu du printemps de 1662, à juger Fouquet, et que la première des *Défenses*, que le dévoué Pellisson publie en sa faveur, commence à faire connaître au public l'étrange procédure. Mise au secret, intimidation, refus d'un défenseur ; — refus des moyens de rédiger par avance les souvenirs d'une gestion chargée de tant de chiffres, et les moyens de sa défense, qui requiert la discussion minutieuse de tant de petits faits anciens déjà ; — saisies faites chez lui, sans garanties ni procès-verbaux, des documents accusateurs ; — transport non contrôlé de ces pièces que les enquêteurs promènent, ou que Colbert accapare ; — comparution et interrogatoire ajournés, — rien ne manquait, en ce qui concernait l'inculpé considéré comme le plus coupable, de ce qui pouvait faire présumer qu'il ne l'était pas tant. Pour lui aussi, du reste, la peine devançait le verdict. Et avant même sa comparution, ses superbes meubles de Vaux ou d'ailleurs passaient, reprise anticipée, mais ne profitant pas aux « peuples foulés », dans les châteaux de Sa Majesté. En revanche, quelques-uns de ceux qui avaient partagé ses fautes indéniables et ses bénéfices criminels, tranquillement esquivaient par la fuite, non seulement, comme Gourville, ami et homme d'affaires du prince de Condé, la mort, mais même la prison ou l'exil, ou même la simple comparution.

Mais d'ailleurs eussent-ils été, ces grands larrons, tous

impartialement punis, était-ce la peine de ceux-là qui importait aux petits? Ce qui eût satisfait pour l'avenir et rassuré les humbles, n'était-ce pas le châtiment des répartiteurs, des « exacteurs », quel que fût leur nom, des tailles et de la gabelle ou des autres impôts dont la perception était abandonnée par l'État à des concessionnaires intéressés et experts à la « foule » des peuples? N'était-ce pas plutôt la poursuite, à travers les provinces, de tous ceux dont le nom seul était le cauchemar des populations, et dont les visites sinistres, escortés qu'ils étaient de gens d'armes, nous ont été racontées par tant de témoins au XVIIIe siècle, lorsque se prépara la juste explosion de 89? Et au lieu de cette Haute-Cour solennelle siégeant à Paris, des commissions d'enquête, parcourant le royaume, n'auraient-elles pas, en portant la peine vengeresse aux lieux mêmes où les iniques violences avaient été commises, fait bénir le Roi et donné l'exemple efficace?

Au surplus, quelques-unes des mesures dont le Conseil du Roi lui-même était l'auteur incontestable n'annonçaient pas davantage l'aurore de la justice.

Telles, cette imposition de garnisons d'hiver aux populations de l'Auvergne, de la Provence, du Boulonnais. Car ces trois provinces s'étaient rédimées, régulièrement, du fléau des « logements militaires », chacune par une subvention non seulement promise, mais donnée et « une fois payée ». Quel cas fallait-il donc faire de la « parole du Roi »? Et c'était là, précisément, nous disent les documents, le cri de ces braves populations du Nord et de la Manche — que du reste leurs services seuls auraient dû exonérer, si le Roi était le maître reconnaissant à qui l'on a joie d'obéir. Car, depuis seulement le début du règne, cinq ou six fois, les milices boulonnaises, véritable armée régionale, ont victorieusement défendu, contre les Impériaux comme contre les Anglais, la terre française.

Et cette « parole sacrée » du Roi, que devenait-elle encore dans cette suppression de l'intérêt des Rentes, ou de la réduction de leur capital, déjà pratiquée, assurément, sous les règnes antérieurs, — notamment dans cette déclaration du 22 octobre 1648, « vrai code de la banqueroute »? Cette fois, il est vrai, on prétendait la renouveler en raison des malversations des gens d'affaires. Mais, à supposer que fût tout à fait sincère l'indignation ressentie par la Chambre de justice, en mars 1662, contre

leurs manœuvres coupables, suffisait-elle à justifier ce reniement d'un engagement formel? De ce que les professionnels de la spéculation, exploitant et le besoin qu'on avait d'eux et leurs accointances avec les agents du Trésor, complices, jouaient, selon les circonstances, à la hausse ou à la baisse sur des titres achetés à vil prix, et qui remontaient ensuite, une fois qu'on les avait transférés, dans le secret des bureaux, sur des ressources mieux cotées, — fallait-il que les anciens possesseurs et les acquéreurs de bonne foi, innocents de ces transmutations occultes, fussent punis d'avoir « placé » leur argent, à « principal » garanti, à revenu fixe, dans les coffres de l'État, entre les mains du Roi supposé paternel? Qu'était-ce que cette justice colère et indistincte, volontairement aveugle, et qui se vengeait sur ces dépositaires confiants, soit de l'impuissance du gouvernement à assurer dans ses bureaux une comptabilité probe, soit de son humilité désarmée devant les Traitants?

Quant à ces prêteurs trompés, sur qui l'on daube, comme si la détresse publique, qu'ils ont secourue, était leur faute, ignorait-on d'abord leur qualité dans la famille française? Ne savait-on pas qu' « ils appartenaient presque uniquement à la bourgeoisie parisienne » (1) dont la volonté décidée de se rallier au Roi légitime avait, en 1651, coupé l'effort de Condé et de la haute féodalité révoltée? Ou à ce personnel de fonctionnaires, d'administration ou de justice, de qui la confiance en l'honnêteté de l'État était un exemple pour les particuliers? Ou encore, à ces parties affaiblies du corps social dont l'abandon est une maladresse autant qu'un péché religieux ou une faute morale : veuves, orphelins, vieillards? Et enfin, ces bailleurs de fonds, lésés, c'étaient les administrateurs et tuteurs de ces établissements, religieux ou civils, d'hospitalisation, d'assistance, d'éducation ouvrière et populaire, de bienfaisance physique, morale ou intellectuelle, suppléants ou devanciers de l'État dans des ministères qu'il n'était pas capable de remplir, tout en les revendiquant déjà, et que son intérêt bien entendu était de ne pas ruiner, s'il ne pouvait pas encore les adopter. Que si Colbert, entêté comme il l'est, dans sa première ardeur, de ses rêves d'industrie et de commerce, répugnait à reconnaître la légitimité d'un profit résultant d'un capital et non du travail per-

(1) Marion, *ouvrage cité*, p. 481-484 et passim ; et Joubleau, *Étude sur les finances et, en particulier, sur Colbert*, t. I, p. 146 et passim.

sonnel, ne devait-il pas avouer que les avantages rémunérateurs dont bénéficiaient les prêteurs à l'État avaient été et restaient justifiés par le surplus de chances défavorables que leur optimisme avait affronté au moment où la fortune publique était compromise, où le sort même de la France était en péril, — par exemple en 1635, à cette date critique où les Impériaux étaient à Corbie? Avantages, en tout cas, établis et offerts sciemment par l'emprunteur. Fallait-il compenser un marché défavorable en le rompant, contre la foi jurée, aux dépens du créancier? Et si les titres, comme l'objectait le parti de Colbert, étaient passés, depuis l'origine, en d'autres mains, qui pouvait soutenir, au temps de Grotius, de Bellarmin et de Domat, que la substitution de détenteurs nouveaux diminuait l'irrévocable valeur des conditions initiales stipulées et la garantie morale qui constituait la réalité de ces titres?

Fallait-il, au commencement d'un règne, qui voulait être une ère nouvelle, que la consécration officielle du manquement par nécessité aux conventions jurées évoquât l'idée qu'un Guez de Balzac, comme un Grotius, ou comme un Le Bret, comme un Hobbes, s'efforçaient soigneusement d'écarter du concept de la monarchie : l'idée du « tyran », flétri par toute la pensée antique, comme par la théologie chrétienne? Aussi bien toutes ces objections aux coups d'État financiers que l'on méditait, qui est-ce qui les exposait à Louis XIV à l'encontre de Colbert? Le chef moral de la magistrature française, le Premier Président du Parlement de Paris, Guillaume de Lamoignon. C'était ce grand et habile honnête homme qui, au commencement de 1662, avec une autorité singulièrement plus haute que Fouquet, travaillait, — avec une ingénieuse obstination et avec un courage que la perspective à peu près certaine d'une disgrâce n'effrayait pas, — à représenter au Conseil que toutes les objections financières devaient être subordonnées au principe de l'honnêteté, base de la dignité du maître et de la subordination respectueuse des sujets.

Enfin, c'était un autre espoir encore que le patriotisme et la docilité intelligente des sages avaient conçu à l'endroit du souverain dont on formait pieusement l'idée : c'était l'espoir que ses mœurs fussent conformes autant que possible à son rôle « providentiel », et que la conduite privée de ce régénérateur s'affirmât

aussi correcte et régulière que celle des personnes de son royaume que l'on tenait pour « honorables » et de qui on louait « la bonne vie ». Non point, je m'empresse de le dire, que l'on voulût un saint ni un moine sur le trône. Le docte peintre du monarque parfait que j'ai déjà cité, — le R. P. Senault, de l'Oratoire de Jésus et Marie, prêtre irréprochable, — ne réclame en 1661 ni un Robert Ier, ni un Louis IX. Ce roi nouveau, il lui permet le luxe : « les habits des princes doivent, pour éblouir les yeux, emprunter l'éclat des perles et des diamants »... Il lui permet « la galanterie », au moins avec « mesure ». « Si je la condamnais absolument, on me ferait passer pour un ennemi de la raison », et, même, « de la vertu ». « Car il semble, comme on en parle maintenant, qu'un honnête homme ne soit accompli qu'autant qu'il est galant. Les femmes croient que c'est en leur conversation que les hommes se polissent... Et il faut tomber d'accord qu'un homme qui n'a jamais conversé avec elles, n'a pas l'air si doux ni l'esprit si délicat que ceux qui ont eu plus de conversation avec ce sexe... » Le bon sens français ne perdait pas ses droits, même en ce temps où le rigorisme janséniste prétendait dominer la renaissance catholique.

LA VIE PRIVÉE DU ROI

Mais si les modérés, tenant compte des écueils éternels et des obligatoires servitudes du pouvoir suprême, ne demandaient au maître que la décence et la tenue morale pratiquement possibles, il faut convenir qu'au commencement de 1662, il s'en fallait que cet idéal modeste fût rempli; que ces condescendances judicieuses pussent suffire au jeune Roi, maître de sa conduite, et qu'il se contentât des « conversations » particulières, où Mme de Choisy, personne mûre, le formait au « bon ton » et aux courtoisies élégantes de la galanterie précieuse. A cette date, nous pouvons nous le figurer, aisément, ce grand Roi dans sa fleur : on nous l'a, ces temps-ci, portraituré avec tant d'indulgente piété! La robustesse de son exceptionnelle santé se traduit en sa stature solide, dans la sérénité de son impressionnant et théâtral visage. Durant toute son adolescence, — longtemps docile et toujours surveillé par une mère que l'expérience a assagie et qui justement s'inquiète de dangers qu'elle connaît et que sa trop « bonne régence » a

laissé croître, — il n'a peut-être succombé que rarement aux tentations et aux offres qui le guettent partout, tantôt aux coins des parcs ou des « bocages » de Fontainebleau, de Saint-Germain, de Vincennes; tantôt au Louvre, soit dans les bals qu'encadrent les nouveaux aménagements artistiques du vieux château tout rajeuni, soit autour des tables de jeu, trop chères encore à Anne d'Autriche, et où le le jeune Roi lui-même, en attendant que sa cassette se remplisse, s'assied volontiers depuis trois ou quatre ans pour jouer gros jeu avec les hommes empressés de perdre, ou les femmes résignées à gagner. Mais, jusqu'en 1659, son « histoire amoureuse » n'enregistre que d'obscures passades de peu de conséquence. A partir de 1660, c'est tout autre chose : les romans s'y multiplient. Et de trois d'entre eux (car nous ne les connaissons pas tous) le « royaume » fut presque aussi vite instruit que s'il y eût eu pour lors une presse mondaine quotidienne. Les « nouvellistes » publics, que Louis XIV poursuivra bientôt du reste, font bien leur métier; et aussi les gazetiers gagés, et les épistolières bavardes, qui informent les nobles de province. A Paris, la Cour instruit la ville, et les « cavaliers » de la Cour documentent les bourgeoises ébahies du Marais. Les lettres de Guy Patin, médecin, suffisent à nous l'apprendre.

Le premier de ces grands amours du grand Roi, c'est la grave question de son mariage qui le provoque et qui l'étale. Alors s'empressent autour de lui combien de candidates! Deux au moins des nièces de Mazarin, soit de l'aveu de leur oncle, soit ma'gré lui, ambitionnent de se faire reines, et, pour engager le Roi, font généreusement tout ce qu'elles jugent utile. Olympe Mancini échoue, mais Marie Mancini réussit. Non qu'elle soit la plus belle pourtant, — loin de là, s'il nous faut croire, sur les dires de ses rivales, que, maigre et longue, elle ait l'air, avec ses cheveux noirs crépus, d'une « cabaretière » fougueuse ou d'un « Cent-Suisses habillé en femme ». Seulement, on l'avoue, elle a « de l'esprit comme un ange », et puis surtout, elle avait eu, dès l'abord, avec ce grand garçon dont en 1657 la sentimentalité est naïve encore, la chance d'apparaître au bon moment, dans une attitude décisive. Il était malade à Calais d'une fièvre infectieuse, lorsqu'il entrevit au pied de son lit une jeune femme pleurant éperdument sur ses jours menacés, des larmes apparemment sincères. Rétabli,

ce fut, pour lui, l'idylle du « Prince Charmant », aimé pour lui-même, — pour elle le roman de la Bergère exotique, touchant au trône. Vite, on en était arrivé aux promesses mutuelles de mariage, déclarées à Mazarin et à la Reine-mère. Et lorsqu'en août 1659, Mazarin, plus ou moins sévèrement, loyalement en tout cas, eut réussi à rompre la mésalliance en train, le double amour avait résisté. Contraints l'un et l'autre de réaliser au plus vite des mariages de raison, ni l'amant ni l'aimée n'avaient renoncé ; ils avaient seulement caché un peu leurs relations, pendant que l'on présentait à Louis, successivement, sa cousine Henriette d'Angleterre, la princesse héritière de Savoie, puis l'Infante espagnole. Et ensuite, une fois même l'Infante agréée par Louis, avec plus d'obéissance filiale que d'enthousiasme, les deux amants, ainsi contraints, s'étaient, sans vergogne, promis de concilier au plus tôt leur passion mutuelle avec les mariages subis.

Or, si en 1662 cet accommodement peu édifiant n'avait pas transpiré dans le public, ce que l'on vit peu après le départ et le mariage en Italie, hâtés par Anne d'Autriche, de « la Marie », avec le connétable Colonna, ce fut une fantaisie nouvelle du cœur royal. Et la remplaçante possible de la nièce du cardinal, qui était-ce ? Rien de moins, semblait-il, que la propre belle-sœur du Roi, la femme de Gaston d'Orléans. Après s'être vue dédaignée du Roi, « pour sa maigreur », elle revenait d'Angleterre dans l'éclat d'une beauté spéciale que sa maigreur affinait, et, dans la Cour surprise, elle régnait aussitôt. Dès avril 1661, le Roi n'essayait pas de cacher qu'il était conquis, et les anxiétés d'Anne d'Autriche et des pieuses personnes dont elle faisait ses confidentes étaient presque au comble lorsque se produit le coup de théâtre bien connu... La complaisante Henriette et son royal admirateur, gênés pour se voir, ont décidé de dépister les curieux. C'est dans la chambre d'une des nouvelles filles d'honneur de la Duchesse qu'ils se rencontreront, et c'est l'humble Louise de La Vallière, fille d'un petit gentilhomme blésois, que le Roi feindra de courtiser.

Mais, dès juin 1661, l'innocent chaperon devenait secrètement maîtresse. Dès novembre, maîtresse notoire, — au moment où Marie-Thérèse donnait à son mari un premier héritier. Et Louis, ravi de cette fraîche tendresse de seize ans qui se livre à lui avec une ingénuité enivrée, ne se soucie pas plus de

ménager la jalousie de son épouse que de « soutenir » sa dignité de père. Il affichait en jeune homme sa joie d'amant victorieux. Tout l'été et l'automne de 1661, il a multiplié ces promenades nocturnes en calèche, en bateau, où les exceptions forcées au protocole favorisent les apartés, — ces bals, et surtout ces ballets, où triomphait l'orgueil de sa beauté à la fois noble et vigoureuse, replète et auguste. Là, dans des tableaux vivants, des nymphes, dont « il n'y a pas une », dit un pamphlet du temps, « qui ne cherche à lui donner dans la vue », venaient lui débiter « les lieux communs de morale, » sinon « lubrique » comme écrit M. Despréaux, au moins facile, que versifiait mélodieusement Benserade, et qu'échauffait Lulli « des feux de sa musique ». Encore le 27 octobre 1661, quelques jours à peine avant les couches de la Reine, le demi-dieu dont la beauté est célébrée plus que celle de sa femme, donnait, au capitaine général des Pays-Bas espagnols, un bal où non seulement toutes « les beautés » de la Cour figuraient en spectacle, mais où lui-même fit au ministre de son beau-père l'honneur « de danser devant lui ». Durant les deux derniers mois de 1661 et le premier de 1662, chaque semaine presque exactement, le Duc et la Duchesse d'Orléans, dans leur « appartement » des Tuileries, où habite La Vallière, donnent au Roi et à toute la Cour des réceptions splendides; — et telle s'entretenait encore, la veille du jour où Bossuet vint prêcher à la Cour, la fête glorificatrice de ce souverain, jeune mari et jeune père, que les lyriques de l'heure appellent à qui mieux mieux le roi du Plaisir et des Amours.

Mais alors, dans cette perpétuité d'amusements voluptueux, comment se soutiendrait ce bon vouloir de travail régulier, ce dessein de se consacrer avant tout aux affaires sérieuses, souvent imprévues, toujours urgentes? Que deviendraient les édifiants débuts que chantaient les gazettes? « Les femmes prennent aux princes galants bien du temps », murmurait le P. Senault dans son livre, et peut-on vraiment, avec « la passion dans la tête, s'occuper beaucoup des affaires d'un royaume? » Comment le Roi, sous ce règne des femmes, avec cet entourage assidu de libertins joyeux auxquels il se mêle en camarade, sauvera-t-il le précieux prestige dont le loyalisme rajeuni du royaume se plaît à l'entourer? Au fait, ne le voit-on pas déjà? C'est en 1661, ne l'oublions pas, que Bussy-Rabutin

compose dans son exil de Bourgogne cette *Histoire amoureuse des Gaules*, dont la foison d'anecdotes jette tant de lumière crue sur les ridicules ou les bassesses, et parfois les perfidies et les infamies, de ce grand monde. Or, ce n'est pas seulement « aux pieds de celle qu'il aime » que se met un roi qui prend une maîtresse. C'est aux pieds de ceux qu'elle traîne à sa suite. Et c'est déjà, encore, à cette date de 1661 que Mme de Motteville, l'observatrice le mieux placée pour voir et savoir, et le mieux douée pour bien juger, déplore dans ses *Mémoires* ces cupidités agglomérées, dont le fils d'Anne d'Autriche est aussi prisonnier que sa mère le fut de Mazarin : « Outre qu'il a, comme les autres hommes, à combattre ses propres passions, il lui faut de plus résister à celles de tous ceux qui l'approchent. » Mais alors, que ne pourra-t-on pas lui faire faire? Bien des choses, sans doute, répond le P. Senault, « qu'il condamnerait chez les autres », qu'il y punirait même.

Et enfin, ceux que ces considérations eussent moins touchés, pouvaient-ils ignorer ce que finit par dire le sage oratorien, étudiant en conscience, sous toutes ses faces, la question du commerce du Prince avec les femmes? « Jamais l'amour ne va sans profusion, observe-t-il ; il oblige le prince à faire mille présents » à la favorite, à rassasier tour à tour « sa coquetterie, son amour des plaisirs, son avarice », à « gratifier » même « les parents et amis ». Était-ce bien le moment d'ouvrir ce nouveau chapitre de frais divers, soldés par « acquits de comptant », quand on a tant de peine à payer les charges anciennes et les dépenses ordinaires, quand on marchande quelque cent écus aux gouverneurs des places de l'Est, pour leurs garnisons, et peu de temps après que, par un édit somptuaire, les peuples avaient été invités à se retrancher tout luxe?

Si le bon père Senault assista, le 22 janvier 1662, à ce bal de « Monsieur » et de « Madame », dans lequel « l'éclat des pierreries des dames et le feu des lustres formaient un jour artificiel » éblouissant, ou bien à cette collation du 29 où le Roi les reçut à son tour « d'une manière tout à fait royale » et avec plus de somptuosité encore, — voyez les bulletins de la *Gazette de France*, — il ne regretta sans doute pas d'avoir fait observer, sous le couvert d'un jeu de mots, que « les peuples qui *souffrent* la faim » ne peuvent *souffrir* de si choquants spectacles. La grandeur royale consiste-t-elle donc d'abord en ce

faste effréné, requis par les « agréables démons » et les « sirènes insatiables »? Avant que de prétendre donner par la magnificence l'impression prestigieuse d'un grand roi, ne conviendrait-il pas de former en soi, tout simplement, un honnête homme ?

UNE « OPPOSITION MORALE » A L'ÉTAT NAISSANT

Tel est l'aspect sous lequel, au commencement du printemps de 1662, un bilan d'onze mois du règne apparaissait aux contemporains. Bilan inexact sans doute, parce qu'incomplet. La publicité de la vie administrative du royaume était, alors, presque nulle; de plus, ni les effets ne pouvaient tout de suite se constater des quelques réformes heureuses amorcées, ni l'importance immédiatement se comprendre de certaines mesures, préparatrices de cette mise en train de l'industrie et de cette extension du commerce extérieur sur lesquelles Colbert voulait constituer une richesse nationale permanente. D'ailleurs, gardons-nous aussi de croire que, devant ces déviations inquiétantes d'un règne trop tôt béni, il s'esquissât des réponses de violente résistance. Dans le bas peuple, certes, l'intention pour le moins n'en manquait pas, et il y eut, en 1661, et sur des points du royaume éloignés les uns des autres, des explosions de l'irritation et du désespoir d'une misère inchangée. Explosions assez nombreuses, pour qu'il ne soit pas permis aux historiens, comme l'un d'eux le remarque (1), de représenter naïvement, sur la foi des blasons de fête officiels, la France de 1662, comme une « mer d'huile », où voguera sans trouble, avec son père Neptune-Apollon, le « Dauphin » qui vient de naître. Seulement, de ces révoltes sans chefs, et la plupart du temps sans armes même, randonnées hurlantes de bâtons et de fourches dans les chemins creux ou les taillis, l'effort brutal fut écrasé et, pour une vingtaine d'années, étouffé.

Mais ce qu'il y avait à ce moment du règne, c'était un de ces états d'âme collectifs qui, à tort ou à raison, n'inquiètent guère les gouvernements réalistes et dédaigneux des impondérables. C'était un arrêt dans ce grand mouvement d'affectueuse

(1) Dreyss, Introduction aux *Mémoires de Louis XIV*.

confiance d'où avaient résulté, en 1651-1652, le rappel spontané du petit Roi, et depuis 1653, la stabilité progressive du pouvoir royal rétabli. C'était, devant les bévues et les artifices, ou les exigences despotiques d'une politique fiscale qui, malgré ses bruyantes promesses d'une réforme radicale, « allait » en somme « du train ordinaire » d'avant la Fronde, — devant les injustices et les violences d'un gouvernement qui, dans un pays épuisé par la guerre étrangère ou civile, ne se souciait guère d'équité ni de bienfaisance, — c'était un mécontentement chagrin, inquiet du lendemain, mécontentement à l'état naissant, mais assez répandu déjà. Car il affectait, d'abord, trois ou quatre portions de la nation, dans chacun de ce qu'on appelait alors les Trois Ordres. La petite noblesse provinciale, chez qui la Fronde avait remué le regret des libertés locales et des privilèges médiévaux, se sent à présent touchée non plus seulement par l'exaction des impôts, mais par la menace de réformes relatives à leur répartition. Le Clergé, surtout celui des paroisses, dont le loyalisme influent avait contribué à sauver le trône, s'en trouvait mal récompensé par l'imposition, faite à son Assemblée, de sacrifices nouveaux. Les deux persécutions que le Roi lui jetait en pâture, — celle des Protestants, qu'il s'était déshabitué de haïr, celle des Jansénistes qu'il ne trouvait pas indispensable de haïr, — le consolaient insuffisamment. La Bourgeoisie, cette solide et si fidèle sujette, et si bonne ouvrière, elle aussi (à Paris, du moins), de la restauration monarchique, se voyait redevenir la victime des embarras du Trésor et la rançon des redressements financiers. Elle s'en émouvait assez, depuis la fin de 1660, à Paris et dans quelques grandes villes, pour que l'on dût s'attendre à ce qui allait se produire en 1662, au Palais et sur le Pont-Neuf : des tumultes renouvelés de la Fronde.

Et puis, voici qu'un élément, qui avait déjà fait quatre-vingts ans auparavant, à la veille ou au cours des guerres civiles, son apparition sur la scène politique, reparaît parmi la société cultivée, discret, mais dont le murmure respectueux pouvait déjà s'entendre : — une opposition non pas de *classes* coalisées chacune autour de revendications, autour d'*intérêts* communs, mais d'esprits groupés, ligués sous des *idées* communes ; une opposition religieuse et intellectuelle, chrétienne et philosophique, née à la fois de l'Humanisme triomphant et

de la Renaissance religieuse combative. Comprenons cette belle France intellectuelle et spirituelle d'alors. Ici, — partout, — opèrent clandestinement les filiales de la Compagnie du Saint-Sacrement de Paris (1). Là, la contre-réformation augustinienne se masse fièrement à Port-Royal et se pique de réaliser sans transactions dans la société régénérée un christianisme conséquent. Ailleurs chemine, non seulement à Paris, mais dans plusieurs cercles provinciaux de vie intellectuelle, la pensée logique et critique que Descartes et Gassendi ont révélée et que pratiquent le père Mersenne ou les Oratoriens, ou de libres esprits, laïques et agnostiques (2). Et toutes ces troupes d'élite, plus ou moins idéalistes, plus ou moins incrédules, plus ou moins savantes, raisonneuses et critiques, s'accordent toutes, tant au nom de la sagesse antique et de la science de l'homme que de la charité chrétienne, pour estimer que la monarchie française, après tant de risques courus dont elle s'est tirée par miracle, doit, pour recouvrer vigueur et prestige, se réformer et s'épurer. Cela, ils ne le crient pas, il est vrai. Mme de Sévigné, — au moment même où elle bout d'indignation devant les agissements financiers de Colbert qui vont « mettre tant de gens à l'hôpital », ou les brutalités de Pussort et les lâchetés de Séguier à l'égard de Fouquet, — se contente d'engager M. d'Andilly à « rêver », comme elle, sur toutes ces choses « étranges » et à faire « toutes les réflexions » qui doivent s'ensuivre dans des cerveaux logiques. Plus audacieux, quand il est sûr de ses amis philosophes et du mystère de leurs conciliabules, Guy Patin, le vieil anti-Mazarin, laisse échapper dans ses lettres confidentielles de graves paroles : « Il faut de l'argent, écrit-il en septembre 1661, *Pour en donner au Roi, à la Reine-mère...* » « Les pauvres gens n'ont que faire d'attendre soulagement : ils meurent par toute la France... » « On nous traite comme Turcs; » et « tout se tourne au despotique... »

Mais le fin fond des idées qui fermentent en ce temps, c'est ici, comme si souvent, chez Pascal, qu'on le touche, — chez le méditatif inflexible qui, tout près de la tombe, va jusqu'au bout de son expérience morale, de ses déceptions sur l'homme et sur la société, jusqu'au bout de sa raison comme de sa foi.

(1) On nous permettra de renvoyer à ce sujet aux articles que nous avons publiés à la *Revue* en 1903, 1908 et 1909, sur cette association.

(2) G.-C. Picavet, *Pamphlets manuscrits au début du règne de Louis XIV*, 1909.

Combien il voudrait, lui aussi, et avec la même ferveur que nous allons voir chez le prédicateur du Carême du Louvre, crier gare à ce jeune prince, dont il avait ambitionné, dit-on, lui-même, de pétrir à nouveau et d'illuminer l'âme, au lieu ou place des précepteurs médiocres choisis par Anne et son ministre ! Bien des papiers prouvent son souci, parmi tous ceux dont se grossit le testament de sa pensée. Les droits de « la Puissance », sur quoi sont-ils fondés au vrai ? « Sur la faiblesse du peuple » bien plus que sur la vérité des choses. Et donc les puissants seraient bien avisés de comprendre que « les cordes qui attachent le respect » ne devraient pas être toujours « des cordes de nécessité », mais des « liens d'admiration et d'estime ». La Force est une raison : soit. Inclinons-nous bon gré mal gré devant « la Force », mais qu'elle soit alliée à la Justice et réhabilitée par la Bonté.

Et enfin, dans quelques *Mémoires*, faits pour le huis clos des archives privées, on trouverait, au moment où se place l'épisode bossuétique qui va nous occuper, le son des âmes consciencieuses et troublées. Retenons seulement un mot du petit abbé de Choisy, abbé de cour, loyal sujet, point « partisan » ni dogmatisant, mais observateur averti. A la date de 1661-1662, il écrit : « Les plus gens de bien tremblaient pour l'État, qu'ils voyaient sans pilote. » C'est ici la note juste et qu'il faut retenir.

LE SERMON DU 2 FÉVRIER : UN PROGRAMME DE CONVERSION

Ces désillusions et ces inquiétudes que les commencements du pouvoir personnel de Louis XIV inspiraient, au début de 1662, aux bons citoyens pieux et sages, Bossuet les connaît, sans nul doute. Il appartient, par sa naissance et par d'innombrables liens de famille et d'amitié, au milieu parlementaire où ces préoccupations, pour être alors silencieuses, sont profondes. Il n'a pas cessé d'être en relations avec ses parents de Bourgogne ; il est membre de l'Assemblée des Trois Ordres de Metz; il connaît donc directement la misère chronique des pays frontières. A Metz, il a fréquenté les Schomberg, qui n'ont pas perdu de vue la Cour et qui l'en instruisent. Il fait partie de cette espèce de petit séminaire de prédicateurs, destinés aux auditoires urbains, que M. Vincent a créé à Saint-Lazare ; or,

M. Vincent, malgré son humilité et sa prudence, a été presque un ministre sous la régence d'Anne d'Autriche, et son œuvre immense l'oblige à surveiller ce qui se passe. Bossuet, associé par ce grand homme d'action à la mission faite par les « messieurs de Saint-Lazare » à Metz en 1658, a pu être mis au courant par ses collègues de l'état de la France, dont ils parcourent les villes. En 1659, quand il s'est établi à Paris, il y est venu, selon toute probabilité, sur le désir d'Anne d'Autriche, à qui M. Vincent a dû recommander ce prêtre de talent.

Et Anne d'Autriche, malgré sa correction de souveraine démissionnaire, ne se désintéresse pas, surtout par le côté moral, du fils où elle met ses espoirs de chrétienne redevenue fervente et devenue sévère. Bossuet était-il admis dès 1661 dans sa confidence? Ce n'est pas impossible. En tout cas, son activité oratoire en 1659, 1660, 1661 n'échappe pas, sinon à la direction, au moins à l'attention de la royale dévote assidue à toutes les prédications parisiennes. De plus, quand, en 1661, aux Carmélites, il a prêché le Carême, ç'a été devant un auditoire où non seulement les « Augustiniens », désormais Jansénistes, du faubourg Saint-Jacques, doivent être nombreux, mais aussi les magistrats et les beaux esprits de Paris, et les hommes et les femmes de la Cour. Lié, par sa famille ou ses camarades de Navarre, d'un côté avec les Condé, de l'autre avec les Le Tellier, il entend, dans ce qui se dit, les deux sons de cloche principaux. Le peu que nous savons de ses relations à cette époque nous le montre en contact, déjà, avec le grand monde et les dirigeants, avec les hommes d'action comme avec les spéculatifs.

Sans doute, à profiter aussi largement que nous allons le voir, de ce qu'il sait, il n'était pas strictement tenu, lorsqu'il arrivait, pour la première fois, en face du Roi. Sans crime il eût pu vouloir ignorer les questions brûlantes et se tenir sur les terrains moins délicats de la doctrine. Il n'y avait pas entre son royal auditeur et lui une grande différence d'âge : onze ans à peine. Il n'était pas un de ces prélats arrivés ou de ces vétérans de la chaire constitués en dignité, que le reproche d'irrespect pouvait laisser indifférents. Lui, au contraire, il devait peut-être d'autant plus éviter ce risque, que son cousin issu de germain, François Bossuet, l'un des plus riches et depuis longtemps, déjà, dès 1648, l'un des plus impopulaires et des plus

décriés des traitants, était compromis dans le procès de Fouquet, et désigné à coup sûr aux foudres de la « Chambre ardente ».

Mais le chanoine Jacques-Bénigne Bossuet, souvenons-nous-en, descend de deux lignées de magistrats ou d'avocats bourguignons, à l'âme civique, à l'esprit romain. Il est aussi, comme prêtre, de la génération des cadets de Bérulle, de Bourdoise, de Saint-Cyran, du P. Lejeune. Ces hérédités, il y est fidèle, — son activité de Metz l'a prouvé, — ces empreintes, il les conserve. Il a proclamé nettement l'année précédente, dans la chapelle des Carmélites, le devoir de sincérité absolue du Prédicateur, quoi qu'il risque. Il s'est mis de cette Compagnie du Très Saint-Sacrement de Paris, secrète parce qu'elle est, autant que possible, résolue et entreprenante à construire sur la terre la « Cité de Dieu », parce qu'elle se voue audacieusement à toutes les croisades, parce qu'elle les mène, sans l'aveu du pouvoir et parfois contre lui, avec une ténacité courageuse, subtile, étonnante. En 1662, Bossuet est, de cette mystérieuse armée, un des soldats les plus zélés et les plus sûrs (1). Aux hérédités, aux empreintes, l'ambiance, donc, ajoute ses poussées. Voilà pourquoi il se mettra de tout cœur et tout entier, dans sa parole, en face du Roi comme ailleurs.

Davantage, même. Car n'y a-t-il point ici la plus belle tentation d'une ambition permise ? La tentation de Pascal, je l'ai dit : influer sur le Maître des heures, agir sur la grande histoire, servir, en instruisant le Roi, Dieu et la patrie. Dans cette petite chapelle, où tiennent au plus cent cinquante personnes (2), il a, devant lui, la plus belle élite de France et, on peut bien le dire, de l'Europe chrétienne d'alors. Mais dans cette élite, un auditeur par-dessus tous l'a préoccupé tout le temps, c'est visible, tandis qu'il a préparé ses sermons; — celui qui seul assis au premier rang avec sa famille et les plus grandes princesses, sera ainsi tout proche de lui, au-dessous, sous sa main. C'est l'âme de ce beau grand jeune homme, que défend déjà, outre le respect protocolaire, un mur de dissimulation et de froideur, c'est à ce tréfonds obscur, d'où peut partir

(1) Sur ce point, voir la *Revue* du 15 avril 1908, et du 15 octobre 1909. Voir en tout cas les faits précis que consigne René de Voyer d'Argenson, dans ses *Annales*, éditées par dom Beauchet Filleau, p. 209-210.

(2) D'après l'évaluation de Mlle Jeanne Duportal et les récents travaux sur le Louvre.

tant de mal comme tant de bien, qu'il voudra pénétrer et frapper. Ce Carême *devant* le Roi, sera un Carême *pour* le Roi.

Il s'est donné une grande peine en vue d'une tâche qui le vaut tellement. Il a relu une bonne partie, sinon la totalité, de ses sermons depuis dix ans. Il les a résumés en une suite de « sommaires (1). » Il a ramassé, inspecté ses provisions de textes, d'idées, de mouvements. Et dans cette revue, sans doute, il a trouvé certaines choses à remployer. Mais peu. Des treize sermons qui nous restent, sur les dix-huit dont se compose ce premier « Carême royal », il a rédigé à nouveau la plupart, et avec une application que l'aspect seul des manuscrits révèle.

Dès le premier de ces sermons, celui qui était alors l'avant-coureur obligé de la station quadragésimale, le sermon pour la fête de la Purification de la Vierge, il va sauter aux yeux de tous que, tout en disant *Messieurs*, *Mes frères*, c'est au Roi, quasi tout le temps, qu'il s'adresse principalement. Combien à propos ! Il en est grand temps. Le jeune tout-puissant dont nous avons vu la conduite à cette époque, a grand besoin que l'on fasse passer un peu de vérité jusqu'à lui ! Car il peut à la rigueur se figurer qu'il ne scandalise personne. S'il lit, comme il est probable, la *Gazette de France*, sait-on ce que, la semaine précédente, l'officiel hebdomadaire dont M. de Lyonne surveille la rédaction, proclamait avec éclat ? C'est que « notre incomparable monarque borne tous ses souhaits à son épouse et à son héritier »...

Pourtant, à une semonce morale le thème liturgique et les textes évangéliques du 2 février, ne se prêtaient pas beaucoup. Ce que l'Église, ce jour-là, commémore, c'est la visite faite au Temple par Marie, venant, par obéissance à la loi commune, et au terme des délais voulus, purger l'un des « états d'impureté » que Moïse avait définis, celui des nouvelles accouchées. De plus, dans cette visite, les parents, dans le Temple, offrent à Dieu leur premier-né. A cette scène hébraïque, malaisément s'accrochait la leçon, — le reproche, — au prince dévoyé.

Mais Bossuet ne veut ni tarder à déclarer son intention, ni perdre une seule des rencontres que la Providence offre à son zèle. Dès qu'il ouvre la bouche, il lance une des idées qu'il

(1) L'importance des trente-cinq résumés qu'on trouve dans les manuscrits de la Bibliothèque nationale fut, vers 1865, une des ingénieuses découvertes d'Émile Gandar.

veut, à tout prix, imprimer : la royauté est un devoir *incessant*, le Roi, un serviteur de ses peuples qui leur appartient *à toute heure*. Et le voilà qui dresse immédiatement devant son auditoire l'image du Divin Bienfaisant, Roi parfait, lui, « médecin » d'une sollicitude sans relâche, d'un dévouement sans repos, l'esprit « continuellement occupé des besoins et des faiblesses de ses malades ». Et, tout de suite aussi et avec insistance, Bossuet rappelle et proclame la vérité qui est le fondement principal de la foi chrétienne : « prendre part au sacrifice du Christ Sauveur. » Demandez-vous, chacun, vous *tous*, « baptisés », qui êtes ici : « Suis-je chrétien ? Sais-je ce que c'est que le péché, *le péché que j'aime et qui, par mon choix, règne en moi ?* »

Mais pour répondre avec sincérité à cette préliminaire et essentielle question, il faut une âme d'élite. En est-il une, ce jeune roi, déjà pécheur avéré et public, et que Bossuet voit, à quelques pas de lui, trônant serein sur son siège d'honneur? Ou bien n'est-il que le voluptueux vulgaire qui cède à sa pente? Bossuet, non sans quelques précautions, mais nettement, donne un coup de sonde :

Il faut entendre, messieurs, cette vérité triste : il y a des hommes, des hommes ravalés au rang des bêtes, chez qui l'âme ne sent presque plus par les facultés qui lui sont propres, à savoir *la raison, l'intelligence*. Rien ne la touche, sinon ce que ses sens lui présentent, la matière... [Chez les véritables hommes, au contraire] l'âme raisonnable, faite à l'image de Dieu, *ne doit pas sortir d'elle-même pour quêter le bonheur*. La source du véritable plaisir, *qui fortifie le cœur de l'homme*, qui l'anime *dans ses desseins*... doit jaillir au-dedans du cœur... L'âme a ses plaisirs à part... lesquels, certes, quiconque a goûtés, il ne peut presque plus goûter autre chose, tant le goût en est délicat.

Et l'on voit, confessé sans délai en ce bel élan, le beau rêve : la « conversion », déjà nécessaire, de ce scandaleux précoce et puissant. Mais la « conversion », Bossuet l'a étudiée assez souvent pour savoir que ce redressement merveilleux doit venir du dedans, de la force de l'Esprit, de la conscience énergique, de la raison pure. Ce sont ces ressorts qu'il prétend, du premier coup, toucher et mouvoir, ce prêtre qui parle comme un Descartes en surplis. Il a pratiqué, les années précédentes, aux Minimes, aux Carmélites, tant de « beaux esprits » solides, concevant la noblesse de l'effort et de la vie *voulue* ! Qui sait si

le Roi n'a pas déjà essayé de se contenir, de se soulever ainsi, par exemple, quand il lui fallut naguère, sur une belle lettre de Mazarin, rude et franche, renoncer à Marie Mancini? D'où, un nouveau coup de sonde :

Ce n'est pas... qu'il n'y ait de certains moments dans lesquels, *à la faveur d'un léger dégoût*, il nous semble que nous allons *rompre avec les plaisirs;* mais, *disons ici la vérité, nous ne rompons pas de bonne foi*... O raison! tu crois être libre dans ces petits moments de relâche *où il semble que la passion se repose*... Mais notre engagement est intime : *la moindre caresse des sens* te fait bientôt revenir à eux...

Mais quel châtiment! La servitude. La complaisance aux jouissances devient une habitude oppressive, le caprice se fait despotisme. Tandis que votre volonté ira s'énervant de plus en plus par sa docilité à la matière, votre raison, — ne le voyez-vous pas déjà « *par expérience* »? — rabaissée à n'être plus qu'un « ministre des sens », s'alourdit, s'épaissit, « ne peut plus se déprendre de ces pensées sensuelles » qu'elle a trop imprudemment hospitalisées, se rend inapte aux occupations supérieures pour quoi elle est faite.

Ici, retour du vigoureux orateur, — directeur de conscience peut-on dire, — sur une idée lancée au début du discours. Il la reprend cette fois d'une saisie plus serrée. Si vraiment ce monarque qu'on veut qui soit grand, le veut être, qu'il opte pour la chasteté conjugale, courageuse, trouvant non seulement en elle-même, mais en ses effets concrets, sa récompense. Qu'il adhère à l'offre d'une conception de vie épurée, échappant aux vulgarités où la sensualité et la vanité menacent de l'enlizer.

Ne nous persuadons pas que nous vivions sans plaisir pour entreprendre de transporter [ce plaisir] du corps à l'esprit... Qui nous donnera, chrétiens, que nous sachions goûter ce plaisir sublime, plaisir toujours égal, toujours uniforme, qui naît non du trouble de l'âme, mais de sa paix; non de sa maladie, mais de sa santé; non de ses passions, mais de ses devoirs; non de la fièvre inquiète et toujours changeante de ses désirs, mais de la rectitude immuable de la conscience? *Que ce plaisir est délicat! Qu'il est digne d'un grand courage*, et qu'il est *digne principalement de ceux qui sont nés pour commander*! Car si c'est quelque chose de si agréable d'imprimer le respect par ses regards et (de) porter dans les yeux et sur le visage un caractère d'autorité, combien plus de conserver à la raison *cet air de commandement*, avec lequel elle est née, *cette majesté* intérieure

qui modère les passions, qui tient les sens dans le devoir, *qui calme par son aspect tous les mouvements séditieux, qui rend l'homme maître de lui-même !*

Et ce n'était pas assurément une malhabile tactique pour ramener dans l'âme du jeune souverain la moralité en déroute, que d'exciter son ambition et son orgueil, et d'associer devant ses yeux, à la vertu sévère, ces idoles de la Chevalerie espagnole, du Roman précieux, de la Tragédie cornélienne : l'Honneur et la Gloire.

En tout cas, dès ce premier discours, était franchi le premier pas de l'offensive abstraite contre le royal pécheur. Et même, vers la fin, entraîné par son ardeur qui s'exalte, le prédicateur du Louvre se laisse aller à parler au Roi presque du ton d'un missionnaire de « Monsieur Vincent », pratique, pressant, pressé, qui tient à emporter, au bout de sa station, ces trois résultats effectifs : confession exacte, contrition sérieuse, ferme propos de ne plus pécher. Au seuil donc de la « Sainte Quarantaine » qui va s'ouvrir, que faut-il ? S'imposer des mortifications physiques? Non point. Ceci suffit : « *Fuir les rencontres dangereuses...* » Abstention pénible, avant-goût évidemment amer d'une rupture qu'il faut envisager. Pourtant il ne faut pas « sortir de ce lieu » sans avoir sacrifié à Dieu « ce que vous avez de plus cher. Est-ce un époux? Est-ce un fils? » Bossuet n'ajoute pas : « Est-ce une amante? » Mais qui ne l'entend pas dans la Chapelle? Alors de nouveau, un de ces revenez-y que ne craint pas le vrai éloquent. Évocation nouvelle du devoir moral « particulier » du monarque, — bien plus, de son intérêt personnel, de l'intérêt politique, qu'il y a pour celui qui commande aux hommes, de rendre à l'invisible Roi l'obéissance qu'il réclame et prétend recevoir lui-même :

C'est la loi de tous les empires, que ceux qui ont quelque partie de l'autorité du Prince entre leurs mains, lui doivent une obéissance plus ponctuelle... Si bien que *les souverains* que (Dieu) a commis pour régir ses peuples *doivent être liés* immuablement aux dispositions de la Providence *plus que le reste des hommes.* (Certes) il n'est pas expédient à l'homme de ne rien voir au-dessus de soi : un prompt égarement suit cette pensée... Ceux donc qui ne découvrent rien sur la terre qui puisse leur faire la loi doivent être d'autant plus préparés à la recevoir d'en haut. S'ils font la volonté de Dieu, je ne craindrai point de le dire, non seulement leurs sujets, mais Dieu même s'étu-

diera à faire la leur... Si Votre Majesté regarde avec amour ses peuples comme les peuples de Dieu,... son sceptre comme l'instrument de ses volontés, Dieu bénira votre règne, Dieu affermira votre trône.

Et tel fut ce discours, préface au Carême de 1662, première et caractéristique prise de contact de Bossuet avec Louis XIV, manifeste préalable d'un noble plan apostolique. Le chanoine messin, qui a sans doute lu le livre du P. Senault, s'en inspire, ou se rencontre avec lui, mais il le précise. Avant de songer à être grand, soyez honnête, disait l'oratorien. Pour être grand, soyez honnête, répète le docteur de Navarre. A vos ambitions de roi, joignez, alliez l'ambition du chrétien et du sage. De votre supériorité morale, individuelle, de la pureté de votre vie privée dépendent l'acquisition des qualités royales qui vous sont nécessaires, et l'accomplissement, où tout votre cœur doit se mettre, de vos devoirs royaux envers vos peuples. Oui, gravissez les cimes chrétiennes : c'est le plus court chemin, — le Dieu de justice aidant son serviteur en route, — pour atteindre du même pas à la grandeur rêvée. « La morale est le coup d'essai de la politique », hasardait Senault, timidement. « La grande politique est fondée sur la morale », affirme Bossuet.

LE SERMON DU 26 FÉVRIER : L'ASSAUT DIRECT AU ROI

Le lendemain s'ouvrait le carnaval. Celui de 1662, au témoignage des contemporains, et surtout des contemporaines, fut particulièrement brillant, et même débridé. Cela se lit entre les lignes, discrètes de Mlle de Montpensier, pudibondes de Mme de Motteville, enthousiastes du gazetier poète Loret (1). Quand, le 26 février, Bossuet se retrouvait de nouveau devant le Roi, celui-ci n'aura guère eu le temps, s'il en a eu le désir, au milieu des bals, ballets, promenades et spectacles, de méditer les premières admonestations à lui adressées. Cette fois, c'est l'assaut direct qu'il va subir. Le sujet que Bossuet va traiter, dans ce premier dimanche de carême, est classique et essentiel en toute station. L'homme qui vient dans la chaire faire la leçon à d'autres hommes, doit justifier sa mission et son droit de parler haut et d'être respecté, craint et cru. A plus forte raison, devant un auditoire superbe, et devant un roi ombra-

(1) L'événement le plus marquant de ce carnaval fut le ballet d'*Hercule amoureux*, « le grand ballet de notre Sire » (7 février), sur les merveilles duquel Jean Loret ne tarit pas. 730 personnes y figurèrent, le Roi tout le temps.

geux, chez qui déjà l'on sent, plus intense que chez aucun de ses prédécesseurs, la susceptibilité gallicane.

Assurément, en 1661, Louis XIV a montré, abondamment, l'intention de « favoriser l'Église », comme on disait, mais à une condition : c'est qu'elle soit « son Église » et qu'en rien le clergé ne s'émancipe et n'usurpe. Le Cardinal lui a inculqué cette appréhension hostile. Et sa mère continue. Et l'opinion publique, elle aussi, le confirme dans ce sentiment. La crainte d'un « ministériat », surtout ecclésiastique, hante les plus modérés. Et qui sait si déjà Louis XIV n'est pas « sur l'œil »? Le 26 février, ce nouveau venu a parlé bien précisément, bien carrément, malgré la correction des formes. Toujours est-il que Bossuet ouvre ce sermon d'une façon frappante, tranchante. Quelle étrange chose que

ce grand silence de Dieu parmi les désordres du genre humain, Tous les jours, ses commandements sont méprisés, ses vérités blasphémées, les droits de son empire violés... Il voit tout et il dissimule. Il considère tout et il se tait.

Cela semble, oui; mais cela n'est pas. Dieu parle. La voici, sa voix humaine, autorisée, c'est la mienne, — qui, pour entrée de jeu, vous avertit.

Jésus-Christ, Seigneur des Seigneurs et prince des rois de la terre... pour donner à tous les monarques qui relèvent de lui l'exemple de la modération et de la justice... a ordonné que les pécheurs fussent avertis avant que d'être jugés.

Avant donc « de monter sur son tribunal », le prédicateur dira le droit, et le bien et le mal:

Paraissez, ô Vérité sainte, *faites*, faites sans hésiter, et quoi que les courtisans en puissent dire, *la censure publique des mauvaises mœurs*.

Mais, du rôle sacré de la Parole ce n'est là que le premier office. D'admonition « paternelle » elle se change en « un commandement » magistral, « absolu ». Il y a plus. Quand il y a eu transgression, elle est un verdict :

Si, manquant par un même crime à ce que nous devons à Dieu et à ce que nous nous devons à nous-mêmes, nous méprisons tout ensemble et les conseils de cet ami, et les ordres de ce souverain, alors, cette même Vérité, prenant, en son temps, une autre forme, sera un témoignage pour nous convaincre et une sentence pour nous condamner...

Sachez-nous donc gré, coupables que vous êtes !

Nous venons persuader aux hommes la crainte de Dieu. Sachant combien ce jugement est inévitable, nous venons *de bonne heure* vous y préparer, vous proposer les lois immuables par lesquelles votre cause sera décidée, vous mettre en main les articles sur lesquels vous serez interrogés, afin que vous commenciez, pendant qu'il est temps, à méditer vos réponses.

Or, ces réponses, que sont-elles? « *Elles ne comptent pas.* » « Vous me répondez dans votre cœur que vous n'avez point d'erreur contre la foi, que vous n'écoutez pas ces docteurs de Cour qui font des leçons publiques de libertinage. » — Bien, mais n'écoutez-vous pas les cercles du grand monde, « où tout ce qui se dit nous recommande ou l'ambition, sans laquelle on n'est pas du monde, ou la fausse galanterie, sans laquelle on n'a pas d'esprit »? — « Vous me dites encore que vous n'avez pas besoin qu'on vous avertisse... Ah! que cette insolente défaite est aussi vaine et même aussi mensongère! Vous montrez bien par un tel discours que vous ne savez même pas quelle est la nature de votre esprit. *Esprit humain...*, trop étroit pour te comprendre tout entier, tu as *des conduites si enveloppées*, des retraites si profondes et si tortueuses... que souvent *tes propres lumières* ne te sont pas plus présentes que celles des autres! » David tenait, lui aussi, de pareils propos, quand il commettait les pires crimes, quand il employait la ruse, la force et l'iniquité pour voler à son mari Bethsabée. David assurait cyniquement, lui aussi, qu'il savait parfaitement « les lois de l'humanité et de la justice ». Il fallut que le Dieu d'Israël lui envoyât Nathan le prophète, pour les rappeler en sa mémoire, ces lois qu'il outrageait :

Nathan lui parle, Nathan l'entretient, et [David] entend si peu ce qu'il faut entendre, qu'on est enfin contraint de lui crier : O prince! c'est à vous qu'on parle. *Tu es ille vir.*

« C'est vous, cet homme! » Et voici pour la première fois, chez Bossuet, ce *Tu es ille vir*, célèbre dans l'histoire de la prédication chrétienne et dont on fait honneur d'ordinaire au seul Bourdaloue, — cette interpellation, face à face, les yeux dans les yeux, le doigt levé sur le coupable...

Mais il faut poursuivre, car ce n'est pas ici, prenez-y garde, un de ces morceaux de bravoure où s'emporte quelquefois,

à froid, une vaillance oratoire épisodique qui saura se tempérer prudemment au moment de conclure. Sur le ton qu'il a ici, le discours se soutient jusqu'à la fin, qui est belle. Bossuet vient d'évoquer dans sa péroraison « ce dernier jour » du monde où, sur les débris de la nature disparaissante, apparaîtra aux « cœurs rebelles », la sainte Vérité de Dieu si longtemps refoulée par leur mépris. « Alors, dit-il, on connaîtra combien cette Vérité » est forte, éclatante, invincible. « Ils seront troublés d'une crainte horrible, prononce le livre de la Sagesse. » Effarés, angoissés, « ils se voudront cacher dans l'abîme ». Fuite inutile! « La Vérité les poursuit. »

Ah! te trouverons-nous partout, ô Vérité persécutante? — Oui, jusqu'au fond de l'abîme, ils te trouveront... Qui nous donnera, chrétiens, que nous soyons touchés » dès aujourd'hui « par elle, de peur d'en être touchés » trop tard, « de cette manière furieuse et désespérée? O Dieu, donnez efficace à votre parole! »

Sur ce mot tout simple, il pouvait finir; il doit être au bout de son effort, même physique. Il reprend, cependant, après un silence, que le manuscrit nous indique, il reprend à voix plus basse, sans doute, pour parler à Dieu, comme seul à seul. Il dit à Dieu :

O Dieu, vous voyez en quel lieu je prêche, et vous savez, ô Dieu, ce qu'il faut dire. Donnez-moi des paroles sages, donnez-moi des paroles puissantes. Donnez-moi la prudence, donnez-moi la force. Donnez-moi la circonspection, donnez-moi la simplicité. Vous savez, ô Dieu vivant, que le zèle ardent qui m'anime pour le service de mon Roi me fait tenir à bonheur d'annoncer votre Évangile à ce grand monarque, grand véritablement et digne par la grandeur de son âme qu'on ne lui inspire que de grands desseins pour son salut...

A la magnifique adjuration chrétienne qui circule au long de ce sermon, tantôt sonore, tantôt assourdie, manque-t-il quelque chose, si, après les déclarations nettes que la rigueur du dogme exige, l'orateur use tour à tour des arguments de la raison et de l'intérêt, concordants en cette notification du Devoir, — et s'il évoque avec tant de réalisme et d'idéalisme à la fois le formidable inconnu de l'au-delà, — si enfin, il ose, comme on vient de le voir, à la dernière minute, intervenir lui-même, d'homme à homme, et, loyal sujet, prier son Roi de ne pas tromper son prêtre? Mais comment expliquer chez un débutant dans la chaire du Louvre cette si complète et directe

hardiesse ? C'est que, ce jour-là, un hasard imprévu venait à l'appui de son zèle et en soutenait l'assaut.

LA FUITE DE LOUISE DE LA VALLIÈRE

En ces deux « châteaux » des Tuileries et du Louvre, où habitaient les membres de la famille royale avec leurs suites et même avec les nièces de Mazarin, il s'était passé les 25 et 26 février des choses étranges (1).

Au matin de l'un de ces deux jours (probablement du vendredi 26), on découvre que Louise de La Vallière, de qui la grandeur n'est un secret pour personne, a pris la fuite, sans que Mlle de Montalais, sa compagne de chambre aux Tuileries, ni la Duchesse d'Orléans, de qui, toutes deux, elles sont « filles d'honneur », sachent où elle est. Le Roi non plus, qui l'est venu voir la veille, quoique « les deux amants fussent convenus qu'en cas de brouillerie, la nuit ne se passerait pas qu'ils ne se fussent écrit ». La Reine-mère tremble que la Reine, qui ne se doute pas, ou qui fait mine de ne pas se douter de ce qu'est Louise, ne l'apprenne par ce coup. « Extrêmement troublé », Louis ordonne qu'on fasse l'impossible. Trois officiers partent aux recherches. L'ordre du jour de la Cour est bouleversé. Louis ni Anne d'Autriche n'iront point comme chaque jour à la messe. C'est à peine si l'on reçoit l'ambassadeur d'Espagne en une audience de congé que l'on « expédie » prestement.

Il fallut plusieurs heures pour retrouver les traces de la fugitive du côté où il était naturel, en effet, que se sauvât cette provinciale qui sans doute ne connaît guère Paris. Sortie apparemment par le jardin des Tuileries, elle a couru « comme une insensée » du côté de la Seine en aval, non pas le long de la rive où le Cours-la-Reine attire les carrosses, mais vers les coteaux boisés où la campagne s'aperçoit commençante. Sur plus d'une demi-lieue, elle a gravi les pentes rudes, « coupées de carrières », les champs labourés, les vignes, jusqu'à ce village de Chaillot qu'on aperçoit des Tuileries, au soleil couchant. Village

(1) Je suis ici presque pas à pas, tout en y confrontant les documents contemporains, l'attachant récit de Jules Lair, *Louise de La Vallière* (4e éd.), un de ces livres qui prouvent que, pour intéresser, l'histoire n'a pas besoin d'accepter le dangereux mélange du roman. Les passages entre guillemets sont quelques-uns de Lair, la plupart de Mme de La Fayette, en cette délicieuse *Vie de Madame* que les récents travaux d'André Beaunier et de M. Émile Magne font mieux goûter.

de jardiniers et de blanchisseurs, où il y a trois ou quatre couvents de femmes. Elle a demandé asile à un modeste petit monastère où vivent une cinquantaine d'Augustines, chanoinesses régulières, que dirige le P. Beurrier, genovéfain, celui qui bientôt va confesser Pascal mourant. La portière n'a pas voulu laisser pénétrer plus loin qu'au parloir cette vagabonde.

Informé, Louis saute à cheval, et, « un manteau sur le nez », pique des deux. Il a peine à se faire recevoir par la tourière. Il trouve sa maîtresse étendue sur les dalles. Long interrogatoire, long entretien pathétique où l'amant, sans pardonner tout de suite, « dit seulement tout ce qu'il fallait dire pour qu'elle revînt ». Il envoie chercher pour elle un carrosse, et, lui-même, de son côté, bride abattue, retourne vers son frère, « Monsieur ». Celui-ci, trop heureux de faire l'important désagréable, s'était, dès le premier instant, tout haut, déclaré fort aise que « cette fille fût hors de chez sa femme ». Furtivement, par un « petit degré », le Roi se faufile aux Tuileries : il ne veut pas laisser voir qu'il a pleuré. Il fait venir dans un cabinet sa belle-sœur, à qui sans doute il a beaucoup à dire de ce qu'il vient d'apprendre. Henriette, elle aussi, refuse de garder près d'elle celle qui est en somme « sa domestique », et qui la gêne, et blesse sa vanité. Force est à Louis, après l'avoir pris de haut, « d'obliger » son frère et de supplier, « les larmes aux yeux », sa belle-sœur. L'évadée « rentrera dans sa fonction et dans sa chambre ». L'aventure s'achevait sans les tragiques dénouements que, de part ou d'autre, on eût pu craindre, mais la Ville même en sut aussitôt quelque chose.

LA « LETTRE ESPAGNOLE »

De ce commencement d'un Carême qui avait l'air de continuer l'agitation du carnaval précédent, ce ne devait pas être la seule aventure.

C'est, en effet, l'un des tout premiers jours de mars, — de doctes et ingénieuses recherches l'ont établi (1), — que fut remise à la señora Molina, première femme de chambre de la reine Marie-Thérèse, une lettre censément venue d'Espagne. A

(1) Jules Lair, dans l'ouvrage cité plus haut. J'emprunte le résumé qui suit à l'*Histoire de Madame Henriette* et aux *Mémoires* de Mme de Motteville, complétés par ceux de Mlle de Montpensier et de Le Fèvre Ollivier d'Ormesson.

la manière dont cette lettre lui venait, la Molina trouva quelque chose d'extraordinaire et aussi de la différence dans la façon dont elle était pliée. Par instinct plutôt que par raison, elle l'ouvrit. La lettre, soi-disant écrite par le roi d'Espagne, ou de sa part, à la reine de France sa fille, l'informait, et rudement, en mauvais espagnol, « de tout ce qui se passait entre son mari et La Vallière ». La Molina, après l'avoir lue, l'alla porter « d'abord à la Reine-mère, puis au Roi... »

A peine remis de l'émotion que la fugue romanesque de Louise lui avait causée, le Roi « fut pris d'une colère qui ne se peut représenter ». On l'entend de reste. Car si cette fuite de La Vallière, avec son air un peu comique d'une évasion du sérail et ses dessous, obscurs pour le public, était humiliante, — si le geste de l'auguste amant courant après sa maîtresse et la rattrapant, manquait à la fois de décence et de dignité, — le complot du « faux espagnol » marquait, chez les inconnus qui l'avaient tramé, une audace encore plus désobligeante, et une insouciance totale, tant de la paix du ménage royal que des relations du Roi avec son beau-père et de leur considération à tous deux en Europe.

En revanche, l'un et l'autre incident étaient bien de nature à encourager le prédicateur du Louvre dans son apostolique ambition. Les circonstances venaient comme à point nommé le servir. Elles confirmaient ces admonitions sévères d'un prêtre éloquent qui, dès son entrée à la Cour, se faisait l'interprète des reproches, des craintes et des desiderata des honnêtes gens et bons citoyens. Elles démontraient au Roi, pour peu qu'il voulût ouvrir les yeux, les dangers piteux ou graves de déchéance où sa vie de plaisir l'exposait. Que ne pouvaient pas espérer les graves Messieurs de Port-Royal, les ardents amis de saint Vincent de Paul, les vieux et sages laïques, tels que La Mothe le Vayer, l'ancien précepteur de Louis? Et surtout Anne d'Autriche et son entourage, et Bossuet lui-même, en son zèle mystique avivé ? Le moment semblait décisif : qu'allait faire le Roi sur lequel le chanoine apôtre semblait avoir barre désormais ?

ALFRED RÉBELLIAU.

(A suivre.)

L'ERREUR DE L'ÉCOLE MIXTE

C'est en 1922 que, pour la première fois, les classes supérieures des collèges de garçons furent ouvertes à des jeunes filles. Une circulaire ministérielle les autorisait, dans certains cas, à venir y suivre les cours de philosophie et de mathématiques élémentaires. A peine remarqua-t-on l'étrangeté de cette décision. Depuis plus de quatre années, autour de la « réforme de l'Enseignement secondaire féminin », une bataille se livrait. Conserverait-on le diplôme de 5e année comme sanction à la fin des études, ou le remplacerait-on par le baccalauréat? Beaucoup de professeurs tenaient pour le diplôme contre le baccalauréat ; substituer celui-ci à celui-là leur paraissait une sorte de reniement des principes essentiels qui avaient présidé à l'organisation de l'enseignement féminin. Or, pendant que les discussions s'éternisaient, alors que des esprits timorés et pieux répugnaient à toucher à l'édifice de Camille Sée, avant même qu'un parcimonieux droit de cité fût acquis chez nous au baccalauréat, d'un trait de plume, le Grand Maître envoyait quelques aspirantes bachelières gagner le précieux parchemin chez les garçons. Ainsi non seulement on trouvait bon soudain que les jeunes filles « préparassent » le baccalauréat, mais la conquête de ce diplôme, la veille encore si suspect, justifiait tous les moyens.

Au vrai, la circulaire de 1922 visait uniquement les candidates déjà pourvues de la première partie du baccalauréat et celles-là seules qui ne pouvaient achever leurs études au collège féminin de la localité. Au vrai encore, ce n'est qu'après « avis favorable du Conseil supérieur de l'instruction publique », « à la demande des familles » et à « titre d'essai pédagogique »,

tout en se défendant bien de vouloir « créer un précédent », qu'on s'engageait sur cette voie. Mais, comme on pouvait le prévoir, la première autorisation donnée ne tarda guère à s'étendre. D'année en année la classe mixte, gagnant de proche en proche, descendit à la rencontre d'une autre classe mixte éclose dans les petites divisions, et qui, par une marche en sens contraire, tout aussi sûre, avait progressé de l'enfantine à la septième. Aujourd'hui, on reçoit petites et grandes filles dans toutes les classes des collèges de garçons, à condition toutefois qu'il n'existe pas de collège féminin dans la localité ; à condition aussi que l'effectif des garçons n'excède pas, et que celui des jeunes filles n'atteigne pas un certain chiffre.

Contre ce « contingentement » quelques voix se sont élevées. Au cours d'une interpellation à la Chambre, l'un de nos honorables a demandé l'admission pure et simple des jeunes filles dans les collèges de garçons. Le ministre de l'Instruction publique, justement soucieux des intérêts supérieurs de l'enseignement féminin, refusa d'étendre les mesures déjà prises. Grâces lui soient rendues! L'admission pure et simple, c'était la reconnaissance implicite que, du collège masculin ou du collège féminin, l'un vaut l'autre pour élever des femmes; c'était prononcer bien vite que l'éducation de celles-ci n'a pas à souffrir de la communauté des études.

Que certaines admissions de jeunes filles dans des classes de garçons; que la création de quelques collèges mixtes *provisoires* (notamment dans la région rhénane, où l'on a d'ailleurs maintenu des cours spéciaux pour jeunes filles) aient rendu service, il n'y a pas à le nier. Est-il souhaitable pour cela de voir se généraliser d'exceptionnelles mesures de circonstance? Il est grand temps de se demander ce que vaut la classe mixte non pas seulement en regard de *l'instruction*, mais de *l'éducation* des jeunes filles. Quand on voit celles-ci invitées dans cette maison qui n'a pas été construite pour elles, où rien n'a été préparé pour les recevoir, où rien n'est modifié à leur arrivée, ni *la* discipline, ni *les* disciplines, il n'est pas téméraire de penser *a priori* qu'elles n'y seront pas à leur place.

Ce n'est pas sur ce plan que la cause s'instruisit. Les premières polémiques autour de la coéducation furent déconcertantes. Il eût été opportun de faire, à ce propos, une sorte de revision des fins de l'éducation et singulièrement de l'édu-

cation des filles. Mais, au lieu de se demander si la classe mixte se prête ou non à l'œuvre éducatrice ; au lieu de rechercher si les délicats moyens d'action que les disciplines scolaires mettent à son service se trouvent empêchés ou renforcés par la communauté des cours ; au lieu d'aller au cœur du sujet, c'est à côté que l'on se tint et sur un terrain étrangement étroit. On se borna le plus souvent à délibérer sur des rapports sentimentaux : à nier ou accuser le danger que présente pour les deux sexes une fréquentation quotidienne. Nous éviterons de reprendre, à notre tour, un thème qui a déjà été si abondamment traité, et sur lequel chacun a pu se faire son opinion, pour nous placer uniquement sur le terrain pédagogique.

***

Entrons dans un de ces collèges de garçons où l'on vient d'accueillir les jeunes filles. De tous les principes dont la maison se réclame, le plus souvent repris, le plus passionnément défendu, le plus en faveur parmi ceux à qui l'on confie le soin des intelligences, est celui qui assigne à l'enseignement secondaire des fins désintéressées « sans souci d'utilité ou de carrière ». Mais, tandis que nous prêchons à la jeunesse accourue sous nos lois l'amour désintéressé du travail ; tandis que nous rêvons de la captiver par le seul attrait de la vérité et de la beauté, tout conspire à lui faire, sinon mépriser, du moins négliger ces fins idéales : et les méthodes pédagogiques en usage, et l'économie sociale, et l'impatiente ambition des familles, et le prestige des succès scolaires auprès de tout le monde. Notes, compositions, examens, concours : depuis l'instant qu'il vient vers nous, le petit garçon que son papa tient par la main, jusqu'au jour de gloire où, promu bachelier, allégé et confiant, il nous quitte, voilà les échéances rapprochées sur sa carrière d'écolier ; les lueurs et les ombres qui marquent sa route.

Et ce n'est pas fini. De quelque côté qu'il se tourne maintenant, entre lui et la place où il voudrait atterrir, se dressent les barrières du concours, quelques-unes terriblement élevées et que seul, un petit nombre pourra franchir. Qu'ils se hâtent, car la limite d'âge les guette. Ils auraient garde de l'oublier. Il y a si longtemps qu'on y songe pour eux, qu'on les presse, qu'on les prépare, qu'on fait miroiter à leurs yeux les promesses

du lointain succès! Dès leurs premières dictées sans faute, dès leurs premières divisions justes, tels se virent marqués pour la rue d'Ulm, tels pour Polytechnique. Depuis lors pour ces appelés, pour presque tous d'ailleurs (sans le modeste baccalauréat à quelle porte frapper ?), ce qui importe c'est de « passer » le baccalauréat, de le « passer » le plus tôt possible, de gagner du temps à tout prix. A cette hâtive conquête se bornent trop souvent les vœux des familles. Oui, ces mêmes familles, si promptes parfois à reprocher au lycée de négliger l'éducation, elles sont les premières à compromettre, par des soucis légitimes peut-être, mais étroits, l'œuvre éducatrice. Comment ces écoliers, quand ils savent le cas qu'on en fait autour d'eux, ne réserveraient-ils pas leur estime aux seuls résultats pratiques et monnayables de leurs études?

Et voilà pourquoi, lorsque nous pénétrons dans leurs classes, l'âme fervente et les mains prodigues, au lieu de visages émerveillés devant les horizons découverts, nous ne trouvons que des candidats préoccupés de hiérarchiser les « matières du programme », soucieux de n'accorder à chacune d'elles qu'une attention et des égards proportionnés à son coefficient d'examen. En dépit de nos aspirations, en dépit des éloquentes protestations de ceux qu'anime le pur amour des humanités, trop souvent, hélas! ce n'est pas une culture, mais un diplôme que les jeunes gens demandent à l'enseignement secondaire.

Première raison pour ne pas élever les jeunes filles dans les classes de garçons. S'il est décevant de compter tant de jeunes arrivistes parmi ces adolescents, on ne peut pas s'empêcher de penser que leur précoce ambition trouve des excuses : situation, aisance, considération, honneurs, voilà les terres promises aux bons élèves. Qu'en travaillant bien, ils soient les propres artisans de leur avenir et de leur bonheur, c'est ce qu'on ne cesse de leur répéter, et, dans la plupart des cas, c'est vrai.

Ce n'est pas vrai en regard des jeunes filles. Pour leurs joies brèves ou profondes de femmes, les succès scolaires d'antan, les titres universitaires, une réussite professionnelle feront beaucoup moins que la grande raison du « nez de Cléopâtre ». Nulle excuse, nulle compensation assurée à ce handicap, auquel vous les vouez indubitablement en leur ouvrant les classes de garçons. Or, non seulement, dans leur cas, l'espoir de dédommagements improbables ne saurait légitimer la

course au diplôme, mais le mal causé est plus grave, presque irrémédiable.

Chez les jeunes gens, cette prise rapide et forcément superficielle des connaissances n'est pas définitive; les nécessités d'une profession et celles de la vie politique, ramèneront leur esprit aux études d'autrefois; leurs loisirs plus nombreux, ces précieux loisirs des mains oisives, remettront en leurs mains le livre bienfaiteur. Mais la femme, guettée par la frivolité des obligations mondaines ou le terre à terre des occupations domestiques, si la bonne parole ne l'a pas pénétrée, si la cervelle seule a retenu quelques bribes sans que son cœur ait été touché, conquis, fécondé, sans que son intelligence ait été vraiment éclairée et élargie, — c'en est fait, l'œuvre est manquée. A quoi bon le parchemin universitaire dans quelque tiroir, si l'étude n'a pas rendu « meilleure et plus sage » la triomphante impétrante ? Et ce sera le cas pour toutes les bachelières pressées d'arriver, avides seulement de rivaliser avec des concurrents masculins, uniquement préoccupées de garder le rang avec eux, voire de les dépasser.

Les apôtres de la coéducation célèbrent à l'envi la nouvelle émulation créée par la classe mixte. Cette émulation entre les deux sexes, si fort acclamée par eux, elle n'a que trop joué déjà. Toutes les erreurs du féminisme, — qui ne contient pas seulement des erreurs, — toutes les faiblesses par quoi il peut donner prise à la critique, viennent de là : imiter les hommes, montrer que dans tous les domaines les femmes peuvent les égaler... Il n'était pas besoin de la coéducation pour qu'on vît le ressort à l'œuvre. Dans la classe mixte, l'émulation scolaire prend un visage nouveau; elle se montre moins âpre, moins maligne. On ne tient pas rigueur au camarade de l'autre sexe qui vous dépasse. Pour la jeune fille, c'est dans l'ordre; vague douceur d'être réduite par qui de droit; pour le jeune homme... ah ! s'il avait bien voulu ! Dépouillée de l'envie, libre de ce venin, l'émulation se fait gageure, défi, pari. « Gageons que ma dissertation dépassera dix pages. » — « Gageons que je parlerai plus d'une heure sur la question que je dois traiter. » Ce n'est pas méchant, mais de ce zèle d'occasion, de cette ardeur postiche, de ce goût qui ne s'attache pas vraiment à l'objet de l'étude, et que les conditions de la poursuite ont fait naître, que restera-t-il? Surtout, que res-

tera-t-il chez les jeunes filles? Ce n'est pas cela qui les soumettra au pur ascendant des idées, qui disposera leur âme à l'émotion, leur esprit à l'intelligence. Ce n'est pas cela qui favorisera l'œuvre éducatrice à laquelle nous souhaitons collaborer.

Ce n'est pas davantage la discipline en usage dans les établissements scolaires masculins, l'échelle rigoureuse des sanctions, le jeu des retenues... Certes, l'éducation des jeunes filles ne se passe ni sans réprimandes, ni sans punitions; mais dans leur maison, la contrainte règne tout de même plus discrètement. Et il ne peut pas en être autrement. On ne « tient » pas des équipes de garçons comme on conduit des théories de jeunes filles. Toutes celles parmi nous qui connaissent les deux collèges le savent bien. Lisez les expériences de Jeanne Galzy « chez les garçons ». Pour conduire cette jeunesse turbulente, prompte aux écarts, travaillée par des forces en croissance, difficilement gouvernables, une main ferme, lourdement répressive à l'occasion, est nécessaire, des lois rigides, une volonté d'exactitude inflexible; et puis une psychologie renseignée; car ils sont « comédiens », les jeunes garçons! beaucoup plus que les petites filles. Malheur aux débutants qui se laissent trop aisément fléchir... De là tant de sévérités nécessaires, qui paraissent et qui sont disproportionnées avec les manquements. De là pour les enfants à la sensibilité précoce et raffinée tant de froissements douloureux, tant de secrètes révoltes, et cette rancune contre la classe « où les futurs goujats dominent par leur hâblerie et leur vigueur! » selon le mot amer de l'ennemi des Barbares.

Pourtant, à ces jeunes barbares le maître doit accommoder son enseignement, il doit les disposer de son mieux pour que, bon gré mal gré, ils le suivent. Ah! s'il n'était pour chacun de nous que de parler devant un auditoire attentif et ravi d'apprendre, s'il n'était que de se promener dans ses jardins préférés accompagné de disciples choisis! Hélas « les *classes* ne sont pas ce qu'un vain peuple pense ». Dans cette « paix armée », comme dit joliment M. Henri Bremond, il ne suffit pas de bien dire, il faut en même temps bien voir et, sans éclat, redresser les délinquants.

Vous rappelez-vous les « Dernières paroles de Decius Mus »

rapportées par Pierre Nozière? « Decius Mus se retourna une dernière fois vers ses compagnons d'armes et leur dit... Si vous n'observez pas mieux le silence, je vous infligerai une retenue générale... J'entre pour la patrie dans l'immortalité. Je vais mourir pour le salut commun... Monsieur Fontanet, vous me copierez dix pages de rudiment... Ainsi l'a décidé dans sa sagesse Jupiter Capitolinus... Monsieur Nozière, si vous passez encore votre devoir à M. Fontanet... » Comme le vieux maître de Pierre Nozière, si nous n'y prenions garde, nos plus belles périodes mériteraient de passer à la postérité, car Fontanet, Fontanet de 4e et de 3e ne peut tenir en place et Pierre Nozière lui glisse encore si souvent son devoir! Mais en les surveillant, nous nous surveillons. Aux réprimandes, aux punitions, nous ne recourons qu'à la dernière extrémité. L'art, c'est de remplacer les objurgations du vieux père Chotard, si pittoresquement entrelacées à son discours, par une réplique imaginée sur l'heure et qui reprenne le coupable sans troubler la classe. Un signe, un geste, une brève interrogation y suffisent parfois. Ce petit jeu, qui n'a l'air de rien, ce petit jeu ne souffre pas une minute de distraction ou de faiblesse. Ceux-là seuls qui connaissent le métier savent quelle dépense de volonté soutenue et de tension intellectuelle il exige.

Ce tour de force de contenir des heures entières tant de mouvement en puissance, d'obtenir de ces adolescents, sollicités de mille façons par ailleurs, un travail matériel régulier et considérable, c'est un succès déjà. Il ne se double pas toujours du résultat visé. De tant de connaissances apportées et préparées pour leur entendement, que reste-t-il en fin d'années? Combien ont vraiment appris et gagné? C'est que cette attention donnée à la discipline, si discrètement que ce soit, ne va pas à l'esprit; et que, si l'échelle ingénieuse des sanctions, et la manière de s'en servir peuvent obtenir la quotidienne élaboration de « devoirs », cette pédagogie ne fait pas toujours que le travail porte des fruits.

Dans les classes de jeunes filles il faut beaucoup moins donner à la discipline; on y peut davantage faire appel au cœur et à la raison; non qu'elles aient plus de cœur ou plus de raison, mais parce qu'elles n'éprouvent pas de fausse honte à montrer qu'elles en ont. On y peut davantage faire confiance au bon vouloir, entraîner l'auditoire par l'enthousiasme, le

gagner par un ton de familiarité plus grande, assouplir la contrainte, élargir les libertés. Autant de possibilités fécondes perdues pour les jeunes filles en entrant dans une classe mixte. Impossible d'y instaurer deux régimes; impossible à leur arrivée d'adoucir la discipline indispensable ici. Mêmes méthodes, mêmes exigences, mêmes sanctions; toutes les tâches faites ou pour conquérir un diplôme ou pour n'être pas mise en retenue: est-ce là ce qui laissera aux anciennes élèves de collèges mixtes, devenues femmes, le goût durable de l'effort intellectuel et ce penchant pour les lectures solides, pénétrantes, élevées, sans lequel il n'est de salut ni pour le cœur ni pour l'esprit?

De notre courte promenade à travers les salles du collège masculin, voilà ce que nous retenons : ses classes accordent trop à la poursuite d'un diplôme : sa discipline forcément rigoureuse, — non pour châtier (le temps est loin des collèges menés militairement), mais pour contraindre au travail, cette discipline nécessaire, pour maîtriser des tempéraments vigoureux, parfois rétifs, — ne vaut rien pour les jeunes filles. Deux critiques des conditions du travail scolaire (de la « manière », pas encore de la « matière » éducative,) mais qui suffisent à prévenir assez défavorablement contre ces classes mixtes qu'on voit aujourd'hui bourgeonner à tant de collèges de garçons.

Mauvais climat pour les jeunes filles. Sur les jeunes garçons, les effets ne sont pas les mêmes. En dépit des vicissitudes atmosphériques, le bon grain lève. Ce sol que les maîtres ne purent pas à leur gré retourner, amender et nettoyer de ses friches, c'est surprenant comme il se montre par endroits fertile. L'œuvre à laquelle ils attachent tant de prix, elle s'accomplit pourtant. Elle s'accomplit pour les jeunes gens dans leur propre maison, parce que la classe est faite pour eux. Elle ne peut pas s'accomplir pour les jeunes filles.

***

Qu'est-ce donc que l'Éducation? Quel sens attribuons-nous à ce vocable, nous qui faisons de l'éducation la fin des études: cependant que le public, — une partie du public, tout au moins, — dénie à l'École toute valeur éducative. « L'École instruit, l'éducation se fait uniquement dans la famille », répète-t-on. Il y aurait fort à dire sur « l'éducation dans la famille, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être ». Comptez donc seulement autour

de vous les parents auxquels vous décerneriez un satisfecit de bons éducateurs! Mais, pour n'être pas hors de notre sujet, une plus ample critique de certaines éducations familiales dépasserait notre cadre...

Un fait notable, d'ailleurs, c'est l'étroitesse de vues en cette matière. Pour beaucoup, l'éducation n'est pas autre chose que la bonne éducation des manières, politesse, tenue, savoir-vivre. Qualités appréciables, certes, et fort utiles aussi, même aujourd'hui. Mais, quelque prix qu'on attache aux manières, cette bonne éducation, même en sa perfection, n'est pas la véritable éducation. Celle-ci est bien autre chose. C'est d'elle que l'esprit reçoit les lueurs qui le guident; le cœur, les grandes pensées qui l'élèvent; la volonté, les hauts motifs qui la fortifient. Ses moyens : les nobles exemples du passé, les leçons apportées par la sagesse des siècles, l'héritage de la pensée humaine. Les leçons et les exemples de la famille, si hauts qu'ils soient, se passent difficilement de ceux-là.

Éclairer l'esprit, ouvrir le cœur, affermir la volonté, ce n'est pas assez dire, ce n'est pas assez faire. Il y a dans cette formule une sorte d'anonymat dangereux. Comme si l'on travaillait la même matière pour créer le même visage! L'éducation doit respecter la personnalité; bien plus, elle doit l'aider à prendre conscience d'elle-même, à se dégager. Quand s'ouvre aux regards des adolescents le trésor des siècles, il faut que chacun d'eux y puisse reconnaître son propre bien, faire siennes, celui-ci telles spéculations qui l'enchantent, celui-là, telles émotions qui l'exaltent, cet autre, telles raisons qui le déterminent. Il faut que chacun puisse voir s'ébaucher en traits légers, que les années préciseront, le visage de celui qu'il veut être : son idéal. Tel est le rêve des éducateurs : apporter aux jeunes qu'ils ont mission d'élever les éléments dont ceux-ci composeront leur figure idéale.

L'écueil, dans la classe, c'est la diversité des individualités, la difficulté d'offrir à chacune ce qui lui conviendrait. Toutefois, quand les destinées sont comparables, quand les tempéraments présentent des traits communs, quand les possibilités sont de même ordre, et c'est le cas dans la classe ordinaire, l'œuvre est réalisable. Elle est chimérique pour les jeunes filles dans la classe mixte, parce que l'idéal féminin n'est pas, ne peut pas être l'idéal masculin. Il y a trop de différence entre les deux sexes.

Différence de possibilités, bien plutôt que véritable différence de fonctions. En effet, que son rôle d'épouse et de mère impose à la femme la forme de son activité ; qu'il la retienne à la maison pour gouverner ou pour œuvrer de ses propres mains, pour surveiller ou pour soigner des enfants : cette carrière proprement féminine, qu'est-ce, en somme, sinon l'adaptation, sur un plan à petite échelle, de la capacité et des connaissances qu'exigent non pas une seule, mais dix carrières masculines ? Dès son entrée au foyer conjugal, voici la jeune femme chef de service, bien mieux, chef de tous les services. Économat, Caisse, Prévoyance, Hygiène, Éducation, Relations étrangères... tous ces départements dont le titre figure en capitales sur les portes du vaste édifice administratif, tous ils se trouvent ici dans le plus modeste ménage comme dans la plus riche maison, exactement comme dans le ciron et l'éléphant, les mêmes organes essentiels.

Ce n'est pas là qu'il faut chercher l'irréductible différence, celle que ne comble ni la transformation des mœurs, ni l'évolution de la jeune fille, ni la preuve faite que le cerveau n'a pas de sexe. Elle est ailleurs, dans le champ plus ou moins rétréci des libertés respectives, dans la marge plus ou moins étroite d'indépendance laissée à chaque sexe. Encore n'est-ce pas tout. De l'un à l'autre il y a bien plus qu'une différence en quantité ; il y a ce fait trop peu éclairé et si lourd de conséquences que l'une des deux destinées s'inscrit dans l'autre ; que l'une *a dû* être acceptée, tandis que l'autre *a pu* être choisie.

Voyez : à dix ans le gamin sait qu'il peut choisir ; il a choisi ; il sera médecin, officier, avocat, ingénieur ; il courra le monde ou il le survolera. Que la grande aventure le tente, il part ; que la Science le retienne, il reste. « Je serai, je ferai, je ne veux pas me marier. » Ainsi s'exprime-t-il dans l'absolu. « Que feras-tu, petite fille ? » A l'âge candide, elle n'hésitait pas : « Je me marierai, j'aurai des enfants. » Passé douze ans, elle sait bien que la réponse est malsonnante, qu'il ne dépend pas d'elle d'entrer dans le jardin merveilleux (pas si merveilleux qu'elle croit) ou de rester à la porte. Préjugé, dit-on... Sans doute aucune loi ne lui interdira la demande directe : « Prends ma main, viens, bâtissons un nid... » On a beau jeu à dénoncer des préjugés. Il est moins facile de les briser que de s'en moquer. Contre certaines coutumes le raisonnement ne

prévaut guère. On est candidat à l'Académie, glorieusement et diligemment (visites, brigues, dédicaces); on est candidat à la députation, âprement, effrontément, impitoyablement : « votez pour moi, ne votez pas pour mon concurrent »; on est candidate au mariage pudiquement, secrètement,... avec astuce quelquefois,... ouvertement, jamais. Il n'y a rien à faire là contre. Alors, quoi? Les plus braves s'écrient : « Je ferai ma vie toute seule, je le puis, je le veux; je serai heureuse toute seule », — ce qui n'est pas si rare ! « Ainsi la jeune fille n'a plus l'air d'attendre », remarque une féministe pleine de bon sens et d'esprit... « elle attend pourtant, mais si le mariage ne se réalise pas, son attente n'aura été ni vaine ni stérile. » Elle sauve la face, tout en se sauvant elle-même. A-t-elle vraiment voulu, choisi? Parmi les possibilités permises, c'est-à-dire fort peu.

A celui qui peut choisir (assurément dans les limites du déterminisme humain) et la forme et le champ de son activité, et l'image ou les images préférées de son cœur; et à celle qui doit attendre les offres généreuses ou parcimonieuses de la vie, il ne faut ni la même âme, ni tout à fait la même tête. Certes, à tous les deux une « tête bien faite », mais l'éducation ne saurait être l'apprentissage d'une raison abstraite, d'une raison dans le vide, elle en veut dessiner les emplois variés. A tous les deux l'âme haut placée, charpentée de *vertus*, au vieux sens latin, mais pour que ces forces s'exercent sur des résistances différentes; une volonté également bien trempée, mais pour saisir des objets divers. Ces « fins » particulières, l'éducation doit les désigner explicitement, mieux, les imposer. C'est cet ajustement de l'enseignement à la vie dans sa dualité qu'interdit la classe mixte. On ne façonne pas par les mêmes formules, par les mêmes incantations, deux types d'êtres si contraires à certains égards que le rapport vouloir-pouvoir se trouve renversé pour l'un d'eux; aux hommes il n'est que de *pouvoir ce qu'ils voudront*, aux femmes de *vouloir ce qu'elles pourront.*

« Jeune homme, développe à l'extrême toutes tes facultés, sois instruit et résolu et fort; vois, la mesure de ton « pouvoir » sera celle de tes capacités; tes limites, ton incapacité, ton ignorance, ta faiblesse. Va, ose, entreprends. Regarde ceux-ci qui te précédèrent; aguerris-toi de leurs exemples; exalte-toi de

leurs ambitions. Choisis la tienne ; peu importe l'une ou l'autre, pourvu qu'elle t'élève. La grande lâcheté, c'est, quand on peut, de ne pas vouloir. » Ainsi doivent bruire à ses oreilles les siècles dont il apprend l'histoire. Ainsi faut-il puiser à son usage, dans le riche passé, la moelle qui doit le nourrir.

Et aux jeunes filles : « Toi aussi développe à l'extrême toutes tes facultés : agrandis ton cœur, fortifie ta raison, bande ta volonté. Et puis attends. Ah! sans rester oisive, attends que la vie t'alerte. Elle ne tardera guère : tu es l'indispensable collaboratrice : vierge, épouse ou mère, une œuvre t'attend. Apprends à ne te pas chercher ; apprends à vouloir ce qui te sera demandé... Tu n'es pas de la race des conquistadores qui élisent un rivage, arment le navire, gouvernent l'équipage, tiennent la barre; pourtant, sur le vaisseau où tu auras consenti à monter, ton rôle ne sera pas médiocre. Peut-être y devras-tu aussi manœuvrer le gouvernail et faire le quart, peut-être remplacer le capitaine. *Sois prête à tout.* Tu le seras, si tu peux beaucoup, et si tu veux; si ta raison prévenue depuis longtemps n'ignore pas que la grande affaire pour toi, c'est de savoir adapter tes connaissances à l'événement et tes jeunes forces à l'épreuve. »

S'adapter, pour la femme, tout est là. L'éducation des jeunes filles, si l'on ne veut pas qu'elle reste une construction de rêve ou ce bagage superflu rejeté sitôt franchies les portes du collège doit être nettement déterministe. Montrer à chaque pas comment les connaissances, comment les qualités acquises au collège, trouvent un sûr emploi dans la vie d'épouses et de mères, c'est l'une des tâches du professeur; l'une des plus nécessaires, celle qu'interdit la classe mixte.

* * *

Non seulement l'idéal masculin et l'idéal féminin ne se composent pas des mêmes traits, mais quand on compare dans le détail l'existence des hommes et celle des femmes, bien d'autres différences apparaissent. Qu'on l'avoue ou non, il y a deux morales mondaines; j'entends deux façons de juger les mêmes actions accomplies par des hommes ou par des femmes. Les problèmes moraux, principalement ceux qui touchent, à la morale sentimentale, ne se présentent pas du même angle. Bien que les programmes ne contiennent pas encore ces fameux

cours d'éducation sexuelle dont on nous menaça, il y a quelque temps, cependant maintes pages de littérature ou d'histoire peuvent prêter à une leçon moins spéciale assurément, mais non moins délicate. L'étude du cœur humain, la peinture des passions, voilà le thème habituel, ce qu'on trouve à chaque page de la littérature, — à chaque ligne des programmes: Iseult, Chimène, Bérénice, Elvire! Comment, en parlant de vous, intéresser sans provoquer de sourire équivoque et toucher sans troubler? Ce n'est pas si facile devant un auditoire de jeunes filles! Dans la classe mixte, autant que faire se peut, on évite les héroïnes de l'amour. Ainsi nul joint ici pour glisser le mot qui pourrait plus tard éclairer de son vrai jour et fort à propos un conflit sentimental aigu, et, peut-être, aiguiller une résolution.

J'entends qu'on me reprend : Jeunes gens et jeunes filles étudient les mêmes « matières », lisent les mêmes œuvres, ils ont les mêmes programmes. Où se fait la discrimination? — A l'intérieur de la classe précisément. Oui, on vient d'identifier les programmes, et avant de l'être, ils se ressemblaient comme des frères. Même Littérature, même Histoire, même Science. Comme s'il pouvait y avoir deux façons d'être « cultivé », comme s'il y avait deux littératures, deux histoires! Oui, le même examen. C'est le contraire qui était inconcevable. Pourquoi la même instruction n'eût-elle pas requis la même sanction ? Ce sont les mêmes programmes, oui, mais au maître de choisir, parmi tant d'œuvres qu'il faut connaître, celles devant lesquelles on s'arrêtera plus longtemps. Ce sont les mêmes œuvres souvent ; certaines sont si justement célèbres, si profondément humaines, si riches de sens qu'il n'est pas de cerveau et de cœur qui ne doivent en être imprégnés; mais au maître d'adapter sa parole à ses jeunes auditeurs.

Quand je rejoins Ronsard, je veux pouvoir commenter pour des jeunes filles le célèbre sonnet :

Quand vous serez bien vieille au soir...

Sans doute, elles goûtent ici la perfection d'un art exquis. Mais qu'elles sachent aussi que la subtile invitation de la fin, cette glissante tentation, les pourra quelque soir envelopper... A leurs oreilles, sûrement les mots insidieux et magiques tinteront :

Vivez, si m'en croyez, n'attendez à demain;
Cueillez dès aujourd'hui les roses de la vie.

Ah! qu'elles apprennent que c'est là l'éternelle sophistique des amoureux.

A leur usage aussi, et sans crainte de préciser l'occasion, les vers de Pauline :

Apprends que mon devoir ne dépend pas du sien :
Qu'il y manque, s'il veut, je dois faire le mien.

Si je prends La Fontaine, Molière, La Bruyère, dans cette galerie de portraits où les femmes ont bonne part, je veux pouvoir mieux regarder ceux qui leur ressemblent et désigner du doigt les traits où l'on se reconnaîtra. Ni la matière, ni le ton favorable à ces discrètes instructions ne seraient de mise dans une classe mixte. Il faut être entre soi pour que certaines allusions puissent être faites, certaines remontrances risquées, certaines intonations permises. Avec Montaigne et l'*Institution des enfants*; avec Rousseau et son *Émile*, je veux que nous cheminions plus longtemps qu'il n'est besoin pour bien répondre à une interrogation d'examen : à ces futures éducatrices on ne parlera jamais assez de l'éducation des enfants, à ces femmes de France on ne dira jamais assez la grande pitié et le danger de la dépopulation française.

Ainsi les mêmes programmes peuvent être « féminisés » pour les jeunes filles; ainsi le sont-ils chez nous. Belles œuvres qui leur agréent, pages qui les visent, pensées qui appellent leurs réflexions, avec quel soin se fait la sélection ! avec quel espoir de leur offrir les paroles qui, oubliées peut-être longtemps dans un subconscient, ne manqueront pas de se faire entendre aux jours d'épreuve ou de défaillance que nous savons qu'elles traverseront. Sans ce choix, sans ce pont léger construit d'une main prudente et avertie entre la classe et la vie, le meilleur fruit de l'étude est perdu.

***

« L'École unique » a soulevé des tempêtes. « L'Amalgame » (c'est, pour les non initiés, la fusion des « classiques » et des « modernes » dans les mêmes divisions) a fait couler des torrents d'encre. La classe mixte n'a connu ni cet excès d'honneur, ni cette indignité; mais elle gagne du terrain

discrètement, et sûrement. C'est que les protestations qui vinrent parlaient de deux voix sans autorité décisive : l'enseignement libre et l'enseignement féminin public.

On enquête avec passion pour savoir si les jeunes latinistes gagneront ou perdront à suivre les cours d'histoire, de littérature ou de morale dans la même classe que leurs condisciples de la section moderne ; mais cette sollicitude empressée et vigilante s'arrête au seuil de la classe mixte. D'enquêter pour savoir si les jeunes filles ne perdront rien à suivre des cours de littérature, d'histoire et de morale qui ne sont pas, qui ne peuvent pas être faits pour elles, qui donc s'en est inquiété? Tout se passe comme si, une fois prouvé que leur cœur n'est pas en danger, ni le baccalauréat compromis dans la classe mixte, le problème de la coéducation se trouvait résolu.

C'est que l'admission des jeunes filles chez les garçons est une aubaine. Économie d'un collège féminin pour les municipalités, nouvelle zone de recrutement pour l'enseignement masculin, renflouage opportun pour quelques collèges moribonds. De là ce concert de bénédictions ; de là tant de zélateurs : conseillers, principaux, maires, députés, hier encore indifférents ou hostiles à l'instruction des femmes, aujourd'hui ses plus résolus partisans, intéressant la presse, sollicitant les recteurs, interpellant le ministre pour que l'accès des jeunes filles dans les collèges de garçons donne enfin à celles-ci toutes les facilités de s'instruire.

Cela ressemble fort à l'histoire des Ban'da et de leurs petits chiens.

— Pourquoi aime-t-on tant les chiens dans ton pays? demande un blanc qui s'étonne de voir ces noirs prendre leurs petits chiens dans leurs bras quand passent des voitures.

— Parce que toi faire cuire petit chien avec feuilles bananier, meilleur que biche même.

Ce pieux intérêt pour la culture féminine n'est pas le seul motif invoqué. Une égale soumission aux vœux des familles se montre partout. « A la demande des familles », disait la circulaire de 1922 ; « à la demande des familles » ont répété les circulaires qui suivirent ; « a la demande de nombreuses familles », reprennent les municipalités... Qu'on aille soutenir après cela, que les vœux des familles restent lettre morte ! Que des parents aient sollicité l'admission de leurs filles dans les

classes de garçons, c'est la pure vérité. L'avantage de garder leurs enfants auprès d'eux, le légitime désir de ne pas grever les frais d'études par ceux de l'internat, expliquent leurs démarches. S'ils connaissaient mieux la vie du collège, s'ils la connaissaient du dedans, s'ils possédaient l'expérience de la classe, peut-être jugeraient-ils que d'être élevée dans un collège masculin ou dans un collège féminin *n'est pas du tout la même chose* ; peut-être alors préféreraient-ils l'internat même lointain et onéreux à la coéducation ou, plus exactement, à ce qu'on désigne aujourd'hui sous ce nom.

Qu'il y ait dans la coéducation de neuves possibilités pédagogiques ; qu'il paraisse intéressant quelque jour de créer de toutes pièces un collège mixte avec certains cours communs et certains particuliers, un collège mixte où les jeunes filles ne fussent pas soumises en tout et pour tout au régime des garçons, et qui joignît les avantages de méthodes éprouvées à ceux de la coéducation, — il se peut... On ne condamne pas l'avenir sur une expérience mal faite. Mais quand, sous le nom de coéducation, on nous offre des classes de garçons où les écoliers se sont bonnement un peu poussés pour faire place aux jeunes filles, je dis qu'on se moque en faisant état d'une équivalence ; et que c'est une sorte de gageure paradoxale, de défi aux vrais besoins de l'enseignement secondaire féminin, au moment où partout chez nous l'on s'efforce de donner le pas à l'éducation sur l'instruction, que de préconiser la classe mixte qui fait précisément le contraire. La classe mixte amplifie pour les jeunes filles tout le parasitisme ennemi de la pure culture : course au diplôme, ambition d'une carrière masculine, surmenage et « bourrage » ; elle fait de l'instruction la seule fin des études. Ainsi cette pseudo-coéducation ment à son nom, puisqu'elle est vide de tout contenu éducatif. En même temps qu'elle fausse pour les jeunes filles le sens du travail scolaire, elle enlève aux maîtres le moyen de mettre l'instruction au service de l'éducation.

J. PETICOL.

MADAME DE POMPADOUR ET LA POLITIQUE

III[1]

LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES

Une façade à cinq fenêtres sur la Seine, au bas de la colline de Meudon, une longue charmille en berceau devant la maison, des allées montant doucement parmi des plantations nouvelles au château de Bellevue qui domine ces beaux jardins, un portail sur le chemin de halage assurant le secret aux visiteurs introduits par la rivière, voilà le décor intime et discret où se jouera le premier acte d'une pièce politique qui changera quelque peu les affaires du monde.

Le pavillon existait déjà, quand Louis XV a acheté tous ces terrains pour la marquise. Elle l'a appelé d'abord « le Taudis », puis « Brimborion », et aussi » Babiole ». Elle aime affubler de petits noms ses maisons comme ses amis. Elle a meublé celle-ci de « riens charmants » pour y descendre en promenade avec le Roi et y souper en petite compagnie. Mais le temps des galanteries a tôt passé, et Babiole, qu'ont à peine fréquentée les amours, va servir aux jeux sévères des ministres et des ambassadeurs. Mme de Pompadour y présidera sans s'y mêler, n'ayant pour fonction, quoi qu'on en ait dit, que d'y régler les entrées et d'y faire régner les accords de la bonne grâce. C'est un rôle qui lui convient à merveille et qu'elle a toujours su tenir. Plus tard, amis et ennemis, sa propre vanité aidant, se plairont bien à tort à en exagérer l'importance.

Copyright by Pierre de Nolhac, 1927.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 septembre.

I

Si la maison de Babiole entre pour une heure dans l'histoire, c'est qu'elle a vu les premiers pourparlers du rapprochement avec l'Autriche, et la préparation du traité de Versailles, qui assura le « renversement » des alliances. Jamais hardiesse raisonnable ne se présenta plus opportunément à notre monarchie. La multitude des contemporains s'y trompa, continuant à croire à la menace de la Maison d'Autriche et à la nécessité de maintenir chez nous la politique traditionnelle de son « abaissement ». Mais quelques esprits s'avisaient que la continuation de cette lutte, après les affaiblissements successifs de la rivale de la Maison de Bourbon, ne pouvait profiter qu'aux puissances grandissantes, la Prusse et l'Angleterre. L'équilibre établi dans la « société des nations » risquait de se rompre en faveur de ces dernières. Un ministre bien méconnu, le cardinal de Fleury, avait déjà vu qu'un système nouveau devenait nécessaire ; dès 1737, il écrivait au duc de Mirepoix, ambassadeur de Louis XV à Vienne : « Sa Majesté vous destine à être l'instrument de ce qui se peut opérer de plus intéressant pour l'Europe entière, l'établissement d'une intelligence et d'une union aussi durables qu'intimes entre le Roi et l'Empereur. » Ainsi, débarrassée de toute inquiétude en Europe, la France eût gardé les mains libres pour son commerce, ses colonies et toutes ces entreprises d'outre-mer qui promettaient un magnifique développement.

Sans aller jusqu'à la réconciliation décisive, le traité de Vienne assurait au royaume ces avantages et les bienfaits d'une longue paix. Mais Fleury vécut assez pour voir détruire son œuvre par la coterie de cour qui le traitait de radoteur sénile et détachait de lui la confiance de Louis XV. Belle-Isle et Chauvelin enivrèrent de brillantes chimères l'opinion française et l'esprit du Roi. La guerre de la succession d'Autriche nous combla de gloire sur les champs de bataille des Pays-Bas et de l'Italie, cependant qu'elle diminuait les ressources si médiocres de notre marine, ébranlait notre empire des Indes, faisait mesurer aux Anglais leur force et leurs ambitions. Elle laissait à la France cet insuffisant traité d'Aix-la-Chapelle, pour lequel l'optimisme d'un Voltaire historio-

graphe divinise trop vite un souverain, devenu, dit-il, « l'arbitre des nations si longtemps conjurées contre nous ». L'abri provisoire de la paix, créé à grand peine par l'épée de Maurice de Saxe, n'était pas destiné à durer longtemps ; les événements, peu à peu, l'usèrent et découvrirent un jour à l'Europe étonnée des combinaisons toutes nouvelles.

Mme de Pompadour, encore maîtresse du Roi et fort étrangère à la politique, avait souhaité ardemment la paix, qui retirait à Louis XV toute occasion de la quitter pour aller commander les armées. Depuis, elle s'était mise en coquetterie avec l'ambassadeur du roi George, l'aimable lord Albemarle, et en était avec lui aux échanges de boîtes d'ananas et de bouteilles de liqueurs, menus cadeaux en usage à Paris. Au duc de Newcastle, grand amateur de jardins, elle envoyait, sous le couvert de l'ambassadeur de France, des arbres soigneusement emballés provenant de ses pépinières, puis un autre jour des fleurs de porcelaine qu'elle annonçait par ce gracieux billet : « Je désire qu'il trouve les fleurs de mon jardin aussi belles que j'ai trouvé les fruits de sa terre excellents ; elles lui serviront à remplacer les naturelles. C'est une façon adroite de le faire ressouvenir quelquefois de la personne du monde qui fait le plus de cas de lui, et par conséquent lui rend le plus de justice. » En ces bonnes relations nouées par l'amabilité de la marquise, le roi de Prusse voulait voir la preuve qu'elle vendait son influence à des adversaires de la France ; il parlait sans cesse dans ses lettres des trente ou quarante millions qu'on lui disait placés par elle dans les banques anglaises. C'était calomnie pure et même sans vraisemblance pour qui la connaissait ! La vérité est qu'elle n'appartenait pas au clan prussien de la Cour, malgré son amitié pour Belle-Isle, et qu'elle se figurait, comme bien d'autres, que nos anciens différends avec l'Angleterre étaient réglés.

II

Quelle surprise, mêlée de déception, lorsque survinrent à Versailles d'étranges nouvelles d'Amérique ! Sur les limites restées indécises de notre Canada et de l'Acadie anglaise, au bord des lacs et des rivières d'Ohio et de Mississipi, quelques villages, quelques postes, malgré la paix, continuaient les hostilités. Parmi ces combats obscurs et à peu près ignorés de

Paris et de Londres, une affaire au fort Duquesne parut brusquement plus sérieuse. La mort du commandant Jumonville, tombé dans une embuscade d'Anglais et de sauvages, le siège, et la prise du fort, d'où étaient partis les agresseurs, annoncèrent que les événements allaient forcer les dispositions pacifiques des cabinets. L'opinion de Londres se soulevait ; les marchands de la Cité découvraient une occasion cherchée ; l'agitation dans le public et dans la presse obligeait le roi George à donner au Parlement, dans le discours prononcé pour la clôture de la session, l'assurance qu'il saurait « garantir de toute usurpation les possessions qui faisaient la source de la richesse de l'Angleterre ».

La France était alors absorbée par ses discordes intérieures et mal préparée à un nouveau conflit. L'embarras s'aggravait pour elle de mesures fâcheuses. Le contrôleur général Machault avait dû retirer le projet du « vingtième » devant les résistances opposées à sa réforme financière ; le Roi masquait honorablement son échec en lui confiant un ministère ; mais c'était celui de la Marine, où il avait tout à apprendre, tandis que, par une compensation non moins maladroite, son prédécesseur M. Rouillé recevait les Affaires étrangères, auxquelles cet intendant septuagénaire n'était pas moins incompétent. Les deux ministres débutèrent péniblement en face d'une Angleterre menaçante, assurée d'escadres mieux armées, sinon mieux commandées que les nôtres, et publiant insolemment dans ses gazettes l'état de nos navires, où l'on comptait tout d'abord le coche de Corbeil, le bac d'Asnières et la galiote de Saint-Cloud.

Dans le cabinet de Louis XV, le Conseil délibérait. On calculait une infériorité de forces trop certaine ; mais la fierté nationale l'emportait. On décidait de « montrer les dents à l'Angleterre », le Roi étant trop nettement « insulté par ses démarches sur l'Ohio ». Toutefois, les négociations devaient durer et l'on pouvait espérer qu'on n'en viendrait pas aux mains. Mme de Pompadour l'assure à Stainville, le 21 avril : « Il n'y a rien encore de décidé sur la guerre ; quelque chose qui arrive, elle ne sera pas avant l'année prochaine. » Le 12 mai, elle est déjà moins tranquille : « Je ne crains la guerre que pour le mal qu'elle fait au royaume, et je me battrais de toutes mes forces, si cela pouvait être de quelque utilité. » Le 21 juin,

l'idée de l'événement qui s'approche l'impatiente : « Ne me parlez jamais de la guerre, petit animal que vous êtes! elle me désole. Cela ne m'empêche pas de penser avec toute la hauteur qui convient à une bonne Française. »

Cependant une flotte de vingt-sept vaisseaux se réunit à Brest et appareille en deux escadres pour le Canada. L'une est armée en guerre ; l'autre, en partie armée en flûte, c'est-à-dire au tiers de son artillerie, embarque six régiments au complet, destinés à soutenir nos troupes d'Amérique. Comme la flotte de Plymouth gagne de son côté les mêmes parages, le Conseil du Roi décide, afin d'éviter l'apparence d'une provocation, de rappeler la moitié des vaisseaux qui ont déjà pris la mer. On se fie à cette précaution, qui semble être suffisante au duc de Luynes : « La flotte anglaise est partie avant la nôtre ; mais on ne craint pas qu'elle nous attaque en chemin. Les nouvelles de cette route, et surtout de l'arrivée en Amérique, sont présentement les plus importantes, mais il ne faut pas les espérer de longtemps. » Rassurée sur l'avenir le plus prochain et ayant joué gros jeu à Marly, la marquise, d'abord ruinée, avoue un gain de 800 louis. La Cour part pour Compiègne, où elle va passer les mois de juillet et d'août.

Le château s'est augmenté d'une aile neuve, où l'on remarque la richesse et les commodités nouvelles des appartements. Gabriel commence à faire planter les jardins et aménager les potagers. On admire l'ermitage à l'italienne qu'il a bâti pour Mme de Pompadour en face des fenêtres royales, dans le genre de celui qu'il a déjà fait pour elle à Fontainebleau. La marquise y donne à souper au Roi, qui s'est mis à chasser comme à l'ordinaire. La vie de « voyage » a pris son cours. Le petit prince de Lamballe, amené par son père le duc de Penthièvre, vient remercier et prêter serment pour sa charge de grand veneur. Le roi Stanislas écrit de Commercy que la statue du Roi, son gendre, destinée à la ville de Nancy, est sortie sans accident de la fonte et se trouve tout à fait réussie. La Reine a perdu un ami, le bon Helvétius, son médecin, qui est mort comme un saint, après avoir vécu comme un philanthrope; le matin où elle a su la nouvelle s'est passé pour elle en larmes et en prières. Chez le Roi et partout se montre, vif, d'un embonpoint alerte, l'abbé de Bernis, bien traité par la marquise, sa protectrice de toujours. Il annonce à chacun son prochain retour à

Venise, où sa mission a fort bien réussi; mais les gens informés savent qu'il n'y retournera pas, car on le destine à une ambassade plus importante, celle de Madrid. Un jour, Mme de Pompadour, accompagnée de courtisans et de ministres, va visiter Séchelles, la maison du nouveau contrôleur général; elle revient, disant qu'elle en attendait merveilles et qu'elle l'a trouvée fort vilaine, mal meublée, à peine digne d'un petit intendant. Tout le lendemain, le Roi s'amuse à plaisanter M. de Séchelles sur ce qu'il n'abuse point, pour s'enrichir, des ressources de sa place. Sa Majesté a reçu en audience publique le nouvel envoyé de Danemark. On a joué au théâtre du château l'acte d'Églé et celui de Sapho des *Talents lyriques* de Rameau, et l'on répète à présent un autre ballet, *Palmire*, sujet pastoral, dont la musique est de M. de Bury, les paroles de M. le duc de la Vallière, et qu'on dit charmant.

C'est à la Cour qu'on parle le moins des grandes affaires. Cependant, le 17 juillet au soir, le bruit se répand qu'un important courrier du duc de Mirepoix est arrivé de Londres. L'ambassadeur y mande une nouvelle au moins singulière. Les Anglais auraient attaqué une partie du convoi du Canada et capturé deux de nos vaisseaux. « Ce serait un grand malheur, note Luynes, parce que voilà la guerre déclarée. » Peu à peu, la vérité se précise : l'*Alcide* et le *Lys*, armés en transports, s'étant égarés dans le brouillard auprès de Terre-Neuve, ont été entourés, canonnés et pris, avec 800 hommes des régiments de la Reine et de Languedoc.

Le premier jour est à la consternation ; la colère éclate le lendemain. Cette brusque attaque, sans déclaration de guerre, doit être châtiée. L'agitation grandit autour du Roi. A l'action maritime joindra-t-on des hostilités sur terre, pour atteindre le roi George dans son électorat de Hanovre? Tandis que les opinions se partagent, les officiers arrivent de tous côtés pour solliciter du service. Tout ce qui attend un commandement incline pour la double guerre. M. de Soubise annonce qu'on ne peut y échapper. Les ministres, comme toujours, sont divisés ; la rivalité de Machault et du comte d'Argenson complique les choses.

Louis XV ayant demandé à chaque membre de son conseil un mémoire écrit, les secrets d'État courent les salons. Les femmes discutent avec passion et sont pour la paix ou pour

la guerre, suivant qu'elles attachent plus de prix à la sécurité de l'objet aimé qui doit partir, ou à sa gloire. Les idées militaires se réveillent, des seigneurs de cour font leurs équipages, et tout ce mouvement rappelle au prince de Croÿ celui qu'on vit à Fontainebleau, en 1740, lors de la mort de l'Empereur. Il est chez Mme de Pompadour, le jour où le duc de Mirepoix arrive à Compiègne rendre compte au Roi des derniers incidents de Londres. Prévoyant que l'Impératrice se déclarera pour le roi d'Angleterre qui est son allié, le prince présente au maréchal de Belle-Isle un projet de campagne pour entrer sur-le-champ dans les Pays-Bas impériaux et s'emparer, avant la fin de l'année, de Bruxelles et de Namur. Chacun a ses plans à proposer; mais les esprits rassis doutent que les finances puissent supporter le poids réuni de la double guerre sur terre et sur mer.

Tout le monde pense que les hostilités seront générales et que les vieilles alliances joueront d'elles-mêmes. Si l'Angleterre retrouve Marie-Thérèse, l'allié pour nous, c'est le roi de Prusse, et Frédéric II n'est pas sans se réjouir des embarras de Louis XV. Il se montre curieux d'apprendre par le menu l'état des esprits en France, et particulièrement celui de la marquise. A plusieurs reprises, pendant cet été d'agitation, il interroge son envoyé; il veut savoir « quelle impression cette guerre commencée en Amérique a faite sur Mme de Pompadour..., si malgré cela elle est encore portée pour l'Angleterre ou si elle est fâchée de ce que celle-ci lui en a imposé ». De Compiègne, Knyphausen le renseigne sur les mouvements de l'opinion : « Le penchant qu'on a ici pour une guerre maritime paraît augmenter de jour en jour. Le parti est non seulement celui qui est le plus conforme aux désirs de la maîtresse, qui craint qu'une guerre de terre n'éloigne le Roi de sa personne, tandis qu'elle n'aura rien à appréhender d'une guerre maritime; mais le projet est fortement appuyé par le maréchal de Noailles et le ministre de la marine. » La Compagnie des Indes a présenté un projet d'armement et de nombreux particuliers offrent de construire des navires et d'armer des vaisseaux de course.

Muni de ces informations, Frédéric endoctrine à Berlin l'envoyé de France. Pourquoi Louis XV n'occuperait-il pas la Flandre autrichienne, sans plus attendre? Knyphausen répand dans Paris des avis, qu'on ne lui demande pas; il annonce que son maître, trois jours après l'entrée des Français en campagne,

envahira la Bohême, à la tête de 140 000 hommes. Ce sont des paroles en l'air, que n'accompagne aucune communication officielle ; et voici qu'invité à préciser l'appui qu'il fournirait contre le Hanovre, qui est au roi George, notre allié se renferme dans un silence inexplicable.

Tout serait clair, si l'on savait que Frédéric, à l'heure même où il laisse dire que son traité avec la France va être renouvelé de plein droit, est en train d'en négocier un plus avantageux avec nos ennemis. Il ne nous abandonne, il est vrai, que sur un intérêt évident. Les Anglais ont déjà conclu avec la tsarine Élisabeth un arrangement, qui assure leur sécurité réciproque contre une attaque française en Allemagne. S'il ne vise pas directement la Prusse, celle-ci peut y voir un danger. Frédéric offre d'y adhérer et le cabinet de Saint-James agrée des avances escomptées peut-être et entourées, bien entendu, du plus grand secret. Elles vont permettre de substituer à l'allié autrichien, toujours importun par ses revendications sur la Silésie, un allié prussien, aussi bien placé pour défendre le Hanovre que jadis pour l'attaquer. Le roi de Prusse, à qui cette volte-face ne répugne point, sera désormais sur le continent le soldat de la puissance britannique.

Rien de cette affaire n'a transpiré en France et seule, l'Autriche, rendue clairvoyante par sa haine de l'ambitieux voisin, est avertie de la double volte-face qui s'accomplit. Le cabinet de Versailles est si loin de s'en douter qu'il prépare, pour aller renouveler à Berlin son traité d'alliance, une ambassade magnifique du duc de Nivernais. Comment en serait-il autrement? « A l'exception du Roi, dira Bernis, et peut-être de M. de Machault, tout était prussien dans le Conseil. »

On sait à la Cour que ni le Roi, ni Mme de Pompadour ne veulent la guerre. A la vérité, la marquise, confiante en ses amis d'Angleterre, n'a point pris d'abord l'affaire au tragique. Un billet envoyé à Rome, pendant Compiègne, suffit à attester sa tranquillité d'esprit : « Monsieur Bleu, vous êtes une petite bête de croire que nous armons nos vaisseaux en flûte, et les gens qui vous l'ont dit sont des critiques de mauvaise foi. Nous n'avons armé en flûte que les vaisseaux qui ont porté nos troupes au Canada ; et c'est précisément ceux qui ont été pris. Au reste, malgré toutes les injures que je vous dis, je souhaite mille ans de vie au Saint-Père et autant à Votre

Excellence. Votre petite Excellence doit se trouver bien heureuse d'être traitée comme M. de Nivernais, surtout aujourd'hui qu'il a brillé merveilleusement. Le Roi vous a accordé, monsieur, une pension de vingt mille livres... »

Quelques semaines plus tard, le ton a bien changé. On a dû envisager une guerre et prévoir qu'elle sera longue. Il faut s'y préparer, donner l'exemple, réduire ses dépenses en vue des prochaines nécessités. Le vrai sentiment de la marquise est dans une lettre à Stainville, du 3 août : « Je n'aime pas la guerre, mais ce n'est pas le moment de le penser. Le Roi est offensé, il ne peut trop se venger : je suis la première à l'y porter. Les ministres de vos amis pourront vous parler de mon courage, vous me connaissez assez pour n'en pas douter. Sa Majesté se propose de faire de grands retranchements dans ses dépenses. J'ai cru devoir montrer l'exemple, j'ai laissé M. de Séchelles le maître de décider; mes ordres ont été donnés en conséquence. Je ne regrette que mon pauvre Crécy, mais je ne l'avouerais pas, si je n'étais sûre de surmonter cette faiblesse. Ne me reprochez donc plus le goût que j'ai pour cette maison; jamais il ne fut de passion plus malheureuse. » Il s'agissait, comme on le voit par une autre lettre, de renoncer aux coûteux voyages dans ce grand château de la Beauce, la création la plus chère à la marquise : « Je ne crois pas, écrit-elle un jour, avoir mérité les louanges que le public me donne sur les réformes. Je suis faite pour montrer l'exemple en pareille occasion. Crécy seul m'a coûté: hélas! j'y serais actuellement... » Mme de Pompadour, persuadée qu'elle pense « avec la hauteur qui convient à une bonne Française », se figure que l'opinion lui sait gré de ses sacrifices; c'est une illusion qu'elle ne tardera pas à perdre.

Les frères Pâris préparent des mémoires et prévoient les opérations d'usage qui feront apprécier leurs services et grandir leur situation dans l'État. Un bout de lettre écrit à Duverney par Bernis, le 22 août, montre en effervescence tout le monde qui gravite autour de la marquise : « Je reçois chez M. de Nivernais, monsieur, le mémoire et la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. J'en ai été en peine toute la matinée. Au reste, je suis bien aise de vous apprendre, avant de partir pour Versailles, où je vais tout à l'heure, que Mme de Pompadour était totalement revenue à notre avis;

elle a même dit à M. le duc de Nivernais que, depuis que vous lui aviez répondu de l'événement, elle osait se fier à son sentiment. Elle ne veut point du tout de M. de Maillebois pour la Hollande; elle a pensé à M. d'Affri. Elle était fort impatiente de savoir si vous aviez converti M. de Séchelles. Voilà l'état des choses, qui me prouve qu'il faut qu'elle ait vu dans le Roi un penchant plus marqué pour les résolutions vigoureuses. » Ces résolutions, c'est la guerre.

Tout contribue, en attendant, à faire apparaître la toute-puissante favorite comme l'unique conseillère de Louis XV : la disgrâce de la comtesse d'Estrades en fait la preuve. La dame d'honneur de Mesdames a été jusqu'alors l'intime des intérieurs et des petits voyages; à tous les soupers, elle a la gauche du Roi, quand la marquise a la droite. Dans les cabinets, elle sert d'espionne à M. d'Argenson et suffit à empêcher qu'on y critique l'administration de la Guerre. Depuis l'affaire de Mme de Choiseul, où s'est révélée sa complicité dans les complots contre Mme de Pompadour, celle-ci la souffre avec dégoût, bien qu'en cette vie quotidienne, la présence du Roi l'oblige à lui faire bon visage. Elle travaille à la démasquer et voit peu à peu approcher sa vengeance.

Le 5 août, le Roi vient passer quatre jours à la Muette pour chasser; mais une pluie continuelle retient les dames dans les salons, ce qui ne manque pas d'aviver la haine par leur constant tête-à-tête et l'éternelle dissimulation. Un soir, Mme d'Estrades, voulant aller à Paris, demande à Mme de Pompadour : « A quelle heure faut-il rentrer pour souper ? — A l'heure ordinaire, comtesse. » A peine partie, à la barrière de Chaillot, elle est abordée par un courrier qui lui remet un pli de M. de Saint-Florentin. C'est une lettre de cachet : elle est « remerciée de tous ses emplois » et conservée dans ses appointements, avec ordre de ne plus paraître à la Cour. La marquise, dit-on, passe au même instant sur la route, et, comme par hasard, met la tête hors du carrosse pour goûter la scène. Pendant deux jours, c'est le commérage de Paris. Les amis de M. d'Argenson sont consternés; le petit coup d'État de la Muette, sans rien toucher en apparence au ministre de la Guerre, révèle brusquement qu'il pourrait être à son tour brisé.

III

Un événement de tout autre importance s'accomplissait aux derniers jours de ce même mois et préparait des changements dans la politique française. Le prince de Kaunitz, devenu chancelier de l'Empire, n'a point oublié les succès de sa personne comme ambassadeur à Paris et les bons procédés de Mme de Pompadour. Le 30 août, le comte de Stahremberg, qui lui a succédé auprès de la Cour de France, ayant reçu de Vienne un courrier extraordinaire, fait tenir à la marquise cette lettre confidentielle du chancelier : « Madame, j'ai désiré souvent me rappeler à votre souvenir : il s'en présente une occasion qui, par les sentiments que je vous connais, ne saurait vous être désagréable... M. le comte de Stahremberg a des choses de la dernière importance à proposer au Roi, et elles sont d'espèce à ne pouvoir être traitées que par le canal de quelqu'un que Sa Majesté Très Chrétienne honore de son entière confiance et qu'elle assignerait au comte de Stahremberg. Nos propositions, je pense, ne vous donneront pas lieu de regretter la peine que vous aurez prise à demander au Roi quelqu'un pour traiter avec nous, et je me flatterai, au contraire, que vous pourrez me savoir quelque gré de vous avoir donné par là une nouvelle marque de l'attachement et du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc... »

Si la marquise feuilletait le courrier de l'ambassadeur, elle saurait que M. de Kaunitz n'avait point, tout d'abord, songé à elle, mais au prince de Conti, pour prévenir le Roi de ce désir d'ouvrir avec lui, sans retard, une négociation tout à fait secrète. C'est à tout hasard qu'il a joint cette lettre à ses instructions, laissant à Stahremberg la liberté de la garder ou de la remettre, suivant les circonstances. A celui-ci la discrétion de Mme de Pompadour est connue et son intervention lui a semblé plus prompte. Un billet destiné au Roi passe par ses mains et lui confirme qu'elle va être mêlée à de grandes choses : « Je promets, foi d'Impératrice et de Reine, écrivait Marie-Thérèse, que de tout ce qui sera proposé de ma part au Roi Très Chrétien par le comte de Stahremberg, il ne sera jamais rien divulgué et que le plus profond secret sera gardé à cet égard et pour toujours, soit que la négociation réussisse

ou ne réussisse point; bien entendu, néanmoins, que le Roi Très Chrétien donne une déclaration et promesse pareille à celle-ci. Fait à Vienne, le 21 août 1755. »

Ces façons, inusitées et solennelles, ce secret personnel, promis et demandé, tout indiquait à Louis XV la gravité de l'affaire. Il ne pouvait s'y tromper, c'était une entente pleine d'avenir que suggérait l'ancien adversaire, à la veille d'événements qu'on sentait prochains. Le cas restait surprenant, les conditions imprévues, mais le Roi admirait l'Impératrice et croyait à sa parole; il n'hésita pas un instant à accepter la conversation proposée. Au fond de son cœur, il la désirait, l'espérait peut-être et, pourvu que la loyauté des alliances ne fût pas atteinte, ne demandait qu'à la pousser jusqu'au bout.

Il restait à trouver l'intermédiaire, assez effacé pour ne pas attirer l'attention des ministres, d'esprit assez délié pour manœuvrer des gens fort habiles, enfin, de cœur assez dévoué au Roi et à la France pour trouver sa récompense à les bien servir. Mme de Pompadour, n'ayant pas à donner d'avis sur le fond des choses, pouvait indiquer un nom, mais Louis XV l'avait déjà dans l'esprit. L'abbé de Bernis était, pour tous les deux, un ancien ami. Nommé pour Madrid, il se disposait à prendre dans la huitaine le chemin de son ambassade; il était facile de le retenir et de le mettre discrètement en rapport avec Stahremberg. Sa surprise fut grande, quand son amie l'appela chez elle, lui fit lire la lettre de Kaunitz et lui apprit que le Roi le choisissait pour recevoir les ouvertures tendant à changer le système politique de la France.

Après l'étonnement vient l'inquiétude. Sans partager le préjugé du ministère contre l'Autriche, l'abbé n'en reste pas moins sur la défensive; il l'avoue à la marquise : ces propositions peuvent cacher un piège; elles seraient propres à inquiéter le roi de Prusse, à le détacher de nous, à préparer une guerre générale où la France risquerait de se trouver sans alliés. « Comme je finissais les réflexions, raconte Bernis, le Roi, à qui je n'avais jamais parlé d'affaires, entra et me demanda brusquement ce que je pensais de la lettre de M. de Stahremberg. Je répétai à Sa Majesté ce que je venais de dire à Mme de Pompadour. Le Roi m'écouta avec impatience et, quand j'eus fini, il me dit, presque en colère : « Vous êtes, comme les autres, l'ennemi de la reine de Hongrie. » Je répondis au Roi que per-

sonne n'admirait plus que moi cette princesse ; que je savais qu'elle avait envoyé à Versailles le comte de Kaunitz dans la vue de faire un traité d'alliance ; que... j'avais ouï dire que l'empereur Charles IV, son père, lui avait conseillé, en mourant, de s'unir avec la France, si elle voulait bien conserver ses domaines ; mais que toutes ces raisons ne m'empêchaient pas de m'arrêter aux deux réflexions dont je venais d'instruire le Roi et que je soumettais à son jugement... « Eh bien ! répliqua le Roi avec un peu d'émotion, il faut donc faire un beau compliment à M. de Stahremberg et lui dire qu'on ne veut rien écouter. — Ce n'est pas là mon sentiment, Sire, répondis-je ; Votre Majesté a tout à gagner à s'instruire des intentions de la cour de Vienne ; mais il faut prendre garde à la réponse qui lui sera faite. » Le visage du Roi devint plus serein ; il m'ordonna d'écouter M. de Stahremberg en présence de Mme de Pompadour, qui ne devait assister qu'à la première conférence... Ce penchant décidé du Roi ne m'empêcha pas de lui représenter... qu'il était nécessaire que je fusse aidé et conseillé par son ministre des Affaires étrangères, ou par tel autre membre du Conseil... Toutes mes instances furent inutiles. »

Le négociateur improvisé sollicite du Roi, dans ce premier entretien, un pouvoir écrit de sa main, lui enjoignant d'entendre Stahremberg en son nom, et de ne rendre compte de ces conférences qu'à lui seul. Un mandat si grave, confié à un simple ambassadeur, et qui l'élevait si haut, pouvait devenir dangereux ; et il lui semblait prudent, a-t-il écrit, de prendre les mêmes précautions que s'il devait être « arrêté dans trois mois » et livré à des commissaires enquêteurs. Il ignorait que le procédé était familier à Louis XV et qu'on lui confiait tout bonnement, dans la circonstance, un bout de rôle dans la politique du « secret ». Sur ses instances, le maître voulut bien remonter chez lui et rapporta, un quart d'heure après, le pouvoir en bonne forme : « Je n'ai jamais vu, dit Bernis, tant de satisfaction sur le visage du Roi que j'en aperçus dans ce moment. » Il en sut mieux les raisons, quand, le Roi étant sorti pour l'heure du Conseil, la marquise lui révéla combien Louis XV tenait à de bons rapports avec l'Autriche : « Le Roi avait toujours souhaité cette liaison par amitié et estime pour l'Impératrice, par un motif de religion et aussi par le peu de confiance que lui inspirait le roi de Prusse, qui lui avait fait de

nombreuses infidélités et pouvait lui en faire encore. Je compris, par ce qui me fut dit, que l'alliance du roi de Prusse pesait au Roi, tant à cause de la différence des religions qu'à cause des propos peu mesurés que le roi de Prusse avait souvent tenus sur son gouvernement et sur des objets relatifs au Roi. Je vis qu'on était un peu choqué du ton léger que le marquis de Brandebourg prenait avec une couronne telle que celle de France... » Ces objets « relatifs au Roi » étaient, évidemment, les faiblesses de sa vie privée, que désignaient à la raillerie de l'Europe les lourdes plaisanteries de Potsdam.

Mme de Pompadour prêta Babiole pour l'entrevue à laquelle il lui était prescrit d'assister. Par les berges de la Seine, Bernis et Stahremberg arrivèrent, chacun de son côté, renvoyèrent gens et voitures, et trouvèrent la marquise qui les attendait. « J'arrivai le dernier à Bellevue, raconte Bernis. M. de Stahremberg lut son mémoire. J'étais convenu avec Mme de Pompadour... que, pendant que M. de Stahremberg s'ouvrirait sur les propositions de la cour de Vienne, nous ne trahirions notre pensée ni par un mot ni par un geste; la précaution était bonne, car M. de Stahremberg ne lut pas une seule ligne de son mémoire sans chercher dans nos yeux l'impression que cette lecture nous faisait. J'avoue que rien ne m'a tant surpris que la manière dont l'Impératrice s'y prit pour proposer son alliance au Roi. Cette princesse le supposait mécontent du roi de Prusse et instruit des négociations de la cour de Berlin avec celle de Vienne, circonstance qui était encore entièrement ignorée à la cour de Versailles. L'Impératrice, au lieu d'user de détours et de finesses, faisait part au Roi de toutes ses vues avec la plus grande franchise, proposait à Sa Majesté des avantages qui devaient intéresser son cœur et un plan fort étendu sur lequel il ne m'est pas permis de rien écrire. »

On sait aujourd'hui par le détail le plan de Marie-Thérèse, et tous les papiers secrets de ce temps ont été divulgués. La seule habileté qu'elle se permit fut de laisser croire à Louis XV, pour le mieux disposer, que l'affaire se traitait en confidence entre les deux souverains, alors que, non seulement Kaunitz, mais tous les ministres de confiance, Ulfeld, Colloredo, Khevenhuller, Battyani, avaient été appelés à en délibérer à deux reprises. Les propositions de l'Impératrice à la France allaient au-devant d'un désir paternel du Roi, qui s'accordait avec un

intérêt national. On consentait que son gendre, l'infant Don Philippe, échangeât ses petits duchés d'Italie pour « un établissement d'un meilleur rapport dans les Pays-Bas ». Au besoin, on garantirait d'avance le retour à la France de ces territoires, qui assuraient à jamais la sécurité de nos provinces du nord. Comme gage de sa bonne foi, l'Autriche autorisait par avance la prise de possession de Nieuport et d'Ostende, pour peu que le Roi eût besoin d'occuper ces ports afin d'intimider l'Angleterre. Dans le grand accord qui s'étendrait à toute l'Europe et où chaque puissance promettait d'associer ses amis, ceux de la France, Suède, Saxe, Palatinat, devraient obtenir d'appréciables avantages, et Marie-Thérèse, sachant qu'elle flattait encore un projet de Louis XV, ajoutait : « Nous ne nous opposerions pas à ce que le prince de Conti arrivât au trône de Pologne ; au contraire, nous y aiderions. » En échange de tant d'avantages, « on ne demanderait pas autre chose que la renonciation complète à l'alliance avec le roi de Prusse ». Quel prix l'Autriche attachait à cette rupture, on le voit assez par de telles initiatives ; on devine aussi quelles espérances elle fondait sur l'alliance française, pour l'écrasement d'un rival exécré et la reprise des provinces arrachées à la maison de Habsbourg. C'était peu de payer des Pays-bas autrichiens cette Silésie tant regrettée, dont le butin futur de la Pologne ne consolera jamais Marie-Thérèse.

A ce moment, le péril est grand pour elle ; la Prusse vise à remplacer l'Autriche dans le corps germanique, et négocie pour cela avec les puissances maritimes, Angleterre et Hollande. Comment persuader à la France, entichée du roi philosophe, qu'elle « nourrit un serpent dans son sein » ? Comment, sans preuves certaines, lui faire admettre qu'on la joue à Londres, tandis qu'elle ne songe qu'à renouveler honnêtement son alliance ? C'est une partie délicate des entretiens que poursuivent à Paris, dans le secret le plus strict, Stahremberg et Bernis. La première note remise par l'abbé n'a pas marqué un trop vif empressement ; Vienne y a lu notamment cette réserve : « Fidèle aux engagements et aux lois de l'honneur, le Roi ne peut, sans les motifs les plus graves et les preuves les plus claires, non seulement rompre avec ses alliés, mais mettre leur bonne foi en doute et les croire capables d'infidélité et de trahison. » L'orgueil de Marie-Thérèse reste déçu. Elle déclare renoncer

au plan proposé, puisqu'il n'est pas du goût du Roi, et attend que celui-ci s'explique sur la façon dont il entendrait une action commune. Kaunitz ne se décourage nullement, continue l'échange des notes, que les courriers à si grande distance transmettent avec lenteur ; il accepte de retarder pendant des mois la conclusion d'un accord, qu'il voudrait complet et décisif. Il compte, pour lever les scrupules de Louis XV, étaler à ses yeux la duplicité de Frédéric II, assuré que les preuves viendront un jour. A peine s'il s'inquiète de voir partir pour Berlin l'ambassade du duc de Nivernais, annoncée à grand fracas pour le fameux renouvellement de l'alliance. Sa confiance et celle de sa souveraine seraient accrues, s'ils savaient qu'à Versailles veille, en faveur de leur projet, la connivence de Mme de Pompadour et qu'ils peuvent compter sur la clairvoyante pensée de Louis XV.

La révélation escomptée à Vienne se produit à la fin du mois de janvier 1756. Le traité signé à Westminster a établi l'accord entre l'Angleterre et le roi de Prusse, chef des protestants d'Allemagne. Les gazettes de Londres triomphent bruyamment, en apprenant à la France l'acte qui la prive en fait de son meilleur allié. Qu'elle ait été dupée, les meilleurs témoins le diront plus tard. Le prince Henri de Prusse écrira, en relevant les fausseté dont son frère a rempli l'*Histoire de la guerre de Sept ans* : « Le traité avec l'Angleterre était inexcusable à ses propres yeux ; aussi ne pouvait-il le couvrir que par le mensonge. » Frédéric a déconcerté ses meilleurs amis. A Versailles, on ne comprend rien à cette dissimulation prolongée. Hormis le Roi, qui se voit délivré d'une incertitude, tout le monde se montre consterné, et les plus chauds tenants du héros prussien, Belle-Isle, le marquis d'Argenson, ne savent comment le justifier. Mais c'est à Berlin que la scène est intéressante.

Le duc de Nivernais, qui arrive à ce moment même sans se douter de rien, inaugure sa mission avec un éclat destiné à en rehausser bientôt le ridicule. Grand seigneur accompli, écrivain de quelque talent et d'un commerce charmant, cet académicien compte parmi les familiers de Louis XV et aussi de la marquise. C'est elle qui l'a fait choisir pour plaire à un Roi qui goûte les lettres, le faste et la naissance. Celui-ci lui accorde à Potsdam l'accueil par lequel il séduit tant de visiteurs. Quand les bruits de Londres commencent à courir, il retarde d'abord les expli-

cations, puis les embrouille, enfin présente ses engagements nouveaux comme les plus inoffensifs du monde. Il assure bien haut que son affection et son dévouement pour la France n'ont pas changé, et qu'il est prêt à signer avec Louis XV des accords tout semblables à ceux qu'il a conclus avec le roi George. Nivernais ne tarde pas à s'apercevoir qu'on le traite « en imbécile », et dignement songe à préparer son départ.

Frédéric cherche à entretenir le plus longtemps possible son monde dans l'illusion. Il croit que son envoyé à Paris finira par le justifier devant l'opinion française, en appliquant les instructions rusées dont il l'accable. Louis XV s'est montré d'abord aussi attristé que surpris. Il a laissé écrire au ministre Rouillé une lettre un peu larmoyante, se plaignant d'avoir été dans une ignorance aussi complète des intentions d'un allié et regrettant la mortification imposée à un « citoyen illustre », le duc de Nivernais, qu'on a exposé à « servir de trophée aux ennemis de la France ». En réalité, le Roi tient sa revanche, et lorsque Frédéric connaîtra l'accord autrichien, il pourra s'apercevoir que sa déloyauté a été prévue, au moins à Vienne, et que l'Europe n'est pas encore à sa discrétion.

Même alors, il ne désespère point de désarmer l'hostilité de Mme de Pompadour. Les princes prussiens y travaillent, chacun à sa manière. La plus courtoise consiste à solliciter l'image des traits qui ont enchanté le cœur du roi de France. Après le prince Henri, qui l'a fait demander par le chevalier de la Touche, l'autre frère, Auguste-Guillaume, écrit pour le même objet au marquis de Valori, et voici la curieuse épître qu'il se flatte assurément de mettre sous les yeux de celle qu'on veut gagner : « Votre lettre, mon cher marquis, m'a fait un plaisir extrême. J'avais vu une relation de Paris des tableaux qui ont été exposés au Louvre; le portrait de Mme de Pompadour, peint au pastel par La Tour, y était marqué comme étant très bien travaillé, d'un grand goût, d'une belle composition, mais que la ressemblance y manquait. Vous m'en avez donné la confirmation. Nous savons par l'histoire qu'Apelle réussit à bien peindre l'air audacieux d'Alexandre; mais je crois qu'il faut un pinceau plus fin pour exprimer, sous les traits réguliers, un esprit vif et une physionomie touchante et spirituelle, tant il est vrai, et les peintres devraient en convenir, qu'il est plus facile de peindre le dieu de la Guerre que la déesse de l'Amour. Cependant,

j'espère que la Muse protectrice de la peinture ne refusera point ce portrait à la postérité et qu'elle dirigera avec sagesse la main d'un de ses élèves, pour qu'il trouve enfin la ressemblance. Je vous assure que je suis vraiment flatté de le recevoir, et vous ai bien de l'obligation d'y prendre part. »

Moins fortuné que ses frères, Frédéric ne peut s'attendre à faire lire sa prose française par la marquise. Il tient du moins à l'égarer sur ses sentiments, en répondant à ses hommages transmis par le duc de Nivernais. Le 24 janvier, à la veille de voir s'ébruiter le traité de Westminster, il écrit à Knyphausen : « Le duc de Nivernais m'ayant beaucoup parlé de Mme de Pompadour, vous devez prendre l'occasion de lui faire visite pour lui dire, par un compliment des mieux tournés, combien j'avais été sensible à tout ce que le susdit duc m'avait assuré de ses sentiments à mon égard. » Mainte dépêche invite à renouveler ces démarches : « Je vous recommande, comme une chose très nécessaire à mon service dans ces occurrences, de bien flatter Mme de Pompadour. » Il compte sur les grâces du baron, « pour pénétrer sa façon de penser sur ma convention faite avec l'Angleterre, pour adoucir la première aigreur qu'elle a peut-être prise et pour tempérer la vivacité française. » Son insistance manque de subtilité, et sa connaissance fameuse du cœur humain est ici en défaut. La marquise n'est pas de celles qui livrent, par bavardage ou par vanité, les indications que refuse la discrétion des ministres. « Allez sans affectation chez elle, prescrit le roi, pour lui dire des obligeances de ma part, au sujet desquelles je vous laisse l'entière liberté de les tourner de la façon qu'il convient et qu'elles sauront porter coup. Je me persuade que, pourvu que vous vous preniez bien là-dessus, cela aplanira beaucoup d'aigreur, qui tient peut-être au cœur des ministres, et calmera les impressions vives qu'ils ont prises à mon sujet... Tâchez de la flatter, pour voir si peut-être elle se lâchera et dira par emportement ce que les ministres cachent par sagesse. »

Ces empressements fatiguent la marquise, qui finit par fermer sa porte à un porte-parole encombrant. Le prétexte est la multiplication des exercices religieux auxquels elle est obligée d'assister, car c'est le moment même de sa fameuse « conversion ». Sur de nouvelles instances, elle fait répondre qu'elle ne peut recevoir les ambassadeurs en particulier,

qu'elle a chargé le maréchal de Belle-Isle de se faire l'interprète de ses respects pour Sa Majesté Prussienne et qu'elle prie M. de Knyphausen de confier désormais à cet intermédiaire les communications qu'il pourrait avoir à lui faire. Sa vraie pensée sur Frédéric est dans un billet écrit au duc de Nivernais pour lui apprendre le départ de Richelieu comme chef d'expédition en Méditerranée : « Il n'y a que les partis bons et fermes qui soient convenables à un aussi grand Roi que le nôtre. Vous pouvez en informer Sa Majesté Prussienne, ainsi que du peu d'intérêt que je prends à la banque anglaise, quoi que lui en ait dit son enragé de Chambrier. Ce n'est en vérité pas ma faute s'il a fait souvent de mauvaises digestions et je ne dois pas en porter la peine. »

Nivernais se gardera cette fois de transmettre le message. Il doit trouver son amie bien impertinente envers un si grand homme. L'ambassadeur est, en effet, retombé sous le charme ; il a cédé aux cajoleries du roi de Prusse, à la flatterie pour ses vers, à tout ce manège de coquetterie et de politique, qui trompe de plus fins que lui ; et il comprend si peu la situation véritable et les dispositions de sa cour, qu'il ose écrire, en quittant Berlin, une lettre du ton que voici : « A peine arrivé à Versailles, à défaut du bonheur de faire sa cour à Votre Majesté, je jouirai du bonheur d'être témoin de la sensibilité extrême du Roi mon maître pour les marques de votre amitié et de l'augmenter encore, s'il est possible... Je ne forme pas le souhait d'être d'une autre patrie que la mienne, je serais indigne d'elle ; mais j'avoue que la distance qui la sépare des États de Votre Majesté ne me permettra pas d'y être heureux désormais ! » Cette béate naïveté semble peu digne, en de telles circonstances, d'un petit-neveu de Mazarin.

IV

Le cabinet de Saint-James ne reste pas inactif. Il rêve de faire entrer l'Autriche dans une ligue formidable contre la France ; des insinuations sont faites à Vienne ; si Marie-Thérèse était moins loyale ou moins tenue par son ressentiment, les raisons ne lui manqueraient pas de se déclarer contre nous, trouvant, sur nos frontières communes des Pays-Bas ou du Rhin, une compensation à la Silésie perdue. Louis XV et

ses ministres ont entrevu cette situation, qui mettrait la France en grand péril. La négociation avec Vienne reste ouverte ; mais il faut conclure, sous peine de perdre le bénéfice des avances reçues, et rien maintenant n'est moins aisé. Bernis n'est plus seul à mener cette délicate affaire. Il a fallu y introduire plusieurs ministres, et Mme de Pompadour n'en parle point à Stainville comme d'une chose faite : « Le traité avec l'Impératrice est en effet un projet vaste ; je ne le crois pas impossible. » Chez les commis des Affaires étrangères, l'alliance prussienne est regardée comme un axiome politique. Les difficultés apparaissent de toute sorte, l'Autriche ne voulant ou ne pouvant apporter aucune aide matérielle à la France dans sa guerre contre l'Angleterre, la France se refusant à s'associer à une destruction de la Prusse.

Le comité formé par le Roi s'accorde mal avec Bernis, décidé à faire aboutir les négociations. Par défiance de l'Autriche, on rejette à la pluralité des voix une simple convention de neutralité réciproque durant la guerre déjà commencée, à laquelle la cour de Vienne a paru tenir beaucoup et qui serait un premier pas vers le traité défensif mis à l'étude. Ce refus inquiète Vienne, qui se met à douter que Versailles veuille conclure. Kaunitz envoie une sorte d'ultimatum. Bernis, malade de surmenage et d'incertitude, voit déjà l'œuvre compromise : « Je me souviendrai toute ma vie, écrira-t-il, que ce fut le vendredi saint que le comte de Stahremberg vint me faire part des dépêches qu'il avait reçues. J'avais été saigné quatre fois, j'étais d'une faiblesse extrême : c'est dans cet état que le ministre impérial me déclara que sa cour, justement alarmée du refus que nous avions fait de l'acte de neutralité, demandait pour se rassurer sur les intentions du Roi que non seulement la convention de neutralité fût signée, mais aussi un traité d'alliance défensif ; faute de quoi l'Impératrice, également exposée du côté du roi de Prusse et du côté de la Cour de Londres, dont elle avait refusé d'adopter les mesures, se verrait obligée, pour sa sûreté, de renouer avec ses anciens alliés... Il ne m'était pas permis d'employer de secrétaire pour ce qui avait rapport aux affaires de Vienne : j'écrivis donc, sous la dictée de M. de Stahremberg, pendant trois heures. Ce travail fini, j'en commençai un autre qui dura quatre heures, pour rendre compte au Roi du mauvais effet qu'avait produit à

Vienne le refus de la neutralité, et pour lui faire sentir les embarras et le danger où nous tomberions si l'on continuait à donner des soupçons à l'Impératrice. »

Le Roi ne pouvait cependant conclure en telle matière sans l'assentiment de son conseil d'État. Bernis lui demandait que les dernières propositions de Vienne fussent étudiées dans une réunion solennelle, où seraient appelés tous les ministres, même ceux, comme Puisieux et d'Argenson, qui n'avaient pas encore le secret de la négociation : « Je ne voulais pas, dit-il, qu'on pût m'accuser d'avoir conclu un traité d'alliance avec nos anciens ennemis sous le manteau de la cheminée, et sans la coopération de tout le Conseil de Sa Majesté. » La marquise intervint pour obtenir cette réunion dans les trois jours.

De son appartement « d'en bas », elle suivait passionnément tout ce qui se passait chez le Roi et on ne lui laissait rien ignorer. Knyphausen savait cela mieux que personne : « On ne prend dans le Conseil, écrivait-il, aucune résolution d'une certaine importance, ni pour les affaires du dehors, ni pour celles de l'intérieur, qu'elle ne soit instruite ou prévenue. » A ce moment, elle est toute à l'Autriche et Stahremberg a chez elle ses entrées privilégiées. Le matin du comité, le 19 avril, il lui a confié pour quelques heures l'original d'une dépêche qu'il vient de recevoir de Kaunitz et qu'elle met aussitôt entre les mains de Bernis.

La séance fut grave. Chacun sentait peser une part de responsabilité dans les destinées futures du royaume. L'abbé exposa ce qui s'était passé depuis le mois de septembre et donna connaissance du plan d'ensemble proposé à la France. Chaque ministre donna son avis, sachant bien que Louis XV s'était déjà prononcé. Tous s'effrayaient au fond d'eux-mêmes des risques entraînés par ce renversement du système traditionnel. Il ne s'agissait encore que d'un traité défensif ; on ne parlait que d'assurer d'une façon définitive la paix continentale ; mais peu d'illusions étaient permises. Le vieux maréchal de Noailles rappela le devoir du Roi de ne pas abandonner son rôle de défenseur des libertés germaniques. Le comte d'Argenson, sans méconnaître l'intérêt du Roi à conclure et même à conclure vite, osa dire qu'il prévoyait le commencement d'une guerre générale et peut-être d'une guerre de religion. Le Roi se taisait, laissant parler ses ministres. Quelques scru-

pules arrêtaient encore ; Bernis, pour les faire tomber, tira de son portefeuille la lettre de Kaunitz communiquée à la marquise. On y lut que l'envoyé anglais à Vienne venait de demander à l'Impératrice une audience extraordinaire. Allait-on renouer contre nous ? Devions-nous rester sans alliés dans l'Europe en armes ? La décision de Marie-Thérèse dépendait de celle qu'on allait prendre dans ces cabinets dorés de Versailles, où jamais cause plus sérieuse ne fut plaidée. L'avis unanime fut pour l'alliance.

La rédaction des articles prit une semaine ; tout était préparé par le Roi et par Bernis. Celui-ci se fit aider par la plume de l'abbé de la Ville, premier commis des Affaires étrangères, son confrère parmi les Quarante, ce qui permit à Stahremberg de louer galamment en leur travail l'œuvre parfaite de deux académiciens. M. Rouillé crut tirer quelque honneur de la signature, qui eut lieu dans son château de Jouy-en-Josas, le 1er mai 1756. Bernis signa avec lui et l'ambassadeur impérial. L'histoire a oublié le vieux ministre et sa maison de campagne ; elle donne le nom de traité de Versailles à cet acte mémorable, imposé aux contractants par des intérêts devenus communs et conçu, presque au même instant, par la lumineuse intelligence d'une impératrice et d'un roi. On ne voit nulle part, à y regarder de près, que les passions féminines de Mme de Pompadour aient pu peser d'un poids quelconque sur d'aussi grandes décisions.

Tandis qu'on échange les ratifications et qu'on fait part de la convention aux cours de Madrid et de Berlin, la marquise, qui en sait les stipulations secrètes, assure à Stainville que les traités auront des suites encore plus avantageuses que le public n'a pu l'imaginer. Il est naturel qu'elle veuille en tirer parti pour sa propre gloire et qu'elle se persuade d'y avoir travaillé. N'a-t-elle pas connu, dès le début, tout le secret, transmis le message impérial et prêté Babiole pour la première conférence ? N'est-ce pas en son cabinet que Louis XV a donné certaines instructions ? Plus d'un document important a passé par ses mains et Bernis a su quelquefois l'informer avec déférence. C'est assez pour qu'elle puisse croire de bonne foi avoir eu part au traité lui-même. A ce moment, elle n'en peut recueillir que des éloges, et quelle femme à sa place ne serait tentée d'y prétendre ? Quand Guay grave le camée de l'Alliance, où la France et l'Autriche se donnent la main sur l'autel de la

Fidélité, elle le fait monter dans un bracelet de perles; la précieuse agate gardera sous ses yeux l'attestation flatteuse de son rôle.

V

La marquise a bien, en réalité, servi en quelque chose. Son intervention de femme a empêché de découvrir le Roi. L'Autriche a ignoré que, dès la première heure, Louis XV était décidé à écouter ses propositions et qu'il a tout conduit derrière le rideau. Stahremberg lui-même a pu penser que la confidente, qui excelle à se faire valoir, aidait à lever de sérieuses difficultés, à obtenir certains accords. Ses dépêches témoignent de cette croyance : « Mme de Pompadour, écrit-il à Kaunitz, est enchantée de la conclusion de ce qu'elle regarde comme son ouvrage, et m'a fait assurer qu'elle ferait de son mieux pour que nous ne restions pas en si beau chemin. » Comme elle a permission du Roi de le recevoir en particulier, l'ambassadeur compte se servir de ces facilités pour la suite des négociations; mais il faut que sa cour lui procure à son tour des avantages auprès de la marquise : « Il est certain que c'est à elle que nous devons tout, et c'est d'elle que nous devons tout attendre dans l'avenir. Elle veut qu'on l'estime, et elle le mérite en effet. Je la verrai plus souvent et plus particulièrement, lorsque notre alliance ne sera plus un mystère, et je voudrais avoir pour ce temps-là des choses à lui dire qui la flattassent personnellement. »

De son côté, n'ayant aucun droit à correspondre avec l'Impératrice, Mme de Pompadour faisait ses compliments à M. de Kaunitz sur la « réussite » du traité : « Je suis sensiblement touchée de la justice que leurs Majestés Impériales veulent bien me rendre et des bontés dont Elles daignent m'honorer. Mon zèle en augmenterait, s'il était possible; mais les preuves que j'en ai données vous ont appris, monsieur, qu'il ne s'y peut rien ajouter. » La réponse du chancelier est d'un ton irréprochable, et Frédéric lui-même n'y trouverait point à railler. L'allusion au rôle que se donne la marquise est à peine indiquée au milieu des éloges du Roi; mais le plus délicat compliment occupe le post-scriptum : « Vous ne doutez pas sans doute, Madame, que ce ne soit avec la plus cruelle impa-

tience que j'attends ce charmant portrait pour lequel ce cruel M. de La Tour me fait languir depuis si longtemps. Tirez-moi donc de peine, je vous en supplie, et faites-moi la grâce de me l'envoyer au plus tôt. Je vous baise les mains avec le plus profond respect. »

Du premier traité de Versailles, dont l'Autriche espérait bien tirer la guerre, la France n'attendait que la paix. L'opinion, qu'on retournera aisément plus tard, y voyait avec plaisir la fin de nos démêlés avec un ennemi séculaire. « On le regardait, dit Bernis, comme le chef-d'œuvre de la prudence et de la politique. On désirait la paix et l'on crut que cette alliance la donnerait et l'affermirait. » La fureur des Anglais, qui la déclaraient « monstrueuse et contre nature », en soulignait l'importance. « Chacun s'imagina, raconte Duclos, que l'union des deux premières puissances tiendrait toute l'Europe en respect »; et le secrétaire perpétuel de l'Académie française donne, comme exemple de « l'espèce d'ivresse » qui s'empara des esprits, qu'on proposa dans cette compagnie « pour sujet du prix de vers le traité entre les deux cours. » « Je ne pus, ajoute-t-il, l'empêcher d'être admis qu'en représentant qu'il fallait du moins, avant que de se décider, consulter le ministre sur un sujet qui tenait à la politique; cela en fit choisir un autre. »

Voltaire, de son côté, plus tard si sévère pour le traité, remplit sa correspondance de cris d'admiration. Il exulte, auprès de Pâris-Duverney, du triomphe d'une politique aussi sage, regrettant de n'être plus historiographe de France pour avoir l'honneur de la célébrer. Il écrit à Mme de Lutzelbourg : « Vous ne vous attendiez pas, madame, qu'un jour la France et l'Autriche seraient amies. Tout solitaire, tout mort au monde que je suis, j'ai l'impertinence d'être bien aise de ce traité. J'ai quelquefois des lettres de Vienne; la reine de Hongrie est adorée : il était juste que le Bien-Aimé et la Bien-Aimée fussent amis. » Cette adulation exprimée de préférence à des familiers de Mme de Pompadour cache, bien entendu, le désir ardent de l'habile homme de rentrer en grâce à Versailles.

Le voyage de Compiègne eut de meilleures nouvelles qu'au précédent été. Le duc de Fronsac et le comte d'Egmont apportèrent l'annonce de la victoire du maréchal de Richelieu à Port-Mahon. L'attaque générale, arrêtée en conseil de guerre le 26 juin, avait été donnée le lendemain, durant quatre heures,

avec une perte de cinq à six cents hommes et vingt-cinq officiers. Les grenadiers avaient emporté d'assaut le fort Saint-Philippe, malgré sa formidable artillerie. La place ayant capitulé, l'île de Minorque était perdue pour l'Angleterre. Le Roi ordonna illuminations et *Te Deum*. L'archevêque de Paris, tout relégué qu'il fût à Conflans, annonça celui de Notre-Dame par une lettre pastorale éloquente. Tout le royaume entra en liesse, mais le signal des réjouissances fut donné par Mme de Pompadour. Elle convia la Cour et les ministres étrangers à son Ermitage de Compiègne. Il y eut feu d'artifice et fête de nuit; au dehors, pour le populaire, coulaient des fontaines de vin; dans les jardins, la marquise distribuait aux dames des rubans et des bonnets, aux hommes des nœuds d'épée à la Mahon.

Ces beaux succès du Roi et de la France comblaient de joie celle qui n'avait jamais oublié l'année de Fontenoy et ses enchantements de gloire. Elle écartait l'idée importune qu'ils ajoutaient au prestige de son ennemi Richelieu, et n'y voyait qu'un heureux présage pour les suites de la guerre désormais poursuivie sur toutes les mers. La marine surtout lui semblait en état parfait, parce que son cher Machault la dirigeait et que ses amis étaient toujours infaillibles. Elle écrivait à M. de Stainville, donnant dans la même lettre son sentiment sur les deux grandes préoccupations du Roi : « Nous commençons à nous venger de la perfidie des Anglais d'une façon bien brillante. J'espère que la justice de notre cause nous portera toujours bonheur et que nous ferons repentir cette féroce nation d'avoir pris pour faiblesse ce qui était l'effet de la politique la plus sage... Je ne vous ai pas caché le plaisir que les traités avec l'Impératrice m'ont fait. Le public, quoiqu'il ne sache pas encore à quel point ils sont avantageux, en a marqué une joie immodérée. C'est une double satisfaction pour ceux qui y ont eu part. »

Le temps n'est pas loin où des conséquences vont se produire, que la marquise n'a pas prévues. Dans quelques semaines à peine, Frédéric II, se prétendant provoqué, choisira son heure pour attaquer l'Impératrice, envahir par surprise la Saxe, menacer la Bohême. La France devra exécuter son traité d'alliance défensive, avant même que le traité complémentaire ne soit signé. Personne alors ne voudra plus avoir participé à cet ouvrage; chacun le rendra tout entier à Bernis et à son amie.

On leur en marchandait l'honneur; les responsabilités leur resteront.

A l'heure où commence la guerre de Sept Ans, quand le royaume croit n'avoir affaire qu'à un seul ennemi, l'Angleterre, nous avons un témoignage authentique des ardeurs, des espérances et des illusions de la marquise. C'est une conversation tenue à Versailles, au souper des Cabinets. Il y a, ce soir-là, outre les familiers ordinaires, quelques militaires prêts à aller prendre leurs commandements. On n'a quitté les sujets frivoles que pour les sujets lugubres, car Louis XV, comme il lui arrive souvent, a causé de mort subite, prières pour les agonisants et autres choses funèbres. Quelqu'un ayant nommé légèrement saint Augustin, la marquise a relevé le propos avec justesse. Elle a su briller à son ordinaire; mais, quand le Roi se retire un moment pour passer, comme tous les soirs, chez ses enfants, elle avoue ses préoccupations secrètes et se permet de parler des affaires publiques. Son regard s'enflamme, sa parole s'émeut :

« Non, messieurs, la marine du Roi est en bonnes mains et nos côtes sont maintenant bien défendues. Ce n'est pas pour elles que je crains, et je donnerais beaucoup pour que les Anglais y vinssent. Je ne crains que pour le pays d'Aunis... Les entreprises, les dispositions du ministère sont admirables. De mauvais citoyens débitent que tout manque ; cela n'est pas; on devrait pendre ces gens-là! Il ne faut pas mettre les armes bas avant d'avoir écrasé les Anglais. La principale chose, n'est-ce pas? que doit rechercher une grande puissance, c'est l'honneur. Il vaut mieux périr tous que de laisser porter atteinte à celui de la France... »

Un des assistants, M. de Ségur ou M. de Crillon, rappelle sur l'honneur le mot de François Ier prisonnier; et, comme la conversation se prolonge jusqu'au retour du Roi, courtisans et officiers demeurent sous le charme de cette éloquence vibrante, de ce langage si digne, dont plus d'un s'est trouvé surpris.

P. de Nolhac.

(*A suivre.*)

LA FRANCE EN ÉGYPTE

Nous recevrons demain officiellement Sa Majesté Fouad Ier, roi d'Égypte, qui est notre hôte depuis quelques mois. A cette occasion, un Comité s'est fondé pour donner à cette cérémonie à la fois plus d'éclat et plus d'intimité. Le Comité a fait imprimer un livre d'or des principales Sociétés intéressées dans le Delta, livre d'or qu'il compte remettre à Sa Majesté le 24 octobre. Parmi les administrateurs de ces Sociétés on est heureux de trouver de très nombreuses personnalités parisiennes. Preuve irrécusable de l'importance des relations économiques qui unissent l'Égypte à la France. Cependant, c'est au point de vue politique et intellectuel que s'est surtout exercée notre influence sur la terre des Pharaons. A deux reprises, nos troupes y ont débarqué. Fait rare dans les annales des invasions, ces deux occupations n'ont laissé que de bons souvenirs. N'avons-nous pas envoyé sur les rivages égyptiens les deux plus grands hommes de notre histoire, saint Louis et Bonaparte? Or ni l'un ni l'autre n'étaient animés du dessein d'asservir l'Égypte. Ils avaient deviné l'importance stratégique de cette plate-forme où s'accrochent trois continents, nœud gordien de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie. Saint Louis désirait constituer, à l'aide des populations autochtones, un empire musulman avec lequel il comptait conquérir le Saint-Sépulcre. Bonaparte voulait se servir de ce tremplin pour atteindre les Indes. L'un comme l'autre, en respectant les croyances du pays, ils avaient su gagner sa sympathie.

Mohamed Ali, ancêtre du roi Fouad Ier, n'a fait que s'inspirer des idées napoléoniennes. Pour réorganiser son armée, il a fait appel à un colonel français, Sève, devenu Soliman

Pacha. Mohamed Ali est le véritable fondateur de l'État moderne d'Égypte. Elle lui doit ses premières clartés de liberté et l'origine de sa fortune. Sous Mohamed Ali, l'influence française est prédominante. Il appelle auprès de lui l'ingénieur français Mougel, inventeur et constructeur des premiers barrages du Nil. Champollion déchiffre les hiéroglyphes. Le port d'Alexandrie est ouvert au commerce. Son petit-fils, Ismaïl Pacha, ne témoigne pas moins de bienveillance à nos compatriotes. Grâce à lui, Ferdinand de Lesseps peut inaugurer, en 1869, une entreprise qui devait révolutionner la navigation maritime. Le roi Fouad Ier, que nous allons recevoir, est le fils d'Ismaïl Pacha. Comment ne se sentirait-il pas attaché à notre pays en pensant aux traditions de ses ancêtres? En prenant le titre de majesté et de roi d'Égypte, il a renoué la chaîne des dynasties nationales illustrées par les Pharaons et les Ptolémées.

Comme prince Fouad, il s'était déjà fait remarquer par son caractère studieux et par l'intérêt qu'il portait aux sociétés savantes. Quand mourut son frère Husseiu, il n'y avait pas de monarque plus indiqué pour s'asseoir sur le trône de Mohamed Ali. A la suite de la déclaration du vicomte Allenby, reconnaissant le 28 février 1922, l'Égypte comme « État souverain et indépendant », Sa Majesté Fouad Ier donnait à son peuple une Constitution rédigée d'après les principes libéraux et faisait élire un Parlement. Fouad Ier remplit sa mission de roi constitutionnel avec le plus grand tact et la plus grande noblesse. Sachant s'élever au-dessus des partis, il est uniquement inspiré par les intérêts de l'Égypte. Rien de ce qui touche son pays ne le laisse indifférent. Il s'adonne spécialement à l'éducation et à l'hygiène du peuple, aux travaux publics et à l'agriculture. Son action personnelle se fait efficacement sentir dans tous ces domaines. Il prêche d'exemple en administrant lui-même de vastes étendues de terrains qu'il a défrichées dans la Basse-Égypte. Ayant beaucoup vécu en France, il connaît admirablement notre pays. C'est pour lui, comme pour beaucoup d'Égyptiens, une seconde patrie spirituelle. Pour notre part, nous avons le souvenir de longues heures passées dans son palais d'Abdine ou de Montaza, où il nous a tenu sous le charme de sa brillante conversation.

On sait que, par suite des conventions de l'entente cordiale, signées le 8 avril 1904, la France s'est désintéressée de

l'Égypte en matière internationale. Résultat fatal des idées de non-intervention qui avaient prévalu en 1882, au moment où les Anglais débarquèrent à Alexandrie. Mais sans diminuer les résultats acquis par les autres pays, notamment par l'Angleterre, nous allons voir combien nos relations avec le Delta sont restées étroites sous le rapport économique, financier, intellectuel et juridique.

***

Parmi les œuvres françaises, le percement du canal de Suez est évidemment celle qui dépasse toutes les autres par sa portée mondiale. Rappelons en quelques mots l'intérêt qu'elle présente. La largeur primitive du canal, qui était de 22 mètres, est aujourd'hui portée à 45 mètres. D'importants travaux sont actuellement en cours d'exécution pour atteindre 60 mètres au plafond, permettant le passage de navires d'un tirant d'eau de 9 m. 75. Grâce aux améliorations du transit, la moyenne du séjour de navigation dans le canal a été abaissée de 48 heures à 16 heures, avec possibilité de naviguer de nuit aussi sûrement que le jour. Dans le mois de juillet 1927, il n'est pas passé moins de 458 navires, ayant un tonnage brut de 3 233 133 tonnes. Si l'on rapproche ce chiffre du tonnage mondial qui est de 65 millions de tonnes, on se rendra compte de la proportion considérable des navires à flot qui fréquentent Suez. De 1869 à 1926, l'augmentation du tonnage des navires empruntant cette voie est supérieure à 200 pour 100. Le trafic total du canal atteignait en 1925, année record, 26 762 000 tonneaux nets et il a augmenté cette année par rapport à 1925, passant au 10 septembre de 3 813 navires à 3 831 pour une recette de 142 millions. La France occupe le quatrième rang sur la liste des bâtiments transitant par le canal. Celui-ci est appelé à jouer dans l'économie des transports mondiaux une place de plus en plus grande.

Si l'on connaît l'œuvre du canal de Suez au point de vue strictement technique, on ignore trop son importance sociale. Il faut savoir gré à la Compagnie universelle d'avoir compris son rôle autrement que comme un simple percepteur du péage d'un grand trafic. La Compagnie a fait œuvre de fondatrice. Là où il n'y avait jadis que solitude et désolation, elle a créé Ismaïlia, charmante oasis verdoyante de 15 000 habitants.

Capitale aristocratique du Canal, elle commande à tout le mouvement à l'ombre de ses filaos et de ses bougainvilléas. Voici Port-Saïd, ville industrielle de 80 000 habitants, Port-Tewfick, 3 500 habitants. Enfin, Port-Fouad, la dernière-née, que le roi actuel a inaugurée au mois de décembre. Cité moderne, admirablement tracée, pourvue de tout le confort, et qui compte déjà plus de 3 000 habitants. Lors de chaque règne, la Compagnie a eu la coquetterie de mettre au monde une ville nouvelle, qui a pris le nom du souverain régnant. Abstraction faite de toute considération financière, le percement du canal de Suez, envisagé au seul point de vue des intérêts mondiaux, est une de ces œuvres capitales qui font date dans l'histoire du monde. Ni la France, ni l'Égypte n'oublieront jamais que cette œuvre est née de la collaboration d'un consul de France et d'un khédive.

En dehors de Lesseps, toute une pléiade d'ingénieurs, de financiers ou de savants, ont apporté à l'Égypte le concours de leur intelligence et de leur dévouement. Pendant près d'un demi-siècle, la majorité des grandes entreprises de la vallée du Nil portera le sceau de la collaboration franco-égyptienne. Linant de Bellefond, Mallaval, Jondet, font revivre à Alexandrie le fameux port de l'Heptastade des Ptolémées. Tout dernièrement un Schneider construit le dernier brise-lames qui protège l'ancien bassin de Cléopâtre. Les Dussaud, de concert avec la Compagnie des Messageries impériales, entreprennent le port de Suez. Ainsi, les trois grands établissements maritimes de l'Égypte, Alexandrie, Port-Saïd, Suez, ont été fondés par nos ingénieurs. N'abandonnons pas cette question des relations maritimes sans indiquer que la Compagnie des Messageries impériales, aujourd'hui Compagnie des Messageries maritimes, a été la première à organiser un service régulier entre la France et l'Égypte. Aujourd'hui cette Compagnie met en ligne la flotte la plus importante, les navires les plus modernes, et le plus gros tonnage. Deux unités qui sont entrées en service depuis moins de trois ans, le Mariette-Pacha et le Champollion, l'une et l'autre de 15 000 tonnes, assurent dans des conditions parfaites la traversée d'Alexandrie à Marseille en quatre jours. Cette ville est reliée à nos côtes par des services hebdomadaires. Le nombre des paquebots quittant Port-Saïd et battant notre pavillon dépasse mensuellement le chiffre de 10 unités. Mention-

nons que les grandes villes de ce pays, le Caire, Alexandrie, Port-Saïd, ont confié leur concession municipale d'éclairage à une compagnie française, la Compagnie du gaz Lebon, qui existe depuis 1863 en Égypte. Les tramways d'Alexandrie ont des attaches très étroites avec un important groupement électrique de Paris (Thomson).

On sait que l'irrigation a fait la fortune de l'Égypte. Mougel, avons-nous dit, reprenant les idées mises en avant par les savants de l'expédition de Bonaparte, a doté, sous le règne de Mohamed Ali, la vallée du Nil de l'irrigation pérenne, en construisant le premier barrage du Caire à la base du Delta. C'est de là que date l'implantation du coton et de la canne à sucre. Si nos compatriotes se sont malheureusement désintéressés du commerce du coton, ils ont, en revanche, accaparé celui de la canne à sucre. Les « Sucreries d'Égypte », qui achètent toute la canne du pays, ont été fondées par un Français. A l'heure actuelle, c'est encore la plus grande industrie de l'Égypte, avec ses quatre usines sucrières, sa raffinerie de Nag-Hamadieh et ses immenses domaines. Il en est de même de l'industrie du sel avec les salines de Port-Saïd dont l'importance grandit chaque jour. La confiance dans la destinée du pays est le trait caractéristique de nos relations économiques et financières avec l'Égypte. Si les capitaux français ont afflué pour le creusement du Canal de Suez, c'est que nous avions foi dans les promesses du khédive Ismaïl, dans son énergie et dans son attachement indéfectible à Ferdinand de Lesseps. Jamais nous n'avons douté que ce pays atteindrait un haut degré de prospérité. Notre estime pour la population rurale si honnête et si laborieuse nous a conduits à émettre la plus grande partie des obligations foncières qui ont permis aux sociétés de crédit de financer la mise en œuvre du pays, l'acquisition de terres par le fellah et les premiers débours de culture pour la plantation du coton, du riz ou de la canne à sucre.

Ces prévisions optimistes n'ont pas été été déçues. Les établissements hypothécaires qui ont été créés, comme le Crédit Foncier et la Land Bank, sont parvenus à un très haut point de prospérité. De même les succursales de nos grandes banques, Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte, ont là-bas des positions de premier ordre. La chute du franc a évidemment modifié la position d'interdépendance de l'Égypte

vis-à-vis de la France. La première a racheté ses valeurs sur le marché de Paris et s'est affranchie en partie de sa dette grâce aux économies qu'elle a réalisées dans la hausse du coton. Il n'en reste pas moins vrai que les principales valeurs de la Bourse du Caire ou d'Alexandrie sont contrôlées par le marché parisien et qu'elles ne sauraient se passer de son appui pour régulariser leurs cours.

* * *

Si nous examinons maintenant la situation du commerce, nous ne pouvons manquer d'être frappés par la part considérable que notre pays n'a cessé d'avoir dans la balance de l'Égypte. En 1925, la France est au troisième rang des pays importateurs et au second rang des pays exportateurs. Nous avons, en effet, importé en Égypte pour £ 1 690 000 de marchandises, et nous avons acheté à ce pays pour 7 400 000 livres, soit 13 pour 100 de son commerce total d'exportation. La France figure parmi les pays qui achètent à l'Égypte plus qu'ils ne lui vendent, puisque le pourcentage des importations de la France n'est que de 9 pour 100 sur l'ensemble du mouvement des affaires. Mais, en 1926, le rapport de la Chambre de commerce d'Alexandrie constate une augmentation sensible du chiffre de nos importations qui place nettement la France au deuxième rang des pays importateurs. Ce sont nos industries de luxe, nos modes, etc., qui ont la faveur du public égyptien. Tous nos grands magasins ont de somptueuses succursales en Égypte. D'autre part, nos filatures achètent chaque année un pourcentage plus grand du magnifique coton soyeux à longues fibres que l'Égypte est seule à produire.

Nos importations en Égypte ne donnent toutefois qu'une faible idée du commerce réel qui s'effectue entre les habitants de ce pays et nos industriels ou commerçants. Presque tous les Égyptiens qui viennent par milliers chaque année en Europe séjournent en France, dans nos villes d'eaux et dans la capitale. Il est assez difficile de chiffrer l'importance de leurs achats au cours de leurs voyages, mais on peut affirmer qu'il s'agit là de sommes très élevées, car les Égyptiens ont adopté nos modes, nos coutumes et notre façon de vivre.

*
* *

L'erreur serait grave de croire que les rapports entre France et Égypte se bornent à une réciprocité d'intérêts matériels. C'est dans le domaine de la pensée que nos deux peuples se sont le mieux pénétrés. Il y a longtemps que « *nation franque* » est synonyme, dans l'esprit des Orientaux, de « nation française ». Pendant des siècles les deux termes se sont confondus spécialement en Égypte. La culture française y a pénétré tous les rouages de l'administration et de la société. Nous allons la retrouver partout ; dans les institutions publiques, dans la presse, au tribunal. Notre langue, est, avec l'arabe, la langue publique de l'Égypte. Le journal officiel est rédigé dans les deux langues. Les textes anglais, eux-mêmes, sont accompagnés d'une notice en français. Le français est parlé couramment dans le commerce et par tous les Égyptiens cultivés. Il sert aux relations entre Européens. La plupart des enseignes de magasins portent l'étiquette en français et en arabe.

Les tribunaux mixtes, constitués en 1875 par le khédive Ismaïl, comportent, ainsi que leur nom l'indique, des juges égyptiens et étrangers. Nos compatriotes n'y occupent aucune situation privilégiée. Mais on y emploie la langue française de préférence aux langues arabe, anglaise ou italienne, et l'on y fait usage du code Napoléon. Les plaidoiries, même celles d'avocats italiens, grecs, etc., sont prononcées dans notre langue. Quant au droit civil français, il s'est si intimement adapté à l'esprit du pays que celui-ci ne conçoit pas d'autre règle. Les tribunaux mixtes, honneur de l'Égypte par la probité de leurs jugements, sont de véritables foyers de jurisprudence française. Gardiens fidèles de la pensée primitive qui a inspiré le code civil, ils l'appliquent avec clairvoyance. A côté des juges, les avocats d'Alexandrie, du Caire ou de Mansourah comptent des orateurs réputés qui s'expriment avec une distinction digne des plus grands maîtres du barreau parisien, auxquels on ne dédaigne pas de demander des consultations. L'un d'eux, parlant des conclusions et des plaidoiries de ses collègues d'Alexandrie, ne nous cachait pas son admiration pour la dialectique savante de l'argumentation et pour l'ingéniosité de la forme. Les deux justices égyptienne et française

poursuivent leur destinée parallèle ; l'une et l'autre imbues des mêmes principes auxquels on doit l'ordre admirable des transactions qui règne aussi bien en Égypte qu'en France. Les procès de change qui se déroulent actuellement ont permis de constater l'analogie des intérêts débattus devant les deux juridictions.

Bonaparte a créé, le 12 fructidor an VI, le premier journal, *le Courrier d'Égypte*. Il se publie de nos jours 283 périodiques, dont 174 en langue arabe et 109 en langues étrangères. Sur ce nombre, il existe 43 quotidiens arabes et 30 quotidiens étrangers dont 18 rédigés en français, auxquels s'ajoutent 35 périodiques. Les publications imprimées dans notre langue ont seules une grande diffusion dans les milieux européens et arabes. Le *Journal du Caire*, la *Réforme*, la *Bourse Égyptienne*, la *Liberté*, etc... sont des feuilles à grand tirage parfaitement rédigées. Que dire maintenant des institutions savantes, sinon qu'elles sont un reflet du génie franco-arabe? Bonaparte — toujours lui! — a fondé, le 3 fructidor an VI, l'*Institut d'Égypte* qui existe encore. Sa dernière charte lui a été octroyée par Sa Majesté Fouad Ier; notre langue y rayonne avec l'arabe. La *Société Royale de Géographie*, qui a pour objet essentiel l'étude et l'encouragement des sciences se rapportant à la géographie, est une création du khédive Ismaïl; mais Sa Majesté Fouad Ier a fait revivre cette institution en la dotant généreusement. Elle vient de publier une série d'ouvrages somptueusement édités, sous la signature de Charles-Roux, Douin, H. Lorin, etc...

Quant à la science égyptologique, n'oublions pas qu'elle faisait partie du programme de Monge. Nul n'ignore que nos savants, Champollion, Mariette-Pacha, Maspero, s'y sont illustrés. En souvenir de cette collaboration, il est de tradition qu'un de nos compatriotes, actuellement M. Lacau, reste à la tête du service si important des Antiquités. Nous entretenons de notre côté, au Caire, un *Institut d'Archéologie Orientale* dont le chef, M. Foucart, obtient des résultats d'autant plus remarquables que les moyens mis à sa disposition sont plus restreints. Vouloir tracer l'histoire de nos découvertes dans la vallée du Nil serait en partie reprendre celle de l'égyptologie, depuis sa naissance jusqu'aux découvertes de M. Carter. Sous Fouad Ier, l'Égypte devient un foyer de rayonnement scienti-

fique mondial grâce aux Congrès qui s'y réunissent à l'invitation du souverain : congrès de géographie, de la navigation, du coton, etc. Les savants étrangers reçoivent sur les bords du Nil, dans la belle lumière d'Afrique, un accueil inoubliable. Et voilà que, pour jeter un dernier éclat sur l'avènement de Fouad, du fond du syringe magique de la vallée des Rois, surgit le plus illustre des Pharaons, le « Roi-Soleil » de la XVIIIe dynastie. Il apparaît, ressuscitant de son triple sarcophage d'or massif, tenant le sceptre en main, le vautour ailé sur la poitrine, couronné de la double tiare, constellé de bijoux et de pierreries, entouré des attributs royaux, du trône et du mobilier du palais : objets splendides qui attestent l'antiquité prestigieuse de la civilisation égyptienne. Cette prestigieuse découverte semble venir à point nommé pour donner confiance à l'Égypte dans ses destinées, et pour justifier le but de son roi.

Parlons maintenant de la scolarité. La plupart des étudiants égyptiens apprennent une langue européenne. Près de 100 pour 100 de ceux qui se destinent au droit ou aux beaux-arts choisissent la nôtre ; les hommes d'État modernes sont généralement de brillants élèves de nos facultés. Ils prononcent des discours en français. Retenez les brillantes improvisations de S. E. Fakhry Pacha, et vous vous rendrez compte de l'aisance du style, de la couleur des images. Il existe même des poètes français dans la famille royale. En ce qui concerne les beaux-arts, référons-nous à un seul exemple : le Phare de Douaumont est dû à la collaboration d'architectes français et égyptiens. Le Gouvernement ne s'est pas contenté d'entretenir en France une mission scolaire qui reçoit plus d'un millier d'étudiants. En Égypte même, de nombreuses institutions françaises sont les propagandistes de notre culture : l'École de droit du Caire, qui confère notre diplôme de licencié ; le lycée français, fréquenté par des milliers d'élèves ; les Frères des écoles chrétiennes, si répandus dans les milieux populaires ; enfin, pour les jeunes filles, les couvents des Dames de Sion et des Mères de Dieu. Ces religieuses, qui reçoivent des élèves de toutes les confessions, musulmanes, catholiques, orthodoxes, israélites, parviennent à leur donner une éducation parfaite sans porter atteinte aux croyance de leurs familles. Voulez-vous savoir pourquoi ces Égyptiennes que

vous rencontrez sont si cultivées, si profondément parisiennes, c'est qu'elles ont été élevées au couvent de Sion ou des Mères de Dieu. La pensée française ne périra pas en Égypte ; elle est pieusement entretenue à l'ombre de cornettes blanches.

Il nous resterait un mot à dire de l'Université du Caire, une des plus intéressantes manifestations du progrès intellectuel de l'Égypte. Cette université, que l'on doit encore au roi Fouad Ier, a fait appel à des maîtres éminents, parmi lesquels figurent des professeurs réputés de notre pays. L'enseignement du français prédomine à la faculté de droit et à celle des Lettres. Nos conférenciers, notamment M. André Le Breton, ont attiré au Caire un public aussi fidèle et aussi enthousiaste qu'à Paris.

* * *

Tel est le bilan des efforts français en Égypte, et des services rendus par cette dernière à notre pays. La France a trouvé, sur la terre des Pharaons, un milieu tout préparé pour la comprendre. Les résultats d'une telle collaboration n'ont été possibles que grâce à l'intelligence d'une population accessible aux idées de progrès, grâce au travail du fellah, ce merveilleux artisan de production agricole, grâce enfin à l'appui éclairé des souverains de la dynastie de Mohamed Ali, dont le descendant dirige actuellement le mouvement intellectuel et artistique de son pays. Si l'Égypte a retiré quelque profit du travail français, nos compatriotes, de leur côté, n'ont jamais eu qu'à se louer de l'hospitalité égyptienne, depuis que le bon roi saint Louis recevait de ses ennemis, au dire de Joinville, un accueil si plein d'égards dans sa prison de Mansourah.

L'Égypte a su être reconnaissante à la France de ce que la France avait fait pour elle. Nous avons toujours trouvé auprès d'elle un appui fidèle. Elle est une de nos meilleures clientes. C'est pourquoi nous saluerons avec joie l'arrivée de Fouad Ier, souverain éclairé, protecteur des lettres et des arts, ami de la France et pénétré de sa culture. Puissent ces quelques lignes contribuer à fortifier les sentiments d'affection de nos deux pays!

René La Bruyère.

QUESTIONS SCIENTIFIQUES

LE CENTENAIRE DE MARCELIN BERTHELOT ET LA MAISON DE LA CHIMIE

Notre epoque doit à l'essor prodigieux des sciences expérimentales à partir du XIXe siècle le privilège des centenaires scientifiques. On célèbre découvertes et inventions, on commémore la venue au monde ou la disparition des plus illustres novateurs. Hier : Gay-Lussac, Avogadro, Davy, Volta, Watt, Fresnel, Gerhardt, Pasteur, Ampère, Sadi-Carnot, Chevreul, Cannizzaro, Laplace ; aujourd'hui : Berthelot ; demain : Dumas, Berzélius, Faraday, Robert Mayer... ; plus tard : Kékulé, Wurtz, Clausius, Sainte-Claire Deville, Darwin, Maxwell, Claude Bernard, Kelvin, Baeyer, Fischer, Henri Poincaré, Becquerel, Rayleigh, Curie, Ramsay... Ainsi s'échelonneront, tout le long d'une période éblouissante, les grandes dates et les grands noms, tels des phares puissants jalonnant la marche de l'humanité sur les routes du progrès dans la connaissance du mystère de l'univers et l'asservissement des forces naturelles.

Parmi tous les savants de génie dont le labeur a fécondé la seconde moitié du XIXe siècle, deux surtout ont vu leur popularité, dominant le milieu restreint des corps scientifiques et des Académies, se répandre largement dans la société contemporaine tout entière. Ces deux hommes sont deux Français, et deux chimistes, Louis Pasteur et Marcelin Berthelot. Un hommage mondial d'unanime reconnaissance a acccueilli les découvertes de Pasteur, dont les conséquences immédiates ont modifié si profondément l'art de prévenir et guérir la maladie. Qui

oserait se montrer ingrat envers celui qui a tant fait reculer la mort ?

L'admiration pour Berthelot, plus réfléchie et, si l'on ose dire, plus désintéressée, s'impose moins à la masse : elle ne se rencontrera que chez des esprits d'une culture déjà avancée. C'est que la portée de ses travaux apparaît comme étant d'ordre plutôt philosophique qu'immédiatement pratique.

Immense est l'œuvre, en profondeur comme en étendue : pur reflet d'une existence toute de travail, de lumière et d'harmonie. Elle révèle un des cerveaux les plus puissants et les mieux équilibrés qui furent jamais, un de ces grands investigateurs qui savent, au besoin, examiner les choses d'aussi près que d'ordinaire ils les voient de haut et de loin.

LA SYNTHÈSE CHIMIQUE

Déjà, dès la vingtième année, le philosophe, chez Berthelot, « avait inspiré et guidé le chimiste. » Ses longues conversations avec Renan, où ces deux hommes supérieurs agitaient « les éternels problèmes qui tourmentent l'esprit humain », lui avaient fait apparaître comme une certitude « l'unité des forces de la nature ». De cette conception, aussi simple que hardie, est née la *Synthèse chimique*.

Lavoisier, le fondateur de la Chimie moderne, et ses émules, par l'analyse des corps qui nous entourent, avaient reconnu, non sans surprise, une différence essentielle entre les matières minérales, comme la pierre et le sable, et les substances, comme la graisse ou le sucre, propres aux êtres vivants, animaux ou végétaux. Tandis qu'on rencontrait dans les corps minéraux près de quatre-vingts éléments, irréductibles les uns aux autres, comme l'oxygène, le soufre, le chlore, le fer, le cuivre, les matières spéciales aux êtres vivants, malgré l'extrême variété de leurs apparences, se révélaient toujours comme composées essentiellement des mêmes quatre corps simples : trois gaz, les plus répandus de tous, éléments constitutifs de l'air et de l'eau, l'oxygène, l'hydrogène et l'azote, et un corps solide, le carbone, élément principal du bois, de la houille et de tous nos combustibles.

Un tel contraste ne manifestait-il qu'un écart dans le degré de complexité ? Ne tenait-il pas plutôt à une dissemblance de

nature ? Pour répondre à cette question, Lavoisier et ses continuateurs tentèrent de reproduire les corps composés en partant de leurs éléments. Ils y réussirent sans peine pour les composés minéraux, mais l'épreuve échoua toujours pour les nombreux composés organiques qui prennent continuellement naissance sous nos yeux. Sucres, amidon, corps gras, acides, comme l'acide tartrique et l'acide citrique, substances plus complexes, telles que les albuminoïdes, provenaient exclusivement du travail des cellules vivantes, et ces matières pouvaient d'ailleurs, soit par de nouvelles actions vitales, comme les fermentations, soit sous l'influence des agents chimiques, subir de multiples transformations et donner ainsi naissance à une multitude de corps nouveaux. On en conclut que leur origine était nécessairement liée à la vie, et que l'intervention d'une force spéciale, qu'on appela *force vitale*, était la condition inéluctable de leur élaboration.

Un mur jugé infranchissable, et devant lequel se brisaient les efforts des chimistes, séparait ainsi la Chimie de la vie et la Chimie des matières minérales.

Pourtant, le chimiste allemand Woëhler, dès 1828, avait produit l'urée, principe couramment répandu dans le règne animal, par transformation d'une substance purement minérale, le cyanate d'ammoniaque, et, quelque temps après, Kolbe, en 1843, avait obtenu, en dehors de toute action vitale, par une série de réactions chimiques compliquées, l'acide acétique (acide de vinaigre), en tout semblable à celui qui résulte de l'oxydation de l'alcool ordinaire.

Le domaine des composés organiques n'était donc pas absolument inaccessible. Mais on objectait que l'urée, l'acide acétique lui-même, n'étaient que des produits de destruction des véritables matières organiques, à la manière de l'ammoniaque, du gaz carbonique. Leur synthèse ne tranchait donc pas la question, et d'ailleurs ces exceptions, à supposer qu'elles fussent valables, étaient trop peu nombreuses pour ébranler sérieusement la barrière.

Les idées régnantes sur la synthèse chimique demeuraient donc intactes. On continuait à professer que la chimie minérale est absolument distincte de la chimie organique. On pensait qu'une force mystérieuse présidait souverainement à la formation des principes organiques, et Charles Gerhardt

n'hésitait pas, dans ses célèbres leçons professées à l'Université de Montpellier, à déclarer « que le chimiste fait tout l'opposé de la nature vivante ; qu'il brûle, détruit, opère par analyse ; que la force vitale seule opère par synthèse ; qu'elle reconstruit l'édifice abattu par les forces chimiques. La plupart des esprits étaient portés à regarder comme chimérique tout espoir d'édifier artificiellement les substances organiques au moyen des corps simples qui les constituent.

Toutefois, les fissures n'en subsistaient pas moins dans la muraille, témoignant qu'elle n'était pas inébranlable. Les travaux de Berthelot (de 1853 à 1870) allaient la renverser.

Avec cette profondeur de vues qui caractérisait son intelligence si pénétrante, Berthelot comprit que cette distinction radicale qu'on essayait d'établir entre la chimie de la matière vivante et celle de la nature morte reposait sur un malentendu : « En proclamant, — écrivait-il plus tard, — notre impuissance absolue dans la production des matières organiques, deux choses avaient été confondues : la formation des substances chimiques, dont l'assemblage constitue les êtres organisés, et la formation des organes eux-mêmes. Ce dernier problème n'est point du domaine de la chimie. Jamais le chimiste ne prétendra former, dans son laboratoire, une feuille, un fruit, un muscle, un organe. Mais ce que la chimie ne peut faire dans l'ordre de l'organisation, elle peut l'entreprendre dans la fabrication des substances renfermées dans les êtres vivants. Cette formation même et l'explication des métamorphoses pondérales que la matière éprouve dans les êtres vivants constituent un champ assez vaste, assez beau : la synthèse chimique doit le revendiquer tout entier. »

L'idée directrice de Berthelot est clairement traduite par cette sorte de profession de foi, qui, « débordant le cadre de la chimie, entre en plein domaine philosophique ». Toutes les découvertes du chimiste devaient apporter aux prévisions du philosophe une éclatante confirmation.

Avant Berthelot, les hydrocarbures (carbures d'hydrogène) étaient tous d'origine organique. Le méthane, ce gaz inflammable que dégage la putréfaction des matières végétales dans la vase des marais, était préparé au laboratoire à partir de l'acide acétique ; l'éthylène provenait de la déshydratation de l'alcool ordinaire ; le benzène s'obtenait par action d'une température

élevée sur l'acide benzoïque (acide du benjoin) ou sur la matière organique complexe qu'est la houille ; quant à l'acétylène, d'ailleurs presque inconnu, il n'était engendré que par des réactions irrégulières.

Le premier pas, combiner l'inerte carbone au plus léger des gaz, l'hydrogène, était le plus difficile. Cette union directe, considérée jusque-là comme impossible, Berthelot la réalisa en faisant passer l'hydrogène autour des charbons de l'arc voltaïque : il retrouva ainsi cet acétylène qu'avait entrevu Davy en 1833. Berthelot en fit la substance-mère de tous les hydrocarbures. Chauffé avec de l'hydrogène, l'acétylène fournit successivement de l'éthylène, puis de l'éthane, et, à température plus haute, du méthane. Chauffé seul, lentement, au rouge sombre, il se condense avec forte contraction du volume, et, après refroidissement, on trouve un liquide formé surtout de benzène, avec de faibles proportions de styrolène, de naphtalène, d'anthracène : réaction magnifique qui fournit à Berthelot, simultanément, à partir de l'acétylène synthétique, quatre hydrocarbures d'une grande importance.

Ce résultat fut obtenu avec quelques centimètres cubes d'acétylène enfermés sur le mercure dans une cloche courbe, et il fallut toute l'habileté expérimentale du maître pour arriver, dans ces conditions, à discerner la vraie nature de la réaction. « Quand j'étais son préparateur au Collège de France, — rapporte son brillant disciple, devenu lui-même un grand maître, Paul Sabatier, — je l'ai vu répéter cette expérience dans son cours, et, dans la goutte de liquide qui s'était condensée au sommet de la colonne de mercure, mettre en évidence, sans aucun doute possible, le benzène, le styrolène, et même le naphtalène ». La réaction a d'ailleurs été, depuis lors, réalisée en grand, quand le carbure de calcium de Moissan a permis de préparer facilement l'acétylène, et elle a conduit très exactement aux résultats qu'avait indiqués Berthelot quarante ans auparavant.

Cependant les synthèses, toutes fondamentales, se succédaient sans interruption. L'une des plus retentissantes fut celle de l'alcool ordinaire (esprit de vin) qu'on ne pouvait jusqu'alors se procurer qu'en faisant fermenter des liquides sucrés. Dans cette fabrication, la « force vitale » intervenait à deux reprises : d'abord pour produire la matière sucrée (glucose ou

lévulose dans les tissus des végétaux vivants), et ensuite pour la dédoubler, sous l'action de la levure de bière vivante, en alcool et gaz carbonique.

Berthelot, partant d'un des hydrocarbures qu'il avait préparés par synthèse, l'éthylène, l'agita longtemps avec de l'acide sulfurique : ce gaz fut ainsi absorbé, et le liquide obtenu, distillé avec de l'eau, fournit de l'alcool absolument identique à l'alcool de fermentation.

Non moins importants furent les résultats donnés par le méthane, que Berthelot, outre l'hydrogénation de l'acétylène mentionnée plus haut, avait obtenu synthétiquement, soit par l'action de la chaleur rouge sur l'éthylène, soit par celle de l'hydrogène sulfuré sur le sulfure de carbone en présence de cuivre. Traité par le chlore, le méthane se change en chlorure de méthyle, et celui-ci, chauffé avec de la potasse, donne l'alcool méthylique, ne différant en rien de celui que fournit la distillation sèche du bois (esprit de bois).

Un acide naturel, abondamment répandu dans le règne végétal, l'acide oxalique (acide de l'oseille), est également préparé par Berthelot en oxydant, par le permanganate, l'acétylène. Et c'est encore en partant de l'acétylène, cette fois par oxydation et hydratation simultanées, que Berthelot reproduit l'acide du vinaigre.

Voici maintenant Berthelot, dans une série parallèle, réalisant par la combinaison de l'eau, sous l'influence des alcalis à chaud, avec ce gaz délétère qu'est l'oxyde de carbone, la synthèse, non moins féconde, de l'acide formique, identique à celui que sécrètent les fourmis rouges, et jetant ainsi, d'un « geste de géant », un nouveau pont entre la chimie minérale et la chimie organique. Un pont de même taille sera jeté plus tard par Moissan, qui obtiendra pareillement l'acide formique en combinant le gaz carbonique à l'hydrure de potassium. La calcination des sels de l'acide formique fournit à Berthelot le méthane, qui se trouvait ainsi préparé par une nouvelle voie synthétique entièrement différente de la première.

Voici encore la combinaison de l'acétylène avec l'azote dans l'arc électrique, qui donne l'acide cyanhydrique.

Arrêtons là cette énumération, nous n'en finirions pas, et résumons. Partant des éléments libres eux-mêmes, Berthelot les avait combinés entre eux à l'aide des seules forces physiques,

chaleur et électricité, créant ainsi de toutes pièces les composés organiques fondamentaux qui serviraient à préparer tous les autres.

Ces synthèses intégrales ramenaient l'attention sur les premières reproductions, celles des corps gras, qu'avait opérées Berthelot avec des matériaux extraits des êtres vivants et non en partant des éléments, synthèses qui pour cette raison n'étaient encore que partielles. On savait, depuis les travaux de Chevreul, remontant à 1823, que les corps gras ne sont autres que les combinaisons formées par la glycérine avec les acides dits *gras*, et principalement les acides stéarique, palmitique, oléique. Berthelot montra qu'il suffit de chauffer ensemble ces acides et la glycérine pour obtenir artificiellement la stéarine, la margarine, l'oléine, matières dont les mélanges en proportions diverses constituent les graisses des animaux et les huiles végétales. Dans la suite, la synthèse totale de la glycérine, due à Friedel et Silva, et, ultérieurement, celle des acides gras, réalisée selon les méthodes classiques de la chimie organique, rendirent elles-mêmes totales les synthèses des corps gras effectuées par Berthelot. Et il en fut plus tard de même pour d'autres synthèses, comme celle du camphre, reproduit par Berthelot à partir de l'essence de térébenthine.

Cependant il restait tout un domaine de la synthèse, celui des corps actifs sur la lumière polarisée, dont ils font tourner le plan à droite ou à gauche (pouvoir rotatoire), que l'on pouvait croire à jamais fermé au chimiste. Aux yeux de Pasteur, dont les découvertes relatives à ces substances ont fondé la stéréochimie, l'activité optique était l'apanage exclusif des composés d'origine vitale. Mais la synthèse devait la créer à son tour en réalisant l'association, dite racémique, du corps dextrogyre et du corps lévogyre en quantités égales. C'est un élève éminent de Berthelot, Jungfleisch, son successeur à la chaire de chimie organique de l'École de Pharmacie, puis à celle du Collège de France, qui, partant de l'éthylène synthétique transformé en acide succinique, obtint l'acide tartrique, soit sous forme inactive indédoublable, soit sous forme racémique, qu'il dédoubla, sans aucune intervention vitale, en ses constituants actifs, prouvant ainsi que les corps doués du pouvoir rotatoire peuvent être préparés indépendamment de toute action physiologique.

Ces géniales reconstitutions produisirent un véritable bouleversement dans la science. En ruinant définitivement le préjugé de la force vitale, en faisant sauter la barrière qui séparait jadis la chimie minérale de la chimie organique, elles ouvraient à la chimie des horizons sans limite.

Comme l'écrivait Berthelot en terminant son beau livre sur la *Synthèse chimique* (*1876*), « nous pouvons prétendre, sans sortir du cercle des espérances légitimes, à concevoir les types généraux de toutes les substances possibles et à les réaliser; nous pouvons, dis-je, prétendre à former de nouveau toutes les matières qui se sont développées depuis l'origine des choses, à les former dans les mêmes conditions et en vertu des mêmes lois que la nature fait concourir à leur formation ». Et il put dire ailleurs, comme conclusion de ses recherches, que « le domaine où la synthèse chimique exerce sa puissance créatrice est plus grand que celui de la nature actuellement réalisé ».

Sur la grande voie nouvelle frayée par Berthelot se sont engagés, à sa suite, les chimistes de tous les pays. Et grâce, par ailleurs, au perfectionnement ininterrompu de cet admirable instrument de travail, de ce guide sûr pour la recherche, qu'est la théorie atomique, la synthèse chimique n'a pas cessé, depuis un demi-siècle, d'enrichir la science et d'étonner le monde par l'infinie variété des découvertes. La synthèse des corps sucrés a suivi celle des corps gras, et la synthèse de la classe des composés organiques les plus difficiles à reproduire, les albuminoïdes, est dans un état d'avancement qui fait augurer pour un proche avenir une nouvelle et définitive conquête. Par ailleurs, c'est par dizaines de milliers qu'il faut compter aujourd'hui les substances nouvelles, semblables ou supérieures aux produits naturels, que la synthèse chimique tire pour ainsi dire du néant chaque année, et qui servent à améliorer la condition humaine : par-dessus tout, cette série sans fin d'analgésiques, d'anesthésiques, d'hypnotiques, d'antithermiques, d'antiseptiques, de spécifiques de toutes sortes, gloire de la pharmacopée nouvelle, armes de plus en plus puissantes contre la maladie, la souffrance et la mort.

De puissantes industries sont fondées sur ces découvertes, d'innombrables brevets sont pris dans tous les pays sur de nouveaux composés fabriqués synthétiquement et que la nature n'a jamais créés. Et l'on peut hardiment conclure, si l'on songe

au nombre immense de synthèses organiques qui ont suivi les synthèses fondamentales de Berthelot, à la possibilité pour le chimiste de réaliser toute synthèse théoriquement possible.

Que réserve encore à l'homme la synthèse chimique? Nos arrière-neveux se nourriront-ils de tablettes de produits chimiques, plus sapides et plus digestives que nos aliments actuels? Quoi qu'il puisse advenir de cette « prophétie un peu aventureuse » de Berthelot, la synthèse chimique n'a heureusement nul besoin de succès aussi étranges pour constituer un des plus magnifiques et des plus utiles monuments qu'ait édifiés l'intelligence humaine.

Ajouterons-nous, avant de quitter le sujet, que seul un homme possédant tout un ensemble de dons exceptionnels était capable de fonder la synthèse chimique? Laissons encore ici la parole à Paul Sabatier : « Expérimentateur d'une habileté prodigieuse, qui a fait l'admiration de ses élèves, observateur d'une sûreté impeccable, Marcelin Berthelot possédait au plus haut degré cette divination à peu près infaillible du sens réel des réactions chimiques et de la vraie nature des produits qu'elles fournissent, ce sens qu'on peut appeler le génie du chimiste. »

L'unité des forces qui agissent dans la nature minérale et chez les êtres vivants fut la première grande conception scientifique du maître. A défaut d'autres titres à l'admiration des hommes, la synthèse chimique assurerait l'immortalité au nom de Berthelot.

LA MÉCANIQUE CHIMIQUE

Au cours des expériences qui aboutirent à la belle synthèse de l'acide formique par l'union de l'oxyde de carbone avec l'eau sous l'action des alcalis, Berthelot fut amené à constater que cet acide, composé *endothermique*, comme il dira plus tard, absorbe de la chaleur en se formant, tandis qu'il en dégage en se décomposant. Ce fut le point de départ (1864) de la seconde de ses grandes conceptions scientifiques, la *Mécanique chimique fondée sur la Thermochimie*.

Longtemps avant Berthelot, la thermochimie s'était illustrée des noms de Lavoisier et de Laplace, et, plus près de lui, Fabre et Silbermann avaient déterminé nombre de données numé-

riques. Mais c'est Berthelot qui, le premier, en même temps que le Danois Thomsen, eut l'idée de mesurer les affinités par la chaleur libérée ou absorbée au moment des transformations. Ainsi seraient évaluées les énergies chimiques au moyen des mêmes unités que les énergies physiques et mécaniques, progrès capital qui soumettrait la chimie à la férule de l'énergétique et de ses lois inexorables : indestructibilité de la matière à travers toutes ses métamorphoses, proclamée par Lavoisier; indestructibilité de l'énergie dans toutes ses transformations, démontrée par Carnot, Mayer, Joule.

Berthelot poursuivit pendant plus de quarante années ses expériences thermochimiques. Il créa ou renouvela toutes les méthodes, constitua les appareils (dont la fameuse *bombe calorimétrique*, universellement répandue dans les laboratoires scientifiques et industriels) et formula les lois générales. Il publia plusieurs milliers de déterminations numériques, mine inépuisable de renseignements pour les calculs des physiciens, des chimistes, des physiologistes et des ingénieurs.

Par une extension aussi simple que saisissante, il montra que les lois de l'équilibre chimique sont analogues à celles de l'équilibre mécanique. Comme la pierre qui roule tend à descendre toujours plus bas et à épuiser toute son énergie gravifique, de même toute réaction chimique tend vers la formation du système de corps qui dégage le plus de chaleur et dont, par suite, l'énergie utilisable est devenue la plus petite. Tel est le célèbre *principe du travail maximum*. S'il fut établi, par la suite, que cette règle, sous son énoncé primitif, est souvent en défaut, il n'est pas contestable qu'elle n'ait été et ne soit encore un guide pratique très précieux pour la prévision des réactions chimiques.

Une des conséquences les plus importantes de ces recherches fut d'élever l'étude empirique des matières explosives à la hauteur d'une science rigoureuse, fondée sur l'évaluation exacte de leur énergie, et de conduire à la découverte de poudres nouvelles, prévues par le calcul avant d'être réalisées dans le laboratoire et l'usine.

Tous les artilleurs se servaient encore, à ce moment, de la vieille poudre noire, dont l'emploi, mais non la formule, avait été perfectionné par l'expérience des siècles. L'attention de Berthelot fut appelée sur ces problèmes au cours du siège de

Paris, en 1870, alors qu'il présidait le Comité scientifique de Défense nationale. Il leur appliqua les méthodes précises de la Thermochimie, et, dès 1873, il annonçait que la théorie permettait de prévoir des poudres deux fois aussi puissantes que la poudre noire.

Peu soucieux de l'attitude des techniciens militaires qui se récriaient, Berthelot, nommé président de la Commission des substances explosives, entreprit une série d'expériences qui vérifièrent ses vues d'une manière éclatante. En collaboration avec Vieille, il mesura la vitesse de propagation des phénomènes explosifs, au moyen d'appareils qui permettaient d'évaluer le dix-millième de seconde, et il découvrit un mode de propagation par *onde explosive* totalement insoupçonné jusqu'alors et où les vitesses d'explosion atteignent des milliers de mètres à la seconde. Le couronnement de ces recherches fut l'invention, par Vieille, en 1884, de la poudre sans fumée : preuve irrécusable de la justesse des prévisions, et qui assura durant plusieurs années une supériorité indéniable à l'armement français. Non seulement tout l'art de la guerre se trouva renouvelé par les découvertes de Berthelot et de Vieille, auxquelles il convient de rattacher celles de Mallard et Le Chatelier datant de la même époque, mais leurs applications rendirent d'importants services aux industries minières et aux grands travaux publics.

En dehors de la Thermochimie, Berthelot s'est efforcé, par d'autres voies, d'approfondir le mécanisme intime des réactions chimiques. C'est ainsi qu'il poursuivit longtemps (1856-1862), avec son ami Péan de Saint-Gilles, sur la formation des éthers et leur destruction par l'eau, des travaux délicats, qui prirent dès l'origine un caractère de grande généralité. Ils ont introduit dans la science une notion absolument nouvelle, la notion des *réactions limitées*, des *équilibres chimiques*, et ils ont mis en évidence le *rôle du temps* dans une foule de réactions. La netteté des résultats permit à Berthelot de conclure que la quantité d'éther formé dans un temps donné est proportionnelle au produit des masses des corps en conflit qui restent libres dans le mélange. Cette loi régissant l'éthérification des alcools, que Berthelot traduisit en formule mathématique, fut généralisée peu après par les Norvégiens Guldberg et Waage; elle est devenue la loi dite *loi d'action de masse*.

Vers la même époque (1857), Henri Sainte-Claire Deville étudiant, en chimie minérale, la marche des réactions de décomposition par l'élévation de la température, découvrait le phénomène capital de la *dissociation*, phénomène d'équilibre, analogue au précédent, entre les molécules intactes et celles qui résultent de leur décomposition, dont les travaux de Debray, Lemoine, Van't Hoff, Le Chatelier, etc... donnèrent une connaissance approfondie. Ces études ont conduit à la constitution, sous le nom de *chimie-physique*, d'une branche nouvelle de la science qui a pris durant ces derniers temps un grand développement dans l'ordre théorique et dans le domaine des applications.

L'ŒUVRE PHYSIOLOGIQUE

Berthelot prêta toujours une attention particulière aux phénomènes de la vie. Là aussi, il parvint à ramener aux lois ordinaires de la physique et de la chimie des faits auparavant mystérieux. Il montra que les êtres inférieurs qui se développent dans les fermentations n'agissent pas par leur activité vitale, mais par les substances qu'ils sécrètent (diastases); c'est ainsi qu'il découvrit que la transformation du saccharose dextrogyre (sucre ordinaire) en un mélange lévogyre de glucose et de lévulose à parties égales (inversion du saccharose) était due à un produit de sécrétion de la levure de bière, qu'il nomma *invertine* (sucrase). On a dans la suite mis en évidence des matières semblables dans d'autres fermentations, comme la fermentation putride et la fermentation alcoolique, et cette vue pénétrante trouve une application constante dans les recherches modernes sur les toxines issues des microbes et sur les antitoxines destinées à combattre les maladies infectieuses.

La même étude conduisit Berthelot à rattacher les faits diastasiques aux actions *catalytiques*. Sa conclusion fut celle qu'on admet généralement aujourd'hui : les changements continus provoqués par de faibles traces d'une certaine substance, agissant sur une autre substance pour accélérer une réaction particulière, sont dus à la formation de composés intermédiaires, très instables, qui sont les véritables agents de la réaction catalytique. Ces produits intermédiaires se forment continuellement aux dépens de la substance décomposable et

du catalyseur, puis se détruisent en ramenant le catalyseur à l'état primitif. L'interprétation, si neuve quand elle fut émise par Berthelot, a trouvé depuis de nombreuses vérifications dans les directions les plus diverses.

L'étude des diastases ne fut d'ailleurs, comme ses expériences sur la chaleur animale, qu'un épisode dans l'œuvre biologique de Berthelot. Les conséquences de toutes ces découvertes devaient fatalement l'amener à examiner les questions de physiologie générale, et, par suite, celles qui intéressent l'agriculture, cette « antique mère nourricière du genre humain ». Il s'attacha beaucoup à ces dernières questions à partir de 1875. Il fonda à Meudon un laboratoire botanique, où il poursuivit l'étude des agents naturels, et particulièrement de l'électricité, sur la végétation.

Le problème essentiel de l'alimentation azotée des plantes reçut de ses recherches une solution aussi importante qu'inattendue. Depuis un petit nombre d'années l'emploi des engrais azotés (nitrates et sels ammoniacaux) avait amené de profondes transformations dans l'agriculture et augmenté le rendement des récoltes. Mais la vieille pratique agricole des jachères montre que l'emploi de ces engrais n'est pas indispensable pour rendre au sol épuisé sa fertilité primitive : il suffit de l'abandonner à lui-même pendant un certain temps pour qu'il se régénère peu à peu. On ignorait tout du mécanisme de cette régénération.

A l'époque où Berthelot commença ses recherches de chimie agricole, les agronomes et les chimistes n'admettaient pas, malgré les efforts de Georges Ville et de quelques autres savants, la fixation directe de l'azote atmosphérique par le sol ou les végétaux. Berthelot se demanda en premier lieu si leur opinion était fondée. Il constata d'abord, expérimentalement, que le sol nu ou le sol recouvert de végétaux a la propriété de fixer l'azote libre de l'atmosphère. Des expériences conduites méthodiquement, soumises à des contrôles multipliés, lui permirent ensuite de pénétrer le processus de cette fixation.

Il avait observé antérieurement, dans des essais de laboratoire, que, sous l'action de l'effluve électrique, certains composés organiques absorbent et fixent l'azote. Cette observation le conduisit à rechercher si l'électricité silencieuse ne fixerait pas l'azote sur les principes immédiats des plantes.

Après de nombreuses tentatives, il parvint à constater, en 1890, que l'azote est absorbé par les plantes en végétation au sein d'une atmosphère close et placées dans un champ électrique, c'est-à-dire placées dans des conditions comparables à celles où s'exerce d'ordinaire l'action de l'électricité atmosphérique sur les végétaux.

En même temps, il cherchait dans d'autres directions, et il envisageait, notamment, les réactions qui se développent dans l'atmosphère.

Il était établi, depuis Cavendish, que les actions électriques, exercées sous des formes diverses, provoquent la combinaison directe de l'oxygène et de l'azote atmosphériques, en formant les composés oxygénés de l'azote; ceux-ci sont susceptibles d'être introduits par l'eau dans le sol. On savait aussi que les combustions vives déterminent la même combinaison. Ainsi engendrés, les composés oxygénés de l'azote paraissent, *a priori*, pouvoir apporter à la végétation des quantités importantes d'azote assimilable. Cependant, ayant voulu se rendre compte de ces quantités, Berthelot constata que, si l'on évalue largement l'effet possible de l'électricité atmosphérique, si même on y ajoute celui de la combustion du charbon dans le monde entier, on trouve que le poids total est très éloigné de répondre aux quantités énormes fixées par la végétation. Il crut dès lors devoir prendre le sol lui-même comme objet de ses études.

En 1884 et 1885, il put établir que l'azote de l'air se fixe, dans des conditions diverses, sur les terres les plus variées de nature et d'origine. On avait placé sur le sol ou sur le haut d'une tour, soit à l'air libre, soit dans des flacons bouchés, des échantillons de terre, sable jaune, argile, kaolin, terre de jardin, etc., dans lesquels on avait dosé au préalable l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote nitrique. Après plusieurs mois, l'analyse des mêmes échantillons dénonçait toujours une augmentation de l'azote total, augmentation constamment supérieure à celle qui aurait pu provenir d'un apport atmosphérique par les eaux de pluie, les poussières, etc... D'autre part, des expériences identiques, conduites simultanément, avec les mêmes terres préalablement stérilisées sous l'action d'une température de cent degrés, ne donnaient à l'analyse aucune augmentation du poids de l'azote. La conclusion s'imposait : « Les terres s'enrichissaient ainsi en azote,

aux dépens de l'atmosphère, par l'intervention des micro-organismes qu'elles contiennent en plus ou moins grande abondance. » C'était là une découverte capitale pour l'agriculture. Elle révélait une des plus actives parmi les causes de la fertilité du sol cultivé.

Après avoir été combattus, les résultats de Berthelot ont été définitivement confirmés, et considérablement développés, par les travaux de Schloesing, de Winogradski, de Hellriegel et Wilfart. Qu'il suffise de rappeler la symbiose, découverte par ces derniers auteurs (1888), entre certains micro-organismes dans le sol et les racines des légumineuses (trèfle, luzerne, etc.), symbiose qui aboutit à une fixation d'azote atmosphérique par cette famille de végétaux qualifiés depuis longtemps de plantes améliorantes, d'où la vieille pratique des assolements.

Berthelot étudia aussi les effets chimiques de la lumière sur la végétation, problème d'une importance fondamentale pour la théorie de l'emmagasinement de l'énergie solaire à la surface du globe par les plantes et les animaux vivants, aussi bien que par les végétaux fossiles d'où proviennent la houille et les combustibles analogues. Dans la plupart de ses nombreuses expériences, Berthelot observa que l'action chimique des radiations lumineuses est analogue à celle de la chaleur, mais elle se produit à une température plus basse, où prennent naissance des composés qui seraient détruits à des températures plus élevées. Ces études furent reprises après la mort de leur auteur par son fils Daniel Berthelot, qui les poursuivit avec un grand succès, en collaboration avec Gaudechon.

D'autres travaux, moins brillants peut-être, mais d'un haut intérêt cependant pour la physiologie végétale et l'agronomie, furent exécutés par Berthelot, avec la collaboration de Gustave André (1883-1896). Visant à connaître l'allure générale de la vie végétale, ils ont fourni, en quelque sorte, l'équation chimique pondérale d'une plante annuelle pendant son évolution, depuis la mise en terre de la semence initiale jusqu'au moment où la semence finale est reproduite par le végétal arrivé au terme de son développement.

C'était la première fois, au moins dans cette mesure, que l'on étudiait la végétation dans son ensemble, au point de vue chimique, à l'aide de déterminations précises, portant sur la totalité des poids relatifs des principes multiples de la plante.

Les données recueillies ont été précieuses pour la pratique agricole.

CHIMIE ANTIQUE ET ALCHIMIE

L'œuvre de Berthelot est inépuisable : je dois me borner. Il est cependant encore, dans son œuvre chimique, des travaux d'un ordre particulier, qu'on ne saurait négliger.

La tournure philosophique de son esprit devait, en effet, lui inspirer le désir d'approfondir les origines de la chimie, origines restées jusqu'alors fort obscures. Joignant une culture littéraire exceptionnelle à la plus large instruction technique, il disposait de moyens incomparables pour poursuivre avec fruit des recherches sur les faits et les idées chimiques de l'antiquité.

La nature des débris laissés par les civilisations égyptiennes lui avait fait penser qu'elles ont comporté des connaissances de chimie pratique déjà développées, où des conceptions rationnelles se mêlaient avec le surnaturel, auquel l'alchimie a, jusqu'au XVIIIe siècle, accordé un rôle prépondérant. « L'alchimie, disaient les adeptes, est la doctrine sacrée révélée par Hermès à ses prêtres. » Berthelot s'attacha avant tout à discerner la part du rationalisme dans le mysticisme, d'origine orientale et gnostique, qui formait le fond des doctrines chimiques les plus anciennes qui soient parvenues jusqu'à nous. Il étudia les manuscrits grecs relatifs à la chimie de l'antiquité, conservés dans quelques grandes collections européennes, mais restés jusqu'alors inédits. Il traduisit les plus importants, depuis le papyrus de Leyde, qui date du IIIe siècle, jusqu'au manuscrit de Saint-Marc de Venise, écrit au Xe siècle. Il vérifia la concordance des renseignements fournis par les papyrus trouvés dans les tombeaux de Thèbes et par les manuscrits des bibliothèques, dont les textes semblent d'ailleurs avoir été composés à une même époque. Il put reconnaître par quelle filiation les systèmes des Grecs sur la matière et sur la nature sont venus jusqu'aux temps modernes : ils étaient adoptés en Égypte vers les débuts de l'ère chrétienne, ils furent ensuite acceptés par les Arabes et par les savants du moyen âge, et appliqués à une pratique industrielle constamment perfectionnée. Ces systèmes étaient fondés sur l'idée de l'unité de la matière, qui conduisit les alchimistes à poursuivre la transmu-

tation des métaux. Il est remarquable que l'hypothèse antique de l'unité de la matière, plus ou moins éclipsée par la découverte de corps simples irréductibles les uns aux autres, ait retrouvé tant de faveur auprès d'illustres chimistes du XVIIIe et du XIXe siècle et soit même devenue de nos jours une réalité.

Berthelot a exposé ces résultats dans une série d'ouvrages qui apportent une contribution importante à l'histoire des sciences. Il a publié successivement *les Origines de l'alchimie*, *la Collection des alchimistes grecs*, en collaboration avec Ruelle, et *l'Introduction à la Chimie des Anciens et du Moyen Age*. Étendant ensuite ses études à des époques plus reculées, il a fait paraître, avec un *Essai sur la transmission de la Science antique*, les textes jusqu'alors inédits sur *l'Alchimie syriaque*, en collaboration avec Rubens Duval, et sur *l'Alchimie arabe*, en collaboration avec Houdas.

Enfin, dans un ouvrage intitulé la *Révolution chimique*, Berthelot exposa comment les recettes et doctrines chimiques ainsi transmises, presque immuables, à travers les âges, se sont tout à coup transformées, à la fin du XVIIIe siècle, avec Lavoisier, en une science positive et expérimentale d'une merveilleuse fécondité.

LES SCIENCES ET LA CULTURE CLASSIQUE

Les branches les plus diverses du savoir humain ont été tour à tour abordées par l'intelligence encyclopédique de Berthelot. En 1901, dans une réunion à laquelle assistaient des savants éminents, venus de tous les pays du monde pour féliciter Berthelot à l'occassion du cinquantième anniversaire de sa première publication, Fouqué, parlant comme président de l'Académie des Sciences, put lui dire, au milieu de l'approbation universelle : « Le monde scientifique tout entier vous a classé parmi ses plus grandes illustrations. Chacun admire en vous la puissance du travail, l'esprit d'invention, la logique des idées, l'amplitude de la mémoire, l'habileté expérimentale, l'aptitude de passer d'une série de recherches à une autre série sans lien apparent avec la précédente. Toutes ces qualités éminentes réunies chez un seul homme lui assurent une personnalité sans rivale. »

A la même cérémonie, l'un des plus illustres chimistes de

l'Allemagne, Emil Fischer, lisant une adresse de l'Académie des Sciences de Berlin, put à son tour dire à Berthelot : « C'est ainsi que s'est établie dans la chimie une spécialisation profonde, qui aura peut-être pour résultat de séparer cette grande science en une série de branches distinctes. Le seul des chimistes qui ait réussi à triompher de ce pouvoir de désagrégation résultant des matériaux, c'est vous. Grâce à votre génie et à votre puissance de travail sans pareils, vous avez pu cultiver et enrichir tous les champs de la science : la chimie minérale et la synthèse organique, la chimie physique et la chimie biologique ont simultanément et également reçu les dons les plus riches de l'abondance inépuisable de vos observations et de la profondeur de votre esprit. »

Que pourrions-nous ajouter à des jugements aussi hautement qualifiés? Ce qui est vraiment prodigieux dans l'œuvre de Berthelot, c'est, outre la profondeur, l'infinie diversité des travaux. « Toute question, observe Raymond Poincaré, à peine germée dans son esprit, s'amplifiait, se ramifiait et portait des fruits imprévus. » Il n'y a pas de chapitre important de la science qu'il n'ait marqué de son empreinte et fécondé de ses découvertes. L'exposé de ses recherches compte plus de douze cents mémoires, publiés sans interruption de 1850 à 1907.

Si l'on cherche à analyser les raisons d'une aussi formidable production, il apparaît d'abord, de toute évidence, que les dons les plus rares lui avaient été libéralement dispensés par la nature. Mais, ces dons, comment, suivant quelle méthode avaient-ils été cultivés? Quel avait été le mécanisme de leur épanouissement? A quelle discipline fut soumise la formation intellectuelle de Berthelot?

« S'il a pu, affirme M. Henry Le Chatelier, aborder des domaines aussi différents, c'est grâce à la culture générale qu'il devait à une brillante éducation classique. On peut lui appliquer mot pour mot les réflexions qu'il faisait sur ce sujet à propos de Lavoisier : « Lavoisier, dit-il, obtint en 1760 le grand prix de discours français en rhétorique au concours général (1). C'est dire qu'il entra dans la vie avec la culture classique, qui ne fait certes pas les grands hommes, mais qui leur assure cette

(1) En 1846, Berthelot obtenait dans le même concours le prix d'honneur de philosophie.

forte éducation de l'esprit, cette pratique du travail et cette habitude d'écrire, si nécessaires à la poursuite méthodique de leurs travaux, comme à la propagation de leurs idées. Ainsi que beaucoup de savants, il commença par quelques essais littéraires : drames et sujets de prix proposés par des Académies de province. Il se fit recevoir avocat au Parlement en 1764. » Berthelot avait surtout cultivé les vers latins et les vers français; il lisait couramment le grec à livre ouvert et aimait à le faire savoir à ses interlocuteurs; il m'a donné l'occasion de le constater quelques semaines encore avant sa mort. Les grands savants doivent tous leurs succès à la formation générale de leur esprit, et aucunement aux connaissances scientifiques dont on a pu les saturer dans leur jeunesse; Lavoisier et Berthelot en sont deux exemples frappants. »

On ne saurait trop recommander de tels exemples, et de tels avis, à la méditation de ceux qui ont la responsabilité de l'éducation publique et de la préparation des élites, et, par là, dans une large mesure, la responsabilité de l'avenir même de la nation, directement lié à la mise en valeur du cerveau national.

Si maintenant, quelques mots pouvaient résumer cette longue étude, et lui donner une conclusion, nous dirions que les découvertes de Berthelot ont joué un rôle essentiel dans l'édification et le développement de la chimie moderne. La postérité placera son nom assez haut pour qu'il défie le temps. Mais quand même l'avenir lointain viendrait à l'effacer de la mémoire des hommes, « l'influence de son esprit sur la marche du progrès et des idées humaines ne périrait pas ».

LA MAISON DE LA CHIMIE

Le 5 mai 1927, les ministres ou anciens ministres de l'Intérieur, des Colonies, de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, du Travail, de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, des Travaux publics, de l'Hygiène et de l'Assistance publique, de la Guerre, de la Marine, entourés des présidents du Comité national de Chimie, de la Fédération nationale des Associations de Chimie, de l'Union nationale des Associations d'anciens élèves des Écoles de Chimie, du Syndicat national des Ingénieurs chimistes, de l'Association générale des Syn-

dicats pharmaceutiques de France, de l'Union des Syndicats médicaux de France, de la Fédération des Associations régionales, de la Confédération générale de la production française, de la Confédération nationale des Associations agricoles, de la Fédération nationale des Maires, de la Fédération nationale de la Presse, se trouvaient réunis dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, devant une assemblée de plusieurs milliers d'auditeurs de tous les pays : hommes de lettres, artistes, savants, juristes, diplomates, publicistes, soldats, agriculteurs, industriels, commerçants, étudiants, pour inaugurer en une séance solennelle, dans l'année du centenaire du grand chimiste Marcelin Berthelot, une souscription nationale pour la création à Paris d'une *Maison de la Chimie*.

Cérémonie grandiose, qui restera dans le souvenir de tous ceux qui eurent le privilège envié d'en être les témoins, où ne manqua, — mais quel vide et quelle tristesse ! — que le glorieux continuateur de l'œuvre paternelle, Daniel Berthelot, emporté peu auparavant par une mort brutale.

M. Painlevé, président du Comité, qui occupe lui-même une place éminente dans la science mondiale, rappela avec émotion l'hommage rendu dans ce même amphithéâtre, en 1901, à Marcelin Berthelot, au seuil de sa soixante-quinzième année, par les délégations scientifiques accourues de tous les points du globe. « Comment, continua-t-il, après l'apothéose qui, au soir de sa vie, avait salué l'illustre savant, comment célébrer dignement le centième anniversaire de sa naissance ? Des hommes qui ont le souci profond de la culture scientifique n'ont pas voulu que cette commémoration se bornât à quelque cérémonie sans lendemain ou à l'érection de quelque monument inutile. Ils ont cherché. Ils ont trouvé. Ils ont trouvé en s'inspirant de l'exemple même d'un tel maître. Ils se sont adressés aux savants, aux universités, aux gouvernements de tous les pays ; ils ont ouvert une souscription internationale pour que fût érigé, en France, sous l'égide de Marcelin Berthelot, un foyer de la science à laquelle il avait voué sa vie.

« Ouverte à tous les chercheurs de tous les pays, de toutes les origines, cette *Maison de la Chimie* doit leur fournir une bibliothèque et toute la documentation nécessaire à leurs travaux, en même temps que les occasions de rencontres et de

relations directes, si favorables à la production scientifique. »

Nous ne pouvons que rappeler ici l'impression profonde qu'après le discours de M. Painlevé produisirent sur tout l'auditoire les éloquentes allocutions prononcées au nom des nombreux groupements représentés.

A la fin, M. André Tardieu, au milieu de l'attention générale, donna lecture d'un message de M. Raymond Poincaré. Ce saisissant raccourci de la vie et de l'œuvre de Marcelin Berthelot est une véritable page d'anthologie. Nous n'en citerons que le passage où après avoir rappelé à grands traits les travaux de Berthelot en thermochimie, en agriculture et sur l'histoire de la chimie, le Président du Conseil continue ainsi :

« La science n'est pas, aux yeux de Berthelot, une déesse lointaine, retirée dans un temple inaccessible et dédaigneuse des intérêts humains. Il sait que si elle recule tous les jours les bornes de son empire, il reste, au delà de ces frontières, des étendues inexplorées où elle ne s'aventure que par hypothèses successives et parfois éphémères. Mais il n'en considère pas moins que les questions économiques, politiques et morales sont elles-mêmes subordonnées à des lois générales, dont la méthode expérimentale, sainement appliquée, permet de rechercher les fondements et d'établir la permanence.

« Et c'est par là que la science, telle qu'il la conçoit, se mêle étroitement à l'action et à la vie, c'est par là que, loin de s'enfermer dans un isolement stérile et hautain, elle devient, en quelque sorte, une puissance sensible et compatissante, toujours prête à se pencher sur les souffrances de l'humanité, à la réconforter et à la soutenir dans son éternelle ascension. »

Devant d'aussi hautes interventions, risquerons-nous de les affaiblir par des commentaires ou des compléments? Quelque chose pouvait-il mieux illustrer l'importance de la chimie que cette étroite communion dans la science, pendant les deux heures que dura l'inoubliable solennité du 5 mai, d'hommes aussi divers d'origine, de formation, de culture et de fonction?

Peut-être cependant n'est-il pas tout à fait superflu d'essayer de dégager encore, d'un point de vue très général, la physionomie propre que présente la chimie dans le cadre de la vie moderne.

Science des transformations profondes de la matière, et, par là, science même de la vie et perpétuelle génératrice d'éner-

gie et de forces naturelles, « la chimie est au fond de tout, et rien ne lui échappe ».

Un aéroplane traverse le ciel. Sur les milliers de spectateurs qui l'observent et chantent les légitimes louanges de l'ingénieur, combien s'en trouve-t-il qui soupçonnent les mérites du chimiste? Et cependant, chacun des organes de l'appareil volant a exigé des études chimiques du caractère le plus approfondi, depuis celles qui concernent le métal dont est fait le moteur jusqu'aux vernis et enduits qui confèrent aux ailes l'imperméabilité et la rigidité indispensables. Que si, en l'occurrence, la part contributive du chimiste, pourtant essentielle, échappe entièrement au public, c'est surtout, sans doute, parce que le public est uniquement impressionné par le mouvement des hélices; mais c'est aussi parce que le chimiste, homme modeste, poursuit sa tâche dans la solitude et le mystère du petit et obscur laboratoire de l'usine, loin de tout ce qui extériorise le mérite; et c'est encore parce que, le voulût-il, il trouverait difficilement des interlocuteurs capables de comprendre ses recherches et de s'y intéresser. Quoi qu'il en soit, c'est l'évidence même que fort peu de gens se doutent que la chimie soit pour quelque chose dans la conquête de l'air par le plus lourd que l'air; et nous pourrions ajouter, sans sortir du domaine particulièrement suggestif de la mécanique, que l'ignorance générale n'est pas moindre relativement à ce que lui doit l'automobilisme.

Pour peu que l'on veuille porter ailleurs le regard et la réflexion, les exemples se présenteront innombrables à l'appui de cette affirmation que les applications de la chimie offrent un incontestable caractère d'universalité. C'est un fait que la production du sol, dans toute l'étendue du problème, n'est désormais qu'une application continuelle des lois et découvertes de la chimie; que, pour être sûre et rationnelle, l'alimentation a besoin, à chaque pas, de la chimie; que tous les problèmes concernant l'hygiène publique ont désormais un auxiliaire constant dans la chimie; que la thérapeutique et la clinique sont redevables de leur développement actuel aux découvertes et aux méthodes chimiques; que l'étude chimique des ciments et des matériaux de construction, avec la découverte des explosifs, a rendu possibles des travaux qui n'eussent pu être tentés autrefois; que les découvertes de la chimie profitent de mille

manières aux arts ornementaux, et que la mode elle-même, si capricieuse en ses manifestations changeantes, a trouvé dans la chimie les inépuisables ressources qui assurent la nouveauté des tissus, ainsi que la variété et la splendeur des couleurs. C'est un fait que, de nos jours, la société est constituée de telle sorte que l'air que nous respirons, l'eau qui nous désaltère, notre nourriture quotidienne, les ustensiles ménagers, l'éclairage, le chauffage, nos vêtements, les précautions contre les maladies et leurs traitements, tout exige inéluctablement l'intervention du chimiste. C'est un fait, en un mot, qu'une profonde infiltration de la chimie pénètre aujourd'hui la vie entière des individus et des collectivités.

Ces innombrables applications de la chimie, comme aussi celles, et, certes, combien importantes, dont nous sommes redevables aux autres disciplines scientifiques, ont eu pour point de départ, on ne le clamera jamais assez haut, des expériences de laboratoire. La recherche scientifique est, en effet, l'unique moyen dont l'homme dispose pour dompter la nature et l'asservir à ses fins. Aussi tous ceux qui comprennent qu'elle se trouve à l'origine de tout progrès dans l'ordre matériel applaudiront-ils hautement au mouvement mondial d'opinion qui s'est produit, pour glorifier Marcelin Berthelot à l'occasion du centième anniversaire de sa naissance, en faveur de l'édification à Paris d'une *Maison de la Chimie*, d'un organe central de coordination des efforts des savants et des industriels qui, sous toute latitude, contribuent au progrès et aux applications de cette science que les travaux de l'illustre chimiste ont auréolée d'une si vive lumière.

Honorer un savant tel que Marcelin Berthelot, c'est, selon la magnifique expression de Raymond Poincaré, « honorer, sous des espèces mortelles, l'immortelle beauté de la science elle-même ».

Pieuse gardienne d'une telle mémoire, temple de la science éternelle, la *Maison de la Chimie* sera un vivant symbole de la reconnaissante solidarité des générations successives devant les grands esprits dont le génie bienfaisant rayonne sur tous les pays et sur tous les temps.

Charles Moureu.

LES FOUILLES DE DOURA

La guerre, qui, ailleurs, accumula tant de ruines, est venue en exhumer aux confins de la Syrie. Vers la fin de la campagne d'Orient, en mars 1920, le capitaine anglais Murphy, qui occupait avec ses cipayes les hauteurs de Salihiyeh, sur la rive droite de l'Euphrate, y découvrit des peintures murales dans un merveilleux état de conservation.

A cette nouvelle imprévue, M. James Breasted, l'éminent orientaliste de Chicago, qui explorait la Mésopotamie, n'hésite pas à modifier son itinéraire, et, se glissant, non sans courage, au travers des tribus rebelles qui infestaient la contrée, il arrive au camp britannique la veille même de l'évacuation. Il n'eut qu'un jour, le 3 mai 1920, pour photographier, décrire, étudier l'étonnante trouvaille. Mais cette brève visite lui avait suffi pour reconnaître l'importance exceptionnelle de ce site archéologique, l'intérêt, jusqu'à présent unique, des fresques qu'il avait admirées.

Lorsque, dans le courant de juillet 1922, il vint en parler à Paris, ce fut une révélation, et, séance tenante, l'Académie des Inscriptions émit le vœu que les recherches fussent élargies et des fouilles entreprises dans une Syrie que les Nations avaient, entre temps, placée sous le mandat français. Malgré les dangers et les difficultés de toutes sortes auxquelles il avait à faire face, le haut commissaire de la France au Levant, le général Gouraud, s'empressa d'exaucer ce souhait officieux. Avec la plus prompte décision, il fit sienne la suggestion des spécialistes. Sur son ordre, officiers et soldats se mirent à

l'œuvre, et un Belge ami de la France, M. Franz Cumont, membre associé de l'Institut, fut prié par ses confrères d'apporter à cette résurrection le concours d'une science universellement respectée. Sans se laisser arrêter par les rigueurs d'un climat extrême ou le péril de tels séjours, il s'imposa, à deux reprises, le voyage de Salihiyeh, en 1922 et en 1923, et c'est le résultat de cette double campagne d'investigations méthodiques qu'il nous offre aujourd'hui en deux splendides volumes où 533 pages de texte in-quarto sont illustrées de 124 planches tirées tantôt en noir et tantôt en couleurs, véritable trésor pour l'historien (1).

Ce luxe de publication peut à première vue paraître excessif, superflu. En l'occurrence, c'était une nécessité. On a pu mettre en lieu sûr statuettes et parchemins. Mais, en cette solitude, les fresques momentanément rendues à la lumière sont vouées aux intempéries et aux profanations, et quelques-unes d'entre elles ont déjà disparu. *Peribunt ruinæ!* Un jour viendra, qui n'est peut-être pas très éloigné, où les ruines de Salihiyeh, un instant réveillées de leur torpeur millénaire par la pelle et la pioche de nos troupiers, subiront une irrémédiable dégradation et s'anéantiront pour toujours. Nous ne pourrons plus les connaître ailleurs et autrement que dans le texte de M. Cumont et par les belles planches de M. Geuthner. Alors la générosité de l'éditeur, l'abnégation de l'auteur, qui ne voulut laisser dans l'ombre aucun détail et recueillit avec piété le plus infime débris, trouveront, dans le service qu'elles auront rendu à la science, la justification et la récompense de leur admirable effort.

Aussi bien cette acropole de Salihiyeh mérite-t-elle qu'on l'ait tenté; et ce que renferme le livre de M. Cumont sur les fouilles dont elle fut le théâtre, ce n'est pas seulement une collection remarquable, par sa richesse et sa variété, de documents et d'œuvres d'art, c'est aussi et surtout, déroulée d'une position privilégiée qui domina pendant cinq siècles le cours des événements comme celui de l'Euphrate, la page d'histoire la plus large et la plus suggestive qu'on ait jamais écrite sur l'évolution de la civilisation occidentale au delà même de ses frontières, et sur le rôle primordial de l'État de Palmyre, auquel

(1) Franz Cumont, *Fouilles de Doura-Europos*, 1 vol. in-4° de LXVIII-533 pages et un atlas de CXXIV planches, Paris, Geuthner, 1926.

appartenait la région de Salihyieh, dans l'économie générale de l'Empire gréco-romain.

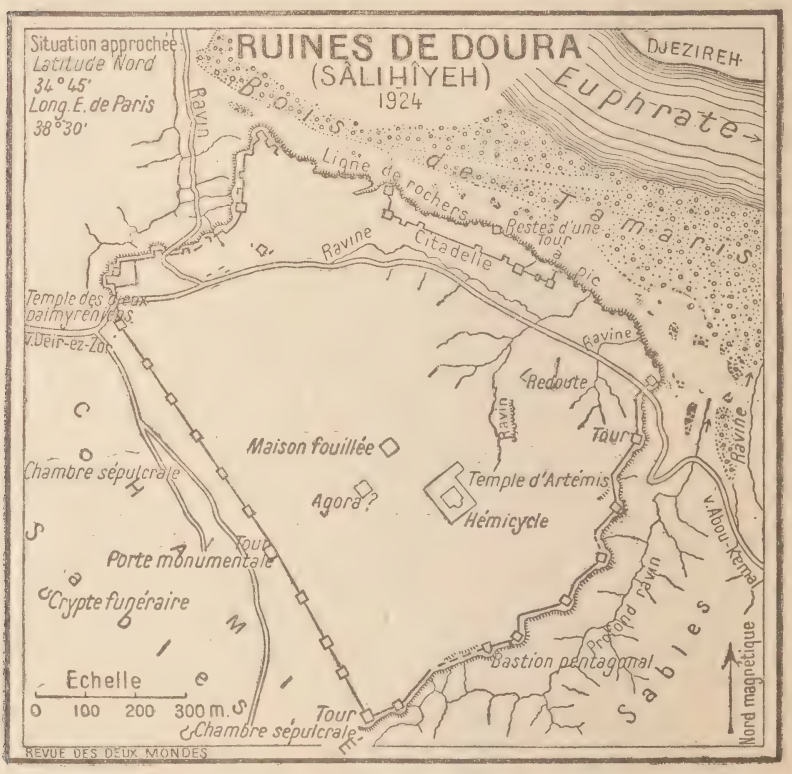
* * *

Qu'on examine la carte. Dans l'immense bassin sablonneux qui s'étend des portes de Babylonie, au sud, jusqu'au nord de Deir-ez-Zor, le seul éperon que le plateau désertique projette jusqu'à l'Euphrate est celui de Salihiyeh. La force de cette situation stratégique explique l'antiquité de sa vocation humaine, et la durée de son destin. En ce nom sémitique de Doura, que la localité n'a cessé de porter anciennement, et qui dérive du mot assyrien *dour*, *dourou*, signifiant château-fort, survit le souvenir de ses premiers occupants, les cruels guerriers de Ninive.

Lorsque la conquête d'Alexandre eut bouleversé le vieil Orient, les Grecs n'eurent garde de négliger le *burg* fondé par leurs prédécesseurs. Ils y implantèrent, dès la fin du IVe siècle avant Jésus-Christ, une colonie de Macédoniens. Un ordre du diadoque Séleucos Nicator a décidé de cette transformation, au détail de laquelle présida le satrape à qui il avait confié le gouvernement de la Mésopotamie : Nicanor. Mais il semble qu'elle se soit opérée sans trop de violence, sans l'atrocité des exterminations. Sur l'emplacement qu'ils avaient adopté, les nouveaux venus laissèrent sans doute subsister les indigènes qui acceptaient le fait accompli, comme ils permirent, en signe de conciliation et d'entente, que le vieux nom désignât toujours la ville, concurremment avec le nouveau qu'ils lui avaient donné. Isidore de Charax écrira à la fin du Ier siècle de notre ère : « Doura, ville de Nicanor, et fondation des Macédoniens, est appelée par les Grecs, Europos », comme la petite ville de Macédoine où précisément était né le roi Seleucos Nicator, sous les auspices de qui s'étaient installés les colons helléniques. Sous la brève notice du géographe ancien, dans la dualité verbale qu'elle atteste, transparaît déjà le double visage de cette cité mixte ; et les fouilles ont achevé de nous en rendre les traits composites.

Dans un contrat du début du IIe siècle avant notre ère qu'elles exhumèrent en 1922, les signataires se vantent d'être citoyens d'Europos depuis plusieurs générations. En revanche, une des peintures du IIIe siècle dont M. Cumont n'a plus con-

templé que de pauvres vestiges, mais que M. Breasted avait vue dans son intégrité, représente une personnification de la Fortune de Doura, dont l'identité ressort de la légende qui l'accompagne en grec : *Tychè Douras*. Ces documents ne se bornent pas à confirmer, à quatre cents ans de distance, le



PLAN DES FOUILLES DE DOURA

témoignage d'Isidore de Charax. En même temps qu'ils fixent Doura-Europos sur le plateau de Salihyieh, ils nous révèlent le caractère hybride de cet établissement; et ils nous livrent le secret de sa longue fortune. Située à la rencontre de l'hellénisme et de l'empire parthe, la ville de Doura-Europos poursuivra, entre leurs rivalités, une existence propre, à laquelle le mélange de ses populations a donné une puissante originalité, que ses dépendances successives n'affaibliront pas.

Incorporée au royaume des Séleucides, elle fait, pendant deux siècles, figure de *cité* grecque. Les Hellènes qui l'ont peuplée gardent leur langue, où sont rédigés la plupart des inscriptions et des parchemins que nous avons retrouvés ; leur organisation sociale, fondée sur la solidité du *génos* ; leurs cadres politiques, avec leur *boulè* ou sénat, leur stratège, qui est un magistrat élu, leur épistate qui est un commissaire royal dont le contrôle ne paraît guère restreindre leurs libertés. Mais en même temps, ils ont contracté les habitudes syriennes, endossé les vêtements syriens, et ils se prosternent devant les dieux syriens, comme si les deux civilisations qu'abritaient leurs murs s'étaient fondues presque aussitôt.

A la fin du IIe siècle avant notre ère, la monarchie séleucide tombe en décomposition. Les Parthes s'avancent jusqu'à l'Euphrate. Doura-Europos entre sans heurt ni peine dans leur vassalité. Les premiers Arsacides se piquaient de philhellénisme. Ils protégeaient les groupes sédentaires contre les pilleries des nomades. Doura-Europos ne dut guère s'apercevoir qu'elle avait changé de maître. L'épistate lui-même conserva son titre et sa fonction : seulement, au lieu de prendre ses directives à la cour d'Antioche, ils les demande à celle de Ctésiphon. Pour le surplus, l'immensité du désert protégeait Doura-Europos contre tous les abus d'autorité.

Elle l'en garda plus tard encore, lorsque toute la Parapotamie, c'est-à-dire toute la rive droite de l'Euphrate, fut, après l'expédition de Trajan (116 ap. J.-C.), placée dans l'orbite de l'Empire romain. Dès lors, sa vie est associée à celle de l'État palmyrénien dont elle fait partie. Elle ne finira qu'avec lui, dans la seconde moitié du IIIe siècle de notre ère, quand Aurélien, désespérant de le pouvoir assujettir, le détruisit ; et elle est morte de cette condamnation sans appel. Mais le désert veillait sur son cadavre, et le linceul de sable dont il ensevelit ses restes a conservé jusqu'à nous le souvenir de ce mouvant passé et la trace de ses vicissitudes.

*
* *

De la fondation macédonienne subsiste la forteresse de Nicanor ; avec sa muraille de pierres appareillées dans un mortier de plâtre et les tours quadrangulaires qui la flanquent, elle dessine, face au lit du fleuve, cette figure en dent de scie,

qu'à l'époque même où l'ont édifiée ses constructeurs, Philon de Byzance, le grand théoricien de la fortification hellénistique, recommandait entre tous les dispositifs. Les plus anciennes générations de colons grecs nous ont légué les parchemins où ils consignèrent leurs conventions privées : un contrat de vente à réméré, de 195 avant Jésus-Christ, qui est le plus vieux des parchemins actuellement connus, et qui date de l'année même où commença de régner cet Eumène II de Pergame, à qui Pline l'Ancien rapportait bien à tort l'honneur d'avoir inventé une fabrication que ses ateliers royaux ont simplement développée; des conventions de prêt; des actes hypothécaires, toutes pièces également précieuses pour l'intelligence du droit hellénistique.

A l'époque des Arsacides remontent, par la plus singulière des rencontres, et des inscriptions où sont mentionnées des femmes qui ont épousé leurs frères, et un règlement qui vise, par une limitation rigoureuse des successions *ab intestat*, à sauvegarder la transmission en ligne directe des lots de terre assignés aux différents chefs de famille. Ainsi, dans le temps où Doura-Europos relevait du royaume parthe, ses habitants, par une incroyable contradiction, s'efforçaient de maintenir sur ses bases primitives l'organisation de la colonie macédonienne, en enrayant de leur mieux le morcellement des biens familiaux, et d'autre part ils avaient emprunté à la coutume perse l'usage désastreux des mariages consanguins qui, de la cour des Achéménides, a fini par gagner, en les minant, toutes les dynasties orientales.

Mais c'est surtout pour la période romaine qu'abondent les documents : ici, une dédicace latine de 230 après J.-C. consacrée à Alexandre Sévère et à sa mère Julia Mamée; là, un « état », semblable à ceux que dressent encore nos militaires, où un comptable de la XXe cohorte des Palmyréniens, stationnée à Doura, additionna les éléments de l'effectif dispersés en renfort, — *ad op[e]m*, — dans les postes d'alentour et calcula en conséquence le total des soldes à payer; ailleurs, toute une collection de boucliers de parade, jetés au rebut lors du repli de la garnison : tous étaient formés de petites planchettes tendues de feuilles peintes de parchemin. L'un d'eux porte, sur un fond bleu qui représente la mer, la liste des étapes naguère parcourues par le soldat qui s'est amusé à

le parer de cette naïve décoration, depuis Odessos (Varna, en Bulgarie) jusqu'à Artaxata (Ardaschar, en Arménie), en passant par les villes de la Dobroudja et de la Bessarabie que les excavations de Vasile Parvan ont commencé de remettre au jour les unes après les autres : Callatis (Mangalia), Tomi (Costantsa), Istros (Histria), Tyras (Cetatea Alba), puis par la Crimée et Trébizonde.

Les noms de ces diverses localités ont été écrits en grec. Mais M. Cumont a raison de penser que la succession en fut réglée par celle des itinéraires latins officiellement reçus dans l'armée. Je crois, pour ma part, qu'elles jalonnèrent la route personnellement suivie par notre artiste improvisé, lorsqu'il fut ramené, de la lointaine Dacie où cantonnaient des détachements (*numeri*) d'Osroéniens et de Palmyréniens, par les ports de la Mer noire, les monts d'Arménie et la haute vallée de l'Euphrate, dans une garnison de son pays. Si bien qu'en dernière analyse, l'énumération qui orne le pacifique bouclier de Doura aurait été traduite du latin officiel en un grec d'occasion pour exprimer la joie qu'un Palmyrénien dut ressentir, après tant de détours et de tribulations, à retrouver enfin le ciel qui l'avait vu naître, et à protéger, sous l'étendard de Rome, le désert de Palmyre, sa vraie patrie.

C'est qu'en effet, la région de Doura-Europos a définitivement combiné les éléments ethniques qui s'y mêlaient et les influences qui se l'étaient disputée jusqu'alors. Maintenant qu'elle semble avoir perdu son indépendance politique, elle dégage pleinement son autonomie morale. Sous les Arsacides et dans l'Empire romain, elle est devenue essentiellement palmyrénienne ; et désormais elle ne changera plus. Regardez plutôt la peinture où la famille de Conon, — un personnage dont le nom est hellénique pourtant, — s'est fait représenter au grand complet dans la solennité d'un sacrifice divin. La seule femme de la rangée supérieure, la propre fille de Conon, s'appelle Bithnanaïa, c'est-à-dire, la fille de Nanaïa, la grande déesse de Susiane, et dans les plis du *haïk* cramoisi qui surmonte son diadème, sous l'ornement des sombres pierreries et des bijoux éclatants qui la constellent, elle ressemble à une Bédouine de grande tente ; tandis qu'avec leurs tuniques blanches, leurs souliers de toile et leur haut bonnet conique, les hommes qui l'entourent me rappellent inviciblement

les derviches que j'ai vus, en 1964, tourner leur danse rituelle dans leur confrérie de Damas.

Considérez les temples qu'ont érigés ces dévots sur le plan invariable des anciens sanctuaires babyloniens : en dépit de leur aspect et de leurs vocables grécisés, les dieux qu'on y adore sont ceux du terroir. Artémis n'y dissimule point la féconde Nanaïa; Aphrodite y pose le pied sur une tortue comme celle que Phidias, au dire de Périégète, avait sculptée à Élis; mais, tandis que l'artiste athénien n'avait traité cet attribut que comme un motif formel dont il négligeait la signification, les artisans de Doura ne l'ont repris à leur tour qu'en raison du symbolisme qu'il comportait : la carapace bombée de la tortue montrait à leurs yeux une image de la voûte céleste, leur procurait un moyen d'évoquer, sous une forme étrangère, la divinité sémitique d'Astarté, l'ouranienne. Enfin, les grands dieux nationaux de Palmyre n'ont pas daigné se travestir : à Doura, Baalshamin, Iahribol, Aglibol sont représentés tels que leurs adorateurs les avaient conçus, dans le costume militaire des glorieux maîtres du monde, le globe dans la main, le nimbe doré des rayons solaires autour de la tête.

***

Aussi bien, ces peintures, où cependant se lisent des inscriptions grecques et se dresse un tribun militaire romain à côté d'un *vexillum*, trahissent-elles moins l'hellénisation ou la romanisation du pays qu'elles ne nous révèlent l'influence décisive que le génie local a exercée sur le développement de l'art antique. En un chapitre, qui compte parmi les meilleurs et les plus neufs de son livre, M. Cumont a, en effet, prouvé par toute une série de rapprochements irrécusables, que toutes ces œuvres, — dont les plus anciennes remontent au Ier siècle et les plus récentes descendent au IIIe siècle de notre ère, et qui, toutes, furent exécutées sur place par des peintres du crû, tel le palmyrénien Ilasamsos, dont la signature n'était pas encore effacée, — se relient les unes aux autres par la communauté d'un style dont il est facile d'accuser les caractères distinctifs : superposition des tableaux par étages horizontaux sur toute la surface de la muraille; division des bandes ainsi superposées par les lignes d'une vaste architecture; manque de connexion entre les personnages représentés et le décor

architectonique qui les encadre; enfin et surtout, défiant de points d'appui pour les figures qui flottent en l'air ainsi que des fantômes, comme étrangères à l'espace où elles se tiennent, et qui présentent leur visage toujours de face, même lorsqu'elles accomplissent une action qui les oblige à tourner le corps de trois quarts ou de profil, en vertu d'une application, rigoureuse jusqu'à l'absurde, de la règle de frontalité.

Certes, l'étagement des sujets procède de la technique des maîtres du vieil Orient; la décoration architecturale, de la technique des sarcophages hellénistiques. Mais dans l'ensemble, les formes d'art qui se sont élaborées à Doura sous les Séleucides et qu'une tradition constante a maintenues jusqu'au Bas-Empire ne relèvent que du milieu régional qui les associa en autant de créations spécifiques. Rien n'est plus éloigné de l'art hellénique que ces alignements monotones de portraits impassibles, où la beauté résulte, non de l'intensité de leur vie individuelle, mais de leur symétrie décorative. Rien, en revanche, n'est plus proche de l'art byzantin; et c'est, au vrai, l'art de Syrie, dont les principes et l'idéal ont envahi la sculpture dès le temps des Sévères et s'imposèrent, après le IVe siècle de notre ère, aux mosaïstes comme aux peintres des basiliques italiennes.

Dans le grand effondrement de la culture occidentale, on dut alors faire appel à des Orientaux dépositaires d'une antique et immuable tradition artistique, pour accomplir des tâches auxquelles l'Europe ravagée ne savait plus pourvoir. A Ravenne, comme à Sainte-Marie du Forum, Palmyre prend sur ses vainqueurs une éclatante revanche, et partout dans l'Église, héritière de l'Empire, ressuscite l'art dont les fouilles de Doura viennent de nous rendre les titres originels et les productions authentiques.

Mais surtout, ainsi que M. Cumont l'a établi dans une introduction magistrale, elles nous apprennent de quels éléments s'est alimenté ce foyer de civilisation, pour quelles raisons a grandi l'État dont Palmyre occupait le centre et Doura surveillait la frontière. Dans cette région en apparence déshéritée, que balayent, en hiver, les vents du Taurus et leurs bourrasques de neige, et que brûlent, en été, d'insupportables chaleurs, il s'est brusquement constitué autour du point d'eau que marquent deux pauvres sources sulfureuses, à égale distance de la

mer et de l'Euphrate. Il s'est formé en deux générations, sous la pression de la nécessité qui contraignit l'Empire romain, également incapable de se passer des ressources de l'Inde et de les atteindre régulièrement, soit par la mer, soit par la route de l'Arabie du nord, à se rabattre sur la voie du fleuve mésopotamien, comme sur le canal de jonction prédestiné par la nature entre la Méditerranée et le Golfe persique.

Là naquit Palmyre, au milieu de la piste qui, en une ligne droite de quatre cents kilomètres, unissait Aradus, sur la mer phénicienne (1), à Doura, sur l'Euphrate. Le commerce de

LES ROUTES DU DÉSERT

l'Inde, et non sa misérable oasis, « entourée de toutes parts, nous dit Pline, par une large ceinture de sables », voilà la cause de sa durable prospérité. Les caravaniers de Palmyre avaient inauguré ce fructueux trafic au Ier siècle de notre ère, lorsqu'ils se dérobaient à la fois à l'étreinte des Arsacides et à celle des Césars. Ils l'ont monopolisé à leur profit, pour le compte de Rome, lorsque la campagne de Trajan eut rejeté le Parthe au delà de la Mésopotamie. Trajan avait promené ses légions sur leur ter-

(1) Au vrai, il faudrait dire Antaradus (aujourd'hui Tortose), le port continental fondé en face de l'île Sidonienne d'Aradus (aujourd'hui Ruad). L'existence d'Antaradus n'est attestée qu'au IIe siècle de notre ère, sept siècles au moins après celle d'Aradus. Il me semble que les fouilles de Doura rendent compte de cet écart chronologique. Le développement d'Antaradus est lié à celui de Palmyre.

ritoire. Hadrien, à ce que racontent les auteurs anciens, l'a annexé; Palmyre est devenue officiellement l'Hadrienne. Mais ne soyons pas dupes des apparences. Sa sujétion nominale n'impliquait pour elle que des avantages. Elle prêta à l'Empire les archers et les méharistes avec lesquels elle avait nettoyé son domaine et rassuré son négoce; mais ses hommes n'entraient pas dans l'armée romaine comme des sujets: ils restaient des alliés, des compagnons de combat associés contre l'ennemi commun, le pillard de la grand route, des *symmacharii*, comme parlent Hygin et les inscriptions. Et, en échange de son concours, Palmyre avait reçu du Prince le droit de lever sur toutes les marchandises qu'elle transitait des taxes dont l'incidence retombait exclusivement sur le consommateur romain. Le tarif dont les ruines de Tadmor nous ont livré les fragments juge l'événement dont on affectait à Rome de se glorifier comme d'un succès. Alors que partout ailleurs, en histoire, une union douanière prépare l'annexion politique, l'annexion de la Palmyrène, jusqu'à Doura, s'accompagna d'une séparation douanière qui la réduit aux minces proportions d'une fiction diplomatique. Sous les Sévères, il est vrai, ces liens relâchés semblent se resserrer: tandis que le pays reçoit le *jus Italicum*, que tous les citoyens de Doura obtiennent en bloc la cité romaine, et cumulent le *gentilice* Aurelius, qui est celui de Caracalla, avec leurs noms syriens, perses ou grecs, Rome lève parmi les Palmyréniens le contingent de vingt cohortes au moins, recrute avec eux ces détachements, ou *numeri*, auxquels est remise la garde du Danube et du Sahara de Numidie.

Mais il convient de remarquer que les Palmyréniens ont attendu pour s'incorporer à l'Empire que l'Empire se fût soumis à des maîtres qu'ils considéraient comme leurs compatriotes. Est-ce la Palmyrène qui se romanise? N'est-ce pas plutôt l'Empire de Julia Domna, d'Élagabal et de Mamée, dont l'axe s'est déplacé vers la Palmyrène? Sous Alexandre Sévère, l'armée romaine occupe Doura; mais la garnison est composée de Palmyréniens, et sur les peintures qui devaient éterniser ce geste, nous voyons le chef romain, qui la commande, offrir, pour la Tychè de Doura et pour celle de Palmyre, les deux cités jumelles, un sacrifice aux dieux indigènes: en 230, les prétendus conquérants sont donc déjà assimilés. Dans la grande crise de 260, ils s'évanouissent: Palmyre se défend seule, elle-même, contre

l'invasion des Perses sassanides, et son cheikh, Odeinat, se berce de l'espoir d'un empire romain dont Palmyre eût été la capitale. Aurélien brisera ce rêve en 272 ; mais, sachant qu'il ne reste pas à Rome d'autre moyen d'éviter le retour d'un pareil démembrement, il rase Palmyre, et Doura-Europos succombe en même temps.

Fut-elle incendiée, comme certains indices autorisent à le supposer? Périt-elle simplement, comme l'écrit M. Cumont, par simple impossibilité de vivre après que Palmyre, au sort de qui était rivé son propre sort, avait elle-même cessé d'exister? En tout cas, ce fut une triste victoire, que celle qui força le vainqueur à reculer devant les ruines qu'il avait amassées. Et c'est une triste paix que celle qu'il a fait régner sur des terres dépeuplées, dans un silence de nécropole, autour d'une Syrie que, toujours, le désert menace d'étouffement, dès qu'il s'interpose comme un obstacle, au lieu de s'ouvrir comme un passage, entre elle et le Golfe persique.

Ainsi, la fin de Doura-Europos, après cinq cents ans d'un brillant destin, annonce la dissolution de l'Empire romain. Jusqu'à la dernière ligne, son histoire, qu'ont inflexiblement régie les lois permanentes de la géographie, et dont il faut espérer que les hommes d'État de l'Europe contemporaine entendront la claire leçon, reflète et résume celle du monde antique.

Admirons M. Cumont de l'avoir si bien écrite et remercions-le d'avoir dédié le livre où elle revit aux officiers et soldats de l'armée du Levant, puisque ce juste hommage nous permet de revendiquer à la science française une part de ce chef-d'œuvre.

Jérôme Carcopino.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'Allemagne, en célébrant avec une joyeuse unanimité le quatre-vingtième anniversaire du maréchal-président Hindenburg, a fêté sa propre résurrection. Seuls la petite phalange boudeuse et frondeuse des racistes (*Völkische*), que dirige Ludendorff, et le groupe communiste ne se sont pas associés aux chants d'allégresse nationale. Le journal social-démocrate, le *Vorwärts*, sans attaquer la personne du Président, s'est timidement efforcé de représenter la solennité du 2 octobre comme une manifestation républicaine, mais il n'a convaincu personne. Le lyrisme, exagéré jusqu'à la naïveté, avec lequel les publicistes politiques, même ceux qui restent fidèles à la constitution de Weimar et aux conséquences de la révolution de 1918, montre à quel point l'Allemagne se plaît à se reconnaître dans la personne du vieux soldat qu'elle a mis à sa tête.

De 1847 à 1927, la destinée du maréchal Hindenburg a été associée aux vicissitudes d'une ascension nationale si rapide et si fulgurante qu'elle a donné le vertige au peuple allemand et qu'elle s'est achevée par une catastrophe. Il a vu, enfant, le grand courant national, démocratique et républicain né en 1813 s'épanouir en 1848, pour abdiquer bientôt après aux mains des Hohenzollern et du hobereau prussien Bismarck qui forgea l'unité allemande non « avec des décisions de majorité », comme il l'a dit, mais « par le fer et par le feu ». Hobereau lui-même et soldat, Hindenburg est le type de l'officier prussien d'autrefois, discipliné serviteur du Roi, mais éloigné des cabales de Cour et des intrigues d'état-major. D'avoir encouru la disgrâce de Guillaume II est un des éléments de sa popularité d'aujourd'hui ; c'est l'excuse que les partis démocrates et libéraux donnent de leur enthousiasme pour ce soldat vaincu qui fut plutôt l'incarnation populaire de la vieille armée aux mains

pures » que le chef effectif des troupes allemandes durant la grande guerre. Même la manœuvre de Tannenberg, qui est son meilleur titre à la reconnaissance de ses concitoyens, fut conçue et dirigée par ce Ludendorff qui, aux fêtes d'hier, n'avait pas sa place et fut traité en paria. C'est que l'Allemagne prussianisée admire sa propre image en Hindenburg, dont elle fait un héros de légende, et rejette l'Allemand du sud, soldat de fortune, joueur et risqueur, Ludendorff. Quand Ludendorff comprit que la partie était perdue, il s'éclipsa, tandis que commençait la fuite des dynasties régnantes sur les routes de l'étranger; mais Hindenburg resta ferme à son poste et, pour l'avenir, sauva le moral de l'armée en lui faisant croire que, trahie par les politiciens, elle n'était pas vaincue. Voilà ce qui donne aux manifestations du 2 et du 3 octobre leur signification politique. L'Allemagne acclame en Hindenburg son propre passé de gloire, sa prospérité qu'elle regrette, sa puissance qu'elle ne croit pas perdue pour toujours; elle salue en lui ses espérances d'avenir.

Si le Président du Reich n'avait pas prononcé, quelques jours avant les fêtes de son anniversaire, le discours de Tannenberg, que nous avons commenté ici il y a quinze jours, son succès dans son propre pays aurait été moins général et moins vif, mais il aurait sans doute reçu, comme chef d'État, à l'occasion de son jubilé, les félicitations protocolaires des gouvernements naguère alliés. En proclamant l'innocence de l'Allemagne dans l'explosion de la guerre, et les « mains pures » de l'armée, Hindenburg flatte l'amour-propre germanique au point sensible et se transforme lui-même en un personnage de vitrail. La *Germania*, l'autre jour, célébrait sa piété. Son ancien concurrent, le chancelier Marx, s'écriait : « Quand je vois la figure de notre président du Reich, je suis persuadé que c'est l'homme que la Providence nous a donné dans une heure difficile : un homme d'une telle noblesse, d'un tel prestige dans le monde que nul ne peut être estimé plus haut. Si nous imitons l'exemple de notre Président, notre patrie s'en trouvera bien. » L'Allemand n'a pas le sens de la mesure. Si tel était Hindenburg, M. Marx ne devrait pas se consoler d'avoir été l'adversaire du vieux maréchal et de s'être opposé dans la mesure de ses forces aux desseins de la Providence sur lui et l'Allemagne ! Les hommes du Centre devraient pourtant savoir que si le « pieux » luthérien Hindenburg et ses pareils redevenaient les maîtres de l'Allemagne, ils ne manqueraient pas d'édicter de nouvelles « lois de mai » contre les catholiques. « Hindenburg, écrit la *Germania*, est le représentant le plus émi-

nent de l'esprit prussien »; de ce même esprit prussien, les catholiques allemands ont eu rarement sujet de se louer ; il est singulier qu'ils l'oublient à ce point. On peut juger, par leur langage, du ton des journaux nationalistes. Le comte Westarp, chef du parti allemand-national, c'est-à-dire de la vieille droite prussienne, a profité de l'occasion pour revendiquer pour lui-même et ses amis la paternité du discours de Tannenberg, qu'il aurait inspiré directement au maréchal, pour affirmer que « la lutte contre le mensonge de la culpabilité allemande doit être poursuivie jusqu'au bout, » et pour réclamer en faveur du Président du Reich des pouvoirs constitutionnels plus étendus, une autorité plus semblable à celle dont disposait naguère le roi de Prusse. Ainsi chaque parti s'efforce de faire de la vieille idole aux clous son instrument et son prisonnier. Lui-même reste ce qu'il est, l'incarnation de l'Allemagne militaire, féodale, monarchiste et nationaliste.

La *Gazette de Francfort* du 5 octobre se donne beaucoup de peine pour prouver que la manifestation du 2 ne doit pas être considérée comme nationaliste et militariste. Pourtant n'est-il pas significatif que, de tous les personnages officiels qui prononcèrent ce jour-là des harangues, seul M. Lœbe, président social-démocrate du Reichstag, ait osé prononcer le mot de République. « Un mot aurait suffi, écrivait le *Vorwärts*, pour dissiper le malaise : « Je suis président de la République, et je souhaite n'être salué qu'aux couleurs de la République. » Ce mot n'a pas été prononcé. Les drapeaux constitutionnels noir-rouge-or flottaient très rares, tandis que s'étalaient aux fenêtres les trois couleurs de l'ancien Empire, noir-blanc-rouge. L'association républicaine « bannière du Reich » n'avait pas été invitée à participer au défilé et aux fêtes, alors que les associations nationalistes y figuraient. Au Stade, 40 000 enfants chantèrent en mesure le *Deutschland über alles*. La *Gazette de Francfort* se plaint que les étrangers s'occupent de la politique intérieure de l'Allemagne ; mais comment cette politique intérieure, quand elle prend de pareilles formes, n'intéresserait-elle pas tous les pays, puisque, pour une large part, la paix et la tranquillité de l'Europe en dépendent ? Au moment de l'élection de Hindenburg, on s'en souvient, les journaux démocrates et catholiques se rassuraient eux-mêmes et s'efforçaient de nous donner le change en représentant le choix du suffrage universel comme de nature à acclimater en Allemagne la République et à la faire accepter de tous les partis. Or, l'événement prouve qu'il en est advenu tout autrement. La présence, à la tête

du gouvernement, d'un maréchal d'Empire, a ramené les mœurs et les esprits à la discipline et au caporalisme de l'ancien régime. Si demain un Hohenzollern, empereur ou roi de Prusse, défilait, à la tête de ses troupes, sous la porte de Brandebourg, il serait acclamé comme l'a été, le 2 octobre, le général qui a perdu la plus grande guerre des temps modernes.

« La République allemande, où est-elle? » se demande un journaliste. Évidemment, on ne saurait la trouver ni dans les couleurs du drapeau, ni dans l'esprit public, ni dans les manifestations du 2 octobre. Nous sommes bien obligés de constater que, si les faubourgs ouvriers de Berlin se sont abstenus de participer à la fête, les forces des partis réactionnaires et nationalistes furent maîtresses de la capitale. A peine serait-il plus difficile de faire accepter une restauration monarchique. L'élection de Hindenburg, du chef militaire qui avait commandé les armées impériales durant la Grande Guerre, signifiait déjà que l'esprit de la vieille Allemagne, loin de disparaître, se réveillait et dominait ; le discours de Tannenberg, suivi des fêtes du 2 octobre qui constituent la manifestation nationale la plus significative qu'on ait vue depuis 1918, montrent que le mouvement s'accentue de plus en plus. Un journaliste d'opposition, M. Walter Hasenclever, après avoir assisté au spectacle du Stade, écrit, avec quelque exagération peut-être, dans le *Montag Morgen :* « Il n'y a rien de changé, malgré le sang versé, la révolution et la Société des nations. Malgré des millions de morts, Guillaume II, incarné dans le dernier de ses sujets, forme la haie. J'ai vu le clair et gai enthousiasme de la guerre; j'ai entendu les vieilles chansons guerrières. Je l'ai senti : demain cela peut recommencer de la Meuse à Memel, de l'Adige au Belt. » La discipline militaire et le pas de l'oie sont entrés trop profondément dans l'âme allemande pour disparaître en un jour.

Aussi semble-t-il de plus en plus évident qu'à l'esprit de Locarno, qui a l'avantage d'encourager et de susciter les éléments pacifiques en Allemagne, doit s'associer une méthode plus rigoureuse et sévère qui ne laisse point passer une manifestation aussi intempestive que celle de Tannenberg sans en relever l'incongruité. M. Barthou l'a fait pour la France et M. Jaspar, président du Conseil, pour la Belgique. Puisqu'il s'agissait de justice et de culpabilité, le garde des sceaux était qualifié pour prendre la parole, avec l'approbation et le mandat du Conseil des ministres; on ne peut s'empêcher cependant de regretter que M. Briand, ministre des Affaires étrangères, ait laissé

passer cette occasion de manifester sa solidarité avec ses collègues et de couper court aux fréquents commentaires allemands qui l'opposent à M. Poincaré. Ce n'est pas d'ailleurs que M. Barthou ne se soit acquitté de sa tâche délicate avec autant de mesure que de fermeté. « Nous voulons la paix, a-t-il dit à Livron, nous la voulons d'une volonté dont les sacrifices déjà consentis attestent la sincérité généreuse; mais nous ne pourrions pas, sans signer une humiliante abdication de conscience, lui faire le sacrifice de la vérité. Cette vérité prouvée et probante est notre force parce qu'elle est notre honneur. » Des manifestations comme le discours de Tannenberg, approuvé par tous les membres du gouvernement, aggravé par l'interview que M. Stresemann a donnée au *Matin*, ne sont pas des satisfactions platoniques accordées à l'orgueil allemand, mais bien des actes politiques dont nous essayions, dans la précédente chronique, de définir l'objet.

M. Jaspar, de son côté, à l'inauguration du monument de M. Beernaert, a fait entendre une protestation vigoureuse et vengeresse : « Au moins Beernaert n'a-t-il pas eu la douleur de connaître le crime accompli « d'un cœur pur » par ceux qui violèrent notre neutralité. Il ne vécut pas les journées effroyables au cours desquelles l'invasion « aux mains pures » livra notre patrie à l'incendie et à la ruine, fusilla femmes, enfants, vieillards, pilla systématiquement notre industrie, déporta par milliers nos compatriotes comme des esclaves. Il n'eut pas enfin, suprême épreuve, à défendre son pays contre la haine et la calomnie qui s'obstinent à vouloir ternir son héroïsme et sa souffrance sous les relents du mensonge et de la mauvaise foi. » Ces ripostes méritées ont naturellement déchaîné les fureurs de la presse nationaliste allemande; quant aux journaux des partis démocratiques, ce serait trop leur demander sans doute que de reconnaître la justesse et la justice des plaintes de M. Jaspar et de M. Barthou; il suffira de constater qu'ils ont de plus en plus pris conscience de l'insigne maladresse que, dans l'intérêt allemand, constituent le discours du président Hindenburg et les paroles de M. Stresemann. C'est l'Allemagne qui a pris l'initiative de rouvrir le stérile et douloureux débat sur les responsabilités de la guerre, le *Berliner Tageblatt*, du 26 septembre, écrit que tout être humain à peu près raisonnable pouvait prévoir le dommage énorme qui résulterait du discours de Tannenberg, mais le même journal fait sienne la thèse officielle de « l'enquête impartiale » : « Des gens qui ne veulent admettre aucune procédure d'enquête entourée de garanties juridiques, nous n'acceptons ni une sentence, ni des avis. » L'Allemagne, depuis l'imprudence de

M. Vandervelde, a maintenant trouvé un biais pour jeter quelque doute sur des faits qui, écrits en lettres de sang, parlent assez haut par eux-mêmes. Elle va s'en servir avec sa ténacité habituelle... mais toutes ces discussions irritantes, dont l'Allemagne a pris l'initiative, ne nous acheminent pas vers le désarmement moral et l'apaisement des esprits. Mieux vaut le savoir. La presse anglaise le constate : le *Times* écrit, non sans mélancolie : « Il n'est que trop évident que le mouvement en faveur de la réconciliation entre la France et l'Allemagne, dont Locarno offrait une chance admirable, a été brusquement interrompu. » Le plus sage n'est-il pas de trouver, dans cette constatation indéniable, la preuve que la politique de Locarno était prématurée et demandait à être mieux et plus longuement préparée ?

La politique intérieure de l'Allemagne que, sans nous en mêler, nous avons l'obligation de regarder, nous apporte la preuve que le nationalisme va se renforçant. Le congrès annuel du parti allemand-national, qui vient de se tenir à Kœnigsberg, a montré la solidité de la coalition de droite qui soutient le ministère Marx-Stresemann. Le discours du comte Westarp a donné, à ce point de vue, toute satisfaction aux dirigeants du Centre ; au nom de son parti, il a déclaré s'en tenir aux « directives » anciennes et les observer loyalement, c'est-à-dire défendre la constitution de Weimar et ne pas insister pour le retour aux couleurs d'Empire. Puisque les nationalistes ne se retirent pas de la coalition, c'est un indice certain que la loi scolaire, à laquelle le chancelier Marx et ses amis catholiques attachent tant de prix, sera votée. Le Centre reste ainsi le maître de la situation, car, si les nationalistes rompaient le Cartel, la fraction catholique se rapprocherait des groupes de gauche et les nationalistes se trouveraient évincés du pouvoir et réduits à une opposition stérile. Les allemands-nationaux déclarent donc reconnaître « que la politique extérieure incarnée dans la personne de M. Stresemann est, pour le moment, la seule possible » ; ils s'engagent aussi à respecter « le régime sur la base duquel s'est faite leur participation au gouvernement ». Les nationalistes, sans rien abandonner de leur programme, donnent, pour le moment, au Centre et au parti populiste toutes les garanties que ceux-ci peuvent désirer ; ils ont conscience que le temps travaille pour eux.

Il reste, en effet, à savoir si, en particulier, le Centre n'achète pas bien cher le vote d'une loi scolaire qui sera très impopulaire parmi les partis de gauche même les plus modérés. Les nationalistes, avec

un remarquable esprit de suite, s'appliquent à remplacer les fonctionnaires républicains par des hommes à eux. Le ministre de l'Intérieur, M. de Keudell, docile à leurs instances, a brusquement remplacé, il y a quelques mois, un directeur républicain de son département par un bureaucrate prussien authentique, M. de Kameke. L'œuvre « d'épuration » se poursuit patiemment dans toutes les branches de l'administration, malgré la résistance du Président du Conseil de Prusse, M. Otto Braun. Que le Centre fasse un marché de dupe et prépare le lit de ses adversaires, c'est ce qui motive l'opposition que continue l'ancien chancelier Wirth à la politique officielle du parti. Le congrès du Centre badois lui a offert dernièrement une occasion de justifier son attitude, mais il n'a pas jugé bon de s'y rendre et s'est contenté d'envoyer un long mémoire qui n'a pas été publié jusqu'ici.

Les dirigeants du Centre sont très gênés par cette attitude ferme et intransigeante d'un homme tel que M. Wirth; ils hésitent à prononcer son exclusion du groupe tant qu'il n'aura pas publiquement pris parti par son vote contre une loi scolaire qu'il juge inopportune, dangereuse et d'ailleurs trop chèrement achetée au prix de l'indépendance du Centre et de son programme social. M. Wirth n'accepte aucune compromission, aucun marché avec les groupes nationalistes et antirépublicains, tandis que M. Marx et la plupart de ses collègues du Centre préfèrent une politique plus largement opportuniste qui, pour le moment, aboutit à une étroite coalition avec les partis de droite. Et il faut reconnaître que, même devant les électeurs, la tendance de M. Wirth ne paraît pas avoir de grandes chances de l'emporter; c'est pourtant la seule qui nous apporte des garanties de sécurité pour l'avenir. Le symbole des deux drapeaux, les manœuvres des partis nationalistes pour discréditer les couleurs de 1848, devenues officielles par la constitution de Weimar, au profit de l'étendard impérial, caractérisent la grande bataille qui se poursuit dans la politique intérieure allemande et jusque dans l'intimité des consciences. Il n'en est pas de plus dramatique; il n'en est pas non plus dont l'issue et les conséquences importent davantage à l'avenir de l'Europe et à la consolidation de la paix.

Un État, quelle que soit la forme de son gouvernement, qui entretient des relations officielles avec les autres États, a le devoir de se conformer aux usages et convenances diplomatiques usités entre

pays civilisés. L'Union des Républiques soviétiques socialistes a manqué à cette règle élémentaire de la bienséance internationale; il en est résulté des difficultés qui, depuis plus de deux mois, vont s'envenimant et dont les conséquences sont imprévisibles. Un ambassadeur est libre de professer, dans son propre pays, les opinions politiques qu'il préfère, pourvu que l'expression de ses convictions ne puisse en rien porter atteinte au pays auprès duquel il est accrédité. Voici, au surplus, les faits.

M. Rakowsky, ambassadeur de l'U. R. S. S. en France, fait, dans le comité central du parti communiste, partie d'un groupe de quatre-vingt-quatre « militants », dont Trotzky et Zinovief sont les personnalités les plus en vue, et qui attaque sans ménagement la politique pratiquée par M. Staline et ses amis actuellement au pouvoir. Cette aile gauche du parti communiste a rédigé une déclaration, publiée le 11 août dans les journaux soviétiques, qui constitue le programme de l'opposition. L'un des points essentiels concerne le cas de guerre; il y est dit : « Dans notre projet de résolution sur le problème international, nous mettons en avant les mots d'ordre suivants : Toutes les puissances bourgeoises qui seront en guerre contre l'U. R. S. S. doivent être vaincues, car chaque prolétaire honnête d'un pays capitaliste doit travailler activement à la défaite de « son » gouvernement. Chaque soldat étranger qui ne veut pas seconder les esclavagistes de « son » pays, doit passer dans les rangs de l'Armée rouge, car l'U. R. S. S. est la patrie de tous les travailleurs... Quiconque ne défend pas l'U. R. S. S. est un traître avéré à la cause du prolétariat international. » Ce manifeste est signé de treize noms parmi lesquels on relève ceux de M. Rakowsky, ambassadeur à Paris, et de M. Kamenief, ambassadeur à Rome.

Le fait de signer un pareil appel à la désertion des soldats des pays « capitalistes » et à la révolte des « prolétaires » contre leur gouvernement était-il compatible avec la qualité d'ambassadeur auprès d'une puissance « capitaliste »? Pour sa part, le gouvernement français ne l'a point pensé. Il a chargé son distingué ambassadeur à Moscou, M. Jean Herbette, d'attirer l'attention du gouvernement soviétique sur l'incorrection d'un tel procédé. Ce n'est qu'après vingt jours d'insistances et de chicanes, que fut obtenu, du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères, un désaveu de l'attitude de l'ambassadeur à Paris. Un ambassadeur désavoué est un négociateur diminué; il est donc de l'intérêt de son propre gouvernement, et il est conforme aux usages diplomatiques, qu'un ambassadeur qui a encouru une telle

disgrâce soit remplacé, sous le prétexte et à l'heure qu'il convient à son ministre de choisir. Le gouvernement français s'attendait à ce qu'il en arrivât ainsi pour M. Rakowsky.

Or, il n'en fut rien. Pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la diplomatie M. Staline et M. Tchitcherine estiment avoir intérêt à maintenir à Paris l'ambassadeur devenu indésirable. Ils ne se soucient pas de voir revenir à Moscou un chef d'opposition qui est un spécialiste des conjurations et dont la présence renforcerait le groupe dont l'hostilité envers la faction au pouvoir est de plus en plus accentuée, à telles enseignes que, le 27 septembre, Trotzky et Vouyovitch furent expulsés du Comité exécutif de l'Internationale communiste, comme coupables de ne pas se soumettre à la discipline prolétarienne et de préparer la création d'une nouvelle Internationale schismatique de concert avec certains renégats allemands (groupe Maslov et Ruth-Fischer) et français (M. Souvarine). Ces intérêts de parti sont les seuls qui préoccupent le gouvernement soviétique pour qui la Russie est un champ d'expériences à l'usage du communisme international. Le gouvernement de l'U. R. S. S. n'est pas, n'a jamais été, un gouvernement comme les autres; il sacrifie délibérément les intérêts spécifiquement russes à ceux de l'Internationale révolutionnaire, ou, si l'on veut, il voit l'avenir de la Russie dans le succès universel de la révolution communiste et dans l'agrégation successive de tous les États à l'U. R. S. S. C'est une forme de conquête très redoutable et qui aboutirait à l'hégémonie universelle de la Russie.

Pour cette tâche de la révolution à organiser, M. Rakowsky, indésirable à Moscou, apparaît, aux yeux de ses adversaires comme de ses amis, parfaitement à sa place à Paris, où il s'entend à merveille à organiser et grouper les éléments révolutionnaires. La situation morale, économique et financière de l'U.R.S.S. semble actuellement si désespérée, ses divisions intestines si profondes, qu'elle ne peut espérer de salut que dans la prompte explosion de révolutions communistes dans les pays qui semblent offrir une moindre résistance. Peu importe au gouvernement de Moscou que M. Rakowsky soit ou ne soit pas *persona grata* à Paris, puisqu'il ne s'agit pas de faire aboutir des négociations qui ne sont qu'une façade et un trompe-l'œil, mais bien d'organiser et de préparer la révolution prolétarienne. Le rappel de M. Rakowsky pourrait être interprété par les groupes affiliés à la IIIe Internationale comme une défaite du prolétariat communiste et un recul pour la révolution : cela suffit pour qu'il soit maintenu à Paris. Entre les méthodes d'action et les buts

du gouvernement de l'U.R.S.S. et ceux des gouvernements « capitalistes » il n'y a aucune commune mesure; quand on ne parle pas le même langage, il est difficile de s'entendre.

Le désaveu de son propre gouvernement ne pouvait pas, dans ces conditions, devenir, pour M. Rakowsky, un principe de sagesse et de prudence. Il se laissait entraîner, quelques jours après, à une nouvelle incorrection en se mettant en relations directes avec la presse française pour lui communiquer des nouvelles inexactes sur l'état des négociations, depuis longtemps pendantes, au sujet des dettes de l'ancien gouvernement impérial. La manœuvre est assez subtile pour qu'il soit nécessaire d'en analyser le mécanisme. Il s'agit de renforcer en France les chances de succès d'une révolution, d'élever ce que Jaurès appelait « la température révolutionnaire du prolétariat ». Le gouvernement de Moscou n'a ni l'intention, ni d'ailleurs les moyens de payer, aux porteurs français des emprunts impériaux, soixante et une annuités, même réduites à 12 millions de dollars, soit 300 millions de francs-papier; mais il a un besoin d'autant plus urgent d'obtenir des crédits qu'il vient d'échouer dans une suprême tentative pour placer un emprunt intérieur en Russie même. Sa tactique consiste donc à lier la reconnaissance des dettes de l'ancien régime et le paiement d'une faible partie des arrérages à l'obtention de crédits qui se monteraient à 120 millions de dollars (3 milliards de francs-papier) à verser par tranches de 20 millions pendant six ans avec garanties et intérêts. Les crédits seraient fournis sous la forme de reports garantis par des livraisons de marchandises, particulièrement de pétrole. La commission que préside M. de Monzie se proposait d'abord d'obtenir une reconnaissance de la dette, ce qui eût impliqué un succès moral et politique pour l'État créancier, et ensuite de préparer un règlement acceptable de ces dettes envers l'État français et envers les particuliers spoliés par la révolution russe.

Si la Russie soviétique était un pays normal, on pourrait, en effet, lui appliquer une sorte de plan Dawes; mais elle est une révolution en action. Il y aurait sans doute un certain intérêt théorique à obtenir d'un tel gouvernement le reniement du principe si souvent proclamé par lui depuis novembre 1917 de ne pas reconnaître les dettes du gouvernement du Tsar. Mais comment la Russie, dans sa détresse financière, avec une balance commerciale le plus souvent déficitaire, parviendrait-elle à faire face à ces annuités, même réduites, et au remboursement, au bout de six ans, des cré-

dits avancés, sans parler des intérêts? Il serait évidemment désirable que la Russie reprît le service de sa dette publique, même amputée dans une très large proportion. Mais est-il raisonnable, matériellement, d'espérer que la Russie, tant qu'elle s'en tiendra à son régime économique actuel, puisse devenir capable de paiements réguliers? Et est-il possible, moralement, de se figurer qu'elle en puisse avoir l'intention? Il suffit de lire ses journaux pour se convaincre du contraire. Il s'agit d'une manœuvre politique préparatoire aux élections et à la révolution qui, si les espérances bolchévistes se réalisent, devrait s'ensuivre. L'organe officiel du gouvernement soviétique nous explique lui-même que ses concessions apparentes ne sont qu'une frime : « Les paiements, dit-il, paralyseront l'action antisoviétique parmi la petite bourgeoisie française. Or la réconciliation avec la France est de la plus haute importance à l'heure où il s'agit de l'empêcher de se joindre au bloc antisoviétique qui se prépare à la guerre avec l'Union soviétique. »

Otez l'allusion sans aucun fondement à la guerre qui se préparerait contre l'U. R. S. S., il reste un aveu précieux à retenir : les offres du gouvernement de Moscou ne sont qu'une amorce que nous serions trop naïfs d'avaler ; elles ne sont même pas sincères ; ces pourparlers ne sont, de la part des bolchévistes, que comédie et faux-semblant. Et c'est pourquoi M. Rakowsky, sortant de son rôle diplomatique, a cru pouvoir communiquer à la presse des renseignements tendant à faire croire qu'un accord était réalisé entre Moscou et Paris; il s'agissait d'influencer l'opinion française, de faire croire aux petits bourgeois porteurs de titres russes que c'est le gouvernement français et les gros capitalistes qui, par haine des Soviets, s'opposent à un accord qui aurait pour effet la reprise des paiements. Nous verrons reparaître ces sophismes au moment des élections : c'est leur destination naturelle.

Après cette immixtion de M. Rakowsky dans les affaires intérieures françaises, une nouvelle démarche verbale de M. Jean Herbette auprès du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères resta sans effet. M. Tchitcherine ayant demandé que lui fût adressée une note écrite qui préciserait les griefs du gouvernement français contre la personne de l'ambassadeur, cette nouvelle et décisive démarche a été accomplie le 7 octobre par M. Herbette. En même temps, le gouvernement français faisait publier les notes échangées au sujet de M. Rakowsky avec le gouvernement de Moscou. Il en ressort que M. Briand ne cherche nullement un prétexte à une rupture diploma-

tique avec l'U. R. S. S.; au contraire, il a soin de distinguer le cas Rakowsky, qui est une simple question de personne, du maintien des bonnes relations entre les deux gouvernements. C'est même afin que ces relations puissent devenir meilleures que le cabinet de Paris ne veut plus avoir de rapports avec un ambassadeur dont la situation n'est pas intacte; c'est seulement avec un diplomate qui se confinerait correctement dans son rôle, selon les engagements consentis par l'U. R. S. S. au moment où furent reprises les relations diplomatiques, que le gouvernement français souhaite continuer la négociation au sujet des dettes et de l'amélioration générale des relations entre les deux pays. Ainsi tombe l'allégation, qui se retrouve dans nos journaux socialistes, que le gouvernement britannique et surtout Sir Henry Deterding, agissant dans l'intérêt de la Standard Oil, chercheraient à influencer le gouvernement français dans le sens d'une rupture avec les Soviets, afin que ne se renouvellent plus les achats du gouvernement français au syndicat russe du naphte.

Si une rupture devait se produire, elle ne pourrait venir que d'un refus injustifiable du gouvernement soviétique de remplacer un ambassadeur qui s'est mis par sa faute dans l'impossibilité d'exercer utilement ses hautes fonctions. S'il faut en croire d'importantes déclarations que M. Tchitcherine aurait faites au correspondant du *Soir*, ni son adjoint M. Litvinof, ni lui-même n'auraient jamais rien dit qui pût laisser croire qu'ils se prêteraient à un rappel de M. Rakowsky ; ils se solidariseraient d'ailleurs avec lui « dans toutes les questions qui concernent son activité en France ». S'il en est ainsi, on s'acheminerait soit vers une rupture diplomatique, — qui aurait l'avantage de nettoyer le centre de propagande révolutionnaire qu'est nécessairement une ambassade soviétique, mais qui aurait peut-être l'inconvénient d'inquiéter nos alliés polonais et roumains, — soit à une sorte de « mise en veilleuse » des relations entre Moscou et Paris. Si l'intransigeance de M. Tchitcherine aboutissait à une rupture, ce serait l'indice que se préparent en Russie des événements graves qui seraient peut-être de nature à compromettre la paix de l'Europe.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : René Doumic.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCVII[e] ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

TRENTE-HUITIÈME VOLUME

SEPTEMBRE — OCTOBRE

Livraison du 1er septembre

Pages.

LE PACHA DE TOMBOUCTOU, deuxième partie, par M. ANDRÉ DEMAISON. . . . 5

MADAME DE POMPADOUR ET LA POLITIQUE. — I. *L'INITIATION*, par M. PIERRE DE NOLHAC, de l'Académie française 34

VUES SUR LES ÉTATS-UNIS. — I. *LA CIVILISATION DE MASSE*, par M. LUCIEN ROMIER 56

L'ÉGÉRIE DE M. THIERS. — *LES CAHIERS DE MADAME DOSNE*, par M. HENRI MALO. 76

SOUS LES NIAOULIS. — *LE PERSONNEL D'UNE PLANTATION*, par M. MARC LE GOUPILS 111

GEORGES SOREL, THÉORICIEN DE L'IMPÉRIALISME, par M. PIERRE LASSERRE . . . 134

SOUVENIRS D'UNE PETITE FILLE, dernière partie, par GYP 167

LA MAITRISE DE L'AIR — IV. *ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'AÉRONAUTIQUE*, par M. LE GÉNÉRAL NIESSEL. 185

POÉSIES, par M. ANDRÉ DELACOUR. 214

REVUE LITTÉRAIRE. — *L'ÉVOLUTION SPIRITUELLE DE MICHELET*, par M. VICTOR GIRAUD 218

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 septembre

L'APPEL DES COLONIES, par M. OCTAVE HOMBERG. 241

EXISTE-T-IL UNE POÉSIE PROLÉTARIENNE ? par M. SERGE DE CHESSIN. 254

L'ALTANA OU LA VIE VÉNITIENNE. — IV, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française. 285

VUES SUR LES ÉTATS-UNIS. — II. *LES MŒURS*, par M. LUCIEN ROMIER. 315

MADAME DE POMPADOUR ET LA POLITIQUE. — II. *L'ÉGLISE*, par M. PIERRE DE NOLHAC, de l'Académie française. 335

LE PACHA DE TOMBOUCTOU, troisième partie, par M. ANDRÉ DEMAISON 368

L'EXODE DES HAUTS FONCTIONNAIRES, par M. LOUIS MARLIO 402

Pages.

PAGES DE GLOIRE AU MAROC. — IV. *LA CAMPAGNE DU RIF*, par Mme H. CELARIÉ. 415
LE LOUVRE DE LOUIS XIV, par M. PIERRE TROYON. 441
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *LES CALCULS QUI SE FONT TOUT SEULS*, par M. MAURICE D'OCAGNE, de l'Académie des Sciences. 447
REVUE MUSICALE. — *IOPAS A LA LONGUE CHEVELURE*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 457
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 469

Livraison du 1er octobre

LE JARDIN DE PICPUS, 1793-1794. — I. *LA PRISON DU LUXEMBOURG*, par M. G. LENOTRE 481
L'ITALIE ET LES RESPONSABILITÉS AUSTRO-ALLEMANDES DE LA GUERRE, par ***. . . 511
NOS GRANDES ÉCOLES. — L'ÉCOLE D'ATHÈNES, par M. GUSTAVE FOUGÈRES, de l'Institut 543
LE PACHA DE TOMBOUCTOU, dernière partie, par M. ANDRÉ DEMAISON. 575
L'ALTANA OU LA VIE VÉNITIENNE. — V. *VENISE D'ÉTÉ*, par M. HENRI DE RÉGNIER, de l'Académie française. 606
VUES SUR LES ÉTATS-UNIS. — III. *L'AVENIR ÉCONOMIQUE*, par M. LUCIEN ROMIER. 631
ITINÉRAIRE DE PARIS EN UKRAINE, par H. DE BALZAC. 650
LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — *LE MONDE DE M. WELLS*, par M. LOUIS GILLET . 685
REVUE LITTÉRAIRE. — *LES JEUNES ET LES LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES*, par M. ANDRÉ CHAUMEIX 697
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 709

Livraison du 15 octobre

TROP DE REMÈDE EST UN POISON, *PROVERBE EN UN ACTE*, par M. PAUL BOURGET, de l'Académie française. 721
L'ALLEMAGNE DE 1927, par M. MAURICE PERNOT. 745
LE JARDIN DE PICPUS, 1793-1794. — II. *LA BARRIÈRE DU TRONE*, par M. G. LENOTRE 779
LA BELLE JEUNESSE FRANÇAISE, par M. le GÉNÉRAL A. TANANT. 818
BOSSUET ET LES DÉBUTS DE LOUIS XIV, par M. ALFRED RÉBELLIAU, de l'Institut. 826
MADAME DE POMPADOUR ET LA POLITIQUE. — III. *LE RENVERSEMENT DES ALLIANCES*, par M. PIERRE DE NOLHAC, de l'Académie française. 860
LA FRANCE EN ÉGYPTE, par M. RENÉ LA BRUYÈRE. 902
QUESTIONS SCIENTIFIQUES. — *LE CENTENAIRE DE MARCELIN BERTHELOT ET LA MAISON DE LA CHIMIE*, par M. CHARLES MOUREU, de l'Académie des Sciences 920
LES FOUILLES DE DOURA, par M. JÉRÔME CARCOPINO 935
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON. . . 947

Paris, 1927. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 58577.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 2626